ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 21 septembre 2020

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 17 septembre 2020

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal, qui se déroulera exceptionnellement à huis clos est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 21 septembre 2020, à 13 h**, **via téléconférence**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, Lucien-Saulnier building, street level)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 21 septembre 2020

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 21 septembre 2020 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 10 septembre 2020.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 5.01, 7.03 à 7.05, 8.02, 15.01, 15.02, 20.08 à 20.20, 41.04, 44.01, 46.01 et 51.02 à 51.04, ainsi que des articles 80.01 (20.24) à 80.01 (20.34), 80.01 (30.01) et 80.01 (30.02), 80.01 (42.08), 80.01 (51.01) et 80.01 (51.02).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, à l'exception des articles 51.04 et 80.01 (51.02) pour lesquels aucun document ne sera livré, et que les documents afférents aux articles 3.02 et 3.03 sont maintenant accessibles via ladite base de données.

Montréal

Assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 21 septembre 2020

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 24 août 2020

03.03 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 31 août 2020

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1204320007

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur le « Bilan de la huitième année d'activité (2018) »

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Résolution CA20 13 0172 du conseil d'arrondissement de Saint-Léonard - Demande pour la tenue d'une élection partielle dans de district de Saint-Léonard-Est

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 27 août 2020

07.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 31 août 2020

07.03 *Conseil des Montréalaises* - 1207721003

Dépôt de l'avis du Conseil des Montréalaises intitulé « Vers une ville féministe : avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2015-2018-Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal »

07.04 *Service du greffe* - 1201615002

Dépot du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2019

07.05 *Commission de la fonction publique de Montréal* - 1206713001

Dépôt du rapport annuel 2019 de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM)

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise portant sur la Politique montréalaise pour l'action communautaire

08.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration intitulé « Consultations prébudgétaire 2021 - Rapport et recommandations »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration pour la Journée internationale des personnes aînées 2020

15.02 *Service du greffe*

Déclaration pour demander au gouvernement du Québec une programmation AccèsLogis

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1207711013

Accorder un contrat à l'entreprise Production Sécurité inc. pour les services de gardiennage dans des lieux d'élimination de la neige pour deux saisons hivernales - Dépense totale de 470 600,67 $, taxes, variations des quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18348 (1 soum. conforme)

20.02 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200649008

Exercer la deuxième et dernière option de prolongation pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement à la firme JRG Déneigement et excavation inc. pour un montant de 209 656,72 $, taxes incluses (CE18 1307 - appel d'offres public 1672)

20.03 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1204922005

Accorder des contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) et 9304-9179 Québec inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour les lieux d'élimination de la neige, pour une durée d'une et de trois saisons hivernales, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale - Dépense totale de 1 357 706,79 $, taxes, variations des quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18232 (12 soum.)

20.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968024

Accorder un contrat à Néolect inc. pour l'installation de 60 détecteurs véhiculaires - Dépense totale de 396 217,42 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 461752 (1 soum.)

20.05 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1207000007

Autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes, variation de quantités et contingences incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c. pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (CM19 0422), majorant ainsi le montant total du contrat de 800 973,34 $ à 1 140 149,59 $, taxes incluses

20.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208516004

Accorder un contrat gré à gré à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal pour réaliser des tests de la capacité de production d'un Puits à Colonne Permanente (PCP) et un Puits d'Injection (PI) en les connectant à leur Unité de Recherche en Géothermie (URG) au centre Père-Marquette, situé au 1600, rue de Drucourt, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 173 391,08 $, contingences et incidences incluses, exonérée de taxes sauf pour les incidences - Appel de candidature (1 candidat)

20.07 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1206370001

Accorder un soutien financier totalisant un montant de 325 000 $ à Les Francofolies de Montréal inc. pour soutenir la 32e édition des Francos de Montréal 2020 / Approuver les projets de conventions à cet effet

20.08 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1208528012

Accorder un contrat à Trois Diamants autos (1987) ltée pour la fourniture de six camionnettes 4X4 à cabine d'équipe six places, caisse courte - Dépense totale de 501 637,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18201 (5 soum.)

20.09 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1208872004

Accorder un contrat à Les Solutions Enovert inc., pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18222 (1 seul soum. conforme)

20.10 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231066

Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont - Dépense totale de 657 127,74 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 460512 (5 soum.)

20.11 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1207711006

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder trois contrats à Proquip inc. et Les Excavations Payette ltée, pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard, pour une période de trois saisons hivernales, avec une année de prolongation - Dépense totale de 10 677 291,77 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18187 (6 soum.)

20.12 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1207711010

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder deux contrats à Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc., pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de un an et quatre ans avec une année de prolongation - Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18275 (6 soum.)

20.13 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1205382001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de 18 fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pieds et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18052 (4 soum.)

20.14 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231068

Autoriser une dépense additionnelle de 265 524,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans la rue Mill, supplémentaires aux travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, dans le cadre du contrat 416311 accordé à Loiselle inc., (CM20 0516), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 318 016,99 $ à 7 583 541,92 $, taxes incluses

20.15 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231067

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre - Dépense totale de 668 269,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 460513 (7 soum. conformes)

20.16 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1208804001

Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied du projet « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises », pour une somme maximale de 190 500 $, taxes incluses, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

20.17 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1208838001

Accorder un contrat de services professionnels à la firme Mario Brien inc., à titre d'intégrateur technique pour accompagner le MEM - Centre des mémoires montréalaises, en vue de l'intégration des équipements techniques dans l'aménagement des espaces d'exposition, des espaces publics et des espaces de diffusion - Dépense totale de 235 738,99 $, taxes incluses (1 seul soum. conforme)

20.18 *Service de l'habitation* - 1198441002

Approuver le projet d'avenant 1 à la convention de contribution financière entre la Ville et UTILE Angus (CM19 0866), afin que la convention désigne les lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, comme immeuble devant recevoir le projet

20.19 *Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie* - 1207534003

Approuver un projet d'Entente de collaboration entre la Ville de Montréal et OURANOS d'une durée de trois ans effective à compter du 16 juin 2020, pour un montant total de 517 387,50 $, taxes incluses, et une contribution en nature de 300 000 $

20.20 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1180640005

Autoriser l'augmentation du pourcentage de logements pouvant bénéficier du Programme de Supplément au Loyer (PSL) de 25% à 35% pour l'immeuble locatif situé au 10595-10597, boulevard Olympia, appartenant à l'organisme Habitations communautaires Olympia, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204990001

Prolonger, pour une période de trois ans à compter du 22 septembre 2020, la déclaration de compétence du conseil municipal quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation du rendement des entrepreneurs et des fournisseurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes*, à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201009006

Offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du square Chaboillez, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles* - 1192610003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007)

41.02 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200025003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01)

41.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1208935002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque

41.04 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1205843004

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur anti bruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1208285002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique

42.02 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1204341001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)

42.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1204520001

Adoption -Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003)

42.04 *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications* - 1206744004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194509003

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) Montréal - Chapitre 22 arrondissement de Saint-Laurent », afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521009

Nommer le parc Lucia-Kowaluk dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Conseil Jeunesse* - 1207181002

Approuver le renouvellement de mandat d'un membre au Conseil jeunesse de Montréal

51.02 *Conseil des Montréalaises* - 1207721002

Nomination de présidente, de vice-présidente et de membres au Conseil des montréalaises

51.03 *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1207968004

Nomination de membres au Conseil interculturel de Montréal

51.04 *Service du greffe*

Nominations aux commissions permanentes

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour la tenue d'une élection partielle à Saint-Léonard est

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle visant à diminuer temporairement la charge fiscale des immeubles non résidentiels du centre-ville de Montréal

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour favoriser le covoiturage à Montréal

65.04 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à promouvoir la transparence ainsi qu'à protéger le droit à la protection des renseignements personnels et les libertés civiles par rapport à l'utilisation des technologies de surveillance par le Service de police de la Ville de Montréal

65.05 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à créer un sous-poste de police dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce dans le contexte de la fusion des postes de police 9 et 11

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1206634002*

Autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.02 *Service du greffe - 1204145001*

Accorder un contrat à Acces Information Management of Canada ULC pour le service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 24 mois et 41 jours, se terminant le 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 681 059,15 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17840 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.03 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté - 1207157003*

Accorder des contrats à Service d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services d'entretien ménager de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 36 mois, à partir du 1er novembre 2020, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 9 018 396,93 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18064 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.04 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1200206002*

Accorder un contrat à Altel inc., d'une durée de 36 mois, plus deux options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18264 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.05 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1208417001*

Autoriser une dépense additionnelle de 5 679 601,53 $, taxes incluses, afin d'exercer les options de prolongation de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Bell Canada (CG15 0626) et pour l'ajout de services accessoires, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à 19 921 092,39 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.06 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1208179001*

Accorder un contrat à Aménagements Natur'Eau-Lac inc. pour la fourniture et la plantation de végétaux en vue de la restauration écologique au parc-nature du Bois-de-Saraguay - Dépense totale de 641 305,27 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 20-18219 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Écoterritoires*

20.07 *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité - 1208872002*

Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, avec Pneus SP inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 256 354,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18237 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation - 1208727001*

Conclure une entente-cadre avec Les Constructions Serbec inc. pour la fourniture de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 1 458 199,96 $, taxes, contingences et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18028 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.09 *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité - 1208872003*

Conclure une entente-cadre avec Lacbus de l'automobile inc. d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour des services sur demande d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal (Secteur Sud-Ouest), pour une somme maximale de 245 956,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18299 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1208852001*

Autoriser une dépense additionnelle de 40 011,86 $ et autoriser le transfert d'un montant de 22 994 $, taxes incluses, des dépenses incidentes au contrat, pour le déplacement de la conduite gazière sous le nouveau chemin pour l'usine Siemens, dans le cadre du contrat accordé à Energir (anciennement Gaz Métro) (CG15 0612), majorant ainsi le montant total du contrat de 280 628,40 $ à 343 634,26 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.11 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810007*

Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15514 (2 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438030*

Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues numéros 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 760 629,14 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP20030-BF0000-C (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.13 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438031*

Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval - Dépense totale de 7 012 271,11 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IP20013-149611-C (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1208865002*

Accorder un contrat à L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon pour le remplacement du refroidisseur et divers travaux au bâtiment situé au 2580, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 203 302,37 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15456-1 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810010*

Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15519 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.16 *Service des technologies de l'information - 1205942002*

Exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) (CG18 0490), pour la période du 20 septembre 2020 au 19 septembre 2021, pour une somme maximale de 166 138,88 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.17 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1208693001*

Conclure deux ententes-cadres, avec Yves R. Hamel et Associés inc. et SNC-Lavalin Télécom inc., pour la prestation des services en ingénierie pour le câblage structuré et la radiocommunication, pour une période de trois ans, du 24 septembre 2020 au 24 septembre 2023, avec une possibilité de prolongation annuelle, pour un maximum de deux années consécutives - Dépense totale de 1 472 264,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18135 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.18 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1204368010*

Approuver un projet d'entente de collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (Direction régionale de santé publique de Montréal) pour la réalisation d'une Évaluation d'impact sur la santé (EIS) du Réseau express vélo (REV)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.19 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1206037003*

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 14 ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.20 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1205372005*

Approuver un projet de deuxième convention d'amendement de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de deux ans à compter du 1er septembre 2020, un espace à bureaux situé au 2505, boulevard Rosemont, d'une superficie de 2 243,2 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour le programme d'aide aux employés du Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 135 010,82 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.21 *Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles - 1205326002*

Approuver un projet d'entente et autoriser la réception d'une subvention provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en oeuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.22 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1208895002*

Accorder un soutien financier de 135 560 $, taxes incluses, au Centre de valorisation du bois urbain pour la transformation et la valorisation d'environ 16 000 billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en 200 000 PMP de planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie et en 434 000 PMP pour la pâte à papier / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.23 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1207796012*

Abroger la résolution CE20 0393 et accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 et de l'événement « TAG », pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.24 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1208042003*

Approuver un projet de convention de sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, d'une superficie de 24 731 pieds carrés, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021, en plus d'une option de prolongation additionnelle d'une année, pour la période du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022 - Dépense totale 242 830,35 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.25 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1204565006*

Approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 9049-6365 Québec inc., un espace à bureaux d'une superficie de 3 700 pieds carrés, situé au 2260, avenue Bennett, pour la Section sécurité routière du Service de la planification opérationnelle du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 6 ans et 1 mois, à compter du 9 novembre 2020 jusqu'au 8 décembre 2026, pour une dépense totale de 1 274 144,33 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.26 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté - 1208694002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC, pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une période maximale de 36 mois, pour le lot #1 et de 12 mois pour le lot #2, débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18027 (4 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

20.27 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208260003*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18244 (1 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.28 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1208693002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Teltech Télécommunication inc. pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de trois ans, du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023, avec deux options de renouvellement d'un an chacune - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 461755 (9 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.29 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207019005*

Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 140 000 $ à Culture Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises créatives et culturelles visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.30 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207016001*

Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet PME résilientes en relance / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.31 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207019002*

Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 70 000 $ à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises touristiques visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.32 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207019003*

Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 210 000 $ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.33 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1207100004*

Approuver un projet de convention de modification numéro 1 de l'entente de recherche entre la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CG16 0012), permettant de prolonger la durée de l'entente initiale d'une période de un an, soit du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.34 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1204435009*

Approuver un projet de promesse bilatérale de vente et d'achat par lequel la Ville s'engage à acquérir de Le Club de golf Royal Montréal ltée, un terrain vacant d'une superficie approximative de 117 587 mètres carrés, situé dans l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, constitué d'une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 1 800 000 $, plus les taxes applicables

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Écoterritoires*

30 – Administration et finances

30.01 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports - 1208168002*

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

30.02 *Société de transport de Montréal - 1207945002*

Autoriser la Société de transport de Montréal à décréter l'expropriation des immeubles requis dans le cadre du projet du centre d'attachement Nord-Ouest - CANO

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1206019001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme - 1200668001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

42.03 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1207562001*

Adoption - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 294 166 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

42.04 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1208285001*

Adoption - « Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique », relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.05 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207896002*

Adoption - « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) » / Augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

42.06 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207952002*

Adoption - « Règlement établissant le programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes » dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.07 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179013*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.08 *Service de sécurité incendie de Montréal - 1201024001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014), afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 22 octobre 2020

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Direction générale , Cabinet du directeur général - 1205330007*

Nomination de madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, au sein du comité d'audit élargi de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération :	*Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

51.02 *Service du greffe*

Nominations aux commissions permanentes

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 24 août 2020 13 h

Séance tenue le lundi 24 août 2020 salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence à l'exception de la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, qui était présente en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

Mme Micheline Rouleau.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL* :

Mme Andrée Hénault.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

En ouverture du conseil, le vice-président du conseil, M. Michel Bissonnet, souhaite reconnaître que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Il remercie la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé. Il demande une minute de silence.

Puis, il souhaite à toutes et à tous la bienvenue pour la reprise des travaux après la pause estivale. Il espère que tous ont pu profiter de cette période pour se reposer et faire le plein d'énergie en vue de la rentrée. Il rappelle que les séances du conseil comme celle d'aujourd'hui se tiennent en mode virtuel depuis mars dernier.

Il enchaîne en mentionnant quelques célébrations internationales au mois d'août : le 1er août. la *Semaine Mondiale de l'allaitement maternel*; le 7 août, la *Journée Internationale de l'éducation*; le 12 août, la *Journée Internationale de la jeunesse*; le 19 août, la *Journée mondiale de l'aide humanitaire*; le 21 août, la *Journée Internationale du souvenir en hommage aux victimes du terrorisme*; le 30 août, la *Journée Internationale des personnes disparues.*

Par la suite, le vice-président souligne les anniversaires des élu.es des mois de juillet et d'août des membres du conseil, plus précisément : M. Luis Miranda, Mme Émilie Thuillier, Mme Rosannie Filato, Mme Micheline Rouleau, M. Peter McQueen, Mme Manon Barbe, Mme Karine Boivin Roy, Mme Lise Zarac et M. Alan DeSousa.

Avant de terminer, le vice-président souhaite répondre de vive voix au conseiller Rotrand à la suite d'une question de règlement que ce dernier lui avait adressée lors du conseil de juin dernier, et à laquelle il s'était engagé à répondre après délibérations. À cet égard et en s'appuyant sur les articles 65 et 101 du *Règlement sur les procédures d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), le vice-président juge que M. Rotrand n'est pas lésé et demande la plus grande prudence à tous les membres lorsqu'ils font usage de la question de privilège.

Le vice-président cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

À 13 h 04,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

et avec le consentement unanime des membres, de modifier la séquence de l'ordre du jour en devançant l'étude de l'article 51.02 pour permettre la désignation de la nouvelle présidente du conseil.

CM20 0692

Désignation à la présidence du conseil

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de désigner madame Suzie Miron à titre de présidente du conseil.

Un débat s'engage.

Le vice-président du conseil, M. Michel Bissonnet, cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse prend la parole et remercie Mme Wong pour son travail ces trois dernières années à la présidence du conseil; elle remercie également le vice-président du conseil, M. Michel Bissonnet pour son travail continu. La mairesse félicite Mme Suzie Miron pour sa nomination à titre de présidente du conseil et lui souhaite la bienvenue.

Le vice-président du conseil remercie la mairesse de Montréal pour son intervention et cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole en souhaitant un processus de nomination à la présidence du conseil qui inclut une consultation auprès des membres. Il ajoute, qu'en 2010, il a été discuté à la Commission de la présidence, que la désignation à la présidence du conseil puisse se tenir par vote secret.

Le vice-président remercie le conseiller Rotrand et cède tour à tour la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez et au conseiller Luis Miranda.

MM. Perez et Miranda félicitent Mme Miron pour sa nomination et lui souhaitent bon succès dans ses nouvelles fonctions. Ils rappellent le rôle important d'impartialité de la présidente du conseil dans la démocratie, notamment dans l'application des règlements. En terminant, ils donnent leur appui aux propos du conseiller Rotrand.

Le vice-président du conseil remercie MM. Perez et Miranda pour leurs interventions. Il félicite à son tour Mme Miron pour sa nomination et lui assure de son entière collaboration.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : M. Marvin Rotrand

51.02

La nouvelle présidente du conseil, Mme Suzie Miron, prend la parole et remercie les membres de leur confiance. Elle exprime tout l'honneur qu'elle ressent à occuper ce rôle et à succéder à la première femme présidente du conseil, Mme Cathy Wong. Mme Miron s'engage à poursuivre sur cette voie digne et respectueuse. Elle souhaite aussi mieux faire connaître les travaux du conseil municipal et des instances en général durant son mandat. Elle invite les membres à tenir des échanges sereins et fructueux. Puis, elle a une pensée d'encouragement envers tous les étudiants et écoliers qui reprennent le chemin des classes. Elle invite également tous les membres à une profonde réflexion afin de s'engager dans une démarche de travail plus juste et écologique.

La présidente du conseil termine avec une citation de Mme Laure Waridel, du Mouvement Mères au Front auquel elle adhère : « Les plus petites actions, réalisées dans l'anonymat comme dans les grands mouvements internationaux, s'inscrivent toutes dans ce même processus de guérison qui passe souvent inaperçu, tant la planète est malade ».

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	État de la situation financière – Est-ce que l'Administration peut dévoiler les pertes de revenus et l'augmentation des dépenses de la Ville de Montréal / Quelles seront les décisions que l'Administration prendra afin de présenter un budget équilibré?
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Consultations prébudgétaires de la Commission sur les finances et l'administration – Qu'est-ce que l'Administration compte faire avec les résultats de ces consultations, notamment en ce qui touche la méthodologie et le contenu du sondage? / Pourquoi la réduction des dépenses n'est pas un choix dans ce sondage?

Question de	À	Objet
M. Aref Salem	M. Luc Rabouin	Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (Programme) – Est-ce que l'Administration va repousser la date limite de ce Programme afin qu'un plus grand nombre de commerces puisse en profiter? / Souhaite que le Programme soit mieux connu auprès de la clientèle cible
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Implantation des voies actives sécuritaires – Quelles sont les pertes en ce qui a trait aux : débarcadères et stationnements pour les personnes à mobilité réduite, bornes électroniques, cases de stationnement pour les résidants locaux et quel est le nombre de trajets d'autobus modifiés? / Quels sont les coûts d'implantation des voies actives sécuritaires?
Mme Chantal Rossi	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Réglementation touchant les agrandissements de propriété — Aimerait des explications concernant le projet de la propriété de la mairesse de Montréal et la réglementation en vigueur dans certains arrondissements?

À 13 h 50,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. François Miele

de prolonger la période de questions des membres de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Mme Chantal Rossi	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Est-ce que la réglementation peut être uniformisée partout dans les arrondissements afin notamment de retenir davantage les familles à Montréal?
M. Dominic Perrii	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Prochaines élections partielles dans l'arrondissement de Saint-Léonard — Est-ce qu'il y aura une élection partielle dans Saint-Léonard Est? / Souhaite une intervention auprès des instances gouvernementales provinciales à cet égard
M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry) (Mme Maja Vodanovic)	Fermeture de la marina de Lachine — Est-ce qu'il y aura des consultations auprès des intervenants avant d'aller de l'avant? / Réitère sa question

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 14 h 06.

La présidente du conseil remercie l'ensemble des élu.e.s et cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM20 0693

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 24 août 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM20 0694

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 15 juin 2020

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 15 juin 2020, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 13 août 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

CM20 0695

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 30 juin 2020

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 30 juin 2020, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 13 août 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.03

---

4 - Annonces et dépôts de documents par le comité exécutif

La présidente du conseil appelle le point « Annonces et dépôts de documents par le comité exécutif ».

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* pour la période du 1er juin 2020 au 31 juillet 2020.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er juin 2020 au 31 juillet 2020.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes,* pour la période du 1er juin 2020 au 31 juillet 2020.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

5 - Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement ».

Le leader de la majorité dépose le document suivant :

5.01 Résolution CA20 19 0137 du conseil d'arrondissement de Lachine - Appui de l'arrondissement de Lachine au plan d'action 2020-2030 pour l'avenir du Saint-Laurent.

_____

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Par M. Robert Beaudry

--- Dépôt d'une réponse écrite à Mme Karine Boivin-Roy à propos de la résiliation des contrats de services professionnels en gestion de projet accordés à Macogep inc.

Par M. Jean-François Parenteau

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Richard Guay à propos de l'article 20.29 : précisions sur l'écart entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation du service dans le contrat RDP-105-2024;

Par Mme Nathalie Goulet

--- Dépôt d'une réponse écrite à MM Francesco Miele et Marvin Rotrand concernant le retrait des boissons sucrées dans les installations sportives de la Ville;

Par M. Sylvain Ouellet

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Francesco Miele à propos du ruisseau Meadowbrook et des raccordements inversés;

Par M. Éric Alan Caldwell

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Aref Salem concernant trois dossiers relatifs à la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse;

Par Mme Marianne Giguère

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Aref Salem concernant les travaux sur la piste cyclable de la rue Notre-Dame;

Par Mme Caroline Bourgeois

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Marvin Rotrand concernant le contrat de services professionnels de gré à gré à Architecture sans frontières Québec.

Par M. François William Croteau

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Morgan Booth concernant les impacts des ondes émises par les tours de transmission pour les téléphones cellulaires sur la santé du public

Par M. Benoit Dorais

--- Dépôt d'une réponse écrite à M. Takfarinas Nait concernant le processus de dotation – Embauche d'immigrants

---

7 – Dépôt

La présidente du conseil appelle le point « Annonces et dépôts de documents par le comité exécutif ».

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 18 juin 2020.

7.02 Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 30 juin 2020.

CM20 0696

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 (ajusté)

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019, ajusté des éléments mentionnés au dossier décisionnel, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.03 1200029004

CM20 0697

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal (volet agglomération) produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 (ajusté)

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019, ajusté des éléments mentionnés au dossier décisionnel, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

07.04 1200029005

_____

CM20 0698

Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

07.05 1208788001

_____

CM20 0699

Dépôt du rapport de consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en vertu d'un droit d'initiative et intitulé « Racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal »

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en vertu d'un droit d'initiative sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le leader de la majorité, M. François Limoges, soulève une question de privilège à l'effet que le conseiller Marvin Rotrand doit utiliser les appellations Mme la Présidente ou *Mrs Speaker* lorsqu'il s'adresse à la présidente du conseil plutôt qu'en employant son nom de famille. En réponse, la présidente et M. Rotrand en conviennent entièrement.

_____

Le débat se poursuit.

_____

07.06 1201079006

_____

CM20 0700

Dépôt du rapport 2018-2019 sur l'exercice des pouvoirs d'autorisation du ministre de la Culture et des Communications par la Ville de Montréal en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Rapport 2018-2019 sur l'exercice des pouvoirs d'autorisation du ministre de la Culture et des Communications par la Ville de Montréal, en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, et le conseil en prend acte.

07.07 1206924002

CM20 0701

Dépôt du Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, prend la parole pour soulever une question de privilège à l'égard d'une expression utilisée par le conseiller Jean-François Parenteau lors de son intervention. Mme Boivin-Roy demande à ce que M. Parenteau retire ou remplace les mots « pas vrai ». M. Parenteau les remplace par « me laisse perplexe ».

07.08 1208736003

CM20 0702

Dépôt de la décision CMQ-67273 de la Commission municipale du Québec relative à l'enquête concernant M. Jean-Marc Corbeil, conseiller d'arrondissement à l'arrondissement d'Outremont

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la décision CMQ-67273 de la Commission municipale du Québec relative à l'enquête concernant M. Jean-Marc Corbeil, conseiller d'arrondissement à l'arrondissement d'Outremont, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09

À 15 h 22, la présidente, Mme Suzie Miron, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

---

8 - Dépôt de rapports des commissions du conseil

Le vice-président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

CM20 0703

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Le vote par correspondance comme modalité de vote à distance dans le contexte montréalais (résolution CM20 0551) : Rapport d'étude et recommandations »

M. François Limoges, à titre de vice-président de cette commission, dépose le rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Le vote par correspondance comme modalité de vote à distance dans le contexte montréalais (résolution CM20 0551) : Rapport d'étude et recommandations », et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le conseiller Marvin Rotrand dépose, en lien avec l'article sous étude, une lettre du gouvernement de la Saskatchewan (Ministry of Government Relations) ainsi qu'une lettre du gouvernement de l'Alberta (Municipal affairs).

_____

Le débat se poursuit.

_____

08.01

_____

CM20 0704

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude du Rapport 2019 du Bureau du Vérificateur général : Rapport et recommandations »

M. Richard Deschamps, à titre de président de cette commission, dépose le rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude du Rapport 2019 du Bureau du Vérificateur général : Rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

08.02

_____

CM20 0705

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude la Norme 37 001 : Systèmes de management anti-corruption : Rapport et recommandations »

M. Richard Deschamps, à titre de président de cette commission, dépose le rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude la Norme 37 001 : Systèmes de management anti-corruption : Rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

08.03

_____

À 15 h 50, la présidente, Mme Suzie Miron, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

_____

11 - Dépôt de pétitions

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions ».

Par M. Marvin Rotrand

--- Dépôt d'une copie d'une pétition concernant l'élimination de stationnement sur la rue Terrebonne;

Par M. Alan DeSousa

--- Dépôt d'une copie d'une pétition pour sauver le port de plaisance de Lachine.

---

15 – Déclaration / Proclamation

La présidente du conseil appelle le point « Déclaration / Proclamation ».

À 15 h 53, le leader de la majorité, M. François Limoges, prend la parole et propose d'étudier l'article 15.02 avant l'article 15.01, en raison de l'indisponibilité de la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, qui fera la présentation de cette déclaration. La proposition est agréée.

CM20 0706

Déclaration pour la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition

Attendu que le 23 août marque la date anniversaire de l'insurrection de 1791, au cours de laquelle des hommes et des femmes mis en esclavage sur la partie occidentale de l'île de Saint-Domingue ont revendiqué leur liberté;

Attendu que l'UNESCO a initié, en 1998, la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition;

Attendu que cette journée constitue à la fois un devoir de mémoire et un appel à lutter contre toutes les formes de servitude, contre le racisme, contre les préjugés, contre les discriminations raciales et contre les injustices sociales;

Attendu que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) dans l'espoir d'éradiquer les injustices sociales héritées de la traite négrière et de lutter contre le racisme et les discriminations raciales;

Attendu que Montréal s'est engagée à combattre toutes les formes de discrimination en adoptant la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale (1989), la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion (2004), la Déclaration de Montréal sur le Vivre ensemble (2015) et la Déclaration visant à reconnaître le caractère systémique du racisme et de la discrimination et à s'engager à les combattre (2020);

Attendu que le meurtre de George Floyd, aux États-Unis, a ramené à l'avant-scène le combat inachevé des populations noires pour l'égalité et le respect de leurs droits;

Attendu que la population montréalaise s'est également mobilisée en grand nombre pour défendre les droits et la vie des personnes noires et pour dénoncer les discriminations, le racisme, les violences et réclamer une société plus juste et égalitaire;

Attendu que la rue Sainte-Catherine, dans le Village, a eu l'honneur d'accueillir la fresque géante qui affirme haut et fort que « La vie des noir.es compte », une initiative du collectif Never Was Average et de la Fondation Dynastie;

Il est proposé par Mme Magda Popeanu

appuyé par Mme Valérie Plante
M. Josué Corvil
M. Marvin Rotrand

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1- souligne la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition;

2- poursuive ses efforts en matière de sensibilisation et de lutte contre le racisme et la discrimination systémiques par l'entremise de ses différents programmes, politiques et activités;

3- salue la Ligue des Noirs du Québec qui a souligné l'importance de cette journée grâce à un événement en ligne qui s'est déroulé sous le thème « Faire connaître notre histoire pour mieux vivre ensemble ».

_____

Un débat s'engage.

_____

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède respectivement la parole à la conseillère Magda Popeanu ainsi qu'aux conseillers Josué Corvil et Marvin Rotrand.

Mme Magda Popeanu prend la parole et présente la Déclaration. Elle insiste sur le fait que les collectivités doivent rester à l'affût et développer leur devoir de mémoire. En ce sens, l'importance de combattre le racisme et les discriminations systémiques sous toutes ses formes doit demeurer au coeur de nos priorités.

M. Josué Corvil prend à son tour la parole et rappelle différents pans de l'histoire des Noirs, notamment celui de la traite négrière. Il remercie également les instigateurs des nouvelles fresques murales dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et invite les autres arrondissements à suivre cet exemple.

M. Marvin Rotrand prend la parole et indique qu'il désire ajouter son nom comme appuyeur de cette déclaration. M. Rotrand mentionne que l'appui à cette déclaration constitue un geste de solidarité envers les Noirs. Il fait référence à plusieurs actions en appui à cette communauté.

La présidente du conseil remercie les conseillers pour leurs interventions.

Adopté à l'unanimité.

15.02

_____

À 16 h 11, le leader de la majorité rappelle l'article 15.01.

_____

CM20 0707

Déclaration en solidarité avec le peuple libanais

Attendu que la diaspora libanaise constitue une importante diaspora arabo-canadienne, avec plus de 400 000 Libano-Canadiens et Libano-Canadiennes vivant au pays, dont la moitié à Montréal et dans la grande région métropolitaine;

Attendu que Montréal reconnaît l'apport essentiel et unique des Montréalaises et des Montréalais d'origine libanaise qui enrichissent notre ville à tous les égards;

Attendu que l'implication et le leadership de la communauté libanaise apportent un dynamisme indéniable aux sphères économique, politique, artistique, culturelle, sportive, et scientifique de la métropole;

Attendu que le 4 août 2020 à 18 h 08, heure du Liban, une terrible tragédie s'est déroulée au coeur de la capitale. Deux explosions successives, dont une impliquant 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium, ont eu lieu dans le port de Beyrouth, engendrant des blessures et des pertes de vies humaines importantes et des dégâts matériels catastrophiques à travers la ville;

Attendu qu'en date du 12 août 2020, selon un bilan provisoire, les explosions auraient fait plus de 170 morts, plus de 6 000 blessés, et près de 300 000 sans-abris et que les dégâts matériels, sans précédent, sont estimés à plusieurs milliards de dollars;

Attendu que la communauté internationale se mobilise pour soutenir le peuple libanais durant cette période difficile, tant pour les besoins d'urgence que les efforts de reconstruction;

Attendu que le jour du deuil national décrété au Liban, la Ville de Montréal a mis les drapeaux de la Cité administrative en berne afin d'honorer toutes celles et ceux qui ont été touchés par les terribles explosions;

Attendu que la Ville de Montréal et la Ville de Beyrouth entretiennent depuis plusieurs années une relation amicale scellée par la signature, en 2017, d'une entente d'amitié et de coopération;

Il est proposé par Mme Valérie Plante

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1- exprime sa solidarité avec le peuple libanais suite aux explosions qui ont fait de nombreuses victimes et d'importants dégâts à Beyrouth et que la Ville de Montréal se tienne aux côtés du Liban et de toutes ses concitoyennes et de tous ses concitoyens d'origine libanaise;

2- remette 50 000 $ à la Croix-Rouge en aide d'urgence pour venir en aide à la population libanaise;

3- invite les Montréalaises et les Montréalais qui le peuvent à soutenir la population libanaise en faisant un don à la Croix-Rouge ou au Fonds de secours pour le Liban de la Coalition humanitaire du Canada.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, et au conseiller M. Aref Salem.

Mme Plante présente la Déclaration. La mairesse cite la grande résilience et le courage de la population libanaise affectée dans cette tragédie. Elle mentionne que la région métropolitaine compte près de 200 000 personnes d'origine libanaise qui, chaque jour, contribue à la vitalité de la métropole. En guise de solidarité, elle invite également tous les Montréalais et Montréalaises à aider la Croix-Rouge. Puis, la mairesse de Montréal fait la lecture de la Déclaration.

M. Aref Salem précise qu'il s'agit ici de la plus grave explosion en termes d'ampleur après celles d'Hiroshima et de Nagasaki. M. Salem fait état notamment de la situation dramatique qui prévalait dans les hôpitaux à la suite de cette explosion. Il présente ses condoléances à toutes les familles et les proches des victimes, dont certains Montréalais et Montréalaises. De plus, il remercie tous les contributeurs qui ont participé à la coalition humanitaire.

Adopté à l'unanimité.

15.01

À 16 h 22, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0708

Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 454 587,07 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 59 293,97 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1204983005
80.01 (20.01)

CM20 0709

Conclure une entente-cadre avec Chaussures Belmont inc. pour une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation, pour l'acquisition de bottes et de souliers de sécurité - Montant estimé de l'entente : 3 752 839,91 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17904 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois, avec Chaussures Belmont inc., pour la fourniture de bottes et souliers de sécurité, pour une somme maximale de 3 263 339,05 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-17904;

2- d'autoriser une dépense de 489 500,86 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1204982005
80.01 (20.02)

CM20 0710

Exercer l'option de deux années de prolongation, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec GoSecure inc. (CG17 0427, lots 2 et 4), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $, taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG17 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1205243002
80.01 (20.03)

CM20 0711

Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes et incidences incluses (lot 1 : 378 606,85 $ et lot 2 : 556 411,64 $) - Appel d'offres public 20-18014 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à la firme ci-après désignée, seul soumissionnaire conforme pour le lot 1 et le plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 2, pour une période de 24 mois sans prolongation, les contrats pour la fourniture des vannes de type papillon et de type guillotine, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18014;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Les Contrôles Provan Associés inc.	Lot 1 - Vannes de type papillon	378 606,85 $
Les Contrôles Provan Associés inc.	Lot 2 - Vannes de type guillotine	511 886,95 $

2- d'autoriser une dépense de 44 524,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1204473002
80.01 (20.04)

CM20 0712

Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc. pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021 - Dépense totale de 643 601,32 $, taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 20-18205 (un seul soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Arboriculture de Beauce inc, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 514 881,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18205;

2- d'autoriser une dépense de 51 488,11 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 77 232,16 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantité;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208895001
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0713

Conclure une entente-cadre avec Brandt Tracteur pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 verges cubes, pour une durée de trois ans - Montant estimé de l'entente : 5 073 846,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18034 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de trois ans par laquelle BRANDT TRACTEUR, plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des chargeuses articulées sur pneus de 3,5 verges cubes, pour une somme maximale de 5 073 846,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18034 ;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget dédié au remplacement des véhicules du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA), et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208528008
80.01 (20.06)

CM20 0714

Résilier deux contrats (lots 9 et 10) accordés à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés (CG20 0196) à la suite du processus d'appel d'offres publics 20-18067

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de résilier les deux contrats, pour les lots 9 et 10, accordés à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés (CG20 0196), pour une valeur totale de 2 038 843 $, taxes et contingences incluses.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208260004
80.01 (20.07)

CM20 0715

Accorder un contrat à 3024407 Canada inc. f.a.s.r.s. - Entreprise Vaillant 1994, pour une période de 36 mois, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées - Dépense totale de 423 448,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18061 (lot 4) - (1 seul soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à 3024407 Canada inc. f.a.s.r.s. - Entreprise Vaillant 1994, seul soumissionnaire pour le lot 4, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois, les commandes pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, pour une somme maximale de 423 448,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18061;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1200362001
80.01 (20.08)

CM20 0716

Accorder un contrat à Construction ARCADE pour la réfection des cinq chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, afin d'assurer la sécurité des intervenants lors des accès pour l'opération et l'entretien - Dépense totale de 1 614 740,26 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10345 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Construction Arcade, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection des cinq chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 291 792,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10345;

2- d'autoriser une dépense de 193 768,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 129 179,22 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1198457001
80.01 (20.09)

CM20 0717

Accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 822 603,82 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15510 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à ACCS Le Groupe inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 584 872,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15510;

2- d'autoriser une dépense de 237 730,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1206810006
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0718

Autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, relatif au projet de rénovation de la caserne 26, située au 2151 av. du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses (CG14 0250) / Résilier le contrat de services professionnels 14193 accordé à Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, taxes incluses, pour des services professionnels relatif au projet de rénovation de la caserne 26 située au 2151, av. du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée (CG14 0250), majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses;

2- de résilier le contrat de services professionnels 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de rénovation de la caserne 26;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1205350003
80.01 (20.11)

CM20 0719

Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée. pour la réalisation des travaux de réfection de toiture et remplacement des unités de ventilation au Centre Opérationnel Ouest du SPVM - Dépense totale de 2 138 802,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15617 (5 soum.)

La conseillère Chantal Rossi déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Couverture Montréal-Nord, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de toiture et de remplacement des unités de ventilation du Centre Opérationnel Ouest, situé au 2805, boulevard Thimens, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 584 298,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15617;

2- d'autoriser une dépense de 316 859,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 237 644,70 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207305001
80.01 (20.12)

CM20 0720

Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune - Dépense totale de 1 484 172,06 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 214738 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 484 172,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 214738;

2- d'autoriser une dépense de 183 544,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 77 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207231056
80.01 (20.13)

CM20 0721

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda 1, à l'Addenda 2 ainsi qu'à l'Addenda 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019 / Approuver le projet d'addenda 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2019 prévus au contrat de vérification externe octroyé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses;

2- d'approuver le projet d'addenda 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. ;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1208395001
80.01 (20.14)

CM20 0722

Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18179 (1 seul soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Les services EXP inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy, dans l'arrondissement d'Anjou, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 333 134,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18179;

2- d'autoriser une dépense de 66 626,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438027
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0723

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total du contrat de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total du contrat de 316 181,25 $ à 516 181,25 $, taxes incluses.

Adoptée à l'unanimité.

1203219004
80.01 (20.16)

CM20 0724

Accorder un contrat de services professionnels à Sports Montréal inc. pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 - Dépense totale de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 (2 soum., un seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Sports Montréal inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal, pour une période de trois ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 722 785,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18004;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203769001
80.01 (20.17)

CM20 0725

Exercer l'option de renouvellement pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 195 457,50 $, taxes incluses, pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Groupe Informatique Technologia inc. (CG18 0426)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer l'option de renouvellement annuel, pour la période du 20 août 2020 au 19 août 2021, pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Informatique inc. (CG18 0426), pour une somme maximale de 195 457,50 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1205942003
80.01 (20.18)

CM20 0726

Conclure deux ententes-cadres, d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, avec : Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) et son cocontractant les Services EXP inc. pour le lot 2 (Lot 2 : 2 879 337,90 $, taxes incluses) et Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l. (ÉKM) avec ses cocontractants Latéral s.e.n.c. et Pageau, Morel & Associés inc. pour le lot 7 (Lot 7 : 661 038,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17978 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 48 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17978;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (GMAD) et son cocontractant	Lot 2	3 254 985,37 $
Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l. (EKM) et ses cocontractants	Lot 7	747 279,72 $

2- d'autoriser une dépense de 375 647,48 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences (lot 2);

3- d'autoriser une dépense de 86 241,17 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences (lot 7);

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1200684001
80.01 (20.19)

CM20 0727

Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels d'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17968 (2 soum., un seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Groupe Pleineterre inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'interventions sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 252 427,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17968;

2- d'autoriser une dépense de 37 864,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1208827001
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0728

Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la COVID-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six organismes du réseau PME MTL

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au contrat de prêt qui augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE la Ville a confié aux six organismes du réseau PME MTL la gestion du Fonds d'urgence;

ATTENDU QU'après vérification, l'autorisation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation n'est pas requise pour cette modification aux ententes de délégation.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver les addendas aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et les organismes suivants :

PME MTL Centre-Est;
PME MTL Centre-Ouest;
PME MTL Centre-ville;
PME MTL Ouest-de-l'Île;
PME MTL Est-de-l'Île;
PME MTL Grand-Sud-Ouest;

2- d'autoriser la Ville à octroyer un prêt additionnel totalisant 20 000 000 $, selon la répartition prévue aux addendas des ententes de délégation des six organismes du réseau PME MTL, en vue de leur permettre de gérer et de déployer le Fonds d'urgence.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208298003
80.01 (20.21)

CM20 0729

Adopter l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (CG20 0212) afin d'augmenter le montant du prêt de 20 millions de dollars

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars conclu entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 afin d'augmenter le montant du prêt de 20 millions de dollars;

2- d'approuver la réception de la somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208298002
80.01 (20.22)

CM20 0730

Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., pour une période additionnelle de 7 ans et 29 jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026, un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, d'une superficie de 8587 pieds carrés, pour le poste de quartier 7 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 428 280,82 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Les Promenades Bois Franc inc., un espace à bureaux d'une superficie de 8 587 pieds carrés, situé au 1761, rue Grenet et utilisé pour les besoins du PDQ 7 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 7 ans et 29 jours, à compter du 3 octobre 2019, moyennant un loyer annuel de 192 521,61 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la troisième convention de modification de bail;

2- d'autoriser une dépense de 34 492,50 $, taxes incluses, représentant le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur Les Promenades Bois Franc inc., auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 10 347,75 $, pour une dépense maximale de 44 840,25 $, taxes, contingences et incidences incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1194565003
80.01 (20.23)

CM20 0731

Approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 364,8 mètres carrés, pour les fins d'un site de transbordement de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures et du réseau routier

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, à compter du 1er août 2019 au 31 juillet 2021, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 364,8 mètres carrés, pour les fins d'un site de transbordement de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures et du réseau routier (CG18 0610), sans contrepartie financière, le tout selon les termes et conditions prévus à l'amendement.

Adopté à l'unanimité.

1205323004
80.01 (20.24)

CM20 0732

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 293 853 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi - Montcalm de l'organisme Vilavi Québec

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 293 853 $, pour la réalisation du projet de logements sociaux Vilavi - Montcalm dans l'arrondissement Ville-Marie;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au conseiller Benoit Langevin.

Le conseiller Langevin soulève une question de privilège à l'effet que la réplique du conseiller Robert Beaudry aborde le thème de l'itinérance de manière globale alors que la présidente du conseil avait jugé son intervention sur le même sujet hors d'ordre. Le conseiller Langevin demande à la présidente du conseil de lui permettre de terminer son intervention à cet égard. La présidente du conseil juge que le conseiller Langevin a pu faire valoir son point lors de son intervention et que la réplique a été donnée. Elle l'invite à s'exprimer sur ce sujet à un autre moment.

Adopté à l'unanimité.

1208833002
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0733

Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal (COVID-19) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207796011
80.01 (20.26)

CM20 0734

Approuver les addendas 1 aux conventions initiales entre la Ville de Montréal (Ville) et les organismes École de créativité La Factry (CG19 0301), Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059), Celcius Mtl (CG19 0222), La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069) et 7 à nous (CG19 0406), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0301);

2- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059);

3- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Celcius Mtl (CG19 0222);

4- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069);

5- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme 7 à nous (CG19 0406);

6- d'imputer la dépense totale de 1 365 000 $ conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1200191006
80.01 (20.27)

CM20 0735

Accorder un soutien financier maximal de 1 092 000 $ à la Fabrique des Mobilités Québec pour un projet de valorisation des données en mobilité, dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 1 092 000 $ à la Fabrique des Mobilités Québec (FabmobQC) pour un projet de valorisation des données en mobilité, dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207642001
80.01 (20.28)

CM20 0736

Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte - Dépense totale de 1 006 033,72 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 006 033,72 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438011
80.01 (20.29)

CM20 0737

Autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / Approuver un projet d'addenda 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424 $ à 984 335,91 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy, dans le cadre du contrat accordé à Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471);

2- d'approuver un projet d'addenda 1 modifiant la convention intervenue entre la Ville et Gateway Ticketing systems inc. (CG 17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424 $ à 984 335,91 $, taxes incluses;

3- d'autoriser Mme Liza Sarraf, Directrice Engagement numérique du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs au présent contrat, pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207655002
80.01 (20.30)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.35) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Le conseil débute l'étude des articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.35).

Un débat s'engage.

À 17 h 33, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 24 août 2020 13 h

Séance tenue le lundi 24 août 2020 – 19 h salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence à l'exception de la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, qui était présente en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, et Mme Lise Zarac.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL* :

Mme Andrée Hénault et Mme Cathy Wong.

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, souhaite un bon retour à toutes et à tous, puis déclare la séance ouverte.

Préalablement à la tenue de ce conseil virtuel à huis clos, la période de questions a été ouverte aux citoyens et citoyennes cinq jours avant l'assemblée, par le biais notamment d'un formulaire en ligne sur le site Internet de la Ville.

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Avant d'entamer la période de questions du public, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, informe les membres du conseil que 86 questions ont été reçues et elle remercie les citoyennes et citoyens d'avoir participé. Elle rappelle que selon les règles, seulement trois questions traitant du même sujet sont autorisées afin de diversifier les thématiques, permettant ainsi de répondre à un plus grand nombre de questions différentes. Elle précise également qu'elle nommera le nom des citoyens dont la question n'est pas lue séance tenante en raison de cette règle. Elle ajoute que si le conseil se poursuit le 25 août, il y aura également une période de questions du public à ce moment-là.

La présidente du conseil fait la lecture de 38 questions reçues de la part des citoyens et citoyennes. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note que toutes les questions du public reproduites à ce procès-verbal apparaissent ci-dessous telles qu'elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
M. Jacques Desbiens	(Mme Valérie Plante) (Mme Marianne Giguère)	Bonjour voici j'ai 1 piste cyclable sur le blv.de Pierrefonds que je ne prends plus car à tous les intersections les descentes de trottoir ont été brisé au (breaker) sur environ 6'' ce qui fait que l'année passé avec mon vélo neuf j'ai brisé 1 roulement de roue et plus loin dans l'ouest ce sont les descentes de stationnement qui nous font penché dangereusement est-ce-que vous pourriez y voir car malgré 2 courriels à l'arrondissement Pierrefonds l'année passé je n'ai eu aucune réponse et aucune amélioration sur la piste et aussi j'aimerais vous faire la remarque suivante .J'ai été au canal Lachine par le blv.ST-Jean tout le long dans la rue car je suis de ceux qui disent les trottoirs appartiennent au piéton pas au vélo alors avant de faire la piste cyclable sur ST-Denis il faudrait pensé aux autres comme moi qui demeure à Pierrefonds et ceux qui demeure à Mtl. Nord car l'Ile est sur la longueur d'est en ouest et pas seulement Ahunstic ,Plateau et Ville-Marie qui existe. Merci
Mme Elizabeth Pruszynski	M. Luc Rabouin	Bonjour, Pourquoi ne pas mettre des services sanitaires accessibles pour les personnes itinérantes là où c'est le plus pratiques pour elles? Est-ce qu'elles participent à la prise de décision? A l'évidence, elles ne bénéficient pas du même dévouement de la part des élus que d'autres tranches de la population. Cette négligence crée des tensions dans le voisinage de Milton Parc, où j'habite. Merci d'agir.
Mme Chantal Trottier	Mme Valérie Plante (M. Abdelhaq Sari) (M. Sylvain Ouellet)	Bonjour, J'ai appris cette semaine, par l'intermédiaire d'un employé du ministère des transports que l'avenue L'Archevêque sera utilisée pendant les travaux de démantèlement du pont Pie IX par des camions 10 roues en direction nord. Ceci pendant 4 ans! Considérant que l'avenue est à 2 sens et que la rue est étroite pour un deux sens, ne pourrait-on pas envisager de rendre l'avenue à sens unique vers le nord pour assurer la sécurité des résidents. D'autant plus que le boulevard Gouin reviendra à deux sens sous peu et amènera beaucoup de circulation sur notre avenue. C'est vraiment décourageant que les automobilistes qui n'habitent pas le quartier sont favorisés au détriment des résidents.

Question de	À	Objet
M. Guy Carignan	Mme Valérie Plante (Mme Maja Vodanovic)	En pleine pandémie, nous avons créé une association de plaisanciers totalement attachés à leur milieu de vie familiale, obtenu le soutien de la Chambre de Commerce de Montréal et de commerçants locaux, et plus de 10,000 signataires de notre pétition. Avec nos experts, nous avons aussi proposé un projet de cohabitation parc-marina, et analysé les besoins d'entretien du Port qui se chiffre à 5.5M$, soit le tier du 16.5M$ avancé par la Ville, et dont la majorité est dû à l'érosion des berges. Nos experts ont aussi constaté qu'une simple réparation des installations sanitaires au coût de 10 200$ était requise; que la durée de vie des réservoirs d'essence est de 50 ans; qu'une légère augmentation des frais de quaiage permet la réfection du Port sans nouveaux fonds publics. Pourquoi donc cette urgence à fermer le Port dès l'automne 2020 alors que le projet de parc est au stade d'esquisse et qu'après études d'impacts votre parc pourrait coûter bien davantage que les 25M$ avancés?
Mme Laurence Aubin	Mme Sue Montgomery	Pourquoi la mairesse Sue Montgomery a-t-elle donné à ses amis Facebook un accès anticipé à la récente "enquête-maison" intitulée "Nouveaux secteurs à vocation actives et familiales et pistes cyclables", qui a ensuite été distribuée par l'arrondissement CDN-NDG ?
Mme Tanisha Aubin	Mme Sue Montgomery	Pourquoi la mairesse Sue Montgomery a-t-elle donné à ses amis Facebook un accès anticipé à la récente "enquête-maison" intitulée "Nouveaux secteurs à vocation actives et familiales et pistes cyclables", qui a ensuite été distribuée par l'arrondissement CDN-NDG ?
Mme Karine Sebbag	M. François W. Croteau	Nous sommes une clinique Dentaire située au 2640 rue de Bellechasse qui desservons 3600 patients dont une bonne partie d'entre eux sont tantôt des personnes agées tantôt des personnes à mobilité réduite pour qui il est dans ce cas très difficile de stationner loin de l'entrée principale. Comment se fait-il que vous ayez installé une piste cyclable des 2 cotés de la rue ne laissant aucune possibilité de stationnement sur la rue Bellechasse? Aussi, comment se fait-il que ces pistes seront maintenues même en hiver? Alors que la quantité de cyclistes est réduite presqu'à zéro en hiver et que nous constatons qu'il y a beaucoup de cyclistes qui circulent toujours sur le trottoir mettant ainsi en danger les patients qui entrent à la clinique. Nous trouvons cette situation inacceptable et demandons un changement et des places de stationnement d'un coté. Nous recevons des plaintes de nos patients et nous craignons que plusieurs d'entre eux ne changent de clinique.

Question de	À	Objet
Mme Marie-Josée Poulin	Mme Caroline Bourgeois	L'état des terrains vagues me préoccupe. Beaucoup de déchets y sont jetés. Que fait l'arrondissement pour régler ce problème ? De plus, beaucoup de gens arrosent hors des heures permises. Que fait l'arrondissement pour régler cela et faire respecter le règlement?
Mme France Poulin	M. Philipe Tomlinson	M. Tomlinson, le 8 juillet vous avez convoqué un conseil extraordinaire pour approuver un PIIA pour pouvoir émettre un permis de construire un lieu de culte sur Bernard. Ceci est en contravention avec la volonté clairement exprimée par la population lors d'un référendum en 2016. Votre décision d'accorder un permis d'occupation pour ce lieu de culte par le biais d'un règlement hors cour, fait d'ailleurs l'objet de deux poursuites citoyennes. La délivrance d'un permis de construction pourrait exposer l'arrondissement à une situation embarrassante s'il s'avérait que le règlement hors cour était jugé ultra vires et que le promoteur religieux ait engagé des dépenses importantes. La prudence la plus élémentaire voudrait que la ville se soit prémunie de devoir compenser le développeur si c'était le cas. Pouvez-vous confirmer aux citoyens qu'une telle clause fait partie soit de l'entente hors cour soit des conditions d'émission du permis de construire?
M. Thomas Stamatiou	Mme Magda Popeanu	Que fera notre arrondissement pour arrêter la propagation des Airbnbs illégaux qui envahissent nos immeubles résidentiels et qui sont dangereux pour notre sécurité. C'est très présent dans mon immeuble au 5945 rue Souart et il semble que ce soit une grosse opération car ils ont infiltré de nombreux immeubles dans notre arrondissement y compris dans les autres immeubles de mon propriétaire sur Van Horne et sur Decelles. J'ai envoyé des photos et des liens des annonces où vous voyez clairement qu'ils se trouvent dans notre immeuble et ses autres bâtiments. Cela doit s'arrêter. Juste dans notre immeuble à Souart, il y a au moins 4-5 sinon plus d'unités airbnb. Merci beaucoup

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand. Ce dernier rappelle que les règles en vigueur en ce qui a trait au temps de réponse alloué aux conseillers est d'une minute 30 secondes. La présidente en prend note et le remercie.

M. Jacques Sarrailh	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Le maire de Verdun a exprimé dans des entrevues à Radio-Canada ses préoccupations sur la densité prévue dans le programme particulier d'urbanisme du Nord de l'Île-des-Sœurs, rejoignant ainsi la position de l'Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs. Est-ce que la prochaine version du PPU tiendra compte des préoccupations du maire et des résidents de l'île-des-Sœurs et proposera une densité plus adaptée à la réalité du quartier?

Question de	À	Objet
M. Nicola Colarusso	M. Dominic Perri	Est-ce qu'une piste cyclable nord-sud est prévue qui commence au nord de la métropolitaine pour joindre la piste St-Zotique ou Bellechasse? Est-ce que nous prévoyons des stations BIXI a St-Leonard?
M. Thanh Mai	Mme Christine Black	À propos de tous les projets annulés pour la sécurité des cyclistes et piétons et les pistes cyclables à Montréal nord, je ne comprends votre plan. Ville Montreal nord est toujours en retard en respectant l environment vert et écologique. Quand je fais du vélo surtout ce ce temps de pandémie, toujours des automobilistes me crier et klaxonner après moi, mais en vérité il n y a pas des pistes cyclables à mtl nord , seulement une petite partie sur Gouin et c est tout. Je trouve que c est inacceptable, on est en 2020 et je pense que Montréal nord c est pire que la Chine ou Vietnam ou l Afrique. Ma question est pensez vous quand vous réaliserez vraiment les projets pour la sécurité des cycliste à Montréal nord? Pour un avenir plus vert et écologique, surtout on a le droit avoir des pistes cyclables voire exemple de Ahuntsic, Rosemont, plateau ou Villeray, à Montréal nord on a payé même pourcentage des taxes.
M. Jean-François Gagné	Mme Christine Black	Dans l'arrondissement de Montréal-Nord, les 3 derniers projets de pistes cyclables ont été annulés par l'arrondissement. En effet, le projet sur Amos, le projet sur Industriel et maintenant la VAS sur Gouin ont tous été annulés. On est donc à 0km de pistes cyclables protégées sauf sur Gouin. Cela n'a pas changé depuis les années 80 et rien n'a été annoncé pour l'avenir. Le plan local de déplacement n'est pas mis en branle même s'il a été signé en 2015. De la même façon, le plan de déplacement scolaire(2016) n'est pas respecté. En effet, près de l'école Sainte-Gertrude, pas de dos d'âne, pas de pancarte "corridor scolaire". Aussi les intersections dangereuses dont les solutions sont apportées dans le plan ne sont toujours pas modifiées. Les questions. Quand et où allez-vous mettre la première piste cyclable protégée à l'extérieur de Gouin? Quand allez-vous appliquer le plan local de déplacement et le plan de déplacement scolaire?
M. Charles Montpetit	Mme Laurence Lavigne-Lalonde	J'aimerais féliciter le comité exécutif d'avoir adopté mercredi dernier le Plan directeur de gestion des matières résiduelles, et plus précisément la mesure 1.1.2 qui, selon l'échéancier, doit être implantée d'ici juin prochain, c'est-à-dire : «Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission.» Rappelons que la toute première recommandation de la Commission était, je cite: «Encadrer la distribution d'articles publicitaires, quel qu'en soit le distributeur, de manière à ce qu'un article publicitaire puisse seulement être déposé sur une propriété si le résident l'accepte expressément.» Vu que cette mesure requiert seulement de changer deux mots dans le règlement actuel, et vu que les circulaires vont continuer à générer 500 tonnes de rebuts par semaine tant que ces deux mots ne seront pas changés,

Question de	À	Objet
M. Charles Montpetit	Mme Laurence Lavigne-Lalonde	***SUITE*** - j'aimerais savoir exactement QUI va changer ces deux mots, et si cette personne va vraiment avoir besoin de dix mois pour le faire.
M. Michel Asselin	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Bonjour, je vois beaucoup de gens se plaindre du manque de stationnements en ville. Une solution durable et permettant de réduire le nombre de voitures des rues serait les parking souterrains comme on en trouve un peu partout dans les villes européennes. Pensez vous que cela serait possible pour vous de mettre ça en place. Cela ferait taire les mécontents du coté des automobilistes râlant a cause de la perte et de la difficulté de se stationer.
Mme Céline Forget	M. Philipe Tomlinson	Au printemps, vous avez mentionné que l'Arrondissement Outremont a dû couper 3% de son budget de fonctionnement, soit l'équivalent d'environ 460 000 $, à la demande de la Ville centre. Le 2 juillet, au conseil d'arrondissement, je vous ai demandé de ventiler les coupures. Je n'ai toujours pas de réponse à cette question. Question: Quelles sont les coupures reliées au 460 000$? Sous question : Peut-on avoir une mise à jour financière qui tiennent compte de ces coupures et manques de revenus jusqu'à ce jour en 2020?
Mme Louise Condy	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	Cabot park is a disgrace. When will it be available for all Montrealers to enjoy, and not just a meeting place from drug users, and homeless
M. Samir Basmaji	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	J'ai un gros problème avec les règle d'un bail. J'ai habité dans un logement (locataire) pour 14 mois, je viens de renouveler le bail d'un an en juillet. Maintenant j'ai trouvé un logement à acheter et il faut que je cède mon bail. C'est vraiment pas juste qu'on peut pas donner un avis de qq mois et partir d'un bail d'un an, c'est à nous de trouver qqun pour continuer notre bail. Pendant la période de pandémie c'est impossible de trouver un locataire qui va prendre mon bail et je vais devoir payer un loyer et un hypothèque jusqu'à juillet 2021! Je n'ai pas les moyens pour ça. Y a t'il une façon de s'en sortir de se bail en considérant la pandémie ? Il faut vraiment changer les règles pour permettre au locataire de partir surtout après avoir renouveler un bail, le renouvèlement devrait être du mois par mois pas un an au complet !
Mme Nora Kelly	Mme Sue Montgomery	Why was early access given to the friends of Sue Montgomery for a borough survey that was named on Facebook "New family-friendly active transportation areas and bike path"
Mme Renée Dagenais	Mme Christine Black	Pourquoi démanteler le VAS avant la mise en place de solutions? car il existe des solutions 1- Possible de permettre au autobus de circuler sur Gouin près de St Michel pour satisfaire les personnes agées.2- La rue Rome il aurait été préférable que cela se fasse à St Vital.

Question de	À	Objet
M. Pierre Lamarre	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	En temps Covid. Beaucoup de citoyens ont du se tourner vers la PCU ou les Prestations d'assurance-emploi pour subvenir à leurs besoins. Bon nombre d'entreprises et commerces font face à des situations financières précaires. Aucun employé de la Ville n'a été mis à pied. Des travaux d'infrastructures et autres débours qui auraient pu être planifiés dans un autre temps. La Trésorerie de la Ville est en sérieux déficit. Question : Comment pouvez-vous justifier une aide financière des deux paliers gouvernementaux?
M. Dimitri Ohandjanian	M. Alex Norris	Je voudrais savoir pourquoi on a enlevé la toilette du quartier Milton Parc.
Mme Suzie Chagnon	Mme Valérie Plante (M. Pierre Lessard-Blais)	APRES UN APPEL A MON ARRONDISSEMENT , ET UN PLAINTE À LA POLICE J'AI APPRIS QUE LA MAIRESSE À AUTORISER LES TANTE SUR LE BORD DE LA RUE NOTRE-DAME DANS LE SECTEUR MERCIER-HOCHELAGA- MAISONNEUVE . J'AIMERAIS BIEN SAVOIR POURQUOI VOUS AVEZ AUTORISER QUE DES GENTS SE DROGUE , BOIVE ET FONT LEUR BESOIN EN PUBLIC , VOULEZ VOUS FAIRE COMME EN CALIFORNIE ...DONC QUESTION POURQUOI AVOIR AUTORISER CELA
Julia Julia J Pare	M. Marvin Rotrand	When a decision was made by the Borough Council to increase bike paths by taking away parking spaces , what consideration was given to those residents without parking pads who are now unable to find parking nearby their homes?

À 20 h,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger la période de questions des citoyennes et des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La proposition est agréée.

Mme Lynne Robson	M. Marvin Rotrand	Why was Terrebonne chosen for such an extreme experiment? Other, busier streets have bike lanes WITHOUT loss of parking spaces.. How do council members justify removing so many parking spaces used by residents on the blocks from Monkland to Terrebonne? Are you aware that on Melrose (for example) the block below Monkland has nearly 30% more private parking spots than residences above Monkland? Thus, we experience more parking challenges than other neighbours... and that was BEFORE eliminating dozens of parking spots on Terrebonne. It isn't fair.
M. Samuel Moir-Gayle	M. Luc Rabouin (M. Alex Norris)	In not providing basic human services to the unsheltered community in the Milton-Parc area, the city of Montréal is complicit in an inaction of significant moral shortcoming. It has been clearly established that the need for a public

Question de	À	Objet
M. Samuel Moir-Gayle	M. Luc Rabouin (M. Alex Norris)	***SUITE*** - toilet is pertinent and urgent, and in refusing to replace the one which was previously installed at the Milton and Parc corner, the city has not made it a priority to restore a basic need for a portion of its citizenry that is not being met elsewhere, and is unlikely to be met by other means without their involvement. In addition, the imposition of a fence around the aforementioned corner displaced many in this community from an otherwise underutilised area which could be called home. Thus, the question must be asked: to what extent is the City of Montréal willing to fight for its citizens' basic rights, and in what manner will they choose to rectify their mistake?
Mme Luise Massari	M. Marvin Rotrand	1- Why weren't the residents who were to be directly affected by the removal of parking spaces and the new "no stopping" signs on Terrebonne (ie. residents of Terrebonne AND the streets crossing Terrebonne) consulted and informed about the planned changes? 2- My sister has MS and will no longer be visiting me because she can't park close enough to the house. When deciding to increase options for bikers , what thought was given to the resulting limitations in accessible parking for handicapped and elderly people?
M. Daniel Manseau	Mme Valérie Plante M. Éric Alan Caldwell (M. Jean-François Parenteau)	L'Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs a publié dans le Devoir un texte collectif signé par plus de 400 personnes, urbanistes, architectes, designers urbains, personnalités diverses et résidents de L'Île-des-Sœurs. Ce texte exprime plusieurs de leurs préoccupations et réclame des changements significatifs au PPU. La Ville est-elle prête à répondre positivement à ces préoccupations légitimes ?
M. Adam Gwiazda-Amsel	M. Robert Beaudry	It is very important for citizens to understand the process for the requalification of many out-of-use sites (e.g., old hospitals), including the degree of citizen participation in decisions that will greatly affect them. On July 28th, you kindly clarified that the City << a mis en place une equipe pour etudier la possibilite de redevelopper deux proprietes >> (Misericorde and Institut Sourdes-Muettes), including studying << scenarios de partenariat >> which were presented to the Quebec government. You also mentioned that << une demarche similaire >> will be used for Hotel-Dieu, a site regarding which community organisations (Communaute Saint-Urbain) have developed extensive proposals for repurposing. Do << scenarios de partenariat >> only signify financial partnerships, or does this include scenarios for the new uses of the sites? If the latter, what new uses is the City promoting? Are there avenues for citizens to participate in the development of this new vision?
M. Peter Koziris	Mme Valérie Plante (Mme Magda Popeanu)	4 places de stationnement juste avant l'arrêt de bus # 161 en direction ouest sur Van Horne au coin de Linton empêchent les voitures en direction ouest de contourner les voitures en

Question de	À	Objet
M. Peter Koziris	Mme Valérie Plante (Mme Magda Popeanu)	***SUITE*** - attente tournant à gauche en direction ouest sur Linton. C'est très difficile et cause une embuscade pour voitures sur Van Horne et un problème de sécurité pour les piétons qui traversent à ce nouveau feu de circulation à cette intersection. Merci beaucoup pour votre attention.
Mme Josée Côté	Mme Valérie Plante (Mme Maja Vodanovic)	Madame la mairesse, Valérie Plante, croyez-vous que l'annonce surprise de fermeture du Port de Plaisance de Lachine, sans avertissement, sans consultation préalable, sans études préliminaires, et qui évince, en pleine pandémie, 400 familles sous le choc, qui n'ont nulle part où aller car les marinas avoisinantes sont déjà pleines avec liste d'attente, que d'agir ainsi soit digne d'une administration qui se dit humaine, proche de ses citoyens, et respectueuse de la diversité et de l'inclusion ?
M. Sylvain Lacroix	Mme Marianne Giguère (M. Alex Norris)	Ma question est en 2 volets. 1. J'aimerais savoir s'il y a une réglementation sur le bruit, les fêtards et les microévènements au parc Jeanne-Mance et du Mont-Royal, incluent les Tamtams du dimanche et le terrain de volet balle derrière l'hôtel Dieux. 2. Si oui, comment fait-on pour pouvoir faire une plainte ou de mieux réglementé et diminuer ces espaces de fêtard et de Beuverie.
M. Noah Fisher	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	When will the Ville de Montreal join the some 230 cities in the world including Paris, and have a genuine participatory budget which places citizens in a decision-making place besides the elected councillors to determine the economic priorities of the city ?
M. Marc Poulin	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Il y a maintenant plus de trois mois que le rapport de la consultation publique sur la circulation et le stationnement a été déposée. Les 2000 citoyens qui ont obtenu cette consultation n'ont toujours pas obtenu une réponse de l'administration Projet Montréal Tomlinson à ce rapport dont la conclusion principale et l'implantation d'un moratoire partiel sur le règlement de stationnement et la réintroduction de places de stationnement gratuites. Pourtant, l'arrondissement a remis en vigueur le 1er août dernier le règlement dans son INTÉGRALITÉ, sans y changer une virgule, bafouant ainsi les conclusions du rapport. Mme Plante comment pouvez-vous tolérer dans votre équipe M. Tomlinson qui défi ouvertement l'engagement que vous avez pris de respecter les conclusions des consultations publiques et qui, surtout, ridiculise par ses actions, les principes de participation citoyenne promus par votre parti?
Mme Micheline Maranda	M. Philipe Tomlinson	Dans une déclaration publique récente, vous avez déclaré que les Outremontais pouvaient compter sur vous pour une administration publique transparente. Pourtant lors d'une séance extraordinaire du conseil le 8 juillet dernier, vous et les conseillères Projet Montréal avez voté pour dépenser $50 000 de fonds publics dont une grande partie fut octroyée à

Question de	À	Objet
Mme Micheline Maranda	M. Philipe Tomlinson	**SUITE** - des organismes présidés par des membres de l'exécutif de Projet Montréal Outremont et ce sans que cela fut signalé à la population lors du vote. Comment conciliez vous ces faits avec vos prétentions d'une administration publique des plus transparente?
M. Richard Grenier	M. Craig Sauvé	En deux semaines d'utilisation du transport en commun depuis le 10 août 2020, je vois un laxisme grandissant et inquiétant du non-port du couvre- visage. Des gens le portent à l'entrée (cubicule métro ou autobus) et ensuite l'enlèvent une fois confinés dans le wagon ou l'autobus. Je vous demande quels sont les moyens d'évaluation de cette entorse au port du masque obligatoire en transports en commun et qu'elle est la prochaine étape pour que cette règle sanitaire soit respectée et qu'elle sera les moyens prit? N'est-il pas temps de mettre des «sanctions exemplaires»? Sanctions avec clémences selon le contexte? Mes observations sont indulgentes en regard des personnes âgées, obèses ou qui semblent souffrir sur le plan respiratoire. Ce sont d'ailleurs les seules personnes qui nous regardent dans les yeux pour nous transmettre leur détresse. Je crois qu'il faut agir, maintenant: la rentrée sera terrible sinon. Richard Grenier : Enseignant qui gère à peine ses adultes en FP
Mme Martine Rochon	Mme Maja Vodanovic	Madame la Mairesse, Maja Vodanovic, croyez-vous qu'il soit normal qu'une Ville qui avait la responsabilité d'assurer l'autofinancement du Port de Plaisance, clame maintenant, et ait gardé sous silence pendant toutes ces années, un « prétendu » déficit annuel, sans jamais réagir pour rétablir la situation, et sans en aviser les plaisanciers, et les gestionnaires du site, qui eux pourtant montraient auparavant des profits annuels ? Qui dit vrai ? Où sont les bilans financiers vérifiés du Port de plaisance ? Ou sont les preuves des trois faillites alléguées dans les médias?

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare la période de questions du public close à 20 h 32. Elle remercie toutes les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil dont les 17 personnes s'identifiant comme femmes, les 20 personnes s'identifiant comme hommes et la personne s'identifiant comme autre.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la poursuite de l'ordre du jour.

À 20 h 33, le conseil reprend ses travaux avec la poursuite de l'étude des articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.35).

CM20 0738

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit mois - Montant total estimé des ententes : 19 689 849,61 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18120 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de huit mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, du sel de déglaçage des chaussées, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18120 et au tableau de prix reçus joint ;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Cargill Limitée	Groupe A (Sel régulier)	8 850 643,51 $
Cargill Limitée	Groupe B (Sel traité)	1 729 436,68 $
Compass Minerals Canada Corp.	Groupe A (Sel régulier)	5 827 128,82 $

3- d'autoriser une dépense de 3 281 641,60 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des villes liées participantes, du Jardin Botanique et de la Société de transport de Montréal (STM), et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1204983004
80.01 (20.31)

CM20 0739

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Raylobec inc. (15 831 707 $), et un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. (13 803 290 $), pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois incluant une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 29 634 997 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18152 (8 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, pour un montant total de 666 597 $, taxes nettes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes selon les modalités d'adjudication, pour chacun des territoires énumérés, pour une durée de 60 mois, les services d'élimination des ordures ménagères, aux prix de leur soumission, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des contrats, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18052 :

Contrats d'élimination				
Fournisseurs	**Tonnages et contingences (tonnes)**	**Contrats ($)**	**Contingences ($)**	**Total - contrats ($)**
Les Entreprises Raylobec Inc.	267 461	15 077 816	753 891	15 831 707
Recyclage Notre-Dame Inc.	329 963	13 145 991	657 300	13 803 290
Total - Élimination		**28 223 807**	**1 411 190**	**29 634 997**

3- d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement à compter de l'année 2022 comme suit : de 167 829 $ en 2022, de 167 097 $ en 2023, de 166 360 $ en 2024 et de 165 311 $ en 2025 (total 666 597 $, taxes nettes);

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206717005
80.01 (20.32)

CM20 0740

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15511 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

2- d'accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc.,plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 10 972 064,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15511;

3- d'autoriser une dépense de 1 645 809,64 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 2 523 574,78 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206810004
80.01 (20.33)

CM20 0741

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 mètres cubes, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077,16 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Coffrages Alliance ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 mètres cubes, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 29 145 012,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020;

3- d'autoriser une dépense de 4 371 751,91 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 862 312,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1203438028
80.01 (20.34)

CM20 0742

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10347 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Construction Deric inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 14 536 653,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10374;

3- d'autoriser une dépense de 2 180 498,06 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 872 199,22 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198457002
80.01 (20.35)

À 20 h 41, la présidente, Mme Suzie Miron, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.36) à 80.01 (20.40) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0743

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, situé au 12001 boul. Maurice-Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 15637 (1 seul soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Procova inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte situé au 12001 boul. Maurice-Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 643 314,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15637;

3- d'autoriser une dépense de 325 264,28 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 149 621,57 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208091002
80.01 (20.36)

CM20 0744

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15509 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 8 220 712,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15509;

3- d'autoriser une dépense de 1 233 106,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206810005
80.01 (20.37)

CM20 0745

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10317 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Nordmec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection prioritaires phases 1 et 2 à l'usine de production d'eau potable Dorval, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 772 253,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10317 ;

3- d'autoriser une dépense de 2 065 837,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 688 612,66 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207343001
80.01 (20.38)

CM20 0746

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de cinq ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 (1 seul soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Tetra Tech QI inc, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de cinq ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 741 149,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17979;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206236001
80.01 (20.39)

CM20 0747

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure trois ententes-cadres pour les services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour une période de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, avec les firmes suivantes : Cima+ s.e.n.c. (lot 1) - montant estimé de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes et contingences incluses; GLT+ (lot 2) - montant estimé de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes et contingences incluses; Cima+ s.e.n.c. (lot 3) - montant estimé de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18162 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18162;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Cima+ s.e.n.c.	Lot 1	1 004 845,86 $
GLT+	Lot 2	1 293 106,58 $
Cima+ s.e.n.c.	Lot 3	944 356,36 $

3- d'autoriser une dépense de 150 726,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 1;

4- d'autoriser une dépense de 193 965,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 2;

5- d'autoriser une dépense de 141 653,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 3;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1205965001
80.01 (20.40)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.41) à 80.01 (20.45) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0748

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder deux contrats de services professionnels à Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une durée de 36 mois - Dépense totale de 5 018 618,51 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17861 (2 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Technologies Pure Canada, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat 1 pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 437 470 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17861;

3- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Technologies Pure Canada, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat 2 pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 124 910,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17861;

4- d'autoriser une dépense de 243 747 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat 1;

5- d'autoriser une dépense de 212 491,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat 2;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207090001
80.01 (20.41)

CM20 0749

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout avec Tetra Tech QI inc. (lot 1), pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 seul soum.) et CIMA+ s.e.n.c. (lot 2) pour une somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 seul soum.) - Appel d'offres public 20-18062

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture, sur demande, de services professionnels pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable et de conduites d'égout par chemisage;

3- d'accorder au seul soumissionnaire Tetra Tech QI inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat (lot 1) de services professionnels pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de la qualité, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18062;

4- d'accorder au seul soumissionnaire Cima + S.E.N.C, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat (lot 2) de services professionnels pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de la qualité, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 4 422 340,91 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18062;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207231065
80.01 (20.42)

CM20 0750

Approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville, dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville. Ces travaux seront réalisés dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount.

Adopté à l'unanimité.

1200298001
80.01 (20.43)

CM20 0751

Approuver l'Addenda 1 à la convention 2018-2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL (CG18 0176), et accorder une contribution financière de 350 000 $, majorant ainsi le montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $, à la suite du regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On

La conseillère Effie Giannou ainsi que le conseiller François William Croteau déclarent leurs intérêts et s'abstiennent de participer aux délibérations et de voter.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver l'addenda no 1 à la convention 2018-2020 intervenue entre la Ville de Montréal et C2.MTL, et accorder un soutien financier de 350 000 $, majorant ainsi la montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $ à la suite du regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Adopté à l'unanimité.

1207019001
80.01 (20.44)

CM20 0752

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc, pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 225 798,66 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public DP20022-182295-C (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Eurovia Québec Construction inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 114 362,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP20022-182295-C;

2- d'autoriser une dépense de 111 436,24 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203438024
80.01 (20.45)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.46) à 80.01 (20.50) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0753

Accorder un contrat à Les Entreprises Michauville inc. pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10388 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 413 500 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 10388;

2- d'autoriser une dépense de 676 687,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 433 080 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1208661001
80.01 (20.46)

CM20 0754

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Alithya services-conseils inc. (lot 1) - montant estimé de l'entente : 682 951,50 $; Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2) - montant estimé de l'entente : 634 131,97 $; Talsom inc. (lot 3) - montant estimé de l'entente : 844 807,56 $, pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement, selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de 30 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 2 161 891,03 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17995 (10 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de trente mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services professionnels en gestion du changement, pour chacun des articles, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17995;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Alithya Services-conseils inc	Lot 1 - Services professionnels en gestion du changement	682 951,50 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 2 - Services professionnels en gestion du changement	634 131,97 $
Talsom Inc.	Lot 3 - Services professionnels en gestion du changement	844 807,56 $

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1208751001
80.01 (20.47)

CM20 0755

Autoriser la première prolongation, sans dépense additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15643 (CG17 0094), soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser la 1re prolongation, pour une période de 12 mois, sans dépense additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.) (CG17 0094), soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1207231062
80.01 (20.48)

CM20 0756

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Jalbec inc., pour une période de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021, un espace à bureaux situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, d'une superficie de 6693 pieds carrés, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale (incluant travaux d'aménagements) de 710 987,38 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Jalbec inc., pour une période de 14 mois, à compter du 19 octobre 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 6 693 pieds carrés situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 133 812,88 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur Jalbec inc., au montant de 344 925 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences de 232 249,50 $, représentant une dépense maximale de 577 174,50 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1204565004
80.01 (20.49)

CM20 0757

Conclure sept ententes-cadres avec 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour une durée de deux mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 1 804 351,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18357 (2 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure des ententes-cadres d'une durée de deux mois avec la firme ci-après désignée, seule soumissionnaire conforme pour chacun des lots, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la location, la livraison et l'entretien de toilettes mobiles, portatives et chimiques ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18357;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	1	267 878,27 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	2	210 475,79 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	4	153 073,30 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	5	306 146,60 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	6	248 744,11 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	7	210 475,79 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	8	172 207,46 $

2- d'autoriser une dépense de 235 350,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1204338004
80.01 (20.50)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) et 80.01 (30.02) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0758

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (130 103 961,09 $)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (130 103 961,09 $)

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : M. Marvin Rotrand

1204164002
80.01 (30.01)

CM20 0759

Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+630 / Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser la signature de la lettre de non objection en réponse à l'Avis supplémentaire aux piliers P20 et P27 en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire*, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28);

2- d'autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection.

Adopté à l'unanimité.

1207211021
80.01 (30.02)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.03) et 30.13 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0760

Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1202937001
80.01 (30.03)

CM20 0761

Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2025, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM19 1217 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1291;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2025, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM19 1217 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Lionel Perez

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à deux ans la durée de prolongation de la compétence visée par la résolution CM19 1217 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, soit jusqu'au au 31 décembre 2022.

À 21 h 17, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

Un débat s'engage sur l'amendement du leader adjoint de l'opposition officielle, M. Miele, et du chef de l'opposition officielle, M. Perez.

À 21 h 22, le conseil suspend ses travaux pour quelques minutes.

À 21 h 25, le conseil reprend ses travaux à l'article 30.13.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et indique que l'Administration accepte l'amendement proposé par M. Miele et M. Perez.

La présidente du conseil cède la parole au leader adjoint de l'opposition officielle, M. Miele, afin qu'il exerce son droit de réplique sur l'amendement.

Puis, la présidente du conseil cède la parole au conseiller Jean-François Parenteau afin qu'il exerce son droit de réplique sur l'article 30.13, tel qu'amendé.

La présidente du conseil met aux voix l'article 30.13, tel qu'amendé, qui se lit maintenant comme suit : « de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2022, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM19 1217 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. » et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.13 1202621004

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.03) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0762

Adoption - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec ».

Adopté à l'unanimité.

1202614003
80.01 (42.01)

CM20 0763

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1208021005
80.01 (42.02)

CM20 0764

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207383001
80.01 (42.03)

CM20 0765

Approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020;

2- que toutes modifications ultérieures aux modalités dudit contrat se feront en vertu de l'article 8.1 du règlement 13-01.

Adopté à l'unanimité.

1208480005
80.01 (50.01)

CM20 0766

Reconduire le mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour une période de trois ans

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de reconduire le mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour une période de trois ans, à compter du 28 septembre 2020.

Adopté à l'unanimité.

1208320002
80.01 (51.01)

CM20 0767

Nomination de membres au Conseil des arts de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de nommer à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal M. Pierre Chartrand en remplacement de M. Andrew Tay;

2- de nommer à titre de premier vice-président du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal M. Hughes Sweeney;

3- de nommer à titre de deuxième vice-présidente du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal Mme Katia Grubisic;

4- de renouveler le mandat de M. Gideon Arthurs à titre de membre;

5- de remercier les membres sortants pour leur contribution au Conseil des arts de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1208021006
80.01 (51.02)

CM20 0768

Nominations aux commissions permanentes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer les personnes suivantes :

- M. Hadrien Parizeau à titre de membre à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, en remplacement de M. Younes Boukala;
- M. Luc Gagnon à titre de membre à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, en remplacement de M. Jocelyn Pauzé;
- Mme Cathy Wong à titre de membre à la Commission sur la sécurité publique, en remplacement de M. Luc Gagnon;
- M. Pierre Lessard-Blais à titre de membre à la Commission sur l'inspecteur général, en remplacement de M. Christian Arseneault;
- M. Younes Boukala à titre de membre à la Commission sur le transport et les travaux publics, en remplacement de Mme Marie-Andrée Mauger.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

80.01 (51.03)

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

_____

Un débat s'engage.

_____

À 22 h 03, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, ajourne la séance jusqu'au mardi 25 août 2020, à 9 h 30.

_____

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 24 août 2020
13 h

Séance tenue le mardi 25 août 2020 – 9 h 30
salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

---

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence à l'exception de la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, qui était présente en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, et Mme Lise Zarac.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL* :

Mme Cathy Wong.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL LORS DU VOTE ENREGISTRÉ À L'ARTICLE 20.18

Mme Cathy Wong.

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, souhaite un bon retour à toutes et à tous. Puis, elle invite les membres du conseil à une minute de silence qu'elle dédie à M. Joseph Tokwiro Norton (Joe Norton), Grand Chef de la Nation mohawk de Kahnawake, décédé récemment.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Avant d'entamer la période de questions du public, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, précise que cette période de questions sera d'une durée de 30 minutes et qu'elle fera la lecture des questions non lues durant la séance du 24 août. Elle remercie les citoyennes et citoyens d'avoir participé. Elle rappelle que selon les règles, seulement trois questions traitant du même sujet sont autorisées afin de diversifier les thématiques, permettant ainsi de répondre à un plus grand nombre de questions différentes; et une seule question par citoyen est admise.

La présidente du conseil fait la lecture des 9 questions restantes de la part des citoyens et citoyennes. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note que toutes les questions du public reproduites à ce procès-verbal apparaissent ci-dessous telles qu'elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
M. Victor Poudelet	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry) (Mme Giuliana Fumagalli)	Bonjour Mme Plante, nous avons acheté un duplex en 2016,car c'était l'achat qui le plus pertinent pour y fonder une famille (conversion). En mai dernier, Nos rêves, nos plans s'effondraient. À terme, le vote du règlement 01-283-108 dans VSMPE finirait par nous chasser de notre l'arrondissement, par manque de place. Le véritable enjeu que souhaite adresser Projet Montréal par la mise en place de ces règlements est la disponibilité d'un parc de logement qui suit l'évolution de sa population. Cependant, ce fardeau ne doit pas être rejeté sur les épaules des familles propriétaires occupantes. L'exode des famille a déjà commencé et s'accélère selon certains médias. Il y a également un exode des familles propriétaires occupantes. Est-ce la volonté de Projet Montréal de voir les familles propriétaires Occupantesquitter pour la banlieue ?Si non, quelles mesures seront mises en place par la ville centre pour les retenir ?
Mme Dominique Boulanger	M. Jean-François Parenteau	J'entraîne des chiens pour la détection (punaises, moisissures, détections de maladies) et nécessite à cette fin l'usage de deux équipes de deux chiens (Une équipe pour détection/validation et une équipe pour rotation de quarts de travail et backup). De plus, je suis en communication avec des chercheurs européens pour entraîner des chiens qui seraient habiletés à détecter la présence de Covid-19 au sein de la population. J'aimerais savoir à qui et où adresser une demande de dérogation au règlement municipal afin de pouvoir avoir entre 4 et 6 chiens dans ma résidence.
M. Louis Lachance	Mme Christine Black	Quel est votre plan pour réduire le trafic de transit ainsi que la vitesse des automobiles sur le boulevard gouin, secteur du parc aimé leonard?
Mme Riham Reda	M. Éric Alan Caldwell	Vous faites des beaux efforts pour aménager la ville, mais vous mettez des mobiliers urbaines (banquettes..etc) devant des commerces qui leur empêche d'utiliser l'espace pour une terrace par example, et ca n'aide plus (les réglementations dites il ne faut pas utiliser les mobiliers urbaines) - en ce temps difficile, faut il revisiter ces règles qui empêchent les commerces de survivre si ils ont une terrace par example? Ca ce peut être intégrer dans le design d'une façon harmonieuse pour aider les commerces par example? Parce que les emplacements des mobiliers dans cette façon n'aident personne (ni les piéton - si il y a - ni les commerces qui évitent la fermeture définitive.

Question de	À	Objet
M. Pierre Pagé	M. Benoit Dorais	Bonsoir Est-ce que vous pouvez donner à ce jour votre estimé chiffré de l'écart entre les Revenus et les Dépenses de la Ville de Montréal pour le Budget 2021? Sachant que le document du début août de la préconsultation présentait un écart fort peu probable de 200M$, que le Rapport du Comité d'experts piloté par M. Luc Godbout avançait 500M$? Et sachant que les études récentes de la FCM et de l'UMQ sur les effets de la pandémie sur les municipalités font état d' ordres de grandeur des écarts beaucoup plus élevés? Est-ce que votre estimé des écarts inclue une projection de ces études en les adaptant à la situation de Montréal? Dans le Mémoire déposé samedi, nous avons pris l'hypothèse d'un écart de 500M $. Merci
M. Benjamin Goldman	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Sachant que vous souhaitez vous attaquer au manque de logements disponibles a montreal et que vous dites lutter contre la suppression de logements existants pour proteger la taille du parc locatif, comment justifiez vous le bien fondé du gel des demandes et du nouveau reglement a venir interdisant les subdivisions? J'ai un logement rdc + sous sol qui comporte juste 1 chambre a coucher. Je souhaites subdiviser pour faire 2 logements (2 31/2, un au rdc et l'autre en demi sous sol) donc ajouter un logement au parc locatif de montreal. Mais on m'interdit de demander un permis en attendant que le reglement qui l'interdirait de facon permanente puisse passer. Merci d'expliquer en quoi cette mesure est bonne pour le parc locatif, les citoyens qui ont du mal a trouver des logements abordables ou les proprietaires de bonne foi.
Mme Geneviève Guay	M. Éric Alan Caldwell (M. Jean-François Parenteau)	Nous voudrions connaître l'échéancier de la Ville de Montréal quant à la présentation et l'adoption du programme particulier d'urbanisme du Nord de l'Île-des-Sœurs. À quel moment le PPU révisé sera-t-il déposé au conseil municipal et quand est-il prévu qu'il soit soumis au vote du Conseil municipal ?
Mme Riham Reda	M. Éric Alan Caldwell	Vous fermez les rues pour piétonnes dans des endroits où il y a pas des piétonnes qui viennent. Les commerces souffrent de ça puisqu'ils dépendent sur les visiteurs et l'achalendge de la rue des visiteurs avec des voitures. Maintenant le quartier est piétonne, et il y a personne dans le quartier. Les commerces souffrent. Est ce que c'est le temps de revisiter cette décision de fermer un quartier au complet qui cause du souffrance aux commerces?
M. Adam Gwiazda-Amsel	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Mme. Plante, The citizens' commitee applauds the increased democratisation of the budgetary process through consultations. In the past, Helen Fotopulos (as mayor of the Plateau) had begun a participatory budgeting, where citizens did not only fill in a survey, but actually separated out the citizen portion of the budget for various services. This is the most democratic budgetary process and therefore an important part of encouraging welfare and engagement among citizens, who get to pick their priorities.

Question de	À	Objet
M. Adam Gwiazda-Amsel	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	***SUITE*** - We at the CCMP would like to know if your administration will be working to further democratise the budget next year by setting aside a portion of the City-wide budget that citizens will be able to build as a matter of percentages toward different services. If so, will the City commit to helping Tables de Quartier or Arrondissements to organise assemblies within the boroughs so that a grassroots participatory budgeting process can be effectively coordinated and yield clear results?

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare la période de questions du public close à 9 h 56. Elle remercie toutes les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil, soit les 4 personnes s'identifiant comme femmes et les 5 personnes s'identifiant comme hommes.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la poursuite de l'ordre du jour.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Consultations prébudgétaires et Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) –– Est-ce que l'Administration souhaite réduire le financement (*defund*) du SPVM / Réitère sa question
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Entretien sanitaire des édifices municipaux –– Aimerait des explications concernant les services rendus par l'entreprise privée versus ceux fournis par des employés municipaux / Souhaite davantage d'informations sur les évaluations de coûts
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Luc Rabouin)	Réseau express vélo (REV) rue Saint-Denis et les commerçants –– Est-ce que l'Administration va réviser sa stratégie pour les commerçants? / Réitère sa question

---

À 10 h 15,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. François Miele

de prolonger la période de questions des membres de 8 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, accepte une prolongation de 7 minutes.

Question de	À	Objet
M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Est-ce que l'Administration peut préciser à quel moment l'ébauche du budget préélectoral sera déposée, notamment au comité de vérification? / Quand seront déposées les recommandations de la Commission sur les finances et l'administration et quelles seront les suites données à ces recommandations?
Mme Sue Montgomery	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Financement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce / Est-ce que cet arrondissement aura un financement à l'image de sa représentativité dans la Ville de Montréal? / Est-ce qu'il y aura un accompagnement offert à cet arrondissement lors de l'exercice budgétaire, notamment en matière de lutte au racisme systémique?

M. Benoit Dorais soulève une question de privilège et demande à la présidente du conseil que la conseillère Sue Montgomery retire l'expression « c'est convenient » qu'elle a utilisée lors de son intervention. La conseillère Montgomery acquiesce à cette demande.

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 10 h 31.

La présidente du conseil remercie l'ensemble des élu.e.s et cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

À 10 h 32, le conseil reprend ses travaux avec la poursuite de l'étude des articles 20.01 à 20.05.

CM20 0769

Accorder un contrat de gré à gré à Cision/CEDROM-SNi inc., fournisseur unique, pour le renouvellement à la ressource électronique Eureka.cc, pour une somme maximale de 373 353,79 $, taxes incluses, pour les bibliothèques des 19 arrondissements de Montréal, pour une période de trois ans, soit du 22 mars 2020 au 21 mars 2023

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1137;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Cision/CEDROM-SNi inc., fournisseur unique, pour le renouvellement à la ressource électronique Eureka.cc, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 373 353,79 $, taxes incluses, pour les bibliothèques des 19 arrondissements de Montréal, pour une période de trois ans, soit du 22 mars 2020 au 21 mars 2023;

2- d'approuver un projet de contrat d'abonnement à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1207342001

CM20 0770

Exercer l'option de prolongation de 12 mois, pour la saison hivernale 2020-2021 et autoriser une dépense additionnelle de 2 202 561,36 $, taxes incluses, pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige usée Ray-Lawson et 46e avenue, dans le cadre des contrats accordés à Cap Excavation inc. (CA14 12224) et Groupe Contant inc. (CM17 1207), majorant ainsi le montant total des contrats de 9 416 865,35 $ à 11 619 426,71 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1135;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois pour la saison hivernale 2020-2021, et d'autoriser une dépense additionnelle de 1 835 467,80 $, taxes incluses, pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige usée Ray-Lawson dans l'arrondissement d'Anjou et 46e avenue dans l'arrondissement de LaSalle, dans le cadre des contrats octroyés à Cap Excavation inc. (CA14 12224) et Groupe Contant inc. (CM17 1207), majorant ainsi le montant total des contrats de 9 416 865,35 $ à 11 619 426,71 $;

2- d'autoriser une dépense de 91 773,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 275 320,17 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1207711007

CM20 0771

Accorder un contrat de services techniques à Aquatech Société de gestion de l'eau inc. pour la gestion, l'exploitation et l'entretien de la nouvelle usine de traitement des eaux souterraines du parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) ainsi que de son système de captage, située au 125, rue Fernand-Seguin, pour une période de deux ans avec possibilité de renouvellement d'un an - Dépense totale de 1 362 991,66 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18128 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1139;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Aquatech Société de gestion de l'eau inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat de services techniques pour la gestion, l'exploitation et l'entretien de la nouvelle usine de traitement des eaux souterraines du parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) ainsi que son système de captage situé au 125 rue Fernand-Séguin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 142 991,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18128;

2- d'autoriser une dépense de 220 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

20.03 1208886001

CM20 0772

Approuver un projet d'addenda 1 visant à modifier de 230 000 $ à 67 835,25 $, taxes incluses, la valeur du contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2020 (CM20 0258) / Autoriser la modification du budget additionnel de revenus et de dépenses de 318 832 $ à 99 360 $, équivalent aux recettes estimées

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1140;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'addenda visant à modifier de 230 000 $ à 67 835,25 $, taxes incluses, la valeur du contrat accordé à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2020 (CM20 0258);

2- d'autoriser la modification du budget additionnel de revenus de 318 832 $ à 99 360 $ et du budget additionnel de dépenses de 318 832 $ à 99 360 $, équivalent aux recettes estimées;

3- d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1200348002

CM20 0773

Autoriser la résiliation du contrat accordé au Groupe Promo-Staff RTM inc. à la suite de l'appel d'offres public 19-17506 (CM19 0748), pour les services d'une brigade mobile pour le chantier du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour la durée restante du contrat / Autoriser l'ajustement de la base budgétaire à la baisse de 410 762,65 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1141;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de résilier le contrat accordé au Groupe Promo-Staff RTM inc., à la suite de l'appel d'offres public 19-17506 (CM19 0748) pour les services d'une brigade mobile pour le chantier du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour la durée restante du contrat et pour le montant non utilisé de 410 762,65 $, taxes incluses;

2- d'autoriser l'ajustement budgétaire à la baisse afférent à la partie de l'annulation du contrat au montant de 375 081,05 $ pour le Service de l'Expérience citoyenne et des communications, comme suit :

- pour l'année 2020 un budget de 171 767,51 $ a déjà été viré au Service de finances dans le cadre du Plan de redressement;

- pour l'année 2021 un ajustement budgétaire à la baisse de 174 268,75 $;

- pour l'année 2022 un ajustement budgétaire à la baisse de 29 044,79 $.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1206698001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0774

Accorder un contrat à Simo Management inc. pour l'inspection partielle et le diagnostic des vannes de réseau de distribution d'eau potable, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 12 mois - Dépense totale de 152 301,46 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18196 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1149;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Simo Management inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le lot 2, pour l'inspection partielle et le diagnostic des vannes de réseau de distribution d'eau potable, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 145 049,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18196;

2- d'autoriser une dépense de 7 252,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1208479001

CM20 0775

Accorder un contrat à Équipement Twin inc. pour la fourniture et l'installation de huit épandeurs à abrasifs à déchargement arrière pour camions multimode sur des châssis de camion fournis par la Ville - Dépense totale de 455 301 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18143 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1143;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Équipement Twin inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation de huit épandeurs à abrasifs à déchargement arrière pour camions multimode sur des chassis de camions fournis par la Ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 413 910 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18143;

2- d'autoriser une dépense de 41 391 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1208528009

CM20 0776

Accorder un contrat à J. René Lafond inc. pour la fourniture de huit tracteurs compacts articulés à voie étroite et de divers équipements - Dépense totale de 1 910 477,49 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18215 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1148;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire J. René Lafond inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de huit tracteurs compacts articulés à voie étroite et de divers équipements, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 819 502,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18215 ;

2- d'autoriser une dépense de 90 975,12 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1208528010

CM20 0777

Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 208 143,84 $, taxes incluses, pour l'exploitation et l'entretien des chutes à neige mécanisées au lieu d'élimination de la neige Jules-Poitras, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, dans le cadre du contrat accordé à Gestion Industrielle Maintenance Man inc. (CM19 1101), majorant ainsi le montant total du contrat de 249 772,61 $ à 499 545,22 $ taxes, variations de quantités et contingences incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1134;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 208 143,84 $, taxes incluses, pour l'exploitation et l'entretien des chutes à neige mécanisées au lieu d'élimination de la neige Jules-Poitras dans l'arrondissement de Saint-Laurent, dans le cadre du contrat accordé à Gestion Industrielle Maintenance Man inc. (CM 19 1101), majorant ainsi le montant du contrat de 249 772,61 $ à 499 545,22 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 10 407,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 31 221,58 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1207711012

CM20 0778

Accorder un contrat à Robert Boileau inc. (lot 2) pour l'acquisition de cinq surfaceuses à glace électriques - Dépense totale de 826 153,60 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18190 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1145;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Robert Boileau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat (lot 2) pour la fourniture de cinq surfaceuses électriques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 786 812,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18190;

2- d'autoriser une dépense de 39 340,65 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1208528011

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0779

Autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire pour dix contrats de collecte et de transport des matières résiduelles, en vigueur dans huit arrondissements (CM16 1447, CM16 1248, CM17 1008, CM17 1212 et CM18 0826), pour un montant total de 1 158 580 $, taxes et contingences incluses, majorant ainsi le montant total des contrats de 30 428 103 $ à 31 586 683 $, taxes incluses, permettant d'amener ces contrats à terme le 31 octobre 2020

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1152;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgéraire pour 10 contrats de collecte et de transport de matières résiduelles se terminant le 31 octobre 2020, pour un total de 1 158 580 $, taxes et contingences incluses, majorant le montant total des dits contrats à 31 586 683 $, taxes incluses – Appel d'offres public 16-15252 (CM16 1447, CM16 1248), Appel d'offres public 17-15972 (CM17 1008), Appel d'offres public 17-16255 (CM17 1212) et Appel d'offres public 18-16439 (CM18 0826);

Détails des augmentations demandées par contrat (les montants incluent les taxes)

Numéro d'appel d'offres	Arrondissement	Fournisseur	Montant octroyé	Montant à majorer	Contin-gences (5 %)	Nouveau montant total pour le contrat
16-15252	Île-Bizard-Ste-Geneviève	Services Ricova	1 367 062,01 $	95 224,90 $	4 761,24 $	1 467 048,15 $
16-15252	Le Sud-Ouest	Derichebourg	1 693 023,76 $	45 764,78 $	2 288,24 $	1 741 076,79 $
16-15252	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Services Ricova	3 497 600,76 $	100 314,42 $	5 015,72 $	3 602 930,90 $
16-15252	Pierrefonds-Roxboro	Services Ricova	5 956 671,55 $	363 014,76 $	18 150,74 $	6 337 837,04 $
16-15252	Pierrefonds Roxoboro	RCI environnement (WM)	3 519 432,12 $	31 171,11 $	1 558,56 $	3 552 161,79 $
16-15252	Le Plateau Mont-Royal (contrat 1)	Services Ricova	5 361 636,59 $	177 206,98 $	8 860,35 $	5 547 703,93 $

16-15252	Le Plateau Mont-Royal (contrat 2)	Services Ricova	4 435 783,98 $	149 483,01 $	7 474,15 $	4 592 741,14 $
17-15972	Saint-Léonard	Derichebourg	2 015 743,24 $	73 009,26 $	3 650,46 $	2 092 402,97 $
17-16255	Villeray–St-Michel–Parc-Extension	Environnement Routier NRJ	1 975 226,14 $	55 702,63 $	2 785,13 $	2 033 713,90 $
18-16439	Outremont	Derichebourg	605 922,85 $	12 517,28 $	625,86 $	619 065,99 $
		TOTAL	30 428 103 $	1 103 409,14$	55 170,46 $	31 586 682,60 $

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1206717002

CM20 0780

Accorder un contrat à Infrarouge Kelvin inc. pour la vérification des composantes électriques d'une installation souterraine à des fins d'accès, pour une période de trois ans, débutant le 1er septembre 2020 et se terminant le 31 août 2023, pour une somme maximale de 933 608,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1723 (4 soum.)

La conseillère Chantal Rossi déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1147;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Infrarouge Kelvin inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la vérification des composantes électriques d'une installation souterraine à des fins d'accès, pour une période de trois ans, débutant le 1er septembre 2020 et se terminant le 31 août 2023, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 933 608,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1723;

2- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer les documents pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1200649006

CM20 0781

Accorder un contrat à 2862-5622 Québec inc. FASRS Groupe Lambert, pour réaliser les travaux de remplacement des groupes électrogènes et autres travaux au complexe sportif Claude-Robillard - Dépense totale de 1 531 152,64 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15475 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1153;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à 2862-5622 Québec inc. FASRS Groupe Lambert, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement des groupes électrogènes et autres travaux au complexe sportif Claude-Robillard, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 234 417,59 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15475;

2- d'autoriser une dépense de 185 162,64 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 111 572,41 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1200660001

CM20 0782

Autoriser une dépense additionnelle de 343 595,18 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de la chaussée et de la mise aux normes des fossés des rues Roussin et Vermont et du croissant Barabé, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, dans le cadre du contrat accordé à Charex inc. (CM18 1121), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 904 944,41 $ à 2 248 539,59 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1164;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 343 595,18 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de la chaussée et de la mise aux normes des fossés des rues Roussin et Vermont et du croissant Barabé, dans le cadre du contrat accordé à Charex inc. (CM18 1121), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 904 944,41 $ à 2 248 539,59 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1207474015

CM20 0783

Accorder un contrat à Les Glissières Desbiens inc. pour des travaux de réparation de glissières de sécurité sur l'ensemble du territoire de la ville de Montréal - Dépense totale de 349 179,59 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 452110 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1161;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Les Glissières Desbiens inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réparation de glissières de sécurité sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 302 435,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 452110;

2- d'autoriser une dépense de 30 243,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 16 500 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1207231052

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0784

Accorder un contrat à Norgéreq ltée pour des travaux de réfection de l'enveloppe du bâtiment et de climatisation à l'édifice Gaston-Miron, situé au 1210, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 583 161,61 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-14701 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1158;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Norgéreq ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de l'enveloppe du bâtiment et de climatisation à l'édifice Gaston-Miron, situé au 1210, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 919 852,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-14701;

2- d'autoriser une dépense de 287 977,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 375 331,17 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1208865001

CM20 0785

Accorder un contrat à Néolect inc. pour la fourniture et l'installation d'équipement de réseautique, pour une période de huit mois - Dépense totale de 1 794 485,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 461751 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1165;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Néolect inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation d'équipement de réseautique, pour une période de huit mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 631 350,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 461751;

2- d'autoriser une dépense de 81 567,51 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 81 567,51 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1202968025

CM20 0786

Accorder un contrat à Demix Construction une division de CRH Canada inc. pour les travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis, entre les rues Jean-Talon et Jarry, pour l'implantation du Réseau Express Vélo (REV-AXE-1-Tronçon 1C) - Dépense totale de 1 456 371,44 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 283802 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1162;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Demix Construction une division de CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Denis, entre les rues Jean-Talon et Jarry, pour l'implantation du Réseau Express Vélo (REV-AXE-1 Tronçon 1C) aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 964 608,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 283802;

2- d'autoriser une dépense de 102 762,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 389 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur l'article 20.18.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Gosselin, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac, Rapanà, Montgomery et Fumagalli (40)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, Hénault et Rotrand (21)
Ouverture des portes:	À l'ouverture des portes de la salle virtuelle, la conseillère Stephanie Watt déclare que si elle avait été présente lors de l'appel des membres, elle aurait voté en faveur de cette proposition.
Résultat:	En faveur : 41 Contre : 21

Adopté à la majorité des voix.

20.18 1207231058

CM20 0787

Accorder un contrat à Tisseur inc. pour la réalisation des travaux de remplacement du mur de soutènement de la Vieille Brasserie, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 3 199 609,03 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 421913 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1160;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Tisseur inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement du mur de la Vieille Brasserie, dans l'arrondissement de Lachine, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 728 548,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 421913;

2- d'autoriser une dépense de 327 425,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 143 634,45 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1207000008

CM20 0788

Accorder un contrat à Néolect inc. pour des travaux électriques à divers endroits - Dépense totale de 276 318,30 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 453710 (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1167;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Néolect inc., le contrat pour l'exécution des travaux électriques à divers endroits, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 222 812,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 453710;

2- d'autoriser une dépense de 40 106,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 13 400 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1207231053

À 11 h 15, la présidente, Mme Suzie Miron, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0789

Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Qc inc.) pour des travaux de mise aux normes des terrains de soccer numéros 1, 3 et 4 au parc Jarry, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 671 636,42 $, taxes, contingences, variations de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 20-6518 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1163;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Techniparc (9032-2454 Qc inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de mise aux normes des terrains de soccer numéros 1, 3 et 4 au parc Jarry, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 537 309,14 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-6518;

2- d'autoriser une dépense de 53 730,91 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 53 730,91 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'autoriser une dépense de 26 865,46 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1208264003

CM20 0790

Accorder un contrat à Les services EXP inc. pour la fourniture de services professionnels d'inspection et de suivi des assemblages du pont Jacques-Bizard, pour une durée de cinq ans avec une option de renouvellement de 12 mois - Dépense totale de 624 729,17 $, taxes, et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18093 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1170;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Les services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels afin de réaliser l'inspection et le suivi des assemblages soudés du pont Jacques-Bizard, pour une période de cinq ans, avec une option de renouvellement de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 520 607,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18093;

2- d'autoriser une dépense de 104 121,53 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1207091001

CM20 0791

Résilier le contrat de services professionnels de la firme Affleck de la Riva architectes pour les services en architecture et en génie de bâtiment dans le cadre du projet de réfection et mise aux normes du bâtiment administratif du Jardin botanique (CM18 0971)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1172;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de résilier le contrat de services professionnels accordé à la firme Affleck de la Riva architectes pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet du projet de réfection et mise aux normes du bâtiment administratif du Jardin botanique (CM 18 0971);

2- de retourner dans les comptes de provenance les crédits inutilisés.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1206318002

CM20 0792

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection, un des projets phares développé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) dans le cadre de l'axe 4 « Ville responsable et engagée » du Plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, se terminant le 26 juin 2021, pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1174;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de gré à gré par lequel le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal s'engage à fournir les services professionnels requis pour assurer la reconduction de la Cellule d'intervention et de protection développée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), pour une somme maximale de 150 000 $, taxes incluses, pour une période d'un an se terminant le 26 juin 2021, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1207103001

CM20 0793

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré, d'un montant de 169 960 $, à la Chaire de recherche de transition écologique de l'UQAM pour l'évaluation du projet « Système alimentaire local et intégré » dans le cadre du Défi des villes intelligentes / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1171;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de services professionnels à la Chaire de recherche de transition écologique de l'UQAM pour l'évaluation du projet « Système alimentaire local et intégré », pour une somme maximale de 169 960 $, taxes incluses, dans le cadre du Défi des villes intelligentes;

2- d'approuver un projet de convention de services professionnels à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1208047005

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0794

Accorder un contrat à WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie pour le programme d'aménagement fonctionnel et technique pour investigation technique, hydraulique et énergétique des aménagements aquatiques (étangs et ruisseaux) des jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal - Dépense totale de 143 698,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18133 (1soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1177;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire WAA Montréal inc, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie pour le programme d'aménagement fonctionnel et technique pour investigation technique, hydraulique et énergétique des aménagements aquatiques (étangs et ruisseaux) des jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 143 698,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18133;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1202912002

CM20 0795

Accorder un contrat à Shellex Groupe Conseil pour la réalisation des plans et devis d'ingénierie, ainsi que la surveillance partielle des travaux en vue du réaménagement du terrain de balle du stade Gary-Carter, au parc Ahuntsic - Dépense totale de 294 192,28 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17998 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1179;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Shellex Groupe Conseil, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la réalisation des plans et devis d'ingénierie ainsi que la surveillance partielle des travaux en vue du réaménagement du terrain de balle du stade Gary-Carter, au parc Ahuntsic, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 255 819,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17998;

2- d'autoriser une dépense de 38 372,90 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1208264002

CM20 0796

Approuver un projet de convention complémentaire à l'Entente régissant le partage des installations et des équipements scolaires et municipaux entre la Ville de Montréal et les Commissions scolaires pour l'usage des camps de jour

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1181;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet de convention complémentaire à l'Entente régissant le partage des installations et des équipements scolaires et municipaux entre la Ville de Montréal et les Commissions scolaires (Annexe 1) qui en précise l'Article 7 (Entretien et modalités d'utilisation) pour l'usage des camps de jour.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1204815004

CM20 0797

Approuver un projet de prolongation d'un bail par lequel la Ville de Montréal loue de Schreter Entreprises inc., à des fins d'entreposage de mobilier urbain et de machinerie dans le cadre du projet d'aménagement de l'esplanade Tranquille, un terrain d'une superficie de 645 mètres carrés, situé à l'angle nord-est des boulevards De Maisonneuve Est et Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué d'une partie du lot 2 161 334 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une période de cinq mois, à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2021, pour une somme de 63 523,69 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1186;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Schreter Entreprises inc., à des fins d'entreposage de mobilier urbain et de machinerie dans le cadre du projet d'aménagement de l'esplanade Tranquille, un terrain d'une superficie de 645 mètres carrés, situé à l'angle nord-est des boulevards De Maisonneuve Est et Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué d'une partie du lot 2 161 334 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une période de cinq mois, à compter du 1er septembre 2020 jusqu'au 31 janvier 2021, pour une somme de 63 523,69 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1200515006

CM20 0798

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Les Développements 760 N.D. inc., à des fins d'activités sportives, des locaux d'une superficie de 3 500 pieds carrés, situés au 760, rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Lachine, pour un terme de cinq ans, soit du 1er septembre 2020 au 31 août 2025, pour une dépense totale de 505 890 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1184;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Les Développements 760 N.D. inc, à des fins d'activités sportives pour et dans l'arrondissement de Lachine, des locaux d'une superficie de 3 500 pieds carrés, situés au 760, rue Notre-Dame, pour une période de cinq ans, à compter du 1er septembre 2020, moyennant un loyer total de 321 930 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'autoriser la dépense de 40 241,25 $, taxes incluses, en frais énergétiques;

3- d'autoriser la dépense de 143 718,75 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement du locateur Les Développements 760 N.D. inc.;

4- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1205372003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0799

Accorder un soutien financier maximal de 300 000 $ à Nord Ouvert pour développer, structurer et planifier la mise en oeuvre du chantier de la gouvernance des données dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1189;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 300 000 $ à Nord Ouvert pour développer, structurer et planifier la mise en œuvre du chantier de la gouvernance des données qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1207598006

CM20 0800

Accorder un soutien financier maximal de 2 960 000 $ à Celsius Mtl (usuellement nommé Solon) pour le projet Mobilité de Quartier, dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1193;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 2 960 000 $ à Celsius Mtl (usuellement Solon) pour le projet de Mobilité de Quartier, dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1207642002

CM20 0801

Accorder un contrat à Applied Electronics Limited pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements multimédia dans le bâtiment multifonctionnel et l'espace public de l'esplanade Tranquille, dans le cadre du projet du Quartier des spectacles - Dépense totale de 530 224,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 20-17959 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1242;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Applied Electronics Limited, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements multimédia dans le bâtiment multifonctionnel et l'espace public de l'esplanade Tranquille, dans le cadre du projet du Quartier des spectacles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 441 853,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17959;

2- d'autoriser une dépense de 66 278,03 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 22 092,68 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1201009004

CM20 0802

Accorder cinq contrats à Construction Jessiko inc. pour l'acquisition et l'installation de mobilier urbain sur mesure (pour les lots 4A, 4B, 4C, 4D et 4E) dans le cadre du projet de l'esplanade Tranquille du Quartier des spectacles - Dépense totale de 1 127 707,56 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17987 (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1243;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme Construction Jessiko inc., cinq contrats pour l'acquisition et l'installation de mobilier urbain sur mesure dans le cadre du projet de l'esplanade Tranquille du Quartier des spectacles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 980 615,27 $, taxes incluses, répartie comme suit, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17987;

Lot no	Montant, taxes incluses
4A	278 598,31 $
4B	132 221,27 $
4C	120 586,06 $
4D	157 115,64 $
4E	292 093,99 $

2- d'autoriser une dépense de 147 092,29 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, répartie proportionnellement dans les cinq contrats;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1201009005

CM20 0803

Accorder un soutien financier de 220 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1277;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 220 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour l'année 2020;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1207233004

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.36 à 20.40 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0804

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Réal Paul architecte inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la réfection et les mises aux normes du bâtiment administratif du Jardin botanique - Dépenses totale de 1 566 303,74 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 20-18095 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1265;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Réal Paul architecte inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour le projet de réfection et de mise aux normes du bâtiment administratif du Jardin botanique, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 356 107,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18095;

3- d'autoriser une dépense de 135 610,71 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 74 585,89 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1206318001

CM20 0805

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à Demix inc. pour la réalisation des travaux de construction de la phase 2 du lot Jean-Talon du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB Pie-IX), dans le boulevard Pie-IX à l'intersection de la rue Jean-Talon - Dépense totale de 11 925 180,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 202105 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1260;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à DEMIX inc., plus bas soumissionnaire conforme, d'un montant de 9 816 309,11 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction de la phase 2 du lot Jean-Talon dans le boulevard Pie-IX, à l'intersection de la rue Jean-Talon, dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX (SRB), conformément aux documents de l'appel d'offres public 202108;

3- d'autoriser une dépense de 1 472 446,37 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 636 424,88 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1200575011

CM20 0806

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Foraction inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 4 688 600 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458020 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1261;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Foraction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 176 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458020;

3- d'autoriser une dépense de 417 600 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 95 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1207231061

CM20 0807

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder cinq contrats à Derichebourg Canada Environnement, pour la somme de 60 581 136 $; accorder cinq contrats à Environnement Routier NRJ inc., pour la somme de 30 492 206 $; accorder deux contrats à GFL Environmental inc., pour la somme de 35 315 964 $; accorder quatre contrats à Services Ricova inc., pour la somme de 30 194 741 $ et accorder un contrat à 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires), pour la somme de 9 288 322 $, pour la collecte et le transport de matières résiduelles en provenance de 11 arrondissements de la Ville de Montréal, pour une durée de 60 mois, plus une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 165 872 369 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18152 (8 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2021, pour un montant total de 35 893 121 $, taxes nettes / Autoriser un virement en provenance des dépenses contingentes de la Ville, pour l'année 2020, pour un montant total de 784 127 $, taxes nettes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1246;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour chacun des arrondissements, pour une durée de 60 mois, les contrats de service de collecte et de transport de matières résiduelles, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des contrats, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18052 et aux montants ci-après désignés ainsi que les montants de contingences :

Contrats de collecte et transport					
Founisseurs	Service de collecte	Territoires	Contrats ($)	Contingences ($)	Total - contrats ($)
Derichebourg Environnement Canada	OM-CRD-RV-MO-Sapins	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	14 309 858	692 670	15 002 528
Environnement Routier NRJ Inc.	CS	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	11 298 857	109 370	11 408 227
GFL Environmental Inc.	OM-CRD-RV-MO-Sapins	LaSalle	19 548 083	948 016	20 496 099
Environnement Routier NRJ Inc.	CS	LaSalle	6 590 649	63 796	6 654 445
Derichebourg Environnement Canada	OM-CRD-RV-Sapins	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	10 577 836	512 977	11 090 813
Derichebourg Environnement Canada	OM-CRD-RV-MO-Sapins	Rosemont–La Petite-Patrie	14 054 151	682 343	14 736 494
Derichebourg Environnement Canada	CS	Rosemont–La Petite-Patrie	12 898 059	124 850	13 022 909
Environnement Routier NRJ Inc.	CS	Le Sud-Ouest	4 720 859	45 697	4 766 555
Environnement Routier NRJ Inc.	CS	Outremont	2 403 134	23 262	2 426 396
GFL Environmental Inc.	OM-CRD-RV-MO-Sapins	Saint-Léonard	14 135 181	684 684	14 819 865
Derichebourg Environnement Canada	CS	Saint-Léonard	6 663 887	64 505	6 728 392
JR Services Sanitaires	CS	Ville-Marie	9 199 275	89 047	9 288 322
Environnement Routier NRJ Inc.	CS	Villeray	5 186 380	50 203	5 236 583
Total - Collecte et transport			131 586 211	4 091 417	135 677 628

3- d'accorder à Services Ricova inc., entreprise placée sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant de la Ville, et plus bas soumissionnaire conforme, pour chacun des arrondissements, pour une durée de 60 mois, le contrat de service de collecte et de transport de matières résiduelles, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des contrats, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18052 et aux montants ci-après désignés ainsi que les montants de contingences :

Contrats de collecte et transport					
Founisseurs	**Service de collecte**	**Territoires**	**Contrats ($)**	**Contingences ($)**	**Total - contrats ($)**
Services Ricova Inc.	CS	Lachine	5 012 284	48 518	5 060 801
Services Ricova Inc.	OM-CRD-RV-MO-Sapins	Le Plateau-Mont-Royal - 1	9 431 532	456 035	9 887 567
Services Ricova Inc.	OM-CRD-RV-MO-Sapins	Le Plateau-Mont-Royal - 2	8 007 223	387 167	8 394 390
Services Ricova Inc.	CS	Pierrefonds-Roxboro	6 786 293	65 690	6 851 982
Total - Collecte et transport			29 237 332	957 409	30 194 741

4- d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2021 comme suit : de 5 763 261 $ en 2021, de 6 556 830 $ en 2022, de 7 248 641 $ en 2023, de 7 851 104 $ en 2024 et de 8 473 286 en 2025, pour un total de 35 893 121 $, taxes nettes;

5- d'autoriser un virement budgétaire de 784 127 $, taxes nettes, en provenance des dépenses contingentes de la Ville vers le budget de fonctionnement de l'année 2020 du Service de l'environnement;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 11 h 41, la présidente, Mme Suzie Miron, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

Adopté avec les dissidences ci-dessous à l'égard des quatre contrats accordés à Services Ricova inc.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie
Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa
Mme Effie Giannou
M. Richard Guay
Mme Andrée Hénault
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Luis Miranda
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

20.39 1206717004

CM20 0808

Accorder un contrat à Stradco Construction inc. pour la construction d'un aqueduc dans l'Allée des Tanneries, entre les rues Saint-Rémi et De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 731 623,81 $, taxes, contingences et incidences - Appel d'offres public 424311 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1252;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Stradco Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de construction d'un aqueduc secondaire dans l'Allée des Tanneries, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 636 194,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 424311 ;

2- d'autoriser une dépense de 63 619,46 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 31 809,73 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.40 1205843003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.41 à 20.45 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0809

Approuver une entente de travaux entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec pour le déplacement d'une portion du réseau de distribution situé sur le boulevard Pie-IX, entre les rues Jean-Talon et Everett dans le cadre des travaux de réalisation du lot Jean-Talon pour le projet SRB Pie-IX / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 249 495,75 $, taxes incluses, qui sera assumée par la Ville et remboursée au complet par l'Autorité régionale de transport Métropolitain (ARTM)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1271;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver une entente d'évaluation pour déplacement de réseau entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal, pour le déplacement d'une portion du réseau de distribution situé sur le boulevard Pie-IX entre les rues Jean-Talon et Everett, dans le cadre du projet de service rapide par bus SRB Pie-IX;

2- d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 249 495,75 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'Autorité régionale de transport métropolitain.

Adopté à l'unanimité.

20.41 1200575010

CM20 0810

Accorder un soutien financier de 400 000 $ au Partenariat du Quartier des spectacles afin de lui permettre de réaliser un projet d'animation culturel dans le cadre du plan de relance du centre-ville de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le Service de la culture, pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1278;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 400 000 $ au Partenariat du Quartier des spectacles pour la réalisation en 2020 d'un projet d'animation culturel dans le cadre du plan de relance du centre-ville de Montréal, mis en œuvre dans le contexte de la crise de la COVID-19;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.42 1208781003

CM20 0811

Accorder un soutien financer totalisant la somme de 1 150 000 $ à Montréal en Histoires, soit 450 000 $ en 2020 et de 350 000 $, par année, pour 2021 et 2022 afin d'optimiser ses opérations dans le Vieux-Montréal et à activer le développement de nouveaux projets dans les arrondissements / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1284;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financer totalisant la somme de 1 150 000 $ à Montréal en Histoires, soit 450 000 $ en 2020 et de 350 000 $, par année, pour 2021 et 2022, pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire et son développement vers les arrondissements;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.43 1208781002

CM20 0812

Accorder un contrat de services professionnels à M^e^ André Comeau, de DHC Avocats inc. pour les services professionnels en aide-conseil à l'éthique auprès des personnes élu.e.s ainsi que des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 39 401,93 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 20-18236 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

La conseillère Catherine Clément-Talbot déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1268;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention par lequel M^e^ André Comeau, de DHC Avocats inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en aide-conseil à l'éthique auprès des élues et élus ainsi que des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 39 401,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 20-18236 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.44 1204320006

CM20 0813

Approuver un projet de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest, d'une superficie de 1 122,5 mètres carrés ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest, d'une superficie de 581 mètres carrés, pour une période de 12 mois, soit du 1^er^ janvier 2020 au 31 décembre 2020, moyennant un loyer symbolique de 100 $, plus les taxes applicables - La subvention immobilière représente une somme de 187 879 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1274;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour une période de 12 mois, soit du 1^er^ janvier 2020 au 31 décembre 2020, le bâtiment situé au 201, avenue des Pins Ouest, d'une superficie de 1 122,5 mètres carrés, ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest, d'une superficie de 581 mètres carrés, moyennant un loyer symbolique de 100 $ pour la période, excluant les taxes, le tout selon les termes et les conditions prévues à la prolongation de bail;

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.45 1205941003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.46 à 20.49 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0814

Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Systems Inc. pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023 - Dépense totale de 605 320,38 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1249;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un contrat de gré à gré entre la Ville de Montréal et Gateway Ticketing Systems inc., pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy et l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023, pour une somme maximale de 605 320,38 $, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'autoriser Mme Liza Sarraf, directrice - Engagement numérique du Service des technologies de l'information, à signer les documents relatifs pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.46 1207655003

CM20 0815

Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société des Amis du Biodôme pour un service de location de casiers en libre-service pour les visiteurs du Biodôme et du Planétarium, pour une période de trois ans - Dépense totale de 79 332,75 $, taxes incluses, plus 100 % des recettes tirées de la location de casier et évaluées à 150 000 $, pour 3 ans

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1285;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société des Amis du Biodôme pour un service de location de casiers en libre-service pour les visiteurs du Biodôme et du Planétarium ainsi que la gestion du prêt des appareils électroniques aux visiteurs du Biodôme et la vente des guides d'identification des espèces du Biodôme aux visiteurs, pour une somme maximale de 79 332,75 $, taxes incluses, plus 100 % des recettes tirées de la location des casiers évaluées à 150 000 $, pour trois ans;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.47 1200348003

CM20 0816

Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction des lots 2 216 986 et 2 217 078 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal dans le cadre du projet SRB-Pie IX, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension / Autoriser le remplacement du plan et de la description technique relativement au lot 2 217 040 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (CM18 0648) / Autoriser l'abandon de l'expropriation relativement aux lots 1 879 632 et 1 882 463 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Autoriser une dépense totale de 102 212,83 $, taxes incluses, pour l'acquisition des lots 2 216 986 et 2 217 078 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1286;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, d'une parcelle du lot 2 216 986 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé du côté Est du boulevard Pie-IX dans le cadre du projet SRB-Pie IX, le tout conformément à l'article 1 du plan d'expropriation 401060-0020-49 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, joint au présent dossier décisionnel;

2- de décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, d'une parcelle additionnelle pour une servitude temporaire de construction sur le lot 2 217 078 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé du côté Est du boulevard Pie-IX dans le cadre du projet SRB-Pie IX, le tout conformément à l'article 1 du plan d'expropriation P-196 Saint-Michel, joint au présent dossier décisionnel;

3- d'autoriser, relativement à l'acquisition d'une partie du lot 2 217 040 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le remplacement du plan P-165 Saint-Michel du dossier décisionnel 118731003 par le plan P-187 Saint-Michel, joint au présent dossier décisionnel;

4- d'autoriser l'abandon des procédures d'expropriation entreprises à la suite du dossier décisionnel 117731003 et par le plan P-76 Rosemont, relativement à une partie de lot 1 879 632 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5- d'autoriser l'abandon des procédures d'expropriation entreprises à la suite du dossier décisionnel 117731003 et par le plan P-166 Saint-Michel relativement à une partie de lot 2 217 043 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

6- d'autoriser l'abandon des procédures d'expropriation entreprises à la suite du dossier décisionnel 117731003 et par le plan P- P-401060- 0020-115 relativement à une partie de lot 1 882 463 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

7- d'autoriser les dépenses d'un montant maximal de 25 059,09 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'une partie du lot 2 216 986 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et de 77 153,74 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'une partie du lot 2 217 078 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

8- de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toute procédure requise à cette fin;

9- d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et le chef de la division de la géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriante;

10- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.48 1190575002

CM20 0817

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ceveco inc. pour des travaux d'aménagement du Square Phillips et de l'avenue Union - Projet rue Sainte-Catherine Lot 2D, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 20 097 648,14 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 439822 (2 soum.) / Autoriser un budget de revenus et de dépenses de 440 842,02 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus et dépenses de 298 302,19 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 août par sa résolution CE20 1312;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Ceveco inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour des travaux d'aménagement du Square Phillips et de l'avenue Union - Projet rue Sainte-Catherine Lot 2D, arrondissement Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 16 275 887,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 439822;

3- d'autoriser une dépense de 2 115 271,53 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 706 489,01 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'autoriser un budget de revenus et de dépenses de 440 842,02 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente, et d'entériner l'entente à cet effet;

6- d'autoriser un budget de revenus et dépenses de 298 302,19 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente, et d'entériner l'entente à cet effet;

7- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.49 1207231032

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Un débat s'engage.

À 12 h 30, la présidente du conseil suspend les travaux jusqu'à 13 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 24 août 2020
13 h

Séance tenue le mardi 25 août 2020 – 13 h 30
salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

---

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence à l'exception de la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, qui était présente en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, et Mme Lise Zarac.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL* :

Mme Cathy Wong.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA QUESTION PRÉALABLE AUX ARTICLES 30.12 ET 30.15

Mme Cathy Wong.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LES ARTICLES 30.12 ET 30.15

Mme Cathy Wong.

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare la séance ouverte.

À 13 h 30, le conseil reprend ses travaux avec la poursuite de l'étude des articles 30.01 à 30.05.

CM20 0818

Autoriser le dépôt d'une demande de subvention au Programme d'aide financière pour la planification de milieux de vie durables dans le cadre de la réalisation du plan d'action collectif en habitation de Montréal-Nord

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1195;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention au Programme d'aide financière pour la planification de milieux de vie durables dans le cadre de la réalisation du plan d'action collectif en habitation de Montréal-Nord.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1207177014

CM20 0819

Accepter l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de pistes cyclables bidirectionnelles dans les rues Prieur et Sauriol, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1196;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de pistes cyclables bidirectionnelles dans les rues Prieur et Sauriol, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie
Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa
Mme Effie Giannou
M. Richard Guay

Mme Andrée Hénault
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Luis Miranda
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

30.02 1201097011

CM20 0820

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme ÉcoPerformance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1197;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) à présenter une demande d'aide financière d'une valeur de 272 116 $ dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal;

2- d'autoriser la directrice du SGPI à signer les documents de demande de subvention relatifs à la réalisation de travaux d'innovation et de transition énergétiques, notamment la récupération de chaleur et l'ajustement des systèmes mécaniques, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1208864001

CM20 0821

Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à Laurin, Laurin (1991) inc. pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse dans quatre intersections de la Ville de Montréal pour une période de 12 semaines (CM20 0601), afin d'imputer les dépenses au règlement d'emprunt de compétence locale 20-006 - Achat et installation d'équipement de feux de circulation

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1209;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver la modification de l'aspect financier du contrat accordé à Laurin, Laurin (1991) inc., pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse dans quatre intersections de la Ville de Montréal, pour une période de 12 semaines (CM20 0601) afin d'imputer les dépenses au règlement d'emprunt de compétence locale 20-006 - Achat et installation d'équipement de feux de circulation;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention addenda du Service des finances.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1202968015

CM20 0822

Offrir aux arrondissements de prendre en charge la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements auprès de l'organisme ENTANDEM, mandataire de RÉ:SONNE et la SOCAN, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* / Mandater le Service de la culture pour conclure une entente forfaitaire avec l'organisme ENTANDEM, au nom des 19 arrondissements, pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023, et mandater le Service de la culture pour négocier tout renouvellement de celle-ci

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1198;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'offrir aux conseils d'arrondissements de prendre en charge la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements auprès de l'organisme ENTANDEM, mandataire de RÉ: SONNE et la SOCAN, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;*

2- de mandater le Service de la culture pour conclure une entente forfaitaire avec l'organisme ENTANDEM, au nom des 19 arrondissements, pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023;

3- de mandater le Service de la culture pour négocier tout renouvellement de celle-ci.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1203205004

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 et 30.11 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0823

Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux d'aménagement cyclable dans la rue Saint-Hubert, le boulevard Rosemont, le boulevard de l'Assomption, la rue Holt, la rue Dandurand, la 1re Avenue et l'avenue Laurier, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1201;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux d'aménagement cyclable dans la rue Saint-Hubert, le boulevard Rosemont, le boulevard de l'Assomption, la rue Holt, la rue Dandurand, la 1re avenue et l'avenue Laurier, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie
Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa
Mme Effie Giannou
M. Richard Guay
Mme Andrée Hénault
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Luis Miranda
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

30.06 1201097012

CM20 0824

Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge la réalisation des travaux associés aux aménagements cyclables transitoires dans la rue Saint-Zotique, entre la rue Saint-Urbain et le boulevard Lacordaire et dans la rue de Bellechasse, entre l'avenue de Gaspé et la rue Chatelain, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1290;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de services de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge la réalisation des travaux associés aux aménagements cyclables transitoires dans la rue Saint-Zotique, entre la rue Saint-Urbain et le boulevard Lacordaire, et dans la rue de Bellechasse, entre l'avenue de Gaspé et la rue Chatelain, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie
Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa
Mme Effie Giannou
M. Richard Guay
Mme Andrée Hénault
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Luis Miranda
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

30.11 1201097015

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.07 à 30.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0825

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financier des dépenses en immobilisations de compétences municipales

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1199;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales, soit un montant de 236 963 199,84 $.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1204164003

CM20 0826

Accepter une contribution de 5 179 084 $ de la part l'Autorité régionale de transport métropolitain pour assumer les coûts des ressources de la Ville de Montréal / Autoriser, jusqu'à l'année 2023, un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 5 179 084 $ pour les coûts de la main d'oeuvre des ressources de la Ville de Montréal dédiées au projet intégré SRB-Pie-IX (phase II) durant la phase de construction

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1207;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accepter une contribution de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) pour un montant de 5 179 084 $ pour assumer les coûts des ressources de la Ville;

2- d'autoriser jusqu'à l'année 2023 un budget de fonctionnement additionnel de 5 179 084 $ pour les coûts des ressources de la Ville de Montréal et de l'ARTM ainsi que pour le maintien de la structure du Bureau de projet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.08 1200575007

CM20 0827

Autoriser un budget de 3 597 630 $, taxes nettes, au centre de responsabilité 103178 - Site Parc d'Entreprises de la Pointe-St-Charles du Service de l'environnement, pour l'année 2020, à même la provision pour passif environnemental comptabilisée au bilan à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1208;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser un budget de 3 597 630 $, taxes nettes, au centre de responsabilité 103178 - Site Parc d'Entreprises de la Pointe-St-Charles au Service de l'environnement, pour l'année 2020, à même la provision pour passif environnemental comptabilisé au bilan à cet effet, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.09 1205886003

CM20 0828

Abroger la résolution CM19 1384 adoptée au conseil municipal du 16 décembre 2019 afin d'abolir la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains publics contaminés dans l'Est de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1288;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'abroger la résolution CM19 1384 adoptée au conseil municipal du 16 décembre 2019 afin d'abolir la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains publics contaminés dans l'Est de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.10 1201179012

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.12, 30.14 et 30.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0829

Approuver, pour une période de deux ans, la déclaration de compétence à l'égard de l'application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1289;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver, pour une période de deux ans, la déclaration de compétence à l'égard de l'application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle fait un bref résumé de l'historique du dossier sous étude.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

de reporter l'étude de l'article 30.12 à l'assemblée du conseil municipal du mois de septembre, conformément au paragraphe 2 de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité indique qu'il n'y a pas consentement unanime sur la proposition de report de l'article 30.12.

Un débat s'engage sur la proposition de report de l'article 30.12.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, apporte une précision à l'effet que la proposition du chef de l'opposition officielle est bien une motion de report, et non un amendement de l'article sous étude.

La présidente du conseil remercie le leader de la majorité pour la précision.

Le débat se poursuit sur la proposition de report de l'article 30.12.

La présidente du conseil suspend les travaux afin de consulter le greffier à la suite de la question du conseiller Alan DeSousa, à l'effet de présenter à nouveau ce dossier alors que le conseil s'est prononcé sur ce dossier en décembre 2019.

À la reprise des travaux, la présidente du conseil indique que conformément à l'article 35 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), la motion de report à une assemblée subséquente est réservée au seul leader de la majorité et qu'ainsi l'article 80 doit être lu avec l'article 35. Conséquemment, la motion de M. Perez est irrecevable. Elle invite donc les membres du conseil à reprendre le débat sur la motion principale.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 30.12.

_____

Il est proposé par Mme Sophie Mauzerolle

appuyé par M. Benoit Dorais

de poser la question préalable, conformément à l'article 94 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de procéder à un vote enregistré sur la question préalable posée par la conseillère Sophie Mauzerolle.

La présidente du conseil demande au greffier de procéder à l'appel des voix.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur : Mesdames et messieurs Dorais, Popeanu, Goulet, Caldwell, Lavigne-Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac, Hénault, Rapanà, Montgomery et Fumagalli (40)

Votent contre : Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, et Rotrand (20)

Ouverture virtuelle des portes : Le conseiller Sylvain Ouellet déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote, il aurait voté en faveur de cette proposition.

Résultat : En faveur : 41
Contre : 20

La présidente du conseil déclare la proposition de la conseillère Mauzerolle de procéder à la question préalable, adoptée à la majorité des voix.

La présidente du conseil invite le conseiller Éric Alan Caldwell à exercer son droit de réplique.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Lionel Perez

de procéder à un vote enregistré sur l'article 30.12.

La présidente du conseil demande au greffier de procéder à l'appel des voix.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur :	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac et Rapanà (39)
Votent contre :	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, Hénault, Montgomery, Fumagalli et Rotrand (23)
Résultat :	En faveur : 39 Contre : 23

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare l'article 30.12 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.12 1208480006

CM20 0830

Autoriser une dépense totale de 9 111 499,88 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le contrat à être accordé par la Société de transport de Montréal (STM) à MGB associées inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Pierre-De Coubertin, du boulevard Pie-IX à l'avenue de La Salle (projet 328702) et dans le boulevard Pie-IX, d'un point au sud de l'avenue Pierre-De Coubertin à la rue Sherbrooke (projet SRB Pie-IX), dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre de l'Entente de collaboration relative au Projet intégré Pierre-De Coubertin entre la STM et la Ville de Montréal (CG19 0372)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1297;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 9 111 499,88 $, taxes incluses, dont 1 145 683,32 $ pour les contingences et 327 927,87 $ pour les incidences, pour le contrat à être octroyé par la Société de transport de Montréal (STM) à MGB associées inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Pierre-de Coubertin, du boulevard Pie-IX à l'avenue De La Salle (projet 328702) et dans le boulevard Pie-IX, d'un point au sud de l'avenue Pierre-De Coubertin à la rue Sherbrooke (projet SRB Pie-IX), dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre de l'Entente de collaboration relative au Projet intégré Pierre-De Coubertin entre la STM et la Ville de Montréal (CG19 0372);

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.14 1207231016

CM20 0831

Approuver, pour une période de deux ans, la déclaration de compétence concernant le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 août 2020 par sa résolution CE20 1298;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver, pour une période de deux ans, la déclaration de compétence concernant le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle fait un bref résumé de l'historique du dossier sous étude.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

de reporter l'étude de l'article 30.15 à l'assemblée du conseil municipal du mois de septembre, conformément au paragraphe 2 de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité indique qu'il n'y a pas consentement unanime sur la proposition de report de l'article 30.15.

Un débat s'engage sur la proposition de report de l'article 30.15.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, apporte une précision à l'effet que la proposition du chef de l'opposition officielle est bien une motion de report, et non un amendement de l'article sous étude.

La présidente du conseil remercie le leader de la majorité pour la précision.

Le débat se poursuit sur la proposition de report de l'article 30.15.

La présidente du conseil suspend les travaux afin de consulter le greffier à la suite de la question du conseiller Alan DeSousa, à l'effet de présenter à nouveau ce dossier alors que le conseil s'est prononcé sur ce dossier en décembre 2019.

À la reprise des travaux, la présidente du conseil indique que conformément à l'article 35 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), la motion de report à une assemblée subséquente est réservée au seul leader de la majorité et qu'ainsi l'article 80 doit être lu avec l'article 35. Conséquemment, la motion de M. Perez est irrecevable. Elle invite donc les membres du conseil à reprendre le débat sur la motion principale.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 30.15.

_____

Il est proposé par Mme Sophie Mauzerolle

appuyé par M. Benoit Dorais

de poser la question préalable, conformément à l'article 94 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de procéder à un vote enregistré sur la question préalable posée par la conseillère Sophie Mauzerolle.

La présidente du conseil demande au greffier de procéder à l'appel des voix.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur :	Mesdames et messieurs Dorais, Popeanu, Goulet, Caldwell, Lavigne-Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac, Hénault, Rapanà, Montgomery et Fumagalli (40)
Votent contre :	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, et Rotrand (20)
Ouverture virtuelle des portes :	Le conseiller Sylvain Ouellet déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote, il aurait voté en faveur de cette proposition.
Résultat :	En faveur : 41 Contre : 20

La présidente du conseil déclare la proposition de la conseillère Mauzerolle de procéder à la question préalable, adoptée à la majorité des voix.

La présidente du conseil invite le conseiller Éric Alan Caldwell à exercer son droit de réplique.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Lionel Perez

de procéder à un vote enregistré sur l'article 30.15.

La présidente du conseil demande au greffier de procéder à l'appel des voix.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur :	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac et Rapanà (39)
Votent contre :	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, Hénault, Montgomery, Fumagalli et Rotrand (23)
Résultat :	En faveur : 39 Contre : 23

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare l'article 30.15 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.15 1208480001

CM20 0832

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1208285002

CM20 0833

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1204341001

CM20 0834

Avis de motion et dépôt -Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1204520001

CM20 0835

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1206744004

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0836

Adoption - Règlement autorisant la démolition partielle, la construction et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559 du cadastre du Québec

Vu l'avis de motion donné du « Règlement autorisant la démolition partielle, la construction et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559 du cadastre du Québec » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0664;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition partielle, la construction et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559 du cadastre du Québec » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0664;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020, par sa résolution CE20 0825;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition partielle, la construction et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 362 559 du cadastre du Québec ».

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au conseiller Benoit Langevin.

Le conseiller Langevin soulève une question de privilège sur l'intervention du conseiller Pierre Lessard-Blais qu'il considère hors d'ordre. La présidente du conseil juge que les propos du conseiller Lessard-Blais sont en lien avec le dossier à l'étude. Elle invite le conseiller Lessard-Blais à poursuivre son intervention.

Le débat se poursuit.

La présidente du conseil demande au conseiller Marvin Rotrand de retirer les mots « backbencher ». Ce dernier s'excuse à cet égard.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1200603001

Règlement 20-032

CM20 0837

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

Vu l'avis de motion donné du « Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0665;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0665;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020, par sa résolution CE20 0828;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 379 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1208021004

Règlement 20-033

CM20 0838

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz (14-016)

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz (14-016) » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0666;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz (14-016) » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0666;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020, par sa résolution CE20 0950;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz (14-016) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1196014001

Règlement 14-016-1

CM20 0839

Adoption - Règlement sur le Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

Vu l'avis de motion donné du « Règlement sur le Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0668;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur le Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs » à l'assemblée du conseil municipal du 15 juin 2020 par sa résolution CM20 0668;

Attendu que ce règlement a été modifié afin d'y ajouter l'annexe 1 ainsi que le numéro et la date du décret dans l'introduction du règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 10 juin 2020, par sa résolution CE20 0958 et du 19 août 2020, par sa résolution CE20 1303;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la nouvelle version du règlement intitulé « Règlement sur le Programme complémentaire au Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs ».

Un débat s'engage.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Robert Beaudry afin qu'il exerce son droit de réplique.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, prend la parole et demande à la présidente du conseil d'aviser le conseiller Benoit Langevin de cesser ses gesticulations. La présidente du conseil affirme avoir vu la gestuelle du conseiller Langevin et lui demande de faire preuve de retenue.

Un débat restreint s'engage.

La présidente du conseil clôt le débat en invitant le conseiller Beaudry à poursuivre son intervention.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1200498005

Règlement 20-034

CM20 0840

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) » à l'assemblée du conseil municipal du 30 juin 2020 par sa résolution CM20 0691;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) » à l'assemblée du conseil municipal du 30 juin 2020 par sa résolution CM20 0691;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 26 juin 2020, par sa résolution CE20 1006;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1201128001

Règlement 11-018-4

À 15 h 29, la présidente, Mme Suzie Miron, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

CM20 0841

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle du chapitre 25 de la partie II concernant l'arrondissement de Ville-Marie

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les édifices commerciaux » de cette même liste - Église Saint-Vincent-de-Paul - situé aux 2320-2340, rue Sainte-Catherine Est, à l'assemblée du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 9 juin 2020, par sa résolution CA20 240240 et le dépôt du projet de règlement avec le dossier décisionnel lors de cette séance;

Vu la résolution CA20 240241 du conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du 9 juin 2020, adoptant ledit projet de règlement et autorisant la poursuite du processus d'adoption, conformément aux règles de l'Arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020;

Attendu qu'une consultation écrite a été tenue durant une période de 15 jours, soit du 15 au 29 juin 2020, annoncée au préalable par un avis public en date du 13 juin 2020, sur ce projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020, par sa résolution CE20 1218;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les édifices commerciaux » de cette même liste - Église Saint-Vincent-de-Paul - situé aux 2320-2340, rue Sainte-Catherine Est.

Adopté à l'unanimité.

44.01 1190607002

Règlement 04-047-211

CM20 0842

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », visant à apporter une précision pour un bâtiment de la section « Les édifices scolaires » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement), pour le bâtiment portant le numéro 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School)

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de permettre la démolition, à l'exception de la façade principale et de portions de façades latérales et arrière, du bâtiment situé au 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School), et ce, en vue d'un projet de remplacement destiné à un équipement institutionnel sur le lot 2 161 932 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal à l'assemblée du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 10 mars 2020, par sa résolution CA20 240129 et le dépôt du projet de règlement avec le dossier décisionnel lors de cette séance;

Vu la résolution CA20 240131 du conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du 10 mars 2020, adoptant ledit projet de règlement;

Vu la résolution CA20 240229 du conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du 9 juin 2020 autorisant la poursuite du processus d'adoption, conformément aux règles de l'Arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020;

Attendu qu'une consultation écrite a été tenue durant une période de 15 jours, soit du 15 au 29 juin 2020, annoncée au préalable par un avis public en date du 13 juin 2020, sur ce projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020, par sa résolution CE20 1217;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de permettre la démolition, à l'exception de la façade principale et de portions de façades latérales et arrière, du bâtiment situé au 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School), et ce, en vue d'un projet de remplacement destiné à un équipement institutionnel sur le lot 2 161 932 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

44.02 1196255016

Règlement 04-047-212

CM20 0843

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Square Gallery »

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Square Gallery » à l'assemblée du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest du 9 mars 2020, par sa résolution CA20 22 0058 et le dépôt du projet de règlement avec le dossier décisionnel lors de cette séance;

Vu la résolution CA20 22 0058 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest à sa séance du 9 mars 2020, adoptant ledit projet de règlement;

Vu la résolution CA20 22 0159 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest à sa séance du 8 juin 2020 autorisant la poursuite du processus d'adoption, conformément aux règles de l'Arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020;

Attendu qu'une consultation écrite a été tenue durant une période de 15 jours, soit du 19 juin au 3 juillet 2020, annoncée au préalable par un avis public en date du 18 juin 2020, sur ce projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020, par sa résolution CE20 1219;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Griffintown - Square Gallery ».

Adopté à l'unanimité.

44.03 1204334001

Règlement 04-047-213

CM20 0844

Renouvellement de mandats de commissaires supplémentaires à l'Office de consultation publique de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 août 2020 par sa résolution CE20 1210;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de nommer, pour une période de trois ans, les personnes suivantes à titre de commissaires supplémentaires à l'Office de consultation publique de Montréal :

- Priscilla Ananian;
- Bruno-Serge Boucher;
- Christian Giguère;
- Danielle Sauvage;
- Jean-François Thuot.

2- de fixer leur rémunération à 550 $ par jour pour les commissaires et à 750 $ par jour pour le commissaire désigné comme président d'une consultation, sous réserve de l'adoption, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1201079002

CM20 0845

Nominations aux commissions permanentes

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer les personnes suivantes :

- M. Hadrien Parizeau à titre de membre à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, en remplacement de M. Younes Boukala;

- M. Luc Gagnon à titre de membre à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, en remplacement de M. Jocelyn Pauzé;

- Mme Suzie Miron à titre de présidente à la Commission de la présidence du conseil, en remplacement de Mme Cathy Wong;

- M. Jocelyn Pauzé à titre de membre à la Commission de la présidence du conseil, en remplacement de Mme Suzie Miron;

- Mme Cathy Wong à titre de membre à la Commission sur la sécurité publique, en remplacement de M. Luc Gagnon;

- M. Pierre Lessard-Blais à titre de membre à la Commission sur l'inspecteur général, en remplacement de M. Christian Arseneault;

- M. Younes Boukala à titre de membre à la Commission sur le transport et les travaux publics, en remplacement de Mme Marie-Andrée Mauger;

Adopté à l'unanimité.

51.03

CM20 0846

Motion de l'opposition officielle pour alléger le fardeau fiscal des Montréalais en raison de la pandémie de la COVID-19

Attendu que la planète subit une crise de santé publique sans précédent à cause de la propagation de la COVID-19 et que la crise durera encore plusieurs semaines, voire plusieurs mois, comme l'a annoncé le premier ministre François Legault;

Attendu que la pause décrétée par le premier ministre Legault a mis à l'arrêt jusqu'à 40 % de l'économie du Québec et 44 % des emplois;

Attendu que la grande région de Montréal est l'épicentre de la crise au Québec et que le déconfinement est plus tardif qu'ailleurs au Québec;

Attendu qu'en date du 8 mai, selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendance (FCEI), 23 % des petites et moyennes entreprises sont toujours fermées et que 48 % ne sont ouvertes que partiellement en raison de la crise;

Attendu que selon un sondage du 8 mai, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) relève qu'encore 27 % des petites et moyennes entreprises ont comme préoccupation principale la fermeture définitive de leur commerce malgré les programmes d'aide gouvernementaux et qu'un grand nombre d'emplois est conséquemment en danger;

Attendu qu'en avril, le taux de chômage s'est élevé à 18,2 % dans la Région métropolitaine de recensement de Montréal, soit une hausse de 13,4 % points de pourcentage depuis février;

Attendu qu'en date du 24 avril, le gouvernement fédéral avait reçu plus de 7 millions de demandes pour bénéficier de la Prestation canadienne d'urgence et que certains des requérants sont des propriétaires qui peineront à payer leurs hypothèques et taxes foncières;

Attendu que selon le Mouvement des caisses Desjardins, en 2019, l'endettement des Québécois atteignait en moyenne 155 % de leur revenu disponible;

Attendu que selon le recensement de Statistique Canada datant de 2016, le nombre de ménages propriétaires de logements privés dans la Ville de Montréal était de 286 425 soit 36 % des ménages de la Ville de Montréal, et parmi eux, 61,1 % remboursent un prêt hypothécaire;

Attendu que les six grandes banques au Canada ont reçu près de 500 000 demandes de sursis ou de report de paiement hypothécaires;

Attendu que selon la FCEI, 70 % des propriétaires d'entreprises indépendantes pensent que les municipalités devraient reporter le paiement des taxes foncières;

Attendu que de nombreuses villes canadiennes ont reporté de plus d'un mois le paiement des taxes foncières telles que Toronto, Québec, Trois-Rivières, Gatineau, Ottawa et Laval;

Attendu que le report du deuxième paiement de la taxe foncière du 1er juin au 2 juillet 2020 annoncé par l'administration montréalaise pourrait être encore étendu afin d'alléger le fardeau financier des ménages et des commerçants montréalais en cette période exceptionnelle;

Attendu que le report d'un mois supplémentaire entraînerait pour la Ville une perte financière de 4 millions de dollars, selon les propos du président du comité exécutif lors du conseil municipal du 25 mai 2020;

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Alan DeSousa

Et résolu :

que la Ville de Montréal allège le fardeau fiscal des résidents et entreprises en reportant au 1er septembre le deuxième versement des taxes foncières résidentielles et non-résidentielles pour l'année 2020.

Un débat s'engage.

Rejeté à la majorité des voix puisque les membres suivants inscrivent leurs dissidences :

Dissidences : Mme Valérie Plante
M. Christian Arseneault
M. Robert Beaudry
Mme Caroline Bourgeois
M. Éric Alan Caldwell
M. François William Croteau
M. Benoit Dorais
M. Sterling Downey
Mme Rosannie Filato
Mme Marianne Giguère
Mme Christine Gosselin
Mme Nathalie Goulet
Mme Laurence Lavigne Lalonde
M. Pierre Lessard-Blais
M. François Limoges
M. Normand Marinacci
Mme Sophie Mauzerolle
M. Peter McQueen
M. Jérôme Normand
M. Alex Norris
M. Sylvain Ouellet
Mme Marie-Josée Parent
M. Jean-François Parenteau

M. Hadrien Parizeau
M. Jocelyn Pauzé
Mme Magda Popeanu
M. Luc Rabouin
Mme Micheline Rouleau
M. Richard Ryan
M. Craig Sauvé
Mme Anne-Marie Sigouin
Mme Émilie Thuillier
M. Philipe Tomlinson
Mme Maja Vodanovic
Mme Stephanie Watt

65.01

CM20 0847

Motion de l'opposition officielle pour l'arrêt immédiat de l'usage de techniques d'intervention bloquant la respiration par les policiers du Service de police de la Ville de Montréal

Le conseiller Abdelhaq Sari dépose, avant présentation, une nouvelle version de la motion 65.02 travaillée en collaboration avec la conseillère Rosannie Filato, responsable du dossier de la sécurité publique pour l'Administration. La nouvelle version de la motion se lit comme suit :

Attendu que George Floyd est mort suite à l'usage d'une prise d'étranglement par un policier dans la ville de Minneapolis aux États-Unis;

Attendu que, étant jugée trop dangereuse, la « technique de l'étranglement respiratoire » est interdite par la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) pour ses membres depuis 1979;

Attendu qu'en Ontario, la technique de l'étranglement respiratoire est bannie depuis 30 ans en raison de sa dangerosité;

Attendu qu'au Québec, la technique de l'étranglement respiratoire n'est plus utilisée ou enseignée depuis 1985;

Attendu que selon *l'Étude nationale sur les prises par l'encolure en application policière* publiée en 2007 par le Centre canadien de recherches policières (CCRP), « Les experts médicaux et les instructeurs de police impliqués dans ce projet sont tous d'avis qu'une technique de contrôle par l'encolure de type respiratoire est susceptible de causer des blessures corporelles graves ou la mort et donc qu'aucune des techniques impliquant la compression de la partie antérieure du cou ne devrait être autorisée en usage courant »;

Attendu qu'au Québec, l'École nationale de police du Québec enseigne présentement aux aspirants policiers la technique de « contrôle par l'encolure » de type vasculaire et que cette technique qui, si mal exécutée, peut entraîner des complications médicales graves ou la mort;

Attendu que selon le Code criminel canadien, un policier ne peut utiliser la force avec intention de causer, ou de nature à causer la mort ou des lésions corporelles graves, que si elle estime, pour des motifs raisonnables, que cette force est nécessaire afin de se protéger elle-même ou de protéger toute autre personne sous sa protection, contre la mort ou contre des lésions corporelles graves;

Attendu que suite au meurtre de George Floyd, la GRC a décidé de revoir sa technique d'immobilisation dite « étranglement carotidien » qui est présentement utilisée par ses agents;

Attendu qu'avant-même l'événement tragique entourant la mort de George Floyd, plusieurs pays, tels que la Norvège, le Royaume-Uni, le Danemark, ou encore la ville de New York avaient supprimé ou déconseillé l'usage de la technique de l'étranglement, voire de toutes les techniques de contrôle par l'encolure, sauf en cas de légitime défense et de danger de mort et, qu'en réaction à l'évènement et aux manifestations en ayant découlé, plusieurs villes et États américains ont décidé de bannir la pratique de l'étranglement, voire l'ensemble des techniques empêchant la personne visée de respirer;

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Francesco Miele
M. Marvin Rotrand
Mme Rosannie Filato

Et résolu :

1- que la Ville de Montréal demande au gouvernement du Québec de réévaluer les techniques d'emploi de la force à l'ENPQ, et ce, dans le cadre des consultations sur le livre vert nommé : Réalité policière au Québec – Modernité, confiance et efficience;

2- que la Ville de Montréal affirme que toute technique d'intervention policière empêchant la personne visée à respirer telles que, la technique de contrôle par l'encolure de types vasculaire et respiratoire, entre autres, est interdite au SPVM sauf en cas de dernier recours, en cas de danger de mort et/ou en cas de danger de lésions sérieuses imminentes;

3- que les policiers et policières du SPVM soient formés en continu sur l'utilisation des diverses techniques en désescalade, notamment pour éliminer l'usage excessive de la force et pour les exposer au danger qu'elles représentent;

4- que la Ville de Montréal demande au SPVM de documenter tous les incidents durant lesquels les techniques de contrôle par l'encolure sont employées, et toutes autres techniques bloquant la respiration, afin d'évaluer régulièrement si les directives sont respectées et d'identifier les besoins de formations.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 15 h 34, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Abdelhaq Sari.

Le conseiller Sari présente la nouvelle version de sa motion. Il relate certains événements qui ont marqués l'actualité et réitère l'importance de la solidarité des membres du conseil envers cette motion.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède tour à tour la parole au conseiller Marvin Rotrand et à la conseillère Rosannie Filato.

Le conseiller Rotrand et la conseillère Filato font un retour sur le contenu de cette nouvelle version et soulignent le travail de collaboration dans l'élaboration de cette dernière mouture.

La présidente du conseil déclare l'article 65.02 adopté à l'unanimité.

65.02

_____

CM20 0848

Motion de l'opposition officielle pour doter l'ensemble des édicules du métro de portes automatiques

Attendu que la Société de transport de Montréal (STM) s'est dotée, en 2016, d'un *Plan de développement d'accessibilité universelle 2016-2020*;

Attendu que l'accessibilité du métro est bénéfique à l'ensemble de la collectivité, y compris les jeunes familles avec poussette, les personnes aînées et celles ayant des limitations fonctionnelles et que, dans l'exercice de ses activités, la STM doit assurer l'accessibilité universelle dans toutes ses opérations, que ce soit dans ses infrastructures, ses véhicules, ainsi que dans l'ensemble des services qu'elle offre à la population montréalaise;

Attendu que le réseau du métro de Montréal compte 68 stations, réparties sur quatre lignes, soit 132 édicules et plus de 300 portes papillons;

Attendu que l'effet piston, soit la surpression et la sous-pression d'air suite au déplacement des voitures de métro dans les tunnels, rend difficile l'ouverture des portes permettant l'accès aux édicules;

Attendu que l'ensemble des stations possèdent des portes papillons, de conception montréalaise, devant faciliter l'ouverture des portes et permettre à une plus grande quantité d'air de s'échapper lorsqu'elles sont ouvertes;

Attendu qu'au niveau de la rue, la porte papillon représente encore, à ce jour, l'un des plus grands défis d'accessibilité pour plusieurs types d'utilisateurs en raison de l'effort nécessaire pour l'ouvrir;

Attendu que dans le cadre de son programme de réfection des stations (Réno-Infra), la STM effectue le remplacement des portes papillons lors des travaux portant sur l'ajout d'ascenseurs et que dans le *Plan stratégique organisationnel* de la STM, celle-ci souhaite rendre accessible d'ici 2025, par l'ajout d'ascenseurs, seulement 41 stations de métro sur un total de 68 stations;

Attendu que dans son Plan de développement d'accessibilité universelle 2016-2020, la STM prévoit doter 44 portes papillons d'un système motorisé entre 2020 et 2025, sur un total de plus de 300 portes papillons à travers le réseau de métro;

Attendu que seulement 22 stations sont actuellement dotées de portes papillons ayant un moteur qui permet l'ouverture par la pression d'un bouton-poussoir et que ce mécanisme facilite l'accès pour tous les utilisateurs et notamment des personnes à mobilité réduite, des familles avec poussettes et des personnes aînées aux édicules des métros;

Attendu que depuis 2010, le Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal (RUTA) recommande que chacune des entrées d'un édicule devrait avoir au moins une porte munie d'un ouvre-porte automatique;

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Aref Salem

1- que la Ville de Montréal et la STM mettent en place un programme afin de munir chaque porte papillon d'un système motorisé d'ici 2024 afin de rendre le réseau de métro accessible à tous les Montréalais;

2- que la Ville de Montréal envoie une copie de cette motion au conseil d'administration de la STM.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole à la conseillère Chantal Rossi.

La conseillère Rossi présente sa motion mais soulève un questionnement quant à la recevabilité des amendements proposés par l'Administration compte tenu de l'heure à laquelle ces amendements ont été reçus par l'opposition officielle. Conséquemment, la motion est recevable.

La présidente du conseil indique que les documents ont été reçus avant 10 h, heure limite pour tout dépôt de document au Bureau de la présidence du conseil.

Un débat restreint s'engage.

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Chantal Rossi qui demande, avec le consentement unanime des membres du conseil, de retirer la motion conformément à l'article 88, du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil déclare l'article 65.03 retiré, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

CM20 0849

Motion de l'opposition officielle demandant une accélération dans le paiement des fournisseurs

Attendu que la planète subit une crise de santé publique sans précédent à cause de la propagation de la COVID-19 et que cette crise durera encore plusieurs semaines, voire plusieurs mois;

Attendu que selon les résultats préliminaires d'un sondage publié par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante le 15 juin dernier, 58 % des propriétaires d'entreprises estiment que leur plus grande préoccupation au sujet de la COVID-19 est le manque de liquidités;

Attendu que la Ville de Montréal est le deuxième plus gros donneur d'ouvrage au Québec;

Attendu que la pandémie a nui à de nombreuses entreprises, dont plusieurs fournisseurs de la Ville de Montréal, et que l'impact de la COVID-19 et du manque de liquidités aura un effet sur le nombre de fournisseurs présents sur le marché montréalais puisque certains pourraient être obligés de fermer;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Montréal de garder son marché de fournisseurs le plus compétitif possible afin d'obtenir le juste prix pour l'ensemble des prestations de services ou articles requis;

Attendu qu'entre 2014 et 2018, la Ville a fait des efforts pour augmenter la proportion de factures payées à ses fournisseurs dans un délai de 30 jours, passant de 59 % à 72 %;

Attendu qu'en 2019, ce sont seulement 52% des factures à la ville-centre qui ont été payées en moins de 30 jours et que ce sont moins de 53% pour les mois de janvier à juin 2020;

Attendu qu'en 2017, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) révélait ses inquiétudes quant aux nombreux retards de paiement envers les fournisseurs de biens et de services, ainsi qu'aux risques de fermeture de marché, d'augmentation des prix et d'appauvrissement de la concurrence;

Attendu que selon le BIG, certaines entreprises chargent souvent un coût supplémentaire pouvant s'élever jusqu'à 15 % dans les prix soumis afin de contrer les effets d'un possible retard de paiement;

Attendu que selon une étude de Raymond Chabot Grant Thornton sur les retards de paiement dans l'industrie de la construction au Québec (2015), les principaux impacts reliés au retard de paiement sont : la difficulté de gestion des liquidités, des frais de financement plus élevés, la perte de productivité des entreprises, la réduction de la compétitivité dans l'industrie, la consolidation de l'industrie et l'insolvabilité de certaines entreprises;

Attendu que cette étude évaluait à plus 7,2 G$ la somme annuelle dont sont privées les entreprises au-delà du paiement normal de 30 jours, ce qui représente près de 15 % de l'ensemble des dépenses en construction, et que les pertes de productivité, liées au recouvrement des paiements tardifs, s'élèvent à plus de 132 M$ par année;

Attendu que le gouvernement du Québec a adopté en 2018 un décret sur les délais de paiement qui comprend les mesures suivantes : la mise en place d'un calendrier des paiements afin que les fournisseurs soient payés en moins de 30 jours et la possibilité pour la ville ou le fournisseur de faire appel à un expert indépendant en cas de conflit sur le paiement dont le rapport serait exécutif;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dominic Perri

Et résolu :

1- que le paiement rapide des fournisseurs redevienne une priorité pour la Ville de Montréal;

2- que la Ville de Montréal se dote pour le 31 décembre 2020 d'un calendrier de paiements et d'un système d'experts indépendants pour résoudre les conflits de paiements;

3- que la Ville de Montréal fasse l'inventaire des fournisseurs non payés en attendant et qu'elle accélère leur paiement;

4- que la ville centre sensibilise en continue ses gestionnaires à l'importance de payer dans les délais les fournisseurs que ce soit pour les factures des services centraux ou des arrondissements.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Alan DeSousa.

Le conseiller DeSousa présente la motion à l'étude en mentionnant l'importance et les bénéfices que la Ville peut retirer d'un paiement rapide des fournisseurs.

Il est proposé par M. Jean-François Parenteau

appuyé par M. Benoit Dorais

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.04 :

- De remplacer le 3e attendu par les suivants :

  « Attendu que la Ville de Montréal est le deuxième plus gros donneur d'ouvrage, en matière d'infrastructures, au Québec et qu'elle acquiert au total des biens et des services pour plus d'un milliard de dollars annuellement; »

  « Attendu que la dernière facture, pour les chantiers d'infrastructures, ne peut pas être souvent acquittée dans un délai de 30 jours en raison des dispositions contractuelles de réception provisoire, des déficiences devant être corrigées et des litiges à régler avant de clore un contrat; »

- De remplacer au 4e « attendu » le mot « aura » par les mots « pourrait avoir »;

- De remplacer au 6e « attendu » les mots « fait des efforts » par les mots « pris les moyens nécessaires »;

- De remplacer au 1er « résolu » le mot « redevienne » par le mot « demeure »;

- De remplacer au 2e « résolu » les mots « se dote » par les mots « étudie la nécessité de se doter »;

- De remplacer le 4e « résolu » par le suivant :

  « Que la Ville centre poursuive ses efforts de formation et de sensibilisation sur l'importance du paiement des fournisseurs dans les délais, et ce, auprès du personnel des services centraux et des arrondissements, à tous les niveaux, et de développement d'outils de gestion performants ».

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil déclare l'article 65.04, tel qu'amendé, adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.04

_____

CM20 0850

Motion non partisane visant à confirmer de façon explicite le droit des citoyens de filmer la police

Avant présentation, le conseiller Marvin Rotrand dépose une nouvelle version de la motion 65.05 qui se lit comme suit :

Attendu que la création des téléphones intelligents et d'autres technologies numériques a donné naissance à des outils permettant aux citoyens de documenter les actes de brutalité policière et les violations des droits protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés* lors d'interactions de la police avec des citoyens;

Attendu que les preuves émanant de ces vidéos, enregistrements audios et photos, souvent publiés sur les réseaux sociaux, ont parfois conduit à l'accusation et à la condamnation de policiers qui avaient eu recours à un usage illégal de la force et qu'elles ont également aidé le personnel de direction de la police à mieux comprendre les interactions des policiers avec les citoyens, ce qui a permis d'améliorer la mise en oeuvre de programmes de formation et de lancer un débat sur l'utilisation de techniques de désescalade pour remplacer l'utilisation de la force;

Attendu qu'il n'existe, ni au Canada ni aux États-Unis, aucune loi qui interdit de tourner des vidéos ou de prendre des photos de policières ou de policiers en uniforme, sauf si la personne qui le fait entrave d'une manière claire l'exercice des fonctions de la police;

Attendu que les témoins, qu'il s'agisse de citoyennes ou de citoyens ou encore de membres des médias, ont le droit de photographier les agentes ou agents en train de faire leur travail en public;

Attendu que lors des récentes manifestations « Black Lives Matter » qui ont eu lieu partout en Amérique du Nord, il y a eu des douzaines de cas où des policiers ont affirmé aux médias et à la population qu'il est illégal de les filmer, de les enregistrer et de les photographier en public, ainsi que de nombreux cas documentés de saisies illégales de vidéos, d'enregistrements sonores et de photographies;

Attendu que les policières et policiers qui empêchent les personnes de les filmer pourraient violer les droits fondamentaux des citoyennes et citoyens;

Attendu que lors de sa séance du 18 juin 2020, le Conseil municipal de la ville de New York a adopté une loi exigeant que les policiers respectent le droit des citoyens à enregistrer leurs interventions tant qu'ils n'interfèrent pas physiquement avec leurs interactions, que cette loi oblige également le service de police de New York (NYPD) à rapporter, à compter du 1er janvier 2021, le nombre d'arrestations et d'interpellations criminelles et civiles lors desquelles la personne arrêtée ou interpellée enregistrait les activités des agents, le numéro du poste dont relèvent les agents ayant effectué l'arrestation ou l'interpellation, l'infraction pour laquelle la personne arrêtée ou interpellée est accusée, ainsi que sa race apparente, son origine ethnique, son sexe et son âge, et que lesdits renseignements doivent être conservés de façon permanente sur le site Web du NYPD sous une forme alphanumérique permettant la transmission et le traitement numérique et non sous forme de documents portables ou de copies numérisées des documents originaux;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Abdelhaq Sari
Mme Rosannie Filato

Et résolu :

que le conseil municipal :

1- confirme le droit de toutes les Montréalaises et de tous les Montréalais à enregistrer les activités des policiers du Service de police de Montréal (SPVM) dans l'agglomération de Montréal et à conserver la garde et le contrôle de tels enregistrements, qu'ils soient sous forme vidéo, audio, photographique ou sous une autre forme numérique, ainsi que de tous les biens ou instruments utilisés pour effectuer ces enregistrements;

2- réaffirme que les policières et policiers du SPVM n'ont pas le droit d'empêcher les citoyens de les filmer lorsqu'ils exercent leurs fonctions en public, à moins que cela n'entrave d'une manière claire l'exercice de leurs fonctions;

3- invite le SPVM à réaffirmer à ses agentes et à ses agents qu'elles et ils ne doivent pas, à moins d'indication contraire par la loi :

(a) empêcher ou tenter d'empêcher l'enregistrement des activités des policiers;

(b) menacer ou intimider, de quelque façon que ce soit, les personnes qui enregistrent les activités des policiers;

(c) interpeller, saisir, fouiller ou arrêter une personne ni émettre de sommations parce qu'elle a enregistré les activités des policiers;

(d) saisir des biens ou instruments utilisés par une personne pour enregistrer les activités des policiers.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole. Il fait un lien avec la Ville de New-York qui a adopté une motion qui va dans le même sens que la motion présentement à l'étude. Il fait ensuite la lecture des « résolus » et présente plus en détails la motion.

La présidente du conseil remercie le conseiller Rotrand pour son intervention, et cède la parole au conseiller Abdelhaq Sari.

Le conseiller Sari prend la parole, et présente d'autres éléments de contexte menant à la présentation de cette motion.

La présidente du conseil remercie le conseiller Sari pour son intervention, et cède la parole à la conseillère Rosannie Filato.

La conseillère Filato prend la parole et met en relief les éléments de la nouvelle version de la motion, notamment le droit des citoyens de pouvoir filmer les interventions policières.

La présidente du conseil remercie la conseillère Filato pour son intervention, et cède la parole au conseiller Marvin Rotrand pour son droit de réplique.

Le conseiller Rotrand utilise son droit de réplique pour remercier les conseillers Sari et Filato, et revient sur les raisons de la présentation de cette motion.

La présidente du conseil met aux voix l'article 65.05 et le déclare adopté à l'unanimité.

65.05

CM20 0851

Motion non partisane visant à promouvoir la transparence ainsi qu'à protéger le droit à la protection des renseignements personnels et les libertés civiles par rapport à l'utilisation des technologies de surveillance par le Service de police de la Ville de Montréal

Attendu que le conseil municipal a déjà exprimé sa crainte que le droit à la protection des renseignements personnels des citoyennes et des citoyens et leurs libertés civiles puissent être mis en péril par l'évolution rapide des technologies de surveillance qui utilisent l'intelligence artificielle pour générer, trier et stocker d'énormes quantités de données relatives aux activités de citoyens ordinaires sur le domaine public qui peuvent être utilisées par le Service de police de Montréal (SPVM);

Attendu que lorsque les services de police de Vancouver, d'Edmonton et de Toronto, la Gendarmerie royale du Canada et la Sûreté du Québec ont admis posséder et utiliser des intercepteurs d'IMSI (également appelés appareils Stingray), cela a permis aux élus municipaux et provinciaux de ces administrations d'adopter des règles pour encadrer l'utilisation de ces dispositifs invasifs capable d'enregistrer les numéros de milliers de téléphones cellulaires dans un rayon donné ainsi que les conversations de leurs utilisateurs afin de protéger les renseignements personnels des citoyens;

Attendu que le SPVM refuse d'affirmer s'il a ou non utilisé cette technologie et conteste la demande qu'un membre du conseil de ville a faite à la Commission d'accès à l'information pour déterminer si le SPVM a effectivement utilisé des intercepteurs d'IMSI;

Attendu qu'en août 2019, le conseil municipal a adopté une motion exprimant ses préoccupations au sujet de l'utilisation possible d'une technologie de reconnaissance faciale par le SPVM et exigeant que sa Commission de la sécurité publique enquête afin de déterminer si le SPVM a utilisé cette technologie ou a l'intention de le faire en lui demandant d'expliquer quelles précautions ont été prises pour protéger les renseignements personnels des citoyens;

Attendu que dans le cadre de ce mandat, la Commission a formellement demandé au SPVM s'il utilisait des technologies de reconnaissance faciale, mais que lors de son passage devant la Commission, le 12 novembre dernier, le SPVM a fait valoir à la Commission qu'il refuse de divulguer s'il utilise ou non de telles technologies;

Attendu que lors d'une intervention qu'il a faite dans le cadre de la réunion du conseil municipal du 16 juin au sujet d'une motion concernant les lecteurs de plaque d'immatriculation automatique, le conseiller municipal Alex Norris, président de la Commission de la sécurité publique, a dit qu'il était tenu de rappeler au SPVM qu'en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, la Commission est l'instance qui étudie toutes les questions relatives au SPVM et que le Service de police est tenu de fournir à la Commission tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses fonctions;

Attendu que malgré son obligation de respecter les instances démocratiques dont il relève, le SPVM n'a pas répondu à la lettre de M. Norris pendant plus de trois mois avant de finalement donner la réponse laconique suivante :

> « *Ceci étant dit, à l'égard du contexte qui a grandement évolué depuis notre rencontre, notamment avec le lancement de l'enquête nationale sur l'utilisation d'une technologie particulière de la reconnaissance faciale, nous confirmons que le SPVM ne possède pas et n'utilise pas de technologie de reconnaissance faciale dont fait partie le logiciel de l'entreprise Clearview AI.*
>
> *L'organisation n'exclut toutefois pas, dans des situations particulières et exceptionnelles, de recourir aux services d'une tierce partie possédant ce type de technologie pour faire avancer une enquête d'envergure, en s'assurant toujours de mener ses opérations et ses enquêtes dans le respect de toutes les lois en vigueur.* »

Attendu que préoccupé par le manque de transparence de la police de New York (NYPD) en ce qui concerne l'utilisation des technologies de surveillance invasives, le Conseil municipal de la ville de New York a, le 18 juin 2020, adopté la *Loi sur le contrôle public des technologies de surveillance* (Public Oversight of Surveillance Technologies Act) qui oblige le NYPD à publier un rapport annuel sur l'utilisation de ces technologies et à afficher sur son site web les lignes directrices encadrant le déploiement de ces puissants outils, ainsi qu'à faire rapport au sujet de tout achat et de toute utilisation de ces technologies au conseil municipal;

Attendu que dans une lettre déposée au conseil lors du débat sur la motion relative à la technologie de reconnaissance faciale, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, Daniel Therrien, a déclaré qu'il est essentiel de tenir, dès que possible, un débat public informé sur les décisions relatives aux technologies de surveillance;

Attendu que de telles technologies de surveillance invasives ne devraient jamais être utilisées sans porter une grande attention à l'incidence qu'elles peuvent avoir sur les droits civils, les libertés civiles et les attentes raisonnables des citoyens en matière de protection des renseignements personnels lorsqu'ils sont sur un territoire public;

Attendu que les technologies de surveillance peuvent menacer notre vie privée à tous et qu'au cours de l'histoire, les activités de surveillance ont été utilisées pour intimider et opprimer certaines communautés et certains groupes plus que d'autres notamment sous des motifs discriminatoires fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques;

Attendu que les décisions visant l'acquisition, le déploiement, l'utilisation, le financement et la transmission des données prélevées en vertu des technologies de surveillance ne devraient pas être prises avant que la population n'ait été consultée de façon significative et que l'on ait accordé suffisamment d'importance à ses commentaires;

Attendu que le conseil municipal estime qu'avant de déployer toute technologie de surveillance, il faut mettre en oeuvre des garanties légalement applicables, une grande transparence, ainsi que des mesures de supervision et de responsabilisation afin de protéger les droits civils, les libertés civiles et les renseignements personnels;

Attendu que le conseil municipal considère que, si le déploiement d'une technologie de surveillance est approuvé, des mesures de déclaration des données doivent être adoptées pour permettre au conseil municipal et la population de vérifier que les mesures de protection obligatoires des droits et des libertés civils ont été strictement respectées;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Abdelhaq Sari

que le conseil municipal :

1- affirme que chaque citoyen a le droit d'être présent en tout lieu de l'agglomération sans être surveillé par le SPVM par l'intermédiaire de toute technique ou technologie à moins que cela ne soit expressément autorisé par un mandat délivré par un juge;

2- interdise l'utilisation d'intercepteurs d'IMSI sur son territoire et invite le Conseil d'agglomération à faire de même;

3- exige que le Service de la police de la Ville de Montréal soit tenu :

1) d'obtenir l'approbation du Conseil municipal pour acheter, louer, déployer ou utiliser toute technologie de surveillance reposant sur des technologies de reconnaissance faciale, des technologies de lecture automatique de plaques d'immatriculation ou des appareils de quelque nature que ce soit pouvant repérer ou suivre les téléphones cellulaires;

2) de rapporter aux membres du Conseil municipal, au plus tard le 14 décembre 2020, toute utilisation de technologies de reconnaissance faciale, de technologies de lecture automatique de plaques d'immatriculation et d'intercepteurs d'IMSI effectuée à partir 1er janvier 2015 et de déposer des documents expliquant les paramètres d'utilisation de telles technologies, le nombre de fois qu'elles ont été utilisées et ce qui a été fait des données obtenues;

3) de déposer annuellement au Conseil municipal, à compter de 2022 pour l'année civile 2021, un rapport annuel sur l'utilisation de telles technologies approuvées par le Conseil et de publier sur son site web les lignes directrices encadrant le déploiement de ces puissants outils;

4- que, dans l'optique où le Conseil municipal autorise le déploiement de technologies de surveillance sur son territoire, la Ville de Montréal adopte une réglementation stricte sur l'utilisation et l'encadrement de ces technologies afin d'assurer le respect à la vie privée et la protection des renseignements personnels des individus et que la Ville tienne une consultation publique sur la question avant l'adoption du règlement.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand présente la motion et exprime certains enjeux liés à cette motion. De plus, il dépose une correspondance entre la Commission de la sécurité publique et le Service de police de la Ville de Montréal. Il évoque également la possibilité de reporter la motion à la prochaine assemblée du conseil municipal pour permettre de plus amples discussions avec l'Administration.

Le leader de la majorité prend la parole et se questionne à savoir, si l'on reporte la motion ou si le débat se poursuit.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron indique qu'elle souhaite accorder une prise de parole au conseiller Abdelhaq Sari au préalable.

Le débat se poursuit.

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Abdelhaq Sari

de reporter l'article 65.06 à l'assemblée du conseil municipal du mois de septembre.

Le leader de la majorité prend la parole et indique que l'Administration est d'accord avec la proposition de report.

La présidente du conseil déclare l'article 65.06 reporté à l'assemblée du conseil municipal du mois de septembre, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.06

CM20 0852

Motion non partisane visant à féliciter monsieur Dan Philip pour sa contribution à la cause des droits civils et de l'égalité raciale au Québec

Attendu que Dan Philip a été président de la Ligue des Noirs du Québec de 1978 jusqu'à sa retraite, qu'il a prise le 30 juillet 2020;

Attendu qu'au cours de la présidence de Dan Philip, la Ligue des Noirs du Québec est devenue l'un des chefs de file de la lutte pour la promotion des droits civils et de l'égalité raciale et, qu'au fil des ans, elle a été reconnue à de nombreuses reprises par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal pour ses efforts visant à lutter contre l'injustice et la discrimination;

Attendu qu'au cours du mandat de Dan Philip, la Ligue des Noirs du Québec a mené une lutte victorieuse pour déségrégationner l'industrie du taxi à Montréal, fait adopter une loi pour prévenir la discrimination raciale dans le secteur de l'habitation, convaincu des organismes publics et de nombreuses sociétés privées de promouvoir leurs premiers programmes d'action positive, dénoncé la brutalité policière et le profilage racial, appelé les services publics à intégrer la diversité à leurs processus de recrutement et exhorté les partis politiques à travailler pour accroître la diversité et la représentativité du conseil municipal de Montréal;

Attendu que sous la direction de Dan Philip, la Ligue des Noirs du Québec a établi des programmes visant à promouvoir la réussite scolaire et l'entrepreneuriat au sein de la communauté noire et créé le Prix Mathieu Da Costa pour reconnaître et encourager les réalisations universitaires et la réussite économique des membres de cette communauté;

Attendu que, pendant la présidence de Dan Philip, le conseil municipal de Montréal a souvent adopté des motions en réponse à des demandes directes de la Ligue des Noirs du Québec, par exemple, le fait de reconnaître le 23 août comme la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition, ou encore, le fait de demander à Parcs Canada de reconnaître Nigger Rock comme un lieu d'importance historique nationale;

Attendu que Dan Philip a veillé à ce que la Ligue des Noirs du Québec forge des liens entre les francophones, surtout des Montréalais d'origine africaine et haïtienne, et les anglophones, surtout des Montréalais d'origine antillaise, créant ainsi, outre le fossé linguistique, une alliance durable qui a renforcé la lutte pour l'égalité raciale;

Attendu que dans les derniers mois de sa présidence, Dan Philip a réitéré que la mission principale de la Ligue des Noirs du Québec doit continuer à être la lutte contre le racisme systémique et la promotion de relations raciales harmonieuses afin que le Québec devienne une société où la couleur de la peau n'a vraiment aucune importance, au sein de laquelle tous sont les bienvenus et ont les mêmes chances de réussir;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Lionel Perez
M. Josué Corvil
Tous les membres présents du conseil municipal

Et résolu :

que le conseil municipal de la Ville de Montréal :

1- reconnaisse la contribution importante de Dan Philip dans l'édification d'un Québec plus inclusif, fondé sur la réaffirmation des droits civils des citoyens et la promotion de l'égalité raciale;

2- souhaite à Dan Philip une retraite des plus agréables.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand pour la présentation de la motion.

Le conseiller Rotrand prend la parole et présente la motion, tout en soulignant le travail exceptionnel de M. Philip en matière de droit civil et d'égalité raciale. La présidente du conseil remercie le conseiller Rotrand.

La présidente du conseil cède la parole respectivement au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, au conseiller Josué Corvil, aux conseillères Madga Popeanu, Mary Deros et Catherine Clément-Talbot qui, à tour de rôle, prennent la parole pour souligner les grandes réalisations de M. Philip et reconnaître son immense apport en ce qui concerne l'amélioration des relations entre le peuple québécois et l'immigration issue d'origine diverse.

Puis, la présidente cède à nouveau la parole à M. Rotrand qui, à la suggestion de Mme Clément-Talbot, demande aux membres du conseil s'ils souhaitent appuyer cette motion. Cette suggestion est acceptée d'emblée.

Adopté à l'unanimité.

65.07

Avant de lever l'assemblée, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, prend la parole et fait une mise au point quant à un possible retour des élu.es en salle du conseil pour l'assemblée du mois de septembre. Elle précise que cela ne sera pas possible, du moins actuellement, en raison des exigences en matière de santé publique. Évidemment, les membres du conseil seront informés de tout changement. En terminant, la présidente du conseil adresse de nombreux remerciements et souhaite une bonne fin d'été à tous et à toutes. La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, prend la parole et remercie la présidente du conseil pour les précisions.

À 17 h 13, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

Suzie Miron
PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Valérie Plante
MAIRESSE

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 31 août 2020 13 h

Séance tenue le lundi 31 août 2020 salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence à l'exception de la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, qui était présente en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Benoit Dorais.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL* :

Mme Cathy Wong

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - analyse et contrôle de gestion

---

Avant de débuter, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, souhaite reconnaître que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en ce territoire non cédé.

La présidente du conseil invite les membres à observer un moment de silence dédié aux victimes de racisme et d'actes haineux dans le cadre du mouvement « Black lives matter ».

La présidente du conseil déclare la séance ouverte et souhaite une bonne séance à toutes et à tous.

Préalablement à la tenue de ce conseil exceptionnel à huis clos, la période de questions a été ouverte aux citoyens et citoyennes avant la séance, par le biais d'un formulaire en ligne sur le site Internet de la Ville.

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Avant d'entamer la période de questions du public, la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, informe les membres du conseil que 53 questions ont été reçues et remercie les citoyennes et citoyens d'avoir participé. Elle poursuit et rappelle que selon les règles, seulement trois questions traitant du même sujet sont autorisées afin de diversifier les thématiques, permettant ainsi de répondre à un plus grand nombre de questions différentes. Elle précise également qu'elle nommera le nom des citoyens dont la question n'est pas lue séance tenante en raison de cette règle.

La présidente du conseil fait la lecture de 18 questions reçues de la part des citoyens et citoyennes. Toutes les questions reçues par écrit par le public ont été déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note que toutes les questions du public reproduites au procès-verbal apparaissent ci-dessous telles qu'elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
Mme Laurence Aubin	Mme Sue Montgomery (M. Lionel Perez)	La Ville de Montréal encourage la prise en compte systématique des besoins des personnes aînées et incite les acteurs municipaux à considérer l'incidence de chaque action sur la qualité du milieu de vie des personnes aînées. Mme Montgomery, AVEZ-VOUS CONSIDÉRÉ LES PERSONNES AÎNÉE dans votre décision d'aménager sauvagement deux pistes cyclables et en retirant près de 300 espaces de stationnement dans la rue de Terrebonne?
M. Douglas Robb	M. Christian Arseneault	As a parishioner of St. Monica's Parish and a resident of NDG, I am concerned about the continuation of the bike path from Madison Ave. to Cavendish Blvd. There are many elderly parishioners that will be penalized by the removal of these parking spaces. Has any consideration been given to those that will be dropping their children at the two schools in the area or those visiting the seniors in the nearby residence? I ask that you please bring these points to the council meeting to be held on Monday, August 31. Thank you
M. Kenneth Saldanha	Mme Sue Montgomery	Please consider removing the bicycle lanes on terrebone... there is no where to park for God fearing people that go to Church and pray for all Could you please reconsider ..this is urgent to save church going public

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, indique que la question 4 ne sera pas lue puisqu'elle est la quatrième question portant sur le sujet traitant de la piste cyclable aménagée sur la rue Terrebonne, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Le conseiller Marvin Rotrand prend la parole et demande à la présidente du conseil de reconsidérer sa décision puisqu'il juge que cette question, qui lui est adressée, ne concerne pas uniquement la piste cyclable de la rue Terrebonne.

La présidente du conseil accepte la requête du conseiller Rotrand et procède à la lecture de la question 4.

Question de	À	Objet
Mme Lilia Esguerra	M. Marvin Rotrand	I am writing on behalf of our seniors club that is active in Cote des Neiges-Notre Dame de Grace have been severely impacted by many sanitary corridors and bicycle paths . This has been done with no consultation and has made parking for seniors extremely difficult. Many of us no longer shop on local commercial streets. We have read in the newspapers and seen on television how divisive these corridors , inconveniencing entire neighbourhoods to accommodate small number of cyclists. Our question is, Can you introduce a motion that would oblige the City of Montreal to consult before infrastructure is installed ? Can such corridors and bike lanes be made subject to local referenda. Thank you. Lilia Esguerra President Filipino Golden Agers Asso. of Montreal and Suburbs (FILGA)
M. Marc Poulin	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Cela fait maintenant plus de 3 mois que les citoyens d'Outremont attendent la réponse de M. Tomlinson au rapport de consultation publique sur le stationnement. La semaine dernière, je vous interpellais à l'effet que l'arrondissement avait fait fi des recommandations du rapport et rétabli le règlement intégralement et ce sans avoir daigné le commenter. M. Tomlinson a alors pris la parole en votre nom et promis une réponse dans la semaine, réponse qui pour la xième fois n'est pas venue. De toute évidence M. Tomlinson considère sans importance cet exercice démocratique. Mme Plante, je m'explique mal votre manque de leadership en tolérant que M. Tomlinson méprise ainsi vos engagements envers les consultations publiques de même que les positions de Projet Montréal sur la participation citoyenne. Allez-vous exiger de M. Tomlinson qu'il se commette sur une date pour appliquer les recommandations du rapport conformément aux engagements que VOUS avez pris le lendemain de votre élection?
M. Robert Simonneau	Mme Valérie Plante	Bonjour, je suis contre le deboulonnement des statue, mais maintenant que c'est fait, je crois qu'il serait très innoportun et scandaleux de la réinstaller. On ne peut pas payer pour réinstaller une statue qui représente un orangiste, défendant la suprématie protestante et Britanique. John A. Macdonald est responsable de la pendaison de Louis Riel et de combien d'atrocités envers les autochtones. Est-ce que la mairesse peut s'engager a ne pas réinstaller cette statue ou a la remplacer par une statue de Louis Riel?

Question de	À	Objet
Mme Céline Forget	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	l'Arrondissement Outremont a dû couper 3% de son budget de fonctionnement, soit l'équivalent d'environ 460 000 $, à la demande de la Ville centre. Le 2 juillet, au conseil d'arrondissement, j'ai demandé à Philipe Tomlinson de ventiler les coupures. Je n'ai pas de réponse à cette question. J'ai reposé cette question au dernier Conseil de Ville, il a répondu que j'obtiendrais une réponse d'ici la semaine dernière. Je n'ai rien reçu. Question: Mme Plante, pouvez-vous me donner l'information, sinon, m'assurer de recevoir la réponse dans les prochains jours?
M. Christian Toussaint	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry) (Mme Mary Deros)	Bonjour madame la mairesse, C'est avec surprise que j'ai appris, le 19 juillet dernier, en lisant propre immeuble. Sur le principe, qu'est-ce qui vous donne le droit à vous et pas à nous de procéder à une fusion de logement? Ne trouvez-vous pas ça injuste ? Comment pouvez-vous laisser huit arrondissements faire des règlements différents pour mieux mélanger la population
Mme Marie-Josée L'Heureux L'heureux	Mme Giuliana Fumagalli (M. Sylvain Ouellet)	Pouvez-vous faire un suivi sur la pétition déposée visant à rendre la rue Guinois piétonne?

Avant de procéder à la lecture de la prochaine question, la présidente du conseil informe les membres du conseil que cette question contient des propos antiparlementaires.

M. Guy Aubin	Mme Sue Montgomery	1. Madame Montgomery, vous avez récemment congédié le directeur général de l'arrondissement en lui reprochant de vous avoir menti – propos que vous avez martelé lors de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 27 août. Madame Montgomery a plusieurs occasions récemment vous avez nié avoir transmis le sondage 'Nouveaux secteurs à vocation actives et familiales et pistes cyclables' sur votre page Facebook avant qu'il ne soit distribué aux citoyens par le bureau des communications de l'arrondissement. Madame Montgomery, les faits sont clairs. Vous avez transmis le sondage à vos supporteurs avant qu'il soit transmis aux citoyens par les canaux officiels. Ma question : Si vous jugez que le mensonge du directeur général justifie sa suspension, qu'en est-il du mensonge de la mairesse?
M. Pascal Cormier	Mme Valérie Plante (Mme Magda Popeanu)	Madame Plante, le 14 février on vous citait dans La Presse. Vous disiez que «CDN-NDG ne roule pas rond ». Vous faisiez référence à la saga qui oppose la mairesse Sue Montgomery et sa chef de cabinet à son directeur général. Les choses ne se sont pas améliorées depuis. Madame Montgomery en est rendue à la 4e suspension de son directeur général qui a été, à chaque fois, réintégré dans ses fonctions par un vote unanime des autres conseillers de l'arrondissement. Récemment, madame Montgomery a procédé à des changements importants sur la rue de Terrebonne sans consulter ses citoyens. Malgré une pétition de 1700 citoyens s'opposant aux changements, madame Montgomery fait la sourde oreille et en rajoute.

Question de	À	Objet
M. Pascal Cormier	Mme Valérie Plante (Mme Magda Popeanu)	***SUITE*** - Madame Montgomery a même pris l'initiative d'un sondage qu'elle a transmis à ses supporteurs Facebook d'abord et aux citoyens ensuite. Ma question : Madame Plante, est-il normal qu'une élue biaise les résultats d'un sondage? Qu'attendez-vous pour ramener la démocratie dans CDN- NDG?
Mme Tanisha Aubin	M. Lionel Perez	M. Perez, à quoi ou à qui doit-on imputer la situation désastreuse que connaît l'arrondissement CDN-NDG depuis plusieurs mois (4 suspensions du directeur d'arrondissement, absence de consultations publiques, retrait de près de 300 espaces de stationnement, mépris des personnes à mobilité réduite, handicapées et âgées, autocratie, irrégularité dans la transmission d'un sondage, parti pris, etc.)?
Mme Micheline Maranda	M. Philipe Tomlinson	Le 7 juillet dernier lors d'un autre séance extraordinaire du conseil d'arrondissement, vous faisiez adopter un règlement afin de soustraire de l'examen du conseil les sommes accordées dans le cadre du fond Covid . Le conseiller de l'opposition, M. Corbeil, parvint à faire adopter un amendement à votre motion, amendement qui exige que les ententes négociées en catimini par la directrice général soient rendues publique sur le site web de l'arrondissement et ce dans un souci de transparence. 8 semaines plus tard les dites ententes ne sont toujours pas publiées. Qu'avez-vous donc à nous cacher dans ces ententes qui, on doit le rappeler, ont vu des sommes importantes octroyées à des organismes dirigés par des exécutifs de Projet Montréal Outremont?
Mme Marie-Thérèse Payette	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Je paye des taxes a la ville de Montréal et celle ci me prive de stationnement,donc aurons nous une réduction?
Mme Guylaine Cormier	Mme Sue Montgomery	Dans son code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et de l'arrondissement, la Ville a le devoir d'agir avec intégrité, objectivité et transparence et de s'assurer de l'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens et se doit de préserver la confiance du public et de ses employés en maintenant de hauts standards d'honnêteté, de transparence et d'impartialité dans son administration. Mme Montgomery, dans le dossier des nouveaux aménagements publics, on constate plusieurs manquements de votre part au code d'éthique et de conduite, pouvez-vous nous expliquer VOTRE manque de considération des citoyens et la détérioration de la qualité des services offerts aux résidents et commerçants du quartier Notre-Dame-de-Grâce?

Avant de procéder à la lecture de la prochaine question, la présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et soulève une question de privilège sur les propos de la conseillère Sue Montgomery lors de son intervention où elle laisse entendre être la seule élue à avoir de l'intégrité.

La présidente du conseil demande à la conseillère Montgomery de retirer ses propos. La conseillère acquiesce.

Question de	À	Objet
M. Guy Aubin	Mme Sue Montgomery (M. Peter McQueen)	Madame Montgomery, monsieur McQueen, vous mentionnez fréquemment que votre plateforme électorale de 2017 faisait la promotion des pistes cyclables. Ma question : Est-ce que les citoyens auraient dû comprendre en 2017 qu'ils vous signaient un chèque en blanc vous permettant de faire n'importe quoi avec les rues du quartier? Sans les consulter ni les écouter? Sans études d'impacts?
Mme Astrid Mercier	M. Christian Arseneault	Le vendredi 28 août en soirée, des pistes cyclables sont apparût dans la rue de Terrebonne entre l'avenue Madison et le boulevard Cavendish, et ce, malgré : ▪ la sous-utilisation des pistes cyclables sauvagement aménagées sans préavis ni consultation dans la rue de Terrebonne entre les avenues Girouard et Madison; ▪ une pétition de près de 2000 noms; ▪ le tollé déclenché par le retrait de près de 300 espaces de stationnement; ▪ la présence de deux écoles, une église et une résidence pour personnes aînées; ▪ le démantèlement imminent des pistes cyclables et la fin de l'été. Comme suite à un tel fiasco, les citoyens se questionnent sérieusement sur la gestion des fonds publics et la démocratie au sein de l'arrondissement CDN-NDG. M. Arseneault, pourquoi avoir tout de même décidé de prolonger les pistes cyclables entre les l'avenue Madison et le boulevard Cavendish un 28 août?
Mme Céline Forget	Question au greffe	Lors de l'envoie du formulaire de question, nous sommes avisé que : "Une copie de vos réponses sera envoyée à l'adresse que vous avez indiquée". J'aimerais bien recevoir la réponse écrite à mon adresse courriel pcque mon ordi n'est pas compatible avec le système de vidéo utilisé par la Ville et je ne peux donc pas écouter le conseil ni en direct ni en différé. Merci à l'avance.

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare la période de questions du public close à 13 h 47. Elle remercie toutes les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil dont les 10 personnes s'identifiant comme femmes et les huit personnes s'identifiant comme hommes.

La présidente du conseil cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

Mme Karine Boivin-Roy soulève une question de règlement et demande à la présidente du conseil de faire la lecture des questions qui n'ont pas été lues.

La présidente du conseil remercie la leader de l'opposition officielle et cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

M. Limoges explique que cette situation a déjà été débattue lors d'une séance de la Commission de la présidence du conseil. La Commission de la présidence du conseil a statué que les questions portant sur

un sujet ayant été abordé plus de trois fois ne nécessitaient pas de lecture.

La présidente du conseil remercie les leaders et confirme qu'effectivement ces questions ont déjà fait l'objet de réponses puisque les thématiques ont déjà été abordées plus de trois fois. Aussi, en s'appuyant sur l'article 55, du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), elle décline la demande de Mme Boivin-Roy.

La présidente du conseil cède la parole tour à tour au conseiller Marvin Rotrand et à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy

Le conseiller Rotrand souligne à la présidente du conseil qu'elle doit être impartiale dans ses décisions par respect pour la démocratie et le bon déroulement des séances du conseil. Mme Boivin-Roy exprime le souhait d'avoir plus de temps entre les assemblées extraordinaires du conseil municipal et d'agglomération.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, remercie M. Rotrand et Mme Boivin-Roy pour leurs interventions, et cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la poursuite de l'ordre du jour.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Relations entre l'Administration et les médias qui ne partagent pas la même perspective dans les dossiers du Réseau Express Vélo (REV) et des voies actives sécuritaire (VAS)

Avant de poser la sous question, le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, soulève une question de privilège et porte à l'attention de la présidente du conseil que la mairesse, Mme Plante, a utilisé le mot antiparlementaire « mentir » lors de son intervention. La mairesse le retire.

M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Aimerait avoir des clarifications entre les commentaires de la mairesse qui diffèrent de ceux de la conseillère Marianne Giguère en ce qui a trait à la durée des VAS qui devrait être une solution temporaire pour respecter les consignes mises en place à cause de la pandémie

Avant de débuter son intervention, la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, soulève une question de privilège et souligne à la présidente du conseil que la mairesse a utilisé l'expression antiparlementaire « fausse information » lors de son intervention. La mairesse la retire et la remplace par « mauvaise information ».

Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Luc Rabouin)	Quelles mesures seront mises de l'avant par l'Administration pour aider à relancer l'économie au centre-ville de Montréal / Suggère d'autoriser la gratuité du stationnement durant certaines plages horaires et d'envisager des baisses de taxes foncières pour les commerçants dans ce secteur
M. Marvin Rotrand	M. Craig Sauvé	Aimerait connaître les raisons justifiant le coût d'acquisition des panneaux de protection pour les chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM) qui a doublé, sans tenir compte des frais d'installation effectué en régie par les employés de la STM / Compte tenu de la baisse d'achalandage causée par la pandémie, est-ce que le plan d'investissement va être maintenu, notamment pour l'achat d'autobus et l'agrandissement ou la construction de garages

Question de	À	Objet
M. Benoit Langevin	Mme Valérie Plante	Quelles mesures seront prises pour assurer un démantèlement réussi à tous points de vue en ce qui a trait aux tentes érigées sur la rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Comment l'Administration compte s'y prendre pour reloger tous les locataires de ces tentes
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Questionne les dépenses d'un montant de 3,2 M$ dans le cadre des mesures d'urgence, notamment pour aménager majoritairement des voies actives sécuritaires / Questionne le sondage de satisfaction sur les mesures d'urgence
M. Dimitrios (Jim) Beis	Mme Valérie Plante (M. Sylvain Ouellet)	Souhaite des justifications concernant les coupures budgétaires demandées aux arrondissements afin d'aider au redressement du budget de la Ville pendant la crise de la COVID-19 et au financement des voies actives sécuritaires / Souhaiterait avoir plus de clarifications sur la présentation du Centre de coordination des mesures d'urgence (CCMU) en ce qui concerne les priorités pour répondre aux besoins des citoyens

---

À 14 h 27,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. François Miele

de prolonger la période de questions des membres de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, indique que l'Administration accepte la motion.

Mme Christine Black	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Demande le démantèlement complet de la voie active sécuritaire (VAS) aménagée sur le boulevard Gouin, dans l'arrondissement de Montréal-Nord
M. Abdelhaq Sari	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Déplore le non respect des règles de distanciation sociale lors de rassemblements dans les parcs Jarry et Ahuntsic / Souhaite connaître la position de l'Administration en ce qui concerne le mouvement visant à réduire le budget alloué au Service de police (*Defund the police*)

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, soulève une question de privilège et souligne à la présidente du conseil que la mairesse a utilisé l'expression antiparlementaire « mettre ses culottes » et « petit » lors de sa réponse à la question de la conseillère Black. La mairesse retire ces mots et les remplace par « s'assumer » et « être conséquent ».

M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Sylvain Ouellet)	Souhaite connaître le plan de l'Administration pour contrôler les dépenses et réduire le budget d'opération afin de conserver sa côte de crédit / Réitère sa question

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 14 h 43.

La présidente du conseil remercie l'ensemble des élu.e.s et cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM20 0853

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 31 août 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM20 0854

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014), afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 30 septembre 2020

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 31 août 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

que le conseil se transforme en comité plénier, conformément à l'article 113 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), afin de permettre aux membres du conseil d'avoir des réponses aux questions en suspens.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, qui indique que l'Administration n'est pas d'accord avec la motion du leader adjoint de l'opposition officielle, M. Miele, et de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy.

_____

Un débat s'engage sur la motion de M. Miele.

_____

La présidente du conseil suspend la séance afin de consulter le greffier.

À la reprise des travaux, la présidente du conseil cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole pour rappeler que, conformément à l'article 113 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), la motion doit indiquer le nom d'un conseiller pour présider la séance du comité plénier.

La présidente du conseil prend note du commentaire du conseiller Rotrand et lui mentionne que dans l'éventualité où la motion de M. Miele est acceptée, autant le nom d'un président pour ce comité plénier que sa durée seraient précisés.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M.Sylvain Ouellet

de poser la question préalable, conformément à l'article 94 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole et questionne le préambule à la question préalable du leader de la majorité, M. Limoges, qui, selon lui, n'est pas conforme à l'article 94 *du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), qui stipule que l'auteur de la question préalable doit se limiter à la motion sans autre intervention.

La présidente du conseil remercie le conseiller Rotrand et cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole pour souligner que le préambule à la question préalable était pour expliquer le contexte de sa motion.

La présidente du conseil accepte l'explication du leader de la majorité et confirme sa décision de juger recevable la motion.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de procéder à un vote enregistré sur la question préalable du leader de la majorité et du conseiller Ouellet.

Le greffier fait l'appel des membres par téléconférence et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur :	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac, Rapanà, Montgomery et Fumagalli (39)

Votent contre :	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, Hénault et Rotrand (21)
Ouverture virtuelle des portes :	La conseillère Maja Vodanovic déclare que si elle avait été présente au moment de ce vote, elle aurait voté en faveur de cette proposition.
Résultat :	En faveur : 40 Contre : 21

La présidente du conseil déclare la question préalable du leader de la majorité, M. Limoges, et du conseiller Ouellet, adoptée à la majorité des voix.

La présidente du conseil cède la parole au leader adjoint de l'opposition officielle, M. Miele.

Le leader adjoint de l'opposition officielle exerce son droit de réplique et réitère sa demande de transformer le conseil en comité plénier sur l'article sous étude après que le débat ait été suspendu à la suite de la question préalable du leader de la majorité et du conseiller Ouellet.

La présidente du conseil remercie le leader adjoint de l'opposition officielle et cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole et réitère que l'Administration maintient sa décision de ne pas tenir un comité plénier.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de procéder à un vote nominal sur la demande de transformer le conseil en comité plénier.

Le greffier fait l'appel des membres par téléconférence et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur :	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, Hénault et Rotrand (21)
Votent contre :	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Rabouin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Lessard-Blais, Ryan, Sigouin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac, Rapanà, Montgomery et Fumagalli (39)
Ouverture virtuelle des portes :	La conseillère Maja Vodanovic déclare que si elle avait été présente au moment de ce vote, elle aurait voté contre cette proposition.
Résultat :	En faveur : 21 Contre : 40

La présidente du conseil déclare la motion du leader adjoint de l'opposition officielle et de la leader de l'opposition officielle à l'effet que le conseil se transforme en comité plénier sur l'article 42.01 sous étude rejetée à la majorité des voix.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 42.01.

_____

À 15 h 52, la présidente, Mme Suzie Miron, quitte la présidence du conseil par téléconférence et est remplacée par le vice-président, M. Michel Bissonnet.

À 16 h 01, Mme Suzie Miron, reprend la présidence du conseil par téléconférence.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de modifier la date de fin de prolongation la délégation de pouvoir du conseil d'agglomération au comité exécutif jusqu'au 24 septembre 2020 au lieu du 30 septembre 2020.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole et informe les membres du conseil que l'Administration accepte l'amendement du chef de l'opposition officielle et du leader adjoint de l'opposition officielle.

_____

Un débat s'engage.

_____

L'amendement est adopté à l'unanimité.

_____

Un débat s'engage sur l'article 42.01, tel qu'amendé.

_____

La présidente du conseil demande au conseiller Benoit Langevin de concentrer son intervention sur le point à l'étude.

Il est proposé par Mme Sophie Mauzerolle

appuyé par M. François Limoges

de poser la question préalable, conformément à l'article 94 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil déclare la question préalable adoptée à la majorité des voix avec la dissidence des membres du conseil suivants :

M. Lionel Perez
Mme Karine Boivin-Roy
M. Francesco Miele
Mme Christine Black
M. Alan DeSousa
M. Abdelhaq Sari
Mme Effie Giannou
M. Aref Salem
M. Dimitrios (Jim) Beis
Mme Mary Deros
M. Josué Corvil
M. Benoit Langevin
Mme Chantal Rossi
Mme Suzanne Décarie
M. Dominic Perri
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Richard Guay
M. Michel Bissonnet
M. Luis Miranda
Mme Andrée Hénault
M. Marvin Rotrand

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Rosannie Filato.

La conseillère Filato exerce son droit de réplique sur l'article 42.01, tel qu'amendé.

La présidente du conseil, Mme Suzie Miron, déclare l'article 80.01 (42.01), tel qu'amendé, adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

80.01 1206407028 (42.01)

1206407028
80.01 (42.01)

À 16 h 18, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

Suzie Miron	Yves Saindon
PRÉSIDENTE DU CONSEIL	GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Valérie Plante
MAIRESSE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 SEPTEMBRE 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AOÛT AU 31 AOÛT 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2020 AU 31 AOÛT 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ÉLECTRICITÉ GRIMARD INC.	100% VILLE	SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ	DIRECTION DE LA MOBILITÉ	1202968020	ACCORDER UN CONTRAT À ÉLECTRICITÉ GRIMARD INC. POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 25 CAMÉRAS SURVEILLANCE PTZ, POUR UNE PÉRIODE DE 10 SEMAINES. DÉPENSE TOTALE DE 363 143,14 $, TAXES INCLUSES (MONTANT DU CONTRAT : 302 619,28 $ + CONTINGENCES : 30 261,93 $ + INCIDENCES : 30 261,93 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 461750 - 3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	CE20 1096	2020-08-05	363 143,14 $
NÉOLECT INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1207231057	ACCORDER UN CONTRAT À NÉOLECT INC., POUR DES TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE SUR LES RUES SAINT-GABRIEL, SAINT-PIERRE, DES RÉCOLLETS, LEMOYNE ET MARGUERITE D'YOUVILLE. DÉPENSE TOTALE DE 345 349,31 $ (CONTRAT:256 921,31 $, CONTINGENCES: 38 538,20 $, INCIDENCES 49 889,80$), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 453712 - 3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	CE20 1253	2020-08-20	345 349,31 $
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LTÉE	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1208807001	ACCORDER À ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LTÉE, UN CONTRAT POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE DÉSAMIANTAGE DES SALLES MÉCANIQUES DU SOUS-SOL DE L'ARÉNA MAURICE-RICHARD (0450) - DÉPENSE TOTALE DE 409 398,38 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 284 304,43 $ + CONTINGENCES : 56 860,89 $ + INCIDENCES 68 233,06 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15624 - TROIS (3) SOUMISSIONNAIRES.	CE20 1098	2020-08-05	409 398,38 $
CENTRE AGRICOLE J.LD. INC	100% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1208872001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME « CENTRE AGRICOLE J.LD. INC. » POUR LA FOURNITURE DE 4 TONDEUSES AUTOMOTRICES 4X4 À PLATEAU FRONTAL À TROIS LAMES D'UNE LARGEUR DE 72 POUCES (LOT 1 : DÉPENSE TOTALE 237 239 $ TAXES INCLUSES) – APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18185 (LOT 1: 2 SOUMISSIONNAIRES).	CE20 1146	2020-08-13	237 239,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 4

TOTAL : 1 355 129,83 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
24 SEPTEMBRE 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AOÛT AU 31 AOÛT 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2020 AU 31 AOÛT 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
AFCOR CONSTRUCTION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1208887001	ACCORDER UN CONTRAT À AFCOR CONSTRUCTION INC. POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE REMISE EN CONFORMITÉ DU LABORATOIRE DE MICROBIOLOGIE (3685) - SITUÉ AU 827, BOULEVARD CRÉMAZIE EST DANS L'ARRONDISSEMENT DE AHUNTSIC-CARTIERVILLE - DÉPENSE TOTALE DE 480 526,52 $ TAXES INCLUSES (CONTRAT: 332 277,75 $ TAXES INCLUSES + CONTINGENCES: 66 455,55 $ TAXES INCLUSES + INCIDENCES: 81 793,22 $ TAXES INCLUSES) - APPEL D'OFFRES PUBLIC (IMM-15613) - (6 SOUMISSIONNAIRES)	CE20 1159	2020-08-13	480 526,52 $

NOMBRE DE CONTRATS : 1

TOTAL : 480 526,52 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 SEPTEMBRE 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AOÛT AU 31 AOÛT 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2020 AU 31 AOÛT 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Les productions carte blanche	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	250,00 $
Sylvie Gosselin	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	2 400,00 $
OM	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	4 833,35 $
Anna Jane Mcintyre	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	750,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Paméla Dumont	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	250,00 $
Autels Particuliers	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	1 143,00 $
Sébastien Fréchette	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	6 000,00 $
Charles Boivin	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	115,00 $
Compagnie Larivé Cabot Champagne	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	2 300,00 $

3/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
BAM-Beaulieu Artistik Management	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	2 000,00 $
Le Complexe	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	3 100,00 $
FIFA	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	775,00 $
Théâtre de l'Oeil Ouvert	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	2 500,00 $
Lilith et CIE	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	3 000,00 $

4/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Henri Oppenheim	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	1 268,00 $
Esca \ Camille Paquette-Roy	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	780,25 $
Laura Brunelle	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	360,00 $
Guylaine Landry	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	600,00 $
Dany Chartrand	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	705,00 $

5/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Tania Baladi	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	300,00 $
Juleitte Driess	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	280,00 $
Karine Desserre-Pezé	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	700,00 $
Stéphane Brouillard	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	242,00 $
Marcel Fournier	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	200,00 $

6/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Emmanuel Lauzon	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	479,44 $
Nelly Rusu	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	250,00 $
Catherine Ouellet-Cummings- Entreprise : L'abricot	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	250,00 $
Oscar Salazar Varela	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	250,00 $
Martin Lamoureux	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	500,00 $

7/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Mélanie Gagné	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	400,00 $
La maman minimaliste/Julie-Arsène Talbot	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	400,00 $
Julie Rivard	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	480,00 $
Tania Baladi	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	750,00 $
Mathieu Gaudreault	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	625,00 $

8/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
Les jeux Ludold	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	160,00 $
Sylvain A. Trottier	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	275,00 $
Gros joueurs	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	550,00 $
Anne-Laure Nadin (ABM)	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	600,00 $
1,2,3, je cuisine !	100% ARR	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - POINTE-AUX-TREMBLES	DIRECTION DE LA CULTURE_DES SPORTS_DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1201609004	RÉSILIER 39 CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICES OCTROYÉS AUX ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LES SPECTACLES, EXPOSITIONS ET ACTIVITÉS CULTURELLES PRÉVUS DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES DURANT LA PÉRIODE DU 12 MARS AU 2 JUILLET 2020 INCLUSIVEMENT ET QUI ONT ÉTÉ ANNULÉS EN RAISON DU COVID-19. RECOMMANDER AU COMITÉ EXÉCUTIF D'OCTROYER UNE AIDE FINANCIÈRE À CES ARTISTES ET TRAVAILLEURS CULTURELS POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES DÉPENSES AYANT ÉTÉ ENGAGÉES ET PAYÉES POUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET CONVENTIONS AVANT LEURS RÉSILIATIONS ET LE MONTANT TOTAL PRÉVU AU CONTRAT. LE MONTANT TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE S'ÉLÈVE À 41 171,04 $. APPROUVER LES VIREMENTS DE CRÉDITS.	CE20 1100	2020-08-05	350,00 $

9/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LES AMIS DU BOULEVARD SAINT-LAURENT	100% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1203205005	APPROUVER L'AJUSTEMENT DES INFORMATIONS CONTRACTUELLES ET DES MONTANTS ACCORDÉS À 30 ARTISTES ET ORGANISMES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION WEB DE 40 OEUVRES AUDIO NUMÉRIQUES (CE20 1420) QUI SONT PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION DES VOIES ACTIVES SÉCURITAIRES POUR UN TOTAL DE 3 159,21 $ APRÈS REMISE / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1101	2020-08-05	1 080,00 $
L'ACTIVITÉ	100% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1203205005	APPROUVER L'AJUSTEMENT DES INFORMATIONS CONTRACTUELLES ET DES MONTANTS ACCORDÉS À 30 ARTISTES ET ORGANISMES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION WEB DE 40 OEUVRES AUDIO NUMÉRIQUES (CE20 1420) QUI SONT PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION DES VOIES ACTIVES SÉCURITAIRES POUR UN TOTAL DE 3 159,21 $ APRÈS REMISE / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1101	2020-08-05	161,61 $
LA QUADRATURE	100% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1203205005	APPROUVER L'AJUSTEMENT DES INFORMATIONS CONTRACTUELLES ET DES MONTANTS ACCORDÉS À 30 ARTISTES ET ORGANISMES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION WEB DE 40 OEUVRES AUDIO NUMÉRIQUES (CE20 1420) QUI SONT PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION DES VOIES ACTIVES SÉCURITAIRES POUR UN TOTAL DE 3 159,21 $ APRÈS REMISE / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1101	2020-08-05	2 267,74 $
WAPIKONI MOBILE	100% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1203205005	APPROUVER L'AJUSTEMENT DES INFORMATIONS CONTRACTUELLES ET DES MONTANTS ACCORDÉS À 30 ARTISTES ET ORGANISMES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION WEB DE 40 OEUVRES AUDIO NUMÉRIQUES (CE20 1420) QUI SONT PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION DES VOIES ACTIVES SÉCURITAIRES POUR UN TOTAL DE 3 159,21 $ APRÈS REMISE / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1101	2020-08-05	216,13 $
OXY-JEUNES	100% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1203205005	APPROUVER L'AJUSTEMENT DES INFORMATIONS CONTRACTUELLES ET DES MONTANTS ACCORDÉS À 30 ARTISTES ET ORGANISMES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION WEB DE 40 OEUVRES AUDIO NUMÉRIQUES (CE20 1420) QUI SONT PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION DES VOIES ACTIVES SÉCURITAIRES POUR UN TOTAL DE 3 159,21 $ APRÈS REMISE / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1101	2020-08-05	53,87 $
THÉÂTRE APHASIQUE	100% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1203205005	APPROUVER L'AJUSTEMENT DES INFORMATIONS CONTRACTUELLES ET DES MONTANTS ACCORDÉS À 30 ARTISTES ET ORGANISMES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION WEB DE 40 OEUVRES AUDIO NUMÉRIQUES (CE20 1420) QUI SONT PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION DES VOIES ACTIVES SÉCURITAIRES POUR UN TOTAL DE 3 159,21 $ APRÈS REMISE / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1101	2020-08-05	53,87 $
MOIS DE L'HÉRITAGE LATINO-AMÉRICAIN DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1204005003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $ À MOIS DE L'HÉRITAGE LATINO-AMÉRICAIN DE MONTRÉAL, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA CÉLÉBRATION DU « MOIS DE L'HÉRITAGE LATINO-AMÉRICAIN », DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1280	2020-08-20	10 000,00 $
MOUVEMENT DES ARTISANS DU CHANGEMENT	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1204286004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 25 000$ AU MOUVEMENT DES ARTISANS DU CHANGEMENT POUR LA PLANIFICATION ET LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DE NETTOYAGE DES BERGES, PRÉVUES DANS LE CADRE DE L'ÉDITION MONTRÉALAISE 2020 DE LA MISSION 100 TONNES ET APPROUVER UNE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 1104	2020-08-05	25 000,00 $

10/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	BUREAU DES RELATIONS INTERNATIONALES	1204834002	ACCORDER UN DON DE 50 000 $ À LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE POUR PARTICIPER À L'AIDE HUMANITAIRE AU LIBAN SUITE AUX EXPLOSIONS MEURTRIÈRES ET DÉVASTATRICES	CE20 1194	2020-08-13	50 000,00 $
BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC (BCTQ)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1205877001	AUTORISER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE 100 000 $ POUR L'ANNÉE 2020 AU BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC (BCTQ) À MÊME LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA VILLE ET APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET CET ORGANISME À CET EFFET.	CE20 1275	2020-08-20	100 000,00 $
ACTION PRÉVENTION VERDUN	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1205970004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 45 200 $, POUR 2020, À ACTION PRÉVENTION VERDUN, POUR LA RECONDUCTION DE SON PROJET « TRAVAIL DE MILIEU FAMILLE POUR LES FAMILLES ISSUES DE L'IMMIGRATION », DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1281	2020-08-20	45 200,00 $
LA FONDATION HÉRITAGE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	20 000,00 $
MUSÉE DES MAITRES ET ARTISANS DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	20 436,00 $
SOCIÉTÉ DU CHÂTEAU DUFRESNE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $
ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $
PAAL PARTAGEONS LE MONDE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CHÂTEAU RAMESAY	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $
ARCHÉO-QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $
MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	12 960,00 $
SDC SAINT-DENIS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	45 000,00 $
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	29 975,00 $
SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	13 000,00 $
COLLECTIF D'ANIMATION L'AUTRE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	18 000,00 $
SOCIÉTÉ HISTORIQUE CAVELIER-DE-LASALLE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU DOMAINE DE SAINT-SULPICE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE SAINT-HENRI	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	22 000,00 $
MÉMOIRE DU MILE-END	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	17 500,00 $
MUSÉE DES ONDES EMILE BERLINER	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1207233003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 440 181$ (INCLUANT LES FRAIS DE JURY) À 17 PROJETS D'ORGANISMES CULTURELS OU COMMUNAUTAIRES POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME PATRIMOINES MONTRÉALAIS: UNE MISE EN VALEUR DANS LES QUARTIERS 2020 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM)	CE20 1099	2020-08-05	30 000,00 $
VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION	100% VILLE	SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ	DIRECTION DE LA MOBILITÉ	1207463001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 60 000,00 $ À VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION AFIN DE RÉALISER SON PROJET « PARC D'ÉDUCATION CYCLISTE » POUR L'ANNÉE 2020 DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU PLAN D'ACTION VISION ZÉRO DÉCÈS ET BLESSÉ GRAVE 2019-2021 / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1282	2020-08-20	60 000,00 $
LE CARROUSEL	50% VILLE 50% AUTRE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208080002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER MAXIMAL ET NON RÉCURRENT DE 140 000 $ À L'ORGANISME LE CARROUSEL POUR ENGAGER DES RESSOURCES SPÉCIALISÉES AFIN DE RÉALISER SON PROJET D'IMMOBILISATION "LE CUBE", DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021 / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 1103	2020-08-05	140 000,00 $
MAISON QUÉBÉCOISE DU THÉÂTRE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE	50% VILLE 50% AUTRE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208080003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER MAXIMAL ET NON RÉCURRENT DE 13 653 $ À L'ORGANISME "MAISON QUÉBÉCOISE DU THÉÂTRE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE" POUR RÉALISER UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ ET D'ADÉQUATION POUR SON PROJET DE RELOCALISATION, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021 / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 1102	2020-08-05	13 653,00 $
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208121002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 96 000 $ À COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN POUR SON PROJET « LE FRANÇAIS À LA PORTÉE DE TOUS LES NÉO-MONTRÉALAIS.ES » POUR L'ANNÉE 2020, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'INTÉGRATION LINGUISTIQUE DE NOUVEAUX ARRIVANTS, CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018 - 2021) / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1190	2020-08-13	96 000,00 $

13/14

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
COOP LES FAUX-MONNAYEURS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208873001	ACCORDER UN CACHET À 5 ARTISTES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION POUR LEURS CHANSONS POUR UN TOTAL DE 4 600 $ AVANT TAXES (5 288,85 $ APRÈS TAXES ET 4 829,45 $ APRÈS RISTOURNE) DANS LE CADRE DE LA SÉRIE DE BALADODIFFUSIONS AU SUJET DE L'HISTOIRE DES CONCERTS CAMPBELL. / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1283	2020-08-20	1 150,00 $
DARE TO CARE RECORDS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208873001	ACCORDER UN CACHET À 5 ARTISTES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION POUR LEURS CHANSONS POUR UN TOTAL DE 4 600 $ AVANT TAXES (5 288,85 $ APRÈS TAXES ET 4 829,45 $ APRÈS RISTOURNE) DANS LE CADRE DE LA SÉRIE DE BALADODIFFUSIONS AU SUJET DE L'HISTOIRE DES CONCERTS CAMPBELL. / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1283	2020-08-20	1 150,00 $
IGUANE MEDIA INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208873001	ACCORDER UN CACHET À 5 ARTISTES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION POUR LEURS CHANSONS POUR UN TOTAL DE 4 600 $ AVANT TAXES (5 288,85 $ APRÈS TAXES ET 4 829,45 $ APRÈS RISTOURNE) DANS LE CADRE DE LA SÉRIE DE BALADODIFFUSIONS AU SUJET DE L'HISTOIRE DES CONCERTS CAMPBELL. / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1283	2020-08-20	1 150,00 $
COOP LES FAUX-MONNAYEURS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208873001	ACCORDER UN CACHET À 5 ARTISTES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION POUR LEURS CHANSONS POUR UN TOTAL DE 4 600 $ AVANT TAXES (5 288,85 $ APRÈS TAXES ET 4 829,45 $ APRÈS RISTOURNE) DANS LE CADRE DE LA SÉRIE DE BALADODIFFUSIONS AU SUJET DE L'HISTOIRE DES CONCERTS CAMPBELL. / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1283	2020-08-20	1 150,00 $
L-A BE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1208873001	ACCORDER UN CACHET À 5 ARTISTES COUVRANT LES DROITS DE DIFFUSION POUR LEURS CHANSONS POUR UN TOTAL DE 4 600 $ AVANT TAXES (5 288,85 $ APRÈS TAXES ET 4 829,45 $ APRÈS RISTOURNE) DANS LE CADRE DE LA SÉRIE DE BALADODIFFUSIONS AU SUJET DE L'HISTOIRE DES CONCERTS CAMPBELL. / APPROUVER LES CONVENTIONS À CET EFFET.	CE20 1283	2020-08-20	690,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 76

TOTAL : 1 029 018,26 $

14/14

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 SEPTEMBRE 2020

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 AOUT 2020

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ELIANE RENAUD	1427411	24 AOÛT 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Quatre rencontres supplémentaires de coaching pour la période de mai à aout 2020 pour le Service des affaires juridiques.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 099,75 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1426345	15 AOÛT 2020	PICARD, GUY	Service des affaires juridiques - Paiement de facture Rogers pour le mois de juillet pour la fourniture de services cellulaires (voix et données) // Entente 1137408	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 140,87 $	1137408
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1428110	28 AOÛT 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Base de données consultation du 1er juillet au 31 juillet 2020 pour le Service des affaires juridiques.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 018,14 $	
ACTION R-VAC INC.	1387100	10 AOÛT 2020	COTE, GILLES	Bon ouvert pour service de nettoyage de puisard	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	41 995,00 $	
CAN-INSPEC INC.	1402461	12 AOÛT 2020	RIVARD, THOMAS	Bon ouvert pour service d'inspection d'égout	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	4 199,50 $	
ENVIROSERVICES INC	1425987	12 AOÛT 2020	RIVARD, THOMAS	Bon pour analyse de terre d'excavation 2020. Entente 1408088, Appel d'Offre 18036, Résolution CM20 0392	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,74 $	1408088
GAINAGE P.R.S. INC.	1427819	26 AOÛT 2020	RIVARD, THOMAS	Réparation de drain au 12285 Rue Depatie	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	3 989,52 $	
LOCATION GUAY	1416662	12 AOÛT 2020	COTE, GILLES	Contrat gré-à-gré pour une location de durée indéterminée pour une rétrocaveuse car celle des parcs est en réparation	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	17 006,09 $	
PEPINIERE ABBOTSFORD INC.	1425534	11 AOÛT 2020	LAPIERRE, MELANIE	Commande des plantes	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	9 170,67 $	
PEPINIERE ABBOTSFORD INC.	1425534	10 AOÛT 2020	LAPIERRE, MELANIE	Commande des plantes	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	8 661,45 $	
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.	1426944	20 AOÛT 2020	COTE, GILLES	Commande d'arbres projet fiche 63 des parcs. Commande 2 de 2	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	16 876,74 $	
PEPINIERE R.Y. LOCAS INC.	1425091	05 AOÛT 2020	LAPIERRE, MELANIE	Commande des arbres	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	5 702,68 $	
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS	1426929	20 AOÛT 2020	COTE, GILLES	Commande d'arbres projet fiche 63 des parcs. Commande 1 de 2	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	29 627,48 $	
SIGNA + INC.	1424643	03 AOÛT 2020	DAUDELIN, MELANIE	Commande pour les travaux de disjonction de service	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	4 199,50 $	
RECY-BETON INC	1400613	01 AOÛT 2020	LETOURNEAU, SYLVIE	BCO 2020 - Service de traitement/valorisation de matériaux de construction (résidus d'asphalte et de béton) - Entente 1358328	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	8 157,53 $	1358328
AREO-FEU LTEE	1423356	06 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - CAPTEUR DE PRESSION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	215,23 $	
BUREAU DE NORMALISATION DU QUEBEC (BNQ)	1425177	06 AOÛT 2020	GATINEAU, PIERRE	Acquisition de diverses normes BNQ selon la soumission 2020-06-02/ Facture	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	8 460,00 $	
COMMUNICATIONS TREMBLAY-MENARD INC.	1427458	26 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ETIQUETTE,PLASTIQUE MULTI-USAGE,BLANC, IDENTIFICATION DE CABLE,ECLAIRAGE DE RUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	78,74 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1425836	17 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BARIL/205 L,EMULSION DE BITUME,LIANT D'ACCROCHAGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	262,47 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1425242	07 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - CHARGEUR, INDICATEUR DE CHARGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1425907	13 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - CHARGEUR, PRISE AUTOEJECTABLE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
DRL BEAUDOIN EQUIPEMENT	1425454	10 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - SABOT)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
ECPAR	1427948	27 AOÛT 2020	GAUTHIER, DEAN	Service de l'approvisionnement - Paiement de facture - Frais - Adhésion et cotisation	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	7 874,06 $	
ELECTROMEGA LTEE	1425839	12 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - VISIERE(PIETON)DIAMETRE 12" POLYCARBONE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	89,24 $	
EP MONTREAL	1427964	28 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - FILTRE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	22,31 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1425561	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECES PRINOTH	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	125,98 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1426553	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - PIECES PRINOTH	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	42,20 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1427966	28 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - PIECE PRINOTH	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,19 $	
FASTENAL CANADA LTEE	1425017	05 AOÛT 2020	BOUZOUAY, YOUSSEF	Couvre-lunettes Mesures d'urgence	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	314,96 $	
FERTILEC LTEE	1425392	10 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - SECATEUR A MANCHE,PINCE,REBUT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
GROUPE BISSONNETTE INC.	1426785	19 AOÛT 2020	ROY, GUY	Réap LaSalle	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	125,98 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE DPI INC.	1427099	28 AOÛT 2020	LECLERC, DENIS	Achat de 5000 visières pour mesures d'urgence	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	77,08 $	
HORIZON PLASTICS INTERNATIONAL INC.	1421946	17 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMPOSTEUR (SOIL SAVER)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	357,50 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1426437	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECE EPOKE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	35,77 $	
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.	1426443	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - BASE BETON LAMPADAIRE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	603,68 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1427456	28 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CONTROLEUR ELECTRONIQUE, 16 RELAIS DE CHARGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	125,98 $	
PEINTURES ENNIS CANADA ULC	1426748	19 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande pour Signalisation	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	125,98 $	
PIQUETS BERTRAND INC	1426863	21 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - 50 PIQUETS BRUT, BOIS 3/8"X1 1/2"X36"	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $	
PLASTIQUES PIEDMONT	1426545	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - - FE/1/4" X 4' X 8',PLEXIGLASS,ACRYLIQUE CLAIRE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1423003	12 AOÛT 2020	PICHE, LINA	BCO 2020 pour les services de téléphonie cellulaire pour l'Approvisionnement (numéro de compte 7-4909-2763) , Demandeur : Nancy Nolet / Entente 1137408	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	1 741,75 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1423003	11 AOÛT 2020	PICHE, LINA	BCO 2020 pour les services de téléphonie cellulaire pour l'Approvisionnement (numéro de compte 7-4909-2763) , Demandeur : Nancy Nolet / Entente 1137408	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	1 795,81 $	1137408
SIGNEL SERVICES INC	1426154	13 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / ACHAT DE FLECHES NEUVES	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $	
SIGNOPLUS	1425400	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - POTEAU,TELESPAR	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $	
SOUDURE BOISVERT	1426449	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - BOITE DE SERVICE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	73,49 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424881	10 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - EXTENSION DE BOITE DE VANNE,BOUCHON EN LAITON	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
TECHNO FEU INC	1424571	04 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	78,74 $	
TECHNO FEU INC	1425023	07 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	78,74 $	
TECHNO FEU INC	1425574	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1426384	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
TECHNO FEU INC	1426807	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULE D'INCENDIE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	183,73 $	
TENCO INC.	1426075	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - AJUSTEUR CHENILLE HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1425791	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE LASALLE - VERIN ET ROTULE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	79,05 $	
7774672 CANADA INC.	1425896	12 AOÛT 2020	MURCIA VELASQUEZ, MARTHA PAOLA	Achat de Gel 500 ML pour mesures d'urgence	Bilan	Entretien et nettoyage	36 640,64 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1424880	04 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - BOULON,T,MANCHON D'INSERTION,ROBINET-VANNE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 100,27 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1424880	04 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - BOULON,T,MANCHON D'INSERTION,ROBINET-VANNE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 771,63 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1425571	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - COUDE ET MANCHON EN FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 347,00 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1426168	13 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUYAU EN FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	14 489,28 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1427646	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHON D'INSERTION EN FONTE, TUYAU EN FONTE,RALONGE AJUSTABLE POUR BOITE DE SERVICE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 413,65 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1427913	27 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - BORNE-FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 044,64 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1424847	04 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - BOYAU,INCENDIE QST & QMT	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	12 651,05 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1427884	28 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RUBAN ADHESIF,DOUBLE FACE,BLANC,TOUT USAGE,SURFACE LISSE,RUBAN BARRICADE "DANGER",JAUNE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 628,55 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ALL TAPE DISTRIBUTION	1427884	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RUBAN ADHESIF,DOUBLE FACE,BLANC,TOUT USAGE,SURFACE LISSE,RUBAN BARRICADE "DANGER",JAUNE	Bilan	Culture, sport et loisir	1 123,35 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1424884	04 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - BOTTINE,SECURITE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 118,26 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1425333	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT.8"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 000,17 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1426630	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE DE SECURITE, 8",DOUBLEE,HIVER,NOIRE,HOMME	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 896,09 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1427377	24 AOÛT 2020	QUACH, TIN	REAPP COLBERT - MANTEAU,PARKA,HIVER,3 EN 1,NOIR,LOGO VILLE DE MONTREAL,MANTEAU D'HIVER DOUBLE,5 EN 1,SALOPETTE D'HIVER DOUBLE,ORANGE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	112 765,38 $	1355171
AREO-FEU LTEE	1423356	01 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - CAPTEUR DE PRESSION	Bilan	Matériel roulant	8 057,86 $	
BATTERIES DIXON INC.	1424573	03 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - BATTERIES	Bilan	Matériel roulant	2 493,35 $	1349699
BATTERIES DIXON INC.	1426134	13 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE PIERREFONDS - BATTERIES	Bilan	Matériel roulant	3 005,88 $	1349704
BATTERIES DIXON INC.	1427566	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - BATTERIES	Bilan	Matériel roulant	4 824,27 $	1349699
BRODERIES MONTREAL	1426434	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - ECUSSON	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 174,93 $	
BUNZL SECURITE	1425387	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBBERT - CASQUE PROTECTEUR,RUBAN,BARRICADE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	90,08 $	
BUNZL SECURITE	1425387	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBBERT - CASQUE PROTECTEUR,RUBAN,BARRICADE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 276,87 $	
BUNZL SECURITE	1426914	21 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON JETABLE,TRAVAIL,AVEC CAPUCHON GRANDEUR M,L,XL XXL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 102,39 $	
BUNZL SECURITE	1426914	20 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON JETABLE,TRAVAIL,AVEC CAPUCHON GRANDEUR M,L,XL XXL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	9 469,86 $	
BUNZL SECURITE	1428084	28 AOÛT 2020	LECLERC, DENIS	Gants pour les mesures d'urgence demandés par Tin Quach	Bilan	Vêtement et équipement de travail	41 202,70 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	1425902	12 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - FILTRE ET JOINT	Bilan	Matériel roulant	2 624,89 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1427568	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - PIECES JOHN DEERE	Bilan	Matériel roulant	2 045,64 $	
CHAUSSURES BELMONT INC	1426829	19 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT.8",DOUBLEE,TAN,BOTTINE,SECURITE,HAUT.6"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 572,47 $	
CHAUSSURES BELMONT INC	1427656	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	- BOTTINE,SECURITE,HAUT. 8"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 506,59 $	
COMMUNICATIONS TREMBLAY-MENARD INC.	1427458	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ETIQUETTE,PLASTIQUE MULTI-USAGE,BLANC, IDENTIFICATION DE CABLE,ECLAIRAGE DE RUE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 614,21 $	
CONFIAN	1424848	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - CASQUE PROTECTEUR,ORANGE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 024,55 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1425836	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BARIL/205 L,EMULSION DE BITUME,LIANT D'ACCROCHAGE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 603,56 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1425242	06 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - CHARGEUR, INDICATEUR DE CHARGE	Bilan	Matériel roulant	3 203,92 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1425907	12 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - CHARGEUR, PRISE AUTOEJECTABLE	Bilan	Matériel roulant	6 280,77 $	
DRL BEAUDOIN EQUIPEMENT	1425454	07 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - SABOT)	Bilan	Matériel roulant	4 976,41 $	
ELECTROMEGA LTEE	1425839	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - VISIERE(PIETON)DIAMETRE 12" POLYCARBONE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 151,22 $	
ELECTROMEGA LTEE	1427342	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - ENS. MONTAGE POTENCE, MONTAGE D-3,SYSTEME DE FEUX SONORE NOVAX	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	32 767,25 $	1402964
EMBALLAGES AT / ATTACHE-TOUT INC	1424843	04 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - ROULEAU DE PELLICULE EXTENSIBLE	Bilan	Transport et entreposage	2 639,39 $	
EP MONTREAL	1427964	27 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - FILTRE	Bilan	Matériel roulant	2 850,15 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1425561	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECES PRINOTH	Bilan	Matériel roulant	7 275,42 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1426553	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - PIECES PRINOTH	Bilan	Matériel roulant	3 256,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1427966	27 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - PIECE PRINOTH	Bilan	Matériel roulant	6 284,79 $	
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1425842	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 5 GALLONS, PEINTURE BLANCHE,TERRAIN JEU	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	11 733,74 $	
FASTENAL CANADA LTEE	1425017	05 AOÛT 2020	BOUZOUAY, YOUSSEF	Couvre-lunettes Mesures d'urgence	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 249,37 $	
FERTILEC LTEE	1425392	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - SECATEUR A MANCHE,PINCE,REBUT	Bilan	Outillage et machinerie	6 316,05 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1427041	21 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - LAMPE,VAPEUR,SODIUM,H.PRESSION,250 W	Bilan	Construction	2 703,64 $	
GELPAC POLY BRAMPTON INC.	1427650	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 25 SAC,ORDURE,48" X 50",NOIR	Bilan	Environnement et nature	3 054,51 $	1276659
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1426121	13 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - GUIDE PARE CHOC)	Bilan	Matériel roulant	2 019,79 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1400339	05 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Achat de pneus sur entente du CSPQ - Inventaire St-Laurent	Bilan	Matériel roulant	2 419,17 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1427495	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PNEUS	Bilan	Matériel roulant	2 337,84 $	1348816
GROUPE BISSONNETTE INC.	1426785	19 AOÛT 2020	ROY, GUY	Réap LaSalle	Bilan	Énergie et produit chimique	2 599,70 $	
GROUPE DPI INC.	1427099	21 AOÛT 2020	LECLERC, DENIS	Achat de 5000 visières pour mesures d'urgence	Bilan	Vêtement et équipement de travail	28 044,26 $	
GROUPE TRIUM INC.	1414543	04 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	FRAIS TRANSPORT INCLUS - MESURES URGENCES LINGETTES DESINFECT COLBERT	Bilan	Sécurité et santé	50 142,03 $	
GROUPE TRIUM INC.	1427465	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - FOULARD 100% POLYESTER POLAR	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 759,07 $	
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1426677	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT -LAMPE,VAPEUR,SODIUM,H.PRESSION,70W,75M, FIL ELECTRIQUE,AC-90	Bilan	Construction	4 161,78 $	
HARNOIS ENERGIES INC.	1426390	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - HUILE TRANSMISSION	Bilan	Matériel roulant	4 174,95 $	
HORIZON PLASTICS INTERNATIONAL INC.	1421946	01 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMPOSTEUR (SOIL SAVER)	Bilan	Environnement et nature	4 008,59 $	
INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	1427345	24 AOÛT 2020	QUACH, TIN	REAPP COLBERT - CAISSON SERVICE ELECTRIQUE, ALLONGE,ACIER GALVANISE A CHAUD	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	70 772,07 $	1388389
IPL INC.	1424683	03 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAP COLBERT - BAC ROULANT	Bilan	Environnement et nature	31 889,67 $	1317213
IPL INC.	1427369	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - BAC ROULANT VERT 360 L ESTAMPE V.DE M.	Bilan	Environnement et nature	31 889,67 $	1317213
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1425564	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECES EPOKE	Bilan	Matériel roulant	3 677,73 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1426437	18 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECE EPOKE	Bilan	Matériel roulant	1 557,74 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1426437	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECE EPOKE	Bilan	Matériel roulant	2 499,11 $	
KENWORTH MONTREAL	1427537	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - TUYAU, FREIN, ANALYSE D'HUILE	Bilan	Matériel roulant	7 175,25 $	
KENWORTH MONTREAL	1427830	26 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - FREIN	Bilan	Matériel roulant	2 403,17 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1427376	24 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GRATTOIR,NEIGE,LAME,PELLE,NEIGE,ALUMINIUM,	Bilan	Outillage et machinerie	8 263,23 $	1344950
LE GROUPE J.S.V. INC	1427893	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT- VIS, PINCEAU, COURROIE, CRAIE, ADHESIF...	Bilan	Construction	1 592,93 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1427893	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT- VIS, PINCEAU, COURROIE, CRAIE, ADHESIF...	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 139,12 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1427893	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT- VIS, PINCEAU, COURROIE, CRAIE, ADHESIF...	Bilan	Outillage et machinerie	24,57 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1427893	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT- VIS, PINCEAU, COURROIE, CRAIE, ADHESIF...	Bilan	Transport et entreposage	865,76 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1428048	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CLE,MOLETTE,TUYAU,COUTEAU,UTILITE,PEINTURE,AEROSOL,JAUNE JOHN DEERE	Bilan	Outillage et machinerie	3 278,01 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1428048	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CLE,MOLETTE,TUYAU,COUTEAU,UTILITE,PEINTURE,AEROSOL,JAUNE JOHN DEERE	Bilan	Environnement et nature	3 180,37 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1428048	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CLE,MOLETTE,TUYAU,COUTEAU,UTILITE,PEINTURE,AEROSOL,JAUNE JOHN DEERE	Bilan	Construction	228,66 $	1374956
LE GROUPE J.S.V. INC	1428132	28 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SANGLE FIXATION,CAOUTCHOUC & CROCHETS,TIRE-FOND,TETE HEXAGONALE,FORET HELICOIDAL	Bilan	Construction	1 839,79 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1428132	28 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SANGLE FIXATION,CAOUTCHOUC & CROCHETS,TIRE-FOND,TETE HEXAGONALE,FORET HELICOIDAL	Bilan	Outillage et machinerie	338,27 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1426861	19 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 100,CHOIX,VACANCES ANNUELLES & ABSENCES MOTIVEES,COLS BLEUS	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 099,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1427463	29 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 100,PANCARTE,SIGNALISATION,DENEIGEMENT	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 774,36 $	
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.	1426443	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - BASE BETON LAMPADAIRE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 528,62 $	
LES ENTREPRISES ALPHA PEINTURECO 1975 LTEE	1415833	25 AOÛT 2020	TOMA, EMIL	Commande réparation fut	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 137,02 $	
LES ENTREPRISES ALPHA PEINTURECO 1975 LTEE	1424798	29 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - FUT	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 858,29 $	
LES INDUSTRIES POLYKAR INC	1427848	26 AOÛT 2020	DESBIENS, JEAN-GUY	Sacs 35 x 50	Bilan	Environnement et nature	2 956,24 $	
LES PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC	1426394	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - BARRURE COUDE, GICLEUR	Bilan	Matériel roulant	2 971,32 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1423239	10 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON,TRAVAIL,BLEU,UNISEXE,SALOPETTE,TRAVAIL,BLEU	Bilan	Vêtement et équipement de travail	389,92 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1423239	01 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON,TRAVAIL,BLEU,UNISEXE,SALOPETTE,TRAVAIL,BLEU	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 323,91 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1427479	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON,TRAVAIL,BLEU,SALOPETTE,TRAVAIL,BLEU	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 193,73 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1425332	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - GILET,PLUIE,CAPUCHON	Bilan	Vêtement et équipement de travail	6 997,84 $	1414669
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1426629	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON,PLUIE,BAVETTE,ORANGE FLUO,GRAND	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 528,60 $	1414669
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1427378	24 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - POLAR,ORANGE,HAUTE VISIBILITE,INTERIEUR DETACHABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	14 555,92 $	1414669
MECANIQUE INDUSTRIELLE HYDRAULEX INC.	1425041	05 AOÛT 2020	MOCANU, SILVIU	2020 INV. MAG. 16	Bilan	Matériel roulant	2 047,26 $	
MESSER CANADA INC.	1425334	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - GANT, IMPERMEABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 538,60 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1425780	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT,NYLON POLYURETHANE,GANT,TRAVAIL,MED.,NON DOUBLE,GANT,CHAUFFEUR,CUIR,DOUBLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 845,72 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1426173	13 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT GR. MOYEN,CUIR VACHE,NON DOUBLE,DOS COTON PROTECTEUR CUIR	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 365,38 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1426631	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT,GR. X-LARGE,CUIR,VACHE,GANT,NYLON POLYURETHANE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 321,31 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1427339	24 AOÛT 2020	QUACH, TIN	REAPP COLBERT - GANT,CUIR DE VACHE ET COTON,GANT,TRAVAIL,MEDIUM,DOUBLE FLANELLE,GANT,TRAVAIL,MEDIUM,DOUBLE FLANELLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	88 305,63 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1427380	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP MESSER - GANT DE TRAVAIL,GANT,JERSEY,GANT, IMPERMEABLE, ENDUIT POLYURETHANE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	27 838,15 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1427428	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT THERMOUIL EXTREME TRICOT,DOUBLURE DE GANT, TRICOT ARTIQUE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	10 485,73 $	
MESSER CANADA INC.	1427657	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT,NYLON POLYURETHANE,GANT,MONTEUR DE LIGNE,MANCHETTE,6"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 258,04 $	1321906
METAL M-PACT INC.	1425624	19 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - JOINT CENTRE,4 BRANCHES,STRUCTURE BALANCOIRE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 091,35 $	
METAL POLE-LITE INC.	1426973	20 AOÛT 2020	QUACH, TIN	Colbert - FUT ROND CONIQUE,DE 24 PIEDS,FUT CONIQUE ROND DE 15 PIEDS	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	87 570,07 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1427804	26 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PNEUS	Bilan	Matériel roulant	3 418,98 $	1348797
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1427648	25 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP - COMPTEUR D'EAU MECANIQUE,38MM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	26 915,10 $	1312313
OPALE INTERNATIONAL INC.	1426172	13 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON CARGO,MARINE,TAILLE 32,REBORD FINI 32	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 305,85 $	1365329
OPALE INTERNATIONAL INC.	1427655	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON CARGO,MARINE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 851,38 $	1365329
ORANGE TRAFFIC INC	1410192	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND,TETE DE FEUX EN POLYCARBONATE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 240,29 $	1402907

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ORANGE TRAFFIC INC	1410192	20 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND,TETE DE FEUX EN POLYCARBONATE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	42 099,65 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1410710	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,TETE DE FEUX EN POLYCARBONATE,ECRAN FEUX DE CIRCULATION A DEL 4 LANTERNES	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 594,18 $	1402907
ORANGE TRAFFIC INC	1410710	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,TETE DE FEUX EN POLYCARBONATE,ECRAN FEUX DE CIRCULATION A DEL 4 LANTERNES	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	26 897,00 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1411268	20 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND,ECRAN FEUX DE CIRCULATION A DEL 4 LANTERNES	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	42 099,65 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1411268	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND,ECRAN FEUX DE CIRCULATION A DEL 4 LANTERNES	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 075,93 $	1402907
ORANGE TRAFFIC INC	1413108	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - VISIERE PROGRAMMABLE GPL,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	63 455,91 $	1402907
ORANGE TRAFFIC INC	1413108	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - VISIERE PROGRAMMABLE GPL,FEU FLECHE VERTE A DEL ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	64 318,91 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1426439	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COLBERT - LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE,DOIT ETRE DU MEME MODELE QUE LA LANTERNE COMPOSANT LA TETE DE FEUX	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	44 756,17 $	1402907
ORANGE TRAFFIC INC	1427344	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - VISIERE PROGRAMMABLE GPL,ECRAN FEUX DE CIRCULATION A DEL,FEU FLECHE JAUNE A DEL ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	40 523,75 $	1402907
ORANGE TRAFFIC INC	1427456	28 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CONTROLEUR ELECTRONIQUE, 16 RELAIS DE CHARGE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	16 535,53 $	
PEINTURES ENNIS CANADA ULC	1426748	19 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande pour Signalisation	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 222,51 $	
PEINTURE UCP INC.	1425846	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MARQUEUR,LATEX BLANC,TERRAIN,JEU	Bilan	Culture, sport et loisir	3 769,05 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1425396	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - LUBRIFIANT PENETRANT	Bilan	Énergie et produit chimique	2 439,07 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1426383	17 AOÛT 2020	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	antigel magasin 2	Bilan	Matériel roulant	2 391,08 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1427440	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 4 L/ANTIGEL,PLOMBERIE,NON-TOXIQUE,UIDE LAVE GLACE, PARE-BRISE	Bilan	Matériel roulant	3 218,58 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1427440	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 4 L/ANTIGEL,PLOMBERIE,NON-TOXIQUE,UIDE LAVE GLACE, PARE-BRISE	Bilan	Construction	1 004,52 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1427447	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BROSSE A NEIGE AVEC GRATTOIR, DEGIVREUR & LUBRIFIANT	Bilan	Entretien et nettoyage	3 789,63 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1427447	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BROSSE A NEIGE AVEC GRATTOIR, DEGIVREUR & LUBRIFIANT	Bilan	Matériel roulant	239,37 $	
PIQUETS BERTRAND INC	1426863	19 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - 50 PIQUETS BRUT, BOIS 3/8"X1 1/2"X36"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	21 259,97 $	
PLASTIQUES PIEDMONT	1426545	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - - FE/1/4" X 4' X 8',PLEXIGLASS,ACRYLIQUE CLAIRE	Bilan	Construction	17 307,19 $	
PNEUS METRO INC.	1426558	18 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAP INVENTAIRE DICKSON - CHENILLE	Bilan	Matériel roulant	19 422,69 $	
PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTEE	1427912	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 20 L/SEAU,SOLVANT VITSOL,GOUDRON,ASPHALTE	Bilan	Construction	2 205,49 $	
PRODUITS RE-PLAST INC.	1427973	27 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - COUVERCLE DE POUBELLE	Bilan	Environnement et nature	13 387,48 $	
PRODUITS SANY	1422707	26 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - 500, SAC,ORDURE,BLANC	Bilan	Environnement et nature	40 791,40 $	1048199
PRODUITS SANY	1422707	18 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - 500, SAC,ORDURE,BLANC	Bilan	Environnement et nature	846,64 $	1048199
PRODUITS SANY	1425343	06 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	MTLN-DISTR / REAPPRO. (INVENTAIRE - PRODUITS NETTOYANTS)	Bilan	Entretien et nettoyage	956,10 $	
PRODUITS SANY	1425343	06 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	MTLN-DISTR / REAPPRO. (INVENTAIRE - PRODUITS NETTOYANTS)	Bilan	Entretien et nettoyage	1 241,24 $	1048199
PRODUITS SANY	1425350	06 AOÛT 2020	ROY, GUY	Réap Pierrefonds	Bilan	Entretien et nettoyage	2 771,17 $	
PRODUITS SANY	1426171	13 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 18,15 KG,ABSORBANT GRANULE,HUILE & LIQUIDE INFLAMMABLE	Bilan	Énergie et produit chimique	7 017,36 $	1312347
PRODUITS SANY	1426231	14 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 100,SAC,ORDURE,35"X50",NOIR,3,MIL	Bilan	Environnement et nature	10 000,06 $	1048199
PRODUITS SANY	1427654	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 22,7 LITRES/20 LB,ABSORBANT GRANULAIRE	Bilan	Énergie et produit chimique	6 878,78 $	1312347
PRODUITS SANY	1427916	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 100,SAC ORDURE,36 X 50, NOIR,2.4 MIL	Bilan	Environnement et nature	9 244,78 $	
PRODUITS SANY	1428118	29 AOÛT 2020	ROY, GUY	Réap Pierrefonds	Bilan	Entretien et nettoyage	2 094,16 $	
QUALITY SPORT LTD	1424842	04 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - CHANDAIL,T-SHIRT,HOMME,FEMME	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 801,91 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1425397	06 AOÛT 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - LAMPE FRONTALE,4 DEL	Bilan	Outillage et machinerie	2 141,74 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1427455	29 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - LAMPE FRONTALE,4 DEL,BLANCHE,2 DEL,ROUGE	Bilan	Outillage et machinerie	2 141,74 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1426220	14 AOÛT 2020	LEBRUN, ANDRÉ	HUILE VRAC ATELIER	Bilan	Matériel roulant	3 719,19 $	
SECURITE LANDRY INC	1425834	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MASQUE RESPIRATOIRE N100,MASQUE RESPIRATOIRE,LARGE,CARTOUCHE FIXE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 977,02 $	
SEL WARWICK INC.	1426826	19 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 20KG, CHLORURE DE CALCIUM, 83% - 87 %	Bilan	Énergie et produit chimique	13 574,13 $	1253915
SEL WARWICK INC.	1427462	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 20KG SEL,DEGLACAGE,CHAUSSEE,CHLORURE,SODIUM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 933,77 $	
SIGNEL SERVICES INC	1426154	13 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / ACHAT DE FLECHES NEUVES	Bilan	Matériel roulant	4 199,50 $	
SIGNOPLUS	1425400	06 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - POTEAU,TELESPAR	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	9 973,81 $	
SOUDURE BOISVERT	1426449	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - BOITE DE SERVICE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 834,66 $	
STELEM (CANADA) INC.	1425776	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BRIDE DE RUPTURE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 867,75 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1425988	12 AOÛT 2020	ROY, GUY	Réap LaSalle	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 293,98 $	
STELEM (CANADA) INC.	1426136	13 AOÛT 2020	ROY, GUY	Appel livraison St-Léonard	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 771,98 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1426627	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GARNITURE DU COLLET DE RETENUE,GOUPILLE DE BLOCAGE DU CONTRE-ECROU,SIEGE DU ROBINET PRINCIPAL	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 153,32 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1427375	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - INDICATEUR,BORNE-FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	27 212,76 $	1394466
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1423505	10 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - BOITE DE SERVICE,TUYAU EN FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	18 845,94 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424306	01 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - GUIDEUR,CONIQUE,FONTE GRISE,ANNEAU DE PUISARD EN BETON,	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	207,88 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424306	01 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - GUIDEUR,CONIQUE,FONTE GRISE,ANNEAU DE PUISARD EN BETON,	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	199,33 $	1388427
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424306	01 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - GUIDEUR,CONIQUE,FONTE GRISE,ANNEAU DE PUISARD EN BETON,	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 211,58 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424306	12 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - GUIDEUR,CONIQUE,FONTE GRISE,ANNEAU DE PUISARD EN BETON,	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	83,99 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424881	04 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - EXTENSION DE BOITE DE VANNE,BOUCHON EN LAITON	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 249,20 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1425777	11 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD DE SERVICE "QUICK"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 581,24 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1426169	13 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD DE BRANCHEMENT EN U,ARRET DE DISTRIBUTION A BILLE "QUICK",MANCHON DE TRANSITION EN FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	12 240,52 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1426628	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BLOC REMPART,RACCORD DE SERVICE "GRIP"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	566,93 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1426628	18 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BLOC REMPART,RACCORD DE SERVICE "GRIP"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	11 269,11 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427165	24 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP VILLE-MARIE - ENS/3 PIECES,CADRE,CADRE GUIDEUR,GRILLE ANTI-VELO	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 509,12 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427221	24 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - AQUEDUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	162,02 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427221	24 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - AQUEDUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	7 192,32 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427338	24 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ARRET DE DISTRIBUTION A CLE INVERSEE "QUICK",TUYAU DE CUIVRE EN ROULEAU	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 140,19 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427338	24 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ARRET DE DISTRIBUTION A CLE INVERSEE "QUICK",TUYAU DE CUIVRE EN ROULEAU	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 647,28 $	1388417
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427503	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VILLE-MARIE - EGOUT ET AQUEDUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 463,00 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427503	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VILLE-MARIE - EGOUT ET AQUEDUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 423,24 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427503	26 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VILLE-MARIE - EGOUT ET AQUEDUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 497,30 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427503	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VILLE-MARIE - EGOUT ET AQUEDUC	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	395,53 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427647	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUYAU DE CUIVRE,COLLIER DE SERVICE EN FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	11 058,96 $	1388417
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427647	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUYAU DE CUIVRE,COLLIER DE SERVICE EN FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 122,17 $	1388424
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427695	26 AOÛT 2020	HUARD, FRANCOIS	Ensemble de puisard	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 018,24 $	1277188

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427868	26 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP VILLE-MARIE - ANNEAU DE REHAUSSEMENT DE PUISARD CIRCULAIRE LOURDE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	33 732,48 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1428046	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COLLIER DE SERVICE EN FONTE,ARRET DE DISTRIBUTION A BILLE,ENTREE FILETE FEMELLE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	714,96 $	1388424
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1428046	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COLLIER DE SERVICE EN FONTE,ARRET DE DISTRIBUTION A BILLE,ENTREE FILETE FEMELLE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 095,13 $	1143933
TACEL LIMITEE	1426302	14 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - FEU ROUGE A DEL ROND,FEU JAUNE A DEL ROND,FEU VERT A DEL ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	46 299,48 $	
TACEL LIMITEE	1426303	14 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Colbert - FEU FLECHE VERTE A DEL ROND,300MM DE DIAMETRE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	64 824,53 $	
TACEL LIMITEE	1426632	18 AOÛT 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ENSEMBLE DE DETECTEURS AVEC OBJECTIF A GRAND ANGLE,CARTE D'INTERFACE PRINCIPALE 4T1	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	306 584,50 $	1296799
TACEL LIMITEE	1427343	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - TETE DE FEUX PIETON COMPLET,CARTE D'INTERFACE D'EXTENSION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 599,49 $	1296799
TACEL LIMITEE	1427343	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - TETE DE FEUX PIETON COMPLET,CARTE D'INTERFACE D'EXTENSION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	42 247,81 $	1390025
TECHNO FEU INC	1424571	03 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	8 039,81 $	1325290
TECHNO FEU INC	1424571	03 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	4 788,22 $	1325286
TECHNO FEU INC	1424571	03 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	3 443,62 $	
TECHNO FEU INC	1425023	06 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	10 065,68 $	
TECHNO FEU INC	1425023	05 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	3 237,41 $	1325286
TECHNO FEU INC	1425023	07 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	626,45 $	
TECHNO FEU INC	1425574	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	3 144,30 $	
TECHNO FEU INC	1425574	10 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULES D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	3 820,12 $	1325286
TECHNO FEU INC	1426384	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	2 256,91 $	
TECHNO FEU INC	1426384	17 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECE DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	4 932,80 $	1325286
TECHNO FEU INC	1426807	19 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	2 181,28 $	1325286
TECHNO FEU INC	1426807	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - PIECES DE VEHICULE D'INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	3 432,84 $	
TENAQUIP LIMITED	1427652	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DISQUE,TRONCONNER	Bilan	Outillage et machinerie	2 528,10 $	1344945
TENAQUIP LIMITED	1428050	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DISQUE,TRONCONNER	Bilan	Outillage et machinerie	4 109,53 $	1344945
TENAQUIP LIMITED	1428050	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DISQUE,TRONCONNER	Bilan	Outillage et machinerie	374,81 $	
TENCO INC.	1426075	13 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - AJUSTEUR CHENILLE HYDRAULIQUE	Bilan	Matériel roulant	9 448,25 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1425252	06 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - BORNE BATTERIE, BALLON SUSPENSION, BOYAU SILICONE	Bilan	Matériel roulant	69,66 $	1231888
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1425252	06 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE VIAU - BORNE BATTERIE, BALLON SUSPENSION, BOYAU SILICONE	Bilan	Matériel roulant	5 366,11 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1425769	11 AOÛT 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIECES GROTE)	Bilan	Matériel roulant	2 391,52 $	1231915
TRELEC INC.	1427459	25 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - ENSEMBLE COMPLET DECONTACTEUR, PRET A INSTALLATION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	37 874,24 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	1427565	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - FILTRES, ETC	Bilan	Construction	19,66 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	1427565	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - FILTRES, ETC	Bilan	Matériel roulant	2 341,99 $	1406141
UNI-SELECT CANADA INC.	1427565	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - FILTRES, ETC	Bilan	Matériel roulant	307,95 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	1427565	25 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE DICKSON - FILTRES, ETC	Bilan	Matériel roulant	508,26 $	1406169
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1427341	24 AOÛT 2020	COUTURE, MICHEL	REAPP COLBERT - POTENCE CONIQUE RONDE,CAPUCHON STANDARD POUR FUT ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	32 077,88 $	1224056
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1427653	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CAPUCHON STANDARD POUR FUT ROND DE 4M	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 874,04 $	1224056
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1427910	27 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DEBITMETRE, «OPTIFLUX 2000» AVEC TRANSMETTEUR	Bilan	Technologie et science	4 721,29 $	
V-TO INC	1427450	25 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TAPIS ABSORBANT,NYLON, ROUGE/NOIR,LARGEUR 3'	Bilan	Entretien et nettoyage	3 537,66 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1425791	11 AOÛT 2020	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE LASALLE - VERIN ET ROTULE	Bilan	Matériel roulant	1 926,06 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1422508	10 AOÛT 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHON DE PERFORATION EN ACIER RECOUVERT D'EPOXY	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 778,51 $	
9139-1490 QUEBEC INC.	1404271	15 AOÛT 2020	BISHOP, BRIGITTE	Bureau de l'inspecteur général - Refonte du site internet du Bureau de l'inspecteur général // Gré à gré	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	2 467,21 $	
CLAIRE CARON	1427593	25 AOÛT 2020	GALIPEAU, MICHELE	RPE - Contrat BVG-SP-2020-10	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	26 246,87 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	1424669	03 AOÛT 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat BVG-SP-2020-14	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	26 246,87 $	
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUEBEC	1427818	26 AOÛT 2020	GALIPEAU, MICHELE	Achats passeports et formation employés BVG	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	5 265,13 $	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1382715	26 AOÛT 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat BVG-SP-2019-21	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	3 674,56 $	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1427813	26 AOÛT 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat BVG-SP-2020-07	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	22 572,31 $	
RICHARD FLAGEOLE, FCPA, FCA	1427598	25 AOÛT 2020	GALIPEAU, MICHELE	RPE - Contrat BVG-SP-2020-12	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	26 246,87 $	
BETON MOBILE DU QUEBEC INC.	1317778	25 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Livraison de béton sur chantier pour 2019 - appel d'offres 1665	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 569,72 $	
CONSTRUCTION N.R.C INC.	1426701	18 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	C 1340 - Modification au massif construit en 2019	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 135,78 $	
GROUPE CIVITAS INC.	1425788	11 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	1709-Services professionnels relatifs à la surveillance des travaux généraux (génie civil) des projets de construction ou modifications au réseau de conduits souterrains (électriques et télécommunications) dans les limites de la Ville de M	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	668 621,41 $	
HYDRO-QUEBEC	1424648	03 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Frais de concession avril 2020	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	9 278,01 $	
HYDRO-QUEBEC	1426411	17 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Frais de concession mai 2020	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	35 236,24 $	
HYDRO-QUEBEC	1427839	26 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Frais de concession juin2020	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	37 535,58 $	
INFRAROUGE KELVIN INC.	1299519	05 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Thermographie 2018/2019- appel d'offres 1671	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	30 254,36 $	
J.R.G. DENEIGEMENT & EXCAVATION ENR.	1248009	05 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Renouvellement - Services pour la location de machinerie incluant l'opérateur pour des travaux d'excavation, de disposition des matériaux de déneigement pour 2018-2021 (appel d'offres #1591) -Dossier#1160128003	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	40 339,15 $	
LE GROUPE GENINOV INC.	1424952	05 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	1707-Services professionnels- Surveillance de chantier dans le cadre de projets de construction de réseaux de conduits souterrains.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	679 499,67 $	
NADEAU ULTRA TECH	1427762	26 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	Modification de l'entrée électrique au 7250 rue Maurice-Duplessis	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	4 173,25 $	
TELECON INC	1424953	05 AOÛT 2020	WU, CANDY YU	1567-Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise de l'avenue Viger Est, entre la rue hotel de ville le boul. St-Laurent.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	1 402 120,89 $	
BELL CANADA	2020082550091835	26 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	4 467,59 $	
BELL CANADA	533763420200713	03 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 120,95 $	
BELL MOBILITE INC	20200807534014179	26 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 131,49 $	
COMPLEXE PLACE CREMAZIE S.E.C.	csemseptembre2020	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	44 222,99 $	
COMPUGEN INC.	4460344	11 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 217,52 $	
FRANCOIS LEFEBVRE.	leff11cse	13 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	10 667,49 $	
GEOMAP GIS AMERIQUE INC.	inv004022	12 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	10 891,57 $	
GEOMAP GIS AMERIQUE INC.	inv004024	12 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	16 400,99 $	
HYDRO-QUEBEC	29900003067420072 4	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 073,14 $	
INFO-EXCAVATION	7850	12 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	77 753,11 $	
LEDUC RH INC.	11489	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 082,39 $	
LEDUC RH INC.	11538	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 421,02 $	
LES INVESTISSEMENTS DALU INC.	2023	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	14 887,96 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MORNEAU SHEPELL LTE	1210944	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	10 921,82 $	
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	9935322710200727	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 115,52 $	
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	9935322710200826	31 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 113,98 $	
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES	56054904	03 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 823,74 $	
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES	56083960	03 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 823,74 $	
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES	56123905	05 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 823,74 $	
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES	56147356	11 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 823,74 $	
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES	56177876	11 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 823,74 $	
ROBERT HALF MANAGEMENT RESOURCES	56194988	13 AOÛT 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	8 370,37 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1426967	20 AOÛT 2020	PUGI, BENJAMIN	Service de la concertation des arrondissements - Location mensuelle de camionnette - Entente 1407595	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11 112,51 $	1407595
EXCAVATION L. MARTEL INC.	1427062	21 AOÛT 2020	HAMEL, ANDRE	SCA-20-12 Travaux d'accélération de la fonte de neige en bas de la carrière St-Michel	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	42 194,47 $	
GDI SERVICES (QUEBEC) S.E.C.	1413364	06 AOÛT 2020	EZZAHER, DRISS	Nettoyage d'un local pour évaluation canine - Gestion animalière	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	3 018,39 $	
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1427862	26 AOÛT 2020	PUGI, BENJAMIN	SLD-BCR-DTP-VOIRIE 2020 LOCATION DE 2 TOILETTES CHIMIQUES PORTATIVES ET CHAUFFÉES POUR L'ENTRETIEN INFRASTRUCTURE AU DÉPÔT À NEIGE LANGELIER SELON L'ITEM 5 DE L'ENTENTE 1408741 VALIDE DU 2020/03/18 AU 2023/03/17	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	3 351,08 $	1408741
IMPRIMERIE STE-JULIE INC.	1425313	06 AOÛT 2020	EZZAHER, DRISS	Autocollants - Brigade de propreté - $66.97/Mille unité	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	4 218,61 $	
LAFARGE CANADA INC	1427682	26 AOÛT 2020	PUGI, BENJAMIN	SLD-BCR-DTP-VOIRIE 2020 FOURNITURE DE PIERRE CONCASSÉE POUR LE CHANTIER (ENTRETIEN INFRASTRUCTURE) DU DÉPÔT À NEIGE LANGELIER SELON L'ENTENTE 1402405 VALIDE DU 2020-04-24 AU 2023-04-23	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	12 677,24 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1427811	26 AOÛT 2020	MC CUTCHEON, LUCIE	SLD-BCR-DAUSE-QUALITÉ DU MILIEU 2020 Service - Enfouissement résidus de balais de rue et de dépôts à neige	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	61 706,40 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1427811	26 AOÛT 2020	MC CUTCHEON, LUCIE	SLD-BCR-DAUSE-QUALITÉ DU MILIEU 2020 Service - Enfouissement résidus de balais de rue et de dépôts à neige	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	79 370,55 $	1253996
VISION METEO PLUS	1426726	18 AOÛT 2020	PUGI, BENJAMIN	Mise en place de 4 types de capteurs sur 2 sites d'élimination de la neige.	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 488,22 $	
7871104 CANADA INC.	1425765	11 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Travaux de réparation de drain privé dans l'arrondissement de Côte-Des-Neige/Notre-Dame-de- Grâce	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	22 486,22 $	
ENVIROSERVICES INC	1428113	28 AOÛT 2020	BAUDIN, CYRIL	BC Ouvert 2020 - Prélèvement et analyse de sol en pile pour Madison et Darlington	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $	1408088
GIVESCO INC.	1427437	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Ciment fond en sac	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	5 159,92 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1425339	06 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Contrat de gré à gré pour les services de nettoyage de puisards dans l'arrondissement.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	26 824,30 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1426867	19 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Paiement de la facture de travaux d'hydro excavation en urgence pour la journée du 19 août 2020	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 893,72 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1427548	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Paiement de la facture de travaux d'hydro excavation en urgence pour la journée du 23 août 2020	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 981,64 $	
INDUKTION GROUPE CONSEIL INC.	1426883	21 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Parc Martin Luther-King (Kent) - Acquisition et d'installation des éléments d'éclairage pour les terrains sportifs au parc.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 598,46 $	
INDUKTION GROUPE CONSEIL INC.	1426883	19 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Parc Martin Luther-King (Kent) - Acquisition et d'installation des éléments d'éclairage pour les terrains sportifs au parc.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	30 656,35 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1426827	19 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Travaux de réparation de drains privés dans l'arrondissement.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	22 498,82 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NCL ENVIROTEK INC	1426512	17 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Parc Coffee - Caractérisation environnementale préliminaire des sols et etude géotechnique.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	7 332,33 $	
PEPINIERE ABBOTSFORD INC.	1426819	19 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Achat d'arbres 2020	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Horticulture et arboriculture	10 369,98 $	
PEPINIERE A. MUCCI INC.	1391504	17 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	BC Ouvert 2020 - Mélange de terre de culture pour gazon et fosse d'arbre	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	4 745,43 $	1420740
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.	1426817	19 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Achat d'arbres pour plantation printemps 2020	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Horticulture et arboriculture	12 711,89 $	
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	1426820	19 AOÛT 2020	PLANTE, STEPHANE	Achat d'arbres de calibre pour plantation	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Horticulture et arboriculture	6 650,96 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427146	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de grosses pièces pour l'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	31,50 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427146	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de grosses pièces pour l'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	4 371,63 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427146	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de grosses pièces pour l'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	1 044,63 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427146	21 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Achat de grosses pièces pour l'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	813,65 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427460	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	31,50 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427460	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	4 371,63 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427460	25 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces d'aqueduc	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	1 044,63 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427850	28 AOÛT 2020	HOOPER, CHANTAL	Pièces pour la division Aqueduc/Égouts	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	7 867,87 $	1277188
TELTECH SIGNALISATION INC.	1396906	25 AOÛT 2020	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Signalisation (aqueduc)- 2020	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	1307671
2865-8169 QUEBEC INC.	1425606	10 AOÛT 2020	FILION, IVAN	Achat, livraison et installation de mobilier pour l¿aménagement des bureaux du Conseil des arts de Montréal (CAM) situé au 1210 Sherbrooke Est	Culture	Autres - activités culturelles	33 382,50 $	
BERTRAND R. PITT	1427421	24 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	¿uvre d'art public dans le cadre des Voies Actives Sécuritaires	Culture	Autres - activités culturelles	11 287,96 $	
BIBLIO RPL LTEE	1426015	14 AOÛT 2020	BELLEMARE, NATHALIE	Achat de fournitures pour les besoins de la préparation matérielle des documents destinés aux bibliothèques de la Ville de Montréal.	Culture	Bibliothèques	10 222,95 $	
CORPORATION DU THEATRE OUTREMONT	1424760	04 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Réalisation de projets liés à la francisation	Culture	Autres - activités culturelles	21 934,44 $	
COYOTE AUDIO INC.	1425221	06 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Conception et production de 5 balados sur les Concerts Campbell	Culture	Autres - activités culturelles	29 790,20 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1417040	14 AOÛT 2020	COURT, ALEXANDRA	Location d'un camion GMC Cube Monte Charge pour la période du 15 Juin au 15 Juillet 2020 et location d'un camion Chevrolet 16 pieds 3500 2019 pour la période du 15 Juin au 14 Août 2020 pour les besoins du CSP-Bibliothèques	Culture	Bibliothèques	3 640,03 $	
DL HERITAGE INC.	1425934	12 AOÛT 2020	ROSE, STEPHANIE	Transport, entreposage et intervention sur Signe Solaire Jean LEFEBURE	Culture	Autres - activités culturelles	5 564,33 $	
GERALDINE LAURENDEAU	1427560	25 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	¿uvre d'art public dans le cadre des Voies Actives Sécuritaires	Culture	Autres - activités culturelles	17 246,25 $	
JACQUES LEBLEU	1427390	24 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	¿uvre d'art public dans le cadre des Voies Actives Sécuritaires	Culture	Autres - activités culturelles	9 110,21 $	
LE CONSORTIUM ERUDIT SENC	1426686	18 AOÛT 2020	COURT, ALEXANDRA	Abonnement à la collection complète d¿Érudit, valide du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.	Culture	Bibliothèques	12 870,42 $	
OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA	1383997	04 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Programme ONF à la maison - Éditions automne 2019-2020	Culture	Autres - activités culturelles	2 624,69 $	
PROJET EVA	1425461	07 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Production et diffusion de l'extension COVID	Culture	Autres - activités culturelles	8 179,26 $	
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1425463	07 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Traduction, terminologie, révision et rédaction - Célébrer notre humanité	Culture	Autres - activités culturelles	2 341,22 $	
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1425463	24 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Traduction, terminologie, révision et rédaction - Célébrer notre humanité	Culture	Autres - activités culturelles	1 514,44 $	
TRICOT PIRATE	1427366	24 AOÛT 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Présentation d'un Projet dans la programmation culturelle au sein du projet des VOIES ACTIVES SÉCURIATIRES	Culture	Autres - activités culturelles	7 150,00 $	
ANNE-MARIE CHAGNON INC.	ma2019133	10 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Subvention accordée aux artistes en arts visuels et en métiers d'art_GDD 1171361002	Culture	Autres - activités culturelles	4 602,00 $	
DIFFUSION CHAMPLAIN	202008159220	20 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 332,16 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EDITIONS DE LA LOUPE	fa76972	05 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 617,44 $	
EDITIONS DE LA LOUPE	fa76973	05 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 778,35 $	
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	cw23232846	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 003,29 $	
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10035447	31 AOÛT 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 143,10 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	50981	05 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 441,90 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	51036	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 739,23 $	
LA MAISON DE L'EDUCATION (LIBRAIRE) INC	179984	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 471,44 $	
LA MAISON DE L'EDUCATION (LIBRAIRE) INC	180040	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 542,03 $	
LA MAISON DE L'EDUCATION (LIBRAIRE) INC	180114	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 746,45 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	108614	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 162,73 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	165100	05 AOÛT 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 470,86 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	165443	05 AOÛT 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 369,01 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	165632	21 AOÛT 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 543,55 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	165743	17 AOÛT 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 356,69 $	
LIBRAIRIE LE PORT DE TETE INC.	104574	05 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 585,60 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	622892	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 050,78 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	622908	11 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 176,95 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	622934	28 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 666,21 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	622949	28 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 613,58 $	
LIBRAIRIE MONET INC	238035	25 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 056,50 $	
LIBRAIRIE MONET INC	238860	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 686,08 $	
LIBRAIRIE MONET INC	239056	20 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 483,55 $	
LIBRAIRIE MONET INC	239730	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 832,92 $	
LIBRAIRIE PARAGRAPHE BOOKSTORE & CAFE	208814	18 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 479,23 $	
LIBRAIRIE PARAGRAPHE BOOKSTORE & CAFE	208928	31 AOÛT 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 940,00 $	
LIBRAIRIE PAULINES	138624	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 457,88 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7163161	20 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 188,48 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7163242	20 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 340,84 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	39969	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 722,43 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	39976	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 354,37 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	40006	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 253,77 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20254213	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 968,53 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20254220	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 214,46 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20254226	10 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 285,56 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20260548	20 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 289,19 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20260553	20 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 589,69 $	
PLANETE BD	3182	05 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 847,95 $	
PLANETE BD	3199	18 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 093,70 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PLANETE BD	3204	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 349,60 $	
PLANETE BD	3219	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 566,40 $	
PLANETE BD	3224	21 AOÛT 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	7 133,90 $	
DIGICAST	1426361	15 AOÛT 2020	LAVERDIERE, FRANCINE	Service des finances - Service de diffusion et de soutien pour la tenue d'assemblées générales annuelles des comités de retraite de la Ville de Montréal // Gré à gré	Dépenses communes	Administration, finances et approvisionnement	38 463,54 $	
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUEBEC	1426362	15 AOÛT 2020	AUDET, RICHARD	Service des finances - Paiement de facture pour achat d'un passeport multiusagers 2020-2021 pour la Division de la dette et trésorerie // Facture 1635141	Dépenses communes	Administration, finances et approvisionnement	2 241,48 $	
BURELLE AVOCATS	1321	25 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-000031	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 385,85 $	
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	65433	27 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais huissiers de justice	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 736,09 $	
COSIGMA STRUCTURE INC.	2540	24 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques rapport ingénérie dossier;19-001771	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 104,95 $	
DESJARDINS ASSURANCES GENERALES INC.	50022256412191	25 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001722	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 500,00 $	
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de200810dasresshum03	10 AOÛT 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Contrat # Q1637 - Retraités St-Laurent centre des coûts C208- pour la période 07	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	21 975,32 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	165050	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-002671	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 720,11 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	165051	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-002671	Dépenses communes	Autres - Administration générale	47 920,15 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	165748	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-002671	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 680,77 $	
INNOVASSUR ASSURANCE	50022256293195	26 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-002243	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 387,00 $	
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE	50017108381198	25 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001650	Dépenses communes	Autres - Administration générale	75 000,00 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	37712	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002238	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 067,29 $	
MUNICONSEIL AVOCATS	11238	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier Sue Montgomery	Dépenses communes	Autres - Administration générale	17 584,88 $	
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L.	9090256639	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques conseiller en relation de travail dossier 19-000220	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 551,24 $	
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L.	9090256643	06 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 20-00130	Dépenses communes	Autres - Administration générale	24 263,49 $	
PREVOST FORTIN D'AOUST	50022256725196	24 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier ; 19-001874	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 000,00 $	
RICHTER GROUPE CONSEIL INC.	20405199	24 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais étude dossier;14-002910	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 007,90 $	
SYNDICAT DES COLS BLEUS REGROUPES DE MONTREAL S.C.F.P. 301 / F.T.Q.	de200807dasresshum	10 AOÛT 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Assurance collective syndicale - col bleu permanent - période du 27-06-2020 au 31-07-2020	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	847 792,90 $	
SYNDICAT DES COLS BLEUS REGROUPES DE MONTREAL S.C.F.P. 301 / F.T.Q.	de200807dasresshum01	10 AOÛT 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Assurance collective syndicale - col bleu auxiliaire - période du 27-06-2020 au 31-07-2020	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	262 600,53 $	
SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX DE MONTREAL	de200807dasresshum	10 AOÛT 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Assurance collective syndicale - col blanc permanent du 20-06-2020 au 31-07-2020	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	1 141 226,06 $	
SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX DE MONTREAL	de200807dasresshum01	10 AOÛT 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Assurance collective syndicale - col blanc non permanent du 27-06-2020 au 31-07-2020	Dépenses communes	Rémun. et cotisations de l'employeur - À redistribuer	307 695,92 $	
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	201584	31 AOÛT 2020	RONDEAU, RONALD	Affaores juridiques frais évaluateurs agrées dossier;18-000488	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 168,02 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ASSOCIATION DES SOCIETES DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DE MONTREAL (ASDCM)	1207796001200804	04 AOÛT 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796001, ASDCM, 1er vers. de 1 en 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	60 000,00 $	
ASSOCIATION DES SOCIETES DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DE MONTREAL (ASDCM)	1207796009200828	28 AOÛT 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796009 / ASDCM - COVID-19 / 1er versement de 2 / 1/1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	100 000,00 $	
S.I.D.A.C. LA PROMENADE FLEURY	1197796009200805	05 AOÛT 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1197796009, S.I.D.A.C. La Promenade Fleury, programme de soutien financier des interventions visant l'amélioration des affaires (15-083), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	100 000,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL LA ZONE DECARIE NORD	1197796009200803	03 AOÛT 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1197796009, SOCIÉTÉ SDC La Zone Décarie Nord, programme de soutien financier des interventions visant l'amélioration des affaires (15-083), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	85 282,00 $	
9250-2558 QUEBEC INC.	1424863	04 AOÛT 2020	GUIDOIN, STEPHANE	Direction générale - Planification et contenu événement Expérience Ville intelligente - Échéancier : 23 juillet au 28 octobre 2020	Direction générale	Gestion de l'information	22 824,28 $	
ERNST & YOUNG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	1426974	20 AOÛT 2020	LAPOINTE, NORMAND	Direction générale - Paiement de facture - Conseiller en économie, économiste pour la réouverture de bureau pour Ville de Montréal pendant le covid-19.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	62 992,50 $	
ESPACES TEMPS MONTREAL	1386281	10 AOÛT 2020	LAPOINTE, NORMAND	Accorder un mandat gré à gré de services professionnels à Espace Temps, pour cartographier l¿écosystème social des jardins des Hospitalières, pour une somme maximale de 24 725,37 $, taxes incluses ¿ Projet 19-1075	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	7 630,49 $	
INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUEBEC	1425614	10 AOÛT 2020	LAPOINTE, NORMAND	Direction générale - Paiement de facture pour Contribution - Prix d'excellence de l'IAPQ 2020 // Facture du 3 août 2020	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 000,00 $	
JACQUES E TREMBLAY	1424709	03 AOÛT 2020	GUIDOIN, STEPHANE	Direction générale - Acquisition des services d'un conseiller en gestion, management INEX (15 heures de coaching-conseil)	Direction générale	Gestion de l'information	3 937,03 $	
PUBLICATION MASS-MEDIA INC	1425617	10 AOÛT 2020	THERRIEN, JEAN	Direction générale - Paiement facture pour Licence / Abonnement Le Courrier parlementaire©/ L'Actualité gouvernementale 2020/2021 - Période de 10 mois débutant le 10 septembre 2020 // Facture C634B1080	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 362,22 $	
URBAIN SUSTAINABILITY DIRECTORS NETWORK	1427945	27 AOÛT 2020	RIBAUX, SIDNEY	Direction générale - paiement de facture - Frais de cotisation 2020	Direction générale	Protection de l'environnement	10 762,08 $	
COALITION MONTREALAISE DES TABLES DE QUARTIER	1366460	01 AOÛT 2020	BASTIEN, NADIA	2183220003 - Contrat de services professionnels pour réaliser un état de situation du processus d'élaboration et de mise en oeuvre des plans d'action par les Tables de quartier	Diversité et inclusion sociale	Développement social	15 000,00 $	
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1425405	06 AOÛT 2020	BASTIEN, NADIA	Paiement des coûts d'inscription de formation pour Salwa Majouji et Amélie Dubé	Diversité et inclusion sociale	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	2 500,00 $	
NISKA COOPERATIVE DE TRAVAIL	1427632	25 AOÛT 2020	ZANFONGNON, RAMANA	PLAN D'ACTION EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL	Diversité et inclusion sociale	Développement social	16 877,79 $	
AFRIQUE AU FEMININ	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 026,00 $	
AIM CROIT	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 648,00 $	
ASSOCIATION POUR LA SANTE PUBLIQUE DU QUEBEC (A.S.P.Q.)	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 204,00 $	
CARREFOUR DES FEMMES D'ANJOU	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 001,00 $	
CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI ST-LAURENT	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 069,00 $	
CARREFOUR RELANCE	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 034,00 $	
CENTRE D'ART ET DE DIFFUSION CLARK	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 511,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COOPERATIVE DE SOLIDARITE ECTO	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 987,00 $	
ECOLE DE JOAILLERIE DE MONTREAL	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
ESPACE CULTUREL CENTRE NORD	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 134,00 $	
FONDATION POUR LA FORMATION ET LE DEVELOPPEMENT T.R.E.E.	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 176,00 $	
IMPULSION TRAVAIL	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 959,00 $	
LA FONDATION POUR ENFANTS DIABETIQUES	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 419,00 $	
OPERA DE MONTREAL	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
OPERA DE MONTREAL	da2011361006a	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_Maisonneuve	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
RESTO PLATEAU	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI DE L'EST INC.	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 542,00 $	
SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI DE L'EST INC.	da2011361006b	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_Robert Chevalier	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 091,00 $	
SORIF INC.	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 313,00 $	
THEATRE DE L'OEIL INC	da2011361006	31 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020.	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 015,00 $	
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR INC.	1425412	07 AOÛT 2020	URRA, PAULA	2020 - Sensibilisation des citoyens pour le compostage MHM	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	27 601,44 $	
9289-6000 QUEBEC INC.	1426722	18 AOÛT 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Soumission reçu le 18 Août 2020 Mobilier Bancs-Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	35 600,00 $	
9753745 CANADA LTD.	1409469	10 AOÛT 2020	LARRIVEE, MAXIM	Modification à la base de données et au serveur ainsi que la maintenance de la plateforme et appli pour les appareils mobiles pour eButterfly et abeilles citoyennes selon la soumission en date du 24 mars 2020 et la soumission du 29 juillet	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 325,00 $	
A & A VITRES ET MIROIRS INC.	1424900	04 AOÛT 2020	JODOIN, JULIE	Voir la soumission S20-414 du 03/08/2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 775,00 $	
A & A VITRES ET MIROIRS INC.	1426839	19 AOÛT 2020	JODOIN, JULIE	Selon la soumission S20-433	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 300,00 $	
AD HOC ARCHITECTES INC.	1332998	11 AOÛT 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Conception et surveillance des travaux pour l'aménagement d'une nouvelle boutique au Biodôme de Montréal (2402) - AO sur invitation	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 510,00 $	
AEROLITE METEORITES INC	1424678	03 AOÛT 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	Météorite Campo del Cielo 48.2kg with Stand	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	24 980,51 $	
BALL SUPERIOR	1390838	02 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Semences et bouture pour les Jardins extérieurs (compte client #2220)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 258,32 $	
CAM MECANIQUE INC.	1426780	27 AOÛT 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	Travaux en mécanique, dans le cadre du projet d¿installation de nouveaux projecteurs au Planétarium de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 190,00 $	
CARGILL SEL SECURITE ROUTIERE	1390864	02 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Sel de déglaçage pour le Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 100,00 $	1370108
CHARLES KANTOR	1425623	10 AOÛT 2020	SAINT-GERMAIN, MICHEL	Offre de service pour le développement d'un algorithme de reconnaissance d'images d'insectes selon la soumission 2020-01	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 957,75 $	
CHRISTIANE GAGNON	1387748	27 AOÛT 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	(MOB.ÉCO.) - Convention de services professionnels - Effectuer des retouches esthétiques de décors dans les écosystèmes du Biodôme en fonction de nos besoins	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	70 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPUGEN INC.	1422797	13 AOÛT 2020	BILODEAU, MATHIEU	2 écrans de 15 pouces pour billetterie du biodôme soumission 4143173SQ	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	977,28 $	1163303
COMPUGEN INC.	1422797	13 AOÛT 2020	BILODEAU, MATHIEU	2 écrans de 15 pouces pour billetterie du biodôme soumission 4143173SQ	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	1 976,36 $	
CONCEPT TROPIK'ART IMAGINATION	1425040	05 AOÛT 2020	BERNIER, MARTINE	Parcours des pas sorciers selon la soumission en date du 29 août 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 854,52 $	
CREATIONS JADE	1427179	24 AOÛT 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Parapluies destinées à la revente - Boutiques espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 156,40 $	
CREONIX	1406162	05 AOÛT 2020	KERR, NATASHA	Service de maintenances et de programmation pour le site web de Mission Monarque et abeille citoyenne selon la soumission 1041 et puis 1042	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 050,00 $	
ENSEIGNES CMD INC.	1424906	04 AOÛT 2020	LE NAY, ALBANE	Soumission 2081086	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 140,00 $	
ESPRESSO VENTES MALI INC.	1425734	11 AOÛT 2020	JODOIN, JULIE	Soumission 2020-00330 Espresso	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 383,00 $	
GESTION C. & L. LAROCHELLE INC. - CANADIAN TIRE	1390853	26 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Fournitures et matériaux de quincaillerie pour les Jardins extérieurs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,15 $	
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	1427042	27 AOÛT 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	Travaux en électricité, dans le cadre du projet d¿installation de nouveaux projecteurs au Planétarium de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	32 395,00 $	
LALLEMAND INC.	1420718	19 AOÛT 2020	CHARPENTIER, ANNE	Pesticide et insecticide pour la lutte contre l'agrile du frêne	Espace pour la vie	Horticulture et arboriculture	31 602,00 $	
LES CERCLES DES JEUNES NATURALISTES	1425876	11 AOÛT 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Dernier versement du contrat - Prestations d'animation dans le cadre de d'EPLV sur la route.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 000,00 $	
LES ENSEIGNES PROFESSIONNELLES	1424963	05 AOÛT 2020	LE NAY, ALBANE	Projet Biodôme : Déplacement d'écrans, sabler et repeidre les pattes d'un mobilier.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 700,00 $	
LES ENTREPRISES TZANET INC	1425010	05 AOÛT 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Soumission 61546 du 30/07/2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 240,42 $	
LISE SEGUIN	1427049	21 AOÛT 2020	LAURENCE, ETIENNE	Uniformiser la mise en page des documents, provenant de diverses sources pour l¿obtention de l¿accréditation de l¿AZA pour le Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1427917	27 AOÛT 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	Fourniture de luminaires, dans le cadre du projet d¿installation de nouveaux projecteurs au Planétarium de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 982,96 $	
MCROBERTS SALES CO., INC.	1428015	27 AOÛT 2020	WONG, EMIKO	IQF Lake Smelt 3" average - pour alimentation animale	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 840,00 $	
PEP CONCEPT INC.	1426911	20 AOÛT 2020	JODOIN, JULIE	Vêtements Équipe des collections vivantes EPLV voir soumission 203370	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 384,50 $	
PLANT PRODUCTS INC.	1390909	02 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Produits et fournitures horticoles des Jardins extérieurs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 000,00 $	
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC.	1427108	21 AOÛT 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Selon le devis QO-02366	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	33 762,00 $	
RONALD CLEMENT	1428158	28 AOÛT 2020	LAURENCE, ETIENNE	(ADM. TRAD) - Convention de services professionnels - Traduction du français vers l¿anglais et de révision de textes anglais.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 000,00 $	
SANIVAC	1419561	13 AOÛT 2020	BOISVERT, SUZANNE	Location de Station de lavage Soumission 0-11328	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 382,96 $	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1426764	19 AOÛT 2020	JODOIN, JULIE	Soumission S-2189 du 07/08/2020 pour biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 020,00 $	
SONOTECHNIQUE P.J.L. INC.	1425164	05 AOÛT 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.SONO : Système audio pour la diffusion live en streaming	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 146,80 $	
TENAQUIP LIMITED	1390924	02 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Équipements de sécurité pour les Jardins extérieurs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 332,00 $	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1390914	01 AOÛT 2020	CHARPENTIER, ANNE	BCO 2020 - Fournitures horticoles pour les Jardins extérieurs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	29 500,00 $	
UNIFORMES PERSONNALISES INC.	1425487	07 AOÛT 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	Bean bags pour le Planétarium Rio Tinto Alcan	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 290,00 $	
CANADIAN ARTS PRINTS INC.	544143	04 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Marchandise de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 210,20 $	
CISION QUEBEC INC.	63160	14 AOÛT 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #435 : Surveillance de la visibilité média radio-télévision, Surveillance mensuelle de la presse écrite, coupures avec sommaire, résumé de nouvelles éditées et droit d'auteur pour l'Espace pour la vie - Juillet 2020.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 128,32 $	
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	150926	14 AOÛT 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #396 : Dépliants «Programmation Jardins été 2020».	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 694,00 $	
EBI MONTREAL INC.	053222	21 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	Disposition des déchets - Période du 16 au 31 juillet 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 566,23 $	
ILOT 307 INC.	fc00051710	11 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Marchandise de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 504,24 $	
LE DEVOIR INC.	de216806	14 AOÛT 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #409 : Publicité parue dans Le Devoir le 2020-08-01 - campagne d'été Jb.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 200,00 $	
LES EQUIPEMENTS LAGUE	205985	18 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	Fin de contrat - Véhicule utilitaire modèle TE Gator - Contrat #120-0002007-007	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 560,00 $	
LES PRODUITS NORTH HATLEY INC.	44427	04 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Produits d'érable pour revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 703,20 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MEDIAQMI INC.	er00191313	14 AOÛT 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #444 : publicité parue dans le Journal de Mtl. le 2020-06-13 - Campagne d'été Jb.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
MEDIAQMI INC.	er00192921	14 AOÛT 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #411 : Publicité parue dans le Journal de Mtl. le 2020-07-24 - Campagne d'été EPLV sur la route.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,00 $	
MEDIAQMI INC.	er00193266	14 AOÛT 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #445 : Publicité parue dans le Journal de Mtl. le 2020-08-01 - Campagne d'été Jb.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
MONAS & CIE LTEE.	618715	12 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Appareil Vitamix	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 995,00 $	
NICOLAS DES ORMEAUX	2007	06 AOÛT 2020	KERR, NATASHA	Réalisation d'une oeuvre d'art éphémère pour l'événement d'Halloween au Jardin botanique du 2 au 31 octobre	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 205,78 $	
OKO CREATIONS INC.	58283	11 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Marchandise de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 017,46 $	
SAFARI PROGRAMS INC.	145399	11 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Louets peluche pour revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 065,24 $	
UN OCEAN DE SAVEURS INC.	1117	11 AOÛT 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Marchandise de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 641,80 $	
WM QUEBEC INC.	008836607336	18 AOÛT 2020	GAGNE, ANNIE	Collecte des déchets du 2 et 9 mars 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 614,48 $	
BANG THE TABLE CANADA LTD	1426322	14 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Renouvellement licence annuelle EngagementHQ, voir soumission2020 en annexe	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	19 275,70 $	
BELL MEDIA INC.	1427256	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement média - Réseau Express Velo, du 21 septembre au 11 octobre 2020 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 677,18 $	
COGECO MEDIA ACQUISITIONS INC.	1427274	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement Media - Réseau Express Vélo, du 21 septembre au 11 octobre 2020 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 713,97 $	
COMMUNICATIONS ELYSE NOEL DE TILLY INC.	1425662	10 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Communications Elyse Noel de Tilly - Conception & rédaction - Les bon comportements dans les parcs (soumission 20MTL01)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 490,83 $	
COMMUNICATIONS RIVAGE INC.	1425684	11 AOÛT 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	Communications Rivage - Production multimédia - Soumission 0002643	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 028,92 $	
COOP CULTURE CIBLE	1424896	04 AOÛT 2020	TREMBLAY, LOUISE	Coop Culture CIble - Placement média - Campagne 2020 Accès culture- 1er août au 31 octobre, voir soumission du 2020-07-28 / SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 406,86 $	
DOMINIQUE LAFOND	1425967	12 AOÛT 2020	TREMBLAY, LOUISE	Dominique Lafond - Photographie - Séance photo compostage le 31 juillet 2020, voir Devis 1811 du 27/07/2020	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 674,56 $	
LA PRESSE LTEE	1427216	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	La Presse - Placement média - Campagne Agrile du Frêne - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 748,12 $	
LA PRESSE LTEE	1427247	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement média - Réseau Express Vélo du 14 au 27 septembre - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 748,07 $	
LA PRESSE LTEE	1428010	27 AOÛT 2020	BEDARD, JOSEE	Service Placement média - Campagne bons comportement parcs pour la période du 24 août au 20 septembre 2020- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 498,76 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1424879	04 AOÛT 2020	MARCHAND L'ITALIEN, CYNTHIA	L'empreinte Imprimerie - Système PrintSys - Commande 6795 datée du 27 juillet 2020	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 580,08 $	
NM QUEBEC INC.	1427235	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement média - Réseau Express Vélo - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 448,87 $	
OBOXMEDIA	1427312	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement Media - Vision Zéro - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 233,63 $	
OUTFRONT MEDIA CANADA LP	1428030	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Placement média - Campagne des bons comportement parcs- Protection des milieux naturel pour la période du 31 août au 7 septembre 2020- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	20 210,09 $	
PELMOREX CANADA INC.	1427231	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement média - Réseau Express Vélo - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 498,75 $	
PELMOREX CANADA INC.	1428013	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Placement média - Campagne Protection des milieux naturels (Parc du Mont-Royal, Parc de la Visitation, Parc nature Pointe aux prairies, Parc nature Bois de liesse, Parc Angrignon) période du 16 août au 13 septembre 2020 COMM	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	8 399,01 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1394437	31 AOÛT 2020	HAMEL, NATHALIE	BC ouvert - PostMedia - Placement média d'avis obligatoires - Année 2020, - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	52 493,75 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1427243	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement média - Réseau Express Vélo du 21 septembre au 4 octobre 2020 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 937,03 $	
PUBLICITE SAUVAGE INC.	1424890	04 AOÛT 2020	TREMBLAY, LOUISE	Service - Placement média - Campagne 2020 Accès Culture (soumission 39400) / SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 498,75 $	
QUEBECOR MEDIA AFFICHAGE	1428016	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Placement média - Campagne bons comportement parcs: Protection des milieux naturels pour la période du 31 août au 20 septembre 2020- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 748,12 $	
QUEBECOR MEDIA VENTES	1427306	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement Media - Vision Zéro du 31 août au 27 septembre 2020 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 039,40 $	
QUEBECOR MEDIA VENTES	1428006	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Placement média - Campagne Agrile du frêne pour la période du 1er juillet au 13 septembre 2020- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	16 401,15 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SBI AUDIO-VISUEL INC.	1424886	04 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	SBI Audiovisuel - Équipement consultation publique - Parc Travaux (soumission 200813-A1) /SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 257,23 $	
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1408511	01 AOÛT 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	Services Linguistiques Versacom - Traduction - Eau	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 624,69 $	
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1408511	29 AOÛT 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	Services Linguistiques Versacom - Traduction - Eau	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 249,37 $	
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1417871	29 AOÛT 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	BCO - Services Linguistiques Versacom - Traduction - SUM/REV-velo / SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 674,56 $	
SIA PARTENAIRES INC.	1425957	12 AOÛT 2020	GRANDMAISON, BRIGITTE	Sia Partenaires - Conseiller en productivité et performance - Système de gestion des insatisfactions, voir doc. GÀG en annexe- CSP#20200015	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	69 990,44 $	
SIGNEL SERVICES INC	1377668	01 AOÛT 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	Signel Services - Signalisation pour le projet Sainte-Catherine - Projet Sainte-Catherine. voir Soumission 25388	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 409,46 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1394739	01 AOÛT 2020	BLAIS, MARTIN	Société Canadienne des Postes - Envois postaux - Carte Accès Montréal Saison 2019-2020	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	62 992,50 $	
SOCIETE RADIO-CANADA	1427226	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Société Radio-Canada - Placement média - Agrile du Frene - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	18 041,05 $	
SYSTEME D'INFORMATION BATIMENT DEVISUBOX INC	1424888	04 AOÛT 2020	TREMBLAY, LOUISE	DevisUbox - Photographie rénovations de bibliothèques - Timelapse projet RAC, voir soumission 2020-07-24	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	11 939,91 $	
TOMI GRGICEVIC	1428020	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Production multimédia - produire des capsules vidéo pour projet Place de l¿avenue McGill collège- septembre 2020- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	7 716,58 $	
TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	1403667	04 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	BCO - Traductions Tom Donovan - Service de Traducteur - Projet Sainte-Catherine	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 099,75 $	
VERIZON MEDIA CANADA CORP.	1428024	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Placement média - Campagne Réseau Express Vélo pour la période du 5 octobre au 25 octobre 2020- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 748,12 $	
VIE DE PARENTS INC.	1427289	24 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Placement média - Vision Zéro du 31 août au 28 septembre 2020 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	8 399,00 $	
VINCENZO D'ALTO	1427995	27 AOÛT 2020	VIDAL, STEPHANIE	Service Photographie - Photos avant et après de 28 endroits -se rendre 2x à chaque endroit et prendre 5 à 10 photos - Vision Zéro- Services des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 674,56 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112619863	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 607,74 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112622085	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 716,75 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112622086	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 338,84 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112622087	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 287,72 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112622088	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 663,13 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112622089	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 062,80 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112622090	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 848,27 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112625305	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 184,64 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112625306	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 660,91 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112626968	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 572,52 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112629421	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 540,99 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112629422	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 347,40 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112629423	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 582,24 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112630210	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 120,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	31465721	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 923,56 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	31465722	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 154,19 $	
LES PETROLES PARKLAND	31465724	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 293,85 $	
LES PETROLES PARKLAND	31465725	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 763,00 $	
LES PETROLES PARKLAND	31479558	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 560,02 $	
LES PETROLES PARKLAND	31479560	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 249,76 $	
LES PETROLES PARKLAND	31479571	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 197,71 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531731	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 191,63 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531735	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 473,23 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531736	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 910,55 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531737	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 747,61 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531738	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 323,12 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531745	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 328,24 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531755	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 167,13 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531756	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 829,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	31531757	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 107,01 $	
LES PETROLES PARKLAND	31550116	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 281,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	31554370	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 844,57 $	
LES PETROLES PARKLAND	31585621	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 880,09 $	
LES PETROLES PARKLAND	31585622	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 556,85 $	
LES PETROLES PARKLAND	31588903	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 612,37 $	
LES PETROLES PARKLAND	31607493	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 067,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	31607495	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 219,83 $	
LES PETROLES PARKLAND	31617428	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 966,22 $	
LES PETROLES PARKLAND	31617429	19 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 542,81 $	
LES PETROLES PARKLAND	31648443	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 367,30 $	
LES PETROLES PARKLAND	31648444	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 477,53 $	
LES PETROLES PARKLAND	31648445	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 525,43 $	
LES PETROLES PARKLAND	31648450	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 200,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	31648451	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 433,85 $	
LES PETROLES PARKLAND	31660153	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 378,36 $	
LES PETROLES PARKLAND	31660154	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 545,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	31660159	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 116,37 $	
LES PETROLES PARKLAND	31660160	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 182,71 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	31689957	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 512,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	31689971	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 939,15 $	
LES PETROLES PARKLAND	31689972	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 127,87 $	
LES PETROLES PARKLAND	31709682	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 844,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	31709700	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 114,98 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726431	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 785,40 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726434	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 030,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726435	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 114,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726436	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 112,88 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726437	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 162,87 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726441	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 251,67 $	
LES PETROLES PARKLAND	31726442	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 509,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	31738759	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 307,69 $	
LES PETROLES PARKLAND	31738761	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 731,00 $	
LES PETROLES PARKLAND	31738762	22 AOÛT 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 032,18 $	
GOVERNMENT FINANCE OFFICERS ASSOCIATION	1426043	13 AOÛT 2020	COURCHESNE, YVES	Service des finances - Renouvellement de l'adhésion à la Government Finance Officers Association (GFOA) pour l'année 2020-2021 (1er août 2020 au 31 juillet 2021) // Facture 0264005	Finances	Administration, finances et approvisionnement	6 180,17 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202037p	16 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 378,09 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202038p	16 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 564,79 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202039p	16 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 018,09 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202040p	16 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 701,88 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202041p	27 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 299,01 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202043p	27 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 686,64 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	allocationensemblemontreal202044p	27 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 637,29 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	rechercheelusensemblemtl202032e	16 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 396,65 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	rechercheelusensemblemtl202033e	27 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 735,27 $	
ENSEMBLE MONTREAL.	rechercheelusensemblemtl202034e	27 AOÛT 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 942,17 $	
9129-2201 QUEBEC INC.	1426600	18 AOÛT 2020	SOULIERES, MICHEL	Installer les conduits de raccordement à l¿édifice au niveau réseau d¿aqueduc de la rue Gosford à l'hôtel de ville (0001) - Incidences 15507	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	44 072,15 $	
9338-4139 QUEBEC INC.	1398234	24 AOÛT 2020	BOUVRETTE, JEAN	Travaux de réfection des plafonds dans le local de Naturalia au niveau 100 du Biodôme de Montréal.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 987,46 $	
ADDENERGIE TECHNOLOGIES INC.	1427163	24 AOÛT 2020	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Fourniture de quatre (4) bornes de recharge en montage double piédestal et services connexes à l'aréna Raymond-Bourque (3112) - Incidences 15329	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	11 351,44 $	
AEDIFICA INC.	1425608	10 AOÛT 2020	SOULIERES, MICHEL	Vérifications techniques et fonctionnelles requises pour la prise de possession du base-building et conception et le suivi des travaux des installations temporaires au Centre Peter-McGill (8156)	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	53 123,67 $	
ALLB INC.	1425713	11 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Effectuer l'inventaire des composantes des équipements mécaniques électriques du Marché Bonsecours.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 791,05 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ALUMASAFWAY INC.	1426541	18 AOÛT 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST LE SUD OUEST LOCATION ÉCHAFAUDAGE BAIN ÉMARD AZIZE, KAMIL	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 157,50 $	
ASCENSEURS INNOVATEC INC.	1427309	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer la valve hydraulique de l'ascenseur	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 396,36 $	
ASCENSEURS INNOVATEC INC.	1427322	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer le tour de porte en inox de la cabine d'ascenseur	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $	
BATTERIES DIXON INC.	1426979	20 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	CHABOT - ACHAT BATTERIE POUR P.E.P ÉCLAIRAGE D'URGENCE POUR BAT:9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 052,03 $	
CENTRE DE TOITURES B & S LTEE	1427939	27 AOÛT 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST - METIERS - ACHAT DE MATERIAUX DE REPARATION DE TOITURES - REGION OUEST - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 794,15 $	
CFS CONSULTANTS EN SECURITE INC.	1427046	21 AOÛT 2020	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Étude de centralisation du système de surveillance par cameras dans le cadre du projet de mise aux normes de l¿aréna Raymond Bourque (3112) - Incidences 15153	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	4 549,21 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1424279	01 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Vérifier l'éclairage d'urgence, faire le relampage du garage et changer des tubes. ouvrage 0419. Jacques St-P.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 795,40 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1427337	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Faire la réparation des ballasts défectueux et faire la programmation	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 880,87 $	
COFORCE INC.	1425632	10 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	2 factures Repeindre 3 bureaux de direction et réparer et peindre grand mur. ouvrage 0213 Martin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 006,94 $	
COFORCE INC.	1425633	10 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	2 factures Réparer les portes d'armoires au 1e étage. Travaux multi service (aucun détail) Ouvrage 0213 Martin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 748,91 $	
COFORCE INC.	1425796	11 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	2 factures Gratter et peindre des escaliers ouvrage 1090 Réparer une douche qui coule ouvrage 0422	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 432,04 $	
COFORCE INC.	1427747	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparer les murs et le plafond suite à un dégât d'eau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 325,03 $	
COFORCE INC.	1427787	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Peindre le devant de l'ascenseur	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 924,79 $	
COFORCE INC.	1427788	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Changer les tuiles dans le bloc de détention	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 744,29 $	
COMBUSTION EXPERT ENERGIE INC.	1426027	13 AOÛT 2020	CAPPELLI, JEAN	Location et installation d'une chaudière au gaz naturel dans le cadre du chauffage temporaire du Centre Pierre-Charbonneau (0087)et de l'aréna Maurice-Richard (0450) - Contrat 15623 - AO sur invitation	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	62 887,51 $	
CONSTRUCTION MAP 2000	1427723	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Transport et enlever les 14 moustiquaires. Réparation des supports d'aluminium, nettoyage.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 456,71 $	
CONSTRUCTION MAP 2000	1427731	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de moustiquaires, transport et installation	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 407,36 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1427663	25 AOÛT 2020	CORBEIL, SEBASTIEN	Achat de 50 portables HP Elite Book avec accessoires (pour Francois Langevin).	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	32 233,86 $	1164102
DESCAIR INC.	1388926	01 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	BC OUVERT 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 923,91 $	
DOUVILLE, CROISETIERE & ASSOCIES INC.	1406259	06 AOÛT 2020	LALONDE, SOPHIE	Création d'un plan d'action en expérience client	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	33 364,34 $	
EBI ENVIROTECH INC.	1425491	07 AOÛT 2020	DESSUREAULT, ANNIE	nettoyage du réseau d¿entretien des puisard 3553 St-Patrick	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 017,87 $	
ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DAWCO INC.	1413280	05 AOÛT 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Travaux d'électricité Jardin Aquatique selon soumission 20-450	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	9 151,38 $	
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1426160	13 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	3 factures pour les ouvrages - 3717- 3715 - 3712 - Inspection et réparations suite aux inspections Rassure-toit.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 186,41 $	
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1427185	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Suite à l'inspection du programme Rassure-toit, faire le nettoyage de la toiture et certains travaux correctifs mineurs.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 981,64 $	
EPM MECANIQUE	1425977	12 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur système de chauffage qui est trop fort partout dans le bâtiment.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 408,22 $	
ETHNOSCOP INC.	1425613	10 AOÛT 2020	CAPPELLI, JEAN	Services en archéologie dans le cadre du projet de l¿hôtel de ville (0001) - Contrat 15506	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	13 064,61 $	1409227
EXPERMAT	1426584	18 AOÛT 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture et livraison de deux plaques en aluminium pour couvrir des joints de dilation dans la fente sud du Biodôme de Montréal (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 786,64 $	
G & B COTTON INC.	1425720	11 AOÛT 2020	CAPPELLI, JEAN	Deux percées exploratoire de l¿enveloppe du pavillon Benoit Verdickt (3841) - Incidences 15497	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 579,42 $	
GESTION IMMOBILIERE BROCCOLINI INC.	1427586	25 AOÛT 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Service d'entretien sanitaire, de la collecte des ordures, de la récupération, le déneigement et gestion parasitaire du 2300 Alfred-Nobel et 7140 Albert Einstein pour la période du 1er janvier au 31 mars 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 166,28 $	
GESTION PFB	1426295	14 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Divers travaux de menuiserie dans la caserne, dont installer coupe-froid, seuils tombant, astragales et ferme-porte ainsi que vérifier toutes les fenêtres de la casernes. Changer 6 poignées.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 355,40 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION PFB	1428060	28 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Fournir main-d'¿uvre pour réparer une grosse porte grillagée à l'arrière de la bâtisse, matériaux et quincaillerie.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 505,31 $	
GRAND-MAISON ET FILS	1427333	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Fournir et installer une nouvelle porte en acier ainsi que la quincaillerie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 155,02 $	
GRAND-MAISON ET FILS	1427719	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Fournir et installer une porte en acier avec moteur jackshaft et minuterie.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 228,25 $	
GROUPE ABS INC.	1424472	01 AOÛT 2020	SOULIERES, MICHEL	Services professionnel en environnement requis pour la réhabilitation du site de la cour de services Sud-Ouest sise au 3552-3558 rue St-Patrick (1094)	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	76 409,50 $	1370782
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1399554	18 AOÛT 2020	REICHSON, JORDY	Services d'agents de sécurité - Conformités SEAO - Période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 687,77 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1399865	17 AOÛT 2020	TURGEON, FRANCOISE	Services d'agents de sécurité - 4 POINTS DE SERVICES - Du 01-01-2020 au 31-12-2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	72 610,61 $	
HONEYWELL LTEE	1423747	01 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Vérification et réparation de l'unité de chauffage UTA-1. ouvrage 1061. C.H.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 694,19 $	
HONEYWELL LTEE	1424307	11 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacement d'une partie de chaudière, section intermédiaire. ouvrage 3684 Vendrys R.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 691,71 $	
HONEYWELL LTEE	1424461	01 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer le moteur de ventilation ouvrage 3679 François	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 133,69 $	
HONEYWELL LTEE	1427326	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparer une fuite de réfrigérant dans la salle des serveurs	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 460,28 $	
HONEYWELL LTEE	1427328	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparer une fuite de réfrigérant et faire un vacuum	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 706,24 $	
HONEYWELL LTEE	1427712	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparations des pompes de surpression qui coulent	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 048,82 $	
HYDRO-QUEBEC	1427878	27 AOÛT 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Travaux mineurs qui consiste à l¿accroissement de l¿entrée électrique de 400A vers 600A, 347/600V à la bibliothèque Maisonneuve (0100) - Incidences 15349	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	14 251,00 $	
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1426651	18 AOÛT 2020	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Fourniture et installation du câblage informatique dans le cadre du projet de mise aux normes de l¿Auditorium de Verdun et aréna Denis-Savard (3234) - Incidences 15280	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	18 105,41 $	1357525
JACOB ELECTRIQUE INC	1425628	10 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer le contrôleur sdb et 2e mise en marche et programmation ouvrage 3095 Martin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 007,58 $	
JACOB ELECTRIQUE INC	1427301	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Divers travaux en électricité tel que: relampage, changer fixtures et ballasts etc.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 386,74 $	
JALBERT SOUDURE INC.	1426608	18 AOÛT 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST VILLE MARIE APPEL DE SERVICE POUR RÉPARATION DE SOUDURE ÉDIFICE PLESSIS KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 052,52 $	
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1424687	03 AOÛT 2020	REICHSON, JORDY	Gré à Gré - Services de déménagement des équipements et fournitures de bureau du futur centre de service du SGPI et de l'unité de la patrouille vers les locaux du 229 et 260 situés au 2580 St-Joseph	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 425,23 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1425880	12 AOÛT 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST MÉTIERS PIECE PORTES DE GARAGE OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST KHALID, KHARBOUCH	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 725,52 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1426407	17 AOÛT 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST MÉTIERS MOTEUR POUR DEUX PORTES C.S.M MADISON KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 708,58 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1426674	18 AOÛT 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST MÉTIER ACCESSOIRES PORTE DE GARAGE C.S.M MADISON KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 729,67 $	
LC ENTREPRENEURS GENERAUX (2000) LTEE	1426977	20 AOÛT 2020	SOULIERES, MICHEL	Remplacement des revêtements des murs de la salle de lavage de la cour de services Ville-Marie, située au 1455 Bercy (0879) - Contrat 15659 - AO sur invitation	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	95 006,86 $	
LE GROUPE MASTER INC.	1424680	05 AOÛT 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST - LE SUD-OUEST - ACHAT DE REFRIGERANT - REGION OUEST - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 196,87 $	
LE GROUPE MASTER INC.	1425037	05 AOÛT 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST - CHAUFFAGE - ACHAT DE GASKET, DAMPER ET BLOWER DE COMBUSTION - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME-DE-GRACE (BENNY), 6445 AVENUE DE MONKLAND - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 105,70 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1424596	13 AOÛT 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST - CHAUFFAGE - CONTROLE DE NIVEAU ET PROGRAMMEUR - BAIN EMARD, 6071 RUE LAURENDEAU - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	225,93 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1424596	05 AOÛT 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST - CHAUFFAGE - CONTROLE DE NIVEAU ET PROGRAMMEUR - BAIN EMARD, 6071 RUE LAURENDEAU - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 899,46 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1426230	14 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Procéder au barricadage du bâtiment avec plaque d'acier.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 593,20 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1427187	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Construction d'une devanture de 60 pieds en plycarbonate avec structure en bois.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 028,92 $	
MECANICACTION INC.	1415293	24 AOÛT 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture d¿une équipe de plombiers-tuyauteurs à temps plein et rémunérée à taux horaire pour la modification du système hydraulique de filtration du bassin des castors au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 339,94 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MECANICACTION INC.	1415293	11 AOÛT 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture d¿une équipe de plombiers-tuyauteurs à temps plein et rémunérée à taux horaire pour la modification du système hydraulique de filtration du bassin des castors au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1393505	19 AOÛT 2020	CORBEIL, SÉBASTIEN	BCO 2020 : Placement média d'appel d'offres pour le SGPI.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 299,25 $	
PLG ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1425729	11 AOÛT 2020	DESSUREAULT, ANNIE	Réalisation d¿un certificat de localisation de l¿infrastructure de la cours de service 3552-3558 rue St-Patrick (1094)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 879,30 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1425792	11 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Appel de service pour pomper et nettoyer la ligne d'eau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 117,40 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1427230	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie: Vider le système de chauffage, ajouter 2 purgeurs d'air, refaire le montage de la tuyauterie et remettre le système de chauffage.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 027,31 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1423961	01 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer 3 toilettes au 2e étage. ouvrage 0747 - Anabel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 649,43 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1423964	01 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Régler la problématique d'eau chaude qui se mélange à l'eau froide et changer une cuve de robinetterie. ouvrage 0747.- Anabel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 226,12 $	
PROCOVA INC	1427698	26 AOÛT 2020	SOULIERES, MICHEL	Remplacement les chaudières au mazout par des chaudières électriques au chalet du parc Louisbourg (0080) - Contrat 15630 - AO public	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	100 536,02 $	
RECOCHEM INC	1426025	13 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	VEZINA - ACHAT DE WINTER PROOF 205L POUR BAT: 9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 531,25 $	
REGULVAR INC	1428107	28 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	CASTELLI - ACHAT DES SONDES POUR BAT:0038	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 448,67 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1422668	01 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur prises de courant et installation de luminaires extérieurs. dans 2 bâtiments différents	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 142,60 $	
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	1427970	27 AOÛT 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Mise a niveau du microprogramme des NAE et NVE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	9 000,00 $	
SPHERE - GESTION DE L'ESPACE INC.	1383329	25 AOÛT 2020	SOULIERES, MICHEL	Assurer la gestion financière du projet de l'Hôtel de Ville (0001), maintenir le fichier MIGP ainsi qu'assister les chargés de projet sur les dossiers d'aménagement intérieur tel que le mobilier - Incidences 15193	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	15 168,38 $	
TECHNO-CONTACT INC.	1425204	06 AOÛT 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST LE SUD OUEST DÉMARREUR BAIN ÉMARD SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 639,38 $	
TECHNOPARC MONTREAL	1427705	26 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Divers réparations ouvrage 1750 2300 Alfred-Nobel espaces à bureaux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 704,52 $	
TENNIS CANADA-STADE JARRY	1427748	26 AOÛT 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Location mensuelle d¿espaces de stationnement au Stade IGA, dans le cadre du réaménagement de la bibliothèque Parc-Extension (8742) - Incidences 15493	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	8 208,95 $	
TRADELCO INC.	1427364	24 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	Chabot - Tube pour entretien (5 arrondissements)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 110,25 $	
UNITED RENTALS DU CANADA	1426377	17 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	Vezina - Location pour hivernisassions de diverses installations aquatique (08-09-2020 au 06-10-2020)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 522,91 $	
VENTILABEC INC.	1427162	24 AOÛT 2020	LEVESQUE, PIERRE	Vérification sur l'évacuateur afin de déterminer la cause du bris. Location d'une nacelle. Salle mécanique de la ferme écologique.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 305,50 $	
VENTILATION MANIC INC.	1416548	20 AOÛT 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture de matériaux et de main d¿oeuvre pour réparer le réseau de ventilation au niveau 100 du Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 850,00 $	
VENTILATION MANIC INC.	1416548	17 AOÛT 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture de matériaux et de main d¿oeuvre pour réparer le réseau de ventilation au niveau 100 du Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 725,00 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1424014	05 AOÛT 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	richer - Vider drain devant porte de garage et fosse a neige d'aréna	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 105,04 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1424954	12 AOÛT 2020	MCDUFF, DAVID	potvin - Pompage des séparateurs et caniveau au 1350 Des Carrieres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 459,77 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1426424	25 AOÛT 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - POMPAGE D'HUILE - EDIFICE MADISON, C.S.M. MADISON, 2140 AVENUE MADISON - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 871,29 $	
VITRERIE LACHINE LTEE	1404676	26 AOÛT 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST VILLE MARIE VERRE TREMPÉ LAC AUX CASTORS KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 989,52 $	
WSP CANADA INC.	1426947	20 AOÛT 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Services professionnels en architecture de paysage pour un complément d¿aménagement paysager pour le lot 3 362 043 situé au 1455 Bercy (0879) - Incidences 14006	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	18 419,00 $	
CENTRALE THERMIQUE B.C. PLUS INC.	14298	03 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213398: PRÉLÈVEMENT ET ANALYSES POUR LES 2 TOURS BIO	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 380,00 $	
CHRISTIANE GAGNON	30	25 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213848: TRAVAUX DE FAUX FINI SUR MEMBRANES	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 730,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DECOR LACHARITE INC.	35481	05 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213632: REMPLACEMENT DE REVÊTEMENT DE SOL DS ESCALIER ADMIN BIO	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 535,00 $	
GROUPE C & G BEAULIEU INC.	210279	31 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213807: ESCALIER ESCAMOTABLE POUR LES LOUTRES	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 995,00 $	
LES CHAPITEAUX CLASSIC INC.	1157	26 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213584: LOC. CHAPITEAU POUR MONTAGE DES LANTERNES 2020	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 136,00 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	107777	28 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213725: RÉPARATION EN URGENCE DE POMPE 'ÉGOÛT	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 193,00 $	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	724347h4	03 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC212934: LOC. NACELLE Z45-25-J DU 03 JUILLET AU 31 JUILLET 2020	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 252,94 $	
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC.	inv000201	04 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213360: LOT D'ÉQUIPEMENT D'ÉCLAIRAGE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 486,30 $	
RONA INC	4111011791611	25 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	TUILES PLAFOND CALLA	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 210,20 $	
SERVICES D'EQUIPEMENT TOUR DE FORCE (QUE.) INC.	in000013407	28 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213562: NETTOYAGE ET INSPECTION DE LA TOUR D'EAU DU SYST PHYTOTRON	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 790,23 $	
WOLSELEY CANADA INC.	587773	05 AOÛT 2020	LAPALME, JULIE	BC213128: L184 À 188	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 335,98 $	
ACCENT IMPRESSION INC.	1425667	10 AOÛT 2020	FRADETTE, JOHANNE	Accorder un contrat pour l'impression de 28 400 dépliants dans le cadre du plan de communication pour la lutte contre l'agrile du frêne et pour la sensibilisation de la population à l'importance des arbres urbains 20-6533	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	6 829,44 $	
ACTI-COM INC.	1425755	11 AOÛT 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Services professionnels pour la formation « L¿écriture stratégique » à certains employés du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	4 619,45 $	
ACTI-COM INC.	1425936	12 AOÛT 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Contrat de service pour la formation des employés sur l'écriture stratégique pour Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	4 619,45 $	
AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTES	1427693	26 AOÛT 2020	DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	Accorder un contrat de services d'assistance techniques en architecture concernant les travaux de réaménagement du Square Viger, des rues et trottoirs limitrophes - Entente-cadre du Service de l'urbanisme et de la mobilité 18-17150	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	86 252,32 $	
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1424914	04 AOÛT 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	20-6527_Services professionnels visant la réalisation d'une étude de besoins dans le cadre d¿une option de déconstruction - reconstruction partielle du centre récréatif Gadbois	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	28 668,31 $	
DENDROTIK INC.	1427418	24 AOÛT 2020	FRADETTE, JOHANNE	Approuver l'acquisition de protecteurs d'arbres Surtonc pour la Pépinière Municipale	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12 434,72 $	
ENGLOBE CORP.	1428032	27 AOÛT 2020	BILODEAU BALATTI, STEVE	Accorder un contrat de services professionnels pour la réalisation des analyses de caractérisation dans le cadre du projet Stabilisation de berges au parc de la Promenade Bellerive - 18-1933M09	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 154,36 $	
LES SERVICES EXP INC.	1426779	19 AOÛT 2020	SEGUIN, MARIE-CLAUDE	Accorder un contrat pour des services d'ingénierie électrique au parc Angrignon - 18-1958-M07	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11 078,28 $	
LOUE FROID INC.	1426120	13 AOÛT 2020	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Accorder un contrat pour les service de location d'un groupe électrogène au parc Angrignon - 20-6535	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	27 808,49 $	
PEPINIERE JARDIN 2000 INC.	1425273	06 AOÛT 2020	DESILETS, MICHEL	Achat de 1820 paniers de jardin de divers formats et frais de livraison pour les besoins de la pépinière municipale au mois d'août 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 254,08 $	
PEPINIERE JARDIN 2000 INC.	1425273	06 AOÛT 2020	DESILETS, MICHEL	Achat de 1820 paniers de jardin de divers formats et frais de livraison pour les besoins de la pépinière municipale au mois d'août 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	9 016,33 $	
REPARATION REPROWE INC.	1426526	17 AOÛT 2020	SEGUIN, MARIE-CLAUDE	Accorder un contrat à Réparation Reprowe Inc pour la fourniture et l'installation de deux pompes au parc Angrignon - 20-6534	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	42 339,36 $	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1427414	24 AOÛT 2020	FRADETTE, JOHANNE	Accorder l'achat de de géotextile tissé pour la Pépinière municipale	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	1 660,88 $	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1427414	24 AOÛT 2020	FRADETTE, JOHANNE	Accorder l'achat de de géotextile tissé pour la Pépinière municipale	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	415,23 $	
TIMM ENTERPRISES LTD	1426784	24 AOÛT 2020	DE GARRIS, SEBASTIEN	Acquisition de tuteur de fibre de verre pour la Pépinière municipale	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 064,57 $	
TIMM ENTERPRISES LTD	1426784	19 AOÛT 2020	DE GARRIS, SEBASTIEN	Acquisition de tuteur de fibre de verre pour la Pépinière municipale	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	519,69 $	
TIMM ENTERPRISES LTD	1426784	19 AOÛT 2020	DE GARRIS, SEBASTIEN	Acquisition de tuteur de fibre de verre pour la Pépinière municipale	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	4 258,29 $	
WSP CANADA INC.	1426244	14 AOÛT 2020	BILODEAU BALATTI, STEVE	Accorder un contrat pour une assistance technique pendant la réalisation des travaux d'aménagement d'accès à la Vague à Guy 20-1121	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	40 977,88 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1426188	13 AOÛT 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	Service du greffe - BCO 2020 - Conseiller à l'éthique et à la déontologie pour les élus et les membres de cabinets politiques - Période du 1er juillet au 15 septembre 2020	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	10 498,75 $	
LES PRODUCTIONS QUARTIER CARTIER	1424942	04 AOÛT 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	Paiement de facture 207 - Tournage, location d'équipement, montage de trois vidéos et deux sous titrage - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif - pour le Service du greffe.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 094,50 $	
LES PRODUCTIONS QUARTIER CARTIER	1428029	27 AOÛT 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	service du greffe - Paiement de facture - Création de deux vidéos - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 729,67 $	
LES PRODUCTIONS QUARTIER CARTIER	1428034	27 AOÛT 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	Service du greffe - Paiement de facture - Tournage du 25 août 2020 - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 309,72 $	
LOUISE MARTIN INTERPRETE LSQ	1409223	04 AOÛT 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	BCO 2020 Greffe - Louise Martin Interprète LSQ - Service d'interprète pour les conférences de presse de la Mairesse (Service du greffe).	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	5 275,62 $	
LYNE NANTEL	1425301	06 AOÛT 2020	SINCLAIR, NANCY	Greffe - Service de rédaction, d'un mémoire qui inclura une recension des écrits sur le sujet; une revue sommaire des meilleures pratiques d¿ici et d¿ailleurs; des pistes de recommandations; une bibliographie pour le CJM	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 149,62 $	
GROUPE ALTUS LIMITEE	1427314	24 AOÛT 2020	CLOUTIER, MARIANNE	Achat de quatre éditions de l¿étude de marché « Outil condo », en français, pour les territoires de l¿Île de Montréal et du Centre-Ville de Montréal débutant le T2 2020- Service de l¿habitation	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	17 217,95 $	
GROUPE ALTUS LIMITEE	1427790	26 AOÛT 2020	CLOUTIER, MARIANNE	Services professionnels -Achat de quatre éditions de l¿étude de marché Outil locatif pour l'île de Montréal (excluant le centre-ville) et le centre-ville, pour 2 éditions débutant le S2 2020- Service de l¿habitation	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	11 443,64 $	
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT METROPOLITAIN	1424576	03 AOÛT 2020	PALLU, TATIANE	Projet SRB Pie-IX - Services d'évaluation professionnelle pour les besoins foncier liés à l'élargissement du boulevard Pie-IX (part VM) et servitude de construction pour la construction du tunnel piétonnier PLB (part STM).	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	5 249,38 $	
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT METROPOLITAIN	1425797	11 AOÛT 2020	PALLU, TATIANE	Projet SRB Pie-IX, Coordination et assistance technique en télécommunication et systèmes de transport intelligents et feux de circulation - lot Notre Dame, ARTM (YRH), gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Autres - Transport	9 417,38 $	
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT METROPOLITAIN	1425827	11 AOÛT 2020	PALLU, TATIANE	Projet SRB Pie-IX Analyse de réclamation EBC, ARTM (WSP), gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	15 800,62 $	
BELL CANADA	1426021	12 AOÛT 2020	BOSSE, JEAN-PIERRE	IN 305401. Reconstruction du puit d'accès 3DPA2-1 rue Knox. Demandeur: Benoit Grondin. Réso tr. CG 18 0297 - Utilité - V/réf: Facture no. 95605155.	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	123 705,19 $	
BELL CANADA	1426021	12 AOÛT 2020	BOSSE, JEAN-PIERRE	IN 305401. Reconstruction du puit d'accès 3DPA2-1 rue Knox. Demandeur: Benoit Grondin. Réso tr. CG 18 0297 - Utilité - V/réf: Facture no. 95605155.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	26 984,40 $	
CANADIEN NATIONAL	1425191	06 AOÛT 2020	VIEL, CHRISTIAN	Paiement de la facture 91528137 -Service d'entretien d'éclairage et signalisation du CN du mois de juin 2020 pour le Service des infrastructures du réseau routier.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 397,50 $	
ETHNOSCOP INC.	1425272	06 AOÛT 2020	BOSSE, JEAN-PIERRE	IN 415710. Travaux d'archéologie Projet Jeanne-Mance entre la rue Sherbrooke et avenue des Pins. Réso tr. CM20 0614. Gré à gré. Demandeur : Mathieu Bertrand. V /Réf: Soumission	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	48 044,64 $	
HYDRO-QUEBEC	1426166	13 AOÛT 2020	BOSSE, JEAN-PIERRE	IN 412410 - Rehaussement des cheminées des chambres de jonction 30042 et 30043 de la ligne souterraine de transport L3145 située sur la rue Peel, entre Smith et Notre-Dame - Dem. Adiaratou Kante - Réso. tr CG20 0072 - V/Réf 770870	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	31 827,43 $	
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1425198	06 AOÛT 2020	HARVEY, ELIZABETH	Renouvellement de 18 licences MATS MapInfo Professional version 19 période du 1er novembre 2020 au 31 octobre 2021 pour le Service des infrastructures du réseau routier.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 320,68 $	
LES SERVICES EXP INC.	1425812	11 AOÛT 2020	PALLU, TATIANE	Projet SRB Pie-IX _Plan de travail N/Ref : MTR-00010106-A8 ¿ Réfection des chemins de détour pour autobus en direction nord ¿ Avenue Bourbonnière, Bd. Rosemont, 23e Avenue et Bd. des Grandes-Prairies. Avenant pour la surveillance. Gré à gré	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	15 607,44 $	
LX SIM INC.	1426698	18 AOÛT 2020	DESHAIES, SEBASTIEN	SP 402410 - Gré à Gré 93-001- Réalisation des plans pour construction du système de bagues pour attaches sur fûts dans le projet du QDS et autres activités connexes - Dem: Guillaume Belanger - Réso Trav: CM18 0994 - Type 4	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	10 498,75 $	
GAINAGE P.R.S. INC.	1427161	24 AOÛT 2020	GIRARD, MARIE-JOSEE	Gainage d'un égout au 290 56e Avenue à Lachine selon la soumission no. 40523	Lachine	Réseaux d'égout	4 856,72 $	
GESTION MGP INC.	1426174	13 AOÛT 2020	PERREAULT, LUC	Préparation de planches de chemin de détour signées et scellées par un ingénieur	Lachine	Réseaux d'égout	10 498,75 $	
9311-9576 QUEBEC INC.	1427950	27 AOÛT 2020	CYRENNE, CHRISTIANNE	REMPLACEMENT DU DRAIN DE PUISARD AU 114, 6ème AVENUE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE.	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	7 244,14 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1372202	05 AOÛT 2020	DUPUIS, PIERRE J.	LAS BCR TP 2019 SIGNALISATION PIÉTONNIÈRE DES PARCS RIVERAIN ET DES RAPIDES	LaSalle	Signalisation écrite et marquage	3 986,74 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLMATECH INC.	1425668	14 AOÛT 2020	DUPUIS, PIERRE J.	LAS-BCR-TP 2020 SP ETUDE GEOTECHNIQUE HALTE 90E	LaSalle	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 369,70 $	
SOLMATECH INC.	1425668	10 AOÛT 2020	DUPUIS, PIERRE J.	LAS-BCR-TP 2020 SP ETUDE GEOTECHNIQUE HALTE 90E	LaSalle	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	9 648,35 $	
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1426209	13 AOÛT 2020	CYRENNE, CHRISTIANNE	Achat de 16 pièces pour réusinage à l'interne de vanne 8" et 16 pour l'arrondissement de LaSalle.	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	7 509,76 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1425856	11 AOÛT 2020	MORIN, PIERRE YVES	grille CB-506BG 750mm anti-vélo F. grise soumission SC-73469	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseaux d'égout	3 906,67 $	
2629-2540 QUEBEC INC.	1426285	14 AOÛT 2020	ST-PIERRE, DAVE	Gré à Gré-Acquisition d¿un Système d'aspiration à source des fumées et poussières de découpe et de remplacement d¿air de la Salle de gougeage (Arcair) pour l¿Atelier UTM Viau- SMRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	43 244,35 $	
9354-5572 QUEBEC INC.	SLT970432	12 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 486,42 $	
AB EXPRESS GAGNON	ROS955260	26 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	DEP.CARROSSERIE COMPTE OUVERT (ACCESSOIRE ET FOURNITURE D'ATELIER) CHEZ AB EXPRESS POUR 01 JAN 2020 AU 31 DÉC 2020)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 498,75 $	
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITEE	LAC975199	18 AOÛT 2020	TOSKA, ERMIR	40516-1-B PINCE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 021,02 $	
ALTEC INDUSTRIES LTD	CAR974940	12 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	FACTURE 5686911 - FOURNIR PO POUR APPEL DE SERVICE SUR ROUTE - GRUE COINCE DEPLOYE ET RIEN NE FONCTIONNE PLUS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 015,69 $	
ARCTIC TRAVELER (CANADA) LTD	AVM975155	29 AOÛT 2020	OUIMET, GUY	REPARATION D AIR CLIMATISÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 227,45 $	
AREO-FEU LTEE	ROS974225	04 AOÛT 2020	GARNEAU, DOMINIC	MODULE ELECTRONIQUE I.D 10/11 RMN 43701 - 765581	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 624,14 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	MAD973788	03 AOÛT 2020	BRISEBOIS, JOEL	RÉPARER RADIATEUR ET VÉRIFIER RÉSERVOIR D'EXPANSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 813,66 $	
ATELIERS DE RADIATEURS BERNARD INC.	ROS975376	20 AOÛT 2020	BELANGER, BRUNO	REDIATEUR COMPLET NEUF CAMION INCENDIE T-REX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 200,12 $	
AUTOMOBILES SILVER STAR MONTREAL INC.	1425801	11 AOÛT 2020	ROY, PATRICK	Vérifier moteur ligth on camion de service WD3BE8CC8D5789077	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 713,29 $	
AUTOMOBILES SILVER STAR MONTREAL INC.	MAD975139	14 AOÛT 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	FOURNIR PO A SYLVERSTAR MERCEDES BENZ FACTURE #698233 CHECK ENGINE NOX SENSOR + RECALL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 886,65 $	
BATTERIES DIXON INC.	1424947	05 AOÛT 2020	ROUSSEL, BRUNO	Achat de batterie (Pour Caravan) pour Réappro magasin	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 401,71 $	1351894
BATTERIES DIXON INC.	1427335	24 AOÛT 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro magasine de batterie 94R AGM pour Dodge Caravan	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 401,71 $	1351894
BATTERIES DIXON INC.	1427351	24 AOÛT 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro magasin de batterie groupe 49 pour Dodge Charger	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 092,19 $	1335042
BATTERIES DIXON INC.	DIC974645	10 AOÛT 2020	RECTON, YAN	Remplacement des batteries du véhicule de service pour le survoltage	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 448,77 $	
BOIS EXPANSION INC.	CAR974396	05 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	prix pour mobilier-Projet 15-16 Rosemont - mob. Clark	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 291,40 $	
BOISVERT CHEVROLET BUICK GMC LTEE	PIR975324	18 AOÛT 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG ENS. PIECES MUFFLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 137,73 $	
BOISVERT CHEVROLET BUICK GMC LTEE	PIR975324	27 AOÛT 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG ENS. PIECES MUFFLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15,86 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	1423719	26 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE CCCS349485 REMPLACER DÉMARREUR, POMPE ET JAUGE À ESSENCE AINSI QUE SHIFTER LEVER SWITCH	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 132,34 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	1427259	28 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR REPARATION FACT:CCCS349717	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 015,91 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	MAD975711	25 AOÛT 2020	ITIM, SAÏD	004593852-AB / SERPENTINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 639,76 $	
BRANDT TRACTEUR	1421656	01 AOÛT 2020	ROY, PATRICK	bushing et pin	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 227,81 $	
BRANDT TRACTEUR	1421656	26 AOÛT 2020	ROY, PATRICK	bushing et pin	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	347,34 $	
BRANDT TRACTEUR	1427153	24 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	Inspection 437-12402	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	27 843,06 $	
BRANDT TRACTEUR	CAR974305	04 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE #5102016 @ BRANDT, AU MONTANT DE 2467,08$ + TAXES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 590,13 $	
BRANDT TRACTEUR	CAR974327	04 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	REPARATION JOYSTICK CHEZ CONCESSIONNAIRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 632,87 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BRANDT TRACTEUR	CAR974986	12 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 111,96 $	
BRANDT TRACTEUR	LAS975253	17 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	LS14821 REMPLACEMENT DE COUSSINETS ET AXE SUR TRACTEUR CHARGEUR SOUM # 5102100	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	28 148,84 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD974181	03 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A BRANDT BROSSARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 720,54 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD974182	03 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A BRANDT BROSSARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 026,91 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD974185	03 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A BRANDT BROSSARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	27 074,20 $	
BRANDT TRACTEUR	PIR974670	25 AOÛT 2020	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER SYSTEME FREIN (FACT. # 5102076)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 441,32 $	
BRANDT TRACTEUR	ROS975039	13 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	PIECES POUR REMISE A NEUF D'UN BRAS DE TRACTEUR CHARGEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 196,23 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	ROS975045	13 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	PIECES POUR REMISE A NEUF D'UN BRAS DE TRACTEUR CHARGEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 112,24 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	ROS975564	20 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	REPARATION LOADER 624K, KIT DE CONVERSION POUR Z-Bar Pin-On NeverGrease to Greased Linkage Conversion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 171,92 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	ROS975564	20 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	REPARATION LOADER 624K, KIT DE CONVERSION POUR Z-Bar Pin-On NeverGrease to Greased Linkage Conversion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	104,99 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1427684	26 AOÛT 2020	HOGUE, ROBERT	Pour payer la facture # 6501585242 / Achat de pneus été pour Dodge Caravan	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 188,77 $	1348750
BRIDGESTONE CANADA INC.	1427770	26 AOÛT 2020	HOGUE, ROBERT	Achat de pneu pour finaliser la commande de pneus pour un chauffeur / Pour payer la facture # 6494147739	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 004,21 $	1348750
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC974437	05 AOÛT 2020	ARCE, CRISTIAN	PNEUS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 185,82 $	
CAMION ISUZU MONTREAL OUEST (2015) INC.	LAS975672	20 AOÛT 2020	DAVID, STEPHANE	LS14847 REPARATION VEHICULE FOURNISSEUR EXTERNE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 490,83 $	
CAMION ISUZU MONTREAL OUEST (2015) INC.	SLT975440	18 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	service ext	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 017,45 $	
CAMION ISUZU MONTREAL OUEST (2015) INC.	SLT975909	24 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE EXT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 959,77 $	
CAMION & REMORQUE H.K. INC.	CAR974214	03 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	REPARATIONS DE CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 274,57 $	
CAMION & REMORQUE H.K. INC.	CAR974848	11 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	24 162,56 $	
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	DIC975080	13 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir po pour réparations	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 871,49 $	
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	DIC975911	24 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A EXCELLENCE PETERBILT POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 690,60 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	CAR976293	27 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS SUITE À L'INSPECTION PEP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 153,19 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	CAR976370	29 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	REPARATIONS SUITE À L'INSPECTION PEP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 904,66 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC973992	25 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	52,49 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC973992	01 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	SIEGE COMPLET AVEC SUSPENSION MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 455,86 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	PIR974216	03 AOÛT 2020	LATOUR, REMI-PAUL	GEAR BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 145,80 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR974430	05 AOÛT 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR P.O.A CAMBEC DIESEL POUR REMPLACEMENT PTO DEFECTUEUX + GHF ET INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 10414.40$ AVANT TAXE # FACT 3171	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 933,82 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR974726	10 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR INSPECTION ET/OU REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 481,64 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR975205	17 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	BON DE TRAVAIL 31742 - FOURNIR PO POUR MAIN D'OEUVRE - INSPECTION PEP ET REPARATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 720,96 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR975252	17 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 207,55 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR975566	19 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O. A CAMBEC DIESEL POUR REMPLACEMENT DU COOLER EGR +EGR VALVE ET LE MANIFOLD D'EXHAUST AU MONTANT DE 9729.32$ AVANT TAXE # FACT 31754	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 214,57 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR975589	19 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O.A CAMBEC DIESEL POUR INSPECTION PEP +GHF ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 6437.49$ AVANT TAXE # FACT 31746	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 758,56 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR975986	25 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 666,93 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR975987	25 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 541,47 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR976054	25 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 293,89 $	
CENTRE DE CAMIONS CAMBEC DIESEL INC.	CAR976328	27 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	BON DE TRAVAIL 31782 - FOURNIR P.O. POUR MAIN D'OEUVRE - INSP PEP + GHF ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 349,77 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR974162	03 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 755,82 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR976187	26 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 456,38 $	
CENTRE DU CAMION ET REMORQUES CAMTEK INC.	CAR975568	19 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O. A CAMTEK POUR REMPLACEMENT CYLINDRE PACKER PLATE ET SUPPORT AU MONTANT DE 4523.33$ AVANT TAXE # FACT 34752	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 748,93 $	
CENTRE DU CAMION ET REMORQUES CAMTEK INC.	LAC975544	19 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR P.O. POUR JOB DE MOTEUR CHEZ CAMTEK,SOUMISSION 34895,MONTANT 5956.23$ AVANT TAX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 253,30 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	LAS975105	14 AOÛT 2020	DAVID, STEPHANE	LS14807 PIECE CARROSSERIE AUTO POLICE FORD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 030,96 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	SLD974643	10 AOÛT 2020	IOANNONE, REMO	SLD-MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 773,32 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1425550	09 AOÛT 2020	ST-PIERRE, DAVE	Service du matériel roulant et des ateliers- Achat PTI 68103 - remplacement tuyauterie pour opérer 4 vérins hydrauliques - Atelier Rosemont	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	10 962,37 $	
COBREX INC.	AVM974394	05 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE 95472 COBREX SUITE AU PEP ET REPARATIONS. (BATTERIES,CENTER BEARING, BEAM SUSPENSION ARR,	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 111,94 $	
COBREX INC.	AVM974395	05 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE 95487 COBREX SUITE AU PEP ET MULTIPLES REPARATIONS. (RADIATEUR, AILE + POTEAU POURRIS, COUVERT BATT, BEARINGS DRT/GAU, SHACKLES ET BUSH LAMES AV)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 545,27 $	
CUMMINS CANADA ULC	ROS974777	11 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE MOTEUR DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 318,73 $	
CYCLO CHROME INC.	1427810	26 AOÛT 2020	HOGUE, ROBERT	Réparation de vélo et entretien pièces et main-d'¿uvre / Payer les facture #2809 , #2810 , #2839	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 969,67 $	
DICOM EXPRESS (MC)	CAR957033	06 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	FRAIS TRANSPORT DICOM (1$)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $	
DISTRIBUTION FRANCOIS GIRARD INC.	SLT976451	30 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	OUTIL ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 025,13 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR974721	10 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	FOURNIR P.O. A DM GOOS DIESEL POUR ENTRETIEN 4000 HRS ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 3673.84 AVANT TAXE # FACT 10923	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 857,17 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR974791	11 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O. A DM GOOS DIESEL POUR ENTRETIEN HORS SAISON ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT + RECONSTRUIRE DIFFERENTIEL AVANT AU MONTANT DE 13202.89$ AVANT TAXE # F	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 861,38 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR975738	20 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O. A DM GOOS DIESEL POUR INSPECTION ET ENTRETIEN HORS SAISON ET LES REPARATIONS QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 5651.72$ AVANT TAXE # FACT 10721	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 933,60 $	
DRIVE PRODUCTS INC	CAR975691	26 AOÛT 2020	HUARD, FRANCOIS	ACHAT D'UN PTO AVEC ARBRE D'ACCOUPLEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 698,33 $	
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	CAR956611	05 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	***COMMANDE ANNUELLE POUR 2020***	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	32 546,12 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	CAR974551	06 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	ACHAT DE LAMES DE PELLES POUR RÉPARATIONS HORS SAISON: GARAGE ROSEMONT-PETITE-PATRIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 491,35 $	
EQUIPEMENT INDUSTRIEL CHAMPION	1425190	06 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	SMRA - Achat de simulateur Genesis Pro - Section Formation	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 874,05 $	
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	CAR972495	01 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	BATTERIE EQUIPEMENT DE LEVAGE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 136,50 $	
EQUIPEMENT SH INC.	1424985	05 AOÛT 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro vertex 360 rouge	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 409,47 $	
EQUIPEMENT SMS INC.	SLD973355	03 AOÛT 2020	GUINDON, PATRICE	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 714,02 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	AVM973946	21 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	M223210	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	21 488,44 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC975332	18 AOÛT 2020	ARCE, CRISTIAN	ROUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 162,43 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC976177	26 AOÛT 2020	LEBRUN, ANDRÉ	PIECES CHENILLETTE BOMBARDIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 887,39 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD974554	14 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 277,40 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD974554	06 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	41253043 HUB TRACTION COTE DROIT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	487,83 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD975398	18 AOÛT 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	118907300 KIT DE FREINS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 250,28 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	SLT974221	05 AOÛT 2020	DYOTTE, MATHIEU	BRAS DE SUSPENSION AV DE BOMBARDIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 692,52 $	
EQUIPEMENTS TWIN (LAVAL) INC.	ROS976335	27 AOÛT 2020	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECE POUR SALEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 409,47 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR976226	27 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	0KIT DE RETENUE VALVE DE TRANSFERT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 601,69 $	
FORD LINCOLN GABRIEL	1423714	25 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE BG83554 REMPLACEMENT DU BOÎTIER DE DIRECTION, ALIGNEMENT ET CHECK ENGINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 073,16 $	
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	VER974404	14 AOÛT 2020	LAJEUNESSE, MARC	UNITÉ 213-08720 FREINS AUX 4 ROUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 459,04 $	1401636
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	VER974404	06 AOÛT 2020	LAJEUNESSE, MARC	UNITÉ 213-08720 FREINS AUX 4 ROUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 497,38 $	1401636
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	VER974404	18 AOÛT 2020	LAJEUNESSE, MARC	UNITÉ 213-08720 FREINS AUX 4 ROUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	0,02 $	1401636
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	AVM975090	13 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE 246007 GLOBOCAM ANJOU SUITE AU REMPALCEMENT DU TURBO + DOSER UREE + FUITE D'EXHAUST MANIFOLD. DOSSIER GOODWILL POLICY EN ATTENTE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 871,61 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	AVM976090	25 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 246388 GLOBOCAM ANJOU POUR REPARATIONS DU HOOD.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 512,55 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR972226	01 AOÛT 2020	AUDY, MICHEL	C1511004 (TRAVAUX NON COUVERT PAR LA GARANTIE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 401,56 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR972800	01 AOÛT 2020	AUDY, MICHEL	C1512616	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 220,93 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR974387	06 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	04-31354-003 UNIT DEF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 011,55 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR974656	11 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	ACHAT D'UN ONE BOX COMPLET SYSTEME ANTI-POLLUTION (DPF)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 727,07 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR974997	13 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	0S-CAM ARRIERE DROIT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 177,82 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR975292	20 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	REFROIDISSEUR D'HUILE A TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 082,22 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR975292	17 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	RADIATEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 189,59 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR975632	20 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	MOD/3S0582050003 (05-29619-001) RADIATEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 230,80 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD974179	03 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 815,53 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD974438	06 AOÛT 2020	BRISEBOIS, JOEL	0CUM4946419 TUBE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 058,40 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD975136	14 AOÛT 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU FACTURE #246122 INSPECTION SAAQ + REPARATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 836,65 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD975575	19 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU FACTURE #246134 INSPECTION SAAQ ET REPARATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 364,16 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD975730	20 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO A GLOBOCAM ANJOU FACTURE # 246082 CHECK ENGINE, MCM ET ENGINE HARNESS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 797,52 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS975341	18 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	pièces pour remise à neuf de transmission de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 773,82 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	SLD974939	12 AOÛT 2020	GUINDON, PATRICE	SLD-MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 631,53 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	SLT976250	27 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE EXT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 367,50 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	1423708	01 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	UNITÉ 247-07106 REBÂTIR MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 896,99 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	LAC974989	12 AOÛT 2020	TOSKA, ERMIR	10R8899 POMPE A INJECTION HAUTE PRESSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 493,48 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1425047	05 AOÛT 2020	ROUSSEL, BRUNO	Pour payer la facture # 0085947593	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 317,60 $	1348816
GROUPE CLR INC.	1427168	24 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	Factures- Location de 15 Radios portatifs NX300 et 15 micros pour 12 mois du 1er janvier au 31 décembre 2020- Section formation- SMRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 337,03 $	
GROUPE CONTANT INC.	CAR976153	26 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 340,07 $	
GROUPE CONTANT INC.	CAR976157	26 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 011,45 $	
HUNTER ENGINEERING COMPANY	CAR971607	21 AOÛT 2020	AUDY, MICHEL	C1509201 (PO POUR ACHAT STATION GONFLAGE ET SYSTEME D'ECLAIRAGE DE LA PLATE FORME À ALIGNEMENT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 010,98 $	
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	CAR972780	01 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR P.O REPAREWR CYLINDRE POUR RECONSTRUCTION VOIR SOUMISSION 18993	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 887,16 $	
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	CAR974513	06 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	REBATIR CYLINDRE EXT(TAG85559) SEAL KIT FOURNIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 703,43 $	
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	CAR975237	17 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	RECONTIONNER CYLINDRE HYDRAULIQUE - TAG 85568	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 252,00 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR975823	25 AOÛT 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG PHARE AV, AMORTISSEUR, BALLON SUSP. CROSS MEMBER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 348,51 $	
J.A. LARUE INC	CAR972802	01 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	C1512664 (ACHAT D'UNE CHUTE POUR SOUFFLEUR LARUE 2013)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 032,67 $	
J.A. LARUE INC	DIC975754	24 AOÛT 2020	HUARD, FRANCOIS	CHUTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 144,56 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	SLT973181	17 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 587,94 $	
J. ENNIS FABRICS LTD	CAR956210	20 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	# COMPTE VILLE 012264-01. Ce fournisseur n'accepte pas de commande verbale. Envoyer par courriel à orders@ennisfabrics.com ou commander via leur site web. JIM TSATAS 514-577-5353	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 299,24 $	
J.I.T. LASER INC.	ROS974744	11 AOÛT 2020	BEAULIEU, DAMIEN	DECOUPE AU LASER DE PIECES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 257,13 $	
J. RENE LAFOND INC.	PIR974212	04 AOÛT 2020	LATOUR, REMI-PAUL	CAPOT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 741,05 $	
KENWORTH MONTREAL	ROS976129	26 AOÛT 2020	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES POUR REMISE A NEUF DE TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 581,62 $	
LA MODELERIE DE MONTREAL INC.	CAR974371	05 AOÛT 2020	GENNARELLI, GERARDO	USINAGE DE PIECE- Chaises longues simples & doubles - PROJET FREDERICK BACK - ***VOIR SOUMISSION # 17408	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 755,41 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	DIC976050	28 AOÛT 2020	LEBRUN, ANDRÉ	PIECES POUR TONDEUSES KUBOTA DEMANDE DE L ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 715,93 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	NME973076	27 AOÛT 2020	PICARD, GUILLAUME	GP/593-18328 Réparation de cabine	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 486,15 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	PIR972186	03 AOÛT 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARER TRANSMISSION (FACT. # 144136)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 210,25 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	SLT974226	04 AOÛT 2020	TOMA, EMIL	Lavage interieur plusieurs vehicules (2 souffleurs, 1 pick-up, 1 loader, 2 chenilletes, 2 dompeurs) et interieur et exterieur 1 camion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 395,03 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	SLT974730	10 AOÛT 2020	DYOTTE, MATHIEU	lavage de plusieurs unité ref.: 20424	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 171,33 $	
LE GROUPE GUY INC.	1423713	26 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE BL67973 NOX SENSORS, FREINS AVANT ETC...	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 274,60 $	1426109
LE GROUPE GUY INC.	1427254	25 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE BL67834 REMPLACER SIÈGE CONDUCTEUR ET FREINS AVANT + INSPECTION COMPLÈTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 172,70 $	
LE GROUPE GUY INC.	MAD976167	26 AOÛT 2020	ITIM, SAÏD	CHECK ENGINE CAMION LOW POWER. REMPLACER INLET NOX SENSOR / OUTLET NOX SENSOR / DEF TEMPERATURE SENSOR FAIT PAR GROUPE GUY AU MONTANT E $3287.99 AVANT TAXE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 451,98 $	
LE RELAIS CHEVROLET CADILLAC BUICK GMC LTEE	CAR974925	12 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 590,52 $	
LE RELAIS CHEVROLET CADILLAC BUICK GMC LTEE	CAR976288	27 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS SUITE À UNE INSPECTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 808,52 $	
LE RELAIS CHEVROLET CADILLAC BUICK GMC LTEE	CAR976289	27 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	REMPLACEMENT DE LA TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 474,67 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES CONTENANTS DURABAC INC	MAD975798	21 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR REPARATION DE BENNE CHEZ DURABAC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 617,35 $	
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	LAC975022	13 AOÛT 2020	TOSKA, ERMIR	665-0004 HOSE GUIDE ASSEMBLY	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 436,03 $	
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	SLT974628	27 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES EXT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 000,27 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	DIC973438	25 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A COLPRON POUR LE DIAGNOSTIC D'UNE FUITE DF'HUILE AU 3 POINTS ARRIERE SUR L'APPAREIL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 459,14 $	
LES EQUIPEMENTS MARSHALL LTEE	LAC974630	14 AOÛT 2020	TOSKA, ERMIR	REMPLACER HOSE A EAU DU REEL AVANT SOUMISSION QTN16835 ,MONTANT 2790 $ AVANT TAX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 929,15 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1425549	09 AOÛT 2020	ST-PIERRE, DAVE	Service du matériel roulant et des ateliers- Achat PTI 68103 - 3 établis - Atelier Rosemont	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	5 086,78 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	AVM976021	28 AOÛT 2020	OUIMET, GUY	ENVOYER A POUR KING-PIN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 596,15 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD974041	03 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	ENVOYER AU LAME CHANGER 4 BALLON 6 TORQUE ROD 4 AMORTISSER ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 502,37 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD976098	27 AOÛT 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	REMPLACER PATINS SUR LAMES ARRIÈRE C/G ET C/D	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 041,11 $	
LIFTOW LTEE.	AVM976062	25 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	PAYER LA FACTURE #PSI-507675 @ LIFTOW, AU MONTANT DE 3886,79$ + TAXES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 555,71 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS974408	05 AOÛT 2020	GARNEAU, DOMINIC	reparation de camionnette du SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 537,81 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS975401	18 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	reparation de camionnette du SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 843,88 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	DIC973396	05 AOÛT 2020	GARNEAU, DOMINIC	ACHAT DE PIÈCES POUR UNE TONDEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 242,66 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	PIR974527	18 AOÛT 2020	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER HYDROSTATIQUE (FACT. # FC00026453)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 816,65 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	1421609	19 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR INSPECTION DIELECTRIQUE FACT:FC00015096	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 102,91 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR975475	18 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR MAIN D'OEUVRE - INSPECTION DE LA GRUE ET REPARATIONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 062,39 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR975609	19 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	26079 - FOURNIR PO POUR MAIN D'OEUVRE - INSPECTION ANNUELLE NACELLE ET REPARATIONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 118,67 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	LAS974240	04 AOÛT 2020	DAVID, STEPHANE	LS14745 INSPECTION GRUE HIAB	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 579,74 $	
MAXI-METAL INC.	ROS970266	13 AOÛT 2020	CHARRON, DANIEL	#PRT-AMD-27696-23122-SAV, PIECE DE PORTE A ROULEAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 392,00 $	
MECANO ALCA INC	DIC975084	13 AOÛT 2020	RECTON, YAN	Inspection annuelle	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 521,45 $	
METAL M-PACT INC.	CAR975279	17 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	CHANNEL ACIER 3" X 1 1/2" X 1/8" X 10 PIEDS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	687,67 $	
METAL M-PACT INC.	CAR975279	26 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	0GRIP STRUT ACIER 11" 1/2 X 2" X 12'	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 583,21 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS974274	04 AOÛT 2020	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	fournitures pour la forge	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 595,08 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS974538	06 AOÛT 2020	HUARD, FRANCOIS	DIVERS TUBE POUR COUPÉ EN DIFFERENCE LONGEUR POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 676,91 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	CAR974639	24 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 463,51 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC974002	25 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A MICHELIN SELON L'ENTENTE 1348797 POUR L'ACHAT DE PNEUS POUR LES 323-14034, 316-14041 ET 319-12028 TEL QUE SUR SOUMISSION B0060160 00 DE PNEUS LAMATER CI-JOINT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 292,22 $	
NISSAN PRESTIGE S.E.C	CAR975712	20 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	C1507139 (TRAVAUX NON GARANTI VOITURE ACCIDENTÉE) REMPLACE CAR970895	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 544,07 $	
O.J. COMPAGNIE	1425194	06 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	SMRA - Achat de tondeuse automotrice à trois (3) moulinets, marque Jacobsen modèle TR3250 année 2020. Appel d'offre 20-18185 (Item 3)	Materiel roulant et ateliers	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	43 534,12 $	
O.J. COMPAGNIE	1425197	06 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	SMRA - Achat d'une tondeuse automotrice à cinq (5) moulinets, marque Jacobsen modèle LF550, année 2020 - Appel d'offre 20-18185 (Item 4)	Materiel roulant et ateliers	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	70 971,55 $	
O.J. COMPAGNIE	CAR974421	05 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	FOURNIR UN BON DE COMMANDE POUR BON #169975-00 @ OJ COMPAGNIE, AU MONTANT DE 2912,52$ + TAXES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 057,78 $	
O.J. COMPAGNIE	SLT975899	25 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES EXT MACHINE BASEBALL PARC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 150,56 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PEINTURE ELECTROSTATIQUE XTM INC.	1425215	06 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	SMRA - Mandat de peinture à la poudre de polyester de tubes acier pour l'atelier de menuiserie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	58 596,14 $	
PEINTURE ELECTROSTATIQUE XTM INC.	CAR974862	11 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	PEINTURE EN POUDRE ELECTROSTATIQUE NOIRE - POTEAUX DE SIGNALISATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 425,35 $	
PEINTURE ELECTROSTATIQUE XTM INC.	CAR974885	13 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	FABRICATION POUR INVENTAIRE COLBERT.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	33 170,80 $	
P.E.S. CANADA INC.	1427806	26 AOÛT 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro de lens le kit au complet pour 24 gyrophares	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 333,88 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR972852	27 AOÛT 2020	AUDY, MICHEL	C1512793 ACHAT DE PIÉECES POUR DÉPOT DE PIÈCES DEA CARRIÈRES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 207,35 $	
PRODUITS PRAXAIR	DIC971681	05 AOÛT 2020	BLOUIN, BERTRAND	CASQUE A SOUDER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 158,55 $	
PRODUITS PRAXAIR	DIC971681	26 AOÛT 2020	BLOUIN, BERTRAND	CARTOUCHE FILTRE ADFLO 2/PQT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	194,23 $	
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR964384	19 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	0FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 073,81 $	
RADIATEUR D'AUTO DECARIE (1976) INC.	SLT973176	23 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES EXT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 362,22 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR974625	10 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR INSPECTION ET/OU REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 807,43 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR975243	17 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE #F0172085 @ RESSORT IDEAL, AU MONTANT DE 2055,69$ + TAXES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 158,22 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR975405	18 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FACTURE F0172709 - FOURNIR PO POUR MAIN D'OEUVRE - INSPECTION PEP ET REPARATIONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 647,25 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR975709	20 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	FOURNIR P.O. A RESSORT IDEAL POUR INSPECTION PEP + GHF ET LES REPARATIONS QUI S'ENT SUIVENT AU MONTANT DE 3991.56$ AVANT TAXE # FACT FO172868	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 190,64 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC970242	01 AOÛT 2020	LEBRUN, ANDRÉ	REPARER LAME ARR DROIT BRISER ET AJOUT DE LAME FACTURE F0171676	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 258,56 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC976265	27 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	FACT. # F0172930 / FOURNIR UN PO A RESSORTS IDEAL POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 058,83 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS974736	10 AOÛT 2020	CHARRON, DANIEL	REPARATION SUSPENSION ET ALIGNEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 045,25 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS975379	18 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 573,40 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS975381	18 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 280,19 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS976363	27 AOÛT 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 615,67 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM974392	05 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE 1027059 RESSORTS MTL NORD SUITE AU PEP. PLUSIEURS REPARATIONS MINEURES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 709,63 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM976061	25 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 1027486 RESSORTS MTL NORD, ALTERNATEUR, STEERING BOX, RACK BATTERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 505,17 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC975959	25 AOÛT 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 530,55 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC975962	25 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 638,78 $	
ROBERT HYDRAULIQUE INC	CAR975226	17 AOÛT 2020	TROTTIER, LUC	FACTURE 00414830 - FOURNIR PO POUR INSPECTION ANNUELLE DE LA NACELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 245,90 $	
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	CAR974536	06 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	Jet de sable et peinture cuite noir. Sur support d`enseigne en 2 pièces. Support d¿enseigne + Plaque d'attache. Pour inventaire Colbert	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 231,02 $	
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	CAR974850	11 AOÛT 2020	GENNARELLI, GERARDO	PEINTURE DE 40 BANCS ROY-LAFONTAINE ***SABLAGE AUX JET LAPOINTE***	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 590,15 $	
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	CAR975072	13 AOÛT 2020	PASCAL, RAOUL	PEINTURE DE 500 ALLONGES ???1050mm	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 273,00 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR970874	29 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	REAPPROVISIONNEMENT HUILES - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 584,53 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR970874	01 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	REAPPROVISIONNEMENT HUILES - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 164,83 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR972333	21 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	C1511195 (COMMNADE D'HUILE POUR ATELIER DES CARRIÈRES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 250,90 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR974482	06 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	EMPLIR HUILE HYDRAULIQUE EN VRAC AW-46 ENVIRON 1000 LITRES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 404,21 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	DIC971456	25 AOÛT 2020	HUARD, FRANCOIS	FOURNIR UN PO A FRENO POUR LA REPARATION DE HUB DE ROUE ARRIERE GAUCHE 2E DIFFERENTIEL QUI A ROULE LOUSSE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 714,33 $	
SOMAC HYDRAULIQUE INC.	PIR975156	14 AOÛT 2020	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER CYLINDRE HYDRAULIQUE (FACT. # 11807)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 380,25 $	
SOUDURE ABSOLUE INC.	ROS974926	13 AOÛT 2020	BEAULIEU, DAMIEN	souder manchon pour travaux effectuer par u.t.m.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 858,29 $	
SOUDURE ABSOLUE INC.	ROS975093	13 AOÛT 2020	BEAULIEU, DAMIEN	SOUDER ALLONGE POUR LE DEPARTEMENT DE L'U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 519,70 $	
TECHNO FEU INC	ROS974566	10 AOÛT 2020	BELANGER, BRUNO	LUMIERE ET HAUT PARLEUR INTERCOM CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 087,64 $	
TECHNO FEU INC	ROS975613	20 AOÛT 2020	AUBIN, FREDERIC	PARE-CHOC,AVANT,STAINLESS STEEL,10" HAUT,AVEC EXTREMITE COURBE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 021,01 $	
TECHNO FEU INC	ROS976224	26 AOÛT 2020	AUBIN, FREDERIC	FILTRE ET BLOC HYDRAULIQUE (BASE) ASSEMBLES, HAUTE PRESSION HYDRAULIQUE, PARC ECHELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 899,10 $	
TENNANT	ROS974975	12 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR FACTURE TENNANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 706,08 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR974451	06 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	ACHAT D'UN TURBO ET PIÈCES CONNEXES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 414,57 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	CAR974691	10 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	FOURNIR P.O. A TROIS-DIAMANTS CHRYSLER POUR TROUBLE CHECK ENGINE ALLUME + GHF ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT AU MONTANT DE 2933.98$ AVANT TAXE # FACT BC16713	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 080,31 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	CAR974747	11 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O. A TROIS-DIAMANTS CHRYSLER POUR TROUBLE CHECK ENGINE ALLUME + GHF ET LES REPARATIONS QUI S'EN SUIVE AU MONTANT DE 7121.84$ AVANT TAXE # FACT BC16521	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 477,04 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	CAR974753	11 AOÛT 2020	JUTEAU, JACQUES	FOURNIR P.O. A TROIS-DIAMANTS CHRYSLER POUR REPARATION CHECK ENGINE + GAGE A CARBURANT DEFECT + A/C QUI NE FONCTIONNE PAS AU MONTANT DE 2115.48$ AVANT TAXE # FACT BC165	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 220,99 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	CAR975240	17 AOÛT 2020	LUSSIER, STEPHANIE	REPARATIONS IMPORTANTES, A/C, SUSPENSION, ECHAPPEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 263,19 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	CAR976143	26 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande St-Michel	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 726,51 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	SLT974365	13 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 221,72 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	SLT975354	18 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE EXT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 612,06 $	
TUBOQUIP	AVM975973	25 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO SOUMISSION 141380 TUBOQUIP POUR SHOP SUPPLY HYDRAULIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 101,94 $	
TUBOQUIP	SLT972677	13 AOÛT 2020	BRISEBOIS, LUC	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 170,35 $	
TURF CARE PRODUCTS CANADA LIMITED	1425180	06 AOÛT 2020	SAVAGE, CLAUDE	SMRA - Achat d'une tondeuse automotrice à trois (3) moulinets pour le green de terrain de golf, marque TORO modèle GR3250 année 2020 - Appel d'offre 20-18185 (Item 2)	Materiel roulant et ateliers	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	44 094,75 $	
UAP INC.	ROS955256	26 AOÛT 2020	BRANCONNIER, SERGE	DEP. CARROSSERIE COMPTES OUVERT (DIVERS PEINTURE , SOLVANT ET FOURNITURE D'ATELIER) CHEZ C-MAX CHOMEDEY 01 JAN 2020 AU 31 DÉC 2020	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 498,75 $	
UAP INC.	ROS973133	24 AOÛT 2020	BEAULIEU, DAMIEN	COMBINAISION DE PEINTURE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 560,90 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	PIR974903	12 AOÛT 2020	LATOUR, REMI-PAUL	TOP FLASHER AMBRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 205,09 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	VER974318	24 AOÛT 2020	VEILLETTE, PATRICK	FATCURE 1720-118326 HUILES EN VRAC ATELIER MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 873,50 $	
USINAGE MAXIMUM INC.	SLT975175	15 AOÛT 2020	GAUVREAU, ALAIN	PIECES EXT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 161,19 $	
VILLE DE POINTE-CLAIRE	1425551	09 AOÛT 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Service du matériel roulant et des ateliers- Consommation carburant SIM Pointe-Claire - Juillet 2020 Facture 202057-000006436	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 145,93 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013217	08 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475601	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 854,41 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	013221	08 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475603	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 622,70 $	
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE PIERREFONDS	007383	08 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475570	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 082,73 $	
CENTRE DU CAMION U.T.R. INC.	woc66318	27 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475716	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 310,93 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	2023	19 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475568	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 934,34 $	
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	202057	19 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475645	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 186,78 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200820essva	25 AOÛT 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 978,00 $	
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	011987	26 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475845	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 071,20 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	94465	26 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475858	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 319,35 $	
LES ENT. DM LEO INC.	65268	26 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475863	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 017,79 $	
LES ENT. DM LEO INC.	65289	26 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475866	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 817,64 $	
LES ENT. DM LEO INC.	65413	26 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475912	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 619,27 $	
LES ENT. DM LEO INC.	65542	26 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475881	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 513,53 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	bc30993	08 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475669	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 391,01 $	
PNEUS SP INC.	676171	19 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475752	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 160,06 $	
PNEUS SP INC.	676216	08 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475584	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 131,53 $	
RM ELECTRO DIESEL INC.	30791	05 AOÛT 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:475586	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 013,72 $	
TELUS	32872398038x	04 AOÛT 2020	BEAUDOIN, JULIE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 386,60 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1416975	18 AOÛT 2020	BOURGEOIS, MELANIE	Location pour 1 mois (30 jours) d'une grue 45 pieds 6 roues.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	4 441,15 $	
LOISELLE INC.	1423982	01 AOÛT 2020	ORANGE, JOHANNE	DA 650500: Traitement et valorisation de sol contaminés de type AB	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	86 089,75 $	1402167
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1428108	28 AOÛT 2020	VASSART, CLAIRE	DA 652786: Demande de soumission pour réparation de branchement d'égout à l'adresse 6380 Boulevard Léger.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	7 081,41 $	
SPECTRALITE	1427002	20 AOÛT 2020	VASSART, CLAIRE	DA 652071: TRV-7 scotchlite avec rosace Montreal	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	3 937,03 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1426403	17 AOÛT 2020	LEBLANC, MARIE-CLAUDE	BC - Octroyé un contrat pour le remplacement d'un branchement d'égout côté public au 826 av. Davaar dans l'arrondissement Outremont	Outremont	Réseaux d'égout	11 181,17 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1426033	13 AOÛT 2020	POITRAS, ANNE-MARIE	BC - Remplacement d'une partie du drain d'égout du 1239 avenue Lajoie conformément au dispositions du règlement 15-085 de la Ville de Montréal	Outremont	Réseau de distribution de l'eau potable	7 349,12 $	
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUEBEC	1425589	10 AOÛT 2020	CLOUTIER, SIMON	CPA- Frais ¿colloque -passeport multi-usagers 2020-2021 - ordre des comptables du Québec. Voir facture # 1633635 datée du 2020-07-29 / SPO	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	2 241,48 $	
9082-8179 QUEBEC INC.	1424711	03 AOÛT 2020	MAWN, BENOIT	Paiement de la facture # 3391 du 29 Juillet 2020	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 309,72 $	
DANSE CARPE DIEM/EMMANUEL JOUTHE	1427821	26 AOÛT 2020	OLIVIER, LYNE	Idéation, conception et réalisation du projet de médiation ET SI ON DANSAIT selon la convention No. Référence : PM-2020-03-001	Plateau Mont-Royal	Autres - activités culturelles	6 509,22 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1426459	17 AOÛT 2020	MENARD, JEAN-SEBASTIEN	Soumission DTP-20-DR64 Réparation partiel d'un branchement d'égout au 3511 De Bordeaux - facture # 1504 modifié BC amendé selon la demande - voir annexe	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	18 887,25 $	
TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC.	1426248	14 AOÛT 2020	MAWN, BENOIT	Achat de pièces selon la facture # 328364	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 020,33 $	
10642541 CANADA INC.	1427096	21 AOÛT 2020	CORMIER, MELISSA	Service production multimédia - 500 licences d'utilisation de l'application web et mobile Élo du 1er décembre 2020 au 1er décembre 2021 (RH).	Ressources humaines	Gestion du personnel	16 063,09 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1428040	27 AOÛT 2020	CORMIER, MELISSA	Formation en ligne "Recadrer les employés sans discipliner : l'approche Virage 180" pour 12 personnes au mois d'octobre 2020. (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 287,43 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1428037	27 AOÛT 2020	DUFOUR, BERNARD	Expertise Neurosciences, Dr Martin Tremblay, psychiatre en date du 27 février 2020, r-v annulé le 7 janvier 2020 et rapport complémentaire le 2 avril 2020. (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 619,48 $	
INSTITUTE FOR PERSONALITY & ABILITY TESTING, INC.	1424915	04 AOÛT 2020	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Paiement de facture IPAT-318068 - Outils psychométrique pour l'évaluation psychométrique des aspirants policiers, du personnel SIM et PCU pour l'embauche de 2020 pour le Service des ressources humaines.	Ressources humaines	Gestion du personnel	14 963,49 $	
LES SYSTEMES D'INFORMATION ULLIX INC.	1424923	04 AOÛT 2020	MEUNIER, JULIE	Paiement de la facture 2020371 - Utilisation de la licence organisationnelle Success Finder pour l'évaluation d'aspirants pompiers pour l'année 2020 pour le Service des ressources humaines.	Ressources humaines	Gestion du personnel	41 338,98 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE D'ARBITRAGE ACCELERE INC.	1427420	24 AOÛT 2020	ROCHETTE, JEAN	Service d¿arbitrage - Audience du 19 juin 2020, Conférences téléphoniques et frais des 22 janvier et 26 mai 2020 Délibéré et rédaction pour le Service des ressources humaines. (Grief : SPPMM 18-02)	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 516,73 $	
TELE-UNIVERSITE	1411185	19 AOÛT 2020	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	BCO - Honoraires professionnel pour l'évaluation linguistique des aspirants policiers, des proposé aux communications d'urgence et du personnel civil et SIM pour l'embauche de 2020.	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 522,00 $	
LAFARGE CANADA INC	1426654	18 AOÛT 2020	LAPOINTE, LOUIS	Pierres concassées 20-10MM nette et 20-0MM Municipal - factures 713139829 et 713109256	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	6 051,40 $	1402405
PEPINIERE A. MUCCI INC.	1424980	05 AOÛT 2020	LAUZON, CHRISTIAN	Bon de commande ouvert 2020 pour l'achat de terre numéro 1 pour fosse de plantation - livraison par 10 roue / Entente 1420740	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Horticulture et arboriculture	4 797,93 $	1420740
GDLC EXCAVATION INC.	1428096	28 AOÛT 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation complète d'une conduite d'égout au 5921, rue Saint-Hubert (3 soum.) - DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	13 438,40 $	
SIGNALTECH M.L. INC.	1426968	20 AOÛT 2020	BEAULIEU, PIERRE	Achat de panneaux oranges T-075 (7h-19h) avec logo Petite-Patrie, de pieds de balise et de kits de fixation pour l'aqueduc de Rosemont La-Petite-Patrie tel que soumission en date du 20-08-2020 (J.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 996,87 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1421323	24 AOÛT 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation complète d'une conduite d'égout au 4988, 5e Avenue (3 soum.) ¿ DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	4 724,44 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1424729	04 AOÛT 2020	DUBOIS, PIERRE	Travaux de réparation en urgence de la conduite d'égout située au 6589, 18e Avenue (2 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	12 493,51 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1425813	11 AOÛT 2020	REGISMARIANAYAGAM, JEEVANATHAN	Travaux de Réparation complète d'une conduite d'égout au 6319, Louis-Hémon (3 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	8 189,02 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1428053	28 AOÛT 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation complète d'une conduite d'égout au 6548, 40e Avenue (2 soum.) - DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	11 653,61 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	SLT976326	27 AOÛT 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	K770 SCIE A BETON Husqvarna SERIE 967682101-2020-1800406 /967682101-2020-1800411 FACTURE 227783	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	2 781,03 $	
MINOTAUR QUEBEC	1427825	26 AOÛT 2020	SIMON, DANIEL	SLT - TP MECANIQUE - Service de vidange	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	6 937,99 $	
CAN-INSPEC INC.	1372918	13 AOÛT 2020	DAVID, KATHY	IN 278101 Ajout fonds - Offre de service d'inspection de conduites boulevard Maisonneuve. Demandeur: Fernando Rivera. TR: CM13 0578. gré à gré.	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 010,51 $	
ENGLOBE CORP.	1427631	25 AOÛT 2020	DAVID, KATHY	Portion DRE 51,20% lié bc1426871 : Service pour le contrôle laboratoire, incidences projet rue Coupal VMP-20-006. OS : 2020-P021-0183-Rev1	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 678,37 $	
ENGLOBE CORP.	1427631	25 AOÛT 2020	DAVID, KATHY	Portion DRE 51,20% lié bc1426871 : Service pour le contrôle laboratoire, incidences projet rue Coupal VMP-20-006. OS : 2020-P021-0183-Rev1	Service de l'eau	Réseaux d'égout	5 678,37 $	
ENVIRO DATA INC	1424582	03 AOÛT 2020	DEVEAU, DOMINIQUE	Services de dépistage raccordements inversés au colorant dans les arrondissement Rivière-des-Prairies ¿ Pointe-aux-Trembles, Montréal Nord, Anjou et Ahuntsic-Cartierville - Section Nord - DRE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	81 177,18 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1398912	12 AOÛT 2020	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2020 - pour la location d'une fourgonnette T-150 Moyen ford 6 - 17-29844 - Mesure de consommation d'eau -DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	13 648,37 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1426309	14 AOÛT 2020	LACROIX, REMI	Location d'un camion modèle transit 1, 2 passagers incluant un panel régulier 1/2 toit bas, une flèche, un gyrophare, un séparateur et une caméra de recul - Section intervention - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874,06 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1427605	25 AOÛT 2020	LARRIVEE, ALAIN	Honoraires professionnels pour rencontre de de travail avec monsieur André Marsan pour le développement des livrables et le suivi - Direction du Service de l'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 887,16 $	
ULINE CANADA CORP	1426308	14 AOÛT 2020	BANNIER, ALICIA	Achat de bouteille naturel 32 onces, bouchon standard partie du kit - 28/400 blanc polypro cap 100/BG - Section Plomb - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 787,95 $	
BÉLAIR DIRECT_48	rmi00015141200014 52850004	05 AOÛT 2020	Système RECLAM	BÉLAIR DIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-002264, sur la liste de paiement 2008IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	15 000,00 $	
BELL CANADA_70	rmi00015078000014 90840004	05 AOÛT 2020	Système RECLAM	BELL CANADA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-001647, sur la liste de paiement 2007IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 622,25 $	
BELL CANADA_70	rmi00015149300014 90840004	05 AOÛT 2020	Système RECLAM	BELL CANADA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-002344, sur la liste de paiement 2007IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 458,13 $	
BRUNO CYR	rmi00015195300015 14690004	27 AOÛT 2020	Système RECLAM	BRUNO CYR\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-002793, sur la liste de paiement 2008IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 737,15 $	
GÉRARDO CAUTILLO	rmi00015141200015 09300001	05 AOÛT 2020	Système RECLAM	GÉRARDO CAUTILLO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-002264, sur la liste de paiement 2008IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	9 996,00 $	
HYDRO-QUÉBEC_28	rmi00015091600009 65510006	05 AOÛT 2020	Système RECLAM	HYDRO-QUÉBEC\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-001781, sur la liste de paiement 2007IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 752,00 $	
INAKI URIBE ODRIA_1	rmi00014791300014 75600005	27 AOÛT 2020	Système RECLAM	INAKI URIBE ODRIA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-008413, sur la liste de paiement 2008IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
MICHAEL WESTON	rmi00014866700014 82810006	05 AOÛT 2020	Système RECLAM	MICHAEL WESTON\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-009160, sur la liste de paiement 2007IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 346,34 $	
MOHAMMED BOUBADJA	rmi00015241600015 19090005	27 AOÛT 2020	Système RECLAM	MOHAMMED BOUBADJA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-003257, sur la liste de paiement 2008IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BAU-VAL CMM	1395273	07 AOÛT 2020	FERREIRA, RUY PAULO	DISPOSITION ROC BETON ASPHALTE ANNÉE 2020	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	7 769,07 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1411676	14 AOÛT 2020	FERREIRA, RUY PAULO	LOCATION TRANSIT AQUEDUC DÛE À LA COVID-19	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1411678	14 AOÛT 2020	FERREIRA, RUY PAULO	LOCATION TRANSIT AQUEDUC DÛE À LA COVID-19	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1422864	06 AOÛT 2020	FERREIRA, RUY PAULO	TRAVAUX AU 1780 SPRINGLAND	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	8 399,00 $	
AHEARN & SOPER INC	1426431	17 AOÛT 2020	FUGULIN-BOUCHARD, ANTOINE	Renouvellement contrat d'entretien - Imprimantes - Arrondissement Lachine - Période du 4 octobre 2020 au 3 octobre 20201- Conformément au contrat YC-13634 - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 716,99 $	
BANG THE TABLE CANADA LTD	1425815	11 AOÛT 2020	HEBERT, SYLVAIN	Renouvellement - Location plateforme WEB (Engagement HQ Full License) Site realisonsmtl.ca- Période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	24 992,27 $	
BELL CANADA	1424823	04 AOÛT 2020	PAGE, MARTIN	Support VM ware vSphere 6 Essential plus Kit - 179597555 et 179597554 - Période du 7 août 2020 au 15 janvier 2022 - Conformément à la soumission B100363307	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 324,14 $	
BMC SOFTWARE CANADA INC.	1427837	26 AOÛT 2020	MARTINEAU, LUC	70910-02 Traitement corporatif- Acquisition d¿une licence de logiciel Recovery Utility for VSAM (RUV) pour la période du 31 août 2020 au 30 août 2021 pour la journalisation des mises à jour de l¿application OASIS(Taxation) - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 892,17 $	
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1426992	29 AOÛT 2020	MONET, PHILIPPE	PTI 70910-03 Stockage de masse- services professionnels de consultation au sujet de la mise à jour de NetApp des systèmes de stockage SPVM-Experience SPVM et enquête de sécurité requise- STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 317,34 $	
FIBRENOIRE INC.	1425636	10 AOÛT 2020	BOUCHARD, GILLES	Technoparc - Services internet	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 167,99 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1427202	24 AOÛT 2020	PARENTEAU, LYNE	Frais de courrier interne et courrier rapide - Service des TI - Migration de Rogers vers TELUS - Cartes SIM - Covid 19	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 312,67 $	1302177
IBM CANADA LTEE	1428001	27 AOÛT 2020	VANDELAC, ROBERT	Renouvellement - Contrat d'entretien - Serveur RAO SIM - Power Edge - Période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021 - Conformément à la soumission datée du 14 août 2020 pour le contrat ICA-254751	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 617,78 $	
IXMEDIA INC.	1421175	11 AOÛT 2020	PARENTEAU, LYNE	Formation Designer Web / Conception accessible, créative et sexy¿ comment rendre cela possible selon offre de service du 27 mai 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 459,35 $	
LEARNQUEST INC.	1427310	24 AOÛT 2020	PARENTEAU, LYNE	Formation - IBM Z/OS Bootcamp - Claude Dubé -7 au 16 septembre 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 045,00 $	
OLSEN JOSEPH	1427491	25 AOÛT 2020	MOCANU, GIANINA	68111.08 ¿ Modernisation des télécommunications / MPLS- contrat de prestation de service en télécommunication (ressource auxiliaire), pour un maximum de 375 heures pour une période allant jusqu¿au 31 décembre 2020 -STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 706,25 $	
PHILIP COULOMBE	1427486	25 AOÛT 2020	MOCANU, GIANINA	68111.08 ¿ Modernisation des télécommunications / MPLS- contrat de prestation de service en télécommunication (ressource auxiliaire), pour un maximum de 375 heures pour une période allant jusqu¿au 31 décembre 2020 -STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 706,25 $	
SAS INSTITUTE (CANADA) INC.	1427223	24 AOÛT 2020	VANDELAC, ROBERT	Renouvellement des licences Base SAS - OS/20818-K02 039 F97 - Pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021 - Licence agreement number 15908	Technologies de l'information	Gestion de l'information	24 231,11 $	
SIDEKICK INTERACTIVE INC.	1425044	05 AOÛT 2020	HEBERT, SYLVAIN	Renouvellement - Contrat d'entretien et d'amélioration de l'application Info-Neige MTL (période hivernale 2020-2021) - Conformément à la proposition datée du 4 août 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	16 561,76 $	
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1423143	01 AOÛT 2020	HAYEUR, SOPHIE	Renouvellement de maintenance FME Centrex 2 Licences - du 1er septembre 2020 au 31 août 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 194,24 $	
VALIANTYS INC.	1424860	04 AOÛT 2020	THERRIEN, ANNIE	Renouvellement - Confluence (Server) et Jira Software 2000 users - Période 13 septembre 2020 au 13 septembre 2021 - Quote PC-LICATL-17620-02103	Technologies de l'information	Gestion de l'information	43 548,81 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2196320072	03 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel téléphonie sans-fil_No facture:2196320072	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 445,83 $	
TELUS	35061056021	31 AOÛT 2020	ATCHIRIKI, KENNEDY	Frais du compte n°35061056 facturé le 16 août 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 761,49 $	
TELUS	36430068008	03 AOÛT 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel téléphonie sans-fil_No facture:36430068008	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 912,19 $	
BIODIVERSITE CONSEIL INC.	1426888	19 AOÛT 2020	CARRIER, JEAN	Gré à Gré Services professionnels- Mandat pour relever le réseau hydrique, la ligne naturelle des hautes eaux (LNHE) et mise à jour du levé topographique pour le projet du boulevard Gouin Ouest- SUM	Urbanisme et mobilité	Construction d'infrastructures de voirie	41 995,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE D'ECOLOGIE URBAINE DE MONTREAL	1426368	15 AOÛT 2020	HAMAOUI, JEAN	SUM - Séance de consultation en webinaire - Projet du boulevard Gouin Ouest - Durée du mandat du 29 juillet au 31 août 2020 // Projet PTI 59070	Urbanisme et mobilité	Construction d'infrastructures de voirie	6 262,50 $	
COMMUNICATIONS RIVAGE INC.	1425677	10 AOÛT 2020	GAGNON, VALERIE	Video promotionnelle réseau Bornes de recharge - Ref : Yannick Roy	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 120,76 $	
CREATIONS LUPUNA S.E.N.C.	1424743	04 AOÛT 2020	CAREAU, LUCIE	Contrat de gré à gré relativement à un mandat d¿accompagnement dans la mise en place de la gouvernance et de la définition opérationnelle du programme municipal d¿urbanisme transitoire.	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	81 680,28 $	
ELECTROMEGA LTEE	1426858	19 AOÛT 2020	BESSETTE, HUGUES	Achat de lentille triangulaire - Ref : Dominic Di Palma	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	9 921,32 $	
INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VEGETALE DE	1424610	03 AOÛT 2020	GAGNON, VALERIE	Service de l¿urbanisme et de la mobilité- Services professionnels - Programme de suivi des végétaux le long de l'avenue Papineau et au sein des ouvrages de gestion durables des eaux pluviales - Années 1 et 2 -	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	45 288,90 $	
JEAN-CLAUDE GILBERT	1424619	03 AOÛT 2020	HAMEL-NUNES, JONATHAN	Serv.Prof. - Analyse, conception et soutien tech. ens. des contrats de SP-2020-02,03,05,06,09,11,12 - Ref : Michel Guerard	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	21 732,41 $	
L'OBSERVATEUR	1424751	04 AOÛT 2020	CAREAU, LUCIE	Sondage sur les VAS phase 1	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	44 619,69 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1428083	28 AOÛT 2020	CARRIER, JEAN	SUM - Gré à gré - Contrat de fournitures pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal.	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	54 431,56 $	
MATTHIEU GAUTIER	1428078	28 AOÛT 2020	RAIL, CHRISTIANNE	SUM - Services professionnels - Mandat d'accompagnement géomatique pour le déploiement du mobilier Montréal à pied	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19 055,23 $	
NADIM TADJINE	1427175	24 AOÛT 2020	CAREAU, LUCIE	Services professionnels Conseiller en planification stratégique en Codesign et innovation sociale et publique dans le cadre du développement des projets pilotes et programme urbanisme transitoire période 13 juillet au 18 décembre 2020-SUM	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	22 311,94 $	
PTV AMERICA INC.	1425310	06 AOÛT 2020	GAGNON, VALERIE	Achat logiciels et maintenance / Licence VISSIM et VISTRO - Ref : Jean Philippe Desmarais	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 049,41 $	
SNC-LAVALIN GEM QUEBEC INC.	1423068	20 AOÛT 2020	BERNIER, LISE	Services professionnels pour rédaction d'un avis d'expert ingénieur sur la décontamination du site dans le cadre du projet de déconstruction du tunnel piéton Champ-de-Mars, SUM.	Urbanisme et mobilité	Construction d'infrastructures de voirie	2 055,66 $	
SOCIETE LOGIQUE INC.	1427177	24 AOÛT 2020	RAIL, CHRISTIANNE	Facture #191256 - Formation en accessibilité universelle pour les chargés de projets du Programme d¿implantation des rues piétonnes ou partagées- formation du 22 novembre 2019- SUM	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 355,00 $	
TACEL LIMITEE	1427389	24 AOÛT 2020	CARRIER, JEAN	Achat de detecteur Trafisens - Ref : Zakaria Haddaji	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	86 358,52 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1425782	11 AOÛT 2020	GAGNON, VALERIE	Frais de services d'aménagement et autres (DM)- Ref : Martin Verreault	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 574,82 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1425782	13 AOÛT 2020	GAGNON, VALERIE	Frais de services d'aménagement et autres (DM)- Ref : Martin Verreault	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 049,88 $	
FONDATION HERITAGE MONTREAL	hm2020007	05 AOÛT 2020	ATCHIRIKI, KENNEDY	Contribution financière - Ville de Montréal - Direction de l'urbanisme	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	25 000,00 $	
LOCATION BATTLEFIELD QM	1426956	20 AOÛT 2020	THIFFEAULT, MARTIN	Verdun - Location d'une rétrocaveuse 430T IT avec godet. Pour une durée d'un mois. Incluant livraison, cueillette et assurance.	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	6 437,70 $	
SERVICE SOLENO INC.	1426616	18 AOÛT 2020	DORAIS, SYLVAIN	Verdun - BC ouvert 2020 - Location de camion hydro-excavation pour le département des travaux d'aqueduc et égout.	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	
STELEM (CANADA) INC.	1417861	03 AOÛT 2020	DORAIS, SYLVAIN	BCO 2020 pour l'achat de différentes pièces pour la réparation/restauration de bornes fontaines. - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	
9322-2073 QUEBEC INC.	1426305	14 AOÛT 2020	SAUVE, BENOIT	Facture 356 - Stationnement travaux rue Goulet	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 624,69 $	
BAU-VAL CMM	1393932	11 AOÛT 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Disposition de rebuts de béton et d'asphalte - Entente 1358405 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
CAPITAL SEWER SERVICES INC.	1425669	10 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Facture QC2023-1 - Travaux nettoyage et inspection par caméra -rues Dr Penfield et Redpath	Ville-Marie	Réseaux d'égout	11 338,65 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1395133	17 AOÛT 2020	HEBERT, NATHALIE	2020 - BC ouvert - Enrobés bitumineux - Entente 1338038 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	26 246,87 $	1338038
DEMIX BETON	1397392	21 AOÛT 2020	HEBERT, NATHALIE	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dans l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	41,99 $	
DEMIX BETON	1397392	21 AOÛT 2020	HEBERT, NATHALIE	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dans l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 144,39 $	1340660
DEMIX BETON	1397392	21 AOÛT 2020	HEBERT, NATHALIE	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dans l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	20 078,85 $	1340657
DEMIX BETON	1400904	11 AOÛT 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Entente 1340660 - Béton remblai - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 322,84 $	
DEMIX BETON	1400904	11 AOÛT 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Entente 1340660 - Béton remblai - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	12 619,50 $	1340660
EQUIPEMENT N.C.N. LTEE	1427126	21 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Soumission C4010F - Speed Shore usagé- TP Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 041,53 $	
FNX-INNOV INC.	1426114	13 AOÛT 2020	LABELLE, MARC	Entente VMP-19-016 : services professionnels, pour la préparation des plans et devis pour l'aménagement du parc de Percy-Walters.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	91 181,64 $	
GROUPE ABS INC.	1425869	11 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Soumission ED-18-3613-29 - Caractérisation environnementale phase II -Passage Victor-Hugo - entente 1338591	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	19 402,74 $	1338591

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE ABS INC.	1427036	21 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Contrôle qualitatif des matériaux : travaux réaménagement du terrain de soccer synthétique, modification système d'éclairage au parc Toussaint-Louverture. Incidences vmp-20-007 Dossier CD-20-0002-26 Entente 1410240	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	15 186,86 $	1410240
GROUPE JMG CONSTRUCTION INC.	1427808	26 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Soumission A01528 - Pavage rues Robert-Bourassa/De la Gauchetière	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	18 173,34 $	
HORIZON ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1426060	13 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Travaux d'arpentage, levé topographique incluant les éléments liés au génie civil. Projet de réaménagement des passages Victor-Hugo.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	19 160,22 $	
JAMES GRIFFIN & FILS LTEE	1415790	19 AOÛT 2020	SAUVE, BENOIT	Services d'un plombier - Raccordement bâtiments suite à la réhabilitation d'aqueduc sur la rue de Rouen - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 055,68 $	
LAFARGE CANADA INC	1413262	17 AOÛT 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Fourniture et livraison de pierre concassée - Entente 1402405 - L'entente se termine le 23-04-2023 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	25 721,94 $	1402405
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE	1426509	17 AOÛT 2020	SAUVE, BENOIT	Soumission SH-0300816 - Lève-plaques	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 144,38 $	
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	1428155	28 AOÛT 2020	SAUVE, BENOIT	BC ouvert 2020 - Collasse pour paveuse	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	
MANOREX INC.	1425263	06 AOÛT 2020	LABELLE, MARC	Paiement de facture - Travaux d'excavation en urgence conduit d'égout rue Sherbrooke (entre Chapleau et Iberville) - Facture 1113 - TP - Aqueduc (Alejandro Restrepo)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	40 682,66 $	
MANOREX INC.	1427752	26 AOÛT 2020	DUFRESNE, ALAIN	Factures 1067 et 1070 - travaux rues Cartier/Ontario et Berri/Ontario	Ville-Marie	Réseaux d'égout	12 073,56 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1424563	02 AOÛT 2020	BELLEVILLE, ERIC	ARR. VMA - RÉAPPROVISIONNEMENT PIÈCES D'AQUEDUC ET ÉGOUT.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 147,16 $	1277188
9082-8179 QUEBEC INC.	1425377	06 AOÛT 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7544 Outremont	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	12 388,52 $	
9082-8179 QUEBEC INC.	1425807	11 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Service de location d'une pelle avec opérateur pour le bris d'aqueduc sur Crémazie.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	5 580,09 $	
9082-8179 QUEBEC INC.	1426716	18 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 7420 Boyer	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	9 238,90 $	
9256-9466 QUEBEC INC.	1424595	03 AOÛT 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Réparation de pavé uni devant le Ultramar Crémazie.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 729,67 $	
9256-9466 QUEBEC INC.	1425800	11 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Service de réparation de béton devant le 8505, 13e avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
CREUSAGE RL	1426710	18 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur le 8 août pour le bris d'aqueduc Crémazie.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 661,43 $	
DEMIX BETON	1422134	24 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Fourniture de béton prémélangé selon l'entente 1340657	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 074,55 $	1340657
DEMIX BETON	1422134	24 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Fourniture de béton prémélangé selon l'entente 1340657	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	1 419,43 $	1340660
FORTERRA CONDUITE SOUS PRESSION, INC.	1424986	05 AOÛT 2020	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Travaux de remplacement ou de réparation du 16" en TBA - Bris Crémazie/Outremont	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1428003	27 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Remplacement d'un service d'eau en plomb au 7507 Boyer	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	6 824,19 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1426855	19 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 8504, 13e avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 194,26 $	
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1425883	12 AOÛT 2020	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - Bonnet de vanne - 16e ave / Jarry	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 551,72 $	
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1427069	21 AOÛT 2020	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - Bonnet de vanne - St-rock/ De l'épée	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 095,03 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427802	26 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - ACHAT D'UNION	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	1 783,11 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1427802	26 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - ACHAT D'UNION	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	1 473,18 $	1143933
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1425635	10 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Service de location de machinerie avec opérateur pour le bris de conduite sur Crémazie.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	4 105,01 $	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1426252	14 AOÛT 2020	ST-PIERRE, MARCO	AQUEDUC - Signalisation pour le bris d'aqueduc Crémazie	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 949,47 $	1307671
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1425199	06 AOÛT 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7972, 21e avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	9 448,87 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1426736	19 AOÛT 2020	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT D'UNE FILETEUSE À TUYAU	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 566,53 $	
							16 748 891,26 $	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2020/09/21 13:00

(1)

Dossier # : 1204320007

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur le « Bilan de la huitième année d'activité (2018) ».

Il est recommandé :

1) au comité exécutif de mandater la Direction générale afin de préparer un dossier décisionnel proposant de changer les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 conformément à la recommandation R1 de la commission et de mettre en oeuvre les trois autres recommandations du rapports.

2) au conseil municipal et au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques et aux recommandations contenues dans le rapport annuel 2018.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-25 16:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204320007**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats à la suite du rapport d'étude et des recommandations portant sur le « Bilan de la huitième année d'activité (2018) ».

CONTENU

CONTEXTE

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte de la Ville de Montréal, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des personnes élues au niveau municipal et d'agglomération et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

La Commission permanente sur l'examen des contrats a déposé le 15 avril 2019 et le 18 avril 2019 son bilan et comportant 4 recommandations auprès du conseil municipal et du conseil d'agglomération dans son rapport intitulé « Bilan de la huitième année d'activité (2018) ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0377 (15 avril 2019) et CG19 0170 (18 avril 2019) : Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la huitième année d'activité (2018) »

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des quatre recommandations contenues au rapport de la Commission d'examen des contrats, le comité exécutif dépose son rapport sur ces

questions.
En regard à la recommandation 1 de ce 8e rapport annuel de la CEC, l'Administration souhaite rapidement que soit retirée de la liste des critères d'examen la notion de contrat accordé à un consortium. Prendre note que ce critère s'est appliqué à une occasion seulement en près de 10 ans. Ainsi la Direction générale est mandatée pour assurer le suivi.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette réponse est soumise en tenant compte du contexte de la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-02

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-08-03

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS PORTANT SUR LE BILAN DE SA HUITIÈME ANNÉE D'ACTIVITÉS

Mise en contexte

La Commission sur l'examen des contrats a déposé le bilan de sa huitième année d'activités, l'année 2018, assorti de recommandations au conseil municipal du 15 avril 2019 et au conseil d'agglomération du 18 avril 2019.

Commentaires d'ordre général

Dans son rapport, la Commission rend compte du travail accompli et formule quatre recommandations traitant des thèmes suivants : critères d'examen des contrats (R-1); sollicitation des marchés (R-2) recommandations portant sur les outils d'analyse (R-3 et R4). Le comité exécutif souhaite répondre à ces recommandations.

Recommandation à l'égard des critères d'examen

R-1

Que soit éliminée de la liste de critères d'examen de la Commission sur l'examen des contrats la notion de contrat accordé à un consortium.

Réponse à R-1

Le 25 février 2019, la Commission permanente sur l'examen des contrats a été mandatée, de concert avec le Bureau de l'Inspectrice générale, afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 (résolutions CM11 0202 et CG11 0082) et en 2019 (CM19 0114 et CM19 0115). Ce mandat a été inscrit au programme d'activités 2019 et 2020 de la Commission (CM19 0341, CG19 0151, CM20 0134 et CG20 0082). Les travaux de révision ont donc débuté au début de 2019 et se poursuivront dans les prochains mois.

Comme ce critère s'est appliqué à une occasion seulement en près de 10 ans, le comité exécutif prend note du souhait de la Commission de retirer de la liste des critères d'examen la notion de contrat accordé à un consortium et mandate la Direction générale pour retier cet aspect dans les meilleurs délais.

Recommandations visant la sollicitation des marchés

R-2

Que l'administration évalue la pertinence de développer et de mettre en œuvre des outils de communication susceptibles de favoriser une plus grande participation des entreprises aux appels d'offres de la ville et des arrondissements

Réponse à R-2

L'augmentation du nombre de contrats n'ayant obtenu qu'un soumissionnaire conforme n'est pas uniquement justifiée par le manque d'outils de communication auprès des marchés.
En effet, plusieurs autres raisons peuvent expliquer cette situation: marché saturé par un très grand nombre de projets d'envergure (ex.: REM, l'échangeur Turcot ou le pont Samuel-De-Champlain, etc.), hausse substantielle du PTI de la Ville et donc des contrats à accorder, facteurs de risques administratifs pour les entrepreneurs, tels que des délais de réponse ou de paiement, des échéanciers serrés avec des pénalités de retards importantes, etc.

La Ville de Montréal a actuellement recours à tous les moyens requis par le cadre législatif afin de faire connaître ses appels d'offres (publication dans SÉAO et dans les journaux). Une amélioration de l'expérience de faire affaire avec la Ville, ce qui pourrait permettre de rectifier la situation au profit d'une image de marque renouvelée, nous apparaît plus porteur qu'une diversification des outils de communications.

Dans cette perspective, le Service de l'approvisionnement travaille actuellement à un projet de forum annuel avec les fournisseurs potentiels de la Ville. Le premier exercice se déroulera en 2021 et vise à améliorer l'accessibilité aux appels d'offres et l'accompagnement des fournisseurs dans le dépôt d'offres qui rencontrent les exigences de la Ville.

Recommandation sur les outils d'analyse
R-3
Que l'administration favorise le développement d'espaces collaboratifs entre la Commission sur l'examen des contrats et la Commission sur l'inspecteur général

Réponse à R-3
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et invite les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats et la Commission permanente sur l'inspecteur général à collaborer davantage dans l'avenir.

Rappelons aussi que le 25 février 2019, la Commission permanente sur l'examen des contrats a été mandatée, de concert avec le Bureau de l'Inspectrice générale, afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 (CM19 0114 et CM19 0115). Ce mandat a été inscrit au programme d'activités de la Commission (CM19 0341 et CG19 0151). La Commission permanente sur l'inspecteur général pourra également participer à ce chantier.

R-4
Que l'administration mette en œuvre des moyens favorisant un plus grand partage des connaissances entre les services municipaux en ce qui a trait au coût des divers biens, produits et services et des travaux pour lesquels la Ville sollicite régulièrement les marchés.

Réponses à R-4
Initiées à partir de 2015, deux démarches de «gestion par activités (GPA)» pour le déneigement et la gestion des matières résiduelles ont permis d'établir des coûts pour certains éléments des activités concernées. Ces données sont rendues disponibles via l'outil *Decimal* à plus d'une centaine d'employés.

D'autres démarches visant à améliorer le partage des données ont également eu lieu :

- Développement d'un outil de partage des connaissances permettant de consulter les contrats octroyés, de faire des recherches spécifiques et de télécharger les résultats via l'outil de visualisation Vue sur les contrats;
- Analyse de coûts des travaux par plusieurs services centraux dans leur domaine d'expertise;
- Élaboration d'une liste uniformisée d'items pour les bordereaux de soumission suite à l'harmonisation des devis techniques d'infrastructures

En conclusion
Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour la quantité et la qualité du travail accompli pendant sa huitième année d'existence, en 2018, et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 septembre 2020	Résolution: CA20 13 0172

DEMANDE POUR LA TENUE D'UNE ÉLECTION PARTIELLE DANS LE DISTRICT DE SAINT-LÉONARD-EST.

ATTENDU QUE madame Patricia Lattanzio a été élue le 21 octobre 2019 à la Chambre des communes, ce qui a laissé son poste de conseillère de ville vacant dans le district de Saint-Léonard-Est dans l'arrondissement de Saint-Léonard;

ATTENDU QUE conformément aux directives gouvernementales visant à prévenir la propagation du virus COVID-19 et aux instructions du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la tenue d'une élection partielle dans le district de Saint-Léonard-Est prévue le 15 mars 2020 a été annulée alors même que le vote par anticipation avait eu lieu;

ATTENDU QUE les citoyens du district de Saint-Léonard-Est ne sont pas représentés à la Ville depuis plus de 10 mois, qu'en novembre 2021, cela fera deux ans, et que la représentation est le fondement de notre démocratie;

ATTENDU QUE les élections municipales sont la base de la démocratie de proximité qui contribue à accroître la participation des citoyens à la vie politique de leur ville;

ATTENDU QU'au mois d'août 2020, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a annoncé la reprise des élections en suspens, obligeant ainsi d'autres municipalités à tenir des élections le 4 octobre prochain;

ATTENDU QUE le 28 août 2020, le Service du greffe de la Ville de Montréal a signifié que le district de Saint-Léonard-Est n'était pas concerné par la reprise du processus électoral municipal annoncé par Québec;

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a expliqué que « [la Ville de Montréal] peut demander la tenue d'une élection partielle » pour l'obtenir.

Il est proposé par Michel Bissonnet

appuyé par Dominic Perri, Mario Battista et Lili-Anne Tremblay

et résolu :

Que le conseil d'arrondissement de Saint-Léonard se prononce en faveur que l'élection partielle annulée le 15 mars 2020 soit nouvellement fixée dans les plus brefs délais.

Que le conseil d'arrondissement de Saint-Léonard demande l'appui du conseil de ville de la Ville de Montréal pour demander au gouvernement du Québec la tenue d'une élection partielle dans son district de Saint-Léonard-Est.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

10.02

Guylaine CHAMPOUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 septembre 2020

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 8 septembre 2020

Guylaine CHAMPOUX
Secrétaire d'arrondissement

Article 7.01

Montréal

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 27 août 2020, à 17 h

Au CM du lundi 21 septembre 2020, à 13 h

20.01	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204983005

Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204982005

Conclure une entente-cadre avec Chaussures Belmont inc. pour une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation, pour l'acquisition de bottes et de souliers de sécurité - Montant estimé de l'entente : 3 752 839,91 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17904 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité - 1205243002

Exercer l'option de deux années de prolongation, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec GoSecure inc. (CG17 0427, lots 2 et 4), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1204473002

Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes et incidences incluses (lot 1 : 378 606,85 $ et lot 2 : 556 411,64 $) - Appel d'offres public 20-18014 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1208895001

Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc. pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021 - Dépense totale de 643 601,32 $, taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 20-18205 (un seul soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1208528008

Conclure une entente-cadre avec Brandt Tracteur pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 verg es cubes, pour une durée de trois ans - Montant estimé de l'entente: 5 073 846,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18034 (4 soum.)

Mention spéciale: Ce dossier sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208260004

Résilier deux contrats (lots 9 et 10) accordés à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mél angés (CG20 0196) à la suite du proces sus d'appel d'offres publics 20-18067

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1200362001

Accorder un contrat à 3024407 Canada inc. f.a.s.r.s. - Entreprise Vaillant 1994, pour une période de 36 mois, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées - Dépense totale de 423 448,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18061 (lot 4) - (1 seul soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198457001

Accorder un contrat à Construction ARCADE pour la réfection des cinq chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, afin d'assurer la sécurité des intervenants lors des accès pour l'opération et l'entretien - Dépense totale de 1 614 740,26 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10345 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810006

Accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 822 603,82 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15510 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1205350003

Autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, relatif au projet de rénovation de la caserne 26, située au 2151 av. du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses (CG14 0250) / Résilier le contrat de services professionnels 14193 accordé à Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1207305001

Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée. pour la réalisation des travaux de réfection de toiture et remplacement des unités de ventilation au Centre Opérationnel Ouest du SPVM - Dépense totale de 2 138 802,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15617 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231056

Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune - Dépense totale de 1 484 172,06 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 214738 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1208395001

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda 1, à l'Addenda 2 ainsi qu'à l'Addenda 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019 / Approuver le projet d'addenda 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N. C.R.L./s.r.l., résolutions CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438027

Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18179 (1 seul soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles - 1203219004

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total du contrat de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports - 1203769001

Accorder un contrat de services professionnels à Sports Montréal inc. pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 - Dépense totale de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 (2 soum., un seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service des technologies de l'information , Direction - 1205942003

Exercer l'option de renouvellement pour une période de 12 mois, et autoriser u ne dépense additionnelle de 195 457,50 $, taxes incluses, pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dan s le domaine des TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Groupe Informatique Technologia inc. (CG18 0426)

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1200684001

Conclure deux ententes-cadres, d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, avec : Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) et son cocontractant les Services EX P inc. pour le lot 2 (Lot 2 : 2 879 337,90 $, taxes incluses) et Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l. (ÉKM) avec ses cocontractants Latéral s.e.n.c. et Pageau, Morel & Associés inc. pour le lot 7 (Lot 7 : 661 038,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17978 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1208827001

Accorder un contrat à Groupe P leineterre inc. pour des services professionnels d'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois -de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17968 (2 soum., un seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1208298003

Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020 -01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la COVID -19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six organismes du réseau PME MTL

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1208298002

Adopter l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID -19 (CG20 0212) afin d'augmenter le montant du prêt de 20 millions de dollars

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1194565003

Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., pour une période additionn elle de 7 ans et 29 jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026, un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, d'une superficie de 8587 pieds carrés, pour le poste de quartier 7 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer t otal de 1 428 280,82 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1205323004

Approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville loue tempo rairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 364,8 mètres carrés, pour les fins d'un site de transbord ement de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures et du réseau routier

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service de l'habitation , Direction - 1208833002

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 293 853 $ pour la r éalisation du projet de logement social Vilavi - Montcalm de l'organisme Vilavi Québec.

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1207796011

Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal (COVID-19) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service du développement économique , Direction - 1200191006

Approuver les addendas 1 aux conventions initiales entre la Ville de Montréal (Ville) et les organismes École de créativité La Factry (CG19 0301), Réseau de la co opération du travail du Québec (CG20 0059), Celcius Mtl (CG19 0222), La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069) et 7 à nous (CG19 0406), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

Adopté à l'unanimité.

20.28	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine - 1207642001

Accorder un soutien financier maximal de 1 092 000 $ à la Fabrique des Mobilités Québec pour un projet de valorisation des données en mobilité, dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438011

Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d' intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte - Dépense totale de 1 006 033,72 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques - 1207655002

Autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / Approuver un projet d'addenda 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424 $ à 984 335,91 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204983004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit mois - Montant total estimé des ententes : 19 689 849,61 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18120 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.32	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1206717005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Raylobec inc. (15 831 707 $), et un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. (13 803 290 $), pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois incluant une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 29 634 997 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18152 (8 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, pour un montant total de 666 597 $, taxes nettes

Adopté à l'unanimité.

20.33	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15511 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.34	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438028

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée, pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 mètres cubes, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077,16 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.35	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198457002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10347 (2 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.36	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1208091002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, situé au 12001 boul. Maurice-Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 15637 (1 seul soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.37	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15509 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.38	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1207343001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10317 (3 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.39	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1206236001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de cinq ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 (1 seul soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.40	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1205965001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure trois ententes-cadres pour les services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour une période de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, avec les firmes suivantes : Cima+ s.e.n.c. (lot 1) - montant estimé de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes et contingences incluses; GLT+ (lot 2) - montant estimé de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes et contingences incluses; Cima+ s.e.n.c. (lot 3) - montant estimé de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18162 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.41	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1207090001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder deux contrats de services profes sionnels à Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C -301, pour une durée de 36 mois - Dépense totale de 5 018 618,51 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17861 (2 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.42	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231065

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout avec Tetra Tech QI inc. (lot 1), pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 seul soum.) et CIMA+ s.e.n.c. (lot 2) pour une somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 seul soum.) - Appel d'offres public 20-18062

Adopté à l'unanimité.

20.43	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1200298001

Approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville, dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

Adopté à l'unanimité.

20.44	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207019001

Approuver l'Addenda 1 à la convention 2018 -2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL (CG18 0176), et accorder une contribution financière de 350 000 $, majorant ainsi le montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $, à la suite du regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On

Adopté à l'unanimité.

20.45	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438024

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc, pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 225 798,66 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public DP20022-182295-C (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.46	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1208661001

Accorder un contrat à Les Entreprises Michauville inc. pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte -Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10388 (2 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.47	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel - 1208751001

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Alithya services-conseils inc. (lot 1) - montant estimé de l'entente : 682 951,50 $; Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2) - montant estimé de l'entente : 634 131,97 $; Talsom inc. (lot 3) - montant estimé de l'entente : 844 807,56 $, pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement, selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de 30 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 2 161 891,03$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17995 (10 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.48	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231062

Autoriser la première prolongation, sans dépense additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15643 (CG17 0094), soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.49	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1204565004

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Jalbec inc., pour une période de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021, un espace à bureaux situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, d'une superficie de 6693 pieds carrés, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale (incluant travaux d'aménagements) de 710 987,38 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.50	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204338004

Conclure sept ententes-cadres avec 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour une durée de deux mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 1 804 351,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18357 (2 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie - 1204164002

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (130 103 961,09 $)

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1207211021

Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+630 / Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1202937001

Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1206019001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Traité.

41.02	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme - 1200668001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel -Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois

Traité.

41.03	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1207562001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 294 166 du cadastre du Québec

Traité.

41.04	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1208285001

Avis de motion et dépôt - « Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique », relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information

Traité.

41.05	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207896002

Avis de motion et dépôt - « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) » / Augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $

Traité.

41.06	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1207952002

Avis de motion et dépôt - « Règlement établissant le programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes » dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Traité.

41.07	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179013

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

Traité.

41.08	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction - 1206407028

Ajout - Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014), afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 30 septembre 2020

Traité.

42.01	Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques - 1202614003

Adoption - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service de la culture , Direction - 1208021005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

Adopté à l'unanimité.

42.03	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1207383001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mis e à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish

Adopté à la majorité des voix.

50.01	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme - 1208480005

Approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020

Adopté à l'unanimité.

51.01	Service de l'habitation , Direction - 1208320002

Reconduire le mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour une période de trois ans

Adopté à l'unanimité.

51.02	Service de la culture , Direction - 1208021006

Nomination de membres au Conseil des arts de Montréal

Adopté à l'unanimité.

51.03	Service du greffe , Direction

Nominations aux commissions permanentes

Adopté à l'unanimité.

Article 7.02

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU lundi 31 août 2020, à 16 h

Au CM du lundi 21 septembre 2020, à 13 h

42.01	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction - 1206407028

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014), afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 30 septembre 2020

Adopté avec modification à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1207721003

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis «Vers une ville féministe: avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2015-2018-Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal».

Il est recommandé :
-de prendre acte du dépôt auprès du conseil municipal de la Ville de Montréal, de l'avis «Vers une ville féministe, Avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2015-2018-Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal».

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-28 12:59

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207721003**
Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis «Vers une ville féministe: avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2015-2018-Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal».

CONTENU

CONTEXTE

Tel que prévu dans la politique « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal » de la Ville de Montréal, le Conseil des Montréalaises (CM) doit effectuer un suivi de sa mise en œuvre. «Vers une ville féministe : avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2015-2018-Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal» constitue une réponse au «Bilan du plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréa/ » publié en juin 2019 par la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0410 - 18 mai 2004 : Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.
CM19 1043 - 16 septembre 2019 : Adoption - Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

DESCRIPTION

Cet avis du CM intitulé «Vers une ville féministe : avis sur le Bilan du Plan d'action 2015-2018-Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal» est déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal. Il souligne les progrès en matière d'égalité qui ont été réalisés au cours des dernières années par l'administration municipale ainsi que les nombreux défis qui restent à relever. Les membres du CM y présentent leur vision pour une Ville égalitaire, exempte de discriminations et où les femmes seraient reconnues comme actrices de changements. Elles font aussi état des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie des Montréalaises. Pour que l'égalité de fait se réalise, les membres du CM ont formulé 41 recommandations à la Ville de Montréal, portant notamment sur les politiques municipales actuelles et la mise en place d'actions structurantes. Elles soulignent l'importance d'étendre les mesures d'égalité à l'ensemble des

champs de compétence de la Ville, au sein de chacun de ses arrondissements, et ce, aussi bien dans les services offerts à la population qu'au sein de la fonction publique.

JUSTIFICATION

Selon le *Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal* (19-051), le conseil exerce, entre autres, les fonctions suivantes : « il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil municipal, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine et soumet des recommandations au conseil de la ville. » Le présent avis se veut un outil supplémentaire pour accompagner la Ville de Montréal dans son engagement à soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources permanentes pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux menés par le CM s'inscrivent dans la promotion de la participation citoyenne aux affaires de la cité. L'existence même tout comme les dossiers et les avis produits par le CM touchent à de nombreux critères et principes du plan de développement durable de la Ville de Montréal comme l'équité entre les genres, la promotion des transports collectifs et l'amélioration des conditions de vie, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations de l'avis visent notamment à améliorer les mesures mises en place par la Ville de Montréal en matière d'égalité, que ce soit au niveau de la gouvernance, de la ville employeur, des services aux citoyennes, du développement économique ou de la scène internationale. Les membres du CM y proposent aussi des actions structurantes pour faire de Montréal une ville féministe et exempte de discriminations: la mise ne place de processus de reddition de compte, la création d'un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations, l'application de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) à l'ensemble de ses processus décisionnels, et le maintien de la pérennité, de l'indépendance et des ressources du CM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les membres du CM font des recommandations à la Ville concernant la prise en compte et l'implication des femmes dans les plans de relance post-COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le document sera disponible sur le site Web du CM, sera publié sur les réseaux sociaux du CM et envoyé aux partenaires de la Ville et du CM qui sont concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-25

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-08-28

VERS UNE VILLE FÉMINISTE

Avis du Conseil des Montréalaises
sur le Bilan du plan d'action 2015-2018
« Pour une participation égalitaire
des femmes et des hommes à la vie
de Montréal »

Conseil des Montréalaises

Montréal

REMERCIEMENTS

Le Conseil des Montréalaises (CM) tient à remercier chaleureusement toutes les femmes et tous les groupes de femmes qui ont participé à cette démarche. Sans leur temps et leur parole, la réalisation de cet avis n'aurait pas été possible.

Le CM remercie également de leur collaboration Marie-Anne Cantin, Marianne Carle-Marsan et Maude Séguin, du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal, Stéphane Patry, du Service des ressources humaines de la Ville de Montréal, et Cécile Poirier, du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

Cet avis a été adopté par les membres du Conseil des Montréalaises (CM) lors de l'assemblée du 13 août 2020 et déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal.

Le CM utilise le langage non sexiste dans ses communications et la rédaction de ses recherches. Cet engagement est une étape vers l'adoption d'un langage qui représente et inclut les personnes non binaires et trans.

Comité de travail du Conseil des Montréalaises

Dorothy Alexandre (membre du CM),
Kenza Bennis (secrétaire-recherchiste du CM),
Dominique Daigneault (membre du CM),
Mélissa Côté-Douyon (membre du CM),
Andrée Fortin (membre du CM),
Zina Laadj (membre du CM),
Laurence Richard-Nobert (soutien à la recherche)

Recherche

Cynthia Lewis

Rédaction

Dorothy Alexandre, Kenza Bennis,
Mélissa Côté-Douyon, Andrée Fortin,
Cynthia Lewis, Laurence Richard-Nobert

Coordination

Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste du CM

Révision linguistique

Diane Grégoire

Conception et réalisation graphiques

Caroline Marcant – zigomatik.ca

Septembre 2020

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-7647-1793-6 (PDF français)

CONSEIL DES MONTRÉALAISES

1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
conseildesmontrealaises@montreal.ca
www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

conseildesmontrealaises
C_Montrealaises

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES 7

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES 8

INTRODUCTION 9

1 L'ANALYSE CRITIQUE DU « BILAN DU PLAN D'ACTION EN ÉGALITÉ 2015-2018 » 10

1.1 La gouvernance 10

1.1.1 Les avancées 10

1.1.2 Les défis 11

1.1.2.1 Favoriser l'accès et le maintien des femmes aux instances décisionnelles 11

1.1.2.2 Augmenter la participation citoyenne des femmes à la vie municipale 12

1.1.3 Les recommandations du CM en matière de gouvernance 13

1.2 La Ville, employeur 13

1.2.1 Les avancées 14

1.2.2 Les défis 14

1.2.2.1 Adopter une approche intersectionnelle de l'égalité en emploi 14

1.2.2.2 Favoriser la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle 15

1.2.3 Les recommandations du CM concernant la Ville employeur 15

1.3 Les services aux citoyennes 16

1.3.1 Les avancées 16

1.3.2 Les défis 16

1.3.2.1 Assurer la sécurité des femmes 16

1.3.2.2 Augmenter l'offre de logements sociaux, abordables et sécuritaires 17

1.3.2.3 Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale 19

1.3.3 Les recommandations du CM en matière de services aux citoyennes 20

1.4 Les femmes, moteur de développement économique 22

1.4.1 Les avancées 22

1.4.2 Les défis 22

1.5 Les Montréalaises sur la scène internationale 23
1.5.1 Les avancées 23
1.5.2 Les défis 23
1.5.3 Les recommandations du CM relatives à la place qu'occupent les Montréalaises sur la scène internationale 23

2 LA VISION DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES POUR UNE VILLE FÉMINISTE ET EXEMPTE DE DISCRIMINATIONS 24

2.1 Le droit à la ville pour toutes les femmes 24
2.1.1 Une ville pour toutes les Montréalaises 24
2.1.2 Les recommandations du CM en matière de droit à la ville 26

2.2 Les principes directeurs 28
2.2.1 Lutter contre les discriminations à l'égard de toutes les femmes 28
2.2.1.1 Reconnaître les discriminations envers les femmes 28
2.2.1.2 Transformer les défis en opportunités 29
2.2.1.3 Améliorer la gouvernance, les politiques et la fonction publique 30
2.2.1.4 Les recommandations du CM en matière de lutte aux discriminations 31
2.2.2 Reconnaître les Montréalaises comme actrices de changement 31
2.2.2.1 Reconnaître les femmes comme pilier du développement social de Montréal 32
2.2.2.2 Reconnaître l'apport des femmes au développement économique de Montréal 33
2.2.2.3 Reconnaître les femmes comme bâtisseuses de la ville 35
2.2.2.4 Adopter un langage non sexiste pour rendre les femmes plus visibles 35
2.2.2.5 Les recommandations du CM en matière de reconnaissance des femmes comme actrices de changement 35

2.3 Les conditions de réussite pour une ville féministe et exempte de discriminations 36
2.3.1 Une Ville responsable 36
2.3.1.1 Favoriser la transversalité des questions d'égalité 36
2.3.1.2 Impliquer les partenaires en matière d'égalité 37
2.3.1.3 Élaborer des indicateurs de suivi et d'évaluation 37
2.3.1.4 Impliquer les arrondissements dans les actions liées à l'égalité 39
2.3.1.5 Les recommandations du CM en matière de responsabilité de la Ville 39
2.3.2 Instaurer et pérenniser l'ADS+ à la Ville de Montréal 40
2.3.2.1 Systématiser l'ADS+ dans les processus décisionnels et les plans d'action 40
2.3.2.2 Les recommandations du CM en matière d'ADS+ 42

2.3.3 Créer un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations 44
2.3.3.1 Instaurer un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations 44
2.3.3.2 Les recommandations du CM relatives au Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations 46
2.3.4 Assurer la pérennité, l'indépendance et les ressources du CM 46
2.3.4.1 Un conseil consultatif unique 46
2.3.4.2 Des défis à relever 47
2.3.4.3 Les recommandations du CM relatives à la pérennité, à l'indépendance et aux ressources du CM 49

3 LA PANDÉMIE DE COVID-19 : LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE 50

3.1 Les femmes, premières victimes de la pandémie 50
3.2 Les groupes de femmes au front 51
3.3 Les mesures d'urgence de la Ville de Montréal 51
3.4 La prise en compte des femmes 52
3.5 Les recommandations du CM concernant les actions de la Ville pendant et après la pandémie de COVID-19 53

CONCLUSION 54

RECOMMANDATIONS 55

NOTES 63

PRÉSENTATION DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES

Créé en 2004, le Conseil des Montréalaises (CM) est composé de 15 membres bénévoles représentant la diversité des Montréalaises. Il agit en tant qu'organisme consultatif auprès de l'administration municipale en ce qui a trait à la condition féminine et à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes. Il utilise l'analyse féministe intersectionnelle des enjeux pour appréhender les réalités vécues par les Montréalaises.

Il exerce les fonctions suivantes :

- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine, et soumet des recommandations au conseil de la ville ;
- il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'égalité entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine ;
- il contribue à la mise en œuvre et au suivi d'une politique d'égalité entre les femmes et les hommes à la Ville de Montréal ;
- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Le CM constitue un précieux outil démocratique. Il est à l'affût des idées et des courants de pensée, et reste attentif aux tendances et à l'expression des citoyen.nes et des organismes communautaires féministes actifs sur le territoire. Ses principaux axes d'intervention sont : vivre en ville, gouverner la ville et travailler à la Ville. Les travaux du CM portent ainsi sur les conditions de vie des Montréalaises (transport, logement, lutte à la pauvreté, sécurité, itinérance, offre de sports et de loisirs, etc.), sur la présence et la participation des femmes en politique municipale ainsi que sur les conditions de travail des femmes fonctionnaires.

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ADS+	Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle
ARTM	Autorité régionale de transport métropolitain
BÉLD	Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations
CCRE	Conseil des communes et régions d'Europe
CDEC	Corporation de développement économique communautaire
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CLD	Centre local de développement
CRDIM	Conseil régional de développement de l'île de Montréal
CRÉ	Conférence régionale des élu.es
FEM	Forum économique mondial
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FQM	Fédération québécoise des municipalités
ICREF	Institut canadien de recherche sur les femmes
INM	Institut du Nouveau Monde
IRIS	Institut de recherche et d'informations socioéconomiques
OCPM	Office de consultation publique de Montréal
ONU	Organisation des Nations Unies
PAÉE	Programme d'accès à l'égalité en emploi
RABQ	Réseau de l'action bénévole du Québec
SDIS	Service de la diversité et de l'inclusion sociale
SHQ	Société d'habitation du Québec
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
STM	Société de transport de Montréal
SUM	Service de l'urbanisme et de la mobilité
TGFM	Table des groupes de femmes de Montréal

INTRODUCTION

Depuis 2008, la Ville de Montréal s'engage à mettre en place des mesures porteuses en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Cet engagement s'est traduit par l'adoption de la Politique « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal »[1], dont découlent les plans d'action 2008-2012 et 2015-2018. Tel que prévu dans cette politique, le Conseil des Montréalaises (CM) doit effectuer un suivi de sa mise en œuvre. Le présent avis constitue donc une réponse au « Bilan du plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal »[2], publié en juin 2019 par la Ville.

Cet avis présente les principaux constats et réflexions des membres du CM à l'égard des réalisations du « Plan d'action 2015-2018 ». Il souligne les progrès qui ont été réalisés au cours des dernières années par l'administration municipale, mais également les nombreux défis qu'il reste à relever en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes à Montréal. En effet, la crise générée par la pandémie de COVID-19 a mis en exergue le fait que les femmes sont les actrices principales du tissu social et communautaire tout en constituant une des populations les plus vulnérables de la ville. Pour le CM, il est donc d'autant plus important que la Ville de Montréal poursuive ses avancées en matière d'égalité dans les prochains plans d'action en développement social.

Dans cet avis, les membres du CM présentent les résultats de leurs réflexions en trois parties. La première partie fournit une analyse critique du Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018. Dans la deuxième partie, les membres du CM exposent leur vision pour une ville égalitaire et exempte de discriminations, qui s'articule autour d'un objectif principal, de deux principes directeurs et de quatre conditions de réussite. Les membres soulignent l'importance de lutter contre toutes les discriminations et de reconnaître les femmes comme actrices de changement afin que toutes les Montréalaises puissent jouir de l'ensemble de leurs droits. Pour atteindre cet objectif, la Ville doit se montrer responsable et rendre des comptes, créer un Bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations, appliquer l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) dans l'ensemble de ses processus décisionnels et assurer la pérennité, l'indépendance et les ressources du CM. Enfin, la troisième et dernière partie fait état des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie des Montréalaises et présente des recommandations sur la place des femmes dans les plans de relance de la Ville.

Le CM salue les avancées qui ont été réalisées dans les dernières années en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes. Les recommandations contenues dans cet avis servent à guider la Ville dans l'ensemble de ses champs de compétence. Ces recommandations sont en continuité avec la vision du CM pour une ville égalitaire et exempte de discriminations.

1
L'ANALYSE CRITIQUE DU « BILAN DU PLAN D'ACTION EN ÉGALITÉ 2015-2018 »

L'analyse critique du « Bilan du plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal »[3] de la Ville de Montréal (ci-après appelé Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018) repose sur les constats et les réflexions du CM, inspirés par ses travaux antérieurs, les besoins exprimés par les citoyennes et les groupes de femmes rencontrés par le CM ainsi que par les études réalisées en collaboration avec différents partenaires. L'analyse est présentée selon les cinq axes à partir desquels le bilan a été rédigé.

Les membres du CM tiennent cependant à souligner qu'elles ne sont pas en mesure de faire un réel suivi de l'application du Plan d'action en égalité 2015-2018 en raison des lacunes méthodologiques de ce plan (manque d'indicateurs de suivi et d'évaluation), des données incomplètes qui y sont présentées ainsi que des ressources et pouvoirs limités dont dispose le CM.

Ce document ne présente donc pas une analyse exhaustive des résultats du Plan d'action en égalité 2015-2018, mais les principaux constats et réflexions des membres du CM à la lecture du Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018.

1.1 La gouvernance

Les municipalités sont des instances de gouvernance de proximité. Elles disposent de mécanismes de participation qui leur permettent d'adapter leurs politiques publiques en fonction des différents besoins, réalités et intérêts des citoyen.nes. En s'assurant d'une participation citoyenne inclusive à tous ses niveaux de gouvernance, la Ville de Montréal peut contribuer à l'enrichissement des expériences de démocratie locale tout en jouant un rôle de premier plan dans l'atteinte de l'égalité de fait.

1.1.1 Les avancées

Le CM accueille positivement les efforts de la Ville pour soutenir l'avancement de carrière des femmes, comme la priorisation du développement des compétences et l'application du taux de nomination préférentielle prévu dans le « Plan d'action pour la diversité en emploi 2016-2019 »[4].

Les programmes d'accès à l'égalité en emploi (PAÉE) sont des programmes institués par la « Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics » qui permettent de contrer la discrimination en emploi. Ils s'adressent aux organismes publics (des municipalités, des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et sociétés d'État), à certaines entreprises privées ainsi qu'à certains organismes gouvernementaux[5]. À la Ville de Montréal, le Programme d'accès à l'égalité en emploi « propose une série de mesures pour promouvoir la diversité dans [les] équipes et assure un processus d'embauche juste et équitable aux femmes, aux Autochtones, aux minorités visibles ou ethniques et aux personnes handicapées »[6].

Aussi, la Ville a mis en place plusieurs mesures bénéfiques de manière à favoriser l'accès des femmes aux instances décisionnelles, dont la création de sept jeunes conseils paritaires dans des arrondissements de la Ville et l'organisation annuelle de la formation-simulation Cité Elles MTL destinée aux femmes intéressées par la politique municipale.

Enfin, les membres du CM saluent la mise en place de formations sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) auprès des personnes élues, des gestionnaires et des professionnel.les. Elles se réjouissent également qu'un projet pilote d'intégration de l'ADS+ aux processus décisionnels de la Ville ait été amorcé depuis janvier 2019.

1.1.2 Les défis

1.1.2.1 Favoriser l'accès et le maintien des femmes aux instances décisionnelles

Selon le Bilan du plan d'action en égalité, entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2018, 336 femmes ont été nommées pour représenter la Ville dans différentes instances internes ou externes (commissions permanentes, comité exécutif, comités consultatifs en urbanisme, conseils d'administration, etc.). Ces données, issues du portail des données ouvertes de la Ville[7], ne permettent pas d'évaluer si l'objectif de « faire de la parité pour gouverner le premier objectif de la politique [d'égalité][8] » a été atteint puisqu'elles ne font pas mention des proportions de femmes et d'hommes qui siègent aux différentes instances décisionnelles de la Ville. De plus, seul le genre des personnes nommées figure sur le portail des données ouvertes de la Ville. Il n'y a aucune information sur la proportion de femmes issues des minorités visibles et ethniques, des femmes autochtones ou en situation de handicap, qui permettrait de mesurer puis d'assurer la représentativité de toutes les Montréalaises dans les lieux de pouvoir.

Concernant les élu.es, les membres du CM se réjouissent de voir que la parité a été atteinte à Montréal : 53 femmes sur 103 personnes ont été élues lors des élections municipales du 5 novembre 2017[9]. Les membres du CM encouragent donc la Ville à poursuivre ses efforts pour maintenir cette parité. Elles invitent aussi la Ville à implanter des mesures pour atteindre la parité dans l'ensemble des instances de la Ville (internes ou externes, où siègent des représentant.es de la Ville) et pour améliorer les conditions de travail qui permettent de favoriser le maintien en poste des femmes élues (équité salariale, conciliation famille-travail[10], code d'éthique, etc.).

Aussi, bien que la parité ait été atteinte au conseil municipal, celui-ci demeure encore peu représentatif de la réalité sociodémographique de la métropole. Parmi les 87 personnes élues qui ont répondu au formulaire d'auto-identification, 1 personne s'est déclarée handicapée, 6 se sont déclarées appartenant au groupe des minorités visibles et 14 au groupe des minorités ethniques[11]. Il importe que la Ville agisse dans le but de contrer cette sous-représentativité dans ses instances décisionnelles, documente les obstacles systémiques qui en sont la cause et élabore des mesures audacieuses afin d'assurer la juste représentation politique de toutes les Montréalaises et de tous les Montréalais dans les lieux de pouvoir.

Enfin, il est à noter que la documentation qui s'intéresse aux femmes dans les lieux décisionnels se concentre davantage sur les obstacles rencontrés lorsqu'elles se présentent en politique, alors que les défis consistent également à les maintenir dans leurs fonctions une fois élues. La culture du milieu politique, peu accueillant pour les femmes, et le climat de travail sont souvent des causes pouvant expliquer le départ des femmes après avoir effectué un seul mandat.

En 2017, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a effectué un sondage auprès de ses membres élues et celle-ci concluait que 30 % d'entre elles ont mentionné qu'elles avaient déjà été victimes d'intimidation, de harcèlement ou de discrimination dans le cadre de leurs fonctions[12]. Les situations d'intimidation figurent parmi les problèmes les plus fréquents. Lorsqu'il était question de discrimination, près de 20 % des élues (contre 12 % des élus) ont mentionné qu'elles ont déjà vécu une telle situation. Parmi les types de discrimination rapportés : les propos racistes et discriminants, ainsi que les blagues et les commentaires sexistes. Les discriminations et autres types de violence psychologique et physique ont été identifiés comme étant une des situations problématiques pouvant compromettre l'accès et le maintien des femmes en politique.

Les membres du CM saluent le nouveau « Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement »[13] dans lequel il est stipulé que « les membres du conseil doivent favoriser le maintien d'un climat de travail harmonieux et respectueux et d'un milieu de travail sain et exempt de toute forme de harcèlement ». Elles invitent la Ville à en faire la promotion auprès des élu.es et à mettre en place des moyens pour qu'il soit respecté. Elles recommandent aussi à la Ville d'offrir des ateliers de formation et de sensibilisation sur les discriminations que vivent les femmes en politique municipale, comme le suggère la FQM[14].

1.1.2.2 Augmenter la participation citoyenne des femmes à la vie municipale

Les membres du CM soulignent l'absence de mesures concrètes dans le Plan d'égalité et le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 en ce qui concerne un aspect essentiel de la gouvernance locale, soit la participation citoyenne aux affaires de la Ville. En 2019, les membres du CM ont publié un mémoire sur la participation des Montréalaises à la période de questions du public du conseil municipal[15]. Les recommandations formulées s'appuyaient principalement sur l'état des lieux du projet « MTElles : pratiques participatives pour l'égalité »[16], un projet portant sur la participation citoyenne des femmes à la vie démocratique montréalaise réalisé par Concertation Montréal, Relais-femmes et la Coalition montréalaise des Tables de quartier, ainsi que sur des constats établis au fil du temps par des groupes de femmes de Montréal.

Les recommandations concluent toutes à l'importance de mieux cerner les biais systémiques qui freinent la participation des femmes au développement des communautés et à l'importance de mettre en place des pratiques innovantes et inclusives de démocratie participative afin d'éliminer ces obstacles. Les membres du CM saluent la proactivité du Bureau de la présidence, qui a déjà appliqué plusieurs recommandations du CM. Toutefois, le Plan d'action en égalité et le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 ne proposent aucune mesure concrète pour documenter et enrayer les obstacles systémiques que rencontrent les femmes lorsqu'elles veulent participer à des consultations publiques ou à la période de questions du conseil municipal. Les membres du CM invitent donc la Ville à prendre en compte toutes les femmes dans ses consultations, tant au niveau de la ville-centre que des arrondissements, et à les inclure dans sa prochaine politique de participation publique et d'engagement citoyen.

1.1.3 Les recommandations du CM en matière de gouvernance

- **R1** Que la Ville de Montréal s'assure que ses instances décisionnelles (comité exécutif, commissions permanentes et présidences des commissions permanentes, comités consultatifs en urbanisme, conseils d'administration des organismes liés à la Ville) reflètent la réalité sociodémographique montréalaise.

  R1 a. Que la Ville de Montréal atteigne, d'ici cinq ans, une représentation des femmes comprise entre 40 % et 60 % (dite zone paritaire) au sein de ses instances décisionnelles.

  R1 b. Que la Ville de Montréal fixe et atteigne, d'ici cinq ans, des cibles de représentation spécifique pour les femmes des minorités ethniques, visibles, les Autochtones et les personnes en situation de handicap au sein de ses instances décisionnelles.

- **R2** Que la Ville de Montréal organise annuellement Cité Elles MTL afin de soutenir la présence des femmes en politique, y alloue les ressources nécessaires et en assure la pérennité d'année en année.

- **R3** Que la Ville de Montréal s'engage à formaliser l'ensemble des pratiques soutenant la conciliation famille-travail pour les élu.es et mette en place des pratiques normées et transparentes.

- **R4** Que la Ville de Montréal s'engage à appliquer les mesures présentées dans la « Trousse d'outils pour une participation égalitaire et inclusive pour toutes les femmes » publiée dans le cadre de MTElles, un projet portant sur la participation citoyenne des femmes à la vie démocratique montréalaise.

1.2 La Ville, employeur

En tant que principal employeur de la région métropolitaine, la Ville de Montréal peut jouer un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie de toutes les Montréalaises.

Malgré les nombreux efforts accomplis au cours des dernières années, les membres du CM observent que des inégalités systémiques persistent en matière d'égalité et d'inclusion en emploi.

Elles invitent donc la Ville à devenir un employeur exemplaire et un modèle de fonction publique en offrant les mêmes opportunités d'embauche et de promotion en emploi pour l'ensemble des femmes et des hommes.

1.2.1 Les avancées

Les membres du CM se réjouissent des efforts déployés par le Service des ressources humaines pour publier des données ventilées selon le genre sur les cinq groupes visés par le Programme d'accès à l'égalité en emploi (PAÉE) et pour mettre en place des initiatives visant à soutenir l'avancement de carrière des femmes. Elles saluent aussi les initiatives qui visent à favoriser l'accès des femmes aux emplois à prédominance masculine : formation des responsables du recrutement au taux de nomination préférentielle, séances d'information sur les emplois cols bleus, formation des cadres sur la gestion de la diversité, partenariat avec la Concertation montréalaise femmes et emplois majoritairement masculins (CMFEMM), programme de recrutement de pompières et de pompiers destiné aux femmes, aux minorités visibles et ethniques ainsi qu'aux personnes autochtones.

1.2.2 Les défis

1.2.2.1 Adopter une approche intersectionnelle de l'égalité en emploi

Selon le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018, entre 2015 et 2018, la Ville a embauché 34 femmes parmi les 75 cadres de direction (45,3 %), 264 femmes parmi les 549 cadres administratifs (48,1 %), 240 policières parmi les 795 policiers (30,2 %), 202 femmes parmi les 1 276 cols bleus (15,8 %). Malheureusement, le Bilan ne fait pas état des pourcentages de femmes dans chaque catégorie d'emploi ni de l'évolution de ces pourcentages (par exemple, quels sont les pourcentages de cadres de direction féminins, en 2015 et en 2018) qui permettraient d'évaluer la proportion de femmes dans ces emplois et l'évolution de cette proportion.

Selon les données fournies par le Service des ressources humaines, les femmes représentent, en décembre 2019 : 56,50 % des cols blancs, 16,92 % des cols bleus, 1,33 % des pompières et pompiers, 33,91 % du personnel policier, 55,74 % des professionnelles et professionnels généraux, 41,46 % des cadres de direction, 46,96 % des cadres administratifs et 27,94 % des professionnelles et professionnels scientifiques. Aussi, parmi l'ensemble des employé.es, il y a 38,83 % de femmes, 14,82 % de personnes issues des minorités visibles, 6,47 % des minorités ethniques, 0,41 % des communautés autochtones et 1,06 % de personnes handicapées.

Considérant ces données et la sous-représentativité des femmes dans certaines catégories, le CM réitère l'importance pour la Ville d'adopter une approche intersectionnelle de l'égalité entre les genres dans sa fonction publique municipale, comme recommandé par les expert.es réuni.es lors du Symposium sur les femmes et le milieu de travail[17]. Selon ces expert.es, trois éléments importants permettent de faire progresser l'égalité entre les genres et la diversité en milieu de travail : l'adoption d'une approche intersectionnelle de l'égalité en milieu de travail, le changement de structures plutôt que celui des personnes, et la sensibilisation à l'égard de l'égalité entre les genres et la remise en question des mythes répandus sur les entraves à la progression des femmes sur le marché du travail (par exemple, la promotion de la diversité va à l'encontre de

la méritocratie, où les écarts de carrière entre les sexes sont le résultat d'un « choix »). De plus, il ressort de cela que les meilleures pratiques doivent être centrées sur les trois phases du cycle d'emploi, soit l'embauche, le maintien en poste des employé.es et l'avancement professionnel.

Cette approche intersectionnelle permettrait, grâce à des données différenciées et croisées, d'identifier les catégories d'emploi où les femmes, les femmes des minorités ethniques et visibles, les femmes autochtones et celles en situation de handicap sont peu présentes, puis de mettre en place des mesures visant à corriger les discriminations systémiques qu'elles subissent en matière d'embauche, de maintien en poste et de progression de carrière. Parmi ces mesures, le CM avait formulé plusieurs recommandations concernant la production de données genrées sur l'application du PAÉE pour chaque catégorie visée[18]; la révision des outils de sélection à l'embauche pour les cols bleus[19], la sensibilisation pour contrer les préjugés sexistes[20] et capacitistes[21], la mise en place de partenariats avec des organismes spécialisés[22], etc.

1.2.2.2 Favoriser la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle

Les membres du CM notent qu'aucune mesure visant à favoriser la conciliation famille-travail (CFT) n'a été incluse dans le Plan d'action en égalité 2015-2018 ni dans le Bilan qui en découle, alors que « favoriser l'utilisation des mesures de conciliation famille-travail » est un des objectifs de la Politique d'égalité[23] et que le CM a formulé cette recommandation à plusieurs reprises[24]. Des mesures structurantes sont aujourd'hui nécessaires afin que l'ensemble des employé.es de la fonction publique municipale puisse bénéficier d'une meilleure CFT. Ces mesures, qui concernent notamment le télétravail, sont d'autant plus importantes durant la pandémie de COVID-19, au cours de laquelle un grand nombre d'employé.es font encore du télétravail.

1.2.3 Les recommandations du CM concernant la Ville employeur

- **R5** Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre les objectifs fixés par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) pour les cinq groupes visés dans le cadre du PAÉE, dans toutes les catégories d'emploi, au niveau de la ville-centre et des arrondissements.

  R5 a. Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre les objectifs fixés pour les femmes et porte une attention particulière aux catégories d'emploi où elles sont peu nombreuses (cols bleus, policières, pompières, professionnelles scientifiques).

  R5 b. Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre entre 40 % et 60 % (dite zone paritaire) de femmes parmi les personnes autochtones, en situation de handicap, des minorités visibles et ethniques employées à la Ville, au sein de toutes les catégories d'emploi.

  R5 c. Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre entre 40 % et 60 % (dite zone paritaire) de femmes dans ses programmes spécifiques de la prochaine « Stratégie pour la diversité, l'équité et l'inclusion en emploi » (visant les employé.es ou les personnes autochtones, en situation de handicap, les minorités visibles et ethniques).

- **R6** Que la Ville de Montréal élabore et adopte une politique officielle de conciliation famille-travail (CFT) s'appliquant à l'ensemble du personnel dans tous ses services et arrondissements tout en tenant compte des besoins particuliers liés à des catégories d'emploi (par ex. : horaires des cols bleus).

- **R7** Que la Ville de Montréal forme l'ensemble du personnel du Service des ressources humaines sur l'ADS+ et qu'elle applique cette analyse à ses processus de recrutement, ses programmes, ses projets, ses politiques et ses plans en ressources humaines afin de prendre en compte toutes les femmes en matière d'emploi.

1.3 Les services aux citoyennes

Favoriser l'accès de toutes les femmes aux services municipaux constitue un aspect essentiel d'une ville égalitaire. Les membres du CM invitent la Ville de Montréal à continuer sa progression sur ce plan en portant une attention particulière à l'augmentation des services spécifiquement destinés aux femmes.

1.3.1 Les avancées

Les membres du CM reconnaissent les nombreux efforts et améliorations qui ont été réalisés par la Ville de Montréal dans l'offre de services s'adressant aux citoyennes. L'adoption d'une déclaration contre les violences à caractère sexuel[25] en 2018 et l'adhésion à l'initiative des « Villes sûres et espaces publics sûrs » d'ONU Femmes[26] en 2019 constituent certainement des messages symboliques importants en ce qui a trait à la sécurité des femmes.

En matière d'itinérance, les membres du CM félicitent la Ville pour le Plan d'action en itinérance 2018-2020, « Parce que la rue a différents visages »[27], dont l'élaboration a été basée sur une large consultation des partenaires et qui comprend plusieurs mesures spécifiques aux femmes.

Enfin, les membres du CM se réjouissent des initiatives mises en œuvre par les différents services municipaux afin de sensibiliser les partenaires aux besoins différenciés selon les sexes et intersectionnels et des efforts déployés par le Service de l'habitation pour mieux connaître les besoins des femmes.

1.3.2 Les défis

1.3.2.1 Assurer la sécurité des femmes

Les membres du CM réitèrent l'importance d'assurer une sécurité réelle de toutes les Montréalaises dans l'espace public[28] : « […] il faut lutter contre les agressions sexuelles et le harcèlement sexuel en même temps que de mettre en place des mesures de sécurité. Cette responsabilité incombe à toutes et à tous, et non uniquement aux femmes. » Pour aller plus loin que la déclaration contre les violences à caractère sexuel adoptée en 2018, un des premiers pas à poser serait que la Ville de Montréal adopte une position claire contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, incluant les violences à caractère sexuel, comme demandé par les groupes de femmes rencontrés lors de la journée de consultation « Femmes et enjeux municipaux » organisée par le CM en partenariat avec la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) en avril 2018.

Pour les membres du CM, l'adhésion à l'initiative « Villes sûres et espaces publics sûrs » d'ONU Femmes est une bonne occasion de s'inspirer des meilleures pratiques sur les plans

local, national et international afin de mettre en place des mesures porteuses qui rendent la métropole plus égalitaire, plus inclusive et plus sécuritaire. Dans un premier temps, le programme d'ONU Femmes est l'occasion de faire un état des lieux précis sur les violences faites aux femmes à Montréal. Une mise en œuvre effective du programme est tributaire d'une action concertée avec les groupes de femmes et d'une adhésion de tous les partenaires municipaux aux objectifs du programme. Une initiative de ce genre a d'ailleurs été récemment mise sur pied à Winnipeg[29]. L'adhésion de la Ville à cette initiative doit être utilisée comme un levier pour mobiliser tous les acteurs concernés dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Dans le but de nourrir les réflexions sur l'implantation du programme « Villes sûres et espaces publics sûrs », le CM rappelle que son avis « Montréal, une ville festive pour toutes » contient plusieurs recommandations en matière de sécurité.

Enfin, les membres du CM observent que l'actualisation du « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire[30] » n'a pas été réalisée dans le cadre du Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018. Considérant l'aspect fondamental de l'aménagement urbain sur la sécurité et le sentiment de sécurité des femmes dans la cité, les membres invitent l'administration et ses partenaires municipaux à poursuivre le travail entamé pour donner suite à cette action.

1.3.2.2 Augmenter l'offre de logements sociaux, abordables et sécuritaires

« L'action municipale en habitation ne s'adresse pas spécifiquement aux femmes, mais elles en bénéficient grandement », mentionne le Bilan du plan d'action en égalité[31]. Plusieurs résultats sont rapportés concernant le développement de logements sociaux et communautaires, l'aide à l'achat d'une propriété, l'aide au programme d'adaptation au domicile, les inspections en matière de lutte contre l'insalubrité, mais le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 et le Plan d'action dont il découle ne font état d'aucun objectif mesurable ni de prise en compte des multiples réalités des femmes[32].

Les membres du CM observent cependant que le logement constitue un enjeu majeur pour les Montréalaises. Alors qu'elles sont responsables de plus de la moitié des ménages locataires, les femmes sont en effet toujours plus à risque d'être mal logées, notamment en raison de leur plus grande pauvreté. Elles sont aussi plus nombreuses à vivre de l'insécurité dans leur logement[33]. Les femmes autochtones, les femmes en situation de handicap, les cheffes de famille monoparentale, les femmes immigrantes et racisées, les femmes victimes de violences conjugales, les femmes aînées, les femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, les femmes à faible revenu rencontrent des obstacles supplémentaires importants pour se loger, tant pour ce qui est des possibilités que des conditions de logement[34].

Elles « font face à des traitements discriminatoires implicites ou explicites quand vient le moment de louer ou d'acheter. Ces multiples formes de discriminations font en sorte qu'elles doivent se tourner vers des logements trop petits pour leurs besoins, en mauvais état ou qui sont éloignés des infrastructures, ressources et services dont elles ont besoin. Ces traitements discriminatoires ne s'arrêtent pas au moment de l'accès au logement. De nombreuses femmes témoignent avoir vécu du harcèlement et ont subi des propositions indécentes où leurs corps étaient réduits à des

marchandises par leur propriétaire, concierge, gestionnaire, voisin ou co-chambreur. Cette difficulté à trouver et demeurer dans un logement sécuritaire amène de nombreuses femmes et familles à être à risque ou en situation d'itinérance[35] ».

Les problèmes d'accès au logement pour les femmes sont exacerbés dans un contexte où il y a rareté de logements locatifs et une augmentation constante du coût des loyers et des propriétés[36].

Il est cependant possible d'agir pour maintenir le parc de logements locatifs, et certains arrondissements ont commencé à adopter des mesures dans ce sens. Par exemple, l'arrondissement du Sud-Ouest a adopté un projet de règlement visant à régir la subdivision et la réduction du nombre de logements[37], et l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie a légiféré pour confiner l'implantation des résidences de tourisme sur certaines artères[38].

Le logement représente donc un enjeu majeur pour les femmes, et le logement social s'avère une solution durable. Sans but lucratif et échappant à la logique marchande du profit et de la spéculation, ce type de logement permet en effet de fournir des logements qui répondent aux besoins spécifiques de populations économiquement, socialement et politiquement marginalisées[39].

En avril 2018, les représentantes des groupes de femmes rencontrées par le CM lors de sa journée de consultation « Femmes et enjeux municipaux », organisée en partenariat avec la TGFM, ont demandé à la Ville de Montréal d'augmenter l'offre de logements sociaux, abordables, décents, accessibles en transport en commun et à proximité des services essentiels.

Toujours en 2018, la Ville de Montréal a adopté la « Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 »[40]. Elle propose également un nouveau règlement afin d'améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial sur son territoire : le Règlement pour une métropole mixte[41].

Les membres du CM saluent ces initiatives structurantes de la Ville. Elles réitèrent l'importance d'augmenter l'offre de logement social, particulièrement le logement social et communautaire à Montréal, comme recommandé dans leurs précédents avis : « L'itinérance des femmes à Montréal » (2017), « Les femmes au centre de la ville » (2016) et « L'accès au logement pour les femmes de la région métropolitaine » (2014). La réalisation effective de ces unités de logements sociaux et communautaires est d'autant plus urgente que le développement des unités déjà prévues « accuse actuellement d'importants retards puisqu'environ 500 unités ont été livrées en 2017, ce qui est loin de la cadence de 1 250 par an pour atteindre la cible de 12 000 de la Ville de Montréal »[42].

Plusieurs groupes de femmes ainsi que plusieurs organismes de défense des droits ont également rappelé l'importance d'augmenter l'offre de logement social à Montréal et d'augmenter le seuil de logements sociaux à 40 % dans le Règlement pour une métropole mixte lors des consultations de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Constatant que les inégalités sociales et raciales sont révélées et amplifiées par la crise sanitaire liée à la COVID-19 dans certains quartiers, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) suggère

aussi d'augmenter l'accès au logement social afin de lutter contre la pauvreté et d'éviter la fragmentation du tissu social[43].

Des efforts doivent être également consentis pour développer une offre de logements sociaux qui répondent aux besoins spécifiques de plusieurs groupes de femmes, notamment les femmes immigrantes ou sans statut, les femmes autochtones, les femmes en situation de handicap ou les aînées[44].

1.3.2.3 Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

En matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 donne peu d'information. Il fait état de quatre mesures pour tenir compte de l'ADS+ dans le dénombrement des personnes en situation d'itinérance et du financement de trois projets Femmes-relais.

Tel qu'il a été mis en évidence dans plusieurs études[45], dont l'avis du CM, « L'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », l'itinérance au féminin augmente et se complexifie. Les femmes en situation d'itinérance sont souvent invisibles, sont ou ont été plus exposées à différentes sortes de violences, et présentent des problèmes de santé mentale de plus en plus lourds. On compte aussi parmi elles une plus grande proportion de femmes autochtones, de femmes issues de l'immigration et de femmes trans.

Parallèlement, les ressources sur le terrain sont insuffisantes et les travailleuses sont à bout de souffle[46]. Pourtant, « dans les ressources dédiées aux femmes, la demande dépasse largement le nombre de places disponibles : le taux d'occupation des refuges avoisine ou surpasse 100 %. Ces ressources refusent régulièrement des femmes par manque de place. […] Ce manque de places peut être expliqué par le sous-financement des ressources pour femmes. [En 2018], Le Chaînon et le Pavillon Patricia Mackenzie ont dénoncé les inégalités concernant le financement : alors que les maisons pour itinérants masculins reçoivent 27 $ de subvention par lit, celles pour femmes en reçoivent 9 $. Elles comblent cet écart par des collectes de fonds »[47].

Considérant ces disparités, les membres du CM recommandent à la Ville de mettre en place des mesures ciblées, comme recommandé dans leur avis sur l'itinérance[48], pour lutter contre l'itinérance au féminin, soutenir les femmes en situation d'itinérance et les organismes qui les accueillent, et améliorer les conditions socioéconomiques des citoyennes à risque d'itinérance. Un effort particulier doit être fourni au sujet du dénombrement qui tient actuellement compte de l'itinérance visible, et donc peu de celle des femmes.

Concernant la pauvreté, la situation des Montréalaises reste préoccupante. En 2019, les Québécoises occupent 60 % des emplois à bas salaire[49]. Le quart d'entre elles travaillent à temps partiel[50] et leur salaire horaire correspond à 88,6 % de celui des hommes[51]. À Montréal, 38,4 % des femmes locataires consacrent 30 % et plus de leur revenu au loyer et 17,5 % d'entre elles y consacrent 50 % et plus de leur revenu[52]. De plus, 7 % des femmes de l'île de Montréal dépendent de l'assistance sociale[53].

Les membres du CM rappellent donc l'importance de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour favoriser l'accès à un revenu décent pour les femmes[54]. Cette mesure est d'autant plus importante aujourd'hui, à l'heure où les femmes subissent les effets de la pandémie de la COVID-19 dans plusieurs sphères, notamment pour ce qui est des pertes d'emploi. En avril 2020, le taux de chômage à Montréal atteignait 18,2 %[55]. Au Québec, après trois mois, la comparaison des données du mois de mai 2020 par rapport à celles de février (situation avant la pandémie) montre que la baisse de l'emploi touche davantage les femmes (-14,7 %) que les hommes (-12,3 %)[56].

Enfin, toujours en matière de pauvreté et d'exclusion sociale, les membres du CM sont aussi fortement préoccupées par les conditions d'extrême précarité dans lesquelles vivent de nombreuses femmes autochtones à Montréal. De récentes études ont démontré qu'elles sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, les violences, les inégalités sociales, le racisme et les comportements discriminatoires perpétrés à l'égard des communautés autochtones[57]. En 2018, le dénombrement des personnes en situation d'itinérance sur l'île de Montréal estimait que la population autochtone constituait 12 % de l'échantillon, alors qu'elle représente un peu moins de 1 % de la population montréalaise. Les Inuits constituaient 25 % des Autochtones en situation d'itinérance, alors qu'elles et ils ne représentent que 5 % de la population autochtone à Montréal[58].

Les membres du CM saluent la nomination d'une commissaire aux relations avec les peuples autochtones, Marie-Ève Bordeleau, chargée de conseiller la Ville en matière de relations avec les peuples autochtones et de développer une stratégie de réconciliation pour la Ville de Montréal[59]. Elles soulignent néanmoins que la Ville doit prendre en compte les besoins spécifiques des femmes autochtones afin de bonifier son offre de services. À titre de rappel, l'avis du CM, « L'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », comprend des recommandations qui visent à améliorer les relations de la Ville et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) avec les membres des Premières Nations et les Inuits[60].

1.3.3 Les recommandations du CM en matière de services aux citoyennes

Sécurité

- **R8** Que la Ville de Montréal mette en œuvre des actions relatives au programme « Villes sûres et espaces publics sûrs », d'ONU Femmes, auquel elle a adhéré en 2019.

  R8 a. Que la Ville de Montréal consacre des ressources financières afin de mettre en œuvre ces actions.

  R8 b. Que la Ville de Montréal mette en œuvre ces actions en collaboration avec des groupes de femmes spécialisés dans les enjeux de sécurité des femmes dans l'espace public, ainsi qu'avec la Société de transport de Montréal (STM) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour les actions relevant de leurs champs de compétence.

- **R9** Que la Ville de Montréal actualise le « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire » en utilisant une perspective intersectionnelle pour prendre en compte la sécurité des femmes dans l'espace public.

R9 a. Que la Ville de Montréal mandate le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) pour la refonte du Guide, en collaboration avec le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et les groupes de femmes spécialisés dans les enjeux de sécurité des femmes dans l'espace public.

R9 b. Que la Ville de Montréal fasse la promotion du Guide afin qu'il soit mis en application au sein de la ville-centre et de tous les arrondissements.

Logement

- **R10** Que la Ville de Montréal se dote d'une stratégie en habitation qui reconnaisse le droit au logement[61].

  R10 a. Que l'offre de logement qui découle de cette stratégie soit à la portée de toutes les femmes.

  R10 b. Que cette stratégie soit fondée sur une ADS+ afin de faire état des obstacles que rencontrent les femmes et de prendre en compte leurs besoins spécifiques.

- **R11** Que la Ville de Montréal bonifie son offre de logements sociaux.

  R11 a. Que la Ville de Montréal modifie son Règlement pour une métropole mixte afin d'augmenter ses objectifs d'inclusion de logements sociaux, avec une proportion minimale de 40 %, dans le but de répondre véritablement aux besoins des ménages locataires, plutôt que de répartir les logements entre 20 % de logements sociaux et 20 % de logements dits abordables.

  R11 b. Que la Ville de Montréal s'engage à réserver un pourcentage d'unités de logements sociaux et communautaires pour les femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, pour les femmes en situation de handicap et pour les femmes autochtones.

  R11 c. Que la Ville de Montréal reconnaisse le droit au logement des personnes sans statut ou au statut précaire. Pour cela, qu'elle abolisse, dans son programme AccèsLogis Montréal, la clause limitant l'accès aux logements sociaux et communautaires des personnes avec statut de citoyen ou de résident permanent, imposée par la Société d'habitation du Québec (SHQ), comme recommandé par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM)[62].

  R11 d. Que la Ville de Montréal élabore un plan d'action visant à ce que l'ensemble des logements sociaux et communautaires soit accessible universellement.

- **R12** Que la Ville de Montréal mette en place des mesures visant à lutter contre le harcèlement et toutes les autres formes de violences vécues par les femmes dans leur logement, qu'il soit social, communautaire ou privé.

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

- **R13** Que la Ville de Montréal offre un soutien financier conséquent et récurrent aux groupes de femmes et aux organismes qui viennent en aide aux femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

- **R14** Que la Ville de Montréal prenne en compte l'itinérance cachée des femmes dans son dénombrement. Pour ce faire, qu'elle applique une ADS+ et qu'elle adopte des méthodes diversifiées assurant la collecte de données spécifiques sur toutes les femmes en situation d'itinérance (femmes issues de l'immigration, réfugiées et sans statut ; femmes autochtones ; femmes en situation de handicap ; femmes 2ELGBTQQIA[63] et aînées).

- **R15** Que la Ville de Montréal prenne en compte les besoins spécifiques des femmes autochtones dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la « Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones ».

1.4 Les femmes, moteur de développement économique

Considérant que les femmes représentent 48 % de la population active de la métropole[64], elles participent massivement au développement économique de la cité. Les membres du CM encouragent la Ville de Montréal à prendre en compte de façon plus systématique les enjeux de genre dans le développement économique.

1.4.1 Les avancées

Les membres du CM constatent que les deux actions prévues pour soutenir les femmes comme moteur de développement économique n'ont pu être réalisées, car elles concernaient les centres locaux de développement (CLD) et ces derniers ont été abolis peu de temps après la publication du Plan d'action en égalité 2015-2018. Le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 souligne cependant une avancée en matière d'égalité : la parité a été atteinte au sein des conseils d'administration des six pôles de PME MTL, un réseau de soutien aux entreprises de la Ville de Montréal dont la mission était anciennement confiée aux CLD et à la Corporation de développement économique communautaire de Montréal (CDEC)[65].

1.4.2 Les défis

Les membres du CM déplorent le fait qu'il y ait peu d'actions prévues et réalisées, de même que les femmes et le développement économique ne soient des sujets abordés que sous l'angle de l'entrepreneuriat. En 2008, la politique d'égalité soulignait déjà notre manque de connaissances à propos de la participation réelle des femmes à l'évolution économique de Montréal[66]. Le CM recommandait d'ailleurs en 2012 de systématiser le recueil et la production de données sexuées dans les organismes qui réalisent des études et des statistiques sur la situation économique montréalaise[67]. Cette recommandation est toujours d'actualité ainsi que celle d'intégrer des critères liés à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les critères d'octroi de contrats à des entreprises[68].

1.5 Les Montréalaises sur la scène internationale

La question de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes sur la scène internationale ne cesse de gagner en importance dans tous les secteurs politiques. Les membres du CM encouragent la Ville à développer davantage de pratiques concrètes relatives à l'égalité, tant dans le cadre des missions à l'étranger que celui de la représentation de la Ville à l'international.

1.5.1 Les avancées

Les membres du CM se réjouissent des actions menées par la Ville de Montréal dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes sur la scène internationale, comme la présentation du Plan d'action en égalité 2015-2018 sur diverses tribunes internationales, la participation au Forum Global d'ONU Femmes en 2018, ainsi que les actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le Programme de coopération municipale Haïti-Canada.

1.5.2 Les défis

Les membres du CM pensent que la Ville de Montréal peut faire plus d'efforts pour atteindre un des objectifs de la Politique d'égalité : « Que les élues, les élus et les fonctionnaires témoignent dans toutes les activités de représentation internationale de la Ville, de l'importance de l'égalité des femmes et des hommes, tel que le reflète la Charte montréalaise des droits et responsabilités[69]. »

Les membres du CM réitèrent donc certaines bonnes pratiques à cet égard, comme la représentation égalitaire de femmes et d'hommes dans les missions à l'étranger, ainsi que l'application d'une ADS+ dans les orientations stratégiques et les projets internationaux afin qu'ils profitent autant aux femmes qu'aux hommes[70]. La Ville de Montréal pourrait ainsi s'inspirer de la politique internationale féministe du gouvernement fédéral[71], qui inclut des indicateurs de rendement sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

1.5.3 Les recommandations du CM relatives à la place qu'occupent les Montréalaises sur la scène internationale

- **R16** Que la Ville de Montréal s'assure d'une représentation de femmes de l'ordre de 40 % à 60 % (dite zone paritaire) parmi ses représentant.es lors des missions et des projets à l'international, et ce, tant pour les fonctionnaires que pour les élu.es.

- **R17** Que la Ville de Montréal s'assure que sera intégrée systématiquement la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes dans les missions et les projets de coopération internationale qu'elle soutient et supervise. Qu'elle participe aux travaux en matière d'égalité dans les associations internationales, tels que Metropolis et Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), dont elle est membre.

2
LA VISION DU CONSEIL DES MONTRÉALAISES POUR UNE VILLE FÉMINISTE ET EXEMPTE DE DISCRIMINATIONS

Comment repenser la Ville de Montréal autrement en matière d'égalité et de condition féminine ? Quelles sont les causes structurelles et systémiques qui perpétuent, voire accentuent, des cycles d'exclusion et de pauvreté chez les femmes dans notre métropole ? Quelles sont les conditions de réussite que la Ville doit mettre en place afin que toutes les Montréalaises puissent jouir pleinement de leurs droits et de l'accès aux services, tel qu'il est stipulé dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités ?

Ces questions sont au cœur de la deuxième partie de cet avis. Allant plus loin que l'analyse critique du Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018, les membres du CM partagent leur vision d'une ville qui tend vers une égalité de fait entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

Cette égalité de fait repose sur deux principes directeurs : la lutte aux discriminations et la reconnaissance des femmes comme actrices de changement. Pour s'incarner, elle exige également d'être instaurée dans des conditions favorisant la réussite, qu'il s'agisse de volonté politique ou de ressources.

2.1 Le droit à la ville pour toutes les femmes

2.1.1 Une ville pour toutes les Montréalaises

Dans le projet de politique « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal » que l'administration municipale présentait en 2007, il est mentionné en introduction qu'« une chose est certaine, l'égalité des femmes et des hommes est une question de droit fondamental et n'apportera que des avantages pour tous »[72].

Pour le CM, vouloir atteindre ce droit à l'égalité pour toutes et tous doit orienter l'ensemble des actions de la Ville de Montréal. Il s'agit d'un impératif pour qu'une réelle égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes soit atteinte.

La Charte montréalaise des droits et responsabilités stipule d'ailleurs dans son premier article que « la ville constitue un territoire et un espace de vie où doivent être promues la dignité et l'intégrité de l'être humain, la tolérance, la paix, l'inclusion ainsi que l'égalité entre toutes les citoyennes et tous les citoyens »[73]. En ce sens, la Ville s'engage à « soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes »[74].

Atteindre cette égalité signifie que toutes les Montréalaises puissent jouir pleinement de l'ensemble de leurs droits. En d'autres mots, les Montréalaises doivent pouvoir jouir du « droit à la ville ».

Ce concept, d'abord développé par le sociologue français Henri Lefebvre[75], met de l'avant que la ville doit appartenir à celles et ceux qui l'habitent. Pour que toutes les Montréalaises puissent s'approprier ainsi la ville, il faut qu'elles puissent exercer leur droit à la participation et leur droit à l'appropriation de l'espace. Le droit à l'appropriation est le fait de pouvoir bénéficier de tout ce que la ville a à offrir, peu importe son genre, son statut socioéconomique, son orientation sexuelle, son origine ethnique, sa situation de handicap, etc.[76] Ce droit suppose que toutes les femmes puissent exercer, par exemple, leur droit au logement, leur droit à vivre dans des espaces publics sécuritaires et à utiliser des transports en commun accessibles. Quant au droit à la participation, il s'agit pour les femmes de pouvoir participer à définir et à façonner la ville afin que leurs milieux de vie reflètent leurs besoins et leurs aspirations[77]. C'est seulement lorsque les femmes pourront jouir de l'ensemble de leurs droits qu'on pourra affirmer que l'égalité est atteinte.

À Montréal, l'importance du droit à la ville pour les femmes a été soulignée le 8 mars 2019 lorsque la mairesse Valérie Plante, à l'instar des mairesses des villes de Mexico et de Barcelone, a signé la déclaration « The Right to the City for Women », développée dans le cadre des travaux de l'organisation Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), dont la Ville est membre.

Pour que toutes les Montréalaises puissent jouir du droit à la ville, les services municipaux doivent être adaptés à leurs réalités multiples. Une administration municipale sensible aux besoins diversifiés et différenciés des femmes et des hommes se questionne constamment sur la manière dont le genre, l'âge, l'origine ethnique, la situation de handicap, l'orientation sexuelle, le statut migratoire, le statut socioéconomique ou l'identité autochtone favorise ou limite l'accès aux services de la municipalité. Une compréhension profonde des obstacles auxquels font face les femmes, tant sur les plans géographique, économique et physique qu'en matière de logement, d'installations urbaines ou d'activités culturelles, permet aux décideuses et aux décideurs de réévaluer la prestation de services et de la réajuster en fonction des diverses réalités de la population. Porter une attention particulière au genre et aux autres formes de discrimination fait partie intégrante de la réalisation d'une ville plus égalitaire et plus inclusive.

Afin que toutes les femmes puissent jouir de l'ensemble de leurs droits à Montréal, les membres du CM énoncent dans les paragraphes suivants des principes directeurs et des conditions de réussite qui doivent orienter l'ensemble des actions de la Ville. Déjà, en 1988, le collectif Femmes et villes réclamait aux élu.es municipaux que les besoins spécifiques des femmes soient pris en compte dans l'ensemble des activités municipales[78]. Plus de 30 ans plus tard, le CM considère qu'il est grand temps que les femmes soient prises en compte dans tous les champs de compétence de la Ville. Cela suppose de ne pas cantonner les actions en matière d'égalité au seul champ du développement social. Le respect de ces principes et de ces conditions dans tous les champs d'action de la Ville est nécessaire pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

2.1.2 Les recommandations du CM en matière de droit à la ville

- **R18** Que la Ville de Montréal intègre systématiquement une ADS+ aux plans, stratégies et chantiers municipaux, notamment les plans d'action en développement économique, plan climat, plan d'urbanisme, chantier en accessibilité universelle, stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones, stratégie en habitation, stratégie d'approvisionnement, politique de participation publique et d'engagement citoyen.

Vaincre les obstacles à la mobilité des femmes

Dans le but de s'assurer d'atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes, il s'agit d'abord de prendre en compte les besoins différenciés des femmes pour concevoir les actions municipales. Tel qu'il a été mis en évidence dans les nombreux avis du CM, les femmes ont des réalités spécifiques qui nécessitent des mesures spécifiques dans tous les champs de compétence de la Ville, que ce soit la sécurité, le transport, les loisirs et la culture, le logement social, l'urbanisme, etc.

À titre d'exemple, les membres du CM préconisent la prise en compte des besoins différenciés de toutes les femmes afin de déterminer les actions que la Ville pourrait mettre en place afin de réduire les inégalités dans le transport en commun.

En effet, à bien des égards, les habitudes de mobilité des Montréalaises diffèrent de celles de leurs concitoyens en raison des rapports sociaux de genre. Selon l'enquête Origine-Destination de 2018[79], elles représentaient près de 54 % de l'ensemble des usagers des transports collectifs à Montréal, bien que la voiture demeure leur principal mode de transport dans les déplacements urbains. Il est aussi noté que les aires de déplacement des Montréalaises demeurent majoritairement locales, et ce, peu importe le lieu habité[80]. Le fait que les femmes doivent plus souvent concilier vie professionnelle et responsabilités familiales implique plus de déplacements dans une journée et un pourcentage plus élevé d'arrêts. Cette mobilité se complique quand elle dépend des transports en commun.

Les barrières géographiques et physiques, conjuguées aux obstacles à la mobilité des femmes, peuvent aussi augmenter les disparités dans l'accès à un emploi, à un logement ou à des services de proximité de qualité[81]. À cela, il faut ajouter que le transport collectif est souvent insuffisant, non adapté et peu sécuritaire au regard des besoins spécifiques de toutes les Montréalaises. Ces situations ont nécessairement des répercussions sur leur autonomie globale. Enfin, il est essentiel d'accélérer l'implantation de l'accessibilité universelle dans l'ensemble du réseau de transport en commun, notamment en priorisant les stations de métro et les principales lignes d'autobus, et en tenant compte de l'accessibilité des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes à mobilité réduite, des familles ayant des poussettes, etc.[82].

Les difficultés d'accès au transport en commun chez les femmes constituent un facteur d'exclusion sociale et de pauvreté. Ces liens démontrés entre les obstacles aux déplacements et la précarité des femmes sont en phase avec les réflexions de l'ONU autour de la mobilité durable et des réalités différenciées selon les sexes[83] et avec celles de Metropolis, l'association mondiale des grandes métropoles, qui considère que « la mobilité est devenue un outil essentiel du droit à la ville »[84].

Dans les prochaines décennies, les dimensions de genre revêtiront une pertinence croissante dans la planification stratégique de la mobilité durable. Comprendre les modes de déplacement des femmes s'avère donc fondamental pour valider les interventions de la Ville afin que celles-ci favorisent l'appropriation de l'espace urbain par toutes et tous.

Les recommandations du CM en matière de transport en commun

- **R19** Que la Ville de Montréal continue de promouvoir une tarification sociale du transport en commun dans une perspective de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

- **R20** Que la Ville de Montréal travaille en partenariat avec l'ensemble des organismes et des instances concernés dans le but de mettre en place des mesures pour combler les besoins des femmes en situation de handicap en matière de transport adapté et de transport en commun.

- **R21** Que la Société de transport de Montréal (STM) prenne en compte les besoins de toutes les femmes dans la refonte du réseau d'autobus.

- **R22** Que la STM s'assure de mettre en place des mesures favorisant la participation des femmes à ses consultations publiques.

- **R23** Que la STM et la Ville de Montréal s'assurent que les principes du « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire » sont appliqués de façon systématique aux abords et à l'intérieur des stations de métro et de train de banlieue, aux abords des points d'embarquement majeurs du réseau de transport en commun ainsi qu'aux liens piétons donnant accès au réseau.

2.2 Les principes directeurs

Pour les membres du CM, deux principes directeurs doivent guider la conception des politiques de la Ville et leur mise en œuvre : la lutte aux discriminations envers toutes les femmes et la reconnaissance des femmes comme actrices de changement.

Pour que ces principes directeurs s'incarnent réellement et donnent lieu à des changements structurels, les membres du CM invitent la Ville et sa direction générale à les prendre en compte dans sa « démarche d'alignement stratégique, dont l'objectif est de créer une vision commune et partagée de la métropole pour la prochaine décennie »[85].

2.2.1 Lutter contre les discriminations à l'égard de toutes les femmes

2.2.1.1 Reconnaître les discriminations envers les femmes

Pour la première fois de son histoire, au printemps 2020, la Ville de Montréal a reconnu « le caractère systémique du racisme et de la discrimination tout en s'engageant à les combattre »[86]. En réponse au rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM)[87], la mairesse Valérie Plante déclarait ceci : « Nous sommes fermement engagés à mettre en place des solutions systémiques à ces problèmes systémiques. Nous devons agir maintenant et la Ville de Montréal doit être exemplaire[88]. »

Pour les membres du CM, il s'agit d'un jalon décisif, car elles estiment que la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dans toute leur diversité, s'avère le premier principe directeur qui doit guider la Ville dans toutes les sphères d'action qui relèvent de ses compétences.

Au cours des dernières années, le CM a martelé l'importance de mettre en place l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) dans le but de combattre les discriminations systémiques et persistantes que subissent les femmes. Cet avis ne fait pas exception.

Les femmes constituent la moitié de la population montréalaise. La lutte aux discriminations faites aux femmes devrait donc être une priorité dans les actions mises en place par la Ville. En effet, « une véritable démocratie ne peut s'exercer sans la contribution égalitaire des femmes et des hommes dans toutes les sphères de l'activité humaine, autant dans la vie politique, sociale, économique que culturelle », mentionne la Politique d'égalité de la Ville de Montréal[89].

Les membres du CM reconnaissent le chemin parcouru en matière d'égalité depuis la mise en place de cette politique, en 2008. Elles estiment cependant qu'il reste du travail à faire pour que l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes soit réelle. À cet égard, ONU Femmes souligne que, bien que plusieurs progrès aient été réalisés pour contrer les discriminations fondées sur le genre, des efforts politiques doivent être consentis pour aider les femmes les plus marginalisées, notamment en s'attaquant aux inégalités croissantes et aux formes multiples de discrimination[90].

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec rappelle que la Charte des droits et libertés stipule que « toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur,

le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit »[91]. Celle-ci est « […] alimentée par des stéréotypes et des préjugés, conscients ou non, qui, en l'espèce, disqualifient ou stigmatisent des individus en raison de leur couleur, de leur apparence ou de leur appartenance, réelle ou présumée, à un groupe »[92]. La discrimination systémique est « […] la somme d'effets d'exclusion disproportionnés qui résultent de l'effet conjugué d'attitudes empreintes de préjugés et de stéréotypes, souvent inconscients, et de politiques et pratiques généralement adoptées sans tenir compte des caractéristiques des membres de groupes visés par l'interdiction de la discrimination »[93].

Cette définition nous rappelle que l'atteinte de l'égalité de fait représente un défi d'envergure, mais incontournable pour toutes les sociétés éprises de justice sociale et de démocratie.

Rappelons que dans son rapport intitulé « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal », l'OCPM stipule que « les fonctionnaires insistent sur le caractère neutre et universel des services dispensés avec la mission de servir, de manière identique, toute la population, indépendamment de l'origine. […] La commission a noté un malaise ou un manque de volonté chez de nombreux fonctionnaires, cadres et employés, à identifier les groupes les plus susceptibles de vivre des situations de racisme et de discrimination systémiques dans leur arrondissement. »[94].

2.2.1.2 Transformer les défis en opportunités

Dans un souci d'outiller les municipalités à reconnaître leurs angles morts au sein de leur administration, l'organisation Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF) a publié, en 2015, un document intitulé « L'avancement de l'équité et l'inclusion : un guide pour les municipalités »[95], élaboré à Ottawa de concert avec de nombreux partenaires. Nous reprenons dans cette sous-section plusieurs des réflexions qui y sont développées.

Ce guide explique de façon concrète une démarche exhaustive en vue de corriger rapidement les difficultés rencontrées par les municipalités, lesquelles deviendront de plus en plus importantes, puisque les communautés connaissent des inégalités croissantes pour ce qui est des ressources, de l'accès aux services et du pouvoir. Ces injustices ont un coût social et financier pour les municipalités, tandis que « l'équité et l'inclusion créent des villes plus durables où les gens de tous les horizons ont le droit de participer pleinement à la vie sociale, économique, politique et culturelle, et peuvent le faire »[96].

Il est possible de résumer le changement de position que demande une réelle volonté de lutter contre toutes les formes de discrimination par trois questions fondamentales que la Ville devrait se poser dans tous ses processus décisionnels :

1. Qui est exclu de ce processus ?
2. Quelles barrières contribuent à cette exclusion ?
3. Que faut-il faire différemment afin d'éliminer ces barrières et favoriser l'inclusion ?

Les membres du CM trouvent important de souligner que la Ville connaîtra des réussites et des revers en raison des nombreux défis inhérents à cette tâche d'une grande ampleur. L'idée de transformer ces défis en opportunités reflète la position que la Ville doit adopter. En ce sens, le CM insiste sur le fait qu'il s'agit d'un processus dynamique qui demande d'embrasser les tensions qui lui sont inhérentes. Pour ce faire, il faut garder en tête que l'identité et les questions liées sont complexes et dynamiques, d'où l'importance d'écouter et de travailler en collaboration avec les groupes de femmes et les diverses communautés, car ceux-ci désirent vivement contribuer à trouver des solutions.

Par ailleurs, le CM tient à souligner qu'au sein même de ces diverses communautés, qu'elles soient autochtones ou racisées, il existe une diversité de perspectives dont il importe de tenir compte.

L'atteinte de l'égalité et de l'inclusion s'inscrit dans un processus en continu. Par conséquent, ce constat exige que la Ville développe des orientations et des plans d'action dans une perspective de pérennité, tout en faisant preuve d'une capacité d'adaptation dans leur mise en œuvre.

2.2.1.3 Améliorer la gouvernance, les politiques et la fonction publique

Les membres du CM réitèrent l'importance, pour la Ville, de procéder à des changements structurels afin de prévenir les discriminations et non simplement d'en limiter leurs conséquences. Elles plaident alors pour que la Ville questionne, analyse et agisse en amont sur les diverses causes systémiques qui emprisonnent trop de Montréalaises dans la pauvreté et l'exclusion sociale.

Contrer les discriminations systémiques envers toutes les femmes requiert à la fois un portrait exhaustif de la situation, la reconnaissance de ces discriminations et une volonté politique d'y mettre fin[97]. Cela signifie aussi de consacrer du temps et des ressources adéquates (humaines et financières), de réfléchir à des pistes de solutions viables et d'élaborer des politiques, des orientations et des programmes en collaboration avec celles et ceux qui sont directement touchés par les discriminations systémiques[98].

Pour être efficace, la lutte aux discriminations doit s'incarner autant dans la gouvernance que dans les politiques municipales et au sein de la fonction publique.

Sur le plan de la gouvernance, il a été observé que les sociétés qui favorisent l'égalité et l'inclusion au sein de leurs instances ouvrent la voie au « déploiement de solutions plus riches et plus complètes que si elles avaient été imaginées par un groupe homogène »[99]. Selon le classement du Global Gender Gap Report 2020 du Forum économique mondial (FEM), les pays comme l'Allemagne, le Danemark, la Finlande ou la Norvège, qui montrent une forte présence de femmes en politique ou au sein des conseils d'administration, sont à même de mieux naviguer à travers les aléas des conjonctures sociales et économiques[100].

Pour ce qui est de l'administration municipale, la fonction publique doit être représentative de la population qu'elle dessert. « À mesure [que les municipalités] emploient du personnel et des cadres aux antécédents de plus en plus diversifiés et qu'elles deviennent plus représentatives des communautés qu'elles servent, elles approfondissent leur compréhension des points de vue de collectivités particulières[101]. »

Enfin, les politiques et les plans d'action de la Ville doivent nécessairement prendre en compte les besoins différenciés des femmes et des hommes et de toutes les femmes.

À ces égards, dans la première partie de ce document (Analyse critique du Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018), les membres du CM émettent des recommandations afin que la Ville déploie des actions concrètes visant une égalité réelle entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes en matière de gouvernance, de politiques municipales et au sein de la fonction publique.

Sur le plan de la lutte aux discriminations, elles émettent trois autres recommandations prioritaires.

2.2.1.4 Les recommandations du CM en matière de lutte aux discriminations

- **R24** Que la Ville de Montréal reconnaisse l'existence historique, sociale et économique des discriminations basées sur le sexe ainsi que sur les 13 autres motifs de discrimination invoqués par la Charte des droits et libertés de la personne.

- **R25** Que la Ville de Montréal donne, à l'ensemble de la fonction publique municipale (employé.es, professionnel.les, cadres) et au personnel des sociétés paramunicipales, des formations obligatoires portant sur le sexisme et toutes les formes de discrimination systémique (racisme, capacitisme, âgisme, etc.), tout en s'assurant que ces formations sont basées sur l'ADS+ et réalisées en collaboration avec des organismes communautaires impliqués dans la lutte contre ces discriminations, comme recommandé par l'OCPM[102].

- **R26** Que la Ville de Montréal s'assure que les employé.es et les élu.es de la Ville sont représentatifs de la population montréalaise.

  R26 a. Que la Ville de Montréal s'assure que les employé.es en ressources humaines, les gestionnaires et la haute direction, qui jouent un rôle significatif sur le recrutement, sont représentatifs de la population montréalaise.

2.2.2 Reconnaître les Montréalaises comme actrices de changement

« Il aura fallu une pandémie pour reconnaître la valeur de notre travail », déclarait l'R des centres de femmes du Québec[103] le 23 mars 2020.

Au printemps 2020, durant la crise sanitaire liée à la COVID-19, de nombreuses voix féministes, dont celles de Françoise David[104], de la Fédération des femmes du Québec (FFQ)[105] et du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale[106], ont souligné le rôle prépondérant des femmes dans le « care », ce « travail de soin historiquement relégué au domaine féminin, qui fait l'objet de pratiques multiples qui dépassent la seule fonction maternelle, que l'on pense au travail domestique, au travail social, aux soins de santé, etc.[107] ». Elles ont également déploré la dévalorisation, notamment sur le plan de la rémunération, de ces métiers traditionnellement féminins. Les femmes sont effectivement majoritaires dans les services sociaux et de santé. Elles assument la plus grande part des tâches domestiques et des soins aux enfants[108]. Elles occupent aussi la majorité des emplois où les interactions avec le public sont les plus importantes au sein des commerces essentiels.

Cette réalité est aussi celle des Montréalaises. Les membres du CM se joignent donc aux voix féministes qui réitèrent l'importance de reconnaître et de valoriser le travail visible et invisible des femmes, ainsi que leur contribution au développement social, économique et historique de Montréal.

La reconnaissance des femmes comme actrices de changement et bâtisseuses de la cité est le propre d'une ville ouvertement féministe. Les membres du CM invitent donc la Ville de Montréal à adhérer à ce principe directeur fondamental, autant comme employeur que dans le cadre de l'élaboration de ses politiques et de ses plans d'action afin d'atteindre une réelle égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

2.2.2.1 Reconnaître les femmes comme pilier du développement social de Montréal

Incontestablement, les Montréalaises sont à la base du filet social et du soutien aux personnes en situation de vulnérabilité. Longtemps perçues comme de simples usagères des services municipaux, elles ont démontré au fil du temps que leur leadership contribue non seulement aux transformations sociales de la collectivité, mais participe également à la construction d'une ville plus solidaire et plus résiliente. Pensons à leurs importantes contributions[109] – souvent invisibilisées et bénévoles – à la mise sur pied de cliniques communautaires, de comités logement ou de centres de femmes, de ruelles vertes, de corvées de nettoyage, des initiatives montréalaises qui sont toutes ancrées au cœur même des arrondissements.

Les groupes et organismes communautaires (où travaillent une majorité de femmes) qui œuvrent en continu auprès des personnes en situation de vulnérabilité exercent un rôle essentiel qui enrichit l'intervention municipale. Parmi ceux-ci, un grand nombre intervient directement dans les quartiers pour l'avancement des droits, la lutte aux inégalités et l'amélioration des conditions de vie des Montréalaises. En 2019, la Ville s'est dotée d'une Politique de reconnaissance et de soutien visant à officialiser le cadre des relations entre la municipalité et le milieu communautaire montréalais[110]. Par ce geste, dont les membres du CM se réjouissent, l'administration municipale souligne l'apport significatif de ces groupes et organismes en matière de développement social et économique et reconnaît l'importance de la contribution des femmes à la communauté. En conformité avec ses moyens et ses compétences, la Ville vise à octroyer un « soutien financier au milieu communautaire dans le cadre de programmes ou de plans d'action dotés de budgets spécifiques »[111]. Mais cela est loin de combler tous les besoins sur le terrain.

Les groupes pour femmes (y compris les centres de femmes et tous les groupes locaux, régionaux et nationaux) sont confrontés depuis plusieurs années à de nombreux défis affectant la réalisation de leur mission, notamment en matière de stabilité financière. Non seulement ces groupes souffrent d'un sous-financement chronique de la part des gouvernements, mais le financement par projet au détriment du financement à la mission les fragilise, comme l'expliquent notamment l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)[112] et la Fondation canadienne des femmes[113]. « Alors que le premier est un financement ciblé, lourd en démarches bureaucratiques et en redditions de compte, le second correspond au financement de base qui permet aux organismes communautaires de remplir leur mission globale et de répondre aux besoins – parfois imprévisibles – qui se manifestent[114]. »

L'insuffisance du financement se répercute directement sur la qualité des services essentiels offerts aux usagères, ainsi que sur les conditions de travail des travailleuses du milieu communautaire (augmentation

des demandes de subvention et des redditions de comptes, heures supplémentaires, charge mentale, épuisement, etc.). Est-il utile de rappeler que ce sont majoritairement des femmes qui travaillent dans ce secteur au Québec[115] ?

En conséquence, et particulièrement dans un contexte de crise sanitaire, « […] l'augmentation substantielle et la pérennisation d'un tel financement sont plus nécessaires que jamais[116] », comme le réclament de nombreux groupes de femmes, dont la Fédération des femmes du Québec[117] et la Fondation canadienne des femmes[118]. Les membres du CM invitent donc la Ville de Montréal à se doter de mécanismes pour pérenniser le financement des groupes de femmes.

La reconnaissance de l'expertise des groupes de femmes doit également se traduire par une reconnaissance du temps alloué et des frais liés[119] à leur participation aux affaires municipales, y compris sur la scène internationale. Ces organismes sont en effet de plus en plus sollicités pour trouver des solutions aux difficultés vécues par les Montréalaises sur de nombreux enjeux, tels que les problèmes d'accès au logement, l'itinérance des femmes, l'intégration des nouvelles arrivantes. Leur contribution est précieuse pour les orientations et les interventions de la Ville.

Les membres du CM tiennent aussi à souligner la contribution essentielle des femmes aînées au développement social de la ville et invitent l'administration municipale à reconnaître leur travail. Les femmes aînées constituent en effet la majorité des bénévoles dans le secteur communautaire et « les bénévoles de plus de 55 ans sont les plus généreux en temps et sont ceux qui ont la durée moyenne la plus élevée quant au nombre d'années de bénévolat »[120].

2.2.2.2 Reconnaître l'apport des femmes au développement économique de Montréal

Formant plus de la moitié de la population, les femmes contribuent significativement à l'économie montréalaise, que ce soit au sein de la fonction publique ou des institutions, comme entrepreneures ou employées, ou grâce au travail non rémunéré qu'elles accomplissent auprès de leur famille et de leur communauté. À propos de ce dernier, « à la base de l'économie, des filles et des femmes (surtout celles vivant dans la pauvreté et issues de groupes marginalisés) assument chaque jour l'équivalent de 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré et bien davantage encore pour des salaires de misère. Leur travail est pourtant essentiel dans nos communautés. Il est le gage de familles épanouies et d'une main-d'œuvre productive et en bonne santé[121] », résume un rapport d'Oxfam.

La Ville de Montréal joue un rôle primordial dans le développement économique de la ville. En tant que locomotive économique, elle a mis au point une « Stratégie de développement économique 2018-2022 » afin de « consolider le rôle de Montréal comme force économique, notamment dans les secteurs d'avenir, et d'en faire une référence pour un développement économique innovant, inclusif et durable »[122]. Par l'entremise de huit plans d'action qui concrétisent cette Stratégie[123], l'administration municipale a mis en place une série de mesures visant à accélérer le développement économique de Montréal.

La Ville de Montréal est également un employeur majeur de l'agglomération de Montréal et octroie des contrats de biens, services et travaux exécutés dont la valeur dépasse le milliard de dollars annuellement[124]. L'administration municipale a donc une grande influence ainsi que les moyens de changer les choses tant pour les personnes que pour les organisations qui participent à la vie économique.

Quel est l'apport des Montréalaises dans le développement économique de leur ville ? Quelles sont les mesures économiques de la Ville qui les concernent ? De nombreuses questions se posent à ce sujet.

Concernant les plans d'action liés au développement économique, les membres du CM se réjouissent que la Ville propose des actions visant à soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin dans le « Plan d'action en entrepreneuriat »[125]. Malheureusement, les membres du CM notent que les femmes sont invisibles dans les sept autres plans, dans lesquels ne figurent pas de données, d'objectifs ou de mesures les concernant. La Ville propose différentes actions dans ces plans, mais plusieurs questions peuvent se poser pour ce qui est de la prise en compte des femmes dans ces actions ainsi que des impacts sur elles. Par exemple, quelle est la proportion de femmes dans les projets et les initiatives financés et soutenus par la Ville ? Aussi, quelle est la part de femmes dans les initiatives liées au développement de la main-d'œuvre financées par la Ville ? Est-ce que la Ville s'est fixé des objectifs de parité dans les missions économiques et commerciales à l'étranger qu'elle coordonne ?

En matière de contrats octroyés par la Ville, quelle part de ces sommes revient à des entreprises qui comptent des femmes dans leur direction ou leur conseil d'administration ? Sur le plan de la Ville employeur, quelle part de la masse salariale de la Ville est consacrée aux femmes, et à quelles femmes ? Quelles proportions de la masse salariale vont aux femmes autochtones, aux femmes en situation de handicap et à celles des minorités visibles et ethniques ? Quelle est la répartition des emplois permanents et temporaires chez les femmes et les hommes ?

L'égalité de fait entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes est certes un enjeu de justice sociale, mais c'est également un facteur important de développement et de prospérité économique. « L'amélioration de la sécurité économique des femmes est essentielle puisqu'elle contribue grandement au maintien et à la croissance de l'économie canadienne », soulignaient à cet égard les membres du comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes du Canada dans son rapport sur « La sécurité économique des femmes : assurer l'avenir de l'économie canadienne »[126]. Ce comité recommande de nombreuses mesures pour renforcer la sécurité et le leadership économiques des femmes, dont l'élaboration de politiques économiques sensibles au sexe, la mise en place de politiques en milieu de travail favorisant les femmes, l'accroissement du nombre de femmes dans les milieux de travail à prédominance traditionnellement masculine, dans des postes de haute direction et au sein des conseils d'administration.

Pour les membres du CM, il est donc primordial que la Ville s'assure que les politiques et les stratégies en matière d'emploi impliquent toutes les femmes dans toutes les sphères du développement économique de Montréal.

Les membres du CM invitent donc la Ville de Montréal à appliquer une ADS+ aux politiques et aux plans de développement économique, ainsi qu'à ses appels d'offres et à ses contrats de service, mais aussi à réaliser un chantier sur le développement économique et les femmes à Montréal afin de dresser un état des lieux de la situation.

2.2.2.3 Reconnaître les femmes comme bâtisseuses de la ville

Ces dernières années, la Ville de Montréal a posé plusieurs gestes significatifs pour rendre visible la contribution des femmes au développement de la métropole. Elle a ainsi mis en place « Les bâtisseuses de la cité », une série de nominations pour rendre hommage aux Montréalaises et souligner leur contribution au développement de la cité, de 2011 à 2017[127]. En 2016, a été créée Toponym'Elles, une banque toponymique féminine qui vise l'augmentation de la représentation des femmes dans la toponymie montréalaise[128].

Enfin, en 2017, à la suite d'une recommandation des membres du CM, la Ville a nommé « place des Montréalaises » une nouvelle place publique en hommage aux citoyennes qui ont marqué l'évolution de la métropole[129].

Les membres du CM se réjouissent de ces actions et réitèrent l'importance de poursuivre ces efforts dans le but de mettre en valeur la contribution des femmes comme actrices et bâtisseuses de la cité et d'adopter des politiques mémorielles dans ce sens afin « d'agir sur l'institution imaginaire des identités collectives »[130]. Elles soulignent aussi l'importance de reconnaître l'apport des femmes autochtones et des femmes issues de l'immigration dont les contributions sont invisibilisées dans l'espace public[131].

2.2.2.4 Adopter un langage non sexiste pour rendre les femmes plus visibles

Utiliser un langage non sexiste, comme le recommandent les membres du CM dans leur avis sur le langage non sexiste[132], est une question de reconnaissance et de respect pour les femmes. C'est pourquoi les membres du CM se réjouissent de la décision de la Ville de Montréal de donner suite à leurs recommandations lors du conseil municipal du 25 mai 2020[133]. Elles invitent maintenant l'administration municipale à les mettre en application dans les meilleurs délais.

2.2.2.5 Les recommandations du CM en matière de reconnaissance des femmes comme actrices de changement

- **R27** Que la Ville de Montréal reconnaisse la contribution des femmes à l'histoire et au développement de Montréal en leur accordant une plus grande importance dans l'élaboration de ses politiques mémorielles (toponymie, commémorations, signalisation historique, activités et lieux culturels, etc.).

  R27 a. Que la Ville de Montréal reconnaisse l'apport des femmes autochtones et des femmes immigrantes et/ou racisées à l'histoire et au développement de Montréal.

- **R28** Que la Ville de Montréal reconnaisse l'expertise des groupes de femmes et soutienne leur capacité d'intervention.

  R28 a. Que la Ville de Montréal se dote de mécanismes pour permettre une augmentation substantielle, pérenne et prévisible du financement de base visant à assurer les services essentiels auprès des femmes.

  R28 b. Que la Ville de Montréal offre une indemnité quotidienne et des délais raisonnables avant la consultation pour favoriser et soutenir la participation des groupes de femmes consultés par la Ville dans le cadre d'élaboration d'orientations, de programmes et de politiques (par exemple, consultations publiques, comités de travail, projets municipaux, etc.).

R28 c. Que la Ville de Montréal s'assure de consulter et de travailler en partenariat avec les groupes de femmes pour l'élaboration et le suivi des politiques, des plans et des actions en matière d'égalité.

- **R29** Que la Ville de Montréal conçoive l'égalité de fait entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes comme un moteur important du développement économique.

  R29 a. Que la Ville de Montréal s'assure que les études et les statistiques sur la situation économique montréalaise incluent des données différenciées et croisées.

  R29 b. Que la Ville de Montréal s'assure que toutes les femmes sont considérées comme des actrices du développement économique et qu'elle prenne en compte toutes les femmes dans chacun de ses plans d'action de développement économique.

  R29 c. Que la Ville de Montréal intègre des modalités sur l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes dans les critères d'octroi de tous les projets de développement économique qu'elle subventionne et dans les contrats aux entreprises enregistrées dans son registre de fournisseurs – particulièrement les entreprises qui réalisent les projets d'infrastructure. Par exemple, ces critères pourraient tenir compte du pourcentage de femmes siégeant au conseil d'administration de l'entreprise, du pourcentage de femmes employées, du respect des obligations en matière d'équité salariale, etc.

  R29 d. Que la Ville de Montréal forme et accompagne le personnel des services en développement économique et en approvisionnement à l'ADS+.

2.3 Les conditions de réussite pour une ville féministe et exempte de discriminations

Cette section présente les conditions que les membres du CM jugent nécessaires pour mettre en pratique les principes directeurs et tendre vers une ville véritablement féministe.

2.3.1 Une Ville responsable

Afin de soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes, les membres du CM réitèrent l'importance d'une réelle responsabilité politique et administrative et d'une reddition de comptes en ce qui concerne les mesures municipales en matière d'égalité[134].

2.3.1.1 Favoriser la transversalité des questions d'égalité

Dans un premier temps, le maintien des postes d'élues responsables de la condition féminine est essentiel pour assurer le suivi des dossiers relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes. Les membres du CM tiennent à saluer le leadership et l'engagement des élues responsables de ces dossiers. Néanmoins, une plus grande implication des instances politiques et décisionnelles de la Ville dans le suivi de ces dossiers permettrait de leur attribuer une plus grande visibilité et d'en faire une préoccupation transversale.

Lors de la conception de la politique d'égalité, une commission permanente de la Ville avait recommandé de créer un comité de mise en œuvre de la politique qui inclut l'élu.e responsable, des fonctionnaires et des personnes de la société civile[135]. Étant donné que le prochain plan d'action en développement social

recoupe plusieurs secteurs de services municipaux, les membres du CM considèrent qu'il est d'autant plus important qu'un comité de la sorte fasse le suivi de celui-ci. Le suivi régulier de la mise en œuvre du plan d'action permet de rendre compte des avancées et des défis. De plus, les rapports produits par ce comité agiraient comme un mécanisme public de reddition de comptes. À notre avis, l'atteinte des cibles du plan d'action intégré en développement social demande un large consensus et un travail de concertation entre les services, les arrondissements et les partenaires communautaires.

Enfin, le CM réitère la nécessité d'une prise en compte transversale des enjeux d'égalité sur le plan administratif également. En ce sens, la responsabilité, et donc l'obligation de rendre des comptes, en matière d'intégration des questions d'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes ainsi que de l'ADS+, doit incomber aux membres de la direction des services, des directions, des divisions et des arrondissements. Ainsi, il est nécessaire d'intégrer des cibles en matière d'égalité dans les objectifs des cadres et dans les critères d'évaluation du rendement du personnel cadre afin de réellement favoriser la transversalité et l'atteinte de résultats.

2.3.1.2 Impliquer les partenaires en matière d'égalité

Les membres du CM rappellent également l'importance d'impliquer davantage les citoyen.nes, les organismes communautaires et les partenaires en égalité dans toutes les étapes d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques municipales. Leur implication dans des consultations régulières, prévues et communiquées suffisamment à l'avance, avec les services de la Ville, est nécessaire dans le but d'assurer une meilleure connaissance des besoins, des réalités et des impacts des mesures sur le terrain, dans la recension des bonnes pratiques et afin d'échanger sur les différentes expériences relatives aux politiques et aux plans d'action. Une plus grande implication de ces personnes et de ces groupes d'expert.es aurait pour avantage de faire rayonner les engagements de la Ville pour l'égalité, de faciliter la participation citoyenne dans l'élaboration et le suivi des mesures d'égalité et de développer de meilleures connaissances sur les réalités, les besoins et les expériences des citoyen.nes[136].

2.3.1.3 Élaborer des indicateurs de suivi et d'évaluation

Comme souligné dans l'analyse critique du présent avis, le manque d'indicateurs de suivi dans le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 constitue une lacune méthodologique d'importance, puisque cela ne permet pas d'évaluer l'avancée et l'étendue des effets des mesures mises en place.

En ce sens, les membres du CM insistent sur l'importance d'élaborer des indicateurs de suivi et d'évaluation pour chacune des mesures formulées dans les prochains plans d'action en développement social. Ces indicateurs constituent un moyen indispensable pour mesurer l'atteinte des cibles identifiées, l'utilisation des ressources et, plus généralement, de l'état d'avancement des travaux et de la mise en œuvre d'une politique ou d'un plan d'action[137].

La présence d'indicateurs permet de quantifier ou de qualifier les écarts entre les résultats attendus et les résultats obtenus tout en soulignant les lacunes et les angles morts d'une politique ou d'un plan d'action. Ils permettent alors à l'administration municipale de prendre les décisions appropriées afin de faire des ajustements et ainsi s'assurer de l'atteinte véritable des objectifs énoncés. De plus, ils sont nécessaires pour garantir la transparence par rapport à l'évaluation des impacts de la politique sur le terrain.

Dans le but de faire le suivi et l'évaluation du plan d'action, il est évidemment nécessaire que celui-ci comporte des objectifs spécifiques et mesurables ainsi qu'un échéancier. De plus, il est primordial que les indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) soient identifiés en amont lors de l'élaboration du plan d'action afin de garantir une cohérence dans la définition des objectifs visés par chaque action. Enfin, l'évaluation du plan d'action, à l'aide des indicateurs, doit se faire à intervalles réguliers au moment de la mise en œuvre.

Des exemples d'indicateurs de suivi et d'évaluation

Dans leur avis « Pour un nouveau départ : relever le défi du prochain plan d'action en faveur de l'égalité »[138], les membres du CM ont présenté des exemples d'indicateurs pour réaliser le suivi de la politique d'égalité en s'inspirant du « Guide pour la mise en œuvre de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale »[139]. Nous rapportons ici quelques-uns de ces exemples d'indicateurs.

Enjeux	Indicateurs
Ville employeur	Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes, de minorités visibles, de minorités ethniques, de personnes en situation de handicap et de personnes autochtones occupant des postes de cadres
Logement	Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes, de minorités visibles, de minorités ethniques, de personnes en situation de handicap et de personnes autochtones occupant des logements insalubres
Transport	Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes, de minorités visibles, de minorités ethniques, de personnes en situation de handicap et de personnes autochtones usagères et usagers du transport en commun
Violences	Mesure de l'insécurité dite subjective : pourcentage de femmes et d'hommes, de minorités visibles, de minorités ethniques, de personnes en situation de handicap et de personnes autochtones qui ne se sentent pas en sécurité dans les espaces publics
Aménagement sécuritaire	Nombre et pourcentage de projets d'aménagement du domaine public ayant appliqué les normes du « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire »
Lutte à la pauvreté	Montant du soutien financier accordé par la Ville à des ressources destinées spécifiquement aux femmes en situation d'itinérance et pourcentage par rapport au montant total accordé aux ressources destinées aux personnes en situation d'itinérance

2.3.1.4 Impliquer les arrondissements dans les actions liées à l'égalité

Finalement, les membres du CM tiennent à rappeler l'importance de favoriser une plus grande collaboration entre la ville-centre et les arrondissements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes. Cette plus grande collaboration doit commencer par un recensement des bonnes pratiques en matière d'égalité déjà mises en place dans les arrondissements[140]. En effet, plusieurs arrondissements collaborent déjà activement avec des organismes de quartier. Les membres du CM invitent donc la Ville à organiser une collecte des données sur ces pratiques afin de mieux saisir l'étendue et la forme que ces pratiques revêtent pour ensuite en faciliter la reproduction à une plus grande échelle.

Les membres du CM désirent également souligner la nécessité d'élaborer et d'adopter, dans chaque arrondissement, un plan d'action local en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes[141]. Puisque chaque arrondissement diffère sur le plan de la composition socioéconomique de sa population ainsi que sur celui de ses pratiques et priorités, le développement et la mise en place de plans d'action locaux s'avèrent nécessaires pour prendre en compte les réalités spécifiques des femmes dans chaque quartier. Ces plans d'action locaux permettraient en outre de réaffirmer l'engagement des arrondissements dans l'atteinte de l'égalité de fait et de faciliter l'adaptation des objectifs et des priorités en fonction des besoins, des expériences et des réalités locales.

Afin d'assurer la bonne coordination des actions et des pratiques entre la ville-centre et les arrondissements, les membres du CM croient important de nommer une personne élue responsable de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes au sein de l'administration de chaque arrondissement, de même qu'un.e employé.e responsable de ce dossier. En plus d'agir à titre d'intermédiaire entre la ville-centre et les autres arrondissements et de faciliter les échanges de bonnes pratiques en matière d'égalité, la personne élue devra procéder à une reddition publique des comptes en matière d'égalité vis-à-vis des partenaires du milieu communautaire et de la société civile[142].

2.3.1.5 Les recommandations du CM en matière de responsabilité de la Ville

- **R30** Que la Ville de Montréal mette en place un comité de suivi de la mise en œuvre des plans en développement social, que ce comité soit paritaire et qu'il inclue les élu.es responsables, des fonctionnaires de plusieurs services et des arrondissements ainsi que des partenaires communautaires œuvrant auprès des femmes.

- **R31** Que la Ville de Montréal élabore des indicateurs de suivi et d'évaluation, en collaboration avec des expert.es de chaque secteur et les partenaires communautaires, pour chacune des mesures des plans d'action en développement social.

- **R32** Que les arrondissements de la Ville de Montréal élaborent et adoptent des plans d'action locaux en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes, que ces plans d'action mettent de l'avant des engagements et définissent des mesures concrètes dans les domaines d'action identifiés comme prioritaires par l'arrondissement.

R32 a. Que chaque arrondissement de la Ville de Montréal affecte un.e employé.e et un.e élu.e responsables de l'application du plan d'action local en faveur de l'égalité. Ces personnes contribueront à la reddition de comptes en matière d'égalité en travaillant en collaboration étroite avec le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), qui assure le suivi de la politique d'égalité au niveau central.

R32 b. Que la Ville de Montréal recense et diffuse les pratiques prometteuses des arrondissements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

2.3.2 Instaurer et pérenniser l'ADS+ à la Ville de Montréal

2.3.2.1 Systématiser l'ADS+ dans les processus décisionnels et les plans d'action

Pour que toutes les Montréalaises puissent jouir de leurs droits, la Ville a la responsabilité de lever les barrières systémiques à l'égalité dans l'ensemble de ses champs d'action. La deuxième condition à respecter pour concrétiser cette responsabilité consiste à inclure l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) dans les pratiques de l'administration municipale. Comme l'expliquaient les participantes à la journée bilan du Plan d'action en égalité 2015-2018 : « L'ADS+ peut aider la Ville à lever ces obstacles et à créer les conditions favorables à ce que [toutes les catégories de femmes] accèdent pleinement à leurs droits[143]. »

Le Secrétariat à la condition féminine définit l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) comme un « processus d'analyse favorisant l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'entremise des orientations et des actions des instances décisionnelles de la société sur le plan local, régional et national »[144]. Toutefois, le genre n'est pas le seul marqueur d'identité d'une personne. C'est pour cette raison que plusieurs institutions, administrations et organisations conjuguent à présent l'ADS à l'approche intersectionnelle (le « + »). Cette approche intersectionnelle, l'ADS+, « vise, dans le même temps, à prendre en considération les impacts d'autres rapports sociaux de pouvoir ou systèmes d'oppression tels que le racisme, le sexisme, le classisme, etc. Ainsi, l'ADS+ met en lumière les formes d'oppressions distinctes vécues par différentes femmes dans des contextes spécifiques »[145].

En intégrant l'ADS+ dans les processus de la Ville, l'objectif est de favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes et d'optimiser l'offre de services à la population, car « contrairement à un préjugé tenace, une offre de services ne peut être neutre »[146]. En fait, très souvent, des règles, des normes, des politiques, des pratiques ou des exigences d'apparence neutre peuvent avoir un effet discriminatoire sur plusieurs groupes de personnes. À titre d'illustration, si un plan d'action en itinérance s'applique à toutes les personnes en situation d'itinérance, ce plan n'est pas neutre, car, en réalité, il ne prend pas en compte les spécificités de l'itinérance au féminin, qui est particulièrement moins visible. Si les femmes sont absentes du dénombrement, le plan d'action sous-estime l'importance d'avoir des mesures spécifiques pour les femmes, et les budgets alloués aux organismes en itinérance qui travaillent avec une clientèle féminine sont mal estimés et insuffisants par rapport aux besoins réels.

Concrètement, l'ADS+ est un outil de gouvernance qui permet de recueillir et d'interpréter des données quantitatives et qualitatives sur les réalités spécifiques des femmes et des hommes dans toute leur diversité. L'interprétation de ces données permet d'appréhender et d'observer les impacts différenciés entre les femmes et les hommes, et entre les femmes elles-mêmes, des mesures envisagées ou adoptées par la

Ville. Cette analyse influence donc directement l'élaboration de politiques, de programmes et de projets autant sur le plan de la conception que sur ceux de la mise en œuvre et de l'évaluation. Ces démarches, lorsqu'elles sont accompagnées d'une ADS+, sont alors plus en mesure d'être adaptées aux besoins et aux intérêts différenciés des Montréalaises.

Au-delà du processus d'analyse, il s'agit aussi d'une perspective de justice et de transformation sociale, puisque l'ADS+ permet de comprendre le fonctionnement des discriminations systémiques que vivent les individus[147]. Elle pose donc un regard critique sur les biais, les attitudes et les pratiques discriminatoires. De même, cette perspective permet de prévenir et de réduire les inégalités historiques, sociales et économiques basées sur le genre, l'âge, l'origine ethnique, la situation de handicap, l'orientation sexuelle, le statut migratoire, le statut socioéconomique, l'identité autochtone, etc.

En somme, lorsque l'ADS+ est systématiquement appliquée dans l'élaboration de mesures politiques, elle offre une lecture plus fine des différentes dimensions que compose le tissu social d'une collectivité et ouvre, par le fait même, vers des interventions municipales plus équitables et plus inclusives[148].

Dans le but d'assurer une implantation structurante et durable de l'ADS+ dans les pratiques de la Ville et de ses arrondissements, certaines conditions gagnantes doivent être mises en place. L'étude réalisée par l'ancienne Conférence régionale des élu.es (CRÉ) de l'agglomération de Longueuil sur l'ADS dans les champs d'intervention locaux et régionaux[149] a permis d'identifier les paramètres à respecter pour une implantation efficace de cet outil. En concordance avec ces paramètres, le CM souligne l'importance de :

- la disponibilité de données (quantitatives et qualitatives) populationnelles comparatives et différenciées ;
- la présence d'une structure administrative qui s'assure de l'implantation et du développement d'une culture d'ADS+ ;
- l'engagement des élu.es et des fonctionnaires ;
- l'affectation de ressources humaines et financières suffisantes ;
- la prise en compte de l'apport des groupes de femmes ;
- d'indicateurs qui permettent de mesurer les avancements et l'atteinte de cibles définies au préalable ;
- de mécanismes de reddition de comptes administratifs et politiques.

En novembre 2018, la Ville de Montréal annonçait sa volonté « d'intégrer à terme l'analyse différenciée visant à prévenir les discriminations systémiques dans toutes ses politiques, programmes et services »[150]. Pour expérimenter cette approche, la Ville a mis en place un projet pilote de deux ans, en partenariat avec Relais-femmes, composé de formations et d'accompagnements en ADS+, dans plusieurs services, directions et arrondissements. En 2019 et 2020, une capsule vidéo ainsi qu'un aide-mémoire[151] sur l'ADS+ ont été créés pour les employé.es de la Ville.

Les membres du CM félicitent la Ville pour ces mesures et l'invitent à poursuivre ses efforts afin d'implanter durablement l'ADS+ dans ses processus décisionnels.

2.3.2.2 Les recommandations du CM en matière d'ADS+

- **R33** Que la Ville de Montréal se dote d'un plan d'action (avec cibles, budget, indicateurs de progrès et échéancier) visant l'implantation de l'ADS+ dans tous les plans d'action, politiques, programmes, projets et budgets de la ville-centre et des arrondissements.

  R33 a. Que la Ville de Montréal intègre dans l'échéancier des projets le temps nécessaire pour réaliser une ADS+.

  R33 b. Que la Ville de Montréal consacre un pourcentage du budget de chaque projet à l'ADS+.

  R33 c. Que la Ville de Montréal produise et rende publiques des données populationnelles différenciées et croisées.

  R33 d. Que la Ville de Montréal développe un système de reddition de comptes (avec des personnes-cadres responsables) sur l'intégration de l'ADS+ dans les projets des services et des arrondissements.

- **R34** Que la Ville de Montréal consolide sa connaissance de l'ADS+ et une expertise interne en la matière.

  R34 a. Que la Ville de Montréal forme une masse critique de fonctionnaires et l'ensemble des cadres et des élu.es à l'ADS+ (les formations doivent être obligatoires, offertes en continu et adaptées à chaque service).

  R34 b. Que la Ville de Montréal développe une expertise interne en ADS+ (avec, par exemple, des personnes ressources dans chaque service et arrondissement, des expert.es pour accompagner la mise en œuvre de l'ADS+, des guides sur l'ADS+ spécifiques pour chaque service, une documentation centralisée des exemples d'application de l'ADS+ à la Ville et une communauté de pratiques en ADS+).

  R34 c. Que la Ville de Montréal élabore et diffuse largement un plan de communication interne et externe sur la mise œuvre de l'ADS+.

La budgétisation sensible au genre

Plus que tout autre outil de gouvernance, le budget municipal reflète les priorités de la Ville, que ce soit dans le domaine de l'habitation, de la mobilité, du développement social et économique ou de la transition écologique. Au gouvernement fédéral, depuis 2018, chaque décision budgétaire est éclairée par une ADS+ ; c'est ce qu'on appelle une budgétisation sensible au genre. En misant sur des mesures budgétaires sensibles au genre, il est possible pour les responsables municipaux d'assurer une planification plus efficace des finances publiques[152] et une distribution plus équitable des ressources[153].

Selon le Conseil de communes et régions d'Europe, « l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire est une application de l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le processus budgétaire. Cela implique une évaluation dans une perspective de genre des budgets existants à tous les niveaux du processus budgétaire, ainsi qu'une restructuration des recettes et des dépenses afin de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes »[154]. Les gouvernements locaux peuvent également mesurer les effets différenciés des mesures budgétaires sur les femmes et les hommes dans toute leur diversité[155]. En ce sens, le Nouveau programme pour les villes *(New Urban Agenda)* invite les gouvernements signataires à mettre « particulièrement l'accent sur une budgétisation tenant compte des questions d'âge et d'égalité des sexes »[156]. En intégrant l'ADS+ dans ses décisions budgétaires, la Ville est mieux outillée pour répondre aux besoins des différents groupes et peut ainsi favoriser l'atteinte de l'égalité par ses pratiques budgétaires.

Par exemple, la commune d'Ixelles, en Belgique, a mis en place une budgétisation sensible au genre en créant trois catégories de dépenses dans son budget : neutre, genré et « genrable ».

La catégorie « neutre » comprend des dépenses qui n'ont pas de dimension de genre, comme l'achat de matériel de bureau. La catégorie « genré » porte sur des mesures spécifiques qui visent l'égalité, comme les ressources financières allouées aux formations ADS+. Enfin, la catégorie « genrable » fait référence aux dépenses qui peuvent avoir un impact différencié sur les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes, comme dans le cas du financement des infrastructures sportives.

Depuis l'adoption du budget sensible au genre, la commune d'Ixelles a, par exemple, recruté davantage de femmes dans les métiers traditionnellement masculins et a attribué du financement pour rendre les parcs plus accessibles à toutes et à tous[157].

2.3.3 Créer un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations

2.3.3.1 Instaurer un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations

L'instauration, à Montréal, d'une structure administrative consacrée aux enjeux d'égalité et de lutte aux discriminations est une idée promue depuis bientôt deux décennies. Au sommet de Montréal, en 2002, il était question de créer un « bureau Femmes et Ville » qui devait assurer la mise en œuvre de la politique d'égalité[158]. En 2006, lors du colloque « Montréal, une ville à la mesure des femmes », organisé par l'administration municipale, il s'agissait d'une proposition prioritaire :

> « Que la Ville se dote d'un Bureau de condition féminine qui assure la mise en œuvre et l'évaluation (observatoire) de l'égalité femme-homme en travaillant en lien avec la Ville, ses arrondissements, les éluEs et les citoyennes et citoyens. Ce bureau doit disposer de ressources substantielles à même le budget de la Ville pour s'assurer d'une équipe en position stratégique présente à la Ville et dans tous ses arrondissements. Ce bureau doit être situé à un haut niveau dans la structure de la Ville[159]. »

La demande pour un tel bureau a été réitérée par les groupes de femmes lors de la journée bilan du dernier plan d'action en octobre 2019[160]. Or, jusqu'à présent, la création de ce bureau n'est toujours pas prévue et l'administration municipale, jusqu'à tout récemment, n'a chargé, au cours des 15 dernières années, qu'une seule personne au dossier de l'égalité au sein du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS). Pourtant, des exemples reconnus de telles structures administratives existent déjà. Des villes comme Barcelone, Vienne et Berlin ont mis sur pied des bureaux responsables de l'égalité et celles-ci sont considérées aujourd'hui comme des cheffes de file sur les questions d'égalité. Pour le CM, la Ville de Montréal peut devenir un leader au Canada sur ces enjeux en créant une entité (ici appelée Bureau) consacrée à l'égalité et à la lutte aux discriminations.

À l'heure actuelle, les femmes constituent un des nombreux dossiers traités par la Division des relations interculturelles et luttes aux discriminations (parmi les dossiers relatifs aux jeunes, aux aîné.es, aux familles, aux personnes en situation de handicap, etc.), dans le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS). Les membres du CM invitent l'administration municipale à prendre en compte les femmes dans tous les dossiers de la Ville (et non pas uniquement en développement social) et à leur consacrer des ressources spécifiques.

Le Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations (BÉLD) constituerait l'ancrage administratif principal garantissant une prise en charge efficiente et transversale des enjeux d'égalité et de lutte aux discriminations. Ainsi, toutes les fonctions concernant l'atteinte de l'égalité et de la lutte aux discriminations seraient réunies dans la même unité administrative, ce qui empêcherait que la responsabilité soit trop diffuse au sein de l'appareil municipal. Pour l'instant, il n'y a pas de structure à la Ville de Montréal en mesure de mener les changements nécessaires pour que l'égalité et la lutte aux discriminations soient une réalité pour toutes les Montréalaises. Afin d'atteindre cet objectif, le BÉLD réunirait deux pôles, celui de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes, et celui de la lutte aux discriminations, qui vise à contrer toutes les formes de discriminations.

À ce titre, le BÉLD pourrait travailler de concert avec la personne qui remplira la fonction de commissaire à la lutte au racisme et la discrimination, comme recommandé par l'OCPM[161]. Le CM salue l'engagement de la Ville à cet égard[162] et considère qu'il s'agit d'une opportunité de coordonner toutes les actions de la Ville en matière d'égalité et de lutte aux discriminations.

Une autre fonction importante du BÉLD serait de soutenir l'ensemble des services dans l'application de l'ADS+ dans tous les champs d'action de la Ville et de ses arrondissements. Instaurer une unité administrative qui agit comme un mécanisme central de l'ADS+ est essentiel pour assurer sa réelle application et pour éviter qu'elle ne soit la préoccupation de tout le monde et de personne en même temps[163]. Pour ce faire, le BÉLD ne doit pas être perçu comme « la police de l'ADS+ », mais plutôt comme une ressource pouvant accompagner tous les services dans l'amélioration continue de leurs pratiques.

Le CM insiste sur l'importance des deux pôles du BÉLD. Ceux-ci sont tout aussi nécessaires, car il est primordial que les actions qui visent l'égalité ne soient pas toutes comprises sous le chapeau de l'ADS+ et de la lutte aux discriminations. Les femmes constituent la moitié de la population et non pas un groupe spécifique : leur prise en compte de façon transversale ne doit pas aboutir à les invisibiliser. Des mesures spécifiques pour les femmes sont indispensables afin qu'elles puissent jouir de l'ensemble de leurs droits.

Concrètement, le BÉLD permettrait de :

- concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques et les programmes touchant à l'égalité et à la lutte aux discriminations ;
- coordonner les actions interservices sur les questions touchant l'égalité et la lutte aux discriminations ;
- favoriser la collaboration avec les partenaires sur les enjeux d'égalité et de lutte aux discriminations ;
- coordonner le financement offert aux groupes de femmes ;
- solliciter la participation de toutes les Montréalaises pour éclairer la prise de décision ;
- collecter des données qui permettent de mesurer les progrès en matière d'égalité et de lutte aux discriminations ;
- coordonner l'implantation de l'ADS+ à la ville-centre et dans les arrondissements ;
- accompagner les services et les arrondissements dans l'identification de leurs capacités organisationnelles en ADS+ ;
- accompagner les services et les arrondissements dans la mise en œuvre de l'ADS+ dans leurs projets respectifs ;
- renforcer l'expertise interne en matière de formation ADS+ et d'accompagnement de projets ;
- animer une communauté de pratiques ADS+ ;
- centraliser la documentation et documenter tous les exemples d'application de l'ADS+ afin de rendre l'information facilement accessible à toutes et tous les membres de l'administration.

Pour que le BÉLD puisse jouer son rôle de leader, il faut assurer sa portée et sa pérennité au sein de la structure administrative de la Ville. À cette fin, des paramètres essentiels ont été identifiés dans des travaux antérieurs[164]. Celui-ci doit donc :

- disposer de ressources humaines et financières adéquates, récurrentes et prévisibles à long terme ;
- être autonome ;
- être directement rattaché à la direction générale afin d'avoir une posture stratégique au sein de l'appareil municipal ;
- être en mesure d'exercer l'autorité nécessaire pour instaurer et faire le suivi des mécanismes de reddition de comptes.

Le CM considère qu'une prise en compte transversale des enjeux d'égalité et de lutte aux discriminations exige des moyens spécifiques. Ces moyens sont indispensables pour assurer l'impulsion des actions au niveau central et un suivi de leur application dans les services et les arrondissements. Cette décision relève avant tout d'un choix politique. Elle reflète l'importance accordée par la Ville aux questions d'égalité et de lutte aux discriminations, et traduit les moyens que la Ville se donne en vue d'atteindre l'objectif de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

2.3.3.2 Les recommandations du CM relatives au Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations

- **R35** Que la Ville de Montréal se dote de moyens concrets pour atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes en créant un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations qui dispose des ressources humaines et financières adéquates et qui est directement rattaché à la direction générale.

2.3.4 Assurer la pérennité, l'indépendance et les ressources du CM

Grâce à ses travaux de recherche, à sa connaissance des enjeux municipaux, à sa vision et à son ancrage dans le milieu féministe, le CM est un allié de taille pour la Ville de Montréal. Il lui permet d'identifier et de comprendre les enjeux d'égalité et lui propose des pistes de solutions afin de faire de Montréal une ville égalitaire pour toutes les femmes.

Dans le but de préserver cette instance unique et reconnue dans tout le Canada, les membres du CM invitent la Ville de Montréal à assurer sa pérennité, son indépendance et ses ressources de manière à pouvoir poursuivre sa mission.

2.3.4.1 Un conseil consultatif unique

Le CM a été créé en 2004 grâce aux revendications féministes des Montréalaises formulées au Sommet de Montréal de 2002. Lors de ce forum, des citoyennes de toutes origines et des groupes de femmes ont pris la parole et partagé haut et fort leurs attentes en ce qui concerne la condition féminine à la Ville de Montréal. Une délégation de femmes a soumis d'importantes recommandations, dont certaines ont

été retenues par l'administration municipale. C'est ainsi que la Ville de Montréal, faisant preuve d'un leadership exemplaire, a créé le CM et a attribué des ressources humaines et matérielles consacrées aux questions d'égalité et de condition féminine.

Depuis 15 ans, grâce à l'expertise et à l'implication de plus de 80 membres bénévoles, le CM a produit 40 avis, mémoires et études. Uniques en leur genre, ces travaux allient rigueur scientifique, partenariats avec les populations et les groupes ciblés et expertise de la fonction publique montréalaise. Ils permettent de produire des données de recherche inédites et d'éclairer des enjeux peu connus et documentés, et ainsi de guider les décisions de la Ville de façon rigoureuse et innovante.

Les travaux du CM ont permis à la Ville de faire de grands pas vers l'égalité par l'entremise de plusieurs actions structurantes, comme la production de données selon le genre et par catégories du Programme d'accès à l'égalité en emploi (PAÉE) dans les rapports du Service des ressources humaines ; la création de Cité Elles MTL (une simulation du conseil municipal spécialement conçue pour les femmes) ; la création de la place des Montréalaises pour rendre hommage aux femmes qui ont participé au développement de la ville[165], l'adhésion à l'initiative « Villes sûres et espaces publics sûrs » d'ONU Femmes[166] et la Déclaration contre les violences à caractères sexuel[167].

Pendant de nombreuses années, les membres du CM ont aussi sensibilisé les élu.es et les fonctionnaires aux discriminations systémiques subies par les femmes et à l'importance d'adopter l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) pour les combattre. Elles félicitent donc l'administration municipale pour sa décision, en 2018, de mettre en place l'ADS+ dans ses politiques[168]. Elles se réjouissent également que la Ville prenne en compte les recommandations du mémoire sur le langage non sexiste[169] afin de représenter les Montréalaises dans les communications de la Ville.

La structure et le modèle de gouvernance du CM sont salués tant à Montréal, au Québec qu'ailleurs au Canada et à l'international. Au cours des dernières années, le CM a partagé ses meilleures pratiques auprès de la Ville de Laval, qui a créé un Conseil des Lavalloises[170,] basé sur un modèle similaire au CM. Les Villes de Sherbrooke et de Gatineau ont aussi manifesté leur intérêt pour mettre sur pied une telle structure et ont eu des échanges avec le CM. Par ailleurs, en 2018, la Fédération canadienne des municipalités a réalisé une étude de cas portant sur la gouvernance du CM[171] en plus d'avoir convié le CM à prendre part à un webinaire pancanadien sur la même question. La même année, le CM a été invité à participer à la conférence internationale ONU Femmes, à Edmonton, afin d'y présenter son avis portant sur la sécurité des femmes cisgenres et transgenres dans les festivals. Finalement, notons que le CM est cité dans de nombreux ouvrages et recherches en ce qui a trait à ses travaux et à sa gouvernance. Citons par exemple un rapport publié en 2019 pour Initiative : une ville pour toutes les femmes, intitulé « Advancing Gender Equality in the City of Ottawa »[172].

2.3.4.2 Des défis à relever

Lors de la création du CM en 2004, dans la foulée de consultations publiques pilotées par le comité Femmes et développement régional du Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDIM)[173], il avait été décidé :

- que le CM allait dépendre directement du conseil municipal ;
- qu'il y avait une volonté de le pérenniser en l'enchâssant dans la Charte de la Ville ;
- que sa permanence est garante de son autonomie et de son indépendance face aux administrations municipales ;
- que les membres du CM seraient sélectionnées par un comité extérieur et indépendant.

Il avait aussi été convenu que le rôle et la mission première du CM seraient de conseiller le conseil municipal et le comité exécutif à leur demande, mais également de sa propre initiative et par tout moyen qu'il juge utile, et de donner son avis et ses recommandations sur tout dossier ayant un impact sur la vie quotidienne des Montréalaises ou des employées de la Ville.

Depuis de nombreuses années, le CM travaille étroitement avec l'administration municipale, tant avec les élues responsables de la condition féminine que les fonctionnaires responsables du dossier de l'égalité. Les membres saluent cette collaboration constructive et souhaitent ardemment la poursuivre. Elles veulent donc partager certaines préoccupations relatives à la pérennité, à l'indépendance et aux ressources du CM afin de pouvoir poursuivre cette collaboration dans les meilleures conditions.

Les membres souhaitent tout d'abord attirer l'attention de l'administration municipale sur le fait que les dispositions 83.15 à 83.18 prévoyant la création et les diverses règles encadrant le fonctionnement des trois conseils consultatifs de la Ville de Montréal (Conseil des Montréalaises, Conseil interculturel de Montréal et Conseil jeunesse de Montréal) ont été supprimées de la Charte de la Ville de Montréal depuis l'octroi du statut de métropole par la Ville de Montréal en 2017. En d'autres mots, la pérennité des conseils consultatifs n'est plus assurée, car les élu.es de la Ville de Montréal peuvent décider de les supprimer de leur propre chef alors que cette décision devait auparavant être approuvée par l'Assemblée nationale du Québec. Les membres du CM expriment leur vive inquiétude à ce sujet et invitent l'administration municipale à trouver des moyens d'assurer la pérennité des conseils consultatifs.

Au fil des ans, la notoriété et le rayonnement du CM ont grandi et son expertise féministe s'est établie. Les membres du CM s'en réjouissent, mais observent que le CM est de plus en plus sollicité, autant par des organismes communautaires que par des institutions universitaires et gouvernementales. Il est aussi de plus en plus interpellé par la Ville de Montréal. Ainsi, le CM est partenaire dans l'organisation de Cité Elles MTL et participe à divers comités (comme ceux liés à la place des Montréalaises ou aux violences sexuelles) et activités de la Ville (Caravane de la démocratie). Depuis 2017, la Ville a proposé au CM de se pencher sur la sécurité des femmes pendant les festivals, la conciliation famille-travail des élu.es, la traite des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1, la participation des femmes durant la période de questions du conseil municipal ainsi que sur le langage épicène. Devant ces demandes d'expertise de l'administration municipale de plus en plus fréquentes, les membres réitèrent l'importance, pour elles,

de choisir d'y donner suite ou non, selon leurs priorités et échéanciers, afin de conserver l'autonomie et l'indépendance du Conseil et de réaliser sa mission première : travailler sur les enjeux et les priorités des groupes de femmes, et éclairer les angles morts de la Ville concernant l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

Les membres soulignent également l'importance de l'indépendance du CM, tant sur le plan politique que sur le plan administratif, afin qu'il puisse poursuivre adéquatement sa mission de chien de garde en matière de condition féminine et d'égalité, et garder une saine distance avec les élu.es et les fonctionnaires de la Ville. Les membres invitent donc la Ville à conserver ses bonnes pratiques : des processus de décision politiques et administratifs indépendants et des bureaux situés à l'extérieur de l'hôtel de ville et des services de la Ville.

Les membres du CM ont à cœur d'améliorer la qualité de vie des Montréalaises ainsi que les conditions de travail de toutes les femmes œuvrant dans la fonction publique. Cependant, contrairement aux services de la Ville et à d'autres instances démocratiques, les 15 membres du CM sont des bénévoles. En outre, le CM ne dispose que d'une secrétaire à temps partiel (partagée avec les deux autres conseils consultatifs) et d'une seule employée, la secrétaire-recherchiste responsable de la coordination du conseil, des relations avec les partenaires internes et externes, de la production des recherches et des communications. Dans ces conditions, force est de constater que les ressources humaines actuelles du CM sont limitées et en inadéquation avec la portée et l'ampleur considérables de ses activités et de ses travaux.

2.3.4.3 Les recommandations du CM relatives à la pérennité, à l'indépendance et aux ressources du CM

- **R36** Que la Ville de Montréal garantisse la pérennité du CM afin d'assurer la représentation des femmes (notamment grâce aux relations privilégiées du CM avec les groupes de femmes) et l'expertise du CM auprès de l'administration municipale.

- **R37** Que la Ville de Montréal garantisse l'indépendance du CM, tant sur le plan administratif que sur le plan politique.

- **R38** Que la Ville de Montréal reconnaisse l'expertise du CM, notamment pour produire des données rigoureuses et formuler des recommandations qui permettent d'orienter efficacement les travaux de la Ville dans sa lutte aux discriminations envers les Montréalaises ou les employé.es de la Ville.

  R38 a. Que la Ville de Montréal reconnaisse l'expertise du CM en augmentant les ressources humaines et financières du CM afin de lui permettre de poursuivre sa mission.

  R38 b. Que la Ville de Montréal crée un poste permanent de coordonnatrice à la recherche.

3
LA PANDÉMIE DE COVID-19 : LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

« Les femmes sont majoritaires à soigner, nourrir, laver et éduquer. Cette crise a de lourdes répercussions sur l'organisation de leur travail et de leur famille, en plus d'affecter leur santé. Les incidences sociales et économiques sont nombreuses pour celles qui prennent soin du Québec », écrit la présidente du Conseil du statut de la femme, Louise Cordeau, à propos de la pandémie de COVID-19[174].

Dans le but de diminuer les impacts de cette crise sur les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité, de nombreux groupes de femmes ont réorganisé leur travail et offert de nouveaux services à leur clientèle, et la Ville de Montréal a mis en place plusieurs mesures d'urgence. Parallèlement, les groupes de femmes tirent la sonnette d'alarme afin qu'elles puissent être consultées et prises en compte dans les plans de relance des gouvernements.

3.1 Les femmes, premières victimes de la pandémie

Parce qu'elles travaillent en très grand nombre dans les services de santé et de services sociaux, les femmes sont effectivement en première ligne en période de pandémie, mais l'ensemble des femmes est affecté par cette crise sanitaire et par la crise économique et sociale qui en résulte. Celles-ci sont plus à risque de contracter la COVID-19 en raison du type d'emplois qu'elles occupent et de leurs contacts avec des personnes malades ou des personnes du grand public[175]. Elles sont aussi davantage exposées à la violence conjugale et plus anxieuses[176]. Leurs responsabilités familiales et leur charge mentale ont énormément augmenté en raison de la conciliation famille-travail[177]. Alors que leurs revenus sont encore inférieurs à ceux des hommes, elles ont subi plus de pertes d'emploi[178] et sont donc plus exposées à la pauvreté et aux risques d'itinérance[179].

Ces difficultés sont exacerbées chez les femmes autochtones, immigrantes, racisées et en situation de handicap[180]. Elles le sont également pour les femmes aînées vivant seules et ayant souvent peu de contact avec leur communauté. Les femmes aînées, qui constituent la majorité des personnes aînées (55 % des personnes de 65 ans et plus, et 70 % chez les 90-99 ans), sont en effet plus touchées par la pauvreté que les hommes et sont nombreuses à vivre des situations d'isolement social, note le Conseil du statut de la femme[181].

3.2 Les groupes de femmes au front

Durant la crise sanitaire, les groupes de femmes ont dû s'adapter aux règles de confinement et de distanciation sociale. De nombreux organismes ont réorganisé leurs services de façon virtuelle et ont ouvert des lignes téléphoniques pour faire de l'écoute, du soutien psychosocial, de l'accompagnement et donner des références. Plusieurs ont organisé des cafés-rencontres virtuels afin de briser l'isolement des femmes ainsi que des ateliers informatifs en ligne liés à la pandémie (informations sanitaires multilingues, cliniques juridiques, ressources éducatives pour les enfants, ressources dans le quartier, etc.). Aussi, plusieurs centres ont mis en place des services de dépannage alimentaire.

Au printemps 2020, la Fondation canadienne des femmes a mené un sondage auprès de 500 organismes travaillant auprès des femmes, provenant de toutes les provinces et de tous les territoires du pays[182]. Selon les 120 réponses recueillies, le sondage révèle que 67 % des organismes répondants ont mis sur pied de nouveaux programmes et services dans le but de répondre aux besoins en temps de pandémie, et qu'un peu plus de la moitié ont vu une augmentation de 30 % dans la demande de leurs services. Plusieurs organismes ont également perdu des bénévoles en cours de route, non seulement en raison du confinement, mais également parce que leur base de bénévoles est composée de personnes à la retraite ou encore en situation de handicap. Aussi, plus de la moitié des organismes répondants affirment être dans une situation financière précaire, certains affirment avoir dû fermer leurs portes et annuler leur campagne de financement, considérant que les donateurs individuels tournent désormais leur attention vers les services d'urgence en réponse à la COVID-19. En somme, 82 % des organismes consultés craignent de devoir fermer leurs portes.

3.3 Les mesures d'urgence de la Ville de Montréal

Pour soutenir les citoyennes et les citoyens en situation de vulnérabilité, la Ville de Montréal et ses arrondissements liés ont mis en place plusieurs mesures d'urgence qui méritent d'être soulignées et que les membres du CM recommandent de maintenir. Ainsi, la Ville a contribué à hauteur de 1 140 000 $ au Fonds d'urgence lancé par Centraide[183] pour soutenir les organismes communautaires qui répondent aux besoins de première nécessité. Plusieurs arrondissements ont distribué des denrées alimentaires, des repas et des masques à leurs résident.es.

La Ville a octroyé une aide d'urgence à la ligne téléphonique 211 Grand Montréal[184], un service de référencement sociocommunautaire multilingue, et réalisé une campagne pour inviter les personnes âgées de 70 ans et plus à rester chez elles et à appeler la ligne 211[185].

Plusieurs initiatives pour les personnes en situation d'itinérance ont été mises sur pied, dont l'ouverture de centres de jour à l'extérieur et de centres d'hébergement ainsi que la réquisition de quatre hôtels afin de subvenir aux besoins d'hébergement des personnes en situation d'itinérance[186].

Enfin, grâce à la collaboration du CM, la Ville a diffusé largement des campagnes de SOS violence conjugale et de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour aider les femmes et enfants victimes de violence conjugale.

Sur le plan économique, la Ville a instauré une série de mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises montréalaises. Elle a mis sur pied un comité d'expert.es économiques, dont le rapport sur la relance économique de Montréal dans le cadre de la COVID-19, fait état de 16 recommandations portant sur le soutien financier, la main-d'œuvre, les entreprises et les commerces, le transport et l'urbanisme, les industries culturelles et le tourisme[187]. Et, en juin 2020, elle a lancé un « Plan de relance économique de Montréal »[188].

Les membres du CM notent que le comité d'expert.es économiques n'est pas paritaire et qu'aucun partenaire, expert.e en égalité ou groupe de femmes, n'a été consulté pour l'élaboration du Plan de relance économique. Elles espèrent donc que les femmes seront prises en compte lors de la réalisation de ce plan.

3.4 La prise en compte des femmes

Sachant que les femmes sont plus touchées par la crise sanitaire, plusieurs organismes rappellent l'importance d'avoir une approche genrée et inclusive de la pandémie. « La seule façon d'atténuer véritablement les effets disproportionnés sur les femmes est de veiller à ce que l'analyse féministe et intersectionnelle soit un élément clé de toutes les initiatives, non seulement pendant cette pandémie, mais aussi au moment où nous nous en remettrons », souligne l'Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF)[189]. À cet égard, il est important de produire des données genrées et détaillées dans le but de mesurer les impacts de la pandémie et des mesures d'urgence sur toutes les femmes et les communautés vulnérables, souligne la Fédération des femmes du Québec (FFQ)[190].

De plus, les femmes doivent être impliquées dans les décisions, soulignent les groupes de femmes. Il est important de « reconnaître, de soutenir et d'inclure le leadership et l'expertise des femmes afin de mieux répondre aux conjonctures sanitaires, sociales et économiques de la pandémie », stipule ONU Femmes[191].

Non seulement les femmes doivent être impliquées dans les décisions, mais la relance économique doit les prendre en compte. C'est le message qu'envoyaient en avril 2020 plus de 1 700 femmes de tous horizons au premier ministre du Québec, François Legault, à l'initiative du Réseau des femmes en environnement. Dans cette lettre, les femmes demandaient également au gouvernement de ne pas oublier le développement durable dans la relance économique du Québec[192].

Les mesures mises en œuvre afin de relancer l'économie après la crise financière de 2008-2009 ont davantage profité aux hommes qu'aux femmes, lit-on dans le dossier sur la COVID-19 du Conseil du statut de la femme[193]. D'où l'importance de faire une ADS+ du plan de relance économique afin que non seulement les femmes soient prises en compte dans les mesures de relance économique, mais aussi qu'elles ne soient pas les principales victimes des restrictions budgétaires à venir.

3.5 Les recommandations du CM concernant les actions de la Ville pendant et après la pandémie de COVID-19

- **R39** Que la Ville de Montréal prenne en compte les femmes dans ses plans de relance post-COVID-19, tant sur les plans social et économique que sur le plan climatique.

  R39 a. Que la Ville de Montréal implique les femmes et les groupes de femmes dans les prises de décisions relatives à la gestion de la pandémie de COVID-19 et aux plans de relance.

  R39 b. Que la Ville de Montréal inclue systématiquement une ADS+ aux stratégies et aux plans de relance post-COVID-19 afin de s'assurer que toutes les femmes sont prises en compte et en bénéficient.

  R39 c. Que la Ville de Montréal s'assure que la part de financement destinée aux groupes de femmes dans l'enveloppe budgétaire consacrée aux groupes communautaires est équitable.

- **R40** Que la Ville de Montréal crée un nouveau fonds d'urgence destiné aux groupes communautaires en s'assurant que les groupes de femmes auront accès à ce fonds, en particulier les groupes dont la mission vise à soutenir les femmes aînées, les femmes immigrantes et racisées, les femmes autochtones et les femmes en situation de handicap.

- **R41** Que la Ville de Montréal tienne compte des besoins spécifiques des femmes aînées dans ses plans de relance.

  R41 a. Que la Ville de Montréal instaure des mesures spécifiques pour les femmes aînées afin de les soutenir et de briser leur isolement. Par exemple, le maintien et la promotion auprès des aînées de la ligne 211 Grand Montréal ; la mise en place d'appels personnalisés ; l'offre d'activités de sport, culture et loisirs destinées aux aînées ; les partenariats avec les organismes qui viennent en aide aux personnes aînées.

CONCLUSION

L'analyse critique du Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 et la présentation de la vision du CM pour une ville égalitaire et exempte de discriminations s'inscrivent dans un contexte particulier de l'histoire montréalaise, contexte qui a fortement animé nos réflexions.

Le Bilan du plan d'action en égalité 2015-2018 a permis de prendre la mesure du chemin parcouru. Les progressions sont significatives, mais des actions plus stratégiques doivent être mises en place. Pour ce faire, des efforts politiques doivent être consentis, notamment en s'attaquant aux formes multiples de discrimination systémique qui affectent les femmes.

Les prochains plans en développement social exigent une certaine prudence. Si le CM salue les efforts de la Ville dans l'intégration transversale de l'égalité dans ses actions en développement social, les membres tiennent à s'assurer qu'une approche spécifique pour les femmes et la prise en compte de leurs divers besoins demeurent une priorité.

Du même souffle, le CM réitère l'importance que les principes qui sous-tendent les nouveaux plans d'action en développement social ne limitent pas le projet de l'égalité au seul champ du développement social. Les enjeux touchant les Montréalaises sont complexes, multiples, diversifiés et s'inscrivent dans l'ensemble des champs de compétence de la Ville.

L'impact de la pandémie mondiale de COVID-19 et les mesures musclées pour tenter de freiner sa propagation ont fait ressortir des disparités sociales et économiques importantes, dont les effets sont démesurés sur les femmes – particulièrement celles qui sont les plus marginalisées. En raison de l'importance des répercussions sur celles-ci, les femmes doivent absolument se retrouver au cœur des efforts de relance.

L'égalité de fait et la lutte aux discriminations ne deviendront réelles que dans la mesure où elles seront intégrées à tous les niveaux de la Ville et au sein de chacun des arrondissements, et ce, aussi bien dans les services offerts à la population qu'à l'interne. Afin de concrétiser cette intégration, les principes directeurs et les conditions de réussite présentés dans cet avis paraissent incontournables.

Au terme de cet avis, les membres du CM réitèrent leur position. La Ville doit poursuivre ses engagements en matière d'égalité. Elle a la responsabilité de répondre véritablement aux besoins de toutes les Montréalaises et de fournir des conditions de vie qui leur assurent la pleine jouissance de leurs droits.

RECOMMANDATIONS

1 ANALYSE CRITIQUE

Les recommandations émises dans cette section concernent les actions déployées dans les plans d'action de la Ville de Montréal.

La gouvernance

- **R1** Que la Ville de Montréal s'assure que ses instances décisionnelles (comité exécutif, commissions permanentes et présidences des commissions permanentes, comités consultatifs en urbanisme, conseils d'administration des organismes liés à la Ville) reflètent la réalité sociodémographique montréalaise.

  R1 a. Que la Ville de Montréal atteigne, d'ici cinq ans, une représentation des femmes comprise entre 40 % et 60 % (dite zone paritaire) au sein de ses instances décisionnelles.

  R1 b. Que la Ville de Montréal fixe et atteigne, d'ici cinq ans, des cibles de représentation spécifique pour les femmes des minorités ethniques, visibles, les Autochtones et les personnes en situation de handicap au sein de ses instances décisionnelles.

- **R2** Que la Ville de Montréal organise annuellement Cité Elles MTL afin de soutenir la présence des femmes en politique, y alloue les ressources nécessaires et en assure la pérennité d'année en année.

- **R3** Que la Ville de Montréal s'engage à formaliser l'ensemble des pratiques soutenant la conciliation famille-travail pour les élu.es et mette en place des pratiques normées et transparentes.

- **R4** Que la Ville de Montréal s'engage à appliquer les mesures présentées dans la « Trousse d'outils pour une participation égalitaire et inclusive pour toutes les femmes » publiée dans le cadre de MTElles, un projet portant sur la participation citoyenne des femmes à la vie démocratique montréalaise.

La Ville, employeur

- **R5** Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre les objectifs fixés par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) pour les cinq groupes visés dans le cadre du PAÉE, dans toutes les catégories d'emploi, au niveau de la ville-centre et des arrondissements.

  R5 a. Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre les objectifs fixés pour les femmes et porte une attention particulière aux catégories d'emploi où elles sont peu nombreuses (cols bleus, policières, pompières, professionnelles scientifiques).

  R5 b. Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre entre 40 % et 60 % (dite zone paritaire) de femmes parmi les personnes autochtones, en situation de handicap, des minorités visibles et ethniques employées à la Ville, au sein de toutes les catégories d'emploi.

  R5 c. Que la Ville de Montréal s'assure d'atteindre entre 40 % et 60 % (dite zone paritaire) de femmes dans ses programmes spécifiques de la prochaine « Stratégie pour la diversité, l'équité et l'inclusion en emploi » (visant les employé.es ou les personnes autochtones, en situation de handicap, les minorités visibles et ethniques).

- **R6** Que la Ville de Montréal élabore et adopte une politique officielle de conciliation famille-travail (CFT) s'appliquant à l'ensemble du personnel dans tous ses services et arrondissements tout en tenant compte des besoins particuliers liés à des catégories d'emploi (par ex. : horaires des cols bleus).

- **R7** Que la Ville de Montréal forme l'ensemble du personnel du Service des ressources humaines sur l'ADS+ et qu'elle applique cette analyse à ses processus de recrutement, ses programmes, ses projets, ses politiques et ses plans en ressources humaines afin de prendre en compte toutes les femmes en matière d'emploi.

Les services aux citoyennes

Sécurité

- **R8** Que la Ville de Montréal mette en œuvre des actions relatives au programme « Villes sûres et espaces publics sûrs », d'ONU Femmes, auquel elle a adhéré en 2019.

  R8 a. Que la Ville de Montréal consacre des ressources financières afin de mettre en œuvre ces actions.

  R8 b. Que la Ville de Montréal mette en œuvre ces actions en collaboration avec des groupes de femmes spécialisés dans les enjeux de sécurité des femmes dans l'espace public, ainsi qu'avec la Société de transport de Montréal (STM) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour les actions relevant de leurs champs de compétence.

- **R9** Que la Ville de Montréal actualise le « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire » en utilisant une perspective intersectionnelle pour prendre en compte la sécurité des femmes dans l'espace public.

  R9 a. Que la Ville de Montréal mandate le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) pour la refonte du Guide, en collaboration avec le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et les groupes de femmes spécialisés dans les enjeux de sécurité des femmes dans l'espace public.

  R9 b. Que la Ville de Montréal fasse la promotion du Guide afin qu'il soit mis en application au sein de la ville-centre et de tous les arrondissements.

Logement

- **R10** Que la Ville de Montréal se dote d'une stratégie en habitation qui reconnaisse le droit au logement[194].

  R10 a. Que l'offre de logement qui découle de cette stratégie soit à la portée de toutes les femmes.

  R10 b. Que cette stratégie soit fondée sur une ADS+ afin de faire état des obstacles que rencontrent les femmes et de prendre en compte leurs besoins spécifiques.

- **R11** Que la Ville de Montréal bonifie son offre de logements sociaux.

  R11 a. Que la Ville de Montréal modifie son Règlement pour une métropole mixte afin d'augmenter ses objectifs d'inclusion de logements sociaux, avec une proportion minimale de 40 %, dans le but de répondre véritablement aux besoins des ménages locataires, plutôt que de répartir les logements entre 20 % de logements sociaux et 20 % de logements dits abordables.

  R11 b. Que la Ville de Montréal s'engage à réserver un pourcentage d'unités de logements sociaux et communautaires pour les femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, pour les femmes en situation de handicap et pour les femmes autochtones.

  R11 c. Que la Ville de Montréal reconnaisse le droit au logement des personnes sans statut ou au statut précaire. Pour cela, qu'elle abolisse, dans son programme AccèsLogis Montréal, la clause limitant l'accès aux logements sociaux et communautaires des personnes avec statut de citoyen ou de résident permanent, imposée par la Société d'habitation du Québec (SHQ), comme recommandé par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM)[195].

  R11 d. Que la Ville de Montréal élabore un plan d'action visant à ce que l'ensemble des logements sociaux et communautaires soit accessible universellement.

- **R12** Que la Ville de Montréal mette en place des mesures visant à lutter contre le harcèlement et toutes les autres formes de violences vécues par les femmes dans leur logement, qu'il soit social, communautaire ou privé.

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

- **R13** Que la Ville de Montréal offre un soutien financier conséquent et récurrent aux groupes de femmes et aux organismes qui viennent en aide aux femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

- **R14** Que la Ville de Montréal prenne en compte l'itinérance cachée des femmes dans son dénombrement. Pour ce faire, qu'elle applique une ADS+ et qu'elle adopte des méthodes diversifiées assurant la collecte de données spécifiques sur toutes les femmes en situation d'itinérance (femmes issues de l'immigration, réfugiées et sans statut ; femmes autochtones ; femmes en situation de handicap ; femmes 2ELGBTQQIA[196] et aînées).

- **R15** Que la Ville de Montréal prenne en compte les besoins spécifiques des femmes autochtones dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la « Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones ».

La place qu'occupent les Montréalaises sur la scène internationale

- **R16** Que la Ville de Montréal s'assure d'une représentation de femmes de l'ordre de 40 % à 60 % (dite zone paritaire) parmi ses représentant.es lors des missions et des projets à l'international, et ce, tant pour les fonctionnaires que pour les élu.es.

- **R17** Que la Ville de Montréal s'assure que sera intégrée systématiquement la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes dans les missions et les projets de coopération internationale qu'elle soutient et supervise. Qu'elle participe aux travaux en matière d'égalité dans les associations internationales, tels que Metropolis et Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), dont elle est membre.

2 LA VISION DU CM POUR UNE VILLE FÉMINISTE ET EXEMPTE DE DISCRIMINATIONS

Les recommandations de cette section concernent les changements structurels que le CM souhaite voir réalisés par la Ville afin de tendre vers une égalité de fait entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

Le droit à la ville

- **R18** Que la Ville de Montréal intègre systématiquement une ADS+ aux plans, stratégies et chantiers municipaux, notamment les plans d'action en développement économique, plan climat, plan d'urbanisme, chantier en accessibilité universelle, stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones, stratégie en habitation, stratégie d'approvisionnement, politique de participation publique et d'engagement citoyen.

Le transport en commun

- **R19** Que la Ville de Montréal continue de promouvoir une tarification sociale du transport en commun dans une perspective de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

- **R20** Que la Ville de Montréal travaille en partenariat avec l'ensemble des organismes et des instances concernés dans le but de mettre en place des mesures pour combler les besoins des femmes en situation de handicap en matière de transport adapté et de transport en commun.

- **R21** Que la Société de transport de Montréal (STM) prenne en compte les besoins de toutes les femmes dans la refonte du réseau d'autobus.

- **R22** Que la STM s'assure de mettre en place des mesures favorisant la participation des femmes à ses consultations publiques.

- **R23** Que la STM et la Ville de Montréal s'assurent que les principes du « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire » sont appliqués de façon systématique aux abords et à l'intérieur des stations de métro et de train de banlieue, aux abords des points d'embarquement majeurs du réseau de transport en commun ainsi qu'aux liens piétons donnant accès au réseau.

La lutte aux discriminations

- **R24** Que la Ville de Montréal reconnaisse l'existence historique, sociale et économique des discriminations basées sur le sexe ainsi que sur les 13 autres motifs de discrimination invoqués par la Charte des droits et libertés de la personne.

- **R25** Que la Ville de Montréal donne, à l'ensemble de la fonction publique municipale (employé.es, professionnel.les, cadres) et au personnel des sociétés paramunicipales, des formations obligatoires portant sur le sexisme et toutes les formes de discrimination systémique (racisme, capacitisme, âgisme, etc.), tout en s'assurant que ces formations sont basées sur l'ADS+ et réalisées en collaboration avec des organismes communautaires impliqués dans la lutte contre ces discriminations, comme recommandé par l'OCPM[197].

- **R26** Que la Ville de Montréal s'assure que les employé.es et les élu.es de la Ville sont représentatifs de la population montréalaise.

  R26 a. Que la Ville de Montréal s'assure que les employé.es en ressources humaines, les gestionnaires et la haute direction, qui jouent un rôle significatif sur le recrutement, sont représentatifs de la population montréalaise.

La reconnaissance des femmes comme actrices de changement

- **R27** Que la Ville de Montréal reconnaisse la contribution des femmes à l'histoire et au développement de Montréal en leur accordant une plus grande importance dans l'élaboration de ses politiques mémorielles (toponymie, commémorations, signalisation historique, activités et lieux culturels, etc.).

  R27 a. Que la Ville de Montréal reconnaisse l'apport des femmes autochtones et des femmes immigrantes et/ou racisées à l'histoire et au développement de Montréal.

- **R28** Que la Ville de Montréal reconnaisse l'expertise des groupes de femmes et soutienne leur capacité d'intervention.

  R28 a. Que la Ville de Montréal se dote de mécanismes pour permettre une augmentation substantielle, pérenne et prévisible du financement de base visant à assurer les services essentiels auprès des femmes.

  R28 b. Que la Ville de Montréal offre une indemnité quotidienne et des délais raisonnables avant la consultation pour favoriser et soutenir la participation des groupes de femmes consultés par la Ville dans le cadre d'élaboration d'orientations, de programmes et de politiques (par exemple, consultations publiques, comités de travail, projets municipaux, etc.).

  R28 c. Que la Ville de Montréal s'assure de consulter et de travailler en partenariat avec les groupes de femmes pour l'élaboration et le suivi des politiques, des plans et des actions en matière d'égalité.

- **R29** Que la Ville de Montréal conçoive l'égalité de fait entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes comme un moteur important du développement économique.

  R29 a. Que la Ville de Montréal s'assure que les études et les statistiques sur la situation économique montréalaise incluent des données différenciées et croisées.

R29 b. Que la Ville de Montréal s'assure que toutes les femmes sont considérées comme des actrices du développement économique et qu'elle prenne en compte toutes les femmes dans chacun de ses plans d'action de développement économique.

R29 c. Que la Ville de Montréal intègre des modalités sur l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes dans les critères d'octroi de tous les projets de développement économique qu'elle subventionne et dans les contrats aux entreprises enregistrées dans son registre de fournisseurs – particulièrement les entreprises qui réalisent les projets d'infrastructure. Par exemple, ces critères pourraient tenir compte du pourcentage de femmes siégeant au conseil d'administration de l'entreprise, du pourcentage de femmes employées, du respect des obligations en matière d'équité salariale, etc.

R29 d. Que la Ville de Montréal forme et accompagne le personnel des services en développement économique et en approvisionnement à l'ADS+.

La responsabilité de la Ville

- **R30** Que la Ville de Montréal mette en place un comité de suivi de la mise en œuvre des plans en développement social, que ce comité soit paritaire et qu'il inclue les élu.es responsables, des fonctionnaires de plusieurs services et des arrondissements ainsi que des partenaires communautaires œuvrant auprès des femmes.

- **R31** Que la Ville de Montréal élabore des indicateurs de suivi et d'évaluation, en collaboration avec des expert.es de chaque secteur et les partenaires communautaires, pour chacune des mesures des plans d'action en développement social.

- **R32** Que les arrondissements de la Ville de Montréal élaborent et adoptent des plans d'action locaux en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes, que ces plans d'action mettent de l'avant des engagements et définissent des mesures concrètes dans les domaines d'action identifiés comme prioritaires par l'arrondissement.

  R32 a. Que chaque arrondissement de la Ville de Montréal affecte un.e employé.e et un.e élu.e responsables de l'application du plan d'action local en faveur de l'égalité. Ces personnes contribueront à la reddition de comptes en matière d'égalité en travaillant en collaboration étroite avec le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), qui assure le suivi de la politique d'égalité au niveau central.

  R32 b. Que la Ville de Montréal recense et diffuse les pratiques prometteuses des arrondissements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes.

L'ADS+

- **R33** Que la Ville de Montréal se dote d'un plan d'action (avec cibles, budget, indicateurs de progrès et échéancier) visant l'implantation de l'ADS+ dans tous les plans d'action, politiques, programmes, projets et budgets de la ville-centre et des arrondissements.

  R33 a. Que la Ville de Montréal intègre dans l'échéancier des projets le temps nécessaire pour réaliser une ADS+.

  R33 b. Que la Ville de Montréal consacre un pourcentage du budget de chaque projet à l'ADS+.

R33 c. Que la Ville de Montréal produise et rende publiques des données populationnelles différenciées et croisées.

R33 d. Que la Ville de Montréal développe un système de reddition de comptes (avec des personnes-cadres responsables) sur l'intégration de l'ADS+ dans les projets des services et des arrondissements.

- **R34** Que la Ville de Montréal consolide sa connaissance de l'ADS+ et une expertise interne en la matière.

  R34 a. Que la Ville de Montréal forme une masse critique de fonctionnaires et l'ensemble des cadres et des élu.es à l'ADS+ (les formations doivent être obligatoires, offertes en continu et adaptées à chaque service).

  R34 b. Que la Ville de Montréal développe une expertise interne en ADS+ (avec, par exemple, des personnes ressources dans chaque service et arrondissement, des expert.es pour accompagner la mise en œuvre de l'ADS+, des guides sur l'ADS+ spécifiques pour chaque service, une documentation centralisée des exemples d'application de l'ADS+ à la Ville et une communauté de pratiques en ADS+).

  R34 c. Que la Ville de Montréal élabore et diffuse largement un plan de communication interne et externe sur la mise œuvre de l'ADS+.

Le Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations

- **R35** Que la Ville de Montréal se dote de moyens concrets pour atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes en créant un Bureau de l'égalité et de la lutte aux discriminations qui dispose des ressources humaines et financières adéquates et qui est directement rattaché à la direction générale.

La pérennité, l'indépendance et les ressources du CM

- **R36** Que la Ville de Montréal garantisse la pérennité du CM afin d'assurer la représentation des femmes (notamment grâce aux relations privilégiées du CM avec les groupes de femmes) et l'expertise du CM auprès de l'administration municipale.

- **R37** Que la Ville de Montréal garantisse l'indépendance du CM, tant sur le plan administratif que sur le plan politique.

- **R38** Que la Ville de Montréal reconnaisse l'expertise du CM, notamment pour produire des données rigoureuses et formuler des recommandations qui permettent d'orienter efficacement les travaux de la Ville dans sa lutte aux discriminations envers les Montréalaises ou les employé.es de la Ville.

  R38 a. Que la Ville de Montréal reconnaisse l'expertise du CM en augmentant les ressources humaines et financières du CM afin de lui permettre de poursuivre sa mission.

  R38 b. Que la Ville de Montréal crée un poste permanent de coordonnatrice à la recherche.

3 LA PANDÉMIE DE COVID-19 : LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

Ces recommandations visent les plans de relance de la Ville à la suite de la pandémie de COVID-19.

Les actions de la Ville pendant et après la pandémie de COVID-19

- **R39** Que la Ville de Montréal prenne en compte les femmes dans ses plans de relance post-COVID-19, tant sur les plans social et économique que sur le plan climatique.

  R39 a. Que la Ville de Montréal implique les femmes et les groupes de femmes dans les prises de décisions relatives à la gestion de la pandémie de COVID-19 et aux plans de relance.

  R39 b. Que la Ville de Montréal inclue systématiquement une ADS+ aux stratégies et aux plans de relance post-COVID-19 afin de s'assurer que toutes les femmes sont prises en compte et en bénéficient.

  R39 c. Que la Ville de Montréal s'assure que la part de financement destinée aux groupes de femmes dans l'enveloppe budgétaire consacrée aux groupes communautaires est équitable.

- **R40** Que la Ville de Montréal crée un nouveau fonds d'urgence destiné aux groupes communautaires en s'assurant que les groupes de femmes auront accès à ce fonds, en particulier les groupes dont la mission vise à soutenir les femmes aînées, les femmes immigrantes et racisées, les femmes autochtones et les femmes en situation de handicap.

- **R41** Que la Ville de Montréal tienne compte des besoins spécifiques des femmes aînées dans ses plans de relance.

  R41 a. Que la Ville de Montréal instaure des mesures spécifiques pour les femmes aînées afin de les soutenir et de briser leur isolement. Par exemple, le maintien et la promotion auprès des aînées de la ligne 211 Grand Montréal ; la mise en place d'appels personnalisés ; l'offre d'activités de sport, culture et loisirs destinées aux aînées ; les partenariats avec les organismes qui viennent en aide aux personnes aînées.

NOTES

1 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2008. [http://servicesenligne.ville.montreal.qc.ca/sel/publications/PorteAcces Telechargement?lng=Fr&systemName=17543565&client=Serv_corp]

2 Ville de Montréal, « Bilan du plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_ACTION_EGALITE_2015_2018.PDF]

3 *Ibid.*

4 Ville de Montréal, « Plan d'action pour la diversité en emploi 2016-2019 », 2016. [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/emploi_fr/MEDIA/DOCUMENTS/plan_action_diversite_emploi_2016.pdf]

5 Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), « Programmes d'accès à l'égalité ». [http://www.cdpdj.qc.ca/fr/droits-de-la-personne/responsabilites-employeurs/pae/Pages/default.aspx]

6 Ville de Montréal, « Programme d'accès à l'égalité en emploi », 2020. [https://montreal.ca/programmes/programme-dacces-legalite-en-emploi]

7 Ville de Montréal, « Nomination par les instances politiques centrales », 2020. [http://donnees.ville.montreal.qc.ca/dataset/nomination-par-les-instance-politiques-centrales]

8 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2008, *op. cit.*, p. 13.

9 Ville de Montréal, « Portrait des 103 élues et élus de la Ville de Montréal », communiqué, 6 novembre 2017. [https://election-montreal.qc.ca/userfiles/file/ElectionGenerale2017/fr/communiques/communique_20171107.pdf]

10 Conseil des Montréalaises, « La conciliation famille-travail, un défi de taille pour les élu.es de Montréal », Ville de Montréal, 2017, p. 6. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/cm_avis_cft_montage_imp_page.pdf]

11 Ville de Montréal, « Portrait des 103 élues et élus de la Ville de Montréal », *op. cit.*

12 Fédération québécoise des municipalités (FQM), « On voit loin pour notre monde : des défis qui demeurent importants pour les femmes. Les préoccupations des élues et élus au sein de la Fédération québécoise des municipalités », 2017. [https://www.fqm.ca/wp-content/uploads/2017/12/FQM2017_Document-complet_Dostie-Goulet.pdf]

13 Ville de Montréal, « Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement », 2018. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOCCONSULT_2018.PDF]

Notes

14 FQM, « On voit loin pour notre monde : des défis qui demeurent importants pour les femmes », *op. cit.*, p. 31.

15 Conseil des Montréalaises, « Pour favoriser la participation des Montréalaises à la période de questions du public du conseil municipal », Ville de Montréal, Déposé à la Commission de la présidence du conseil, 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/memoire_participation_femmes.pdf]

16 Relais-femmes, Concertation Montréal et Coalition montréalaise des Tables de quartier, « État des lieux : rapport d'évaluation des besoins, portrait de la participation des femmes dans les instances démocratiques de Montréal et pistes d'actions », Montréal, 2018. [http://bv.cdeacf.ca/CF_PDF/60648.pdf]

17 Gouvernement du Canada, « Les femmes et le milieu de travail – Comment les employeurs peuvent faire progresser l'égalité et la diversité – Rapport de Symposium sur les femmes et le milieu de travail », Emploi et Développement social Canada, 2019. [https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/ministere/rapports/symposium-femmes.html#h2.4]

18 Conseil des Montréalaises, « Avis : garder le cap sur l'ascension professionnelle des femmes aux postes de cadre à la Ville de Montréal », Ville de Montréal, 2016, p. 31. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_FEMMES%20CADRES_2016_WEB.PDF]

19 Conseil des Montréalaises, « Col bleu : un emploi pas toujours rose ! », Ville de Montréal, 2013, p. 56. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/col_bleu_emploi_pas_toujours_rose.pdf]

20 *Ibid.*, p. 63.

21 Conseil des Montréalaises, « Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement », Ville de Montréal, 2019, p. 48. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/conseil_des_montrealaises_avis_logement_handicap_web.pdf]

22 Conseil des Montréalaises, « Col bleu : un emploi pas toujours rose ! », *op. cit.*, p. 57.

23 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2008, *op. cit.*, p. 16.

24 Voir entre autres Conseil des Montréalaises, « Avis : garder le cap sur l'ascension professionnelle des femmes aux postes de cadre à la Ville de Montréal », *op. cit.*, p. 37 ; Conseil des Montréalaises, « Avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2008-2012 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », Ville de Montréal, 2015, p. 13 [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_AVIS_BILAN%20PLAN%20D'ACTION%202008-2012.PDF] ; Conseil des Montréalaises, « Col bleu : un emploi pas toujours rose ! », *op. cit.*, p. 65.

25 Ville de Montréal, « Déclaration contre les violences à caractère sexuel », séance du conseil municipal, 28 mai 2018. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/D%C9CLARATION%20CONTRE%20LES%20VIOLENCES%20SEXUELLES_VF.PDF]

26 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal s'associe à l'initiative mondiale Villes sûres et espaces publics sûrs d'ONU Femmes », communiqué, 8 mars 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,142372440&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=21706&ret=/pls/portal/url/page/d_social_fr/rep_utilitaires/rep_actualites/coll_actualites]

27 Ville de Montréal, « Parce que la rue a différents visages : plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 », 2018. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_ITIN%C9RANCE_HR_0.PDF]

28 Conseil des Montréalaises, « Montréal, une ville festive pour toutes : avis sur la sécurité des jeunes femmes cisgenres et trans lors des événements extérieurs à Montréal », Ville de Montréal, 2017, p. 34. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/avis_securite.pdf]

29 Comité directeur de Winnipeg, « Winnipeg, ville sûre – Initiative mondiale pour des villes et espaces publics sûrs de l'ONU, Contrer la violence sexuelle envers les femmes et les filles dans les espaces publics », 2016, p. 15. [https://www.gov.mb.ca/msw/publications/pdf/2016_winnipeg_safe_city_scoping_fr.pdf]

30 Ville de Montréal, « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire », 2002. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/femmes_ville_fr/media/documents/Guide_amenagement_environnement_urbain_securitaire.pdf]

31 Ville de Montréal, « Bilan du plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2019, p. 16. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_ACTION_EGALITE_2015_2018.PDF]

32 *Ibid.*, p. 16-17.

33 Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), « Dossier noir : femmes, logement et pauvreté », 5e édition, mars 2019, p. 2. [https://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2019/03/DNFemmes2019.pdf]

Notes

34 FRAPRU, *Ibid.* ; Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM), « État des lieux des enjeux de logement vécus par les Montréalaises », Montréal, mars 2019. [https://www.tgfm.org/files/etat-des-lieux-femmes-et-logement-montreeal.pdf] ; Conseil des Montréalaises, « Avis sur l'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », Ville de Montréal, 2017. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/2017_CM_ITIN%C9RANCE%20DES%20FEMMES_IMP.PDF] ; Conseil des Montréalaises, « Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement », Ville de Montréal, 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/conseil_des_montrealaises_avis_logement_handicap_web.pdf]

35 Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM), « État des lieux des enjeux de logement vécus par les Montréalaises », Montréal, 2019. [https://www.tgfm.org/files/etat-des-lieux-femmes-et-logement-montreeal.pdf]

36 Philippe Hurteau, « Logement : une crise à venir ? », Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), Montréal, 9 avril 2019. [https://iris-recherche.qc.ca/blogue/logement-une-crise-a-venir]

37 Ville de Montréal – Arrondissement du Sud-Ouest, « Le Sud-Ouest s'attaque aux évictions abusives », 19 mars 2020. [https://www.newswire.ca/news-releases/le-sud-ouest-s-attaque-aux-evictions-abusives-865384541.html]

38 Ville de Montréal – Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, « Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie : l'arrondissement resserre sa réglementation pour lutter contre la crise du logement », 11 février 2020. [https://www.newswire.ca/fr/news-releases/rosemont-la-petite-patrie-l-arrondissement-resserre-sa-reglementation-pour-lutter-contre-la-crise-du-logement-869042316.html]

39 FRAPRU, « Dossier noir : femmes, logement et pauvreté », *op. cit.,* p. 11 ; Conseil des Montréalaises, « Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement », *op.cit.,* p. 12.

40 Ville de Montréal, « Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 », 2018. [https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9337,143319549&_dad=portal&_schema=PORTAL]

41 Ville de Montréal, « Règlement pour une métropole mixte : Montréal, métropole de l'habitation », 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9337,143039283&_dad=portal&_schema=PORTAL]

42 TGFM, « État des lieux des enjeux de logement vécus par les Montréalaises », *op.cit.,* p. 16.

43 Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), « Les inégalités sociales et raciales amplifiées par la crise sanitaire dans certains quartiers, déplore la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse », communiqué du 1er mai 2020. [http://www.cdpdj.qc.ca/fr/medias/Pages/Communique.aspx?showItem=913]

44 Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), « Pour un véritable droit à la ville : mémoire sur le Règlement pour une métropole mixte présenté à l'Office de consultation publique de Montréal », Montréal, 2019. [https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P104/7-21_fechimm.pdf] ; TGFM, « Soutenir le développement de logement pour l'ensemble des Montréalaises et Montréalais », *op. cit.* ; Conseil des Montréalaises, « Se loger à Montréal : avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement », *op. cit.*

45 Céline Bellot, et autres, « Rendre visible l'itinérance au féminin », Rapport de recherche pour le Fonds de recherche du Québec – Société et culture, 2016. [http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/448958/Femmes-itinerance_rapport_C.Bellot.pdf/a61da4d6-3ce5-4f30-adc9-ff215f3650e0] ; La Rue des femmes, « Portrait de l'itinérance au féminin », Montréal, 2018. [https://www.laruedesfemmes.org/wp-content/uploads/2018/11/Litinerance-au-feminin-2018.pdf]

46 Conseil des Montréalaises, « Avis sur l'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », *op. cit.*, p. 16.

47 TGFM, « État des lieux des enjeux de logement vécus par les Montréalaises », *op.cit.*, p. 13.

48 Conseil des Montréalaises, « Avis sur l'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », *op. cit.*

49 Luc Cloutier-Villeneuve, « Marché du travail et rémunération », Institut de la statistique du Québec, 2020, p. 6. [https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/bulletins/marche-travail-remuneration-no19.pdf]

50 Conseil du statut de la femme, « Portrait des Québécoises en 8 temps », Québec, 2017, p. 17. [https://csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait-quebecoises-2017.pdf]

51 *Ibid.*, p. 21.

52 FRAPRU, « Dossier noir : femmes, logement et pauvreté », *op. cit.*, p. 5.

53 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, « Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale », Québec, 2020, p. 1. [https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/00_AS-statistiques-2020-01.pdf]

54 Conseil des Montréalaises, « Avis sur l'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », *op. cit.*

55 Statistique Canada, « Enquête sur la population active, avril 2020 », Le Quotidien, 8 mai 2020, p. 7. [https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/200508/dq200508a-fra.pdf?st=ffAZBmBn]

56 Youssef Hajoui, « Bulletin sur le marché du travail au Québec », Emploi Québec, mai 2020. [https://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Publications/00_imt-bmt-2020-05.pdf]

Notes

57 Direction de la santé publique de Montréal, « La santé des populations autochtones à Montréal. Un portrait réalisé par la Direction régionale de la santé publique de Montréal », Gouvernement du Québec, 2020. [https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user_upload/Uploads/tx_asssmpublications/pdf/publications/2020_Portrait-Populations-Autochtones.pdf]

58 Éric Latimer et François Bordeleau, « Dénombrement des personnes en situation d'itinérance sur l'île de Montréal le 24 avril 2018 », 2019, p. 22. [https://jecomptemtl2018.ca/wp-content/uploads/2019/04/rapport-montral-rvision-8-avril-2019.pdf]

59 Ville de Montréal, « La mairesse Valérie Plante présente la nouvelle commissaire des relations avec les peuples autochtones de la Ville de Montréal », communiqué, 9 février 2018. [https://www.newswire.ca/fr/news-releases/la-mairesse-valerie-plante-presente-la-nouvelle-commissaire-des-relations-avec-les-peuples-autochtones-de-la-ville-de-montreal-673584323.html]

60 Conseil des Montréalaises, « Avis sur l'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible », *op. cit.*, p. 23.

61 Bibliothèque du Parlement, « Quelques notions sur le droit au logement au Canada », Parlement du Canada. [https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/201916E - a3]

62 Office de consultation publique de Montréal (OCPM), « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal : rapport de consultation publique », Montréal, 2020, p. 180. [https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P99/rapport-reds.pdf]

63 2ELGBTQQIA signifie personne bispirituelle, lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, en questionnement, intersexe et asexuelle.

64 Ville de Montréal. « Bilan économique 2018 : agglomération de Montréal », 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/BILAN%20%C9CONOMIQUE%202018.PDF]

65 PME MTL, « Mission et historique de PME MTL », 2020. [https://pmemtl.com/a-propos/mission]

66 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2008, *op. cit.*, p. 19.

67 Conseil des Montréalaises, « Femmes au cœur de la Ville : 41 élues à votre service », Ville de Montréal, 2010, p. 27. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/Femmes_coeur_ville_41elues_avotreservice.pdf]

68 Conseil des Montréalaises, « Avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2008-2012 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », Ville de Montréal, 2015, p. 13. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_AVIS_BILAN%20PLAN%20D'ACTION%202008-2012.PDF]

69 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2008, *op. cit.*, p. 21.

70 Conseil des Montréalaises, « Avis du Conseil des Montréalaises sur le Bilan du plan d'action 2008-2012 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », *op.cit.*, p. 7 ; Conseil des Montréalaises, « Pour un nouveau départ : relever le défi du prochain plan d'action en faveur de l'égalité. Avis du Conseil des Montréalaises sur le Portrait 2010 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie politique », Ville de Montréal, 2012, p. 19. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_AVIS%20NOUVEAU%20D%C9PART%20%C9GALIT%C9_FINAL.PDF]

71 Gouvernement du Canada, « Indicateurs de la Politique d'aide internationale féministe », 2020. [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/fiap_indicators-indicateurs_paif.aspx?lang=fra]

72 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal : politique et mesures de mise en œuvre », Projet de politique, version 18, 2007, p. 3. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/femmes_ville_fr/media/documents/projet_politique_egalite_femmes_hommes.pdf]

73 Ville de Montréal, « Charte montréalaise des droits et responsabilités », 2017, p. 8. [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/charte_mtl_fr/media/documents/charte_montrealaise_francais.pdf]

74 *Ibid.*, p. 11.

75 Henri Lefebvre, « Le droit à la ville », éd. Anthropos, Paris, 1968.

76 Marie-Eve Desroches, « Le logement comme clé pour le droit à la ville des femmes », Metropoles, 2018, p. 1. [https://journals.openedition.org/metropoles/5577]

77 Ana Falú, « Espaces métropolitains égalitaires », Observatoire Metropolis 2018, p. 11. [https://www.metropolis.org/sites/default/files/metobsip4_fr_13.pdf]

78 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal : politique et mesures de mise en œuvre », Projet de politique, version 18, 2007, *op. cit.*, p. 5.

79 Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), « Enquête Origine-Destination 2018 : faits saillants de l'état de la mobilité des personnes dans la région métropolitaine de Montréal », 2018. [https://www.artm.quebec/faits-saillants-eod-2018/]

80 Conseil des Montréalaises, « Tableau comparatif des Enquêtes Origine-Destination 2013, 2008 et 2003 », Ville de Montréal, 2016.

Notes

81 Conseil des Montréalaises, « Vaincre les obstacles à la mobilité des femmes », Mémoire présenté à la Commission du conseil municipal sur la mise en valeur du territoire, l'aménagement urbain et le transport collectif dans le cadre de la consultation sur le Plan de transport de la Ville de Montréal 2007 », Ville de Montréal, 2007. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_plan_transport.pdf]

82 Société de transport de Montréal (STM), « Plan de développement d'accessibilité universelle 2016-2020 STM – L'excellence en mobilité », Ville de Montréal, 2016. [https://www.stm.info/sites/default/files/pdf/fr/planaccessibilite_2016-2020.pdf]

83 ONU Femmes, « Transports publics sécuritaires pour les femmes », dans « Villes sûres », Centre de connaissances virtuel pour mettre fin à la violence contre les femmes, 2010. [http://www.endvawnow.org/fr/articles/252-transports-publics-securitaires-pour-les-femmes.html]

84 Metropolis, « Gender Keys 04: Mobility and Gender », 2020, p. 1. [https://www.metropolis.org/sites/default/files/resources/Gender-keys.04.pdf] [traduction libre]

85 Ville de Montréal, « Lancement de la consultation en ligne Rêvons Montréal 2020-2030 », communiqué, 18 avril 2019. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=31483]

86 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal s'engage à combattre le racisme et la discrimination systémiques », communiqué, 15 juin 2020. [https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=32764&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiques/communiques]

87 Office de consultation publique de Montréal (OCPM), « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal : rapport de consultation publique », Montréal, 2020. [https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P99/rapport-reds.pdf]

88 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal s'engage à combattre le racisme et la discrimination systémiques », *op. cit.*

89 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2008, *op. cit.*, p. 2.

90 ONU Femmes, « Déclaration et Programme d'action de Beijing. Déclaration politique et textes issus de Beijing+5 », Nations Unies, 1995 et 2014, p. 34. [https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/csw/bpa_f_final_web.pdf?la=fr&vs=754]

91 Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ), « Droit à l'égalité, discrimination et accommodement raisonnable », [https://www.cdpdj.qc.ca/fr/formation/accommodement/Pages/html/egalite-discrimination-accommodement.html]

92 CDPDJ, « Les formes de discriminations », 2018. [http://www.cdpdj.qc.ca/fr/formation/accommodement/Pages/html/formes-discrimination.html]

93 *Ibid.*

94 OCPM, « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal : rapport de consultation publique », *op. cit.,* p. 123-124.

95 Initiative : une ville pour toutes les femmes, « L'avancement de l'équité et l'inclusion : un guide pour les municipalités », Ottawa, 2015. [https://www.cawi-ivtf.org/sites/default/files/publications/advancing-equity-inclusion-f-web_0.pdf]

96 *Ibid.*, p. 6.

97 *Ibid.*

98 ONU Femmes, « Déclaration et Programme d'action de Beijing. Déclaration politique et textes issus de Beijing+5 », *op. cit.*

99 Louise Champoux-Pallié et Anne-Marie Croteau, « Pandémie : les femmes font-elles de meilleures leaders ? », The Conversation, 2020. [https://theconversation.com/pandemie-les-femmes-font-elles-de-meilleures-leaders-137048?fbclid=IwAR3Y7tt37py0g74O4o6evFwM9eh318LlhoG_K9bVN-z856SE7I0KksGZcvA]

100 World Economic Forum, « Global Gender Gap Report 2020 », Committed to improving the state of the World, 2020. [http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf]

101 Initiative : une ville pour toutes les femmes, « L'avancement de l'équité et l'inclusion : un guide pour les municipalités », *op. cit.,* p. 6.

102 OCPM, « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal : rapport de consultation publique », *op. cit.,* p. 136-137.

103 L'R des centres de femmes du Québec, « Il aura fallu une pandémie pour comprendre la valeur de notre travail », 23 mars 2020. [https://rcentres.qc.ca/2020/03/23/il-aura-fallu-une-pandemie-pour-comprendre-la-valeur-de-notre-travail/]

104 Rima Elkouri, « Plus de pain et plus de roses », La Presse, 28 mai 2020. [https://plus.lapresse.ca/screens/a151eb36-c8ec-47ab-af99-94a9735c498a__7C___0.html?utm_medium=email&utm_campaign=internal+share&utm_content=screen]

105 Fédération des femmes du Québec (FFQ), « 10 idées pour sortir les femmes de la crise », 24 avril 2020. [https://www.ffq.qc.ca/fr/nouvelles/10-idees-pour-sortir-les-femmes-de-la-crise]

106 Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix), « L'apport des femmes au fonctionnement de la société : travailleuses essentielles en temps de crise, de second ordre en temps normal », Presse-toi à gauche, 24 mars 2020. [https://www.pressegauche.org/L-apport-des-femmes-au-fonctionnement-de-la-societe-travailleuses-essentielles]

107 Sophie Bourgeault et Julie Perreault, « Le care : éthique féministe actuelle », Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 2015, p. 10.

108 Marie-Ève Gagnon-Paré, « La conciliation travail-famille en temps de pandémie », Conseil du statut de la femme, 28 mai 2020. [https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/famille/la-conciliation-travail-famille-en-temps-de-pandemie/]

109 Ville de Montréal, Commission sur le développement social et la diversité montréalaise, « Politique montréalaise pour l'action communautaire », 2019, p. 10. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOC_ACTION_20191030.PDF]

110 *Ibid.*

111 *Ibid.*, p. 17.

112 Julie Depelteau, Francis Fortier et Guillaume Hébert, « Les organismes communautaires au Québec : financement et évolution des pratiques », Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), 2013. [https://iris-recherche.qc.ca/publications/communautaires]

113 Fondation canadienne des femmes, « Resetting Normal : Funding a Thriving Women's Sector », mai 2020. [https://canadianwomen.org/resetting-normal/]

114 Anne Plourde, « Une crise qui n'épargne pas les organismes communautaires », Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), avril 2020. [https://iris-recherche.qc.ca/blogue/une-crise-qui-n-epargne-pas-les-organismes-communautaires]

115 François Aubry, et autres, « Pour que travailler dans le communautaire ne rime plus avec misère : enquête sur les avantages sociaux dans les organismes communautaires », 2005, p. 35. [http://www.relais-femmes.qc.ca/files/avantages_sociaux.pdf]

116 Anne Plourde, « Une crise qui n'épargne pas les organismes communautaires », *op. cit.*

117 FFQ, « 10 idées pour sortir les femmes de la crise », *op. cit.*

118 Fondation canadienne des femmes, « Resetting Normal : Funding a Thriving Women's Sector », *op. cit.*

119 Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, « Vers un nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire répondant aux espoirs des organismes communautaires autonomes du domaine de la santé et des services sociaux », décembre 2019. [http://trpocb.org/vers-un-nouveau-plan-daction-gouvernemental-repondant-aux-espoirs-des-organismes-communautaires-autonomes-en-sante-et-services-sociaux/]

120 Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ), « Portrait des bénévoles et du bénévolat », 2018, p. 37. [https://www.rabq.ca/admin/incoming/20180618151309_rapport.pdf]

121 Oxfam International, « Celles qui comptent : reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités », Oxfam, 2020. [https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-fr.pdf]

122 Ville de Montréal, « Accélérer Montréal : stratégie de développement économique 2018-2022 », 2018, p. 4. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/AFFAIRES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/ACCELERER_MONTREAL.PDF]

123 Ville de Montréal, « Montréal : une administration proactive », Stratégie de développement économique 2018-2022, 2018. [https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9497,143058412&_dad=portal&_schema=PORTAL]

124 Ville de Montréal, « Un budget pour vous : budget 2020, PTI 2020-2022 », Montréal, 2020, p. 232-233. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/SERVICE_FIN_FR/MEDIA/DOCUMENTS/BUDGET_2020_PTI_2020_2022_FR.PDF]

125 Ville de Montréal, « Entreprendre Montréal : plan d'action en entrepreneuriat », 2018, p. 34. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/affaires_fr/media/documents/1_entrepreneuriat_planaction_vfinale.pdf]

126 Karen Vecchio, « La sécurité économique des femmes : assurer l'avenir de l'économie canadienne », Chambre des communes Canada, Ottawa, 2018, p. 2. [https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/FEWO/rapport-12]

127 Ville de Montréal, « Plan d'action 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », 2015, p. 13. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/BILAN_PLAN_ACTION_2015-2018.PDF]

128 Ville de Montréal, « Toponym'Elles : Montréal fera rayonner les grandes personnalités féminines qui ont marqué l'histoire de la métropole », communiqué, 2 mars 2016. [https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=26453&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiques/communiques]

129 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal nomme la nouvelle place publique léguée par le gouvernement du Québec "place des Montréalaises" en hommage aux citoyennes qui ont marqué l'évolution de la métropole », communiqué, 28 juin 2017. [https://www.newswire.ca/news-releases/legs-pour-le-375e-de-montreal---la-ville-de-montreal-nomme-la-nouvelle-place-publique-leguee-par-le-gouvernement-du-quebec--place-des-montrealaises--en-hommage-aux-citoyennes-qui-ont-marque-levolution-de-la-metropole-631345953.html]

130 Johann Michel, « Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France », Paris, Presses universitaires de France, 2010, compte rendu de Geoffrey Grandjean dans les Cahiers de science politique de l'Université de Liège, p. 5. [https://popups.uliege.be/1784-6390/index.php?id=470]

Notes

131 Conseil des Montréalaises, « Les femmes au centre de la ville : mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur les orientations de la Stratégie centre-ville », Ville de Montréal, 2016, p. 18. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/20161107_OCPM_LES%20FEMMES%20AU%20CENTRE%20DE%20LA%20VILLE.PDF]

132 Conseil des Montréalaises, « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes », Ville de Montréal, 2019. [https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/memoire-le_langage_non_sexiste.pdf]

133 Ville de Montréal, « Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 25 mai 2020, 13 h », 2020, p. 5. [https://ville.montreal.qc.ca/documents/Adi_Public/CM/CM_PV_ORDI_2020-05-25_13h00_FR.pdf]

134 Conseil des Montréalaises, « Pour un nouveau départ : relever le défi du prochain plan d'action en faveur de l'égalité, Avis du Conseil des Montréalaises sur le Portrait 2010 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie politique », Ville de Montréal, 2012, p. 36. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALAISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CM_AVIS%20NOUVEAU%20D%C9PART%20%C9GALIT%C9_FINAL.PDF]

135 Ville de Montréal, « Recommandations : projet de politique Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal », Commission permanente du conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie, 2007, p. 5.

136 Conseil des Montréalaises, « Pour un nouveau départ : relever le défi du prochain plan d'action en faveur de l'égalité. Avis du Conseil des Montréalaises sur le Portrait 2010 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie politique », *op. cit.*, p. 24.

137 Secrétariat du Conseil du Trésor, « Guide sur les indicateurs », Gouvernement du Québec, 2003, p. 6 à 9. [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/publications/guide_indicateur.pdf]

138 Conseil des Montréalaises, « Pour un nouveau départ : relever le défi du prochain plan d'action en faveur de l'égalité. Avis du Conseil des Montréalaises sur le Portrait 2010 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie politique », *op. cit.*, p. 34.

139 Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), « Guide pour la mise en œuvre de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale », avril 2009 [https://m.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/fichiers/guide-pour-la-mise-en-oeuvre-de-la-charte-europeenne-pour-l39egalite-des-femmes-et-des-hommes-dans-l.pdf] ; « La charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale », États généraux du CCRE, Innsbruck, 2006. [http://www.afccre.org/mailing/Charte-%C3%A9galit%C3%A9-FR.pdf]

140 Conseil des Montréalaises, « Pour un nouveau départ : relever le défi du prochain plan d'action en faveur de l'égalité. Avis du Conseil des Montréalaises sur le Portrait 2010 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie politique », *op. cit.,* p. 38.

141 *Ibid.*, p. 38.

142 *Ibid.*, p. 5.

143 Institut du Nouveau Monde (INM), « Journée du Bilan du Plan d'action municipal 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal. Rapport de consultation », Montréal, 2019, p. 12.

144 Secrétariat à la condition féminine, « L'analyse différenciée selon les sexes dans les pratiques gouvernementales et dans celles des instances locales et régionales, Guide synthèse », ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Gouvernement du Québec, 2007, p. 4. [http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/ADS/ADS_Guide-2007.pdf]

145 Adélaïde Tanguy et Relais-femmes, « ADS+ : analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle, Fiche synthèse », TRAJETVI, 2018, p. 2. [http://www.trajetvi.ca/files/publications/fiche-synthe-se-ads-finale.pdf]

146 Ville de Montréal, « Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal : politique et mesures de mise en œuvre », Projet de politique, version 18, 2007, *op. cit.,* p. 14.

147 Patricia Hill Collins et Sirma Bilge, « Intersectionality », Polity Press – Key concepts, 2016.

148 Adélaïde Tanguy et Relais-femmes. « ADS+ : analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle, Fiche synthèse », *op. cit.*

149 CRÉ agglomération de Longueuil et Secrétariat à la condition féminine, « Analyse différenciée selon les sexes (ADS) et champs d'intervention locaux et régionaux », Longueuil, 2015. [http://www.tcgfm.qc.ca/download/1497365732-Rapport-final-ADS_format web léger (25mai).pdf]

150 Ville de Montréal, « Projet pilote de l'intégration de l'ADS+ : la Ville de Montréal revoit son processus décisionnel pour prévenir les discriminations systémiques », communiqué, 15 novembre 2018. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=30963]

151 Ville de Montréal, « ADS+ 101 : ensemble, nous formons toutes et tous la diversité », 2020.

152 URBACT Knowledge Hub, « Gender Equal Cities », Paris, mars 2019. [https://urbact.eu/sites/default/files/urbact-genderequalcities-edition-pages-web.pdf]

153 Oxfam International, « Guide rapide sur la budgétisation sensible au genre », février 2018. [https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620429/gt-guide-gender-responsive-budgeting-280218-fr.pdf?sequence=18&isAllowed=y]

Notes

154 Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), « Méthodes », Observatoire Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, 2020. [https://charter-equality.eu/methods-and-evaluation/methodes.html?lang=fr]

155 CCRE, « The town for equality : a methodology and good practices for equal opportunities between women and men », European Commission – DG Employment and Social Affairs, Paris-Bruxelles, 2005, p. 22.

156 Organisation des Nations Unies (ONU), « Nouveau programme pour les villes », Habitat III, 2017, p. 44. [http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-French.pdf]

157 URBACT Knowledge Hub, « Gender Equal Cities », *op. cit.*

158 Ville de Montréal, « 1er Bilan et perspectives d'avenir. Annexe 1 : axes et projets », juin 2003, p. 78-80. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/SOMMET_FR/MEDIA/DOCUMENTS/axes_sommet.pdf]

159 Ville de Montréal, « Montréal, une ville à la mesure des femmes. Rapport sur les résultats des travaux du colloque, en préparation à l'élaboration d'une Politique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans les activités de la Ville », 2006, p. 19 [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/femmes_ville_fr/media/documents/Rapport_colloque_Une_ville_mesure_femmes.pdf]

160 INM, « Journée du Bilan du Plan d'action municipal 2015-2018 Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal. Rapport de consultation », *op. cit.*, p. 21.

161 OCPM, « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal », Montréal, *op. cit.*, p. 110.

162 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal s'engage à combattre le racisme et la discrimination systémiques », communiqué, 15 juin 2020. [https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=32764&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiques/communiques]

163 Arn T. Sauer, « Equality Governance via Policy Analysis? The Implementation of Gender Impact Assessment in the European Union and Gender-Based Analysis in Canada », Transcript-Verlag, Bielefeld, 2019. [https://cup.columbia.edu/book/equality-governance-via-policy-analysis/9783837643763]

164 Arn T. Sauer, « Equality Governance via Policy Analysis? The Implementation of Gender Impact Assessment in the European Union and Gender-Based Analysis in Canada. », *op. cit.* ; CRÉ agglomération de Longueuil et Secrétariat à la condition féminine, « Analyse différenciée selon les sexes (ADS) et champs d'intervention locaux et régionaux », *op. cit.*

165 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal nomme la nouvelle place publique léguée par le gouvernement du Québec "place des Montréalaises" en hommage aux citoyennes qui ont marqué l'évolution de la métropole », *op. cit.*

166 Ville de Montréal, « La Ville de Montréal s'associe à l'initiative mondiale Villes sûres et espaces publics sûrs d'ONU Femmes », *op. cit.*

167 Ville de Montréal, « Déclaration contre les violences à caractère sexuel », séance du conseil municipal, 28 mai 2018. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/D%C9CLARATION%20CONTRE%20LES%20VIOLENCES%20SEXUELLES_VF.PDF]

168 Ville de Montréal, « Projet pilote de l'intégration de l'ADS+ : la Ville de Montréal revoit son processus décisionnel pour prévenir les discriminations systémiques », communiqué, 15 novembre 2018. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=30963]

169 Ville de Montréal, « Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 25 mai 2020, 13 h », 2020. [https://ville.montreal.qc.ca/documents/Adi_Public/CM/CM_PV_ORDI_2020-05-25_13h00_FR.pdf] ; Conseil des Montréalaises, « Le langage non sexiste : un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes », *op. cit.*

170 Ville de Laval, « Conseil des Lavalloises – Une initiative pour favoriser pleinement la participation des citoyennes lavalloises », communiqué, 12 mars 2019. [https://www.laval.ca/Pages/Fr/Nouvelles/conseil-lavalloises.aspx]

171 Fédération canadienne des municipalités, « Voix plurielles : pratiques et outils pour appuyer toutes les femmes ». [https://fcm.ca/sites/default/files/documents/resources/tool/voix-plurielles-pratiques-et-outils-fgl.pdf]

172 Kristina Ropke, « Advancing Gender Equity in the City of Ottawa », Initiative : une ville pour toutes les femmes, 2019. [https://www.cawi-ivtf.org/sites/default/files/publications/report_advancinggenderequity_cityofottawa.pdf]

173 Comité Femmes et développement régional du CRDIM, « Le Conseil des Montréalaises », Consultations publiques portant sur la création du Conseil des Montréalaises de la Ville de Montréal, 2003.

174 Louise Cordeau, « Les femmes et la pandémie », Conseil du statut de la femme, Québec, 2020. [https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/#title-pandemie]

Notes

175 Pierre Tircher et Nicolas Zorn, « Inégaux face au coronavirus : constats et recommandations », Observatoire québécois des inégalités, Montréal, 2020, p. 6. [https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYMZxfbWTbVKVvSt3IBEClc/asset/files/OQI%20-%20Ine%CC%81gaux%20face%20au%20coronavirus(3).pdf] ; Institut national de santé publique (INSPQ), « Données COVID-19 au Québec », Gouvernement du Québec, 2020. [https://www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees]

176 Caroline Déry, « La santé mentale des femmes en temps de pandémie », Conseil du statut de la femme, 28 mai 2020. [https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/sante/la-sante-mentale-des-femmes-en-temps-de-pandemie/]

177 Marie-Ève Gagnon-Paré, « La conciliation travail-famille en temps de pandémie », Conseil du statut de la femme, 28 mai 2020. [https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/famille/la-conciliation-travail-famille-en-temps-de-pandemie/]

178 Youssef Hajoui, « Bulletin sur le marché du travail au Québec », Emploi Québec, mai 2020. [https://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Publications/00_imt-bmt-2020-05.pdf]

179 YMCA Canada, « Passer à l'action : COVID-19 a fondamentalement changé le Canada », 2020. [https://ywcacanada.ca/fr/agissez/agissez-maintenant/a-feminist-approach-to-covid-19/]

180 FFQ, « 10 idées pour sortir les femmes de la crise », *op. cit.*

181 Conseil du statut de la femme, « Avis – Prendre soin : perspectives sur le vieillissement », Gouvernement du Québec, 2020. [https://csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Avi_prendre_soin_20200416_vweb.pdf]

182 Fondation canadienne des femmes, « Resetting Normal: Funding a Thriving Women's Sector », mai 2020. [https://canadianwomen.org/wp-content/uploads/2020/05/Resetting-Normal-Report-Womens-Sector.pdf]

183 Ville de Montréal, « COVID-19 : Montréal contribuera au Fonds d'urgence de Centraide destiné aux plus vulnérables du Grand Montréal », communiqué, 24 mars 2020. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=32487]

184 211 Grand Montréal, « COVID-19 : la CMM octroie une aide d'urgence au 211 Grand Montréal », communiqué, 31 mars 2020. [https://www.211qc.ca/blog/covid-19--la-cmm-octroie-une-aide-durgence-au-211-grand-montreal]

185 211 Grand Montréal, « COVID-19 : la Ville de Montréal invite les citoyens de 70 ans et plus dans le besoin à contacter le 211 Grand Montréal », communiqué, 15 mars 2020. [https://www.211qc.ca/blog/covid19--la-ville-de-montreal-invite-les-citoyens-de-70-ans-et-plus-dans-le-besoin-a-contacter-le-211-grand-montreal]

186 Ville de Montréal, « La Ville déploie une nouvelle série de mesures pour soutenir les personnes en situation d'itinérance », communiqué, 20 avril 2020. [https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=32581&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiques/communiques]

187 Ville de Montréal, « Relance économique : dévoilement du rapport du comité d'experts économiques », 2 juin 2020. [https://montreal.ca/actualites/relance-economique-devoilement-du-rapport-du-comite-dexperts-economiques?fbclid=IwAR3e01hUORcKXIRR4Ppu9yx4sygn-zTZO6JHY0kxN7jkiP_j3DwbWAmmKiM]

188 Ville de Montréal, « Plan de relance économique de Montréal – Une impulsion pour la métropole : agir maintenant, », 2020. [https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1592400391/portail/czh9vyp17ajy5qmdetee.pdf]

189 Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF), « Énoncé : Les femmes au Canada et COVID-19 », 6 avril 2020. [https://www.criaw-icref.ca/fr/news/enonce--les-femmes-au-canada-et-covid-19-81]

190 FFQ, « 10 idées pour sortir les femmes de la crise », *op. cit.*

191 ONU Femmes, « La prise en compte des besoins et du leadership permet de renforcer la réponse au COVID-19 », 19 mars 2020. [https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/3/news-womens-needs-and-leadership-in-covid-19-response]

192 Le réseau des femmes en environnement, « L'apport fondateur des femmes dans la création du Québec de demain », communiqué, 30 avril 2020. [https://rqfe.org/les-quebecoises-se-mobilisent-en-faveur-du-quebec-de-demain]

193 Marie-Hélène Provençal, « Impacts économiques de la pandémie sur les femmes », Conseil du statut de la femme, 28 mai 2020. [https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/economie/impacts-economiques-de-la-pandemie-sur-les-femmes]

194 Bibliothèque du Parlement, « Quelques notions sur le droit au logement au Canada », Parlement du Canada. [https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/201916E - a3]

195 OCPM, « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal : rapport de consultation publique », *op. cit.*

196 2ELGBTQQIA signifie personne bispirituelle, lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, en questionnement, intersexe et asexuelle.

197 OCPM, « Racisme et discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal : rapport de consultation publique », *op. cit.,* p. 136-137.


Conseil
des Montréalaises


Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1201615002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépot du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2019

Il est recommandé de déposer au Conseil municipal de la Ville de Montréal le Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2019.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-26 12:18

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201615002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépot du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2019

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2016, le Conseil municipal a adopté une résolution afin qu'un bilan annuel du traitement des demandes d'accès aux documents lui soit déposé.

Dans le préambule de cette résolution, le Conseil reconnaît qu'une bonne gestion des demandes d'accès aux documents est un élément essentiel d'une saine transparence démocratique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0956 du 16 septembre 2019 (1191615001) - Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2018.
CM18 1187 du 22 octobre 2018 (1181615001) - Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2017.

CE18 1710 du 17 octobre 2018 (1187901002) - Adopter les orientations visant plus de transparence des organismes à but non lucratif (OBNL) bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville.

CM17 0648 du 12 juin 2017 (1171615001) - Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2016.

CM16 0815 du 21 juin 2016 - Motion pour la création d'un bilan annuel consolidé des demandes d'accès à l'information

DESCRIPTION

Le Service du greffe, en collaboration avec les arrondissements et le Service de police, a préparé un bilan consolidé des demandes d'accès aux documents. Il inclut :
1- La nature et le nombre de demandes d'accès aux documents reçues;
2- Le délai moyen pour les traiter;
3- Les dispositions de la Loi justifiant que certaines d'entre elles ont été refusées;
4- Le nombre de demandes d'accès aux documents acceptées, partiellement acceptées ou refusées;
5- Le nombre de demandes ayant fait l'objet d'une demande de révision à la Commission

d'accès à l'information; et
6- Des recommandations pour améliorer le processus.

Lors du dépôt du bilan 2019, nous avions pour objectif d'atteindre un délai de traitement moyen de 18 jours et de répondre dans les délais prévus pour 90 % des cas.

Nous avons atteint ces objectifs, et ce, bien que le nombre de demandes ait augmenté de 12,87 % et sans l'ajout de ressources additionnelles. Le délai moyen de traitement s'est établi à 17,63 jours et 90,71 % des demandes ont été traitées dans les 30 jours.

En 2020, nous avons établi les critères, en collaboration avec les secrétaires d'arrondissement, pour amorcer la diffusion proactive des documents remis lors d'une demande d'accès. La diffusion proactive consiste à rendre disponible sur notre site internet les documents remis dans le cadre d'une demande d'accès à l'information. Elle est motivée par un souci de transparence.

Cette pratique est en cours aux ministères et organismes des gouvernements du Québec du Canada. L'article 4 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (A-2.1, r. 2) en fait une obligation pour les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Bien que la Ville de Montréal ne soit pas assujettie à cette obligation, nous amorcerons la diffusion proactive d'ici 2021.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc LEBEL
Chef de Division de la gestion de documents, des archives et de l'accès à l'information

Tél : 514-872-9290
Télécop. : 514 872-3475

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Réglementation, accès à l'information et élections

Tél : 514-872-3007
Télécop. : 514-872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-08-26

Montréal

Bilan du traitement des demandes d'accès aux documents

2019

Préparé par le Service du greffe

Déposé au Conseil municipal du 21 septembre 2020.

La Ville traite les demandes d'accès aux documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1).

Nombre et nature des demandes

Le Service du greffe

Le Service du greffe traite les demandes d'accès visant les documents détenus par les services centraux.

Service du greffe	
Nombre de demandes	5 304
Délai moyen	17,63 jours
Délai médian	14,00 jours
Nature des demandes	
Études environnementales	41,25 %
Rapports du Service des incendies	36,23 %
Habitation	7,01 %
Rapports et études	5,25 %
Affaires contractuelles	4,75 %
Ressources humaines	2,35 %
Évaluation et taxes	1,01 %
Autres	2,14 %

Nous observons une hausse de 12,87 % des demandes d'accès aux documents.

Comme par les années passées, le Service de l'environnement détient les documents les plus demandés. Ces demandes visent des documents d'évaluations environnementales des terrains et les rejets industriels pour un emplacement précis. En grande majorité, les firmes d'experts en environnement formulent les demandes d'accès à ces documents dans le cadre d'analyse environnementale.

Les rapports du Service de sécurité incendie incluent les rapports d'intervention et d'inspection. Les firmes d'assurances de biens et les citoyens formulent ces demandes.

Les demandes relatives à l'habitation concernent principalement la salubrité et les subventions. Les citoyens et les organismes de défense des locataires désirent obtenir ces documents.

Ces trois catégories regroupent 84,49 % des demandes reçues par le Service du greffe.

La durée moyenne de traitement de 17,63 jours est en baisse comparée à l'année précédente (19,68).

Les arrondissements

Les secrétaires d'arrondissement traitent les demandes pour les documents détenus par leur arrondissement. (Voir annexe 1 pour les demandes par arrondissement)

Arrondissements	
Nombre de demandes	7 450
Délai moyen	13,63 jours
Délai médian	12,23 jours
Nature des demandes	
Immeubles	76,68 %
Circulation	8,40 %
Infrastructure	2,16 %
Affaires contractuelles	1,56 %
Autres	10,25 %

En 2019, le nombre de demandes d'accès reçues par les arrondissements a augmenté de 5,03 %. La durée moyenne de traitement de 13,63 jours s'est améliorée (16,26 jours en 2018).

Les demandes de dossiers d'« immeubles » comprennent les documents relatifs aux permis et aux inspections. Généralement, ces dossiers font l'objet d'une demande avant une demande d'un permis de rénovation ou d'une transaction immobilière. Les documents relatifs aux panneaux de signalisation et à l'application du règlement sur la circulation sont regroupés dans la catégorie « circulation ». Ces deux catégories totalisent 85,08 % des demandes d'accès.

Les dossiers d'« Infrastructure » concernent la réalisation des travaux. Les « Affaires contractuelles » regroupent les demandes au sujet des achats de biens et services des arrondissements. La catégorie « Autres » comprend les demandes visant les règlements, les documents d'archives, différentes statistiques, dossiers d'employés, etc.

Le Service de police

La Section des archives du SPVM traite les demandes du Service de police de Montréal.

Service de police	
Nombre de demandes	8 193
Délai moyen	30 jours
Nature des demandes	
Rapports d'évènement	97,18 %
Dossiers administratifs	2,9 %

Le nombre de demandes est stable au Service de police (8 309 en 2018).

Le nombre de demandes acceptées, partiellement acceptées ou refusées.

	Arrondissements	Service du greffe	Service de police
Documents remis	67,15 %	53,15 %	5 %
Documents remis en partie	22,14 %	32,65 %	68 %
Documents refusés	1,65 %	1,55 %	26 %
Documents inexistants	9,05 %	12,63 %	1 %

Le Service de police doit régulièrement caviarder des renseignements personnels avant de remettre des documents, ce qui explique le nombre important de réponses partiellement favorables. Le Service de police doit répondre défavorablement à plusieurs demandes. Ces demandes visent soit des enquêtes en cours ou des renseignements personnels qui doivent être protégés en vertu de la Loi.

Le Service du greffe doit également caviarder les informations personnelles des rapports d'intervention du Service de prévention incendie et des plaintes au Service de l'environnement. Pour les « documents inexistants », les recherches d'études environnementales pour une propriété sont souvent infructueuses.

Essentiellement, les refus sont motivés par les articles de Loi suivants :

- renseignements personnels (article 53 et suivants);
- renseignements industriels, techniques ou financiers d'un tiers (art. 23);
- recommandation et analyse dans le cadre d'un processus décisionnel (art. 37 et 39);
- renseignements industriels et financiers de la Ville (art. 22).

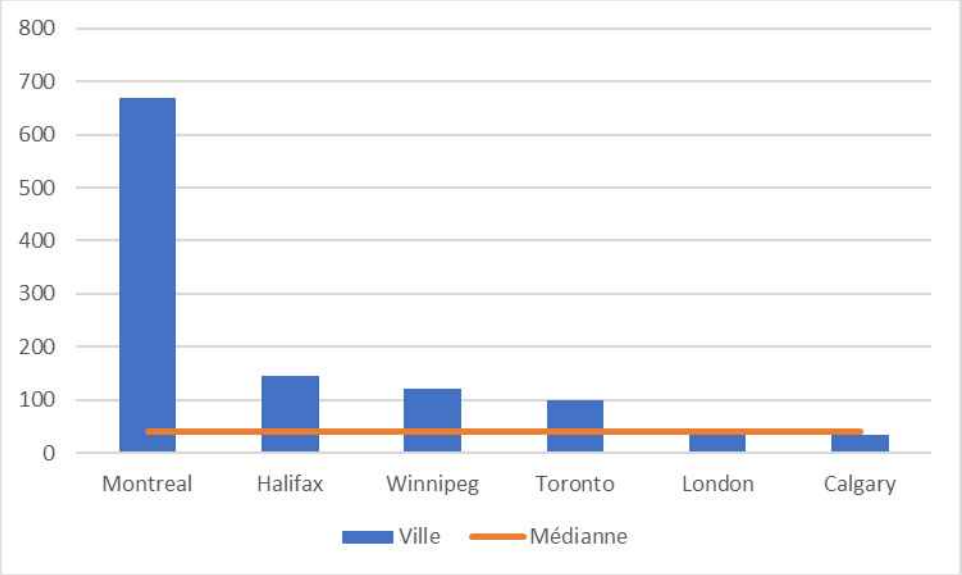
Le nombre de demandes de révision à la Commission d'accès à l'information

En 2019, La Commission d'accès à information a rendu 24 décisions suite à des demandes de révision des décisions du responsable et des responsables substituts de l'accès. Ces décisions concernaient le Service du greffe (5), le Service de police (15) et les arrondissements (4). Les décisions de la Ville ont été maintenues pour 20 cas et révisées dans 4 cas.

Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REM Canada)

Comme les années passées, les données du Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REM Canada) révèlent que la Ville de Montréal traite un nombre élevé de demandes d'accès en comparaison aux autres villes canadiennes. Le graphique suivant le démontre de façon éloquente.

Nombre de demandes d'accès par 100 000 habitants (2018)
Les données de 2019 ne sont pas disponibles présentement



L'écart du nombre de demandes se justifie essentiellement par des procédures d'accès différentes des autres grandes villes canadiennes. Les demandes visant des documents fréquemment demandés ne sont pas traitées par le responsable de l'accès. Les services, qui détiennent les documents, remettent directement les documents aux demandeurs. Ainsi, la transmission des documents suivants n'est pas comptabilisée à titre de demandes d'accès :

- dossier d'immeubles (permis de construction);
- dossier environnemental;
- rapports d'intervention et inspection du Service des incendies;
- rapports d'évènement du Service de police.

Ces catégories de documents constituent la majorité des demandes d'accès traitées par la Ville de Montréal. Si nous excluons ces catégories de demande, la Ville de Montréal reçoit un nombre de demandes d'accès comparable aux autres grandes villes canadiennes.

Des frais exigés moindres et des demandes traitées à la fois par un arrondissement et la ville centrale justifient également le nombre plus élevé de demandes d'accès à la Ville de Montréal.

Suivi du bilan 2019

Nous avons atteint les objectifs quantitatifs fixés, bien que le nombre de demandes ait augmenté de 12,87 % et sans l'ajout de ressources additionnelles.

	Objectif	Réalisé
Délai moyen de traitement (jour)	18	17,63
Pourcentage des demandes traitées en 30 jours	90%	90,71%

Objectif 2020

En 2020, la Ville de Montréal amorcera la diffusion proactive des demandes d'accès.

La diffusion proactive consiste à rendre disponible sur notre site internet les documents remis dans le cadre d'une demande d'accès à l'information. Elle est motivée par un souci de transparence.

Cette pratique est en cours aux ministères et organismes des gouvernements du Québec du Canada. L'article 4 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (A-2.1, r. 2) en fait une obligation pour les ministères et organismes du gouvernement du Québec.

> « *4. Un organisme public doit diffuser sur un site Internet les documents ou les renseignements suivants, dans la mesure où ils sont accessibles en vertu de la loi:*
>
> *(...)*
>
> *8° les documents transmis dans le cadre d'une demande d'accès, accompagnés de la décision anonymisée du responsable de l'accès aux documents, à l'exception de ceux contenant:*
>
> *a) des renseignements personnels, à moins que ceux-ci aient un caractère public au sens de l'article 55 de la Loi;*
> *b) des renseignements fournis par un tiers au sens de l'article 23 ou 24 de la Loi;*
> *c) des renseignements dont la communication doit être refusée en vertu des articles 28, 28.1, 29 ou 29.1 de la Loi;»*

En plus des exemptions prévues par le règlement, les documents relatifs à des services de proximité ne feront pas l'objet d'une diffusion proactive. Ils contiennent des renseignements personnels et ont de l'intérêt que pour la personne qui fait la demande. À titre d'exemple, les documents suivants ne seront pas diffusés :

- rapports généraux du Service de prévention des incendies
- rapports d'événements du Service de police
- analyses de présence de plomb pour une adresse précise. Plusieurs informations sont disponibles sur le site Internet de la Ville (https://services.montreal.ca/presence-plomb/) et en données ouvertes (http://donnees.ville.montreal.qc.ca/dataset/resultats-plan-intervention-actifs-eau-voirie)
- demandes de permis (construction, abattage d'arbres, etc.)
- avis de non-conformité (inspection)
- heures de la pose de signalisation pour le stationnement
- évaluations foncières et comptes de taxes (demandes spécifiques de citoyens)

Afin de mettre en œuvre cette initiative, les modalités de la diffusion proactive ont fait l'objet de discussions auprès des secrétaires d'arrondissement.

Annexe 1

Nombre de demandes par arrondissement

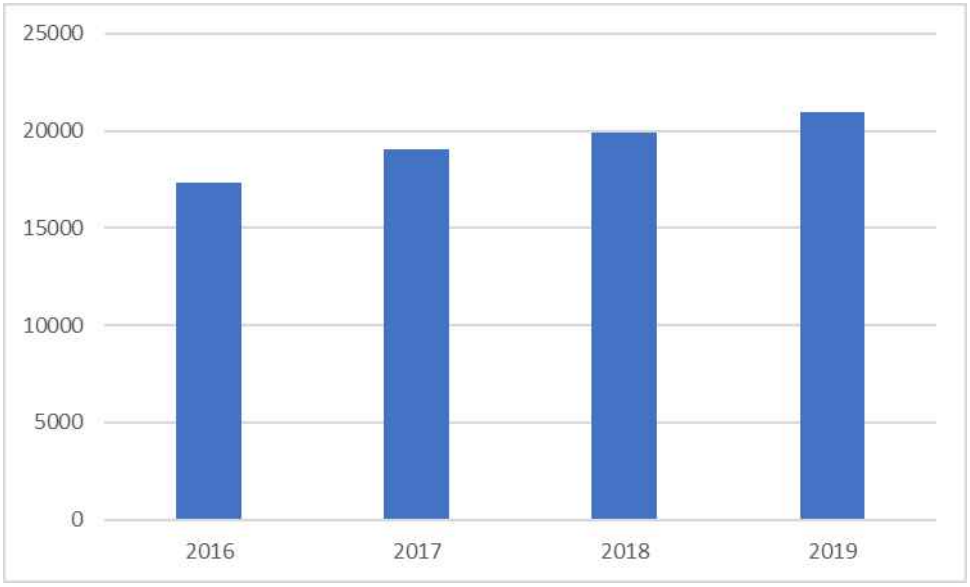
Arrondissement	Nombre de demandes	Nombre de demandes par 100 000 habitants
Ahuntsic-Cartierville	331	234
Anjou	174	378
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	509	290
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	84	427
Lachine	308	657
LaSalle	161	189
Le Plateau-Mont-Royal	902	834
Le Sud-Ouest	479	568
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	516	358
Montréal-Nord	328	373
Outremont	287	1 111
Pierrefonds-Roxboro	237	324
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	373	325
Rosemont–La Petite-Patrie	472	319
Saint-Laurent	308	293
Saint-Léonard	285	344
Verdun	416	574
Ville-Marie	685	719
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	595	401
Moyenne	392	414

Annexe 2 – Évolution (4 ans)

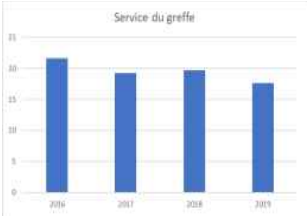
Nombre de demandes

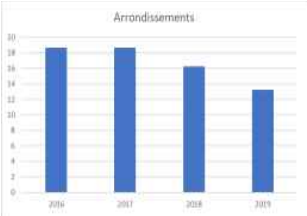
	2016	2017	2018	2019
Service du greffe	3 815	4 196	4 699	5 304
Arrondissements	5 607	6 414	6 807	7 450
Service de police	7 897	8 436	8 398	8 193

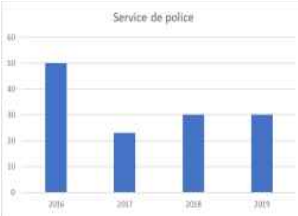
Nombre total de demandes pour l'ensemble de la Ville



Délai moyen de traitement (nombre de jours)







Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1206713001

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2019 de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM)

Il est recommandé au conseil municipal,
de déposer le rapport annuel 2019 de la Commission de la fonction publique de Montréal en conformité aux dispositions de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, *R.L.R.Q.C. c-11.4* et du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061) .

Signé par Isabelle C CHABOT **Le** 2020-09-14 13:46

Signataire : Isabelle C CHABOT

_____

Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal
Commission de la fonction publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206713001**

Unité administrative responsable :	Commission de la fonction publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2019 de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM)

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions de la Charte de la Ville de Montréal L.R.Q., C. c-11.4 et du Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061-1), la Commission de la fonction publique de Montréal est tenue de rendre compte annuellement de ses activités au conseil municipal et de faire part de ses avis et recommandations par le biais du dépôt de son rapport annuel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0489 (13 mai 2019) - Dépôt du rapport annuel 2018 de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM)

DESCRIPTION

Dépôt du rapport annuel 2019 de la Commission de la fonction publique de Montréal

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Krystelle TREMBLAY-BÉLANGER
Agente conseil en ressources humaines

Tél : 438 350-8511
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-14

Krystelle TREMBLAY-BÉLANGER
Agente conseil en ressources humaines

Tél : 438 350-8511
Télécop. : 514 872-1788

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle C CHABOT
Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal
Tél : 514 267-9073
Approuvé le : 2020-09-14



CFPM Commission de la fonction publique de Montréal



1
Mission et vision

2
Faits saillants

3
Mot de la présidente

5
Objectifs stratégiques et réalisations

9
Rapport d'activités

22
Budget

23
Organigramme

24
Équipe



MISSION

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est une entité indépendante dont la mission première est de traiter les plaintes relatives aux processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal.

À l'écoute de nos différentes clientèles, nous menons nos activités avec rigueur, impartialité et professionnalisme, et ce, dans le but d'assurer la confiance des employés et des citoyens envers les pratiques en place.

Dans une perspective d'amélioration continue, nous émettons des recommandations et nous privilégions dans toutes nos interventions une approche constructive et de collaboration, tout en demeurant objectifs et neutres.

VISION

Devenir le centre de référence pour les questions de dotation et de gestion de la main-d'œuvre à la Ville de Montréal.

FAITS SAILLANTS

En 2019, la CFPM a maintenu le cap afin d'atteindre les objectifs stratégiques fixés en 2017.

34

Demandes d'information

52

Plaintes déposées

32

Enquêtes menées

7

Recommandations émises au Service des ressources humaines

39

Jours ouvrables, en moyenne, pour traiter une plainte

MOT DE LA PRÉSIDENTE



2019 : l'année de la continuité

Conformément aux dispositions de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), je vous présente le Rapport annuel de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) pour l'exercice s'étant terminé le 31 décembre 2019.

L'année 2019 a été marquée par la continuité des initiatives énoncées dans le plan stratégique 2017-2020. Premièrement, nous avons continué à renforcer le rôle de la CFPM en traitant les plaintes avec diligence et selon les nouveaux processus et procédures mis en place. Deuxièmement, nous avons poursuivi nos efforts pour accroître notre visibilité en mettant à profit différents moyens de communication pour rejoindre nos publics cibles internes et externes. Finalement, nous avons formulé des commentaires et des recommandations à la lumière du rapport de la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations concernant les enjeux liés à la diversité et aux communautés autochtones.

2019 : l'année de la continuité… La Commission a d'abord poursuivi sa mission première qui consiste à traiter les plaintes en lien avec les processus de dotation de la Ville de Montréal et à émettre des recommandations lorsque jugé pertinent et nécessaire. L'année 2019 s'inscrit dans la continuité concernant la mise en application de la nouvelle procédure de traitement des plaintes ayant vu le jour l'année précédente. En plus de bien refléter la nature des plaintes que traite la CFPM, la procédure a montré sa pertinence et sa valeur ajoutée. Au total, 86 requêtes ont été reçues, dont 52 plaintes déposées. Parmi celles-ci, 32 enquêtes ont été menées dans un délai moyen de 39 jours ouvrables. De plus, sept séances de la Commission ont été nécessaires afin d'analyser la recevabilité des plaintes.

La CFPM a également poursuivi ses efforts dans le but d'accroître sa visibilité et ses communications, la seconde priorité établie dans le cadre de l'exercice de planification stratégique 2017-2020. De nouvelles initiatives de communication ont vu le jour, telles que la publication d'affiches et la distribution de signets promouvant les services de la CFPM. Un nouvel article a également été publié dans l'*Échocité*, le bulletin des employés de la Ville de Montréal. Le site Web de la Commission demeure toutefois le lien de communication par excellence pour interagir avec les clientèles internes et externes.

Finalement, la CFPM a formulé 11 recommandations au président et à la vice-présidente du Comité exécutif suivant le dépôt du rapport de la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations. Celles-ci portaient principalement sur les recommandations, mesures et actions spécifiques de l'axe prioritaire 1 : Emploi à la ville de Montréal, représentativité et formation des employés de la Ville de Montréal face aux enjeux de la diversité et des communautés autochtones.

L'année 2019 s'est conclue par un changement d'importance à la CFPM, soit le départ de sa présidente, madame Julie Pepin, en poste depuis trois ans. C'est sous sa gouvernance que la Commission a pu accomplir les réalisations détaillées dans le présent rapport annuel. Je tiens à la remercier pour sa contribution au développement de la CFPM. Je souhaite également remercier les employés et les membres de la CFPM qui ont participé aux différents projets en cours d'année et qui ont su maintenir le cap pendant la transition.

Mon arrivée en poste à titre de présidente de la Commission de la fonction publique le 25 mai dernier sera pour moi inoubliable, car elle s'est déroulée en confinement et en télétravail. La pandémie de COVID-19 n'a pas empêché la Commission de poursuivre ses activités et elle m'aura permis de mettre à profit mes capacités d'adaptation et de gestion du changement. Cette année sera également marquée par de nouveaux projets que j'aurai le plaisir de mettre en œuvre. Premièrement, le dépôt du rapport sur le racisme et la discrimination systémiques par l'Office de la consultation publique contenait certaines recommandations destinées à la Commission, et une réflexion sur les actions à entreprendre à ce sujet est en cours. Deuxièmement, je souhaite poursuivre les efforts visant à augmenter la visibilité de la CFPM et à faire connaître davantage son rôle. Pour ce faire, de nouvelles initiatives verront le jour. Finalement, une nouvelle démarche de planification stratégique sera lancée à l'automne puisque 2020 marque la dernière année du plan en cours.

La présidente,
Isabelle Chabot

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET RÉALISATIONS

Cette année encore, la Commission a poursuivi ses démarches visant à atteindre les objectifs établis dans son plan stratégique 2017-2020 et a commencé de nouvelles initiatives.

En 2017, la CFPM avait déterminé les quatre priorités organisationnelles sur lesquelles mettre l'accent d'ici 2020. Ces priorités, ainsi que les mesures prises en 2019 pour les atteindre, sont énoncées ci-après. Le tableau 1, quant à lui, présente le plan d'action pour l'atteinte des objectifs stratégiques.

Priorité 1 Accroître notre crédibilité

Dans le but d'accroître sa crédibilité auprès de ses parties prenantes et d'optimiser ses façons de faire, la CFPM a poursuivi la mise en place de sa nouvelle procédure de traitement des plaintes en matière d'enquêtes administratives. La figure 1 se trouvant en page 10 représente ce processus.

Par ailleurs, la Commission a poursuivi ses efforts visant à réduire le délai moyen de traitement des plaintes recevables. Pour l'année 2019, celui-ci se chiffre à 39 jours ouvrables, soit 6 jours de moins que la cible.

Priorité 2 Améliorer notre visibilité et nos communications

Au début de l'année 2018, la Commission a adopté un plan de communication visant à mieux faire connaître ses services auprès de ses diverses clientèles, et en a poursuivi le déploiement en 2019.

Le site Web continue d'être mis à jour régulièrement afin de fournir l'information la plus récente à ses clientèles internes et externes. Des affiches et des signets font également la promotion des services.

De plus, la CFPM a fait l'objet d'un article dans le bulletin des employés de la Ville de Montréal, l'*Échocité*, en décembre.

Priorité 3 Utiliser notre neutralité et notre expertise pour offrir des services à valeur ajoutée

La Commission a formulé 11 recommandations à la suite du rapport de la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations (TDILD). Celles-ci portaient principalement sur les recommandations, mesures et actions spécifiques de l'Axe prioritaire 1 : Emploi à la Ville de Montréal, représentativité et formation des employés.es de la Ville de Montréal face aux enjeux de la diversité et des communautés autochtones.

Priorité 4 Poursuivre la collaboration avec les parties prenantes

En 2019, la CFPM a poursuivi ses démarches visant à collaborer davantage avec les représentants du Service des ressources humaines (SRH) et des autres unités administratives. Cet objectif avait été fixé lors de la modification du Règlement de la Commission en mai 2016.

La collaboration s'est surtout effectuée sous la forme d'échanges d'information lors de rencontres avec les diverses clientèles de la Commission à savoir le SRH, certains syndicats et associations d'employés, la Direction générale et certains élus, dont M. Dorais, le président du comité exécutif de la Ville.

TABLEAU 1

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET PLAN D'ACTION 2017-2020

Objectifs stratégiques	Indicateurs de rendement et cibles	Atteinte	Non atteinte
PRIORITÉ 1 : ACCROÎTRE LA CRÉDIBILITÉ DE LA CFPM			
Quantifier les résultats relatifs aux plaintes dans le rapport annuel	Inclure des statistiques sur les plaintes et les personnes plaignantes › Rapport annuel 2016 › Rapport annuel 2017 › Rapport annuel 2018 › Rapport annuel 2019	 • • • •	
Améliorer le délai de traitement moyen des plaintes	› 2017 : réduction de 50 % (49 jours ouvrables) › 2018 : 45 jours ouvrables › 2019 : 39 jours ouvrables	• • •	
Poursuivre la démarche d'amélioration continue de la qualité des services	Réalisation d'un audit du processus de traitement des plaintes › 31 décembre 2017 › 31 décembre 2019[1]	 •	 •
	Actualisation de la procédure d'enquête interne et adoption de nouveaux outils › 30 juin 2018	 •	
Soutenir le développement et le maintien des compétences des employés	Mise en œuvre de plans d'intégration pour les nouvelles ressources internes et externes › 2017 › 2018 › 2019	 • • •	
	Pourcentage des employés qui ont participé à des activités de formation › 2017 : 100 % › 2018 : 100 % › 2019 : 100 %	 • • •	
Renforcer le cadre de gouvernance	Révision de l'implication et du rôle des vice-présidentes › 30 novembre 2018	 •	
PRIORITÉ 2 : ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DE LA CFPM			
Moderniser l'image de la CFPM	Diffusion du nouveau logo › 30 avril 2018	 •	
Exécuter le plan de communication incluant l'ensemble des actions visant à promouvoir la CFPM	Lancement du 1er site Web de la CFPM › 30 avril 2018	 •	
	Diffusion de courriels aux élus, employés et syndicats ; publication d'annonces sur l'intranet de la Ville et sur la page LinkedIn de la présidente pour les initiatives suivantes : › Lancement du site Web de la CFPM et parution de l'analyse comparative › Parution du Rapport annuel 2016 › Parution du Rapport annuel 2017 › Parution du Rapport annuel 2018 › Parution du Rapport annuel 2019	 • • • • •	
	Diffusion d'un communiqué de presse concernant la publication du rapport annuel › 2016 › 2017 › 2018 › 2019	 • • • •	
	Présentation des services de la CFPM › sur l'intranet de la Ville › dans une publication du bulletin interne *Échocité* › sur une affiche diffusée à l'interne › sur le site Web de la Ville › dans les courriels transmis par le SRH aux candidats non retenus[2]	 • • • •	 •

TABLEAU 1 (SUITE)

Objectifs stratégiques	Indicateurs de rendement et cibles	Atteinte	Non atteinte
PRIORITÉ 3 : UTILISER LA NEUTRALITÉ ET L'EXPERTISE DE LA CFPM POUR OFFRIR DES SERVICES À VALEUR AJOUTÉE			
Accroître le rôle de vigie de la CFPM	Publication d'avis professionnels portant sur des questions relatives à la dotation et la gestion de la main-d'œuvre › 2017 : 1 avis publié › 2018 : 1 avis publié › 2019 : 1 avis publié	 • • •	
	Publication d'une analyse comparative des pratiques de dotation dans sept organisations publiques, dont la Ville de Montréal › 30 avril 2018	 •	
PRIORITÉ 4 : POURSUIVRE LA COLLABORATION AVEC LES PARTIES PRENANTES			
Accroître le partage de connaissances et d'information avec les parties prenantes	Nombre de rencontres avec la Direction dotation du SRH › 2017 : 3 › 2018 : 3 › 2019 : 5	 • • •	
	Nombre de rencontres avec les syndicats et les associations d'employés › 2017 : 6 › 2018 : 3 › 2019 : 4	 • • •	
	Nombre de rencontres avec la Direction générale et/ou le comité exécutif › 2016 : 1 › 2017 : 2 › 2018 : 1 › 2019 : 2	 • • • •	
Accroître la qualité des recommandations émises au SRH	Pourcentage des recommandations adoptées ou en voie de l'être par le SRH › 2017 : non quantifié › 2018 : 80 % › 2019 : 80 %	 • •	

1 : Non atteint en raison du départ de la présidente en poste.
2 : La Direction dotation du SRH a refusé la demande de la CFPM à cet effet.

RAPPORT D'ACTIVITÉS

La CFPM est un organisme indépendant qui relève directement du conseil municipal. Elle a pour mandat de faire enquête lorsqu'une personne fait appel à ses services après s'être sentie lésée dans le cadre d'un processus de dotation de la Ville.

Séances

En 2019, la CFPM a tenu sept séances ordinaires (21 février, 12 avril, 16 mai, 17 juillet, 15 août, 20 septembre et 24 octobre). Durant les séances, les membres de la Commission prennent connaissance des plaintes récemment traitées et l'enquêteur attitré au dossier leur expose les éléments d'enquête s'y rattachant. Après la présentation des dossiers, les membres statuent quant au bien-fondé des plaintes et peuvent proposer des recommandations à l'unité administrative ou à la personne concernée. Il peut arriver, après la présentation des conclusions d'une plainte, que des modifications importantes au rapport d'enquête soient demandées. Dans ces cas, une séance extraordinaire est organisée pour une seconde présentation du dossier par l'enquêteur en tenant compte des amendements proposés.

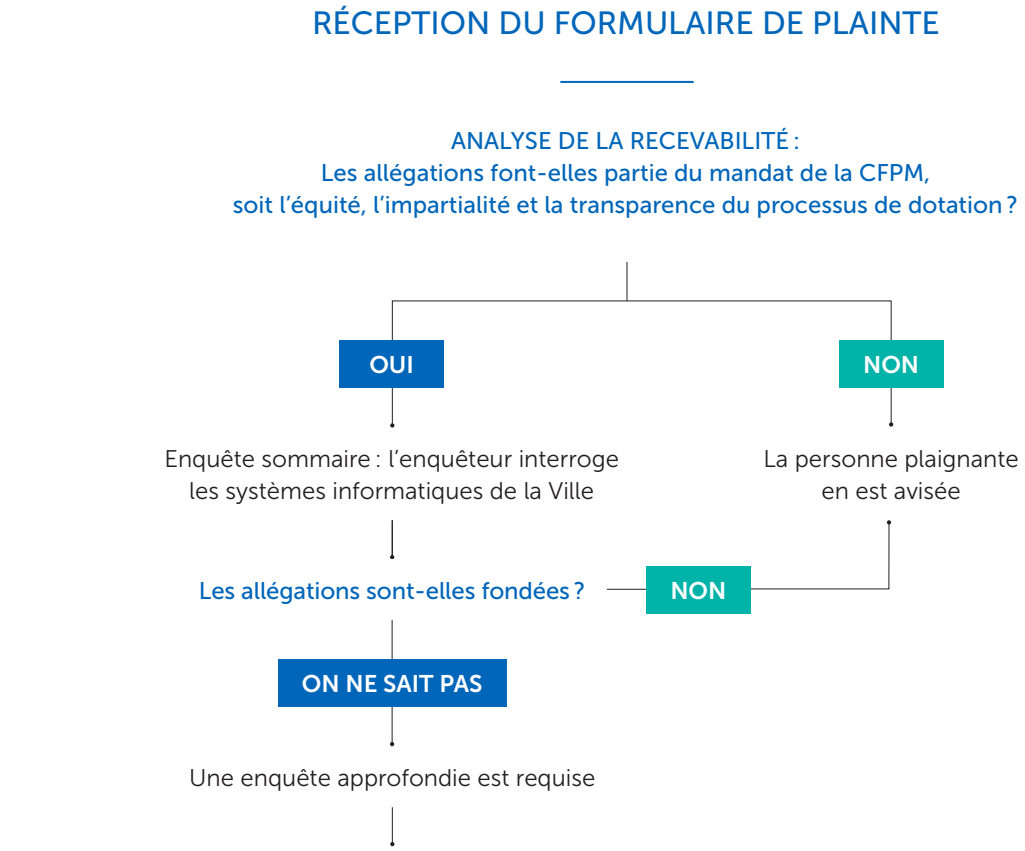
Définitions

En 2017, la Commission s'est munie de lignes directrices afin de faciliter la prise de décision quant au bien-fondé des plaintes qu'elle reçoit. Voici donc les définitions sur lesquelles elle se base :

Plainte : La CFPM définit une plainte comme étant une demande d'intervention de la part d'une personne qui dénonce un manquement présumé dans le cadre d'un processus de dotation de la Ville de Montréal.

Analyse de la recevabilité d'une plainte : L'analyse de la recevabilité consiste à vérifier si les allégations invoquées au soutien de la plainte pourraient, pourvu qu'elles soient avérées, permettre de conclure que le processus de dotation de la Ville de Montréal n'a pas été mené de façon impartiale, équitable ou transparente. Lors de la réception d'une plainte, à moins que celle-ci ne sorte de son champ de compétences, la Commission analyse toutes les informations provenant de la personne plaignante et des systèmes auxquels elle a accès afin de déterminer sa recevabilité et le besoin de faire une enquête approfondie. Une plainte sera jugée recevable lorsque seule une enquête approfondie pourra mener l'enquêteur à tirer ses conclusions quant au bien-fondé des allégations de la personne plaignante. Avant de juger de la recevabilité d'une plainte, l'enquêteur doit généralement procéder à une enquête sommaire par l'entremise de recherches dans les systèmes informatiques de la Ville, auxquels il a un accès complet. Si ces recherches permettent à elles seules de déterminer que les allégations ne sont manifestement pas fondées, la plainte est jugée non recevable et la personne plaignante en est avisée (voir la figure 1).

FIGURE 1
PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES DE LA CFPM



Enquête approfondie : avec le consentement de la personne plaignante, l'enquêteur interroge toutes les personnes concernées par la plainte. Il fait également une analyse de la preuve documentaire nécessaire. Il prépare ensuite un rapport exposant ses conclusions.

Les conclusions de l'enquête sont présentées aux membres de la CFPM, qui statuent quant au fondement des allégations et à la nécessité d'émettre des recommandations aux personnes ou aux unités administratives concernées.

Un rapport résumant les conclusions de l'enquête est soumis à la personne plaignante ainsi qu'à l'unité administrative visée par la plainte et à toute autre personne mise en cause. Un rapport de recommandations ou un énoncé de faits préoccupants, le cas échéant, est transmis à la personne ou l'unité administrative concernée. L'enquête prend ainsi fin.

Procédure d'enquête approfondie : Lorsqu'une enquête approfondie est jugée nécessaire pour faire la lumière sur les allégations de la personne plaignante, l'enquêteur de la Commission s'assure d'interroger toutes les personnes concernées directement, et parfois indirectement, par la plainte. Après analyse de la preuve documentaire et testimoniale, l'enquêteur rédige un rapport présentant le contexte qui prévaut dans le service ou l'arrondissement concerné et les faits entourant les allégations. Il présente ses conclusions lors de la séance mensuelle de la CFPM, où les membres jugent du bien-fondé de la plainte.

Allégation fondée : L'allégation est fondée lorsque les éléments de preuve recueillis démontrent que le manquement soulevé par la personne plaignante est bien survenu. Étant donné que les enquêtes menées par la Commission sont d'ordre administratif, c'est la règle de la preuve prépondérante qui est utilisée. Ainsi, il faut que le manquement dénoncé soit plus probable qu'improbable pour que l'allégation soit jugée fondée.

Allégation non fondée : Lorsque l'allégation est non fondée, soit les éléments de preuve démontrent que le manquement n'est pas survenu, soit les éléments de preuve recueillis ne sont pas suffisants pour démontrer le manquement. Il peut en effet arriver qu'une allégation soit non fondée en raison de l'absence d'éléments de preuve. Ainsi, une plainte peut être déposée de bonne foi sans que la CFPM soit en mesure d'en démontrer le bien-fondé.

Les allégations évoquées par les personnes plaignantes concernent des irrégularités ou des manquements en matière d'impartialité, d'équité ou de transparence. La validité de la méthode d'évaluation des compétences constitue également un motif de plainte recevable, puisqu'elle se rapporte à l'équité. Il importe de définir chacun de ces termes afin d'en dégager une interprétation commune.

Équité : Le principe d'équité réfère à un sentiment ou à une perception de justice dans une situation donnée. Il constitue également la tendance à user de raison. En matière de dotation, l'équité réfère au fait d'attribuer à chacun ce qu'il mérite.

Impartialité : Le principe d'impartialité implique la neutralité et l'objectivité. En matière de dotation, cela signifie que les décisions sont prises dans le respect des règles applicables et en l'absence de parti pris ou de considérations partisanes.

Parmi les allégations qui concernent la partialité, on retrouve celles relatives à la discrimination. Le principe de discrimination est défini par la *Charte des droits et libertés de la personne*, qui accorde une protection à tous les employés du Québec qui travaillent pour une entreprise de juridiction provinciale. Ainsi, selon la Charte :

> *10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.*
>
> *Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.*

Transparence : Le principe de transparence oblige généralement l'organisation à faire connaître le processus d'embauche, la nature et les exigences des emplois à combler et les modalités de participation aux processus de dotation de la Ville de Montréal.

Validité : Dans le cadre de l'évaluation des compétences, la validité réfère à la capacité d'un outil d'évaluation de mesurer ce qu'il prétend mesurer. Par exemple, un test de connaissance de la langue française sera jugé valide si ses questions portent sur la langue française et permettent réellement d'évaluer les connaissances des postulants en français.

Portrait des plaintes

Comme indiqué au tableau 2, **52 plaintes** ont été déposées à la CFPM en 2019, parmi lesquelles **12 se sont avérées recevables** et ont ainsi mené à une **enquête approfondie. 20 plaintes ont fait l'objet d'une enquête sommaire,** mais ont été jugées non recevables par l'enquêteur, parce qu'une recherche dans les systèmes informatiques de la Ville a pu démontrer que les allégations étaient non fondées. 12 autres plaintes ont été jugées non recevables à la réception, soit parce que le délai de prescription de 45 jours ouvrables était dépassé ou que leurs motifs sortaient du champ de compétences de la CFPM. Finalement, **8 personnes plaignantes ont retiré leur plainte et se sont ainsi désistées.** On constate que la Commission a mené un total de 32 enquêtes en 2019, si on additionne les enquêtes approfondies et sommaires.

TABLEAU 2
PORTRAIT DES PLAINTES DÉPOSÉES

Type de plainte	Type d'enquête menée	#	%
Recevables	Approfondie	12	23
Non recevables	Sommaire	20	38
	Aucune	12	23
Désistements		8	15
TOTAL		52	

FONDEMENT ET MOTIFS DES PLAINTES RECEVABLES

Étant donné que certaines personnes plaignantes ont présenté plus d'un motif lors du dépôt de leur plainte, les 12 dossiers de plaintes recevables qui ont fait l'objet d'une enquête approfondie ont mené à l'analyse de **19 allégations**. Parmi ces allégations, **4 se sont avérées fondées.**

Des 19 allégations qui ont fait l'objet d'une enquête approfondie, les principaux motifs invoqués étaient la partialité lors de l'entrevue ou l'iniquité lors de l'administration ou de la correction de l'examen écrit (68 %). Une des allégations concernait le racisme, mais s'est avérée non fondée. Parmi les 12 personnes plaignantes qui ont témoigné lors d'une enquête approfondie, une seule a allégué un motif de discrimination, celui relié à l'âge.

COMPARAISONS 2018-2019

Le tableau 3 permet de comparer les données de 2019 à celles de 2018. La Commission avait reçu et traité 36 plaintes en 2018, si l'on exclut les désistements, alors que 44 plaintes ont été déposées en 2019, soit une **augmentation de 18 %.**

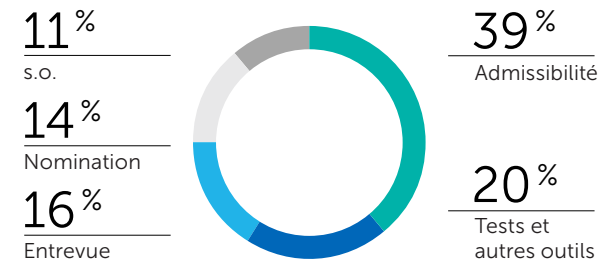
Comme l'indiquent les données du tableau 3, malgré une augmentation de 18 % du nombre de demandes d'intervention, **le nombre de plaintes recevables a baissé de 20 %.** De plus, le nombre de plaintes non recevables a connu une importante augmentation de 34 %. L'analyse des raisons de non-recevabilité des plaintes démontre que dans 53 % des cas, les règles de dotation ont été suivies par le Service des ressources humaines. Dans 22 % des cas, le délai de prescription a été dépassé. En dernier lieu, 15 % des plaintes non recevables étaient hors des champs de compétences de la CFPM. Les données du tableau 3 montrent une augmentation des activités de la Commission en 2019 par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, le nombre de personnes s'étant désistées a légèrement diminué passant de 11 en 2018 à 8 en 2019. Comme le soulignent les données citées en page 14, on constate que seulement 2 % des processus de dotation de la Ville font l'objet d'une plainte à la Commission.

TABLEAU 3
COMPARAISONS 2018-2019

	2018	2019	Variation 2019-2018
Nombre de demandes d'intervention total (plaintes recevables et non recevables, excluant les désistements)	36	44	↑ 18 %
Nombre de plaintes recevables	15	12	↓ 20 %
Nombre de plaintes non recevables	21	32	↑ 34 %
Nombre de désistements	11	8	↓ 27 %
Délai de traitement moyen pour mener une enquête*	35	39	↑ 10 %

* calculé en jours ouvrables

ÉTAPES DU PROCESSUS DE DOTATION VISÉES PAR LES PLAINTES



ÉTAPES DU PROCESSUS DE DOTATION VISÉES PAR LES PLAINTES

Les processus de dotation de la Ville comprennent plusieurs étapes, dont :

- L'admissibilité, qui inclut principalement le tri des CV en fonction des exigences du poste telles que la scolarité et l'expérience requises ;
- L'administration d'examens, de questionnaires ou de tests en ligne (TEL) portant sur les connaissances requises, les aptitudes linguistiques ou la personnalité ;
- L'entrevue d'évaluation des compétences ou l'entrevue d'adéquation, qui est généralement de type structuré ;
- La nomination.

En 2019, la Commission a effectué des enquêtes approfondies sur des allégations visant principalement l'admissibilité (39 %) et les tests et autres outils d'évaluation (20 %). Autrement dit, ces deux étapes du processus de dotation sont celles au cours desquelles les personnes plaignantes se sont senties le plus lésées, suivies des entrevues (16 %) et des nominations (14 %).

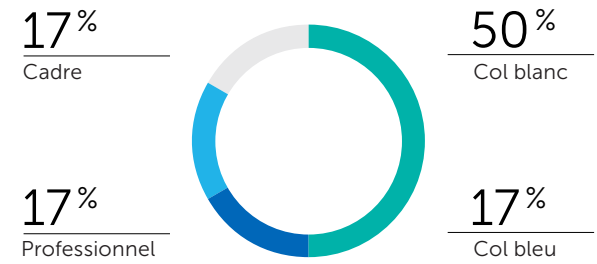
TYPES D'EMPLOI VISÉS PAR LES PLAINTES

Parmi les 13[1] processus de dotation visés qui ont donné lieu à une plainte recevable en 2019, la majorité, soit 69 %, était en lien avec des comblements permanents, alors que 15 % visaient des emplois temporaires et 15 %, une banque de qualification servant à créer des banques de candidats qualifiés en vue de pourvoir des emplois permanents et temporaires qui se libéreront éventuellement dans les unités d'affaires. Ces données sont sensiblement les mêmes que pour l'année 2018.

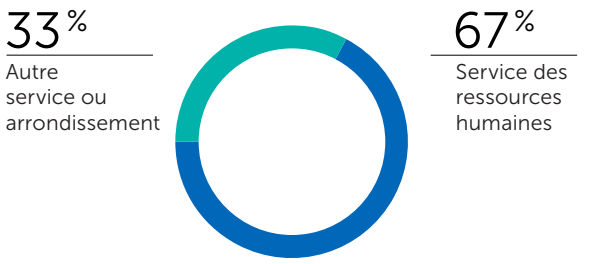
La CFPM juge normal que les plaintes reçues portent davantage sur les comblements permanents, qui sont beaucoup plus convoités par les candidats que les comblements temporaires.

[1] 13 processus de dotation étaient visés par les 12 plaintes.

CATÉGORIES D'EMPLOI VISÉES PAR LES PLAINTES



UNITÉ ADMINISTRATIVE VISÉE PAR LES PLAINTES



CATÉGORIES D'EMPLOI VISÉES PAR LES PLAINTES

En 2019, la moitié des plaintes recevables ont visé les emplois-cols blancs, soit 6, et un nombre égal de 2 plaintes ont visé les emplois-cols bleus, professionnels et cadres de la Ville de Montréal, soit 17 % chacun. Aucune des plaintes analysées ne visait un emploi pompier ou policier.

La représentativité des plaintes pour des emplois-cols blancs est légèrement supérieure, puisque 40 % des postes qui ont fait l'objet d'un affichage par le SRH sont ceux des emplois-cols blancs, tel que le démontre le tableau 4. Lors des dernières années, exception faite de 2018, la répartition du nombre de plaintes recevables traitées par la CFPM par catégories d'emploi a été proportionnelle à celle des demandes de comblement de postes faites au SRH.

TABLEAU 4

RÉPARTITION DES AFFICHAGES ET NOMBRE DE POSTULATIONS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI

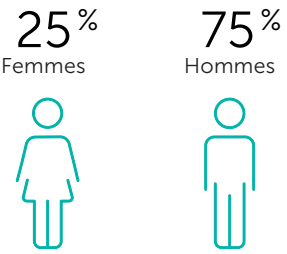
	Total de postulations	% Affichages
Cols blancs	128 198	56
Professionnels	45 294	20
Cadres	21 525	9
Cols bleus	13 980	6
Autres catégories d'emploi (pompiers, policiers, brigadiers, divers)	21 160	9
TOTAL	**230 157**	**100**

Le SRH a procédé à **3 946 affichages** de postes entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019. Ceci signifie que seulement 2 % des processus de dotation de la Ville font l'objet d'une plainte à la CFPM. Par ailleurs, plus de **230 157 candidatures** ont été reçues en lien avec ces affichages.

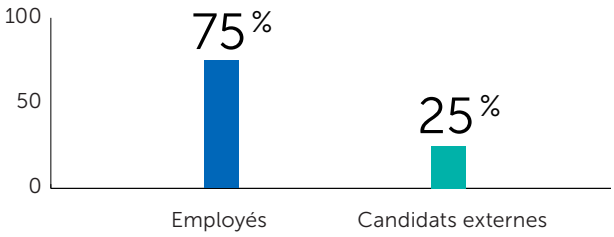
UNITÉ ADMINISTRATIVE VISÉE PAR LES PLAINTES

En analysant les formulaires de plainte et les témoignages des personnes plaignantes afin de déceler qui, du SRH ou d'une autre unité administrative, était visé par la plainte en question, la Commission a pu constater que le SRH est visé par les plaintes dans 67 % des cas, alors que pour 33 % des personnes plaignantes, c'est le service ou l'arrondissement qui cherchait à pourvoir le poste qui était en cause. Comparativement à l'année dernière, les pourcentages sont les mêmes.

GENRE



STATUT D'EMPLOI DES PLAIGNANTS



Portrait des personnes plaignantes

Les paragraphes et les graphiques ci-dessus dressent un portrait des personnes qui ont fait appel à la Commission pour des demandes d'intervention et pour lesquelles des enquêtes approfondies ont été menées.

GENRE, STATUT D'EMPLOI ET DIVERSITÉ

Parmi les 12 personnes qui ont déposé une plainte recevable à la CFPM en 2019, les hommes représentent 75 % des personnes plaignantes, alors que les femmes comptent pour 25 %.

Par ailleurs, tout comme c'était le cas en 2018, une plus grande proportion des personnes qui ont déposé une plainte recevable à la Commission était employée à la Ville de Montréal (75 %) comparativement aux candidats provenant de l'externe (25 %).

Parmi les personnes qui ont déposé une plainte recevable à la CFPM en 2019, 50 % s'étaient identifiées comme ne faisant pas partie d'un groupe visé, alors que 50 % ont mentionné appartenir à une minorité visible.

LES RECOMMANDATIONS

Tout comme en 2018, la Commission souhaitait en 2019 poursuivre l'amélioration de la qualité des recommandations qu'elle émettait au Service des ressources humaines, comme présenté dans le tableau 1. Les recommandations formulées devaient avoir une portée ayant une incidence positive sur un maximum de personnes. L'indicateur de rendement choisi est le pourcentage des recommandations que le SRH avait adopté ou était en voie d'adopter. La Commission souhaitait atteindre 80 % de suivi en 2019. Au total, la CFPM a émis sept recommandations au SRH et elle se réjouit de l'atteinte de cet objectif. Les recommandations sont énoncées dans le tableau 5.

TABLEAU 5
RECOMMANDATIONS ÉMISES AU SRH ET SUIVI EFFECTUÉ

Énoncé 1 de la recommandation faite par la CFPM au SRH	RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION
La CFPM constate que l'affichage visé par la plainte mentionne : « Pour toute autre question à laquelle la FAQ n'aurait pas répondu, vous pouvez vous adresser à la boîte courriel dotation@ville.montreal.qc.ca en spécifiant le numéro de l'affichage dans l'objet de votre courriel ». Les deux demandes du plaignant à cette boîte sont toutefois demeurées sans réponse, ce qui l'a incité à déposer une plainte. La CFPM comprend que le Service des ressources humaines ne peut répondre à toutes les demandes qui lui sont adressées par l'intermédiaire de la boîte dotation@ville.montreal.qc.ca. Cependant, la Commission recommande au SRH, dans un but de transparence, d'adapter l'information qu'il diffuse à l'attention des candidats afin que celle-ci reflète mieux sa réalité opérationnelle. Par exemple, pour les affichages s'adressant aux candidats de l'externe, la CFPM suggère d'ajouter une mention indiquant que seuls les candidats retenus seront contactés. Dans le même ordre d'idées, il y aurait lieu de revoir la foire aux questions de la section Carrières du portail de la Ville de Montréal, où l'on invite les candidats à s'adresser à la boîte dotation@ville.montreal.qc.ca pour obtenir des renseignements supplémentaires.	Le SRH est en accord avec la recommandation de la CFPM. La direction de la dotation et de la diversité en emploi travaille actuellement à réviser tous les affichages provenant de son service dans l'objectif de les uniformiser le plus possible. En plus de cet objectif, la direction souhaite également améliorer l'expérience candidat avec des affichages clairs, précis et attirants. Dans cette perspective, il apparaît toujours pertinent de signifier aux candidats de quelle manière ils peuvent contacter la direction afin de répondre à leurs questions. Le lien vers la boîte dotation@ville.montreal.qc.ca sera donc systématiquement utilisé pour tous les affichages, et les équipes répondront aux demandes formulées par les candidats dans un délai raisonnable. La foire aux questions de la section Carrières du portail de la Ville de Montréal a, quant à elle, été retirée après la refonte du portail (dorénavant le montreal.ca). Il existe toutefois toujours un lien vers la même boîte dotation@ville.montreal.qc.ca, mais celui-ci apparaît plutôt à la rubrique « soutien technique » pour la postulation en ligne. Toujours sous l'angle de l'expérience candidat, cette mention continuera d'être affichée afin d'assurer que les candidats intéressés peuvent postuler aisément sur le système.

TABLEAU 5 (SUITE)

Énoncé 2 de la recommandation faite par la CFPM au SRH	RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION
La CFPM recommande au SRH que les entrevues pour les processus visant l'emploi de secrétaire de direction soient effectuées par un comité composé d'au moins deux évaluateurs. En effet, dans un avis qu'elle a publié à ce sujet en décembre 2018, la Commission soutient que les entrevues à un seul évaluateur devraient être utilisées uniquement dans le cadre de processus temporaires et pour des emplois à faible niveau technique pour lesquels les enjeux sont mineurs. La pratique appliquée dans le cadre du processus faisant l'objet de la présente plainte est contraire à l'avis de la CFPM, puisque l'emploi de secrétaire de direction comporte des enjeux organisationnels importants. De surcroît, le processus mis en cause visait le comblement d'un poste permanent et non temporaire.	Le SRH n'est pas en accord avec cette recommandation de la CFPM. Les entrevues sont effectuées par un seul recruteur pour les processus temporaires et permanents de secrétaire de direction. Cette décision a été prise, puisqu'il n'y a pas d'expertise technique liée à l'emploi et que le recruteur a recours à un canevas d'entrevue structuré (profil de compétences établi, questions comportementales prédéterminées, sous-questions prédéterminées, questions d'approfondissement suggérées et ancrages pour assurer la standardisation de la cotation et la simulation de travail standardisée). De surcroît, les entrevues sont administrées par une recruteuse d'expérience qui possède une excellente compréhension de l'emploi et des méthodes d'entrevue. Cette façon de faire assure une évaluation valide et équitable, ainsi qu'une gestion efficiente des processus de secrétaire de direction. Le comblement des postes de secrétaire de direction est particulier, parce que les étapes de nominations temporaires et permanentes ne s'appliquent pas et que l'employeur nomme le candidat de son choix pourvu qu'il soit qualifié. Nous nous assurons donc de la qualification des candidats pour que le gestionnaire retienne celui de son choix.

TABLEAU 5 (SUITE)

Énoncé 3 de la recommandation faite par la CFPM au SRH

La CFPM a découvert, au cours de ses recherches, que des candidats ont été qualifiés au terme d'un minimum de trois affichages servant à combler un poste permanent pour le poste de secrétaire de direction (VACA). Bien que cette façon de faire ne soit pas proscrite par la convention collective des cols blancs, elle va à l'encontre de la pratique courante et connue des employés de la Ville, puisque ce type d'affichage ne comporte pas d'examen de qualification, contrairement aux affichages servant à constituer une liste de candidats qualifiés (QUAL) et visant à combler un poste permanent réservé (VPERM). La Commission considère que le recours à des évaluations qualifiantes dans le cadre d'un affichage servant à combler un poste permanent constitue une iniquité et un manque de transparence au sens large. En effet, les candidats aux affichages servant à constituer une liste de candidats qualifiés et servant à combler un poste permanent réservé peuvent s'attendre à être convoqués à de telles évaluations de leurs compétences. Cependant, cela n'est pas attendu dans le cadre de processus servant à combler des postes permanents vacants. Il est donc plus que probable que des candidats se soient abstenus de postuler à ces affichages, sachant que ceux-ci étaient réservés aux candidats déjà admissibles. Dans la mesure où le SRH procède parfois à des qualifications lors d'affichages servant à combler des postes vacants, la CFPM lui recommande de communiquer ce fait de manière transparente. La mention suivante pourrait, par exemple, être ajoutée aux affichages de banques de qualifications : « Bien que cet affichage soit réservé aux candidats admissibles, en l'absence d'ayant droit, le SRH se réserve le droit de procéder à des examens dans le but de constituer un bassin de candidats qualifiés ».

RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION

Le SRH est en accord avec la recommandation de la CFPM. La direction de la dotation et de la diversité en emploi s'est assuré qu'il n'y a plus de qualification lors des processus servant à combler un poste permanent vacant. Ainsi, aucune mention n'a dû être ajoutée aux affichages. La pratique est manifestement connue chez les recruteurs, et les qualifications s'avèrent possibles uniquement dans le cadre des processus servant à combler un poste permanent vacant réservé et un bassin de candidats qualifiés.

TABLEAU 5 (SUITE)

Énoncé 4 de la recommandation faite par la CFPM au SRH	RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION
Dans le cadre d'une enquête, certains des témoignages recueillis ont mis en lumière le fait que peu ou pas de formation n'est offerte aux recruteurs au sujet des entrevues d'évaluation des compétences des candidats (entrevue structurée). Autrement dit, il appert que les conseillers de l'équipe de la dotation des cols blancs, cols bleus et pompiers ne reçoivent pas de séances statutaires de perfectionnement au sujet de l'entrevue structurée, telle qu'administrée à la Ville. Or, il est plus que nécessaire que toute personne affectée à ce type d'entrevue soit formée selon les pratiques exemplaires en la matière. La Commission recommande ainsi au SRH de s'assurer que ses recruteurs affectés aux entrevues d'évaluation des compétences sont adéquatement formés pour mener ce type d'entretien. Ceci est d'autant plus important que le SRH a adopté l'entrevue à un seul évaluateur de façon plus soutenue depuis deux ans, notamment pour le comblement des postes d'agent de bureau, de secrétaire d'unité administrative et de préposé aux travaux généraux. Cela semble être aussi le cas pour le poste de secrétaire de direction.	La direction du SRH est en accord avec cette recommandation de la CFPM. La direction de la dotation et de la diversité en emploi est soucieuse du développement des compétences de l'ensemble de son personnel. En ce sens, elle privilégie une approche de partage des connaissances et de coaching. Évidemment, un recruteur débutant sera formé à l'embauche, observé et coaché pour parfaire ses compétences. En ce qui a trait aux recruteurs expérimentés, elle privilégie une approche de co-développement et le partage de meilleures façons de faire en communauté de pratique.

TABLEAU 5 (SUITE)

Énoncé 5 de la recommandation faite par la CFPM au SRH	RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION
La Commission, sur la foi d'une expertise externe qu'elle a demandée, recommande au SRH d'effectuer une refonte complète de l'épreuve écrite pour l'emploi d'agent technique en génie civil, eaux et égouts. Le but de cette recommandation est de s'assurer que l'épreuve écrite correspond à un niveau de scolarité DEC. En effet, l'expertise neutre demandée par la CFPM montre que le niveau global de difficulté de l'examen est trop faible, ce qui ne permet pas de cibler et de retenir les bons candidats. De plus, le libellé de certaines des questions et des réponses se trouvant dans le corrigé de cet examen comportent des irrégularités qui, aux yeux de la Commission, doivent être corrigées afin que les candidats soient adéquatement évalués. La Commission a soumis au SRH l'intégral du rapport d'analyse effectué par un expert de contenu de la Commission scolaire des Trois-Lacs. Cette analyse neutre a été demandée au soutien du dossier, étant donné les irrégularités relevées par la CFPM dans le corrigé de l'examen écrit et les copies des candidats à cet examen.	La direction du SRH est en accord avec la recommandation de la CFPM. Les outils d'évaluation de l'expertise ont été revus en totalité. Un comité composé de quatre gestionnaires experts du domaine (génie civil – eaux et égouts) et d'une conseillère en ressources humaines se sont penchés sur tout le contenu de l'examen écrit. Après discussion, il a été entendu qu'il fallait retirer celui-ci et le remplacer par un exercice préparatoire. Le corrigé a été fait au même moment, et des réponses précises sont attendues à chacune des questions. Des points sont attribués à chacune de celle-ci et des ancrages ont été ajoutés pour déterminer le résultat final du candidat. Ainsi, la direction de la dotation et de la diversité en emploi peut s'assurer de l'uniformité de l'évaluation pour tous. Cette nouvelle méthode permet de bien évaluer les candidats et de retenir les plus compétents pour l'emploi.

TABLEAU 5 (SUITE)

Énoncé 6 de la recommandation faite par la CFPM au SRH

La Commission recommande que les consignes de l'exercice préparatoire pour l'emploi de contrôleur de projet soient uniformisées. Plus précisément, il est suggéré que les directives présentées sous forme de documentation imprimée ou dans un fichier informatisé ne comportent aucune disparité. Cette recommandation vise à éviter toute confusion de la part des candidats pendant leur préparation et à s'assurer que ceux-ci comprennent clairement ce qui est attendu d'eux dans le cadre de l'exercice.

RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION

Le SRH est en accord avec cette recommandation de la CFPM. Le SRH convient également que les directives données dans le cadre d'un examen préparatoire se doivent d'être complètes et présentées de manière rigoureuse. Des rappels des pratiques exemplaires en la matière sont effectués périodiquement auprès des équipes de recrutement.

Énoncé 7 de la recommandation faite par la CFPM au SRH

La Commission a constaté que lors de sa postulation, la personne plaignante, qui est un employé-retraité de la Ville, a été invitée à se créer un autre profil dans SIMON, occasionnant ainsi un doublon puisqu'elle possédait déjà un dossier au Registre des postes. Ceci a provoqué une confusion auprès du personnel du SRH et a nui au plaignant. La Commission est d'avis que des aménagements pourraient être apportés à la plateforme de postulation en ligne SIMON afin d'éviter ce genre de situation et de permettre au SRH de mieux repérer les employés-retraités de la Ville de Montréal. Cette démarche pourrait aider le SRH à identifier plus facilement ces employés lorsqu'ils postulent aux affichages.

RÉPONSE FOURNIE PAR LE SRH QUANT AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION

Le SRH est en accord avec cette recommandation de la CFPM, mais puisqu'il n'est pas possible d'effectuer les aménagements recommandés pour le profil des postulants retraités dans SIMON, le SRH explore la possibilité de questionner le candidat lors de sa postulation pour un affichage spécifique avec les questions suivantes : « Avez-vous déjà été employé de la Ville de Montréal ou d'un de ses organismes paramunicipaux ? Êtes-vous retraité de la Ville ? » Ceci permettrait aux recruteurs de connaître le statut d'ancien employé des candidats dès le début d'un processus de recrutement.

BUDGET

Le budget de dépenses de la Commission couvre les dépenses courantes et les charges de fonctionnement imputables à l'exercice financier s'étant terminé le 31 décembre 2019.

Pour l'année 2019, le budget original de la CFPM était de 726 000 $. L'écart favorable de 374 300 $ entre le budget original et les dépenses réelles est principalement attribuable à la rémunération directe des employés et des membres de la Commission qui a été moins élevée que prévu (314 900 $) et des dépenses moindres que prévu dans les autres groupes de dépenses (59 400 $).

BUDGET ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019
(en milliers de dollars)

Budget original	**726,0**
Total des dépenses réelles	
Rémunération et cotisations de l'employeur	278,1
Transport et communication	6,5
Services professionnels, techniques et autres	62,7
Location, entretien et réparation	2,7
Biens durables et non durables	1,7
Écart ($)	**374,3***

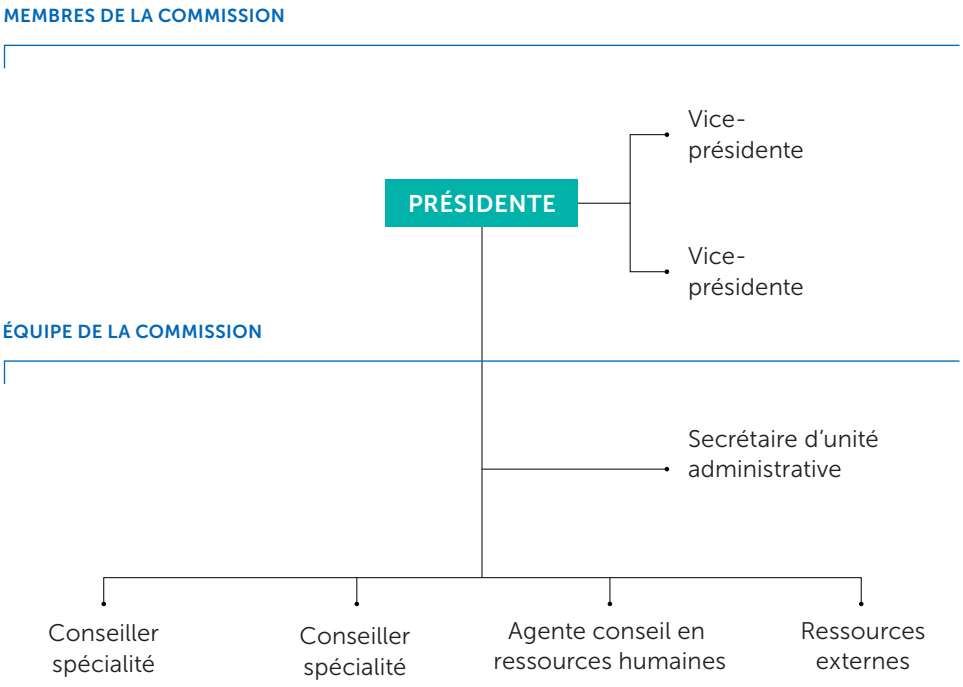
* Les montants non utilisés ont été retournés dans les surplus de la Ville.

ORGANIGRAMME

AU 31 DÉCEMBRE 2019

CONSEIL MUNICIPAL

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL



ÉQUIPE

L'équipe de la CFPM met en pratique dans toutes ses actions et décisions, les valeurs d'équité, d'impartialité, de transparence et de compétence en plus d'exercer ses fonctions dans l'intérêt du public avec objectivité et neutralité.

Membres

La Commission est composée de trois membres, une présidente et deux vice-présidentes, nommées par le conseil municipal. La présidente exerce ses fonctions à temps complet, alors que les vice-présidentes occupent une charge à temps partiel et ne peuvent occuper d'autres fonctions à la Ville de Montréal. Le mandat des membres actuels de la CFPM est de 4 ans et a été précisé dans la résolution de nomination du conseil de la ville.

Isabelle Chabot
Présidente

Membre de l'ordre des conseillers en ressources humaines agrées du Québec (CRHA), madame Chabot a occupé des postes à responsabilités croissantes au sein de grandes organisations dans les secteurs municipal, du divertissement et bancaire, avant de se joindre à la Commission de la fonction publique de Montréal en mai 2020.

Son parcours lui a permis d'acquérir une solide expertise en gestion de la main d'œuvre, en recrutement et en sélection, ainsi qu'en développement des compétences, en développement organisationnel et en gestion du changement.

Marie-Chantal Lamothe
Vice-présidente

Originalement nommée par le conseil municipal lors de sa séance du 24 février 2015 à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal, madame Lamothe est une professionnelle chevronnée et reconnue en matière de gestion des ressources humaines. Elle est membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA). Son mandat à la Commission a récemment été renouvelé pour une période additionnelle de quatre ans, débutant en mars 2019.

Elle occupe le poste de chef de la direction des ressources humaines à la Banque de développement du Canada depuis 2019. Elle est notamment responsable de la gestion des ressources humaines, des communications internes, des projets de gestion du changement et de transformation ainsi que de la diversité et de l'inclusion.

Elle possède une solide expérience dans des secteurs variés dont l'industrie pharmaceutique, bancaire et de l'aéronautique, de même que dans des firmes-conseils. Par ailleurs, Mme Lamothe participe également à plusieurs activités philanthropiques et siège sur divers conseils d'administration.

Micheline Van-Erum
Vice-présidente

Micheline Van-Erum a été nommée vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal par le conseil municipal lors de sa séance tenue le 13 juin 2017. Son mandat est d'une durée de quatre ans.

Avocate de carrière et aujourd'hui retraitée, madame Van-Erum a travaillé pendant plus de 30 ans au ministère de la Justice du Canada. Entre 2010 et 2016, elle y a agi en tant que sous-procureure générale adjointe. Dans le cadre de ses fonctions, madame Van-Erum a été membre de plusieurs comités d'importance du ministère de la Justice du Canada et de l'Agence du revenu du Canada. Elle a notamment siégé au Conseil des gouverneurs de la Fondation canadienne de fiscalité.

En plus de son parcours professionnel jalonné de succès, madame Van-Erum a reçu, en 2015, le Prix commémoratif John-Tait pour l'excellence dans le respect des normes de conduite professionnelle les plus élevées et la représentation d'une fonction publique exemplaire.

Structure organisationelle

Au 31 décembre 2019, la CFPM comptait cinq employés, soit une présidente, une secrétaire d'unité administrative, deux conseillers et une agente-conseil.

cfp.montreal.ca

Ce Rapport annuel a été adopté lors de la séance de la Commission de la fonction publique de Montréal le 25 août 2020.

Coordination et rédaction Isabelle Chabot

Révision des textes dyade.com

Conception graphique dyade.com

Dépôt légal 3e trimestre 2020

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-7647-1791-2

Commission de la fonction publique de Montréal

1550, rue Metcalfe, bureau 805, Montréal (Québec) H3A 1X6
T 514 872-4268
cfpm@ville.montreal.qc.ca

Politique montréalaise pour l'action communautaire

RAPPORT DE CONSULTATION ET RECOMMANDATIONS

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

Rapport déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération
Les 21 septembre et 24 septembre 2020

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions, aux conseils consultatifs
et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

PRÉSIDENCE

Mme Sophie Thiébaut
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement Le Sud-Ouest

VICE-PRÉSIDENCE

Mme Mary Deros
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension

M. Robert Coutu
Maire
Ville de Montréal-Est

MEMBRES

Mme Nancy Blanchet
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de LaSalle

Mme Josefina Blanco
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal

Mme Suzanne Décarie
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M. Sterling Downey
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Verdun

M. Josué Corvil
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension

Mme Mindy Pollak
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement d'Outremont

Mme Christina Smith
Mairesse
Ville de Westmount

Mme Stephanie Watt
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie

Montréal, le 21 septembre 2020

Madame Suzie Miron
Présidente du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Présidente,

Au nom de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise, nous avons l'honneur de déposer le rapport de consultation et les recommandations préparés à l'issue des travaux sur la Politique montréalaise pour l'action communautaire, conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ

Sophie Thiébaut
Présidence

ORIGINAL SIGNÉ

Lydia Atrouche
Secrétaire recherchiste

Service du greffe
Division du soutien aux commissions, aux conseils consultatifs
et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

PRÉSIDENCE

Mme Sophie Thiébaut
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement Le Sud-Ouest

VICE-PRÉSIDENCE

Mme Mary Deros
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Villeray–
Saint-Michel–Parc Extension

M. Robert Coutu
Maire
Ville de Montréal-Est

MEMBRES

Mme Nancy Blanchet
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de LaSalle

Mme Josefina Blanco
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement Le Plateau
Mont-Royal

Mme Suzanne Décarie
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-
Prairies–Pointe-aux-Trembles

M. Sterling Downey
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Verdun

M. Josué Corvil
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Villeray–
Saint-Michel–Parc Extension

Mme Mindy Pollak
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement d'Outremont

Mme Christina Smith
Mairesse
Ville de Westmount

Mme Stephanie Watt
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Rosemont-
La Petite-Patrie

Montréal, le 24 septembre 2020

Madame Manon Barbe
Présidente du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Présidente,

Au nom de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise, nous avons l'honneur de déposer le rapport de consultation et les recommandations préparés à l'issue des travaux sur la Politique montréalaise pour l'action communautaire, conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ

Sophie Thiébaut
Présidence

ORIGINAL SIGNÉ

Lydia Atrouche
Secrétaire recherchiste

Table des matières

INTRODUCTION 2
1 – PROCESSUS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE 3
1.1 – La préconsultation 3
1.2 – La consultation publique 3
1.3 – Moyens de communication 3
1.4 – État de la participation 4
2 – LE PROJET DE POLITIQUE MONTRÉALAISE POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE 5
3 – SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET OPINIONS LORS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE 7
3.1 – Reconnaissance 7
3.2 – Partenariat, harmonisation et mise en œuvre de la Politique 8
3.2.1 – Partenariat 9
3.2.2 – Harmonisation 10
3.2.3 – Mise en œuvre de la Politique 10
3.3 – Soutien et financement 11
3.4 – Reddition des comptes et interactions 12
4 – CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION 14
CONCLUSION 24
ANNEXE 1 25
ANNEXE 2 28

INTRODUCTION

La **Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise** (CDSDM) a été mandatée par le conseil municipal pour mener une consultation publique, en réponse à la *Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais* du conseil municipal[1] en août 2018. La résolution[2] adoptée au conseil municipal mandate le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal d'élaborer le projet de la première politique de reconnaissance et d'appui aux organismes communautaires et elle confie à la CDSDM l'examen du projet en consultation publique.

Bien qu'il s'agisse d'un mandat et d'une politique à portée municipale, la Commission a néanmoins siégé à onze membres afin d'inclure les commissaires des villes liées à la réflexion. Ceci était justifié par la nature des nombreux enjeux relevant de l'action communautaire (p. ex. l'itinérance et le logement social).

La Commission, avec le concours du SDIS, a décidé d'entreprendre une démarche novatrice pour les commissions permanentes à l'aide d'une préconsultation, c'est-à-dire une étape supplémentaire en amont du processus de consultation publique dans la préparation du document de référence. Cette étape a été suivie d'une séance d'information en novembre 2019 où a été présenté le projet de politique avant d'entamer le cycle de séances d'audition des mémoires et avis en février 2020.

Ce rapport comporte trois sections. La première retrace les grandes étapes de la démarche participative, le portrait de la participation ainsi que les grandes lignes du document de consultation, le projet de politique soumis à la consultation du public. La seconde section offre une synthèse des observations et propositions reçues et entendues lors de la consultation publique. Enfin, la dernière partie est consacrée aux constats et aux recommandations de la Commission.

La consultation s'est poursuivie de façon intermittente en pleine période de la crise sanitaire du COVID-19. Cette situation exceptionnelle a exposé les populations les plus démunies et a grandement perturbé l'organisation des organismes communautaires qui leur offrent des services essentiels. Plusieurs de ceux-ci ont perduré difficilement alors que d'autres n'ont pas pu poursuivre le soutien qu'ils offraient aux plus vulnérables. Tout ceci n'a fait que révéler l'importance de l'apport du secteur communautaire à l'épanouissement de la vie sociale montréalaise.

L'adoption de la Politique montréalaise pour l'action communautaire est prévue au cours de l'année 2020 suivant le dépôt du rapport de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise.

[1] Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais (CM18 0927)
https://ville.montreal.qc.ca/documents/Adi_Public/CM/CM_PV_ORDI_2018-08-20_13h00_FR.pdf
[2] Résolution CM18 0927 adoptée dans le cadre de cette déclaration (Annexe1).

1 – PROCESSUS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

1.1 – La préconsultation

Préalable à la consultation publique, la Commission a organisé le 13 mars 2019, en collaboration avec les équipes du SDIS, un café partage à la mairie d'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. L'objectif de cette rencontre visait à rejoindre les représentant.es du milieu communautaire pour préciser les besoins et susciter une mobilisation autour d'un projet commun et de soumettre un premier canevas de politique pour discussion. Une vingtaine de représentant.es de regroupements d'organismes montréalais ont participé à cet atelier participatif. En petits groupes, les commissaires ont ainsi pu échanger avec ces représentant.es de l'action communautaire et entendre leurs préoccupations.

À la suite de cet échange, le SDIS a souhaité poursuivre le dialogue et a invité les représentant.es d'organismes communautaires lors d'une deuxième rencontre le 5 juin 2019. Cette rencontre a spécifiquement clarifié certaines notions au cœur du projet de politique, notamment la reconnaissance, l'autonomie et le partenariat.

C'est donc dans le cadre de ces échanges, de commentaires entendus et d'informations recueillies en amont de la consultation, que le projet de politique a été conçu.

1.2 – La consultation publique

Le projet de *Politique montréalaise pour l'action communautaire* a été présenté au grand public lors de l'assemblée d'information tenue le 13 novembre 2019 où une soixantaine de personnes se sont présentées et plus d'une dizaine de personnes ont pris la parole pour soumettre leurs questions ou commenter le contenu présenté. À l'issue de cette assemblée, le projet de politique a été rendu disponible aux fins de préparation des mémoires et avis.

En février 2020 s'est tenu la consultation publique sous la forme de quatre séances d'audition des mémoires et avis. Lors de ces séances, près de vingt de représentant.es d'organismes communautaires, d'associations, de regroupements et de citoyennes et citoyens ont été entendus.

Pour la Commission, ce type de collaboration représente une première, notamment le fait de s'assurer d'une préconsultation. Elle s'inspire des bonnes pratiques de participation publique et s'inscrit dans une mouvance vers une planification de plus en plus participative, et ce, à différents moments du processus consultatif. Ceci a été reconnu par les représentant.es des organismes et des regroupements d'organismes communautaires qui ont salué la démarche participative entreprise par la Commission.

1.3 – Moyens de communication

Toutes les informations relatives au processus de consultation ont été publiées dans un avis public paru le 30 octobre 2019 annonçant la consultation dans deux quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone. Un communiqué a été diffusé à tous les médias nationaux et locaux et une invitation a également été envoyée aux abonnés inscrits à l'infolettre des commissions permanentes. De plus, diverses publications annonçant les grandes étapes du processus de consultation (p. ex. lancement de la consultation publique, séance d'information, séances d'audition des opinions et l'assemblée publique d'adoption des recommandations) ont été relayées dans les médias sociaux des commissions permanentes et de la Ville de Montréal. Enfin, toute la documentation et les informations relatives à cette consultation ont été rendues disponibles sur le site web des commissions permanentes à l'adresse suivante :
ville.montreal.qc.ca/actioncommunautaire.

1.4 – État de la participation

À la suite du lancement de la consultation publique, 62 contributions écrites avec ou sans présentation ont été reçues en provenance de citoyen.nes et d'associations, d'organismes communautaires et de regroupements d'organismes communautaires poursuivant une mission sociale. Parmi celles-ci, notons que la Commission a reçu 40 avis écrits reprenant des propositions identiques (un modèle de propositions endossées par plusieurs organismes) et un mémoire collectif rassemblant plusieurs regroupements d'organismes communautaires montréalais.

La Commission souhaite justement saluer ces efforts de concertation visant à développer une compréhension partagée et une proposition collective au projet de politique.

Lors des quatre séances consacrées à l'audition des opinions tenues à l'hôtel de ville en février 2020, la Commission a accueilli près d'une cinquantaine de personnes. Elle y a entendu 19 interventions dont l'essentiel sont des représentant.es d'organismes communautaires et de regroupements sectoriels et intersectoriels d'organismes communautaires, probablement en raison de la nature spécifique de l'objet de consultation.

Les avis présentés à la Commission sont consultables à:
ville.montreal.qc.ca/actioncommunautaire.

2 – LE PROJET DE POLITIQUE MONTRÉALAISE POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE

Le document de consultation *Politique montréalaise pour l'action communautaire*[3] a été préparé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) à l'issue de l'adoption de la Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais en août 2018[4]. Il vise à valoriser et reconnaître les actions et pratiques des organismes communautaires notamment l'action communautaire, l'action communautaire autonome et la défense collective des droit. La Politique souligne également la nécessité de développer et accroître la collaboration avec ces organismes dans l'identification des enjeux sur le territoire montréalais et à clarifier certaines notions en usage soit la reconnaissance, l'autonomie et le partenariat. Reconnaissant la longue expérience et l'expertise du milieu communautaire, le projet de politique se veut le socle commun entre la Ville de Montréal et les organismes communautaires en les associant de façon plus étroite dans l'identification des enjeux et les réponses à leur donner, la mise en œuvre de la politique et la révision des programmes qui y sont liés.

Le document de consultation est divisé en dix sections :

- Contexte
- Responsabilités de la Ville
- Milieu communautaire montréalais
- Définitions
- Buts et valeurs de la politique
- Portée de la politique
- Principes directeurs et engagements
- Types de soutien
- Gestion du soutien

En bref, le document présente en premier lieu, les étapes qui ont mené à circonscrire l'objet de la politique : l'analyse de documents de référence[5]; la consultation d'intervenant.es en développement social[6] et la consultation de regroupements montréalais d'organismes communautaires lors d'ateliers de travail. Rappelons, à cet égard, que ces rencontres ont réuni divers représentant.es du milieu communautaire montréalais, des élu.es membres de la Commission et des représentant.es du SDIS. Elles ont permis d'établir un dialogue entre les parties aux fins de préparation du document de consultation proposé en novembre 2019.

Le document rappelle l'importance du partenariat social qui été réaffirmé en 2017 par l'adoption de la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles »[7] ainsi que les différents niveaux de responsabilité et champs d'intervention municipaux qui délimitent leurs compétences respectives. À titre illustratif, il précise que le conseil d'agglomération traite notamment d'enjeux liés au logement social et à l'itinérance sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. La Ville de Montréal assure quant à elle des responsabilités, entre autres, en matière de développement communautaire et elle établit des ententes gouvernementales notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Les dix-neuf arrondissements de Montréal détiennent aussi certaines responsabilités en matière de développement social et communautaire, notamment dans le soutien d'actions de portée locale. Une mention est faite quant à l'importance de l'entente-cadre Réflexe Montréal conclue en 2016. Elle a octroyé de nouveaux pouvoirs et responsabilités dans les champs liés à la lutte contre l'itinérance, l'intégration des nouveaux arrivants

[3] Ville de Montréal. 2019. Politique montréalaise pour l'action communautaire. Document de consultation préparé pour la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise. Montréal, 21 p. ville.montreal.qc.ca/actioncommunautaire.
[4] Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais (CM18 0927) https://ville.montreal.qc.ca/documents/Adi_Public/CM/CM_PV_ORDI_2018-08-20_13h00_FR.pdf.
[5] Ont été analysées la Politique gouvernementale « L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec », des publications d'arrondissements montréalais, cinq grandes villes du Québec, trois ministères québécois, un organisme public, deux organisations philanthropiques et une ville située à l'extérieur du Québec. *Op. cit.* p.5.
[6] Des organismes philanthropiques, le CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, des arrondissements montréalais et des regroupements d'organismes en développement social. *Op. cit.* p.5.
[7] http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/POLITIQUE_DEV_SOCIAL_FR.PDF

et développement de l'habitation, en plus de confier à la Ville de Montréal, dans un principe de subsidiarité, l'administration d'enveloppes budgétaires pour la lutte contre la pauvreté, la revitalisation urbaine intégrée et l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants.

Ensuite, le document résume par un portrait historique, la collaboration entre la Ville de Montréal et le milieu communautaire montréalais, et la contribution incontournable des Montréalaises à ce mouvement. Le document poursuit en présentant les buts et valeurs, la portée ainsi que les pratiques visées par la politique. On y précise d'ailleurs, qu'elle se veut un complément aux politiques de reconnaissance et de soutien en application sur le territoire de la Ville de Montréal.

On y souligne également les grands principes directeurs au cœur de la politique soit la reconnaissance, l'autonomie et le partenariat ainsi que les engagements s'y rattachant. En reconnaissant le milieu communautaire, le premier principe met en valeur la contribution du milieu communautaire montréalais et son expertise par son engagement envers leurs concitoyens (qualité de vie, transparence et vie démocratique). À travers ce principe de reconnaissance et de mise en valeur, la Ville s'engage notamment à intégrer ce savoir-faire à ses mécanismes de prise décision, harmoniser les différentes politiques de reconnaissances (Ville – arrondissements – Québec) et instaurer un comité de suivi tripartite (Ville – arrondissements – milieu communautaire).

Le respect de l'autonomie du milieu communautaire quant à lui est nécessaire pour cibler les besoins et mettre en place les réponses appropriées; renouveler la réflexion et les pratiques; et établir une relation mutuellement bénéfique. On y prévoit en outre des lignes directrices quant à son statut d'observateur sur les conseils d'administration.

Le partenariat mise sur l'expertise de la Ville et des organismes communautaires à développer un cadre de collaboration éthique fondé sur une responsabilité mutuelle. La Ville s'engage à tenir compte des diverses contraintes et des enjeux des partenaires par entre autres, la mise en œuvre de processus qui respectent les pratiques du milieu communautaire et l'innovation sociale, l'assouplissement des modalités de financement et l'harmonisation des programmes municipaux.

Enfin sont exposés les types de soutien – financier, professionnel et locatif – offerts dans la réalisation de projets ou de mandats ponctuels suivant des besoins prédéfinis et les suivis de gestion par un processus de reddition de comptes où seront appréciés tant les moyens mis en œuvre que les résultats obtenus dans le but d'améliorer de façon continue les pratiques.

En terminant, le document indique le mécanisme privilégié pour la mise en œuvre de la politique à travers la mise en place d'un comité de suivi qui rassemblera le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), les arrondissements ainsi que des représentants du milieu communautaire conformément aux priorités de la Ville et au partenariat établi.

Pour plus de précisions, le document est disponible sur le site web des commissions permanentes à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/actioncommunautaire.

3 – SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET OPINIONS LORS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Cette section présente de façon synthétique de grandes lignes des observations et suggestions recueillies par la Commission. Pour obtenir l'ensemble des contributions soumises à la Commission ainsi que la liste des intervenants.es (Annexe 2), consultez le page web dédiée à la consultation sur le site des commissions permanentes (ville.montreal.qc.ca/actioncommunautaire).

La *Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais* du conseil municipal et le projet de la première politique de reconnaissance et d'appui aux organismes communautaires ont provoqué une réaction concertée et organisée du milieu communautaire montréalais. Ceci se traduit par des prises de positions conjointes et réitérées afin, la plupart du temps, de conforter ou préciser des aspects de la politique, mais aussi parfois de la contester.

3.1 – Reconnaissance

Les organismes accueillent favorablement la reconnaissance de leur existence, de leurs rôles, mandats et apports désormais clairement admis et affirmés par la Ville. Cependant, quelques organismes questionnent la destination de la politique, si elle les concerne ou si elle les prend en compte.

Au niveau sémantique, certains ont recommandé d'utiliser un vocabulaire qui traduise davantage les valeurs du mouvement communautaire et les définitions devraient être plus précises pour d'autres. De façon générale, il est suggéré de s'inspirer davantage du cadre conceptuel de la politique gouvernementale*, L'action communautaire: une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*[8], le *Cadre de référence en matière d'action communautaire*[9] pour définir l'action communautaire autonome (ACA) ainsi que le *Cadre de référence régional sur le partenariat avec le milieu communautaire*[10]. Certains ont insisté pour un plus grand respect des lois provinciales dans l'application de la politique, à l'instar de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* et la *Politique gouvernementale de l'action communautaire* et tous les documents susmentionnés.

Certains observent que cette série de documents permettrait de mieux cerner et différencier l'action communautaire (AC), l'action communautaire autonome (ACA) et la défense collective des droits (DCD). Quelques organismes ont demandé que la Ville réaffirme son engagement envers les orientations et les principes de la politique gouvernementale.

Quoique les organismes soient généralement satisfaits de la reconnaissance de leur statut individuel, certains insistent que soient formellement reconnus leurs regroupements. On pourrait en outre s'assurer que la définition du rôle d'un regroupement soit incluse dans le cadre de la politique. Il importe aussi de distinguer et d'admettre l'importance du rôle de ces regroupements**,** leur expertise, leur représentativité et leur contribution à la défense des droits sociaux. En plus de la reconnaissance, la politique pourrait, selon plusieurs intervenant.es, prévoir une meilleure implication des regroupements d'organismes d'ACA

[8] Secrétariat à l'action communautaire autonome – SACA (2001). *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, Québec, MESS, 59 pages.
[9] Secrétariat à l'action communautaire autonome – SACA (2004). *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Québec, MESSF, 103 pages.
[10] CIUSS du Centre-Sud- de-l'Ile-de-Montréal. (2019). Cadre de référence régional sur le partenariat avec le milieu communautaire dont les activités sont reliées au domaine de la santé et des services sociaux. Montréal.

auprès des municipalités, des arrondissements et autres bailleurs de fonds. Quant aux Tables de quartier, notamment sectorielles et multiréseaux, elles gagneraient, selon certaines, à être mieux définies et, leur rôle mieux reconnus.

Par ailleurs, on rappelle que la reconnaissance des actions communautaires passe aussi par une emphase particulière à la reconnaissance de la condition féminine. L'emphase devrait être apportée dans la Politique en raison de la prépondérance des intervenantes en milieu communautaire et de la clientèle cible, en générale majoritairement féminine. Il faut ainsi y noter la contribution du mouvement des femmes et favoriser l'adoption par la Ville de l'analyse différenciée selon les sexes. Pour les mêmes organismes, il serait souhaitable de reconnaitre l'employabilité du milieu communautaire, d'y compiler des statistiques officielles sur les conditions de travail et salariales des femmes de ce secteur.

Certains ont insisté pour réaffirmer clairement dans la Politique une orientation sur la lutte à la pauvreté et la réduction des inégalités sociales. Dans la section «Buts et valeurs de la politique» du projet de politique, on suggère d'intégrer des valeurs sociales tournées entre autres vers l'inclusion, l'égalité entre les sexes, la solidarité la et dignité de la personne.

Par ailleurs, une plus faible reconnaissance de certains secteurs a été déplorée, mais elles pourraient relever de d'autres champs de compétences. On insiste sur la reconnaissance de la singularité de la condition des autochtones les plus vulnérables et sur l'action autonome autochtone. Cette reconnaissance pourrait se traduire par son intégration transversale à la Politique. Si la faible représentativité de la dimension LGBTQ+ a été déplorée par un organisme, il a été souhaité par un autre d'une meilleure reconnaissance des organismes communautaires jeunesses. L'expertise des centres communautaires de loisir incite certains de ses organismes à demander à la Ville de mieux sensibiliser ses différents paliers municipaux et ses partenaires à la contribution des centres communautaires des loisirs au développement social. Les coopératives et les regroupements de coopératives d'habitation ont souhaité une pleine reconnaissance, à titre d'organismes retenus comme admissibles par les deux politiques sur le développement social et sur l'action communautaire, de par la nature de leur mission sociale et de leurs retombées dans le milieu.

De même, l'action citoyenne et bénévole devrait être davantage reconnue. Cet enjeu relève de l'insuffisante reconnaissance de collectifs et groupes de citoyennes et citoyens ne disposant pas de statut légal à titre d'acteurs légitimes de l'action communautaire autonome.

La reconnaissance pourrait se manifester par une meilleure répartition de l'aide municipale aux organismes qui desservent une population vulnérable, en fonction de sa densité sur le territoire du district, en évaluant mieux leurs apports avec la réalité des quartiers, plutôt qu'en fonction des axes de la Ville.

3.2 – Partenariat, harmonisation et mise en œuvre de la Politique

Pour la majorité des intervenant.es, la Politique doit favoriser une harmonisation des orientations, en favorisant une simplification des mesures, tendre à de meilleurs équilibres allant jusqu'au guichet unique pour certaines demandes et davantage d'informations sur les financements. Par souci d'efficacité, une meilleure répartition du temps investi implique une démarche plus uniforme et viable.
Les organismes ont exprimé vouloir une plus grande synergie d'action avec la Ville et ses paliers et insistent pour développer un partenariat plus soutenu à la faveur de cette politique. Par contre, ils sont très soucieux de leur marge d'autonomie et considèrent sains de garder une étanchéité entre leurs instances et celles de la Ville et les arrondissements.

3.2.1 – Partenariat

Une majorité d'organismes signalent qu'ils ne sont pas des sous-contractants, des sous-traitants ou que des prestataires de services, mais désirent un partenariat à part entière dans le cadre du développement social. Le message général qui a été exprimé par les intervenant.es est qu'il faut renforcer le partenariat sur des bases plus collaboratives.

Ainsi plusieurs regroupements appuient l'initiative d'un comité de suivi - Ville, arrondissements et représentants du milieu communautaire. On y promeut l'idée que des représentant.es d'organismes communautaires soient convié.es à participer, à titre de membre (consultations, comités ou autres), tant aux analyses qu'au développement des orientations, politiques, programmes et projets. Il est aussi suggéré que ce comité de suivi conjoint de la Politique favorise la participation de tous les regroupements d'action communautaire autonomes concernés. Certains aspirent à leur intégration pleine et entière au processus décisionnel municipal. Il est aussi préconisé que la Ville s'assure que les arrondissements sollicitent l'expertise et le partenariat des organismes communautaires.

Pour ce faire, les organismes insistent pour que la Ville sensibilise les élu.es, fonctionnaires et ses services sur les particularités de l'action communautaire et de l'action communautaire autonome et de leurs pratiques. Ainsi l'un d'eux demande l'arrêt des dédoublements de services confiés à des organisations parapubliques ou privées alors qu'ils sont déjà offerts par les organismes d'ACA. Cette mise en concurrence n'irait pas dans le sens de l'établissement d'un sain partenariat.

L'instauration d'une table des partenaires entre les représentants.es des organismes communautaires et les autres acteurs (Villes, organismes gouvernementaux, milieux philanthropique) permettrait, selon un regroupement, un meilleur dialogue et une efficacité des résultats.

Des organismes proposent d'adopter un plan d'action conjointement formulé avec la Ville et qu'elle s'engage à son exécution, accompagné d'un financement adéquat. Un autre organisme conseille d'impliquer davantage les organismes communautaires dans le mécanisme décisionnel des plans d'action et de développement durable.

Un autre organisme préconise d'instaurer des mesures permettant une meilleure association d'actions pour accroitre l'impact de l'action communautaire grâce à des partenariats intersectoriels tandis qu'un autre demande de soutenir les instances de concertation locale. Ainsi serait suscité un respect de l'expertise et le savoir expérientiel de chaque partenaire communautaire, favorisant dès lors une vision commune et globale des enjeux prioritaires. Certains ont plaidé pour davantage d'implication citoyenne favorisée par la Ville qui se doterait d'instances de démocratie participative décentralisée et de ressources permettant la consultation, la recherche de solutions et la prise de décision.

La question sensible de l'autonomie des organismes a été abordée, notamment en ce qui a trait à la perspective de statut d'observateur de la Ville dans leurs instances. Cette préoccupation dans le partenariat a été quasiment rejetée par l'essentiel des organismes, hormis ceux qui préconisent de la laisser à la discrétion des organismes volontaires qui le solliciteraient.

Enfin, un organisme incite la Ville à dépêcher des agents de terrain pour sonder de façon plus humaine les organismes, institutions, hommes d'affaires et résidents du quartier afin de connaitre leurs besoins concrets. Ainsi pourrait-elle mieux saisir l'œuvre des organismes à la source, et cerner leurs activités propres afin de faciliter la reconnaissance des organismes et de leur mission. De surcroit, par souci de transparence, la Ville mettrait à disposition une liste des organismes qu'elle subventionne, illustrant qui obtient du financement. De l'avis d'un organisme, ceci permettrait de mieux équilibrer les ressources, divulguer les résultats des projets financés, réaffecter des fonds là où c'est le plus requis et offrir des services complémentaires.

3.2.2 – Harmonisation

Des organismes ont réclamé une harmonisation des relations entre la Ville et les arrondissements. De même, qu'il y a lieu d'harmoniser avec la politique de reconnaissance gouvernementale. D'autres insistent pour renforcer le partenariat et mobiliser des efforts conjoints entre la Ville, les partenaires institutionnels et les organismes communautaires, de manière à orienter la Politique sur la réduction des inégalités sociales et économiques. Un organisme plaide pour créer un poste de responsable au niveau exécutif représentant les organismes et regroupements communautaires.

Enfin, certains organismes considèrent qu'il faudrait prioriser conjointement les domaines d'intervention, notamment avec les instances gouvernementales et les organismes communautaires, afin d'obtenir des acquis en développement de logement social et abordable qui sont d'ailleurs une des priorités de la Ville. Au niveau des distinctions, un regroupement a suggéré de clairement distinguer les OBNL, notamment ceux du loisir, de l'action communautaire autonome et la défense collective des droits. Un regroupement a préconisé que la Politique esquisse des mesures spécifiques à l'action communautaire et à l'action communautaire autonome (ACA) et qu'une place prépondérante soit reconnue à l'ACA qu'ils considèrent être le secteur qui comporte le plus grand nombre d'organismes.

Enfin, certains organismes ont insisté pour encourager les villes liées et les arrondissements à se doter de mesures similaires en matière d'action communautaire, afin d'harmoniser les relations entre les organismes et les instances gouvernementales. Ceci permettrait aussi de tendre vers une certaine harmonisation régionale.

Au nom du principe de subsidiarité, une citoyenne a exhorté la Ville à davantage de décentralisation pour favoriser plus d'engagements citoyens, notamment par un renforcement des partenariats avec le milieu communautaire.

3.2.3 – Mise en œuvre de la Politique

Pour plusieurs organismes, la Politique doit obtenir de façon permanente l'adhésion effective de tous les paliers décisionnels et administratifs de l'agglomération de Montréal. Pour certains, il incombe à la Ville de s'assurer que les arrondissements et les villes liées puissent adhérer à la Politique. À ce titre, pour un regroupement, la politique montréalaise ne vient pas compléter les politiques de reconnaissance et de soutien des arrondissements. Elle sert plutôt à guider l'ensemble des politiques du territoire montréalais.

Un organisme a mis en garde de veiller à la cohérence de la Politique avec les orientations et pratiques à l'échelle de la province et des arrondissements afin d'éviter l'affaiblissement de certains réseaux, ce qui dessaisirait les citoyennes et citoyens de ressources et de réseaux de solidarité. Un organisme propose que la Politique contribue à implanter des projets-pilotes misant sur des initiatives intégrées en politique sociale touchant la sécurité alimentaire, le verdissement et les économies d'énergie; et la création d'emplois, notamment en insertion sociale.

Un organisme propose que toute mise en œuvre s'assure de fonctionner grâce à la transparence de l'information, d'une franche consultation et de l'intégration d'apprentissage mutuel. Dans le cadre de ce partenariat renouvelé, quelques regroupements prônent la mise en place d'un mécanisme de résolution de différends.

D'autres considèrent que l'agrément à la Politique doit se traduire par son caractère prescriptif. Des organismes veulent s'assurer qu'elle soit appliquée uniformément dans l'ensemble des services et organismes municipaux**,** ainsi que dans les villes liées. Des organismes insistent pour que le service responsable du développement social ait un mandat clair et les moyens adéquats pour veiller à son application.

Enfin, le succès de la Politique dépendrait autant, de l'avis d'un organisme, de l'action citoyenne. Il importe donc de développer la conscience sociale et l'implication sociale des citoyen.nes et mieux reconnaitre leur implication bénévole.

3.3 – Soutien et financement

Tous ont exprimé les préoccupations de maintenir ou de faire croître le volume de financements, de clarifier les critères de leur accessibilité, de s'assurer de leur pérennisation et de leur prédictibilité. Il y a une volonté d'accepter une collégialité dans la détermination des orientations financières et des budgets alloués. Des préoccupations plus sensibles aussi abordent l'enjeu de l'accès aux locaux et aux services.

L'essentiel des organismes insiste pour que soit assurée la cohérence des décaissements à long terme, voire de façon récurrente aux projets ou en fonction de la mission. Le financement pourrait être indexé et pluriannuel (3 à 5 ans). Afin de garantir une stabilité financière et l'équilibre des organismes, le décaissement à hauteur de 75% pourrait être alloué aux organismes lors de la signature de l'entente selon certains. Un organisme considère qu'il faut obtenir des ressources financières reflétant l'expertise des membres et permettre de consolider l'équipe en place, en favorisant la compétence et la rétention des employé.es. Un organisme préconise d'allocation d'un crédit d'impôt remboursable aux travailleuses et travailleurs du milieu communautaire. Un autre organisme encourage la Ville et ses arrondissements à standardiser la durée des ententes de financement, notamment à la mission, pour une période minimale de 3 ans tandis qu'un autre privilégie l'attribution de subventions aux ententes de sous-traitance.

Plusieurs organismes ont exprimé la préférence d'un financement à la mission, mais comme la Ville préconise l'approche projet, certains suggèrent d'y privilégier la qualité des dossiers, l'expertise et l'ancienneté plutôt que le plus bas soumissionnaire. Un organisme prône une amélioration de l'offre de financement, dans les 3 premières années de fonctionnement, à ceux qui le méritent à partir d'indicateurs de performance et d'imputabilité. On suggère aussi de mettre en place un processus prévisible d'appels d'offres.

Un autre organisme recommande d'admettre l'inclusion de frais de gestion dans les dépenses admissibles. D'autres conseillent à la Politique d'y prévoir des enveloppes de perfectionnement**,** afin d'actualiser leurs pratiques, leurs approches, ou d'affronter les défis liés au virage numérique ou à la cybercriminalité. Ajoutons enfin que plusieurs organismes et regroupements exhortent la Ville que toute participation d'un organisme communautaire à une instance de concertation, notamment auprès de la Ville, soit rémunérée.

Beaucoup d'organismes préconisent d'assurer la transparence**,** la prévisibilité et la proportionnalité des processus de financement (critères d'admissibilité, appels de projets, processus, demandes, contrats, répartition des fonds, etc.). D'ailleurs, il est proposé de rendre accessible une liste de programmes de financement qui figurerait en annexe de la Politique et qui serait révisée sur une base annuelle.

Enfin, à des fins d'économie de temps et d'argent et d'un meilleur partenariat, on propose de s'assurer que le financement tienne compte de la tâche disproportionnelle des processus administratifs pour satisfaire aux exigences des bailleurs par rapport aux services communautaires à offrir. Un organisme requiert que la Ville et ses arrondissements permettent une reconduction automatique facilitant la signature des nouveaux protocoles financiers et réduise les délais administratifs pour assurer la continuité des services.

L'enjeu locatif préoccupe un grand nombre d'organismes et de regroupements pour lesquels ce poste de dépenses grève le budget. Leur plaidoyer argue de la responsabilité sociale de la Ville à les assister et ils l'incitent à reconnaitre l'importance de l'accès à des locaux abordables et adaptés pour les organismes communautaires. Soit, il incomberait littéralement à la Ville de loger les organismes offrant un soutien communautaire essentiel, soit, il faudrait les assister par divers moyens existants ou à développer.

Ainsi un organisme préconise-t-il de mettre à leur disposition des locaux abordables et adéquats qui relèverait du parc immobilier de la Ville, ou des bâtiments publics excédentaires. Un regroupement demande que la Ville réquisitionne des espaces commerciaux vacants et favorise des mesures réglementaires pour des locaux commerciaux abordables, en les exemptant de taxes foncières et scolaires, mais aussi en favorisant l'inclusion d'un usage communautaire dans les espaces des bâtiments commerciaux. Un autre organisme suggère des outils de financement dédiés au développement d'espaces commerciaux pour des usages communautaires. Ainsi seraient déployées des activités communautaires ou d'entreprises d'économie sociale dans des espaces immobiliers en développement. Autrement, argue un autre organisme, que la Ville se dote de terrains viabilisés pour l'occupation communautaires, ou qu'elle octroie des certificats d'occupation à ces fins. Un regroupement propose le soutien financier à l'achat ou la rénovation d'immeubles appartenant à des organismes d'action communautaire ou de coopératives. Un autre organisme demande à la Ville de persuader les propriétaires d'inclure des espaces communautaires dans leur développement immobilier.

À défaut de soutien matériel, soutient un organisme, que la Ville s'assure que les locaux et lieux publics qui sont loués aux organismes communautaires respectent les principes d'accessibilité universelle. Un organisme interpelle la Ville dans l'octroi de subventions pour adapter des logis destinés à des femmes victimes de violence conjugale en fonction de l'accessibilité universelle et pour combler l'accès au supplément au loyer.

Enfin, un organisme urge la Ville de Montréal d'entreprendre des démarches pour bénéficier du volet *Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives*, notamment la phase 2 du plan *Investir dans le Canada* figurant dans l'entente Ottawa - Québec.

3.4 – Reddition des comptes et interactions

L'essentiel des organismes communautaires souhaite réfléchir à des modalités d'harmonisation des pratiques en lien avec les cadres de référence, les modalités de financement, la gestion des ententes et des suivis qui les lient aux paliers de décisions, dont ceux de la Ville. Cependant, plusieurs ont réaffirmé la nécessité de maintenir une distance critique qui valorise et respecte leur autonomie d'action et leur expertise.

Un regroupement considère que la Politique doit retirer la clause du statut d'observateur dans les conventions afin de respecter l'autonomie des organismes sociaux qui ne sont pas des sous-traitants de la Ville. Un organisme recommande à la Ville de respecter l'autonomie du milieu communautaire en se dotant d'un plan d'action, souple et non intrusif, pour superviser les activités du milieu communautaire qu'elle soutient. Un autre organisme rappelle à la Ville que des dispositifs législatifs et réglementaires reconnaissent l'autonomie des organismes, à l'instar de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux,* et la *Politique gouvernementale de l'action communautaire* et ses documents afférents.

Le cas échéant, préconise un autre organisme, que la Ville, en étroite collaboration avec le milieu communautaire, clarifie les balises et se dote d'une compréhension commune du statut d'observateur siégeant sur les conseils d'administration des organismes ou regroupements communautaires qu'elle soutient. Pour plusieurs, il faut dès lors se prémunir du risque d'ingérence.

Plusieurs organismes réclament une simplification et un allègement des mécanismes de reddition des comptes de manière à les garder rigoureux, mais à les rendre plus efficaces pour toutes les parties prenantes. Des regroupements réclament une proportionnalité quant à la reddition des comptes qui ne peut pas être uniforme pour des financements importants ou minimes.

Pour nombre de regroupements, les normes de performance des services et la reddition de comptes doivent être revues, se baser sur des critères qualitatifs plutôt que quantitatifs et doivent être uniformes d'un organisme à l'autre. Selon ces intervenant.es, il faut qu'elles soient clairement convenues entre les organismes communautaires et la Ville et les municipalités subventionnaires, au moment de la signature

des ententes. On pourrait, suggèrent certains, s’inspirer des normes de reddition de comptes du *Programme de soutien aux organismes communautaires* (PSOC) puisque c’est le plus important programme gouvernemental de financement des organismes communautaires.

Les modèles de reddition de comptes doivent, selon un autre organisme, absolument porter une attention aux montages financiers complexes, par exemple ceux en vigueur dans les approches d'intervention intégrée.

4 – CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

La Commission a délibéré en huit séances à huis clos. Les commissaires ont apprécié la teneur des requêtes et des commentaires formulés. L'essentiel des interventions a retenu leur attention et témoigne de l'importance du secteur communautaire pour le développement social et pour la population montréalaise. Les commissaires ont entendu toutes les propositions même si parfois certaines préoccupations dépassaient le mandat de la Politique et n'étaient pas recevables à cette étape-ci.

Cette démarche consultative a permis de mettre en lumière plusieurs enjeux du milieu communautaire montréalais. Grâce aux propos et avis exprimés, il est apparu que l'essentiel des interventions a fait état de la réalité des organismes et de leurs interactions avec leurs partenaires. Certaines de leurs préoccupations ne sont pas toutes du ressort de la Ville ou inhérentes à la Politique. Toutefois, quand elle l'estimait opportun, la Commission a cru bon recommander que la Ville intervienne en intercédant en leur faveur auprès des instances désignées. Hormis quelques-uns, très peu se sont directement prononcés sur le projet de politique présenté. Plusieurs organismes et regroupements ont plutôt réitéré des demandes historiques du milieu communautaire à plusieurs paliers gouvernementaux et qui sont demeurées sans suite et les empêcheraient de concrétiser pleinement leur mandat. Il est à mentionner cependant que plusieurs de ces préoccupations et avis ont permis de dresser un meilleur portrait de l'espace communautaire qui a servi à davantage illustrer le contexte pour les travaux de la Commission.

À ce titre, bien que la Commission soit sensible aux enjeux légitimes qui lui ont été exprimés, certaines propositions n'ont pas été prises en compte dans ses délibérations. Certaines interventions ne portaient pas non plus sur le projet de politique qui, rappelons-le, vise la reconnaissance des actions et pratiques du milieu communautaire ainsi qu'un partenariat renouvelé avec la Ville. Il a dès lors été difficile pour la Commission de donner suite à certaines propositions, soit parce qu'elles ne relèvent pas du champ de compétences de la Ville, soit sont inapplicables compte tenu de certains règlements et principes de gouvernance municipale. De même, certains domaines d'intervention ne semblent pas être explicitement visés par le présent projet de politique, à l'instar du loisir qui disposera prochainement d'une politique propre.

Comme la vocation de la Politique est de tracer les grandes orientations, la Commission est d'avis que certains de ses volets et éléments mériteraient d'être approfondis. Elle est consciente que l'objectif visé est de reconnaitre les fonctions et les pratiques de l'action communautaire, l'action communautaire autonome et la défense collective des droits. Ceci afin d'améliorer la collaboration avec le milieu communautaire et intégrer une multitude d'initiatives et d'acteurs. C'est pourquoi il y aurait matière à clarifier à qui explicitement s'adresse la Politique, et sa portée.

Soucieuse que la Politique serve à communiquer et à clarifier les champs d'intervention possible de la Ville en matière d'appui au milieu communautaire, la Commission a émis le souhait qu'elle serve d'outil pédagogique mutuel. L'outil informera tant des compétences et prérogatives de la Ville que des spécificités de l'action communautaire, l'action communautaire autonome et la défense collective des droits.

Au sortir de cette consultation, il apparait clairement à la Commission la nécessité d'établir un partenariat renouvelé efficace et constructif sur la base d'une confiance réciproque. Cela permettra de répondre à l'objectif commun d'améliorer le bien-être de Montréalaises et Montréalais et répondre aux besoins des citoyennes et citoyens les plus vulnérables. À l'issue des délibérations, les commissaires ont retenu une série de considérations et recommandations.

La section suivante reprend les 42 recommandations que la Commission a adoptées lors de l'assemblée publique du 1er septembre 2020.

Au terme de ses réflexions, la Commission émet les recommandations suivantes :

RAPPELANT que la Ville de Montréal a adopté à l'unanimité au conseil municipal en juin 2017 la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles » [11] et vise par son plan d'action 2019-2020 à reconnaitre la contribution des organismes communautaires;

RÉAFFIRMANT l'engagement de la Ville en matière de développement social et le rôle essentiel des organismes communautaires dans l'amélioration de la qualité de vie de la population montréalaise;

CONSIDÉRANT les nouveaux pouvoirs et responsabilités de la Ville de Montréal, en vertu de l'entente « Réflexe Montréal »[12] qui lui reconnait un statut particulier de métropole;

CONSIDÉRANT son rôle de métropole solidaire et inclusive qui parachève les efforts depuis les années soixante d'initiatives citoyennes, associatives défendant des droits et améliorant la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec a adopté dès 1997 une Politique québécoise pour le développement local et régional;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec s'est doté en 2001 d'une politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, intitulée « L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec »[13];

CONSIDÉRANT le « Cadre de référence en matière d'action communautaire » qui définit les balises nationales en matière de relations entre le gouvernement du Québec et le milieu communautaire[14];

CONSIDÉRANT que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale tient une consultation en vue d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire prévu en 2021[15];

CONSIDÉRANT que le développement social et la lutte à la pauvreté sont des responsabilités provinciales, et qu'en fonction du principe de subsidiarité des enveloppes budgétaires octroyées par le gouvernement du Québec permettent à la Ville de répondre à des besoins spécifiques de la population montréalaise dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la revitalisation urbaine intégrée ainsi que l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants;

RECONNAISSANT la persistance des inégalités sociales, la mission de transformation sociale du milieu communautaire et la complémentarité qu'offrent les pratiques alternatives issues du milieu communautaire pour palier à des services;

RÉAFFIRMANT le rôle essentiel des organismes communautaires pour leur contribution au débat social, à la justice sociale, la préservation du bien commun, l'exercice de la citoyenneté démocratique et l'inclusion sociale;

SOULIGNANT la nécessité de renforcer les partenariats avec ces organismes afin de mieux contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

[11] http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/D_SOCIAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/POLITIQUE_DEV_SOCIAL_FR.PDF

[12] Le « Réflexe Montréal », Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PRT_VDM_FR/MEDIA/DOCUMENTS/ENTENTE_CADRE_REFLEXE_MONTREAL.PDF

[13] Secrétariat à l'action communautaire autonome – SACA (2001). *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, Québec, MESS, 59 pages.

[14] Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

[15] Consultation en vue d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTSS) https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/action-communautaire/plan-action.asp

CONSIDÉRANT l'article 4 de la Loi sur les compétences municipales où toute municipalité locale a compétence, entre autres, dans les domaines de la culture, des loisirs, des activités communautaires et des parcs;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 87 de la Charte de la Ville de Montréal, « […] la ville a, […], des compétences, obligations et pouvoirs particuliers dans […] la promotion économique et le *développement communautaire*, culturel, économique*, social* et en matière d'environnement et de transport »;

RECONNAISSANT par la Charte montréalaise des droits et responsabilités, article 18, qu' « [a]ux fins de favoriser la jouissance par les citoyennes et les citoyens de leurs droits économiques et sociaux, la Ville de Montréal s'engage à :

> e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités;
>
> ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale »;

AYANT DÉCIDÉ, en vertu de sa résolution CM 18 0927[16], de se doter d'une politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires;

CONSIDÉRANT que malgré des améliorations, 11,6% de la population montréalaise ne disposent pas des moyens nécessaires pour acquitter les biens et services de base et que le taux de pauvreté du Grand Montréal dépasse de 2,6 points celui de l'ensemble du Québec[17];

CONSIDÉRANT que Montréal compte les quatre circonscriptions québécoises qui présentent le plus haut taux de pauvreté du Québec[18];

CONSIDÉRANT la persistance de la pauvreté et que Montréal compte le nombre le plus élevé de prestataires d'aide sociale au Québec,

CONSIDÉRANT QUE plus de vingt regroupements régionaux s'attèlent à œuvrer pour des solutions durables contre la paupérisation et l'exclusion sociale;

CONSIDÉRANT que près de 800 organismes d'action communautaire montréalais dont la majorité réclame une politique en la matière;

CONSIDÉRANT que les commissaires sont convaincu.es de la pertinence pour la Ville de Montréal de se doter d'une politique de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais;

La Commission recommande à l'Administration de :

SOUTENIR LES ACTIONS ET PRATIQUES DU MILIEU COMMUNAUTAIRE

R1. Appuyer l'adoption d'une politique de reconnaissance des pratiques de l'action communautaire afin de favoriser une orientation commune montréalaise et une cohérence des actions. Reconnaitre la spécificité de ces actions et pratiques ainsi que leur importante contribution à l'amélioration de la qualité de vie de la population montréalaise.

[16] *Ibid*.
[17] Fondation du Grand Montréal et Institut du Québec. Signes vitaux du Grand Montréal 2020. https://online.flippingbook.com/view/188807/78-79/
[18] *Ibid.*

PORTÉE ET ENGAGEMENTS DE LA POLITIQUE

CONSIDÉRANT la volonté de la Politique d'être inclusive de toutes et tous les intervenant.es de l'action communautaire;

CONSIDÉRANT le fait que brosser un portrait historique du mouvement communautaire relatant la création de certains groupes est un exercice louable, mais éminemment complexe;

CONSIDÉRANT que le milieu communautaire est un secteur à prédominance féminine et que les femmes y représentent plus de 80 % des employé.es et des bénévoles et que l'analyse de cette condition requière l'usage d'une grille plus spécifique (ex. analyse différenciée selon les sexes, avec une perspective intersectionnelle ou ADS+);

CONSIDÉRANT que les groupes de défense collective des droits contribuent à l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus vulnérables et s'impliquent dans les enjeux sociaux pour défendre les intérêts des plus vulnérables;

CONSIDÉRANT que des organismes peuvent se réclamer du statut d'action communautaire sans que leur mission corresponde à la définition et aux caractéristiques retenues par la Ville conformément à la politique gouvernementale;

CONSIDÉRANT que le secteur des sports et loisirs disposera prochainement d'une politique distinctive et que les commissaires, tout en reconnaissant leur apport à la vie communautaire, réitèrent que la présente politique s'adresse spécifiquement à l'action communautaire, l'action communautaire autonome et à la défense des droits;

La Commission recommande à l'Administration de

R2. Mieux expliciter en amont du document à qui s'adresse la Politique afin de la restreindre plus clairement aux organismes concernés.

R3. Considérer reformuler le titre de la Politique selon les modèles ci-après :

- Politique montréalaise en appui à l'action communautaire
  ou
- Politique montréalaise en appui à l'action communautaire, l'action communautaire autonome et la défense collective des droits

R4. Reconnaitre que le mouvement communautaire est constitué de groupes d'action communautaire, d'action communautaire autonome et de défense collective des droits (DCD) et qu'ils ont leur propre culture, leurs pratiques, leurs caractéristiques et un objectif commun, la transformation sociale.

R5. Reconnaitre les organismes communautaires comme des lieux d'autonomisation à la pratique de la citoyenneté qui contribue activement aux débats sociaux en posant un regard analytique sur les enjeux qui les touchent.

R6. Décrire le mouvement communautaire comme un acteur important de l'avancement des droits sociaux plutôt que de relater l'avènement de certains organismes en prenant le risque d'en oublier d'autres. Ainsi, ne pas nommer de groupes en particulier dans la section afférente au « Milieu communautaire montréalais » de la Politique.

R7. Souligner la contribution du mouvement communautaire à l'avancement des droits de la personne et à la justice sociale, faisant ainsi du Québec une société égalitaire et inclusive.

R8. Valoriser et faire connaitre les particularités de l'action communautaire autonome pour illustrer la contribution de ces groupes et mouvements à l'évolution de Montréal (p. ex. la création d'une exposition avec le Centre d'histoire de Montréal).

R9. Mieux valoriser l'implication civique et bénévole des citoyen-nes qui œuvrent dans l'action communautaire (ex. prix de reconnaissance).

CONSIDÉRANT que le Cadre de référence national en matière d'action communautaire ainsi que le Cadre de référence régional sur le partenariat avec le milieu communautaire en santé et des services sociaux permettent d'encadrer les pratiques de l'action communautaire (AC) et l'action communautaire autonome (ACA);

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec reconnait l'éducation populaire autonome et que cette réalité doit être mieux définie et en harmonie avec la politique gouvernementale;

CONSIDÉRANT que la Commission souhaite une terminologie commune et une cohérence des interventions en matière d'action communautaire;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une politique municipale, sous la responsabilité du Conseil municipal et que les arrondissements et les villes liées disposent d'une autonomie qui leur confère le droit d'adopter et d'appliquer ou non la présente Politique, donc que celle-ci ne peut leur être imposée;

CONSIDÉRANT les champs et responsabilités de la Ville en matière de qualité de la vie, entre autres, de logement social, de protection des plus vulnérables, de sécurité alimentaire, d'inclusion sociale et de la diversité;

CONSIDÉRANT qu'en termes de développement social, la Ville agit en subsidiarité proportionnellement aux moyens financiers obtenus des paliers de gouvernement supérieur;

La Commission recommande à l'Administration de

R10. Assurer la cohérence des définitions par leur arrimage à la Politique gouvernementale en cherchant à recourir à un vocabulaire qui relève des valeurs et des pratiques communautaires. Ajouter un lexique à la Politique en la matière.

R11. Améliorer la définition de l'éducation populaire en considérant qu'elle a en vue la transformation sociopolitique et économico-culturelle et qu'elle est constituée de démarches d'apprentissage, de réflexions critiques citoyennes assurant une prise de conscience individuelle et collective des conditions de vie ou de travail.

R12. Reconnaitre l'expertise des regroupements d'organismes communautaires et souligner l'intérêt de travailler en concertation. Poursuivre la collaboration regroupements-ville par l'accroissement de leur participation aux priorités d'orientations et d'inclusion sociale de la Ville.

R13. Élaborer un mécanisme simplifié de reconnaissance des regroupements selon le modèle PANAM[19] (panmontréalais).

[19] Cf. « La reconnaissance PANAM permet, entre autres, d'abattre les limites administratives des arrondissements et donne un accès, aux organisations reconnues, à des installations et des services situés dans d'autres arrondissements que le leur. Sachant que la clientèle desservie par ces organismes peut avoir besoin de matériel ou de service adapté, il est important qu'elle puisse accéder au plus grand nombre d'organisations spécialisées possible. »
https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,142553651&_dad=portal&_schema=PORTAL

R14. Encourager les arrondissements et les villes liées à s'inspirer de la Politique et à adapter leurs politiques de reconnaissance locales aux valeurs et principes de la politique municipale.

Clarifier au point 7.1 de la Politique comment elle envisage son arrimage avec les politiques locales, notamment avec les directions de la culture, des sports, des loisirs et du développement social des arrondissements.

R15. Mieux enchâsser dans la Politique la dimension de la lutte à la pauvreté, l'inclusion sociale, l'égalité entre les sexes, la solidarité, et la dignité de la personne.

FINANCEMENT ET SOUTIEN

CONSIDÉRANT que la Ville n'a pas les moyens financiers ni le mandat de soutenir les organismes partenaires à la mission et finance plutôt des programmes via leurs projets dans un domaine particulier comme l'itinérance, la sécurité alimentaire, l'enfance, la famille, etc.;

CONSIDÉRANT les ressources financières et humaines limitées des organismes communautaires;

CONSIDÉRANT que les formalités administratives entraînent des coûts et mobilisent du temps qui ne sont pas consacrés au mandat premier des organismes communautaires et qui constitue aussi un fardeau administratif pour la Ville;

CONSIDÉRANT les lourdeurs administratives associées aux processus de demandes de financement, notamment lorsque les requêtes de montants moins importants et ceux plus substantiels requièrent les mêmes procédures ;

CONSIDÉRANT que les conditions attachées à la demande de financement peuvent être nombreuses ;

CONSIDÉRANT que la Commission reconnait les besoins des organismes communautaires en matière de financement afin de poursuivre leur mission, assurer la stabilité de leur organisme et la rétention de leurs employé.es;

CONSIDÉRANT que la Ville est elle-même tributaire de fonds reçus du gouvernement provincial dans le cadre de certains programmes;

CONSIDÉRANT que les partenariats reposent sur un principe de respect mutuel et une collaboration transparente qui lie les différentes parties prenantes soit entre la Ville et les organismes communautaires et les organismes communautaires entre eux;

CONSIDÉRANT l'expertise des regroupements régulièrement sollicitée pour leur connaissance et leur expérience des dynamiques locales et enjeux spécifiques;

CONSIDÉRANT les besoins exprimés des regroupements et organismes communautaires à l'accès à des locaux abordables et adaptés;

CONSIDÉRANT que les conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, exercent les compétences de la ville en matière de réglementation de zonage et que les arrondissements adoptent des normes de zonage sur leur territoire;

CONSIDÉRANT que les arrondissements disposent des outils législatifs autorisant les « activités communautaires ou socioculturelles » dans la majorité des secteurs d'affectations du sol prévue par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

CONSIDÉRANT que l'occupation des locaux commerciaux par les organismes communautaires implique des coûts élevés des loyers;

CONSIDÉRANT que les commissions scolaires reprennent graduellement des espaces utilisés jusqu'à présent par des organismes communautaires;

CONSIDÉRANT que les organismes communautaires par leur engagement contribuent à la qualité de vie de la collectivité et au dynamisme de leur milieu et devant la dévitalisation de certains secteurs qui se manifeste entre autres par l'inoccupation de locaux commerciaux;

La Commission recommande à l'Administration de

R16. Ajuster les formalités administratives liées aux demandes de financement proportionnellement aux sommes demandées afin de réduire le fardeau administratif.

R17. Assurer la prédictibilité et la transparence des programmes de financement gérés par la Ville en publiant une liste mise à jour annuellement où serait inscrite, entre autres, les programmes, la provenance des fonds, les critères et exigences, les montants, le calendrier des décaissements et les organismes récipiendaires. Ce faisant, offrir un accès centralisé aux requêtes sous la forme d'un guichet unique.

R18. Ajouter, en annexe de la Politique, la liste des programmes existants au moment de l'adoption.

R19. Favoriser un financement minimalement triennal et idéalement quinquennal conformément aux enveloppes octroyées par le gouvernement.

R20. Développer un programme pour soutenir financièrement la participation dans le cadre de groupes de travail et de travaux conjoints, lorsque la Ville sollicite à titre d'expert les regroupements et organismes communautaires sur des enjeux particuliers.

R21. Dans le cadre des futures représentations de la Ville auprès du gouvernement provincial (SACAIS) pour les prochaines enveloppes de lutte à la pauvreté, assurer un plaidoyer pour du financement récurrent ou à la mission, en privilégiant l'indice du revenu viable pour illustrer les besoins des nombreux ménages montréalais qui tentent de sortir de la pauvreté.

R22. Procéder à une étude exhaustive qui met à jour les besoins locatifs, les moyens, et les locaux disponibles de la Ville afin de mieux soutenir les organismes communautaires pour l'accès à des locaux abordables et adaptés.

R23. Effectuer des représentations auprès du gouvernement du Québec pour l'accès et le financement à des locaux abordables et adaptés dans ses bâtiments excédentaires afin de permettre un soutien aux besoins locatifs des regroupements et organismes communautaires de Montréal.

R24. Étudier les initiatives multipartites à l'accès à des espaces communautaires susceptibles d'accueillir des projets innovants et mutualisés pour permettre la localisation de regroupements et d'organismes communautaires.

R25. Faire des représentations auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux pour loger les regroupements et les organismes communautaires en santé et services sociaux actuellement accueillis dans les locaux de la Ville.

R26. Sensibiliser et inciter les arrondissements et les villes liées à utiliser les usages « communautaires ou socioculturelles » dans les zones prévues par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.[20]

[20] Informations obtenues de la Direction de l'urbanisme.

R27. Envisager la possibilité d'adopter un programme de soutien d'aide au loyer dédié à l'occupation de ces espaces commerciaux pour des usages communautaires, selon les besoins de l'organisme.

R28. Établir un état des lieux des regroupements régionaux logés par des arrondissements et des villes liées qui pourraient bénéficier d'un soutien de la Ville-centre.

R29. Étudier l'enjeu d'organismes communautaires œuvrant et chevauchant plusieurs arrondissements et villes liées.

AUTONOMIE ET REDDITION DE COMPTES

CONSIDÉRANT que la confiance mutuelle est au cœur de toute relation de partenariat, autant entre la Ville que les arrondissements, qu'entre ces instances et les organismes communautaires et qu'elle permet de mieux faire face aux nombreux problèmes sociaux et remplir les missions de part et d'autre de ces partenariats;

CONSIDÉRANT que les fonds alloués par la Ville desservent en services la population montréalaise et que des moyens de validation sont mis en place pour s'assurer, en tout respect de la protection des renseignements personnels, de la provenance des usagers;

CONSIDÉRANT que la Ville est imputable vis-à-vis de ses bailleurs de fonds et qu'elle est soumise à des exigences en amont de la signature des ententes où les organismes communautaires s'engagent à respecter les points convenus dans les arrondissements où ils œuvrent;

CONSIDÉRANT que l'autonomie des organismes communautaires est reconnue dans les dispositifs à l'instar de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et la Politique gouvernementale de l'action communautaire dont le cadre de référence stipule que

> « [c]e qu'il faut saisir ici, c'est que les administrateurs d'un organisme doivent maintenir une distance avec les instances susceptibles de les soutenir; c'est une question d'autonomie et de neutralité dans les rapports avec les instances publiques. La composition du conseil d'administration ne doit pas donner lieu à des conflits d'intérêts ou à une apparence de conflit d'intérêts, ni risquer de donner prise à des situations qui favorisent une ingérence administrative »[21];

CONSIDÉRANT que le 8e critère définissant l'action communautaire autonome stipule qu'un organisme d'action communautaire autonome est « dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public[22] : en d'autres termes, aucune personne représentant un gouvernement ou la Ville ne peut siéger en tant que membre de son conseil d'administration »[23];

CONSIDÉRANT la reconnaissance de partenariats avec les organismes communautaires locaux et régionaux et le respect de leur autonomie;

CONSIDÉRANT la possibilité de la reddition de comptes par projets, le suivi des projets par table de concertation ou par rencontre de travail;

CONSIDÉRANT que les organismes communautaires sont responsables et déterminés à assurer leur autonomie dans un esprit de transparence dans leur relation avec la Ville et que tous les intervenant.es aux audiences de consultation ont exprimé cette volonté d'autonomie et leur opposition à toute forme d'ingérence dans leurs mécanismes de prise de décision;

[21] Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec. (2004). *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Troisième partie – Les balises d'interprétation des critères qui définissent les organismes d'action communautaire. Québec, MESSF, p.23.
[22] Ibid. Deuxième partie – Les balises d'interprétation des pratiques administratives. p.7.
[23] CIUSS du Centre-Sud- de-l'Ile-de-Montréal. (2019). Cadre de référence régional sur le partenariat avec le milieu communautaire dont les activités sont reliées au domaine de la santé et des services sociaux. Montréal.

La Commission recommande à l'Administration de

R30. Continuer à veiller, par la reddition de comptes et dans le cadre de rencontres de travail, à la poursuite et la réalisation des projets conjoints entre les partenaires subventionnés et la Ville.

R31. Afin de préserver l'autonomie des organismes, il serait préférable qu'aucun membre du personnel de la Ville ne soit présent lors des conseils d'administration de l'organisme sauf sur invitation de celui-ci.

R32. Réviser avec les services juridiques les conventions de service à des fins communautaires afin de ne plus rendre systématique l'usage de la clause du statut d'observateur aux réunions du conseil d'administration des organismes.

R33. Harmoniser le modèle de reddition de comptes des différents programmes en considérant la complexité de certains montages financiers et simplifier les mécanismes de reddition dont les termes doivent être convenus au moment de la signature de l'entente.

R34. S'assurer que la reddition de comptes tient compte et reconnait les retombées qualitatives en matière d'impact sur le développement social.

R35. Respecter la confidentialité des renseignements personnels des bénéficiaires en n'exigeant que des informations non nominatives pour attester de leur domicile (ex. code postal).

DU PARTENARIAT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

CONSIDÉRANT la nécessité de poursuivre et entretenir un dialogue continu de façon à renforcer la relation de confiance et le partage d'expertises avec les partenaires communautaires;

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre la pleine mesure de la composition réelle des intervenant.es de l'action communautaire;

CONSIDÉRANT que la Politique s'avérera être un outil pédagogique pour la Ville et ses partenaires communautaires;

La Commission recommande à l'Administration de

R36. Expliciter le mandat, la structure, la composition, la participation et le fonctionnement du comité de suivi afin d'assurer un système de représentation équilibré et efficace pour la mise en œuvre de la Politique.

R37. Élaborer et mettre en place un mécanisme clair de résolution des désaccords et des conflits entre la Ville et ses organismes partenaires communautaires et favoriser une approche consensuelle.

R38. Indiquer clairement les engagements qui seront intégrés, dans l'année suivant l'adoption de la Politique, au *plan montréalais intégré en diversité et inclusion sociale*.

R39. Informer davantage les organismes communautaires des diverses limites avec lesquelles la Ville et les arrondissements composent.

R40. Former le personnel de la Ville de sorte à s'assurer de la compréhension des caractéristiques propres à l'action communautaire et de l'action communautaire autonome.

R41. Offrir des mesures d'accompagnement pour désamorcer des situations complexes, lorsque sollicitées par les organismes communautaires.

R42. Que ce rapport soit déposé au conseil d'agglomération afin que celui-ci puisse en prendre connaissance et s'inspirer des réflexions des membres de la Commission sur le projet de Politique montréalaise pour l'action communautaire.

***

Les 42 recommandations, sur proposition de M. Josué Corvil, appuyée par M. Sterling Downey, ont été adoptées à l'unanimité lors de l'assemblée publique du 1er septembre 2020.

CONCLUSION

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise exprime sa reconnaissance à tous les représentantes et représentants des organismes et regroupements d'organismes communautaires qui ont participé à l'exercice de consultation. La Commission se réjouit de la participation des citoyennes et citoyens qui ont daigné apprécier les travaux. La Commission salue et remercie les personnes-ressources de la Ville de Montréal qui l'ont assistées dans la réalisation de ce mandat.

La Commission se félicite de l'avènement de cette politique qui était très attendu et qui ouvre des perspectives d'épanouissement des politiques de développement social. Ceci s'avère d'autant plus précieux dans les circonstances de la pandémie (COVID-19) qui ont davantage exposé les plus vulnérables et grandement illustré l'importance des acteurs du milieu communautaire pour la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais.

Les commissaires sont conscients que les organismes communautaires ont des attentes à la hauteur des défis qu'ils confrontent et que la Politique n'enchâsse pas les modalités de mise en œuvre ou de financement. Cependant, elle a le mérite de camper les enjeux qui relèvent de ces dimensions et pourra mieux édifier les décideurs et les partenaires dans les étapes à suivre. C'est la teneur des recommandations des commissaires qui escomptent que l'Administration tiendra compte de son appréciation et de son encouragement à parachever la portée de la Politique préconisée.

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009)*, le présent rapport ainsi que tous les documents de soutien à la présente consultation sont accessibles sur le site web des commissions permanentes ville.montreal.qc.ca/commissions, de même qu'au Service du greffe de la Ville de Montréal, Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil.

ANNEXE 1

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 20 août 2018 Séance tenue le 20 août 2018	Résolution: CM18 0927

Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais

Attendu que la Ville de Montréal a adopté la Politique de développement social *Montréal de tous les possibles* à l'unanimité du conseil municipal en juin 2017;

Attendu que la Politique s'est donné pour vision de faire de Montréal une métropole solidaire et inclusive, composée de quartiers durables, où il fait bon vivre et s'épanouir; riche de l'apport de ses citoyennes et citoyens et des acteurs sociaux;

Attendu que les organismes communautaires contribuent à la réalisation de cette vision en luttant contre les inégalités, en favorisant l'exercice de la citoyenneté et en œuvrant à la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais de toutes origines et de toutes conditions;

Attendu que la Politique vise également à reconnaitre l'apport des organismes communautaires et à actualiser les mécanismes de collaboration avec ceux-ci, tel que le précisera le plan d'action 2018-2020;

Attendu que les organismes communautaires sont des partenaires incontournables dans la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies sociales de la Ville de Montréal;

Attendu que les organismes communautaires ont développé une expertise fine des enjeux et défis que vivent les différents groupes de population sur le territoire montréalais;

Attendu que le Service de la diversité sociale a versé un total de 25,3 M$ en contributions financières à divers organismes montréalais selon la reddition de comptes financière 2017;

Attendu que le gouvernement du Québec s'est doté en 2001 d'une politique de reconnaissance et de soutien de communautaire autonome, intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*;

ET

Considérant que la Ville, tel que précisé dans la Politique, est gardienne d'une action montréalaise cohérente en matière de développement social;

Considérant que la Ville est responsable des dossiers qui relèvent de sa compétence;

Considérant que la Ville joue un rôle de collaborateur et de facilitateur avec ses partenaires et leurs regroupements, afin de travailler solidairement sur les enjeux complexes; et

Considérant que plusieurs villes au Québec et plusieurs arrondissements à Montréal se sont dotés d'une politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires;

Considérant que les organismes communautaires sont confrontés à de nombreux défis affectant la réalisation de leur mission, notamment en termes de stabilité financière et locative;

Il est proposé par Mme Rosannie Filato

appuyé par Mme Valérie Plante
Mme Christine Black
M. Benoit Langevin
Mme Karine Boivin-Roy

Et résolu :

1 - que le conseil municipal, par cette déclaration, reconnait l'apport des organismes communautaires au bien-être et à la qualité de vie de la population montréalaise, dans la lutte aux inégalités, dans l'exercice de la citoyenneté des Montréalaises et Montréalais de toutes origines et de toutes conditions, ainsi que dans le développement social et économique de la métropole;

2 - que la Ville de Montréal se dote d'une Politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires et mandate le Service de la diversité sociale et des sports pour son élaboration; et

3 - que des mécanismes de consultation appropriés soient prévus à cette fin, en vue d'une adoption par le conseil municipal en 2019.

_____

Un débat s'engage.

_____

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Rosannie Filato.

La conseillère Filato mentionne que l'objectif premier de l'adoption de déclarations lors des séances du conseil est parfois de s'engager, comme Administration, à poser des gestes nécessaires pour protéger des acquis aussi fondamentaux que ceux d'assurer le respect des droits de la personne, de la dignité humaine et le développement d'une communauté inclusive et égalitaire. Elle souhaite par cette déclaration que tous les élus, de tout parti confondu, prennent le temps de saluer les organismes communautaires, à titre de partenaires de premier plan dans cette mission, tant pour leur rôle essentiel que pour leur apport inestimable.

La conseillère Filato souligne la présence dans les tribunes de M. Patrice Allard, chef de division au Service de la diversité sociale et des sports ainsi que plusieurs représentants de regroupements montréalais, dont M. Bruno Laprade et Mme Marie-André Painchaud du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal; Mme Caroline Toupin du Réseau québécois de l'action communautaire autonome; Mme Lise Beaudoin et M. Raphaël Massé de la Table de concertation des aînés.es de l'Île de Montréal; Mme Danitsa Hristova du Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse; M. Pierre-Louis Roisné du Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal; M. Pierre Gaudreau du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal; M. James McGreggor du Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal; Mme Carole Benjamin de la

Table des groupes des femmes de Montréal et M. Jean-Yves Joanette de la Table régionale des organismes d'éducation populaire, et les salue ainsi que leurs équipes.

La conseillère Filato poursuit et remercie ces personnes engagées pour le travail qu'elles effectuent auprès des aînés.es, des personnes en situation d'itinérance, des enfants qui sont les premiers sur la ligne de front à représenter et à être la voix des citoyens les plus vulnérables de la société, sans compter le temps et l'énergie pris pour faire en sorte que tous ces gens soient entourés de ressources qui améliorent leur qualité de vie par le biais d'une foule d'activités allant du loisir au soutien psychosocial en passant par les sports, la culture, la participation sociale, l'entraide, la sécurité alimentaire, la recherche d'un logis décent, l'intégration sociale et professionnelle, les meilleurs chances de développement pour les enfants, un sain vieillissement pour les aînés.es, ainsi que l'épanouissement personnel et collectif, parmi tant d'autres choses. Elle souligne la détermination sans relâche de ces travailleurs dans leurs efforts pour lutter contre les inégalités, tout en rappelant aux décideurs tout le travail qu'il y a à faire pour les réduire et les prévenir. La conseillère Filato mentionne que ces organismes sont une source d'inspiration pour tous et qu'il est temps que la Ville de Montréal les salue par l'ouverture d'un chantier de collaboration afin de leur fournir les outils nécessaires pour bien effectuer leur travail de la meilleure manière possible, le tout fondé sur des valeurs communes qui feront de cette collaboration, un véritable partenariat.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, et à la conseillère Christine Black qui, respectivement, saluent tous les gens présents et qui soulignent l'importance de l'apport de ces organismes communautaires pour la Ville.

La présidente du conseil remercie tous les gens pour leur présence.

Adopté à l'unanimité.

15.02
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 27 août 2018

ANNEXE 2

Liste des personnes-ressources de la Ville de Montréal et intervenantes et intervenants

Liste des personnes-ressources de la Ville de Montréal

Mme Johanne Derome, directrice, Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)
M. Patrice Allard, chef de division, Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)
Mme Geneviève Locas, conseillère en planification, Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)

Liste des intervenantes et intervenants aux assemblées publiques

Assemblée publique du 13 novembre 2019

M. Yves Bellavance, Coalition montréalaise des Tables de quartier
M. David Castrillon, Réseau alternatif et communautaire des organismes en santé mentale de l'Ile de Montréal
Mme Louise Constantin, Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain
M. Jean-Paul Faniel, Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain
Mme Matilde Gouin, Nourri-Source Montréal
Mme Johanne Harvey, Centre communautaire Radisson
Mme Marie-Andrée Painchaud, Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
M. Santiago Risso, Sports et loisir de l'île de Montréal
Mme Isabelle Sawyer, citoyenne
Mme Dominique Taillon, conseillère en planification pour l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville

Assemblée publique du 12 février 2020

M. Richard Desjardins et M. André-Yves Rompré, Aînés et retraités de la communauté - Montréal
Mme Felicidades Jacques Joseph et M. Guy Joseph, Association Hatïano-Canado Québécoise d'aide aux démunis
M. David Castrillon et Mme Justine Israël, Projet collectif en inclusion à Montréal

Assemblée publique du 13 février 2020

Mme Ève Lortie-Fournier et Mme Catherine Ouellet, Regroupement des éco-quartiers
Mme Louise Constantin et M. Pierre Alain Cotnoir, Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM)
Mme Sonia Vaillancourt, Conseil québécois du loisir

Assemblée publique du 18 février 2020

M. Pierre Bacon et Mme Sheila Fortuné, Regroupement des Maisons de jeunes du Québec – Montréal et Laval
Mme Marie-Andrée Painchaud-Mathieu, Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
Mme Julie Corbeil, Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal
Mme Mélissa Vaitilingame, Réseau alternatif et communautaire des organismes en santé mentale de l'Ile de Montréal
Mme Diana Lombardi, Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux
Mme Nancy Harvey, Regroupement des organismes communautaires Famille de Montréal
Mme Marjolaine Pruvost, Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le sida

Assemblée publique du 20 février 2020

Mme Mélisande Dorion-Laurendeau, Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
M. Yves Bellavance, Coalition montréalaise des Tables de quartier
Mme Isabelle Sawyer, citoyenne
M. Jean Beaudoin, citoyen
Mme Mélanie Sanschagrin et Mme Marie-Josée Avon, Fédération québécoise des centres communautaires de loisir
M. Terrence Regan, citoyen

Liste des mémoires sans présentation

Action autonomie
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île
Agence de développement durable de Montréal Centre-Nord
Ami Québec
Association québécoise de personnes de petite taille
Ateliers d'éducation populaire du Plateau
Auberge communautaire du Sud-Ouest
Bâtir son quartier
Carrefour de ressources en interculturel
Carrefour des petits soleils
Centre action sida Montréal
Centre communautaire Mountain Sights
Centre d'Aide et de Lutte Contre les Agression à Caractère Sexuel de l'Ouest-de-l'Île
Centre de femme La Marie Debout
Centre des femmes de St-Laurent
Centre des femmes de Verdun
Centre St-Pierre
Clé des champs
Clinique Droits devant
Comité logement Petite Patrie
Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray
Direction régionale de santé publique de Montréal
Entraide bénévole Kouzin Kouzin's
Entraide St-Michel
Exaequo
Groupe d'entraide à l'intention des personnes séropositives et itinérantes
Groupe des aidants du Sud-Ouest
La Maison des parents de Bordeaux-Cartierville

La Maisonnette des parents
La Marie Debout
Le Centre Viomax
Le Chez-Nous de Mercier-Est
Le Tournant
Maison des jeunes Quinka-buzz
Maison Flora Tristan
Maison Tangente
Pact de rue
Parents et amis du bien-être mental du Sud-ouest de Montréal
Parrainage Civique de la Banlieue Ouest/West Island Citizen Advocacy
Pause Famille
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain
Regroupement des organismes pour hommes de l'Île de Montréal
Regroupement des Usagers du Transport Adapté et accessible de l'île de Montréal
Relax-Action Montréal
REZO
Solidarité de parents de personnes handicapées
Table de quartier Parc-Extension
Vers l'équilibre
Y des femmes

montreal.ca

Article 8.02

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

SEPTEMBRE 2020



Consultation prébudgétaire 2021

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Commission sur les finances et l'administration

Rapport déposé au conseil municipal le 21 septembre 2020 et au conseil d'agglomération le 24 septembre 2020

Montréal

LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Richard Deschamps
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Lasalle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

MEMBRES

Mme Lisa Christensen
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Marie-Andrée Mauger
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

M. Pierre Lessard-Blais
Maire
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Mme Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie

M. Peter McQueen
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce

M. Philipe Tomlinson
Maire
Arrondissement d'Outremont

M. Alex Bottausci
Maire
Ville de Dollard-des-Ormeaux

M. Alain Vaillancourt
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

Montréal, le 21 septembre 2020

Madame Suzie Miron
Présidente du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Présidente,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations suite à la consultation prébudgétaire 2021.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

Richard Deschamps
Président

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Richard Deschamps
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Lasalle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

MEMBRES

Mme Lisa Christensen
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Marie-Andrée Mauger
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

M. Pierre Lessard-Blais
Maire
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Mme Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie

M. Peter McQueen
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce

M. Philipe Tomlinson
Maire
Arrondissement d'Outremont

M. Alex Bottausci
Maire
Ville de Dollard-des-Ormeaux

M. Alain Vaillancourt
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

Montréal, le 24 septembre 2020

Madame Manon Barbe
Présidente du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

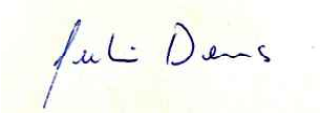
Madame la Présidente,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations suite à la consultation prébudgétaire 2021.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.



Richard Deschamps
Président



Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Table des matières

1. Introduction 2

2. La démarche de la Commission 2

2.1 Communications annonçant la tenue de la consultation publique 2

2.2 Mécanismes de participation citoyenne 3

2.3 Présentation des résultats du sondage par le Service des finances 3

2.4 Élaboration et adoption des recommandations 3

3. Les recommandations de la Commission 4

4. Remerciements 11

Annexe 1 : Résolution CM18 0710 12

Annexe 2 : Questions du document de consultation *Perspectives budgétaires 2021* 15

Annexe 3 : Questions figurant au sondage sur la plateforme *Réalisons Montréal* 16

Annexe 4 : Liste des personnes ayant transmis une opinion courte à la CFA 18

Annexe 5 : Liste des personnes et organismes ayant déposé un mémoire à la Commission 19

Annexe 6 : Personnes-ressources en soutien à la Commission 20

Annexe 7 : Rapport minoritaire de l'Opposition officielle 21

Annexe 8 : Rapport minoritaire de l'Association des municipalités de banlieue .. 34

1. Introduction

Le 28 mai 2018, le conseil municipal adoptait la motion CM18 0710, mandatant ainsi la Commission sur les finances et l'administration de tenir annuellement une consultation prébdugétaire.

Suivant le programme d'activités des commissions permanentes pour l'année 2020[1], la Commission sur les finances et l'administration a étudié publiquement le document *Perspectives budgétaires 2021*.

Suivant également les directives gouvernementales de distanciation physique, cette consultation prébudgétaire s'est déroulée essentiellement par écrit, notamment par la tenue d'un sondage en ligne et la réception de mémoires.

Le présent rapport décrit d'abord le déroulement de la consultation publique, incluant les communications et les outils déployés pour obtenir une variété d'opinions citoyennes. Il propose ensuite une brève synthèse du document de consultation et du sondage produits par le Service des finances et des thèmes mis au jeu lors de la consultation publique. La troisième partie présente intégralement les considérants et les recommandations adoptées à huis clos par la Commission, le 11 septembre 2020.

En annexe, outre la résolution du conseil municipal (Annexe 1), se trouvent les questions figurant au document de consultation *Perspectives budgétaires 2021* (Annexe 2), les questions du sondage tenu sur la plateforme *Réalisons Montréal* (Annexe 3), la liste des personnes ayant transmis une opinion courte à la Commission (Annexe 4), la liste des personnes ayant transmis un mémoire à la Commission (Annexe 5), la liste du personnel ressource en appui à la Commission pour ce mandat (Annexe 6) et les rapports minoritaires de l'Opposition officielle (Annexe 7) et de l'Association des municipalités de banlieue (Annexe 8).

2. La démarche de la Commission

2.1 Communications annonçant la tenue de la consultation publique

Des avis publics précisant l'horaire et les modalités de participation sont parus le 3 août 2020, dans deux quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone. Les assemblées ont aussi été annoncées au moyen d'un affichage dans les bureaux Accès Montréal, les bureaux d'arrondissement et sur le portail de la Ville de Montréal.

De plus, une invitation a été expédiée par courrier électronique à plus de 300 personnes abonnées des commissions permanentes susceptibles d'être intéressées par le sujet. Des invitations ont également été envoyées aux personnes ayant participé au précédent exercice de consultation prébudgétaire de la Commission.

Un communiqué a été transmis à tous les médias nationaux et locaux. Enfin, l'information a été relayée sur les réseaux sociaux par le biais des comptes *Twitter* et *Facebook* de la Ville de Montréal et de ceux de plusieurs commissaires.

[1] Résolutions CM20 0168 et CG20 0082

2.2 Mécanismes de participation citoyenne

Le document de consultation intitulé *Perspective budgétaire 2021* détaillant les questions et enjeux soumis à la consultation a été rendu disponible en ligne lors de l'annonce. Ce document peut être consulté sur la page des commissions permanentes : http://ville.montreal.qc.ca/consultationprebudgetaire. Les questions figurant au document de consultation sont présentées à l'Annexe 2 du présent rapport.

Un sondage en ligne, reprenant essentiellement les mêmes questions, a été déployé au même moment sur la plateforme *Réalisons Montréal*. Les questions du sondage figurent en Annexe 3 du présent rapport.

Le public pouvait participer de deux façons à la consultation prébudgétaire, soit en :

- répondant au sondage en ligne disponible sur la plateforme *Réalisons Montréal* : https://www.realisonsmtl.ca/consultationbudget2021 ;
- transmettant un mémoire écrit par courriel, par la poste ou en personne à la Commission.

Afin de s'assurer que les personnes ne disposant pas d'un ordinateur puissent participer à la consultation, la documentation était transmise en version papier sur demande et les mémoires manuscrits acceptés par la poste ou déposés en personne.

2.3 Présentation des résultats du sondage par le Service des finances

Le sondage a été rendu accessible au public durant trois semaines, soit du 3 août 2020 au 23 août 2020. 25 804 personnes y ont participé. Le Service des finances a analysé les réponses reçues et présenté les résultats à la Commission dans le cadre d'une séance de travail. Au terme de la présentation du Service des finances, les commissaires ont pu poser des questions.

Les résultats du sondage sont disponibles en ligne à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/consultationprebudgetaire.

En parallèle, la Commission a reçu et étudié les 157 opinions courtes et les 39 mémoires qui lui ont été soumis. Les noms des personnes ayant transmis une opinion courte figurent en Annexe 4. Les noms des personnes ayant déposé un mémoire figurent en Annexe 5.

Tous les mémoires peuvent être consultés sur la page des commissions permanentes à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/consultationprebudgetaire

2.4 Élaboration et adoption des recommandations

Les commissaires se sont ensuite réunis à quatre reprises pour étudier les opinions reçues et élaborer leurs recommandations. Les 17 recommandations ont été adoptées à la majorité, le 11 septembre 2020.

Ces recommandations, fruit du travail de 12 commissaires, élu.es de Montréal ou des villes liées, constituent le cœur du présent rapport et sont reproduites intégralement à la section 3 qui suit.

3. Les recommandations de la Commission

COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

Consultation prébudgétaire 2021

RECOMMANDATIONS

À la suite de la consultation prébudgétaire en vue de l'élaboration du budget 2021 de l'agglomération de Montréal, la Commission sur les finances et l'administration (CFA) remercie le Service des finances pour sa collaboration.

La Commission tient à souligner la très grande participation du public à ses travaux, malgré la crise sanitaire en cours.

La Commission a produit ses recommandations sans connaître la totalité des pertes de revenus et des dépenses imprévues découlant de la pandémie et des mesures particulières que la Ville a déployées dans l'urgence pour y répondre.

La Commission est consciente des choix difficiles qui échoient à l'Administration en ces temps de crise sanitaire, sociale et économique.

La Commission propose humblement une série de recommandations qui se veulent un arbitrage des différents points de vue du public exprimés par écrit et via le sondage en ligne et qui, elle l'espère, éclaireront l'Administration dans ses choix budgétaires.

Au terme de cet exercice, la CFA formule à l'Administration les recommandations suivantes :

1. Bonifier le processus de consultation prébudgétaire

CONSIDÉRANT la participation citoyenne soutenue à cet exercice de consultation prébudgétaire (environ 23 000 réponses au sondage et 39 mémoires déposés);

CONSIDÉRANT la nécessité de multiplier les outils pour consulter la population montréalaise;

CONSIDÉRANT la rapidité avec laquelle la CFA et l'Administration ont dû adapter les modalités de consultation pour se conformer aux contraintes liées à la crise sanitaire;

CONSIDÉRANT les critiques reçues au sujet du sondage concernant notamment : la langue, la méthodologie et l'accessibilité de son contenu;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec stipule que « Montréal est une ville de langue française »[2];

CONSIDÉRANT que l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et que 12 des villes liées de l'agglomération de Montréal (sur un total de 14) ont un statut bilingue reconnu par le gouvernement provincial[3];

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable que les différentes instances de consultation de la Ville partagent les mêmes balises quant à l'usage de la langue anglaise dans leurs communications avec le public au cours de leurs travaux;

CONSIDÉRANT que la CFA souhaite rendre ses travaux les plus accessibles possible à la population afin de stimuler la participation citoyenne;

La Commission recommande à l'Administration de

R-1 Consulter à nouveau la population montréalaise par sondage et par la réception de mémoires lors de la consultation prébudgétaire en 2021.

R-2 Solliciter l'appui d'une équipe de professionnel.le.s en sondage pour élaborer le sondage de la consultation prébudgétaire en 2021 pour répondre aux critiques méthodologiques soulevées et en assurer une plus grande accessibilité.

R-3 Reconnaître que les outils de consultation déployés dans le cadre des consultations publiques des commissions permanentes d'agglomération doivent être offerts en français et en anglais.

2. Viser le retour à l'équilibre budgétaire

2.1 Les principes généraux qui devraient guider l'Administration dans ses choix budgétaires

CONSIDÉRANT les effets de la crise sanitaire et économique engendrée par la COVID-19 (pertes d'emploi, chute du PIB, faillites, fermetures de commerce, etc.);

CONSIDÉRANT les appels à la solidarité exprimés dans les mémoires reçus à la Commission;

CONSIDÉRANT l'incertitude quant à la durée de la crise sanitaire et à la reprise économique;

CONSIDÉRANT les risques que cette crise sanitaire et économique exacerbe les inégalités déjà existantes au sein de la population montréalaise ;

La Commission recommande à l'Administration de

R-4 Effectuer ses arbitrages budgétaires en vue de l'élaboration du budget 2021 selon les principes suivants :

[2] Légis-Québec. «Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec **»,** [En ligne] http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/C-11.4 (page consultée le 2020-09-03), article 1.
[3] OQLF. « Organismes reconnus » **»,** [En ligne] https://www.oqlf.gouv.qc.ca/francisation/admin_publ/organismes-reconnus.aspx (page consultée le 2020-09-09). L'Ile-Dorval compte 5 personnes et est assimilée à la Cité de Dorval dans le présent calcul.

- La prudence ;
- La vitalité économique et la maximisation de la création d'emplois;
- La solidarité et la protection des personnes vulnérables ;
- L'équité intergénérationnelle ;
- L'accessibilité universelle ;
- La lutte aux changements climatiques et la transition écologique.

2.2 Les stratégies à adopter pour atteindre l'équilibre budgétaire

Concernant les stratégies à adopter pour atteindre l'équilibre budgétaire, la Commission propose une démarche en trois volets.

Cette approche est détaillée dans les sections 2.2.1 à 2.2.3.

2.2.1 Réduire les dépenses de l'agglomération de Montréal

La Commission est d'avis que l'Administration doit viser l'équilibre budgétaire, notamment en réduisant ses dépenses et en reportant certains projets moins urgents ou moins essentiels.

La dette de la Ville étant déjà considérable, la Commission considère qu'il faut procéder aux choix budgétaires difficiles mais responsables dès maintenant pour ne pas léguer ce fardeau financier aux prochaines générations.

La Commission recommande à l'Administration de

R-5 Identifier, en collaboration avec sa fonction publique, toutes les économies possibles, notamment dans la rémunération et les projets, et effectuer les réductions de dépenses qui s'imposent.

R-6 Établir le budget 2021 sur la base des données reliées au budget original de 2020, en prenant en considération les mesures prises par l'Administration en cours d'année (notamment, les compressions de 123 millions de dollars[4]).

2.2.2 Obtenir des compensations pour les dépenses additionnelles imprévues et les baisses de revenus engendrées par la crise sanitaire

La Commission est d'avis que la métropole doit demander le soutien financier des autres paliers de gouvernement pour boucler son budget.

CONSIDÉRANT que Montréal est l'épicentre de cette pandémie au Canada et que sa population est durement touchée financièrement par les mesures sanitaires décrétées par le gouvernement ;

CONSIDÉRANT les dépenses imprévues liées à la gestion de la crise sanitaire qui ont dû être investies d'urgence par l'agglomération de Montréal;

CONSIDÉRANT les baisses de revenus de la STM en lien avec la réduction de l'achalandage dans les transports collectifs;

[4] Résolution CM20 0453

CONSIDÉRANT que les difficultés financières actuelles de la Ville découlent de circonstances hors de son contrôle et qui ne peuvent être imputées à sa mauvaise gestion ;

CONSIDÉRANT que la santé publique est une compétence du gouvernement provincial;

CONSIDÉRANT les mémoires reçus qui soulignent la nécessité de faire des représentations auprès des paliers de gouvernements supérieurs pour mutualiser les coûts de la pandémie avec ces derniers;

CONSIDÉRANT la capacité de payer limitée des contribuables de l'agglomération montréalaise;

La Commission recommande à l'Administration de

R-7 Contenir les hausses de taxes foncières à l'intérieur de l'inflation.

R-8 Demander au gouvernement du Québec une pleine compensation pour les dépenses liées à la gestion de la COVID-19.

R-9 Demander au gouvernement du Québec des compensations pour soutenir le transport en commun, notamment pour couvrir les pertes de revenus de la STM.

2.2.3 Étaler le déficit de l'agglomération sur une période de temps donnée

La Commission considère que l'Administration devrait également demander au gouvernement du Québec de lever temporairement l'interdiction légale pour les villes de faire un déficit.

Ce faisant, le choc financier pourrait être étalé sur une période donnée, le temps d'assurer le maintien des services municipaux et de procéder aux investissements essentiels à la relance économique de la métropole.

La Commission recommande à l'Administration de

R-10 Demander au gouvernement du Québec, en dernier recours, un moratoire temporaire sur l'interdiction pour les villes de faire un déficit.

2.3 À propos du budget du SPVM

CONSIDÉRANT le nombre de mémoires et d'opinions reçus en faveur de la réduction du budget du SPVM et de la conversion des sommes ainsi économisées vers les groupes communautaires possédant des expertises en matière d'itinérance, de prévention des toxicomanies, d'intégration des immigrant.e.s, de soutien aux travailleur.se.s du sexe, de santé mentale, etc.;

CONSIDÉRANT l'ampleur des mouvements sociaux dans le sillon du décès de M. George Floyd aux mains des policiers de Minneapolis;

CONSIDÉRANT que Montréal est une des villes les plus sécuritaires d'Amérique du Nord;

CONSIDÉRANT que chaque année, le SPVM reçoit plus de 30 000 appels se rapportant à une personne en crise ou dont l'état mental est perturbé[5];

CONSIDÉRANT que ces interventions du SPVM surviennent notamment parce que les ressources financières déployées pour répondre aux enjeux en amont de ces situations de crise (lutte à la pauvreté, prévention, éducation, accompagnement, ressources en santé mentale, etc.) sont insuffisantes;

CONSIDÉRANT les efforts déployés par le SPVM pour adapter son offre de services et intervenir adéquatement auprès des personnes en crise, notamment par la création d'unités spécialisées comme l'Équipe de soutien aux urgences psychosociales (ESUP) et l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII);

CONSIDÉRANT qu'au Canada, environ 1 contact avec la police sur 5 implique une personne présentant un trouble mental ou un trouble lié à l'utilisation de substances[6];

CONSIDÉRANT que 70% des personnes décédées aux mains des policier.ère.s au Canada ont des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie[7];

CONSIDÉRANT que la santé mentale, l'itinérance, la prévention des toxicomanies, l'intégration, l'éducation et la lutte à la pauvreté relèvent des compétences et des budgets du gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT le rapport « Les interpellations policières à la lumière des identités racisées » rendu public en 2019[8];

CONSIDÉRANT que toute forme de profilage doit être vigoureusement dénoncée et corrigée impérativement;

CONSIDÉRANT qu'une réduction du budget du SPVM ne réglerait pas automatiquement les problèmes de profilage racial et social;

La Commission recommande à l'Administration de

R- 11 Entamer une réflexion globale sur la meilleure façon de distribuer les sommes allouées aux services sociaux et communautaires (santé mentale, itinérance, prostitution, crimes sexuels, toxicomanie, intégration, etc.) au sein des services de la métropole et des partenaires du milieu (SPVM, SDIS, commissaire à l'itinérance, organismes communautaires, etc.) afin d'en maximiser l'impact sur les communautés.

R-12 S'assurer que le budget du SPVM lui permette de réaliser sa mission et ses obligations en tant que corps de police de niveau 5 sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal[9].

[5] SPVM. « Plans d'actions » [En ligne] https://spvm.qc.ca/fr/Pages/Decouvrir-le-SPVM/lOrganisation/Plans-dactions (page consultée le 2020-09-03)
[6] STATISTIQUE CANADA. « La santé mentale et les contacts avec la police au Canada, 2012 **»** [En ligne] https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2015001/article/14176-fra.htm#a1 (page consultée le 2020-09-03)
[7] WATTIE, Mattis. « La plupart des Canadiens tués par des policiers avaient des problèmes de santé mentale », *Radio-Canada*, 5 avril 2018 [En ligne] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1093262/canadiens-tues-altercations-police-sante-mentale (page consultée le 2020-09-03)
[8] ARMONY, Victor, Mariam HASSAOUI et Massimiliano MULONE. 2019. « Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées ». [En ligne] https://spvm.qc.ca/upload/Rapport_Armony-Hassaoui-Mulone.pdf

3. Stimuler la relance économique

3.1 Investir dans les immobilisations pour stimuler l'économie montréalaise

CONSIDÉRANT les investissements annoncés par les paliers de gouvernement provincial et fédéral pour stimuler la relance économique;

CONSIDÉRANT que ces initiatives gouvernementales doivent être appuyées par des mesures locales fortes et cohérentes pour stimuler la relance économique de la métropole;

CONSIDÉRANT les mesures économiques locales déjà déployées à ce jour pour assurer la relance économique de l'agglomération de Montréal;

CONSIDÉRANT qu'investir dans les immobilisations de l'agglomération est une des stratégies importantes à déployer pour stimuler la relance économique;

CONSIDÉRANT que le secteur de la culture a été durement touché par la crise sanitaire;

CONSIDÉRANT la contribution de la culture au dynamisme commercial du centre-ville de Montréal;

CONSIDÉRANT la pénurie de logement actuelle sur le territoire montréalais[10];

CONSIDÉRANT que le Québec est la seule province à ne pas avoir convenu d'entente sur la façon dont l'argent de la Stratégie nationale sur le logement doit être dépensé;

CONSIDÉRANT que des sommes importantes destinées au logement social tardent actuellement à être transférées au gouvernement du Québec alors que les besoins en logement sont criants[11],

CONSIDÉRANT les commentaires reçus dans les mémoires en faveur des investissements dans le logement social, la culture et la lutte contre les changements climatiques ;

CONSIDÉRANT que la stratégie du paiement au comptant des immobilisations est efficace pour limiter la taille de la dette de l'agglomération ;

CONSIDÉRANT que les sommes allouées au paiement au comptant de certaines immobilisations pourraient plutôt être dédiées à équilibrer le budget de fonctionnement 2021;

La Commission recommande à l'Administration de

R-13 Identifier et reporter la réalisation des projets d'immobilisations moins urgents et non essentiels à la relance économique.

---

[9] MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. « Les six niveaux de services policiers en fonction du nombre d'habitants » [En ligne] https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/quebec/services-de-police/desserte-policiere/six-niveaux-service.html#c3861 (page consultée le 2020-09-03)

[10] GIGUÈRE, Ugo. « La crise du logement se dirige vers un nouveau sommet » La Presse, 13 juin 2020 [En ligne] https://www.lapresse.ca/actualites/2020-06-13/la-crise-du-logement-se-dirige-vers-un-nouveau-sommet (page consultée le 2020-06-23)

[11] PORTER, Isabelle. « Dialogue de sourds entre Québec et Ottawa sur le logement », Le Devoir, 4 octobre 2019 [En ligne] https://www.ledevoir.com/politique/quebec/564076/dialogue-de-sourds-entre-quebec-et-ottawa-sur-le-logement (page consultée le 2020-06-23)

R-14 Prioriser les investissements ciblés dans le maintien des actifs essentiels à la relance économique (infrastructures de l'eau et routières, culture, bâtiments municipaux), à la lutte contre les changements climatiques et à la construction de logements sociaux.

R-15 Intensifier les représentations auprès des paliers de gouvernement provincial et fédéral pour qu'une entente soit rapidement signée et que les fonds fédéraux prévus dans la *Stratégie nationale sur le logement* soient transférés au gouvernement du Québec.

3.2 Soutenir les PME et les commerces montréalais

CONSIDÉRANT les conséquences économiques désastreuses de la COVID-19 pour les PME et commerces montréalais;

CONSIDÉRANT que les tours à bureaux du centre-ville montréalais ne peuvent accueillir que 25% de leur personnel en raison des normes sanitaires actuelles;

CONSIDÉRANT que cette mesure réduit l'achalandage dans les commerces et restaurants de la métropole ;

CONSIDÉRANT les opinions exprimées dans les mémoires en faveur d'un soutien accru aux PME et aux commerces montréalais ;

La Commission recommande à l'Administration de

R-16 Continuer de réduire l'écart entre les taux de taxation non résidentiel et résidentiel.

R-17 Faire des représentations auprès du gouvernement provincial pour obtenir des sommes en soutien à la vitalité du centre-ville montréalais.

******

Les recommandations ont été adoptées à la majorité en séance de travail, le 11 septembre 2020, avec la dissidence de MM. Bourelle et Bottausci. MM. DeSousa et Guay ont exprimé leur dissidence uniquement pour la recommandation 10.

4. Remerciements

La Commission sur les finances et l'administration tient à remercier sincèrement les personnes-ressources de la Ville de Montréal qui l'ont soutenue dans la réalisation de ce mandat et dont les noms sont présentés en annexe 6**.**

Conformément à la règlementation sur les commissions permanentes du conseil municipal, le présent document peut être consulté sur le site web des commissions permanentes (ville.montreal.qc.ca/commissions), de même qu'au Service du greffe de la Ville de Montréal.

Annexe 1 : Résolution CM18 0710

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 28 mai 2018 Séance tenue le 29 mai 2018	Résolution: CM18 0710

Motion de l'opposition officielle pour que Montréal mette en place des consultations prébudgétaires annuelles

Attendu que le budget 2018 de la Ville de Montréal représente plus de cinq milliards quatre cent soixante-dix millions de dollars et que le Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2020 prévoit des investissements de six milliards trois cent quatre-vingt-trois millions de dollars;

Attendu que le budget et le PTI sont des documents centraux en démocratie municipale, puisqu'ils représentent et concrétisent les engagements de la Ville envers ses citoyens, en plus de définir les priorités et les orientations qui sont données à la prestation des services publics;

Attendu que les gouvernements du Québec et du Canada mènent depuis plusieurs années des consultations prébudgétaires et qu'ils reconnaissent la contribution déterminante des citoyens dans leurs choix d'orientations en vue de la préparation de leur budget annuel;

Attendu que certains arrondissements, notamment Le Plateau-Mont-Royal et Le Sud Ouest, tiennent déjà des consultations auprès des citoyens dans le cadre de l'élaboration de leur budget d'arrondissement;

Attendu que la mise en place de consultations prébudgétaires annuelles à la Ville de Montréal permettra d'améliorer la participation des citoyens et des organismes de la société civile à la vie démocratique municipale et de consolider la culture de la transparence à la Ville de Montréal;

Attendu que lors de l'étude du budget 2018, la Commission sur les finances et l'administration (CFA) a recommandé unanimement en 2018 que l'administration consulte en amont de la préparation de son budget l'Association des municipalités de banlieues, la CFA ainsi que la Table des maires d'arrondissement sur ses orientations, priorités et prévisions budgétaires (R-2, R-3 et R-4);

Attendu qu'une telle consultation annuelle offrira une occasion pour échanger avec la population, connaître ses priorités et faire émerger de nouvelles idées et qu'il est souhaitable que la population ne soit pas prise par surprise lors de la publication d'un budget par l'administration municipale;

Attendu que lors d'une telle consultation plusieurs acteurs économiques et sociocommunautaires montréalais auront l'occasion d'apporter une contribution unique et pertinente à l'élaboration du budget de la Ville;

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Frantz Benjamin

1- que le conseil municipal mandate la Commission sur les finances et l'administration de mener dès cette année et annuellement une consultation prébudgétaire publique et en ligne à laquelle les citoyens, les partenaires de la société civile et les élus sont conviés afin de recueillir les idées et les suggestions des Montréalais en vue de l'élaboration du budget et du Programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'année subséquente;

2- que la Commission dépose chaque année son rapport au conseil municipal lors de la séance du mois de septembre.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 16 h 04, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Il est proposé par M. Benoit Dorais

appuyé par M. François Limoges

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.02 :

1- De supprimer au 7e « Attendu » les mots « et qu'il est souhaitable que la population ne soit pas prise par surprise lors de la publication d'un budget par l'administration municipale »;
2- D'ajouter un 9e « Attendu » qui se lit comme suit :
« Attendu que, d'ici le mois de septembre 2018, la charge de travail de la Commission sur les finances et l'administration est déjà importante, notamment avec l'étude du rapport du Vérificateur général »;
3- De supprimer dans le 1er « Résolu » les mots « dès cette année » et « et en ligne »;
4- De remplacer dans le 2e « Résolu » le mot « septembre » par le mot « juin ».

_____

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement des conseillers Dorais et Limoges.

_____

Le chef de l'opposition officielle accueille favorablement la proposition d'amendement des conseillers Dorais et Limoges et il souhaite ajouter son nom à titre d'appuyeur.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, met aux voix la proposition d'amendement des conseillers Dorais, Limoges et Perez et la déclare adoptée à l'unanimité.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez afin qu'il exerce son droit de réplique.

La présidente du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 4 juin 2018

Annexe 2 : Questions du document de consultation *Perspectives budgétaires 2021*

A) Retour à une économie effervescente dans le contexte de la COVID-19

1) Afin de faire face au défi d'équilibre budgétaire dans le contexte de la COVID-19, est-ce que la Ville devrait :

- revoir à la baisse, ou même limiter, certains services afin d'éviter des augmentations de taxes foncières;
- atténuer le choc financier en étalant le défi budgétaire dans le temps, sous réserve d'une modification de la loi, et donc déposer un budget non équilibré (tel que recommandé par le comité des experts);
- augmenter les taxes foncières, et ce, même au-delà de l'inflation, afin de maintenir le niveau de services aux citoyen.ne.s pour équilibrer son budget.

2) Si la Ville devait revoir à la baisse ou même limiter certains services, quels services devraient être revus? Sécurité publique (police), gestion des matières résiduelles, déneigement?

3) Est-ce que la Ville devrait participer activement à un retour vers une économie plus forte en faisant davantage d'investissements en immobilisations, et ce, en ajustant son plan décennal de retour à un ratio d'endettement de 100 % de ses revenus annuels?

B) Amélioration des services aux citoyen.ne.s par des investissements en projets d'immobilisations

1) Dans quels secteurs la Ville devrait-elle accentuer ses investissements dans le cadre de la relance économique ?

- Développement durable et transition écologique
- Équipement culturel et de loisirs
- Infrastructures routières
- Infrastructures de l'eau

2) Quelle devrait être la priorité de la Ville lorsqu'elle réfléchit à ses investissements en aménagements urbains ?

- Les activités commerciales locales
- Les déplacements actifs et durables
- Les aménagements inclusifs et solidaires
- Le verdissement et la résilience écologique

Annexe 3 : Questions figurant au sondage sur la plateforme *Réalisons Montréal*

1. Est-ce que vous habitez :

- l'un des 19 arrondissements de la Ville de Montréal?
- l'une des 15 autres villes liées de l'île de Montréal?
- en dehors de l'île de Montréal?

2. Est-ce que Montréal devrait obtenir du gouvernement du Québec la levée temporaire de l'obligation d'équilibrer son budget en 2021, comme le font les autres gouvernements? La levée de l'obligation d'équilibrer son budget n'élimine pas la pertinence d'un soutien financier des autres niveaux de gouvernement.

- oui
- non

3. Est-ce que Montréal devrait augmenter les taxes foncières, et ce, même au-delà de l'inflation pour équilibrer son budget ?

- oui
- non

4. Est-ce que Montréal devrait revoir à la baisse, ou même limiter, certains services afin d'éviter des augmentations de taxes foncières?

- oui
- non

5. Si Montréal devait revoir à la baisse ou même limiter certains services, quels sont ceux parmi les choix suivants qui devraient être revus? (Plusieurs choix possibles)

- Service de police
- Gestion des matières résiduelles (par exemple, nombre de collectes)
- Chargement de la neige
- Autre (spécifiez)

6. Est-ce que la Ville devrait participer activement à un retour vers une économie plus forte en faisant davantage d'investissements en immobilisations, et ce, en ajustant son plan décennal de retour à un ratio d'endettement de 100 % de ses revenus annuels?

- oui
- non

7. Dans quels secteurs Montréal devrait-elle accentuer ses investissements afin de favoriser la relance économique? (Plusieurs choix possibles)

- Développement durable et transition écologique
- Équipements culturels et de loisirs
- Infrastructures routières
- Infrastructures de l'eau

8. Quelle devrait être la priorité de Montréal dans la planification de ses investissements en aménagements urbains? (Plusieurs choix possibles)

- Les activités commerciales locales
- Les déplacements actifs et durables
- Les aménagements inclusifs et solidaires
- Le verdissement et la résilience écologique

Annexe 4 : Liste des personnes ayant transmis une opinion courte à la CFA

** Les personnes s'étant inscrites par leurs initiales ou par un pseudonyme n'ont pas été incluses dans la présente liste.*

Andrée Lecours
JF Côté
Celeste Pimm
Louis Boucher
Luc Smith
Marie Garon
Cettina Borsellino
Phénicia Adam-Serafin
Laura Wenzel
Christiane Bourassa
Antoine Trottier
Shane Thompson
Ginette Lapierre
Leila Copti
Camille Charest
Charles St-Laurent
Lake Markus
Manon Pawlas
Jon Marx
Louis Gignac
Michael Coussa-Charley
Lise Filiatrault
Alix Ruhlmann
Therese Meloche
Christian Roy
Étienne Couillard
Laurent Giraud
Rita Baker
Victor Lezzi
Maude Arsenault
Guy Belair
Jean-Guy Champagne
Mathieu Dubé
Dominique Villeneuve
Maryse Murray
Laurence Beaudoin
François Leblanc
Pierre T.
Yung Pham
Stéphane Groleau
Alexandre Campeau-Vallée
Charles Vincent
Jazmin Mehrmann
Laurent Simon
Kim Marois

Diane McCoy
David Engels
Simon Miville-Deschênes
Andrée Michon
Jean-Guy Lefebvre
Jacques Wiseman
Louis Lamontagne
Johanne Lessard
Federico Tyrawskyj
Olivier Baussant
Nathalie Levtova
Judith Letarte
Dennis Thibodeau
Catherine L.
Jane Fullerton
Danie Tesolin
Mario Huguet
Sergio Fuoco
Jacob Robitaille
Antti Valikangas
Olivier DeSousa
Georges Moddo
Hind Fathallah
Gaia Viau
Serge Bédard
Geneviève Tardif
Michel Lacaille
Stuart Lee
Martha Bond
Francis Lapierre
Josiane Ricci
David Perron
Ekaterina Barrios
Laurence Inkel
Lia Formenti
Chris Lloyd
Dylan Howse
Andrea Bridgeman
Jalen Frizzell
Victoria Martins-Weaver
Stéphane Lafrenière
Violet Reid-Sharp
Justin Deluna
Linda Bouchard
Jayme Fishman
Cynthia Vincent
Laef Anderson

Véronique Laflamme
Faith Kerner
Isabelle Sawyer
Pierre Croteau
Solveig Bourdeau-Pouplier
Carlos Carpio
Maxime Brown
France Groen
Maxime Caron
Daniel Bertrand
Juan Carlos Castro
Ian Ménard
Louise et Jocelyn Lemaire
Mitchell McLamon
Paul Parody
Kaelan Ryan
Elizabeth Murphy
Olivier Mastropietro
Kapp Katelyn
Simon Parent
Mathieu Coates
Polina Ash
Lily Hutch
Vincent Calon
Tiara Akiewa
Eva Le Melinaire-Ulloa
Alison Newall
Benoît Eclache
Bruno Lemieux
Scott Brooks
François St-Aubin
Marta Majdan
Nunziatina Pettinicchio
Sarah McMahon-Sperber
Dannick Lavoie
Andrée Souaid
Marjolaine St-Jules
Philippe Côté
Laura Jankovics
Andrea Begic
Shaena Dean
Félix Brochier
Nicholas Gelinas
Étienne Fortier-Dubois
Ana Gubert
Schneur Z. Rabin
Julien Deschênes

Gilbert Gosselin
Étienne Ladouceur
Diane Guérin Laurent
Kertesz
François Paquette
Sylvie Pelletier
François Camirand
Sylvain Séguin
François Gagliardi
Guy Filiatrault
Myriam Romanin
Louise Lapointe
François S.
Michelle Frappier

Annexe 5 : Liste des personnes et organismes ayant déposé un mémoire à la Commission

Nombre total de mémoires reçus : 39

Tous les mémoires sont disponibles à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/consultationprebudgetaire.

Association des sociétés de développement commercial de Montréal
Axon
Bâtir son quartier
Black Students' Network of McGill University
Bonjour Startup Montréal
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Elchonon Katzenellenbogen, citoyen.ne
Gilles Thériault, citoyen.ne
Lucien Descheneaux, citoyen.ne
Amélia Taillefer-Pérez, citoyen.ne
Airin Finkelstein, citoyen.ne
Guillaume LeNigen, citoyen.ne
Stevie Smylie, citoyen.ne
Rowan Somerville, citoyen.ne
Anna Klevatt, citoyen.ne
Jess Asegura, citoyen.ne
Anonyme
Cecilia McKinnon
Club RadLaw McGill, Faculté de Droit de l'Université McGill
Coalition Climat Montréal
Coalition Poids et Conseil SAM
Comité des citoyen-ne-s de Milton-Parc
Conseil canadien du commerce de détail
Marvin Rotrand, conseiller de la Ville
Culture Montréal
Ex Aequo
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)
Fédération canadienne des contribuables
FRAPRU
Fraternité des policiers et policières de Montréal
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal
Institut du développement urbain du Québec
Le chapitre Montréalais de Game Workers Unite
Montréal en action
Montréal pour tous
Organisation d'aide aux sans-emploi
Réseau de la communauté autochtone à Montréal
Trainsparence
Université McGill

Annexe 6 : Personnes-ressources en soutien à la Commission

Responsable politique

M. Benoit Dorais, président du comité exécutif et responsable des finances

Représentantes et représentants du Service des finances

M. Yves Couchesne, directeur du Service des finances
Mme Francine Laverdière, directrice, Direction du budget et de la planification financière et fiscale
M. Gildas Gbaguidi, chef de direction, Division de la planification financière et fiscale
Mme Catherine Roch-Hansen, chargée d'expertise et de pratique, Division de la planification budgétaire et fiscale

Représentant du Service des communications et de l'expérience citoyenne

M. Kevin Binaux, chargé de communication

Annexe 7 : Rapport minoritaire de l'Opposition officielle

Le parti de tous les Montréalais

Opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal

Rapport minoritaire de l'Opposition officielle déposé à la Commission sur les finances et l'administration de la Ville de Montréal

Consultation prébudgétaire 2021

Le 14 septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION *3*

1. Consulter pour vrai *4*

2. Absence de prudence et demande d'un chèque en blanc *5*

3. Contrôle des dépenses - quelques pistes de solutions *7*

3.1 Gel des embauches et réduction des effectifs **7**

3.2 Programme triennal d'immobilisations **8**

4. Limiter les entraves à la relance économique *10*

4.1 Une réduction temporaire de la taxe foncière non résidentielle au centre-ville **10**

4.2 Une bonification de la mesure des taux différenciés pour le non résidentiel **11**

4.3. Un report du règlement sur une métropole mixte **11**

CONCLUSION *13*

INTRODUCTION

La consultation prébudgétaire en vue de l'élaboration du budget 2021 de la Ville de Montréal aura laissé un arrière-goût désagréable chez beaucoup de nos citoyens en raison de ses nombreux biais méthodologiques et idéologiques. Frappés par la pandémie de la COVID-19, les Montréalais auraient pu s'attendre à une plus grande ouverture et une plus grande transparence de la part de leur administration municipale devant l'incertitude à venir.

En effet, les finances de la Ville, déjà dans une situation fragile avant la pandémie, sont malmenées par la crise sanitaire qui impose de nouvelles dépenses et limite les revenus. Six mois après l'imposition des premiers confinements, elle est encore bien présente et ses impacts sur l'économie montréalaise – particulièrement sur le centre-ville – se feront ressentir encore longtemps.

Dans ce contexte, il aurait été raisonnable de penser que l'administration tire des leçons de la première consultation prébudgétaire, lancée l'an dernier, et pour laquelle Ensemble Montréal dénonçait l'aspect dirigé, « transformant du coup ce qui se voulait un exercice de consultation en un exercice de validation politique pour des mesures qui pourraient se révéler impopulaires[1] ».

Il aurait aussi été raisonnable de s'attendre à ce que la population – et les commissaires, de surcroît – aient accès aux plus récentes données financières de la Ville qui font état des effets de la pandémie. Or, comme il est écrit au tout début du rapport, « La Commission a produit ses recommandations sans connaître la totalité des pertes de revenus et des dépenses imprévues découlant de la pandémie et des mesures particulières que la Ville a déployées dans l'urgence pour y répondre. » Difficile de trouver des solutions quand on ne connaît pas l'ampleur du problème.

Le budget 2021 présente sa part de défis, notamment aux chapitres de la relance économique, du contrôle de la dette et de l'enflure des dépenses municipales depuis trois ans. C'est pourquoi, bien que nous appuyons la majorité des recommandations du rapport de la Commission, nous, commissaires d'Ensemble Montréal, tenons à exprimer notre dissidence sur la recommandation de demander au gouvernement du Québec la possibilité de présenter un budget déficitaire (**R-10**). Par ailleurs, dans le présent rapport, nous aborderons plus en profondeur des sujets éclipsés par la Commission, soit la réduction des entraves à la relance économique et le contrôle des dépenses.

[1] Mémoire de l'Opposition officielle dans le cadre des consultations prébudgétaires, 23 avril 2019, p.3. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/MEM_OPPOSITION_20190509.PDF

1. Consulter pour vrai

La lecture des commentaires soumis par les répondants à la consultation suffit pour s'inquiéter de la manière dont celle-ci a été menée par l'administration. Nous sommes d'avis que la légitimité des résultats de cette consultation, principalement du sondage, est mise à mal par le processus, par le contenu, mais aussi par les intentions de l'administration.

On constate que la crise de la COVID-19 a repoussé le processus de consultation, de sorte qu'il empiète sur le processus budgétaire. Plusieurs orientations de la Ville étaient déjà connues avant que la consultation ne débute. Par exemple, l'administration avait déjà demandé à Québec la permission de présenter un budget déficitaire dès le mois de juin[2]. Même chose lorsque Benoit Dorais, président du comité exécutif, affirme le 20 août qu'il n'augmentera pas les taxes foncières au-delà de l'inflation, option pourtant proposée dans le sondage de la consultation qui avait cours à ce moment[3]. Rappelons que l'avis public des consultations a été publié le 3 août.

Pour ce qui est du sondage, il était évident que celui-ci orientait la population vers les options déjà choisies par l'administration, comme la possibilité de faire un déficit ou celle de demander une aide financière à Québec et Ottawa. Nulle part, les citoyens ne pouvaient remettre en question les orientations passées de l'administration ou encore exiger un meilleur contrôle des dépenses. Pourtant, le contrôle des dépenses était prédominant dans les interventions des participants lors de la première consultation prébudgétaire.

L'attrait du sondage en ligne est indéniable, avec plus de 25 800 réponses. Néanmoins, l'exercice a été très critiqué par les observateurs, notamment le journaliste Mario Girard[4] et la sociologue Sophie Hamel-Dufour[5]. On critique notamment le fait qu'il était possible pour la même personne de répondre plusieurs fois, et que les réponses des non-Montréalais étaient admises. De plus, il est difficile de mesurer la représentativité des citoyens de Montréal puisqu'aucune donnée sociodémographique sur les répondants n'est disponible. À vrai dire, tout était en place pour que ce sondage devienne l'outil de militants cherchant à imposer leur propre agenda.

Finalement, l'absence de données économiques liées à la COVID-19 rendait difficile – voire impossible – la tâche d'évaluer l'ampleur du déficit ou encore des coupes de services proposées.

Ensemble Montréal est toujours convaincu du bien-fondé d'une consultation prébudgétaire, comme nous l'avions demandé par motion en mai 2018. Nous appuyons, tel que recommandé (**R-2**), le recours à des professionnels en sondage pour les prochaines consultations, mais à condition que ceux-ci s'attardent non seulement aux biais méthodologiques, mais aussi aux biais idéologiques que nous dénonçons depuis deux ans.

---

[2] https://www.tvanouvelles.ca/2020/06/02/pas-de-deficit-en-2021-malgre-la-pandemie

[3] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1728058/montreal-deficit-taxes-coronavirus-consultations-prebudgetaires-2021

[4] https://www.lapresse.ca/actualites/2020-08-13/une-consultation-vraiment.php

[5] https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-08-20/consultation-d-apparat-a-montreal-quand-la-vertu-fait-trebucher.php

2. Absence de prudence et demande d'un chèque en blanc

La crise frappe d'autant plus fort les finances de la Ville que depuis trois budgets, l'administration a poussé au maximum sa capacité de dépenser, sans se laisser aucune marge de manœuvre.
Rappelons que l'augmentation des dépenses, après trois ans, se chiffre à 17,6 %, soit presque un milliard de dollars (966,3 M$). En plein boom économique pré-pandémie, la Ville pouvait compenser ces dépenses par un accroissement de ses revenus, entre autres grâce à la vigueur du marché immobilier. Mais dans le contexte actuel, où l'on s'attend à une chute importante des revenus, le contrôle des dépenses revêt une importance capitale.

Budget après budget, Ensemble Montréal a toujours dénoncé cette propension de l'administration à dépenser sans compter, notamment au plan des embauches. En 2019 et 2020, la Ville a ajouté 869 années-personnes à ses effectifs déjà imposants. Rappelons que, selon les prévisions de l'administration diffusées dans le document de consultation, l'indexation des salaires à elle seule représente 45,6 M$, soit 33 % de l'augmentation des dépenses structurelles.

Pourtant, l'administration précédente avait réussi à freiner l'accroissement des dépenses, notamment en lançant son Plan quinquennal de main-d'œuvre (PQMO), qui a permis de réduire de 850 le nombre de postes dans les effectifs de la Ville. Tous ces gains ont été annulés en deux ans par l'administration Plante-Dorais.

La gestion dépensière de cette administration a anéanti la marge de manœuvre de la Ville. En 2019, le ratio de la dette sur l'ensemble des revenus était de 111 % et le budget 2020 anticipait un ratio de 109 %. Il y a quelques semaines, l'agence de notation Standard & Poor's a mis en garde l'administration contre un ratio de la dette dépassant les 110 %[6]. Dans un tel cas, elle serait dans l'obligation de revoir à la baisse la cote de crédit de la Ville. Rappelons que l'administration s'est votée une dérogation sur sept ans de la *Politique de gestion de la dette,* qui limite à 100 % ce ratio, pour s'octroyer le droit de le dépasser jusqu'à 120 %. En somme, la direction que s'est donnée la Ville en termes de gestion de la dette ne fait pas que réduire sa capacité à répondre à la crise de la COVID-19, mais la mène carrément vers une décote. Un changement de cap est nécessaire.

Ajoutons que la Ville a voté au conseil du 24 août 2020 une utilisation de l'ensemble des sommes accumulées pour payer au comptant les immobilisations, laissant les réserves financières de l'agglomération et du conseil municipal pratiquement vides.

Après trois budgets, l'administration actuelle a montré sa propension à dépenser toujours plus, et son incapacité à contrôler ses dépenses. Elle a également réduit la marge de manœuvre de la Ville et rendu Montréal vulnérable face à une crise. À court de solutions, elle demande maintenant à Québec de la libérer de son obligation légale de présenter un budget équilibré, cherchant ainsi à faire tomber le dernier rempart qui limite sa capacité à dépenser.

Ensemble Montréal est d'avis que l'administration actuelle n'a pas su faire preuve de prudence. Nous considérons qu'il n'est aucunement avisé ni responsable de lui permettre, même en dernier

[6] *City of Montreal ratings affirmed at "AA-"*, Standard & Poor's, 27 août 2020.
https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/article/-/view/type/HTML/id/2503855

recours, de présenter un budget déficitaire et de remettre ainsi la facture aux futures générations. Nous n'appuyons pas la recommandation R-10. Nous croyons que l'administration doit faire les efforts pour contrôler ses dépenses en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire.

La confiance de l'Opposition officielle envers l'administration est également mise à mal par le manque de transparence dont cette dernière fait preuve depuis mars 2020. À maintes reprises, Ensemble Montréal a demandé une mise à jour économique qui permettrait de mesurer la véritable ampleur de la crise des finances de la Ville. La seule information officielle date du 23 avril – il y a près de quatre mois – lorsque Benoit Dorais a annoncé des pertes financières situées entre 104,8 et 294,1 M$ (entre 258,9 et 538,5 M$ en incluant la contribution à l'ARTM). Depuis, toutes les demandes de mise à jour ont été refusées. Il est inconcevable qu'une requête aussi exceptionnelle et lourde de conséquences comme celle de pouvoir présenter un budget déficitaire ne soit pas accompagnée d'une plus grande transparence.

3. Contrôle des dépenses - quelques pistes de solutions

Bien que le sondage sur la consultation prébudgétaire ne proposait pas de réduire les dépenses de la Ville et de s'adonner à un exercice de rigueur budgétaire, plusieurs mémoires et commentaires de citoyens abordent le sujet.

Ensemble Montréal partage l'avis de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, entre autres, à l'effet que la Ville de Montréal doit limiter ses dépenses et s'en tenir à l'essentiel.

Face à une administration dépensière, il nous apparaît pertinent de proposer les pistes de solutions pour assurer un contrôle rigoureux des finances publiques.

Bien qu'Ensemble Montréal soit en accord sur le principe des recommandations **R-5** et **R-14** à l'effet d'identifier toutes les économies possibles et de s'en tenir à l'urgent et à l'essentiel dans les investissements en immobilisations, nous sommes d'avis que des stratégies de réduction des dépenses (incluant les effectifs) doivent être instaurées tant au niveau du budget de fonctionnement que dans le Programme triennal d'immobilisations (PTI).

3.1 Gel des embauches et réduction des effectifs

La rémunération globale représente 2,378 M $ dans le budget de fonctionnement de 2020, soit une augmentation de 81 M$ et de 405 années-personnes par rapport à 2019[7]. Ce poste de dépenses est le plus important et représente environ 40 % du budget de fonctionnement de la Ville de Montréal.

Ironiquement, l'an dernier, la Commission des finances et de l'administration recommandait de « Restreindre et assurer un contrôle serré de la création de nouveaux postes au cours des prochaines années ». Force est de constater que l'administration a fait la sourde oreille et qu'elle en paie chèrement le prix aujourd'hui.

Ensemble Montréal est d'avis que, pour l'année 2021, la Ville de Montréal ne doit pas créer de nouveaux postes au sein de sa fonction publique et devra procéder à une réduction de ses effectifs, préférablement par attrition.

Depuis l'arrivé en poste de l'administration Plante, le nombre d'employés ne fait qu'augmenter. La Ville de Montréal est ainsi passée de 22 353 années-personnes en 2017 à 23 630 années-personnes en 2020, soit une augmentation de 1 276,4[8].

[7] VILLE DE MONTRÉAL, Budget de fonctionnement 2020, p.216.

[8] Entre 2017 et 2020, on peut remarquer une augmentation de 1 064,3 années-personnes dans le budget de fonctionnement et une augmentation de 212,1 années-personnes au PTI.

Certaines augmentations des dernières années laissent dubitatif. Par exemple, en 2017, on comptait 418 années-personnes aux ressources humaines, comparativement à 482 en 2020, soit une augmentation de 13,5 % en trois ans. Dans l'optique où la Ville de Montréal accepte de geler les embauches, une aussi grande équipe de recruteurs apparaît démesurée.

Durant les derniers mois, la population montréalaise a remarqué l'attachement profond de Projet Montréal pour les opérations de relations publiques. L'an dernier, sept années-personnes ont été ajoutées à l'équipe des communications pour créer du nouveau contenu et sites web. Dans une perspective de redressement des finances publiques, la promotion des idéaux de Projet Montréal ne devrait pas se faire sur le dos des contribuables.

Le Bureau de la ligne rose est un autre poste budgétaire à éradiquer. Depuis sa création, il ne sert que d'appareil de relations publiques au coût annuel de 650 000 $. Ce Bureau justifie sa raison d'être en affirmant étudier les aménagements du territoire aux abords de la non-existante ligne rose. En novembre 2019, aucune étude, aucun mémoire et aucun rapport d'activité n'avaient été produits par ce Bureau, se faisant ainsi qualifier de coquille vide par les médias.

En cette période de crise, le Bureau des relations internationales nous apparaît également superflu. L'administration actuelle voyage très peu, n'a chapeauté aucune mission économique d'envergure depuis trois ans et participe à un minimum d'événements internationaux. Compte tenu de la situation économique de la Ville, ce Bureau pourrait être fusionné à celui des relations gouvernementales et ses effectifs grandement réduits.

3.2 Programme triennal d'immobilisations

L'Opposition officielle est en accord avec les recommandations **R-13** et **R-14** dans le rapport de la Commission à l'effet que les investissements en immobilisations soient limités aux travaux urgents et prioritaires ainsi qu'au maintien des actifs essentiels à la relance économique.

Le critère d'urgence ne doit pas être utilisé à toutes les sauces pour justifier un investissement idéologique dans les infrastructures. En vue d'une relance économique qui respecte la capacité de payer des contribuables, la Ville doit appliquer des balises objectives encadrant la notion d'urgence.

En droit, les tribunaux ont développé une méthodologie appelée l'analyse du critère de l'urgence, qui justifie la nature urgente notamment par la notion de préjudice irréparable. L'Organisation international de la normalisation a développé une norme (ISO 31000) pour analyser la gestion de risques afin de permettre aux organisations de mesurer les dangers. Nous croyons que la Ville de Montréal doit appliquer de façon stricte des méthodologies objectives afin de déterminer quels projets d'infrastructures sont prioritaires et urgents pour 2021.

Dans cette perspective, Ensemble Montréal suggère à l'administration Plante-Dorais de reporter plusieurs projets et programmes dans son PTI 2021-2023.

Au cours des derniers mois, la grogne de la population s'est accentuée devant l'aménagement du Réseau express vélo (REV). Pétitions, lettres ouvertes et mobilisation des commerçants mécontents ont eu pour effet de faire reculer l'administration Plante sur plusieurs aménagements de pistes cyclables. Force est de constater que l'acceptabilité sociale n'est pas au rendez-vous. Pour cette raison, Ensemble Montréal demande le report des travaux en lien avec le REV.

L'incertitude de la dernière année quant à la crise du recyclage ainsi que le désir du gouvernement du Québec de réformer la gouvernance en matière de gestion des matières recyclables remet en question le projet du Centre de tri de l'Est. De son propre aveu, le Service de l'environnement dit vouloir abandonner le Centre de tri des matières recyclables de l'Est puisque le projet n'est pas essentiel pour l'instant. Dans un tel contexte, l'administration Plante-Dorais devrait repousser les investissements de 23 M $ prévus au PTI 2020-2022.

Les investissements en Technologies de l'information (TI) totalisent 258 M $ dans le PTI 2020-2022. Comme la Vérificatrice générale le rappelle dans son Rapport 2019, le service des TI ne dispose pas de processus de priorisation ni de normes d'établissement des priorités pour faire avancer plus rapidement un projet versus un autre. Dans le contexte où la Commission des finances et de l'administration recommande à ce que seuls les investissements prioritaires soient réalisés dans le PTI 2021-2023, le service des TI devra mettre les bouchées doubles pour répondre à cette critique de la Vérificatrice générale.

Dans son rapport, Mme Galipeau souligne que le manque de processus au sein de ce service entraîne des risques de dépassement de coûts, une qualité des livrables variables et des défis considérables quant à la reddition de comptes. Avant qu'un tel processus rigoureux de reddition de compte et de gestion des projets prioritaires n'ait été mis en œuvre et communiqué aux chargés de projets du service des TI, il serait irresponsable que l'administration Plante-Dorais continue d'investir à l'aveuglette comme elle le fait présentement. Ensemble Montréal est donc d'avis que les investissements dans les projets de TI doivent être limités tant et aussi longtemps que le Bureau de projet n'a pas appliqué les recommandations de la Vérificatrice générale.

Avec les 3 500 M$ d'investissement prévus au cours des trois prochaines années dans les infrastructures routières, de l'eau, la mobilité et l'urbanisme, la Ville de Montréal est responsable de 40 % des chantiers sur son territoire. Afin d'offrir un répit aux commerçants et dans le but de diminuer les investissements non urgents prévus au PTI, Ensemble Montréal a présenté en mai dernier une motion à l'effet de retarder les travaux non essentiels qui affectent les artères commerciales. Les élus de Projet Montréal ont battu la motion, pour revenir en début septembre avec l'idée de réviser le calendrier des chantiers. Nous croyons que si l'administration avait réellement souhaité réduire le nombre de chantiers, elle aurait mis en place cette nouvelle planification en mai. Peu de chantiers d'envergure débutent en septembre. Nous verrons lors de la publication du prochain PTI si cette annonce était une opération de relations publiques ou si l'administration Plante-Dorais a une réelle intention de mieux coordonner les chantiers et limiter les dépenses non essentielles.

4. Limiter les entraves à la relance économique

La relance économique sera la priorité de la plupart des gouvernements et des administrations au Canada. Il ne devrait pas en être autrement à la Ville de Montréal. Du point de vue de l'Opposition officielle, le rôle de la Ville est d'aider les différents acteurs économiques plutôt que de les ensevelir sous les processus administratifs. Deux propositions en ce sens présentées dans les mémoires déposés à la Commission, ont malheureusement été ignorées par la Commission.

4.1 Une réduction temporaire de la taxe foncière non résidentielle au centre-ville

Selon une enquête du Groupe Altus, seulement 5 à 10 % des espaces de travail dans les tours à bureaux du centre-ville sont utilisés, malgré le taux de 25 % d'occupation permis par le gouvernement. Selon Yves Lalumière, président-directeur général de Tourisme Montréal, Montréal n'accueillera en 2020 qu'un million de touristes, plutôt que les 11 millions habituels[9]. L'absence des travailleurs et des touristes nuit aux commerçants et entreprises d'affaires, mais aussi au dynamisme et à la vitalité du centre-ville qui subit, depuis des années déjà, l'augmentation de l'achat en ligne, les travaux routiers et la concurrence de nouveaux centres d'affaires dans les couronnes nord et sud.

Il faut aussi mentionner que, selon la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, seulement 14 % des entreprises du centre-ville de Montréal ont réussi à atteindre leur chiffre d'affaires pré-pandémique comparativement à 18 % pour Toronto et 22 % pour Ottawa[10].

Il est de la responsabilité de la Ville de Montréal d'offrir un environnement propice aux affaires et à l'heure actuelle, les entraves sont trop nombreuses pour permettre au centre-ville de bien se relever de la crise. Mentionnons que Montréal a la taxe foncière non résidentielle la plus élevée au Canada. En effet, une étude de 2019 du Groupe Altus révélait que les commerçants montréalais paient en moyenne 37,98$ par tranche de 1 000$ d'évaluation en taxe foncière. La moyenne canadienne se situe à 24,23 $[11]. Notre centre-ville est particulièrement touché par ces taxes élevées suite au nouveau rôle d'évaluation entré en vigueur en juillet 2020 qui, selon l'Institut de développement urbain, fait augmenter les taxes de certains commerces sur la rue Sainte-Catherine de 51 %[12].

Le ratio de la taxe foncière non résidentielle sur la taxe foncière résidentielle est de 4 pour 1 à Montréal, le plus élevé au Canada, selon l'Institut Fraser[13]. La réduction de l'écart à un niveau acceptable fait partie d'un plan de l'administration qui s'échelonne jusqu'en 2023, mais ne constitue pas une réponse à l'urgence provoquée par la crise.

---

[9] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1708732/coronavirus-tourisme-montreal-deconfinement-impact-lalumiere

[10] https://journalmetro.com/actualites/montreal/2511974/commerces-montreal-pressee-dappliquer-des-allegements-fiscaux-et-reglementaires/

[11] Groupe Altus, *Analyse des taux d'imposition foncier au Canada*, 2019.

[12] Institut de développement urbain du Québec, *Mémoire à la Commission sur les finances et l'administration, consultations prébudgétaires,* 2020.

[13] https://www.fraserinstitute.org/sites/default/files/who-bears-the-burden-of-property-taxes-in-canada.pdf

Il faut aussi prendre en considération que l'année 2021 sera la première année d'application de la taxe sur la consommation d'eau pour le secteur non résidentiel, ce qui ajoutera au fardeau fiscal total des propriétaires d'immeubles non résidentiels.

Dans l'objectif de limiter les entraves à la relance économique et d'offrir un environnement propice aux affaires, l'Opposition officielle appuie donc la recommandation de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et de l'Institut de développement urbain du Québec proposant de demander à Québec le droit exceptionnel et temporaire de réduire la charge fiscale des immeubles non résidentiels au centre-ville de Montréal.

4.2 Une bonification de la mesure des taux différenciés pour le non résidentiel

En plus de l'allègement du fardeau fiscal pour les immeubles non résidentiels du centre-ville, Ensemble Montréal appuie l'instauration d'un taux de taxation différencié s'appliquant maintenant à la première tranche d'un million de dollars de la valeur des immeubles non résidentiels, tel que recommandé par le Comité de travail de 2016 piloté par Anne-Marie Hubert[14] ainsi que le Comité consultatif sur le Plan Commerce présidé par Guy Cormier en 2018[15].

Cette mesure est entrée en vigueur suite à l'obtention des pouvoirs du statut de métropole et permet une réduction du taux de la taxe foncière générale non résidentielle pour le premier 500 000 $ d'évaluation. Le budget 2020 de la Ville de Montréal a élevé cette première tranche à 625 000 $. Nous proposons que cette limite soit fixée à 1 M$ dans le budget 2021.

4.3. Un report du règlement sur une métropole mixte

Le marché de l'immobilier est essentiel pour la vitalité économique de Montréal, particulièrement pour la santé financière de son administration puisque 65 % de ses revenus proviennent de la taxe foncière et une autre bonne part provient des droits de mutation (4,5 %). La crise a amené une forte incertitude quant au marché immobilier, principalement au centre-ville où des baisses de valeurs sont anticipées par l'industrie. Dans un tel contexte, le marché a tendance à se rétracter plutôt qu'à investir. Le principe de prudence dicte à la Ville de ne pas créer davantage d'incertitude.

En juin 2019, l'administration Plante présentait son *Règlement pour une métropole mixte*, qui prévoit l'obligation pour les promoteurs de projets immobiliers de plus de 50 unités d'y inclure 20 % de logements sociaux, 20 % de logements abordables et 20 % de logements familiaux.

[14] Comité de travail sur la fiscalité non résidentielle et sur le développement économique, *Pour une métropole en affaires*, 2016.
[15] http://asdcm.com/media/other/826847-VilleMtl_RapportCom_PlanCommerce_vFinal.pdf

Nous avons émis plusieurs critiques face à ce règlement[16]. L'un des aspects les plus inquiétants est qu'il ne s'applique pas aux autres villes de la Communauté métropolitaine de Montréal, limitant la compétitivité de Montréal au profit de la banlieue, les promoteurs n'ayant pas les mêmes contraintes de construction en périphérie qu'à Montréal.

Montréal peine déjà à offrir à bon nombre de familles des opportunités de logements à prix compétitif avec les banlieues. Plus de 25 000 personnes quittent la métropole chaque année. La crise de la COVID-19 risque d'accentuer cet exode urbain. On remarque déjà un engouement pour la périphérie suite à la crise sanitaire. De juin à août 2020, le nombre de transactions immobilières dans la périphérie de Montréal a augmenté entre 27 % et 56 %, alors qu'il n'a augmenté que de 20 % dans la métropole, d'après l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec[17].

Selon l'aveu même de l'administration, le règlement risque de faire augmenter jusqu'à 4 % le prix des propriétés[18], réduisant l'accès à la propriété pour de nouveaux acheteurs. Nous croyons qu'avec la surenchère actuelle, toute augmentation artificielle des prix nuirait au marché de l'immobilier et pourrait décourager le développement.

Le règlement, dont l'entrée en vigueur est prévue en janvier 2021, revêt un grand potentiel de perturbation et d'incertitude dans un marché déjà affecté. Il aura un impact négatif sur la construction, sur les revenus de taxes foncières et de droits de mutation, sur les prix des propriétés et sur l'exode urbain. Corollairement, ce règlement est un frein à la relance d'un secteur d'activité bénéfique pour l'économie. Tout comme la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et l'Institut de développement urbain du Québec, nous proposons donc que soit reportée l'application du *Règlement pour une métropole mixte*.

[16] Notre mémoire déposé à l'OCPM : https://ensemblemtl.org/images/documents/MEMOIRE_EM_final_V2.pdf

[17] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1731472/montreal-exode-banlieue-immobilier-covid-apciq

[18] http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9337,143039283&_dad=portal&_schema=PORTAL

CONCLUSION

Malgré un important défi qu'impose la pandémie du COVID-19, Ensemble Montréal croit que l'administration a tous les outils pour équilibrer son budget 2021 tout en permettant une relance économique. Le rapport de la Commission recommande que la Ville demande des sommes au gouvernement du Québec pour pallier aux dépenses provoquées par la crise. Nous sommes d'avis que l'aide de Québec permettra à l'administration d'équilibrer son budget sans pour autant avoir besoin de faire un déficit, à condition qu'elle soit capable d'effectuer les bons choix budgétaires. Nous avons présenté plusieurs pistes de réflexion qui devraient aiguiller ses choix. Nous plaidons en faveur d'une réduction des dépenses à la fois dans le budget de fonctionnement, notamment avec un plan de contrôle de la main-d'œuvre, et dans le PTI, en identifiant des projets non prioritaires.

Pour une pleine relance économique, l'administration doit limiter les entraves, comme une surcharge du fardeau fiscal non résidentiel ou comme son *Règlement pour une métropole mixte*. Les répercussions de ces mesures devraient stimuler l'économie en cette année cruciale.

La crise de la COVID-19 est un défi de taille et les Montréalais ont besoin d'une administration capable de prendre des décisions stratégiques efficaces. Les trois derniers budgets nous ont habitués à un niveau de dépenses qui frise la limite acceptable. L'insouciance budgétaire dont a fait preuve cette administration doit faire place à une prudence qui met les Montréalais au cœur des préoccupations. Pour ce faire, il faudra que l'administration fasse preuve d'humilité, revienne sur des décisions passées et modifie ses orientations budgétaires pour faire passer les intérêts des citoyens devant les préoccupations idéologiques.

Annexe 8 : Rapport minoritaire de l'Association des municipalités de banlieue

AMB | ASM
Association des municipalités de banlieue
Association of Suburban Municipalities

Rapport minoritaire concernant le document intitulé « Recommandations portant sur la consultation prébudgétaire 2021 », tel que soumis par la Commission d'agglomération sur les finances et l'administration

Nous, soussignés, Georges Bourelle, maire de la Ville de Beaconsfield, et Alex Bottausci, maire de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, en tant que membres de la Commission sur les finances et l'administration, à titre de représentants des villes liées, soumettons un rapport minoritaire formulant nos commentaires et recommandations en réponse aux recommandations de la Commission dans le document intitulé « Consultation prébudgétaire 2021 ».

ORIGINAL SIGNÉ

Georges Bourelle Maire — Ville de Beaconsfield
Vice-président — Commission sur les finances et l'administration

ORIGINAL SIGNÉ

Alex Bottausci — Ville de Dollard-des-Ormeaux
Membre — Commission sur les finances et l'administration

Par la présente, nous déposons, à titre de représentants de l'Association des municipalités de banlieue (AMB), un rapport minoritaire en réponse aux recommandations formulées par la Commission permanente du conseil d'agglomération sur les finances et l'administration. En raison des tractations de dernières minutes par les représentants de la majorité, nous sommes contraints, à regret, de rejeter en bloc l'ensemble des recommandations proposées par la Commission. Ce n'est pas de gaîté de cœur que nous devons réagir ainsi puisqu'il y a une série de recommandations avec lesquelles nous étions pourtant en accord.

Malheureusement, les recommandations finales trahissent l'esprit de camaraderie qui s'était développé tout au long de nos travaux. Nous sommes particulièrement désappointés en raison du peu de considération que les représentants de la majorité ont démontré aux propositions d es représentants des villes liées.

De manière très cavalière, la recommandation assurant que les quotes-parts des villes liées n'allaient pas croître au-delà de l'inflation a été supprimée à la toute fin des pourparlers par les représentants de la majorité, un geste qui est accueilli comme une véritable gifle à l'égard des villes liées.

Des commissions à la solde du cabinet de la mairesse et du comité exécutif

Nous constatons que le travail de cette commission, dans sa finalité, sert davantage à faire passer les orientations politiques de la majorité plutôt que de laisser aux membres de la commission le soin de travailler et de réfléchir en toute indépendance et en toute liberté. À sa face même, cette commission est devenue un instrument de plus pour la majorité au conseil municipal afin de faire confirmer ses orientations politiques.

À notre avis, il est nécessaire que le lecteur des recommandations de la Commission comprenne très clairement que ce document ne constitue en rien un consensus de l'ensemble des membres de celle-ci. Dans sa finalité, les recommandations reflètent plutôt le consensus des représentants de l'équipe de la mairesse, laissant ainsi les propositions des autres représentants en marge.

La Commission a raté une excellente occasion d'être un vecteur utile dans la réflexion des membres du comité exécutif. La réalité est tout autre ; ce sont les bonzes du cabinet de la mairesse et du comité exécutif qui ont dicté à ses représentants les grandes lignes de ce rapport de la Commission.

Un processus de consultation budgétaire à revoir

Si l'AMB salue l'initiative de l'administration de consulter la population, elle tient cependant à critiquer sévèrement le processus de consultation mise en place dans le cadre actuel. L'administration municipale devra le revamper complètement s'il souhaite obtenir des résultats probants qui puissent mesurer réellement la volonté populaire. Par ailleurs, nous considérons que les questions soumises étaient orientées d'une manière telle qu'il était impossible de tirer des conclusions valables quant aux besoins de nos concitoyens.

Par ailleurs, l'AMB juge inconcevable que la consultation se soit uniquement réalisée en français, ce qui a potentiellement écarté une large part de la population, tant au sein de la ville de Montréal ainsi que sur le territoire des villes liées de l'agglomération, parmi lesquelles treize municipalités ont un statut de ville bilingue.

En ce sens, nous appuyons les recommandations **R-2** et **R-3** de la Commission.

Budget 2021 : revenir à l'essentiel

De manière globale, les recommandations exprimées par la Commission ne tiennent pas totalement compte de la nouvelle réalité avec laquelle nous devons tous œuvrer. Il est impératif de revenir aux responsabilités intrinsèques de l'activité municipale, notamment en mettant sur pause les projets de développement afin de se concentrer à maintenir et consolider nos acquis tout en appuyant la relance économique de la métropole.

Malheureusement, les diverses recommandations semblent faire fi du nouveau contexte engendré par la pandémie. Les principes directeurs proposés au budget 2021 s'éparpillent tous azimuts, alors que nous devons revenir à l'essentiel. C'est ce à quoi nos citoyens s'attendent de nous.

En tenant compte de cette réalité, les villes liées exhortent l'administration Plante-Dorais à déposer un budget axé sur les services de base pour les citoyens de l'agglomération en tenant compte de l'environnement économique extrêmement fragile pour nos commerçants et nos secteurs stratégiques (l'aéronautique, les technologies numériques, services financiers, etc.).

Nous croyons également utile de rappeler que les villes liées éprouvent un grand inconfort à l'idée de permettre, même temporairement, le dépôt d'un budget déficitaire. Cela créerait un dangereux précédent qu'il faut éviter à tout prix, par respect pour les milliers de citoyens qui ont eu à faire des choix difficiles dans la dernière année. Nous avons accès à une panoplie d'options qui nous permettent de réduire le rythme de nos dépenses ou de piger dans nos surplus accumulés plutôt que « de pelleter le problème

en avant [12]», pour reprendre l'expression de la présidente de l'Union des municipalités du Québec, Suzanne Roy.

La croissance des quotes-parts des villes liées doit être sous l'inflation

Tel que nous l'avons affirmé d'entrée de jeu, l'AMB s'inquiète grandement que la Commission ait choisi délibérément d'écarter la recommandation suivante :

« *Contenir les hausses des quotes-parts des Villes liées à l'intérieur de l'inflation.* »

Pour nous, il s'agit d'une rebuffade inacceptable qui laisse présager, malheureusement, que ce sont les villes liées, par le biais de leurs quotes-parts, qui devront assumer injustement les hausses budgétaires en 2021. Nous nous demandons également comment l'administration montréalaise sera en mesure de promettre un budget en deçà de l'inflation pour ses citoyens, mais qu'elle ne sera pas en mesure de faire de même avec ses partenaires des villes liées dans la portion d'agglomération du budget.

Cette situation, si elle devait se produire, sera une démonstration encore plus flagrante de l'iniquité du régime des quotes-parts par lequel les villes liées contribuent beaucoup trop comparativement à leur poids démographique.

Recommandations de l'AMB

2. Viser le retour à l'équilibre budgétaire

En **R-4**, l'AMB est plutôt d'avis que la Commission s'éparpille dans ses principes directeurs. Nous invitons plutôt l'agglomération de Montréal à canaliser ses efforts en recentrant ses actions à l'essentiel. Nous proposons plutôt mettre l'emphase sur les principes directeurs suivants :

- La prudence
- La vitalité économique
- Le maintien des actifs jugés essentiels
- Le gel budgétaire

Les **R-5** et **R-6** nous semblent trop génériques et nécessitent d'être bonifiée. À notre avis, la Ville de Montréal et l'agglomération de Montréal doivent viser le dépôt d'un budget des opérations sans croissance des dépenses. Les sommes disponibles doivent être les mêmes qu'au budget 2020, en tenant compte des compressions déjà annoncées plus tôt cette année.

[12] https://www.lenouvelliste.ca/actualites/des-intervenantes-de-premier-ordre-suzanne-roy-place-les-villes-et-municipalites-au-cur-de-la-relance-economique-e42e49b826109c11594918ddf764830a

Pour ce qui est de la **R-7**, nous invitons l'administration Plante-Dorais à déposer un budget dont les hausses de taxes foncières seront en deçà de l'inflation pour les citoyens montréalais. Nous croyons également que les villes liées ne doivent pas subir une croissance de leur quote-part au-delà de l'inflation. Il s'agit d'un aspect fondamental si les représentants de la Ville de Montréal souhaitent maintenir une relation harmonieuse avec ses partenaires des villes liées.

Réponse de l'AMB à la R-10 concernant la demande au gouvernement du Québec d'un moratoire à l'interdiction de faire un déficit

- **Considérant** que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a déjà exprimé un refus d'autoriser les villes à faire un déficit ;
- **Considérant** qu'un tel pouvoir pourrait créer un dangereux précédent ;
- **Considérant** qu'il y a déjà, à ce jour, des pourparlers entre divers intervenants municipaux et le gouvernement pour une compensation financière en raison de la pandémie et qu'il y a déjà des engagements financiers confirmés ;
- **Considérant** que le déficit de l'année 2020 sera connu seulement en 2021 et qu'il devra être absorbé uniquement dans le budget 2022 ;
- **Considérant** que la capacité d'endettement de la ville de Montréal est supérieure à sa propre Politique de la gestion de la dette ;
- **Considérant** que la Ville de Montréal peut utiliser ses réserves financières ;
- **Considérant** que la Ville peut réduire ses dépenses d'opération et d'immobilisation ;
- **Considérant** que la Ville peut augmenter ses revenus en haussant ses taxes et ses frais de toute nature ;

Dans ce contexte, l'AMB ne peut soutenir l'idée de demander au gouvernement de lever, même temporairement, l'interdiction pour les villes de faire un déficit.

En ce qui concerne le financement du SPVM en **R-11 et R-12**, l'AMB ne peut souscrire à une recommandation qui suggère, directement ou indirectement, à une baisse généralisée du budget d'opération du SPVM. L'essentiel de la contribution à ce service sert à payer les policières et les policiers qui assurent la sécurité sur notre territoire.

À notre avis, nos villes ne reçoivent pas le service approprié pour le niveau de quotes-parts qu'on nous impose. Nos citoyens s'attendent à recevoir des services de base de qualité, c'est-à-dire une présence accrue dans nos rues et parcs, permettant ainsi de maintenir le sentiment de sécurité de tous.

Cependant, l'AMB reconnaît que le centre-ville (et les quartiers contigus de celui-ci) est caractérisé par des enjeux particuliers en raison de sa forte densité de la population, des inégalités socioéconomiques et la concentration d'activités illégales qui nécessitent

au SPVM des interventions ciblées et qui mettent une pression beaucoup plus forte sur ces ressources.

Dans ce contexte, l'AMB appuiera toute revendication de la Ville de Montréal dans ces démarches dans le cadre des consultations sur la réorganisation policière du ministère de la Sécurité publique pour qu'elle fasse reconnaître un « effet métropole », pour lequel le gouvernement du Québec doit contribuer.

3. Stimuler la relance économique

En ce qui concerne **R-14**, nous croyons, comme nous l'avons indiqué en **R-4**, en l'importance de recentrer nos efforts dans les compétences essentiels dans la livraison des services municipaux. Ainsi, l'administration municipale doit privilégier les investissements qui assurent le maintien des actifs et qui stimulent la reprise économique. Par ailleurs, il est impératif que les travaux ciblés ne viennent pas fragiliser davantage la reprise économique des commerçants. À notre avis, seul le maintien des infrastructures du service de l'eau ainsi que les routes et bâtiments doit être nommément identifié dans les objectifs municipaux de l'agglomération.

En **R-16**, l'AMB ne tient pas à analyser spécifiquement la volonté montréalaise de réduire l'écart. Il semble possible de réaliser un tel objectif en réduisant la contribution des commerçants en augmentant celle des citoyens ou en renonçant à des revenus.

L'AMB tient à réitérer qu'elle s'attend à une révision en profondeur du régime de partage des coûts des services afin que celui-ci soit beaucoup plus équitable entre l'ensemble des villes liées. À l'heure actuelle, une grande partie du financement des quotes-parts est assumée en appliquant un coefficient de 2,68 % aux secteurs commercial et industriel, ce qui cause une iniquité importante pour l'ensemble de nos villes.

Nous souhaitons rappeler que le dernier arrêté ministériel de la ministre des Affaires municipales invitait l'ensemble des villes de l'agglomération de Montréal à soumettre une entente avant le 31 août, date qui est depuis expirée. Malgré la volonté exprimée à maints égards par l'AMB, et suite à diverses discussions, il n'y a eu aucune avancée significative afin d'en arriver à une entente permettant de régler le problème d'iniquité qui désavantage l'ensemble des villes liées.

En ce qui concerne les **R-16** et **R-17**, nous croyons fondamentalement que la relance économique doit se faire au diapason avec les acteurs locaux et que ceux-ci doivent être impliqués dans la coordination des travaux afin de ne pas fragiliser davantage la capacité de relance de ces derniers. La Ville doit prendre acte des insatisfactions exprimées par plusieurs associations de marchands et d'ajuster sa planification en amont avec les parties impliquées.

Finalement, nous tenons à aborder une recommandation qui a été abordée tout au long de nos discussions et qui a été évacuée en toute fin de processus. Il s'agit d'une proposition relative à la stratégie du paiement au comptant des immobilisations par

laquelle il était suggéré « de diminuer, au besoin et temporairement, le paiement au comptant des immobilisations pour équilibrer le budget de fonctionnement. »

À notre avis, toute stratégie impliquant une diminution du paiement au comptant des immobilisations doit nécessairement être accompagnée par une réduction équivalente des investissements dans le programme triennal d'immobilisation (PTI). Autrement, si les sommes dégagées sont transférées à équilibrer le budget de fonctionnement, ceci aura pour conséquence d'accroître la fragilité des finances de la Ville en augmentant sa dette.

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Autrice
Julie Demers, secrétaire recherchiste

ville.montreal.qc.ca

Article 15.01

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 21 septembre 2020

Déclaration pour la Journée internationale des personnes aînées 2020

Attendu que la Journée internationale des personnes aînées est célébrée chaque année le 1er octobre, tel que décrété par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1990;

Attendu que la journée du 1er octobre 2020 se déroule sous le thème « Les aînés, moteur de nos communautés » et offre une occasion de sensibiliser les citoyennes et les citoyens montréalais au potentiel et à la contribution des personnes aînées à la société;

Attendu que la pandémie de la COVID-19 que nous traversons a des effets sur l'ensemble de la population, mais plus particulièrement sur les personnes aînées, qui souffrent non seulement davantage de la maladie, mais aussi des mesures de prévention mises en place;

Attendu qu'un grand nombre de personnes aînées sont décédées de la COVID-19 au cours des six derniers mois;

Attendu que les mesures de confinement et la distanciation physique ont fragilisé plusieurs personnes aînées sur les plans physique, mental et social et que les restrictions strictes ont exacerbé, chez plusieurs, des enjeux préexistants d'insécurité alimentaire et d'isolement social;

Attendu que la Ville accorde une attention particulière aux personnes aînées en situation de vulnérabilité et à risque d'exclusion sociale, économique ou culturelle et reconnaît qu'elles ont besoin d'attention et d'interventions continues et intensives pour leur permettre d'accéder à une meilleure qualité de vie;

Attendu que les personnes aînées contribuent à la société, de par leurs compétences, leurs expériences et leurs connaissances, et qu'elles constituent une richesse collective;

Attendu que la Ville de Montréal reconnaît cette richesse et se fait un devoir d'agir pour le plein épanouissement de ses citoyennes et citoyens aînés;

Attendu que la Ville de Montréal est reconnue comme étant une « municipalité amie des aîné·es » depuis 2012 et qu'elle intervient dans ses champs de compétences afin d'offrir des services et des infrastructures permettant la création d'un milieu de vie propice au vieillissement actif, pour que l'ensemble des personnes aînées puissent s'épanouir et pleinement contribuer au développement de la communauté;

Attendu que le Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020, « Montréal, métropole à l'image des personnes aînées », prévoit une quarantaine d'actions pour répondre aux défis et besoins des citoyennes et des citoyens aînés qui habitent ou travaillent dans les quartiers de Montréal et ce, quelle que soit leur identité ethnique, culturelle, religieuse et de genre, leur condition sociale ou leur état de santé.

Il est proposé par Valérie Plante, mairesse de Montréal, et appuyé par Nathalie Goulet, responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse au comité exécutif,

Et résolu :

Que la Ville de Montréal souligne cette année, dans un esprit de recueillement et de solidarité, la Journée internationale des personnes aînées;

Que la Ville de Montréal reconnaisse l'importance et la contribution essentielle des personnes aînées comme moteur de nos communautés;

Que la Ville de Montréal poursuive ses engagements pour améliorer les conditions de vie des personnes aînées et contribue à bâtir une société à laquelle elles peuvent participer pleinement.

Montréal

Article 15.02

Déclaration
Séance du conseil municipal du 21 septembre 2020

Déclaration pour demander au gouvernement du Québec une programmation AccèsLogis

Attendu que le confinement imposé par la COVID-19 et les temps inédits que traverse toujours la population montréalaise et le monde, mettent en lumière l'importance d'avoir un logement décent, un besoin trop souvent pris pour acquis;

Attendu que 150 000 ménages de la Ville de Montréal sont toujours en attente d'un logement adéquat et abordable;

Attendu que ces besoins en habitation ne sont pas comblés par l'offre actuelle de logements;

Attendu que la Ville de Montréal a mis en place de nombreuses mesures afin de soutenir la création de logements sociaux et abordables sur son territoire. Parmi celles-ci, notons la Stratégie 12 000 logements sociaux et abordables, la préemption de près de 300 lots à Montréal pour le développement du logement social, la création d'un fonds d'acquisition de 50 M$, pour l'achat de terrains et de bâtiments en vue de la construction de logements sociaux et communautaires, l'investissement de 26 M$ dans le développement de projets innovants de logements abordables, et le Règlement pour une métropole mixte, qui permettra à terme l'ajout de milliers de logements sociaux, familiaux et abordables à Montréal;

Attendu que malgré tous les efforts déployés par la Ville de Montréal, cette dernière ne peut assurer seule la construction des logements sociaux, communautaires et abordables puisque les fonds proviennent du gouvernement du Québec, à travers, entre autres, l'entente Réflexe Montréal;

Attendu que depuis 1996, le Québec finance, à travers le programme AccèsLogis, le développement du logement social, communautaire et abordable, que ce modèle unique de développement fait consensus auprès des partenaires de partout au Québec et que la Ville de Montréal souhaite que le gouvernement continue d'assurer un financement soutenu et constant des logements sociaux, communautaires et abordables;

Attendu que le Québec est la dernière province n'ayant pas signé d'entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, qui pourrait lui rapporter 1,4 G$ en investissements pour le logement social, communautaire et abordable;

Attendu que le programme AccèsLogis favorise le regroupement des ressources publiques, communautaires et privées, afin de réaliser des logements communautaires et abordables pour

des ménages à revenu faible ou modeste et pour des personnes ayant des besoins particuliers en habitation;

Attendu que le 9 juillet 2019, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a annoncé des changements au programme AccèsLogis Québec qui doivent permettre d'accélérer la création de 15 000 nouveaux logements sociaux, communautaires et abordables au cours des prochaines années;

Attendu que la Ville de Montréal a déjà attribué l'ensemble des unités disponibles dans le programme AccèsLogis et qu'elle doit maintenant attendre que le programme soit renfloué avant d'attribuer de nouvelles unités;

Attendu que la construction de logements sociaux et communautaires stimulera clairement la relance de l'économie québécoise et que chaque dollar investi dans la réalisation de projets d'habitation communautaire génère 2,30 $ en activité économique dans le secteur de la construction;

Attendu que les investissements en habitation communautaire permettent d'atteindre un double objectif, soit de venir en aide aux ménages les plus vulnérables, tout en générant des retombées économiques importantes;

Attendu qu'il est nécessaire de loger convenablement la population montréalaise;

Il est proposé par Valérie Plante, mairesse de Montréal, et appuyé par Robert Beaudry, responsable de l'habitation, de la stratégie immobilière, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau au comité exécutif, Et résolu :

Que le gouvernement du Québec finance une nouvelle programmation de logements sociaux et communautaires répondant aux besoins en habitation et place le développement et la réhabilitation du logement social et communautaire au cœur de son plan de relance économique;

Que les gouvernements du Québec et du Canada concluent une entente dans le respect du modèle québécois en matière d'habitation, afin de rendre disponible les fonds provenant de la Stratégie nationale sur le logement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1207711013

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise Production Sécurité inc. pour les services de gardiennage dans des lieux d'élimination de la neige pour deux (2) saisons hivernales - Dépense totale de 470 600,67 $, taxes incluses (contrat 392 167,22 $, variations des quantités 58 825,08 $ et contingences 19 608,36 $) - Appel d'offres public 20-18348 - (1 soumissionnaire conforme).

Il est recommandé :
1. d'accorder à l'entreprise Production Sécurité inc., plus bas soumissionnaire conforme pour les services de gardiennage dans des lieux d'élimination de la neige pour deux (2) saisons hivernales, pour la somme maximale de 392 167,22 $ conformément aux documents de l'appel d'offres public;

2. d'autoriser une dépense de 19 608,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 58 825,08 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-27 19:44

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207711013**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise Production Sécurité inc. pour les services de gardiennage dans des lieux d'élimination de la neige pour deux (2) saisons hivernales - Dépense totale de 470 600,67 $, taxes incluses (contrat 392 167,22 $, variations des quantités 58 825,08 $ et contingences 19 608,36 $) - Appel d'offres public 20-18348 - (1 soumissionnaire conforme).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des appels d'offres et des contrats octroyés en lien avec l'élimination de la neige. En contrepartie, les activités opérationnelles relatives aux lieux d'élimination de la neige sont déléguées aux arrondissements, comme la supervision et le contrôle des activités opérationnelles sur les lieux d'élimination.
Le SCA a lancé l'appel d'offres 20-18348 dans le but de renouveler le contrat de gardiennage dans les lieux d'élimination de la neige (LEN) suivants : Angrignon, Carrière St-Michel et Château-Pierrefonds.

Le lancement a eu lieu le 29 juillet 2020 et l'ouverture a eu lieu le 21 août 2020 pour un total de 21 jours. Un avis a été publié dans SEAO et le Journal de Montréal. Aucun addenda n'a été produit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1107 - 5 août 2020 - Approuver les évaluations de rendement insatisfaisant de Neptune Security Services inc. dans le cadre du contrat 19-17819 pour les services de gardiennage (lot 1) et de signalisation (lot 2) dans des lieux d'élimination de neige pour deux saisons hivernales afin de l'inscrire sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant pour une période de deux (2) ans.
CM20 0651 - 15 juin 2020 - Résilier deux contrats d'une valeur totale de 579 977,21$ accordés à l'entreprise Neptune Security Services inc., approuvés par la résolution CM19 1106, pour des services de gardiennage et de signalisation dans des lieux d'élimination de la neige - Appel d'offres public 19-17819**.**

CM19-1106 - 22 octobre 2019 - Accorder deux (2) contrats à l'entreprise Neptune Security Services inc. pour les services de gardiennage et de signalisation dans des lieux d'élimination de la neige pour deux (2) saisons hivernales - Dépense maximale totale de 579 977,21$ (taxes, variations des quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17819 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'attribution d'un contrat concernant les services de gardiennage visant principalement à contrôler l'arrivée des camions de transport de neige et à procéder à leur enregistrement avant leur entrée dans les lieux d'élimination de la neige suivants : Angrignon, Carrière St-Michel et Château Pierrefonds.
Ce contrat est d'une durée de deux (2) ans avec une option d'une année de prolongation.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 5 fois sur le site de SEAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 20% (1 soumissionnaire sur 5 preneurs de cahier des charges).
Précisons que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA et est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

La conformité administrative de la soumission est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Le prix soumissionné est de 14% sous l'estimation de la Ville.

Service de gardiennage pour 3 LEN

SOUMISSION CONFORME	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
Production Sécurité inc.	389 247,86 $		389 247,86 $
Dernière estimation réalisée ($)	454 381,20 $		454 381,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(65 133,34) $
		(%)	-14,33%

L'écart entre l'adjudicataire et l'estimé est de -14% et pourrait s'expliquer par la volonté de l'adjudicataire d'acquérir des contrats dans le marché montréalais.

Valeurs de la prolongation :
Le contrat prévoit une option de renouvellement pour une saison hivernale. La décision relative à ce renouvellement se prend dans les mois précédent la fin du contrat. La valeur de ce renouvellement, excluant les ajustements de prix, les variations de quantités et les contingences, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Adjudicataire	Valeur de la prolongation (TTC)
Production Sécurité inc.	194 623,93 $

TTC : Toutes taxes comprises

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences). Le montant total demandé est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe

Adjudicataire	no Lot	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant (variations, contingences et TTC)
Production Sécurité inc.	LOT - 1 - Service de gardiennage et de supervision pour différents lieux d'élimination de la neige	392 167,22 $	58 825,08 $	19 608,36 $	470 600,67 $

TTC : Toutes taxes comprises

Les crédits prévus pour ces contrats sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements.
Avant l'ouverture des soumissions, la valeur estimative de la prolongation de ce contrat était de 227 190,60 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

sans-objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat est essentiel pour assurer le contrôle des quantités de neiges entreposées à l'intérieur des lieux d'élimination.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, l'adjudicataire a l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

sans-objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1er novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane BEAUDOIN, Pierrefonds-Roxboro
Christianne CYRENNE, LaSalle
Marco ST-PIERRE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Benjamin PUGI
Ingenieur junior

Tél : 514-872-3302
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2020-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2020-08-27

Coût - Octroi des contrats - GDD 1207711013

Adjudicataire	no Lot	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant (variations, contingences et TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
Production Sécurité inc.	LOT - 1 - Service de gardiennage et de supervision pour différents lieux d'élimination de la neige	392 167.22 $	58 825.08 $	19 608.36 $	470 600.67 $	194 623.93 $

TTC : Toutes taxes comprises

LEN: Carrière Saint-Michel / Angrignon / Château-Pierrefonds			
Lot :	LOT - 1 - Service de gardiennage et de supervision pour différents lieux d'élimination de la neige	Adjudicataire:	Production Sécurité inc.

Coût - Saison hivernale

Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2020-2021	169 275.00 $	8 463.75 $	16 885.18 $	194 623.93 $
2021-2022*	171 814.13 $	8 590.71 $	17 138.46 $	197 543.29 $
TOTAL	341 089.13 $			392 167.22 $

Répartition

Automne (33%)	Hiver (67%)
64 225.90 $	130 398.03 $
65 189.29 $	132 354.00 $
117 650.17 $	274 517.06 $

Coût - Annuel

Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2020	64 225.90 $	0.00 $	0.00 $	64 225.90 $	58 646.80 $
2021	195 587.32 $	29 193.59 $	9 731.20 $	234 512.11 $	214 140.81 $
2022	132 354.00 $	29 631.49 $	9 877.16 $	171 862.66 $	156 933.52 $
TOTAL	392 167.22 $	58 825.08 $	19 608.36 $	470 600.67 $	429 721.13 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1.5% tel qu'indiqué au contrat.*

TTC : Toutes taxes comprises

LEN : Lieux d'élimination de la neige

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207711013

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise Production Sécurité inc. pour les services de gardiennage dans des lieux d'élimination de la neige pour deux (2) saisons hivernales - Dépense totale de 470 600,67 $, taxes incluses (contrat 392 167,22 $, variations des quantités 58 825,08 $ et contingences 19 608,36 $) - Appel d'offres public 20-18348 - (1 soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18348_pv.pdf 20-18348_SEAO _ Liste des commandes.pdf 20-18348_TCP.pdf

20-18348_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-27

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquistion de biens

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18348 — No du GDD : 1207711013

Titre de l'appel d'offres : Service de gardiennage dans des lieux d'élimination de neige pour deux saisons hivernales.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 7 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 8 - 2020

Ouverture faite le : 20 - 8 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 2 - 2021

Date d'échéance révisée : 16 - 2 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Production Sécurité inc.	389 247,86 $	√	1

Information additionnelle

5 preneurs de cahier de charge, 1 soumission reçu conforme administrativement. Formulaire de non-participation: 1x n'a pas remis la soumission à temps et 1x difficulté à obtenir une caution. Aucun addenda a été soumis durant la publication de l'appel d'offres.

Préparé par : Marlène Dufour — Le 21 - 8 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18348

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Production Sécurité Inc.										
	LOT1	Service de gardiennage pour différents lieux d'élimination de la neige	1	Service de gardiennage pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel (heures garanties 1200)	3000	Taux horaires	2	27,75 $	166 500,00 $	191 433,38 $
			2	Service de gardiennage pour le lieu d'élimination de la neige Angrignon (heures garanties 600)	1500	Taux horaires	2	27,75 $	83 250,00 $	95 716,69 $
			3	Service de gardiennage pour le lieu d'élimination de la neige Château Pierrefonds Sutoroute 13 (heures garanties 400)	800	Taux horaires	2	27,75 $	44 400,00 $	51 048,90 $
			4	Superviseur pour les lieux d'élimination de la neige (heures garanties 320 heures)	800	Taux horaires	2	27,75 $	44 400,00 $	51 048,90 $
Total (Production Sécurité Inc.)									338 550,00 $	389 247,86 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18348
Numéro de référence : 1394915
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de gardiennage dans des lieux d'élimination de neige pour deux saisons hivernales.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
1182580-1 344 sauternes Gatineau, QC, J8R3N5	Monsieur GAS Golden Arrows Security Company Téléphone : 819 329-5588 Télécopieur : 819 744-1450	**Commande : (1775605)** 2020-08-11 **Transmission :** 2020-08-11	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
agence de sécurité 11450 cote de liesse Dorval, QC, h9p1a9	Monsieur Jean-Patrick Larivière Téléphone : 514 815-0898 Télécopieur :	**Commande : (1772065)** 2020-08-03 9 h 34 **Transmission :** 2020-08-03 9 h 34	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Sûreté Inc 193A Boul. Arthur-Sauvé Saint-Eustache, QC, J7P2A7	Monsieur Jonathan Lebeault Téléphone : 450 983-7070 Télécopieur : 450 983-7070	**Commande : (1773927)** 2020-08-05 17 h 38 **Transmission :** 2020-08-05 17 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Kono Sécurité 4295 rue Andre-Laurendeau Unité 2 Montréal, QC, H1Y 3R6	Madame Pascale Savard Téléphone : 514 884-9398 Télécopieur :	**Commande : (1777202)** 2020-08-13 16 h 01 **Transmission :** 2020-08-13 16 h 01	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Production Sécurité 28 chemin de la Côte Saint-Louis Ouest, bureau 211 Blainville, QC, J7C 1B8 http://productionsecurite.ca	Monsieur Eric Cantin Téléphone : 514 542-4241 Télécopieur : 438 800-2725	**Commande : (1772309)** 2020-08-03 13 h 13 **Transmission :** 2020-08-03 13 h 13	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207711013

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise Production Sécurité inc. pour les services de gardiennage dans des lieux d'élimination de la neige pour deux (2) saisons hivernales - Dépense totale de 470 600,67 $, taxes incluses (contrat 392 167,22 $, variations des quantités 58 825,08 $ et contingences 19 608,36 $) - Appel d'offres public 20-18348 - (1 soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207711013 Production Sécurité LEN.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Jean-François DOYLE
Chef de section
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2020/09/21 13:00

(1)

Dossier # : 1200649008

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la deuxième et dernière option de prolongation pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement à la firme JRG Déneigement et excavation inc (appel d'offres 1672) pour un montant de 209 656,72 $, taxes incluses

Il est recommandé:
1. de se prévaloir de la deuxième et dernière option de prolongation pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement à la firme JRG Déneigement et excavation inc (appel d'offres 1672) au montant initial de 203 505,75 $ (taxes incluses). Le Montant du renouvellement du contrat est de 209 656,72 $ (taxes incluses)

2. d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et la firme JRG Déneigement excavation inc, à cet effet.

3. d'autoriser le président de la CSEM a signer le projet de convention pour au au nom de la Ville.

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-08-21 10:52

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200649008**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la deuxième et dernière option de prolongation pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement à la firme JRG Déneigement et excavation inc (appel d'offres 1672) pour un montant de 209 656,72 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses travaux d'entretien, la Commission des services électriques de Montréal exécute des travaux d'excavation dont les matériaux doivent être triés, transportés et disposés selon les règlements.
De plus, la CSEM doit déneiger le terrain qu'elle loue au 4305 rue Hogan, à Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1140 du 31 juillet 2019 - Exercer l'option de prolongation dans le cadre du contrat accordé à JRG Déneigement et excavation inc, pour la location de machinerie incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement pour un montant de 208 186,38 (taxes incluses)
CE18 1307 du 8 août 2018 - accorder à JRG Déneigement Excavation inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location de machinerie incluant l'opérateur, pour les travaux d'excavation, de disposition des matériaux et de déneigement, débutant le 1er octobre 2018 et se terminant le 30 septembre 2019, avec 2 options de prolongation facultatives de 12 mois supplémentaire chacune, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1672.

DESCRIPTION

Les services demandés consistent à fournir la machinerie et les opérateurs nécessaires pour excaver le sol, briser les structures existantes, trier les matériaux, remblayer les tranchées et déneiger le terrain loué par la CSEM.
Le nombre d'heures minimum d'excavation prévu sur ce contrat est de 1 800 heures. À ces heures peuvent s'ajouter la location d'un camion à benne occasionnellement ainsi qu'une mini excavatrice.

Le 19 août 2020, la lettre signifiant l'intention de recommander la dernière option de renouvellement a été transmise à JRG Déneigement et excavation inc.

JUSTIFICATION

Bien que la charge de travail augmente d'année en année, le recours à un entrepreneur en excavation se justifie par le fait que la CSEM n'a pas de machinerie et les opérateurs qualifiés à son emploi pour faire les travaux. Nous occupons les opérateurs pour un nombre d'environ 1 800 heures par année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat initial est de 203 505,75 $ (taxes incluses),majoré de 1.5% par année. Le montant pour le renouvellement du contrat est de 209 656,72 $ (taxes incluses)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de ce contrat est essentiel pour réaliser les travaux d'entretien au réseau de la CSEM. Les travaux d'entretien sont majoritairement des travaux urgents permettant à nos usagers de donner le service de télécommunication, de téléphonie et d'électricité aux citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation au CE 2 septembre 2020
Présentation au CM 21 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux encadrements suivants:
- Règlement sur la gestion contractuelle
- Politique d'approvisionnement

Les clauses en prévention de la collusion et de la fraude sont incluses dans les instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de la gestion des projets et du développement (Gilles G - Ext GAUDET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-08-21
Sylvie - Ext DAGENAIS Adjointe administrative au président		Serge A BOILEAU Président	
Tél : **Télécop. :**	514 384-6840 514 384-7298	**Tél :** **Télécop. :**	514-384-6840 514 384-7298

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, dûment autorisé au fin des présentes en vertu de la résolution _____adoptée par le CE à sa séance du _____.

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **JRG Excavation déneigement inc.**, personne morale ayant une place d'affaires au 72, rue Victoria, Lachine (Québec) H8S 1Y1 agissant et représentée par M. Jean Gravel dûment autorisé aux fins des présentes;

(le **"Contractant")**
N° d'inscription T.P.S. 840930259
N° d'inscription T.V.Q 1215786186

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **JRG Déneigement et excavation inc**. jusqu'à concurrence d'une dépense de 209 656,72 $ incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour **la location de machinerie, incluant l'opérateur pour des travaux d'excavation et de déneigement.**

L'appel d'offres # 1672 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de DEUX CENT NEUF MILLE SIX CENT CINQUANTE SIX DOLLARS et SOIXANTE DOUZE sous (209 656,72 $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Jean Gravel, président JRG Déneigement et excavation inc
Date : _____	Date _____

Commission des services électriques de Montréal

Le 19 août 2020

Monsieur Jean Gravel
Président
JRG Déneigement excavation inc.
72, rue Victoria
Lachine (Québec) H8S 1Y1

Objet : Prolongation du contrat 1672 – Location machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement

Monsieur,

Par la présente, la CSEM vous signifie son intention de recommander la dernière option de prolongation du contrat 1672. Cette option est définie à la clause «Durée du contrat» de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat et l'émission de nouvelles ententes seraient effectives à compter du 1er octobre 2020, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée dans le cadre de l'appel d'offres 1672, du 14 mai 2018.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions dès que possible afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat. Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Sylvie Dagenais, pour
Jean Mercier
Directeur- Gestion du réseau

En accord avec la prolongation du contrat 1672

Jean Gravel
Jean Gravel, Président

24 août 2020
Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques ,
Division de la gestion des projets et du développement

Dossier # : 1200649008

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Autoriser la deuxième et dernière option de prolongation pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement à la firme JRG Déneigement et excavation inc (appel d'offres 1672) pour un montant de 209 656,72 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Intervention par Gilles Gaudet en remplacement de Madame Isabelle Poisson

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1672 GDD1200649008 location machinerie (prolongation 2020).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification
Tél : 514-384-6840, poste 244

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Serge A BOILEAU
Président de la CSEM
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1204922005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder dix contrats aux firmes « 9213-4675 Québec inc. », « Béluga Construction inc.», « 9154-6937 Québec inc.(Location Guay) » et « 9304-9179 Québec inc. » pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour les lieux d'élimination de la neige, pour une durée d'une et de trois saisons hivernales, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 324 573,47 $, taxes incluses (contrats : 1 937 144,56 $, variations des quantités 290 571,68 $, contingences : 96 857,23 $) – Appel d'offres public 20-18232 (12 soumissionnaires)

Il est recommandé au Comité exécutif:
1) d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 36 mois, le contrat pour la location à taux horaire de divers équipements opérés, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18232.

Firme	Lot	Montants
9213-4675 Québec Inc.	Lot 1 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Butler	150 706,70 $
9213-4675 Québec Inc.	Lot 2 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Butler	170 773,06 $
Béluga Construction inc.	Lot 3 Location d'un (1) bouteur LGP avec opérateur LEN : Château Pierrefonds	241 493,03 $
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	Lot 5 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Fullum	199 284,01 $
	Lot 6 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Fullum	199 284,01 $

	Lot 7 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Jules Poitras # 1	199 284,01 $

2) d'autoriser une dépense de 48 367,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3) d'autoriser une dépense de 145 103,10 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

Il est recommandé au Conseil municipal :

1) d'accorder à la firme « 9304-9179 Québec inc. », plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 13, pour une période de 12 mois, le contrat pour la location de deux (2) souffleuses haute puissance avec opérateur, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 567 401,63 $, taxes incluses, conformément aux documents l'appel d'offres public 20-18232.

2) d'accorder au seul soumissionnaire « 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) », ce dernier ayant présenté une soumission conforme aux lots 4, 9 et 10, pour une période de 36 mois, les contrats pour la location à taux horaire de rétrocaveuses opérées, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18232.

Firme	Lot	Montants
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	Lot 4 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : De la Salle	198 782,35 $
	Lot 9 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Millen	198 782,35 $
	Lot 10 Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Millen	198 782,35 $

3) d'autoriser une dépense de 48 489,53 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4) d'autoriser une dépense de 145 468,58 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

5) d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-29 11:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204922005**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder dix contrats aux firmes « 9213-4675 Québec inc. », « Béluga Construction inc.», « 9154-6937 Québec inc.(Location Guay) » et « 9304-9179 Québec inc. » pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour les lieux d'élimination de la neige, pour une durée d'une et de trois saisons hivernales, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 324 573,47 $, taxes incluses (contrats : 1 937 144,56 $, variations des quantités 290 571,68 $, contingences : 96 857,23 $) – Appel d'offres public 20-18232 (12 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des appels d'offres et des octrois de contrats en lien avec l'élimination de la neige. Les arrondissements sont quant à eux responsables de la supervision et du contrôle des activités dans les lieux d'élimination de la neige (LEN).
Le 8 juin 2020, le SCA lançait l'appel d'offres 20-18232 pour la location de divers équipements opérés pour différents LEN.

Un avis a été publié dans SEAO ainsi que dans le quotidien Le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions était prévue le 14 juillet 2020. Le délai de réception des soumissions était de 35 jours.

Deux addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 15 juin 2020 : pour apporter quelques modifications aux documents de l'appel d'offres notamment en ce qui concerne la date de fin de la période de location; et
- Addenda no 2 émis le 6 juillet 2020 : pour répondre aux questions des preneurs du cahier des charges.

Le délai de validité des soumissions était de 180 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

La conformité administrative des soumissions reçues est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

L'appel d'offres a été constitué de 13 lots pour un total de 14 équipements lesquels seront

répartis dans divers LEN de la Ville. Ce sommaire décisionnel ne concerne que l'octroi de 10 des 13 lots car la dépense de ces contrats est supérieure à 150 000 $ (lot 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 13) ou n'a qu'une seule soumission pour une dépense qui excède 100 000 $ (lot 4, 9 et 10). Les contrats des lots 8, 11 et 12 seront quant à eux octroyés par décision déléguée car la dépense de ces contrats est inférieure à 150 000 $.

Les contrats sont octroyés selon le meilleur scénario économique qui est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garantie de soumissions déposé par chacun des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0281- 23 mars 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 10 702 527,15 $, majorant ainsi le montant total des contrats reliés au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation de lieux d'élimination de la neige, service de remorquage) de 362 282 084,56 $ à 372 984 611,70 $, taxes incluses.
CM19 0894 – 19 août 2019
Autoriser une dépense additionnelle de 899 129,54 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à Transport Camille Dionne inc., Location Guay inc., JMV environnement inc. et Y. & R. Paquette inc pour la location de divers équipements mécaniques utilisés dans des lieux d'élimination de la neige (Appels d'offres 14-13545 15-14613 et 16-15515) majorant ainsi le montant total des contrats de 4 407 131,56$ à 5 306 261,10$ taxes incluses

CM19 0545 – 13 mai 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 049 631,84 $, majorant ainsi le montant total des contrats pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige et de location de machinerie de 19 322 185,75 $ à 21 371 817,58 $, taxes incluses.

CM18 0978 – 20 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 795 552,66$, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à De Luca M Excavation Ltée (9082 -8179 Québec inc.), Gaston Constant inc., Location Guay inc., Transport Camille Dionne inc., Construction J.Richard Gauthier inc., Les Entreprises Daniel Robert inc., Blais Jean-Louis, Location Guay inc., Entretien St-Louis, JMV Environnement inc. et Pépinière et paysagiste Marina inc. pour la location de divers équipements mécaniques pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige (Appels d'offres 14-13973, 15-14613, 16-15515, 17-16322, 17-16454) majorant ainsi le montant total des contrats de 3 566 941,99 $ à 5 362 494,65$, taxes incluses.

CM18 0393 – 26 mars 2018 : Autoriser une dépense additionnelle de 22 413 775,40$, majorant ainsi le montant total des contrats reliés au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation de lieux d'élimination de la neige) de 153 638 501,68 $ à 176 052 277,09, taxes incluses.

CM17 1229 - 25 septembre 2017 – Accorder six contrats de location de divers équipements mécaniques avec opérateurs pour les lieux d'élimination de la neige de Millen, Sauvé et Carrière Saint-Michel, pour des durées variant entre un (1) an et trois (3) ans avec option de prolongation d'une saison hivernale, aux plus bas soumissionnaires conformes suivants : 9154-6937 Québec Inc. – Location Guay inc.; Blais Jean-Louis; Les Entreprises Daniel Robert inc. Réhabilitation Du O inc. Dépense totale 803 815,21$ taxes incluses. Appel d'offres public nº 17-16322. – 11 Soumissionnaires.

CE16 1597 – 12 octobre 2016 - Octroyer quatre (4) contrats de location de machinerie avec opérateurs, pour un montant total de 839 901,21 $ taxes incluses, pour les périodes de déneigement 2016-2017 et 2017-2018 avec option de prolongation de deux (2) périodes individuelles d'un an aux plus bas soumissionnaires suivants : 9154-6937 Québec Inc. Location Guay Inc. (114 188,25 $ - 1 rétrocaveuse opérée), JMV Environnement Inc. (109

230,85 $ - 1 rétrocaveuse opérée), Pépinière et Paysagiste Marina Inc. (273 917,36 $ - 1 rétrocaveuse et 1 tracteur-chargeur opérés), 9154-6937 Québec Inc. Location Guay Inc. (342 564,75 $ - 3 rétrocaveuses opérées). Appel d'offres public 16-15515.

CE15 1832 – 14 octobre 2015 - Octroyer neuf contrats de location de machinerie avec opérateur, pour un montant total de 1 640 467.64$ (taxes incluses), pour trois ans avec deux années d'options aux plus bas soumissionnaires conformes suivants : 9154-6937 Québec Inc. (505 891.08$ - 4 rétrocaveuses opérées), JMV Environnement Inc. (110 237.71$ - 1 tracteur-chargeur opéré), Transport Camille Dionne (1991) Inc. (465 060.89$ - 2 béliers mécaniques et 1 mini-pelle excavatrice opérés), 9082-8179 Québec Inc. (126 656.09$ - 1 rétrocaveuse opérée), Gaston Contant Inc. (365 864.09$ - 2 tracteurs-chargeurs opérés), et pour 1 an avec quatre années d'options au montant total de 66 777.48$ (taxes incluses, 1 tracteur-chargeur) à Excavation Vidolo Ltée, plus bas soumissionnaire conforme – Appel d'offres public 15-14613.

CA14 13 0199 – 7 juillet 2014 - Soumission - Location de souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le dépôt à neige Langelier - Appel d'offres numéro 14-13545 - Y & R PAQUETTE INC. - Pour une durée de cinq ans - Au montant annuel de 342 050,62 $, taxes incluses

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi de dix contrats pour la location à taux horaire de 11 équipements opérés pour divers LEN de la Ville : 1 bouteur, 8 rétrocaveuses et 2 souffleuses haute puissance.
La durée des contrats est de trois saisons hivernales (2020 à 2023) à l'exception du lot 13 dont la durée est d'une saison hivernale (2020-2021). Chacun des dix contrats comprend une option facultative de renouvellement d'une saison hivernale.

JUSTIFICATION

La Ville ne possède pas la main-d'œuvre et les équipements requis pour répondre aux besoins opérationnels des LEN, de là la nécessité de faire appel à des fournisseurs externes. Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions reçues est de 60% : 12 soumissionnaires sur 20 preneurs du cahier des charges ont présenté une offre à la Ville. Par contrat, le nombre de soumission reçue varie de 1 à 3, selon les lots.

La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Aucun des adjudicataires recommandés n'est tenu de détenir une autorisation de contracter émise par l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner.

Aucun des adjudicataires recommandés n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RÉNA) et chacun d'entre eux est en conformité avec le Règlement sur la gestion contractuelle.

Le résultat de l'analyse des soumissions est présenté ci-dessous. Dans le cadre de cet appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne peut leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission.

Pour estimer la valeur des contrats, le SCA a déterminé le coût unitaire payé en 2019 sur des contrats de même type et a fait un ajustement des prix pour tenir compte de différentes variables dont l'indice des prix à la consommation et le coût du carburant. Sur 8 des 10

contrats à octroyer, le prix des soumissions retenues est supérieur à l'estimation de 12,73% à 31,55 %. Deux principaux facteurs sont susceptibles d'expliquer cet écart :

- une rareté de la main-d'œuvre qualifiée laquelle créée une pression à la hausse sur les salaires des opérateurs de machinerie lourde; et
- une augmentation des coûts d'opération liée notamment au coût d'achat des équipements, à la maintenance des appareils, aux assurances, etc.

Ces mêmes facteurs pourraient expliquer la présence d'un seul soumissionnaire aux lots 4, 9 et 10. Considérant que les prix proposés par le soumissionnaire de ces lots accusaient un écart important avec l'estimation, le SCA s'est prévalu des dispositions de l'article 573.3.3 de la *Loi sur les cités et villes* , pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission sans toutefois changer les obligations. Suite à cette négociation, l'écart entre les contrats et l'estimation est passé de 31,55 % à 31,21%. Le soumissionnaire soutient offrir des prix justes et concurrentiels considérant les enjeux ci-haut mentionnés.

Lot 1

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
9213-4675 Québec Inc.	124 345,46 $		124 345,46 $
9154-6937 Québec Inc. Location Guay	164 425,75 $		164 425,75 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $		124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(649,32) $
		(%)	-0,52%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	40 080,29 $
		(%)	32,23%

Lot 2

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
9213-4675 Québec Inc.	140 901,86 $		140 901,86 $
9154-6937 Québec Inc. Location Guay	164 425,75 $		164 425,75 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $		124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	15 907,08 $
		(%)	12,73%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	23 523,89 $
		(%)	16,70%

Lot 3

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Béluga Construction inc.	199 251,68 $	199 251,68 $
L.A. Hébert inc.	234 020,12 $	234 020,12 $
Dernière estimation réalisée ($)	156 011,00 $	156 011,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	43 240,68 $
	(%)	27,72%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	34 768,44 $
	(%)	17,45%

Lot 4

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 011,84 $	164 011,84 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $	124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	39 017,06 $
	(%)	31,21%

Lot 5

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $	164 425,75 $
9213-4675 Québec inc.	176 084,21 $	176 084,21 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	185 327,63 $	185 327,63 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $	124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	39 430,97 $
	(%)	31,55%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	11 658,46 $
	(%)	7,09%

Lot 6

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $	164 425,75 $
9213-4675 Québec inc.	176 084,21 $	176 084,21 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $	124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	39 430,97 $
	(%)	31,55%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	11 658,46 $
	(%)	7,09%

Lot 7

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $	164 425,75 $
3024407 Canada inc. (Entreprise Vaillant 19	252 600,08 $	252 600,08 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $	124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	39 430,97 $
	(%)	31,55%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	88 174,33 $
	(%)	53,63%

Lot 9

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 011,84 $	164 011,84 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $	124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	39 017,06 $
	(%)	31,21%

Lot 10

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 011,84 $	164 011,84 $
Dernière estimation réalisée ($)	124 994,78 $	124 994,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	39 017,06 $
	(%)	31,21%

Lot 13

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
9304-9179 Québec inc.	472 834,69 $	472 834,69 $
Groupe Contant inc.	598 329,00 $	598 329,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	455 772,94 $	455 772,94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	($)	17 061,75 $
	(%)	3,74%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	125 494,31 $
	(%)	26,54%

La location d'équipements avec opérateur est un marché relativement restreint où seules quelques entreprises sont en mesure de répondre aux besoins de la Ville ce qui pourrait expliquer les écarts de prix entre la soumission de l'adjudicataire recommandé et le deuxième plus bas soumissionnaire des lots 1, 2, 3, 7 et 13.

Valeur de la prolongation des contrats

Chacun des contrats prévoit une option de renouvellement pour une saison hivernale. La décision relative à ces renouvellements se prend dans les mois précédent la fin de la dernière année du contrat. La valeur de ces renouvellements, excluant les ajustements de prix, les variations de quantités et les contingences, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Adjudicataires	no Lot	Description	Valeur de la prolongation (TTC)
9213-4675 Québec inc.	1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	41 448,49 $
9213-4675 Québec inc.	2	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	46 967,29 $
Béluga Construction inc.	3	Location d'un bouteur LGP avec opérateur - LEN Château Pierrefonds	66 417,23 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	4	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN De la Salle	54 670,61 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	5	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Fullum	54 808,58 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	6	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Fullum	54 808,58 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	7	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Jules-Poitras #1	54 808,58 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	9	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Millen	54 670,61 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	10	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Millen	54 670,61 $
9304-9179 Québec inc.	13	Location de 2 souffleuses haute puissance avec opérateur - LEN Langelier	472 834,69 $

TTC = toutes taxes incluses

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ces contrats de 2 324 573,47 $, taxes, variation des quantités et contingences incluses, sera financé par le budget de fonctionnement du SCA.

Le détail des coûts de chacun des contrats figure en pièce jointe.

Le coût de chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences).

Avant l'ouverture des soumissions, la valeur estimative de la prolongation de ces contrats était de 841 096,04 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas octroyer ces contrats risquerait de ralentir les opérations d'élimination de la neige lesquelles sont directement reliées aux activités de chargement de la neige.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les adjudicataires ont l'obligation de respecter les normes sanitaires émises par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en lien avec la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif : septembre 2020
- Conseil municipal : septembre 2020
- Début des contrats : 15 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eliane CLAVETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude DUBOIS, Le Sud-Ouest
Stéphane BEAUDOIN, Pierrefonds-Roxboro
Pierre MORISSETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Dominic POITRAS, Saint-Léonard
Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
Martine DE LOOF, Saint-Léonard

Lecture :

Claude DUBOIS, 27 août 2020
Alain DUFRESNE, 27 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0582

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-27

Benjamin PUGI
Chef de section

Tél : 514-872-3302

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2020-08-28

Coût - Octroi des contrats - GDD 1204922005

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
9213-4675 Québec inc.	1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	125 588.92 $	18 838.34 $	6 279.45 $	150 706.70 $	41 448.49 $
9213-4675 Québec inc.	2	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	142 310.88 $	21 346.63 $	7 115.54 $	170 773.06 $	46 967.29 $
Béluga Construction inc.	3	Location d'un bouteur LGP avec opérateur - LEN Château Pierrefonds	201 244.19 $	30 186.63 $	10 062.21 $	241 493.03 $	66 417.23 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	4	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN De la Salle	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	54 670.61 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	5	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Fullum	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $	54 808.58 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	6	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Fullum	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $	54 808.58 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	7	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Jules-Poitras #1	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $	54 808.58 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	9	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Millen	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	54 670.61 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	10	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Millen	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	54 670.61 $
9304-9179 Québec inc.	13	Location de 2 souffleuses haute puissance avec opérateur - LEN Langelier	472 834.69 $	70 925.20 $	23 641.73 $	567 401.63 $	472 834.69 $
		Total	**1 937 144.56 $**	**290 571.68 $**	**96 857.23 $**	**2 324 573.47 $**	**956 105.28 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Chute Butler (BUT)

Contrat :	LOT 1 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	9213-4675 Québec inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	13 678.00 $	0.00 $	0.00 $	13 678.00 $	12 489.84 $
2020-2021	36 050.00 $	1 802.50 $	3 595.99 $	41 448.49 $	13 678.00 $	27 770.49 $	2021	41 586.27 $	6 217.27 $	2 072.42 $	49 874.97 $	45 542.49 $
2021-2022*	36 410.50 $	1 820.53 $	3 631.95 $	41 862.97 $	13 814.78 $	28 048.19 $	2022	41 999.75 $	6 279.45 $	2 093.15 $	50 372.35 $	45 996.67 $
2022-2023*	36 771.00 $	1 838.55 $	3 667.91 $	42 277.46 $	13 951.56 $	28 325.90 $	2023	28 325.90 $	6 341.62 $	2 113.87 $	36 781.39 $	33 586.31 $
TOTAL	109 231.50 $			125 588.92 $	37 676.68 $	87 912.24 $	TOTAL	125 588.92 $	18 838.34 $	6 279.45 $	150 706.70 $	137 615.31 $

Chute Butler (BUT)

Contrat :	LOT 2 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	9213-4675 Québec inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	15 499.20 $	0.00 $	0.00 $	15 499.20 $	14 152.84 $
2020-2021	40 850.00 $	2 042.50 $	4 074.79 $	46 967.29 $	15 499.20 $	31 468.08 $	2021	47 122.28 $	7 045.09 $	2 348.36 $	56 515.74 $	51 606.40 $
2021-2022*	41 258.50 $	2 062.93 $	4 115.54 $	47 436.96 $	15 654.20 $	31 782.76 $	2022	47 591.95 $	7 115.54 $	2 371.85 $	57 079.34 $	52 121.05 $
2022-2023*	41 667.00 $	2 083.35 $	4 156.28 $	47 906.63 $	15 809.19 $	32 097.44 $	2023	32 097.44 $	7 185.99 $	2 395.33 $	41 678.77 $	38 058.27 $
TOTAL	123 775.50 $			142 310.88 $	42 693.28 $	99 617.62 $	TOTAL	142 310.88 $	21 346.63 $	7 115.54 $	170 773.06 $	155 938.56 $

Château Pierrefonds (CHA)

Contrat :	LOT 3 - Location d'un bouteur LGP de code 0464 avec opérateur	Adjudicataire	Béluga Construction inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	21 917.69 $	0.00 $	0.00 $	21 917.69 $	20 013.77 $
2020-2021	57 766.67 $	2 888.33 $	5 762.23 $	66 417.23 $	21 917.69 $	44 499.54 $	2021	66 636.41 $	9 962.58 $	3 320.86 $	79 919.85 $	72 977.48 $
2021-2022*	58 344.34 $	2 917.22 $	5 819.85 $	67 081.40 $	22 136.86 $	44 944.54 $	2022	67 300.57 $	10 062.21 $	3 354.07 $	80 716.85 $	73 705.25 $
2022-2023*	58 922.00 $	2 946.10 $	5 877.47 $	67 745.56 $	22 356.04 $	45 389.53 $	2023	45 389.53 $	10 161.83 $	3 387.28 $	58 938.64 $	53 818.83 $
TOTAL	175 033.01 $			201 244.19 $	60 373.26 $	140 870.94 $	TOTAL	201 244.19 $	30 186.63 $	10 062.21 $	241 493.03 $	220 515.33 $

Chute De La salle (DLA)

Contrat :	LOT 4 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	Location Guay (9154-6937 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	18 041.30 $	0.00 $	0.00 $	18 041.30 $	16 474.11 $
2020-2021	47 550.00 $	2 377.50 $	4 743.11 $	54 670.61 $	18 041.30 $	36 629.31 $	2021	54 851.03 $	8 200.59 $	2 733.53 $	65 785.15 $	60 070.61 $
2021-2022*	48 025.50 $	2 401.28 $	4 790.54 $	55 217.32 $	18 221.72 $	36 995.60 $	2022	55 397.73 $	8 282.60 $	2 760.87 $	66 441.20 $	60 669.67 $
2022-2023*	48 501.00 $	2 425.05 $	4 837.97 $	55 764.02 $	18 402.13 $	37 361.90 $	2023	37 361.90 $	8 364.60 $	2 788.20 $	48 514.70 $	44 300.39 $
TOTAL	144 076.50 $			165 651.96 $	49 695.59 $	115 956.37 $	TOTAL	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	181 514.78 $

Chute Fullum (FUL)

Contrat :	LOT 5 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	Location Guay (9154-6937 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	18 086.83 $	0.00 $	0.00 $	18 086.83 $	16 515.69 $
2020-2021	47 670.00 $	2 383.50 $	4 755.08 $	54 808.58 $	18 086.83 $	36 721.75 $	2021	54 989.45 $	8 221.29 $	2 740.43 $	65 951.17 $	60 222.21 $
2021-2022*	48 146.70 $	2 407.34 $	4 802.63 $	55 356.67 $	18 267.70 $	37 088.97 $	2022	55 537.54 $	8 303.50 $	2 767.83 $	66 608.87 $	60 822.78 $
2022-2023*	48 623.40 $	2 431.17 $	4 850.18 $	55 904.75 $	18 448.57 $	37 456.19 $	2023	37 456.19 $	8 385.71 $	2 795.24 $	48 637.14 $	44 412.19 $
TOTAL	144 440.10 $			166 070.00 $	49 821.00 $	116 249.00 $	TOTAL	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $	181 972.86 $

Chute Fullum (FUL)

Contrat :	LOT 6 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	Location Guay (9154-6937 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	18 086.83 $	0.00 $	0.00 $	18 086.83 $	16 515.69 $
2020-2021	47 670.00 $	2 383.50 $	4 755.08 $	54 808.58 $	18 086.83 $	36 721.75 $	2021	54 989.45 $	8 221.29 $	2 740.43 $	65 951.17 $	60 222.21 $
2021-2022*	48 146.70 $	2 407.34 $	4 802.63 $	55 356.67 $	18 267.70 $	37 088.97 $	2022	55 537.54 $	8 303.50 $	2 767.83 $	66 608.87 $	60 822.78 $
2022-2023*	48 623.40 $	2 431.17 $	4 850.18 $	55 904.75 $	18 448.57 $	37 456.19 $	2023	37 456.19 $	8 385.71 $	2 795.24 $	48 637.14 $	44 412.19 $
TOTAL	144 440.10 $			166 070.00 $	49 821.00 $	116 249.00 $	TOTAL	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $	181 972.86 $

Chute Jules-Poitras no 1 (JPA)

Contrat :	LOT 7 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	Location Guay (9154-6937 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	18 086.83 $	0.00 $	0.00 $	18 086.83 $	16 515.69 $
2020-2021	47 670.00 $	2 383.50 $	4 755.08 $	54 808.58 $	18 086.83 $	36 721.75 $	2021	54 989.45 $	8 221.29 $	2 740.43 $	65 951.17 $	60 222.21 $
2021-2022*	48 146.70 $	2 407.34 $	4 802.63 $	55 356.67 $	18 267.70 $	37 088.97 $	2022	55 537.54 $	8 303.50 $	2 767.83 $	66 608.87 $	60 822.78 $
2022-2023*	48 623.40 $	2 431.17 $	4 850.18 $	55 904.75 $	18 448.57 $	37 456.19 $	2023	37 456.19 $	8 385.71 $	2 795.24 $	48 637.14 $	44 412.19 $
TOTAL	144 440.10 $			166 070.00 $	49 821.00 $	116 249.00 $	TOTAL	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $	181 972.86 $

Chute Millen (MIL)

Contrat :	LOT 9 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	Location Guay (9154-6937 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	18 041.30 $	0.00 $	0.00 $	18 041.30 $	16 474.11 $
2020-2021	47 550.00 $	2 377.50 $	4 743.11 $	54 670.61 $	18 041.30 $	36 629.31 $	2021	54 851.03 $	8 200.59 $	2 733.53 $	65 785.15 $	60 070.61 $
2021-2022*	48 025.50 $	2 401.28 $	4 790.54 $	55 217.32 $	18 221.72 $	36 995.60 $	2022	55 397.73 $	8 282.60 $	2 760.87 $	66 441.20 $	60 669.67 $
2022-2023*	48 501.00 $	2 425.05 $	4 837.97 $	55 764.02 $	18 402.13 $	37 361.90 $	2023	37 361.90 $	8 364.60 $	2 788.20 $	48 514.70 $	44 300.39 $
TOTAL	144 076.50 $			165 651.96 $	49 695.59 $	115 956.37 $	TOTAL	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	181 514.78 $

Chute Millen (MIL)

Contrat :	LOT 10 - Location d'une rétrocaveuse de code 0704 avec opérateur	Adjudicataire	Location Guay (9154-6937 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	18 041.30 $	0.00 $	0.00 $	18 041.30 $	16 474.11 $
2020-2021	47 550.00 $	2 377.50 $	4 743.11 $	54 670.61 $	18 041.30 $	36 629.31 $	2021	54 851.03 $	8 200.59 $	2 733.53 $	65 785.15 $	60 070.61 $
2021-2022*	48 025.50 $	2 401.28 $	4 790.54 $	55 217.32 $	18 221.72 $	36 995.60 $	2022	55 397.73 $	8 282.60 $	2 760.87 $	66 441.20 $	60 669.67 $
2022-2023*	48 501.00 $	2 425.05 $	4 837.97 $	55 764.02 $	18 402.13 $	37 361.90 $	2023	37 361.90 $	8 364.60 $	2 788.20 $	48 514.70 $	44 300.39 $
TOTAL	144 076.50 $			165 651.96 $	49 695.59 $	115 956.37 $	TOTAL	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	181 514.78 $

Langelier (LAN)

Contrat :	LOT 13 - Location de 2 souffleuses haute puissance avec opérateur	Adjudicataire	9304-9179 Québec inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2020	156 035.45 $	0.00 $	0.00 $	156 035.45 $	142 481.16 $
2020-2021	411 250.00 $	20 562.50 $	41 022.19 $	472 834.69 $	156 035.45 $	316 799.24 $	2021	316 799.24 $	70 925.20 $	23 641.73 $	411 366.18 $	375 632.15 $
TOTAL	411 250.00 $			472 834.69 $	141 850.41 $	330 984.28 $	TOTAL	472 834.69 $	70 925.20 $	23 641.73 $	567 401.63 $	518 113.31 $

1 Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) estimé de 1%.*

TTC : Toutes taxes comprises

Coût - Octroi des contrats - GDD 1204922005

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
9213-4675 Québec inc.	1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	125 588.92 $	18 838.34 $	6 279.45 $	150 706.70 $		41 448.49 $
	2	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	142 310.88 $	21 346.63 $	7 115.54 $	170 773.06 $	321 479.76 $	46 967.29 $
Béluga Construction inc.	3	Location d'un bouteur LGP avec opérateur - LEN Château Pierrefonds	201 244.19 $	30 186.63 $	10 062.21 $	241 493.03 $	241 493.03 $	66 417.23 $
Location Guay (9154-6937 Québec inc.)	4	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN De la Salle	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $		54 670.61 $
	5	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Fullum	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $		54 808.58 $
	6	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Fullum	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $		54 808.58 $
	7	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Jules-Poitras #1	166 070.00 $	24 910.50 $	8 303.50 $	199 284.01 $		54 808.58 $
	9	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Millen	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $		54 670.61 $
	10	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Millen	165 651.96 $	24 847.79 $	8 282.60 $	198 782.35 $	1 194 199.06 $	54 670.61 $
9304-9179 Québec inc.	13	Location de 2 souffleuses haute puissance avec opérateur - LEN Langelier	472 834.69 $	70 925.20 $	23 641.73 $	567 401.63 $	567 401.63 $	472 834.69 $
		Total	**1 937 144.56 $**	**290 571.68 $**	**96 857.23 $**	**2 324 573.47 $**	**2 324 573.47 $**	**956 105.28 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1204922005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Accorder dix contrats aux firmes « 9213-4675 Québec inc. », « Béluga Construction inc.», « 9154-6937 Québec inc.(Location Guay) » et « 9304-9179 Québec inc. » pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour les lieux d'élimination de la neige, pour une durée d'une et de trois saisons hivernales, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 324 573,47 $, taxes incluses (contrats : 1 937 144,56 $, variations des quantités 290 571,68 $, contingences : 96 857,23 $) – Appel d'offres public 20-18232 (12 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18232 SEAO Liste des commandes.pdf
20-18232 Procès-verbal amendé.pdf
20-18232 Tableaux de vérification.pdf
20-18232 Intervention Approvisionnements.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Denis LECLERC
Chef de Section - stratégie en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Direction - Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18232

No du GDD : 1204922005

Titre de l'appel d'offres : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 14 - 7 - 2020

Date du dernier addenda émis : 6 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 7 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions, global

Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	12	% de réponses :	60
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Analyse des soumissions, par lot

Lot no 1					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	0,10
lot no 2					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	0,10
Lot no 3					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	0,10
Lot no 4					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	0,05
Lot no 5					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	3	% de réponses :	0,15
Lot no 6					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	0,10
Lot no 7					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	3	% de réponses :	0,15
Lot no 9					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	0,05
Lot no 10					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	0,05
Lot no 13					
Nbre de preneurs :	20	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	0,1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 1 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 10 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Lot 1 ; LEN = Butler; Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9213-4675 Québec Inc.	124 345,46 $	√	1
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $		
Lot 2 ; LEN = Butler; Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9213-4675 Québec Inc.	140 901,86 $	√	2
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $		
Lot 3 ; LEN = Château Pierrefonds; Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Béluga Construction inc.	199 251,68 $	√	3
L.A. Hébert ltée	234 020,12 $		
Lot 4 ; LEN = Château Pierrefonds; Nom de la seule firme	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay) Avant négociation	164 425,75 $		
9154-6937 Québec inc. (Location Guay) **Après** négociation	164 011,84 $	√	4
Lot 5 ; LEN = Fullum; Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $	√	5
9213-4675 Québec Inc.	176 084,21 $		
Les Pavages Dancar (2009) inc.	185 327,63 $		
Lot 6 ; LEN = Fullum; Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $	√	6
9213-4675 Québec Inc.	176 084,21 $		
Lot 7 ; LEN = Jules Poitras No 1; Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	164 425,75 $	√	7
3024407 Canada inc. (Entreprise Vaillant (1994)	252 600,08 $		
Lot 9 ; LEN = Millen; Nom de la seule firme	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay) Avant négociation	164 425,75 $		
9154-6937 Québec inc. (Location Guay) **Après** négociation	164 011,84 $	√	9
Lot 10 ; LEN = Millen; Nom de la seule firme	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay) Avant négociation	164 425,75 $		
9154-6937 Québec inc. (Location Guay) **Après** négociation	164 011,84 $	√	10
Lot 13 ; LEN = Langelier; Nom de la seule firme	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9304-9179 Québec inc.	472 834,69 $	√	13
Groupe Contant inc.	598 329,00 $		

Information additionnelle

Tel que stipulé à la clause 1.13.01 du Régie le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat à un ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES conformes, en fonction du plus bas SOUMISISONNAIRE selon le scénario global le plus économique pour le DONNEUR D'ORDRE, conformément aux modalités prévues à l'annexe 1.13.01. La diversité des équipements demandés (bouteur, rétrocaveuses , tracteurs chargeurs, souffleuses à haute puissances, etc) font que les soumissions des preneurs du cahier des charges sont réparties dans les 13 lots selon les équipements disponibles. Ils n'étaient pas tenus de soumettre un prix pour tous les lots.

Préparé par : Éliane Clavette Le 28 - 8 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 1
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020

Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020
Questions/Réponses

				9213-4675 Québec Inc.		**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)**	
Numéro de fournisseur VDM				413930		358299	
Numéro NEQ				1166088303		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				2		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Butler 240 heures garanties par année		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	60,00 $	108 000,00 $	79,45 $	143 010,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	150,00 $	150,00 $	- $	- $
Total avant taxes					108 150,00 $		143 010,00 $
TPS 5 %					5 407,50 $		7 150,50 $
TVQ 9,975 %					10 787,96 $		14 265,25 $
Montant total					124 345,46 $		164 425,75 $
			Requis ou non				
Signature			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme		Conforme	
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme		Conforme	
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON				
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON				
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme		Conforme	
Lettre d'engagement			NON				
érification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin			Conforme	
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme		Conforme	
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis							
Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON				
Copie des immatriculations des véhicules			NON				
Copie assurance			NON				
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme		Conforme	
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme		Conforme	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 2
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020

Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 **Questions/Réponses**				**9213-4675 Québec Inc.**		**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)**	
Numéro de fournisseur VDM				413930		358299	
Numéro NEQ				1166088303		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				2		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Butler 240 heures garanties par année		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	68,00 $	122 400,00 $	79,45 $	143 010,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	150,00 $	150,00 $		- $
			Total avant taxes		122 550,00 $		143 010,00 $
			TPS 5 %		6 127,50 $		7 150,50 $
			TVQ 9,975 %		12 224,36 $		14 265,25 $
			Montant total		140 901,86 $		164 425,75 $
			Requis ou non				
			Signature	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme		Conforme
			Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme		Conforme
			Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA	NON			
			Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	NON			
			Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité	Oui	Conforme		Conforme
			Lettre d'engagement	NON			
			Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»	Oui au besoin			Conforme
			Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme		Conforme
			Autres conditions d'admissibilité ou documents requis				
			Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)	NON			
			Copie des immatriculations des véhicules	NON			
			Copie assurance	NON			
			Renseignements complémentaires	Oui	Conforme		Conforme
			Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises	Oui	Conforme		Conforme

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 3
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020
Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020
Questions/Réponses

				Béluga Construction inc.		**L.A. Hébert ltée**	
		Numéro de fournisseur VDM		494171		114705	
		Numéro NEQ		1160607637		1143421148	
		Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé		2		1	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) bouteur LGP avec opérateur LEN : Château Pierrefonds 144 heures garanties par année		3					
1	Bouteur LGP avec opérateur 0464	360	Heure	160,00 $	172 800,00 $	188,00 $	203 040,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	500,00 $	500,00 $	500,00 $	500,00 $
		Total avant taxes			173 300,00 $		203 540,00 $
		TPS 5 %			8 665,00 $		10 177,00 $
		TVQ 9,975 %			17 286,68 $		20 303,12 $
		Montant total			199 251,68 $		234 020,12 $
			Requis ou non				
		Signature	Oui	Conforme		Conforme	
		Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme		Conforme	
		Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme		Conforme	
		Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme		Conforme	
		Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme		Conforme	
		Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme		Conforme	
		Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA	NON				
		Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	NON				
		Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité	Oui	Conforme		Conforme	
		Lettre d'engagement	NON				
		Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»	Oui au besoin			Conforme	
		Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme		Conforme	
		Autres conditions d'admissibilité ou documents requis					
		Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)	NON				
		Copie des immatriculations des véhicules	NON				
		Copie assurance	NON				
		Renseignements complémentaires	Oui	Conforme		Conforme	
		Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises	Oui	Non Conforme		Conforme	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 4
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020

Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 Questions/Réponses				**9154-6937 Québec inc. (Location Guay) Avant négociation**		**9154-6937 Québec inc. (Location Guay) Après négociation**	
Numéro de fournisseur VDM				358299		358299	
Numéro NEQ				1162923222		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				10		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : De la Salle 240 heures garanties par année		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	79,45 $	143 010,00 $	79,25 $	142 650,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH		- $		- $
Total avant taxes					143 010,00 $		142 650,00 $
TPS 5 %					7 150,50 $		7 132,50 $
TVQ 9,975 %					14 265,25 $		14 229,34 $
Montant total					164 425,75 $		164 011,84 $
			Requis ou non				
Signature			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme			
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme			
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme			
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON				
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON				
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme			
Lettre d'engagement			NON				
Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin	Conforme			
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme			
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis							
Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON				
Copie des immatriculations des véhicules			NON				
Copie assurance			NON				
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme			
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme			

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 5
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020
Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 Questions/Réponses

				9213-4675 Québec Inc.		9154-6937 Québec inc. (Location Guay)		Les Pavages Dancar (2009) inc.	
Numéro de fournisseur VDM				413930		358299		154052	
Numéro NEQ				1166088303		1162923222		1165622268	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				2		10		3	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Fullum 240 heures garanties par année		3							
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	85,00 $	153 000,00 $	79,45 $	143 010,00 $	89,50 $	161 100,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	150,00 $	150,00 $		- $	89,50 $	89,50 $
Total avant taxes					153 150,00 $		143 010,00 $		161 189,50 $
TPS 5 %					7 657,50 $		7 150,50 $		8 059,48 $
TVQ 9,975 %					15 276,71 $		14 265,25 $		16 078,65 $
Montant total					176 084,21 $		164 425,75 $		185 327,63 $
			Requis ou non						
Signature			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON						
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON						
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Lettre d'engagement			NON						
on cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin			Conforme			
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis									
te du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON						
Copie des immatriculations des véhicules			NON						
Copie assurance			NON						
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme		Conforme		Conforme	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 6
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020
Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 Questions/Réponses

				9213-4675 Québec Inc.		9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	
Numéro de fournisseur VDM				413930		358299	
Numéro NEQ				1166088303		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				2		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Fullum 240 heures garanties par année		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	85,00 $	153 000,00 $	79,45 $	143 010,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	150,00 $	150,00 $		- $
			Total avant taxes		153 150,00 $		143 010,00 $
			TPS 5 %		7 657,50 $		7 150,50 $
			TVQ 9,975 %		15 276,71 $		14 265,25 $
			Montant total		176 084,21 $		164 425,75 $
			Requis ou non				
			Signature	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme		Conforme
			Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme		Conforme
			Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme		Conforme
			Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA	NON			
			Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	NON			
			Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité	Oui	Conforme		Conforme
			Lettre d'engagement	NON			
			on cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»	Oui au besoin			Conforme
			Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme		Conforme
			Autres conditions d'admissibilité ou documents requis				
			te du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)	NON			
			Copie des immatriculations des véhicules	NON			
			Copie assurance	NON			
			Renseignements complémentaires	Oui	Conforme		Conforme
			Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises	Oui	Conforme		Conforme

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 7
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020

Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 **Questions/Réponses**				**3024407 Canada inc. (Entreprise Vaillant (1994)**		**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)**	
Numéro de fournisseur VDM				115664		358299	
Numéro NEQ				1140472128		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				2		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Jules Poitras No 1 240 heures garanties par année		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	122,00 $	219 600,00 $	79,45 $	143 010,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	100,00 $	100,00 $		- $
Total avant taxes					219 700,00 $		143 010,00 $
TPS 5 %					10 985,00 $		7 150,50 $
TVQ 9,975 %					21 915,08 $		14 265,25 $
Montant total					252 600,08 $		164 425,75 $
			Requis ou non				
Signature			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme		Conforme	
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme		Conforme	
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON				
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON				
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme		Conforme	
Lettre d'engagement			NON				
fication cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin			Conforme	
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme		Conforme	
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis							
Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON				
Copie des immatriculations des véhicules			NON				
Copie assurance			NON				
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme		Conforme	
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme		Conforme	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 9
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020

Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 **Questions/Réponses**				**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)** **Avant négociation**		**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)** **Après négociation**	
Numéro de fournisseur VDM				358299		358299	
Numéro NEQ				1162923222		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				10		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Millen 240 heures garanties par année		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	79,45 $	143 010,00 $	79,25 $	142 650,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH		- $		- $
Total avant taxes					143 010,00 $		142 650,00 $
TPS 5 %					7 150,50 $		7 132,50 $
TVQ 9,975 %					14 265,25 $		14 229,34 $
Montant total					164 425,75 $		164 011,84 $
			Requis ou non				
Signature			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme			
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme			
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme			
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON				
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON				
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme			
Lettre d'engagement			NON				
Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin	Conforme			
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme			
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis							
Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON				
Copie des immatriculations des véhicules			NON				
Copie assurance			NON				
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme			
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme			

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 10
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020

Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 **Questions/Réponses**				**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)** **Avant négociation**		**9154-6937 Québec inc. (Location Guay)** **Après négociation**	
Numéro de fournisseur VDM				358299		358299	
Numéro NEQ				1162923222		1162923222	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				10		10	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur **LEN : Millen** **240 heures garanties par année**		3					
1	Rétrocaveuse de code 0704	600	Heure	79,45 $	143 010,00 $	79,25 $	142 650,00 $
2	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH		- $		- $
Total avant taxes					143 010,00 $		142 650,00 $
TPS 5 %					7 150,50 $		7 132,50 $
TVQ 9,975 %					14 265,25 $		14 229,34 $
Montant total					164 425,75 $		164 011,84 $
			Requis ou non				
Signature			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme			
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme			
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme			
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme			
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON				
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON				
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme			
Lettre d'engagement			NON				
ion cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin	Conforme			
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme			
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis							
Liste du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON				
Copie des immatriculations des véhicules			NON				
Copie assurance			NON				
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme			
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme			

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

Numéro de l'appel d'offres : 20-18232, Lot 13
Titre : Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige.
Date de publication sur le SÉAO : le lundi 8 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : le mardi 14 juillet 2020
Addenda : 1 : 15 juin 2020 modifications administratives; 2 : 6 juillet 2020 Questions/Réponses

				9304-9179 QUÉBEC INC		GROUPE CONTANT INC.	
Numéro de fournisseur VDM				330077		513044	
Numéro NEQ				1170159918		1171681514	
Capacité d'exécution = nombre de cautions déposé				1		2	
Article	**Description**	**Quantité**	**Unité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Location de deux(2) souffleuses haute puissance avec opérateur LEN : Langelier 130 heures garanties par année par souffleuse		1					
1	Souffleuses haute puissance	325	Heure	625,00 $	203 125,00 $	800,00 $	260 000,00 $
2	Souffleuses haute puissance	325	Heure	625,00 $	203 125,00 $	800,00 $	260 000,00 $
3	Déplacement de la machinerie entre deux LEN (aller simple)	1	CH	5 000,00 $	5 000,00 $	400,00 $	400,00 $
Total avant taxes					411 250,00 $		520 400,00 $
TPS 5 %					20 562,50 $		26 020,00 $
TVQ 9,975 %					41 022,19 $		51 909,90 $
Montant total					472 834,69 $		598 329,90 $
			Requis ou non				
Signature			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme		Conforme	
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme		Conforme	
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme		Conforme	
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) RÉA			NON				
Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)			NON				
Garantie de soumission 2 000,00 $/lot selon capacité			Oui	Conforme		Conforme	
Lettre d'engagement			NON				
n cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»			Oui au besoin				
Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme		Conforme	
Autres conditions d'admissibilité ou documents requis							
te du personnel affectée, qualifications et certifications (seulement lot 13)			NON				
Copie des immatriculations des véhicules			NON				
Copie assurance			NON				
Renseignements complémentaires			Oui	Conforme		Conforme	
Fiche des équipements : caractéristiques minimales requises			Oui	Conforme		Conforme	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date : 27 août 2020**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée Fermer la session

Liste des commandes

Numéro : 20-18232
Numéro de référence : 1379596
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - 20-18232 Location à taux horaire de divers équipements opérés dans les lieux d'élimination de la neige

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9213-4675 Qc Inc. 6856 rue Marie-Guyart Montréal, QC, h8n3g7 NEQ : 1166088303	Monsieur Ralea Anatolie Téléphone : 514 677-4779 Télécopieur :	**Commande : (1766000)** 2020-07-13 11 h 14 **Transmission :** 2020-07-13 11 h 14	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-07-13 11 h 14 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-13 11 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Courrier électronique
☐	9304-9179 Québec inc. 389 boul.Roland-Durand Rosemère, QC, J7A4K1 NEQ : 1170159918	Monsieur Dany Lapointe Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur :	**Commande : (1753325)** 2020-06-10 8 h 29 **Transmission :** 2020-06-10 8 h 29	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Béluga construction inc 5020 Ambroise-Lafortune Boisbriand, QC, J7H 1S6 NEQ : 1160607637	Madame Nathalie Lapointe. Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur : 450 818-0117	**Commande : (1756689)** 2020-06-17 13 h 31 **Transmission :** 2020-06-17 13 h 31	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-17 13 h 31 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Nycel Inc. 12662 Paul-Sauver Mirabel, QC, J7N 0K7 NEQ : 1166882630	Monsieur Danny Duchaine Téléphone : 450 830-8249 Télécopieur :	**Commande : (1755678)** 2020-06-15 19 h 05 **Transmission :** 2020-06-15 19 h 05	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 19 h 05 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Contant Inc 6310 Mille-Iles Laval, QC, H7B 1E5 http://www.contant.ca/ NEQ : 1171681514	Monsieur MICHEL NADON Téléphone : 450 666-6368 Télécopieur : 450 666-0626	**Commande : (1752565)** 2020-06-09 6 h 18 **Transmission :** 2020-06-09 6 h 18	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-16 8 h 45 - Télécopie 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 17 h 03 - Télécopie

				Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9 https://www.fontaine-gadboisequipments.com NEQ : 1163043400	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1755612)** 2020-06-15 16 h 01 **Transmission :** 2020-06-15 16 h 01	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 16 h 01 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 32 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0 NEQ : 1140472128	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1753254)** 2020-06-10 7 h **Transmission :** 2020-06-10 7 h	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1752702)** 2020-06-09 9 h 19 **Transmission :** 2020-06-09 9 h 19	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Exc Kevin Lussier 919 Claude de RAmzey Marieville, QC, j3m1n9 NEQ : 1165977472	Monsieur KEVIN LUSSIER Téléphone : 514 726-9939 Télécopieur :	**Commande : (1756268)** 2020-06-16 18 h 48 **Transmission :** 2020-06-17 5	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-16 18 h 48 - Messagerie 3343256 - 20-18232

			h 29	Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Alexandre Gauvin Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1755018)** 2020-06-13 16 h 06 **Transmission :** 2020-06-13 16 h 06	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1 NEQ : 1143421148	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1754292)** 2020-06-11 13 h 25 **Transmission :** 2020-06-11 13 h 25	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1754704)** 2020-06-12 10 h 28 **Transmission :** 2020-06-12 10 h 28	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5	Monsieur Serge Mainville	**Commande : (1756988)** 2020-06-18 8	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications

	NEQ : 1162059548	Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	h 27 **Transmission :** 2020-06-18 8 h 27	2020-06-18 8 h 27 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Marc Legault inc. 12, Georgia Crescent Pointe-Claire, QC, H9R 5V7 NEQ : 1162054473	Madame marc legault Téléphone : 514 968-7977 Télécopieur : 450 424-5536	**Commande : (1752985)** 2020-06-09 13 h 43 **Transmission :** 2020-06-09 13 h 43	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Pavages Dancar (2009) Inc. 4445 J.B. Martineau Montréal, QC, H1R 3W9 NEQ : 1165622268	Madame Céline Sylvie Bousquet Téléphone : 514 321-5144 Télécopieur : 514 321-2140	**Commande : (1756746)** 2020-06-17 14 h 20 **Transmission :** 2020-06-17 14 h 29	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-17 14 h 20 - Messagerie 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Location Guay (9154-6937 Québec Inc.) 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0 NEQ : 1162923222	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1752635)** 2020-06-09 8 h 20 **Transmission :** 2020-06-09 8 h 20	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Neigexpert ltée C.P. 92, Pointe-aux-Trembles Montréal, QC, H1B 5K1 http://www.neigexpert.com NEQ : 1162419775	Madame Isabelle Nicolle Téléphone : 514 737-7669 Télécopieur : 514 737-7669	**Commande : (1758661)** 2020-06-22 15 h 42 **Transmission :** 2020-06-22 15 h 42	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-22 15 h 42 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	pierre jean lecours 180, rue De Normandie McMasterville, QC, J3G 5L5 NEQ : 2240700445	Monsieur pierre jean lecours Téléphone : 450 464-2358 Télécopieur : 450 464-2861	**Commande : (1753214)** 2020-06-09 17 h 20 **Transmission :** 2020-06-09 17 h 20	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-15 15 h 57 - Courriel 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sig-Nature 935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3 NEQ : 1160753902	Madame Isabelle Lorrain Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**Commande : (1756008)** 2020-06-16 12 h 40 **Transmission :** 2020-06-16 12 h 40	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-16 12 h 40 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SIGOUIN PIPELINE /CONSTRUCTION(9161-4396 quebec inc) 13900 rang ste dominique Mirabel, QC, j7n1t6 NEQ : 1163286686	Monsieur Doménick Sigouin Téléphone : 450 820-2304 Télécopieur :	**Commande : (1760549)** 2020-06-27 22 h 17 **Transmission :** 2020-06-27 22 h 17	3332796 - 20-18232 Addenda 1, modifications 2020-06-27 22 h 17 - Téléchargement 3343256 - 20-18232 Addenda 2, question/réponses 2020-07-06 16 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis)

: Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204922005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Accorder dix contrats aux firmes « 9213-4675 Québec inc. », « Béluga Construction inc.», « 9154-6937 Québec inc.(Location Guay) » et « 9304-9179 Québec inc. » pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour les lieux d'élimination de la neige, pour une durée d'une et de trois saisons hivernales, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 324 573,47 $, taxes incluses (contrats : 1 937 144,56 $, variations des quantités 290 571,68 $, contingences : 96 857,23 $) – Appel d'offres public 20-18232 (12 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204922005 Coût prolongation loc hor H20-21.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Jean-François DOYLE
Chef de section
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1202968024

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour l'installation de 60 détecteurs véhiculaires. Dépense totale de 396 217,42 $, taxes incluses (contrat : 304 782,63 $ + contingences : 30 478,26 $ + incidences : 60 956,53 $) - Appel d'offres public 461752 - 1 seul soumissionnaire.

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Neolect Inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'installation de 60 détecteurs véhiculaires, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 304 782,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 461752;

2. d'autoriser une dépense de 30 478,26 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 60 956,53 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-26 16:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202968024**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour l'installation de 60 détecteurs véhiculaires. Dépense totale de 396 217,42 $, taxes incluses (contrat : 304 782,63 $ + contingences : 30 478,26 $ + incidences : 60 956,53 $) - Appel d'offres public 461752 - 1 seul soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

L'optimisation des déplacements des personnes et des biens, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable repose notamment sur l'obtention de données précises sur l'état du réseau artériel. C'est dans cette optique que la Ville est devenue, en 2014, membre associé du réseau d'étalonnage municipal du Canada (REMC). L'un des objectifs de cette démarche pour la Ville est de comparer sa performance à celle des autres villes canadiennes.
Il était devenu nécessaire pour la Ville de se doter d'un système de gestion des données de circulation routière (SGDCR) afin de développer une connaissance approfondie des caractéristiques de la circulation (débit, classification des véhicules, vitesse, temps de parcours, etc.). Pour ce faire, la Direction de la mobilité (DM) a mis en place un plan de collecte de données de circulation qui consiste à réaliser des comptages de circulation, à des sites prédéfinis. Certains sites feront l'objet de comptages ponctuels alors que d'autres sites feront l'objet d'un comptage permanent (continu, 365 jours/année).

Les informations tirées de ces comptages sont cruciales puisqu'elles nous permettent d'utiliser des données réelles et fiables dans nos outils de simulation, ainsi que pour connaître l'utilisation du réseau et à suivre son évolution. Elles permettent notamment de :

- Planifier et concevoir des projets routiers cohérents avec les principes de l'approche «Vision Zéro» en matière de sécurité routière;
- Diminuer les impacts sur la circulation par une gestion intégrée des chantiers;
- Encourager les transports actif et collectif par l'aménagement de pistes cyclables et de voies réservées pour autobus;
- Améliorer la mobilité par l'optimisation des plans de feux de circulation.

Aux fins du SGDCR, le présent projet consiste à installer 60 détecteurs véhiculaires pour effectuer du comptage permanent. Les sites retenus ont été choisis en fonction de leur importance stratégique et répartis sur l'ensemble du réseau artériel de la Ville (voir la liste des sites en pièce jointe). Le choix de la technologie (radar ou thermique) et du nombre de détecteurs utilisés dépendent des caractéristiques de chaque site et du nombre de

segments de circulation à recenser. Les détecteurs véhiculaires serviront aussi à classer les véhicules par catégorie, soit des véhicules de promenade et des camions.

Dans le but d'effectuer l'installation des détecteurs véhiculaires, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau routier (SIRR), a procédé à l'appel d'offres 461752. Lancé le 29 juin 2020 pour une période de 16 jours de calendrier, il a été publié dans SEAO et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 13 novembre 2020.

Aucun addenda n'a été publié en lien avec cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2020 -2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

CM18 0084 - 22 janvier 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à Compilation Data Traffic inc., d'une durée de 24 mois, pour effectuer des relevés de circulation par traitement de l'image dans le cadre du plan annuel de comptages de circulation, pour une somme maximale de 647 934,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16374 (3 soum.) / Autoriser une appropriation de 183 000 $ de la réserve de la voirie locale afin de financier le plan de collecte des données de circulation du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

CM17 0276 - 28 mars 2017 - Conclure des ententes-cadres pour une période de 24 mois, avec les firmes Électroméga ltée 311 433,93 $, taxes incluses, Orange Traffic inc. 1 660 552,80 $, taxes incluses, Tacel ltée 846 037,50 $, taxes incluses et Innovation MI-8 inc. 1 030 049,81 $, taxes incluses, pour la fourniture d'équipements de systèmes de transport intelligents et pour les feux de circulation - Appel d'offres public 16-15512 (4 soum.)

DESCRIPTION

Les travaux comprennent, entre autres, les interventions suivantes :

- L'installation des détecteurs véhiculaires et des cartes d'interface;
- La fourniture et l'installation de câbles;
- La configuration des détecteurs et le branchement au réseau de télécommunication;
- La validation des données obtenues.

Les détecteurs véhiculaires nécessaires au présent projet ont été acquis par la Ville via une entente-cadre (CM17 0276).

Des contingences représentant 10 % de la valeur du contrat doivent être ajoutées, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements, tels que :

- Déplacer des coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués;
- Effectuer des thermographies additionnelles si nécessaires;
- Couvrir les coûts pour une variation mineure de quantité de câble.

Des incidences représentant 20 % de la valeur du contrat doivent être ajoutées, entre autres, pour couvrir les autres frais encourus lors de l'installation des différents équipements, tels que :

- L'acquisition de modems cellulaires;
- Le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires;
- Les frais de déblocage de conduits effectués par la Commission des Services Électriques de Montréal (CSÉM), s'il y a lieu, pour des conduits situés hors du réseau de la CSÉM.

JUSTIFICATION

Sur un total de 4 preneurs du cahier de charges, une seule firme a déposé une soumission conforme, soit 25 %. Trois preneurs du cahier de charges n'ont pas déposé de soumissions. Une lettre leur a été envoyée afin de connaître la raison de leur désistement; un preneur du cahier des charges a mentionné ne pouvoir être en mesure d'offrir les produits demandés et deux n'ont pas répondu. La liste des preneurs du cahier de charges est fournie en pièce jointe.

Résultats de l'appel d'offres :

Soumission conforme	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Contingences de 10 % (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Néolect Inc.	304 782,63 $	30 478,26 $	335 260,89 $
Dernière estimation réalisée	371 239,10 $	37 123,91 $	408 363,01 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			73 102,12 $ - 17,9 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre l'unique soumission conforme et la dernière estimation est favorable à la Ville et s'explique par une stratégie d'affaires agressive de l'adjudicataire.

Lors de l'analyse de la soumission par la DGPEC, les validations suivantes ont été effectuées :

- Le soumissionnaire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Une attestation valide de Revenu Québec (RQ) a été déposée avec la soumission;
- Le soumissionnaire respecte le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);
- Le soumissionnaire ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Une demande de renouvellement de l'autorisation de l'AMP a été déposée par l'adjudicataire le 20 mars 2019, soit 90 jours avant l'arrivée à échéance de l'autorisation de l'AMF dont il était détenteur (voir pièce jointe). En date du 17 août 2020, le nom de l'entreprise Néolect

Inc. figurait au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) de l'AMP (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale de 396 217,42 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 30 478,26 $ et des incidences de 60 956,53 $, sera assumée comme suit :
Un montant maximal de 361 799,32 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-055 –Programme de systèmes des transports utilisant les nouvelles technologies (CM18 1167).

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
54104 – Système de gestion des données de circulation routière (SGDCR)	362	0	0	362

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de transport représentent près de 40% des émissions polluantes, gérer la mobilité des personnes et des marchandises de manière efficace et sécuritaire est un enjeu de taille dans un contexte de développement durable. L'obtention de données de circulation permet une planification optimale des interventions afin de diminuer les impacts négatifs de la congestion routière et d'améliorer l'environnement et la qualité de vie pour les résidents, les commerçants et les visiteurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les données de circulation obtenues par les postes de comptage véhiculaire permanents permettent de produire des indicateurs précis afin d'optimiser les choix en matière de solutions à mettre en place et d'effectuer un suivi adéquat des diverses mesures implantées. Sans données ou indicateurs précis, il serait difficile de mesurer les effets des politiques concernant les déplacements des personnes et des biens. Une décision favorable permettra de mettre en service sans délais les équipements déjà achetés par la Ville. L'octroi du présent contrat est aussi essentiel au respect des engagements pris par la Ville dans le cadre du REMC.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements pour des raisons telles qu'un manque de personnel ou de restrictions imposées par la Direction de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 21 septembre 2020

1. Octroi de contrat : septembre 2020
2. Réalisation des travaux : septembre 2020 à décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 18 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-11

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de section

Tél : 514 872-0287
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2020-08-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-08-26

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 461752 — No du GDD : 1202968024

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'installation de postes de comptage véhiculaire sur le réseau artériel de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 6 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 16 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 16 - 7 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 1 — % de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 13 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumission conforme	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant)
	Total $
NEOLECT INC.	304 782,63

Estimation	**externe**	371 239,10

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-17,9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse :

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMF	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

# Intersection	# Réseau FC	Nom de l'intersection (Rue1 / Rue 2)	
1329	91	16 e Avenue	Notre-Dame
882	150	Denis-Papin	Saint-Michel
1290	217	Crémazie	Papineau inter. Nord-Ouest
1310	221	Sherbrooke	Tricentenaire
1340	90	Montigny	Saint-Jean-Baptiste
268	205	Louis-Hippolyte-La-Fontaine	Perras Inter. Est
1750	206	Henri-Bourassa	Nicolas-Josselin
8891	525	Henri-Bourassa	Salk
9137	570	Bombardier	Langelier
874	27	Saint-Zotique	Viau
803	223	Sherbrooke	Jardin Botanique
870	153	Saint-Joseph	Saint-Michel
8854	611	Guenette	Henri-Bourassa
10271	607	Alexis-Nihon	Côte-Vertu
4794	37	Acadie	Ogilvy
1138	36	Jarry	Saint-Laurent
1090	82	Jarry	Saint-Hubert
13214	642	Cordner / Laplante	Dollard
4481	641	Angrignon / Trinitaires des	Newman
120	3	Jean-Talon	Mountain Sights
152	5	Côte-des-Neiges	Van Horne
160	52	Côte-Sainte-Catherine	Victoria
88	3	Côte-Sainte-Catherine	Décarie inter. Ouest
336	11	Maisonneuve	Saint-Marc
2	10	Docteur-Penfield	Peel
668	21	Iberville	Ontario
648	21	Frontenac	Ontario
630	92	Maisonneuve	Panet
512	15	Sanguinet	Sherbrooke
467	12	Saint-Urbain	Viger
585	72	Lanaudière	Saint-Joseph
1072	82	Christophe-Colomb	Saint-Zotique
1104	34	Saint-Denis	Saint-Zotique
544	44	Parc	Van Horne
17900	9	Atwater	Saint-Patrick (int. Ouest)
642	20	Ontario	Papineau
17141	550	Robert	Viau
948	31	Haig	Hochelaga
1374	206	Armand-Bombardier	Henri-Bourassa / Ray-Lawson
1379	96	27 e Avenue	Maurice-Duplessis

Autorité des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 20 mars 2019

NÉOLECT INC.
104, BOUL MONTCALM N
CANDIAC QC J5R 3L8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700019119
N° de demande :	1932055243
N° de confirmation de paiement :	000252057466

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 mars 2017

NÉOLECT INC.
A/S MONSIEUR SYLVAIN ROUSSEAU
104, BOUL MONTCALM N
CANDIAC (QC) J5R 3L8

N° de décision : 2017-CPSM-1015544
N° de client : 2700019119

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NÉOLECT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 461752
Numéro de référence : 1385817
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Installation de postes de comptages véhiculaires permanents

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Innovation MI-8 inc. 2275, 43e avenue Montréal, QC, H8T2K1 http://www.mi8innovation.com NEQ : 1170478268	Monsieur Michael De Santis Téléphone : 514 637-1000 Télécopieur :	**Commande : (1761492)** 2020-06-30 11 h 17 **Transmission :** 2020-06-30 11 h 17	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1760778)** 2020-06-29 10 h 11 **Transmission :** 2020-06-29 11 h 22	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 http://www.orangetraffic.com NEQ : 1169862571	Monsieur Francis Morrier Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (1762558)** 2020-07-02 15 h 51 **Transmission :** 2020-07-02 15 h 51	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TELUS Communications inc. 630, boulvevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H3B 1S6 NEQ : 1148459481	Madame Julie Théberge Téléphone : 418 780-8357 Télécopieur : 418 694-2075	**Commande : (1761176)** 2020-06-29 16 h 33 **Transmission :** 2020-06-29 21 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968024

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour l'installation de 60 détecteurs véhiculaires. Dépense totale de 396 217,42 $, taxes incluses (contrat : 304 782,63 $ + contingences : 30 478,26 $ + incidences : 60 956,53 $) - Appel d'offres public 461752 - 1 seul soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968024-Installation de 60 détecteurs véhiculaires.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1207000007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes incluses (variation de quantités : 127 289,70 $ + contingences : 211 886,55 $), dans le cadre du contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (CM19 0422) majorant ainsi le montant total du contart de 800 973,34 $ à 1 140 149,59 $ taxes incluses.

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes incluses (variation de quantités : 127 289,70 $ + contingences : 211 886,55 $), dans le cadre du contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (CM19 0422), majorant ainsi le montant total du contrat de 800 973,34 $ à 1 140 149,59 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-18 11:27

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207000007**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes incluses (variation de quantités : 127 289,70 $ + contingences : 211 886,55 $), dans le cadre du contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (CM19 0422) majorant ainsi le montant total du contart de 800 973,34 $ à 1 140 149,59 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2019, un contrat a été accordé à CIMA+ s.e.n.c afin de réaliser l'avant-projet définitif, les plans et devis pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (projet 17-09) ainsi que l'assistance technique durant les travaux (CM19 0422). Ce contrat est payable sur une base horaire. Le nombre d'heures au contrat a été estimé par la Ville en fonction des interventions recommandées à l'avant-projet préliminaire.
Lors de l'élaboration de l'avant-projet définitif et des plans et devis préliminaires, il a été démontré que de nombreux travaux nécessitent un effort de conception plus important que prévu à l'étape d'avant-projet préliminaire. Ces travaux résultent des besoins des parties prenantes et des ajustements du concept initial lié à la coordination des chantiers dans le secteur. Pour concevoir ces travaux, un budget de variation de quantités des honoraires prévus est nécessaire tel que présenté ci-dessous.

Variation de quantités	**Honoraires professionnels requis (avant taxes)**	**% du contrat (CM19 0422)**
Amélioration du traitement architectural sur les structures et ajout de plantations dans les talus aux approches du passage inférieur	17 437,33 $	2,5%
Remplacement du système d'éclairage du passage inférieur	18 469,12 $	2,7%
Amélioration du scénario de maintien de la circulation en lien avec la coordination avec les autres chantiers limitrophes (projets MTQ sur l'A40, projet REM, projet Royalmount)	34 289,73 $	4,9%
Mise en place de soutènements temporaires des sols et réaménagement le long de la voie ferrée	40 514,58 $	5,8%

Total	**110 710,76 $**	**15,9%**

Par ailleurs, des honoraires supplémentaires sont également nécessaires pour permettre de concevoir certains travaux imprévus lors de la réalisation de l'avant-projet préliminaire. Cette situation s'explique en partie par l'absence de plan de construction de ces ouvrages. Ainsi, des investigations supplémentaires *in situ* furent nécessaires pour recueillir les informations permettant de compléter les interventions à prévoir à l'avant-projet définitif. Les investigations ont démontré que pour obtenir une durabilité adéquate, une grande partie des murs de soutènement doit être reconstruite plutôt que simplement réparée. Puis, conséquemment, les conduites d'aqueduc et d'égout situées derrière les murs de soutènement doivent être remplacées et les sols contaminés excavés doivent être éliminés. Pour concevoir ces travaux imprévus à l'avant-projet préliminaire, un budget de contingences est requis tel que présenté ci-dessous.

Contingences	**Honoraires professionnels requis (avant taxes)**	**% du contrat (CM19 0422)**
Reconstruction des murs de soutènement	66 735,47 $	9,6%
Remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout	87 033,82 $	12,5%
Gestion des sols contaminés	30 519,95 $	4,4%
Total	**184 289,24 $**	**26,5%**

À ce jour, le budget initial a permis la réalisation de l'avant-projet définitif, les investigations de matériaux et les plans et devis préliminaires à 60 % d'avancement.

Les travaux sont prévus en 2022 et 2023.

Le budget initial n'incluait aucune variation de quantités ni contingence de conception.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0422 - 15 avril 2019 - Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ s.e.n.c. pour la conception du projet de reconstruction des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (projet 17-09), pour une somme maximale de 800 973,34 $, taxes et déboursés inclus - Appel d'offres public 18-17412 (4 soum.)

DESCRIPTION

Autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes incluses (variation de quantités : 127 289,70 $ + contingences : 211 886,55 $), au contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN.
Le budget supplémentaire pour les services professionnels est requis pour :

- élaborer les plans et devis définitifs (90% d'avancement);
- élaborer les plans et devis pour appel d'offres.

JUSTIFICATION

La poursuite de la réalisation du projet est essentielle pour assurer le maintien du lien et la sécurité des usagers, car il est nécessaire de remplacer les deux tournebrides de part et d'autre du chemin de fer dans les meilleurs délais.
Compte tenu de l'envergure des services professionnels requis ainsi que du nombre de

ressources humaines nécessaires, une firme d'experts-conseils a été retenue pour la réalisation du mandat.

Cette demande d'augmentation des honoraires professionnels est attribuable à l'augmentation des coûts du projet qui a été constaté lors de la réalisation, dans ce contrat, de l'avant-projet définitif et des plans et devis préliminaires. Ainsi, l'estimation des coûts de reconstruction des deux tournebrides a considérablement augmenté, passant de 7,9 M$ à l'avant-projet préliminaire (estimation Classe D) à 13,4 M$ à l'avant-projet définitif (estimation Classe C), puis à 17,5 M$ suite à la remise des plans et devis 60 % (estimation Classe B).

L'augmentation observée est en majorité attribuable aux travaux imprévus suite à l'avant-projet préliminaire soit la nécessité de reconstruire une grande partie des murs de soutènement et aux travaux incidents : le replacement des utilités publiques derrière les murs et la gestion des sols contaminés. À l'avant-projet préliminaire, les travaux touchant les utilités publiques s'avéraient relativement mineurs, principalement en raison de l'état des infrastructures qui était jugé acceptable à bon. Toutefois, lors de l'étude approfondie à l'étape d'avant-projet définitif, les investigations ont montré que la reconstruction des murs est nécessaire. Ainsi, la majorité des services publics situés directement derrière les murs doit être remplacée en raison de la profondeur des excavations nécessaires pour la reconstruction des murs. Ces excavations ont également des impacts sur la gestion des sols contaminés qui avait été négligée dans l'avant-projet préliminaire.

L'augmentation des coûts du projet est également liée aux demandes et aux modifications issues de la coordination avec les parties prenantes (arrondissement Saint-Laurent, CN, services centraux de la Ville). Les principaux besoins sont les suivants :

· Amélioration du traitement architectural sur les structures et ajout de plantations dans les talus aux approches du passage inférieur (arrondissement Saint-Laurent et services centraux);
· Remplacement du système d'éclairage du passage inférieur (services centraux);
· Amélioration du scénario de maintien de la circulation en lien avec la coordination avec les autres chantiers limitrophes : projets MTQ sur l'A40 et l'A15, projet REM, projet Royalmount (services centraux);
· Mise en place de soutènements temporaires des sols et réaménagement le long de la voie ferrée (CN).

Suite à la remise des plans et devis préliminaires, une rationalisation des interventions a été effectuée afin de revenir à un projet d'environ 13,4 M$. Pour ce faire, la portée de certaines interventions sur les ouvrages existants a été revue de façon à réduire les coûts de travaux, tout en respectant les objectifs du projet. Malgré les efforts de rationalisation, les modifications de la portée de certains travaux nécessitent davantage de travail de conception. Ainsi le nombre d'heures estimé aux bordereaux de soumission du contrat se trouve insuffisant pour palier aux travaux supplémentaires et aux imprévus. Le contrat accordé à CIMA+ s.e.n.c prévoit la préparation de l'avant-projet définitif et la préparation des plans et devis dont les honoraires prévus étaient de 484 050 $ (avant taxes), soit 6,2 % du coût des travaux évalués à l'avant-projet préliminaire.

Considérant le même ratio conception-travaux, un montant de 830 800 $, avant taxes, d'honoraires professionnels est requis pour concevoir le projet d'une valeur de 13,4 M$. Le nombre d'heures estimé par la ville s'avère donc insuffisant. En ce sens, un budget supplémentaire de 346 750 $, avant taxes, serait requis pour achever le mandat. Toutefois, un budget supplémentaire d'honoraires de 295 000 $, avant taxes, a été négocié et serait donc suffisant pour permettre de compléter le contrat. De ce montant, 110 710,76 $, avant taxes (15,6 % de la valeur totale du contrat initial), représente un budget de variation de

quantités et 184 289,24 $, avant taxes (26,5 % de la valeur totale du contrat initial), consiste en un budget de contingences pour concevoir les travaux imprévus.

La majoration du budget permettra de compléter les plans et devis. En raison des imprévus survenus en cours d'élaboration de l'avant-projet définitif et des plans et devis préliminaires, le début des travaux a été repoussé en 2022 plutôt que 2021. Une coordination avec la section AGIR a été effectuée avec les différents intervenants du secteur.

Comme énoncé dans l'intervention du service des Affaires juridiques, la modification du contrat est conforme aux exigences de l'article 573.3.0.4 de la L.c.v. en ce qu'elle constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation demandée de 339 176,25 $, taxes incluses, soit 42,4 % du montant du contrat initial, se détaille ainsi:

	avant taxes	avec taxes	net de ristournes
Variation de quantités	110 710,76 $	127 289,70 $	116 232,46 $
Contingences	184 289,24 $	211 886,55 $	193 480,67 $

La variation de quantités et les contingences représentent respectivement 15,9 % et 26,5 % d'augmentation du contrat autorisé (CM19 0422). Cette demande représente un coût net de 309 713,13 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le budget requis pour effectuer cette dépense est prévu au PTI 2019-2021 de la Division de la gestion d'actifs routiers et cyclables au Programme de réfection des structures routières - 46000 lors de l'exercice de planification du PTI 2019-2021 du Service de l'urbanisme et de la mobilité.

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale et sera imputée au règlement d'emprunt 19-008.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est planifiée comme suit:

2020 (70 %)	avant taxes	avec taxes	net de ristournes
Variation de quantités	77 497,54 $	89 102,79 $	81 362,72 $
Contingences	129 002,46 $	148 320,59 $	135 436,47 $
2021 (30 %)	avant taxes	avec taxes	net de ristournes
Variation de quantités	33 213,23 $	38 186,91 $	34 869,74 $
Contingences	55 286,77 $	63 565,97 $	58 044,20 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du mandat de conception pour la réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin / CN permettra d’assurer le maintien de l'actif ainsi que la fonctionnalité de

ces derniers et la sécurité des usagers. Il est également prévu d'ajouter une piste cyclable sur le tournebride Nord, ce qui améliorera le réseau de transports actifs du secteur. Par ailleurs, l'aménagement paysager des talus aux approches du passage inférieur aura pour effet de diminuer l'effet d'îlot de chaleur et d'augmenter la qualité de vie des citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le budget additionnel au contrat n'est pas autorisé, la conception du projet de réfection devra être suspendue. La Ville devra retourner en appel d'offres. En plus des impacts sur l'échéancier du projet, ce processus occasionnera des coûts supplémentaires à la ville puisque le nouveau mandataire devra s'approprier le projet et revoir l'ensemble des études et des plans et devis 60 %.
Les travaux ne pourront pas être réalisés tel que prévu en 2022-2023. Par conséquent, les probabilités de devoir intervenir de façon réactive face à une situation urgente seront augmentées. Dans ces circonstances, des fermetures partielles ou complètes pourraient être requises afin d'assurer la sécurité des usagers.
L'échéancier visé pour la réalisation des travaux a été coordonné avec la section AGIR afin d'assurer une coordination adéquate avec les divers travaux du secteur dont ceux de l'arrondissement, du MTQ, du REM et de RoyalMount.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'est prévu aucune opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du budget supplémentaire par le conseil municipal: 21 septembre 2020;
Poursuite de la réalisation du mandat de conception : automne 2020 et hiver 2021;
Assistance technique pendant les travaux: printemps 2022 à hiver 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David BOISSINOT
Ingénieur

Tél : 514 872-9205
Télécop. : 514-872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-09

Dominic VACHON
Ingénieur - Chef de section conception - Ponts et tunnels

Tél : 514 872-3326
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2020-08-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-08-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207000007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes incluses (variation de quantités : 127 289,70 $ + contingences : 211 886,55 $), dans le cadre du contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (CM19 0422) majorant ainsi le montant total du contart de 800 973,34 $ à 1 140 149,59 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Selon l'information transmise par le service, la modification du contrat est conforme aux exigences de l'article 573.3.0.4 de la L.c.v. en ce qu'elle constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-31

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Contrats

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207000007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 339 176,25 $, taxes incluses (variation de quantités : 127 289,70 $ + contingences : 211 886,55 $), dans le cadre du contrat de services professionnels d'ingénierie accordé à CIMA+ s.e.n.c pour la conception du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (CM19 0422) majorant ainsi le montant total du contart de 800 973,34 $ à 1 140 149,59 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207000007 SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Cédric AGO
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1208516004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat gré à gré à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal, pour réaliser des tests de la capacité de production d'un Puits à Colonne Permanente (PCP) et un Puits d'Injection (PI) en les connectant à leur Unité de Recherche en Géothermie (URG) au centre Père-Marquette (0110), situé au 1600, rue de Drucourt, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 173 391,08 $, (contrat : 139 544,00 $, exonéré des taxes + contingences : 20 931,60 $, exonéré des taxes + incidences : 12 915,48 $, taxes incluses) | Appel de candiddature (1 candidat).

Il est recommandé :

1. d'accorder à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal, le contrat pour le soutien et la surveillance des travaux relié à l'implantation d'un Puits à Colonne Permanente (PCP) et un Puits d'Injection (PI) en les connectant à l'Unité de Recherche en Géothermie (URG) au centre Père-Marquette, situé au 1600 rue Drucourt, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 139 544,00 $, exonéré des taxes.

2. d'autoriser une dépense de 20 931,60 $, exonéré des taxes, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 12 915,48 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

5. d'autoriser la Directrice du SGPI à signer les documents de demande auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-08-28 12:13

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208516004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat gré à gré à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal, pour réaliser des tests de la capacité de production d'un Puits à Colonne Permanente (PCP) et un Puits d'Injection (PI) en les connectant à leur Unité de Recherche en Géothermie (URG) au centre Père-Marquette (0110), situé au 1600, rue de Drucourt, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite -Patrie - Dépense totale de 173 391,08 $, (contrat : 139 544,00 $, exonéré des taxes + contingences : 20 931,60 $, exonéré des taxes + incidences : 12 915,48 $, taxes incluses) | Appel de candiddature (1 candidat).

CONTENU

CONTEXTE

Le centre Père-Marquette est une propriété de la Ville de Montréal, situé au 1600, rue De Drucourt dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie. Il figure au 16e rang des 30 sites émettant le plus de gaz à effet de serre (GES) du parc immobilier du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).
Au mois de février 2018, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a déposé un plan de réduction des gaz à effet de serre (GES) et de la consommation énergétique. Ce dernier s'inscrit dans le vaste Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2013-2020, dans la lutte contre les changements climatiques avec le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020, et finalement dans l'atteinte de la carboneutralité du parc immobilier montréalais, suite à la signature par la Ville de la déclaration pour des bâtiments carbone zéro du C40

Un des engagements du plan vise à faire appel à la technologie et l'innovation. La géothermie non conventionnelle représente une des approches préconisées dans cette catégorie pour diminuer la consommation énergétique dans les immeubles de la Ville.
En raison des limites de la technologie actuelle, l'implantation de plusieurs puits requiert une superficie de terrain suffisamment grande pour les accueillir. L'espace bâti occupe souvent une bonne partie du terrain qui, associé à d'autres contraintes plus spécifiques selon les cas, limite l'implantation de la technologie actuelle.

La géothermie en boucle ouverte avec puits à colonne permanente (PCP), technologie non conventionnelle, encore peu développée et peu documentée, facilite l'implantation de la géothermie en milieu urbain plus dense comme Montréal et diminue l'impact sur la nappe phréatique, elle permet aussi des rendements supérieurs aux technologies existantes à la fois en termes de performance et de coûts de construction (comparativement aux systèmes en boucle fermée).

Au mois de septembre 2018, le SGPI a mandaté la Corporation de l'École de Polytechnique de Montréal pour effectuer une étude de mise en œuvre de la géothermie non conventionnelle en vue d'un projet pilote en énergie non conventionnelle comprenant l'identification des zones potentielles pour l'installation de systèmes géothermiques selon les sources, les types de bâtiments, leur localisation et le contexte géologique local, ainsi que la validation du budget de l'essai pilote. Le centre Père-Marquette répond aux critères d'identification précédemment cités. L'implantation du projet pilote permettra de confirmer le potentiel réel du site.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0655 - 2020-06-18 : Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Climat municipalités - Phase 2 dans le cadre du programme d'aide financière pour le "Volet 2 - réalisation de projets pilotes" donnant le droit à une subvention évaluée à 215 000,00 $ pour réaliser un projet pilote de géothermie non conventionnelle avec PCP au centre Père-Marquette (0110), situé au 1600 rue de Drucourt dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie.

CG15 0780 - 17 décembre 2015 : Adopter le plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

DESCRIPTION

Le projet pilote se définit comme la suite de la première étude exploratoire et propose l'implantation d'un PCP pour de la géothermie non conventionnelle avec un fort potentiel d'intégration aux bâtiments déjà construits dans les zones urbaines denses.
L'entente avec la Corporation de l'École de Polytechnique consiste à nous fournir le support lors de la rédaction des documents d'appel d'offres pour la conception et les travaux d'hydrogéologie (forage et civil); à tester la capacité de production d'un PCP et un puits d'injection (PI) en les connectant à l'Unité de Recherche en Géothermie (URG) de l'École de Polytechnique Montréal, puis à suivre l'évolution de leurs performances et à collecter les données pour une période de 12 mois minimalement.

Plus précisément la Corporation de l'École de Polytechnique doit effectuer :

- La coordination entre les intervenants et le support lors de rédaction des documents d'appel d'offres;
- Le transport et l'installation de l'unité de recherche en géothermie incluant la grue et la préparation du terrain;
- La programmation des séquences de contrôle, l'étalonnage des capteurs et la mise en route;
- La location de l'unité de recherche en géothermie;
- Les essais, le monitoring, l'interprétation des résultats et les recommandations suite aux résultats obtenus;
- La fourniture, selon des modalités et des fréquences convenues, rapports hebdomadaires des heures réalisées et de rapports d'étape faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités prévues.

Toutefois, la réalisation du PCP et du PI, y compris les demandes de permis et autorisations (accès, occupation du territoire, etc.), sont à la charge de la Ville de Montréal, et ne sont pas inclus dans cette entente, de même que le démantèlement, à la fin du projet, si la Ville de Montréal ne souhaite pas poursuivre leur exploitation à l'issue du projet pilote.

Étant donné la nature des services fournis et des risques qui y sont associés et vu qu'il s'agit d'un projet pilote, il est à noter que l'école Polytechnique n'offre aucune garantie quant à la qualité des livrables découlant des services décrits dans la convention, non plus qu'en matière de violation de droits de tiers ou de brevets.

Pour concrétiser ce projet pilote, des demandes d'autorisations devront être soumises auprès du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

JUSTIFICATION

Le SGPI a fait appel à la Corporation de l'École de Polytechnique afin d'obtenir une proposition pour la mise en oeuvre de ce projet pilote en vertu du paragraphe 2 de l'article 573.3 de la Loi sur cités et villes (LCV) qui permet de conclure un contrat gré à gré pour la fourniture de services avec cet organisme public.
Veuillez vous référer au tableau des coûts du projet (voir pièces jointes 02).

Voici le sommaire de la proposition reçue :

PROPOSITION CONFORME	**PRIX SOUM.** (exonérés de taxes)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (exonérés de taxes)	**TOTAL** (exonérés de taxes)
Corporation de l'École de Polytechnique	139 544,00 $	20 931,60 $	160 476,60 $

Le SGPI a analysé les prix unitaires et les quantités de la proposition financière proposée par la Corporation de l'École de Polytechnique. Le SGPI confirme qu'ils sont justifiés pour ce type de projet.

Le SGPI procédera au remboursement des dépenses aux coûts réels selon une vérifications mensuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 139 544,00 $, exonéré des taxes.
Un budget de contingences de 20 931,60 $ (15 %), exonéré des taxes, a été prévu.

De plus, un montant de 12 915,48 $ (7 %), taxes incluses, est prévu pour les incidences. La provision pour incidences n'est pas exonérée des taxes considérant qu'elle pourrait être utilisée par un contractant externe.

Le montant à autoriser totalise 173 391,08 $, incluant les contingences et les incidences.

Le coût des travaux est prévu au budget de fonctionnement (BF) du SGPI.

Le décaissement sera réalisé à 20 % en 2020, 60 % en 2021 et 20 % en 2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entente avec la Corporation de l'École de Polytechnique de Montréal contribuera à confirmer que la géothermie est un moteur stratégique dans le développement durable pour la collectivité avec une réduction de la consommation énergétique, une réduction des émissions de GES lors de l'exploitation et aussi avec une faible empreinte environnementale tout au long du cycle de vie de l'installation.

Le projet de géothermie non conventionnelle, sis au centre Père-Marquette, constitue une opportunité de démontrer l'application et le potentiel de cette nouvelle technologie permettant de répondre aux enjeux de transition écologique et aux objectifs du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020 tout en limitant les effets sur l'environnement et l'usage de la nappe phréatique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra le développement d'une nouvelle filière de géothermie non conventionnelle au SGPI pouvant être reproduite sur le territoire de la Ville si les résultats s'avèrent concluants.
L'implantation d'un système de géothermie non conventionnel au centre Père-Marquette viendra assurément bonifier le projet de rénovations majeures prévu en 2022.

Également, l'arrondissement a exprimé son intérêt et son soutien à la réalisation d'un tel projet novateur et qui correspond à leur vision.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures de protection exigées par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la situation de la Covid-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication continue sera établie avec toutes les parties prenantes au projet pilote en adoptant des outils adéquats pour la diffusion de l'information et répondre aux attentes

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le Conseil Municipal : 21 septembre 2020
Réalisation des travaux : septembre 2020 à septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Isabel SERRA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, 20 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc HALPIN-BENOIT
Gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 514 872-0613
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise BRADETTE
Directrice
Tél : 514-872-8484
Approuvé le : 2020-08-28





Montréal

POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

LE GÉNIE
EN PREMIÈRE CLASSE

UT TENSIO SIC VIS



Tableau des coûts du projet

Projet:	Installer un puit de géothermis non conventionnelle au Centre Père-Marquette (0110)				Mandat:	19951-2-001
	1600 Rue de Drucourt, Montréal, QC H2G 1N6				Contrat:	S.O
Date:	29-juil-20					
Étape:	Octroi de contrat					

			Budget	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**		**Total**
Contrat	Travaux forfaitaires*	%					
	Étude projet pilote		139 544,00 $				
	Sous-Total			- $	- $		139 544,00 $
	Contingences de construction	15%	20 931,60 $	- $	- $		20 931,60 $
	Total - Contrat		**160 475,60 $**	**- $**	**- $**		**160 475,60 $**
Incidences							
	Total - Incidences	7%	**11 233,29 $**	**561,66 $**	**1 120,52 $**		**12 915,48 $**
Ristournes	**Coût des travaux (montant à autoriser)**		**171 708,89 $**	**561,66 $**	**1 120,52 $**		**173 391,08 $**
	TPS	100%		561,66 $			
	TVQ	50%			560,26 $		
	Coût après ristourne (Montant à débourser)		**171 708,89 $**		**560,26 $**		**172 269,15 $**

* Prix déposé par la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal.

* Le montant soumis est est exonéré des taxes puisque la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal est inscrite auprès du gouvernement du Canada à titre d'organisme de bienfaisance.

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en considérant l'incertitude relié au projet.

Rythme prévu des déboursés : 20 % de la surveillance en 2020, 60% en 2021 et 20 % en 2022.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208516004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat gré à gré à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal, pour réaliser des tests de la capacité de production d'un Puits à Colonne Permanente (PCP) et un Puits d'Injection (PI) en les connectant à leur Unité de Recherche en Géothermie (URG) au centre Père-Marquette (0110), situé au 1600, rue de Drucourt, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 173 391,08 $, (contrat : 139 544,00 $, exonéré des taxes + contingences : 20 931,60 $, exonéré des taxes + incidences : 12 915,48 $, taxes incluses) | Appel de candiddature (1 candidat).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document juridique ci-attaché est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Convention serv prof version finale visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabel SERRA
Avocate
Tél : 514 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Isabel SERRA
Avocate
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel



CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET : **La Corporation de l'École Polytechnique de Montréal**, corporation légalement constituée en vertu des lois de la Province de Québec, personne morale ayant sa principale place d'affaires au Campus de l'Université de Montréal - 2900, boul. Édouard-Montpetit – 2500, chemin de Polytechnique, Montréal, Québec, H3T 1J4, agissant et représentée par son directeur, Bureau de la recherche et Centre de développement technologique, Monsieur Olivier Grenier, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après nommée le « **Contractant** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant.

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » : l'offre de services émise par le Contractant le 28 juillet 2020 relatifs à la fourniture de services professionnels pour le projet pilote d'un puits à colonne permanente (PCP) pour de la géothermie non-conventionnelle (réf. : 04 5662-P2);

« **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Propriété intellectuelle** » : les documents, études et rapports préparés par le Contractant dans le cadre de la présente convention;

« **Unité administrative** » : le Service de la gestion et de la planification immobilière, Division de la Transition écologique.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'annexe 1 jointe aux présentes, à fournir des services professionnels pour la réalisation d'un projet pilote et le support technique visant la démonstration de performance d'un puits à colonne permanente (PCP) pour de la géothermie non-conventionnelle comprenant :

- support et coordination à l'installation du PCP et du puits de rejet;
- transport, installation et frais d'utilisation de l'unité mobile;
- séquences de test;
- transfert des connaissances;
- programmation du suivi des biogaz;
- expertise, analyse, recommandation et rapports;
- certains frais d'opération de l'unité et main d'œuvre requise.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur

et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utile à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément au tarif prévu à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l'effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.11 n'entreprendre aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et de l'Annexe 1;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent trente-neuf mille cinq cent quarante-quatre dollars et zéro cent, 139 544,00 $, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. La

prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes;

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention;

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération du paiement de toute somme prévue à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert pour exécuter ses obligations aux termes de la présente convention;

10.3 la ville concède au Contractant une licence non exclusive, irrévocable, incessible, à titre gratuit, sans limite territoriale et sans limite de temps, et l'autorisant :

- À reproduire, publier, traduire, présenter la totalité ou une partie importante des documents réalisés, lesquels ne devront cependant contenir aucune information que la Ville aura identifiée comme « confidentielle » lors de la transmission de cette dernière au Contractant;

- À utiliser, adapter ou combiner avec toute autre œuvre ou matériel, à des fins de recherche, de publication et d'enseignement, la totalité ou une partie importante des documents réalisés, lesquels ne devront cependant contenir aucune information que la Ville aura identifiée comme « confidentielle » lors de la transmission de cette dernière au Contractant.

10.4 Lorsqu'un droit exercé conformément à l'article 10.3 résultera en une divulgation des documents réalisés, le Contractant doit soumettre à la Ville, au préalable, un exemplaire écrit du projet de divulgation, laquelle se réserve alors le droit de refuser l'exercice du dit droit, en tout ou en partie, en considération de la nécessité de protéger la nature confidentielle des documents réalisés.

10.5 Pour l'application de l'article 10.4, la ville dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'exemplaire du projet de divulgation pour aviser le Contractant, par écrit, de son refus.

10.6 En cas d'objection écrite de la part de la Ville, les parties devront négocier une version acceptable de la divulgation projetée, y compris la date de divulgation projetée, et ce à l'intérieur d'une période ne dépassant pas quarante-cinq (45) jours, à partir de la date de réception du projet de divulgation.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture;

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.3, 6.4, 6.9, 10.4, 10.5 et 10.6 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque Partie élit domicile à l'adresse indiquée à l'article 13.8 ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre Partie par écrit.

Pour le cas où le Cocontractant changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

13.8 **Avis**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par courriel ou par courrier enregistré ou certifié, aux noms et adresses suivantes :

Pour la Ville :

Ville de Montréal
À l'attention de Madame Sophie Lalonde, directrice
Service de la Gestion immobilière et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
sophie.lalonde@montreal.ca

Pour la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal :

Corporation de l'École Polytechnique de Montréal
À l'attention de Monsieur Olivier Grenier, directeur
Bureau de la recherche et Centre de développement technologique
Campus de l'Université de Montréal
2900, boul. Édouard-Montpetit – 2500, chemin de Polytechnique
Montréal (Québec) H3T 1J4
olivier.grenier@polymtl.ca

13.9 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.10 **Absence de garantie**

Le Contractant ne fait aucune représentation et n'offre aucune garantie quant à la qualité des livrables découlant des services décrits dans cette présente convention, et, par conséquent, le Contractant rejette toutes garanties expresses, légales ou implicites, y compris, mais sans s'y limiter, les garanties de qualité marchande, d'adéquation à un usage ou de non-violation de droits de tiers ou de brevets.

[La page signature suit]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de 20 ,

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Yves Saindon, greffier

Le ième jour de 20 ,

Corporation de l'École Polytechnique de Montréal

Par: _____
Olivier Grenier directeur,
Bureau de la recherche et
Centre de développement technologique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208516004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat gré à gré à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal, pour réaliser des tests de la capacité de production d'un Puits à Colonne Permanente (PCP) et un Puits d'Injection (PI) en les connectant à leur Unité de Recherche en Géothermie (URG) au centre Père-Marquette (0110), situé au 1600, rue de Drucourt, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 173 391,08 $, (contrat : 139 544,00 $, exonéré des taxes + contingences : 20 931,60 $, exonéré des taxes + incidences : 12 915,48 $, taxes incluses) | Appel de candiddature (1 candidat).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208516004 - Corporation École Polytechnique.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Jean-François DOYLE
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1206370001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant trois cent vingt-cinq mille dollars (325 000 $) à l'organisme Les Francofolies de Montréal inc, pour soutenir la 32e édition des Francos de Montréal 2020 / Approuver les conventions à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 325 000 $ à l'organisme Les Francofolies de Montréal inc. pour soutenir la 32e édition des Francos de Montréal 2020;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-21 10:42

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206370001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant trois cent vingt-cinq mille dollars (325 000 $) à l'organisme Les Francofolies de Montréal inc, pour soutenir la 32e édition des Francos de Montréal 2020 / Approuver les conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, le projet déposé initialement par l'organisme pour la tenue de son festival a dû être revu. Les grands rassemblements étant interdits par le gouvernement provincial, et ce, jusqu'au 31 août 2020, l'organisme a dû annuler son festival et proposer des activités alternatives. Pour honorer son titre de « Ville de festivals » et pour mettre en valeur à travers la culture sa position de métropole francophone des Amériques, la Ville de Montréal maintient son soutien financier à l'organisme, qui présente une programmation sous une forme alternative.

L'organisme Les Francofolies de Montréal inc. agit dans le but de promouvoir la chanson d'expression française, de favoriser sa diffusion et de stimuler la circulation des artistes de toute la francophonie, et a aussi pour mission de contribuer à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais, à la notoriété internationale de leur ville et à son développement culturel, économique et touristique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0564 - 13 mai 2019 - Accorder un soutien financier de 325 000 $ à Les FrancoFolies de Montréal inc. pour soutenir la 31e édition des FrancoFolies de Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM18 0492 - 23 avril 2018 - Accorder un soutien financier de 325 000 $ à Les FrancoFolies de Montréal inc. pour soutenir la 30e édition des FrancoFolies de Montréal 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM16 0229, 23 février 2016 : Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs et des marchés et vitrines à Montréal pour les années 2016 et 2017 / Approuver un montant de 7 900 000 $ alloué à cette fin dans le cadre de l'Entente de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025, dont 430 000 $ pour les marchés et vitrines / Accorder un soutien financier totalisant la somme de 7 470 000 $ à 11 festivals montréalais / Approuver les projets de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Les Francos de Montréal font preuve de résilience pour maintenir un lien avec le public, valoriser les talents locaux et faire rayonner le fait culturel montréalais à travers le monde.

Du 24 au 27 septembre 2020, les Francos de Montréal proposeront une édition hybride : en salle et en ligne.
- Contenu exclusif de qualité;
- Spectacles devant public au MTELUS avec une assistance limitée;
- Performances musicales, sans public, captées à l'Astral pour diffusion différée en ligne ;
- Contenu en ligne gratuitement accessible partout dans le monde.

Les Francos de Montréal 2020 seront un rassemblement –en salle et en ligne- festif et sécuritaire, une célébration de la francophonie et de la diversité ainsi qu'un élément moteur du centre-ville montréalais, notamment, en animant deux principaux lieux de diffusions artistiques du Quartier des Spectacles.

JUSTIFICATION

La programmation riche et variée des Francos de Montréal 2020, célébrant et faisant rayonner la culture francophone, correspond à la mission du Service de la Culture qui est de favoriser l'accessibilité de contenus culturels à une diversité de publics.

Avec leur programmation renouvelée, les Francos de Montréal 2020 ont pour objectif de :

- Stimuler l'activité culturelle et économique et préparer la relance;
- Soutenir l'écosystème musical, culturel et touristique;
- Demeurer un moteur créatif et économique malgré la crise.

L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Service de la culture	325 000 $	325 000 $	325 000 $	325 000 $	325 000 $

Le coût total maximal de cette contribution financière de 325 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

La contribution de 325 000 $ en 2019 représentait 3,5 % du budget réel de 10 008 000 $.

Pour 2020, la contribution de 325 000 $ représente 8,8 % du budget déposé par l'organisme 3 683 796 $. Dans le contexte actuel de la COVID19, cette hausse du pourcentage est due, entre autres, à la perte de revenus autonomes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce genre d'événement favorise la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et culturel).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « Ville de festivals » toute l'année durant;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole via des activités prévues en ligne et promues sur la scène locale, nationale et internationale..

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la COVID-19, le festival présentera, en collaboration avec différents partenaires, divers projets artistiques dans un environnement virtuel. Le soutien aux festivals et événements aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, en soutenant les organismes et les artistes offrant des prestations en ces temps difficiles.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure les conventions requises avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine COUPAL-SCHMIDT
agent(e) de developpement culturel

Tél : 514-872-7844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2020-05-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-20

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL INC.,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, 9e étage, Montréal, Québec, H3A 1L4, agissant et représentée par Mme Jeanne Hardy, Directrice partenariats publics et industries culturelles, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le but de promouvoir la chanson d'expression française, de favoriser sa diffusion et de stimuler la circulation des artistes de toute la francophonie, et a aussi pour mission de contribuer à la qualité de vie des Montréalais, à la notoriété internationale de leur ville et à son développement culturel, économique et touristique;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Exigences relatives au dépôt du projet détaillé;

2.4 « Annexe 4 » : Conseil d'administration;

2.5 « Annexe 5 » : Le bilan des réalisations;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Kevin Donnelly de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : le Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et

registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois-cent vingt-cinq mille dollars (325 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux-cent quatre-vingt-douze mille cinq cent dollars (292 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trente-deux mille cinq cent dollars (32 500 $), au plus tard le dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, 9e étage, Montréal, Québec, H3A 1L4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice partenariats publics et industries culturelles, Madame Jeanne Hardy. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal

Le 21e jour de août 2020

LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL INC

Par : _____
Jeanne Hardy, Directrice partenariats publics et industries culturelles

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2020 (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

ANNEXE 1

PROJET: FRANCOS DE MONTRÉAL 2020

Les Francos de Montréal ont été créées dans le but de promouvoir la musique francophone et favoriser l'émergence de la relève artistique d'ici en chanson.

Aujourd'hui, elles comptent plus de 30 ans d'expérience dans l'organisation et la réalisation de ce qui est l'une des plus importantes manifestations culturelles internationales mettant à l'honneur l'univers musical francophone.

Les Francos de Montréal font preuve de résilience pour maintenir un lien avec le public, valoriser les talents locaux et faire rayonner le fait culturel montréalais à travers le monde.

Du 24 au 27 septembre 2020, les Francos de Montréal proposeront une édition hybride : en salle et en ligne.

- ❖ Contenu exclusif de qualité;
- ❖ Spectacles payants au MTELUS avec une assistance limitée;
- ❖ Performances musicales, sans public, captées à l'Astral pour diffusion différée en ligne ;
- ❖ Contenu en ligne gratuitement accessible partout dans le monde.

Les Francos de Montréal 2020 seront un rassemblement –en salle et en ligne- festif et sécuritaire, une célébration de la francophonie et de la diversité ainsi qu'un élément moteur du centre-ville montréalais, notamment, en animant deux principaux lieux de diffusions artistiques du Quartier des Spectacles.

La programmation mettra à l'honneur la richesse et la diversité des talents locaux francophones sous différentes formes :

- Spectacles en salles qui se dérouleront au MTELUS

- Capsules exclusives, qui seront diffusées en ligne, et dont l'enregistrement se fera à l'Astral.

La programmation détaillée est à venir.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;

- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;

- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;

- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;

- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Nombre d'années au CA	Profession / Entreprise

ANNEXE 5

LE BILAN DES RÉALISATIONS

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de crise sanitaire de la COVID-19.

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et d'accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);

- Inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);

- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;

- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : yves.saindon@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206370001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant trois cent vingt-cinq mille dollars (325 000 $) à l'organisme Les Francofolies de Montréal inc, pour soutenir la 32e édition des Francos de Montréal 2020 / Approuver les conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1206370001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-19

Cédric AGO
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1208528012

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme « TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE » pour la fourniture de 6 camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte – Dépense totale de 501 637,33 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18201 (5 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 501 637,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-18201) ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-26 12:45

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208528012**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme « TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE » pour la fourniture de 6 camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte – Dépense totale de 501 637,33 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18201 (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition de l'ensemble des unités d'affaires de la Ville de Montréal.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2020, le SMRA a identifié le besoin de remplacer six (6) véhicules qui seront mis au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 20-18201 qui s'est tenu du 20 mai 2020 au 23 juin 2020. L'appel d'offres a été publié le 20 mai 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le Système Électronique des Appels d'Offres du gouvernement du Québec, SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 35 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. La date d'échéance de la soumission est le 21 octobre 2020. Aucun addenda n'a été émis durant la période de sollicitation.

Le SMRA a rejeté une seule soumission car celle-ci présentait une non-conformité technique: le soumissionnaire Jacques Olivier Ford Inc fit l'objet d'une non-conformité technique majeure relevée à l'article 6.1 et relative à un modèle d'épandeur à sel. L'épandeur proposé par le soumissionnaire ne peut en aucune façon être considéré comme un équivalent acceptable au modèle de référence.

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 20-18201 est celle d'un octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande 1350425 – 05 juin 2019 : Acquisition de deux (2) camionnettes 4X4 à cabine d'équipe, 6 places, moteur diesel, caisse de 8 pi. et roues arrière jumelées. Marque et modèle: Dodge - Olivier Kamouraska Chrysler Dodge Jeep Ram 3500 (2019). - Dépense totale de 76 853.11 $, taxes incluses - gré-à-gré

CE18 1523 - 12 septembre 2018 : Accorder un contrat à Trois Diamants Auto, pour la fourniture de cinq (5) camionnettes 4x4 pour une somme maximale de 216 258,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17098 - (5 soumissionnaires)

CG18 0352 - 21 juin 2018 : Accorder deux contrats aux firmes Pie IX Dodge Chrysler 2000 inc. (lot 1 : 4 922 826,22 $, taxes incluses) et Fortier Auto (Montréal) ltée (lot 5 : 1 051 469,37 $, taxes incluses) pour la fourniture de 110 camionnettes et 30 véhicules utilitaires/multisegments - Dépense totale de 5 974 295,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16705 (4 soum.)

CG15 0029 – 29 janvier 2015 : Autoriser la prolongation, pour une période de vingt-quatre (24) mois supplémentaires, les ententes-cadres conclues avec les firmes 7265930 Canada inc. / Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) et Fortier Auto (Montréal) ltée pour la fourniture, sur demande, de divers véhicules légers suite à l'appel d'offres public no 11-11756 (Montant estimé des prolongations : 2 819 956,33 $ et 1 101 984,30 $ taxes incluses).

CG12 0013 – 26 janvier 2012 : Conclure avec les firmes Fortier Auto (Montréal) ltée (6 808 841,55 $) et 7265930 Canada inc. / Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (8 442 902,37 $) , des ententes-cadres collectives d'une durée de trois (3) ans avec une option de renouvellement de deux ans, pour la fourniture, sur demande, de divers véhicules suite à l'appel d'offres public no 11-11756 (13 soum.)**.**

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour l'acquisition de six (6) camionnettes 4X4, à cabine d'équipe six (6) places, caisse courte, roues arrières simples et poids nominal brut (PNVB) de 11000 lb (min.), incluant le droit environnemental sur les pneus neufs et selon les caractéristiques décrites au devis technique (no. 12820A11). Les véhicules seront équipés d'un épandeur à sel d'une capacité nominale de 1.5 vg³.
Les camionnettes servent au transport des équipes de travail et sont affectées à de multiples activités de voirie et/ou d'entretien des parcs (ex : asphaltage, ramassage de débris, transport en vrac, etc). Il s'agit de véhicules de travail appelés à transporter et/ou à remorquer des charges plus ou moins lourdes, de là le besoin de puissance au niveau de la motorisation.

Le fournisseur s'engage à livrer les véhicules au maximum 150 jours après la date de réception du bon de commande.

La liste des véhicules à remplacer est présentée dans le tableau ci-dessous. L'âge des véhicules à remplacer se situe entre 9 et 21 ans. Celui de neuf (9) ans aura dix (10) ans lors de la réception des nouveaux véhicules.

NO CLASSE VILLE	MATRICULE VILLE	SERVICE OU ARRONDISSEMENT
127	11115	52-Arr.Ville-Marie
127	10157	53-Arr.Sud-Ouest
127	09399	54-Arr.Plateau-Mont-Royal
200	10232	55-Arr.Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
212	99558	89-Arr.Lasalle
127	10118	58-Arr.Villeray - St-Michel - Parc-Extension

La durée de vie d'un véhicule de classe 127, 200, et 212 est de dix (10) ans.

La garantie débutera à partir de la date de mise en service officielle de chaque véhicule. Les

véhicules seront sous la garantie usuelle du manufacturier.

Le tableau ci-dessous présente le prix unitaire de chaque véhicule ainsi que le montant total incluant les taxes.

Quantité	Description	Prix unitaire sans les taxes	Montant total sans taxes	Montant total avec les taxes
6	Acquisition de camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte, roues arrière simples et PNVB de 11000 lb (min.)	72 716,87 $	436 301,22 $	501 637,33 $

JUSTIFICATION

Ce dossier vise le remplacement de six (6) véhicules lourds qui seront mis au rancart pour cause de désuétude.
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 20-18201 pour lequel il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE	501 637,33 $		501 637,33 $
GARAGE P. VENNE INC.	502 721,29 $		502 721,29 $
FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE	503 100,71 $		503 100,71 $
GRENIER CHEVROLET BUICK GMC INC.	527 210,96 $		527 210,96 $
Dernière estimation réalisée ($)	456 601,37 $		456 601,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			45 035,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			9,86 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 083,96
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,22 %

Pour estimer la dépense, le rédacteur du devis technique s'est appuyé sur l'historique de consommation des années antérieures. Tel que le démontrent les tableaux ci-dessus, les prix reçus sont en concordance avec l'estimation de la dépense (moins de 10% d'écart). Le faible écart entre le montant (1 083,96 $ ou 0,22%) des deux plus basses soumissions reçues confirme que les prix reçus sont compétitifs.

Un (1) des six (6) preneurs du cahier des charges n'a pas présenté d'offres pour des motifs inconnus. La demande a été faite le 7 juillet 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 501 637,33 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 458 061,74 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale (19-018) destiné aux achats de véhicules et leurs

équipements (projet 68102).

Montant total sans taxes	Montant total incluant les taxes	Montant total net et ristourne
436 301,22 $	501 637,33 $	458 061,74 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre en 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La catégorie des véhicules pouvant répondre aux type de besoins identifiés nécessite une motorisation adaptée (8 cylindres), laquelle est supportée par un standard Ville établi par le Service du matériel roulant et des ateliers. Cependant, bien que la motorisation soit plus importante, le seul fait de remplacer de vieux véhicules par des plus récents et dotées des nouvelles technologies en matière de gestion des carburant contribue significativement à la réduction de GES.

Par ailleurs, il est à noter que le marché des véhicules 100 % électriques ne se limite principalement qu' à la catégorie des véhicules sous-compacts. Le créneau des véhicules utilitaires et des camionnettes à propulsion entièrement électrique n’est pour l'instant pas desservi par les grands manufacturiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d’entretien, de réparation ainsi que les délais d’immobilisation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impacts liés à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des bons de commande en septembre 2020

- Livraison des véhicules début 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jason BERTEAU
Agent de recherche

Tél : 514-872-1092
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge BRANCONNIER
Chef de division ateliers mécaniques
Tél : 514 872-1084
Approuvé le : 2020-08-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208528012

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à la firme « TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE » pour la fourniture de 6 camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte – Dépense totale de 501 637,33 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18201 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18201_Intervention_«SMRA».pdf 20-18201_pv.pdf 20-18201_DetCah.pdf

20-18201_Tableau de vérification.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agente d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18201 — No du GDD : 1208528012

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte, roues arrière simples et pnbv de 11000 lb (min.)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 5 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 23 - 6 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 6 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 83,33

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
JACQUES OLIVIER FORD INC.	Non-conformité technique majeure relevée à l'article 6.1: épandeur à sel. L'épandeur proposé ne peut pas être considéré comme un équivalent acceptable au modèle de référence.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 21 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE	501 637,33 $	√	
GARAGE P. VENNE INC.	502 721,29 $		
FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE	503 100,71 $		
GRENIER CHEVROLET BUICK GMC INC.	527 210,96 $		

Information additionnelle

Le preneur de cahier des charges qui n'a pas présenté de soumission a donné les motifs de désistement suivants :
- Un (1) n'a donné aucune réponse

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 24 - 8 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18201
Titre : Acquisition de camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte, roues arrière simples et pnbv de 11000 lb (min.)
Date de publication sur le SÉAO : 20 mai 2020
Date d'ouverture des soumissions : 23 juin 2020
Addenda : Aucun

				JACQUES OLIVIER FORD INC.		TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE		GARAGE P. VENNE INC.		FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE		GRENIER CHEVROLET BUICK GMC INC.	
Numéro de fournisseur VDM				117134									
Numéro NEQ				1143058627		1144086940		1143979681		1140587461		1142129940	
Article	**Description**	**Quantité**		**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	Acquisition de camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte, roues arrière simples et pnbv de 11000 lb (min.), incluant le droit environnemental sur les pneus neufs et selon les caractéristiques décrites au devis technique.	6		72 217,00 $	433 302,00 $	72 716,87 $	436 301,22 $	72 874,00 $	437 244,00 $	72 929,00 $	437 574,00 $	76 424,00 $	458 544,00 $
Total avant taxes					433 302,00 $		436 301,22 $		437 244,00 $		437 574,00 $		458 544,00 $
TPS 5 %					21 665,10 $		21 815,06 $		21 862,20 $		21 878,70 $		22 927,20 $
TVQ 9,9975 %					43 221,87 $		43 521,05 $		43 615,09 $		43 648,01 $		45 739,76 $
Montant total					498 188,97 $		501 637,33 $		502 721,29 $		503 100,71 $		527 210,96 $
			Requis ou non										
Signature				oui		oui		oui		oui		oui	
Signiataire				Serge Labelle		Patrick Mekhael		Maryse Lessard		Yannick Bastien		Louis Jaxzzar	
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)				conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)				conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»				conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»				conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)				conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
Liste des sous-traitants				conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	

Non-conforme - Non-conformité technique majeure relevée à l'article 6.1: épandeur à sel. L'épandeur proposé ne peut pas être considéré comme un équivalent acceptable au modèle de référence.
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 7 juillet 2020**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18201
Numéro de référence : 1372893
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte, roues arrière simples et pnbv de 11000 lb (min.)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Beauce Auto (2000) Inc 405 Boulevard Renault Beauceville, QC, G5X1N7 http://www.beauceauto.ca NEQ : 1165908915	Monsieur David Fortin Téléphone : 418 774-9801 Télécopieur : 418 774-9811	**Commande : (1744846)** 2020-05-21 18 h 36 **Transmission :** 2020-05-21 18 h 36	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fortier Auto (Montréal) Ltée 7000, boul. Louis-H. Lafontaine Montréal, QC, H1M 2X3 http://www.fortierauto.com NEQ : 1140587461	Monsieur Yannick Bastien Téléphone : 514 353-9821 Télécopieur : 514 353-4556	**Commande : (1749243)** 2020-06-01 15 h 58 **Transmission :** 2020-06-01 15 h 58	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Grenier Chevrolet Buick GMC Inc. 1325 Carre Masson Terrebonne, QC, J6W 6J7 NEQ : 1142129940	Monsieur Louis Jazzar Téléphone : 450 471-3746 Télécopieur : 450 471-4602	**Commande : (1746487)** 2020-05-26 10 h 16 **Transmission :** 2020-05-26 10 h 16	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JACQUES OLIVIER FORD INC. 4405 CHEMIN CHAMBLY Longueuil, QC, J3Y 3M7	Monsieur Serge Labelle Téléphone : 450 445-	**Commande : (1757279)** 2020-06-18 12 h 12	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

	NEQ : 1143058627	3673 Télécopieur : 450 445-4451	**Transmission :** 2020-06-18 12 h 12	
☐	Trois Diamants Autos (1987) Ltée 3035, Chemin Gascon Mascouche, QC, j7l3x7 NEQ : 1144086940	Madame Maryse Lessard Téléphone : 450 477-6348 Télécopieur : 450 477-6962	**Commande : (1745831)** 2020-05-25 11 h 33 **Transmission :** 2020-05-25 11 h 33	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	venne ford 94 notre dame Repentigny, QC, j6a 2p3 http://venne ford.ca NEQ : 1143979681	Monsieur luc venne Téléphone : 450 581-0120 Télécopieur : 450 581-7698	**Commande : (1744283)** 2020-05-21 8 h 54 **Transmission :** 2020-05-21 8 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

Autorité des marchés financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208528012

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à la firme « TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTÉE » pour la fourniture de 6 camionnettes 4X4, à cabine d'équipe 6 places, caisse courte – Dépense totale de 501 637,33 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18201 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208528012 - Acquisition 6 camionnettes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1208872004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à « Les Solutions Enovert Inc.», pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18222 (1 soum).

Il est recommandé de :
1. accorder au seul soumissionnaire « Les Solutions Enovert Inc. », ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de 25 véhicules électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 235 540,03$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18222 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur ;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-09-02 11:41

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208872004**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à « Les Solutions Enovert Inc.», pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18222 (1 soum).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux.
Cet achat vise à répondre aux besoins opérationnels du Service de l'eau, au cours des travaux dédiés à éliminer toutes les entrées de service en plomb situées sur le territoire de la Ville d'ici 2030. Dans le cadre de leur fonction, les équipes de travail concernés sont appelés à effectuer de nombreux déplacements sur le territoire de Montréal.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 20-18222 qui s'est tenu du 1 juin au 7 juillet 2020. L'appel d'offres a été publié le 1er juin 2020 dans le quotidien Le Journal de montréal ainsi que dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 37 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Un addenda a été émis le 15 juin 2020 pour répondre aux questions des soumissionnaires sur le devis technique.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 20-18222, l'octroi du contrat se fait en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CM19 1119 - 22 octobre 2019: Accorder un contrat à Grenier Chevrolet Buick GMC ltée, pour la fourniture de trois véhicules électriques (item 2), pour une somme maximale de 168 691,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17675 (1 seul soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à « Les Solutions Enovert Inc.», pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020 (version Preferred EV) tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres public 20-18222, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses. Les véhicules seront sous la garantie usuelle du manufacturier pour une durée de 5 ans ou de 100 000 km; la garantie de la batterie et

le système électrique est de 8 ans ou 160 000 km.
La demande pour l'installation de bornes de recharge de niveau 2 a été faite en priorité au Service de la gestion et de la planification immobilière (SPGI) pour s'assurer de la disponibilité de celles-ci.

La livraison des véhicules se fera dans un délai de 120 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

JUSTIFICATION

L'achat de ces véhicules est un ajout au parc de véhicules de la Ville. Cet ajout est nécessaire dans le but d'atteindre les objectifs du plan d'action relatif au programme de remplacement des entrées de service en plomb situées sur le territoire de la Ville de Montréal.
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 20-18222 pour lequel il y a eu 1 preneur du cahier des charges.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES**	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Solutions Enovert Inc.	1 235 540,03 $		1 235 540,03 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 262 483,00 $		1 262 483,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 26 942,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 2,13%

Pour estimer la dépense, le rédacteur du devis technique a utilisé les outils de configuration de prix de chacun des sites internet des manufacturiers des véhicules éligibles et en a établi une moyenne. Il y a un écart négatif de 26 942,97 $ (- 2,13%) entre la soumission de « Les Solutions Enovert Inc.» et l'estimation de la dépense. L'écart négatif s'explique par les rabais accordés par le manufacturier et le concessionnaire aux clients corporatifs.

Dans le but de favoriser un bon niveau de concurrence, la Ville n'avait exigé aucune garantie de soumission dans le cadre de l'appel d'offres 20-18222.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant maximal de 1 128 213 $ (net de ristourne) sera financé par le budget de fonctionnement du Service de l'eau.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale en 2021.

Rabais – Programmes gouvernementaux:
L'achat de véhicules électriques est admissible aux rabais offerts par le gouvernement provincial et fédéral (8 000$ et 5 000$). Considérant que ces rabais sont disponibles jusqu'à l'épuisement des fonds ils n'ont pas été comptabilisés dans le montant de la dépense. Si les rabais sont disponibles au moment de la livraison des véhicules, le fournisseur verra à l'inclure à sa facturation. Cette mesure représente une économie potentielle de 325 000 $ pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L’acquisition de véhicules électriques répond pleinement aux objectifs de réduction de GES et de dépendance aux énergies fossiles mis de l’avant par le Plan de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Acquérir ces véhicules permettra à la Ville de Montréal d'accélérer la mise en oeuvre du programme de remplacement des entrées de service en plomb afin de répondre aux recommandations émises par Santé Canada.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s’applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des bons de commande : octobre 2020

- Livraison des véhicules: février 2021 à décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia SANCHEZ
Agente de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge BRANCONNIER
Chef de division ateliers mécaniques
Tél : 514 872-1084
Approuvé le : 2020-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208872004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Objet :	Accorder un contrat à « Les Solutions Enovert Inc.», pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18222 (1 soum).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18222_Intervention.pdf 20-18222_TPC.pdf 20-18222_pv.pdf 20-18222_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agente d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18222 — No du GDD : 1208872004

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'automobiles 100% électriques

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 7 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 7 - 7 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 15 - 6 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 4 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Solutions Enovert Inc.	1 235 540,03 $	√	1

Information additionnelle

Malgré qu'il y a qu'un seul soumissionnaire, la négociation n'était pas permise puisque le prix offert est sous l'estimation.

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 28 - 8 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18222
Titre : Acquisition d'automobiles 100% électriques
Date d'ouverture des soumissions : 7 juillet 2020

	Article	Quantité	Les Solutions Enovert Inc.	
			Prix unitaire	Montant total
1	Acquisition d'un automobile 100% électrique, incluant le droit environnemental sur les pneus neufs et selon les caractéristiques décrites au devis technique.	25	42 984,65 $	1 074 616,25 $
	Total avant taxes			1 074 616,25 $
	TPS 5 %			53 730,81 $
	TVQ 9,975 %			107 192,97 $
	Montant total			1 235 540,03 $
	Signature		OUI	
	Achat SEAO		OK	
	Numéro TPS/TVQ		OUI	
	Numéro de fournisseur VDM		577981	
	Numéro NEQ		1174155342	
	Vérification REQ		OK	
	RENA		OK	
	Registre des personnes inadmissibles et LNPC		OK	
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant		OK	
	Renseignements complémentaires		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	
	Devis techniques dûment complété			

Remarque :
Non-conforme
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 9 juillet 2020

Devis 14020A11

Conformément à l'annexe 2.01.02 « Consignes d'élaboration du prix » de la section Régie, vous devez

Prix de détail suggéré (PDSF) du véhicule et de l'ensemble des options manufacturières choisies			41 499,00 $
Clés sans frais - inclus dans le PSDF du véhicule	2		inclus
Rabais du manufacturier « parc auto » :			(500,00 $)
Rabais du concessionnaire :			(1 000,00 $)
Taxes d'accise pour la climatisation :			100,00 $
Transport et préparation			1 710,00 $
Sous-total no 1			41 809,00 $
TPS (5%)			2 090,45 $
TVQ (9,975 %) payable à la SAAQ			4 170,45 $
Options du concessionaires			
Clés supplémentaires avec frais	1	317,80 $	317,80 $
Droit environnemental sur les pneus neufs	4	3,00 $	12,00 $
Équipements additionnels, autres options. Veuillez inscrire le montant global des ces acquisitions en lien avec les caractéristiques décrites aux devis.			845,85 $
Sous-total no 2			1 175,65 $
TPS (5%)			58,78 $
TVQ (9,975 %) payable au concessionnaire			84,37 $
Prix unitaire d'un véhicule (Sous-total no 1 + Sous total no 2			**42 984,65 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18222
Numéro de référence : 1376740
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal – Acquisition d'automobiles 100% électriques

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Les Solutions Enovert 797 de Salaberry Kirkland, QC, H9H4Z2 http://www.enovert.com NEQ : 1174155342	Monsieur Brahim Zenasni Téléphone : 514 862-8378 Télécopieur :	**Commande : (1761495)** 2020-06-30 11 h 18 **Transmission :** 2020-06-30 11 h 18	3332830 - Addenda 1 2020-06-30 11 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers
Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208872004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Objet :	Accorder un contrat à « Les Solutions Enovert Inc.», pour la fourniture de 25 automobiles électriques de marque et modèle Hyundai Ioniq 2020, pour une somme maximale de 1 235 540,03 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18222 (1 soum).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1208872004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1207231066

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont. Dépense totale de 657 127,74 $ (contrat: 537 388,85 $ + contingences: 53 738,89 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460512 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 537 388,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 460512 ;

2. d'autoriser une dépense de 53 738,89 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 66 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-09-03 22:11

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231066**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont. Dépense totale de 657 127,74 $ (contrat: 537 388,85 $ + contingences: 53 738,89 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460512 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau (SE) souhaite réaliser des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans la rue Millen de l'arrondissement Ahuntsic - Cartierville.
Le nombre de ce type de branchement est actuellement estimé à 39 sur l'ensemble du tronçon. L'objectif des travaux est de remplacer les branchements d'eau actuellement en plomb. L'objectif général est d'éliminer du territoire de la ville de Montréal, dans un horizon de 10 ans, le plomb et tout matériau non conforme sur le domaine public et le domaine privé, lorsque requis, et par conséquent, pour tous les branchements d'eau en plomb raccordés sur la conduite d'eau potable municipale localisés sur le tronçon du contrat et de les remplacer par des branchements en cuivre.

La Direction des infrastructures (DI) a préparé les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Cet appel d'offres fait suite à l'appel d'offres 460510 qui a été annulé en raison d'un écart défavorable entre les estimations internes effectuées pendant le processus d'appel d'offres et les quatre (4) soumissions conformes qui avaient été déposées par le seul soumissionnaire conforme Sanexen Services Environnementaux, dont le prix total était de 51 236 884,13 $ pour 2 500 remplacements de branchement de service durant l'année 2020. Cet appel d'offres avait été publié du 16 mars 2020 au 23 avril 2020.

Les résultats d'ouverture de soumission de l'appel d'offres annulé se retrouvent en pièce jointe.

L'appel d'offres 460510 prévoyait l'adjudication de quatre (4) ententes-cadre pour quatre

(4) lots différents alors que le présent appel d'offre a été relancé différemment pour accorder deux (2) contrats distincts, soit le 460512 - 3e Avenue (GDD 1207231066) et le 460513 - rue Millen (GDD 1207231067).

Ces deux (2) tronçons ont été identifiés par la DI parmi une liste de tronçons fournie par la DRE, le choix étant d'accorder deux contrats équivalents et de même quantité.

Il est prévu que les contrats découlant de ces deux (2) appels d'offres seront octroyés dans la même séance du conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de remplacement de branchements d’eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont auront lieu sur une distance d'environ 220 mètres. Les activités payables selon les items du bordereau de soumission comprennent notamment les services et les travaux suivants:

- la réalisation et remise d’un rapport photographique des lieux où il y a eu des remplacements extérieurs et/ou intérieurs des branchements d’eau en plomb;
- la localisation des conduites et accessoires;
- la localisation et vérification des robinets d'arrêt des branchements d'eau;
- la production d'un plan de travail incluant les dessins d'atelier;
- la distribution des avis aux résidents;
- la coordination des travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments avec les propriétaires (si requis);
- l'installation du réseau d'alimentation temporaire en eau potable (si requis);
- l'excavation des éléments de surface, des puits d'accès et des tranchées requises;
- le raccordement conventionnel ou sous pression du nouveau branchement d'eau à la conduite d'eau existante;
- le remplacement du branchement d'eau en plomb, ou tout autre matériau non conformes, par un nouveau branchement d'eau en cuivre réalisé par tirage, par torpillage ou par excavation;
- les travaux de remplacement des branchements d'eau en plomb à l'intérieur du bâtiment conformément au règlement 17-078;
- l'installation des accessoires;
- le rinçage et la désinfection des conduites et branchements d'eau;
- le remblayage des excavations réalisées;
- le démantèlement du réseau d'alimentation temporaire en eau potable (si requis);
- la réfection des surfaces et la remise en état des lieux.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 53 738,89 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que la surveillance

environnementale pour la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel, ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC) a procédé à l'analyse des soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 7,6 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

Ainsi, vu que l'écart est favorable à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 657 127,74 $, taxes incluses, et comprend :
- un contrat à Les Pavages Céka pour un montant de 537 388,85 $ taxes incluses;
- plus des contingences 53 738,89 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 66 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense de 657 127,74 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 600 045,21 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #20-002.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, est prévue au PTI de la DRE du Service de l'eau.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir comme conséquence de devoir reconstruire les entrée de service à la pièce au lieu de les remplacer en lot ce qui entraînerait des coûts plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et de matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 25 décembre 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact à prévoir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est déployée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Septembre 2020
Fin des travaux : Octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julien FORTIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Kathy DAVID, Service de l'eau
Guylaine DÉZIEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Kathy DAVID, 1er septembre 2020
Julien FORTIN, 1er septembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude LAVOIE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-01

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-09-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-09-03

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 460512 — No du GDD : 1207231066

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 / 8 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 25 / 8 / 2020

Ouverture faite le : 27 / 8 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
6 / 8 / 2020	Modification de quantités au bordereau	105 000,00
19 / 8 / 2020	Ajout des items électriques au bordereau et report de la date d'ouverture	19 000,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 25 / 12 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
LES PAVAGES CÉKA INC.	537 388,85
FORACTION INC.	675 000,00
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	751 875,56
CONSTRUCTION CAMARA / 6742114 CANADA INC.	756 785,00
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 194 159,09

Estimation — **interne** — 581 323,08

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-7,6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **25,6%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES PAVAGES CÉKA INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 537 388,85

Montant des contingences ($) : 53 738,89

Montant des incidences ($) : 66 000,00

Date prévue de début des travaux : 28 / 9 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 30 / 10 / 2020



ORIENTATION

Nord Géographique
Nord Magnétique
Boul. Saint-Laurent (Montréal)

NOTE(S):

1 - La localisation des conduites d'égout, d'eau et des services d'utilités publiques est approximative;

2 - L'échelle indiquée au plan est valide pour le format A1. Les puits et les accessoires (bouches à clé de vanne, chambres de vanne, poteaux d'incendie, etc.) sont schématiques et ne sont pas à l'échelle;

3 - Les pressions statiques et dynamiques indiquées pour les poteaux d'incendie ne sont fournies qu'à titre indicatif;

4 - Les branchements d'eau ne sont pas représentés au plan. L'Entrepreneur devra en faire la localisation au chantier.

LÉGENDE

- Poteau d'incendie
- Poteau d'incendie STM
- Poteau d'incendie privé
- Bouche à clé de vanne
- Chambre de vanne
- Id. des vannes de fermeture
- Conduite d'eau secondaire
- Conduite d'eau principale
- Raccord (té, croix, réduit)
- Conduite ou branchement d'égout
- Regard d'égout
- Puisard
- Bâtiment avec branchement d'eau en plomb (confirmé)
- Bâtiment avec branchement d'eau possiblement en plomb
- Bâtiment avec branchement d'eau sans plomb (confirmé)
- Bâtiment avec branchement d'eau de matériau inconnu
- Bâtiment situé à 1,5m, ou moins, du fond de trottoir
- Limite cadastrale
- Chaussée mixte
- Chaussée souple
- Massif de conduits électriques
- Conduite de gaz
- Ligne du métro
- École
- Hôpital
- Station de métro
- Station du REM
- Arrêt d'autobus
- Voie ferrée
- Limite d'arrondissement
- Sondage à réaliser (localisation approximative)

ÉMISSION(S)

NO.	DATE	DESCRIPTION	PRÉP. PAR:
000	2020-07-16	Pour appel d'offres	C.L.
A	2020-06-30	Pour commentaires 50%	C.L.

INTERVENANTS

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Agent technique:
Marc-Olivier Lecours

Ingénieur(e):
Claude Lavoie, ing.

Sceau de l'ingénieur(e)

Ordre des ingénieurs du Québec
Claude Lavoie
108890
2020-07-23

Original signé le:

ARRONDISSEMENT:

Rosemont - La Petite-Patrie

NOM DU PROJET:

Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP)

TITRE DU PLAN:

3e Avenue

Entre la rue Holt
et le boulevard Rosemont

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

ÉCHELLE: 1 : 400

APPEL D'OFFRES:	N° DE PLAN:	FEUILLET:	ÉMISSION:
460512	RPP-ESP-2020-21	A	000

Cartouche révisé le : 2020-06-30

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	460512	DATE:
#GDD:	1207231066	DRM:	46051	2020/09/01
RESPONSABLE:	Claude Lavoie			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout - TECQ**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2018100128	183097	539 778,42 $	537 388,85 $	53 738,89 $	0,00 $	
2018100129	183098	60 266,79 $	0,00 $	0,00 $	66 000,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**600 045,21 $**	**537 388,85 $**	**53 738,89 $**	**66 000,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**600 045,21 $**	**537 388,85 $**	**53 738,89 $**	**66 000,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**657 127,74 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 460512	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**01/09/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			537 388,85 $
TRAVAUX CONTINGENTS			53 738,89 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		14 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		11 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		6 000,00 $	
Gestion des impacts		10 000,00 $	
XXX		20 000,00 $	
XXX		5 000,00 $	
XXX		0,00 $	
	TOTAL À REPORTER	66 000,00	66 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			657 127,74 $
Imputation (crédits)			600 045,21 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		28 576,98	57 011,08
Ristournes TPS et TVQ à 50%		57 082,52	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Claude Lavoie

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2018100128**	**SOUMISSION:**	**460512**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183097**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/09/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Pavages Céka inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			537 388,85 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		53 738,89 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			591 127,74 $
Imputation (crédits)			539 778,42 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	25 706,79	51 285,06
Ristournes TPS et TVQ à 50%	51 349,32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Claude Lavoie

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2018100129**	**SOUMISSION:**	**460512**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183098**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/09/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%			0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			14 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.				
Laboratoire, contrôle qualitatif			11 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			6 000,00 $	
Gestion des impacts			10 000,00 $	
Surveillance environnementale			20 000,00 $	
Chloration			5 000,00 $	
XXX				
		TOTAL À REPORTER	66 000,00	66 000,00 $
Dépenses totales à autoriser				66 000,00 $
Imputation (crédits)				60 266,79 $
Montant de dépôt				

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	2 870,19	5 726,03
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 733,21	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Claude Lavoie

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 460510
Numéro de référence : 1355596
Statut : Annulé
Titre : Entente-cadre pour la réalisation de travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans diverses rues de la ville de Montréal.

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Entente-cadre pour la réalisation de travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans diverses rues de la ville de Montréal.
Date de fermeture de l'avis :	2020-04-23 Avant 13h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2020-04-24 17 h 25
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SIRR - Service des infrastructures du réseau routier**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, (QC) CAN j4z3v4 http://www.sanexen.com	1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	51 236 884,13 $

Information supplémentaire

Lot 1 : 17 143 899,26 $
Lot 2 : 12 561 030,25 $
Lot 3 : 12 803 110,11 $
Lot 4 : 8 728 844,51 $

© 2003-2020 Tous droits réservés

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 12 mai 2020

LES PAVAGES CÉKA INC.
A/S MONSIEUR SYLVAIN AGANIER
1143, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
MERCIER (QC) J6R 0H6

N° de décision : 2020-DAMP-1431
N° de client : 3000233970

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES PAVAGES CÉKA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **11 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 460512

Date de publication : 2020-08-03
Date d'ouverture : 2020-08-27

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	2633-2312 Québec inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction
2	Capital Sewer Services
3	Construction Camara inc.
4	Foraction inc.
5	Les Entrepreneurs Bucaro inc.
6	Les Pavages Céka inc.
7	Ramcor Construction inc.
8	Sanexen Services Environnementaux inc.
9	Travaux Routiers Métropole inc. / 9129-2201 Québec inc.
10	Urbex Construction inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231066

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont. Dépense totale de 657 127,74 $ (contrat: 537 388,85 $ + contingences: 53 738,89 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460512 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231066.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-02

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1207711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $+ contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour les services de déneigement clés en main, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public et au tableau de prix reçu ;

Adjudicataires	Lots	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)
Proquip inc.	SLE-109-2023	2 773 302,89 $
	SLE-110-2023	2 866 527,84 $
Les Excavations Payette Ltée	SLE-111-2023	3 257 912,41 $
TOTAL		**8 897 743,14 $**

2. d'autoriser une dépense de 444 887,16$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 334 661,47$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-23 21:48

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207711006**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $+ contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et de l'octroi des contrats s'y rattachant.

Le 15 juillet dernier, le SCA a lancé un appel d'offres no 20-18187 de trois (3) lots pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour l'arrondissement de Saint-Léonard.
Un avis a été publié dans SEAO et le Journal de Montréal. L'ouverture a eu lieu le 11 août 2020. Le délai de réception des soumissions était de 26 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours.
Deux (2) addendas ont été publiés le 4 août 2020:

- Addenda no 1: L'addenda no 1 a corrigé l'erreur de la date d'ouverture des soumissions indiquée le 13 août au lieu du 11 août dans le document «Régie».
- Addenda no 2 : L'addenda no 2 a permis d'indiquer que l'ouverture des soumissions se fait, de nouveau, devant public et que le port du masque est requis.

Les contrats sont octroyés selon le meilleur scénario économique qui est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garanties de soumission déposées par chacun des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1130 - 17 septembre 2018 - Accorder deux contrats à 9055-0344 Québec inc. et à Services Uniques J.M. inc. pour les services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées d'un an, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 1 711 200,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17196 (3 soum. par contrat)
CM18 1000 - 21 août 2018 - Accorder seize(16) contrats aux firmes NMP Golf Construction inc., CMS Entrepreneur inc., Déneigement Cyrbault inc., J.M. Gagné inc., Déneigement Fontaine Gadbois inc., 9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD), Les Excavations Payette ltée, Matériaux paysagers Savaria ltée et Les Entreprises Canbec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre un (1) et cinq (5) ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 79 038 530,48 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16608 (entre 1 et 3 soumissionnaires par contrat)

DESCRIPTION

Les contrats de déneigement incluent les opérations de déblaiement des chaussées, des trottoirs et de certaines ruelles, la fourniture et l'épandage de fondants et d'abrasifs sur les trottoirs, le chargement de la neige et le soufflage de la neige en bordure de rue, le cas échéant. Toutes les normes opérationnelles sont harmonisées afin de respecter les exigences de la Politique de déneigement de la Ville.

Les contrats sont d'une durée de trois (3) ans avec une option d'une année de prolongation.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 19 fois sur le site de SEAO.

Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 32% (6 soumissionnaires sur 19 preneurs de cahier des charges). Par contrat, le taux de soumission est de 2 à 3 soumissions par contrat.

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, les adjudicataires devaient détenir leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. Leurs autorisations sont en pièces jointes dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement.

Précisons que les adjudicataires ne sont pas inscrits au RENA et qu'ils sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission. Dans l'ensemble, les prix soumissionnés sont de 15% sous l'estimation de la Ville.

Les entreprises suivantes ont remporté les contrats:

Adjudicataires	Contrats
Proquip inc.	SLE-109-2023
	SLE-110-2023
Les Excavations Payette Ltée	SLE-111-2023

LOT 1 - SLE-109-2023			
SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
Proquip inc.	2 745 844,45 $		2 745 844,45 $
Services uniques J.M. inc.	2 983 160,78 $		2 983 160,78 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 450 921,12 $		3 450 921,12 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(705 076,67) $
		(%)	-20,43%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	237 316,33 $
		(%)	8,64%

Ce dossiers sera référé à la Commission des examens des contrats (CEC) car il s'agit d'un contrat de services de plus de 2 M$ et que l'écart est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire. L'écart est de -20,4 %. L'estimation est basée sur les prix payés et actualisés pour des secteurs similaires de l'arrondissement, additionnée d'un facteur correctif pour prendre en considération l'appel d'offres tardif considérant que les carnets de commande des entrepreneurs pourraient être complets.
Il est possible que la compagnie Proquip qui ne détient pas de contrats de déneigement pour la Ville, avait un fort intérêt envers les deux lots ce qui a pu expliquer les prix sous l'estimation et l'écart avec le 2e plus bas soumissionnaire.

LOT 2 - SLE-110-2023			
SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
Proquip inc.	2 838 146,38 $		2 838 146,38 $
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	3 339 908,78 $		3 339 908,78 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 313 316,20 $		3 313 316,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(475 169,82) $
		(%)	-14,34%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	501 762,40 $
		(%)	17,68%

L'écart entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire est de -14,3 %. L'estimation est basée sur les prix payés et actualisés pour des secteurs similaires de l'arrondissement, additionnée d'un facteur correctif pour prendre en considération l'appel d'offres tardif considérant que les carnets de commande des entrepreneurs pourraient être complets.
L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse est de 17,7% et est difficile à expliquer. Cela peut dépendre des stratégies de soumission propres à chaque entreprise.

LOT 3 - SLE-111-2023			
SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
Les Excavations Payette Ltée	3 225 655,88 $		3 225 655,88 $
Construction Larotek inc.	3 485 484,37 $		3 485 484,37 $
Ramcor Construction inc.	4 906 095,93 $		4 906 095,93 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 570 654,80 $		3 570 654,80 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(344 998,92) $
		(%)	-9,66%

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	($)	259 828,49 $
	(%)	8,06%

Ce dossiers sera référé à la Commission des examens des contrats (CEC) car il s'agit d'un contrat de services de plus de 2 M$ et l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif.

Valeur de la prolongation

Chacun des contrats prévoit une option de renouvellement pour une saison hivernale. La décision relative à ces renouvellements se prend dans les mois précédant la fin de la troisième année des contrats. La valeur de ces renouvellements, excluant les ajustements de prix, les variations de quantités et les contingences, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Adjudicataires	Contrats	Valeur de la prolongation (TTC)
Proquip inc.	SLE-109-2023	915 281,48 $
	SLE-110-2023	946 048,79 $
Les Excavations Payette Ltée	SLE-111-2023	1 075 218,62 $
TOTAL		**2 936 548,89 $**

TTC : toutes taxes comprises

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences). Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)
Proquip inc.	SLE-109-2023	2 773 302,89 $	415 995,43 $	138 665,14 $	3 327 963,47 $	6 767 796,88 $
	SLE-110-2023	2 866 527,84 $	429 979,18 $	143 326,39 $	3 439 833,41 $	
Les Excavations Payette Ltée	SLE-111-2023	3 257 912,41 $	488 686,86 $	162 895,62 $	3 909 494,89 $	3 909 494,89 $
TOTAL		**8 897 743,14 $**	**1 334 661,47 $**	**444 887,16 $**	**10 677 291,77 $**	**10 677 291,77 $**

Les crédits prévus pour ces contrats sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Avant l’ouverture des soumissions, la valeur estimative de la prolongation de ces trois contrats était de 2 894 949,05 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi des contrats plusieurs mois avant le début de la saison hivernale permet à la Ville d'effectuer l'inspection et l'enregistrement de la machinerie des entrepreneurs et de former les arrondissements sur les nouvelles normes du cahier des charges.
Cette période de temps entre l'octroi et le début des opérations permet aussi aux entrepreneurs de planifier et d'organiser leurs activités. Ceci répond à une des recommandations du Rapport sur le déneigement et les pratiques à Montréal du BIG.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des contrats : 1er novembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Michael SAOUMAA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominic POITRAS, Saint-Léonard

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2020-08-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $+ contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18187_DET_CAH.pdf 20-18187_PV.pdf 20-18187_Intervention.pdf 20-18187_TCP.pdf
20-18187_AMP Payette.pdf 20-18187_AMP Proquip (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michael SAOUMAA
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18187 — No du GDD : 1207711006

Titre de l'appel d'offres : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour l'arrondissement de Saint-Léonard

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 7 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 11 - 8 - 2020

Ouverture faite le : 11 - 8 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 4 - 8 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 26 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 31,58

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 2 - 2021

Date d'échéance révisée : 7 - 2 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LOT SLE-109-2023			
Proquip Inc.	2 745 844,45	√	
Les Excavations Payette Ltée.	3 967 664,10		
Services Uniques J.M. Inc.	2 983 160,78		
Ramcor Construction Inc.	4 390 706,23		
Construction Larotek Inc.	3 188 503,95		
LOT SLE-110-2023			
Proquip Inc.	2 838 146,38	√	
Les Excavations Payette Ltée.	3 864 223,10		
Services niques J.M. Inc.	3 093 149,43		
Déneigemement Fontaine et Gadbois Inc.	3 339 908,78		
Construction Larotek Inc.	2 915 043,96		
LOT SLE-111-2023			
Proquip Inc.	4 063 216,50		
Les Excavations Payette Ltée.	3 225 655,88	√	
Ramcor Construction Inc.	4 906 095,93		
Construction Larotek Inc.	3 485 484,37		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. Dix neuf (19) firmes se sont procurés les cahiers des charges sur le site SEAO. Six (6) soumissions ont été reçues. Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: 1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué; 2-Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le votre dans le délai requis. 3-Notre carnet de commandes est complet présentement. 4-Manque d'équipements. 5- Notre équipement n'est pas disponible. Deux (2) addenda ont été publié.

Préparé par : Michael Saoumaa Le 18 - 8 - 2020

Tableau comparatif des prix reçus

1	No de l'appel d'offres	20-18187
2	Agent d'approvisionnement	Michael saoumaa
3	Nombre de soumissionnaires	6 *(un maximum de 20 soumissionnaires)*
4	Nombre d'items	16 *(un maximum de 1000 items)*

Informations sur les soumissionnaires

#	Soumissionnaires	Commentaires
1	**Construction Larotek**	
2	**Déneigement Fontaine Gadbois**	
3	**Excavations Payette**	
4	**Proquip inc.**	
5	**Services uniques JM**	
6	**Ramcor Inc**	

Informtions sur les items

#	Num. du lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unités de mesure	Quantité par période	Nombre de périodes
1	LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussé	km	25,9	3
2	LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3
3	LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3
4	LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3
5	LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transpo	M3	116000	3
6	LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige s	km	1	3
7	LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussé	km	26,1	3
8	LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3
9	LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3
10	LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transpo	M3	116000	3
11	LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige s	km	1	3
12	LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussé	km	44,2	3
13	LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3
14	LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3
15	LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transpo	M3	115000	3
16	LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige s	km	1	3

Numéro de l'appel d'offres	20-18187

Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unité de mesure	Qté par période	Nombre de périodes	Prix unitaire	Total sans taxes	Total taxes incluses	Soumissionnaires	Conformité
LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussées	km	25,9	3	4 500,00 $	349 650,00 $	402 010,09 $	Construction Larotek	Oui
LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3	2 350,00 $	327 825,00 $	376 916,79 $	Construction Larotek	Oui
LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3	800,00 $	720,00 $	827,82 $	Construction Larotek	Oui
LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	4 750,00 $	356 250,00 $	409 598,44 $	Construction Larotek	Oui
LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	4,99 $	1 736 520,00 $	1 996 563,87 $	Construction Larotek	Oui
LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Construction Larotek	Oui
LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussées	km	26,1	3	3 840,00 $	300 672,00 $	345 697,63 $	Construction Larotek	Oui
LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3	2 350,00 $	310 200,00 $	356 652,45 $	Construction Larotek	Oui
LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	4 750,00 $	356 250,00 $	409 598,44 $	Construction Larotek	Oui
LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	4,50 $	1 566 000,00 $	1 800 508,50 $	Construction Larotek	Oui
LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Construction Larotek	Oui
LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussées	km	44,2	3	5 400,00 $	716 040,00 $	823 266,99 $	Construction Larotek	Oui
LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3	2 050,00 $	335 175,00 $	385 367,46 $	Construction Larotek	Oui
LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	4 800,00 $	360 000,00 $	413 910,00 $	Construction Larotek	Oui
LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	115000	3	4,69 $	1 618 050,00 $	1 860 352,99 $	Construction Larotek	Oui
LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Construction Larotek	Oui
LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussées	km	25,9	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussées	km	26,1	3	3 000,00 $	234 900,00 $	270 076,28 $	Déneigement Fontaine Gadbois	Oui
LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3	1 000,00 $	132 000,00 $	151 767,00 $	Déneigement Fontaine Gadbois	Oui
LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	6 000,00 $	450 000,00 $	517 387,50 $	Déneigement Fontaine Gadbois	Oui
LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	6,00 $	2 088 000,00 $	2 400 678,00 $	Déneigement Fontaine Gadbois	Oui
LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	- $	- $	- $	Déneigement Fontaine Gadbois	Oui
LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussées	km	44,2	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	115000	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3				Déneigement Fontaine Gadbois	Non
LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussées	km	25,9	3	4 950,35 $	384 642,20 $	442 242,36 $	Excavations Payette	Oui
LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3	1 674,12 $	233 539,74 $	268 512,32 $	Excavations Payette	Oui
LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3	1 674,12 $	1 506,71 $	1 732,34 $	Excavations Payette	Oui
LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	7 141,79 $	535 634,25 $	615 845,48 $	Excavations Payette	Oui
LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	6,59 $	2 293 320,00 $	2 636 744,67 $	Excavations Payette	Oui
LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Excavations Payette	Oui

LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussées	km	26,1	3	4 912,41 $	384 641,70 $	442 241,80 $	Excavations Payette	Oui
LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3	1 769,24 $	233 539,68 $	268 512,25 $	Excavations Payette	Oui
LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	6 983,11 $	523 733,25 $	602 162,30 $	Excavations Payette	Oui
LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	6,37 $	2 216 760,00 $	2 548 719,81 $	Excavations Payette	Oui
LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Excavations Payette	Oui
LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussées	km	44,2	3	3 529,21 $	467 973,25 $	538 052,24 $	Excavations Payette	Oui
LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3	1 285,54 $	210 185,79 $	241 661,11 $	Excavations Payette	Oui
LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	5 886,92 $	441 519,00 $	507 636,47 $	Excavations Payette	Oui
LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	115000	3	4,88 $	1 683 600,00 $	1 935 719,10 $	Excavations Payette	Oui
LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Excavations Payette	Oui
LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussées	km	25,9	3	2 800,00 $	217 560,00 $	250 139,61 $	Proquip inc.	Oui
LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3	1 000,00 $	139 500,00 $	160 390,13 $	Proquip inc.	Oui
LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3	1 000,00 $	900,00 $	1 034,78 $	Proquip inc.	Oui
LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	5 000,00 $	375 000,00 $	431 156,25 $	Proquip inc.	Oui
LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	4,75 $	1 653 000,00 $	1 900 536,75 $	Proquip inc.	Oui
LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Proquip inc.	Oui
LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussées	km	26,1	3	2 800,00 $	219 240,00 $	252 071,19 $	Proquip inc.	Oui
LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3	1 000,00 $	132 000,00 $	151 767,00 $	Proquip inc.	Oui
LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	5 000,00 $	375 000,00 $	431 156,25 $	Proquip inc.	Oui
LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	5,00 $	1 740 000,00 $	2 000 565,00 $	Proquip inc.	Oui
LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Proquip inc.	Oui
LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussées	km	44,2	3	5 000,00 $	663 000,00 $	762 284,25 $	Proquip inc.	Oui
LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3	2 500,00 $	408 750,00 $	469 960,31 $	Proquip inc.	Oui
LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	7 500,00 $	562 500,00 $	646 734,38 $	Proquip inc.	Oui
LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	115000	3	5,50 $	1 897 500,00 $	2 181 650,63 $	Proquip inc.	Oui
LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Proquip inc.	Oui
LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussées	km	25,9	3	3 899,00 $	302 952,30 $	348 319,41 $	Services uniques JM	Oui
LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3	1 999,00 $	278 860,50 $	320 619,86 $	Services uniques JM	Oui
LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3	3 899,00 $	3 509,10 $	4 034,59 $	Services uniques JM	Oui
LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	4 999,00 $	374 925,00 $	431 070,02 $	Services uniques JM	Oui
LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	4,69 $	1 632 120,00 $	1 876 529,97 $	Services uniques JM	Oui
LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Services uniques JM	Oui
LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussées	km	26,1	3	4 100,00 $	321 030,00 $	369 104,24 $	Services uniques JM	Oui
LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3	2 000,00 $	264 000,00 $	303 534,00 $	Services uniques JM	Oui
LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	6 000,00 $	450 000,00 $	517 387,50 $	Services uniques JM	Oui
LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	4,75 $	1 653 000,00 $	1 900 536,75 $	Services uniques JM	Oui
LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Services uniques JM	Oui
LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussées	km	44,2	3				Services uniques JM	Non
LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3				Services uniques JM	Non
LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3				Services uniques JM	Non
LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	115000	3				Services uniques JM	Non

LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3				Services uniques JM	Non
LOT1	SLE-109-2023	1	Déblaiements chaussées	km	25,9	3	15 328,00 $	1 190 985,60 $	1 369 335,69 $	Ramcor Inc	Oui
LOT1	SLE-109-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	46,5	3	1 000,00 $	139 500,00 $	160 390,13 $	Ramcor Inc	Oui
LOT1	SLE-109-2023	3	Déblaiement ruelles	km	0,3	3	5 000,00 $	4 500,00 $	5 173,88 $	Ramcor Inc	Oui
LOT1	SLE-109-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	2 000,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $	Ramcor Inc	Oui
LOT1	SLE-109-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	6,70 $	2 331 600,00 $	2 680 757,10 $	Ramcor Inc	Oui
LOT1	SLE-109-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Ramcor Inc	Oui
LOT2	SLE-110-2023	1	Déblaiements chaussées	km	26,1	3	14 400,00 $	1 127 520,00 $	1 296 366,12 $	Ramcor Inc	Oui
LOT2	SLE-110-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	44	3	1 000,00 $	132 000,00 $	151 767,00 $	Ramcor Inc	Oui
LOT2	SLE-110-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	2 000,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $	Ramcor Inc	Oui
LOT2	SLE-110-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	116000	3	6,40 $	2 227 200,00 $	2 560 723,20 $	Ramcor Inc	Oui
LOT2	SLE-110-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Ramcor Inc	Oui
LOT3	SLE-111-2023	1	Déblaiements chaussées	km	44,2	3	9 980,00 $	1 323 348,00 $	1 521 519,36 $	Ramcor Inc	Oui
LOT3	SLE-111-2023	2	Déblaiements trottoirs	km	54,5	3	1 000,00 $	163 500,00 $	187 984,13 $	Ramcor Inc	Oui
LOT3	SLE-111-2023	4	Épandage trottoirs	sortie	25	3	3 000,00 $	225 000,00 $	258 693,75 $	Ramcor Inc	Oui
LOT3	SLE-111-2023	5	Chargement et transport de la neige	M3	115000	3	7,40 $	2 553 000,00 $	2 935 311,75 $	Ramcor Inc	Oui
LOT3	SLE-111-2023	6	Soufflage de la neige sur les terrains	km	1	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $	Ramcor Inc	Oui

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18187

Agent d'approvisionnement
Michael saoumaa

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	SLE-109-2023	Proquip inc.	1	Déblaiements chaussées	25,9	km	3	2 800,00 $	217 560,00 $	250 139,61 $
			2	Déblaiements trottoirs	46,5	km	3	1 000,00 $	139 500,00 $	160 390,13 $
			3	Déblaiement ruelles	0,3	km	3	1 000,00 $	900,00 $	1 034,78 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	5 000,00 $	375 000,00 $	431 156,25 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	4,75 $	1 653 000,00 $	1 900 536,75 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Proquip inc.)							**2 388 210,00 $**	**2 745 844,45 $**
		Services uniques JM	1	Déblaiements chaussées	25,9	km	3	3 899,00 $	302 952,30 $	348 319,41 $
			2	Déblaiements trottoirs	46,5	km	3	1 999,00 $	278 860,50 $	320 619,86 $
			3	Déblaiement ruelles	0,3	km	3	3 899,00 $	3 509,10 $	4 034,59 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	4 999,00 $	374 925,00 $	431 070,02 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	4,69 $	1 632 120,00 $	1 876 529,97 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Services uniques JM)							**2 594 616,90 $**	**2 983 160,78 $**
		Construction Larotek	1	Déblaiements chaussées	25,9	km	3	4 500,00 $	349 650,00 $	402 010,09 $
			2	Déblaiements trottoirs	46,5	km	3	2 350,00 $	327 825,00 $	376 916,79 $
			3	Déblaiement ruelles	0,3	km	3	800,00 $	720,00 $	827,82 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	4 750,00 $	356 250,00 $	409 598,44 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	4,99 $	1 736 520,00 $	1 996 563,87 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Construction Larotek)							**2 773 215,00 $**	**3 188 503,95 $**
		Excavations Payette	1	Déblaiements chaussées	25,9	km	3	4 950,35 $	384 642,20 $	442 242,36 $
			2	Déblaiements trottoirs	46,5	km	3	1 674,12 $	233 539,74 $	268 512,32 $
			3	Déblaiement ruelles	0,3	km	3	1 674,12 $	1 506,71 $	1 732,34 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	7 141,79 $	535 634,25 $	615 845,48 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	6,59 $	2 293 320,00 $	2 636 744,67 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18187

Agent d'approvisionnement
Michael saoumaa

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	SLE-109-2023	Excavations Payette	6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Excavations Payette)							**3 450 892,89 $**	**3 967 664,10 $**
		Ramcor Inc	1	Déblaiements chaussées	25,9	km	3	15 328,00 $	1 190 985,60 $	1 369 335,69 $
			2	Déblaiements trottoirs	46,5	km	3	1 000,00 $	139 500,00 $	160 390,13 $
			3	Déblaiement ruelles	0,3	km	3	5 000,00 $	4 500,00 $	5 173,88 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	2 000,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	6,70 $	2 331 600,00 $	2 680 757,10 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Ramcor Inc)							**3 818 835,60 $**	**4 390 706,23 $**
LOT2	SLE-110-2023	Proquip inc.	1	Déblaiements chaussées	26,1	km	3	2 800,00 $	219 240,00 $	252 071,19 $
			2	Déblaiements trottoirs	44	km	3	1 000,00 $	132 000,00 $	151 767,00 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	5 000,00 $	375 000,00 $	431 156,25 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	5,00 $	1 740 000,00 $	2 000 565,00 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Proquip inc.)							**2 468 490,00 $**	**2 838 146,38 $**
		Construction Larotek	1	Déblaiements chaussées	26,1	km	3	3 840,00 $	300 672,00 $	345 697,63 $
			2	Déblaiements trottoirs	44	km	3	2 350,00 $	310 200,00 $	356 652,45 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	4 750,00 $	356 250,00 $	409 598,44 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	4,50 $	1 566 000,00 $	1 800 508,50 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Construction Larotek)							**2 535 372,00 $**	**2 915 043,96 $**
		Services uniques JM	1	Déblaiements chaussées	26,1	km	3	4 100,00 $	321 030,00 $	369 104,24 $
			2	Déblaiements trottoirs	44	km	3	2 000,00 $	264 000,00 $	303 534,00 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	6 000,00 $	450 000,00 $	517 387,50 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	4,75 $	1 653 000,00 $	1 900 536,75 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18187

Agent d'approvisionnement
Michael saoumaa

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	SLE-110-2023	Services uniques JM	6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Services uniques JM)							**2 690 280,00 $**	**3 093 149,43 $**
		Déneigement Fontaine Gadbois	1	Déblaiements chaussées	26,1	km	3	3 000,00 $	234 900,00 $	270 076,28 $
			2	Déblaiements trottoirs	44	km	3	1 000,00 $	132 000,00 $	151 767,00 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	6 000,00 $	450 000,00 $	517 387,50 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	6,00 $	2 088 000,00 $	2 400 678,00 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Déneigement Fontaine Gadbois)							**2 904 900,00 $**	**3 339 908,78 $**
		Excavations Payette	1	Déblaiements chaussées	26,1	km	3	4 912,41 $	384 641,70 $	442 241,80 $
			2	Déblaiements trottoirs	44	km	3	1 769,24 $	233 539,68 $	268 512,25 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	6 983,11 $	523 733,25 $	602 162,30 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	6,37 $	2 216 760,00 $	2 548 719,81 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Excavations Payette)							**3 360 924,63 $**	**3 864 223,10 $**
		Ramcor Inc	1	Déblaiements chaussées	26,1	km	3	14 400,00 $	1 127 520,00 $	1 296 366,12 $
			2	Déblaiements trottoirs	44	km	3	1 000,00 $	132 000,00 $	151 767,00 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	2 000,00 $	150 000,00 $	172 462,50 $
			5	Chargement et transport de la neige	116000	M3	3	6,40 $	2 227 200,00 $	2 560 723,20 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Ramcor Inc)							**3 638 970,00 $**	**4 183 905,76 $**
LOT3	SLE-111-2023	Excavations Payette	1	Déblaiements chaussées	44,2	km	3	3 529,21 $	467 973,25 $	538 052,24 $
			2	Déblaiements trottoirs	54,5	km	3	1 285,54 $	210 185,79 $	241 661,11 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	5 886,92 $	441 519,00 $	507 636,47 $
			5	Chargement et transport de la neige	115000	M3	3	4,88 $	1 683 600,00 $	1 935 719,10 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18187

Agent d'approvisionnement
Michael saoumaa

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT3	SLE-111-2023	Excavations Payette	6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Excavations Payette)							**2 805 528,04 $**	**3 225 655,86 $**
		Construction Larotek	1	Déblaiements chaussées	44,2	km	3	5 400,00 $	716 040,00 $	823 266,99 $
			2	Déblaiements trottoirs	54,5	km	3	2 050,00 $	335 175,00 $	385 367,46 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	4 800,00 $	360 000,00 $	413 910,00 $
			5	Chargement et transport de la neige	115000	M3	3	4,69 $	1 618 050,00 $	1 860 352,99 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Construction Larotek)							**3 031 515,00 $**	**3 485 484,37 $**
		Proquip inc.	1	Déblaiements chaussées	44,2	km	3	5 000,00 $	663 000,00 $	762 284,25 $
			2	Déblaiements trottoirs	54,5	km	3	2 500,00 $	408 750,00 $	469 960,31 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	7 500,00 $	562 500,00 $	646 734,38 $
			5	Chargement et transport de la neige	115000	M3	3	5,50 $	1 897 500,00 $	2 181 650,63 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Proquip inc.)							**3 534 000,00 $**	**4 063 216,50 $**
		Ramcor Inc	1	Déblaiements chaussées	44,2	km	3	9 980,00 $	1 323 348,00 $	1 521 519,36 $
			2	Déblaiements trottoirs	54,5	km	3	1 000,00 $	163 500,00 $	187 984,13 $
			4	Épandage trottoirs	25	sortie	3	3 000,00 $	225 000,00 $	258 693,75 $
			5	Chargement et transport de la neige	115000	M3	3	7,40 $	2 553 000,00 $	2 935 311,75 $
			6	Soufflage de la neige sur les terrains	1	km	3	750,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (Ramcor Inc)							**4 267 098,00 $**	**4 906 095,93 $**

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Construction Larotek	2 773 215 $		3 188 503,95 $
Excavations Payette	3 450 893 $		3 967 664,10 $
Proquip inc.	2 388 210 $		2 745 844,45 $
Services uniques JM	2 594 617 $		2 983 160,78 $
Ramcor Inc	3 818 836 $		4 390 706,23 $
Dernière estimation réalisée	3 001 453 $		3 450 921,12 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			3 455 175,90 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			25,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 644 861,78 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			59,9%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-705 076,67 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-20,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			237 316,33 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			8,6%

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Construction Larotek	2 535 372 $		2 915 043,96 $
Déneigement Fontaine Gadbois	2 904 900 $		3 339 908,78 $
Excavations Payette	3 360 925 $		3 864 223,10 $
Proquip inc.	2 468 490 $		2 838 146,38 $
Services uniques JM	2 690 280 $		3 093 149,43 $
Ramcor Inc	3 638 970 $		4 183 905,76 $
Dernière estimation réalisée	2 881 771 $		3 313 316,20 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			3 372 396,23 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			18,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 345 759,38 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			47,4%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-475 169,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-14,3%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			76 897,58 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			2,7%

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Construction Larotek	3 031 515 $		3 485 484,37 $
Excavations Payette	2 805 528 $		3 225 655,88 $
Proquip inc.	3 534 000 $		4 063 216,50 $
Ramcor Inc	4 267 098 $		4 906 095,93 $
Dernière estimation réalisée	3 105 592 $		3 570 654,80 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			3 920 113,17 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			21,5%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 680 440,05 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			52,1%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-344 998,93 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-9,7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			259 828,50 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			8,1%

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 21 février 2020

LES EXCAVATIONS PAYETTE LTÉE
A/S MONSIEUR ÉRIC RIOUX
7900, RUE BOMBARDIER
ANJOU (QC) H1J 1A4

N° de décision : 2020-DAMP-1186
N° de client : 2700026398

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

CIMAX LA BELLECHASSOISE
LES EXCAVATIONS PAYETTE, DIVISION SABLIÈRE
LES EXCAVATIONS PAYETTE, DIVISION TRAVAUX PUBLICS

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES EXCAVATIONS PAYETTE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **20 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 octobre 2019

PROQUIP INC.
A/S MONSIEUR JOHN TOOKE
84, JASPER RD
BEACONSFIELD (QC) H9W 5R9

No de décision : 2019-DAMP-0942
N° de client : 3000904601

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

ENTREPRISES L.H.S. INC.
LHS CONSULTING GROUP
PAVAGES PROQUIP
PROJET TEMPS D'ARRÊT
THE TIMEOUT PROJECT
GROUPE CONSEIL LHS
LHS ENTERPRISES INC.
PREMIER DIESEL
PROQUIP

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PROQUIP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 octobre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.
Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18187
Numéro de référence : 1390794
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour l'arrondissement de Saint-Léonard

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0	Monsieur Daniel Choquette Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1768075)** 2020-07-17 8 h 46 **Transmission :** 2020-07-17 8 h 46	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Larotek Inc. 11730, avenue Lucien-Gendron Montréal, QC, H1E 7J7 http://jonathan@larotek.ca	Monsieur Jonathan Vella Téléphone : 514 829-8454 Télécopieur : 514 587-2495	**Commande : (1767771)** 2020-07-16 11 h 47 **Transmission :** 2020-07-16 11 h 47	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Déneigement Cyrbault inc. 928, Grand-Rang La Présentation, QC, j0h1b0	Monsieur Patrick Archambault Téléphone : 450 796-5044 Télécopieur : 450 796-5045	**Commande : (1768181)** 2020-07-17 10 h 27 **Transmission :** 2020-07-17 10 h 27	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9 https://www.fontaine-gadboisequipments.com	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1768016)** 2020-07-17 5 h 31 **Transmission :** 2020-07-17 5 h 31	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 32 - Télécopie 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1767795)** 2020-07-16 13 h 07 **Transmission :** 2020-07-16 13 h 07	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois	Monsieur Jean Etienne Limoges	**Commande : (1769267)** 2020-07-21 16 h 17	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 11 h 22 - Télécopie

Montréal, QC, h4s1b8	Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Transmission :** 2020-07-21 16 h 17	3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GROUPE TMD (9150-2732 Québec Inc.) 11440 Philippe-Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Monsieur Marco D' Intino Téléphone : 514 952-9665 Télécopieur :	**Commande : (1767522)** 2020-07-16 8 h 06 **Transmission :** 2020-07-16 8 h 06	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprise Tony Di Feo Inc. 8075 rue Joubert Montréal, QC, H1P 2S2	Monsieur Tony Di Feo Téléphone : 514 321-0332 Télécopieur : 514 321-1535	**Commande : (1767829)** 2020-07-16 13 h 50 **Transmission :** 2020-07-16 14 h 20	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Nicolas Iapalucci Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-9925	**Commande : (1768649)** 2020-07-20 11 h 54 **Transmission :** 2020-07-20 11 h 54	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5	Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (1772687)** 2020-08-04 8 h 13 **Transmission :** 2020-08-04 8 h 40	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 8 h 13 - Messagerie 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Équipements Benco (Canada) Ltée 3055, rue Peugeot Laval, QC, H7L 5C4	Monsieur Martin Benoit Téléphone : 514 977-5134 Télécopieur :	**Commande : (1767764)** 2020-07-16 11 h 41 **Transmission :** 2020-07-16 11 h 41	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Madame Kim Hiolle Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1767822)** 2020-07-16 13 h 41 **Transmission :** 2020-07-16 13 h 41	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Grands Travaux Montreal 8265 rue du champ d'eau Montréal, QC, H1P1Y1	Monsieur Domenico Spanti Téléphone : 514 582-5452 Télécopieur : 514 881-8899	**Commande : (1768710)** 2020-07-20 13 h 49 **Transmission :** 2020-07-20 13 h 49	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Montréal Excavation 8130, Pascal Gagnon Montréal Montréal, QC, H1P 1Y4	Monsieur Tony DiFilippo Téléphone : 514 323-1441 Télécopieur : 514 326-5215	**Commande : (1769938)** 2020-07-23 15 h 33 **Transmission :** 2020-07-23 16 h 36	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 32 - Télécopie 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Chartrand inc. 2475 Montée Masson Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur Sylvain Chartrand Téléphone : 450 666-1166 Télécopieur : 450 666-2661	**Commande : (1768019)** 2020-07-17 6 h 50 **Transmission :** 2020-07-17 7 h 08	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pépinière Michel Tanguay inc. 6200 BOULEVARD LAFRAMBOISE Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1E9	Monsieur CLAUDE PÉLOQUIN Téléphone : 450 796-3442 Télécopieur : 450 253-1356	**Commande : (1768757)** 2020-07-20 14 h 40 **Transmission :** 2020-07-20 14 h 40	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PROQUIP 8155 rue du Champ-d'Eau Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur John Tooke Téléphone : 514 891-3988 Télécopieur : 866 450-6909	**Commande : (1772415)** 2020-08-03 14 h 27 **Transmission :** 2020-08-03 14 h 27	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 7 h 31 - Courriel 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1768005)** 2020-07-16 21 h 43 **Transmission :** 2020-07-16 21 h 43	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 11 h 24 - Télécopie 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Uniques J.M. inc. 10525 av Hénault Montréal, QC, H1G 5R6	Monsieur Alain Marchand Téléphone : 514 444-0849 Télécopieur : 514 321-2489	**Commande : (1768060)** 2020-07-17 8 h 10 **Transmission :** 2020-07-17 8 h 10	3355813 - 20-18187_Addenda no 1 2020-08-04 11 h 23 - Télécopie 3356102 - 20-18187_Addenda no 2 2020-08-04 12 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $+ contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1207711006 Aspect financier - octroi contrats.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Jean-François DOYLE
Chef de section
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.11

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1207711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $+ contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

Rapport_CEC_SMCE207711006.pdf

Dossier # :1207711006

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 septembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207711006

Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $ + contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

"Original signé"	*"Original signé"*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207711006

Accorder trois (3) contrats aux firmes Proquip inc. et Les Excavations Payette Ltée pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard pour une période de trois (3) saisons hivernales, avec une année de prolongation – Dépense totale de 10 677 291,77$, taxes incluses (contrats : 8 897 743,14$ + variations des quantités 1 334 661,47 $+ contingences 444 887,16$) – Appel d'offres public 20-18187 - 6 soumissionnaires.

À sa séance du 2 septembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères d'examen ci-dessous :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lesquels on observe que:*
    - *l'écart est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1).*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (lot 3).*

Le 9 septembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la concertation des arrondissements ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant trois contrats pour les services de déneigement clés en main pour l'arrondissement de Saint-Léonard.

Puis, le Service a exposé les détails de la stratégie déployée dans le cadre de cet appel d'offres, d'une durée de 28 jours et lancé en contexte de pandémie, à l'issue duquel six soumissions ont été reçues parmi les 19 entreprises s'étant procuré les documents d'appel d'offres.

Le prix obtenu pour lot 1 est de 20,43% inférieur à l'estimation réalisée à l'interne et de 14,76% globalement pour les trois lots en présence. L'estimation était basée sur les prix

payés par le passé pour des secteurs similaires de l'arrondissement Saint-Léonard et était pondérée pour correspondre à un hiver moyen, en plus d'avoir été actualisée selon l'IPC. En outre, un facteur correctif a été appliqué pour tenir compte du caractère tardif de cet appel d'offres en raison de l'exercice de révision des territoires préalablement requis. En ce qui concerne l'adjudicataire du lot 3, celui-ci a beaucoup d'expérience puisqu'il détient des contrats de déneigement à la Ville depuis l'hiver 1995-1996, et ce, dans plusieurs arrondissements. Il a donc une excellente connaissance du travail et a soumis le meilleur prix.

Dans le cadre de ses délibérations, la Commission retient que le contexte a été favorable à la réception d'un bon nombre de soumissions pour chacun des lots, et ce, malgré la relance tardive des appels d'offres, et ne peut donc que saluer l'obtention d'un juste prix.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources Service de la concertation des arrondissements pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lesquels on observe que:*
    - *l'écart est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 1).*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (lot 3).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE207711006 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1207711010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92$, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots pour l'exploitation des LEN Angrignon et Armand-Chaput, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public et au tableau de prix reçus ;

Adjudicataires	no Lot	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)
Environnement routier NRJ inc.	1	1 241 730,00 $
9304-9179 Québec inc.	2	2 039 909,45 $
		3 281 639,45 $

TTC : Toutes taxes comprises

2. d'autoriser une dépense de 164 081,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 492 245,92 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-23 21:32

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207711010**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92$, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des appels d'offres et des contrats octroyés en lien avec l'élimination de la neige. En contrepartie, les activités opérationnelles relatives aux lieux d'élimination de la neige sont déléguées aux arrondissements, comme la supervision et le contrôle des activités opérationnelles sur les lieux d'élimination.
Le SCA a lancé l'appel d'offres 20-18275 dans le but de renouveler les contrats d'exploitation des lieux d'élimination de la neige (LEN) Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

Le lancement a eu lieu le 13 juillet 2020 et l'ouverture des soumissions s'est déroulée le 11 août dernier pour un total de 28 jours. Un avis a été publié dans SEAO et Le Journal de Montréal. Un seul addenda a été publié le 4 août afin d'indiquer que l'ouverture des soumissions se fait, de nouveau, devant public et que le port du masque est requis.
Le délai de validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Pour LEN Angrignon
CE 19 1197 - 7 août 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 557 849,57 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à Environnement Routhier NRJ inc. et Gaston Contant inc. pour la gestion des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput (Appels d'offres 14-13513 et 15-14544) majorant ainsi le montant total des contrats de 10 363 215,29 $ à 12 291 064,86 $, taxes incluses.

CA 14 20 0323 - 2 juin 2014 - Accorder à Environnement Routier NRJ Inc. le contrat A89 pour l'exploitation d'un dépôt à neige usée pour l'arrondissement de LaSalle, appel d'offres

publiques no 14-13513 pour une somme maximale de 8 040 201,75 $ (taxes incluses), pour une durée de 5 ans (option B) soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2019 - 2 soumissionnaires

Pour le LEN Armand-Chaput
CE 19 1197 - 7 août 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 557 849,57 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à Environnement Routhier NRJ inc. et Gaston Contant inc. pour la gestion des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput (Appels d'offres 14-13513 et 15-14544) majorant ainsi le montant total des contrats de 10 363 215,29 $ à 12 291 064,86 $, taxes incluses.

CM 15 1096 - 21 septembre 2015 - Accorder un contrat à Gaston Contant inc. pour la gestion du lieu d'élimination de la neige Armand-Chaput, pour un montant maximal de 1 856 691 $, taxes incluses, et à Groupe IMOG inc. pour la gestion du lieu d'élimination de la neige Thimens, pour un montant maximal de 1 515 601 $, taxes incluses - Appel d'offres 15 -14544 (3 soum. pour Armand-Chaput et 6 soum. pour Thimens).

DESCRIPTION

Ce présent dossier vise l'attribution des contrats de services d'exploitation des LEN Angrignon et Armand-Chaput.
Les contrats sont d'une durée d'un (1) an pour le LEN Angrignon et de (4) ans pour le LEN Armand-Chaput avec une option d'une année de prolongation. Le premier contrat est de courte durée puisque des travaux importants au courant de l'été 2021 changera la configuration du LEN Angrignon.

Deux soumissionnaires ont soumis le même prix pour le lot 1. Suite à cela, le 20 août 2020, un des deux soumissionnaires s'est désisté.

Le SCA recommande l'octroi des contrats aux entreprises Environnement routier NRJ inc.et 9304-9179 Québec inc.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 6 fois sur le site de SEAO.

Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 67% (4 soumissionnaires sur 6 preneurs de cahier des charges). Par contre, le nombre de soumissions est de 3 et 4 soumissions par lot.

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, les adjudicataires devaient détenir leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. Leurs autorisations sont en pièces jointes dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement.

Précisons que les adjudicataires ne sont pas inscrits au RENA et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Dans l'ensemble, les prix soumissionnés sont de 22 à 41% sous l'estimation de la Ville.

Les entreprises suivantes ont remporté les lots :

Adjudicataires	no Lot
Environnement routier NRJ inc.	1
9304-9179 Québec inc.	2

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous.

LOT 1 - LEN ANGRIGNON			
SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
Environnement routier NRJ inc.	1 241 730,00 $		1 241 730,00 $
Groupe Contant inc.	1 800 508,50 $		1 800 508,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 586 149,17 $		1 586 149,17 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(344 419,17) $
		(%)	-21,71%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	558 778,50 $
		(%)	45,00%

L'écart entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire est de -22 %. L'estimation est basée sur les prix payés et actualisés pour ce LEN, additionnée d'un facteur correctif pour prendre en considération la courte durée du contrat d'un an.
L'écart peut s'expliquer par l'expérience de l'adjudicataire, puisqu'il effectue l'exploitation depuis de nombreuses années dans ce LEN.
L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse est de 45% et est difficile à expliquer. Cela peut dépendre des stratégies de soumission propres à chaque entreprise.

LOT 2 - LEN ARMAND-CHAPUT			
SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)		TOTAL (taxes incluses)
9304-9179 Québec inc.	2 009 763,00 $		2 009 763,00 $
Groupe Contant inc.	2 097 144,00 $		2 097 144,00 $
Y. & R. Paquette inc.	2 665 120,50 $		2 665 120,50 $
Cap Excavation inc.	3 189 406,50 $		3 189 406,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 432 094,12 $		3 432 094,12 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		($)	(1 422 331,12) $
		(%)	-41,44%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		($)	87 381,00 $
		(%)	4,35%

Ce dossiers sera référé à la Commission des examens des contrats (CEC) car il s'agit d'un contrat de services de plus de 2 M$ et que l'écart est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire. L'écart est de -41 %. L'estimation est basée sur les prix payés et actualisés pour un LEN qui utilise des équipements similaires. Les raisons qui pourraient expliquer cet écart sont un fort intérêt de la part des soumissionnaires. En effet, quatre soumissions ont été déposées et **l'adjudicataire avait une volonté forte de remporter un contrat.**

Valeur de la prolongation

Chacun des lots prévoit une option de renouvellement pour une saison hivernale. La décision relative à ces renouvellements se prend dans les mois précédant l'échéance des contrats. La valeur de ces renouvellements, excluant les ajustements de prix, les variations de quantités et les contingences, est présentée dans le tableau ci-dessous.

Adjudicataires	no Lot	Valeur de la prolongation (TTC)
Environnement routier NRJ inc.	1	1 241 730,00 $
9304-9179 Québec inc.	2	502 440,75 $
		1 744 170,75 $

TTC : Toutes taxes comprises

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences). Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataires	no Lot	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
Environnement routier NRJ inc.	1	1 241 730,00 $	186 259,50 $	62 086,50 $	1 490 076,00 $
9304-9179 Québec inc.	2	2 039 909,45 $	305 986,42 $	101 995,47 $	2 447 891,33 $
		3 281 639,45 $	**492 245,92 $**	**164 081,97 $**	**3 937 967,33 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Les crédits prévus pour ces contrats sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Avant l’ouverture des soumissions, la valeur estimative de la prolongation de ces deux lots était de 2 237 583,58 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra d'entasser de la neige en provenance des rues et des trottoirs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CEC : 9 septembre 2020
Conseil municipal : 21 septembre 2020
Début du contrat : 15 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Michael SAOUMAA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christianne CYRENNE, LaSalle
Christian LAUZON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Christianne CYRENNE, 21 août 2020
Christian LAUZON, 21 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-08-20

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

Benjamin PUGI
Ingenieur junior

Tél : 514-872-3302
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur d'arrondissement
Tél : 514 634-3471
Approuvé le : 2020-08-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207711010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92$, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18275_DET_CAH.pdf 20-18275_TCP.pdf 20-18275_Intervention.pdf 20-18275_pv.pdf
Autorisation AMF 9304-9179 Qc.pdf AMP 9304-9179 Québec.pdf
AMP registre 9304-9179.pdf AMP NRJ.pdf
AMP 9304-9179 accusé réception demande de renouvellement.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michael SAOUMAA
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18275 — No du GDD : 1207711010

Titre de l'appel d'offres : Service d'exploitation des lieux d'élimination de la neige (LEN) Armand-Chaput et Angrignon - Arrondissements de Lasalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 7 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 11 - 8 - 2020

Ouverture faite le : 11 - 8 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 4 - 8 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 83,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 2 - 2021

Date d'échéance révisée : 7 - 2 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Lot no 1 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Angrignon			
Groupe Content Inc.	1 800 508,50		1
Environnement Routier NRJ Inc.	1 241 730,00	√	1
Lot no 1 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Angrignon			
Groupe Content Inc.	2 084 036,85		2
Y&R Paquette Inc.	2 665 120,50		2
9304-9179 Québec Inc.	2 009 763,00	√	2
Cap Excavation inc.	3 189 406,50		2

Information additionnelle

Six (6) firmes se sont procurés les cahiers des charges sur le site SEAO. Cinq (5) soumissions ont été reçues. La raison invoquée pour le non-dépôt de soumission est: Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le votre dans le délai requis. Un (1) addenda ont été publié pour informer de l'ouverture des soumissions devant public est maintenant autorisée.

Préparé par : Michael Saoumaa — Le 21 - 8 - 2020

Tableau comparatif des prix reçus

1	No de l'appel d'offres	20-18275	
2	Agent d'approvisionnement	Michael Saoumaa	
3	Nombre de soumissionnaires	5	*(un maximum de 20 soumissionnaires)*
4	Nombre d'items	2	*(un maximum de 1000 items)*

Informations sur les soumissionnaires

#	Soumissionnaires	Commentaires
1	**9304-9179 Québec Inc.**	
2	**Groupe Content Inc.**	
3	**Y&R Paquette inc.**	
4	**Environnement routier NRJ**	
5	**Cap Excavation**	

Informtions sur les items

#	Num. du lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unités de mesure	Quantité par période	Nombre de périodes
1	LOT1	Exploitation du LEN A	1	Exploitation du LEN Ar	M3	1500000	1
2	LOT2	Exploitation du LEN A	2	Exploitation du LEN Ar	M3	950000	4

Numéro de l'appel d'offres	20-18275

Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unité de mesure	Qté par période	Nombre de périodes	Prix unitaire	Total sans taxes	Total taxes incluses	Soumissionnaires	Conformité
LOT1	Exploitation du LEN A	1	Exploitation du LEN Angrignon	M3	1500000	1	0,72 $	1 080 000,00 $	1 241 730,00 $	9304-9179 Québec Inc.	Non
LOT2	Exploitation du LEN A	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	M3	950000	4	0,46 $	1 748 000,00 $	2 009 763,00 $	9304-9179 Québec Inc.	Oui
LOT1	Exploitation du LEN A	1	Exploitation du LEN Angrignon	M3	1500000	1	1,04 $	1 560 000,00 $	1 793 610,00 $	Groupe Content Inc.	Oui
LOT2	Exploitation du LEN A	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	M3	950000	4	0,48 $	1 824 000,00 $	2 097 144,00 $	Groupe Content Inc.	Oui
LOT1	Exploitation du LEN A	1	Exploitation du LEN Angrignon	M3	1500000	1				Y&R Paquette inc.	Non
LOT2	Exploitation du LEN A	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	M3	950000	4	0,61 $	2 318 000,00 $	2 665 120,50 $	Y&R Paquette inc.	Oui
LOT1	Exploitation du LEN A	1	Exploitation du LEN Angrignon	M3	1500000	1	0,72 $	1 080 000,00 $	1 241 730,00 $	Environnement routier NRJ	Oui
LOT2	Exploitation du LEN A	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	M3	950000	4				Environnement routier NRJ	Non
LOT1	Exploitation du LEN A	1	Exploitation du LEN Angrignon	M3	1500000	1				Cap Excavation	Non
LOT2	Exploitation du LEN A	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	M3	950000	4	0,73 $	2 774 000,00 $	3 189 406,50 $	Cap Excavation	Oui

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18275

Agent d'approvisionnement
Michael Saoumaa

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	**Exploitation du LEN Angrignon**	Environnement routier NRJ	1	Exploitation du LEN Angrignon	1500000	M3	1	0,72 $	1 080 000,00 $	1 241 730,00 $
		Total (Environnement routier NRJ)							**1 080 000,00 $**	**1 241 730,00 $**
		Groupe Content Inc.	1	Exploitation du LEN Angrignon	1500000	M3	1	1,04 $	1 560 000,00 $	1 793 610,00 $
		Total (Groupe Content Inc.)							**1 560 000,00 $**	**1 793 610,00 $**
LOT2	**Exploitation du LEN Armand-Chaput**	9304-9179 Québec Inc.	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	950000	M3	4	0,46 $	1 748 000,00 $	2 009 763,00 $
		Total (9304-9179 Québec Inc.)							**1 748 000,00 $**	**2 009 763,00 $**
		Groupe Content Inc.	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	950000	M3	4	0,48 $	1 824 000,00 $	2 097 144,00 $
		Total (Groupe Content Inc.)							**1 824 000,00 $**	**2 097 144,00 $**
		Y&R Paquette inc.	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	950000	M3	4	0,61 $	2 318 000,00 $	2 665 120,50 $
		Total (Y&R Paquette inc.)							**2 318 000,00 $**	**2 665 120,50 $**
		Cap Excavation	2	Exploitation du LEN Armand-Chaput	950000	M3	4	0,73 $	2 774 000,00 $	3 189 406,50 $
		Total (Cap Excavation)							**2 774 000,00 $**	**3 189 406,50 $**

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Groupe Content Inc.	1 560 000 $		1 793 610,00 $
Environnement routier NRJ	1 080 000 $		1 241 730,00 $
Dernière estimation réalisée	1 380 000 $		1 586 655,00 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 517 670,00 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			22,2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			551 880,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			44,4%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-344 925,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-21,7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			551 880,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			44,4%

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
9304-9179 Québec Inc.	1 748 000 $		2 009 763,00 $
Groupe Content Inc.	1 824 000 $		2 097 144,00 $
Y&R Paquette inc.	2 318 000 $		2 665 120,50 $
Cap Excavation	2 774 000 $		3 189 406,50 $
Dernière estimation réalisée	2 986 800 $		3 434 073,30 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			2 490 358,50 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			23,9%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 179 643,50 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			58,7%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-1 424 310,30 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-41,5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			87 381,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			4,3%

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 3 décembre 2019

ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.
A/S MONSIEUR STEVE BASTIEN
23, AV MILTON
LACHINE (QC) H8R 1K6

No de décision : 2019-DAMP-1184
N° de client : 2700035743

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES ENTREPRISES D'ELECTRICITE RENAISSANCE, NRJ, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 décembre 2016

9304-9179 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR MARIO RINALDI
300, SAINT-ELZÉAR
LAVAL (QC) H7L 3P2

N° de décision : 2016-CPSM-1062121
N° de client : 3000515336

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). 9304-9179 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 27 août 2019

9304-9179 QUÉBEC INC.
5020, RUE AMBROISE-LAFORTUNE
BOISBRIAND QC J7H 1S6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000515336
N° de demande :	1900009208
N° de confirmation de paiement :	000265003184

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18275
Numéro de référence : 1390670
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service d'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput - Arrondissements de Lasalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9304-9179 Québec inc. 389 boul.Roland-Durand Rosemère, QC, J7A4K1	Monsieur Dany Lapointe Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur :	**Commande : (1767309)** 2020-07-15 13 h 56 **Transmission :** 2020-07-15 13 h 56	3356108 - 20-18275_Addenda no 1 2020-08-04 12 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cap Excavation inc 1920 Voie De Desserte Saint-Maurice, QC, G0X 2X0 http://www.capexcavation.com	Monsieur Jérôme Lavoie Téléphone : 819 376-4681 Télécopieur : 819 376-5772	**Commande : (1769355)** 2020-07-22 9 h 01 **Transmission :** 2020-07-22 9 h 01	3356108 - 20-18275_Addenda no 1 2020-08-04 12 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Contant Inc 6310 Mille-Iles Laval, QC, H7B 1E5 http://www.contant.ca/	Monsieur MICHEL NADON Téléphone : 450 666-6368 Télécopieur : 450 666-0626	**Commande : (1765954)** 2020-07-13 10 h 44 **Transmission :** 2020-07-13 10 h 44	3356108 - 20-18275_Addenda no 1 2020-08-04 12 h 49 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1766649)** 2020-07-14 10 h 54 **Transmission :** 2020-07-14 10 h 54	3356108 - 20-18275_Addenda no 1 2020-08-04 12 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE TMD (9150-2732 Québec Inc.) 11440 Philippe-Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Monsieur Marco D' Intino Téléphone : 514 952-9665 Télécopieur :	**Commande : (1767522)** 2020-07-16 8 h 06 **Transmission :** 2020-07-16 8 h 06	3356108 - 20-18275_Addenda no 1 2020-08-04 12 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Y & R Paquette 15400 Boul Curé Labelle Mirabel, QC, J7J 2G6	Monsieur Stéphane Paquette Téléphone : 450 438-1866 Télécopieur : 450 438-3003	**Commande : (1773166)** 2020-08-04 14 h 50 **Transmission :** 2020-08-04 14 h 50	3356108 - 20-18275_Addenda no 1 2020-08-04 14 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207711010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92$, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207711010 -Accorder 2 contrats pour LEN Lasalle et RDP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Jean-François DOYLE
Chef de section
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.12

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1207711010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92$, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE207711010.pdf

Dossier # :1207711010

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 septembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207711010

Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45 $, variations des quantités 492 245,92 $, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires).

"Original signé"

Karine Boivin Roy
Présidente

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207711010

Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92 $, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires).

À sa séance du 2 septembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères d'examen ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel on observe que :*
    - *l'écart est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 2).*

Le 9 septembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la concertation des arrondissements ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant deux contrats pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles.

Puis, le Service a exposé les détails de la stratégie déployée dans le cadre de cet appel d'offres, d'une durée de 28 jours et lancé en contexte de pandémie, à l'issue duquel quatre soumissions ont été reçues parmi les six entreprises s'étant procuré les documents d'appel d'offres.

Le prix obtenu pour ce contrat est inférieur de 21,71% par rapport à l'estimation réalisée à l'interne, ce qui est favorable dans un marché de pénuries opérationnelles et le contexte de risques inhérents à la crise sanitaire. L'estimation était basée sur le prix

payé l'an dernier, majoré de 11 % pour tenir compte de l'impact de la courte durée de ces contrats et des nouvelles exigences, telles que l'augmentation de la puissance des souffleuses et le critère d'expérience de cinq ans. Le service est d'avis que la firme Environnement routier NRJ inc. a soumis des prix plus que compétitifs afin de conserver ce contrat qu'elle exécute déjà depuis 2014 sur ce territoire qu'elle connaît très bien.

Dans le cadre de ses délibérations, la Commission retient que le contexte a été favorable et ne peut que saluer l'obtention d'un prix avantageux pour la Ville pour ces deux territoires.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources Service de la concertation des arrondissements pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel on observe que :*
    - *l'écart est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 2).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE207711010 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1205382001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Robert Hydraulique, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 069 481.02$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20 -18052) - 4 soumissionnaires ;
2. d'autoriser une dépense de 103 474,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-19 09:28

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205382001**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux.
Pour répondre aux besoins opérationnels des unités d'affaires, la Ville souhaite faire l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement.

Afin de répondre à ce besoin, l'appel d'offres public, # 20-18052 a été publié dans Le Journal de Montréal et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 98 jours, soit du 5 février au 12 mai 2020 inclusivement. Il y a eu quatre (4) reports de date pour l'ouverture des soumissions. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité et le délai accordé aux soumissionnaires suffisant. Durant l'appel d'offres public, des addenda furent émis afin de clarifier les services exigés pour ce projet et répondre aux questions des soumissionnaires.

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	12 février	Report de date et modification de l'article 37.2.1.1 - Unités subséquentes
2	14 février	Précisions - Marques et modèles de référence - Caractéristiques technique
3	3 mars	Questions - Réponses
4	6 mars	Questions - Réponses

5	10 mars	Questions - Réponses
6	18 mars	Report de date au 6 avril 2020
7	20 mars	Précisions date et heure de dépôt de la soumission en période de Covid-19
8	23 mars	Report de date dans SEAO suite à l'addenda 6
9	24 mars	Report de date de dépôt des soumissions
10	23 avril	Report de date et modification de la clause "variation des prix"
11	28 avril	Modification de la section Annexe Règlements sur la gestion contractuelle
12	6 mai	Modifications et ajouts au devis technique no 21519A11

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Les soumissionnaires retenus ont accepté de prolonger leur prix jusqu'au 16 octobre 2020 (lettres en pièce jointe).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Appel d'offres : 19-17569 (devis : LCT21519A11) - (2 soum.)

Bon de commande	descriptif	date	fournisseur	mensualité sans les taxes
1345617	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1345595	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1345624	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1345615	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1343479	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	LOCATION SAUVAGEAU INC.	2 894
1343478	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	LOCATION SAUVAGEAU INC.	2 894
1343474	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-juil-19	LOCATION SAUVAGEAU INC.	2 894

Appel d'offres : 18-16804 (devis : LCT21518A11) - (2 soum.)

Bon de commande	descriptif	date	fournisseur	mensualité sans les taxes
1268968	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-mai-18	LOCATION SAUVAGEAU INC.	2 794
1268963	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-mai-18	LOCATION SAUVAGEAU INC.	2 794
1268956	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-mai-18	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1268953	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-mai-18	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1268961	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-mai-18	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	2 650
1268970	location d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle à bras télescopique avec entretien et accessoires	01-mai-18	LOCATION SAUVAGEAU INC.	2 794

CE16 1552 - 28 septembre 2016 : accorder à Robert Hydraulique inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation de deux échelles aériennes isolées sur deux camions Nissan NV, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 224 466,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15410 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel (2 soum.);

DESCRIPTION

Le SMRA désire faire l'acquisition de ces fourgonnettes munies d'une nacelle avec échelle de 29 pieds principalement pour l'arrondissement de Rosemont La-Petite Patrie, division Marquage et Signalisation (13 véhicules). Les autres fourgonnettes seront réparties en fonction du carnet de commandes tel que démontré dans le tableau ci-dessous. Conformément à la clause 1.11.04 b) intitulée "Visite du soumissionnaire pour démonstration" du document de Régie de l'appel d'offres No. 20-18052, une présentation du produit proposé a été tenue le 25 juin 2020 à 10h00 à l'atelier du soumissionnaire en présence de différents représentants de la Ville de Montréal. Suite à la démonstration et à l'essai du produit, l'ensemble de ces caractéristiques fut jugé équivalent en qualité et en performance aux produits de références du devis.

L'adjudicataire dispose d'un délai de neuf (9) mois, suivant l'émission du bon de commande, pour la livraison du premier véhicule. Ce dernier devra faire l'objet d'une inspection par les responsables. Par la suite, le fournisseur devra fournir un minimum de quatre (4) véhicules par mois.

Une garantie d'un (1) an est prévue sur les pièces et la main d'oeuvre suivant la date de la mise en service du véhicule.

Cette acquisition vise le remplacement de dix-sept (17) véhicules pour lesquels les critères de désuétude sont atteints: 162-06408, 212-10098, 215-98122, 178-06219, 215-02099, 215-97006, 215-97007, 215-97008, 215-98123, 215-04353, 215-06223, 215-06224, 265-92001, 215-99084, 215-99085, 215-99089 et 237-93047. La dernière fourgonnette fera partie intégrante du fonds de réserve.

La durée de vie des véhicules de classe 215 est de 11 ans.

ANCIEN MATRICULE VILLE	Arrondissement	Durée de vie réelle du véhicule	Durée de vie utile selon la classe	Remarque/Commentaire
162-06408	82-Arr.Pierrefonds - Roxboro	14	10	L'arrondissement de Pierrrefond-Roxboro a sacrifié deux (2) actifs (647-85556 et 162-06408) en échange d'une fourgonnette avec engin élévateur à nacelle.
215-97007	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	23	11	dépasse la durée de vie utile
212-10098	58-Arr.Villeray - St-Michel - Parc-Extension	10	10	changement de classe approuvé par le gestionnaire
178-06219	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	14	10	changement de classe de fourgonnette approuvé par le gestionnaire
215-98122	18- SGPI Section Entretien Est	22	11	dépasse la durée de vie utile
215-02099	23-Service de l'Environnement	18	11	dépasse la durée de vie utile
215-97008	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	23	11	dépasse la durée de vie utile
215-04353	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	16	11	dépasse la durée de vie utile
215-06223	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	14	11	dépasse la durée de vie utile
215-06224	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	14	11	dépasse la durée de vie utile
265-92001	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	28	15	dépasse la durée de vie utile
237-93047	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	27	12	dépasse la durée de vie utile
215-97006	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	23	11	dépasse la durée de vie utile
215-98123	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	22	11	dépasse la durée de vie utile
215-99089	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	21	11	dépasse la durée de vie utile
215-99084	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	21	11	dépasse la durée de vie utile
215-99085	57-Arr.Ros.-la Petite-Patrie Marquage Signalisation	21	11	dépasse la durée de vie utile
215-AJOUT8	33-Service du Matériel Roulant et des Ateliers	NA	NA	Ajout approuvé par le gestionnaire à titre de réserve en cas

				d'immobilisation d'un des 17 autres véhicules

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, quatre (4) ont remis des soumissions (57 %).
Trois (3) des sept (7) preneurs du cahier des charges n'ont pas présentés d'offre à la Ville parce qu'ils ne sont pas distributeurs de produits mentionnés aux devis techniques ou qu'ils exercent des activités en sous-traitance avec un soumissionnaire.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ROBERT HYDRAULIQUE INC.	2 069 481,02 $	2 069 481,02 $
GARAGE P. VENNE INC.	3 010 212,89 $	3 010 212,89 $
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	3 039 807,46 $	3 039 807,46 $
ÉQUIPEMENT WAJAX	3 096 945,90 $	3 096 945,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 475 531,32 $	2 475 531,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		- 406 050,30 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		-16,40 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*		940 731,87 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*		45,46 %

L'écart de plus de 45 % entre les soumissionnaires peut se justifier en partie par le fait que le plus bas soumissionnaire est une entreprise qui fabrique elle-même au Québec les engins élévateurs proposés dans leur soumission alors que les autres soumissionnaires proposent, à titre de concessionnaire, des produits fabriqués aux États-Unis. À cela s'ajoutent les incertitudes des tarifs douaniers, des taux de change, des frais de transport, des décisions politiques et autres facteurs économiques reliés au commerce Canada- États-Unis qui ont certainement eu un impact à la hausse dans la présentation des soumissions des autres soumissionnaires en cette période de pandémie.

Un autre aspect non négligeable expliquant aussi en partie cet écart est le fait que la configuration de base de l'engin élévateur du plus bas soumissionnaire, soit une échelle hydraulique, est une technologie plus simple, donc moins dispendieuse, tout en étant autant de qualité et performante, sinon plus, que la configuration des engins élévateurs à bras hydraulique proposée par les autres soumissionnaires.

Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, car le contrat répond aux critères d'examen suivants fixés par les conseils municipaux et d'agglomération :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, présentant un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Contingences
Un frais de contingence correspondant à 5 % de la valeur de la soumission (pour un montant total de 103 474,05 $ incluant les taxes) est cependant demandé pour pallier à un

éventuel ajustement de coût en fonction du taux de change lors de l'émission du bon de commande. Les détails du calcul du montant final ajusté en fonction du taux de change se retrouve dans l'addenda #10.

PRIX de l'adjudicataire (incluant les taxes)	contingences 5 % (incluant les taxes)	net de ristourne (incluant les contingences et les taxes)	Total
2 069 481,02 $	103 474,05 $	1 984 197,61 $	2 172 955,07 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Robert Hydraulique s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant 2 069 481,02 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 5 %, soit 103 474,05 $, incluant taxes, servira à couvrir un éventuel ajustement de coût en fonction du taux de change lors de l'émission du bon de commande.

Un montant de 1 984 197,61 $ (net et ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporative (19-018) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Les 18 fourgonnettes avec engin élévateur seront livrées en 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En lien direct avec le Plan de relance économique de la Ville de Montréal, l'octroi à l'adjudicataire Robert Hydraulique favorise l'achat local et responsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le non-remplacement augmente les dépenses de locations actuellement en cours pour au moins 6 des 18 nacelles.
Pour les autres, ne pas remplacer un appareil accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE 2 septembre 2020 - Comité Exécutif;

CEC 9 septembre 2020 - Commission sur l'examen des contrats;

CE 16 septembre 2020 - Comité Exécutif;

CM 21 septembre 2020 - Adjudication du contrat;

Octobre 2020 - Émission du bon de commande;

Octobre 2020 - Réunion de pré-commande;

Juin 2021 - Livraison du premier véhicule ayant fait l'objet d'une approbation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Analyste de dossiers

Tél : 514-872-0589
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-11

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge BRANCONNIER
Chef de division ateliers mécaniques
Tél : 514 872-1084

Approuvé le : 2020-08-18

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 29 juillet 2020

Monsieur Sylvain Nadeau
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.
10401 boul. Parkway
Montréal (Québec) H1J1R4

Courriel: snadeau@twin.ca

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 20-18052
Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement

---

Monsieur Sylvain,

En période de vacances, le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 16 octobre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 5 août 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

30-07-2020

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Renée Veillette
Agente d'approvisionnement II

LN86Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 29 juillet 2020

Monsieur Pierre Desrosiers
ÉQUIPEMENTS WAJAX
2000, John Molson
Laval (Québec) H7T 0H4

Courriel: pdesrosiers@wajax.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 20-18052
Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement

Monsieur Pierre,

En période de vacances, le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 16 octobre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 5 août 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation : Oui mais lire la restriction ici-bas dont tous les gens (compétiteurs) impliqués auront à fair face. Pour les autres fournisseurs et nous-mêmes nous sommes en mesure de supporter notre prix.

Pierre Desrosiers 2020/08/04

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

N.B. Le châssis cabine deviendrait un 2021 et le concessionnaire ne peut garantir à ce jour les prix sur les modèles 2021 qui seront er vigueur lors du passage d'une commande en octobre prochain.

Renée Veillette
Agente d'approvisionnement II
Courriel: renee.veillette@montreal.ca

LN86Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 29 juillet 2020

Monsieur Carl Desrosiers
ROBERT HYDRAULIQUE INC.
89, rue du parc industriel
Lanoraie (Québec) J0K 1E0

Courriel: cdesrosiers@rh-ladder.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 20-18052
Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement

Monsieur Carl,

En période de vacances, le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 16 octobre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 5 août 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

2020-08-03

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Renée Veillette
Agente d'approvisionnement II
Courriel: renee.veillette@montreal.ca

LN86Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 29 juillet 2020

Monsieur Luc Venne
GARAGE P. VENNE INC.
94, Notre-Dame
Repentigny (Québec) J6A 2P3

Courriel: lvenne@venneford.ca

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 20-18052
Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement

---

Monsieur Luc,

En période de vacances, le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 16 octobre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 5 août 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

11-08-2020
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Renée Veillette
Agente d'approvisionnement II
Courriel: renee.veillette@montreal.ca

LN86Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1205382001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18052_Intervention_«SMRA»_rev1.pdf
20-18052_Tableau de vérification.pdf
20-18052_DetCah.pdf
20-18052 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-14

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : (514) 243-1825
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18052 — No du GDD : 1205382001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 10 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 12 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 12

Date du dernier addenda émis : 6 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 98 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 57,14

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 37 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 9 - 2020

Date d'échéance révisée : 16 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ROBERT HYDRAULIQUE INC.	2 069 481,02 $	√	
GARAGE P. VENNE INC.	3 010 212,89 $		
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	3 039 807,46 $		
ÉQUIPEMENT WAJAX	3 096 945,90 $		

Information additionnelle

Il s'agit d'un appel d'offres pour l'acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur. Deux secteurs d'activités particuliers. Trois des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présentés d'offres à la Ville parce qu'ils sont distributeurs des produits mentionnés aux devis techniques ou qu'ils exercent des activités en sous-traitance avec un soumissionnaire.

Préparé par : Renée Veillette — Le 12 - 8 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18052
Titre : Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement
Date de publication sur le SÉAO : 5 février 2020
Date d'ouverture des soumissions : 12 mai 2020
Addenda : 12 dernier émit le: 6 mai 2020

				ROBERT HYDRAULIQUE INC.		GARAGE P. VENNE INC.		ÉQUIPEMENTS TWIN INC.		ÉQUIPEMENT WAJAX	
	Numéro de fournisseur VDM			115518		106557		360278		113848	
	Numéro NEQ			1143219351		1143979681		1170813936		3363000947	
LOT 1 Numéro d'item	**Description**	**Quantité**		**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Item 1	Camion nacelle avec un châssis porteur de type fourgonnette, un engin élévateur de 29 pi de type télescopique et un aménagement de type armoires et étagères	18		97 730,00 $	1 759 140,00 $	140 511,95 $	2 529 215,10 $	141 941,95 $	2 554 955,10 $	145 395,00 $	2 617 110,00 $
Item 2	Système autonome de chauffage à combustion	18		2 175,00 $	39 150,00 $	3 643,84 $	65 589,12 $	3 643,84 $	65 589,12 $	2 985,00 $	53 730,00 $
Item 3	Ensemble pour activité de Marquage	6		275,00 $	1 650,00 $	2 043,20 $	12 259,20 $	2 043,20 $	12 259,20 $	1 725,00 $	10 350,00 $
Item 4	Manuels numériques incluant :	1		- $	- $	- $	- $	- $	- $	12,00 $	12,00 $
Item 5	Manuel imprimé d'opération du châssis porteur	18		- $	- $	- $	- $	- $	- $		- $
Item 6	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du châssis porteur	6		- $	- $	395,00 $	2 370,00 $	395,00 $	2 370,00 $	395,00 $	2 370,00 $
Item 7	Paire de manuels imprimés d'opération de l'engin élévateur	18		- $	- $	55,55 $	999,90 $	55,55 $	999,90 $	- $	- $
Item 8	Paire de manuels imprimés d'entretien, de rép. et des pièces de l'engin élévateur	18		- $	- $	55,55 $	999,90 $	55,55 $	999,90 $	- $	- $
Item 9	Manuel imprimé d'opération de l'aménagement	18		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Item 10	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces de l'aménagement	6		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Item 11	Présentation aux utilisateurs et formateurs	7		- $	- $	410,96 $	2 876,72 $	410,96 $	2 876,72 $	550,00 $	3 850,00 $
Item 12	Formation des mécaniciens	7		- $	- $	547,95 $	3 835,65 $	547,95 $	3 835,65 $	880,00 $	6 160,00 $
	Total avant taxes				1 799 940,00 $		2 618 145,59 $		2 643 885,59 $		2 693 582,00 $
	TPS 5 %				89 997,00 $		130 907,28 $		132 194,28 $		134 679,10 $
	TVQ 9,9975 %				179 544,02 $		261 160,02 $		263 727,59 $		268 684,80 $
	Montant total				2 069 481,02 $		3 010 212,89 $		3 039 807,46 $		3 096 945,90 $
			Requis ou non								
	Signature			Oui, page 215		Oui, page 209		Oui, page 213		Oui, page 14	
	Signiataire			Carl Desrosiers		Luc Venne		Sylvain Nadeau		Pierre Desrosiers	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui	Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		Oui	Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»		OUi	Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»		OUi	Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		Oui	Oui		Oui		Oui		Oui	
	Validation de conformité - CNESST		oui	Oui		Oui		Oui		Oui	
	Autres documents requis										
	Avenant de responsabilité civile		À l'octroi	Oui		Non		Oui		Oui	
	Liste des sous-contractants			Oui		Oui		Oui		Oui	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date :** 19-mai-20

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18052
Numéro de référence : 1342544
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Des Laurentides Ford inc. 155, boul. Lachapelle Saint-Jérôme, QC, J7Z 7L2 http://wwwdeslaurentidesford.com NEQ : 1147708797	Monsieur Jean-Philippe Arcand Téléphone : 450 436-2264 Télécopieur : 450 436-6262	**Commande : (1704419)** 2020-02-24 8 h 41 **Transmission :** 2020-02-24 8 h 41	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-02-24 8 h 41 - Téléchargement 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-02-24 8 h 41 - Téléchargement 3268202 - Addenda no 3 2020-03-03 15 h 58 - Courriel 3271137 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-06 14 h 53 - Courriel 3273054 - Addenda no 5 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-10 15 h 33 - Courriel 3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision) 2020-03-18 9 h 11 - Courriel 3281528 - Addenda 7 (modification de procédure) 2020-03-20 14 h 40 - Courriel 3282293 - Addenda no 8 (Correction report de date sur SEAO) 2020-03-23 12 h 06 - Courriel 3283191 - Addenda no 9 (Deuxième Report de date) 2020-03-24 10 h 43 - Courriel 3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification) 2020-04-23 10 h 30 - Courriel 3301775 - Addenda no 11 (Modification) 2020-04-28 11 h 51 - Courriel 3307628 - Addenda no 12 (Modifications et ajouts) 2020-05-06 12 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.twin.ca NEQ : 1170813936	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone : 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Commande : (1694721)** 2020-02-06 10 h 17 **Transmission :** 2020-02-06 10 h 17	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-02-12 7 h 30 - Courriel 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-02-14 7 h 56 - Courriel 3268202 - Addenda no 3 2020-03-03 15 h 58 - Courriel 3271137 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-06 14 h 53 - Courriel 3273054 - Addenda no 5 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-10 15 h 33 - Courriel 3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision) 2020-03-18 9 h 11 - Courriel 3281528 - Addenda 7 (modification de procédure) 2020-03-20 14 h 40 - Courriel 3282293 - Addenda no 8 (Correction report de date sur SEAO) 2020-03-23 12 h 06 - Courriel 3283191 - Addenda no 9 (Deuxième Report de date) 2020-03-24 10 h 43 - Courriel 3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification) 2020-04-23 10 h 30 - Courriel 3301775 - Addenda no 11 (Modification) 2020-04-28 11 h 51 - Courriel 3307628 - Addenda no 12 (Modifications et ajouts) 2020-05-06 12 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fortier Auto (Montréal) Ltée 7000, boul. Louis-H. Lafontaine Montréal, QC, H1M 2X3 http://www.fortierauto.com NEQ : 1140587461	Monsieur Yannick Bastien Téléphone : 514 353-9821 Télécopieur : 514 353-4556	**Commande : (1702027)** 2020-02-19 10 h 11 **Transmission :** 2020-02-19 10 h 11	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-02-19 10 h 11 - Téléchargement 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-02-19 10 h 11 - Téléchargement 3268202 - Addenda no 3 2020-03-03 15 h 58 - Courriel 3271137 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-06 14 h 53 - Courriel

				3273054 - Addenda no 5 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-10 15 h 33 - Courriel 3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision) 2020-03-18 9 h 11 - Courriel 3281528 - Addenda 7 (modification de procédure) 2020-03-20 14 h 40 - Courriel 3282293 - Addenda no 8 (Correction report de date sur SEAO) 2020-03-23 12 h 06 - Courriel 3283191 - Addenda no 9 (Deuxième Report de date) 2020-03-24 10 h 43 - Courriel 3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification) 2020-04-23 10 h 30 - Courriel 3301775 - Addenda no 11 (Modification) 2020-04-28 11 h 51 - Courriel 3307628 - Addenda no 12 (Modifications et ajouts) 2020-05-06 12 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Robert Hydraulique Inc. 89 Du Parc Industriel Lanoraie, QC, J0K 1E0 NEQ : 1143219351	Monsieur Robert Desrosiers Téléphone : 450 582-8701 Télécopieur : 450 582-8702	**Commande : (1728930)** 2020-04-15 7 h 59 **Transmission :** 2020-04-15 7 h 59	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3268202 - Addenda no 3 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3271137 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3273054 - Addenda no 5 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3281528 - Addenda 7 (modification de procédure) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement

				3282293 - Addenda no 8 (Correction report de date sur SEAO) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3283191 - Addenda no 9 (Deuxième Report de date) 2020-04-15 7 h 59 - Téléchargement 3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification) 2020-04-23 10 h 30 - Courriel 3301775 - Addenda no 11 (Modification) 2020-04-28 11 h 51 - Courriel 3307628 - Addenda no 12 (Modifications et ajouts) 2020-05-06 12 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Tradition Ford (Ventes) ltee 1163 boulevard saint-joseph Drummondville, QC, J2C2C8 http://www.traditionford.com NEQ : 1161381943	Monsieur Mario CARON Téléphone : 819 477-3050 Télécopieur : 819 477-5232	**Commande : (1695209)** 2020-02-06 16 h 02 **Transmission :** 2020-02-06 16 h 02	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-02-12 7 h 31 - Télécopie 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-02-14 7 h 57 - Télécopie 3268202 - Addenda no 3 2020-03-03 15 h 59 - Télécopie 3271137 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-06 14 h 54 - Télécopie 3273054 - Addenda no 5 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-10 15 h 34 - Télécopie 3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision) 2020-03-18 9 h 12 - Télécopie 3281528 - Addenda 7 (modification de procédure) 2020-03-20 14 h 41 - Télécopie 3282293 - Addenda no 8 (Correction report de date sur SEAO) 2020-03-23 12 h 06 - Télécopie 3283191 - Addenda no 9 (Deuxième Report de date) 2020-03-24 10 h 44 - Télécopie 3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification) 2020-04-23 10 h 31 - Télécopie 3301775 - Addenda no 11 (Modification) 2020-04-28 11 h 56 - Télécopie

				3307628 - Addenda no 12 (Modifications et ajouts) 2020-05-06 12 h 16 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	venne ford 94 notre dame Repentigny, QC, j6a 2p3 http://venne ford.ca NEQ : 1143979681	Monsieur luc venne Téléphone : 450 581-0120 Télécopieur : 450 581-7698	**Commande : (1696637)** 2020-02-10 14 h 33 **Transmission :** 2020-02-10 14 h 33	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-02-12 7 h 30 - Courriel 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-02-14 7 h 56 - Courriel 3268202 - Addenda no 3 2020-03-03 15 h 58 - Courriel 3271137 - Addenda no 4 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-06 14 h 53 - Courriel 3273054 - Addenda no 5 (Modifications + Questions/Réponses) 2020-03-10 15 h 33 - Courriel 3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision) 2020-03-18 9 h 11 - Courriel 3281528 - Addenda 7 (modification de procédure) 2020-03-20 14 h 40 - Courriel 3282293 - Addenda no 8 (Correction report de date sur SEAO) 2020-03-23 12 h 06 - Courriel 3283191 - Addenda no 9 (Deuxième Report de date) 2020-03-24 10 h 43 - Courriel 3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification) 2020-04-23 10 h 30 - Courriel 3301775 - Addenda no 11 (Modification) 2020-04-28 11 h 51 - Courriel 3307628 - Addenda no 12 (Modifications et ajouts) 2020-05-06 12 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Wajax Équipement.. 2000 rue JOHN MOLSON Laval, QC, H7T 0H4 NEQ : 3363000947	Monsieur Patrick Quesnel Téléphone : 514 639-7608 Télécopieur : 450 682-7159	**Commande : (1694499)** 2020-02-06 8 h 21 **Transmission :** 2020-02-06 8 h 21	3252663 - Addenda no 1 (Report de date et modification) 2020-02-12 7 h 30 - Courriel 3254677 - Addenda no 2 - Précision 2020-02-14 7 h 56 - Courriel 3268202 - Addenda no 3 2020-03-03 15 h 58 - Courriel

3271137 - Addenda no 4
(Modifications + Questions/Réponses)
2020-03-06 14 h 53 - Courriel

3273054 - Addenda no 5
(Modifications + Questions/Réponses)
2020-03-10 15 h 33 - Courriel

3278752 - Addenda no 6 (report de date et précision)
2020-03-18 9 h 11 - Courriel

3281528 - Addenda 7 (modification de procédure)
2020-03-20 14 h 40 - Courriel

3282293 - Addenda no 8
(Correction report de date sur SEAO)
2020-03-23 12 h 06 - Courriel

3283191 - Addenda no 9
(Deuxième Report de date)
2020-03-24 10 h 43 - Courriel

3299024 - Addenda 10 (Report de date + modification)
2020-04-23 10 h 30 - Courriel

3301775 - Addenda no 11 (Modification)
2020-04-28 11 h 51 - Courriel

3307628 - Addenda no 12
(Modifications et ajouts)
2020-05-06 12 h 15 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205382001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205382001 - 18 fourgonnettes avec engin élévateur.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Françoise TURGEON
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.13

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1205382001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE205382001.pdf

Dossier # :1205382001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 septembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE205382001

Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires).

"Original signé"	***"Original signé"***
Karine Boivin Roy	Linda Lajeunesse
Présidente	Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE205382001

Accorder un contrat à Robert Hydraulique inc. pour l'acquisition de dix-huit (18) fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pi et aménagement - Dépense totale de 2 172 955,07 $ taxes incluses (contrat: 2 069 481.02$ + contingences: 103 474.05$) Appel d'offres public 20-18052 (4 soumissionnaires).

À sa séance du 2 septembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères d'examen ci-dessous :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel on observe que :*
    - *l'écart est de plus de 20% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 9 septembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service du matériel roulant et des ateliers ont pu présenter les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et répondre à toutes les questions des commissaires concernant ce contrat visant l'acquisition de 18 fourgonnettes avec engin élévateur de 29 pieds et leur aménagement, qui serviront principalement à la Division du marquage et de la signalisation de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie.

Puis, le Service a exposé les détails de la stratégie déployée dans le cadre de cet appel d'offres d'une durée de 98 jours, au cours duquel 12 addendas ont été émis. La date d'ouverture a dû être reportée à quatre reprises; des précisions administratives ont été fournies à quatre reprises; des modifications au devis technique ont dû être apportées à trois reprises et, finalement, deux addendas ont visé à répondre aux questions des preneurs du cahier des charges. Parmi les sept entreprises s'étant procuré les documents de l'appel d'offres, quatre ont soumissionné et, parmi les soumissionnaires, trois ont accepté de prolonger la date de validité de leur soumission. Quant au résultat de cet appel d'offre, les responsables du dossier ont mentionné que le prix obtenu est

de 16,40% inférieur à l'estimé de contrôle, ce qui est favorable à la Ville, d'autant plus que l'écart de 46,89% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme est particulièrement important. Le Service est d'avis que cet écart est dû à la fabrication locale des engins élévateurs par l'adjudicataire et à leur fabrication selon une mécanique de conception simple. Les ressources au dossier sont d'avis qu'il s'agit d'un produit durable dont la qualité inspire confiance et dont la conception permet de répondre à un enjeu de santé et sécurité au travail puisque le produit proposé au concept de Robert Hydraulique Inc. respecte la spécification du positionnement de la nacelle à côté de la porte plutôt que sur le toit du véhicule.

La Commission apprécie l'acquisition de produits locaux jumelée à l'économie pour la Ville de Montréal et salue la démarche de consultation menée auprès des arrondissements afin de répondre aux besoins opérationnels de la meilleure façon qui soit. En outre, la Commission comprend que le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal a rejeté la plainte d'une entreprise, qui prétendait que l'appel d'offres était dirigé, puisque la Ville a pleinement le droit de rechercher des appareils dont les spécifications permettent de répondre pleinement à ses besoins.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service du matériel roulant et des ateliers pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel on observe que :*
    - *l'écart est de plus de 20% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE205382001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1207231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 265 524,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences; pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans la rue Mill, supplémentaires aux travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, dans le cadre du contrat # 416311 accordé à Loiselle inc., (CM20 0516), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 318 016,99 $ taxes incluses à 7 583 541,92 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 265 524,93 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, non prévus dans le cadre du contrat 416311 accordé à Loiselle inc. (CM20 0516) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 318 016,99 $ à 7 583 541,92 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-09-04 10:06

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231068**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 265 524,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences; pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans la rue Mill, supplémentaires aux travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, dans le cadre du contrat # 416311 accordé à Loiselle inc., (CM20 0516), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 318 016,99 $ taxes incluses à 7 583 541,92 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau (SE) et la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) ont planifié, pour réalisation en 2020 des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill dans l'arrondissement Ville-Marie. À cet effet, le contrat # 416311 a été accordé à Loiselle Inc. par le conseil municipal du 26 mai 2020 au montant de 7 318 016,99 $, taxes incluses, comprenant un montant de contrat 6 197 288,17$ pour les travaux et un montant de 619 728,82 $ pour les contingences. De plus, un montant de 501 000,00 $ taxes incluses a été autorisé pour les dépenses incidentes (CM 20 0516).
Le contrat total comporte des interventions sur la rue de la Commune, sur la rue Mill ainsi que sur la rue McGill.

Dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, les travaux de reconstruction d'égout et de conduites d'eau secondaires ainsi que les travaux de voirie sont exécutés sur une distance d'environ 350 mètres et consistent en :

- la reconstruction de ± 340 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 750 mm;
- la reconstruction de ± 400 mètres de conduites d'eau secondaires de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm;
- la reconstruction partielle de la chaussée (± 2 000 m^2);
- la réhabilitation de chaussée (± 6 550 m^2);

- la reconstruction complète des trottoirs (± 150 m^2).

Dans la rue Mill, de la rue Riverside à la rue de la Commune, les travaux de réhabilitation de la conduite d'eau secondaire s'étendent sur une longueur de ± 500 mètres de conduites à réhabiliter de diamètre variant entre 250 mm et 350 mm.

Enfin, dans la rue McGill, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Jacques, les travaux de marquage de la piste cyclable seront exécutés sur une longueur de ± 650 mètres.

Le délai contractuel du projet est de cent trente sept (137) jours calendrier. Les travaux ont commencé le 9 juillet 2020. Suivant le délai contractuel, les travaux sont prévus se terminer vers la fin du mois de novembre 2020. Cependant, le degré d'avancement des travaux est actuellement seulement de 15 %. Nous anticipons déjà que le projet devra se poursuivre en 2021 étant donné que certains travaux du projet ne peuvent se réaliser en conditions hivernales (dont le pavage). Les travaux faisant l'objet du présent dossier ajoutent sept (7) jours au délai contractuel.

Or, pour 2021, la programmation du Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel (PRCPR) comporte déjà une intervention sur la rue Mill. En raison des nombreuses interventions anticipées dans ce secteur, il est préconisé de compléter les travaux le plus rapidement possible sur cette rue Mill, soit cette année ou au plus tard en début 2021. Pour ce faire, il est proposé d'inclure au contrat en cours, l'intervention programmée au PRCPR pour 2021.

Dans le contrat en cours (#416311), l'enveloppe de contingences a été déterminée à 619 728,82 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat. À ce jour, 11 383,56 $ sont dépensés. La Division de la réalisation des travaux (DRT) de la Direction des infrastructures (DI) anticipe que les fonds dans l'enveloppe des contingences du projet sont tout juste suffisants pour les travaux initialement prévus dans le contrat d'où la présentation du présent dossier pour obtenir une majoration.

D'autre part, une enveloppe d'incidences de 501 000 $ a été prévue. Les dépenses incidentes dans le contrat #416311 comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, d'archéologie, de chloration des conduites d'eau existantes ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. La DRT de la DI anticipe qu'il n'y aura pas de disponibilité dans l'enveloppe des incidences du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0516 - 26 mai 2020 - Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à majorer le contrat de 265 524,93 $, taxes incluses pour réaliser les travaux de réhabilitation de chaussée sur la rue Mill entre le pont de la Commune (au-dessus des écluses du canal) et la rue Riverside.
Une directive de chantier sera transmise par la DRT de la Ville de Montréal à l'entrepreneur suite à l'approbation de ce dossier décisionnel. Cette directive permettra d'officialiser ce changement qui a été ajouté aux travaux prévus contractuellement afin de préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie de cet actif :

- Effectuer le planage de la chaussée sur une épaisseur de 50 mm sur la rue Mill entre le pont de la Commune (au-dessus des écluses du canal) et la rue Riverside;
- Effectuer le remplacement de certaines bouches à clé de vannes;
- Mettre en place un nouvel enrobé bitumineux sur une épaisseur de 50 mm sur la rue Mill entre le pont de la Commune (au-dessus des écluses du canal) et la rue Riverside;
- Effectuer le marquage de la chaussée.

Une modification du délai contractuel est prévue. Il est d'environ de sept (7) jours.

JUSTIFICATION

Dans l'optique de réduire les impacts de mobilité, de gestion de chantier, des nuisances aux riverains et autres, il est recommandé d'intégrer les travaux de réhabilitation de chaussée (PRCPR) sur la rue Mill entre le pont de la Commune (au-dessus des écluses du canal) et la rue Riverside dans le contrat # 416311 accordé à Loiselle inc. Cette demande se base sur le fait qu'une réhabilitation d'aqueduc est déjà prévue sur le tronçon en question et un PRCPR est déjà intégré sur de la Commune dans le projet 2020. De plus, cet ajout au projet a comme objectif premier de minimiser le nombre d'interventions au même endroit, dans le temps, puisque la réfection de ce tronçon était prévue dans le programme PRCPR 2021, en plus d'intervenir maintenant avant que les autres intervenions prévues dans le secteur ne s'installent.
De plus, considérant que la Société Immobilière du Canada (SIC) est actuellement en négociation sur le développement du secteur de la rue Mill, la fenêtre d'opportunité pour réaliser des travaux de réhabilitation de chaussée sera grandement réduite en raison de la multiplication des entraves dans ce secteur.

La réfection de la rue Mill entre le pont de la Commune (au-dessus des écluses du canal) et la rue Riverside vise à redonner rapidement aux citoyens et automobilistes un confort de roulement acceptable. Ces travaux de réhabilitation de chaussée permettront ainsi de prolonger la durée de vie de cet actif en tenant compte que la dernière intervention dans ce secteur date de 2006.

À ce jour, il est constaté qu'aucune économie n'est à prévoir dans l'enveloppe des travaux (contrat, contingences et incidences), car les sommes disponibles doivent être conservées pour compléter les travaux du contrat #416311. En effet, le démarrage du présent contrat était prévu en mai 2020 dans les clauses contractuelles. En raison de la situation actuelle reliée à la Covid-19, les travaux ont plutôt débuté en juillet 2020. Il est donc fort probable que l'entrepreneur ne puisse compléter les travaux du contrat entièrement en 2020 et qu'un parachèvement de travaux soit requis sur la rue de la Commune en 2021. Les travaux de parachèvement non prévus contractuellement en 2021 occasionneront nécessairement une dépense additionnelle qui sera absorbée via l'enveloppe des contingences.

La dépense additionnelle demandée par l'entrepreneur pour compléter les travaux non prévus au contrat initial est de 265 524,93 $, taxes incluses. Il est à noter que l'offre de prix de l'entrepreneur est composée d'un montant de 235 152,62 $ provenant directement des prix unitaires au bordereau du contrat #416311 octroyé lors du CM 20 0516. Ce montant non-négociable, en vertu du cahier des clauses administratives générales, représente 89 % de l'offre de prix de l'entrepreneur. La balance du montant, soit 30 272,31 $ est constituée d'items ne faisant pas partie du bordereau du contrat initial, pour lesquels nous ne disposons pas de prix unitaires, mais plutôt des prix négociés.

En somme, la Direction des infrastructures est d'avis que la modification des travaux au contrat initial n'en change pas la nature et s'avère accessoire à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal du contrat à Loiselle Inc. (travaux et contingences) passe de 6 817 016,99 $ à 7 082 541,92 $, taxes incluses, soit une augmentation globale de 3,90% de la valeur initiale du contrat. L'enveloppe des contingences du contrat passe de 619 728,82 $ à 885 253,75 $, taxes incluses, soit 14,28 % du coût des travaux.
La dépense additionnelle de 265 524,93 $, taxes incluses, sera entièrement assumée par la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), représente un coût net de 242 459,65 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant :

· #18-047 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement Artériel CM 181157 » pour un montant de 242 459,65 $.

Les portions assumées par le règlement d'emprunt # 18-047 sont prévues et disponibles à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55861 - Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	242	-	-	-	242
	242	**-**	**-**	**-**	**242**

Cette dépense est assumée 100 % par la ville centre.

L'analyse budgétaire du projet # 416311 est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la majoration de la dépense est reportée à une date ultérieure, le projet ne pourra pas être complété jusqu'à la décision des instances et pénalisera ainsi les usagers. Si le dossier est refusé, les travaux de réfection de la chaussée sur la rue Mill entre le pont de la Commune (au-dessus des écluses du canal) et la rue Riverside seront retardés à une date ultérieure indéfinie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat était prévu en mai 2020 dans les clauses contractuelles. À cause de la situation actuelle reliée à la Covid-19, les travaux ont débuté en juillet 2020. Il est possible que l'entrepreneur ne puisse compléter les travaux du contrat entièrement en 2020, ce qui était une exigence contractuelle. Dans ce cas, une prolongation du délai de réalisation devra être envisagée, sans pénalité pour l'entrepreneur et sans coût pour la Ville. Ceci dit, il est toujours possible que l'entrepreneur tente malgré tout de faire valoir une réclamation à la Ville, laquelle sera contestée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera révisé par le Service de l'expérience citoyenne et des communication lors de la réalisation des travaux supplémentaires.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux du contrat octroyé (CM20 0516) : 9 juillet 2020
Majoration du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Fin des travaux initialement prévus : 21 novembre 2020
Fin des travaux à la suite de l'adoption de la majoration : 28 novembre 2020 ou en fonction de la météo, en 2021
Arrêt des travaux pour la période hivernale : à venir, si requis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Kathy DAVID, Service de l'eau
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 2 septembre 2020
Jean CARRIER, 1er septembre 2020
Kathy DAVID, 1er septembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel RODRIGUEZ-CASTELLAR
Ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-01

Monya OSTIGUY
Chef de division par intérim

Tél :	(514) 872-2506	**Tél :**	514-872-6444
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-09-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-09-04

Augmentation de la valeur du contrat # 416311 - Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill

GDD # 1207231068

Taxes incluses

	CONTRAT LOISELLE inc.		Incidences	GRAND TOTAL
	Travaux	Contingences		
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1207231011)	**6 197 288,17 $**	**619 728,82 $**	**501 000,00 $**	**7 318 016,99 $**
Sous-projet BELL (payée par Bell)	**- $**		**- $**	**- $**
Total Ville - Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1207231011)	**6 197 288,17 $**	**619 728,82 $**	**501 000,00 $**	**7 318 016,99 $**
Travaux payés à ce jour	188 203,70 $	11 383,56 $		**199 587,26 $**
Travaux engagés et à venir:	6 009 084,47 $	608 345,26 $	501 000,00 $	**7 118 429,73 $**
Total (payé+engagé+imprevus) Ville	**6 197 288,17 $**	**619 728,82 $**	**501 000,00 $**	**7 318 016,99 $**
Montant disponible pour les travaux et incidences à ce jour :	**6 009 084,47 $**	**608 345,26 $**	**501 000,00 $**	**7 118 429,73 $**
Travaux à venir: Travaux de planage et revêtement bitumineux dans la rue Mill Montant soumis par Loiselle inc. pour les travaux supplémentaires du présent dossier		**265 524,93 $**		
Total estimé des travaux et incidences	**6 197 288,17 $**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**0 $**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**
Augmentation du contrat à faire autoriser (à imputer au sous-projet à venir)				**#REF!**

	Avant majoration	Majoration	Après majoration	% d'augmentation du contrat
Travaux	6 197 288,17 $	- $	6 197 288,17 $	
Contingences	619 728,82 $	#REF!	#REF!	
Total	**6 817 016,99 $**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**
Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat	***10,00%***		***#REF!***	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 265 524,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences; pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans la rue Mill, supplémentaires aux travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, dans le cadre du contrat # 416311 accordé à Loiselle inc., (CM20 0516), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 318 016,99 $ taxes incluses à 7 583 541,92 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231068 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-04

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1207231067

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dansla rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre. Dépense totale de 668 269,32 $ (contrat: 547 517,56 $ + contingences: 54 751,76 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460513 - 7 soumissionnaires conformes

Il est recommandé :
1. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 547 517,56 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 460513 ;

2. d'autoriser une dépense de 54 751,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 66 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-09-09 10:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231067**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dansla rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre. Dépense totale de 668 269,32 $ (contrat: 547 517,56 $ + contingences: 54 751,76 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460513 - 7 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau (SE) souhaite réaliser des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans la rue Millen de l'arrondissement Ahuntsic - Cartierville.
Le nombre de ce type de branchement est actuellement estimé à 39 sur l'ensemble du tronçon. L'objectif des travaux est de remplacer les branchements d'eau actuellement en plomb. L'objectif général est d'éliminer du territoire de la ville de Montréal, dans un horizon de 10 ans, le plomb et tout matériau non conforme sur le domaine public et le domaine privé, lorsque requis, et par conséquent, pour tous les branchements d'eau en plomb raccordés sur la conduite d'eau potable municipale localisés sur le tronçon du contrat et de les remplacer par des branchements en cuivre.

La Direction des infrastructures (DI) a préparé les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Cet appel d'offres fait suite à l'appel d'offres 460510 qui a été annulé en raison d'un écart défavorable entre les estimations internes effectuées pendant le processus d'appel d'offres et les quatre (4) soumissions conformes qui avaient été déposées par le seul soumissionnaire conforme Sanexen Services Environnementaux, dont le prix total était de 51 236 884,13 $ pour 2 500 remplacements de branchement de service durant l'année 2020, Cet appel d'offres avait été publié du 16 mars 2020 au 23 avril 2020.

Les résultats d'ouverture de soumission de l'appel d'offres annulé se retrouvent en pièce jointe.

L'appel d'offre 460510 prévoyait l'adjudication de quatre (4) ententes-cadre pour quatre (4) lots différents alors que le présent appel d'offre a été relancé différemment pour accorder deux (2) contrats distincts, soit le 460512 - 3e Avenue (GDD 1207231066) et le présent 460513 - rue Millen (GDD 1207231067).

Ces deux (2) tronçons ont été identifiés par la DI parmi une liste de tronçons fournie par la DRE, le choix étant d'accorder deux contrats équivalents et de même quantité.

Il est prévu que les contrats découlant de ces deux (2) appels d'offres seront octroyés dans la même séance du conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les travaux de remplacement de branchements d’eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre auront lieu sur une distance d'environ 240 mètres. Les activités payables selon les items du bordereau de soumission comprennent notamment les services et les travaux suivants:

- la réalisation et remise d’un rapport photographique des lieux où il y a eu des remplacements extérieurs et/ou intérieurs des branchements d’eau en plomb;
- la localisation des conduites et accessoires;
- la localisation et vérification des robinets d'arrêt des branchements d'eau;
- la production d'un plan de travail incluant les dessins d'atelier;
- la distribution des avis aux résidents;
- la coordination des travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments avec les propriétaires (si requis);
- l'installation du réseau d'alimentation temporaire en eau potable (si requis);
- l'excavation des éléments de surface, des puits d'accès et des tranchées requises;
- le raccordement conventionnel ou sous pression du nouveau branchement d'eau à la conduite d'eau existante;
- le remplacement du branchement d'eau en plomb, ou tout autre matériau non conformes, par un nouveau branchement d'eau en cuivre réalisé par tirage, par torpillage ou par excavation;
- les travaux de remplacement des branchements d'eau en plomb à l'intérieur du bâtiment conformément au règlement 17-078;
- l'installation des accessoires;
- le rinçage et la désinfection des conduites et branchements d'eau;
- le remblayage des excavations réalisées;
- le démantèlement du réseau d'alimentation temporaire en eau potable (si requis);
- la réfection des surfaces et la remise en état des lieux.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 54 751,76 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, des frais de laboratoire et

de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que la surveillance environnementale pour la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel, ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC) a procédé à l'analyse des soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart de -0,4 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

Ainsi, vu que l'écart est favorable à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 668 269,32 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Eurovia Québec Construction inc. pour un montant de 547 517,56 $ taxes incluses;
- plus des contingences 54 751,76 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 66 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense de 668 269,32 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 610 218,95 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #20-002.

Cette dépense, entièrement assumé par la ville centrale, est prévue au PTI de la DRE du Service de l'eau.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir comme conséquence de devoir reconstruire les entrée de service à la pièce au lieu de les remplacer en lot ce qui entraînerait des coûts plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et de matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 30 décembre 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact à prévoir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est déployée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Octobre 2020
Fin des travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julien FORTIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Lahcen ZAGHLOUL, Service de l'eau

Lecture :

Lahcen ZAGHLOUL, 4 septembre 2020
Julien FORTIN, 3 septembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude LAVOIE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-03

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-09-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-09-09

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 460513 — No du GDD : 1207231067

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 / 8 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 1 / 9 / 2020

Ouverture faite le : 1 / 9 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
20 / 8 / 2020	Modification de l'échéancier, ajoute du Cahier E et d'items d'électricité au bordereau	37 000,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 73

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 12,5

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	Choix non valide de la méthode de remplacement des branchements d'eau en plomb. Article 5.1 - Cahier O

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 30 / 12 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	547 517,56
LES PAVAGES CÉKA INC.	567 671,82
CONSTRUCTION CAMARA - 6742114 CANADA INC.	585 622,86
PAVAGES D'AMOUR INC.	630 580,39
LES ENTREPRISES COGENEX INC.	669 240,73
TRAVAUX ROUTIERS MÉTROPOLE (9129-2201 QUEBEC INC.)	712 500,07
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	767 949,07
Estimation — **interne**	549 513,90

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-0,4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **3,7%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.

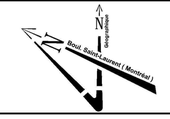
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 547 517,56

Montant des contingences ($) : 54 751,76

Montant des incidences ($) : 66 000,00

Date prévue de début des travaux : 5 / 10 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 6 / 11 / 2020

ORIENTATION



NOTE(S):

1 - La localisation des conduites d'égout, d'eau et des services d'utilités publiques est approximative;

2 - L'échelle indiquée au plan est valide pour le format A1. Les puits et les accessoires (bouches à clé de vanne, chambres de vanne, poteaux d'incendie, etc.) sont schématiques et ne sont pas à l'échelle;

3 - Les pressions statiques et dynamiques indiquées pour les poteaux d'incendie ne sont fournies qu'à titre indicatif;

4 - Les branchements d'eau ne sont pas représentés au plan. L'Entrepreneur devra en faire la localisation au chantier.

LÉGENDE

- Poteau d'incendie
- Poteau d'incendie STM
- Poteau d'incendie privé
- Bouche à clé de vanne
- Chambre de vanne
- Id. des vannes de fermeture
- Conduite d'eau secondaire
- Conduite d'eau principale
- Raccord (té, croix, réduit)
- Conduite ou branchement d'égout
- Regard d'égout
- Puisard
- Bâtiment avec branchement d'eau en plomb (confirmé)
- Bâtiment avec branchement d'eau possiblement en plomb
- Bâtiment avec branchement d'eau sans plomb (confirmé)
- Bâtiment avec branchement d'eau de matériau inconnu
- Bâtiment situé à 1,5m, ou moins, du fond de trottoir
- Limite cadastrale
- Chaussée mixte
- Chaussée souple
- Massif de conduits électriques
- Conduite de gaz
- Ligne du métro
- École
- Hôpital
- Station de métro
- Station du REM
- Arrêt d'autobus
- Voie ferrée
- Limite d'arrondissement
- Sondage à réaliser (localisation approximative)

ÉMISSION(S)

NO.	DATE	DESCRIPTION	PRÉP. PAR:
000	2020-07-16	Pour appel d'offres	C.L.
A	2020-07-07	Pour commentaires 50%	C.L.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

INTERVENANTS

Agent technique:
Marc-Olivier Lecours

Ingénieur(e):
Claude Lavoie, ing.

Sceau de l'ingénieur(e)

Original signé le:

ARRONDISSEMENT:

Ahuntsic-Cartierville

NOM DU PROJET:

Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP)

TITRE DU PLAN:

Avenue Millen

Entre l'avenue Émile-Journault et la rue Legendre Est

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

ÉCHELLE: 1 : 500

APPEL D'OFFRES:	N° DE PLAN:	FEUILLET:	ÉMISSION:
460513	AHU-ESP-2020-22	A	000

Cartouche révisé le : 2020-06-30

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	460513	DATE:
#GDD:	1207231067	DRM:	46051	2020/09/03
RESPONSABLE:	Claude Lavoie			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout - TECQ**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2018100130	183099	549 952.16 $	547 517.56 $	54 751.76 $	0.00 $	
2018100131	183100	60 266.79 $	0.00 $	0.00 $	66 000.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**610 218.95 $**	**547 517.56 $**	**54 751.76 $**	**66 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**610 218.95 $**	**547 517.56 $**	**54 751.76 $**	**66 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**668 269.32 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 460513	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**03/09/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			547 517.56 $
TRAVAUX CONTINGENTS			54 751.76 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		14 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		11 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		6 000.00 $	
Gestion des impacts		10 000.00 $	
XXX		20 000.00 $	
XXX		5 000.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	66 000.00	66 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			668 269.32 $
Imputation (crédits)			610 218.95 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	29 061.51	57 977.70
Ristournes TPS et TVQ à 50%	58 050.36	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Claude Lavoie

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2018100130**	**SOUMISSION:**	**460513**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183099**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**03/09/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont**			
ENTREPRENEUR ▸	**Eurovia Québec Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			547 517.56 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		54 751.76 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			602 269.32 $
Imputation (crédits)			549 952.16 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	26 191.32	52 251.68
Ristournes TPS et TVQ à 50%	52 317.16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Claude Lavoie

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2018100131**	**SOUMISSION:**	**460513**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183100**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**03/09/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		14 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		11 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		6 000.00 $	
Gestion des impacts		10 000.00 $	
Surveillance environnementale		20 000.00 $	
Chloration		5 000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	66 000.00	66 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			66 000.00 $
Imputation (crédits)			60 266.79 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		2 870.19	5 726.03
Ristournes TPS et TVQ à 50%		5 733.21	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Claude Lavoie

Montréal

SOUMISSION 460513 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans l'avenue Millen, de l'avenue Émile-Journault à la rue Legendre
Avenue Millen, de l'avenue Émile-Journault à la rue Legendre	Les travaux sont répartis en 1 phase. **Délai** : 35 jours - 2020 **PHASE 1** : Travaux de remplacement des entrées de service en plomb sur l'avenue Millen entre l'avenue Émile-Journault et la rue Legendre. **Horaire de travail :** Lundi à vendredi de 7h à 19h, Samedi et Dimanche 7h à 19h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue Millen entre l'avenue Émile-Journault et la rue Legendre E. avec maintien de la circulation locale seulement; - Entraver seulement un trottoir à la fois de l'avenue Millen; - Aucune entrave n'est permise sur la rue Legendre et l'avenue Émile-Journault.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Dans la cadre des mesures de distanciation physique liées à la pandémie du COVID-19, l'Entrepreneur doit maintenir un corridor d'au moins 2,5 mètres de largeur pour permettre le passage des piétons dans chaque direction. Au cas où la largeur disponible est inférieure, l'entrepreneur doit aménager un sens unique du corridor piéton ou prévoir des signaleurs pour la gestion des piétons en alternance. Dans les deux cas, une signalisation adéquate doit être mise en place pour permettre la distanciation physique de 2m des usagers précités; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 juillet 2020

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
200-1550, RUE AMPÈRE
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2020-DAMP-1642
N° de client : 3000230492

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EUROVIA QC C
EUROVIA QC CONST.
EUROVIA QC CONSTRUCTION
EUROVIA QUÉBEC CONST.
EUROVIA TECH
EUROVIA TECHNOLOGIES
EUROVIA, DIVISION TECHNOLOGIES

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 juillet 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 460510
Numéro de référence : 1355596
Statut : Annulé
Titre : Entente-cadre pour la réalisation de travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans diverses rues de la ville de Montréal.

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Entente-cadre pour la réalisation de travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans diverses rues de la ville de Montréal.
Date de fermeture de l'avis :	2020-04-23 Avant 13h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2020-04-24 17 h 25
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SIRR - Service des infrastructures du réseau routier**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, (QC) CAN j4z3v4 http://www.sanexen.com	1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	51 236 884,13 $

Information supplémentaire

Lot 1 : 17 143 899,26 $
Lot 2 : 12 561 030,25 $
Lot 3 : 12 803 110,11 $
Lot 4 : 8 728 844,51 $

© 2003-2020 Tous droits réservés

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 460513

Date de publication : 2020-08-10
Date d'ouverture : 2020-09-01

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Construction Camara inc.
2	E2R inc.
3	Eurovia Québec Construction inc.
4	Foraction inc.
5	Les Entrepreneurs Bucaro inc.
6	Les Entreprises Cogenex inc.
7	Les Pavage Céka inc.
8	Les Pavages D'Amour inc.
9	Ramcor Construction inc.
10	Sanexen Services Environnementaux inc.
11	Travaux Routiers Métropole inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231067

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dansla rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre. Dépense totale de 668 269,32 $ (contrat: 547 517,56 $ + contingences: 54 751,76 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460513 - 7 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231067.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-04

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1208804001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied de « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises » pour une somme maximale de 190 500 $, toutes taxes incluses, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention de gré à gré par lequel Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal, faisant aussi affaire sous HEC Montréal, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en 2020 et 2021 pour la mise sur pied de « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises », pour une somme maximale de 190 500 $, toutes taxes incluses, conformément à sa proposition de service en date du 24 août 2020 et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-09-06 11:39

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208804001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied de « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises » pour une somme maximale de 190 500 $, toutes taxes incluses, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son plan d'action, Montréal inclusive 2018-2021, la Ville de Montréal, par son Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), déploie la Stratégie Montréal inclusive au travail, avec le soutien financier du Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Intégration (MIFI).
La Stratégie Montréal inclusive au travail comporte trois volets. Le premier vise à sensibiliser le grand public aux difficultés liées à l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants afin de créer une prise de conscience sur le fait que l'intégration est l'affaire de tous. Le second volet vise à susciter l'engagement des leaders de la communauté d'affaires et grands employeurs publics afin qu'ils partagent un sentiment d'urgence d'agir pour un passage à l'action. Enfin, le troisième volet vise à outiller les gestionnaires et employé.e.s qui souhaitent agir pour que leurs actions aient un impact tangible et mesurable sur l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants. À noter que la stratégie Montréal inclusive au travail est développée dans une approche antiraciste et intersectionnelle.

Rappelons que Montréal connaît, à cet égard, un retard marqué comparativement à Toronto, Vancouver et plusieurs autres grandes villes d'Amérique du Nord, comme l'ont démontré plusieurs études de l'Institut du Québec et de Statistiques Canada.

La Stratégie a déjà permis la mobilisation de 60 PDG de grandes entreprises de la métropole, une mobilisation qui se poursuit à travers une série d'initiatives majeures, notamment : Cercle des employeurs, événement annuel, intitulé Satori Montréal, comité d'orientation stratégique, comité scientifique, campagne Journée Portes fermées.

Alors que beaucoup de leaders de la communauté d'affaires reconnaissent les défis posés par l'intégration professionnelle des personnes immigrantes et l'urgence d'agir, les moyens pour y parvenir sont plus complexes et ambigus, en particulier pour les PME, qui ne disposent pas des mêmes ressources pour identifier et mettre en oeuvre les pratiques

adéquates. Le Pacte faisant l'objet de ce dossier veut faire émerger les solutions accessibles.

Dans un contexte de relance économique inédit, la Ville en tant que métropole jouera son rôle de catalyseur auprès de petites, moyennes et grandes entreprises, afin de propulser la prise d'engagements concrets pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Dans le cadre du deuxième volet de la Stratégie, « engager », le BINAM souhaite donc s'allier avec le Pôle IDEOS de la Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal, faisant aussi affaire sous HEC Montréal, afin de mettre sur pied « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises ».

Un premier en son genre à Montréal, Le Pacte abordera l'ensemble du continuum de l'intégration professionnelle, soit :

- L'attraction du talent
- Le processus d'embauche
- L'intégration en entreprise
- Le développement au sein de l'organisation et la progression des talents

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1998 - 05 décembre 2018
Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants
CM18 0383 - 26 mars 2018
Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'un soutien financier de 12 M$ à la Ville aux fins de planifier, de mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes, couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2021 - Entente MIDI-Ville (2018-2021)

DESCRIPTION

La Ville de Montréal, en collaboration avec le Pôle IDEOS de HEC Montréal, accompagnera de 10 à 15 PME et grandes entreprises montréalaises afin de définir puis encourager la prise d'engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Les engagements porteront sur l'intégration de nouvelles pratiques dont l'impact positif en faveur de la diversité ethnoculturelle est démontré. Le Pacte misera sur l'expertise avérée du Pôle IDEOS, de HEC Montréal, qui a pour mission de sensibiliser et soutenir les organisations et les entrepreneurs ainsi que de diffuser les connaissances en mettant l'impact social au cœur de ses actions. Trois chercheur.ses de HEC Montréal seront chargé.e.s d'accompagner la démarche et les entreprises participantes.
Le Pacte permettra d'élaborer et de valider des engagements pour l'attraction des talents, l'embauche, l'intégration et la progression des personnes immigrantes en entreprise. De plus, les membres du Cercle montréalais des employeurs de la Stratégie Montréal inclusive au travail seront invités à participer et à faire rayonner les engagements pris dans le cadre du Pacte.

Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises vise à :

- Augmenter le nombre de personnes immigrantes en emploi et en poste de gestion

- Favoriser l’engagement de 10 à 15 PME montréalaises et grandes entreprises, quant à l’attraction des talents, l’embauche, l’intégration et la progression des personnes immigrantes en emploi afin de créer des milieux professionnels plus inclusifs
- Mobiliser la communauté d’affaires de Montréal à s’engager activement pour l’amélioration de l’intégration professionnelle des personnes immigrantes, dont les membres du Cercle montréalais des employeurs à travers le Pacte
- Sensibiliser les employeurs à l'application des approches antiracistes et intersectionnelles dans la création de milieux de travail inclusif

Afin de découvrir les solutions gagnantes au sein des entreprises avec un processus personnalisé, le Pacte sera réalisé avec un nombre restreint de participants. Une fois que les solutions gagnantes y seront inscrites, l’objectif sera d’y faire adhérer un nombre croissant d’entreprises annuellement, à commencer par les membres du Cercle montréalais des employeurs de la Stratégie Montréal inclusive au travail.

Le Pacte sera donc le véhicule commun à travers lequel chaque organisation prendra des engagements forts et en adéquation avec ses réalités propres. Réunis dans cette démarche, le Pacte démontrera la réelle intention des entreprises participantes quant à l’amélioration de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes.

Dès le début, les entreprises participantes devront s'engager à :

- Participer aux différents événements et activités de groupe du PACTE
- Investir les ressources nécessaires pour l’identification de leurs engagements
- Participer à la démarche d'évaluation et de documentation des apprentissages
- Diffuser au sein de leurs réseaux les différentes communications en lien avec le Pacte ainsi que la Stratégie Montréal inclusive au travail
- Recruter au moins une autre entreprise

Le Pacte : Engagements pour l’intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises comporte neufs phases :

- Démarrage du projet : Formation du comité de pilotage
- Élaboration du cadre et des critères de sélection pour la cohorte d’entreprises
- Recrutement d’une cohorte de 10 à 15 PME, grandes entreprises, incluant le Service des ressources humaines de la Ville de Montréal
- Déploiement de l’audit (diagnostic) organisationnel pour déterminer les zones de croissance ou d’amélioration soit l’attraction, l’embauche, l’intégration, la rétention et la progression;
- Identification des regroupements interentreprises en fonction de leurs zones d’amélioration et opportunités d’actions;
- Accompagnement auprès des entreprises participantes pour le développement de plans d’action adaptés et l’élaboration de leurs engagements en fonction des quatre phases du continuum de l’intégration professionnelle (attraction, embauche, intégration, rétention et progression);
- Définition des mécanismes d’engagement, tels que : signature du PDG, diffusion sur le pacte, cible de recrutement au sein de leurs milieux d’affaires ou jumelage avec une future entreprise participante
- Diffusion du Pacte
- Évaluation et documentation des apprentissages quant au processus d’implantation et des effets du Pacte

Tout au long du processus, des séances de travail avec les entreprises participantes mèneront à l’identification des critères d'évaluation d’impact, assorties d'Indicateurs. La

documentation des meilleures pratiques, des limites et des obstacles est également prévue, ainsi que l'organisation d'une séance de présentation des engagements testés à la fin du projet.

Résultats escomptés
À court terme :

- Plus de 3 000 employé.e.s des 10 à 15 entreprises participantes seront touchés directement puisque leurs entreprises auront pris des engagements formels en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes suite à leurs accompagnements personnalisés
- Plus de 40 entreprises montréalaises bénéficieront des apprentissages et des bonnes pratiques expérimentées dans le cadre du Pacte
- Suite à l'effet d'entraînement, 10 entreprises supplémentaires prendront des engagements en plus de se joindre au Cercle montréalais des employeurs
- 2 000 étudiants et près de 5 000 personnes immigrantes, gestionnaires et travailleurs d'entreprises seront sensibilisés par les outils de diffusion quant aux bonnes pratiques en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes

À moyen terme :

- Transformation des milieux de travail montréalais à travers la mise en oeuvre effective des engagements en matière d'attraction des talents, d'embauche, d'intégration et de la progression au sein de l'entreprise
- Accroissement exponentiel du nombre d'entreprises participantes au Pacte

Ultimement, le projet mènera à :

- Accroître le nombre de personnes immigrantes en emploi et en poste de gestion
- Réduire le racisme et la discrimination en milieu de travail afin d'éliminer les barrières à l'inclusion qui touchent particulièrement les personnes qui sont à la fois immigrantes et racisées

Les résultats du projet seront évalués, afin de documenter les leçons apprises et les pratiques efficaces auprès des entreprises, ainsi que le processus du Pacte d'engagement des entreprises de Montréal. Le Pacte se veut une première étape visant le déploiement d'une phase d'accompagnement des entreprises participants dans la mise en oeuvre de leurs plans d'actions respectifs.

JUSTIFICATION

Montréal accueille 76 % des nouveaux immigrants qui arrivent au Québec chaque année. La métropole est reconnue pour son ouverture face à la diversité, mais l'intégration professionnelle des personnes immigrantes demeure un défi majeur. Il existe en effet un écart important entre le taux de chômage des natifs par rapport aux personnes immigrantes, d'autant plus marquées pour les nouveaux arrivants (0 à 5 ans).
Si Montréal accuse un retard par rapport aux autres grandes villes du pays, le Québec est également la province canadienne où la reconnaissance de l'expérience professionnelle est la plus basse, soit 32 %. De plus, le taux de correspondance entre la profession exercée dans le pays d'origine et celle exercée au Québec était de 19 %, soit le taux le plus faible au Canada. L'écart du taux de déclassement entre les immigrants et les natifs est plus important au Québec, ce qui signifie que les immigrants ont davantage de difficulté à trouver des emplois à la hauteur de leurs qualifications qu'ailleurs au pays.

Le milieu d’affaire de Montréal est constitué à 90 % de PME. Plusieurs études démontrent que celles-ci n'ont pas toujours les ressources humaines et financières en place afin de favoriser une intégration professionnelle optimale des personnes immigrantes dans leurs organisations. Les changements organisationnels nécessaires pour une meilleure intégration des personnes immigrantes requièrent des engagements fermes de la part de dirigeants d’entreprises, afin que ceux-ci se répercutent à la grandeur de l’organisme, tant dans les pratiques d’embauche que dans la culture organisationnelle qui se véhicule par ses employé.e.s. Les pratiques en ressources humaines, les dynamiques d’équipe, l’ouverture à la diversité, les processus décisionnels, le renforcement de capacités professionnelles et la progression en emploi ont tous une incidence sur le sentiment d’inclusion, et donc la rétention et progression potentielle de personnes immigrantes au sein de l’entreprise. Ces dynamiques complexes requièrent une approche personnalisée que le Pacte permettra de développer, au moyen de la prise d’engagements d’entreprises participantes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Suite à la révision des besoins en fonction du contexte actuel et aux recommandations ultérieures, nous avons estimé un montant de 200 000$ pour la création, le déploiement, la documentation et l'évaluation d'une initiative.
Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 190 500 $, toutes taxes incluses, est prévu à la direction BINAM du Service de l'inclusion et de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et est financé par l'Entente MIDI-Ville 2018-2021 - Stratégie Montréal inclusive au travail. Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. La dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet d'intégration vise au rapprochement interculturel et à une meilleure intégration sociale des citoyennes et citoyens d'origines diverses. Il participe ainsi à des objectifs sociaux du développement durable. Par ces actions, la Ville s'engage notamment à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En 2020, les Montréalais ayant immigré estiment que la Ville de Montréal doit prioriser l’intégration professionnelle et l’entrepreneuriat pour répondre à leurs besoins. Le Pacte répond pleinement à cette priorité.
L’intégration professionnelle des personnes immigrantes est d’abord et avant tout une question d’équité et d’inclusion, une priorité pour la Ville de Montréal. Le Pacte met l’accent sur cette dimension humaine et sociale, notamment en mettant de l’avant le rôle de la société d’accueil. Relever le défi de l’inclusion en emploi est « l’affaire de tous ». La mise en place du Pacte est une étape importante dans l'atteinte des ambitions de la Ville de Montréal, soit de lever les obstacles systémiques, les freins subjectifs et la discrimination qui nuisent à l'intégration en emploi des personnes immigrantes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie actuelle a des répercussions importantes sur les personnes immigrantes. Suite à la crise de la COVID-19, le taux de chômage chez les personnes immigrantes récentes est de 23 %, comparativement à 11,8 % pour les personnes nées au Canada. La pandémie de la COVID-19 aura des impacts quant au recrutement des entreprises participantes et quant à la mobilisation des membres du comité de pilotage. Dans cette optique, un processus de co-création agile utilisant les technologies numériques sera mis en place.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2020 Présentation au conseil municipal pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jessyca CLOUTIER
Conseillère en planification

Tél : 514 242-5403
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-23

Jessica LAGACÉ-BANVILLE
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-0597
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice du SDIS par intérim
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2020-07-29

Pôle IDEOS - HEC Montréal

Proposition de Projet

Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises

31/08/2020

ideos
HEC MONTRÉAL
Pôle en gestion des entreprises sociales

Table des matières

Table des matières 1
A. Contexte 2
B. Justification 3
C. Équipe 4
D. Présentation du projet 5
Présentation du projet 5
Livrables 7
Résultats escomptés 8
Aspects Financiers 9
E. Synthèse 11

A. Contexte

Dans le cadre de son plan d'action Montréal inclusive 2018-2021, la Ville de Montréal, via le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), déploie la Stratégie Montréal inclusive au travail, avec le soutien financier du Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Intégration (MIFI).

La Stratégie Montréal inclusive au travail comporte trois volets. Le premier vise à sensibiliser le grand public aux difficultés liées à l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants afin de créer une prise de conscience sur le fait que l'intégration est l'affaire de tous. Le second volet vise à susciter l'engagement des leaders de la communauté d'affaires et grands employeurs publics afin qu'ils partagent un sentiment d'urgence d'agir pour un passage à l'action. Enfin, le troisième volet vise à outiller les gestionnaires et employé.e.s qui souhaitent agir pour que leurs actions aient un impact tangible et mesurable sur l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants.

Rappelons que Montréal connaît, à cet égard, un retard marqué comparativement à Toronto, Vancouver et plusieurs autres grandes villes d'Amérique du Nord, comme l'ont démontré plusieurs études de l'Institut du Québec et de Statistiques Canada.

La Stratégie a déjà permis la mobilisation de 60 PDG de grandes entreprises de la métropole, une mobilisation qui se poursuit à travers une série d'initiatives majeures : Cercle des employeurs, événement annuel Satori*, comité d'orientation stratégique, comité scientifique, campagne Journée Portes fermées,etc.

Alors que beaucoup de leaders de la communauté d'affaires reconnaissent les défis posés par l'intégration professionnelle des personnes immigrantes et l'urgence d'agir, les moyens pour y parvenir sont plus complexes et ambigus, en particulier pour les PME, qui ne disposent pas des mêmes ressources pour identifier et mettre en oeuvre les pratiques adéquates. Ce projet veut faire émerger les solutions accessibles.

Dans un contexte de relance économique inédit, la Ville en tant que métropole jouera son rôle de catalyseur auprès de petites, moyennes et grandes entreprises, afin de propulser la prise d'engagements concrets pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Dans le cadre du deuxième volet de la Stratégie, « engager », le BINAM souhaite donc s'allier avec le Pôle IDEOS de la Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal, faisant aussi affaire sous HEC Montréal, afin de mettre sur pied « Le Pacte: Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises ».

Le projet, un premier en son genre à Montréal, abordera l'ensemble du continuum de l'intégration professionnelle, soit :

- L'attraction du talent
- Le processus d'embauche
- L'intégration en entreprise
- Le développement au sein de l'organisation et la progression des talents

B. Justification

Montréal accueille 76 % des nouveaux immigrants qui arrivent au Québec chaque année. La métropole est reconnue pour son ouverture face à la diversité, mais l'intégration professionnelle des personnes immigrantes demeure un défi majeur. Il existe en effet un écart important entre le taux de chômage des natifs par rapport aux personnes immigrantes, d'autant plus marquées pour les nouveaux arrivants (0 à 5 ans).

Si Montréal accuse un retard par rapport aux autres grandes villes du pays, le Québec est également la province canadienne où la reconnaissance de l'expérience professionnelle est la plus basse, soit 32 %. De plus, le taux de correspondance entre la profession exercée dans le pays d'origine et celle exercée au Québec était de 19 %, soit le taux le plus faible au Canada. L'écart du taux de déclassement entre les immigrants et les natifs est plus important au Québec, ce qui signifie que les immigrants ont davantage de difficulté à trouver des emplois à la hauteur de leurs qualifications qu'ailleurs au pays.

Le milieu d'affaire de Montréal est constitué à 90 % de PME. Plusieurs études démontrent que celles-ci n'ont pas toujours les ressources humaines et financières en place afin de favoriser une intégration professionnelle optimale des personnes immigrantes dans leurs organisations. Les changements organisationnels nécessaires pour une meilleure intégration des personnes immigrantes requièrent des engagements fermes de la part de dirigeants d'entreprises, afin que ceux-ci se répercutent à la grandeur de l'organisme, tant dans les pratiques d'embauche, que dans la culture organisationnelle qui se véhicule par ses employé.e.s. Les pratiques en ressources humaines, les dynamiques d'équipe, l'ouverture à la diversité, les processus décisionnels, le renforcement de capacités professionnelles et la progression en emploi, ont tous une incidence sur le sentiment d'inclusion, et donc la potentielle rétention et progression, de personnes immigrantes au sein de l'entreprise. Ces dynamiques complexes requièrent une approche personnalisée que ce projet du HEC permettra de développer, au moyen de la prise d'engagements d'entreprises participantes.

C. Équipe

Sébastien Arcand

Professeur titulaire et directeur du Département de Management, HEC Montréal

Sébastien Arcand est sociologue, professeur et directeur du département de management à HEC Montréal. Il s'intéresse à la gestion de la diversité ethnoculturelle au sein des institutions et organisations ainsi qu'aux difficultés d'insertion socio-professionnelle des personnes issues de l'immigration. Il mène également des recherches sur les dimensions identitaires de l'entrepreneuriat. Il est responsable scientifique du groupe de travail, Immigrants en Formation professionnelle au Centre d'intervention pédagogique en contexte de diversité à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois. Il est membre du Comité scientifique de «Montréal inclusive au travail». Il a siégé pendant plusieurs années au comité de suivi sur l'évolution de la langue française de l'OQLF et est actuellement membre du Comité consultatif sur la statistique linguistique de Statistique Canada. Il intervient fréquemment auprès de gestionnaires pour les conseiller sur les pratiques en gestion interculturelle au Québec, en Europe et en Amérique latine et a collaboré à des rapports pour différents organismes dont l'OCDE, le Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI), Emploi-Québec, Développement Économique Canada. Il est un administrateur qualifié pour le *Intercultural Development Inventory* (IDI), un instrument de mesure d'ouverture à la diversité pour les organisations et les individus. Il est l'auteur d'un ouvrage sur la gestion de la diversité ethnoculturelle dans les organisations et ses travaux ont notamment été publiés dans *International Journal of Entrepreneurship and Small Business, Alterstice – International Journal of Intercultural research* ou encore *International Journal of Knowledge, Culture and Change Management*.

Marine Agogué

Professeure agrégée, HEC Montréal

Marine Agogué est professeure agrégée au département de management à HEC Montréal. Elle est membre du pôle Mosaic en Management de la Créativité, coordonnatrice de la spécialisation en management du programme de maîtrise de HEC Montréal et chercheure associée à la Chaire de Théories et Méthodes de la Conception Innovante de Mines ParisTech. Elle accompagne diverses organisations dans leurs réflexions sur les processus d'innovation, notamment ces dernières années la société d'État Hydro-Québec et le consortium muséal Espace Pour La Vie. Ses recherches portent sur le raisonnement créatif et les outils de gestion de l'innovation, et ont été publiées dans des revues comme *Journal of Creative Behaviour*, *Creativity and Innovation Management*, *Research in Engineering Co-design*, entre autres. En 2019 elle publie un ouvrage pour expliquer le management « Petit traité de management pour les habitants d'Essos, de Westeros et d'ailleurs », en se basant sur les personnages de la série *Game of Thrones*.

Luciano Barin Cruz
Professeur titulaire et directeur Pôle IDEOS, HEC Montréal

Luciano Barin Cruz est professeur titulaire au département de management à HEC Montréal. Il est Directeur du Pôle IDEOS à HEC Montréal, Directeur du Centre des Entreprises Sociales Yunus (HEC Montréal), Directeur du module «Le défi du Développement durable» de l'EMBA McGill-HEC Montréal, le Coordonnateur de la spécialisation en management, stratégie et organisations du programme de doctorat de HEC Montréal et détenteur du professorship de recherche en modèles organisationnels et impact social. Le professeur Barin Cruz a travaillé comme expert dans des projets soutenus par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le Gouvernement du Québec et Développement international Desjardins parmi plusieurs autres. Il travaille actuellement sur plusieurs projets d'incubation et accélération des organisations à impact social et environnemental (Maison de l'Innovation Sociale – MIS ; EntrePrism ; Accélérateur Banque Nationale). Ses projets de recherche se concentrent sur le développement durable, la responsabilité sociale et l'innovation sociale et ont été publiés dans des revues comme *Journal of Management Studies, Organization, World Development, Business & Society, Journal of Business Ethics, Management Decision, Journal of Cleaner Production*, entre autres.

D. Présentation du projet

Présentation du projet

La Ville de Montréal, en collaboration avec le Pôle IDEOS d'HEC Montréal, accompagnera de 10 à 15 PME et grandes entreprises montréalaises afin de définir puis encourager la prise d'engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Les engagements porteront sur l'intégration de nouvelles pratiques dont l'impact positif en faveur de la diversité ethnoculturelle est démontré. Le projet misera sur l'expertise avérée du HEC, qui a pour mission de sensibiliser et soutenir les organisations et les entrepreneurs ainsi que de diffuser les connaissances en mettant l'impact social au cœur de ses actions.

Trois chercheur.ses du HEC Montréal seront chargé.e.s d'accompagner la démarche et les entreprises participantes soit Sébastien Arcand, professeur titulaire et directeur du Département de Management, Marine Agogué, professeure agrégée et Luciano Barin Cruz, professeur titulaire et directeur du Pôle IDEOS.

Le projet « Le Pacte: Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises » permettra d'élaborer et de valider des engagements pour l'attraction des talents, l'embauche, l'intégration et la progression des personnes immigrantes en entreprise. De plus, les membres du Cercle montréalais des employeurs de la Stratégie Montréal

inclusive au travail seront invités à participer et à faire rayonner les engagements pris dans le cadre de ce projet.

Le « Le Pacte: Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises » vise à :

1. Favoriser l'engagement de 10 à 15 PME montréalaises et grandes entreprises, quant à l'attraction des talents, l'embauche, l'intégration et la progression des personnes immigrantes en emploi afin de créer des milieux professionnels plus inclusifs.

2. Mobiliser la communauté d'affaires de Montréal à s'engager activement pour l'amélioration de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes, dont les membres du Cercle montréalais des employeurs à travers le Pacte.

Afin de découvrir les solutions gagnantes au sein des entreprises avec un processus personnalisé, le projet sera réalisé avec un nombre restreint de participants. Une fois que les solutions gagnantes seront inscrites dans Le Pacte, l'objectif sera d'y faire adhérer un nombre croissant d'entreprises annuellement, à commencer par les membres du Cercle montréalais des employeurs de la Stratégie Montréal inclusive au travail.

Le « Le Pacte: Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises » comporte huit phases:

1. Démarrage du projet : Formation du comité de pilotage. Certains acteurs clés ont déjà été identifiés préalablement par la Ville de Montréal. Ces acteurs joueront un rôle important dans différentes phases du projet jusqu'à l'implémentation. Nous prévoyons organiser une rencontre pour introduire le projet, présenter la démarche et les étapes à suivre et songer leur intérêt à participer dans la structure de gouvernance du projet. Leurs contributions seront intégrées à notre démarche et un comité de pilotage sera proposé.

2. Élaboration du cadre et des critères de sélection pour la cohorte d'entreprises

3. Recrutement d'une cohorte de 10 à 15 PMEs, grandes entreprises et de la Ville de Montréal inclusivement. Le comité de pilotage sera responsable pour l'identification et l'engagement de ces entreprises dans le projet.

4. Déploiement de l'audit (diagnostic) organisationnel pour déterminer les zones de croissance ou d'amélioration. Un questionnaire sera préparé et prendra en compte les bonnes pratiques et les limites de chaque entreprise analysée selon les quatre grandes dimensions d'impact de ce projet : attraction, embauche, intégration et progression ;

5. Identification des regroupements inter-entreprises en fonction de leurs zones d'amélioration et opportunités d'actions (attraction, embauche, intégration et progression). Les entreprises qui présentent des zones d'améliorations semblables seront mises ensemble pour partager leurs difficultés et développer un plan d'action qui leur permettra d'assumer des engagements en termes d'intégration professionnelle des personnes immigrantes ;

6. Accompagnement auprès des entreprises participantes pour le développement de plans d'action adaptés et l'élaboration de leurs engagements (attraction, embauche, intégration et progression) : ateliers de cocréation avec les entreprises participantes. Chaque entreprise aura l'occasion de participer à des séances de co-design pour préparer son plan d'action et assumer des engagements en termes d'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Les ateliers seront menés par des experts dans les domaines de l'immigration, de l'intégration professionnelle, de l'innovation et d'impact social. Les plans d'actions de chaque entreprise permettront l'identification des indicateurs de suivi claire pour encourager l'engagement des participants;

7. Définition des mécanismes d'engagement (exemple: signature du PDG, diffusion sur le pacte, cible de recrutement au sein de leurs milieux d'affaires, jumelage avec une future entreprise participante, etc) : ateliers de cocréation avec les entreprises participantes;

8. Diffusion d'un Pacte d'engagement pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes

Tout au long du processus, des séances de travail avec les entreprises participantes mèneront à l'identification des critères d'évaluation d'impact, assorties d'Indicateurs. La documentation des meilleures pratiques, des limites et des obstacles est également prévue, ainsi que l'organisation d'une séance de présentation des engagements testés à la fin du projet.

Livrables

- États de situation (diagnostics) organisationnels en matière d'intégration professionnelle et d'inclusion identifiant les cibles à améliorer au sein de l'entreprise dans le continuum de l'intégration professionnelle (l'attraction du talent, le processus d'embauche, l'intégration en entreprise et la progression au sein de l'organisation);

- Engagements à des résultats clairs et formels de la cohorte de 10-15 entreprises;

- 10-15 plans d'action distincts, adaptés et co-créer à la réalité de chacune des entreprises participantes;

- Développement d'un Pacte montréalais d'engagement pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes;

- Élaboration de deux études de cas sur les pratiques des entreprises les plus innovantes pendant la période d'expérimentation. Ces cas seront déposés au centre de cas de HEC Montréal et étudiés potentiellement par plus de 2000 personnes dans différents programmes de HEC Montréal. Ces deux études de cas seront également présentées lors de conférences et événements organisés en collaboration avec HEC Montréal;

- Diffusion des engagements sur différentes plateformes grand public afin de partager l'initiative et ainsi favoriser l'engagement d'entreprises supplémentaires. Exemple: La Presse, The Gazette, Les Affaires, CRHA, revue Gestion du HEC;

- Diffusion sur la plateforme numérique appartenant à la ville de Montréal et dédiée à la Stratégie Montréal inclusive au travail. Cette plateforme permettra de faire la promotion des entreprises engagées, mais surtout de suivre les engagements. Une stratégie de diffusion sur les réseaux sociaux viendra accroître la présence médiatique du projet;

- Organisation d'une conférence avec au moins 40 entreprises intéressées au projet, dont des membres du cercle montréalais des employeurs de la Stratégie Montréal inclusive au travail. En plus de participer aux différents événements de nos partenaires (Ordre des CRHA, TCRI, Immigrant Québec, etc);

- Élaboration d'un rapport documentant les différentes étapes nécessaires pour la création du processus d'engagement des entreprises.

Résultats escomptés

À court terme:

- Plus de **3 000 employé.e.s des 10 à 15 entreprises participantes** seront touchés directement puisque leurs entreprises auront pris des engagements formels en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes suite à leurs accompagnements personnalisés;

- Plus de **40 entreprises montréalaises** bénéficieront des apprentissages et des bonnes pratiques expérimentées dans le cadre du Pacte;

- Suite à l'effet d'entraînement, **10 entreprises supplémentaires prendront des engagements en plus de se joindre au Cercle Montréalais des employeurs**;

- **2 000 étudiants et près de 5 000 personnes immigrantes, gestionnaires et travailleurs d'entreprises** seront sensibilisés par les outils de diffusion quant aux bonnes pratiques en matière d'intégration professionnelle des personnes immigrantes.

À moyen terme:

- Transformation des milieux de travail montréalais à travers la mise en oeuvre effective des engagements en matière d'attraction des talents, d'embauche, d'intégration et de la progression au sein de l'entreprise;

- Accroître exponentiellement le nombre d'entreprises participantes au Pacte.

Ultimement, le projet mènera à:

- Accroître le nombre de personnes immigrantes et racisées en emploi;

- Augmenter le nombre de personnes immigrantes et racisées en poste de gestion;

- Réduire le racisme et la discrimination en milieu de travail, pour une meilleure inclusion des personnes immigrantes et racisées.

Les résultats du projet seront évalués, afin de documenter les leçons apprises et les pratiques efficaces auprès des entreprises, ainsi que le processus du Pacte d'engagement des entreprises de Montréal.

À noter que ce projet se veut une première étape visant le déploiement d'une phase d'accompagnement des entreprises participantes dans la mise en oeuvre de leurs plans d'action respectifs.

Aspects Financiers

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 190 500$ toutes taxes incluses. Le tableau 01 détaille le budget par phase du projet.

Phases	Détails	Montant estimé	Total estimé par livrable
1. Démarrage du projet : Formation du comité de pilotage			**45 000 $**
Embauche d'un chargé de projet pour la gestion des différentes phases et livrables	Période : septembre 2020 à juin 2021	45 000 $	
2. Élaboration du cadre et des critères de sélection pour la cohorte d'entreprises			**2 500 $**
Développement d'un protocole pour sélection de la cohorte d'entreprises participantes		2 500 $	
3. Recrutement d'une cohorte d'entreprises participantes			**2 500 $**
Entrevues d'identification des profils des entreprises participantes		2 500 $	

4. Déploiement de l'audit			**2 500 $**
Déploiement d'un questionnaire pour évaluer la situation des entreprises en termes de : 1) attraction, 2) embauche, 3) intégration, 4) progression.		2 500 $	
5. Identification des regroupements inter-entreprises			**2 500 $**
Regroupement inter-entreprise selon en fonction de leurs zones d'amélioration et opportunités d'actions (attraction, embauches, intégration et progression)		2 500 $	
6. Accompagnement auprès des entreprises pour développement des plans d'action et élaboration des engagements			**67 500 $**
Conception de 15 séances de co-design	5 000 $ x 3 séances x 4 clusters d'entreprises	60 000 $	
Animation de 10 séances de travail pour proposition du modèle	250 $/h x 3h x 2 séances x 5 clusters d'entreprises	7 500 $	
7. Définitions des mécanismes d'engagement			**7 500 $**
Cahier de charge des mécanismes d'engagements par axe stratégique : 1) attraction, 2) embauche, 3) intégration et 4) progression.	7 500 $	7 500 $	
8. Diffusion d'un Pacte d'engagement pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes			**20 000 $**
Frais de préparation des rapports finaux	5 000 $	5 000 $	
Frais de préparation des études de cas et des articles	5 000 $	5 000 $	
Organisation d'une conférence de diffusion	10 000 $	15 000 $	
	Sous-total		**150 000$**
Via un projet de recherche inscrit à la Direction de la recherche et du transfert de HEC Montréal	+ frais de recherche de 27%	40 500 $	**190 500 $**

E. Synthèse

Phases : septembre 2020 à aout 2021

1. Démarrage du projet : Formation du comité de pilotage
2. Élaboration du cadre et des critères de sélection pour la cohorte d'entreprises
3. Recrutement d'une cohorte d'entreprises participantes
4. Déploiement de l'audit
5. Identification des regroupements inter-entreprises
6. Accompagnement auprès des entreprises pour développement des plans d'action et élaboration des engagements
7. Définitions des mécanismes d'engagement
8. Diffusion d'un Pacte d'engagement pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes

Estimation du budget du projet (voir annexe pour le détail)

Via un projet de recherche
inscrit à la Direction de la recherche et du transfert de HEC Montréal
(+ frais de recherche de 27%) :…… **190 500 $**

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
GDD 1208804001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **CORPORATION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL, désigné aussi HEC Montréal**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi du Québec à caractère privé* dont l'adresse principale est située au 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, province de Québec, H3T 2A7t, agissant et représentée aux présentes par Caroline Aubé, Directrice de la recherche et du transfert, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 107278905 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006085748 TQ0001

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de l'enseignement supérieur dans tous les domaines de la gestion, de promouvoir la recherche et de rendre à la collectivité les services qu'elle est en mesure de lui assurer dans tous les domaines de sa compétence.

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour la conception et la coordination du Laboratoire pour l'employabilité des personnes immigrantes incluant une cohorte pilote lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : Le Directeur de l'Unité administrative du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Service de la diversité de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe, pour la création du Pacte permettant aux entreprises montréalaises de recevoir un soutien pour faciliter l'embauche, la rétention, l'intégration et la progressions des personnes immigrantes en emploi. Le contractant assurera le processus de co-création, la formation d'un comité de pilotage, le recrutement de 10 à 15 entreprises, l'accompagnement de ces entreprises dans l'identification de leurs engagements, la diffusion des apprentissages et résultats auprès de la communauté d'affaire de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1 septembre et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 31 août 2021, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars (190 500 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1. Le Contractant produira une facture détaillée à chaque trois mois.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars (190 500 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux (ci-après collectivement les "Documents"). Sans limiter la portée de ce qui précède, la Ville accorde au Contractant, une licence non exclusive et libre de redevances, d'utiliser les Documents uniquement pour des fins d'enseignement, de recherche et de publication dans le cadre normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorat, d'articles scientifiques de séminaires et autres présentations orales ou écrites. Le Contractant s'engage auprès des tiers, à respecter ses engagements à l'égard de l'information confidentielle, le cas échéant.

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de un millions de dollars (1 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H3T 2A7 tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice de la recherche et du transfert. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Greffier

Le e jour de 2020

CORPORATION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL (HEC Montréal)

Par : _____
Caroline Aubé, Directrice de la recherche et du transfert

Cette convention a été approuvée par le , le e jour de …….. 2020 (Résolution CM20 …….).

ATTESTATION ET ENGAGEMENT DU CHERCHEUR :

Je soussigné, Luciano Barin-Cruz, reconnais avoir lu et compris le présent contrat et en accepte toutes les conditions; je m'engage également à faire en sorte que tous les participants, employés et subalternes de HEC Montréal qui ont à travailler sur ce projet, soient informés de leurs obligations en vertu du présent contrat.

_____ _____

Luciano Barin-Cruz Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208804001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Objet :	Accorder à Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal un contrat de services professionnels de gré à gré pour la mise sur pied de « Le Pacte : Engagements pour l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au sein des entreprises montréalaises » pour une somme maximale de 190 500 $, toutes taxes incluses, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208804001 HEC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-02

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1208838001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Mario Brien Inc, à titre d'intégrateur technique pour accompagner le MEM - Centre des mémoires montréalaises, en vue de l'intégration des équipements techniques dans l'aménagement des espaces d'exposition, des espaces publics et des espaces de diffusion. Autoriser une dépense de 235 738,99 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-17989 (un seul soumissionnaire conforme).

Il est recommandé :

1- d'octroyer un contrat de services professionnels au seul soumissionnaire conforme, la firme Mario Brien Inc, à titre d'intégrateur technique pour accompagner le MEM - Centre des mémoires montréalaises, en vue de l'intégration des équipements techniques dans l'aménagement des espaces d'exposition, des espaces publics et des espaces de diffusion, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis pour une période de 2 ans, et ce, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 235 738,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17989.

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-26 16:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208838001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Mario Brien Inc, à titre d'intégrateur technique pour accompagner le MEM - Centre des mémoires montréalaises, en vue de l'intégration des équipements techniques dans l'aménagement des espaces d'exposition, des espaces publics et des espaces de diffusion. Autoriser une dépense de 235 738,99 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-17989 (un seul soumissionnaire conforme).

CONTENU

CONTEXTE

Le MEM – Centre des mémoires montréalaises, accueille le flot de la ville en plein cœur du Quartier des spectacles, au point zéro de la Ville. En osmose avec ses quartiers, ses citoyens, le MEM va offrir aux Montréalais et Montréalaises, aux visiteurs, festivaliers et touristes, un espace identitaire en accueillant leurs mémoires, leurs traces, leurs lieux, tout en leur donnant la parole. Ces lieux inviteront à la réflexion, aux rencontres, aux émotions, multipliant les regards sur les quartiers, les communautés, tout en inspirant l'engagement citoyen au rythme de l'actualité, connecté à la profondeur de l'histoire de la Ville, tout en se projetant dans le futur de Montréal.
Dans le cadre de la réalisation du MEM, l'équipe projet doit être accompagnée par les services professionnels d'un intégrateur technique, pour coordonner l'implantation des technologies de pointe des installations numériques et scénographiques sur plus de 2000 mètres carrés d'espaces locatifs consacrés aux espaces d'expositions, aux espaces publics et à la salle de diffusion. Les espaces publics sont des lieux accessibles et gratuits.

Intégrateur technique
Pour assurer l'efficience technologique dans la réalisation de l'expérience muséale, la Ville de Montréal a lancé le 8 Juin 2020, l'appel d'offres public, Intégrateur Technique. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 9 Juillet 2020, soit 31 jours après le lancement de l'appel d'offres. Dans le respect des règles des appels d'offres publics et selon l'accompagnement du Service de l'approvisionnement, une seule soumission a été jugée conforme le 28 Juillet 2020 par le comité de sélection composé de 3 personnes. Ce comité

recommande, selon les critères de compréhension de la problématique, de son expertise et de sa capacité à y répondre, l'adjudicataire au contrat, Mario Brien Inc, pour coordonner l'implantation de tous les équipements techniques intégrés et non intégrés des espaces publics, muséaux et de la salle diffusion.

La firme retenue est experte en scénographie et en intégration technique, cumulant 20 années d'expériences en conception de salles de spectacle et de lieux culturels, en intégration de technologies scénographiques, expérientielles et muséales. Mario Brien s'implique dans ses projets et garantit une disponibilité avec rigueur, selon des standards élevés auprès des donneurs d'ouvrage, des équipes professionnels et intervenants, tout en respectant les échéanciers et les délais des livrables. Le coût total du projet est prévu au PTI du Service de la culture.

La rémunération de ces services professionnels est à forfait.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1297 - 14 août 2019 - Accorder un contrat à GSM Project creation inc., lauréate du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale MEM pour une dépense totale de 1390 960,65 taxe, contingences et incidences incluses.
CE18 1462 - 29 aout 2018 - Autoriser le service de la culture à tenir un concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale inaugurale dans le cadre de la réalisation du nouveau Centre d'histoire de Montréal. Approuver le règlement du concours.
CM17 0624 - 16 mai 2017 - Règlement autorisant un emprunt de 10 636 000$ pour le financement des travaux d'aménagements muséaux dans le cadre du projet de localisation du Centre d'Histoire de Montréal au carré ST Laurent.
CM16 1446 - 20 décembre 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Gestion St Laurent Angus inc., à des fins culturelles, des espaces d'une superficie d'environ 3188 mètres carrés, au 1er étage. de l'immeuble situé à l'intersection de la Rue Ste Catherine et du Boulevard St Laurent, pour une période de 6 ans et 9 mois à compter du 1 avril 2019, pour un loyer total de 13 187 038,68 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

Le mandat de l'intégrateur technique est d'apporter une assistance conceptuelle et technique en coordonnant l'implantation de tous les équipements techniques intégrés et non intégrés aux professionnels du projet en étroite collaboration avec la firme de design GSM, les services du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et la chargée de projet Ville, pour garantir les opérations technologiques efficientes à l'ouverture du MEM et optimiser le budget d'équipement durable au meilleur rapport qualité - prix.
Les espaces qui seront occupés par le MEM ont été planifiés en 2016 par la firme d'architectes Provencher Roy et associés et en ingénierie par la firme FNX. Il est attendu de l'adjudicataire du présent mandat qu'il participe à la mise à jour et l'actualisation des plans et devis pour y intégrer ses recommandations, ses précisions et les corrections nécessaires en lien avec les besoins techniques pendant la phase de muséologie détaillée qui se déroule de septembre à décembre 2020, et recommander les solutions les plus productives qui occasionneront le moins de frais d'opération pour le MEM.

Les principales tâches et responsabilités de l'intégrateur technique consistent en un accompagnement pour la conception, la réalisation des plans et devis des améliorations locatives et de l'aménagement muséal jusqu'à la livraison finale des travaux. Plus particulièrement, l'intégrateur doit:

- Évaluer les besoins et déterminer les dimensions de l'espace scénique et les emplacements de l'habillage de scène, la disposition des systèmes de sonorisation, l'écran de projection, selon les configurations attendues de la salle de diffusion.

- Produire un budget détaillé des équipements techniques intégrés et non intégrés.
- Évaluer et déterminer avec l'ingénieur en structure les charges définitives admissibles du système d'accrochage et de levage de tous les espaces.
- Coordonner la distribution filaire et les emplacements d'équipements en fonction de la distribution électromécanique.
- Produire les plans, les devis, les documents scénographiques définitifs pour les appels d'offres nécessaires à l'acquisition, l'installation, la mise en marche et la calibration des équipements, tels que le système d'accrochage et levage, la circuiterie d'éclairage, les interconnexions, l'habillage rideau et la patience, la sonorisation, l'affichage dynamique, la signalétique, l'éclairage scénique et muséal, la projection vidéo, l'outillage et les équipements de manutention.
- Suivre le chantier, valider des livrables, approuver la livraison finale des travaux
- Produire la documentation et assurer la formation et la maintenance des équipements.

JUSTIFICATION

La vision du MEM favorisera l'engagement et la participation citoyenne, l'accès et l'inclusion de même que la créativité et l'innovation. Il vise à être le lieu de parole citoyenne inclusif privilégiant la participation de la population montréalaise dans toute sa diversité contribuant à l'évolution et la promotion de son offre muséale sur la montréalité, tout en favorisant le déploiement de la créativité citoyenne. Le projet du MEM s'inscrit dans les différents objectifs découlant de cette vision en valorisant le patrimoine immatériel des mémoires montréalaises et le rayonnement de la métropole. Il contribue par ses activités hors les murs, au développement des quartiers culturels et à l'offre culturelle de proximité. Un preneur du cahier des charges a déposé une soumission et un preneur du cahier des charges n'a pas déposé une soumission.

Soumissions conformes	**Note Interim**	**Note finale**	**Prix soumis**	**TOTAL** (Taxes Incluses)
Mario Brien Inc	78.17	5.44	235 738,99$	**235 738,99$**
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)				(-95 000$)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)				(-31%)

Le prix soumis est inférieur à l'estimé
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (- 95 000$)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (- 31%)

L'estimé de départ était de classe D, pour ouvrir à une diversité de types de firmes. Les besoins en équipements ont été révisés depuis lors de la conception muséal en cours de l'été 2020, suite aux questions posées lors de l'appel d'offres. L'écart s'explique car le seul soumissionnaire, qu'est la firme retenue est très petite, très expérimentée et très spécialisée. Ainsi, elle a moins de frais de gestion, collabore avec des experts depuis de nombreux projets de lieux de diffusion culturelle. Mario Brien Inc peut travailler plus rapidement qu'une firme plus importante et moins expérimentée, ce qui explique que son estimation est moindre que celle d'une firme de plus grande échelle.

Le MEM est actuellement en phase de conception de la muséographie détaillée des différents espaces muséaux et publics, définissant les volumes d'équipements spécialisés intégrés et non intégrés selon l'expérience muséale recherchée, les services d'un intégrateur sont liés aux volumes d'équipements à intégrer. La firme Mario Brien Inc est une firme très spécialisée et très expérimentée dans le domaine pour les besoins du mandat, c'est une firme de petite échelle, elle a moins de frais et peut travailler plus rapidement

qu'une firme plus importante et moins expérimentée. Dans notre estimation nous avions considéré tous types de firmes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de **215 261,12 $ net de ristourne**. Il sera financé par le règlement d'emprunt 17-065 Centre d'histoire.
Ce budget net de ristourne (en milliers de $) requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le **PTI 2020-2022** et est réparti comme suit pour chacune des années
2020 2021 2022
50 125 40

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'agenda 21 de la culture et appuie la reconnaissance de la culture comme 4e pilier du développement durable. Par ailleurs, le projet MEM rejoint directement les critères suivants du plan de développement durable de la collectivité montréalaise dans la section «Une meilleure qualité de Vie», par la protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire, la diversité et le dynamisme culturel, l'innovation et savoir, la compétitivité, la promotion de l'économie locale, l'inclusion sociale et culturelle. Aussi l'histoire et le patrimoine contribuent au sentiment d'appartenance, à la valorisation des diversités, au développement touristique, à l'attractivité et au rayonnement de la métropole, à la valorisation des paysages tout en stimulant l'apprentissage des connaissances et la fréquentation des oeuvres d'art, du patrimoine matériel et immatériel et de l'archéologie.
La réalisation du MEM implique l'acquisition d'équipements durables comportant des caractéristiques d'économie d'énergie. Le MEM étant un projet LEED, le choix des équipements sera fait en fonction de la solution la plus durable (durée de vie utile) et qui occasionnera le moins de tâches d'entretien possible (coût de maintien avant remplacement). En ce sens, les standards d'Eco-Scène Canada et « Center for sustainable practice in Arts » serviront de guide pour les choix d'équipements et l'évaluation des propositions.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'intégrateur technique sera impliqué dans les décisions conceptuelles en architecture et ingénierie pour assurer l'intégration des équipements. Il est donc essentiel que son mandat soit effectif en cours de finalisation des plans et devis à partir de mois d'octobre 2020 soit au minimum de 2 mois avant la fin des plans et devis prévue en décembre 2020, ceci pour ne pas retarder l'échéancier général du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En période de COVID-19, la collaboration en télétravail est envisagée, une visite des lieux sera faite en respectant les consignes de la Santé publique, distanciation physique et port du masque obligatoire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune communication n'est prévue à cette étape du projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat fin septembre 2020
Début travaux Début Octobre 2020
Fin Travaux Août 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Service des finances Mathieu Perrier

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MENGUY
Chargée de projet - MEM

Tél : 514 622 6387
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-3216
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice

Tél : 514-872-8562

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Pour Ivan Filion, directeur du Service de la culture (voir délégation de pouvoirs en pièces jointes)
Tél : 514-872-2884

Approuvé le : 2020-08-21 **Approuvé le :** 2020-08-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208838001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Mario Brien Inc, à titre d'intégrateur technique pour accompagner le MEM - Centre des mémoires montréalaises, en vue de l'intégration des équipements techniques dans l'aménagement des espaces d'exposition, des espaces publics et des espaces de diffusion. Autoriser une dépense de 235 738,99 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-17989 (un seul soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17989_Intervention.pdf 20-17989_pv.pdf 20-17989_Tableau des résultats.pdf

20-17989_SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquistion de biens

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17989 — No du GDD : 1208838001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'un intégrateur technique pour le projet MEM Centre des mémoires Montréalaises au Carré Saint-Laurent

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 9 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 9 - 7 - 2020

Date du comité de sélection : 21 - 7 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 23 - 6 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 1 - 2021

Date d'échéance révisée : 5 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
MARIO BRIEN INC.	235738,99	√	

Information additionnelle

2 preneurs de cahier de charge, 1 soumission reçu. La soumission est conforme administrativement. Formulaire de non-participation: aucune réponse. 2 addenda ont été soumis durant la publication de l'appel d'offres.

Préparé par : Marlène Dufour — Le 19 - 8 - 2020

20-17989 - Services professionnels d'un intégrateur technique pour le projet MEM Centre des mémoires Montréalaises au Carré Saint-Laurent

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Mario Brien Inc.	3,50	11,50	18,17	21,67	23,33	78,17	235 738,99 $	**5,44**	**1**
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	**Ghislaine Lachapelle**								

Comité	
Date	mardi 28-07-2020
Heure	13H30
Lieu	Visioconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-17989
Numéro de référence : 1379789
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Les services professionnels d'un intégrateur technique pour le projet du MEM – Centre des Mémoires Montréalaises au carré Saint-Laurent

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1752980)** 2020-06-09 13 h 37 **Transmission :** 2020-06-09 13 h 37	3329961 - 20-17989_Addenda 1 2020-06-10 13 h 19 - Courriel 3337810 - 20-17989_Addenda 2 2020-06-23 15 h 46 - Courriel 3346770 - 20-17989__Enregistrement ouverture publique 2020-07-10 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Mario Brien Inc. 248 chemin de la Scierie Stoneham-et-Tewkesbury, QC, g3c2m8	Monsieur Mario Brien Téléphone : 418 654-8185 Télécopieur :	**Commande : (1753142)** 2020-06-09 16 h **Transmission :** 2020-06-09 16 h	3329961 - 20-17989_Addenda 1 2020-06-10 13 h 19 - Courriel 3337810 - 20-17989_Addenda 2 2020-06-23 15 h 46 - Courriel 3346770 - 20-17989__Enregistrement ouverture publique 2020-07-10 14 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208838001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Mario Brien Inc, à titre d'intégrateur technique pour accompagner le MEM - Centre des mémoires montréalaises, en vue de l'intégration des équipements techniques dans l'aménagement des espaces d'exposition, des espaces publics et des espaces de diffusion. Autoriser une dépense de 235 738,99 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-17989 (un seul soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1208838001_CU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Julie NICOLAS
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.18

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1198441002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver le projet d'avenant numéro 1 à la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus (CM19 0866), afin que la convention désigne les deux lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec comme immeuble devant recevoir le projet

Le Service de l'habitation recommande:

d'approuver le projet d'avenant numéro 1 à la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus, afin que la convention désigne les deux lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec comme étant l'immeuble devant recevoir le projet.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-26 12:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198441002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver le projet d'avenant numéro 1 à la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus (CM19 0866), afin que la convention désigne les deux lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec comme immeuble devant recevoir le projet

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme UTILE Angus détenait une offre d'achat pour l'acquisition d'un terrain (lot 6 232 020 du cadastre du Québec), qui appartenait à la Société Patrimoine Angus, pour la réalisation de son projet de construction de logements locatifs abordables pour étudiants.
En novembre 2019, le conseil municipal avait approuvé l'octroi d'une aide financière de 5,3 M$ à l'organisme pour l'acquisition du terrain et la réalisation du projet. Cependant, au moment de l'acquisition du terrain, il s'est avéré que le lot 6 232 020 du cadastre du Québec désignait seulement le lot superficiaire et que l'organisme devait aussi acquérir le lot 6 322 742 du cadastre du Québec, situé en tréfonds.
Le 23 décembre 2019, l'organisme a acquis les deux lots, alors que la convention signée avec la Ville désignait seulement un seul lot.
Un avenant à la convention devra être signé entre la Ville et l'organisme, afin de désigner les deux lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec comme l'immeuble devant recevoir le projet.
L'acte d'hypothèque en faveur de la Ville, garantissant les engagements de l'organisme aux termes de la convention de contribution financière, n'a pas à être modifié puisqu'il fait déjà référence aux deux lots susmentionnés.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hafsa DABA
Conseiller en développement de l'habitation

514-868-7688
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198441002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Objet :	Approuver le projet d'avenant numéro 1 à la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus (CM19 0866), afin que la convention désigne les deux lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec comme immeuble devant recevoir le projet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant.

FICHIERS JOINTS



2020-08-21 Avenant VISÉ.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate

Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, Droit contractuel

Tél : 514-872-2363
Division :



AVENANT N^{o} 1

CONVENTION
(CM19 1205 du 18 novembre 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son siège à l'hôtel de ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 3B6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **UTILE ANGUS,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies,* dont l'adresse principale est le 1410, rue Guy, bureau 10, Montréal, Québec, H3H 2L6, agissant et représentée par M. Laurent Levesque, coordonnateur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 817847338RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1219904181TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont collectivement désignés les « **Parties** »

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle (le « **Règlement** ») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce Règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention en vertu de laquelle la Ville verse une contribution financière maximale de cinq millions trois cent mille dollars (5 300 000 $) à l'Organisme (résolution CM19 1205), (ci-après la (« **Convention** »), selon les modalités et les conditions prévues à ladite Convention;

ATTENDU QUE la Convention désigne l'Immeuble sur lequel doit être réalisé le Projet, comme étant le lot 6 232 020 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de la ville de Montréal;

ATTENDU QUE l'Immeuble aurait dû plutôt être désigné comme étant les lots 6 232 020 **et 6 322 742** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de la ville de Montréal, afin de couvrir à la fois le lot en superficie et le lot en tréfonds;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

À moins que le contexte ne l'indique autrement, et sauf pour le terme « Immeuble » dont la définition est expressément modifiée par le présent avenant, les termes commençant par une majuscule ont le sens qui leur est donné dans la Convention.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

Le terme « **Immeuble** » dans la Convention désigne les lots 6 232 020 et 6 322 742 du cadastre du Québec, circonscription de Montréal.

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention demeurent inchangées.

Le présent avenant entre en vigueur rétroactivement à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2020



UTILE ANGUS

Par : _____
Laurent Levesque, coordonnateur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ……e jour du mois de …… 2020 (Résolution CM20……..……)

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1198441002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser une aide financière d'un maximum de 5 300 000 $ à l'organisme à but non lucratif UTILE Angus, pour l'acquisition du lot 6 232 020 du cadastre du Québec et la construction d'un bâtiment locatif destiné à la clientèle étudiante de Montréal, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite Patrie; approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus; autoriser l'affectation de 5 300 000 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation; autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal et la convention d'instructions au notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

Le Service de l'habitation recommande:

- d'autoriser une aide financière d'un maximum de 5 300 000 $ à l'organisme à but non lucratif UTILE Angus, pour l'acquisition du lot 6 232 020 du cadastre du Québec et la construction d'un bâtiment locatif destiné à la clientèle étudiante de Montréal, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite Patrie;
- d'approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus;
- d'autoriser l'affectation de 5 300 000 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation;
- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal et la convention d'instructions au notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.
- d'émettre et de transmettre à Me Stéphane Brunelle Notaire en fidéocomis, un premier chèque de 5 246 842 $ en 2019 et la balance en janvier 2020, soit un montant de 53 158 $, à verser à l'Organisme selon les conditions et modalités de la Convention.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-11-04 18:04

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198441002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser une aide financière d'un maximum de 5 300 000 $ à l'organisme à but non lucratif UTILE Angus, pour l'acquisition du lot 6 232 020 du cadastre du Québec et la construction d'un bâtiment locatif destiné à la clientèle étudiante de Montréal, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite Patrie; approuver la convention de contribution financière entre la Ville et l'organisme UTILE Angus; autoriser l'affectation de 5 300 000 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation; autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal et la convention d'instructions au notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

CONTENU

CONTEXTE

UTILE ANGUS (l'Organisme) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de développer et de louer des logements abordables destinés à la population étudiante. Société affiliée au groupe UTILE, l'Organisme poursuit dans la foulée de l'UTILE Papineau, qui a obtenu en 2018 une subvention de la Ville de 1,6 M$ pour la réalisation d'un projet locatif pour étudiants dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.
L'Organisme a élaboré un projet de construction (Projet) sur le site de l'éco-quartier du Technopôle Angus, appartenant à la Société du Patrimoine Angus (SPA). Il sollicite l'aide financière du Service de l'habitation dans le cadre de l'Axe 3 de la Stratégie de développement 12 000 logements sociaux et abordables de la Ville de Montréal. Le choix de l'Axe 3 – destiné aux formules innovantes de logement abordable qui ne s'inscrivent pas dans les programmes existants - s'explique par le fait que la clientèle étudiante n'est pas admissible au programme Accès Logis et que le Projet innove par son mode de financement associant notamment des bailleurs de fonds de l'économie solidaire. Le même axe avait été utilisé pour financer le premier projet, sur l'avenue Papineau.

Les principaux paramètres de traitement des dossiers dans le cadre de l'Axe 3 se présentent comme suit :

1. Caractéristiques de l'organisme promoteur

- Le financement de l'Axe 3 s'adresse aux organismes à but non lucratif et à vocation sociale.

- Les promoteurs de projets doivent démontrer leur capacité à assurer la gestion de leur projet, tant lors de la phase de développement qu'en période d'exploitation.

2. Caractéristiques du projet

- Le projet doit répondre à des besoins en habitation non comblés ou rejoindre une clientèle non prise en charge dans les autres programmes du Service de l'habitation.

- Le projet doit présenter un aspect novateur, qui pourra s'appliquer notamment à un ou plusieurs des éléments suivants: le mode de réponse aux besoins de la clientèle visée; le mode de financement; le mode de gestion; l'organisation spatiale ou fonctionnelle; la pérennité de l'abordabilité .

- Le projet devra faire état des impacts sociaux ou urbains prévus, par exemple sa contribution à une intervention plus large de revitalisation.

3. Montage financier

- Le projet doit être viable financièrement et présenter un budget d'exploitation équilibré.

- Outre la contribution de la Ville, la présence d'au moins une autre source de financement est privilégiée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le financement de l'Axe 3 a été autorisé à ce jour pour cinq projets :
- CM19 0866 – 19 août 2019 (Sommaire 1198441001) - Aide financière à l'organisme à but non lucratif L'Anonyme U.I.M. au montant de 2 373 158 $ pour l'acquisition et la rénovation d'une maison de chambres dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14 chambres).

- CM18 1505 – 18 décembre 2018 (Sommaire 1180640006) - Aide financière à Habitations communautaires Duff Court au montant de 4 680 000 $ et un prêt de 4 680 000 $ dans le cadre d'un montage financier du Fonds d'Investissement Montréal – phase 4 (FIM-IV), pour l'achat et la rénovation de logements locatifs abordables dans l'arrondissement de Lachine (144 logements).

- CM18 1258 – 22 octobre 2018 (Sommaire 1186692001) - Aide financière de 1 600 000 $ à l'organisme Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), pour la réalisation du projet de logements abordables pour étudiants, sur l'avenue Papineau, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (90 logements/ 144 chambres) - (ce sommaire modifie à la hausse une première autorisation de subvention de 500 000 $ faite en 2017).

- CM18 1008 – 21 août 2018 (Sommaire 1180640005) - Aide financière à l'organisme Habitations communautaires Olympia, comprenant 1 418 250 $ sous forme de subvention et 1 418 250 $ sous la forme d'un prêt dans le cadre d'un montage financier du Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV), pour l'achat et la rénovation de logements locatifs abordables dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville (61 logements).

- CM18 1007 – 21 août 2018 (Sommaire 1180640004) - Aide financière à l'organisme Les Habitations du trentenaire de la SHAPEM, comprenant une subvention de 2 430 000 $ et 2 430 000 $ sous forme de prêt sans intérêt garanti, dans le cadre d'un montage financier du Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV), pour l'achat et la rénovation de logements locatifs abordables dans l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (90 logements).

DESCRIPTION

Le site

L'Organisme détient une offre d'achat pour l'acquisition d'un terrain, appartenant à la SPA, situé au sein de l'éco-quartier du Technopôle Angus, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

L'éco-quartier

Le Technopôle Angus est un vaste projet de revitalisation urbaine, développé par la SPA depuis plus de 20 ans, sur les terrains des anciens Ateliers Angus du Canadien Pacifique. L'éco-quartier est localisé dans l'îlot central du Technopôle et vise l'obtention de la certification LEED ND (Neighbourhood) Platine. Une mixité d'usages est prévue, à savoir de l'emploi et des commerces (pour environ 48 000 m^2) et du résidentiel (pour environ 500 unités), incluant des logements sociaux et des logements abordables privés.

Le projet UTILE-Angus

Le bâtiment du Projet prévoit 86 studios et 36 unités de 2 chambres à coucher, offrant en tout 158 chambres en location, ainsi qu'un espace communautaire au rez-de-chaussée et une terrasse commune au toit. La terrasse inclura, entre autres, des jardins communautaires et des gradins.

Le projet prévoit aussi un espace commercial au rez-de-chaussée, qui visera à répondre au besoin de commerces de proximité dans le secteur.

Une certification LEED est visée pour le bâtiment. L'Organisme s'est engagé envers la SPA à étudier l'option de se brancher sur la boucle énergétique de l'éco-quartier, c'est-à-dire une infrastructure de production et d'échange d'énergie commune à l'ensemble des bâtiments de l'éco-quartier. Toutefois, l'Organisme aura la possibilité de ne pas brancher le bâtiment à la boucle, si cela représente un trop grand risque financier. La directrice du Service d'habitation devra d'ailleurs consentir au branchement à la boucle, après analyse des impacts financiers.

Loyers

Les loyers prévisionnels, pour l'année d'occupation prévue en 2021, sont de 703 $ par mois pour les studios et de 1090 $ pour les logements de 2 chambres à coucher (2cc), incluant les services (électricité, eau chaude et chauffage). À noter que, pour la même année, les loyers estimés du projet Papineau sont d'environ 709 $ pour les studios et de 1204 $ pour les 2cc.

Par ailleurs, à titre de référence, les frais de location médians selon le recensement de 2016 et indexés pour 2021, pour le Plateau–Mont-Royal, sont de 741 $ pour les studios et de 1166 $ pour les 2cc. Les frais de location du Plateau–Mont-Royal sont utilisés comme comparables, car la cartographie des valeurs foncières permet de constater que le site Angus s'inscrit en continuité avec les quartiers centraux, dont l'arrondissement du Plateau–Mont-Royal, alors que le reste de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie correspond à des marchés plus périphériques.

Clientèle

Contrairement au Projet Papineau qui est destiné en priorité aux étudiants de l'université Concordia, le Projet Angus s'adresse aux étudiants de toutes les universités et des CEGEP de Montréal.

L'aide financière

L'Organisme demande à la Ville une contribution financière de 5,3 M $. Le coût total du Projet est d'environ 21,7 M $. D'autres bailleurs de fonds sont impliqués dans le financement du Projet. À la stabilisation du financement les montants seront comme suit :

- Prêt hypothécaire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (Caisse) 14,13 M $ (65 %)
- Subvention de la Ville de Montréal 5,30 M $ (24 %)
- Prêt du Fonds d'investissement pour le logement étudiant (FILE) 1,20 M $ (6 %)
- Prêt de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale (Fiducie) 1,00 M $ (5 %)
- Subvention de financement initial de la SCHL 0,05 M $ (0,2 %)

Le FILE est un fonds d'investissement constitué notamment du Fonds immobilier de solidarité FTQ et de la Fondation de la famille J.W. McConnell.

L'Organisme a déposé un dossier à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour l'obtention d'un prêt à un taux d'intérêts avantageux avec une durée d'amortissement de 50 ans. Le cas échéant, ce financement remplacerait le prêt hypothécaire de la Caisse ; le taux plus bas et une période d'amortissement plus longue permettraient de diminuer les loyers et réduiraient la contribution de la Ville. La réduction est estimée à 1 M$ et est prévue dans la convention de contribution.

Échéancier préliminaire

- Automne 2019 : Acquisition de l'immeuble et plans préliminaires
- Printemps 2020 : Confirmation du financement et élaboration des plans et devis pour construction
- Été-Automne 2020 : Début de travaux de construction
- 2022 : Livraison du Projet

JUSTIFICATION

Outre les raisons qui sont présentées à la section Impacts majeurs (voir plus loin), le projet présente des caractéristiques qui justifient son financement dans le cadre de l'Axe 3 de la Stratégie de développement 12 000 logements sociaux et abordables.

Profil de l'organisme promoteur du projet

L'équipe de l'Organisme œuvre depuis 2013 au développement de logement étudiant abordable et son expertise est reconnue, notamment pour l'élaboration d'études et de statistiques concernant la population étudiante. L'organisme dispose également d'une expérience en matière de développement avec la concrétisation de son premier projet, actuellement en chantier sur l'avenue Papineau, dans le Plateau Mon-Royal.

Les conditions associées à l'aide financière

Le financement de la Ville implique la signature, par l'Organisme, d'une convention de contribution financière. Plusieurs obligations sont prévues pour assurer la bonne gestion du Projet. En particulier :

· Convention d'une durée de 25 ans;
· Engagement de l'Organisme à maintenir la vocation d'un bâtiment locatif

destiné aux étudiants.
· Engagement de l'Organisme à maintenir l'abordabilité des loyers;
· Reddition de comptes au plan financier et de la gestion, pour toute la période sous convention;
· Exigence de confier la gestion immobilière du bâtiment à un gestionnaire qualifié;
· Exigence faite à l'Organisme de solliciter des fonds de la SCHL; le cas échéant, réduction de la contribution Ville ou remboursement d'une part de la contribution selon les termes de la convention;
· Droit de regard et de refus de la Ville, au cours de la période de développement du Projet, concernant le branchement à la boucle énergétique, si celle-ci présente des risques jugés trop importants pour la viabilité financière à long terme du Projet;

Ces obligations seront garanties par une hypothèque en faveur de la Ville. Compte tenu des spécificités du montage financier du Projet, se présentant en étapes, le rang hypothécaire de la Ville changera comme suit :

· Automne 2019 (à l'acquisition): L'hypothèque de la Ville sera de 3e rang. La Fiducie, qui finance entre autres des frais de pré-développement du Projet, sera en 1er rang. La SPA détiendra une hypothèque de 2e rang pour garantir le solde du prix de vente. En effet, aux termes de la promesse d'achat intervenue entre SPA et l'Organisme le 23 octobre 2018, il est prévu que le prix de vente du terrain ne sera pas payé intégralement lors de la signature de l'acte de vente, mais plutôt selon un échéancier
· Printemps 2020 (confirmation des financements) : La Ville sera 5e rang, après avoir céder son rang en faveur du prêteur principal, soit la Caisse ou la SCHL, et en faveur du FILE. Et cela pour une période d'environ 3 ans après la livraison du Projet.
· Printemps- Été 2025: Au paiement intégral du solde du prix de vente à la SPA et au remboursement des sommes empruntées à la Fiducie, la Ville se retrouvera en 3e rang.
· Environ en 2037 (15 ans après la livraison) : au remboursement du FILE, la Ville détiendra une hypothèque de 2e rang jusqu'au terme de la convention.

Une autorisation des instances sera nécessaire pour que la Ville cède son rang aux autres bailleurs de fonds lors de la mise en place finale du financement du Projet au printemps 2020.

La juste valeur marchande de l'immeuble (estimée à 16,8 M $) est plus basse que les coûts de réalisation du Projet (estimés à 21,7 M $). Cette valeur marchande, qui s'explique par l'abordabilité des loyers, ne permet pas de financer la totalité des coûts de réalisation. C'est en raison de cet écart entre la valeur marchande et les coûts de réalisation qu'un apport financier municipal est nécessaire, et qu'il est garanti par une hypothèque de rang subséquent. En effet, les autres bailleurs de fonds limitent leur prêt à la valeur marchande de l'immeuble, et ils doivent détenir un rang hypothécaire leur permettant d'être remboursés sur la valeur marchande.

Dans le but de renforcer les garanties de la Ville quant au respect des obligations de la convention de contribution financière, il est prévu que l'organisme déploie les meilleurs efforts afin qu'une clause dite de défauts croisés soit introduite dans les ententes de financement entre l'Organisme et ses bailleurs de fonds, ce qui fera en sorte que tout défaut aux termes de la convention de contribution financière constituera également un défaut aux termes des autres ententes de financement.

Montage financier:

Compte tenu des spécificités du Projet et selon les données fournies par l'Organisme (revenus/coûts de réalisation et d'exploitation), le Projet présente des flux monétaires

cumulatifs positifs tout au long de la phase de construction. Ces flux monétaires cumulatifs demeurent positifs aussi en phase d'exploitation et ce jusqu'à la quinzième année. Conditionnellement à ce qu'aucun imprévu majeur ne vienne modifier considérablement les prévisions, l'Organisme pourrait compter sur un surplus accumulé tout au long de sa période d'exploitation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de subvention est non récurrente et d'un maximum de 5 300 000 $. Le coût total de ce dossier sera financé entièrement par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation et proviendra des budgets alloués au financement des interventions de l'Axe 3 pour les nouvelles mesures de logements abordables. Le présent dossier relève des compétences de la Ville centre en matière d'habitation.
La contribution financière servira pour l'acquisition de l'immeuble et les travaux de construction du bâtiment (portion résidentielle) et sera versée à l'organisme de la façon suivante :

- Un premier versement de 1 200 000 $ correspondant à une partie du prix d'acquisition et aux frais afférents; il englobe aussi des frais de pré-développement en amont de l'acquisition de l'immeuble par l'Organisme;

- Des versements durant les travaux de réalisation du Projet, soit une somme de 500 000 $ lorsque les travaux auront atteint 25% d'avancement et une autre de 500 000 $ lorsque les travaux auront atteint 50% d'avancement, sur attestation de l'avancement des travaux émise par l'architecte du Projet;

- Un autre versement de 2 600 000 $ à la livraison du projet, sur attestation de l'achèvement substantiel de l'architecte du Projet.

- Un dernier versement de 500 000 $, au plus tard 18 mois après la livraison du Projet, sur présentation de preuves justificatives démontrant qu'un minimum de 75% des chambres sont louées à des étudiants inscrits à une université ou un CEGEP de Montréal.

La totalité de la contribution financière sera déposée dans le compte en fidéicommis d'un notaire, lequel effectuera ensuite les versements précités sur autorisation de la directrice du Service de l'habitation. Toute somme non requise pour le projet sera remboursée à la Ville.

Considérant les fonds disponibles, la contribution sera transférée au notaire en deux dépôts, soit un premier dépôt de 5 246 842 $ en 2019 et la balance en janvier 2020, soit un montant de 53 158 $.

Si le financement de la SCHL est confirmé pour le Projet, la contribution de la Ville sera réduite d'environ 1 M $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables, qui vise à accroître l'offre de logements abordables sur le territoire montréalais. Une offre de logements abordable est une condition essentielle au maintien de la mixité sociale et d'un climat social inclusif, deux éléments clés du développement durable.
Le projet s'inscrit dans le développement d'un éco-quartier qui vise la certification LEED Neighbourhood (LEED-ND) Platine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet permettra d'offrir des logements avec des loyers abordables pour les étudiants, dans un quartier central et recherché de Montréal. Il contribue à l'atteinte de plusieurs objectifs municipaux :

1. La réponse aux populations à revenus faibles ou modestes

Montréal compte près de 120 000 étudiants. Selon des informations produites par le groupe UTILE en 2017, 60% des quelque 82 000 étudiants universitaires se tournent vers le marché privé pour se loger. Pour ce qui des 25 000 cégépiens, 9 000 sont locataires. A noter que selon cette même source, 40% de la population étudiante au Québec dispose de revenus se situant entre 5 000$ et 15 000 $. Le projet vise à accroître l'offre abordable pour cette clientèle.

2. Le maintien de quartiers centraux animés et favorisant la présence de familles
Les études menées par le groupe UTILE indiquent que dans les quartiers centraux, de nombreux grands logements familiaux sont occupés en co-location par des étudiants. La création de logements locatifs pour étudiants pourrait donc induire la libération de ces grands logements, favorisant ainsi le maintien des familles en ville.

3. La consolidation des zones centrales dans une perspective de transition écologique
Au plan urbain, le Projet s'insère dans un plan d'ensemble visant à compléter le développement du Technopôle Angus et la mise en place d'un éco-quartier. La présence du Projet contribue à répondre aux critères de certification LEED Neighbourhood.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Printemps 2020: Autorisation des instances pour la cession de rang de l'hypothèque de la Ville en faveur des autres bailleurs de fonds, lors de la mise en place finale du financement du Projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Olivier CARIGNAN DE CARUFEL, 29 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hafsa DABA
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-29

Marthe BOUCHER
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.868.7384
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle LUSSIER
Chef de division
Tél : 514-872-7909
Approuvé le : 2019-11-04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1207534003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente de collaboration entre la Ville de Montréal et OURANOS d'une durée de 3 ans effective à partir du 16 juin 2020 au montant total de 517 387,50 $ taxes incluses et une contribution en nature de 300 000 $

Il est recommandé :

- d'approuver l'Entente de collaboration entre la Ville de Montréal et OURANOS d'une durée de 3 ans effective à partir du 16 juin 2020 au montant total de 517 387,50 $ taxes incluses et d'une contribution en nature de l'ordre de 300 000 $.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-09-01 15:01

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207534003**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente de collaboration entre la Ville de Montréal et OURANOS d'une durée de 3 ans effective à partir du 16 juin 2020 au montant total de 517 387,50 $ taxes incluses et une contribution en nature de 300 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal signait en juin 2017 une entente de partenariat d'une durée de 3 ans avec le consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques Ouranos. Le consortium Ouranos est un organisme à but non lucratif créée en 2001 qui a pour mission d'aider la société québécoise à mieux s'adapter aux changements climatiques en s'appuyant avec rigueur sur les connaissances et les meilleures pratiques scientifiques. Ouranos exerce son rôle d'organisme frontière dans le but d'assurer la cohésion entre le milieu scientifique et les acteurs de l'adaptation.
L'objectif de ce partenariat avec la Ville de Montréal est de construire un pont entre les efforts de recherche menés en matière d'adaptation aux changements climatiques et avant tout de répondre à des besoins de plus en plus nombreux et spécifiques de la Ville pour se préparer au défi de s'adapter aux changements climatiques et devenir une ville résiliente.

Cette collaboration "science-pratique" se veut un échange afin de mieux comprendre les impacts, et les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et d'autre part d'aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation.

Ce partenariat se veut un levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche-action, par le développement de l'expertise climatique municipale et par le partage de connaissances qui outillent la Ville afin de mieux répondre aux enjeux climatiques.

Le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) a le mandat de coordonner le partenariat et de s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans diverses formes de collaboration - dont le développement de projets de recherche-action novateurs, la mise en place d'ateliers, des avis d'experts, des événements de réseautage chercheurs-praticiens, des formations, etc. La mise sur pied d'un comité

directeur où les directeurs du BTER et d'Ouranos assurent le respect et le suivi de l'Entente, ainsi qu'une ressource d'Ouranos qui agit à titre de co-pilote du partenariat accompagne la Ville dans le développement des projets.

Les trois premières années du partenariat qui se sont déroulées entre 2017-2020 ont mené à l'élaboration et au lancement de projets reflétant les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées. Elle s'est traduite entre autres par la mise sur pied du Labo Climat Montréal. Ce projet de recherche inspiré du concept de "laboratoire vivant" se développe à travers l'important projet de réaménagement de Lachine-Est. Il se déroule directement à la Ville par la tenue d'ateliers thématiques portant sur les différents enjeux de la planification de ce projet d'aménagement et d'une collaboration "in situ" des chercheurs avec les équipes responsables de la planification. Il vise à développer une compréhension des pratiques et des enjeux liés au processus de projet urbain à Montréal afin d'arriver à intégrer les questions d'adaptation aux changements climatiques. Il a pour objectif de susciter et documenter des apprentissages et les innovations afin de s'assurer que la Ville s'outille pour revoir ces processus, ces politiques et répondre le plus efficacement et adéquatement au climat changeant.

D'autre part, une équipe qui regroupe différents services à la Ville, dont celui de l'urbanisme et de la mobilité, de l'eau, des finances, du développement économique travaille au développement d'une méthodologie d'analyse coûts-avantages relative à l'adaptation aux changements climatiques avec l'appui et l'expertise d'Ouranos. Ce projet vise à développer une méthodologie pour permettre la production d'information qui serviront d'aide à la décision. Il vise à intégrer, dans les analyses plus traditionnelles, les notions de bénéfices environnementaux et sociaux.

C'est dans le cadre de ce projet qu'Ouranos organisera cet automne, des ateliers pour les professionnels de la Ville qui ont un rôle à jouer dans les choix d'aménagement d'espaces verts et de plantations d'arbres. Ces ateliers porteront sur les services écosystémiques et l'intérêt de quantifier leur valeur. Elles viendront nourrir la démarche entreprise et du même coup viseront à conscientiser les employés clés et les gestionnaires à l'utilité de comparer différents scénarios d'aménagement en tenant compte des coûts et des bénéfices des interventions d'adaptation.

Voir Bilan 2018-2019 de la collaboration entre la Ville de Montréal et le consortium Ouranos, *La science au service de l'adaptation aux changements climatiques,* avril 202*0.*

Le développement de tels projets permet d'ajuster ou de revoir, en considérant différentes perspectives climatiques, nos façons de faire, de concevoir et de développer la ville. L'adaptation aux changements climatiques demande qu'on s'attarde dès la conception d'un projet à la notion du climat qui change. Elle exige des expertises multiples et demande de relever de nombreux défis, dont la multidisciplinarité et l'intersectorialité, qui comportent bien souvent une forte dimension technique et scientifique. Or, c'est avec la collaboration des divers services dont celui de l'urbanisme et de la mobilité, de l'eau, celui des Grands Parcs, du Mont-Royal et des sports, des finances et celui du développement économique à travers la mise sur pied du Carrefour de la recherche urbaine de Montréal (CRUM) que ce partenariat avec Ouranos s'est concrétisé et se développera.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0555 - 18 mars 2020 - Donner un accord de principe pour la création du Carrefour de la recherche urbaine de Montréal au sein du Service du développement économique, regroupant les axes 2, 3 et 4 du volet savoir - enseignement supérieur - du plan d'action Inventer Montréal de la stratégie de développement économique Accélérer Montréal 2018-2022.

CM20 0555 - 16 juin 2020 - Dépôt du rapport annuel 2019 de la vérificatrice générale de la Ville

CG19 0459_- 24 octobre 2019 - Déposer le document intitulé Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

CG19 0069 – 28 février 2019 - Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 $), plus taxes, et de 27 010 $ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 $ à 528 500 $ plus taxes.

CG17 0274 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc., pour une durée de 3 ans, concernant la recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, pour un montant total de 528 885 $, taxes incluses et de 300 000 $ en nature.

CG15 0780 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

CM15 1454 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

CE15 2124 - 26 novembre 2015 - de recommander au conseil d'agglomération d'adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

CM08-0577 - 20 juin 2008 - Approuver un protocole d'entente entre le Ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec (MAMR) et la Ville de Montréal pour l'octroi d'une aide financière de 100 000 $ dans le cadre du deuxième volet du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale / Approuver un contrat entre l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et la Ville de Montréal pour réaliser une étude de simulation des mesures d'adaptation aux changements climatiques sur une portion modélisée du réseau d'égout pour un montant total de 112 250 $, taxes incluses - La réalisation de l'étude a requis la signature de 3 documents contractuels dont un protocole d'entente avec Ouranos inc. concernant la contribution de services au projet.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à approuver l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos. Cette entente, d'une durée de trois ans, encadre la collaboration entre les parties et définit les modalités des versements que la Ville de Montréal doit verser à Ouranos à titre de membre affilié.
La Ville de Montréal, riche d'un premier partenariat avec le consortium Ouranos (Entente de partenariat 2017-2020) désire poursuivre cette fructueuse collaboration où elle pourra non seulement bénéficier d'un accès privilégié aux connaissances scientifiques qui ne cessent de se développer en matière d'adaptation aux changements climatiques, mais pourra disposer des meilleurs outils disponibles pour appuyer la compréhension des enjeux, la mise en oeuvre de cette transformation et le suivi des solutions. Elle pourra aussi consolider ses relations avec de nombreux chercheurs et experts qui forment le vaste réseau d'experts d'Ouranos (qui compte plus de 450 chercheurs et experts affiliés).

Cette nouvelle phase de collaboration mènera à l'élaboration d'une « feuille de route » en lien avec les objectifs ambitieux que l'administration s'est donnée en matière de lutte contre les changements climatiques et de résilience. Cette feuille de route viendra préciser les axes d'intervention à privilégier (dont ceux portant sur l'adaptation des milieux de vie et le bien-être de la population, l'intégration des enjeux climatiques dans les outils de planification, les

défis socio-sanitaires, la pérennité, la sécurité des bâtiments, des infrastructures et le maintien des services écologiques.

Tel que précisé à l'entente, la contribution en espèce et en nature de la Ville à titre de membre affilié, contribue aux projets de recherche faisant partie de la programmation scientifique d'Ouranos jugés prioritaires.

Ce partenariat basé sur le concept de co-développement vise non seulement la mise en oeuvre de mesures d'adaptation aux changements climatiques concrètes et structurantes pour produire des résultats mesurables mais mise aussi sur le développement d'une expertise climatique chez les professionnels de la Ville.

JUSTIFICATION

Ouranos a soutenu depuis sa création un éventail de projets et d'initiatives couvrant les volets de développement de scénarios et de services climatiques jusqu'à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation. Sa programmation de recherche et de développement appliqués et son travail en partenariat avec plusieurs centaines de chercheurs professionnels et experts issus de différentes disciplines contribuent à générer de nouvelles connaissances, des approches et de nombreux outils qui favorisent le passage à l'action en matière d'adaptation aux changements climatiques et de résilience. Son Plan stratégique 2020-2025 - ouranos.ca/publication-scientifique/Plan Stratégique 2020-2025.pdf vient confirmer le développement de ce continuum « climat-décision » et va plus loin en élargissant le nombre de disciplines abordées (ajoutant à la modélisation du climat et de l'hydrologie, l'analyse environnementale, les sciences sociales et l'expertise économique) afin de répondre aux enjeux complexes de notre écosystème urbain.
La Ville de Montréal, doit jouer un rôle majeur pour minimiser, répondre et se préparer aux impacts associés aux changements climatiques sur son territoire. Elle se doit de poursuivre ses efforts afin de demeurer un chef de file en matière de résilience, d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle est aussi plus que jamais interpellée avec la crise sanitaire actuelle ce qui démontre l'importance d'accélérer une vraie transition écologique

L'adhésion en décembre 2016 au C40 - Cities Climate Leadership Group, un réseau influant et dynamique de 96 villes engagées à agir pour le climat, la signature du One Planet Charter incluant le Deadline 2020 qui a mené à l'élaboration d'un Plan climat, confirme l'engagement de la Ville de Montréal envers cette transition écologique.

La poursuite du partenariat Ville de Montréal et Ouranos permettra d'affirmer et de renforcer ce leadership. La Ville, à titre de grande métropole et membre affilié a participé au développement de la nouvelle programmation scientifique d'Ouranos et influence du même coup le travail des chercheurs et experts qui s'intéressent aux enjeux et aux solutions d'adaptation dans les milieux urbains.

Cette collaboration est un levier afin de développer la science de la décision, obtenir des résultats de recherche adaptés, développer des projets et mettre en œuvre des actions concrètes en matière de résilience et d'adaptation aux changements climatiques. On n'a qu'à penser aux événements météorologiques extrêmes à forts impacts que nous vivons ainsi que les reformes socio-économiques significatives, telles que des changements réglementaire. Elle constituent des fenêtres d'opportunités remarquables où la mobilisation des connaissances peut faire une grande différence dans les avancées concrètes en adaptation.

Ce partenariat est une opportunité pour assurer une meilleure adéquation entre l'effort de recherche qui est fait et les besoins de la Ville pour faire face au climat changeant. Pour la Ville de Montréal, cette collaboration permettra de développer des projets de recherche

appliquée pour réduire la vulnérabilité de la collectivité, diminuer les coûts liés aux aléas climatiques et mettre en place des solutions d'adaptation efficaces et durables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Ville de Montréal paye à Ouranos pendant la durée de l'entente la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $) annuellement. Cette somme est prévue dans le budget 2020 et sera récurrente lors de la confection des budgets 2021 et 2022. L'ensemble des taxes en 2020 seront financées par les budgets prévus du Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER).
De plus, la Ville de Montréal, à titre de membre affilié, contribue à un ÉTC (équivalent temps complet) annuellement, ce qui correspond à une contribution annuelle approximative de cent mille dollars (100 000 $) en nature. Cette ressource attitrée au projet de partenariat fera le lien avec le consortium et veillera au développement et à l'avancement des divers projets en collaboration avec les membres de l'équipe du BTER.

La Ville de Montréal s'engage à payer à Ouranos	juin 2020 - juin 2021	juin 2021 - juin 2022	juin 2022 - juin 2023
1e versement annuel	100 000$ - à payer sur réception d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de signature de l'Entente de collaboration	100 000$ - à payer sur réception d'une facture d'Ouranos au moment de la tenue de la première réunion annuelle du Comité directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par la Ville de Montréal	100 000$ - à payer sur réception d'une facture d'Ouranos au moment de la tenue de la première réunion annuelle du Comité directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par la Ville de Montréal
2e versement annuel	50 000 $ - à payer dans les trente (30) jours suivants la réception d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de la Ville de Montréal et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.	50 000 $ - à payer dans les trente (30) jours suivants la réception d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de la Ville de Montréal et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.	50 000 $ - à payer dans les trente (30) jours suivants la réception d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant 3 années de collaboration, les travaux menés au bénéfice de la Ville de Montréal et les étapes franchies dans les projets retenus.
La contribution en nature de la Ville de Montréal correspondra à l'équivalent d'une (1) personne à temps complet par année (1 ÉTC)	100 000 $	100 000 $	100 000 $

Les montants indiqués dans le tableau ne comprennent pas, si applicables, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe

applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée de la présente Entente.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos mènera à une série de projets intégrant les principes de développement durable, contribuant ainsi aux objectifs du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le partenariat Ville de Montréal et Ouranos concrétise les engagements que la Ville de Montréal a prise à l'égard de la lutte contre les changements climatiques. Il se veut une réponse à l'administration qui lançait en début d'année qu'il est essentiel que toutes les décisions municipales tiennent compte de l'évolution de notre climat. Il s'inscrit par ailleurs dans la mise en oeuvre du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'Agglomération de Montréal 2015 - 2020, dans celle du Plan Climat 2030 qui devrait être adopté d'ici la fin de l'année 2020 et dans de nombreux autres plans de la Ville qui visent une transition écologique et la résilience des populations et des milieux de vie.
Face aux effets des changements climatiques qui se font déjà sentir, l'adaptation aux changements climatiques est nécessaire au même titre que la réduction des émissions de GES. Par son Plan Climat, la Ville devra mettre en place des mesures d'adaptation d'avant-garde dans les domaines de l'aménagement, de la biodiversité, du verdissement, des infrastructures, des opérations municipales, etc.

Un rapport publié conjointement par le Bureau de l'assurance du Canada (BAC) et la Fédération canadienne des municipalités (FCM) en septembre 2019 relève qu'un investissement annuel moyen de 5,3 milliards de dollars (G$) provenant des trois paliers de gouvernement est nécessaire pour éviter les impacts et s'adapter adéquatement aux changements climatiques. Ces investissements permettraient notamment de construire des infrastructures vertes, de rétablir des infrastructures vieillissantes qui résistent aux pressions environnementales, de préserver et protéger nos environnements naturels et de créer des programmes politiques, sociaux et économiques favorisant l'adaptation. En se référant aux données de ce même rapport, la Ville devra investir près de 300 M$ annuellement afin de répondre à ce climat changeant ce qui correspond à près de 15% de son PTI.

Par ailleurs, plusieurs études ont démontré un retour sur investissement considérable pour les mesures d'adaptation, avec un ratio bénéfices-coûts variant de 2 :1 à 10 :1, et parfois plus[1]. La *Global Commission on Adaptation* , à laquelle le Canada a participé, concluait entre autres que les mesures d'adaptation, lorsque bien faites, constituent l'un des investissements les plus rentables qu'un pays, une ville ou une entreprise puisse faire[2]. Plusieurs l'ont d'ailleurs compris, puisque l'expertise en adaptation est recherchée partout dans le monde.

1.Global Commission on Adaptation (2019); Commissaire à l'environnement et au développement durable (2016); National Institute of Building Sciences. 2018. Natural Hazard Mitigation Saves: 2018 Interim Report. Extrait de : https://www.nibs.org/page/mitigationsaves ; Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Bureau d'assurance du Canada (BAC) (2020). Investir dans l'avenir du Canada : Le coût de l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle locale.
2 Global Commission on Adaptation (2019). Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience. 81 p. https://cdn.gca.org/assets/2019-09/GlobalCommission_Report_FINAL.pdf

En matière d'intervention pour s'adapter, citons quelques chiffres obtenus du Service de l'eau. Par exemple, l'aménagement de saillie végétalisée drainante peut coûter entre +15% et -15% par rapport à une saillie conventionnelle - que l'aménagement d'un *water square* représente 20% de moins que l'installation d'un parc et d'un réservoir souterrain. De façon générale, la multifonctionnalité d'un ouvrage permet d'optimiser le dollar investi pour la communauté. Considérant l'ampleur des investissements nécessaires et la valeur ajoutée des interventions pour s'adapter, le partenariat Ville de Montréal et Ouranos devient un important moyen pour aider les décideurs à intégrer l'adaptation aux changements climatiques autant dans les pratiques, la planification et le développement de projets urbains que dans les divers outils et les politiques. Il se veut la rencontre entre la science et la pratique pour répondre à des enjeux auxquels la Ville doit faire face à l'aide de connaissances robustes. Il vise aussi à favoriser le développement de l'expertise municipale en matière d'adaptation climatique et à faciliter la circulation des connaissances et des données, éléments essentiels à la prise de décision.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier n'a aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 16 septembre 2020

CM : 21 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Irène CLOUTIER, Direction générale
Willy BLOMME, Direction générale
Thomas ADAMS, Direction générale
Valérie-Anne BROUILLARD, Direction générale
Andres BELTRAN, Direction générale
Yannick STERNON, Direction générale
Marc-Olivier PEPIN, Direction générale
Sébastien WAGNER, Direction générale
Julie GUICHETEAU, Direction générale
Nicolas DEDOVIC, Direction générale
Vanessa DAMIANI, Direction générale
Maryse BARRETTE, Direction générale
Rachel MALLET, Direction générale
Félissa LAREAU, Direction générale
Stéphanie JECROIS, Direction générale
Henri-Paul NORMANDIN, Direction générale
Jean J THERRIEN, Direction générale
Aurelie ARNAUD, Direction générale
Véronique LAMONTAGNE, Direction générale
Isabelle A GAUTHIER, Direction générale
Louise M TREMBLAY, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Guylaine BRISSON, -
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Jean WALSH, Service de la gestion et de la planification immobilière
André CAZELAIS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Martin C. ROY, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Martine SIMARD-LONGTIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karim CHAREF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Emmanuelle DEMARS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Julie TELLIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pamela ECHEVERRIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Annie LAURIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Rosalie HUBERT, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Chantal MORISSETTE, Service de l'eau
Hervé LOGÉ, Service de l'eau
Marie DUGUE, Service de l'eau
Rémi HAF, Service de l'eau
Brahim AMAROUCHE, Service de l'eau
Sophie LALONDE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation
Daniel M LEGAULT, Service de l'habitation
Roger LACHANCE, Service de l'environnement
Fabrice GODEFROY, Service de l'environnement
Josée SAMSON, Service de l'environnement
Charles-Mathieu BRUNELLE, Service de l'Espace pour la vie
Sylvain CARON, Service de police de Montréal
Patrice GUAY, Service des affaires juridiques
Baïa OULDSLIMAN, Service des finances
Daniel BÉDARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Johanne LAMBERT, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Virginie ANGERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Véronique DOUCET, Service du développement économique
Julie J DASSYLVA, Service du développement économique

Cristina ANDONI, Service du développement économique
Natacha BEAUCHESNE, Service du développement économique
Josée CHIASSON, Service du développement économique
Dieudonné ELLA-OYONO, Service du développement économique
Marie-Josée LACROIX, Service du développement économique
Josefina ADES, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Sophie GOUDREAU, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Amélie BILLETTE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Claude SAVAGE, Service du matériel roulant et des ateliers
Martin-Guy RICHARD, Service des technologies de l'information
Marie PARENT, Service des infrastructures du réseau routier
Richard MONGEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Diane DRH BOUCHARD, Direction générale
Isabelle CADRIN, Direction générale
Peggy BACHMAN, Direction générale
Alain DUFORT, Direction générale
Diane MARTEL, Ahuntsic-Cartierville
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Martin SAVARD, Service de la concertation des arrondissements
Benoit G GAUTHIER, LaSalle
Daniel LE PAPE, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Serge VILLANDRÉ, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Rachel LAPERRIÈRE, Montréal-Nord
Marie-Claude LEBLANC, Outremont
Dominique JACOB, Pierrefonds-Roxboro
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie
Isabelle BASTIEN, Saint-Laurent
Steve BEAUDOIN, Saint-Léonard
Benoit DAGENAIS, Le Sud-Ouest
Julien LAUZON, Verdun
Nathalie VAILLANCOURT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marc LABELLE, Ville-Marie
Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal
Robert DENIS, Anjou
Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal
Nathalie GUERRIER, Le Plateau-Mont-Royal
Carole VIAU-MARCHAND, Service de l'environnement

Lecture :

Virginie ANGERS, 1er septembre 2020
Martin-Guy RICHARD, 24 août 2020
Stéphanie JECROIS, 7 août 2020
Marie-Josée LACROIX, 17 juillet 2020
Peggy BACHMAN, 17 juillet 2020
Carole VIAU-MARCHAND, 13 juillet 2020
Marie-Claude LEBLANC, 11 juillet 2020
Rachel LAPERRIÈRE, 10 juillet 2020
Sophie LALONDE, 9 juillet 2020
Patrice GUAY, 9 juillet 2020
Maryse BARRETTE, 9 juillet 2020
Julie TELLIER, 8 juillet 2020
Charles-Mathieu BRUNELLE, 7 juillet 2020
Sylvain CARON, 7 juillet 2020
Michael TREMBLAY, 7 juillet 2020
Caroline BOIVIN, 7 juillet 2020

Nathalie GUERRIER, 7 juillet 2020
Fabrice GODEFROY, 6 juillet 2020
Daniel LAFOND, 6 juillet 2020
Dieudonné ELLA-OYONO, 6 juillet 2020
Marie PARENT, 6 juillet 2020
Robert DENIS, 6 juillet 2020
Benoit G GAUTHIER, 6 juillet 2020
Josée SAMSON, 6 juillet 2020
Claude SAVAGE, 6 juillet 2020
Jean WALSH, 6 juillet 2020
Serge VILLANDRÉ, 6 juillet 2020
Nathalie VAILLANCOURT, 6 juillet 2020
Diane MARTEL, 6 juillet 2020
Dominique JACOB, 6 juillet 2020
Richard LIEBMANN, 6 juillet 2020
Cristina ANDONI, 6 juillet 2020
Natacha BEAUCHESNE, 6 juillet 2020
Brahim AMAROUCHE, 6 juillet 2020
Rachel MALLET, 6 juillet 2020
Diane DRH BOUCHARD, 6 juillet 2020
Isabelle A GAUTHIER, 6 juillet 2020
Steve BEAUDOIN, 6 juillet 2020
Daniel BÉDARD, 6 juillet 2020
Sébastien WAGNER, 22 juin 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy GIGUERE
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-280-4423
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél : 514 872-4552
Approuvé le : 2020-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél : 514 872-4552
Approuvé le : 2020-08-31

Requête pour présenter la démarche et les premiers constats du Labo Climat Montréal au comité des Directeurs généraux

Buts de la présentation aux directeurs généraux

- Faire connaître la démarche novatrice du Labo Climat Montréal
- Présenter les résultats attendus et les premiers constats

Introduction à la démarche

Comment les pratiques et processus de planification de la Ville peuvent-ils être bonifiés afin d'intégrer plus efficacement l'adaptation aux changements climatiques ?

La Ville de Montréal se fixe des objectifs ambitieux en matière d'action face aux changements climatiques (notamment par l'adoption d'un Plan climat, des engagements pour une ville résiliente et une approche de transition écologique). Mais comment ces objectifs se traduisent-ils dans les processus et les pratiques concrètes dans les Services et en arrondissements ? C'est par le biais du projet Labo Climat Montréal, financé par Ouranos (via le Fonds vert), la Ville de Montréal et Mitacs Accélération, que nous étudions ces questions.

Quels sont les enjeux qui nuisent ou facilitent une prise en compte des changements climatiques dans les pratiques ? Quelles sont notamment les connaissances manquantes, et sur quels aspects de l'adaptation les professionnels sont-ils en mesure d'agir, d'apprendre et d'intégrer de nouvelles approches ?

À la fois projet de recherche et 'living lab', le Labo Climat Montréal explore ces questions par le biais d'une étude de cas, le réaménagement du secteur Lachine-Est. Notre objectif ? Faciliter l'apprentissage et l'innovation avec les professionnels de la Ville et de l'arrondissement de Lachine, et leurs transferts à d'autres grands projets urbains.

Le projet de recherche comprend trois étapes :

1. Comprendre les processus de projet urbain et l'intégration actuelle et possible des questions d'adaptation aux changements climatiques dans les pratiques.

2. Expérimenter : mise en relation des experts directement impliqués dans la démarche de planification avec d'autres acteurs qui ne le sont pas d'ordinaire, par le biais d'ateliers de cocréation, afin
   - d'avoir un portrait des enjeux reliés à l'adaptation ;
   - de prototyper de nouvelles pratiques ;
   - de faire émerger de nouvelles manières d'envisager la planification dans le cadre de projets urbains.

3. Documenter (garder la trace de cette démarche) afin de diffuser et transférer les connaissances, dans le but de bonifier les outils de planification et les pratiques.

Synthèse des premiers résultats

Atelier d'innovation # 1

Les 28 professionnels participants ont identifié une majorité de défis transversaux, touchant plusieurs services et objets d'intervention, à relever à court terme, dont plusieurs portent sur des enjeux de gouvernance, de partage des données, de financement et de mise en place d'équipes intersectorielles.

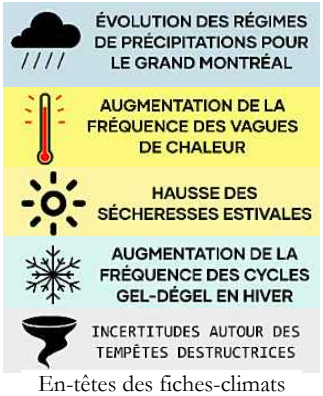
Les aléas climatiques et leurs impacts sur le territoire abordés dans le cadre du projet Lachine-Est

L'augmentation des précipitations et les nombreux enjeux de gestion des eaux pluviales est de loin l'aléa le plus abordé dans le cadre de la planification du secteur Lachine-Est - notamment à cause de contraintes et d'opportunités spécifiques à ce site.

De nouvelles approches sont discutées et de nouveaux processus d'arrimage intersectoriels se mettent en branle entre urbanisme et gestion des eaux – Plan directeur de l'eau, mandat sur le réaménagement des boulevards, etc. De grands défis demeurent pour la prise en compte en amont de la topographie, pour l'intégration des interventions sur le domaine public et privé et pour les défis de gouvernance liés à la mutualisation des infrastructures.

L'augmentation des chaleurs extrêmes exacerbant le phénomène d'îlot de chaleur est peu abordée au sein du processus de planification d'ensemble pour Lachine-Est, mais est en partie abordée dans la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement, d'ailleurs en révision.

D'autres impacts provoqués par les aléas climatiques (l'augmentation du nombre d'épisodes de gel-dégel, l'augmentation des tempêtes, dont les épisodes de pluies verglaçantes, la hausse des périodes de sécheresse estivales) sont abordés surtout en ce qui concerne les défis d'entretien et la pérennité des infrastructures vertes.



En-têtes des fiches-climats (Labo Climat Montréal, 2019)

Labo Climat Montréal

Premiers constats des chercheur.es sur le processus de grand projet

Certains des défis de planification d'ensemble permettant de bien intégrer les enjeux climatiques sont liés à la structure de gouvernance et de gestion de projet. Cette question est au cœur du projet et l'analyse est en cours. Les premiers constats sont les suivants.

- Besoin d'un relais plus solide entre les différentes étapes du projet urbain et les multiples intervenants, notamment avec un.e chef d'orchestre présent de A à Z. Des processus en cours à la Division de l'urbanisme (notamment la formalisation des étapes du projet urbain avec la 'roue', ainsi que la collaboration rapprochée avec l'arrondissement) pourraient faciliter ce renforcement de la coordination entre les étapes du projet.
- Les aléas climatiques prévus pour Montréal ne font pas partie des éléments étudiés dans les premières étapes du projet urbain identifiant les grandes contraintes et premières hypothèses d'aménagement.
- Le peu de coordination avec les partenaires externes (dont Hydro-Québec, Exo, ARTM, Bureau de la ligne rose) et les incertitudes sur le calendrier, la localisation et la forme des infrastructures de transport collectif prévues nuisent à la capacité de planification dans une perspective de changements climatiques.

Les autres constats touchent les transformations des pratiques professionnelles et les ressources qu'elles impliquent.

- Les collaborations intersectorielles au cœur de l'adaptation aux changements climatiques reposent beaucoup sur la motivation d'individus et non sur un support institutionnel formel ou sur leur intégration comme étapes obligatoires.
- Les professionnels souhaitent des ressources pour institutionnaliser et formaliser les apprentissages issus des projets-pilotes.
- La mise en place d'infrastructures vertes nécessite des ressources additionnelles aux niveaux de la formation, de l'entretien et de l'expertise additionnelle à intégrer.

Plusieurs initiatives pleines d'opportunités

- Mise en place d'un bureau de projet partagé avec l'arrondissement Lachine et la société civile locale pour le secteur Lachine-Est.
- Élaboration d'une charte d'éco-quartier.
- Volonté de renforcer les ressources et collaborations intersectorielles autour des infrastructures vertes.

Les prochaines étapes

- Participation aux travaux du nouveau bureau de projet partagé pour le secteur Lachine-Est
- Atelier sur les infrastructures vertes visant à encourager leur implantation là où c'est pertinent, en abordant leur multifonctionnalité ainsi que les défis en termes de coordination et de financement mutualisé.
- Poursuite de notre participation aux processus de planification intersectorielle sur l'intégration de la gestion des eaux pluviales dans l'aménagement de ce secteur.
- Analyse de l'atelier d'innovation #2 portant sur les leviers d'action pour l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur Lachine-Est.
- Comprendre le réseau d'acteurs impliqués dans le processus de projet urbain en relation avec l'expertise disponible sur l'adaptation aux changements climatiques.

Résultats attendus

- Production de fiches climat et autres outils pour améliorer les pratiques et répertorier les innovations en cours.
- Identification, avec les professionnels, des manques d'expertise et des besoins de coordination accrue pour l'adaptation aux changements climatiques dans les grands projets urbains.
- Analyse des nœuds qui contraignent le passage d'objectifs d'adaptation aux changements climatiques à leur mise en œuvre.
- Dans une perspective d'amélioration des pratiques nourrie par la science, le Labo Climat Montréal amène des mises en comparaison avec des cas et constats tirés de la littérature scientifique.

Équipe

Le Labo Climat Montréal est composé d'une équipe de chercheurs à la croisée de l'aménagement urbain, des sciences sociales et de l'adaptation aux changements climatiques. Elle dispose d'une expertise solide sur les questions de dynamiques des environnements urbains, de gouvernance, de planification, d'infrastructures vertes, et de transformation des pratiques, avec les chercheur.es S. L. Van Neste, G. Cloutier, Danielle Dagenais, S. Duchesne, D. Lapointe, S. Paquette et M. Rochefort.

À la Ville, le Labo Climat est chapeauté par le Bureau de la transition écologique. Nous travaillons étroitement avec le Service d'urbanisme et de la mobilité, le Service de l'eau ainsi que de la Division de l'aménagement urbain et du service aux entreprises de l'arrondissement Lachine. À l'occasion des ateliers, d'autres services peuvent participer.

Chercheure principale

Sophie L. Van Neste, Ph. D.
INRS
SophieL.VanNeste@ucs.inrs.ca

Labo Climat Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207534003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Approuver l'Entente de collaboration entre la Ville de Montréal et OURANOS d'une durée de 3 ans effective à partir du 16 juin 2020 au montant total de 517 387,50 $ taxes incluses et une contribution en nature de 300 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-07-22AFVSuiOuranos-Ville de Montréal v. finale.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, droit contractuel
Tél : (514) 872-8323
Division : Droit contractuel

ENTENTE DE COLLABORATION



La présente entente est intervenue

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275 rue Notre-Dame Est, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03-0836

ci-après désignée la « Ville »;

ET : **OURANOS INC.**, personne morale dûment constituée en vertu de de la Partie III de la loi sur les compagnies, ayant son siège social au 550, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B9, représentée aux fins des présentes par Monsieur Yves Langhame, Président du conseil d'administration, dûment autorisé à cette fin tel qu'il le déclare;

ci-après désignée « OURANOS »;

(ci-après désignées individuellement une « Partie » ou collectivement les « Parties »).

ATTENDU QU'OURANOS est un organisme sans but lucratif ayant pour mission d' « acquérir et développer les connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales, régionales et locales »;

ATTENDU QUE la Ville est membre affiliée d'OURANOS et à ce titre elle bénéfice de tous les droits, avantages et privilèges dont bénéficient les membres affiliés d'OURANOS tel que décrit plus amplement aux Articles 4.2 et 4.3 et conformément à ses Règlements généraux, le tout tel que décrit en Annexe B;

ATTENDU QUE les Parties partagent ainsi des intérêts communs concernant les enjeux liés aux changements climatiques, notamment en matière d'impacts et d'adaptation, qu'elles désirent échanger leur expertise et expérience dans ce domaine et qu'elles reconnaissent le bénéfice mutuel de collaborer en vue de satisfaire leurs missions et objectifs respectifs;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce Règlement à OURANOS;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 – INTERPRÉTATIONS

Aux fins de la présente, sauf indication contraire, les termes et expressions suivants devront être interprétés comme suit :

1.1 **« Convention de recherche »** désigne une convention séparée à intervenir conformément aux dispositions de l'Article 7.4 de la présente Entente,

destinée à officialiser les termes et modalités d'exécution de projets de recherche spécifiques.

1.2 **« Date d'anniversaire »** désigne la date à laquelle l'Entente est entrée en vigueur, et ce le même jour de chaque année subséquente.

1.3 **« Entente »** signifie et inclut la présente entente, son préambule et ses annexes ainsi que toutes les modifications qui peuvent y être apportées à l'occasion par les Parties.

1.4 « **Force Majeure** » désigne tout événement imprévisible et irrésistible échappant au contrôle d'une Partie contre lequel celle-ci ne peut pas se protéger ou se prémunir; cela comprend notamment et sans limiter la portée de ce qui précède : tout sinistre provoqué par la nature, épidémie, incendie, accident, guerre, guerre civile, conflit armé (que la guerre ou le conflit armé soit déclaré ou non), insurrection, émeute, acte de terrorisme, grèves illégales, arrêt ou ralentissement de travail spontané, changement dans les conditions de marché, panne de lignes de télécommunications ou d'électricité, interventions par les forces armées militaires ou civiles ou obéissance à un acte de gouvernement ou à une ordonnance d'un tribunal ou d'une autorité publique. Les Parties conviennent qu'une Partie ne peut invoquer la Force Majeure pour reporter ou refuser de payer une somme d'argent due à l'autre Partie sauf dans la mesure où l'autre partie ne peut exécuter la contrepartie à cette somme d'argent en raison d'une Force Majeure.

1.5 **« Information Confidentielle »** signifie toute information commerciale, technique, scientifique, financière, juridique, personnelle ou autre, divulguée par une Partie (le « **Divulgateur** ») à l'autre Partie (la « **Partie Réceptrice** ») se rapportant aux activités commerciales, à la technologie, aux stratégies et opportunités d'affaires, à sa Propriété Intellectuelle, ainsi qu'aux fournisseurs, clients, finances ou employés du Divulgateur et qui, au moment de la divulgation, est déclarée ou identifiée comme étant confidentielle par le Divulgateur ou est autrement divulguée dans un contexte de confidentialité ou dans un contexte où une personne agissant raisonnablement aurait compris que l'information était de nature confidentielle.

L'Information Confidentielle ne comprend pas :

1.5.1 une information connue du public ou disponible au public avant la date de sa divulgation;

1.5.2 une information qui devient connue du public ou disponible au public après la date de divulgation et qui ne provient pas d'une violation de l'engagement de confidentialité de la part de l'autre Partie ou de tout sous-traitant ou sous-contractant de celle lié par un engagement de confidentialité;

1.5.3 une information reçue par une personne qui n'est pas soumise à un engagement de confidentialité, se rapportant à cette information, en faveur du Divulgateur.

1.6 « **Propriété Intellectuelle** » désigne (i) les marques de commerce, marques de certification, marques collectives, noms de domaine Internet, logos, symboles, présentation commerciale, pseudonymes, noms d'emprunt, noms commerciaux et autres indications d'origine, toutes les demandes de dépôt et les dépôts de ce qui précède et le fonds de commerce qui y est associé, y compris, notamment, toutes les prorogations, modifications et renouvellements de ceux-ci; (ii) les inventions et découvertes, brevetables ou non, et tous les brevets, dépôts et demandes de brevets, y compris, notamment, les divisions, continuations, continuations partielles (continuation-in-part) et demandes de renouvellement, y compris,



notamment, les renouvellements, prorogations et réémissions; (iii) les secrets commerciaux et le savoir-faire; (iv) les dessins industriels et les dépôts et demandes de dépôt à cet égard, et tous les renouvellements, prorogations, rétablissements et réversions ou droits similaires; (v) les topographies de semi-conducteur/circuits imprimés, ainsi que les dépôts et demandes de dépôt à cet égard, et tous les renouvellements, prorogations, rétablissements et réversions ou droits similaires; (vi) les œuvres publiées ou non, susceptibles ou non d'être protégées par droits d'auteur, les droits d'auteur y afférents (y compris les droits sur les bases de données et les droits sur les logiciels analogues à des droits d'auteur) et les dépôts et demandes de dépôt à cet égard, et tous les renouvellements, prorogations, rétablissements et réversions ou droits similaires; (vii) les droits, incluant les droits de propriété intellectuelle, dans tout ce qui précède, (viii) et toutes les réclamations ou motifs d'action résultant de ou liés à toute contrefaçon, détournement ou autre violation de ce qui précède, y compris, notamment, les droits de recouvrement en cas de violations passées, actuelles et futures de ce qui précède.

1.7 « **Propriété Intellectuelle Préexistante** » désigne toute Propriété Intellectuelle d'une Partie conçue, développée, créée, acquise ou contrôlée de quelque façon que ce soit (i) avant l'entrée en vigueur de la présente Entente ou (ii) indépendamment des activités prévues dans la présente Entente, incluant, sans s'y limiter, la Propriété Intellectuelle Préexistante d'OURANOS décrite à l'Annexe D.

1.8 « **Nouvelle Propriété Intellectuelle d'OURANOS**» a le sens donné à cette expression à la section 8.5 de la présente Entente.

1.9 « **Nouvelle Propriété Intellectuelle de la Ville »** a le sens donné à cette expression à la section 8.4. de la présente Entente.

1.10 « **Propriété Intellectuelle Conjointe** » a le sens donné à cette expression à la section 8.8 de la présente Entente.

1.11 « **Perte** » désigne tout type de dommages, amendes, frais, pénalités et dépenses, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquêtes, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à toute réclamation, poursuite judiciaire, procédure judiciaire ou arbitrale ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour se défendre d'une réclamation de tiers.

Article 2 – ANNEXES

Sont jointes et font partie intégrante de la présente Entente, les annexes suivantes :

Annexe A	Besoins de la Ville
Annexe B	Description des droits, avantages et privilèges des membres affiliés – extrait des Règlements généraux d'OURANOS
Annexe C	Comité directeur
Annexe D	Propriété Intellectuelle Préexistante d'OURANOS

Article 3 – OBJET

3.1 La présente Entente a pour objet de définir la collaboration entre les Parties.

Article 4 – BÉNÉFICES ET OBLIGATIONS DU MEMBRE AFFILIÉ

4.1 La Ville, à titre de membre affilié d'OURANOS, bénéficie de tous les droits, avantages et privilèges dont bénéficient les membres affiliés d'OURANOS tel que décrit plus amplement aux Articles 4.2 et 4.3 et conformément à ses Règlements généraux, le tout tel que décrit en Annexe B.

4.2 En tant que membre affilié, OURANOS accorde à la Ville le privilège de désigner une (1) personne au titre de membre non votant aux assemblées des membres d'OURANOS. La Ville peut en tout temps, par un avis écrit adressé à OURANOS, changer son représentant désigné à cette fin.

4.3 La Ville pourra par son statut de membre affilié :

- accéder à des outils et des connaissances innovantes et un vaste réseau d'experts;
- collaborer étroitement avec OURANOS à l'élaboration d'une programmation en lien avec les besoins de l'Adhérent;
- participer à titre de membre aux différents comités de programme en lien avec ses besoins;
- être considéré comme un partenaire privilégié d'OURANOS.

4.4 La Ville s'engage, à titre de membre affilié, à contribuer en espèces et en nature aux projets de recherche faisant partie de la programmation scientifique d'OURANOS jugés prioritaires suivant les modalités du présent paragraphe. La contribution en espèces de la Ville et les modalités de paiement de celle-ci sont décrites à l'Article 5 de la présente Entente. La contribution en nature de la Ville correspondra à l'équivalent d'une (1) personne par année (1 ÉTC). Les contributions en espèces et en nature de la Ville devront être compilées en respectant les règles de calcul établies et adoptées par le Conseil d'administration et déclarées une fois l'an à la demande d'OURANOS aux fins de l'Assemblée Générale des membres au cours de laquelle elles seront divulguées.

Article 5 – CONTRIBUTION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

5.1 La Ville accepte de payer à OURANOS, à la suite de l'émission d'une facture par OURANOS, pendant la durée de l'Entente, une somme maximale de **cent cinquante mille dollars canadiens (150 000$)** par an.

Cette somme de cent cinquante mille dollars sera payable comme suit :

- Un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par la Ville d'une facture d'OURANOS envoyée à la date de signature de la présente Entente, et pour les années subséquentes envoyée au moment de la tenue de la première réunion annuelle du Comité directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par la Ville ;

- Un deuxième versement annuel de cinquante mille dollars (50 000$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par la Ville d'une facture d'OURANOS envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de la Ville et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.

5.2 Les sommes qui seront payées par la Ville à OURANOS pour chaque année subséquente seront versées selon les modalités énoncées à l'Article 5.1.

Article 6 – DURÉE DE L'ENTENTE

6.1 Nonobstant la date de signature des Parties, la présente Entente est effective à partir du 16 juin 2020 et demeurera en vigueur pour un terme de trois (3) ans, à moins que celle-ci soit résiliée avant son échéance conformément à l'article 12.

Article 7 – MODALITÉS DE LA COLLABORATION

7.1 Les besoins de la Ville en matière de science du climat et d'adaptation aux changements climatiques sont décrits en Annexe A.



7.2 En vue de répondre aux besoins de la Ville décrits à l'Annexe A, OURANOS, dans le cadre de sa programmation scientifique, notamment au travers de l'ensemble de ses programmes :

7.2.1 identifiera et mettra en œuvre des projets à développer et des projets existants à compléter, considérés par les Parties comme pertinents au regard des besoins de la Ville identifiés à l'Annexe A de l'Entente et des intérêts d'OURANOS, et dans les limites de ce que OURANOS estime possible dans les circonstances;

7.2.2 initiera avec d'éventuels autres partenaires des projets orientés vers des applications d'intérêt pour les deux Parties.

7.3 En complément de l'expertise apportée par la contribution en ÉTC de la Ville à OURANOS, la Ville facilitera l'accès d'OURANOS à son réseau de professionnels d'expertise diversifiée et à son territoire, et ce, dans le but d'améliorer les connaissances d'OURANOS sur les enjeux des municipalités liés aux changements climatiques.

7.4 Une Convention de recherche couvrant un projet particulier pourra être signée par les Parties, seules ou avec des tiers, si les circonstances l'exigent.

7.5 Les Parties mettront sur pied un comité directeur, comprenant des représentants des deux Parties. Ce comité aura pour mission d'assurer la gestion de la collaboration entre les Parties conformément à la présente Entente. Ce comité se réunira au moins deux fois l'an et rapportera annuellement aux signataires de cette Entente sur le bon déroulement de ces projets et des éventuels ajustements à apporter. Le tout est plus amplement décrit à l'Annexe C.

7.6 La Ville mettra sur pied un comité-conseil, comprenant des représentants de divers Services centraux et arrondissements. Ce comité aura pour mandat de collaborer au développement de projets et en assurer le suivi pour la Ville, participer à l'organisation des activités de transfert des savoirs liées aux résultats issus des projets. Ce comité se réunira au moins 2 fois l'an et rapportera annuellement aux membres du comité directeur des propositions de projets de collaboration. Le comité-conseil ayant pour rôle d'apporter un soutien à la Ville pour la réalisation de la présente Entente, il n'a pas vocation à se substituer aux rôles du comité directeur et des comités de suivi de projets.

7.7 Il est convenu que les activités de recherche et développement qui pourront être entreprises par OURANOS conformément à la présente Entente ne concerneront que les enjeux pertinents pour la Ville tout en étant d'intérêt pour OURANOS.

7.8 Dans toutes les activités de communication, les publications, les annonces publicitaires et tous les communiqués liés à la présente Entente, les Parties reconnaîtront leur apport scientifique et/ou financier respectif ou autre, selon les cas, et apposeront leurs logos respectifs après accord de chacune des Parties.

Article 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 La Propriété Intellectuelle Préexistante d'une Partie demeure la propriété de celle-ci.

8.2 Dans la mesure où une Partie (le « Concédant ») met à la disposition de l'autre Partie (le « Concessionnaire ») sa Propriété Intellectuelle Préexistante, en tout ou en partie, dans le cadre d'activités prévues dans la présente Entente, alors le Concédant octroie au Concessionnaire une licence non exclusive, limitée, personnelle, non transférable et libre de redevances permettant au Concessionnaire d'exploiter au Canada cette Propriété

Intellectuelle Préexistante uniquement pour les fins de réaliser les travaux qui lui auront été dévolus dans le cadre de ces activités. Cette licence ne comporte pas le droit d'octroyer des sous-licences.

8.3 Nonobstant toute autre disposition à l'effet contraire dans la présente Entente, chaque Partie (la « Partie de première part ») conservera tous les droits de Propriété Intellectuelle en regard de sa Propriété Intellectuelle Préexistante, et ce, même si l'autre Partie (la « Partie de seconde part ») apporte des améliorations ou modifie de quelconque façon cette Propriété Intellectuelle Préexistante, que cet apport ou modification se fasse avec ou sans le consentement des Parties, ou via la collaboration ou non de celle-ci. Dans une telle éventualité, la Partie de première part pourra exploiter, uniquement pour la réalisation de ses activités et à des fins non commerciales, tout apport ou modification apporté par la Partie de seconde part à la Propriété Intellectuelle Préexistante de la Partie de première part et la Partie de seconde part renonce expressément à tout droit de Propriété Intellectuelle à l'égard de l'apport ou la modification qu'elle a apporté à la Propriété Intellectuelle Préexistante de la Partie de première part. Par souci de clarté, les Parties conviennent qu'OURANOS pourra exploiter librement tout apport ou modification apporté par un employé de la Ville aux logiciels dont OURANOS détient les droits de la Propriété Intellectuelle. Réciproquement, les Parties conviennent que la Ville pourra exploiter librement tout apport ou modification apporté par un employé d'OURANOS aux logiciels dont la Ville détient les droits de la Propriété Intellectuelle.

8.4 Dans la mesure où la Ville accepte de mettre à la disposition d'OURANOS toute Propriété Intellectuelle conçue, développée, créée ou acquise uniquement par la Ville, ses employés, sous-traitants ou sous-contractants, dans le cadre des activités prévues dans la présente Entente (la « **Nouvelle Propriété Intellectuelle de la Ville** »), en tout ou en partie, alors la Ville octroie à OURANOS et à ses membres réguliers une licence non exclusive, limitée, personnelle, non transférable, libre de redevances et sans limite de temps, lui permettant d'utiliser, faire, améliorer, reproduire, copier, adapter, traduire, diffuser ou autrement exploiter cette Nouvelle Propriété Intellectuelle de la Ville uniquement au Canada et uniquement à des fins d'utilisation non commerciale.

8.5 Dans la mesure où OURANOS accepte de mettre à la disposition de la Ville (i) sa Propriété Intellectuelle Préexistante, en tout ou en partie, pour des fins autres que ce qui est prévu à la section 8.2 de la présente Entente, ainsi que (ii) toute Propriété Intellectuelle conçue, développée, créée ou acquise uniquement par OURANOS, ses employés, sous-traitants ou sous-contractants, dans le cadre des activités prévues dans la présente Entente (la « **Nouvelle Propriété Intellectuelle d'OURANOS** »), en tout ou en partie, alors OURANOS octroie à la Ville une licence non exclusive, limitée, personnelle, non transférable, libre de redevances et sans limite de temps lui permettant d'utiliser, faire, améliorer, reproduire, copier, adapter, traduire ou autrement exploiter cette Propriété Intellectuelle Préexistante et cette Nouvelle Propriété Intellectuelle d'OURANOS uniquement au Canada et uniquement à des fins d'utilisation non commerciale.

8.6 Chacune des Parties s'engage à ne pas commercialiser la Nouvelle Propriété Intellectuelle de l'autre Partie à moins de recevoir l'accord exprès de manière écrite et non équivoque à cet effet de l'autre Partie, sujet aux limites apportées par l'Article 8.3 de la présente Entente.

8.7 OURANOS pourra disposer comme bon lui semble des résultats de recherche découlant des activités prévues dans la présente Entente dans la mesure où ceux-ci ne constituent pas de la Nouvelle Propriété Intellectuelle de la Ville, et sont sujets à l'Article 8 de cette Entente.



8.8 Toute Propriété Intellectuelle créée ou développée conjointement par les Parties, leurs employés, sous-traitants ou sous-contractants, dans le cadre des activités prévues dans la présente Entente (la « **Propriété Intellectuelle Conjointe** ») sera la propriété conjointe des Parties. À la suite de la création ou du développement de Propriété Intellectuelle Conjointe, les Parties devront négocier puis consigner par écrit les modalités de protection, de défense et de commercialisation de cette Propriété Intellectuelle Conjointe.

Article 9 – CONFIDENTIALITÉ

9.1 Chaque Partie peut communiquer à l'autre Partie de l'Information Confidentielle dans le cadre des activités décrites dans la présente Entente. Les Parties conviennent que toutes les données, résultats ou autres documents remis à une Partie Réceptrice par l'autre Partie, le Divulgateur, constituent de l'Information Confidentielle d'une Partie, si et seulement si elle est identifiée comme telle.

9.2 Chaque Partie Réceptrice reconnaît que l'Information Confidentielle est la propriété du Divulgateur et chaque Partie Réceptrice s'engage à préserver la confidentialité de cette Information Confidentielle et à ne pas la divulguer à des tiers autrement que de façon spécifiquement autorisée par écrit par le Divulgateur. De plus, chaque Partie Réceptrice s'engage à n'utiliser cette Information Confidentielle que pour les fins décrites dans la présente Entente.

9.3 Nonobstant ce qui précède, en cas de Convention de recherche couvrant un projet particulier signée par les Parties, seules ou avec des tiers, les Parties conviennent que, la confidentialité des données, des résultats de la recherche et de tout document ou information échangés entre les Parties sera traitée par la Convention de recherche, laquelle devra respecter les politiques des organismes subventionnaires ou autres organismes impliqués, le cas échéant, dans la mesure où celles-ci ont été communiquées par écrit aux Parties au préalable.

9.4 Nonobstant ce qui précède, la Ville et OURANOS reconnaissent qu'ils s'engagent à préserver le caractère confidentiel mentionné aux présentes sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes public et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ.C.A2.1).

Article 10 – ABSENCE DE GARANTIE

10.1 OURANOS ne donne aucune garantie, incluant toute garantie implicite, expresse ou légale qui pourrait s'appliquer à la présente Entente et la Ville renonce à ces garanties. Sans limiter la généralité de ce qui précède, toute Information Confidentielle ou Propriété Intellectuelle fournie par une Partie à l'autre ou faisant l'objet d'une licence est remise et acceptée « telle quelle », avec tous ses défauts et sans garantie ou condition de quelque nature que ce soit, incluant quant à l'exactitude, la qualité marchande ou la réponse aux besoins de la Ville. OURANOS et la Ville reconnaissent toutefois qu'au meilleur de leur connaissance, ils détiennent les droits d'utilisation et de divulgation de la Propriété intellectuelle leur permettant de consentir les licences. Nonobstant ce qui précède, OURANOS garantit qu'elle détient les droits d'utilisation et de divulgation de la Propriété intellectuelle développée par ses employés.

10.2 Nonobstant ce qui précède, la Ville peut refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de l'Entente ou des annexes. L'Adhérant pourra exiger d'OURANOS la rectification et la correction de ces travaux recherches et rapports, aux frais de ce dernier.



Article 11 – DOMMAGES-INTÉRÊTS

Dans les limites autorisées par la loi et à l'exception de dommages directs occasionnés par une faute lourde, fraude ou négligence grossière, en aucun cas une Partie ne sera tenue responsable des dommages-intérêts incluant les dommages-intérêts directs, indirects, accessoires, spéciaux ou conséquents qui découlent de la présente Entente ou de l'utilisation par une Partie de l'Information Confidentielle ou de la Propriété Intellectuelle de l'autre Partie, notamment la perte de profits, la perte d'économies, la perte de jouissance ou l'interruption des affaires.

Article 12 – RÉSILIATION

12.1 La Ville peut mettre fin à la présente Entente en tout temps de plein droit, et ce, sans qu'il ne soit nécessaire d'invoquer un quelconque motif, en faisant parvenir à OURANOS un avis de terminaison de la façon prévue à l'article 14 de la présente Entente. Cette résiliation ne prend effet que trois (3) mois après la réception de l'avis de terminaison. Toutes les contributions en nature et en espèces, c'est-à-dire ÉTC, immobiliers, mobiliers ou autres, fournies par la Ville demeurent à la disposition d'OURANOS pendant cette période de trois (3) mois.

12.2 La présente Entente est résiliée sans préavis, de plein droit si l'un des événements suivants se produit :

12.2.1 si OURANOS fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, si elle devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, si elle commet un acte de faillite ou si elle est déclarée failli par un tribunal compétent;

12.2.2 si OURANOS, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

12.2.3 si l'entreprise d'OURANOS ou une partie substantielle de ses biens font l'objet d'une prise de possession par un créancier ou sont mises sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens, et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre ou cette nomination d'un liquidateur n'est pas annulée dans un délai de trente (30) jours à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements;

12.2.4 si OURANOS cesse ses activités ou fait l'objet d'une liquidation ou d'une dissolution aux termes d'une ordonnance judiciaire émanant d'un tribunal compétent ;

12.2.5 si OURANOS perd son statut d'organisme sans but lucratif.

12.3 Nonobstant les sections 12.1 et 12.2 qui précèdent, une Partie peut, en tout temps pendant la durée de la présente Entente, mettre fin à celle-ci, sans préjudice à ses autres droits et recours, si l'autre Partie ne respecte pas l'une des dispositions de la présente Entente et si ce défaut n'est pas corrigé dans un délai de trente (30) jours à compter de l'envoi d'un avis écrit à cet effet indiquant la nature du défaut et l'intention de la Partie expéditrice de mettre fin à l'Entente si la Partie en défaut refuse ou omet de corriger le défaut à l'intérieur du délai.

12.4 En cas de résiliation de la présente Entente, quelle qu'en soit la raison, la Ville cesse d'être membre affilié en date de la résiliation et, conformément à l'Annexe B de l'Entente, les frais d'affiliation et le (ou les) montant(s) de la contribution annuelle déjà versés par la Ville ne seront pas remboursables.



12.5 Nonobstant l'article 12.4 ci-dessus, advenant la résiliation de l'Entente par la Ville en raison d'un défaut d'OURANOS tel que mentionné à l'article 12.3 ci-dessus :

i) OURANOS n'aura droit qu'aux sommes requises pour couvrir toutes les dépenses engagées et effectuées par OURANOS en relation avec la présente Entente jusqu'à la date de la résiliation. OURANOS devra rembourser à la Ville toutes sommes non dépensées et non engagées ;

ii) OURANOS s'engage à faire tous les efforts requis pour remettre à la Ville à la date de résiliation, tous les documents produits, informations recueillies, données obtenues ou colligées pertinentes, rapports en cours dans le cadre de la présente Entente et s'engage à faire rapport de l'état des projets de collaboration.

12.6 Advenant la résiliation de l'Entente par l'une ou l'autre des Parties aux termes de l'article 12.3 ci-dessus, les Parties s'entendront sur le sort des contributions en nature de la Ville.

Article 13 – SURVIVANCE

Les articles ou sections 1, 8, 9, 10, 11, 12.1, 12.3, 14, 15, 17 et 20 à 27 survivront à la terminaison ou résiliation de cette Entente.

Article 14 – AVIS

14.1 Tout avis ou autre communication devant être signifié ou donné en vertu des présentes est donné correctement s'il est livré à son destinataire par messager ou par courrier recommandé aux adresses ci-dessous mentionnées :

POUR LA VILLE :	**POUR OURANOS :**
155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1e étage Montréal (Québec) H2Y 1B5 À l'attention de M. Sidney Ribaux Directeur du Bureau de la transition écologique et de la résilience Ville de Montréal Tél. : (514) 872-7540 Courriel : sidney.ribaux@montreal.ca	550, rue Sherbrooke Ouest 19e étage, Tour Ouest Montréal (Québec) H3A 1B9 À l'attention de Mme Nathalie Aerens Directrice du groupe d'appui à la programmation et à la direction Tél. : (514) 282-6464, poste 342 Courriel : aerens.nathalie@ouranos.ca

14.2 À moins de stipulation contraire à la présente Entente, tout avis qui aura été livré conformément aux présentes sera réputé avoir été reçu par son destinataire au moment de sa livraison, s'il est livré par messager ou le troisième (3e) jour ouvrable suivant sa mise à la poste, s'il est livré par courrier recommandé.

Article 15 – FORCE MAJEURE

Une Partie n'est pas responsable de la perte ou du dommage occasionné à l'autre Partie résultant du retard ou du défaut d'exécution d'une obligation prévue à la présente Entente lorsque ce retard ou défaut résulte d'un événement de Force Majeure. La Partie dégagée de ses obligations pour cause de Force Majeure doit, lorsque possible, prendre les mesures requises pour atténuer son impact. Quant à la Partie qui est créancière de l'obligation inexécutable, elle peut, en pareilles circonstances, tant que l'empêchement subsiste, prendre les mesures appropriées pour réduire le préjudice subi, sans avoir à répondre des pertes, le cas échéant, que ces mesures temporaires peuvent occasionner à l'endroit de la Partie débitrice de l'obligation inexécutable.



Article 16 – CAPACITÉ DE CONTRACTER AU NOM DE L'AUTRE PARTIE

Aucune des Parties n'a reçu de droit ni d'autorité, exprès ou tacite, de créer toute obligation ou d'exécuter toute responsabilité, autre que ce qui est prévu dans la présente Entente, pour et au nom de l'autre Partie, ou pour la lier de quelque manière que ce soit.

Article 17 – EXÉCUTION COMPLÈTE

Les Parties conviennent, sur réception d'une demande écrite raisonnable à cet effet, de faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation raisonnable nécessaire pour assurer l'exécution complète de la présente Entente.

Article 18 – CESSION

Les Parties ne peuvent céder, en totalité ou en partie, leurs droits, titres, intérêts, obligations et responsabilités aux termes de la présente Entente, sauf avec l'autorisation de l'autre Partie, laquelle ne sera pas refusée sans motif raisonnable s'il s'agit d'une cession à un membre de son groupe, suivant le sens donné à ce terme par la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Toute vente, cession ou transfert par une Partie de ses droits et obligations aux termes des présentes, ne vaudra que si l'acheteur ou le cessionnaire prend à sa charge toutes lesdites obligations.

Article 19 – MODIFICATION

La présente Entente ne peut être modifiée ou changée, en tout ou en partie, que par un commun accord entre les Parties constaté dans un écrit signé.

Article 20 – NON-RENONCIATION

Le silence d'une Partie, sa négligence ou son retard à exercer un droit ou un recours qui lui est consenti en vertu de la présente Entente ne doit pas être interprété contre cette Partie comme une renonciation à ses droits et recours, tant et aussi longtemps que la prescription conventionnelle ou légale prévue pour l'exercice d'un tel droit ou recours n'est pas expirée.

Article 21 – PRÉSÉANCE

La présente Entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties en ce qui concerne l'objet des présentes. En cas de conflit entre les termes et conditions de la présente Entente et les termes et conditions de ses annexes, les Parties conviennent que les termes et conditions de la présente Entente prévaudront. En cas de conflit entre les termes et conditions de la présente Entente et les termes et conditions de toute Convention de recherche, les Parties conviennent que les termes et conditions de la Convention de recherche prévaudront.

Article 22 – ÉLECTION

Les Parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement à cette Entente, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi. Cependant, les Parties s'engagent à collaborer et à utiliser tous les moyens à leur disposition pour régler tout différend ou litige à l'amiable.

Article 23 – JURIDICTION

La présente Entente s'interprète et s'exécute conformément aux lois applicables dans la province de Québec.



Article 24 – NON-CONFORMITÉ

Si l'une des dispositions de la présente Entente est considérée invalide ou inexécutoire, cette disposition doit, lorsque possible, s'interpréter, être limitée ou, si nécessaire, divisée de façon à éliminer une telle invalidité ou inexécutabilité; le cas échéant, toutes les autres dispositions de la présente Entente demeurent en vigueur et continuent de lier les Parties.

Le cas échéant, les Parties s'engagent à convenir de bonne foi d'une disposition de remplacement exécutoire reproduisant le plus fidèlement possible l'intention initiale des Parties ou lorsque celles-ci ne peuvent s'entendre sur une telle disposition, à effectuer, de façon équitable entre elles, tout ajustement qui s'impose.

Article 25 – CONVENTION NÉGOCIÉE

Les Parties reconnaissent que cette Entente a été négociée librement et ne doit pas être interprétée comme étant, notamment, un contrat d'adhésion.

Article 26 – TPS/TVQ

À moins d'indication contraire dans le texte, les montants indiqués dans la présente Entente ne comprennent pas, si applicable, la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) ainsi que toute autre taxe applicable sur de tels montants par les autorités publiques pendant la durée de la présente Entente.

Article 27 – DOLLARS

Le mot « dollars » ou le sigle « $ » correspond aux dollars canadiens.

(Cette partie est intentionnellement laissée en blanc, les signatures sont à la page suivante.)

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, EN 2 (DEUX) EXEMPLAIRES CE 00e JOUR DU MOIS D'AOÛT 2020.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

OURANOS INC.

Par : _____
Yves Langhame
Président du Conseil d'administration

Annexe A
Besoins de la Ville

Le Bureau de la transition écologique et de la résilience a consulté les services centraux et les arrondissements qui ont identifié plusieurs thèmes d'intérêts. Ils sont présentés à titre indicatif mais reflètent néanmoins les nombreux besoins qui seront à prioriser en matière de climatologie et d'adaptation aux changements climatiques.

Modélisation climatique locale et vulgarisation des effets locaux des changements climatiques	Projections « locales » pour les différents aléas climatiques en lien avec les activités et les opérations de la Ville et évaluation des impacts de ces aléas : ● gel hivernal et chaleur estivale pour l'aménagement des parcs (patinoires, piscines, etc.) et la planification des programmes d'entretien; ● pluies et impacts sur le réseau d'égout; ● en lien avec la hausse des surverses : projections pour le bilan hydrique des pluies normales et fréquentes qui sont à l'origine des débordements des réseaux unitaires (fréquence des événements de pluies, leur hauteur d'eau moyenne, leur durée); ● en lien avec la hausse des risques de refoulements et d'inondation : Projections pour les conditions lors d'événements exceptionnels liés aux risques d'inondation (intensités maximales, durée, variabilité spatiale, dimension des cellules orageuses, etc.); ● dans le but de mieux préparer la réponse aux catastrophes météorologiques (plans d'urgence), avoir des projections plus précises sur la fréquence et la sévérité des événements suivants : verglas, tempêtes violentes, pluies diluviennes, crues printanières, froid intense et chaleur extrême. La production de scénarios climatiques multiples (optimiste, réaliste, pessimiste) à titre d'intrants dans l'évaluation des réseaux.
Analyses économiques	Coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo dans les domaines de l'aménagement du territoire. Analyses coûts-avantages des différentes mesures d'adaptation par exemple - en lien avec la hausse des risques de refoulements et d'inondation, l'analyse coûts/bénéfices des aménagements de drainage et des infrastructures particulièrement adaptés pour faire face aux changements climatiques. Analyses coûts-avantages, coûts-efficacités de divers matériaux – par exemple, coûts-bénéfices des divers matériaux utilisés dans la confection des toits blancs (membrane multicouche, membrane élastomère dite bicouche et les autres types de membranes blanches tels que EPDM et TPO) et végétalisés en vue de la réduction de la chaleur causée par les toits. Analyse critique de la majoration prenant en compte les changements climatiques qui sont à intégrer dans les normes et les critères de conception des réseaux actuels et futurs ou dans tous autres types d'infrastructures municipales.

Appui pour la mise en œuvre des engagements du Plan d'adaptation aux changements climatiques	Service de consultation pour accompagner les arrondissements dans la mise en œuvre de leurs engagements. Monitoring des mesures mises en place, documenter les projets et les impacts des mesures afin d'orienter les décisions quant aux nouvelles mesures ou stratégies les plus efficaces à mettre en œuvre.
Pratiques, outils municipaux (politiques, plans, programmes, réglementation, normes, etc.) et gouvernance	Identification des pratiques et des opérations de la Ville de Montréal à modifier afin d'y intégrer les enjeux d'adaptation aux changements climatiques, par exemple : révision des pratiques d'aménagement des infrastructures de voirie pour permettre un meilleur drainage des eaux de surface, révision des pratiques d'aménagement paysager, de déneigement et épandage dans un contexte de précipitation variable dans les saisons (pluie, neige et verglas), etc.) Bonification, révision et/ou modification des différents documents officiels et réglementation afin de s'assurer que l'adaptation aux changements climatiques est prise en compte et que sa mise en œuvre est facilitée. Les scénarios climatiques prévisionnels d'Ouranos pourraient être utiles pour bonifier les programmes. Proposition de mécanismes pour s'assurer que les changements climatiques sont pris en compte dans les processus décisionnels.
Meilleures pratiques et développement des connaissances/ de l'expertise	Identification des meilleures pratiques d'adaptation et mesure de leur efficacité en lien avec l'aménagement paysager, les installations sportives extérieures (patinoires, plans d'eau), les opérations de déneigement/d'épandage, l'aménagement de la voirie, la sécurité des personnes, etc. Déterminer les meilleures espèces végétales et les moins bien adaptées selon les scénarios climatiques les plus probables pour l'île de Montréal pour l'horizon 2050.
Développement d'une boîte à outils pour les Services et les arrondissements	Les arrondissements et services souhaitent que le partenariat entre la Ville et Ouranos mène à la production d'outils qu'ils pourront utiliser dans leur travail, soit : ● outils cartographiques et de modélisation de pointe pour optimiser les résultats des travaux du Service des Grands Parcs, du verdissement et du Mont-Royal; ● adaptation du modèle I-Tree (http://www.itreetools.org/) et ses différents modules aux conditions prévalant à Montréal.
Identification des risques, impacts et vulnérabilités	● Identification des zones vulnérables aux débordements d'égouts et à l'accumulation d'eau de ruissellement, ● vulnérabilité du milieu urbain aux insectes ravageurs, ● vulnérabilité des différentes populations par rapport aux différents impacts des changements climatiques, ● secteurs vulnérables à l'assèchement des sols argileux, ● analyse de risques du réseau d'égout et de la station d'épuration des eaux usées, ● érosion des berges et crues des eaux. Impact des changements climatiques : ● sur la consommation d'eau ● sur la qualité de l'eau brute servant à la production d'eau potable ● sur la formation de frasil ● sur la gestion des eaux ● sur la restauration des milieux naturels humides et aquatiques ● sur la température à l'intérieur de certains logements situés dans des zones d'îlots de chaleur ● sur les Plans Bleus, Verts, les projets d'aménagements telles la plage de l'est, la revitalisation du boulevard Gouin, etc. Anticiper les prochains défis d'envergure pour le Réseau des grands parcs, la forêt



	urbaine et la biodiversité montréalaise - notamment, les changements aux milieux naturels et à la faune/flore qu'ils abritent, l'arrivée de nouvelles espèces à caractère envahissant ou porteuses de maladies, ainsi que les changements au nombre et à la diversité des oiseaux migrateurs et des espèces à statut précaire qui bénéficient d'une protection légale. Réaliser une revue de littérature sur l'impact des changements climatiques sur les ennemis des végétaux en milieu urbain, afin : 1) d'effectuer des études de cas au niveau régional (pour Montréal) pour évaluer l'impact des CC sur différents ennemis des végétaux (arbres, arbustes); 2) d'évaluer les vulnérabilités du milieu urbain pour les cas étudiés ainsi que les risques encourus et finalement; 3) d'identifier et de documenter les options d'adaptations disponibles. Étudier les effets des changements climatiques sur les espèces envahissantes déjà présentes à Montréal (ex : berce du Caucase, renouée japonaise, nerprun, roseau commun, etc.) Analyser, concrètement sur le terrain, la sensibilité aux changements climatiques de bâtiments existants choisis pour « représenter » des défis aux changements climatiques : à ce titre, 1. Regrouper le stock immobilier de la ville de Montréal en immeubles types selon leur vulnérabilité (situés dans des zones de sensibilité environnementale, territoriale ou sociale). 2. Pour chacun des immeubles types, identifier et étudier ces bâtiments selon les caractéristiques de construction du bâtiment, entre autres, afin de projeter l'impact des changements climatiques sur ces bâtiments et leurs occupants. Les changements climatiques ont/auront des effets significatifs sur la pratique d'activité hivernale et plus particulièrement les sports de glace et de glisse extérieure. Déjà les services et arrondissements questionnent le maintien des glaces extérieures en raison des hivers plus doux. Une projection de la durée des périodes de gel propice au maintien des activités hivernales devient un facteur déterminant à ce propos. À l'inverse, la demande pour des activités de contact avec l'eau croit avec le nombre et l'intensité des périodes de canicule. Les espaces verts constituent des lieux de répit contre la chaleur et la demande pour des plages est en forte hausse durant les épisodes de chaleur accablante. Une caractérisation de l'évolution des périodes de gel hivernal et de chaleur estivale permet d'éclairer les choix d'aménagements du réseau des parcs. La nécessité de se doter d'indicateurs d'adaptation aux changements climatiques.
Développement des connaissances sur la capacité d'adaptation et les méthodes d'évaluation	Très peu d'informations sont disponibles à propos de la capacité d'adaptation de la population, des infrastructures et de l'environnement. Approfondir ce sujet permettrait d'en tenir compte dans l'évaluation des vulnérabilités aux changements climatiques.
Maîtrise des vulnérabilités identifiées dans le Plan d'adaptation aux changements climatiques	Le *Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020* a identifié des vulnérabilités sociales, territoriales et environnementales. Un besoin existe maintenant de proposer des plans d'action pour cibler certaines vulnérabilités et les réduire. Par exemple : solutions pour réduire la vulnérabilité de la population : jeunes, aînés, personnes souffrants de problème de santé.

Mise en œuvre de projets pilotes et évaluations de leur efficacité	Une des difficultés pour Montréal en ce qui a trait à l'adaptation aux changements climatiques est de cibler les mesures d'adaptation les plus efficaces et les mieux adaptées au contexte local. La mise en œuvre de projets pilotes, menés conjointement par la Ville de Montréal et Ouranos, permettrait d'expérimenter plusieurs mesures et de quantifier leur efficacité.
Sensibilisation du personnel de la Ville	Besoin de formation pour les employés en arrondissement afin de les sensibiliser aux projections climatiques, aux aléas et aux impacts locaux, de les outiller afin qu'ils amorcent des changements dans leur pratique de travail, etc. Mise en place d'une certification « Adaptation aux changements climatiques » pour souligner les bons projets menés sur le territoire de l'agglomération montréalaise.



Annexe B
Extrait des Règlements généraux

LES MEMBRES

2. Membres. Ouranos comprend deux catégories de membres (« membres »), à savoir les membres réguliers (« Membres Réguliers ») et les membres affiliés (« Membres Affiliés »).

…

4. Membres Affiliés. Est Membre Affilié d'Ouranos toute corporation, association ou personne morale intéressée aux buts et aux activités d'Ouranos, à laquelle le conseil d'administration, accorde le statut de Membre Affilié sur demande à cette fin. Toute corporation, association ou personne morale qui se voit accorder le statut de Membre Affilié doit négocier obligatoirement une entente bilatérale avec Ouranos. Chaque Membre Affilié peut participer aux activités d'Ouranos conformément aux droits qui lui sont conférés par son entente bilatérale. Les Membres Affiliés paient des frais d'affiliation et apportent une contribution annuelle dont le montant et les modalités sont fixés par le conseil d'administration. Ces montants ne sont pas remboursables si le Membre Affilié cesse d'être membre d'Ouranos.

Les Membres Affiliés ont le droit de recevoir les avis de convocation des assemblées des membres, d'y assister et d'y prendre la parole, mais ils n'ont pas le droit de vote.



ANNEXE C

COMITÉ DIRECTEUR

1) Les Parties s'engagent à former un comité directeur (le « Comité directeur ») composé au moins de quatre membres :

   a) deux représentants désignés par OURANOS;

   b) deux représentants désignés par la Ville.

Le Comité directeur peut s'adjoindre, au besoin, tout collaborateur ou expert qu'il juge compétent pour assister à ses réunions.

La nomination des membres et leur remplacement se font par simple avis écrit du représentant de la Partie concernée aux représentants de l'autre Partie.

Le Comité directeur détermine ses règles de fonctionnement.

2) Le Comité directeur voit au respect et au suivi de l'Entente et des contributions qui lui sont directement associées. Il a pour mission :

   - de veiller à ce que les sommes versées par la Ville soient utilisées aux fins prévues à la présente Entente;
   - d'identifier et d'approuver les projets de collaboration et de définir les contributions de la Ville pour l'année suivante en fonction des ressources disponibles;
   - d'établir le bilan des projets de collaboration et des contributions de la Ville pour l'année écoulée;
   - assurer la reddition de comptes jugée nécessaire.

3) Dans les soixante (60) jours qui suivent le début d'une année civile, le Comité directeur se réunit afin d'identifier les contributions de la Ville ainsi que les projets de collaboration pour l'année suivante. Chaque année, à l'issue de la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Entente, le Comité se réunira pour présenter le bilan officiel des contributions de la Ville et des projets de collaboration pour l'année écoulée.



Annexe D

Propriété Intellectuelle Préexistante

Propriété Intellectuelle Préexistante d'OURANOS (sachant que cette liste est non exhaustive) :

1) Les projections du MRCC, diagnostics et expertise ;
2) Outils de mise à l'échelle statistique et assistance technique ;
3) Outils statistiques en lien avec les besoins de la Ville ;
4) Scénarios climatiques en lien avec les besoins de la Ville ;
5) Les améliorations d'outils hydrologiques pour les conditions nordiques ;
6) Analyses économiques coûts avantages en lien avec les besoins de la Ville ;
7) Tout(e) étude, rapport, résultat, données, base de données, recherche, bilan, revue de littérature, outil de communication, fiches de synthèse, plan et contenu de formation, utilisé(e) ou transmis par OURANOS à la Ville pour satisfaire ses besoins.

Propriété Intellectuelle Préexistante de la Ville:

1) Tout(e) étude, rapport, résultat, données, base de données, recherche, bilan, revue de littérature, outil de communication, fiches de synthèse, plan et contenu de formation, utilisé(e) ou transmis par la Ville à OURANOS pour satisfaire ses besoins.



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207534003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Approuver l'Entente de collaboration entre la Ville de Montréal et OURANOS d'une durée de 3 ans effective à partir du 16 juin 2020 au montant total de 517 387,50 $ taxes incluses et une contribution en nature de 300 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207534003 Ouranos.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.20

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1180640005

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser l'augmentation du pourcentage de logements pouvant bénéficier du Programme de Supplément au Loyer (PSL) de 25% à 35% pour l'immeuble locatif situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, au 10 595-10597 boulevard Olympia, appartenant à l'organisme Habitations communautaires Olympia

Le Service de l'habitation recommande:

- d'autoriser l'augmentation du pourcentage de logements pouvant bénéficier du Programme de Supplément au Loyer (PSL) de 25% à 35% pour l'immeuble locatif situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, au 10 595-10597 boulevard Olympia, appartenant à l'organisme Habitations communautaires Olympia.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-27 15:24

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1180640005

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser l'augmentation du pourcentage de logements pouvant bénéficier du Programme de Supplément au Loyer (PSL) de 25% à 35% pour l'immeuble locatif situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, au 10 595-10597 boulevard Olympia, appartenant à l'organisme Habitations communautaires Olympia

CONTENU

CONTEXTE

La convention de contribution financière ainsi que la convention de prêt, conclues entre l'organisme Habitations communautaires Olympia et la Ville, contiennent plusieurs conditions, dont une consistant à limiter le nombre de logements bénéficiant du Programme de supplément au Loyer (PSL) à un maximum de 25% du nombre total d'unités. Ce pourcentage correspondant approximativement au nombre de logements bénéficiant du PSL selon les vérifications diligentes préalable à l'achat.

Cependant lors de la prise de possession de l'immeuble locatif et après avoir signé les conventions avec la Ville, l'organisme a réalisé que le nombre de logements bénéficiant du PSL est de 21 soit 34,4 % du total.

L'organisme a fait une demande afin de préserver le nombre de suppléments au loyer existants dans l'immeuble.

Il est à noter que chaque versement de la subvention est conditionnel au respect des conditions des conventions, dont le respect du pourcentage maximal de suppléments au loyer. Cependant, le fait d'exiger le respect strict des conventions, dans ce cas, ferait en sorte de priver des locataires de suppléments au loyer dont ils bénéficient depuis plusieurs années et pourrait compromettre leur maintien sur les lieux. C'est pour cette raison que nous recommandons d'accepter la demande de l'organisme d'augmenter le maximum de suppléments au loyer à 35% afin qu'il reflète la réalité et de permettre ainsi à l'organisme de recevoir le prochain versement dû aux termes de la convention de contribution financière.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hafsa DABA
Conseiller en développement de l'habitation

514-868-7688
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1180640005

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser une aide financière au projet de logement abordable de l'organisme Habitations communautaires Olympia, comprenant 1 418 250 $ sous forme de subvention et 1 418 250 $ sous la forme d'un prêt sans intérêt garanti par une hypothèque de 3e rang dans le cadre d'un montage financier mis en place par le Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV); autoriser la signature des conventions relatives à cette aide entre la Ville et l'organisme Habitations communautaires Olympia; autoriser l'affectation de 1 985 550 $ provenant de surplus budgétaires de compétence locale prévus en 2018 et autoriser un ajustement à la base budgétaire d'un montant de 425 475 $ pour l'année 2019 et de 425 475 $ pour l'année 2020; déléguer à la directrice de la Direction de l'habitation (Service de la mise en valeur du territoire) la signature de l'acte hypothécaire au nom de la Ville de Montréal.

Je recommande
- d'autoriser une aide financière au projet de logement abordable des Habitations communautaires Olympia, comprenant 1 418 250 $ sous forme de subvention et 1 418 250 $ sous forme de prêt sans intérêt garanti par une hypothèque de 3e rang, dans le cadre d'un montage financier mis en place par le Fonds d'investissement Montréal - phase 4 (FIM - IV);
- d'autoriser la signature des conventions de prêt et de subvention relatives à cette aide;
- d'autoriser l'affectation de 1 985 550 $ provenant de surplus budgétaires de compétence locale prévus en 2018 et d'autoriser un ajustement à la base budgétaire d'un montant de 425 475 $ pour l'année 2019 et d'un montant de 425 475 $ pour l'année 2020;
- de déléguer à la directrice de la Direction de l'habitation (Service de la mise en valeur du territoire) la signature de l'acte hypothécaire au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-08-06 11:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180640005**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser une aide financière au projet de logement abordable de l'organisme Habitations communautaires Olympia, comprenant 1 418 250 $ sous forme de subvention et 1 418 250 $ sous la forme d'un prêt sans intérêt garanti par une hypothèque de 3e rang dans le cadre d'un montage financier mis en place par le Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV); autoriser la signature des conventions relatives à cette aide entre la Ville et l'organisme Habitations communautaires Olympia; autoriser l'affectation de 1 985 550 $ provenant de surplus budgétaires de compétence locale prévus en 2018 et autoriser un ajustement à la base budgétaire d'un montant de 425 475 $ pour l'année 2019 et de 425 475 $ pour l'année 2020; déléguer à la directrice de la Direction de l'habitation (Service de la mise en valeur du territoire) la signature de l'acte hypothécaire au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Les partenaires
Le Fond d'Investissement de Montréal (FIM) est une société créée en 1997 pour capter et diriger des investissements - d'institutions financières, de fondations, d'investisseurs privés ou autres sources - vers des projets d'achat et de rénovation d'immeubles locatifs dans une perspective de revitalisation urbaine et de maintien du parc locatif abordable. Le FIM fonctionne par appels de capitalisation; les fonds recueillis sont alors dirigés vers des projets soumis par des opérateurs à but non lucratif (OBNL) de logements abordables. Le bilan des trois premiers appels (FIM I, II et III) indique que les fonds (16 M $) ont permis l'achat et la rénovation de 750 logements (31 immeubles), et entraîné des investissements globaux de 44 M $. Ces immeubles sont localisés dans plusieurs secteurs, dont Hochelaga-Maisonneuve, le Sud-Ouest, Montréal-Nord, Cartierville, Rosemont. Le FIM s'inscrit donc, depuis plus de 20 ans, parmi les partenaires de développement du logement abordable à Montréal.

Le dernier appel de capitalisation du FIM (FIM-IV, fin 2016), a recueilli plus de 20 M $. Les

fondations J. Armand Bombardier et de la famille J.W. McConnell se sont ajoutées aux commanditaires qui ont renouvelé leurs engagements, soit le Fonds immobilier de solidarité FTQ, la Fondation Lucie et André Chagnon, le Mouvement Desjardins, la Banque Nationale, l'homme d'affaires Stephen Bronfman et la Caisse Desjardins des travailleuses et travailleurs unis.

Le modèle d'aide financière et les nouveaux enjeux

Le modèle du FIM a été élaboré en fonction de l'acquisition d'immeubles multilocatifs à loyers abordables rejoignant des clientèles à revenus modestes. Il vise des immeubles nécessitant des travaux mineurs de remise en état, qui pourront être réalisés sans provoquer le déplacement des locataires, ni pendant les travaux, ni ultérieurement à cause de hausses de loyers.

L'aide du FIM prend la forme d'une mise de fonds remboursable, garantie par une hypothèque de second rang. Le prêt et les intérêts dus sont remboursables à l'échéance du prêt, au maximum après 15 ans. Les modalités de remboursement sont modulées selon la capacité de chaque projet; le FIM vise un rendement se situant entre 4% et 6%.

Au moment de la création du FIM, ce montage d'un prêt hypothécaire traditionnel de premier rang (auprès d'une institution bancaire) couplé au prêt de second rang du FIM respectait un ratio prêt/ valeur marchande de 75% (un critère de viabilité financière reconnu). Au terme du prêt de second rang, l'équité accumulée par les organismes leur permettait de rembourser la mise de fond comme prévue, tout en respectant les objectifs d'abordabilité et de remise en état des logements établis par le FIM.

Or, ce n'est plus le cas : les conditions actuelles du marché immobilier montréalais (croissance des prix, hausses des taux d'intérêt, notamment) rendent de plus en plus difficile de boucler des montages financiers viables. Dans certains des derniers projets soumis au FIM, les acquisitions envisagées auraient pu se traduire par des hausses de loyer significatives, en contravention avec les objectifs mêmes du FIM et des OBNL promoteurs de projets.

Pour venir en aide à trois projets, qui comptent en tout 307 logements, l'organisme responsable de proposer des projets au FIM et d'en élaborer le montage financier, le groupe de ressources techniques Bâtir son quartier, a donc sollicité une contribution financière de la Ville de Montréal pour les organismes promoteurs de ces projets. Deux de ces projets ont à ce jour été présentés et sont soumis aux instances (soit le présent sommaire décisionnel ainsi que le # 118 0640004 qui chemine concurremment). Le troisième projet (# 118 064 0006, pour un projet de 156 logements dans l'arrondissement de Lachine) sera soumis ultérieurement.

La demande déposée porte sur l'octroi d'une aide permettant aux organismes de boucler un montage financier assurant le maintien du ratio prêt/ valeur marchande établi par les prêteurs hypothécaires sur leurs prêts de premier et second rangs, et permettant la réalisation de travaux de rénovation échelonnée sur trois ans, le tout en conservant le niveau d'abordabilité actuel des immeubles.

Afin de préserver les offres d'achat le temps requis pour compléter le montage financier, le FIM a signifié au prêteur de premier rang et à son assureur (la SCHL) qu'il avançait les fonds devant provenir du prêteur de troisième rang (la Ville). Cette avance lui sera remboursée au moment où le prêt de la Ville sera décaissé.

Le cadre de développement à la Ville

Des analyses juridiques et financières menées par la Direction de l'habitation ont établi d'emblée que le projet des Habitations communautaires Olympia, tout comme les deux autres élaborés avec le FIM, ne pouvait pas être admis dans les programmes de logement social en vigueur (AccèsLogis Québec; AccèsLogis Montréal). La demande d'aide financière a donc été traitée dans le volet «abordable» du plan de développement de 12 000 logements sociaux, abordables et familiaux 2018-2021.

Ce volet prévoit accueillir des projets en mode projet-pilote, et en faire l'évaluation dans le but d'orienter la création de programmes municipaux de logements à coûts abordables. Pour les fins de ce volet, la définition de coûts abordables retenue est celle utilisée par la Ville et la Société d'habitation du Québec dans les programmes AccèsLogis Montréal et AccèsLogis Québec, c'est à dire, des loyers se situant sous les valeurs médianes du marché locatif existant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

-

DESCRIPTION

1. Le projet immobilier
Le projet vise l'achat et la remise en état d'un immeuble locatif sis dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, au 10 595-10 597 boulevard Olympia. Un côté de l'immeuble longe le boulevard Henri-Bourassa Est. L'immeuble a été construit en 1979.

L'immeuble compte 61 logements, comprenant 18 studios, 35 logements d'une chambre, 7 de deux chambres et un logement de trois chambres. Le loyer moyen au moment de l'achat se situe à 605 $ soit 83 % du loyer médian du secteur tel que reconnu dans le programme AccèsLogis, basé sur l'Enquête locative de la SCHL (soit 726 $ en 2017).

Le bâtiment s'inscrit dans une bande linéaire de conciergeries qui démarquent le boulevard Henri-Bourassa Est des secteurs résidentiels limitrophes. Cette bande linéaire est identifiée depuis plusieurs années comme zone de pauvreté croissante et secteur prioritaire d'intervention des organismes socio-communautaires et de santé locaux. L'immeuble loge une clientèle de personnes seules et de petits ménages familiaux.

2. L'organisme acquéreur

L'organisme «Habitations communautaires Olympia» est un OBNL créé en juillet 2018 par la Société d'amélioration de Pointe Saint-Charles (SOCAM), un OBNL d'habitation expérimenté qui, directement ou par ses affiliés (relevant du même conseil d'administration), détient ou gère 457 logements sociaux et abordables, non seulement dans le Sud-Ouest, mais aussi dans les secteurs Ahuntsic et Cartierville. En particulier, la SOCAM détient deux immeubles multi-locatifs, sous financement du FIM, sur le boulevard Henri-Bourassa Est, près de l'avenue Papineau, à peu de distance du projet.

3. L'aide financière

L'acquisition des immeubles requiert un montant global de 5 118 495 $, dont 4 900 000 $ pour l'achat et le reste pour les frais afférents (évaluation, taxe de mutation, prime SCHL, frais divers).

Le coût total du projet, incluant les travaux prévus, représente 6 931 857 $. Le montage du financement est structuré comme suit :

- 2 926 637 $ provenant d'une hypothèque conventionelle de premier rang d'un prêteur hypothécaire (Desjardins Entreprises - Est de Montréal), dotée d'une assurance hypothécaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL);
- 1 168 720 $ à titre de mise de fond, provenant d'un prêt du FIM remboursable à la quinzième année du projet et garanti par une hypothèque de second rang;
- 1 418 250 $ provenant de la Ville, sous forme d'un prêt sans intérêt remboursable à la quinzième année du projet et garanti par une hypothèque de troisième rang.
- 1 418 250 $, provenant de la Ville sous forme d'une subvention étalée sur trois années financières, dont la première année s'applique à l'acquisition et les 2e et 3 années à la réalisation de travaux.

Le tableau suivant expose les coûts financiers pour la Ville selon les années :

Contributions financières de la Ville de Montréal Habitations communautaires Olympia				
	2018	*2019*	*2020*	*Total*
Prêt	1 418 250 $	-	-	1 418 250 **$**
Subventions (achat)	567 300 $			1 418 250 **$**
Subvention (travaux)		425 475 $	425 475 $	
Total	1 985 550 $	425 475 $	425 475 $	2 836 500 **$**

Pourraient s'ajouter à ce montage, dans les limites prévues à la convention de subvention, des suppléments au loyer, que l'organisme prévoit demander à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour répondre aux locataires à très faible revenu qui sont actuellement logés dans les immeubles du projet, l'organisme voulant assurer le maintien en place de ces ménages dans des conditions plus convenables (c.à.d. avec une part moins grande de leur revenu consacrée au loyer).

4. Les conditions associées à l'aide de la Ville

Deux conventions devront être signées avec l'organisme Habitations Communautaires Olympia, soit une convention applicable à la subvention, et une autre accompagnant l'acte de prêt. Ces conventions définissent les modalités de l'aide et les conditions exigées par la Ville.

Les principales conditions exigées pour les aides financières sont les suivantes. L'organisme doit :

- utiliser les aides financières de la Ville uniquement aux fins de la réalisation du projet, soit 1 985 550 $ pour l'acquisition des immeubles et 850 950 $ pour la réalisation de travaux;
- réaliser les travaux prévus et ce, sans relocaliser les locataires (sauf si ceux-ci sont relocalisés à l'intérieur du bâtiment);
- assurer le maintien en bon état à long terme du bâtiment par la constitution d'une réserve de remplacement adéquate;
- souscrire à ses frais et maintenir en vigueur pendant toute la durée des conventions un contrat d'assurance pour l'immeuble, aux conditions stipulées par la Ville et dans lequel la Ville est désignée comme co-assurée.
- maintenir le loyer mensuel moyen des immeubles sous le niveau correspondant à 85 % du loyer médian du secteur, et respecter le Règlement sur les critères de fixation de loyer (RLRQ, c. R-8.1, r. 2); dans le but d'atteindre le loyer

moyen cible, ne pas excéder 25% de logements dont les locataires bénéficient d'un programme de supplément au loyer (PSL);
- respecter les projections déposées à la Direction de l'habitation relativement aux dépenses du budget de réalisation, aux recettes et déboursés d'exploitation, et aux réserves de remplacement, sous réserve d'ajustements ne pouvant pas dépasser 10 %; le cas échéant, tout ajustement supérieur à 10% sera assujetti à l'approbation de la Direction de l'habitation;
- déposer à la Direction de l'habitation, dans les trois mois suivant la fin de l'année financière du projet, son Rapport annuel et toute autre reddition de comptes répondant aux exigences de la Direction (par exemple, bilan de santé des immeubles, relevés détaillés des loyers, etc.);
- autoriser le Contrôleur général de la Ville à examiner tout document concernant les affaires et comptes de l'organisme;
- permettre, sur demande de la Ville, à un observateur de la Ville d'assister aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'organisme;
- être présent, dans la mesure où la Ville en fait la demande, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon les règles de ces instances, et répondre aux questions relativement aux conventions signées;
- remettre à la Ville, à la date de fin de la convention et sur demande de la Direction de l'habitation, toute somme non engagée à cette date.

Si l'administration de l'organisme passe entre les mains de tiers, ou si l'organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif, ou s'il fait défaut en regard des exigences de la convention, celle-ci prend fin, et la Direction de l'habitation peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'organisme.

L'organisme doit également s'engager dans un protocole de visibilité avec la Ville (en annexe aux conventions).

JUSTIFICATION

Le présent projet s'intègre dans une stratégie d'ensemble de la Direction de l'habitation à l'égard des secteurs où se concentrent des immeubles multilocatifs. Globalement, à l'échelle de Montréal, ces immeubles présentent les risques d'insalubrité et de détérioration les plus élevés . Ils constituent également un très important bassin de logements à coûts abordables, dans des secteurs qui, souvent, accueillent la première implantation des nouveaux arrivants. Ces immeubles logent également un pourcentage croissant des populations à faible revenu montréalaises. Le maintien en bon état de ces immeubles, et le maintien de leur niveau d'abordabilité, sont cruciaux tant pour les ménages concernés que pour la vitalité des quartiers.

Le projet s'inscrit également dans la recherche de nouvelles avenues de développement pérenne de logements sans but lucratif et abordables, en complément aux programmes existants de logement social et communautaire. Ces programmes demeurent essentiels, mais de par leur nature même, ne peuvent intervenir que dans certaines conditions. La démarche du FIM élargit la gamme des possibilités : dans le cas présent, il s'agit d'intervenir sur des immeubles qui sont encore en relativement bon état et pour lesquels l'acquisition par un OBNL permet de prévenir ou stopper le sous- investissement et la détérioration. Le modèle du FIM permet aussi que les travaux soient réalisés par étapes, sur quelques années (ce qui n'est pas possible avec les programmes de logements sociaux actuels), sans évincer les occupants actuels des logements et en maintenant des loyers abordables.

À ce jour, les aides financières offertes par la Ville dans ses programmes d'habitation comprennent d'une part des aides aux rénovations ponctuelles (travaux mineurs ou majeurs) faites par des propriétaires privés ou sans but lucratif et, d'autre part, des aides au développement (par construction ou achat-rénovation) de logements sociaux régis par des conventions de longue durée. Le projet, ainsi que les deux autres soumis par le FIM, introduit une catégorie intermédiaire au plan du financement, visant des produits sans but lucratif et ciblant des loyers sous les niveaux du marché, mais sans le cadre normatif et les garanties des actuels programmes de logement social. Le tableau suivant montre où se situent les projets du FIM en regard des autres formes d'aide financière offertes par la Ville.

Coûts reconnus par les programmes d'aide financière et subventions moyennes par logement

(Direction de l'habitation, décembre 2017)

	Rénovation à la carte	Projets FIM-BSQ	Rénovation majeure	AccesLogis Québec
Coût d'acquisition	-	103 875 $	-	191 700 $ [2]
Coût des travaux[1]	12 250 $	20 600 $	57 050 $	
Subvention à l'acquisition	-	13 100 $	-	87 650 $
Subvention aux travaux	4 075 $	14 700 $	21 650 $	

Notes :

1. Coût des travaux incluant les frais inhérents (frais permis, honoraires des professionnels, etc.)
2. Coût total de réalisation du projet incluant l'acquisition, les travaux, les frais financiers et de développement, les équipements, etc.

En ce sens, le suivi du présent projet et des deux autres projets du FIM (Sommaire # 1180640004 présenté concurremment, et sommaire # 118 0640006 à venir) permettra d'évaluer la pertinence et la faisabilité de développer un programme municipal d'aide au logement abordable, dans le cadre de la réalisation de 12 000 logements sociaux, abordables et familiaux.

Autres considérations

Comparabilité des coûts
L'analyse du montage financier et des études de viabilité déposées par le FIM révèle que le coût d'acquisition des immeubles du projet des Habitations communautaire Olympia se situe sous la valeur marchande établie par une évaluation indépendante (soit 4,9 M $ pour une valeur estimée à 5,1 M $). Le prix d'achat par logement (80 300 $) reflète le fait qu'il s'agit d'immeubles en bonne condition (par comparaison, les immeubles acquis dans le cadre du programme AccèsLogis sont souvent des immeubles très détériorés, voire insalubres).

L'analyse a par ailleurs noté des coûts de développement prévus de 206 200 $ intégrés au montage financier. Ces coûts correspondent en fait aux frais de gestion anticipés pour les trois années pendant lesquelles des travaux devront être programmés et réalisés. Le niveau de ces frais (3% du coût total du projet) demeure toutefois inférieur à celui des frais de développement reconnus dans le programme AccèsLogis par la Société d'habitation du Québec et la Ville.

Contrôle des risques
Habitations communautaires Olympia est un OBNL d'habitation mis en place par, et affilié à, la Société d'amélioration de Pointe Saint-Charles (SOCAM). Les analyses réalisées ont permis de constater une gestion globalement saine, en dépit d'enjeux de rénovation dans certains immeubles. La SOCAM dispose de capacités financières limitées du fait de la taille

et de la nature de son parc locatif (à 70% soumis à des conventions de financement et d'exploitation avec la SHQ, ce qui limite les possibilités d'inter-financement au sein du parc). Malgré la présence d'un conseil d'administration expérimenté, il demeure possible que le projet Habitations communautaires Olympia soit confronté à des facteurs empêchant le remboursement de la totalité du prêt consenti par la Ville (fluctuation de taux d'intérêt, évolution défavorable du marché, imprévus majeurs, etc.). Selon les informations transmises par l'organisme, les flux monétaires projetés futurs ne suffiront pas à rembourser la dette globale à la fin de la 15^{e} année; cette observation ne prend toutefois pas en compte la possibilité qu'une conjoncture favorable puisse améliorer la situation de l'organisme. Il n'est pas possible, à la présente étape, de garantir le remboursement, ce qui rend nécessaire un suivi continu du projet.

Malgré le fait que le prêt soit garanti par une hypothèque de 3e rang, la Ville pourrait courir un risque advenant un défaut de l'organisme. C'est pourquoi tant la subvention que le prêt sont assortis d'une convention, qui assure à la Ville un pouvoir de surveillance continue sur le projet. Compte tenu des éléments justificatifs évoqués plus haut, mais aussi des risques accrus associés à la position de prêteur de troisième rang, la Direction de l'habitation s'engage à produire annuellement, sur la base des états financiers et autres documents que devra fournir l'organisme, un rapport de suivi à l'intention du comité exécutif faisant état notamment de la progression des travaux prévus aux immeubles, du niveau des loyers, de l'état de la réserve de remplacement, du suivi des projections financières établies et de toute autre information pertinente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet implique des déboursés de 2 836 500 $ répartis sur trois années financières, soit $ 1 985 550 en 2018, 425 475 $ en 2019, et 425 475 $ en 2020. Le financement de ce projet proviendra de l'affectation de surplus budgétaires de compétence locale de 1 985 550 $ prévus en 2018 et demandera l'ajustement de la base budgétaire d'un montant de 425 475 $ pour l'année 2019 et d'un montant de 425 475 $ pour l'année 2020. Notons que la législation québécoise requiert qu'en contrepartie du prêt, une réserve comptable de même valeur soit créée.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le maintien d'une offre résidentielle à coût abordable est un élément reconnu et fondamental d'un développement urbain viable, pouvant répondre à un ensemble de besoins sociaux tout en contribuant à la vitalité des quartiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus de répondre directement et de façon pérenne aux besoins de 61 ménages locataires en conservant des loyers abordables dans un immeuble multi locatif, le projet contribue à consolider le secteur Henri-Bourassa Est, et s'inscrit dans une démarche d'ensemble visant 307 logements à loyers abordables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est élaboré avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les dates de versement des sommes sont prévues aux conventions, et s'effectueront en 2018, 2019 et 2020. L'acte hypothécaire sera fait d'ici la fin de 2018. À cet égard, le présent sommaire propose de déléguer à la Directrice de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire la signature de l'acte hypothécaire au nom de la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christian BORYS, Service des finances

Lecture :

Christian BORYS, 3 août 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LAFERRIÈRE
Conseillère au développement de l'habitation

Tél : 872-5897
Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-08-02

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation

Tél : 514 872-3882
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2018-08-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - SMVT - remplacement
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2018-08-06

SOCIÉTÉ D'AMÉLIORATION
DE POINTE-SAINT-CHARLES

SOCAM

2125 St-Patrick, Montréal (Québec) H3K 0B9
Téléphone: 514-932-7742 Télécopieur: 514-932-0148
Courriel: infolog@gestionsocam.org

Montréal, le 25 août 2020,

Madame Marianne Cloutier
Direction du Service de l'Habitation
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Demande de modification de la convention de prêt et de contribution signée avec la Ville de Montréal pour le projet des Habitations Olympia.

Madame,

Par la présente, nous soumettons à la Ville de Montréal une demande afin de modifier la convention de prêt et de contribution, signée entre les Habitations Olympia et la Ville de Montréal le 30 août 2018 (ci-après "Convention"). La demande vise à modifier l'actuel plafond du nombre de logements pouvant bénéficier du Programme supplément au loyer (PSL) afin, d'une part, régulariser la situation actuelle et, d'autre part, permettre une réponse adéquate aux besoins des ménages à très faible revenu dans le quartier Ahuntsic.

Au moment de l'acquisition le 26 octobre 2018, 20 logements bénéficiaient du PSL sur un total de 61 logements, soit un ratio de 33%. Il s'agit ici d'un contexte existant. Compte tenu des besoins spécifiques en logements abordables dans le quartier et dans le but de permettre un maintien en logement des ménages à faible revenu, nous demandons que le plafond de 25% soit retiré de la Convention, ou pour le moins, établi à un ratio plus élevé que 35%.

Par ailleurs, une demande de financement a été soumise et acceptée dans le cadre du Fonds National de Co-Investissement pour le Logement de la SCHL (FNCIL). Un des critères d'admissibilité consiste à l'abordabilité des loyers. Le critère d'abordabilité de la SCHL est plus exigeant que celui de la Convention. Ici, la présence de plus de 30% des logements bénéficiant du PSL a été l'élément déterminant pour répondre au critère d'abordabilité. La subvention FNCIL, au montant de 637 135 $, permet de compenser l'inflation des coûts de travaux depuis la signature de la Convention et d'augmenter la portée des travaux, assurant ainsi la pérennité et la sécurité des bâtiments.

Nous vous remercions d'avance pour la considération de notre demande.

Veuillez agréer Madame, l'expression de nos considérations les plus sincères.

Murielle Sauvé
SOCAM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1204990001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division gouvernance et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une période de trois (3) ans à compter du 22 septembre 2020, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la déclaration de compétence du conseil municipal quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation du rendement des entrepreneurs et des fournisseurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme

Il est recommandé :
de prolonger, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la déclaration de compétence du conseil municipal pour une période de trois (3) ans quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des fournisseurs et des entrepreneurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-27 09:22

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204990001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division gouvernance et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une période de trois (3) ans à compter du 22 septembre 2020, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la déclaration de compétence du conseil municipal quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation du rendement des entrepreneurs et des fournisseurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme

CONTENU

CONTEXTE

L'entrée en vigueur le 26 juin 2013, du paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (ci-après "LCV") a accordé aux municipalités la discrétion « […] de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant ». Cette disposition confère aux municipalités une large discrétion quant à l'utilisation, ou non, d'un processus d'évaluation de rendement et quant à la considération, ou non, d'une évaluation de rendement insatisfaisant lors de l'adjudication d'un contrat. Sur recommandation de la Commission d'examen sur les contrats, par la résolution CM13 1028 du 24 septembre 2013, le conseil municipal a demandé que soit mis en place dans les meilleurs délais un système d'évaluation de rendement qui permettrait de juger adéquatement la performance et la qualité des travaux effectués par les entrepreneurs et des produits offerts par les fournisseurs.

Les évaluations de rendement d'un entrepreneur ou d'un fournisseur étaient alors réalisées soit par les unités d'affaires utilisatrices des contrats, soit par les services corporatifs détenant l'expertise technique. Une panoplie de structures avaient été mises en place pour réaliser les évaluations et il était difficile de connaître le niveau de satisfaction de la Ville à l'égard d'un fournisseur pour des contrats antérieurs semblables. Devant ces enjeux, la Direction générale avait alors désigné le Service de l'approvisionnement (ci-après ''SAPP'') responsable de la mise en place d'un système d'évaluation de rendement des fournisseurs et entrepreneurs.

L'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil municipal, s'il estime qu'il en va de l'intérêt général de la Ville, peut se déclarer compétent à l'égard de l'exercice d'un pouvoir ou d'une compétence que la loi attribue à l'ensemble des arrondissements,

selon certaines conditions. Ainsi, le 21 septembre 2015, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal s'est déclaré compétent, pour une période de cinq (5) ans, à l'égard de tous les arrondissements quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des entrepreneurs et des fournisseurs prévue au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la LCV.

Suite à sa désignation par la Direction générale, le SAPP a entrepris les démarches nécessaires à la mise en place d'un comité de travail incluant plusieurs unités d'affaires afin de recueillir leurs constats, leurs problématiques et les contraintes rencontrées au cours de la réalisation des évaluations de rendement. En novembre 2015, les résultats du comité de travail ont été pris en compte par le SAPP qui a rédigé et présenté un encadrement qui précisait les rôles et les responsabilités des divers intervenants liés à l'évaluation de rendement d'un entrepreneur ou d'un fournisseur.

Au cours de l'année 2019, le comité de travail s'est réuni à maintes reprises et a apporté des améliorations à l'encadrement, et ce, en réponse aux recommandations du rapport du vérificateur général de 2018, soit:
· la modification des paramètres de sélection des dossiers selon leur impact sur la capacité des unités d'affaires à réaliser les évaluations;
· l'ajustement des thèmes des grilles d'évaluation en fonction de l'expérience acquise au cours des dernières années;
· l'ajout d'un nouveau domaine d'affaires, soit les "Services généraux techniques";
· la modification du suivi de contrat et d'évaluation concernant les firmes à rendement insatisfaisant.

Le présent sommaire décisionnel recommande la prolongation, pour les trois (3) prochaines années, de cette déclaration de compétence visant l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des entrepreneurs et des fournisseurs afin de réunir les meilleures conditions d'évaluation, soit: l'efficacité, la transparence et l'intégrité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM15 1107 du 21 septembre 2015 – «Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal compétent, pour une période de cinq (5) ans, quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des fournisseurs et entrepreneurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme.»

DESCRIPTION

La mise en place d'un processus d'évaluation de rendement efficace assure la cohérence des décisions de la Ville à cet effet en plus d'assurer l'établissement de règles uniformes destinées aux intervenants municipaux ainsi qu'aux cocontractants qui seront évalués.

La validité d'une évaluation de rendement insatisfaisant tient, entre autres, au fait qu'elle « […] a été réalisée par la personne désignée à cette fin par le conseil de la municipalité […] » (deuxième alinéa du paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la LCV), et qu'à l'intérieur des délais prévus, l'évaluation de rendement insatisfaisant ait été « […] approuvée par le conseil de la municipalité […] » (cinquième alinéa du paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la LCV). Par conséquent, les décisions relatives à un rendement insatisfaisant ont donc avantage à relever d'une seule instance décisionnelle, notamment pour assurer une cohérence, tant dans les décisions relatives à la tenue des évaluations que dans celles relatives à l'approbation de ces dernières.

Dans ce contexte, il est dans l'intérêt de la Ville de recommander la prolongation de la déclaration de compétence du conseil municipal pour une période de trois (3) ans, quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des entrepreneurs et des fournisseurs qui contractent avec l'une ou l'autre des instances de la Ville et qu'il agisse dans :

- la désignation de la personne responsable de l'évaluation;
- l'approbation des évaluations de rendement insatisfaisant.

Le pouvoir d'octroyer ou de refuser toute soumission provenant d'un entrepreneur ou d'un fournisseur ayant fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme, demeure toutefois sous la juridiction de chaque instance décisionnelle compétente à cet effet.

En 2019, le SAPP a effectué un bilan de l'application de ce processus afin de préparer le renouvellement de la centralisation de la compétence au conseil municipal prévu en 2020. À la lumière des résultats obtenus dans ce bilan, le SAPP recommande la poursuite de l'application d'un processus uniforme, la mise en place des bonifications répondant aux recommandations du vérificateur général, et le maintien de l'unicité de l'instance décisionnelle exerçant les pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des entrepreneurs et des fournisseurs.

JUSTIFICATION

Cohérence des décisions

Comme la Ville compte plusieurs instances décisionnelles, l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des entrepreneurs et des fournisseurs, prévu au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la LCV, se doit de continuer à être exercé par une seule et même instance décisionnelle, à savoir le conseil municipal.

Sans l'adoption d'une résolution selon l'article 85.5 de la charte, l'ensemble des pouvoirs et des compétences liées aux évaluations de rendement seraient exercés par l'entremise de chacune des instances décisionnelles de la Ville (le conseil municipal, le comité exécutif, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements) et, par conséquent, chaque évaluation de rendement insatisfaisant approuvée par l'une ou l'autre des instances décisionnelles devrait être considérée par les autres instances au moment de l'octroi d'un contrat. Dans ce contexte, pour assurer une cohérence dans les dossiers présentés aux instances, les arrondissements et la ville-centre devraient:

- constituer leur propre liste distincte de firmes à rendement insatisfaisant, sans avoir l'obligation de centraliser les informations;
- effectuer les évaluations de rendements de leurs cocontractants en adoptant des paramètres de sélection des dossiers propres à chacun, sans obligation d'une uniformité commune;
- compiler, au sein des dossiers d'évaluation de rendement insatisfaisant, des renseignements qui seront transmis aux décideurs pour approbation, sans obligation d'uniformité;
- adopter leurs propres pratiques, procédures, processus et outils servant à produire leurs évaluations de rendement, ce qui pourrait générer une importante confusion chez les responsables des unités d'affaires.

Résultats de l'évaluation de rendement

La déclaration de compétence par la ville-centre a permis le développement et la mise en

œuvre d’un processus commun d’évaluation de rendement.

Depuis son déploiement, plusieurs cocontractants ont fait l’objet d’une évaluation de rendement insatisfaisant. De septembre 2015 à février 2020, des cinq cent soixante-seize (576) dossiers qui ont été évalués, dix-neuf (19) fournisseurs ont été inscrits sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (voir le tableau en pièce jointe du présent sommaire décisionnel) et neuf (9) sont actuellement encore inscrits. L'inscription d’une des firmes a été prolongée parce qu’elle a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant à quelques reprises.

Ces évaluations de rendement ont permis à la Ville :

- de se positionner comme un acquéreur sérieux et de responsabiliser les entreprises dans leurs liens contractuels;
- de se doter d’un levier essentiel permettant de s’assurer du respect des exigences contractuelles;
- de bien se positionner pour évaluer la performance et la qualité des travaux effectués et des biens fournis;
- d’assainir le marché des entrepreneurs et des fournisseurs en éliminant pour une période de deux (2) ans ceux qui représentent un risque pour la bonne réalisation des contrats.

Concertation

Un comité de travail, constitué de seize (16) représentants des unités d'affaires de la Ville, a la responsabilité d’optimiser la démarche d’évaluation de rendement des entrepreneurs et des fournisseurs, tout en tenant compte des besoins et des contraintes opérationnelles des diverses unités d’affaires. Ce comité se trouve sous la gouvernance du SAPP.

Le comité a émis plusieurs recommandations et plusieurs améliorations ont été apportées à l’encadrement, aux grilles d’évaluation ainsi qu’au processus d'évaluation. Ces mises à jour seront présentées aux instances au cours des prochains mois. Le comité de travail doit être maintenu en permanence afin d'assurer le suivi des changements effectués et des recommandations qui sont adressées par le vérificateur général, de voir à leur application et de maintenir la cohérence du processus.

Pour maintenir la cohérence du processus d’évaluation de rendement pour toutes les unités d’affaires de la Ville, incluant les arrondissements, il est donc essentiel:

- de ne conserver qu’une seule instance décisionnelle responsable de l’approbation de toutes les évaluations de rendement insatisfaisant de la Ville;
- d'appliquer des règles uniformes destinées à tous les intervenants municipaux, notamment par le biais de documents et outils standardisés;
- de centraliser la liste des firmes à rendement insatisfaisant et d’effectuer les mises à jour nécessaires, en consignant, entre autres, les décisions des instances et l’expiration des sanctions imposées aux firmes qui y sont inscrites;
- d’assurer la formation des intervenants de la Ville;
- de maintenir les activités du comité de travail.

Voici les raisons qui ont motivé le changement de durée de la déclaration de compétence de 5 ans à 3 ans.

Les nouvelles orientations du Service de l'approvisionnement visent entre autres, à renforcer et optimiser les processus de gestion de contrat et d'évaluation des fournisseurs et procéder à leur mise en application

et ce par :

1. La création d'une équipe dédiée à l'administration de contrat et l'évaluation des fournisseurs et composée de professionnels et de préposé à la gestion de contrats. La section est déjà créée et la gestionnaire est en place. La dotation des postes est en cours.

2. La prise en charge, par le Service de l'approvisionnement via cette nouvelle équipe, du volet administratif de la gestion de tous les contrats dont l'appel d'offres aurait été effectué par le Service de l'approvisionnement. Cette équipe devra aussi supporter les unités d'affaires dans leur volet technique de la gestion de contrat en assurant par exemple, l'interprétation des clauses ou l'application des cautionnements, et faire le lien avec le Service juridique lorsque requis.

3. La contribution à l'évaluation des fournisseurs pour ce qui est du respect des clauses contractuelle entre autres et consolider le tout avec l'évaluation effectuée par le Service requérant.

4. La mise en application du processus optimisé d'évaluation des fournisseurs et des nouveaux seuils proposés (voir GDD et présentation en annexe), s'assurer de leur opérationnalisation et évaluer leur efficacité.

Dans ce contexte, le Service de l'approvisionnement veut se donner une période de 3 ans afin de mettre en application les 4 points cités, s'assurer de leur arrimage et procéder aux ajustements requis et les intégrer aux deux articles 85-5 (renouvellement des compétences approvisionnement et évaluation des fournisseurs) qui viendraient dans ce cas, à échéances en même temps.

L'arrimage des deux échéances va permettre à l'administration générale et à nos élus d'évaluer en même temps l'ensemble des changements apportés au processus de gestion de contrat et d'évaluation des fournisseurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Des coûts administratifs sont à considérer pour la réalisation des évaluations de rendement impliquant plusieurs parties prenantes, pour la formation du personnel désigné au sein des unités d'affaires, pour la réalisation des évaluations et pour les activités du comité de travail.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les principaux impacts associés à une non reconduction du 85.5 sont:

- la décentralisation du processus;
- l'absence d'obligations communes;
- la difficulté de mettre en application et de respecter les recommandations du vérificateur général;
- l'adoption par chaque unité d'affaires de ses propres pratiques, procédures et outils;
- la perte d'uniformité et de crédibilité du processus de la Ville;
- la perte de la centralisation des informations consignées sur les fournisseurs évalués, ce qui compliquerait de beaucoup la gestion des opérations;

- la dissipation des travaux en cours qui sont voués à la bonification du processus actuel;
- la reddition de comptes beaucoup plus difficile.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Service de l'approvisionnement communiquera avec les unités d'affaires suite à l'approbation de ce sommaire décisionnel par les instances. Le comité de travail sera mis à contribution afin d'assurer le succès du plan de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 2 septembre 2020
CM: 21 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, règlements et encadrements en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Georges-Étienne GROULX
Conseiller(ere) aux normes

Tél : 514 872-8068
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-10

Pierre GATINEAU
C/D Gouvernance et normalisation

Tél : 514-872-0349
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
Directrice - Direction acquisition
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
Directeur de service - Approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-07-24

Montréal

Bilan sur le processus d'évaluation de rendement des fournisseurs

Renouvellement du 85.5 venant à échéance le 21 septembre 2020

Service de l'approvisionnement

Dean Gauthier, directeur

Montréal

- Mise en contexte
- Bilan du dernier 85.5
- Rapport du vérificateur général
- Renouvellement du 85.5
- Risques associés à une non-reconduction du 85.5

Montréal

CADRE LÉGAL

L'entrée en vigueur le 26 juin 2013 du paragraphe 2.0.1 de ***l'article 573 de la Loi sur les cités et villes*** *(LCV) a accordé aux municipalités* ***la discrétion***

> ***[...] de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant.***
>
> Article de la loi sur les cités et villes (LCV)

Montréal

MISE EN CONTEXTE

- Le 21 septembre 2015, en vertu de l'article 85.5 de la charte de la Ville de Montréal, ***le conseil de la Ville s'est déclaré compétent***, pour une période de cinq ans et à l'égard de tous les arrondissements, quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation de rendement des fournisseurs et des entrepreneurs.
- Le Service de l'approvisionnement a été mandaté par la Direction générale de mettre en place un système d'évaluation des fournisseurs et des entrepreneurs via la résolution CM 13 1028 du 24 septembre 2013.

Montréal

ACTIONS RÉALISÉES

Processus et formation

✓Mise en place du **processus d'évaluation** de rendement des fournisseurs et de l'**encadrement** le régissant;

✓Développement et déploiement d'un **programme de formation** couvrant tous les volets du processus d'évaluation de rendement;

✓Offre de formation à tous les employés de la Ville ayant à produire des appels d'offres ou ayant à réaliser de la gestion de contrat;

✓Un total de **681personnes** ont été formées, depuis le déploiement de la formation en 2015, dont **38% dans les arrondissements.**

Montréal

ACTIONS RÉALISÉES

Page Intranet

Mise en place d'une page Intranet facilitant l'accès à diverses informations et outils en lien avec le processus, dont :

- Encadrement et guides de référence
- Grilles d'évaluation et modèles de correspondances avec les fournisseurs



Montréal

ACTIONS RÉALISÉES

Outil informatique

✓Développement d'un outil informatisé destiné au suivi des évaluations, à la gestion automatisée du questionnaire, aux grilles d'évaluation, à la planification, à l'inscription des interventions et au suivi de contrat;

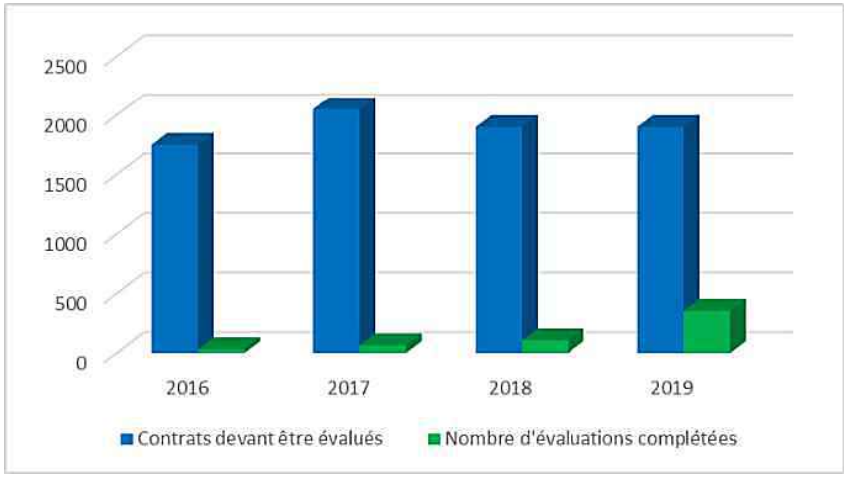
✓Déploiement de l'outil en mode pilote au Service de l'approvisionnement;

✓L'outil n'a pas été déployé à l'échelle de la Ville, celui-ci ne répondant pas aux nouveaux standards de sécurité du STI. Une fiche de projet visant l'acquisition d'une solution corporative robuste a été déposée au STI.

Montréal

BILAN - ÉVALUATION

Mandat : Évaluer tous les contrats de plus de 100 000$



Nombre d'évaluations complétées pour les contrats estimés à plus de 100 000$

Année	Contrats devant être évalués	Nombre d'évaluations complétées	Nombre d'évaluations insatisfaisantes
2016	1750	31	0
2017	2050	64	9
2018	1900	108	10
2019	1900	353	14
		7,3%	5,9%

Constat :

Bien que le nombre d'évaluations ait augmenté à chaque année, le nombre total d'évaluations effectuées est loin de la cible puisque **moins de 10%** des contrats ont étés évalués. **L'objectif fixé n'a pas été atteint.**

Montréal

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

En 2018, le vérificateur général a ciblé l'évaluation de rendement des fournisseurs pour un audit: « La qualité et le nombre de rapports d'évaluation reçus par le Service de l'approvisionnement permettent d'identifier des **lacunes au sein de l'encadrement actuel** ».

Vérificateur général de la Ville de Montréal

Recommandations du VG:

- Au Service de l'approvisionnement, aux services centraux et aux arrondissements: de s'assurer de l'application de l'ensemble des dispositions de la «Directive sur l'évaluation de rendement des fournisseurs »;
- Au Service de l'approvisionnement: de poursuivre l'initiative amorcée de l'«outil de gestion contractuelle »;
- Au Service de l'approvisionnement: de réaliser un bilan de l'application de la directive sur l'évaluation de rendement des fournisseurs à l'échelle de la Ville afin d'obtenir un portrait plus complet en prévision de la reddition de comptes prévue en 2020.

Montréal

IMPACT DES ÉVALUATIONS

Bien que l'octroi de contrat à des firmes inscrites sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant

- Suscite des questions en provenance des médias
- Remet en question la crédibilité de certaines évaluations
- Peut porter à confusion (efficacité et les décisions des élus)
- Remet en question la profondeur des analyses, la documentation et les justifications de la Ville soutenant ces octrois

celui-ci peut néanmoins être justifié dans un contexte de marché très restreint et puisque l'évaluation de rendement insatisfaisant permet à la Ville de suivre les contrats de façon rigoureuse et d'amener le fournisseur à améliorer sa prestation.

Montréal

BILAN DES CONSTATS

Le bilan des cinq dernières années, les commentaires soulevés par les unités d'affaires ainsi que les constats du VG ont démontré que l'évaluation systématique des contrats d'une valeur de plus de 100 K$ ne pouvait être réalisée:

- La valeur des contrats, critère unique pour exiger une évaluation, a généré un volume important de contrats à évaluer (près de 2 000 par an)
- Incapacité des unités d'affaires à traiter le volume exigé
- Incapacité des unités d'affaires à déployer les efforts requis dans le cadre de l'évaluation des dossiers les plus à risque

Ce sont ces constats qui ont mené le SAPP à déclencher la revue des processus et des critères actuellement utilisés pour déterminer les dossiers à évaluer.

Montréal

Renouvellement du 85.5



Montréal

MISE EN CONTEXTE

Suite au bilan des cinq dernières années, et en prévision du renouvellement de l'article 85.5 arrivant à échéance le 21 septembre 2020, le Service de l'approvisionnement a procédé à:

- La réévaluation des processus en place dans le respect de l'application de l'article de loi;
- La mise en place de comités de travail regroupant plusieurs unités d'affaires;
- Le recueil des constats, problématiques et contraintes rencontrés par les unités d'affaires dans le cadre des comités de travail;
- Un recours au réseau municipal de balisage Canadien;
- L'analyse des constats du vérificateur général émis dans son rapport daté du 15 mars 2019.

Montréal

RECOMMANDATIONS

- Reconduire le 85.5 pour **3 ans** afin de valider la capacité opérationnelle de mise en application des critères révisés et d'aligner son échéance à celui **du 85.5 relatif au modèle d'affaires** en approvisionnement.
- Mettre en place **un comité permanent** pour l'évaluation, la bonification du nouveau processus et des critères;
- **Répondre aux recommandations du VG** en implantant le nouveau processus.

Montréal

Risques associés à une non-reconduction du 85.5

- Décentralisation du processus
- Aucune obligation commune
- Difficulté de mettre en application et de respecter les recommandations du VG
- Chaque unité d'affaires pourrait adopter ses propres pratiques, procédures et outils
- Perte d'uniformité et de crédibilité du processus de la Ville
- Perte de la centralisation des informations sur les fournisseurs évalués qui compliquerait la gestion des opérations
- Perte du travail en cours de bonification du processus actuel
- Reddition de comptes beaucoup plus difficile

Montréal

DÉCENTRALISATION – CAS PRATIQUE

Exemple 1

Trois (3) arrondissements accordent chacun un contrat, à la même firme, pour des travaux et qualité d'exécution identique.

- Le premier arrondissement n'effectue **aucune évaluation** de rendement;
- Le second arrondissement est complaisant dans ses exigences d'évaluation et le fournisseur obtient une **note de 85%,** note supérieure à **sa note de passage qui est fixée à 60%.** Son rendement est donc satisfaisant.
- Le troisième arrondissement a développé des procédures d'évaluation plutôt strictes et ses exigences sont élevées, ainsi, le fournisseur obtient **une note de 55%,** note inférieure à **sa note de passage qui est de 75%.** Son rendement est donc insatisfaisant.

3 traitements différents qui pourraient affecter la crédibilité du processus

Montréal

DÉCENTRALISATION – CAS PRATIQUE

Exemple 2

Deux (2) arrondissements définissent des critères différents pour effectuer l'évaluation de rendement:

- Le premier arrondissement produit des évaluations de rendement uniquement sur les projets de construction;
- Le second arrondissement procède à des évaluations de rendement dans tous les domaines seulement au-delà d'une valeur de contrat de 500 000$.

Un telle situation occasionnerait une confusion chez les adjudicataires puisque nous évaluons les dossiers d'achat de différentes façons, au sein d'une même ville.

Une telle situation pourrait avoir comme conséquence d'identifier la Ville de Montréal comme un donneur d'ordre incohérent et désordonné.

Montréal

Évaluation de rendement des fournisseurs
Tableau synthèse des activités par unité d'affaires
de septembre 2015 à février 2020

Unité d'affaires	Nombre de dossiers traités	Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant
Arrondissement Ahuntsic-Cartierville	21	
Arrondissement Anjou	20	
Arrondissement Côte des neiges – Notre Dame de Grâce	16	3
Arrondissement Ile Bizard	1	
Arrondissement Lachine	42	1
Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	7	1
Arrondissement Montréal Nord	18	
Arrondissement Pierrefonds-Roxboro	13	
Arrondissement Plateau Mont-Royal	21	2
Arrondissement Rivière-des-Prairies Pointe-aux-Trembles	5	
Arrondissement Rosemont-Petite-Patrie	40	1
Arrondissement Saint-Laurent	69	
Arrondissement SIVT		
Arrondissement Saint-Léonard	62	
Arrondissement Sud-Ouest	12	
Arrondissement Verdun	3	1
Arrondissement Ville-Marie	8	3
Arrondissement Villeray Saint-Michel	20	1
Service de l'appprovisionnement	6	1
Service des communications	1	
Service de la concertation des arrondissements	17	
Direction générale	1	
Espace pour la vie	6	
Service des Grands Parcs	20	
Service du matériel roulant et des ateliers	7	
Service de l'eau	15	
Service de l'environnement	1	
Service de police	3	
Service du greffe	5	
Service de la gestion des projets immobiliers	4	1
Service des infrastructures – voirie et transport / infrastructure réseau routier	102	2
Service de l'urbanisme	2	
Concertation des arrondissements et arrondissement Sud Ouest	2	2
TOTAL des évaluations de rendement	**576**	**19**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204990001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division gouvernance et développement
Objet :	Prolonger, pour une période de trois (3) ans à compter du 22 septembre 2020, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la déclaration de compétence du conseil municipal quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation du rendement des entrepreneurs et des fournisseurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil de la ville peut prolonger sa déclaration de compétence quant à l'exercice des pouvoirs liés à l'évaluation du rendement des entrepreneurs et des fournisseurs prévus au paragraphe 2.0.1 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, à l'exception du pouvoir de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, dans la mesure où cette soumission est jugée la plus basse conforme .

Puisque la résolution a pour effet de prolonger l'application d'une déclaration de compétence pour une période excédant deux ans, la résolution doit être approuvée à la majorité des deux tiers des voix des membres du conseil.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Julie FORTIER
Avocat et Chef de division
Tél : 514 872-6396
Division : Droit public et législation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1201009006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du square Chaboillez.

Il est recommandé d'offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et la réalisation des travaux de réaménagement du square Chaboillez.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-27 19:47

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201009006**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du square Chaboillez.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite du déménagement des activités du Planétarium Dow dans le nouveau Planétarium Rio Tinto Alcan, situé sur le site du Parc Olympique, au mois d'octobre 2011, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a lancé, en mars 2012, un appel public de propositions afin de vendre l'immeuble situé au 1000, rue Saint-Jacques Ouest, connu sous le nom du « Planétarium Dow », constitué des lots 1 853 420 et 2 975 650 (voir la Carte de localisation en pièce jointe). La mise à prix était fixée à 1 800 000 $.
À l'ouverture des soumissions, la Ville n'a reçu qu'une seule proposition, soit le projet soumis par Les Académies Culinaires du Québec inc. qui s'est avéré non conforme aux conditions prévues dans le cahier d'appel public de propositions. En conséquence, l'appel public de propositions a donc été annulé par le CE, le 5 septembre 2012.

Par la suite, le SGPI a soumis deux projets de redéveloppement au CE pour information et orientation, soit les projets respectifs de Les Académies Culinaires du Québec inc. et de l'École de technologie supérieure (ÉTS) reçus parallèlement au processus d'appel public de propositions. À la suite de l'analyse de ces deux projets par le CE, ce dernier a recommandé au SGPI de donner suite au projet de l'ÉTS, et ce, gratuitement et selon les autres conditions prévues au projet d'acte.

Aux termes de la résolution CM13 0221 adoptée par le conseil municipal le 19 mars 2013, il a été résolu d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville donne à l'ÉTS, l'immeuble connu sous le nom du « Planétarium Dow », conditionnellement au respect de plusieurs obligations dont notamment la rénovation de l'immeuble et l'aménagement d'une place publique au sud de celui-ci.

En date d'aujourd'hui, l'ÉTS a complété la rénovation de l'immeuble et les travaux d'aménagement de la place publique au sud sont présentement en cours de réalisation.

Localisé au nord de l'immeuble sur le même îlot, le square Chaboillez, situé sur les lots 2 975 649 et 2 160 272, est une propriété de la Ville de Montréal (voir la Carte de localisation en pièce jointe).

Dans la foulée des travaux réalisés par l'ÉTS et afin de compléter la restauration de

l'ensemble de l'îlot, l'Arrondissement de Ville-Marie désire procéder au réaménagement du square Chaboillez.

Il est à noter que les interventions prévues au square Chaboillez ainsi qu'à l'ensemble de l'îlot sont énoncées dans le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des gares. Le PPU du Quartier des gares a comme objectif principal de consolider le Centre des affaires de Montréal, en offrant notamment à la population un milieu de vie attrayant et convivial.

L'Arrondissement de Ville-Marie a juridiction quant au réaménagement du square Chaboillez, mais désire se prévaloir des dispositions du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal selon lequel : « le conseil de la ville peut, aux conditions qu'il détermine, fournir à un conseil d'arrondissement un service relié à une compétence relevant de ce dernier. ». Le présent sommaire décisionnel porte sur l'adoption par le conseil municipal d'une résolution à cette fin. Celle-ci prendra effet à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1112 - 22 octobre 2019 - Approuver un projet d'acte aux termes duquel la Ville accorde à l'École de technologie supérieure un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2020, pour terminer les travaux prévus à l'acte de donation, intervenu le 10 avril 2013, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 19 852 020, et ce, en regard de la place publique devant être aménagée sur le lot 2 975 650. N/Réf. : 31H05-005-7970-02
CM16 0583 - 16 mai 2016 - Approuver un projet d'acte afin de prolonger le délai de réalisation des obligations contractées dans l'acte de donation jusqu'au 9 janvier 2018.

CM16 0152 - 26 janvier 2016 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des gares délimité par les boulevards René-Lévesque et Robert-Bourassa et les rues Notre-Dame, de la Montagne, Saint-Jacques et Lucien-L'Allier

CM13 0221 - 19 mars 2013 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville cède, à titre gratuit, à l'École de technologie supérieure, l'immeuble situé au 1000, rue Saint-Jacques Ouest, connu sous le nom du « Planétarium Dow », dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué des lots 1 853 420 et 2 975 650 du cadastre du Québec / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 975 650 du cadastre du Québec.

SMCE121195012 - 12 décembre 2012 - Mandater la DSTI afin d'entreprendre les démarches nécessaires pour donner suite à la proposition de l'École de technologie supérieure ci- après désignée (l'« ÉTS »), après avoir pris connaissance, pour orientation, par le comité exécutif du dossier 1121195012 et de la présentation lors de la séance du 12 décembre 2012.

CE12 1444 - 5 septembre 2012 - Rejeter la proposition soumise par M. François Martel pour l'Immeuble situé au 1000, rue Saint-Jacques Ouest, connue sous le nom du « Planétarium Dow », dans l'arrondissement de Ville-Marie, au montant de 1 850 000 $ et autres conditions stipulées / Annuler l'appel public de propositions pour la vente de l'Immeuble situé au 1000, rue Saint-Jacques Ouest, connu sous le nom du « Planétarium Dow » (CE12 0341) et de mandater la DSTI pour négocier de gré à gré avec l'Académie en obtenant ainsi l'ensemble des informations jugées pertinentes pour l'analyse d'une éventuelle proposition.

CE12 0341 - 14 mars 2012 - Autoriser le lancement d'un appel public de propositions pour la vente de l'Immeuble situé au 1000, rue Saint-Jacques Ouest, connu sous le nom du « Planétarium Dow ».

DESCRIPTION

Il s'agit d'offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie la fourniture de services ayant pour objet de planifier et de réaliser le projet de réaménagement du square Chaboillez en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal. Cette offre de services sera sous la responsabilité de la Division de l'aménagement et des grands projets du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), qui agira à titre de requérant, et de la Division des grands projets du Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), qui agira à titre d'exécutant.
En vertu du Règlement 07-053, les arrondissements exercent les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement exerçaient au 31 décembre 2005 quant à l'aménagement et le réaménagement du domaine public dans le secteur désigné comme le centre-ville.

Cette offre de services consiste donc, eu égard aux compétences relevant de l'arrondissement, à :

- planifier, coordonner et assumer la gestion de l'ensemble du projet;
- préparer ou coordonner les appels d'offres et octroyer les contrats pour la réalisation des travaux;
- mandater Bell Canada, la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), Hydro-Québec, Énergir et toute autre entreprise d'utilité publique pour réaliser les travaux nécessaires;
- exécuter la surveillance des travaux ou déléguer cette responsabilité à une firme désignée par la Ville;
- prendre la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage des travaux sans exclure la possibilité d'en déléguer une partie ou la totalité à une firme spécialisée désignée par la Ville;
- prendre en charge la gestion des impacts et des communications durant les travaux;
- prendre toutes les responsabilités techniques associées au projet.

JUSTIFICATION

Par soucis de coordination et d'intégration des projets limitrophes, l'arrondissement souhaite que la réalisation des travaux sur le square Chaboillez soit prise en charge par le SUM et le SIRR, de la Ville centre. Des résolutions similaires en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (offre de services du CM et acceptation du CA) sont nécessaires afin que le SUM et le SIRR puissent planifier et effectuer des travaux sur le square Chaboillez, alors que ces derniers sont de la responsabilité d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du projet de réaménagement du square Chaboillez est assuré par le programme Accès Jardins, géré par l'Arrondissement de Ville-Marie. Le budget sera précisé lors de la planification du projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de réaménagement du square Chaboillez vise notamment le verdissement du secteur et la réduction des îlots de chaleur urbains. Par ailleurs, les nouveaux aménagements favorisent les déplacements actifs en accordant plus de place aux piétons.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'accord entre le conseil municipal et le conseil d'arrondissement en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le projet de réaménagement du square Chaboillez ne pourra pas être réalisé par les services centraux de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tel que convenu avec le Service des communications, aucune intervention de communications n'est requise concernant ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du CM (offre de services) : 21 septembre 2020
Résolution du CA (acceptation de l'offre du CM) : 13 octobre 2020
Élaboration des plans et devis : automne 2020
Octroi du contrat de construction : hiver 2021
Réalisation des travaux : printemps et été 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Olivier LÉGARÉ, Ville-Marie
Anjali MISHRA, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Anjali MISHRA, 24 août 2020
Olivier LÉGARÉ, 21 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-08-20

Tommy BEAULÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-4830
Télécop. :

Jean HAMAOUI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-5822
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2020-08-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-08-27

CARTE DE LOCALISATION

Dossier décisionnel 1201009006



TB / 03-08-2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1192610003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007)

D'adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007).

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-07-16 17:20

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192610003**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007)

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2009, suite à une problématique récurrente de recel impliquant le domaine commercial des prêts sur gage ou d'articles d'occasion, la Ville de Montréal a adopté le règlement 09-007 (Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion), ci-après désigné le *Règlement* . Le *Règlement* , oblige les exploitants d'un commerce de prêt à tenir à jour un registre des transactions qui doivent être numérotées consécutivement.
Le 22 octobre dernier, un avis de motion était donné quant à l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007) », lequel était déposé avec le dossier décisionnel 1192610001, contenant les modifications au règlement requises à ce moment-là.

Le 18 novembre 2019, le conseil municipal adoptait le règlement.

Certains changements structurels ayant eu lieu au sein du module Brocanteur et suite à une relecture du règlement par les personnes en place, il a été remarqué que deux autres modifications auraient dues être demandées et des spécifications apportées à une autre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1223 - 18 novembre 2019 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007).
CM12 0058 - 23 janvier 2012 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007).

CM09 0102 - 23 février 2009 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007).

DESCRIPTION

Incidemment, voici les nouvelles modifications requises :
1. L'article 6 du Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007) est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du paragraphe 2° par le paragraphe suivant :

« une description complète du bien reçu, identifiant sa nature et les caractéristiques suivantes : la marque, le modèle, le numéro de série, la couleur, s'il s'agit d'un appareil électronique qui en possède un, du code d'identité internationale d'équipement mobile (IIEM) et toute autre marque distinctive, ainsi que le code d'objet tel que fourni par le Service de police; »;

2° l'ajout au paragraphe 3° du premier alinéa, après les mots « pièce d'identité », du mot « valide ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 8, de l'article suivant :

« **9.** Le registre doit être conservé par l'exploitant pendant au moins un an. ».

3. L'article 11 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« 11. Il est interdit de conclure une transaction comprenant la réception d'un bien entre 21 h 00 et 7 h 00. »

JUSTIFICATION

Cette nouvelle demande de modifications s'ajoute donc à celle demandée précédemment dont l'avis de motion a été donné au conseil municipal du 22 octobre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement au conseil municipal d'octobre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur, les directeurs de service et de direction ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle SCHANCK
commandant police

Tél : 514-280-7764
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-18

Martin M RENAUD
inspecteur-chef police

Tél : 514-280-7750
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francesco SECONDI
Directeur adjoint (int)
Tél : 514 280-6719
Approuvé le : 2020-06-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-06-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1192610003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , Service des enquêtes criminelles , -
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

2020-06-16 Règl.modif. 09-007.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-16

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
09-007-3

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES COMMERCES DE PRÊT SUR GAGES OU D'ARTICLES D'OCCASION (09-007)

Vu l'article 6 et le paragraphe 2° de l'article 10 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du ..... 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 6 du Règlement sur les commerces de prêt sur gages ou d'articles d'occasion (09-007) est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du paragraphe 2° par le paragraphe suivant :

« une description complète du bien reçu, identifiant sa nature et les caractéristiques suivantes : la marque, le modèle, le numéro de série, la couleur, s'il s'agit d'un appareil électronique qui en possède un, du code d'identité internationale d'équipement mobile (IIEM) et toute autre marque distinctive, ainsi que le code d'objet tel que fourni par le Service de police; »;

2° l'ajout au paragraphe 3° du premier alinéa, après les mots « pièce d'identité », du mot « valide ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 8, de l'article suivant :

« **9.** Le registre doit être conservé par l'exploitant pendant au moins un an. ».

3. L'article 11 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« 11. Il est interdit de conclure une transaction comprenant la réception d'un bien entre 21 h 00 et 7 h 00. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1192610003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1200025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants des subventions de certains immeubles pour le projet de la rue Saint-Patrick et pour ajouter le secteur Atlantic du Campus Outremont

Il est recommandé d'adopter un règlement modifiant le règlement du conseil de la ville sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants des subventions de certains immeubles pour le projet de la rue Saint-Patrick et pour ajouter le secteur Atlantic du Campus Outremont

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-08-19 17:09

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200025003**
Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants des subventions de certains immeubles pour le projet de la rue Saint-Patrick et pour ajouter le secteur Atlantic du Campus Outremont

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens dans le secteur de la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer, et dans le secteur Atlantic du Campus Outremont, sur les rues Atlantic, Beaubien Ouest, Durocher et Hutchison.
Le projet consiste en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications dans le secteur mentionné ci-dessus. Ces projets font partie de la programmation établit avec le Bureau d'intégration et de coordination de la Ville (BIC).

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM20 0300 (1190025008): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin de prévoir les montants de subventions pour le secteur du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle**;**
Résolution CM19 1036 (1190025003): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin de modifier les montants de subventions pour le secteur du chemin Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire et pour ajouter le secteur de Griffintown**;**

Résolution CE19 0261 (1180025002): Modifier le règlement par ordonnance afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention pour les secteurs de la rue Saint-Patrick, du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire.

Résolution CM17 1392 (1170025005): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin de modifier certains montants de subventions;

Résolution CM17 1269 (1170025004): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie de la rue Saint-Grégoire (Plateau Mont-Royal)**;**

Résolution CM16 0804 (1150025004): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M.c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du chemin de la Côte-Saint-Luc (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce);

Résolution CM14 0510 (1146659002): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Henri-Bourassa Est (Montréal-Nord) et de la rue Saint-Patrick (Le Sud-Ouest);

Résolution CM 13 0352 (1120443019) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Saint-Baptiste et des rues Bellerive, Notre-Dame Est et Sainte-Anne (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolution CE12 1027 (1120810001) : Approuver les programmations relatives à des travaux de construction et d'enfouissement dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km);

Résolution CM12 0861 (1111984010) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève);

Résolution CM11 0381 (1114642004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Est (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolutions CM09 0695 et CM10 0800 (1093809001 et 1103809002) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal);

Résolutions CM07 0695 et CE08 2188 (1073261004 et 1083261006) : Adopter un règlement modifiant R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure le projet d'enfouissement des fils sur les rues aux abords de la Maison Saint-Gabriel (Sud-Ouest);

Résolution CM05 0138 (1043093003) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure la partie de la rue de l'Église (Verdun).

DESCRIPTION

Les projets consistent à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer, et sur les avenues Atlantic, Beaubien Ouest, Durocher et Hutchison, à l'ouest de l'avenue du Parc).

JUSTIFICATION

Le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 prévoit que la Ville peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires concernés dans les projets de conversion.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunication contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets à toute fins utiles, pour assurer que ce projet se fasse à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant supplémentaire requis par cet amendement:
- pour la modification de smontants du projet Saint-Patrick: 10 400 $ (taxes incluses);
- pour le secteur des avenues Atlantic, Beaubien Ouest, Durocher et Hutchison: 6 500 $ (taxes incluses).

Imputation: PEP - Subventions : Programmes d'aide et de subventions:

2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques dans les secteurs mentionnés contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image du secteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de modification des infrastructures civiles de la CSEM seront finalisés en 2020 pour le projet Saint-Patrick.
Pour le secteur des avenues Atlantic, Beaubien Ouest, Durocher et Hutchison, les travaux de construction des infrastructures civiles de la CSEM sont intégrés à des appels d'offres de la Ville qui visent d'autres travaux à réaliser au cours des années 2020 et 2021.

Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi par la CSEM d'un avis aux propriétaires concernées . Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement S-6.01.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-17

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants des subventions de certains immeubles pour le projet de la rue Saint-Patrick et pour ajouter le secteur Atlantic du Campus Outremont

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

2020-08-20 Projet S-6.01.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
20-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (S-6.01)

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M., chapitre S-6.01) est modifié par l'ajout, après l'article 22, de l'article suivant :

« **23.** Le présent règlement s'applique également dans les arrondissements d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie sur les avenues Atlantic, Durocher et du Parc et sur les rues Beaubien Ouest et Hutchison, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe N, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite de l'enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe N en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2024 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

2. L'annexe I de ce règlement est modifié en remplaçant les lignes des adresses « 1788 Du Canal » et « 1790 Du Canal » par les lignes suivantes :

«

1788	Du Canal	18 500 $
1790	Du Canal	20 000 $

».

3. L'annexe K de ce règlement est modifié par le remplacement de la ligne de l'adresse « 5325 de Mentana » par la ligne suivante :

«

5425	De Mentana	6 000,00 $

».

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe M, de l'annexe N jointe en annexe 1 au présent règlement.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans XXXXXXXXXX le XXXXXX.

GDD : 1200025003

ANNEXE 1

ANNEXE N

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR ATLANTIC-BEAUBIEN-DUROCHER-HUTCHISON

Adresse		**Montant maximal de la subvention**
No civ.	**Rue**	
6508-50	Durocher, avenue	6 500,00 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1200025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants des subventions de certains immeubles pour le projet de la rue Saint-Patrick et pour ajouter le secteur Atlantic du Campus Outremont

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1200025003 CSEM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-18

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances
Division de la Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1208935002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque (Projet Sussex / Tupper)

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ afin de financer la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque (Projet Sussex / Tupper).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-31 09:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208935002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque (Projet Sussex / Tupper)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a adopté en 2011 le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins. Encadrant le développement urbain du Centre-Ouest de l'arrondissement de Ville-Marie, ce programme vise notamment la qualité des milieux de vie.
Suite au déménagement de l'Hôpital de Montréal pour enfants, un nouveau développement immobilier est en cours de réalisation à l'angle de l'avenue Atwater, des rues Tupper et du Sussex et du boulevard René-Lévesque, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Dans la foulée de ce projet de développement, et en lien avec les orientations du PPU du Quartier des grands jardins, la Ville de Montréal désire saisir l'occasion et réaménager l'ensemble du secteur (Projet Sussex / Tupper).

Pour ce faire, les travaux suivants sont prévus :

- le réaménagement de la rue du Sussex, entre la rue Tupper et le boulevard René-Lévesque
- la réhabilitation de la conduite d'aqueduc dans la rue du Sussex, entre la rue Tupper et le boulevard René-Lévesque
- le réaménagement de la rue Tupper, entre l'avenue Atwater et la rue du Sussex
- le réaménagement de l'avenue Hope, entre la rue du Sussex et le boulevard René-Lévesque
- le réaménagement du pourtour de l'îlot formé des rues Atwater, Tupper et du Sussex et du boulevard René-Lévesque;
- l'agrandissement et la restauration du parc Hector Toe-Blake
- le réaménagement de la place Henri-Dunant
- et la mise à niveau des réseaux techniques urbains (RTU)

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le conseil municipal, l'Administration prévoit des investissements pour le projet Sussex / Tupper (abords ancien site de l'Hôpital de Montréal pour enfants). En conséquence, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit faire adopter des règlements d'emprunt nécessaires

afin de pouvoir financer le projet 68 035 « Projet Sussex / Tupper (abords ancien site de l'Hôpital de Montréal pour enfants) ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 **-** Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal.
CM11 0095 - 22 février 2011 - Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le PPU du Quartier des grands jardins.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise a adopter un règlement d'emprunt de 6 689 000 $ afin de financer le projet Sussex / Tupper.
De façon plus spécifique, ce règlement d'emprunt permettra de financer notamment :

- les travaux de réaménagement de la rue du Sussex, entre la rue Tupper et le boulevard René-Lévesque, de la rue Tupper, entre l'avenue Atwater et la rue du Sussex et de l'avenue Hope, entre la rue du Sussex et le boulevard René-Lévesque;
- des travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc et des travaux de réaménagement de parcs.

Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant l'acquisition de services professionnels afin de réaliser les plans et devis pour construction et la surveillance des travaux ainsi que la réalisation des travaux d'aménagement de surface et d'infrastructures souterraines du projet Sussex / Tupper.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira à financer des dépenses pour le projet 68 035 « Projet Sussex / Tupper (abords ancien site de l'Hôpital de Montréal pour enfants) » de 6 689 000 $ prévues au budget d'immobilisations 2020-2022 du Service de l'urbanisme et de la mobilité.
Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisation.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet Sussex / Tupper vise notamment le verdissement et la réduction des îlots de chaleur urbains des abords de l'ancien hôpital de Montréal pour enfants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira entre autres à financer des dépenses liées à des mandats dont l'octroi est prévu à l'hiver 2021. En ce sens, dans l'éventualité où ce règlement ne serait pas adopté, une révision du calendrier du projet serait requise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tel que convenu avec le Service des communications, aucune intervention de communications n'est requise concernant ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : séance du conseil municipal du 21 septembre 2020.
2. Adoption : séance du conseil municipal du 19 octobre 2020.

3. Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation.

4. Prise d'effet : à la date de publication du règlement

5. Octroi des contrats : début 2021

6. Réalisation des activités financées par le règlement d'emprunt proposé : hiver 2021 à automne 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tommy BEAULÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-4830
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Jean HAMAOUI
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2020-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-08-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208935002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque (Projet Sussex / Tupper)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1208935002 - interventions municipales (projet Sussex-Tupper).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 689 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION D'INTERVENTIONS MUNICIPALES ENTRE LE SQUARE CABOT ET LE BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 689 000 $ est autorisé pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le Square Cabot et le boulevard René-Lévesque, incluant notamment des travaux de réaménagement de la rue du Sussex, entre la rue Tupper et le boulevard René-Lévesque, de la rue Tupper, entre l'avenue Atwater et la rue du Sussex et de l'avenue Hope, entre la rue du Sussex et le boulevard René-Lévesque, des travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc et des travaux de réaménagement de parcs.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1208935002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208935002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 689 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales entre le square Cabot et le boulevard René-Lévesque (Projet Sussex / Tupper)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

RE 1208935002 projet 68035.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-27

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7363
Division : Service des finances
Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1205843004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur antibruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur antibruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-09-02 13:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205843004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur antibruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine (TLHL) est un projet de plus de 1,142 G$ géré par le ministère des Transports du Québec (MTQ), ayant des répercussions sur certains actifs de la Ville (par exemple : construction d'un mur antibruit, réaménagement d'intersection, construction de piste cyclable, aménagement des abords des stations Radisson et Honoré-Beaugrand et plusieurs mesures de mitigation, etc.).
Il est ainsi prévu que :
- le MTQ réalise des interventions sur des actifs municipaux en impliquant la Ville (encadrement, collaboration technique, supervision, gestion des impacts, dépenses incidentes, etc.);
- la Ville profite du projet pour bonifier des actifs ou devancer certains investissements;
- des dépenses incidentes urgentes, imprévisibles et de valeur non importante, faites par les arrondissements ou les directions centrales, soient remboursées par le MTQ.

Il est à noter que la Ville de Montréal collabore avec le MTQ pour l'élaboration d'une entente concernant la conception et la construction d'une piste multifonctionnelle et d'un mur antibruit, de même, que la prestation de certains services dans le cadre du projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine et travaux liés.

L'adoption du règlement d'emprunt est nécessaire afin de financer l'ensemble des travaux assumés par la Ville de Montréal dans le cadre de la réfection du TLHL. Le présent règlement d'emprunt porte sur les travaux relevant de la compétence du conseil de la Ville. Ces investissements sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 (fiche 75057).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent règlement vise à adopter un règlement d'emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur antibruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du TLHL. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels,

les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Les travaux de voirie municipale afférents qui seront financés par l'emprunt comprennent notamment :
- Élaborer les plans et devis et des travaux de voirie (chaussée, trottoir, feux, conduites, signalisation, marquage, éclairage, plantation, mobilier urbain) notamment requis pour l'introduction de mesures préférentielles de mitigation;
- L'encadrement et l'accompagnement d'avant-projets, de plans et devis, de gestion des impacts et de travaux municipaux, réalisés par le MTQ (rues et infrastructures);
- Des aménagements du domaine public et d'espaces publics;
- Participer à la planification des mesures d'atténuation requises en raison du projet, notamment le maintien de la mobilité, la coordination des entraves et la gestion de la circulation;
- Fournir une assistance dans le cadre de la procédure de certification et d'attestation et de la procédure de revue. Conseiller pour les mesures d'urgence et de sécurité (SIM et SPVM). Minimiser les délais de traitement des demandes de permis ou autres autorisations.

JUSTIFICATION

L'adoption de ce règlement d'emprunt est nécessaire à la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet de réfection du TLHL dans un contexte où il faut mettre en place des mécanismes qui permettent à la Ville d'intervenir efficacement dans la logique de l'échéancier du projet TLHL. L'échéancier de réalisation prévu par le MTQ s'étend de 2020 à la fin 2024. L'autorisation de ce règlement d'emprunt est une étape essentielle dans le cadre de la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2020-2022 du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR).
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIRR d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet de réfection du TLHL.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 2,9 M$ afin de financer les interventions municipales d'accompagnement du projet de réfection du TLHL, prévu dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par les instances décisionnelles.
Le règlement d'emprunt permettra de financer la totalité des investissements du projet pour les années 2020 et 2021. Le montant inscrit au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2020-2022 est de 2,9 M$ pour le projet 75057 «Réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine (autoroute 25)». Ce montant est réparti comme suit:
2020 - 2,0 M$
2021 - 0,9 M$

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473. Les détails financiers concernant ce règlement d'emprunt sont fournis dans l'intervention des finances en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet vise à favoriser les transports actifs et collectifs comme mesures de mitigation au projet et assurer la pérennité de ces infrastructures une fois le projet complété. Il permet aussi d'assurer une meilleure gestion de la mobilité afin de réduire les gaz à effet de serre et augmenter la canopée pour lutter contre les îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement d'emprunt est indispensable pour la mise en œuvre des interventions municipales nécessaires au projet de réfection du TLHL dans le respect de son échéancier de réalisation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune intervention de communication n'est requise dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : septembre 2020
2. Adoption du règlement d'emprunt : octobre 2020
3. Approbation du règlement d'emprunt par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou décembre 2020
5. Réalisation des travaux : 2020-2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Sophie COUTURE
Chef de section

Tél : 514-872-1773
Télécop. : 514-872-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Sonia THOMPSON
Chef de section - Projets Champlain et REM

Tél : 514-872-8544
Télécop. :

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne madame Sonia Thompson, chef de section, portefeuille 2, pour me remplacer dans l'exercice de mes fonctions de chef de division des grands projets partenaires au Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant du 10 au 23 août inclusivement.

Vous pouvez joindre Mme Thompson au 514-872-8544.

Et j'ai signé,

Isabelle Lebrun, ing., M.Ing

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie PARENT
Chef de division
Tél :

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Madame Marie Parent, chef de division - Géomatique, pour me remplacer dans le cadre de mes fonctions de directeur de la gestion du portefeuille de projets au Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant du 31 août au 4 septembre 2020

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855

inclusivement.

Vous pourrez joindre Mme Parent
au 514 884-1840.

Et j'ai signé,

Approuvé le : 2020-08-31 **Approuvé le :** 2020-09-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1205843004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur antibruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1205843004 - Mur antibruit TLHL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-18

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Service des affaires juridiques civiles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 900 000 $ AFIN DE FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN MUR ANTIBRUIT ET LES TRAVAUX DE VOIRIE MUNICIPALE AFFÉRENTS DANS LE CADRE DE LA RÉFECTION DU TUNNEL LOUIS-HIPPOLYTE-LA FONTAINE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 2 900 000 $ est autorisé pour le financement de la construction d'un mur antibruit et la réalisation de travaux de voirie afférents, incluant notamment des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1205843004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205843004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 2 900 000 $ afin de financer la construction d'un mur antibruit et les travaux de voirie municipale afférents dans le cadre de la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

RE 1205843004 projet 75057.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-31

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2288
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1208285002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Il est recommandé :
l'adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-21 23:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208285002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Dans le cadre du PTI 2020-2022, chaque service requérant est responsable d'obtenir la totalité des crédits requis auprès des instances décisionnelles appropriées.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information Ces interventions visent l'acquisition de nouveaux équipements informatiques ainsi que des services professionnels hautement spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0347 – 28 mars 2017 - Règlement autorisant un emprunt de 108 316 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.
CM15 0338 – 27 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

CM13 1013 – 23 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 83 001 000 $ pour le financement des projets des années 2021 et 2022 de compétence de la Ville

centrale et de compétence mixte – volet Ville centrale inscrits à la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.
Le taux de répartition en vigueur à l'adoption du PTI 2020-2022 est de 50,1% à l'agglomération et de 49,9% à la Ville centrale.

Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville afin de moderniser ses services informatiques, d'améliorer les services numériques aux citoyens et d'adresser la désuétude de ses systèmes patrimoniaux.

L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de nouveaux équipements informatiques ainsi que des services professionnels hautement spécialisés de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet agglomération est demandé via le GDD 1208285001.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2020-2022. Il permettra de réduire les délais administratifs lors de l'autorisation de débuter un projet et par conséquent, permettra de réaliser plus rapidement les différentes solutions technologiques priorisées au sein de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la ville et dépenser les budgets qui lui sont consacrés au PTI 2020-2022, l'adoption d'un règlement d'emprunt est requise.

Ce règlement permettra de financer le volet Ville centrale d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant pour les années 2021 et 2022 un montant de 169 848 000 $. La portion relevant de la compétence de la Ville centrale s'élève à 83 001 000 $. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet agglomération est demandé via un autre dossier décisionnel.

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvées par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les projets prévus au PTI 2020-2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion : 2020-08-24;
- Adoption : 2020-09-21;
- Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luminita MIHAI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-4921
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-07

Hans-Frédéric BÉLANGER
Gestionnaire de programme et portefeuille

Tél : 514-872-9314
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe MONET
Directeur du bureau de projets TI

Tél :
Approuvé le : 2020-07-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-07-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1208285002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1208285002 - Biens et services informatiques.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 83 001 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 83 001 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1208285002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208285002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 83 001 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de la Ville centrale, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 77777 GDD 1208285002.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-21

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1204341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057), aux fins de modifier plusieurs tarifs et ajouter les tarifs relatifs aux branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

Il est recommandé :

- d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal pour avis de motion le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-08-03 15:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204341001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057), aux fins de modifier plusieurs tarifs et ajouter les tarifs relatifs aux branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

CONTENU

CONTEXTE

Le 16 juin 2020, le *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030)* a été adopté au conseil municipal. Ce règlement uniformise pour les 19 arrondissements le cadre réglementaire qui régit les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics, et la gestion des eaux pluviales sur la propriété privée. Préalablement à l'adoption de ce règlement, 20 règlements co-existaient sur le territoire de la Ville et dictaient des règles techniques et tarifaires différentes d'un arrondissement à l'autre. Dans ce contexte, il est nécessaire que la tarification associée aux travaux exécutés par la Ville de Montréal dans le cadre de ce règlement soit mise à jour, afin d'uniformiser la grille tarifaire pour les 19 arrondissements. Le présent projet de règlement regroupe les éléments modifiés et ajoutés à la grille tarifaire appliquée en vertu du *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030).*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0674 - 16 juin 2020 : Adopter le Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » / Adopter le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales.
CM19 1398 - 16 décembre 2019 : Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences locales sous la responsabilité du conseil municipal pour l'exercice 2020.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but d'apporter plusieurs modifications au *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)* .

Premièrement, il y a l'ajout et la modification de certains tarifs, maintenant uniformisés à la grandeur des 19 arrondissements, qui sont prévus au *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030)* . Il s'agit de :

- L'ouverture et la fermeture du robinet d'arrêt extérieur ;
- Les travaux de réparation de la section publique du branchement d'eau temporaire ;
- Les travaux de branchement d'eau fait en PVC ;
- Frais d'étude d'une demande d'autorisation de construire un système de gestion des eaux pluviales.

Le présent dossier modifie également les tarifs suivants :

- Le déplacement d'une borne d'incendie située sur le territoire de la Ville et qui entrave l'accès à une propriété par le bateau trottoir, si le déplacement ne nécessite qu'une déviation ;
- Le déplacement d'une borne d'incendie située sur le territoire de la Ville et qui entrave l'accès à une propriété par le bateau trottoir, si le déplacement ne nécessite qu'une relocalisation;

Deuxièmement, le présent dossier modifie les tarifs relatifs aux travaux de dégel d'un tuyau de service d'eau privé, dans les limites de la Ville et dans les municipalités où la Ville est propriétaire du système de distribution en eau, suite au changement de fournisseur externe. Par conséquent, les nouveaux tarifs prennent en considération la nouvelle procédure, ainsi que les tarifs définis dans l'entente de services contractuelle n°1326475 convenue avec Groupe Sdm inc. pour la fourniture des services de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc des 19 arrondissements.

Les tarifs ajoutés et modifiés seront applicables le 1er octobre 2020, soit à la date de prise d'effet des chapitres II et III du *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030).* Le chapitre IV du *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030)* est en vigueur et le tarif des frais d'étude d'une demande d'autorisation de construire un système de gestion des eaux pluviales prendra effet à la date de publication du règlement sur les tarifs faisant l'objet de la présente décision.

Suite à l'approbation du présent dossier et en vertu de leurs compétences, les arrondissements devront amender les règlements sur les tarifs locaux en fonction du nouveau règlement (19-057) pour inclure les travaux d'excavation ou de réfection du domaine public exécutés par la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Le présent règlement a pour but d'apporter au *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057,* les modifications nécessaires pour uniformiser les tarifs portant sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales sur tout le territoire de la Ville de Montréal, suite à l'adoption *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030)* .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La modification et l'ajout de tarifs auront un impact favorable sur les revenus des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Première étape de l'uniformisation de la tarification portant sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales sur le territoire des 19 arrondissements ;

- Ajouts de tarifs appliqués en vertu du *Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030).*

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact en lien avec le Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.
Un plan de communication interne sera préparé à l'intention des arrondissements concernant les nouvelles dispositions réglementaires, ainsi que des présentations et des outils de formation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

24 août 2020 : Avis de motion

21 septembre 2020 : Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy MEILLEUR
Agent(e) - travaux publics et ingenierie

Tél : 514 868-8282
Télécop. : 514 868-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Brahim AMAROUCHE
Chef de section - réglementation de l'eau

Tél : 514 872-5927
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-08-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-08-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1204341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057), aux fins de modifier plusieurs tarifs et ajouter les tarifs relatifs aux branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - Règlement modifiant le 19-057 - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat

Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Division : Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2020) (19-057)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) ;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 73 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « 10 671,00 $ » par « 7 196,00 $ » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « 20 950,00 $ » par « 11 105,00 $ ».

2. L'article 86 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **86.** Pour l'exécution de divers travaux en relation avec le raccordement d'un branchement d'eau à une conduite publique, il sera perçu :

1° diamètre d'un branchement d'eau de 25 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm : 1 042,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1200 mm : 1 042,00 $

iii. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1200 mm : 2 711,00 $

iv. conduite publique en PVC d'un diamètre de 100 mm à 300 mm : 1 013,78 $

b) chaque 0,3 mètre après les premiers 6,7 mètres : 11,00 $

2° diamètre d'un branchement d'eau de 38 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm : 1 704,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 à 1200 mm : 1 641,00 $

iii. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1200 mm : 3 429,00 $

iv. conduite publique en PVC d'un diamètre de 100 mm à 300 mm : 1 884,55 $

b) chaque 0,3 mètre après les premiers 6,7 mètres : 16,00 $

3° diamètre d'un branchement d'eau de 50 mm :

a) les premiers 7,9 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm : 2 331,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1200 mm : 2 258,00 $

iii. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1200 mm : 4 153,00 $

iv. conduite publique en PVC d'un diamètre de 100 mm à 300 mm : 2 497,30 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 7,9 mètres et 8,2 mètres : 204,00 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 8,2 mètres : 33,00 $

4° diamètre d'un branchement d'eau de 100 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 150 mm à 300 mm : 5 183,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm : 5 784,00 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm : 6 261,00 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm : 9 523,00 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 150 mm à 300 mm : 4 403,29 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres : 363,00 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres : 40,00 $

5° diamètre d'un branchement d'eau de 150 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 150 mm à 300 mm : 5 915,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm : 6 044,00 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm : 6 642,00 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm : 9 705,00 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 150 mm à 300 mm : 5 187,23 $

b) le premier 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres : 365,00 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres : 36,00 $

6° diamètre d'un branchement d'eau de 200 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 200 mm à 300 mm : 6 775,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm : 7 201,00 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1200 mm : 7 905,00 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1200 mm : 11 211,00 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 200 mm à 300 mm : 6 104,64 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres : 395,00 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres : 46,00 $

7° diamètre d'un branchement d'eau de 250 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 250 mm à 300 mm : 8 757,00 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm : 9 114,00 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm : 10 043,00 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm : 14 116,00 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 250 mm à 300 mm : 7 664,62 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres : 432,00 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres : 58,00 $

8° diamètre d'un branchement d'eau de 300 mm :

a) les premiers 6,7 mètres d'une conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm : 9 788,00 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres : 475,00 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres : 72,00 $ »

3. L'article 89 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **89.** Pour les travaux de dégel d'une conduite de service d'eau privée métallique, à l'aide d'un appareil de dégel électrique, dans les limites de la Ville et dans les municipalités où la Ville est propriétaire du système de distribution en eau, il sera perçu :

1° intervention réalisée du lundi au vendredi, de 7h30 à 16h00

a) d'une durée de 2h30 ou moins : 1 195,78 $

b) chaque heure supplémentaire après les premières 2h30 : 397,91 $

2° intervention réalisée du lundi au vendredi, après 16h00 et jusqu'à 21h00, et les fins de semaine, de 7h30 à 21h00

a) d'une durée de 2h30 ou moins : 1 531,29 $

b) chaque heure supplémentaire après les premières 2h30 : 510,43 $ »

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 91, de ce qui suit :

« **91.1.** Pour l'ouverture et la fermeture d'un robinet d'arrêt extérieur, il sera perçu : 296,00 $ »

5. L'article 92 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **92.** Pour le raccordement d'un égout privé à un égout public, il sera perçu, en fonction du diamètre de l'égout privé :

1° égout privé en fonte ou en PVC de :

a) 100 mm à 150 mm : 736,00 $

b) 200 mm : 782,00 $

c) 250 mm : 1 010,00 $

2° égout privé en PVC de 300 mm : 1 223,36 $

3° égout privé en fonte de :

a) 300 mm : 1 010,00 $

b) 375 mm : 758,00 $

c) 450 mm : 787,00 $

d) 525 mm : 822,00 $

e) 600 mm : 1 136,00 $

4° égout privé en béton de :

a) 250 mm et 300 mm et moins : 758,00 $

b) 375 mm : 787,00 $

c) 450 mm : 822,00 $

d) 525 mm : 1 136,00 $

e) 600 mm : 1 387,00 $ »

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

« **95.1.** Pour l'étude d'une demande d'autorisation de construire un système de gestion des eaux pluviales, il sera perçu :

1°	pour la réouverture d'une demande d'autorisation fermée pour défaut de la compléter ou la rendre conforme dans les délais prescrits :	300,00 $
2°	pour l'étude d'une modification d'un projet de construction d'un système de gestion des eaux pluviales déjà autorisé, pour un même immeuble :	2 087,00 $ »

7. Le présent règlement prend effet le 1er octobre 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1204520001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).

Il est recommandé d'adopter un règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003) par le remplacement du plan « Réseau artériel administratif, Ville de Montréal, 2019 » par le plan « Réseau artériel administratif, Ville de Montréal, 2020 » joint en annexe au présent règlement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-08-03 13:54

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204520001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er janvier 2015 est entrée en vigueur une nouvelle version du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) modifiant le règlement portant sur le réseau artériel de la Ville (02-003). Au moment de son adoption, l'Administration de la Ville a prévu qu'un processus de modification devait être mis en place afin de refléter les ajustements et l'évolution normale du réseau routier au premier mai de chaque année. À la demande du Service des finances, la présente proposition de modification au règlement permet donc de refléter les ajustements en fonction de l'évolution du réseau routier depuis la dernière modification du règlement adoptée le 18 novembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1221 - 18 novembre 2019 - Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).
CM18 1163 - 18 septembre 2018 - Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).
CM17 1271 - 25 septembre 2017 - Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).
CM16 0984 - 23 août 2016 - Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).
CM14 1272 - 16 décembre 2014 – Adoption du règlement modifiant le Règlement 02-003 du conseil de la Ville de Montréal identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale.
CM01 00098 - 20 décembre 2001 – Adoption du Règlement 02-003 du conseil de la Ville de Montréal identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale.

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'exercice financier de mise à jour et d'ajustement des transferts destinés aux arrondissements, la présente modification au règlement vise à ajuster la carte annexée au Règlement 02-003 afin de tenir compte de l'évolution du réseau routier de la Ville. Cette révision se base sur les données fournies par la Division de la géomatique, en fonction des données répertoriées en date du 1er mai 2020.
Il est à noter que la révision ne tient compte que des ajouts ou suppressions de superficies de chaussée (ex. : ouverture ou prolongement de rues, suppressions de rues ou variation de surface de la chaussée liée à l'implantation de saillies ou l'élargissement de trottoirs par

exemple). La révision ne tient donc pas compte d'une mise à jour de l'application des critères qui permettent de déterminer les catégories de classification de la chaussée A,B,C,D,E de tronçons (voir section justification). À titre d'exemple, la création d'une nouvelle piste cyclable sur une rue locale ne confère pas automatiquement à ce tronçon le statut «artériel» lors de la révision annuelle du RAAV.
La carte mise à jour du RAAV est jointe à l'intervention du Service des Affaires juridiques. Un tableau présentant les superficies de chaussées artérielles et locales par arrondissement pour les années 2019 et 2020 est fourni en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le RAAV est un outil essentiel à l'attribution des budgets aux arrondissements. Sa mise à jour périodique est nécessaire afin de s'assurer que les modifications du réseau routier soient prises en compte dans la répartition des ressources financières.
Le SUM est responsable de l'élaboration et de l'application des critères qui permettent de définir si un tronçon du réseau routier est de responsabilité locale ou centrale. Chaque tronçon de rue composant le RAAV est catégorisé selon cinq classes (A, B, C, D et E) en fonction de son importance relative. Les tronçons catégorisés A,B,C et D composent le réseau artériel, alors que la catégorie E représente les tronçons du réseau local. Cette classification découle d'une analyse approfondie de chaque segment de chaussée en fonction de critères précis, qui sont :
I. Hiérarchie fonctionnelle (artère principale, artère secondaire, collectrice ou locale)
II. Prolongement des voies numérotées
III. Lignes d'autobus express
IV. Lignes d'autobus – voies réservées
V. Routes stratégiques – accès à un pont
VI. Routes stratégiques – urgence
VII. Route de transit de camionnage
VIII. Lignes d'autobus – service régulier
IX. Zones commerciales
X. Zones industrielles
XI. Voies cyclables
XII. Routes à caractère touristique/événementiel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise à jour du RAAV a pour seul impact financier de permettre des ajustements aux transferts destinés aux arrondissements suite à l'ajout ou au retrait de nouveaux tronçons de voirie selon le modèle établi dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements (RFA).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La modification du règlement visé par le présent dossier décisionnel est requise aux fins de préparation de l'exercice budgétaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec le COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: séance du conseil municipal : Août 2020
Adoption: séance du conseil municipal : Septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Éric COUTURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gildas S. GBAGUIDI, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François NIRO
Conseiller en planification

Tél : 514-868-5055
Télécop. : 514-872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-08-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-08-03

RAAV 2019

Arrondissement / Catégorie du plan d'intervention	Catégorie Administration centrale A	B	C	D	Sous-total	Catégorie Administration locale E	total 2019	PJD	Autres catégories Ruelles	Autoroute
Ahuntsic-Cartierville	647 611,56	452 497,94	263 583,60	211 762,81	1 575 455,91	1 869 253,90	3 444 709,81	-	108 351,07	312 967,93
Anjou	286 294,94	330 534,30	232 591,75	146 207,90	995 628,89	509 533,99	1 505 162,88	-	-	279 017,93
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	213 117,29	705 701,47	349 879,49	120 488,24	1 389 186,49	1 219 836,64	2 609 023,13	-	85 088,62	229 144,51
Lachine	165 621,87	239 395,72	295 978,99	110 333,37	811 329,95	563 143,63	1 374 473,58	-	36 003,01	391 175,29
LaSalle	272 661,63	306 370,60	478 912,65	70 657,03	1 128 601,91	1 089 323,66	2 217 925,57	-	17 528,81	56 502,03
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	104 475,35	111 407,05	25 909,47	6 515,84	248 307,71	626 529,37	874 837,08	-	-	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	480 905,29	480 700,41	385 627,72	198 208,29	1 545 441,71	1 754 756,60	3 300 198,31	-	411 334,80	195 679,36
Montréal-Nord	414 857,30	179 555,19	118 893,32	155 598,34	868 904,15	961 291,69	1 830 195,84	-	22 724,75	-
Outremont	-	114 446,96	39 109,99	58 336,10	211 893,05	215 404,64	427 297,69	-	55 291,09	-
Pierrefonds-Roxboro	359 826,92	116 838,19	195 407,59	37 591,88	709 664,58	1 688 540,95	2 398 205,53	-	-	36 990,29
Plateau-Mont-Royal	277 456,32	318 745,48	136 788,04	177 479,58	910 469,42	551 770,35	1 462 239,77	-	227 293,70	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	1 040 277,83	421 953,37	194 711,01	336 167,38	1 993 109,59	2 238 159,29	4 231 268,88	-	22 336,35	327 185,82
Rosemont-Petite-Patrie	387 169,79	510 513,59	238 970,97	202 477,34	1 339 131,69	1 092 835,31	2 431 967,00	-	378 583,82	-
Saint-Laurent	645 938,45	939 957,22	512 224,02	346 832,21	2 444 951,90	1 305 453,06	3 750 404,96	-	19 453,75	701 746,54
Saint-Léonard	212 742,79	310 909,76	226 913,20	144 533,90	895 099,65	1 151 042,17	2 046 141,82	-	-	104 841,79
Sud-Ouest	192 079,55	553 891,69	116 413,63	196 298,95	1 058 683,82	726 677,71	1 785 361,53	-	177 986,39	471 066,08
Verdun	10 376,41	236 346,11	231 837,18	19 734,74	498 294,44	586 870,71	1 085 165,15	-	126 685,76	94 825,35
Ville-Marie	670 189,74	552 009,88	150 028,82	223 585,83	1 595 814,27	441 495,17	2 037 309,44	136 103,99	110 163,32	170 667,19
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	438 499,33	350 844,91	212 489,14	180 377,07	1 182 210,45	1 181 286,22	2 363 496,67	-	327 825,44	120 761,91
Total	**6 820 102,36**	**7 232 619,84**	**4 406 270,58**	**2 943 186,80**	**21 402 179,58**	**19 773 205,06**	**41 175 384,64**	**136 103,99**	**2 126 650,68**	**3 492 572,02**

RAAV 2020

Arrondissement	Catégorie Administration centrale A	B	C	D	Sous-total	Catégorie Administration locale E	total 2020	PJD	Autres catégories Ruelles	Autoroute
Ahuntsic-Cartierville	648 027,67	451 918,54	263 606,43	211 802,99	1 575 355,63	1 868 494,98	3 443 850,61	-	109 073,74	312 967,93
Anjou	285 703,12	330 518,99	233 330,98	146 209,19	995 762,28	509 491,96	1 505 254,24	-	-	279 017,93
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	213 075,63	720 990,83	349 310,98	120 488,24	1 403 865,68	1 216 925,55	2 620 791,23	-	87 576,47	220 640,12
Lachine	165 668,19	239 253,79	296 119,68	110 323,73	811 365,39	563 411,06	1 374 776,45	-	36 765,23	391 175,29
LaSalle	272 539,75	306 385,74	480 964,27	70 637,66	1 130 527,42	1 087 846,86	2 218 374,28	-	17 508,74	56 502,03
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	104 475,66	111 368,98	25 909,47	6 515,84	248 269,95	628 419,58	876 689,53	-	-	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	481 229,18	480 426,78	387 650,40	198 514,53	1 547 820,89	1 740 928,40	3 288 749,29	-	420 876,02	195 679,36
Montréal-Nord	414 383,99	179 447,35	119 140,17	155 359,78	868 331,29	960 059,02	1 828 390,31	-	22 724,75	-
Outremont	-	112 071,62	37 754,93	70 719,47	220 546,02	211 705,61	432 251,63	-	55 290,06	-
Pierrefonds-Roxboro	359 263,95	124 495,73	195 304,92	37 591,88	716 656,48	1 692 456,69	2 409 113,17	-	-	36 990,29
Plateau-Mont-Royal	277 459,25	318 022,99	136 345,60	176 045,31	907 873,15	525 405,01	1 433 278,16	-	254 100,59	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	1 040 073,87	426 895,43	194 711,01	331 045,20	1 992 725,51	2 240 105,11	4 232 830,62	-	22 336,35	327 185,82
Rosemont-Petite-Patrie	387 587,23	509 707,81	238 949,93	202 010,28	1 338 255,25	1 084 782,28	2 423 037,53	-	382 714,40	-
Saint-Laurent	645 632,89	939 943,03	511 982,40	358 652,99	2 456 211,31	1 304 979,21	3 761 190,52	-	19 453,75	701 769,55
Saint-Léonard	212 474,94	310 527,66	226 913,20	144 531,84	894 447,64	1 150 840,79	2 045 288,43	-	-	104 841,79
Sud-Ouest	192 115,22	559 010,97	116 827,88	192 216,55	1 060 170,62	714 552,08	1 774 722,70	-	191 490,36	461 608,39
Verdun	10 376,41	236 447,28	231 620,70	19 734,74	498 179,13	585 492,42	1 083 671,55	-	126 756,76	94 825,35
Ville-Marie	670 174,96	549 917,60	150 026,07	222 810,29	1 592 928,92	421 830,52	2 014 759,44	136 103,99	132 145,83	170 667,19
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	438 784,96	350 758,62	212 405,17	180 078,52	1 182 027,27	1 180 975,03	2 363 002,30	-	327 575,60	120 761,91
Total	**6 819 046,87**	**7 258 109,74**	**4 408 874,19**	**2 955 289,03**	**21 441 319,83**	**19 688 702,16**	**41 130 021,99**	**136 103,99**	**2 206 388,65**	**3 474 632,95**

Différentiel entre 2020 et 2019

Arrondissement	Catégorie Administration centrale A	B	C	D	Sous-total	Catégorie Administration locale E		PJD	Autres catégories Ruelles	Autoroute
Ahuntsic-Cartierville	416,11	(579,40)	22,83	40,18	(100,28)	(758,92)	(859,20)	-	722,67	-
Anjou	(591,82)	(15,31)	739,23	1,29	133,39	(42,03)	91,36	-	-	-
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	(41,66)	15 289,36	(568,51)	-	14 679,19	(2 911,09)	11 768,10	-	2 487,85	(8 504,39)
Lachine	46,32	(141,93)	140,69	(9,64)	35,44	267,43	302,87	-	762,22	-
LaSalle	(121,88)	15,14	2 051,62	(19,37)	1 925,51	(1 476,80)	448,71	-	(20,07)	-
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	0,31	(38,07)	-	-	(37,76)	1 890,21	1 852,45	-	-	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	323,89	(273,63)	2 022,68	306,24	2 379,18	(13 828,20)	(11 449,02)	-	9 541,22	-
Montréal-Nord	(473,31)	(107,84)	246,85	(238,56)	(572,86)	(1 232,67)	(1 805,53)	-	-	-
Outremont	-	(2 375,34)	(1 355,06)	12 383,37	8 652,97	(3 699,03)	4 953,94	-	(1,03)	-
Pierrefonds-Roxboro	(562,97)	7 657,54	(102,67)	-	6 991,90	3 915,74	10 907,64	-	-	-
Plateau-Mont-Royal	2,93	(722,49)	(442,44)	(1 434,27)	(2 596,27)	(26 365,34)	(28 961,61)	-	26 806,89	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	(203,96)	4 942,06	-	(5 122,18)	(384,08)	1 945,82	1 561,74	-	-	-
Rosemont-Petite-Patrie	417,44	(805,78)	(21,04)	(467,06)	(876,44)	(8 053,03)	(8 929,47)	-	4 130,58	-
Saint-Laurent	(305,56)	(14,19)	(241,62)	11 820,78	11 259,41	(473,85)	10 785,56	-	-	23,01
Saint-Léonard	(267,85)	(382,10)	-	(2,06)	(652,01)	(201,38)	(853,39)	-	-	-
Sud-Ouest	35,67	5 119,28	414,25	(4 082,40)	1 486,80	(12 125,63)	(10 638,83)	-	13 503,97	(9 457,69)
Verdun	-	101,17	(216,48)	-	(115,31)	(1 378,29)	(1 493,60)	-	71,00	-
Ville-Marie	(14,78)	(2 092,28)	(2,75)	(775,54)	(2 885,35)	(19 664,65)	(22 550,00)	-	21 982,51	-
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	285,63	(86,29)	(83,97)	(298,55)	(183,18)	(311,19)	(494,37)	-	(249,84)	-
Total	**(1 055,49)**	**25 489,90**	**2 603,61**	**12 102,23**	**39 140,25**	**(84 502,90)**	**(45 362,65)**	**-**	**79 737,97**	**(17 939,07)**

Différentiel en % entre 2020 et 2019

Arrondissement	Catégorie Administration centrale A	B	C	D	Sous-total	Catégorie Administration locale E		PJD	Autres catégories Ruelles	Autoroute
Ahuntsic-Cartierville	0,06%	-0,13%	0,01%	0,02%	0,01%	-0,04%	-0,02%		0,66%	
Anjou	-0,21%	0,00%	0,32%	0,00%	0,01%	-0,01%	0,01%			
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	-0,02%	2,12%	-0,16%		1,05%	-0,24%	0,45%		2,84%	-3,85%
Lachine	0,03%	-0,06%	0,05%	-0,01%	0,00%	0,05%	0,02%		2,07%	
LaSalle	-0,04%	0,00%	0,43%	-0,03%	0,17%	-0,14%	0,02%		-0,11%	
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	0,00%	-0,03%			0,02%	0,30%	0,21%			
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	0,07%	-0,06%	0,52%	0,15%	0,15%	-0,79%	-0,35%		2,27%	
Montréal-Nord	-0,11%	-0,06%	0,21%	-0,15%	0,07%	-0,13%	-0,10%			
Outremont		-2,12%	-3,59%	17,51%	3,92%	-1,75%	1,15%		0,00%	
Pierrefonds-Roxboro	-0,16%	6,15%	-0,05%		0,98%	0,23%	0,45%			
Plateau-Mont-Royal	0,00%	-0,23%	-0,32%	-0,81%	0,29%	-5,02%	-2,02%		10,55%	
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	-0,02%	1,16%		-1,55%	0,02%	0,09%	0,04%			
Rosemont-Petite-Patrie	0,11%	-0,16%	-0,01%	-0,23%	0,07%	-0,74%	-0,37%		1,08%	
Saint-Laurent	-0,05%	0,00%	-0,05%	3,30%	0,46%	-0,04%	0,29%			0,00%
Saint-Léonard	-0,13%	-0,12%		0,00%	0,07%	-0,02%	-0,04%			
Sud-Ouest	0,02%	0,92%	0,35%	-2,12%	0,14%	-1,70%	-0,60%		7,05%	-2,05%
Verdun		0,04%	-0,09%		0,02%	-0,24%	-0,14%		0,06%	
Ville-Marie	0,00%	-0,38%	0,00%	-0,35%	0,18%	-4,66%	-1,12%		16,64%	
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	0,07%	-0,02%	-0,04%	-0,17%	0,02%	-0,03%	-0,02%		-0,08%	
Moyenne	**-0,02%**	**0,37%**	**-0,13%**	**0,82%**	**0,40%**	**-0,78%**	**-0,11%**	**0,00%**	**2,26%**	**-0,31%**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204520001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

voir projet de règlement ci-joint

FICHIERS JOINTS

RÈGLEMENT 02-003- .docxRAAV 2020 (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Éric COUTURE
Avocat
Tél : (514) 872-6868

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-31

Éric COUTURE
Avocat
Tél : 514 872-6868
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-003-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT IDENTIFIANT LES RÉSEAUX DE VOIRIE ARTÉRIELLE ET LOCALE (02-003)

Vu l'article 105 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du … , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'annexe 1 du Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003) est modifiée par le remplacement du plan « Réseau artériel administratif, Ville de Montréal, 2019 » par le plan « Réseau artériel administratif, Ville de Montréal, 2020 » joint en annexe au présent règlement.

ANNEXE RÉSEAU ARTÉRIEL ADMINISTRATIF, VILLE DE MONTRÉAL, 2020

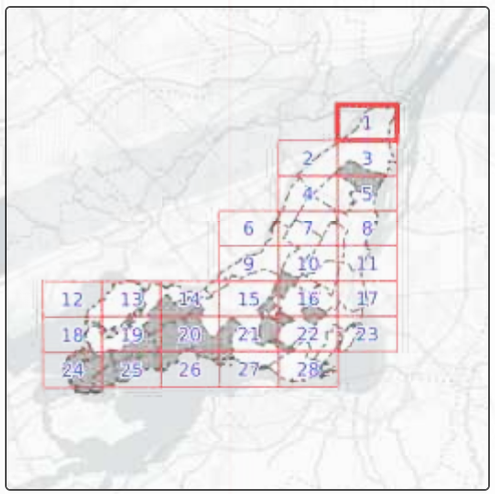
Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1204520001

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #1 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #2 de 28

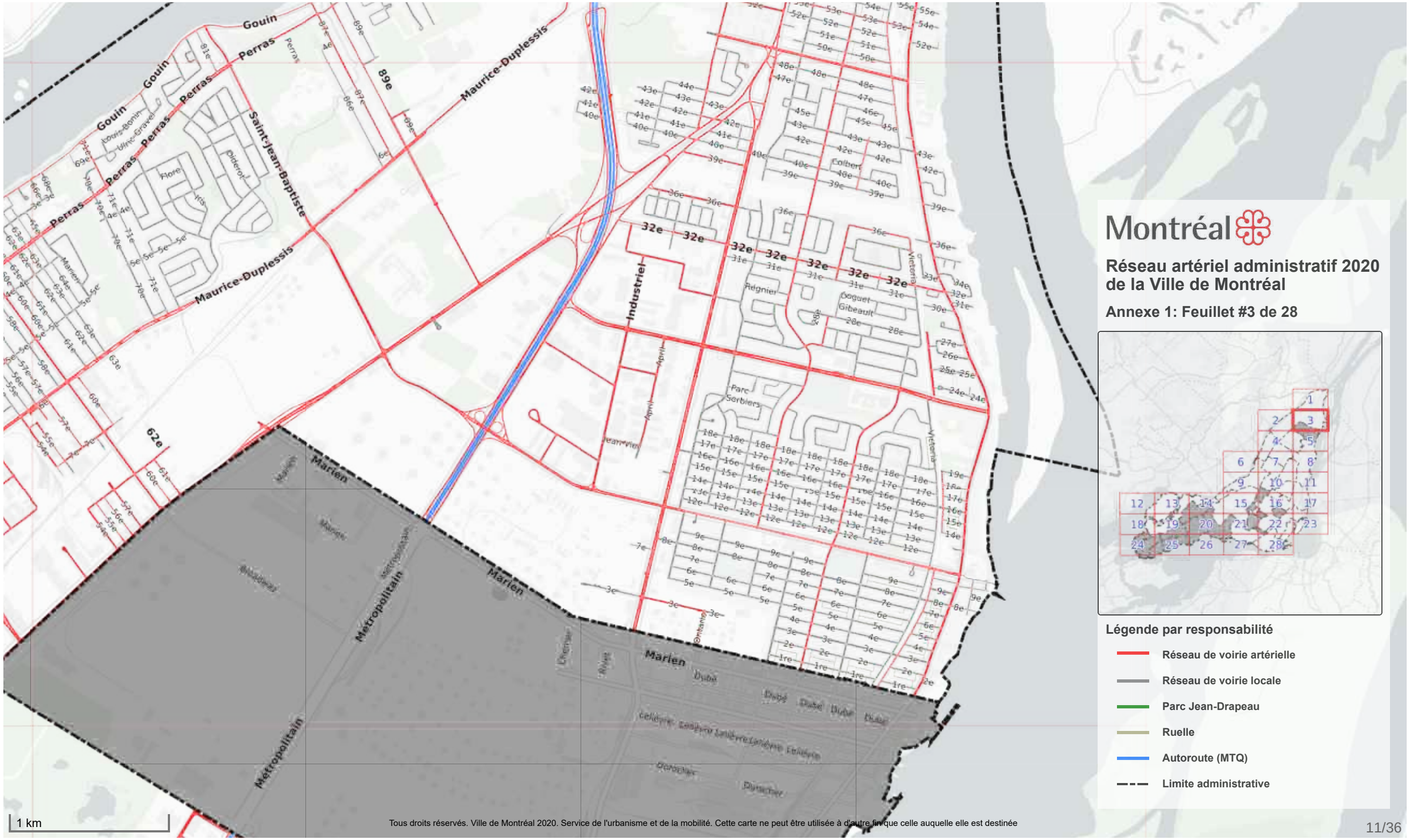


Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée



Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #3 de 28

Légende par responsabilité

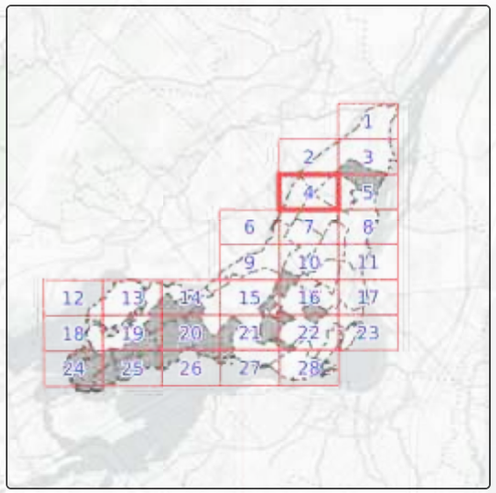
- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #4 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée.

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #5 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #6 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

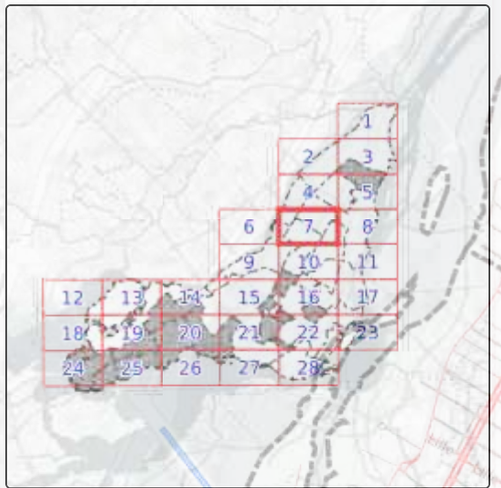
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #7 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #8 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

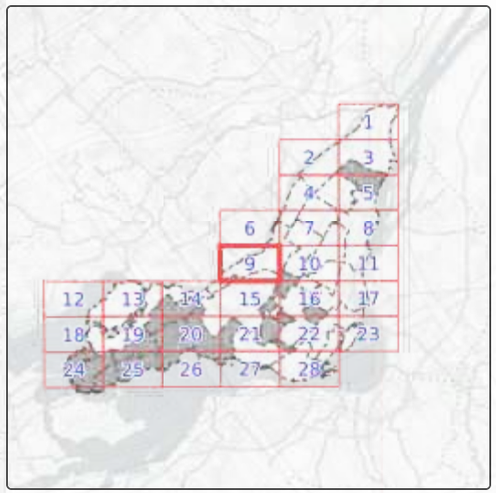
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #9 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #10 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

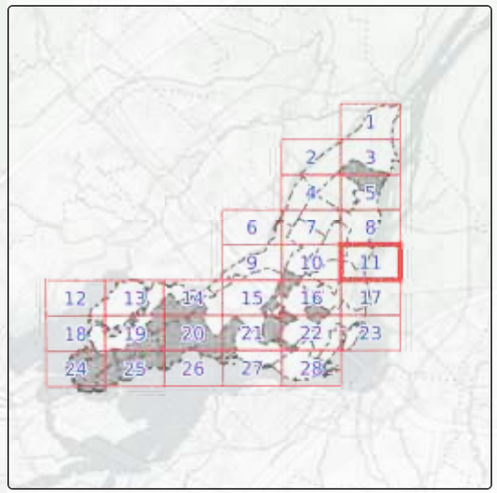
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #11 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

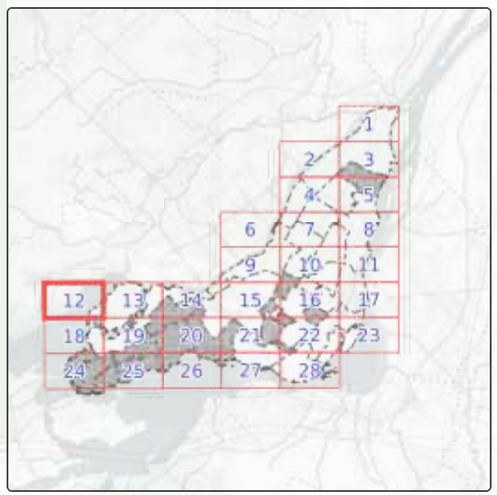
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #12 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

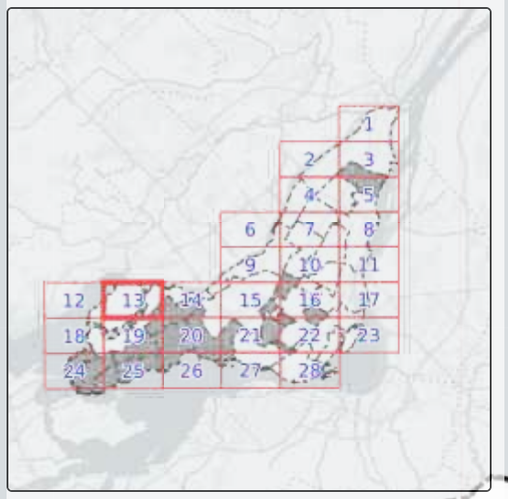
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #13 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #14 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

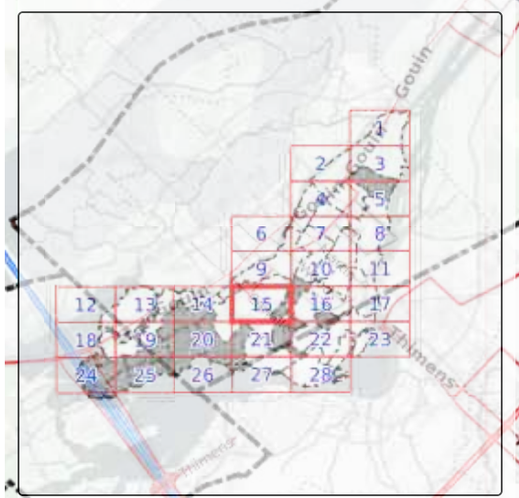
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #15 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

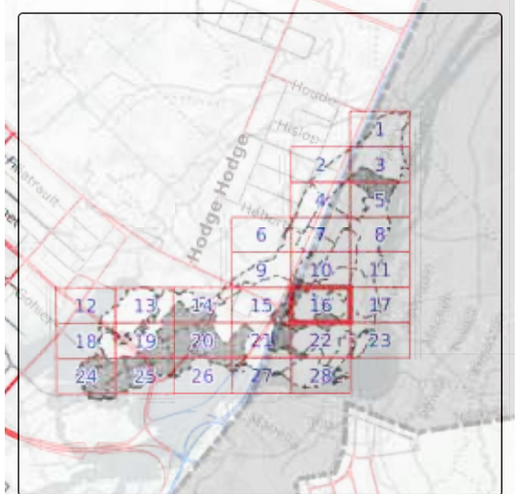
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #16 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #17 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #18 de 28

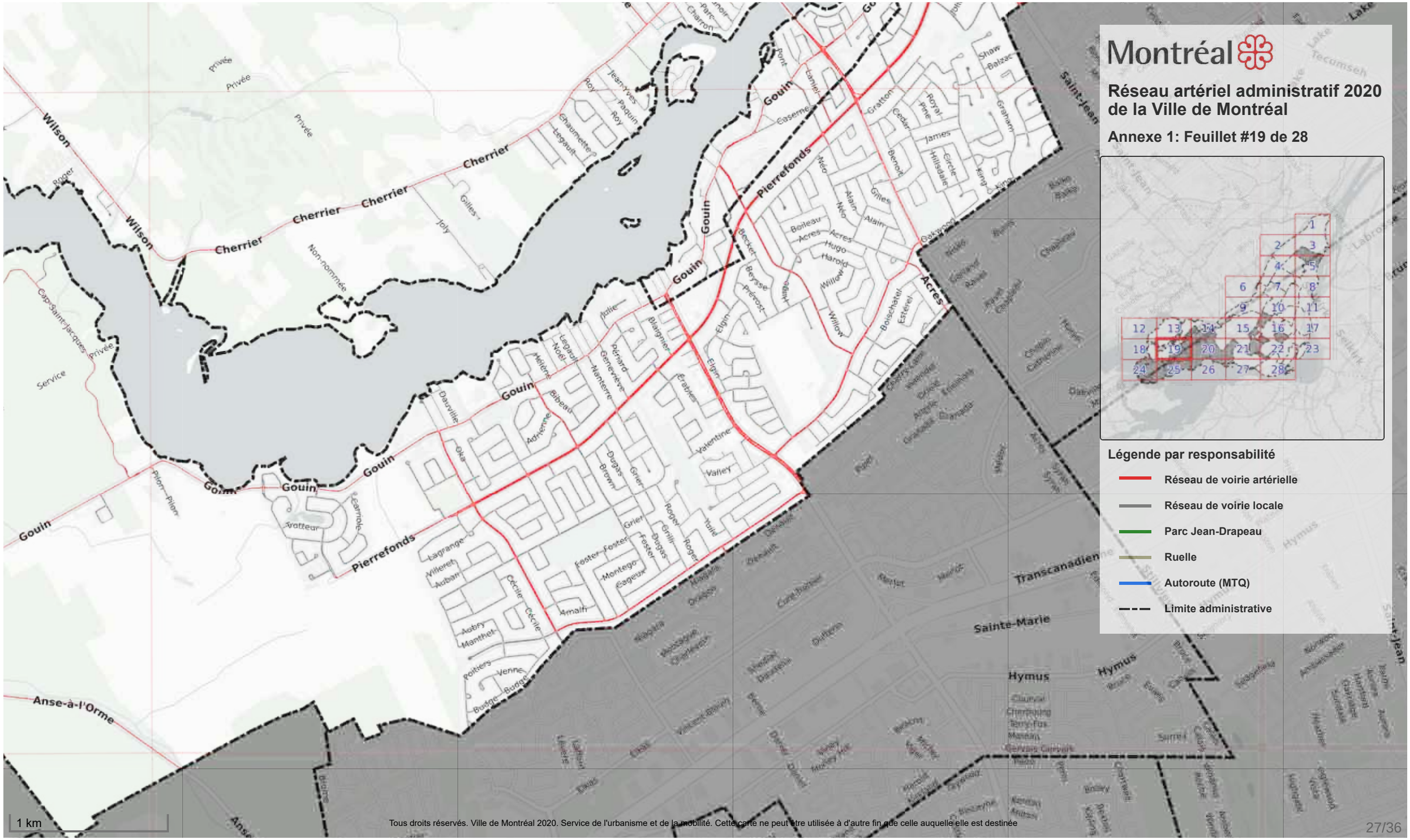


Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

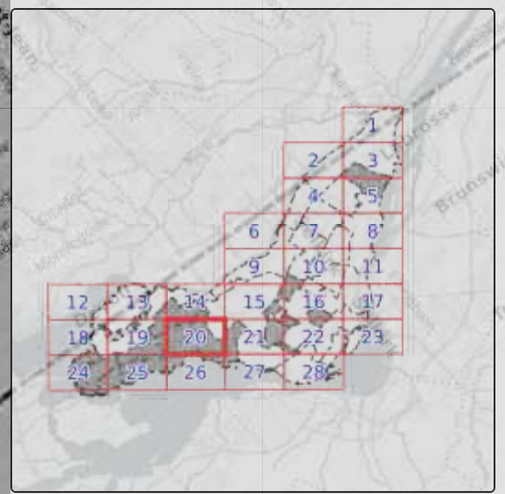


Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #20 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

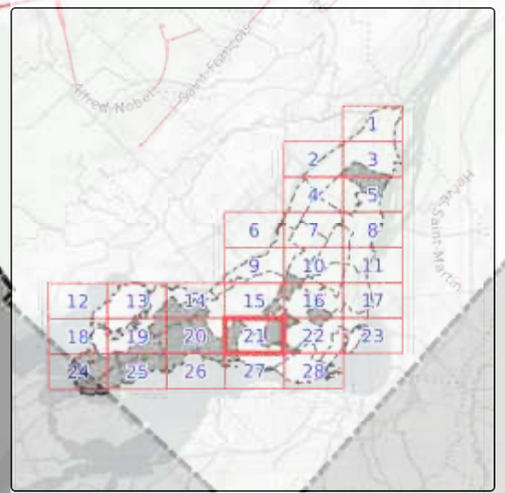
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #21 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

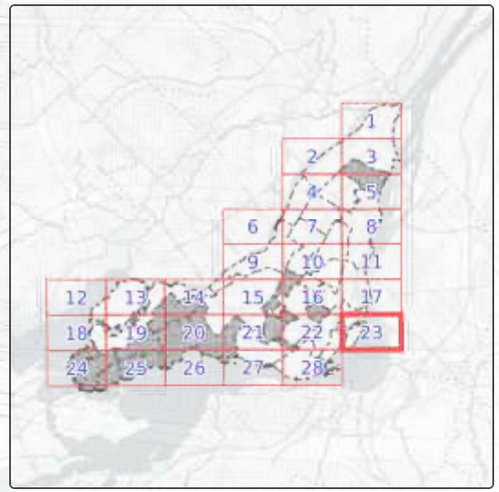


Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #23 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #24 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

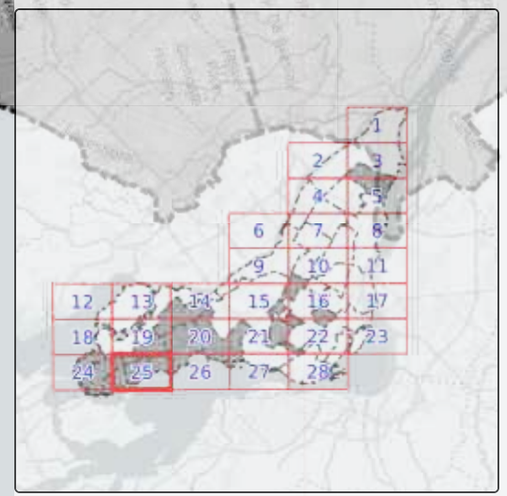
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #25 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

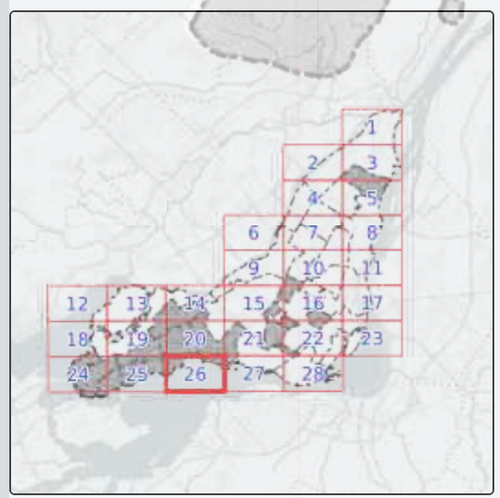
1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #26 de 28



Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Montréal

Réseau artériel administratif 2020 de la Ville de Montréal

Annexe 1: Feuillet #27 de 28

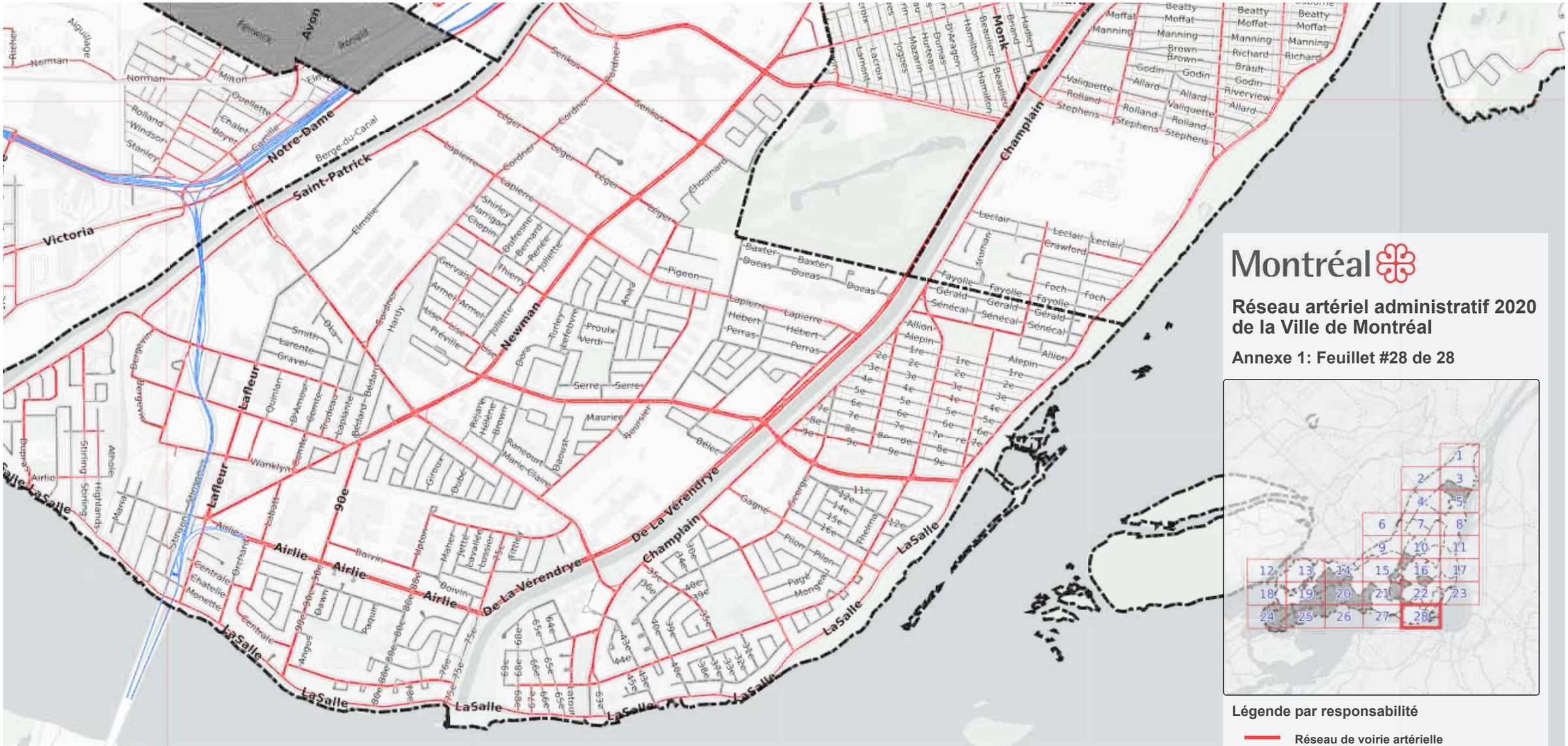


Légende par responsabilité

- Réseau de voirie artérielle
- Réseau de voirie locale
- Parc Jean-Drapeau
- Ruelle
- Autoroute (MTQ)
- Limite administrative

1 km

Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée



Tous droits réservés. Ville de Montréal 2020. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette carte ne peut être utilisée à d'autre fin que celle auquelle elle est destinée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2020/09/21 13:00

(1)

Dossier # : 1206744004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le Règlement sur les tarifs de l'exercice 2020 pour ajouter les tarifs de location de casiers et de vente du guide d'identification des espèces du Biodôme

Il est recommandé de :
Modifier le Règlement sur les tarifs de l'exercice 2020 pour ajouter les tarifs de location de casiers et de vente du guide d'identification des espèces du Biodôme

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-07-31 12:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206744004**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le Règlement sur les tarifs de l'exercice 2020 pour ajouter les tarifs de location de casiers et de vente du guide d'identification des espèces du Biodôme

CONTENU

CONTEXTE

Le projet Migration a renouvelé le Biodôme et sa scénographie, dans la plus grande partie des espaces accessibles au public, en misant sur une expérience immersive, participative et novatrice.
Dans ce contexte, le Biodôme de Montréal souhaite offrir à ses visiteurs la possibilité de bénéficier des services suivants :

- utilisation de casiers aux fins de vestiaire (communs avec le Planétarium Rio Tinto Alcan);
- utilisation de guides papier d'identification des espèces du Biodôme.

Bien qu'il n'y ait pas eu dans le passé d'entente formelle, la Société des Amis du Biodôme s'occupe, à la satisfaction d'Espace pour la vie, de la gestion des casiers et de la distribution des guides d'identification depuis de nombreuses années au Biodôme. Une entente sera soumise aux instances avant l'ouverture du Biodôme (1200348003). Celle-ci spécifie que les recettes seront perçues par la Société des Amis du Biodôme et comment celles-ci seront versée à la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Des casiers sont situés au niveau sous-sol du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan. Les visiteurs du Biodôme ou du Planétarium pourront en faire la location.
Location d'un casier : 2 $ par jour

Des documents en papier présentent les espèces du Biodôme afin de faciliter leur localisation et leur identification par les visiteurs.
Guides papier d'identification des espèces : 2 $

JUSTIFICATION

Ces services permettent de répondre aux besoins de certains visiteurs et leur tarification raisonnable vise à couvrir les frais de production et de gestion.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Inclusion dans le Règlement sur les tarifs de tarifs 2020.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-07-24

Chantale LOISELLE
Agent(e) de marketing

Tél : 514-868-3051
Télécop. : 514-868-4979

Albane LE NAY
C/d COmmunications et marketing

Tél : 514-872-4321
Télécop. : 514 868-4979

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2020-07-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206744004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Objet :	Modifier le Règlement sur les tarifs de l'exercice 2020 pour ajouter les tarifs de location de casiers et de vente du guide d'identification des espèces du Biodôme

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1206744004 Règl. mod. Règl tarifs Espace pour la vie 20207029.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Division : Service des affaires juridique

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2020) (19-057)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) est modifié par l'insertion, après l'article 53, des articles suivants :

« **53.1.** Pour la location d'un casier situé au Biodôme ou au Planétarium Rio Tinto Alcan, il sera perçu, par jour : 2,00 $.

53.2. Pour le Guide d'identification des espèces du Biodôme, il sera perçu : 2,00 $ ».

_____

GDD : 1206744004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1194509003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le Plan d'urbanisme de Montréal, Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

Il est recommandé de demander au Conseil municipal d'adopter, tel que soumis, le projet de règlement visant à modifier le Règlement numéro 04-047 sur le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, de façon à :

1. Intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).
2. Mettre à jour le Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-08-31 18:25

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1194509003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le Plan d'urbanisme de Montréal, Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande d'adopter le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal, Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin :

- d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD);
- d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza DIBOUNE
conseillère en aménagement

514-855-6000 poste 4227
Tél :
Télécop. : 000-0000

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 août 2020	Résolution: CA20 08 0385

Soumis sommaire décisionnel numéro 1194509003 concernant le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

ATTENDU que les dispositions prévues au 2ième paragraphe de l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* ont été respectées;

Proposé par le conseiller Francesco Miele,

Appuyé par le conseiller Aref Salem, il est

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

1.- D'adopter tel que soumis le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain;

2.- De tenir une consultation écrite en vertu de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, soit en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (article 125 RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

ADOPTÉ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 31 août 2020

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 août 2020	Résolution: CA20 08 0386

Le conseiller Francesco Miele donne avis de motion qu'à une prochaine séance, il sera proposé un règlement modifiant le règlement numéro 04-047 sur le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, ayant pour objet :

1.- D'intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD); et

2.- De mettre à jour le Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

(04-047 – 1194509003)

ADOPTÉ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 6 août 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.01

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1194509003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le Plan d'urbanisme de Montréal, Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

Il est recommandé de demander au Conseil municipal d'adopter, tel que soumis, le projet de règlement visant à modifier le Règlement numéro 04-047 sur le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, de façon à :

1. Intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).
2. Mettre à jour le Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.
3. Tenir une consultation écrite en vertu de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, soit en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (article 125 RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

Signé par Éric PAQUET **Le** 2020-08-31 09:36

Signataire : Éric PAQUET

_____

Directeur
Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194509003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le Plan d'urbanisme de Montréal, Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent, afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

CONTENU

CONTEXTE

L'adoption, en mai 2018, du règlement 2018-73 modifiant le règlement 2011-51 sur le PMAD à l'égard du Réseau Express Métropolitain (REM) par le conseil de la Communauté métropolitaine (CMM), vise à intégrer le tracé et les points d'accès du REM au réseau de transport en commun métropolitain ainsi qu'à ajuster, en conséquence, les paramètres et critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development ». Dans la perspective d'orienter au moins 40 % des nouveaux ménages dans les aires TOD localisées aux points d'accès du réseau de transport en commun et en cohérence avec la Politique de mobilité durable 2030 du Québec, le PMAD propose des nouvelles aires TOD autour des stations projetées du REM, telles que A-40 et Technoparc et d'augmenter le seuil minimal de densité pour certaines stations du REM.

La concordance du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal et du Plan d'urbanisme de Montréal, avec le PMAD est obligatoire, à cet égard, la Ville de Montréal entend modifier le Schéma afin d'intégrer les modifications prescrites au PMAD une fois que les rayons de certaines nouvelles stations du REM dans l'Ouest de l'Île seront établis.

Dans cette optique, et compte tenu du fait que cinq stations du REM sont localisées sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent et qu'au moins deux d'entre elles (Technoparc et De correspondance A-40) sont de nouvelles stations, l'Arrondissement désire assurer un encadrement réglementaire en amont de tout développement lié aux secteurs entourant ces stations afin d'éviter tout développement incompatible avec la vision de la Ville et d'optimiser le potentiel des secteurs à proximité des infrastructures de transport collectif à haute capacité.

Il a donc été convenu avec la Ville de Montréal de procéder avec les modifications des paramètres du Plan d'urbanisme en conformité avec les nouvelles dispositions du PMAD. L'intégration au Plan d'urbanisme de ces paramètres permettra à l'Arrondissement d'assurer

la concordance de sa réglementation et d'ajuster en conséquence les critères d'aménagement propres aux aires TOD autour des stations du REM. De plus, une mise à jour du Plan d'urbanisme est nécessaire en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La planification de l'Arrondissement pour les secteurs autour des stations projetées du REM - tels que les secteurs Hodge/Lebeau, Jules-Poitras et le Technoparc - représente une mise en œuvre des orientations du Plan d'urbanisme visant à mettre en valeur le territoire en relation avec le réseau de transport en commun métropolitain structurant. En cohérence avec le PMAD et le Schéma, l'approche préconisée vise l'intensification et la diversification des activités urbaines aux abords des stations du REM.
Tel que précisé au PMAD, une aire « TOD » se définit comme étant un développement immobilier de moyenne à haute densité et offrant des opportunités de logement, d'emploi et de commerce dans un rayon de marche du point d'accès au réseau. Dans cette optique, la diversification des activités fait partie intégrante de la définition de l'aire TOD, même si celle -ci pourrait avoir un usage dominant variable (résidentiel, mixte ou d'affaires).

De plus, la modification au PMAD établit des critères de réalisation des aires TOD et un seuil de densité minimal applicable pour les nouvelles stations A-40 et Technoparc.
L'augmentation de la densité répond à l'orientation de l'intensification des activités aux abords d'une gare, station REM ou métro.

Les secteurs touchés par la modification au PMAD sont les suivants :

1. Secteur Hodge/Lebeau :

Située entre la station de métro du Collège et la future station du REM A40, cette enclave industrielle, qui s'est développée le long de la voie ferrée, est identifiée au Plan d'urbanisme de Montréal comme étant un secteur de planification détaillée dont les problèmes sont essentiellement :

- l'enclavement par deux voies ferrées et l'autoroute,
- l'incompatibilité des usages industriel et résidentiel qui se côtoient sur la rue Hodge, et,
- la faible desserte en équipements collectifs et en transport en commun dans le secteur.

Les activités de camionnage sur la rue Hodge représentent une nuisance importante pour les occupants des habitations qui ont front sur la même rue, incluant les habitations multifamiliales du Carré Benoît.

Outre les problèmes de nuisances dus à l'incompatibilité des usages, l'enclave industrielle de la rue Hodge est en perte de vitalité depuis plus d'une dizaine d'années et souffre d'un taux de vacance élevé dû au vieillissement du cadre bâti et à l'incompatibilité des bâtiments industriels avec les besoins actuels de l'industrie. La majorité des bâtiments datant des années 1940 et 1950 ont été construits pour les fins manufacturières et d'entreposage avec une hauteur moyenne de 12 à 18 pieds, ce qui ne correspond pas aux normes des nouveaux bâtiments industriels exigeant entre 28 et 40 pieds de hauteur. Plusieurs propriétaires d'immeubles dans le secteur éprouvent des difficultés à louer leurs prémisses à des entreprises industrielles, notamment à cause de l'incompatibilité des bâtiments avec les besoins des entreprises d'aujourd'hui.

L’arrivé du REM et la construction de la nouvelle station A40 constituent un levier important pour le développement de nouvelles aires TOD mixte et industrielle dans le secteur, dans l’optique de l’intensification et de la diversification des activités urbaines aux abords des points d’accès au réseau de transport en commun.

D’un côté, il serait souhaitable de consolider le pôle d’emplois à l’est de la station A40 et du boulevard Montpellier. À ce sujet, l’Arrondissement étudie, en collaboration avec le Développement économique Saint-Laurent (DESTL) et le Service de développement économique de la Ville de Montréal, le développement d’une aire TOD industrielle et d’un pôle d’innovation autour de la future station A40, il s’agit du « Quartier intelligent du manufacturier innovant de Montréal ». Les premiers pronostics permettent de projeter la génération de 5 400 nouveaux emplois liés à l’industrie 4.0.

Une étude est actuellement en cours en collaboration avec la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) afin d’évaluer le potentiel de développement et de densification du secteur industriel en vue d’élaborer la vision pour l’aire TOD industrielle. Cette étude s’inscrit dans le cadre des objectifs de densification et de développement durable visant la création d’un pôle d’emplois autour de l’industrie 4.0 dans l’optique d’offrir de nouveaux emplois à la population de l’aire TOD résidentielle et mixte projetée dans le secteur Hodge.

De plus, le déménagement du siège social de l’Office national du film du Canada (ONF), situé dans le secteur, au centre-ville de Montréal a déclenché un processus d’aliénation de la propriété fédérale par les Services publics d’approvisionnement Canada (SPAC) en collaboration avec la Ville de Montréal, notamment le Service de développement économique de la Ville qui a montré son intérêt pour le redéveloppement du site.

L’étude du redéveloppement du site vise la création d’un nouveau centre d’innovation industrielle intelligent permettant de promouvoir les entreprises innovantes, d’attirer les investissements étrangers et de catalyser l’adoption des technologies de l’industrie 4.0. La revitalisation du site de l’ONF, dans une optique de développement durable et de densification d’emplois, permettra de consolider le pôle d’emplois en lien avec le Quartier intelligent du manufacturier innovant en plus de favoriser la consolidation de la vocation résidentielle du quartier Hodge.

Par ailleurs, il est souhaitable de favoriser un développement d’une aire TOD mixte à l’ouest de la station A40 et du boulevard Montpellier, et en continuité avec la trame résidentielle existante dans le secteur entourant la rue Hodge, afin d’assurer une harmonisation des usages. La planification de l’aire TOD mixte permettra non seulement de consolider l’offre en logements, emploi et commerce en relation avec le réseau de transport en commun, mais également de bonifier la desserte en services et équipements collectifs manquants dans le secteur (tels que parcs de quartier et de voisinage, école primaire, centre communautaire et services de proximité).

Ainsi, une fiche de planification détaillée sera ajoutée au chapitre 2 du Plan d’urbanisme afin d’annoncer les orientations générales en matière d’aménagement urbain, de réduction des îlots de chaleur urbains, de développement social et de mobilité. Des balises d’aménagement plus détaillées ont également été élaborées afin d’assurer une continuité de la planification dans le secteur. De plus, afin de mieux arrimer cette planification avec celle des secteurs avoisinants, l’Arrondissement a fusionné quelques secteurs de planification détaillée. Ainsi, ce secteur sera nommé « Secteur des portes d’entrée de l’arrondissement ».

La création de nouvelles aires TOD industrielle et mixte de part et d’autre de la future station REM A40 permettrait de réaliser de nouveaux milieux de vie complets où il fait bon vivre, travailler et s’amuser.

2. Secteur Jules-Poitras :

Le parc industriel longeant le boulevard Jules-Poitras fait partie des secteurs de planification détaillée dont les problèmes sont : l'enclavement par la voie ferrée et l'autoroute, l'incompatibilité des usages industriel et résidentiel partageant la même rue et les nuisances qui en découlent.

Cette enclave industrielle hétéroclite regroupe une variété de bureaux, d'entrepôts occupant des bâtiments vieillissants ainsi que des industries polluantes, telle que l'usine Tuck-Tape située directement adjacente à la future station REM Montpellier et en face de plusieurs bâtiments résidentiels et dont le processus de fabrication de rubans auto-adhésifs cause des émanations de gaz et de vapeurs nocifs à la santé.

Construite durant les années 1950, l'enclave industrielle qui longe la voie ferrée et le boulevard Jules-Poitras est entourée de quartiers résidentiels dont le quartier Chameran, un quartier résidentiel fortement peuplé qui représente 10 % de la population totale de Saint-Laurent.

Un des gestes posés par l'Arrondissement visant à favoriser l'amélioration du quartier a été de mettre en place, en 2012, le programme de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) pour Chameran et la zone industrielle attenante. La RUI constitue une démarche de lutte contre la pauvreté en favorisant notamment la mobilisation de tous les acteurs ainsi que la participation citoyenne en vue d'améliorer les conditions de vie des résidents.

Le secteur représente un potentiel de redéveloppement majeur dû à sa localisation à proximité des deux futures stations REM, Montpellier et Du Ruisseau, et la nouvelle ligne SRB sur l'axe Côte-Vertu. Ainsi, la requalification de l'enclave industrielle en un secteur diversifié permettrait le remplacement de certaines usines vieillissantes et qui sont une source de nuisances pour le quartier, par des usages mixtes, comprenant de l'habitation, des services et des équipements collectifs mieux adaptés et répondant aux besoins du quartier (p.ex. parc, école, centre communautaire et de loisirs).

C'est dans cette optique que, depuis quelques années, l'Arrondissement a entamé, en collaboration avec des partenaires, la réflexion en vue de répondre aux besoins de la population locale en termes d'équipements collectifs en vue de créer un nouveau pôle civique pouvant offrir des services manquants dans le quartier, tels qu'une nouvelle école primaire, parc, bibliothèque, point de service ados, et services communautaires.

3. Secteur du Technoparc :

Mis en place en 1987, le Technoparc offre aux entreprises un environnement propice à l'innovation technologique. Après des années de croissance relativement lente, le conseil d'administration du Technoparc de Montréal a élaboré un plan stratégique 2014-2017 qui a fait ressortir le besoin urgent de mettre à jour le plan directeur du Technoparc afin de l'adapter aux nouvelles réalités.

L'arrivée du REM et la construction de la nouvelle station au cœur du Technoparc apporte de nouvelles perspectives en termes de mobilité durable, jusqu'alors absente du secteur. Malgré les 140 entreprises qui y sont implantées, engageant plus de 7 300 employés, l'accès au Technoparc s'est jusqu'ici limité aux véhicules et un nombre restreint de lignes d'autobus.

Occupant une part importante du parc industriel de Saint-Laurent, le Technoparc fait l'objet d'un Programme particulier d'urbanisme (PPU) dont la mise à jour est également nécessaire. La vision d'avenir du Technoparc de Montréal, tel que définit dans son plan

stratégique et son Plan directeur, en cours d'élaboration, est celle d'un campus urbain attractif et accessible. L'attractivité du parc est tributaire de son accessibilité pour les travailleurs, d'où l'importance qu'il soit directement connecté au réseau de transport métropolitain. L'arrivée du REM répond à cet enjeu et représente un levier à une intensification des activités économiques devenant ainsi une aire TOD d'affaires, de recherche et de développement, offrant bien plus qu'un lieu de travail mais une diversité d'activités complémentaires et récréatives aux travailleurs.

En plus d'un nombre important de terrains vacants, environ 50 % des terrains sont sous-utilisés à cause de la faible densité et de la proportion importante dédiée au stationnement en surface. Ceci représente un potentiel de transformation et de densification significatif. Les paramètres actuels de densité au Plan d'urbanisme pour le Technoparc ne prévoient qu'une occupation au sol faible et moyenne. L'arrivée du REM et la révision du Plan directeur du Technoparc devront s'accompagner d'une modification des paramètres de densité du Plan d'urbanisme en conformité avec les critères d'aménagement d'une aire TOD.

La protection des milieux naturels et la mise en valeur du réseau d'espaces verts et bleus font également partie de la vision d'avenir du Technoparc. Ainsi, une mise à jour de la carte des secteurs de conservation au Plan d'urbanisme s'impose afin d'assurer la connectivité des milieux naturels qui font partie de l'Écoterritoire de la coulée verte du Ruisseau Bertrand. Cette mise à jour touche aussi aux parcs et aux tracés de rues du PPU du Technoparc. La mise à jour du PPU du Technoparc permettra d'inclure le tracé des nouvelles rues approuvées par l'arrondissement.

Les modifications apportées demeurent néanmoins ponctuelles afin de refléter le développement urbain actuel et la création du parc-nature Des Sources. Une modification globale suivra au courant des prochains mois à la suite de l'exercice de planification en cours.

4. Secteur TOD Bois-Franc :

La planification détaillée du secteur Bois-Franc représente une des priorités de l'Arrondissement, depuis les premières étapes de l'élaboration du PMAD en 2010, visant à réaliser un quartier conçu selon les principes TOD en lien avec la gare et en vue du prolongement anticipé de la ligne orange du métro. La vision de planification a fait l'objet d'une publication en 2016 après avoir été sélectionnée en tant que projet lauréat du Prix des collectivités durables de la Fédération canadienne des municipalités (FCM).

En 2017, une vision conjointe a été développée en collaboration avec l'Arrondissement Ahuntsic-Cartierville. La planification du TOD Bois-Franc a été retenue par la CMM dans le cadre de son programme de financement pour favoriser la conception de projets novateurs dans les aires TOD identifiées au PMAD.

Cette nouvelle vision de planification, adoptée en juin 2020 par le conseil d'arrondissement, permettra de mettre à jour la vision élaborée au début des années 2010. En effet, la réalisation imminente du REM et le prolongement anticipé de la ligne orange du métro font de la future station Bois-Franc un enjeu d'importance stratégique en termes de planification urbaine et une occasion unique pour la création d'un quartier exemplaire et innovateur, conçu selon les principes TOD et POD («*Pedestrian Oriented Development* ») autour de ce qui deviendra la troisième gare intermodale de Montréal en dehors du centre-ville et un pôle intermodal des plus stratégiques à l'échelle métropolitaine.

Cela dit, l'implantation de la nouvelle station REM Bois-Franc aura pour conséquence de déplacer le centroïde de l'aire TOD, de la gare actuelle, vers l'ouest, nécessitant une mise à jour des paramètres de densité au Plan d'urbanisme afin de refléter la nouvelle position de

l’aire TOD. Ces modifications sont expliquées dans la section IV.

5. Mises à jour du Plan :

En plus de la mise à jour des éléments relatifs au Technoparc, d’autres éléments du Plan d’urbanisme adopté en 2004 nécessitent une mise à jour afin d’assurer une cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

A. Pôle institutionnel de Saint-Laurent :

La première de ces mises à jour concerne le pôle institutionnel de Saint-Laurent. Reconnu en tant que « Grande propriété à caractère institutionnel » au Schéma d’aménagement et au Plan d’urbanisme, ce pôle comprend notamment les campus des Cégeps Saint-Laurent et Vanier, l’Église de Saint-Laurent et le campus des Sœurs de Sainte-Croix. L’acquisition de ce dernier par la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois permet de requalifier la propriété en un campus scolaire qui deviendra un des plus importants de l’Île, avec un potentiel de plus de 80 classes, répondant ainsi au besoin urgent de nouveaux locaux au niveau secondaire sur le territoire de Saint-Laurent.

Cette requalification de la propriété des Sœurs en campus scolaire permet d’assurer la pérennité de la vocation éducative de Pôle institutionnel de Saint-Laurent, tout en préservant les valeurs historiques architecturales et paysagères de ce site important, conformément aux orientations développées à partir de l’Énoncé de la valeur patrimoniale élaboré pour l’ensemble des institutions. L’affectation du sol du site devrait donc être modifiée d’un « Couvent, monastère ou lieu de culte » à un « Grand équipement institutionnel » conformément à l’affectation de l’ensemble du campus (voir section IV). La mise à jour de l’objectif 3 sera également effectuée afin de refléter cet ajustement.

B. Axe Marcel-Laurin - TOD Du Collège :

Le secteur visé concerne les terrains qui bordent le boulevard Marcel-Laurin au nord-ouest de l’intersection Marcel-Laurin/ Saint-Louis. L’un des terrains, situé au coin des deux rues, est occupé par un centre commercial en perte de vitalité économique, tandis que l’autre a été anciennement occupé par une station de service maintenant démolie. Le regroupement de ces lots, leur décontamination et leur requalification en un projet mixte, comprenant des commerces au rez-de-chaussée et des habitations aux étages, permettraient de rehausser la qualité du cadre bâti et du paysage urbain de cette intersection stratégique qui constitue une porte d’entrée importante au quartier ouest (secteurs des rue Saint-Louis, Tait et du boulevard Alexis-Nihon).

C. Modifications au Plan d’urbanisme :

Dans l’objectif d’assurer la conformité du Plan d’urbanisme au PMAD et au Schéma d’aménagement, en plus d’assurer la mise à jour du chapitre d’Arrondissement, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) propose les modifications suivantes affectant, notamment, les cartes de l’affectation au sol et de densité de construction aux chapitres 3 et 22 du Plan d'Urbanisme de Montréal :

- Remplacer l’affectation des secteurs d’emplois autour de stations projetées du REM (Secteurs Hodge et Jules-Poitras), tel que montré en annexe, par des secteurs d’activités diversifiées en conformité avec la définition et des critères de réalisation des aires TOD du PMAD incluant l’habitation, les commerces et les lieux d’emplois afin de répondre aux objectifs de création d’espaces résidentiels au sein des aires TOD et d’y orienter les futurs ménages, tel que visé par le PMAD.
- Remplacer les secteurs de basse et moyenne densité (22-01, 22-08, 22-16 et 22-17) qui s’apparentent à des secteurs autorisant les entrepôts industriels et

qui entourent les nouvelles stations projetées du REM, par des secteurs à transformer ou à construire de moyenne et haute densité qui correspondent aux densités propres à des aires TOD mixtes, industrielles ou d'affaires et afin d'assurer l'atteinte du seuil minimal de densité en concordance avec le PMAD.

- Ajouter la note suivante en bas de la page des secteurs à transformer et à construire :
  « La réglementation d'urbanisme doit encadrer la gradation des densités, des hauteurs et des taux d'implantation au sol dans une zone de façon à préserver l'échelle humaine et à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens et sur l'ensoleillement. »
- Ajouter « l'ancien Couvent des Sœurs de Sainte-Croix » au moyen de mise en œuvre 4 de l'objectif 3.
- Ajouter les points suivants aux moyens de mise en œuvre des objectifs 5 et 6 visant à consolider l'offre en logements et de soutenir un mode d'urbanisation favorisant le transport collectif :

  « 1. Par l'intermédiaire de la réglementation d'urbanisme : (…)

    - o Encadrer la gradation des densités et des hauteurs de façon à préserver l'échelle humaine, à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens et sur l'ensoleillement.
    - o Assurer une desserte en équipements collectifs, tels que des parcs, espaces verts ou écoles, proportionnelle aux densités projetées.
    - o Assurer la gestion des déplacements et de l'offre en stationnement hors rue de façon à limiter le nombre de déplacements véhiculaires et stationnements en favorisant les déplacements collectifs et actifs ainsi que le stationnement souterrain ou en structure.
    - o Favoriser un aménagement paysager distinctif et durable qui met en valeur l'identité du lieu, améliore la qualité de vie des quartiers, conserve les milieux naturels et maximise le verdissement et la canopée. »

- Agrandir le secteur à transformer 22-T3 autour de la gare Bois-Franc pour l'étendre vers l'ouest suivant le déplacement du centroïde de la nouvelle station REM de façon à inclure les terrains occupés par les entrepôts, et zonés habitations, situés sur la rue Duchesne.
- Mettre à jour les marais et le tracé des rues au PPU du Technoparc selon les nouveaux emplacements et tracés approuvés par l'arrondissement.
- Modifier les secteurs de conservation à la carte des affectations afin d'intégrer les nouvelles aires protégées situées dans le Technoparc.
- Modifier la carte des parcs afin d'y intégrer les modifications et ajouts aux aires de conservation situés dans le Technoparc.
- Remplacer l'affectation « Couvent, monastère ou lieu de culte » du nouveau Campus scolaire de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys à un « Grand équipement institutionnel » conformément à l'affectation de l'ensemble Pôle institutionnel de Saint-Laurent.
- Inclure les terrains situés au nord-ouest de l'intersection Marcel-Laurin/Saint-Louis dans le secteur de moyenne et haute densité (22-15) de l'aire TOD Du Collège.
- Remplacer la fiche de planification détaillée « 22.4.4 Site Mitchell » par la fiche de planification détaillée « 22.4.4 Secteur des portes d'entrée de l'arrondissement ».
- Abroger la fiche de planification détaillée « 22.4.9 Secteurs Bourdon, Hodge et Jules-Poitras ».

Encadrement réglementaire par l'Arrondissement :

L'approche retenue par le Plan d'urbanisme en matière de densité « préconise avant tout la flexibilité de l'application, assurant aux arrondissements la marge de manœuvre nécessaire à une gestion quotidienne efficiente et à un encadrement adéquat des projets de développement.».

En vue d'assurer un tel encadrement, l'Arrondissement entend introduire, au Chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme, la prescription réglementaire d'encadrer la gradation des densités, des hauteurs et des taux d'implantation au sol dans une zone de façon à préserver l'échelle humaine, à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens, sur l'ensoleillement, sur la circulation et la desserte en équipements collectifs, notamment les parcs, espaces verts et écoles.

Des normes détaillées d'usage, de densité et de hauteur seront donc établies au Règlement sur le zonage (RCA08-08-0001) et en vertu du Projet particulier de modification, de construction ou d'occupation d'immeubles (PPCMOI) qui assureront la mixité et la cohabitation des usages ainsi que la gradation et la transition harmonieuse des densités et des hauteurs entre les différentes zones de chaque secteur, en tenant compte du cadre bâti existant et de la proximité du point d'accès au réseau de transport en commun.

Il est important de rappeler que le Règlement sur le zonage (RCA08-08-0001) comprend déjà des dispositions à l'effet d'assurer la gradation de hauteurs, l'échelle humaine et l'intégration au milieu. À titre d'exemple, l'article 8.7 exige l'étude des impacts éoliens et sur l'ensoleillement des projets en conformité avec le Document complémentaire. D'autres articles, tels que 8.26.6, assurent l'intégration architecturale des projets en visant la transition harmonieuse des hauteurs et des densités par rapport au voisinage par le biais de critères de PIIA applicables aux projets. En plus du PIIA, l'utilisation des PPCMOI, permettent l'encadrement des projets afin d'assurer leur intégration au cadre bâti existant. Ces outils, déjà utilisés avec succès dans le passé par l'Arrondissement permettront la mise en œuvre des objectifs du Plan et d'intégrer les critères d'aménagement des aires TOD précisés au PMAD :

1. **Hauteurs et densités :** Assurer la modulation et la gradation des hauteurs et densités en optimisant l'utilisation du terrain en tenant compte du milieu afin d'assurer une bonne intégration et de créer un quartier à l'échelle humaine.
2. **Mixité des usages et des typologies :** Assurer la mixité et une bonne intégration des usages, une desserte adéquate en services et équipements collectifs, et une typologie résidentielle diversifiée qui répond au besoin des différents ménages et favorise la mixité sociale.
3. **Hauteurs et densités :** Assurer la modulation et la gradation des hauteurs et densités en optimisant l'utilisation du terrain en tenant compte du milieu afin d'assurer une bonne intégration et de créer un quartier à l'échelle humaine.
4. **Mixité des usages et des typologies :** Assurer la mixité et une bonne intégration des usages, une desserte adéquate en services et équipements collectifs, et une typologie résidentielle diversifiée qui répond au besoin des différents ménages et favorise la mixité sociale.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande la présente modification au Plan d'urbanisme pour les raisons suivantes :

- Les modifications proposées au Plan d'urbanisme permettent d'assurer la conformité du Plan au PMAD à la suite de l'adoption du règlement 2018-73 par

le conseil de la CMM et qui vise à intégrer le REM au réseau de transport en commun métropolitain et à ajuster en conséquence les critères d'aménagement.

- La modification de l'affectation dans les secteurs entourant les nouvelles stations REM Côte-de-Liesse, Montpellier et Du Ruisseau en des secteurs d'activités diversifiées permet la transformation d'enclaves industrielles non compatibles avec leurs entourages en des aires d'aires TOD mixtes offrant des opportunités de logement, d'emplois et de commerce dans un rayon de marche du point d'accès au réseau du REM, tel que le propose le PMAD. Le maintien des secteurs d'emplois à proximité de la station Côte-de-Liesse et Marie-Curie confirment la volonté de l'Arrondissement de consolider les pôles d'emplois en catalysant le secteur des technologies innovantes et de l'industrie 4.0.
- La requalification des secteurs à vocation industrielle de basse et moyenne densité en des secteurs mixtes, industriels ou d'affaires de plus haute densité permet de répondre aux objectifs d'intensifier les activités urbaines autour des nouvelles stations du REM en conformité avec les objectifs et critères du PMAD et du Schéma visant la mise en valeur du territoire en relation avec le réseau de transport en commun métropolitain structurant.
- La modification du Plan d'urbanisme permet à l'Arrondissement de réaliser sa vision de planification et de développement urbain tout en mettant en œuvre les objectifs de l'Agglomération, notamment celle d'orienter au moins 40 % des nouveaux ménages dans les aires TOD localisées aux points d'accès du réseau de transport en commun et en cohérence avec la Politique de mobilité durable 2030 du Québec.

Consultation publique et ajustements :

1. Suite au processus de consultation publique, la modification du Plan d'urbanisme énoncée à l'item 5. B) « Axe Marcel-Laurin - TOD Du Collège» a été retirée. Ainsi, terrains situés au nord-ouest de l'intersection Marcel-Laurin/Saint-Louis seront maintenus dans le secteur de moyenne densité (22-14).
2. En réponse à la lettre reçue lors du processus de consultation écrite, les précisions suivantes sont à apporter:
    - La portion construite de l'avenue Marie-Curie et identifiée en tant que «réseau existant» dans la version en vigueur est abandonnée depuis plus d'une douzaine d'années.
    - Le prolongement de l'avenue Marie-Curie est localisé à même les limites du parc -nature Des Sources tel qu'adopté en 2012 (Règlement RCG12-004). Il est à noter que la notion du parc-nature Des Sources était inconnue au moment de l'adoption du Programme particulier d'urbanisme du Technoparc.
    - Le prolongement du boulevard Alfred-Nobel est réalisé depuis près de deux ans ce qui permet l'accès aux terrains localisés dans l'éco-campus Hubert-Reeves.

Ainsi, ces modifications constituent uniquement une mise à jour de la situation actuelle en matière de développement urbain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La modification du Plan d'urbanisme permet à l'Arrondissement d'atteindre ses objectifs en matière de développement durable en :

- Intégrant le réseau et nouvelles stations REM et en mettant en place les paramètres d'affectation et de densité visant la diversification et l'intensification des activités urbaines aux abords des points d'accès au transport collectif.
- Intégrant au Plan d'urbanisme et à la réglementation les critères d'aménagement visant à réduire la place du véhicule et à prioriser les déplacements actifs, de créer des quartiers complets qui favorisent une qualité de vie en misant sur la qualité et la durabilité des bâtiments et de l'aménagement des espaces.
- Mettant en œuvre les objectifs de l'Agglomération, notamment celle d'orienter au moins 40 % des nouveaux ménages dans les aires TOD localisées aux points d'accès du réseau de transport en commun et en cohérence avec la Politique de mobilité durable 2030 du Québec.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption des modifications proposées au Plan d'urbanisme permettront à l'Arrondissement de mettre en place les outils réglementaires afin de mieux encadrer le développement urbain autour des nouvelles stations du REM et d'assurer la conformité des nouveaux projets aux orientations du PMAD et du Schéma. Ces modifications permettront notamment d'éviter tout développement incompatible avec la vision de la Ville et d'optimiser le potentiel des secteurs à proximité des infrastructures de transport collectif à haute capacité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'arrondissement de Saint-Laurent souhaite poursuivre la procédure d'adoption du projet de règlement conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (article 125 RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée de 15 jours ainsi qu'en apportant les adaptations nécessaires aux procédures référendaires, notamment en établissant des processus à distance d'enregistrement des personnes habiles à voter et, le cas échéant, en organisant la tenue de référendums par correspondance, selon les modalités prévues par le Règlement sur le vote par correspondance (chapitre E-2.2, r.3).
La procédure de remplacement de la consultation publique par une consultation écrite

Le projet de règlement adopté en séance du conseil le 4 août 2020 visé par le présent sommaire aurait fait l'objet, en temps normal, d'une assemblée publique de consultation, tel que prescrit par l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).

Or, depuis le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a décrété l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois par le décret numéro 177-2020. Depuis cette date, ce décret a été renouvelé en continu par des décrets subséquents qui habilitent la ministre de la Santé et des Services sociaux à ordonner toute mesure nécessaire pour protéger la santé de la population.

Dans le contexte de la gestion de crise entourant le coronavirus (COVID-19), la ministre de la Santé et des Services sociaux a signé le 22 mars 2020 l'arrêté ministériel 2020-008 qui a ensuite été modifié par l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020.

L'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020 prévoit, notamment :

« Que toute procédure autre que référendaire qui fait partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens soit suspendue, sauf si le conseil en décide autrement... [l]a procédure doit être remplacée par une consultation écrite d'une durée de 15 jours, annoncée au préalable par un avis public; »

L’arrondissement compte donc se prévaloir de la procédure de remplacement prévue à l'arrêté ministériel 2020-033 et tenir une consultation écrite d’une durée de 15 jours en remplacement de l’assemblée publique de consultation prévue par la Loi sur l’aménagement et l'urbanisme. Un avis public à cet effet sera diffusé une semaine avant le début de la consultation écrite. Les citoyennes et citoyens disposeront d’un délai de 15 jours pour transmettre leurs commentaires écrits, par courriel ou par la poste.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité Jacques Viger 15 novembre 2019
Comité Jacques Viger 3 juin 2020

Projet de règlement et avis de motion par le conseil d'arrondissement août 2020

Processus de consultation publique écrite août 2020

Adoption du règlement par le conseil de la Ville de Montréal septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L’adoption des modifications proposées au Plan d’urbanisme permettront d’assurer sa conformité au PMAD à la suite de l’adoption du règlement 2018-73 par le conseil de la CMM et qui vise à intégrer le REM au réseau de transport en commun métropolitain et à ajuster en conséquence les critères d’aménagement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza DIBOUNE
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-27

Antoine SAINT-LAURENT
Chef de division par intérim

Tél :	514-855-6000 poste 4227	**Tél :**	514 855-6000
Télécop. :		**Télécop. :**	

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 15 NOVEMBRE 2019
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Modification au Plan d'urbanisme pour l'implantation de stations du REM et la création d'aires TOD à Saint-Laurent

Libellé du projet :	Modification au Plan d'urbanisme (Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent), afin d'y intégrer les nouvelles stations du Réseau express métropolitain (REM) et, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité propres aux aires TOD («Transit Oriented Development »)
Localisation :	Territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent en lien avec les nouvelles gares du Réseau express métropolitain (REM)
Demandeur :	Arrondissement de Saint-Laurent

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis à la demande de l'Arrondissement conformément à l'article 11, alinéa 1, de son règlement, puisque le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

L'objet de la demande est de modifier le Plan d'urbanisme (PU) au chapitre d'arrondissement de Saint-Laurent afin d'intégrer les nouvelles stations du REM et, en conséquence, ajuster les paramètres d'affectation et de densité qui sont proposés aux aires TOD, en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) et le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Contexte[1]

L'adoption, en mai 2018, du règlement 2018-73 modifiant le règlement 211-51 sur le PMAD à l'égard du Réseau express métropolitain (REM) par le Conseil de la Communauté métropolitaine (CMM) vise à intégrer le tracé et les points d'accès du REM au réseau de transport en commun métropolitain ainsi qu'à ajuster, en conséquence, les critères d'aménagement propres aux aires TOD.

Dans la perspective d'orienter au moins 40% des nouveaux ménages dans les aires TOD localisées aux points d'accès du réseau de transport en commun et en cohérence avec la Politique de mobilité durable 2030 du Québec, le PMAD propose des nouvelles aires TOD autour des stations projetées du REM telles que A-40 et Technoparc et d'augmenter le seuil minimal de densité pour certaines stations du REM.

[1] Cette section est tirée du sommaire décisionnel fourni par l'Arrondissement.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

La concordance du Schéma et du Plan d'urbanisme avec le PMAD est obligatoire. À cet égard, la Ville de Montréal entend modifier le Schéma afin d'intégrer les modifications prescrites au PMAD une fois que les rayons de certaines nouvelles stations du REM dans l'ouest de l'île seront établis.

Dans cette optique, et compte tenu du fait que cinq stations du REM seront localisées sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent et qu'au moins deux d'entre elles (Technoparc et A-40) seront nouvelles, l'Arrondissement désire assurer un encadrement réglementaire en amont de tout développement incompatible avec la vision de la Ville et optimiser le potentiel des secteurs à proximité des infrastructures de transport collectif à haute capacité.

Il a donc été convenu avec la Ville de Montréal de procéder aux modifications des paramètres du Plan d'urbanisme en conformité avec les nouvelles dispositions du PMAD. L'intégration au PU de ces paramètres permettra à l'Arrondissement d'assurer la concordance de sa règlementation et d'ajuster en conséquence les critères d'aménagement propres aux aires TOD autour des stations du REM.

LE TERRITOIRE D'INTERVENTION

Secteur Hodge/Lebeau



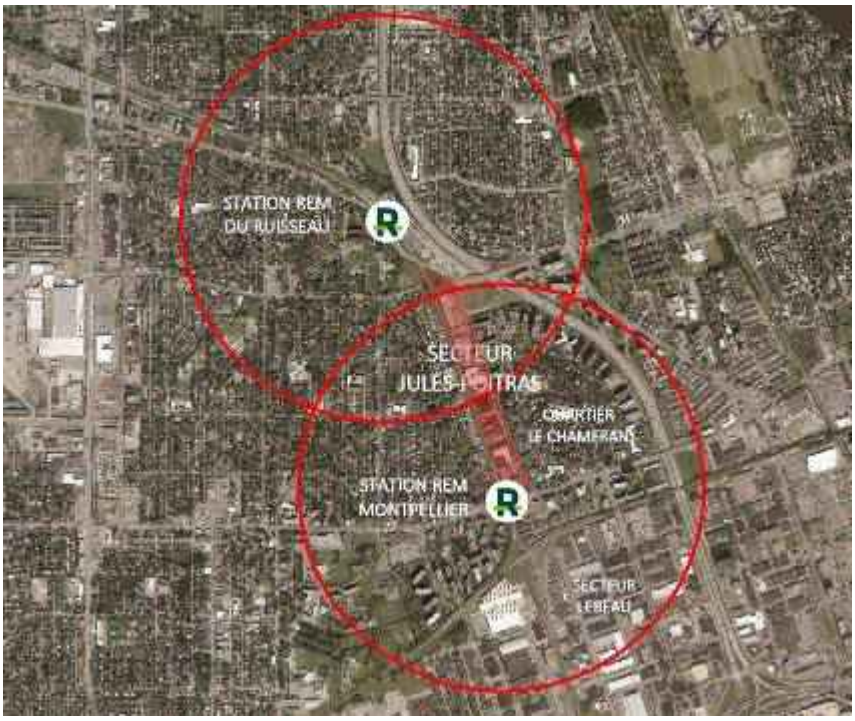
Secteur du Technoparc



Secteur TOD-Bois-Franc



Secteur Jules-Poitras



Axe Marcel-Laurin/Secteur TOD du Collège



LA MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME[2]

Les modifications proposées au Plan d'urbanisme sont les suivantes :

1. **Remplacer l'affectation des secteurs d'emplois autour de stations projetées du REM** (secteurs Hodge et Jules-Poitras) **par des secteurs d'activités diversifiées** en conformité avec la définition et des critères de

[2] Cette section est également reprise intégralement du document fourni par l'Arrondissement de Saint-Laurent.

réalisation des aires TOD du PMAD incluant l'habitation, les commerces et les lieux d'emplois afin de répondre aux objectifs de création d'espaces résidentiels au sein des aires TOD et d'y orienter les futurs ménages tel que visé par le PMAD.

2. **Remplacer les secteurs de basse et moyenne densités** (22-01, 22-08, 22-16 et 22-17) qui s'apparentent à des secteurs autorisant les entrepôts industriels et qui entourent les nouvelles stations projetées du REM, **par des secteurs à transformer ou à construire de moyenne et haute densités** qui correspondent aux densités propres à des autres TOD mixtes, industrielles ou d'affaires et afin d'assurer l'atteinte du seuil minimal de densité en concordance avec le PMAD.

3. Ajouter la note suivante en bas de la page des secteurs à transformer et à construire :

> « **La réglementation d'urbanisme doit encadrer la gradation des densités et des hauteurs** dans une zone de façon à préserver l'échelle humaine, à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens, sur l'ensoleillement et la circulation. »

4. **Ajouter les points suivants aux moyens de mise en œuvre des objectifs 5 et 6** visant à consolider l'offre en logements et de soutenir un mode d'urbanisation favorisant le transport collectif :

> « 1. par l'intermédiaire de la réglementation d'urbanisme (…) :
>
> - **Encadrer la gradation des densités et des hauteurs** de façon à préserver l'échelle humaine, à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens, sur l'ensoleillement et la circulation.
> - **Assurer la gestion de l'offre en stationnement hors rue** de façon à limiter le nombre de places de stationnement en favorisant d'autres formes de stationnements — souterrains ou en structure — qui priorisent le transport collectif et actif.
> - **Favoriser un aménagement paysager distinctif et durable** qui met en valeur l'identité du lieu, améliore la qualité de vie des quartiers, conserve les milieux naturels et maximise le verdissement et la canopée. »

5. **Agrandir le secteur à transformer 22-T3 autour de la gare Bois-Franc** pour l'étendre vers l'ouest suivant le déplacement du centroïde de la nouvelle station REM de façon à inclure les terrains occupés par les entrepôts, et zonés habitations, situés sur la rue Duchesne.

6. **Mettre à jour les marais et le tracé des rues au PPU du Technoparc** selon les nouveaux emplacements et tracés approuvés par l'arrondissement.

7. **Modifier les secteurs de conservation** à la carte des affectations afin d'intégrer les nouvelles aires protégées situées dans le Technoparc et de mettre à jour la carte selon les données actuelles.

8. **Modifier la carte des parcs** afin d'y intégrer les modifications et ajouts aux aires de conservation situées dans le Technoparc.

9. **Remplacer l'affectation** « Couvent, monastère ou lieu de culte » du nouveau Campus scolaire de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois (**ancien couvent des Sœurs de Sainte-Croix**) à un « Grand équipement institutionnel » conformément à l'affectation de l'ensemble Pôle institutionnel de Saint-Laurent.

10. **Inclure les terrains situés au nord-ouest de l'intersection Marcel-Laurin/Saint-Louis dans le secteur de moyenne et haute densité (22-15)** de l'aire TOD du Collège.

LES ENJEUX SOULEVÉS

À sa réunion du 15 novembre 2019, le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement de Saint-Laurent, accompagnés des représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Les représentants ont fait une brève présentation des modifications visées au Plan d'urbanisme. D'emblée, le CJV apprécie la grande sensibilité dans la gestion des processus au sein de l'Arrondissement. Les représentants ont répondu avec satisfaction à plusieurs des inquiétudes du CJV. Celui-ci présente dans les paragraphes suivants ses commentaires sur la demande. En vertu du grand nombre de changements individuels qui composent cette demande d'avis, les commentaires ont été subdivisés afin de préciser les enjeux soulevés par chacun de ceux-ci.

Changements de densité et d'affectation des secteurs Jules-Poitras et Hodge/Lebeau

L'Arrondissement se réfère aux critères d'aménagement des aires TOD du PMAD. Tel que défini dans ce document, la création d'aires TOD implique deux changements majeurs : les densités et les affectations. Ainsi, la densité proposée au sein de ces aires sera de moyenne à élevée (les secteurs actuels autour des gares sont de faible densité). Au niveau des affectations, il est prévu de favoriser une diversification des activités en créant une mixité de lieux d'emplois et de logements. Ces modifications au PU seront répercutées dans le règlement de l'Arrondissement, où le COS et la hauteur permise seront modulés de façon plus fine.

La création d'aires TOD oblige également l'Arrondissement de Saint-Laurent à réaliser une planification détaillée comprenant plusieurs aspects qui dépassent les questions de densité et d'hauteur. Celle-ci pouvant être faite de différentes façons, le CJV se demande pourquoi l'Arrondissement n'a pas opté pour la réalisation d'un programme particulier d'urbanisme (PPU). Cet outil aurait permis d'intervenir sur l'espace de façon planifiée, tout en permettant des changements réglementaires.

En effet, bien que le CJV reconnaisse la très grande qualité du travail de l'équipe actuellement en place au sein de l'Arrondissement de Saint-Laurent, il est toutefois inquiet que les éléments présentés reposent en grande partie sur les intentions de cette équipe et que celles-ci ne soient pas transcrites à l'intérieur d'un document d'urbanisme. Les projets induits par la création de ces aires TOD s'échelonneront sur plusieurs années et il n'y a aucune garantie que cette équipe soit en place durant toute la durée des projets pour assurer leur qualité et que les changements dans la réglementation de l'Arrondissement soient apportés avant l'émission des permis et autorisations.

Le secteur Jules-Poitras paraît bien encadré par les mesures de gradation des densités prévues. Toutefois, pour le secteur Hodge, le CJV juge qu'il est prématuré d'autoriser les changements proposés avec si peu d'encadrement. Il est d'avis que les changements demandés en termes de densité et d'affectation paraissent être très en amont et qu'il manque de détails à ce sujet. Il lui faut plus d'information pour apprécier l'impact de ce changement au PU et saisir comment il répondra aux autres aspects à prévoir en vertu du PMAD de la CMM. Considérant l'importance des enjeux pour le secteur Hodge, une réponse par gradation des hauteurs n'est pas suffisante. Le CJV ne peut être favorable à ce changement important sans que celui-ci soit appuyé par un réel encadrement.

Modification de l'affectation du site conventuel des Sœurs de Sainte-Croix

Le site conventuel des Sœurs de Sainte-Croix, récemment acquis par la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois, sera intégré au pôle institutionnel de Saint-Laurent, qui comprend notamment les campus des cégeps Saint-Laurent et Vanier ainsi que l'église de Saint-Laurent. La requalification de la propriété en un campus scolaire implique de modifier

son affectation au sol au PU, actuellement « Couvent, monastère ou lieu de culte », à un « Grand équipement institutionnel ».

Cette propriété est répertoriée sur la carte « Le patrimoine bâti » du PU comme Grande propriété à caractère institutionnel. À priori, le CJV est en accord avec le changement demandé, puisque cela permet de reconnaître la nouvelle fonction d'institution du couvent. Le comité ne s'oppose donc aucunement à la requalification de la propriété, qu'il voit d'un bon œil puisque cela permettra l'occupation du bâtiment et sa conservation. Notant qu'une étude patrimoniale a été produite sur la propriété des Sœurs de Sainte-Croix, le CJV aurait souhaité que cette réflexion sur la valeur patrimoniale du lieu soit incluse dans le Plan d'urbanisme. Il recommande par conséquent que l'intérêt patrimonial du couvent soit inscrit explicitement au PU.

Modification de l'affectation de l'îlot à l'angle du boulevard Marcel-Laurin et de la rue Saint-Louis (TOD du Collège)

La tête de cet îlot de forme triangulaire est composée du site d'une ancienne station-service démolie et d'un centre commercial en désuétude ainsi que quelques immeubles à logements. L'Arrondissement souhaite redévelopper cet îlot de manière à assurer une meilleure cohérence avec le boulevard Marcel-Laurin. Actuellement inclus dans un secteur de basse densité, l'îlot serait ajouté au secteur actuellement compris dans l'aire TOD du Collège et aurait ainsi les mêmes paramètres de densité que le secteur 22-15 au sud (soit une hauteur de 2 étages et plus, un taux d'implantation moyen ou élevé et un coefficient d'occupation au sol (COS) maximal de 3).

Le CJV s'interroge sur l'opportunité d'inclure également dans le secteur 22-15 les immeubles à logements situés dans la portion nord de l'îlot. La proposition revient à suggérer la démolition éventuelle de ces immeubles, alors que leur désuétude n'a pas été démontrée. Le CJV suggère de limiter cette modification aux lots actuellement vacants.

Espaces verts et services publics

De manière générale, le CJV encourage l'Arrondissement à inclure la question de l'aménagement des espaces verts et celle des services publics dans leur document. Bien qu'il sache que l'Arrondissement y est sensible aux enjeux des corridors écologiques et de développement social, il insiste pour que ces éléments se retrouvent dans le PU afin d'assurer leur mise en œuvre dans les projets.

Concernant spécifiquement le Technoparc, le CJV apprécie que l'on bonifie les secteurs de conservation à la carte des affectations du PU par l'ajout de nouvelles aires protégées, ce qui permettra la conservation de davantage de milieux naturels. Il encourage l'Arrondissement à s'assurer de la connectivité entre ces espaces verts de manière à éviter que ce ne soit des espaces de biodiversité isolés.

Concernant les aires TOD, le CJV se réjouit que l'Arrondissement souhaite réduire de 40% la présence de l'automobile et interdire le stationnement hors-sol au sein des nouvelles aires TOD. Il croit cependant qu'elle pourrait être bonifiée afin d'amplifier sa contribution au développement durable et à la lutte aux changements climatiques. À cette fin, il souhaite que l'Arrondissement se positionne sur le pourcentage d'espaces verts exigé sur les propriétés privées, les constructions en tréfonds et les mesures de contrôle des eaux de pluie. Le fait que ces mesures soient inscrites dans un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) n'est pas suffisant pour le CJV, puisqu'un tel outil qualitatif n'oblige pas l'application stricte de ces mesures. Par conséquent, le CJV est d'avis que ces mesures devraient être encadrées de manière normative et intégrées au règlement de zonage.

Finalement, tout en soulignant que les parcs qui ont été créés dans le secteur Bois-Francs sont trop exigus, donnant un sentiment de manque de sécurité pour les enfants, il souhaite s'assurer que les parcs et espaces verts qui seront créés au sein des nouvelles aires TOD seront de qualité et d'une superficie généreuse afin de promouvoir la réalisation d'une grande diversité d'activité récréative.

Design urbain

Concernant les aires TOD à développer (particulièrement le secteur Hodge), le CJV s'inquiète que, dans le cas où le secteur appartient à un seul ou un petit nombre de promoteurs, il serait difficile d'obtenir une mixité. Afin de contrer ce risque d'uniformité des projets, le CJV recommande à l'Arrondissement de se doter de mécanismes qui permettent d'atteindre une certaine diversité architecturale des projets. L'adoption de lignes directrices ou de critères permettrait de communiquer aux promoteurs ces intentions. De même, l'Arrondissement devrait encourager les promoteurs à morceler les projets en plusieurs lots conçus par des professionnels distincts afin d'en favoriser la diversité.

Ce commentaire s'applique également en ce qui concerne la conception des espaces urbains. Le comité encourage l'Arrondissement à se doter de mesures afin d'assurer une définition, une identité et une continuité des espaces publics.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le CJV émet un avis favorable quant aux modifications suivantes proposées à la page 3 du présent avis, soient :

2. Remplacer les secteurs de basse et moyenne densité (2201-, 22-08, 22-16 et 22-17) par des secteurs à transformer ou à construire de moyenne et haute densité;

3. Ajouter une note concernant les secteurs à transformer et à construire à l'effet d'encadrer la gradation des densités et des hauteurs;

4. Ajouter des points aux moyens de mise en œuvre des objectifs 5 et 6 concernant la gradation des densités et des hauteurs, la gestion de l'offre en stationnement hors rue et l'aménagement paysager;

5. Agrandir le secteur à transformer 22-T3 autour de la gare Bois-Franc;

6. Mettre à jour les marais et le tracé des rues au PPU du Technoparc;

7. Modifier les secteurs de conservation à la carte des affectations afin d'intégrer les nouvelles aires protégées situées dans le Technoparc;

8. Modifier la carte des parcs afin d'intégrer les modifications situées dans le Technoparc;

9. Modifier l'affectation du site de l'ancien couvent des Sœurs de Sainte-Croix;

Sur ce dernier point, le CJV recommande toutefois que la valeur patrimoniale de l'ancien site conventuel des Sœurs de Sainte-Croix soit inscrite de manière explicite dans le PU.

Concernant la proposition 10 (inclure des terrains situés au nord-ouest de l'intersection Marcel-Laurin/Saint-Louis dans le secteur de moyenne et haute densité 22-15 de l'aire TOD du Collège), le CJV recommande d'inclure dans le secteur 22-15 uniquement la partie de l'îlot comprenant les lots vacants, soit le site de l'ancienne station-service et du centre d'achats (soit en excluant les résidences) à moins que de nouvelles informations lui soient présentées. Quant à la

modification no 1 (remplacer l'affectation des secteurs d'emplois autour de stations projetées du REM (secteur Hodge et Jules-Poitras) par des secteurs d'activités diversifiées), le CJV est en faveur de la modification pour le secteur Jules-Poitras uniquement.

Toutefois, concernant le secteur Hodge, le CJV est inquiet du fait qu'aucun document au PU ne supporte les intentions générales quant à l'encadrement des densités, des hauteurs, de l'affectation et des autres aspects à prévoir pour une aire TOD de cette importance (un document de planification, par exemple). Il ne peut se positionner quant au changement demandé compte tenu du fait que le CJV n'a pas assez d'information pour juger de l'encadrement. Il insiste donc pour que les intentions d'encadrement énoncées soient inscrites clairement dans le PU ou dans un PPU et demande à ce que l'Arrondissement revienne lui présenter cet aspect.

Enfin, il recommande que chaque aire TOD soit soumise à une planification détaillée d'ensemble.

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Patrick Marmen
Le 17 décembre 2019

Comité Jacques-Viger

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

Commentaire

Destinataires : Kenza Diboune, conseillère en planification
Division Urbanisme
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Saint-Laurent

Expéditeur : Patrick Marmen, président
Comité Jacques-Viger

Date : Le 10 juin 2020

Objet : **Modification au Plan d'urbanisme pour l'implantation de stations du REM et la création d'aires TOD à Saint-Laurent – Suivi de l'avis C19-SL-01 émis le 17 décembre 2019**

En novembre 2019, l'Arrondissement Saint-Laurent a présenté au Comité Jacques-Viger (ci-après le Comité ou CJV) un projet de modification au Plan d'urbanisme pour l'implantation de stations du REM et la création d'aires TOD sur son territoire. Cette rencontre a donné lieu à l'avis C19-SL-01 du Comité qui était favorable aux modifications proposées, à l'exception de trois modifications pour lesquelles il émettait les recommandations ou les réserves suivantes :

- Concernant le site de l'ancien Couvent des Sœurs de Sainte-Croix, le CJV recommandait que la valeur patrimoniale de l'ancien site conventuel des Sœurs de Sainte-Croix soit inscrite de manière explicite dans le Plan d'urbanisme;
- Concernant la proposition d'inclure des terrains situés au nord-ouest de l'intersection Marcel-Laurin/Saint-Louis dans le secteur de moyenne et haute densité 22-15 de l'aire TOD du Collège, le CJV recommandait que la modification concerne uniquement la partie de l'îlot comprenant les lots vacants, soit le site de l'ancienne station-service et du centre commercial.
- Concernant la modification de remplacer l'affectation des secteurs d'emplois autour des stations projetées du REM (secteur Hodge et Jules-Poitras) par des secteurs d'activités diversifiées, le CJV était en faveur de la modification pour le secteur Jules-Poitras. Toutefois, pour le secteur Hodge, il énonçait son inquiétude qu'aucun document ne supporte les intentions générales quant à l'encadrement des densités, des hauteurs et de l'affectation. Plus particulièrement, le Comité insistait pour que les intentions d'encadrement énoncées verbalement lors de la séance soient inscrites clairement au Plan d'urbanisme ou dans un programme particulier d'urbanisme (PPU). Il demandait que l'Arrondissement revienne lui présenter cet aspect.

À la suite de cet avis du CJV, l'Arrondissement a apporté divers ajustements à son projet de modification du Plan d'urbanisme. Celles-ci ont été déposées au Comité et présentées le 3 juin 2020 lors d'une rencontre réunissant les représentants de l'Arrondissement ainsi que le Président du CJV et deux

membres du CJV ayant assisté à la séance initiale du 15 novembre 2019. Compte tenu de la surcharge de présentations prévues actuellement au CJV et considérant qu'un avis avait déjà été émis, celui-ci répond aux changements apportés par le biais d'un commentaire.

D'emblée, le CJV apprécie le suivi fait par l'Arrondissement à la suite de l'avis émis. Il constate que les changements apportés aux modifications du secteur 22-15 de l'aire TOD du Collège sont conformes à la recommandation émise lors de l'avis.

Concernant le site de l'ancien couvent des Sœurs de Sainte-Croix, l'Arrondissement précise que la valeur patrimoniale du site est déjà soulignée au Plan d'urbanisme à la carte relative au patrimoine bâti du chapitre d'arrondissement. Celle-ci englobe l'ancien site conventuel à l'intérieur d'un secteur de valeur patrimoniale à titre de Grande propriété à caractère institutionnel, de manière conjointe avec le campus des collèges Saint-Laurent et Vanier. Néanmoins, le CJV tient à rappeler que, bien que l'objectif 3 du chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme vise l'élaboration « d'une planification détaillée du campus des collèges Saint-Laurent et Vanier », le site de l'ancien couvent des Sœurs de Sainte-Croix n'est pas spécifiquement nommé. Il recommande donc à l'Arrondissement d'ajouter une mention spécifique au site de l'ancien couvent des Sœurs de Sainte-Croix à l'objectif 3 du chapitre d'arrondissement afin de garantir l'arrimage des projets de transformations le visant aux exercices de planification du campus des collèges Saint-Laurent et Vanier.

Pour le secteur Hodge/Lebeau, le CJV comprend le besoin de modifier le Plan d'urbanisme dans un souci de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD). Il reconnaît, de plus, l'intérêt de la modification de l'affection proposée par l'Arrondissement dans le contexte de la création des aires TOD. Il félicite d'ailleurs l'Arrondissement de la planification d'une aire TOD à fort caractère « d'emplois » à proximité de la future station du REM.

Compte tenu des délais nécessaires à la réalisation d'un programme particulier d'urbanisme (PPU) et considérant la nécessité de faire le changement d'affectation dans une perspective de conformité au SAD, le CJV convient que l'ajout d'une fiche de planification détaillée pour le secteur Hodge est un outil intéressant afin de préciser les intentions d'aménagement de l'Arrondissement, tel que souhaité dans l'avis du CJV. Afin de bonifier la fiche de planification détaillée, il propose de faire les ajouts suivants :

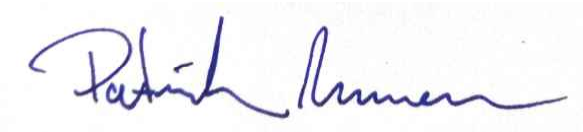
- Compléter l'orientation générale « Favoriser la requalification du secteur Carré Benoît » afin de mentionner que cette action doit être entreprise dans le respect des préoccupations et des aspirations de la population actuelle du secteur;
- Ajouter les balises d'aménagement suivantes :
    - Minimiser l'effet d'îlot de chaleur et assurer une gestion durable des eaux de pluie par des aménagements adéquats, autant sur le domaine public que privé, dont des aires de plantation de dimension suffisante au développement d'une canopée adéquate et à l'infiltration des eaux;
    - Énoncer clairement que les deux secteurs situés au croisement du boulevard Décarie et de la voie ferrée du CP seront des secteurs d'emplois.

De plus, le CJV recommande que la note ajoutée aux secteurs à modifier et à transformer en ce qui a trait à la gradation des hauteurs fasse également référence à la gradation des taux d'implantation au sol afin

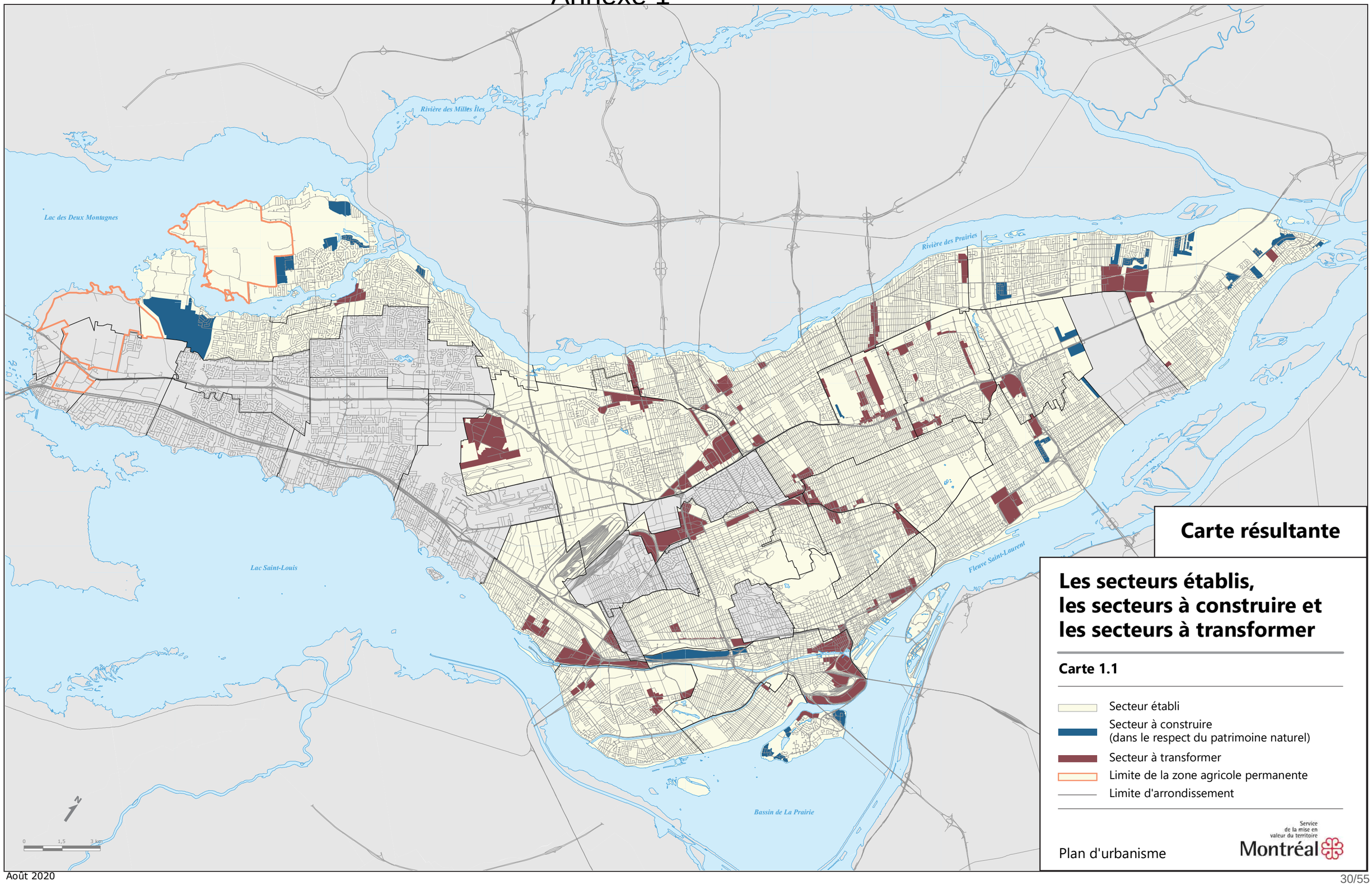
d’assurer une harmonisation des nouveaux développements aux tissus urbains résidentiels de l’arrondissement.

Finalement, le CJV constate que l’ajout d’un COS au secteur 22-T2 afin de limiter le potentiel de développement du site répond aux commentaires émis dans son avis. De plus, il comprend la décision de fixer ce COS à 6 puisque le secteur 22-T2 est constitué par le prolongement et l’agrandissement d’un secteur déjà existant. Néanmoins, le CJV considère que la justification de ce COS relativement élevé est peu appuyée par des études du potentiel d’aménagement du secteur. Sans faire une recommandation de réduire le COS, il suggère à l’Arrondissement de procéder à une étude soignée des formes construites afin d’ajuster sa réglementation locale en conséquence.

Nous vous prions d’agréer, Madame Diboune, à nos distingués sentiments,



Patrick Marmen
Président du Comité Jacques-Viger



Carte résultante

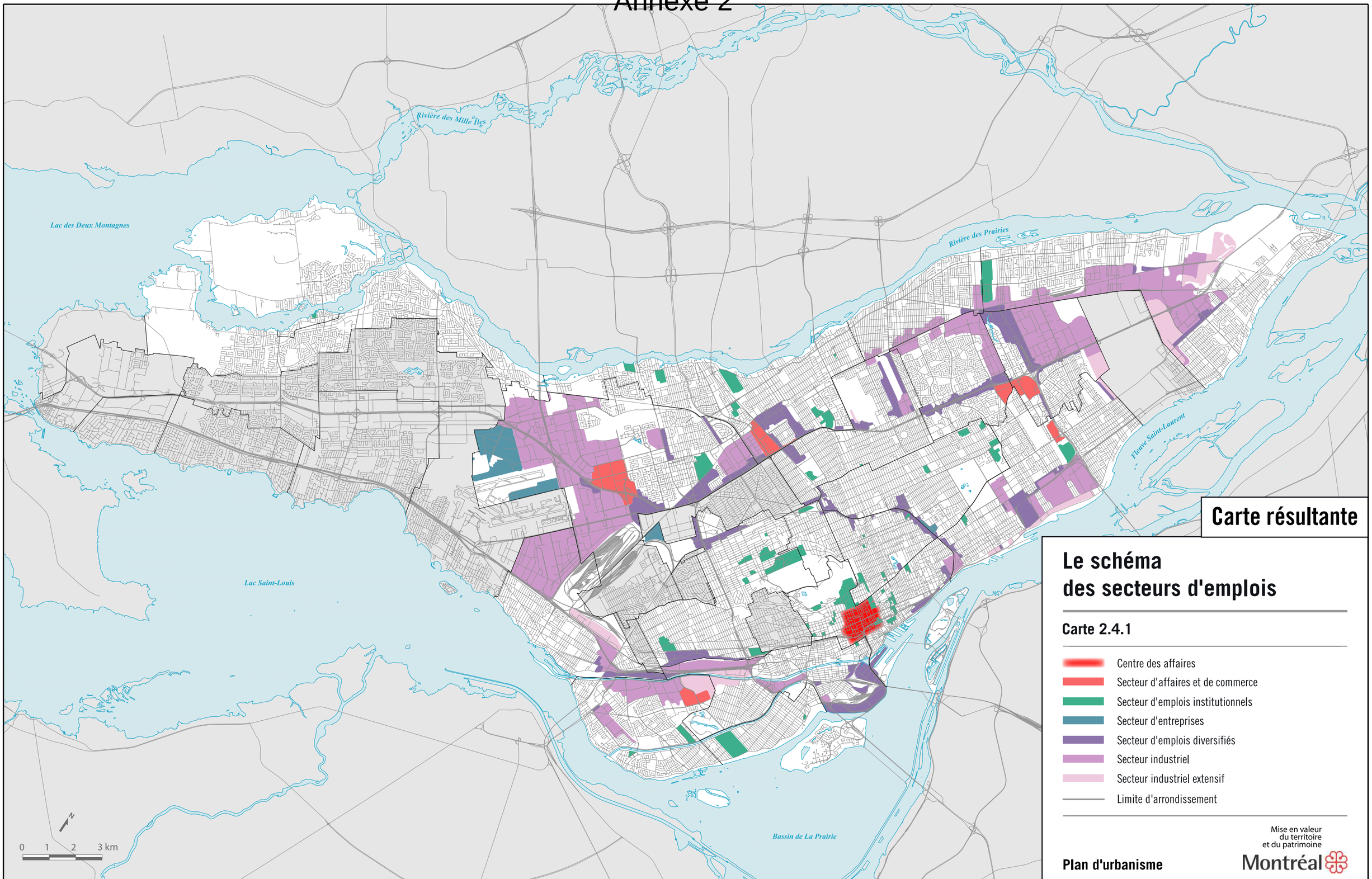
Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer

Carte 1.1

- Secteur établi
- Secteur à construire (dans le respect du patrimoine naturel)
- Secteur à transformer
- Limite de la zone agricole permanente
- Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal



Carte résultante

Le schéma des secteurs d'emplois

Carte 2.4.1

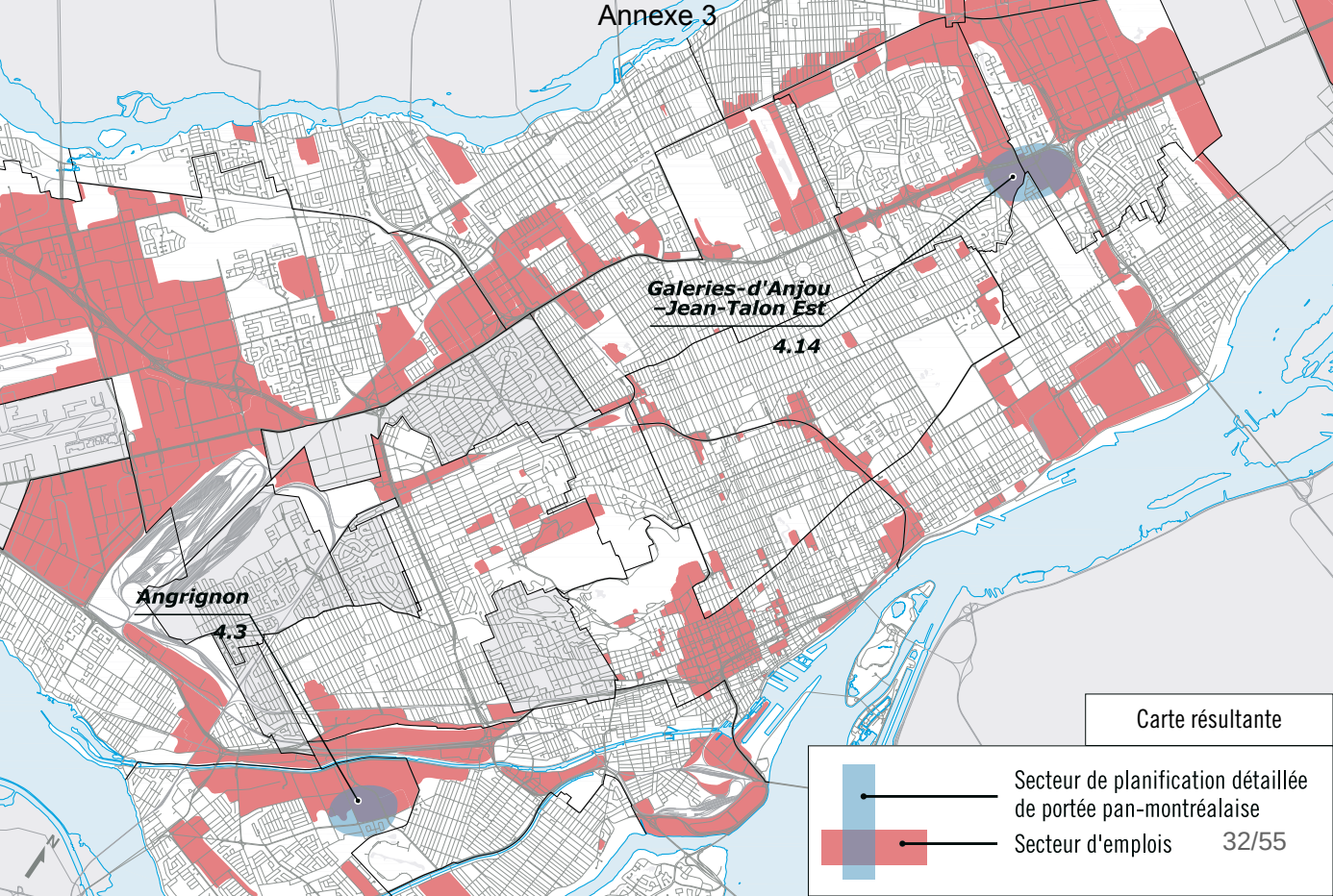
- Centre des affaires
- Secteur d'affaires et de commerce
- Secteur d'emplois institutionnels
- Secteur d'entreprises
- Secteur d'emplois diversifiés
- Secteur industriel
- Secteur industriel extensif
- Limite d'arrondissement

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

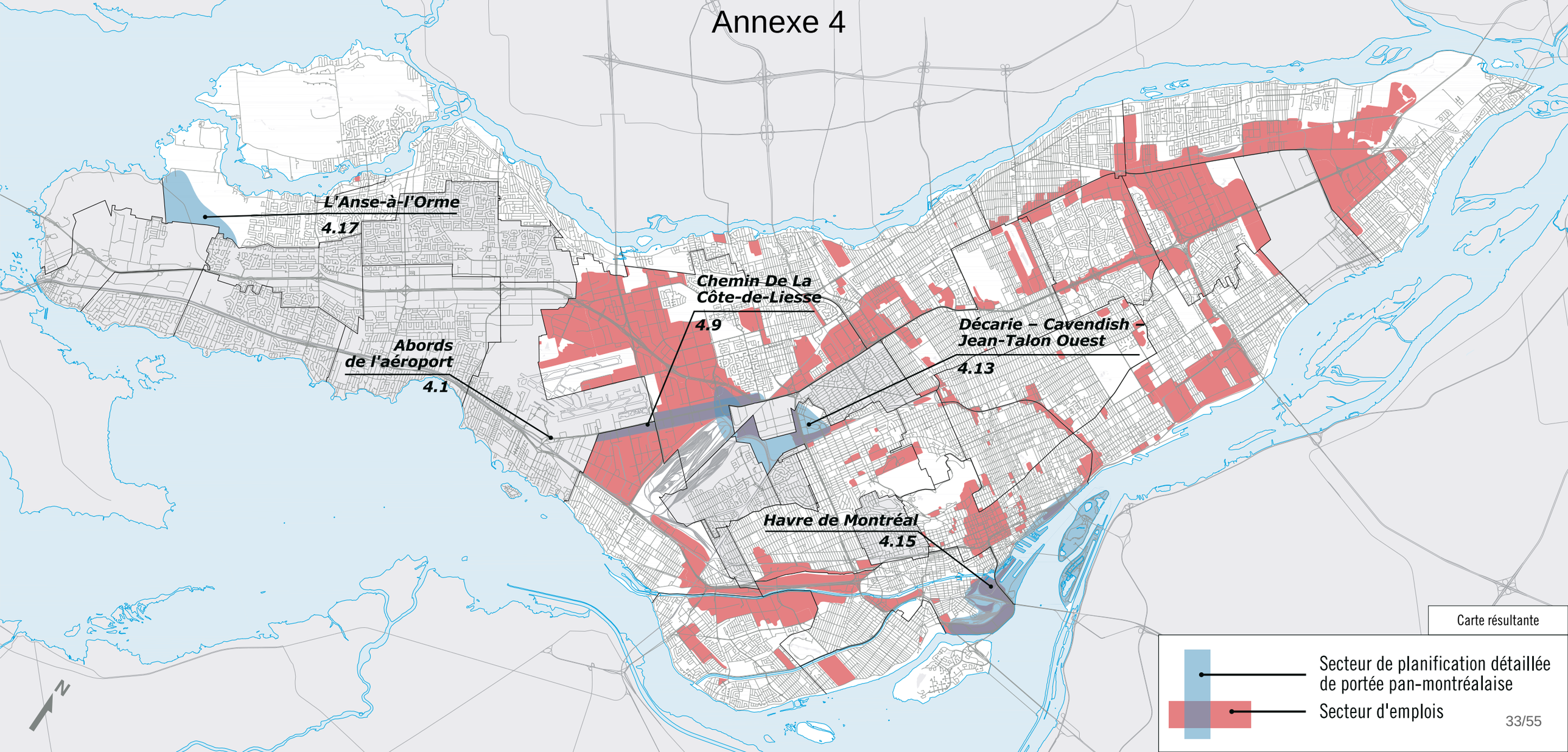
Plan d'urbanisme

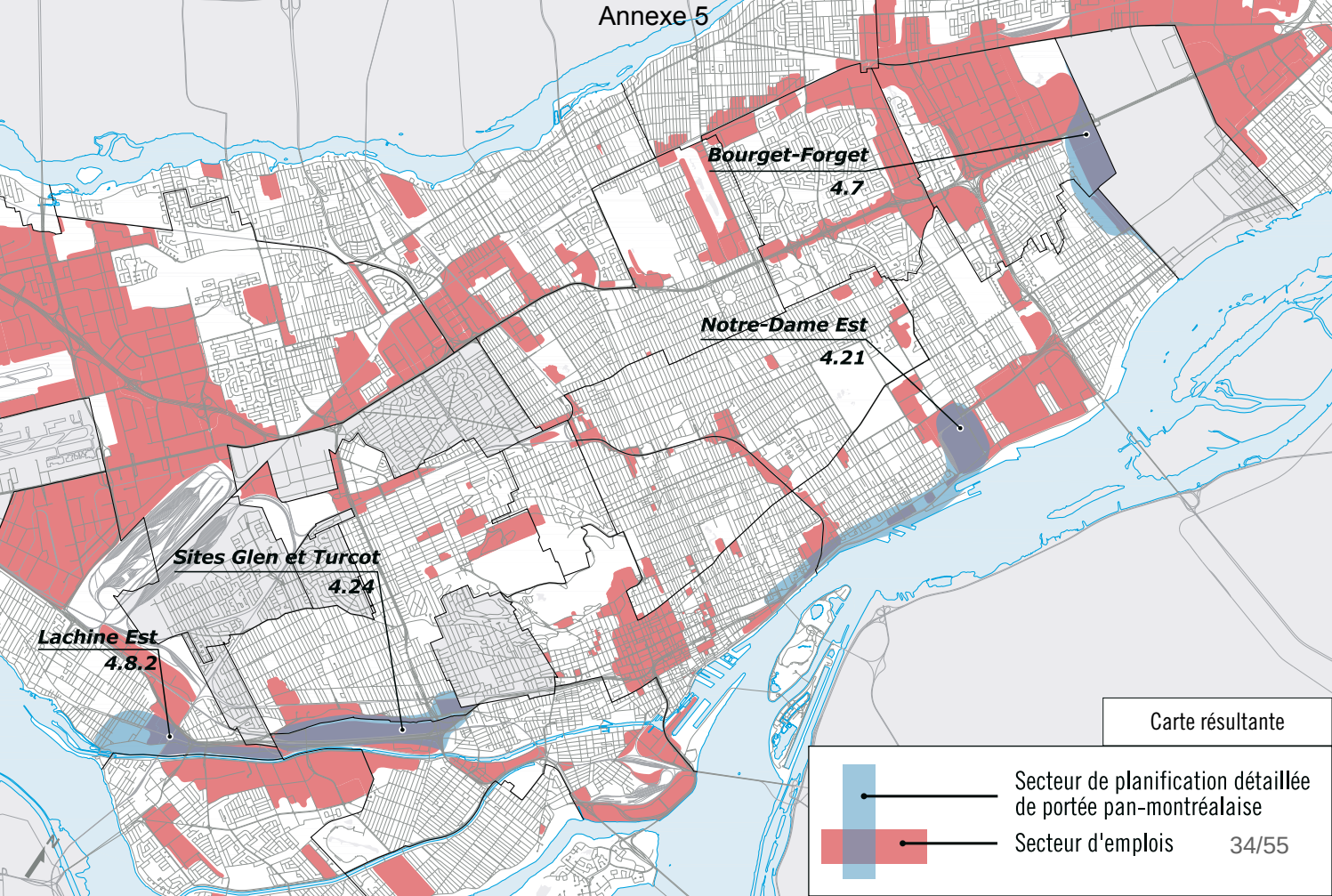
Montréal

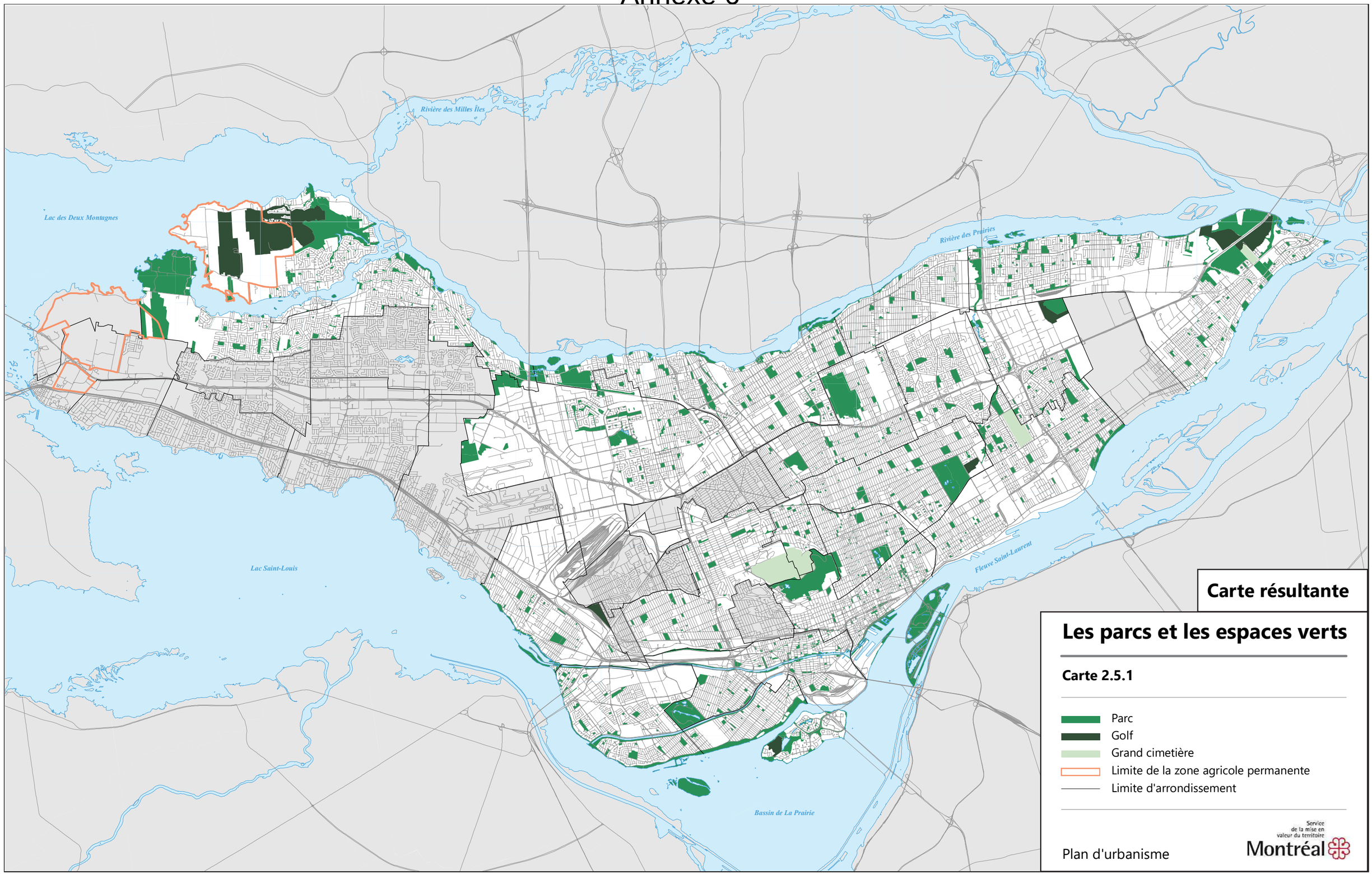
Annexe 3


Galeries-d'Anjou
–Jean-Talon Est
4.14
Angrignon
4.3
N
Carte résultante
Secteur de planification détaillée
de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois

Annexe 4


L'Anse-à-l'Orme
4.17
Abords
de l'aéroport
4.1
Chemin De La
Côte-de-Liesse
4.9
Décarie – Cavendish –
Jean-Talon Ouest
4.13
Havre de Montréal
4.15
N
Carte résultante
Secteur de planification détaillée
de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois


Bourget-Forget
4.7
Notre-Dame Est
4.21
Sites Glen et Turcot
4.24
Lachine Est
4.8.2
Carte résultante
Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
34/55



Carte résultante

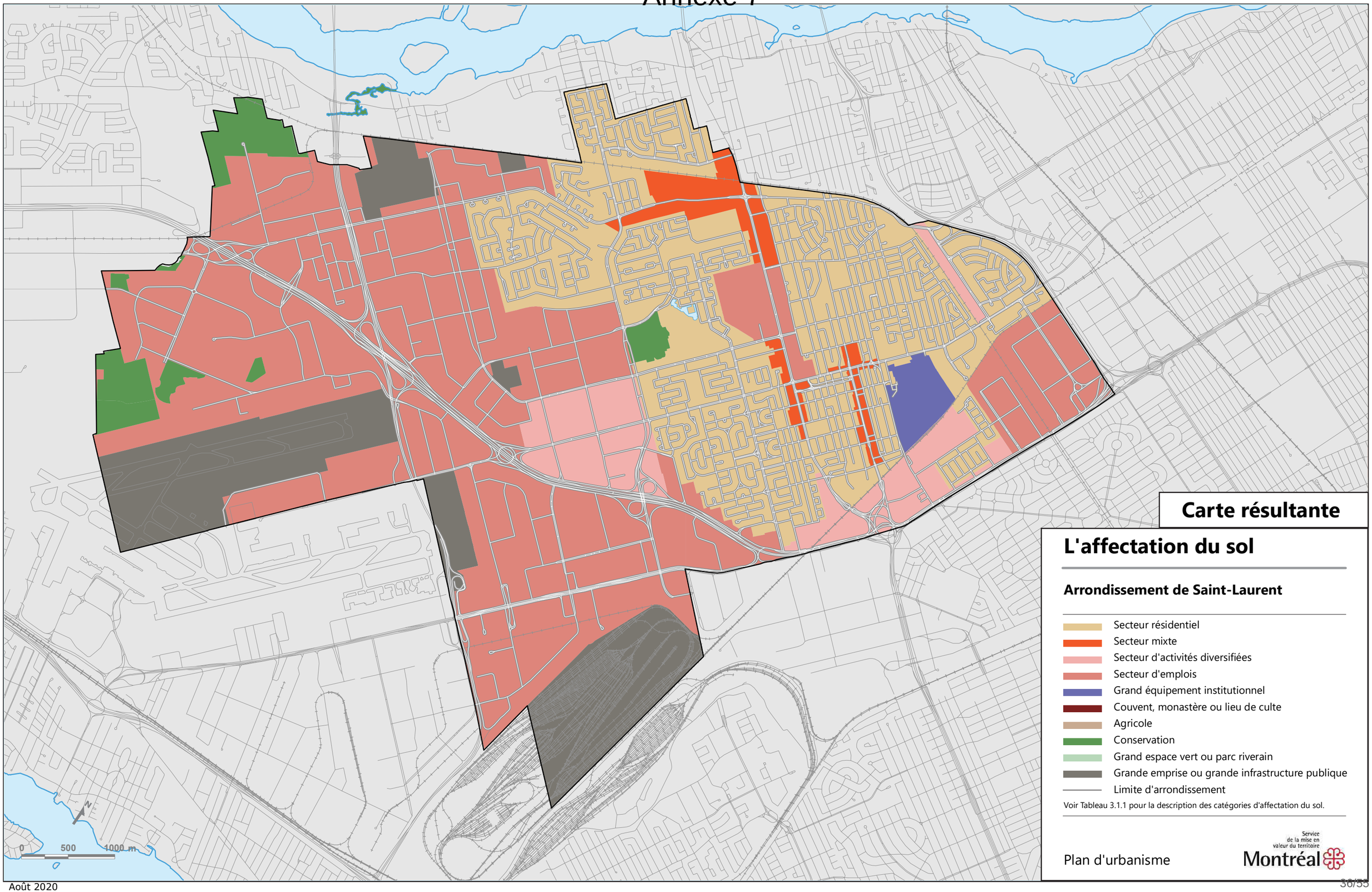
Les parcs et les espaces verts

Carte 2.5.1

- Parc
- Golf
- Grand cimetière
- Limite de la zone agricole permanente
- Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal


Carte résultante
L'affectation du sol
Arrondissement de Saint-Laurent
Secteur résidentiel
Secteur mixte
Secteur d'activités diversifiées
Secteur d'emplois
Grand équipement institutionnel
Couvent, monastère ou lieu de culte
Agricole
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
Grande emprise ou grande infrastructure publique
Limite d'arrondissement
Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.
Plan d'urbanisme
Service de la mise en valeur du territoire
Montréal
N
0
500
1000 m

Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Saint-Laurent

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

22-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

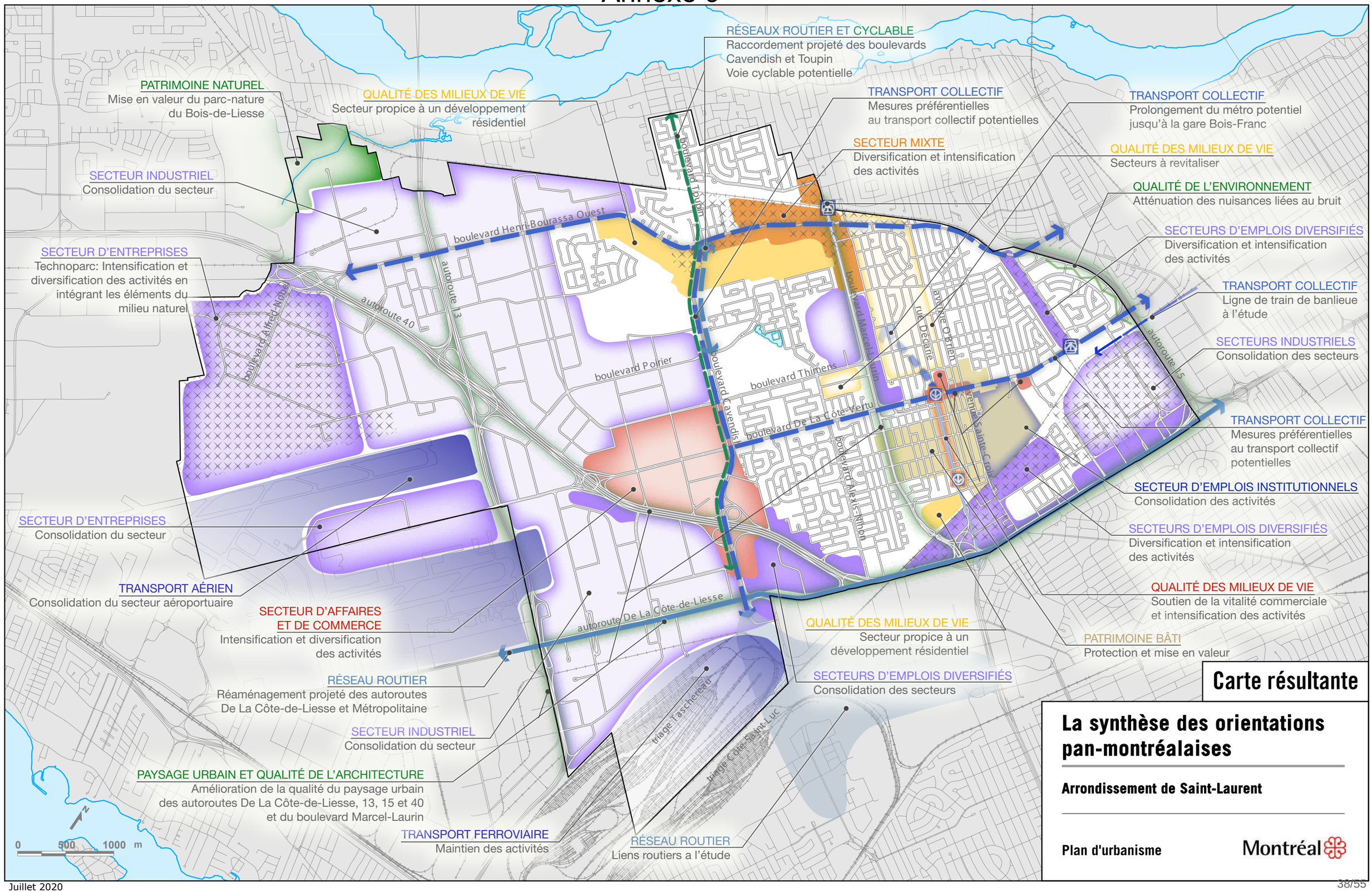
Plan d'urbanisme

Montréal

0 500 1000 m

Août 2020

Annexe 9



Carte résultante

La synthèse des orientations pan-montréalaises

Arrondissement de Saint-Laurent

Plan d'urbanisme

Montréal

Objectif 2 – Assurer la qualité des secteurs résidentiels en développement ainsi que des nouvelles résidences

Moyens de mise en œuvre

1. Favoriser, pour les secteurs résidentiels en développement, une grille de rues optimisant l'ensoleillement des constructions.
2. Élaborer une planification détaillée pour le site de l'usine Mitchell.
3. Maintenir la procédure de PIIA.
4. Maintenir l'exigence d'enfouir les réseaux de distribution électrique et câblée.
5. Maintenir le programme d'inspection systématique des bâtiments afin de s'assurer du respect des normes de qualité et de sécurité du règlement de construction.

Objectif 3 – Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti, archéologique et naturel de l'arrondissement

Moyens de mise en œuvre







1. Maintenir la procédure de PIIA pour les secteurs résidentiels et l'élargir aux secteurs commerciaux.
2. Évaluer l'intérêt d'assujettir à une procédure de PIIA spécifique, ou à la procédure de citation d'un monument historique, les principaux bâtiments d'intérêt patrimonial ou architectural de l'arrondissement, notamment les propriétés suivantes:
   - le campus des collèges Saint-Laurent et Vanier;
   - certains lieux de culte;
   - 3900-3902, chemin Du Bois-Franc (maison Robert);
   - 825, boulevard De La Côte-Vertu;
   - 696, avenue Sainte-Croix
     (maison des Pères de Sainte-Croix – premier collège Saint-Laurent);
   - 834-836, avenue Sainte-Croix;
   - 1025, avenue O'Brien;
   - 5935, chemin De La Côte-de-Liesse (Crèche d'Youville);
   - 6125, chemin De La Côte-de-Liesse.
3. Par l'intermédiaire de la réglementation d'urbanisme, assurer la protection des vestiges archéologiques lors des travaux d'excavation publics ou privés réalisés dans le secteur d'intérêt archéologique à fort potentiel de l'avenue Sainte-Croix.
4. Élaborer une planification détaillée du campus des collèges Saint-Laurent et Vanier et, du campus de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (ancien Couvent des Soeurs de Sainte-Croix) afin:
   - d'assurer la protection et la mise en valeur du patrimoine bâti, archéologique et naturel du campus;
   - d'élaborer une vision d'ensemble du développement du site assurant la qualité et l'intégration harmonieuse des nouvelles constructions.
5. Fournir une assistance professionnelle pour guider les rénovations et les transformations extérieures des bâtiments ayant une valeur patrimoniale.
6. Soutenir les démarches favorisant l'appréciation du patrimoine (Opération patrimoine architectural de Montréal, circuit patrimonial, plaques, guides, expositions, conférences, production de documents d'information etc.).

Objectifs 5 et 6

Consolider l'offre en logements

Soutenir un mode d'urbanisation favorisant le transport collectif

Moyens de mise en œuvre

1. Par l'intermédiaire de la réglementation d'urbanisme :
   - favoriser la densification du cadre bâti et la mixité des activités à proximité des stations de métro, gares de train de banlieue et corridors de transport collectif et y limiter les usages générant peu d'animation (ex. : entrepôts, commerces de grande surface, etc.);
   - encadrer la gradation des densités et des hauteurs de façon à préserver l'échelle humaine, à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens et sur l'ensoleillement;
   - assurer une desserte en équipements collectifs, tels que des parcs, espaces verts ou écoles, proportionnelle aux densités projetées;
   - assurer la gestion des déplacements et de l'offre en stationnement hors rue de façon à limiter le nombre de déplacements véhiculaires et stationnements en favorisant les déplacements collectifs et actifs ainsi que le stationnement souterrain ou en structure;
   - favoriser un aménagement paysager distinctif et durable qui met en valeur l'identité du lieu, améliore la qualité de vie des quartiers, conserve les milieux naturels et maximise le verdissement et la canopée;
   - favoriser la conversion et la transformation à des fins résidentielles de certains secteurs industriels ou commerciaux désuets et enclavés, soit :
     - la rue Lucien-Thimens;
     - le Secteur des portes d'entrée de l'arrondissement;
     - le secteur de la rue Bourdon (conversion partielle);
     - les secteurs industriels du boulevard Henri-Bourassa, entre la rue Grenet et l'avenue O'Brien;
   - favoriser la conversion à des fins résidentielles des commerces situés en dehors des zones commerciales;
   - diminuer les exigences de stationnement pour les projets situés à proximité des stations de métro et des gares de train de banlieue.
2. Relier le réseau cyclable projeté aux gares et stations de métro (voir l'objectif 8).
3. Évaluer la possibilité de diminuer les exigences de stationnement pour les bâtiments industriels de grandes dimensions.
4. Évaluer la possibilité de permettre aux grands employeurs industriels de ne pas aménager toutes les cases de stationnement requises lorsqu'un programme incitatif de transport collectif pour les employés est mis en place ou lorsque le nombre d'employés est nettement inférieur aux exigences en stationnement.
5. Promouvoir le prolongement du métro de la station Côte-Vertu jusqu'à la gare Bois-Franc et maximiser le caractère intermodal de celle-ci afin d'en faire une véritable plaque tournante du transport collectif. Y transférer une partie des activités du terminus d'autobus Côte-Vertu. Prévoir une station pour desservir les travailleurs de l'usine Bombardier et les résidents des secteurs résidentiels Bois-Franc et de la rue Poirier.



Objectif 13 – Minimiser, pour l'habitation, les nuisances générées par les activités industrielles ou les grandes infrastructures de transport

Moyens de mise en œuvre

1. Par l'intermédiaire de la réglementation d'urbanisme :
   - privilégier l'utilisation de barrières physiques (voies ferrées, grands axes de circulation, etc.) pour assurer la transition entre les secteurs industriels et les secteurs résidentiels;
   - privilégier, pour les secteurs industriels adjacents à des secteurs résidentiels, les activités industrielles générant peu de nuisances (visuelles, sonores, olfactives, de circulation, etc.);
   - exiger des normes de construction additionnelles (orientation du bâtiment, disposition des pièces et des ouvertures, insonorisation, climatisation, etc.) à proximité des corridors aériens, des autoroutes et des voies ferrées (voir le plan des nuisances pour l'habitation) et, lorsque approprié, des aménagements paysagers adaptés (mur antibruit, talus, etc.).
2. Soumettre à la procédure de PIIA les immeubles industriels adjacents à des secteurs résidentiels.
3. Élaborer une planification détaillée du Secteur des portes d'entrée de l'arrondissement.
4. Soutenir les démarches favorisant l'enfouissement de certaines lignes de transport d'énergie électrique traversant des milieux densément construits ou à densifier, soit la ligne de 120 kV reliant le poste Saraguay et le poste Laurent ainsi que la ligne de 120 kV longeant la voie ferrée du train Montréal–Deux-Montagnes (voir carte Nuisances pour l'habitation).

Objectif 14 – Soutenir l'émergence d'un environnement urbain respectueux des principes du développement durable

Moyens de mise en œuvre

1. Évaluer l'intérêt d'ajouter des paramètres réglementaires relatifs :
   - à la durabilité des constructions;
   - aux économies d'énergie;
   - au recyclage et à la qualité de l'air;
   - à l'insertion d'espaces verts plantés lors de l'aménagement de grands espaces de stationnement.
2. Évaluer la mise en place de mesures incitatives favorisant :
   - le respect des nouvelles normes environnementales et d'efficacité énergétique reconnues;
   - l'implantation de la norme LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada (voir l'action 12.1 de la section 2.5 de la partie I du Plan d'urbanisme);
   - le verdissement des toits des grands édifices industriels ou commerciaux.
3. Par l'intermédiaire des programmes de subvention disponibles, soutenir la réhabilitation des terrains contaminés et leur redéveloppement.
4. Prévoir l'achat de véhicules municipaux écoénergétiques ou à carburant propre.
5. Maintenir le programme d'aide à la rénovation résidentielle de l'arrondissement (voir l'objectif 2).
6. Soutenir un mode d'urbanisation favorisant le transport collectif, mettre en place un réseau cyclable, diminuer les exigences de stationnement à proximité des stations de métro et gares de train de banlieue, et évaluer la possibilité de diminuer les exigences de stationnement pour la grande industrie (voir les objectifs 6 et 8).



22.4 La planification détaillée de portée locale

Certaines portions du territoire de l'arrondissement présentent des problématiques urbanistiques complexes qui ne peuvent être traitées à fond avant l'intégration du chapitre d'arrondissement au Plan d'urbanisme de Montréal. Pour l'ensemble de ces secteurs, l'arrondissement entend mener à terme une démarche de planification détaillée dans les trois années suivant l'intégration du chapitre au Plan, selon une approche intégrée adaptée à la spécificité de chaque cas. Le bilan annuel de la mise en œuvre du Plan fera état de l'avancement de ces travaux.

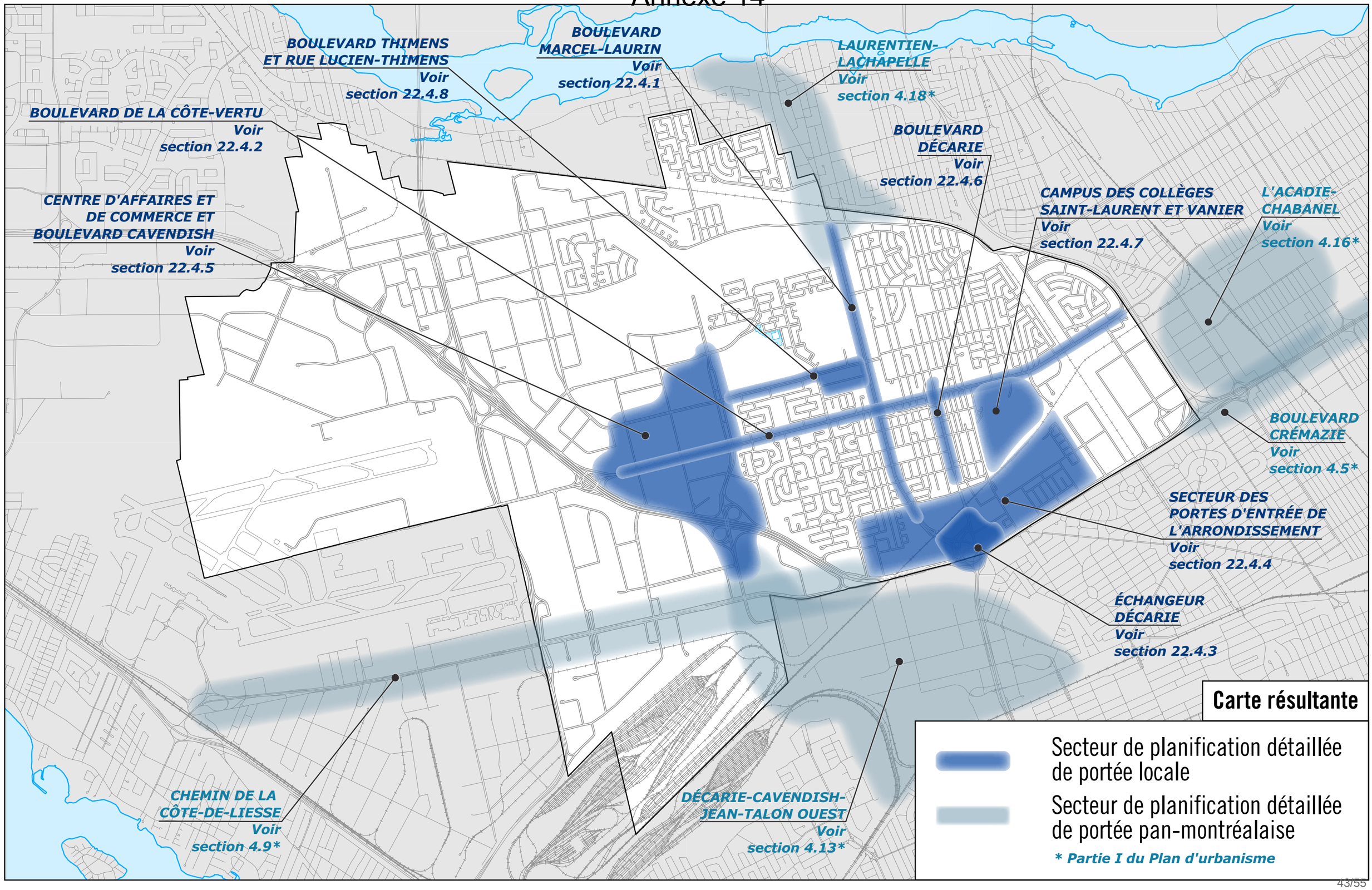
L'arrondissement identifie neuf secteurs de planification détaillée de portée locale :

- 22.4.1 Boulevard Marcel-Laurin
- 22.4.2 Boulevard De La Côte-Vertu
- 22.4.3 Échangeur Décarie
- 22.4.4 Secteur des portes d'entrée de l'arrondissement
- 22.4.5 Centre d'affaires et de commerce
  - 22.4.5.1 Centre d'affaires et de commerce
  - 22.4.5.2 Boulevard Cavendish
- 22.4.6 Boulevard Décarie
- 22.4.7 Campus des collèges Saint-Laurent et Vanier
- 22.4.8 Boulevard Thimens et rue Lucien-Thimens

Parallèlement à l'exercice de planification détaillée des secteurs de portée locale, le Plan d'urbanisme de Montréal identifie 26 secteurs de planification détaillée de portée pan-montréalaise. Ces secteurs présentent des enjeux qui touchent l'ensemble de la ville ou qui concernent directement plus d'un arrondissement. Parmi ceux-ci, les secteurs Chemin De La Côte-de-Liesse, Décarie–Cavendish–Jean-Talon Ouest et Laurentien–Lachapelle–Marcel-Laurin intéressent directement l'arrondissement de Saint-Laurent. Les paramètres encadrant la réflexion quant à ces secteurs sont présentés au chapitre 4 de la partie I du Plan d'urbanisme.

Les démarches de planification détaillée de portée pan-montréalaise et locale miseront sur la participation des citoyens et sur celle de l'ensemble des intervenants concernés : l'arrondissement, les services municipaux, les ministères ainsi que les organismes privés, publics et associatifs.

Annexe 14


BOULEVARD THIMENS ET RUE LUCIEN-THIMENS
Voir section 22.4.8
BOULEVARD MARCEL-LAURIN
Voir section 22.4.1
LAURENTIEN-LACHAPELLE
Voir section 4.18*
BOULEVARD DE LA CÔTE-VERTU
Voir section 22.4.2
BOULEVARD DÉCARIE
Voir section 22.4.6
CENTRE D'AFFAIRES ET DE COMMERCE ET BOULEVARD CAVENDISH
Voir section 22.4.5
CAMPUS DES COLLÈGES SAINT-LAURENT ET VANIER
Voir section 22.4.7
L'ACADIE-CHABANEL
Voir section 4.16*
BOULEVARD CRÉMAZIE
Voir section 4.5*
SECTEUR DES PORTES D'ENTRÉE DE L'ARRONDISSEMENT
Voir section 22.4.4
ÉCHANGEUR DÉCARIE
Voir section 22.4.3
CHEMIN DE LA CÔTE-DE-LIESSE
Voir section 4.9*
DÉCARIE-CAVENDISH-JEAN-TALON OUEST
Voir section 4.13*
Carte résultante
Secteur de planification détaillée de portée locale
Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise
* Partie I du Plan d'urbanisme

22.4.4 Secteur des portes d'entrée de l'arrondissement

Orientations générales

- Améliorer l'image générale de l'arrondissement de Saint-Laurent par la mise en valeur des principales portes d'entrée à l'arrondissement
- Optimiser le potentiel de développement de ces sites stratégiques sur les principes du TOD et du POD (densité optimale, mixité fonctionnelle, perméabilité et connectivité, qualité du paysage urbain et encadrement des voies publiques, etc.) tout en respectant l'échelle de la trame urbaine adjacente
- Favoriser la conversion et la transformation à des fins résidentielles ou de bureaux des secteurs industriels désuets et enclavés dans des milieux de vie
- Favoriser la création d'une véritable trame verte reliant les milieux de vie
- Atténuer, pour les milieux de vie, les nuisances générées la voie ferrée, l'autoroute, les grandes artères et les secteurs industriels
- Répondre aux besoins de logements sociaux et abordables, conformément aux politiques et règlements en vigueur
- Favoriser la requalification du secteur Carré Benoît dans le respect des préoccupations et des aspirations de la population actuelle du secteur
- Mettre en place des conditions favorables à la santé et au bien-être de la population



Problématique

Le secteur constituant les portes d'entrée de l'arrondissement se caractérise par la présence d'infrastructures industrielles vieillissantes, de nombreux terrains ou bâtiments vacants et par l'absence de cadre bâti et d'espaces publics structurés. L'enclavement découlant de la présence de la voie ferrée du CN au nord et de l'autoroute métropolitaine au sud accentue les difficultés de certains sites qui tirent peu parti de leur proximité du Vieux-Saint-Laurent. De plus, les terrains industriels longeant le côté nord de la voie ferrée sont également enclavés par les quartiers résidentiels et constitués d'infrastructures industrielles vieillissantes ou abandonnées. En effet, la plupart des grands joueurs qui ont façonné l'histoire de ces interfaces ont relocalisé leurs activités et sont à la recherche d'une nouvelle vocation pour leur propriété. Ce sont des entreprises qui étaient établies depuis de nombreuses années sur le territoire laurentien tel que Honeywell-Kilmer, Valeant et Mitchell.

Parmi les secteurs résidentiels enclavés se trouve le secteur Carré Benoît où le taux de défavorisation social est élevé, caractérisé par un cadre bâti de mauvaise qualité, le manque d'espace public extérieur ainsi qu'une mauvaise cohabitation entre les usages industriels adjacents.

Balises d'aménagement

1 Aménager de nouveaux quartiers résidentiels mixtes privilégiant les transports collectifs et actifs selon les principes des aires TOD et POD (densité, mixité, perméabilité et connectivité, qualité du paysage urbain, etc). Dynamiser ces projets en favorisant une mixité d'usages compatibles et une mixité sociale.

2 S'assurer que les futurs développements sont à l'échelle humaine et que les densités permises tiennent compte du cadre bâti résidentiel existant.

3 Aménager un corridor vert de biodiversité et de transport actif longeant la voie ferrée du CN, entre les boulevards Alexis-Nihon et Montpellier. À partir de cet axe vert structurant, faire percoler la trame verte dans les milieux de vie adjacents ainsi que vers la future station Côte-de-Liesse du REM.

4 Créer de nouveaux parcs et espaces verts qui répondront à la fois au besoin du secteur résidentiel existant qu'aux futurs développements.

5 Atténuer les nuisances générées par le chemin de fer, l'autoroute et les secteurs industriels par le choix d'affectation du sol (zone d'emplois, parc, etc.), des techniques de construction appropriées (insonorisation, fenestration, etc.) ainsi que des aménagements paysagers adaptés (talus, écran acoustique, surprofondeur de lot).

6 Revoir certaines trames de rue afin de désenclaver les secteurs et inclure la notion de rues partagées.

7 Consolider les secteurs d'emplois localisés au croisement des boulevards Décarie et Marcel-Laurin et la voie ferrée.

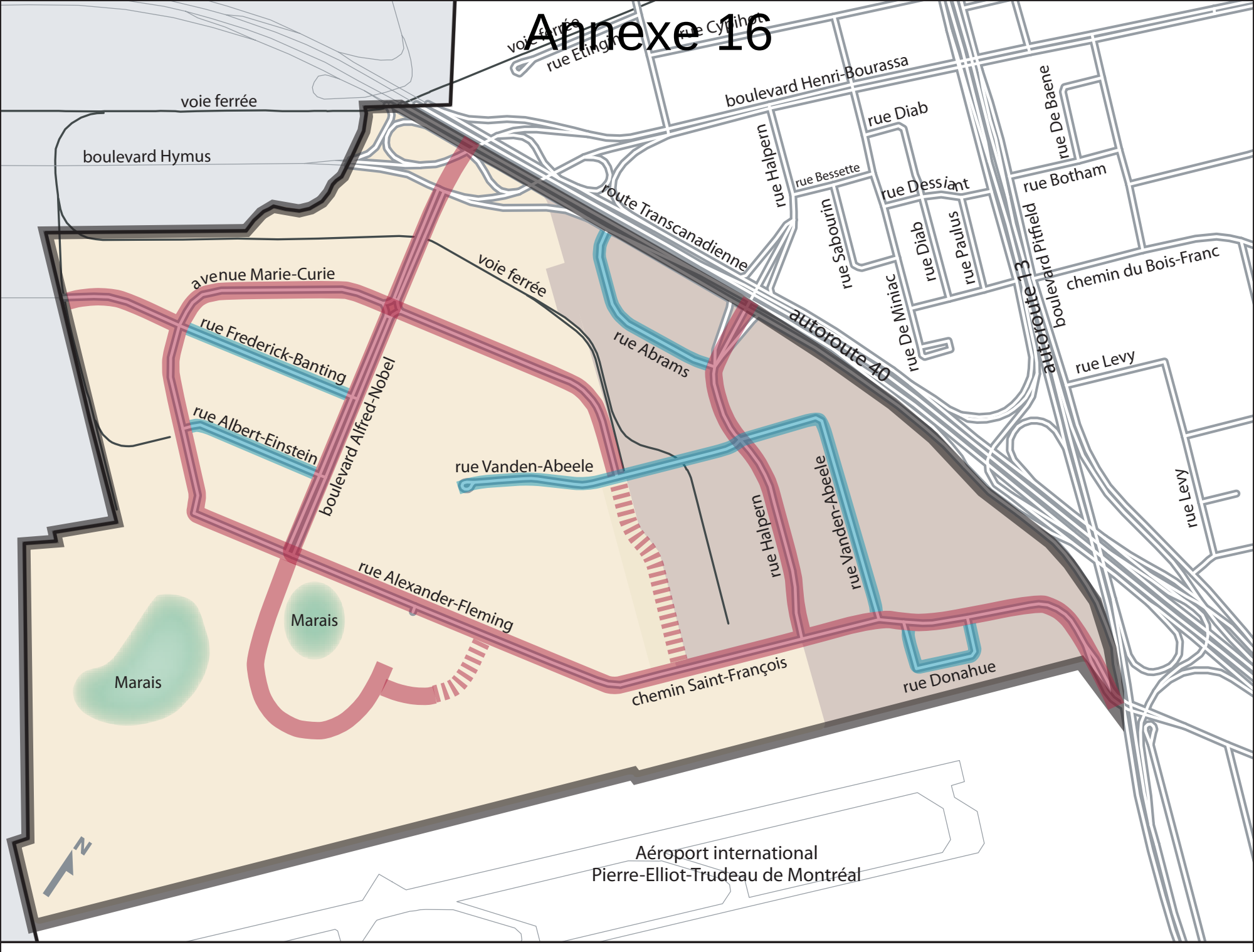
8 Diminuer les exigences de stationnement à proximité des stations de métro et du REM.

9 Assurer la qualité architecturale et paysagère des nouveaux projets ainsi que l'intégration des principes de développement durable dans les outils réglementaires (PPCMOI, zonage, PIIA, etc).

10 Planifier des équipements collectifs adéquats pour bonifier l'offre de service aux résidents et augmenter l'attrait du secteur à l'échelle municipale.

11 Minimiser l'effet d'îlot de chaleur et assurer une gestion durable des eaux de pluie par des aménagements adéquats, autant sur le domaine public que privé, dont des aires de plantation de dimension suffisante au développement d'une canopée adéquate et à l'infiltration des eaux.

Annexe 16



Secteurs de PPU

- Technoparc
- Secteur subsidiaire

Réseau existant

- Collectrice
- Voie locale

Réseau projeté

- Collectrice

- Limite d'arrondissement

Annexe 17

Arrondissement de Saint-Laurent

Secteurs établis

Orientation

Maintenir le caractère des secteurs

La réglementation de zonage visera à maintenir le type de bâti existant, présentant les caractéristiques suivantes :

La réglementation de zonage pourra reconnaître le bâti existant ainsi que les projets immobiliers dûment autorisés au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme qui ne se conforment pas aux paramètres énoncés ci-dessus.

Secteur 22-01 :
- Bâti de un ou deux étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen

Secteur 22-02 :
- Bâti de deux à quatre étages hors-sol ou un maximum de 20 mètres de hauteur
- Taux d'implantation au sol moyen

Secteur 22-03 :
- Bâti de deux à six étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-04 :
- Bâti de un ou deux étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-05 :
- Bâti de quatre à six étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen

Secteur 22-06 :
- Bâti de quatre étages hors-sol ou plus
- Taux d'implantation au sol moyen
- C.O.S. maximal : 3,0.

Secteur 22-07 :
- Bâti de deux à quatre étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen

Secteur 22-08 :
- Bâti de un à quatre étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-09 :
- Bâti de un à quatre étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-10 :
- Bâti de un à six étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-11 :
- Bâti de deux ou trois étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen

Secteur 22-12 :
- Bâti de trois à six étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen ou élevé

Secteur 22-13 :
- Bâti de six étages hors-sol ou plus
- Taux d'implantation au sol moyen
- C.O.S. maximal : 3,0.

Secteur 22-14 :
- Bâti de un ou deux étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen

Secteur 22-15 :
- Bâti de deux étages hors-sol ou plus
- Taux d'implantation au sol moyen ou élevé
- C.O.S. maximal : 3,0.

Secteur 22-16 :
- Bâti de un à quatre étages hors-sol ou un maximum de 20 mètres de hauteur
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-17 :
- Bâti de deux à six étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-18 :
- Bâti de un étages hors-sol ou plus
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen
- C.O.S maximal : 3,0.

Secteur 22-19 :
- Bâti de deux à dix étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Secteur 22-20 :
- Bâti de deux à huit étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol faible ou moyen

Arrondissement de Saint-Laurent

Secteurs à transformer ou à construire

Orientation

Renouveler le caractère des secteurs

La réglementation de zonage permettra un nouveau type de bâti présentant les caractéristiques suivantes :

Secteur 22-T1 :
- Bâti de deux à quinze étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen ou élevé
- C.O.S. minimal : 1,0
- C.O.S. maximal : 6,0

Secteur 22-T2 :
- Bâti de trois étages hors-sol ou plus
- Taux d'implantation au sol moyen ou élevé
- C.O.S. minimal : 1,0
- C.O.S. maximal : 6,0

Secteur 22-T3 :
- Bâti de deux à dix étages hors-sol
- Taux d'implantation au sol moyen ou élevé
- C.O.S. minimal : 1,0
- C.O.S. maximal : 4,0

Secteur 22-T4 :
- Bâti de deux étages hors-sol ou plus
- Taux d'implantation au sol moyen ou élevé

La réglementation d'urbanisme doit encadrer la gradation des densités, des hauteurs et des taux d'implantation au sol dans une zone de façon à préserver l'échelle humaine et à assurer l'intégration des nouvelles constructions en tenant compte du cadre bâti existant, des impacts éoliens et sur l'ensoleillement.

La réglementation de zonage pourra reconnaître le bâti existant ainsi que les projets immobiliers dûment autorisés au moment de l'adoption du Plan d'urbanisme qui ne se conforment pas aux paramètres énoncés ci-dessus.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
04-047

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) MONTRÉAL – CHAPITRE 22 ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

VU le projet de règlement et l'avis de motion adoptés à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent le 4 août 2020;

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 1.1 intitulée « **Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 1**.

2. La carte 2.4.1 intitulée « **Le schéma des secteurs d'emplois** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 2**.

3. L'illustration 2.4.1 intitulée « **Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 3**.

4. L'illustration 2.4.2 intitulée « **Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 4**.

5. L'illustration 2.4.3 intitulée « **Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal

(04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 5**.

6. La carte 2.5.1 intitulée « **Les parcs et espaces verts** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est modifiée par le remplacement de la partie de la carte, correspondant au territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 6**.

7. La carte 3.1.1 intitulée « **L'affectation du sol** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 7**.

8. La carte 3.1.2 intitulée « **La densité de construction** », de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 8**.

9. L'illustration intitulée « **La synthèse des orientations pan-montréalaises** », de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), est modifiée par le remplacement de la partie de la carte, correspondant au territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, par la carte jointe en **Annexe 9**.

10. L'objectif 3 de l'article 22.3.1 dans la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), Chapitre 22 - l'arrondissement de Saint-Laurent, est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par celui en **Annexe 10**.

11. Les objectifs 5 et 6 de l'article 22.3.1 dans la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), Chapitre 22 - l'arrondissement de Saint-Laurent, sont modifiés par le remplacement du paragraphe 1 par celui en **Annexe 11**.

12. L'objectif 13 de l'article 22.3.1 dans la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), Chapitre 22 - l'arrondissement de Saint-Laurent, est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par celui en **Annexe 12.**

13. Le deuxième alinéa de l'article 22.4 intitulé « **La planification détaillée de portée locale** » de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), chapitre 22 – l'arrondissement de Saint-Laurent, est remplacé par le deuxième alinéa joint en **Annexe 13**.

14. La carte intitulée « **Les secteurs de planification détaillée** » de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), chapitre 22 – l'arrondissement de Saint-Laurent, est remplacée par la carte jointe en **Annexe 14**.

15. La fiche de planification détaillée 22.4.4 intitulée « **Site Mitchell** » de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), chapitre 22 – l'arrondissement de Saint-Laurent, est remplacée par la fiche de planification détaillée intitulée « **Secteur des portes d'entrée de l'arrondissement** » jointe en **Annexe 15**.

16. La fiche de planification détaillée 22.4.9 intitulée « Secteurs Bourdon, Hodge et Jules-Poitras » de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), chapitre 22 – l'arrondissement de Saint-Laurent, est abrogée.

17. La carte intitulée « **Programme particulier d'urbanisme du Technoparc** », de l'article 22.5.1 « **Programme particulier d'urbanisme du Technoparc Saint-Laurent »** de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), Chapitre 22 - l'arrondissement de Saint-Laurent, est remplacée par la carte jointe en **Annexe 16**.

18. La fiche de densité énonçant les paramètres applicables de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), Chapitre 22 - l'arrondissement de Saint-Laurent, est remplacée par la fiche jointe en **Annexe 17.**

ANNEXE 1
CARTE 1.1 INTITULÉE « LES SECTEURS ÉTABLIS, LES SECTEURS À CONSTRUIRE ET LES SECTEURS À TRANSFORMER »

ANNEXE 2
CARTE 2.4.1 INTITULÉE « LE SCHÉMA DES SECTEURS D'EMPLOIS »

ANNEXE 3
ILLUSTRATION 2.4.1 INTITULEE « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CREATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF »

ANNEXE 4
ILLUSTRATION 2.4.2 INTITULÉE « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER »

ANNEXE 5
ILLUSTRATION 2.4.3 INTITULÉE « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS »

ANNEXE 6
CARTE 2.5.1 INTITULEE « LES PARCS ET ESPACES VERTS »

ANNEXE 7
CARTE 3.1.1 INTITULEE « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE 8
CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE 9
ILLUSTRATION INTITULÉE « SYNTHÈSE DES ORIENTATIONS PAN-MONTRÉALAISES »

ANNEXE 10
L'OBJECTIF 3 DE L'ARTICLE 22.3.1 DANS LA PARTIE II DU PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047), CHAPITRE 22 - L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

ANNEXE 11
LES OBJECTIFS 5 ET 6 DE L'ARTICLE 22.3.1 DANS LA PARTIE II DU PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047), CHAPITRE 22 - L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

ANNEXE 12
L'OBJECTIF 13 DE L'ARTICLE 22.3.1 DANS LA PARTIE II DU PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047), CHAPITRE 22 - L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

ANNEXE 13
LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 22.4 INTITULÉ « LA PLANIFICATION DÉTAILLÉE DE PORTÉE LOCALE »

ANNEXE 14
CARTE INTITULÉE « LES SECTEURS DE PLANIFICATION DÉTAILLÉE »

ANNEXE 15
FICHE DE PLANIFICATION DÉTAILLÉE INTITULÉE « SECTEUR DES PORTES D'ENTRÉE DE L'ARRONDISSEMENT »

ANNEXE 16
LA CARTE INTITULÉE « PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU TECHNOPARC »

ANNEXE 17
FICHE DES DENSITES ENONÇANT LES PARAMETRES

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2020, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2020 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1194509003

COMPTE RENDU de la **consultation écrite** tenue du 12 au 27 août 2020 et de la **présentation publique virtuelle** tenue le 27 août 2020 à 19 h sur le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent

Objet de la consultation écrite et de la présentation publique virtuelle :

Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent vise à intégrer les nouvelles stations du Réseau Express Métropolitain (REM) et à ajuster, en conséquence, les paramètres d'affectation et de densité ainsi que les critères d'aménagement propres aux aires TOD ou « Transit Oriented Development » en conformité avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), en plus d'assurer la mise à jour du Plan d'urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain

Président de l'assemblée de présentation publique virtuelle

M. Alan DeSousa — Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

Représentant de l'administration

Mme Kenza Diboune — Conseillère en aménagement

Questions et commentaires

Lors du processus de consultation écrite, l'arrondissement a reçu, le 27 août 2020, une lettre relative au projet de règlement. Cette lettre a été transmise par un propriétaire foncier dans le Technoparc qui est en accord avec l'identification du Technoparc comme un secteur de moyenne et haute densité mais qui s'oppose au retrait du prolongement de l'avenue Marie-Curie vers le parc-nature Des Sources.

Lors de la présentation, la représentante de l'arrondissement indique que le conseil d'arrondissement a demandé le retrait d'une modification prévue dans le projet de règlement, soit le maintien de la zone située à l'intersection du boulevard Marcel-Laurin et la rue Saint-Louis dans le secteur de densité 22-14.

Un citoyen, monsieur Claude Veilleux, était présent lors de la présentation virtuelle et a posé une question relative au prolongement de la ligne orange du métro vers la future station Bois-Franc du Réseau express métropolitain (REM)

> **Réponse de M. DeSousa** : Le prolongement de la ligne orange vers la future station Bois-Franc représente une volonté de l'arrondissement depuis plusieurs années et plusieurs discussions ont eu lieu à cet égard au niveau de plusieurs paliers gouvernementaux. De plus, un mandat a été donné par le gouvernement provincial à la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'évaluer les options de prolongement du réseau.
>
> **Réponse de Mme Diboune** : Le présent projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme ne constitue pas une révision du Plan d'urbanisme mais plutôt une modification pour des enjeux de concordance au Plan métropolitain

d’aménagement et de développement (PMAD) ainsi que pour une mise à jour du Plan d’urbanisme en cohérence avec la situation actuelle en matière de développement urbain.

Suivi de la procédure d’adoption du projet de règlement

Le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) Chapitre 22 - Arrondissement de Saint-Laurent sera soumis à l’assemblée du Conseil de municipal de la Ville de Montréal du 21 septembre 2020.

La séance de présentation publique est levée à 19 h 45

_____

Préparé par : Kenza Diboune, Conseillère en aménagement
Arrondissement de Saint-Laurent

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2020/09/21
13:00

(2)

Dossier # : 1204521009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Lucia-Kowaluk dans l'arrondissement du Plateau -Mont-Royal.

Il est recommandé :

- de nommer « parc Lucia-Kowaluk » le parc public situé entre l'avenue des Pins Ouest et la rue Léo-Pariseau, à l'est de l'avenue du Parc, et formé de parties des lots numéros 1 514 394 et 1 514 393 et du lot numéro 1 339 997 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-27 19:40

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204521009**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Lucia-Kowaluk dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

CONTENU

CONTEXTE

L'opposition officielle a déposé, lors de la séance du conseil municipal du 19 août 2019, une motion visant à rendre hommage à madame Lucia Kowaluk dans la toponymie montréalaise.

Parallèlement, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a modifié le zonage de l'espace vert situé entre l'avenue des Pins Ouest et la rue Léo-Pariseau, à l'est de l'avenue du Parc (qui portait le nom usuel de parc Léo-Pariseau même s'il s'agissait plutôt d'une réserve foncière que d'un parc), afin d'en faire un parc (règlement de l'arrondissement numéro 01-277-85 adopté le 3 février 2020) et a adopté, le 1er juin 2020, une résolution d'appui à la démarche du Comité des citoyennes et citoyens de Milton Parc qui milite pour que le nom de madame Kowaluk soit attribué à ce parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA20 25 0142 - 1er juin 2020 - Conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Motion d'appui à la démarche du Comité des citoyennes et citoyens de Milton Parc pour nommer « parc Lucia-Kowaluk » le nouveau parc situé entre la rue Léo-Pariseau et les avenues du Parc et des Pins Ouest.
- CM19 0922 - 19 août 2019 - Motion de l'opposition officielle visant à honorer la mémoire de madame Lucia Kowaluk.

DESCRIPTION

Nommer « parc Lucia-Kowaluk » le parc public situé entre l'avenue des Pins Ouest et la rue Léo-Pariseau, à l'est de l'avenue du Parc, et formé de parties des lots numéros 1 514 394 et 1 514 393 et du lot numéro 1 339 997 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Parc Lucia-Kowaluk

Madame Lucia Kowaluk (1934-2019), militante communautaire montréalaise.

« Femme de cœur, de conviction et de persévérance, Lucia Kowaluk était une fervente défenderesse de l'équité sociale et de la sauvegarde du patrimoine bâti. Elle œuvrait à pied d'œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des Montréalaises et Montréalais moins bien nantis et pour l'établissement de coopératives d'habitation.

L'un des faits marquants qui l'honorent est justement sa contribution à la création et à la non-démolition d'une des plus grandes coopératives de logements communautaires en Amérique du Nord, la Communauté Milton Parc. Le Centre d'écologie urbaine de Montréal, Héritage Montréal et Sauvons Montréal sont tous des organismes qu'elle a contribué à fonder et à faire évoluer. Aussi, elle a fait en sorte que le centre de jour de l'église unie Saint-James de Montréal et l'organisme La rue des femmes voient le jour.

Chevalière de l'Ordre national du Québec, depuis 2014, M^{me} Kowaluk avait été également nommée à l'Ordre du Canada en 2013. Elle est décédée à l'âge de 84 ans. »

Madame Kowaluk est aussi la première lauréate du prix Thérèse-Daviau remis par la Ville de Montréal en 2004, soulignant son engagement communautaire exceptionnel.

Parc Léo-Pariseau (nom usuel)

Ce nom usuel était directement tiré de la rue Léo-Pariseau qui est adjacente. Le docteur Léo Pariseau (1882-1944), un des pionniers de la radiologie au Canada, a pratiqué à Sherbrooke et à Montréal, où il a enseigné à l'École polytechnique. Radiologiste à l'hôpital de Saint-Cloud durant la Première Guerre mondiale, il a dirigé à compter de 1919 le service de radiologie de l'Hôtel-Dieu. La rue Léo-Pariseau conserve son nom.

Sources :

- ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC. « Lucia Kowaluk, C.Q., 1934-2019. Au service de la justice sociale et de la sauvegarde des sites patrimoniaux », [En ligne], 5 février 2019. [https://www.ordre-national.gouv.qc.ca/actualites/deces/2019/2019-02-05.asp].
- VILLE DE MONTRÉAL. « Rue Léo-Pariseau », *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne], 27 août 2020. [ville.montreal.qc.ca/toponymie].

La famille de madame Kowaluk a été informée de ce projet de dénomination et l'appuie.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé le toponyme « parc Lucia-Kowaluk » lors de la séance du 8 juillet 2020.

L'arrondissement appuie cette recommandation.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage à une Montréalaise impliquée dans sa communauté dans le quartier même où elle s'est investie pendant de nombreuses années.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Michael TREMBLAY, 17 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-13

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains

Tél : 514.872.5985
Télécop. :

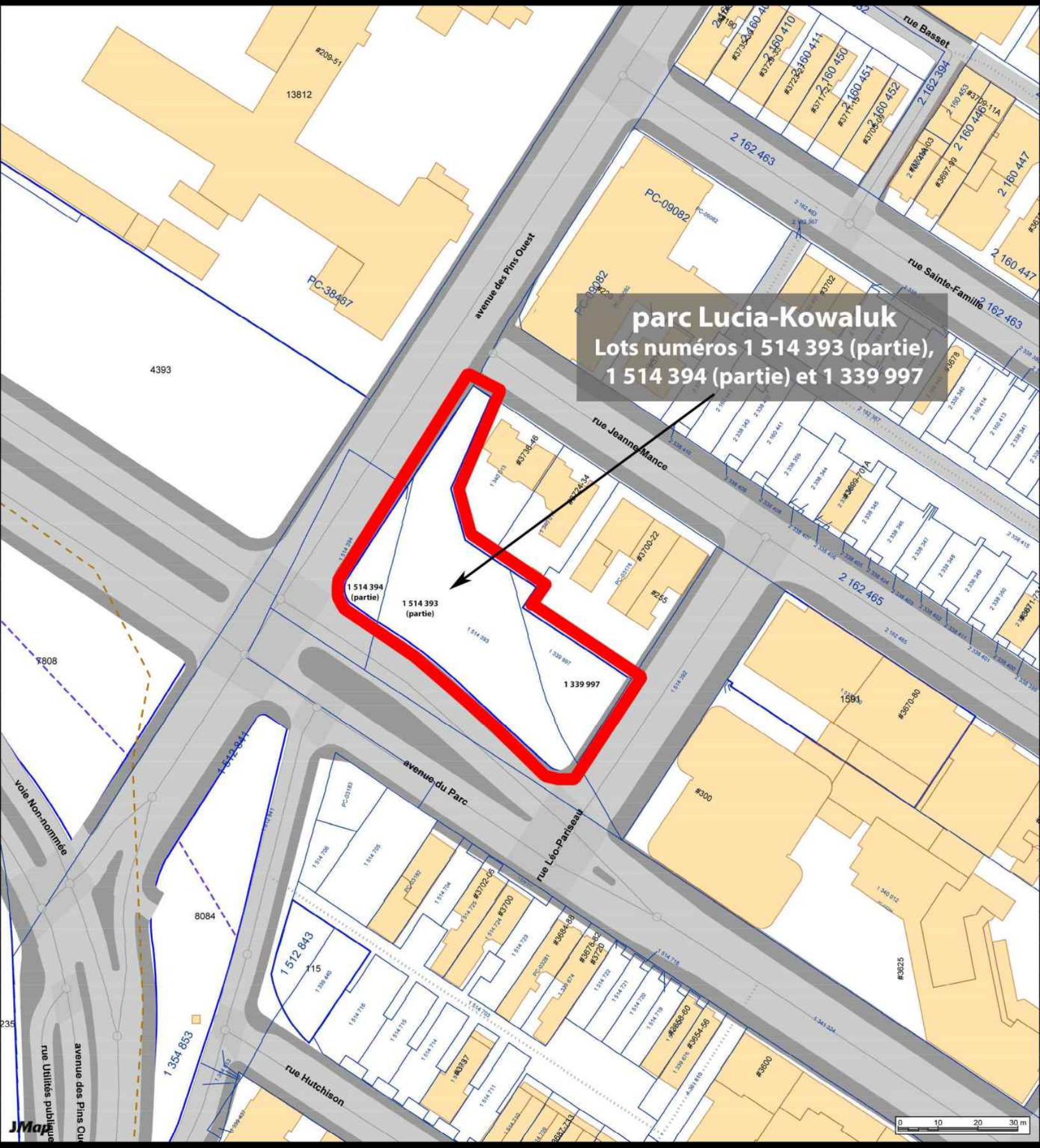
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-08-27

Nommer le parc Lucia-Kowaluk dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Dossier numéro 1204521009



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
13 juillet 2020

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.01

2020/09/21
13:00

(1)

Dossier # : 1207181002

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de Mme Jessica Condemi à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, se terminant en septembre 2023.

Il est recommandé de :

- renouveler le mandat de madame Jessica Condemi, comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un second mandat de 3 ans se terminant en septembre 2023.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-08-26 10:56

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207181002**

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de Mme Jessica Condemi à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, se terminant en septembre 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du CjM. Ce règlement prévoit que le CjM est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés.
L'article 7 du Règlement 19-051 prévoit que les personnes membres du CjM sont nommées par le conseil de la Ville pour un mandat d'une durée de 3 ans, sur recommandation du comité de sélection. Un mandat est renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois. Un poste est à pourvoir à la suite de la démission d'une membre.
L'article 10 du règlement mentionne qu'en cas de vacance, le poste doit être comblé par le conseil de ville, dans les 6 mois de la date où elle survient.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 en date du 16 septembre 2019 - Adopter le règlement intitulé « Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal ». (1194320002)
CM17 1174 en date du 25 septembre 2017 - Approuver le renouvellement du mandat de Madame Kathryn Verville-Provencher à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, se terminant en août 2020. Nommer Madame Jessica Condemi à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans se terminant en septembre 2020.
(1177670001)

DESCRIPTION

Le règlement (19-051) stipule que les mandats de membres sont renouvelables une seule fois pour une durée maximale de trois ans.
Jessica Condemi est membre du CjM depuis septembre 2017. Elle a accompli un premier mandat et désire poursuivre son engagement pour un deuxième mandat. Sachant qu'elle a démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper ce poste et participe assidûment aux diverses activités du CjM, il est recommandé de la nommer pour un deuxième mandat se terminant en septembre 2023.

Nom	Date de fin du 1er mandat	Date de début du 2e mandat	Date de fin du 2e mandat
Jessica Condemi	Septembre 2017	Septembre 2020	Septembre 2023

JUSTIFICATION

Le règlement (19-051) prévoit que toute vacance au sein du Conseil doit être comblée dans les six mois où elle survient (article 11).
Les membres du CjM sont nommés par le conseil de la ville pour un mandat d'une durée de trois ans, sur recommandation du comité de sélection. Un mandat est renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois (article 7).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget de fonctionnement du Conseil jeunesse de Montréal est de 78 800 $ en 2020 assumé à 100% par la Ville de Montréal. La Ville octroie aux trois conseils consultatifs les ressources humaines, les locaux et les ressources matérielles et informatiques.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N.A.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien du nombre de membres requis assurant le bon fonctionnement dans la poursuite des activités du CjM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le renouvellement du mandat sera annoncé par communiqué de presse après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-08-26

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL– TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES – Juillet 2020

NOM	ARRONDISSEMENT	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat P/VP	2e mandat P/VP
Jessica Condemi	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Sept. 2017 – Sept. 2020** GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017			
Audrey-Frédérique Lavoie	Le Plateau Mont-Royal	**Juin 2018 - Mai 2021** GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018		**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019	
Michael Wrobel	Ahuntsic-Cartierville	**Déc. 2015 – Déc. 2018** GDD 1156467001 CM15 1465 du 14 déc. 2015	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		
Yazid Djenadi	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019	
Benjamin Herrera	Le Sud-Ouest	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018			
Rizwan Ahmad Khan	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Mars 2019 – Mars 2022** GDD 1197181001 CM19 0163 du 25-02-2019			
Xiya Ma	Saint-Laurent	**Avril 2016 - Avril 2019** GDD 1167181003 CM16 0429 du 18 avril 2016	**Avril 2019 – Avril 2022** GDD 1197181001 CM19 0163 du 25 fév. 2019		
Sébastien Oudin-Filipecki	Ville-Marie	**Juin 2019 – Juin 2022** GDD 1197181003 CM19 0792 du 17 juin 2019			
Alice Miquet **Présidente**	Le Plateau Mont-Royal	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019	**Jan.2019 – Déc. 2019** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018	**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019

Anne Xuan-Lan Nguyen	Ville-Marie	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019		
Pentcho Tchomakov	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019			
Rime Diany	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019			
Shophika Vaithyanathasarma	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Nov. 2019 – Nov. 2022** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019			
Philippe Marceau-Loranger	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Déc. 2019 – Déc. 2022** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019			
Sherlyne Duverneau	Anjou	**Janv. 2020 – Janv. 2023** GDD 1197181007 CM 20 0079 du 27 janv. 2020			

Jessica Condemi

BACHELIÈRE EN DROIT – LL.B., J.D.

Montréal

LinkedIn

LANGUES

FRANÇAIS – Professionnel

ANGLAIS – Professionnel

ITALIEN – Professionnel

ESPAGNOL – Fonctionnel

COMPÉTENCES

PERSÉVÉRANTE

SENS D'INITIATIVE

TRAVAIL EN ÉQUIPE

CAPACITÉ À S'ADAPTER

TRADUCTION

BONNE ORGANISATION

CERTIFICATIONS

Défenseure pour les Objectifs du Développement Durable des Nations Unies & pour les Enjeux sociaux internationaux

Google « AdWords »

EXPÉRIENCE

STAGIAIRE EN DROIT | 06/2020-PRÉSENTEMENT
GATTUSO BOURGET MAZZONE, s.e.n.c.

- Recherche juridique : droit du travail, droit corporatif, droit civil, droit constitutionnel
- Gestion des dossiers, juridique et administrative
- Rédaction de procédures, règlements et politiques de tous genres
- Contribution à la réalisation de mandats
- Assister les avocats dans leurs tâches juridiques et administratives
- Créer et maintenir un contact avec les clients

STAGIAIRE EN DROIT | 06/2019 – 10/2019
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.

- Recherche juridique axée sur le droit commercial et transnational
- Recueillir et traiter la preuve dans des dossiers litigieux
- Rédiger des communications aux clients
- Gérer des dossiers

TUTRICE | 02/2017 – 06/2019
TUTORAX

- Améliorer les capacités des étudiant(e)s en droit avec une approche pédagogique adaptée aux disciplines du droit, au français et à l'anglais
- Contribuer à un environnement de soutien et coopératif au sein de la faculté de droit
- Stimuler l'apprentissage et supporter le développement académique d'un élève

BÉNÉVOLE JURIDIQUE | ÉTÉ 2018
CLINIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE À MCGILL

- Répondre aux besoins d'information juridique des clients de la clinique en effectuant une recherche sur divers domaines du droit québécois
- Préparer et fournir des présentations ciblées sur un domaine du droit à des organismes communautaires

ADJOINTE ADMINISTRATIVE | ÉTÉ 2018
CONSEIL CANADIEN POUR LES RÉFUGIÉS

- Conseiller l'organisme en politiques internes et externes canadiennes
- Coordonner la préparation de rapports planifiés régulièrement et les horaires des employé(e)s
- Traiter les demandes administratives et les requêtes des cadres supérieurs

ASSISTANTE-RECHERCHISTE | ÉTÉ 2017
L'AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

- Exécuter des tâches administratives : rendez-vous, planification mensuelle, etc.
- Soutenir les équipes nationales dans leur collecte de données
- Rédiger des rapports avec l'équipe nationale sur la situation mondiale des réfugié(e)s

ÉDUCATION

CANDIDATE À L'ÉCOLE DU BARREAU
École du Barreau (Montréal) | 2020-2021

JURIS DOCTOR D.É.S.S.(J.D.)
Common Law Nord-Américaine
Université de Montréal | *2019-2020*

BACCALAURÉAT EN DROIT (LL.B.)
Université de Montréal | *2017-2020*

BACCALAURÉAT EN ARTS (B.A.)
Développement International & Relations Internationales
Université McGill | *2014-2017*

IMPLICATIONS

MEMBRE & CO-RESPONSABLE | 09/2017 – PRÉSENTEMENT
CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL (CjM)

- Nommée membre en 2017, élue co-responsable en 2019
- Produire des avis (rapports de recherches avec recommandations) obligeant une réponse écrite du comité exécutif de la ville (Mairesse) sur des enjeux importants
- Gérer une équipe de 14 jeunes issus de milieux et de formations différents
- Organiser des événements (formations, panels, consultations, etc.)
- Diffuser de l'informations entre le CjM et les instances locales (organismes jeunesse, tables de concertation jeunesse, etc.) sur les avis et les travaux entrepris par le CjM

CHARGÉE DE PROJET | 08/2018 – 08/2019
« ÉTUDIANT.ES EN DROIT D'AIDER »
RÉSEAU NATIONAL D'ÉTUDIANT(E)S PRO BONO DU CANADA

- Promouvoir l'implication des étudiant(e)s juristes au sein de leur communauté afin d'accroître l'accessibilité à la justice
- Concourir avec les facultés de droit et le Barreau du Québec
- Gérer l'équipe de bénévoles (à travers le Québec et l'Ontario)

COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS | 09/2016 – 09/2019
JEUNES DIPLOMATES DU CANADA

- Débuté en 2017 en tant que Coordonnatrice Bilingue – promotion en janvier 2018
- Mettre en œuvre et traduire les communications des JDC : médias sociaux, rapports, communiqués de presse, etc.
- Recruter et former les délégué(e)s choisi(e)s pour participer aux conférences internationales en notre nom

VP RELATIONS ACADÉMIQUES | 06/2015 – 09/2017
ASSOCIATION DES JEUNES ITALO-CANADIENS DE MONTRÉAL

- Établir des relations solides avec des institutions éducatives
- Collaborer avec le Consulat Italien de Montréal
- Représenter et interagir avec la communauté italo-canadienne sur la scène publique
- Réalisation : empêcher le changement du nom du parc Guido-Nincheri

NOTA BENE

AUTRES IMPLICATIONS

Membre et Vice-Présidente du chapitre UdeM | Société Runnymede

VP Communications Externes | Association *McGill Women in Technology*

Commissaire à la francophonie | Association Étudiante de l'Université McGill

Présidente de Comité et Membre du Comité Organisateur | Conférence de simulation des Nations Unies (SimONU)

ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT

Tribunal-École

LEVEL | Membre du *Blazing Trails Mentorship Program*

Concours de dissertation

PUBLICATION

[ANGLAIS SEULEMENT]

The Democratic People's Republic of Korea's Foreign Policy: The Legitimacy of "One for All and All for One"

Disponible ici : https://issuu.com/theaspring/docs/officialfileforissuu11

PASSES-TEMPS & INTÉRÊTS

Musique (chant & piano)

Yoga

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.02

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1207721002

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination d'Anuradha Dugal et de Mélissa Côté-Douyon à titre de membre pour un deuxième mandat au Conseil des montréalaises de trois ans se terminant en septembre 2023. Approuver la nomination de Mélissa Garrido et d'Alexe Lépine-Dubois à titre de membre pour un premier mandat de trois ans se terminant en septembre 2023. Désigner Anuradha Dugal à titre de présidente pour un mandat de deux ans, de septembre 2020 à septembre 2022. Désigner Sylvie Cajelait à titre de vice-présidente pour un mandat de deux ans, de septembre 2020 à septembre 2022.

Il est recommandé :
- de nommer Mélissa Côté-Douyon à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un 2e mandat de trois ans se terminant en septembre 2023.
- de nommer Anuradha Dugal à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un 2e mandat de trois ans se terminant en septembre 2023.
- de nommer Mélissa Garrido à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un 1er mandat de trois ans se terminant en septembre 2023.
- de nommer Alexe Lépine-Dubois à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un 1er mandat de trois ans se terminant en septembre 2023.
- de désigner Anuradha Dugal à titre de présidente du Conseil des Montréalaises pour mandat de deux ans, de septembre 2020 à septembre 2022.
- de désigner Sylvie Cajelait à titre de vice-présidente du Conseil des Montréalaises pour mandat de deux ans, de septembre 2020 à septembre 2022.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-09-03 10:25

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207721002**
Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination d'Anuradha Dugal et de Mélissa Côté-Douyon à titre de membre pour un deuxième mandat au Conseil des montréalaises de trois ans se terminant en septembre 2023. Approuver la nomination de Mélissa Garrido et d'Alexe Lépine-Dubois à titre de membre pour un premier mandat de trois ans se terminant en septembre 2023. Désigner Anuradha Dugal à titre de présidente pour un mandat de deux ans, de septembre 2020 à septembre 2022. Désigner Sylvie Cajelait à titre de vice-présidente pour un mandat de deux ans, de septembre 2020 à septembre 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du Conseil des Montréalaises (CM), notamment le nombre de membres constituant le Conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés dans les 6 mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM1919 1043 - **17 septembre 2019** - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.
CM19 1356 - 16 déc 2019 - Approuver la désignation de Anuradha Dugal à titre de vice-présidente pour un 1er mandat de deux ans de février 2020 à février 2022.
CM19 0944 - 20 août 2019 - Approuver la nomination de Sylvie Cajelait à titre de membre pour un 1er mandat de trois ans se terminant en août 2022.
CM19 0944 - 20 août 2019 - Approuver la nomination de Dorothy Alexandre à titre de membre pour un 2e mandat de trois ans se terminant en août 2022.
CM19 0944 - 20 août 2019 - Approuver la désignation de Dorothy Alexandre à titre de présidente pour un 2e mandat de deux ans de septembre 2019 à septembre 2021.
CM17 1175 - 25 septembre 2017 - Approuver la nomination de Mélissa Côté-Douyon à

titre de membre pour un mandat de trois ans se terminant en septembre 2020.
CM17 1175 - 25 septembre 2017 - Approuver la nomination d'Anuradha Dugal à titre de membre pour un mandat de trois ans se terminant en septembre 2020.
CM17 1175 - 25 septembre 2017 - Approuver la nomination de Jeannette Uwantege à titre de membre pour un 1er mandat de trois ans se terminant en septembre 2020.
CM04 0410 - 18 mai 2004 - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

1 - Renouvellement de mandats
Le règlement (19-051) stipule que les mandats de membres sont renouvelables une seule fois pour une durée maximale de trois ans.

Anuradha Dugal et Mélissa Côté-Douyon sont membres du Conseil des Montréalaises depuis septembre 2017. Elles ont accompli un premier mandat et désirent poursuivre leur engagement pour un deuxième mandat.
Sachant qu'elles ont démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper ce poste et participent assidûment aux diverses activités du CM, il est recommandé de les nommer pour un deuxième mandat se terminant en septembre 2023.

Nom	Date de fin du 1er mandat	Date de début du 2e mandat	Date de fin du 2e mandat
Anuradha Dugal	Septembre 2020	Septembre 2020	Septembre 2023
Mélissa Côté-Douyon	Septembre 2020	Septembre 2020	Septembre 2023

2 - Remplacement de membres

Les membres qui quittent le CM:

Nom	Date de fin de mandat	Motif de départ
Dorothy Alexandre	Août 2022 (2e mandat)	Démission le 17/09/02020
Jeannette Uwantege	Septembre 2020 (1er mandat)	Fin de 1er mandat - ne désire pas renouveler pour un 2e mandat

À la suite de ces fins de mandats et démissions, les nominations suivantes sont recommandées:

Nom	Date de début du 1er mandat	Date de fin du 1er mandat	En remplacement de
Mélissa Garrido	Septembre 2020	Septembre 2023	Dorothy Alexandre
Alexe Dubois-Lépine	Septembre 2020	Septembre 2023	Jeannette Uwantege

3 - Désignation de la présidence et de la vice-présidence

Selon le Règlement (19-051), le mandat de la vice-présidence du CM est d'une durée de 2 ans, renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois (article 7).
La personne membre d'un conseil peut poser sa candidature pour le siège de la présidence et pour l'un des sièges à la vice-présidence au sein de ce conseil. L'élection du siège de la présidence se fait par vote à la majorité absolue lors d'une assemblée et l'élection des sièges à la vice-présidence se fait par vote à la majorité simple lors d'une assemblée. Le conseil recommande la ou les candidatures au conseil de la ville (article 31).

À la suite de la démission de la membre et présidente Dorothy Alexandre, le poste de présidente est vacant. La vice-présidente Anuradha Dugal se présentant à la présidence, un poste de vice-présidence est aussi en élection. Afin de combler ces postes, des élections ont été organisées à l'assemblée de membres du 17 juin 2020. Anuradha Dugal est recommandée à titre de présidente et Sylvie Cajelait à titre de vice-présidente.

À la suite des élections, les désignations suivantes sont recommandées :

Nom	Titre	Date de début de 1er mandat à ce titre	Date de fin du 1er mandat à ce titre
Anuradha Dugal	présidente	septembre 2020	septembre 2022
Sylvie Cajelait	vice-présidente	septembre 2020	septembre 2022

JUSTIFICATION

Processus de sélection des nouvelles membres:
Afin de recruter les membres du CM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés durant l'automne 2018.

Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

1. Un appel public de candidatures dans deux journaux montréalais, un envoi électronique dans plus de 230 organismes en condition féminine et une campagne dans les réseaux sociaux couvrant la période du 27 août au 14 octobre 2018 ont été réalisés.
2. La pré-sélection des candidates selon les critères stipulés dans le *Règlement sur le Conseil des Montréalaises.*
3. La constitution d'un jury de sélection composé de mesdames Fanny Magini (Projet Montréal), Karine Boivin-Roy (Ensemble Montréal), toutes élues municipales. Mme Nadia Bastien, chef de division à la Direction de la diversité sociale et des sports, Mme Charlotte Thibault, ancienne présidente du Conseil des Montréalaises ont agi à titre de personnes ressources et Mme Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste du Conseil des Montréalaises, a agi à titre de coordonnatrice du processus.
4. La production des recommandations du jury de sélection au CM.
5. La production d'une recommandation par le CM à la responsable de la condition féminine au comité exécutif, Mme Rosannie Filato et à la conseillère associée à la condition féminine, Mme Suzie Miron.

La sélection des membres a été faite de telle sorte à respecter le *Règlement sur le Conseil des Montréalaises* :
« Pour devenir membre du Conseil, toute personne doit :

1. manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de condition féminine;
2. avoir une connaissance des enjeux municipaux;

3. avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
4. faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;
5. résider dans l'un des 19 arrondissements de la Ville de Montréal ».

Des 94 Montréalaises intéressées, 20 candidates ont été convoquées en entrevue, 19 ont été vues en entrevue et 14 ont été retenues. Une liste de ces candidates (liste de réserve) a été constituée pour combler les futurs postes vacants.
La liste des candidates retenues a été constituée en tenant compte de l'excellence de la contribution des candidates dans le domaine du statut de la femme et de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la volonté de refléter la diversité de Montréal selon les paramètres suivants : groupe d'âge, origine ethnique, lieu de résidence, champ d'activités. Vingt candidates ont réussi le processus de sélection selon une grille d'entrevue et de pointage. Le choix des candidates se fait en priorisant celles qui ont obtenu les notes les plus élevées, tout en tenant compte de la complémentarité des expertises et du lieu de résidence. Il est à noter que les Montréalaises ayant soumis leur candidature lors de cette campagne de recrutement résident principalement dans les quartiers centraux.

Les candidatures de Mélissa Garrido et d'Alexe Lépine-Dubois ont été sélectionnées parmi les personnes inscrites dans la liste de réserve des candidatures. Ces choix tentent d'assurer une représentativité de la diversité géographique, linguistique, ethno-culturelle, intergénérationnelle, sociale et professionnelle. En effet, au Conseil des Montréalaises, siègent actuellement 15 femmes provenant des 8 arrondissements suivants:

- Le Sud-Ouest (1);
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2)
- Rosemont-La Petite-Patrie (3);
- Verdun (3).
- Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (1)
- Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (3)
- Lachine (1)
- Plateau-Mont-Royal (1)

Désignation de la présidence et de la vice-présidence :
Anuradha Dugal est membre depuis septembre 2017. Sylvie Cajelait est membre depuis août 2019. Toutes deux ont démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper le poste de présidente et de vice-présidente et participent assidûment aux diverses activités du CM. Leur désignation comme présidente et vice-présidente est donc recommandée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources permanentes pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nomination de membres au CM s'inscrit dans la promotion de la participation citoyenne aux affaires de la cité. L'existence même tout comme les dossiers et les avis produits par le CM touchent à de nombreux critères et principes du plan de développement durable de la Ville de Montréal comme l'équité entre les genres, la promotion des transports collectifs et l'amélioration des conditions de vie, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal respecte son engagement de travailler à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et réalise des actions en conséquence. L'étape de nomination des membres du CM, dans un souci d'équité et de représentation de la population féminine montréalaise, montre sa volonté de bâtir une société égalitaire mais aussi inclusive et solidaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La nomination des nouvelles membres sera annoncée par communiqué de presse après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-03

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-09-03

Anuradha Dugal

PROFESSIONAL PROFILE: a dynamic, trilingual leader who has worked in social justice and equality issues for twenty years. Excited to uncover creative solutions to hard questions and explore innovation while realizing the mission of the organization.

SUMMARY OF COMPETENCIES

- Social Justice Commitment: focus on addressing inequality in its many forms, with an intersectional analysis, professionally, inter-personally and politically.
- Vision: big picture thinking and strategic ambitious goal setting that are balanced by commitment to the long-term hard work that brings out the potential of a team and an organization.
- Team management: confident in training and motivating a team, building team spirit, well versed in recruiting and placing staff, volunteers and interns with a view to talent management and professional growth.
- Program Evaluation and Development: solid knowledge of theories underpinning outcomes and use of multiple mechanisms to measure effect, looking for the strongest social impact. Interested in encouraging innovation and evidence base in design, delivery and evaluation.
- Trusted Advisor: at ease maintaining relationships and balancing the needs of various stakeholders to work together and find shared understanding, committed to accountability and effective partnerships with donor partners, funded agencies and thought leaders.
- Communication: Clear messages with a variety of delivery styles, in writing, in person or on social media platforms. Comfortable with facilitating productive conversations and adopting an inclusive approach.

EMPLOYMENT HISTORY

Senior Director, Community Initiatives and Policy, 2019 to present

CANADIAN WOMEN'S FOUNDATION, TORONTO & MONTREAL

Investing in the Power of Women and the Dreams of Girls

In charge of public policy strategy and agenda at the federal, provincial and municipal levels. Collaborating with partner organizations to advance changes in policy that would benefit women and girls, Two-Spirit, trans, and non-binary peoples who face the greatest barriers. Focused on violence, poverty and leadership.

Director, Violence Prevention Programs, 2007 to 2019

CANADIAN WOMEN'S FOUNDATION, TORONTO & MONTREAL

Investing in the Power of Women and the Dreams of Girls

In charge of external and government relations and partnerships, including key decision makers, Board members, partners, and volunteer teams. Leading key national projects including Building the Field of Healthy Relationships. Regularly designing program offerings,

organizing communities of practice, knowledge mobilization and skills training strategies, leadership development and capacity building initiatives and coordinating research and evaluation tools that identify promising practice. Managing selection process for grants, and associated grant-making activities. Collaborating with team on fundraising, marketing and communications and other sectors. Current budget $4 million.

Development Officer 2006-2007

FACULTY OF MEDICINE, MCGILL UNIVERSITY, MONTREAL

Identified, cultivated, solicited and stewarded gifts up to $500,000, mainly from individuals. Built a portfolio of 150 prospects. Instituted new cultivation opportunities with potential donors, new stewardship with existing donors. Participated in diverse university groups to increase knowledge and open more options for fundraising, including Annual Fund, planned gifts, research groups, student society, special events. Developed in-depth knowledge of research areas in nursing, therapy and medicine. Raised $4 million over 15 months.

Executive Director 2001-2006

LEAVE OUT VIOLENCE, MONTREAL

Empowering youth to prevent violence

Managed regional office of national youth organization. Coordinated a management team of five, staff of 15, budget of $600 000+. Responsibilities included: long-term visioning, strategic planning, board building, finances, communications, program objectives and delivery.

Achievements: Doubled operating budget in 3 years. Diversified funding base. Increased the French profile of an Anglophone organization. Set up evaluation process for staff. Established staff development program. Overhauled programs offered to more than 5000 youth. Raised $500,000 annually.

Funding Coordinator 1999-2000

WORLD MARCH OF WOMEN, FEDERATION DES FEMMES DU QUEBEC, MONTREAL

Towards an end to poverty and violence against women

Coordinated a team of fundraisers in Quebec and the USA. In charge of planning, follow-up and evaluation. Surpassed fundraising goal of $1m. Working in English, French & Spanish, negotiated with foundations, unions, government agencies, UN agencies, private corporations and international organizations. Organized international conferences, special events in Montreal, Washington DC and New York. Raised $1 million over 2 years.

Editor-in-chief 1996-1997

NETWORKING COMMUNITY NEWSPAPER, UTSUNOMIYA CITY, JAPAN

Responsible for developing content, managing freelancers, advertising, layout, printing and distribution.

Head Teacher 1995-1997

NOVA INTERCULTURAL INSTITUTE, UTSUNOMIYA CITY, JAPAN

English school comprised of 16 teachers and 800 students. Motivated staff, set out objectives, suggested methodology to improve teachers' performance and overall school effectiveness. Ensured teaching standards, improved staff development opportunities,

oriented and trained new teachers. Liaised between expatriate teaching staff and local Japanese sales staff.

Teacher & Press Liaison Officer 1992-1994
COOMBE GIRLS' SCHOOL, NEW MALDEN, UK

APPOINTMENTS
Vice President of the Conseil des Montrealaises (Municipal)
The Advisory Council on the Federal Strategy Against Gender-based Violence (Federal)
Previously, Ontario's Roundtable on Violence Against Women (Provincial)

VOLUNTEER ACTIVITIES
Member of Knox Street Association (in partnership with ECO-QUARTIER, Montreal)

TRAINING
Learning Circle participant, COCo
Concordia University Institute for Management Summer program
Quebec Writers' Federation 10-week writing workshop
First International Shelter Conference 2008 (Edmonton)
Banff Conference on Behavioral Science on Teen Healthy Relationships 2014

EDUCATION
MCGILL UNIVERSITY, MONTREAL
Masters in Education and Society (Thesis option, partially completed)

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
Management Courses in change, leadership, & project management

INSTITUTE OF EDUCATION, UNIVERSITY OF LONDON, UK
Post-Graduate Certificate in Education for Languages and Politics

UNIVERSITY OF BRISTOL, UK
B.A. Joint Hons. Modern Languages (French & Spanish)

SKILLS
Fluency in English, French and Spanish, written and spoken. Basic Japanese and Italian. Computer literacy in Microsoft Office Pro, various database systems, on Apple and PC. Desktop publishing. Some knowledge of QuickBooks (accounting software). Very comfortable and active in Social Media platforms.

SUPPORTING INFORMATION
Hobbies: Designing knitting patterns, quilting, urban gardening for food security.

REFERENCES
Available on request

Mélissa Côté-Douyon
Langues : français, anglais

FORMATION

Doctorat en études urbaines
Institut National de la Recherche Scientifique
septembre 2016 - à ce jour

- Thèse : Circulation du discours international «femmes et ville » au Vietnam
- Direction : Julie-Anne Boudreau et Danielle Labbé
- Bourse de doctorat du FRQSC
- Bourse d'excellence à l'admission au doctorat en études urbaines

Maîtrise en urbanisme
Université de Montréal
janvier 2013 - mai 2015

- Travail de recherche dirigé : Entre conformité et résistance: être une jeune femme dans les espaces publics de Hanoï, Vietnam.
- Séminaire de recherche à Guadalajara, Mexique : Gouvernance urbaine sensible au genre
- Liste d'honneur du doyen de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal

Baccalauréat en études internationales
Université de Montréal
septembre 2008 - avril 2011

- Concentration : « Développement international »
- Session à l'étranger, Université Libre de Bruxelles

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Agente de projet consultante

Concertation Montréal
mars 2019 - à ce jour

- Mettre en œuvre les activités du projet MTElles (Participation égalitaire des femmes à la vie démocratique municipale et communautaire)
- Administrer les outils de collecte de données
- Assurer le suivi de l'analyse des données
- Participer aux rencontres de suivi avec les partenaires

Analyste sénior consultante

Femmes et Villes International
février 2017- à ce jour

- Organiser et planifier le programme de forums « femmes et ville »
- Rédiger un guide sur les marches exploratoires
- Préparer des formations sur les marches exploratoires
- Rédiger un rapport sur la sécurité des femmes dans l'espace public à Georgetown, Guyana pour la Banque interaméricaine de développement
- Rédiger des demandes de financement

Assistante à la coordination

Projet de recherche : « Tryspaces : Transformative youth spaces »
mai 2017 - octobre 2017

- Rédiger un rapport sur les indicateurs de performance en recherche partenariale
- Développer et élaborer le plan de suivi et d'évaluation
- Collaborer à l'organisation des rencontres de partenaires
- Coordonner les bénévoles

Coordonnatrice de la programmation

Colloque Interuniversitaire Urbain
novembre 2016 - août 2017

- Élaborer et planifier les trois jours de programmation
- Organiser les conférences, les panels et les ateliers
- Mobiliser et coordonner l'équipe de programmation
- Collaborer avec le comité scientifique
- Coordonner l'édition des actes de conférence et leur diffusion

Auxiliaire de recherche

Projet de recherche : « Youth Friendly Public spaces in Hanoi, Vietnam »
janvier 2014 - août 2015

- Administrer les outils de collecte de données
- Analyser les données
- Rédiger un rapport et un article de vulgarisation
- Présenter les résultats aux parties prenantes gouvernementaux

Auxiliaire d'enseignement
Université de Montréal
Cours « Espace et société »
automne 2014 et automne 2017

- Corriger et évaluer les travaux et examens
- Répondre aux questions des étudiant.es
- Accompagner les étudiant.es dans leur travail de recherche

Animatrice de milieu
Communautique
octobre 2011 - mars 2012

- Mobiliser les participant.es
- Planifier des formations en compétence numérique
- Animer des formations de groupe et individuelles

Animatrice- Formatrice
Alternatives et YMCA en Équateur
(stage Québec Sans Frontière)
mai 2010 - août 2010

- Préparer et animer des ateliers sur le documentaire
- Former des jeunes à la production de documentaires
- Coordonner la production de courts métrages
- Rédiger un guide sur la production de documentaires

IMPLICATION SOCIALE

Conseil des Montréalaises
septembre 2017 – à ce jour

- Membre du comité recherche

Relève en urbanisme de l'Ordre des urbanistes du Québec
mars 2016 – janvier 2017

- Organiser et planifier des débats d'idées

Institut du Nouveau Monde
septembre 2015 - mars 2017

- Participer au comité de pilotage de la démarche « Jeunes femmes et Engagement »

Regroupement des Étudiants à la Maîtrise en Urbanisme
Septembre 2013 – septembre 2014

- Déléguée aux affaires sociales

Collectif Après l'Asphalte
2013-2014

- Réalisation d'activités d'activation d'espaces publics

Festival International du Film Ethnographique du Québec
2012 – 2013

- Trésorière et membre du comité de programmation

Forum Social Québécois
mai 2009 – octobre 2009

- Membre du comité communication

UNI-ALTER
2008 – 2009

- Délégation universitaire pour le Forum Social Mondial 2009 à Bélem, Brésil

PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

Contributions non soumises à des comités de lecture

Critique de livre:

Côté-Douyon, Mélissa (2016). « Ola Söderström 2014: Cities in Relations: Trajectories of Urban Development in Hanoi and Ouagadougou », *International Journal of Urban and Regional planning*. Doi: 10.1111/1468-2427.12367.

Rapport de recherche :

Julie-Anne Boudreau et *al*. (2015). « Youth-friendly public spaces in Hanoi », rapport de recherche.
*J'ai écrit la section «Being a girl in public spaces »

Communications orales :

Côté-Douyon, Mélissa. (2019) «Réception du discours international sur le genre et la ville au Vietnam». Acfas.

Côté-Douyon, Mélissa. (2017) «Young women's use of public spaces in Hanoi, Vietnam», Annual Meeting of the American Association of Geographers.

Côté-Douyon, Mélissa (2016). « Entre conformité et résistance : être une jeune femme dans les espaces publics de Hanoï, Vietnam», Séminaire international *Le Genre du Territoire*.

Côté-Douyon, Mélissa (2015)« Ville sensible au genre : Guadalajara au Mexique», Colloque étudiant du Réseau d'études latino-américaines de Montréal.

Côté-Douyon, Mélissa (2015) «La flâneuse », Exposition Le Flâneur : art + urbanité critique, Espace Projet.

Article de vulgarisation :

Côté-Douyon, Mélissa (2015). « Entre conformité et résistance : être une jeune femme dans les espaces publics de Hanoï», Asie en mille mots, Bulletin d'analyse sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est, en ligne.

Contributions à venir

Article en évaluation:

Côté-Douyon, Mélissa. À paraître. « Circulation de l'approche de genre en planification urbaine : les initiatives sur la sécurité des femmes dans l'espace public au Vietnam ». *Les Cahiers de géographie du Québec.*

Chapitre de livre soumis:

Côté-Douyon, Mélissa. À paraître. «Entre conformité et résistance : être une jeune femme dans les espaces publics de Hanoï ». Dans *Le genre du territoire,* sous la dir. de Denyse Côté. Presses de l'Université du Québec

SYLVIE CAJELAIT







OBJECTIF

Membre du
Conseil des Montréalaises

MA MOTIVATION

J'ai 50 ans. Je suis sur la ligne grise entre la jeunesse et la vieillesse et je partage les défis de ces deux générations. À cheval entre ces extrêmes, ma génération est silencieuse. Je crois qu'il est important que les femmes dans leur diversité et leurs qualités uniques et collectives participent à la construction d'une métropole forte et solide où être femme est synonyme d'opportunités égales, quel que soit leur âge.

COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES

⊙ Grande expérience des conseils d'administration, du fonctionnement de comités mixtes incluant des bénévoles et des intervenants du milieu, de groupes de travail et de discussion.

⊙ Grande expérience de toutes les facettes de la communication interne et externe.

⊙ Grande expérience en création de plans d'action, de campagnes de sensibilisation, en organisation d'évènements - incluant les assemblées générales annuelles, en relations publiques et en relations avec la communauté (représentation).

⊙ Expérience en gestion de budgets, en collecte de fonds, en recherche de partenariats, commandites et subventions.

⊙ Expérience en gestion de personnel (petites équipes), stagiaires et bénévoles.

⊙ Leadership motivateur axé sur la collaboration et la reconnaissance de l'apport de tous à la mission.

⊙ Grand intérêt pour ce qui touche le mieux-être et la qualité de vie des aidants, des aînés et des personnes vulnérables.

⊙ Aisance à traiter et à entretenir des relations durables avec des clientèles de différents milieux.

⊙ Bonne connaissance du milieu des OSBL/OBNL et de leurs défis.

⊙ Bonne connaissance de la suite Office et des réseaux sociaux.

COMPÉTENCES PERSONNELLES

⊙ Communicatrice chevronnée et rigoureuse, diplomate et ayant un bon sens politique. Entregent, initiative, esprit d'analyse, sens de l'organisation, autonomie, souci du détail, curiosité, saine gestion du temps, grande capacité d'adaptation, bilinguisme parlé et écrit.

COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES À L'EMPLOI

Bâtisseuse œuvrant en OBNL depuis 25 ans

Esprit entrepreneurial

J'excelle dans la création et le développement de nouveaux projets.

Organisatrice hors pair

De l'idée du projet à l'évaluation de la satisfaction des participants, je suis là à toutes les étapes.

Créatrice de liens

J'établis des liens durables avec les clientèles externes et internes. J'ai représenté avec efficacité mes organismes auprès d'instances locales, régionales et nationales.

J'ai été **directrice des communications** en OBNL **pendant 7 ans**. Je sais communiquer de façon claire et précise.

J'ai siégé sur des conseils d'administration.

Je suis une femme **compétente, motivée et positive qui sait relever des défis.**

EXPÉRIENCE

CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION
ASSOCIATION DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS CONVENTIONNÉS (AEPC)

2013- ...

Je conseille la directrice générale et le conseil d'administration en matière de communication stratégique et de *branding*. Je propose les messages clés, prépare les outils et gère l'ensemble des communications Web et traditionnelles. J'ai coordonné 4 assemblées générales annuelles. J'ai conçu et réalisé 6 campagnes de sensibilisation à l'isolement des aînés en CHSLD dont #ParceQueJeLaime (2015) et #7000vies7000visites (2016). La campagne 2015 a remporté un Prix RPCU de l'Excellence. J'ai créé les visions *Collaborer pour rayonner* et *Mobiliser pour se positionner* pour augmenter la visibilité collective de nos membres.

COORDONNATRICE DE PROJET
TABLE D'ACTION ET DE CONCERTATION EN PETITE ENFANCE DE LASALLE (TAC)

2012-2013

J'ai géré les ressources humaines, les actions et les budgets reliés au déploiement des projets financés par Avenir d'enfants sur le territoire laSallois. J'ai chapeauté tout le processus de demande de subvention de l'an 2 du projet. Nous avons obtenu 100 % du budget demandé, une première pour la concertation. J'ai créé et animé des groupes de travail pour resserrer les liens entre intervenants et créer de nouveaux outils, entre autres une tournée des organismes en petite enfance, un outil collectif de référence interorganismes, un outil interactif de recherche de services et d'activités pour les intervenants et la population laSalloise, des formations en immigration, etc.

TRAVAILLEUR AUTONOME
MISS PARFAITE COMMUNICATIONS

2010-2012

J'ai créé des outils et des documents en tous genres pour mes clients. Parmi ceux-ci, l'Office municipal d'habitation de Montréal (calendrier culinaire 2012, articles pour l'Entre-nous, Infochantiers, Guide des habitations Séguin, etc.), la FADOQ — Région des Laurentides (Guide Promotion Shec 50+), Destination Travail (Clinique mobile de l'emploi) et Radio LaSalle (création d'un système de gestion, d'accompagnement et d'appréciation des bénévoles).

BÉNÉVOLAT ET ASSOCIATIONS

Association des professionnels en gestion philanthropique
1994-2001, 2018 à aujourd'hui

Children's World Academy
2017 à aujourd'hui
Comité du service de garde

LinkedQuébec (LinkedIn)
2011-2013
Co-modératrice de deux groupes de discussion

Radio LaSalle CKVL 100,1FM
2009-2013
Vice-présidente du CA et création, coordination et animation de deux émissions de radio hebdomadaires

Maison des familles de LaSalle
2006-2011
Administratrice, conseil d'administration

Club Optimiste Des Rapides, LaSalle inc.
1995-2006

St.Lawrence Optimist Club
(club d'expression anglaise)
1995-2005
Présidente et membre du CA

Association Marketing Montréal
2002-2004

Société des relationnistes du Québec
2001-2003

EXPÉRIENCE (SUITE)

DIRECTRICE, COMMUNICATIONS ET MARKETING
FADOQ – SIÈGE SOCIAL PROVINCIAL
2001-2006

J'ai initié et implanté 4 campagnes provinciales de recrutement et de fidélisation, rédigé de nombreux plans de communication et de commandite dans le but d'atteindre les objectifs de visibilité, de notoriété, de mobilisation et de financement de la FADOQ. J'ai géré une petite équipe de 4 personnes.

DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS 1999-2001
RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS ET DU DÉVELOPPEMENT 1998-1999
FONDATION QUÉBÉCOISE DU CANCER

J'ai créé de nouveaux outils d'information pour les clientèles internes et externes, géré des activités de collecte de fonds, dont la première opération de publipostage ayant atteint un sommet de 1 M$, participé à l'élaboration des positions de l'organisme en matière de lutte contre le cancer et diffusé celles-ci auprès des médias et des instances pertinentes, représenté l'organisme lors de comités nationaux. Mon équipe était composée de 3 personnes.

COORDONNATRICE AU DÉVELOPPEMENT — ÉVÈNEMENTS SPÉCIAUX
DYSTROPHIE MUSCULAIRE CANADA, QUÉBEC
1993-1998

J'ai géré les centres d'appels (près de 1000 bénévoles) et les promesses de don du téléthon ainsi que coordonné les évènements de collecte de fonds organisés par des tiers bénévoles (environ 100 par année). Quand l'association a cessé son téléthon, on m'a donné le mandat de créer un phonothon incluant tout le matériel didactique et promotionnel s'y rapportant dont des formations pour les bénévoles. Nous avons rencontré notre objectif de 100 000 $ dès la première année (1997).

FORMATION

B.A. SPÉCIALISÉ EN COMMUNICATION – 1991
Université Concordia, Montréal
Obtenu avec la mention « with distinction »

D.E.C. EN GRAPHISME – 1988
Collège Ahuntsic, Montréal

Mélissa Garrido

Sommaire

Treize ans d'expérience en intervention psycho-sociale, avec une spécialisation en intervention de crise, santé mentale et violences sexuelles. Expérience de travail dans le réseau de la santé et dans des institutions universitaires. Expérience en gestion et en supervision d'équipes d'intervention. Expérience dans la conception de programme de prévention et de sensibilisation en santé mentale et violences sexuelles. Bonne connaissance du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les organismes communautaires du Grand Montréal. Expérience d'implantation de politique contrant les violences à caractère sexuel et d'élaboration de politique en urgence psycho-sociale dans les milieux.

- Membre de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec (OPSQ)
- Langues parlées et écrites : français, anglais et espagnol

Expérience

CONSULTANTE EXTERNE | 2018-À AUJOURD'HUI

- À venir (automne 2020) : Diffusion de formations en prévention du harcèlement psychologique et sexuel à la faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal
- Élaboration et diffusion de formations en santé mentale, harcèlement et violences sexuelles
- Participation à un groupe de travail et création de formations de prévention du harcèlement psychologique et sexuel en milieu de travail pour des PME
- Traduction et adaptation culturelles de formations en violences sexuelles (français-anglais)
- Clients: University of New Hampshire, Humanovis, Fusion Jeunesse

PERSONNE-RESSOURCE EN MATIÈRE DE VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL & CONSEILLÈRE AUX SERVICES AUX ÉTUDIANTS | ENAP | 2019-2020

- Implantation de la politique en violences à caractère sexuel : gestion et animation du comité permanent de la politique, réalisation de documents et vidéos, coordination des rencontres décisionnelles et du travail, etc.
- Élaboration et animation de conférences sur les violences à caractère sexuel
- Rôle-conseil à la direction entourant les dossiers de santé mentale et violences sexuelles
- Réalisation des multiples services aux étudiants : intervention sociale (intervention de crise), aide financière, étudiants en situation de handicap, soutien académique, etc.

DIRECTRICE À LA VIE ÉTUDIANTE EN RÉSIDENCE | UNIVERSITÉ MCGILL | 2017-2018

- Gestion du bien-être des étudiants en résidence : accueil, accompagnement, gestion de conflits, intervention de crise, élaboration de formations et programmation d'activités.
- Enquêtes disciplinaires face à la civilité en résidence, dont les suivis/collecte d'informations dans les enquêtes de harcèlement psychologique et violences sexuelles
- Gestion et supervision de deux équipes d'intervention (12 employés)
- Gestion de deux résidences universitaires (460 étudiants)
- Gestion du budget pour les résidences

CONSEILLÈRE AUX ÉTUDIANTS (SANTÉ MENTALE ET VIOLENCES SEXUELLES) | POLYTECHNIQUE MONTRÉAL | 2016-2017

- Chargée de la campagne « Sans oui, c'est non! » : travailler à réduire les violences sexuelles

- Cueillette d'informations et suivis des étudiants en santé mentale et violences sexuelles.
- Rôle-conseil à la direction entourant les dossiers en santé mentale et violences sexuelles.
- Conception de programmes de prévention et de sensibilisation en santé mentale et violences sexuelles.
- Création de partenariats avec intervenants externes (réseau de la santé/police/org.comm.)

AGENTE DE RELATIONS HUMAINES | CSSS LUCILLE-TEASDALE | 2007-2016

En centre de crise (L'Entremise) :

- Suivis en intervention de crise et en santé mentale pour la clientèle adulte
- Services offerts : suivis externes, hébergements, évaluations dans le milieu, suivis téléphoniques, suivis de groupe et familiaux
- Problématiques : idées suicidaires/homicidaires, santé mentale, violences sexuelles, harcèlement psychologique, etc.
- Formation du personnel en santé mentale et en intervention de crise

En CLSC (Hochelaga-Maisonneuve/Rosemont/Olivier-Guimont) :

- Travail à l'accueil psycho-social
- Évaluations et cueillettes d'informations pour le référencement interne ou externe
- Problématiques : idées suicidaires/homicidaires, santé mentale, violences sexuelles, harcèlement psychologique, etc. (chez les adultes, adolescents et enfants).

En contexte nordique (Nunavik) :

- Suivis en intervention de crise et santé mentale pour les adultes, adolescents et enfants.
- Problématiques : idées suicidaires/homicidaires, santé mentale, violences sexuelles, harcèlement psychologique, etc.

Formation

MAÎTRISE EN SEXOLOGIE CLINIQUE | 2014 | UQAM

- Approches étudiées : existentielle-humaniste et cognitivo- comportemental
- Stage : Unité de sexualité humaine, Dépt. Psychiatrique, Hôpital Général de Montréal

BACCALAURÉAT EN SEXOLOGIE| 2006 | UQAM

- Programme d'échange à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, Belgique
- Stage : Intervention en violence conjugale et violences sexuelles / Programme d'éducation sexuelle / Centre de femme *Mujeres al Oeste*, Buenos Aires, Argentine

Compétences

Bon jugement clinique et compréhension de la confidentialité / Professionnalisme et fort sens éthique au travail / Capacité à s'adapter aux changements rapides et à faire plusieurs tâches simultanément / Empathie et sens de l'écoute / Excellentes habiletés en matière de relations interpersonnelles

Bénévolat

INTERVENANTE (VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE) | 2006 | B.A., ARGENTINE

Centre de femmes *Mujeres Al Oeste, Buenos Aires*

DIRECTION-ÉCOLE ET ENSEIGNEMENT (ENFANTS ET ADULTES) | 2001 | MEXIQUE
Santa Ana Del Valle, Oaxaca, Mexique

Alexe Lépine-Dubois

M. Sc., B. Sc.

Compétences

- Excellente capacité d'analyse, notamment des politiques publiques et particulièrement en ce qui concerne des franges de la population en situation de vulnérabilité. Capacité à utiliser les ressources disponibles ainsi que les forces des gens de manière efficace pour aider les organisations à développer leur capacité stratégique et leur service à la clientèle.

- Planificatrice adroite, sachant faire preuve de créativité pour atteindre les objectifs ciblés en respectant toujours les délais et en s'assurant de la grande qualité des livrables remis. Grande capacité à collaborer ainsi qu'à s'adapter aux situations diverses nécessitant une priorisation des actions.

- Possédant une expérience concrète à la tête du mouvement LGBTQ+ québécois et une fine connaissance des rouages de l'appareil étatique et de ses relations et mode de fonctionnement avec la société civile. Habilité à concilier les intérêts divergents de divers types d'acteurs et à faire émerger des consensus sur des enjeux hautement sensibles.

Expériences de travail professionnelles

Conseillère, ministère de la Justice — 2020 à ce jour

- Effectuer des travaux de recherche et d'analyse pour le développement et la mise en œuvre de politiques, de programmes, de directives, de processus, de lois et de règlements relatifs à la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Documenter et analyser diverses problématiques ayant une incidence sur les réalités et les besoins des diverses populations de la diversité sexuelle et de genre. Gérer le programme Lutte contre l'homophobie et la transphobie, notamment dans l'analyse et le traitement des demandes d'aide financière, dans l'élaboration et le suivi des ententes auprès des prestataires ainsi que dans la production de bilans périodiques. Participer à la mise en œuvre et au suivi des engagements du ministère de la Justice dans d'autres plans gouvernementaux (égalité femme-homme, agressions sexuelles, violence conjugale, etc.). Assister le coordonnateur du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie dans la réalisation de divers mandats liés à la planification et à la reddition de comptes.

Conseillère, ministère de la Famille — 2019

- Participer à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques en matière de planification de la main-d'œuvre; assurer le suivi, la réalisation et le contrôle de projets de formation continue; participer aux travaux dans les dossiers de développement de la main-d'œuvre du secteurs des services de garde, en réalisant des recherches pour identifier les problématiques et analyser les enjeux pour proposer des solutions structurantes pour le secteur; assurer et coordonner la tenue des travaux de plusieurs comités, rassemblant des partenaires de multiples secteurs; entretenir des collaborations et partenariats fructueux entre les différents acteurs sectoriels (ministériels, associatifs, privés); conseiller, soutenir et assister la directrice dans la réalisation des mandats; assurer l'évaluation des dossiers reçus concernant la qualification du personnel de garde

Conseillère politique, cabinet du Secrétariat aux Affaires autochtones Décliné (2019)

- Conseiller la ministre responsable des affaires autochtones relativement aux enjeux sociaux (santé, enfance, direction de la protection de la jeunesse, commissions sur les femmes autochtones disparues et assassinées); apporter une expertise-conseils pour consolider et améliorer les relations entre les différentes instances autochtones et gouvernementales; assurer la liaison auprès des organisations autochtones ainsi que des diverses instances politiques et ministérielles responsables des dossiers autochtones

Directrice associée, Conseil québécois LGBT 2018-2019

- Siéger sur différents comités de recherche académiques, gouvernementaux et communautaires et y apporter une expertise-conseils en regard des spécificités des communautés LGBTQ+; représenter l'organisation auprès des partenaires gouvernementaux et communautaires ainsi que des médias; conseiller la direction générale et participer aux rencontres avec des élu/es (paliers municipal, provincial et fédéral) pour les sensibiliser aux différents enjeux qui touchent les communautés lesbiennes, gais, bisexuel/les, trans et queer (LGBTQ+), élaborer des demandes de subvention gouvernementale; analyser des politiques publiques et de plans d'action gouvernementaux; assurer la liaison auprès des partenaires gouvernementaux, universitaires, communautaires et des membres et développer de nouveaux partenariats; assurer le service aux membres; planifier une saine gestion de croissance de l'organisation

Chargée des communications, Conseil québécois LGBT 2017-2018

- Analyser des politiques publiques et des plans d'action gouvernementaux; préparer et participer aux rencontres avec des élu/es (paliers municipal, provincial et fédéral) pour les sensibiliser aux différents enjeux qui touchent les communautés lesbiennes, gais, bisexuel/les, trans et queer (LGBTQ+); assurer les liens de communication auprès des interlocuteurs gouvernementaux, les partenaires (externes), les membres (interne) et les médias; gérer les médias sociaux et le site web et assurer la veille médiatique; créer et planifier le contenu de l'infolettre trimestrielle

Comité expert sur le profilage racial et social, SPVM 2018-2019

- Siéger aux rencontres à titre de partenaire; conseiller la haute-direction du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) sur la mise en œuvre du plan stratégique en matière de profilage racial et social présenté aux cadres et personnel du SPVM; apporter une expertise-conseil sur les enjeux LGBTQ+

Coordonnatrice d'évènements, PRO Géographie 2015-2017

- Planification du programme d'évènements annuels; organisation du salon annuel de l'emploi et des conférences; maintien et création de partenariats des milieux publics, privés et communautaires; amélioration de la visibilité du programme d'évènements dans les médias sociaux.

Formation académique

Maîtrise ès sciences en géographie avec mémoire 2016-2018

Concentration en géographie urbaine et culturelle
Université de Montréal, Montréal

Stage étudiant à l'Université de Tromsø Été 2015

Dans le cadre de la majeure en géographie
En partenariat avec l'Université de Montréal
Tromsø, Norvège

Baccalauréat ès sciences 2012-2015

Majeure en géographie environnementale
Mineure en musiques numériques
Université de Montréal, Montréal

Technique professionnelle de musique et de chanson 2007-2010

Profil interprétation en piano jazz
Cégep de Saint-Laurent, Montréal

Bourses et distinctions

Bourse d'études supérieures du Canada Joseph-Armand Bombardier 2016-2017

Conseil de recherche en sciences humaines (17 500 $)

Bourse à la maîtrise en recherche du Québec 2016-2018

Fonds de recherche société et culture (15 000 $ /an)

Bourse d'excellence du 2e cycle 2016

Département de géographie
Université de Montréal (500 $)

Bourse d'excellence Rosdev 2016

Faculté des études supérieures et postdoctorales (5 000 $)
Université de Montréal

Bourse d'excellence DIALOG 2017

Réseau de recherches relatives aux peuples autochtones (2 500 $)
Institut national de la recherche scientifique

Bourse de démarrage de projet 2015

Projet de recherche sur le chant sàmi (peuple autochtone d'Europe) comme marqueur du territoire (3 000 $)
Centre de la science de la biodiversité du Québec

Mention d'excellence 2018

Mémoire de maîtrise intitulé « Des géographies Two-Spirit? Du concept de trans-*Nation*-alités pour articuler l'imbrication entre identité, communauté et territoire »
Université de Montréal

Mention d'excellence 2014-2015

Palmarès de la doyenne de la Faculté des Arts et Sciences
Université de Montréal

Expériences de travail académiques

Assistante de recherche, Universités Concordia et York 2016-2017

- Élaboration d'une base de données médiatiques pour le projet *Queering the suburbs*; analyse qualitative de contenu; analyse de politiques municipales en regard des enjeux LGBTQ+; rédaction de résumés de synthèse et de rapports de contenu.

Auxiliaire d'enseignement, Université de Montréal 2016-2017

- Alimenter les réflexions et la pensée critique des étudiants; correction des tests, travaux et examens; surveillance des évaluations.

Assistante de recherche en géographie urbaine, Université de Montréal 2015-2017

- Conception et élaboration d'une base de données spatiales; géolocalisation des données et analyses socio-spatiales à l'aide de systèmes d'information géographiques (SIG); production de cartes thématiques (Montréal et La Havane)

Stagiaire de recherche, Institut national de la recherche scientifique 2016

- Analyse socio-historique concernant la justice et l'égalité juridique des femmes autochtones; rédaction de rapports pour des contextes académiques et communautaires

Interventions médiatiques

- Entrevue au téléjournal de Radio-Canada, « Le Pape recommande la psychiatrie pour l'homosexualité décelée dès l'enfance », 27 août 2018
- Entrevue dans le journal Le Devoir parue dans l'article de Hélène Buzzetti, « Ni monsieur ni madame pour les usagers des services fédéraux », 22 mars 2018
- Entrevue ans le journal Le Soleil parue dans l'article d'Élizabeth Fleury, « Mariages en baisse… Sauf chez les couples de même sexe », 5 juillet 2017
- Entrevue dans le journal Montreal Gazette parue dans l'article de la Canadian Press, « Quebec strategy for equality disappoints LGBT rights group », 3 juillet 2017
- Entrevue à la radio CJAD 800 au Natasha Hall Show à propos de la stratégie québécoise pour l'égalité homme-femme, 4 juillet 2017

Expertises supplémentaires pertinentes

- Expertise liée aux enjeux autochtones en milieux urbains;
- Expertise liée aux enjeux LGBTQ+ en contexte québécois et canadien;
- Excellente maitrise des logiciels ArcGIS, NVivo, SPSS, Access et de la suite Office;
- Excellente maitrise à l'oral et à l'écrit de la langue française et de la langue anglaise;

Références

Disponibles sur demande.

CONSEIL DES MONTRÉALAISES – TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES

NOM	Arrondissement	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat Pr / VP	2e mandat Pr / VP
Dorothy Alexandre Présidente	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Août 2016-Août 2019** GDD 1164233002 CM16 0901 du 22 août 2016	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019	**Sept. 2017 – Sept. 2019** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017	**Sept. 2019 – Sept. 2021** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019
Marie-Ève Rancourt	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Août 2016-Août 2019** GDD 1164233002 CM16 0901 du 22 août 2016	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019		
Mélissa Côté-Douyon Vice-présidente	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017		**Janv.2020 à janv.2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019	
Anarudha Dugal Vice-présidente	Sud-Ouest	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017		**Fév 2020 à fév 2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019	
Jeannette Uwantege	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017			
Josiane Maheu	Verdun	**Janv 2015-Janv 2018** GDD 1144233006 CM14 1224 du 15 déc 2014	**Jan.2018 – Jan.2021** GDD 1177721001 CM18 0109 du 22 janv 2018	**Jan.2018 – Jan.2020** GDD 1177721001 CM18 0109 du 22 janv 2018	
André-Yanne Parent (poste vacant à partir du 17/09/2020)	Verdun	**Mai 2018 – Mai 2021** GDD 1187721001 CM18 0603 du 29 mai 2018 Démission 17 sept 20120			
Zina Laadj	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**1 jan.2016- 31 Déc 2018** GDD 1154233006 CM15 1464 du 14 déc 2015	**1er jan.2019- 31 Déc 2021** GDD 1187721003 CM18 1488 du 17 déc. 2018		
Dominique Daigneault	Rosemont-La-Petite-Patrie	**1er jan.2019- 31 Déc 2021** GDD 1187721003 CM18 1488 du 17 déc. 2018			

2020-09-03

Sylvie Cajelait	Lachine	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Andrée Fortin	Verdun	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Mélissa Gaboury	Le Plateau Mont-Royal	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Selma Tannouche-Bennani	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Stéphanie Viola-Plante	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Darly Joseph	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Déc 2019- Déc 2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019			

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.03

2020/09/21 13:00

(2)

Dossier # : 1207968004

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver les nominations de M. Youssef Benzouine, Mme Layla Belmahi et Mme Barbara Eyer à titre de membres du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat de 3 ans, de septembre 2020 à septembre 2023.

Il est recommandé :

- d'approuver les nominations de :
  - Monsieur Youssef Benzouine, en remplacement de Monsieur François Fournier, et
  - Madame Layla Belmahi, en remplacement de Monsieur Rafael Benitez,
  - Madame Barbara Eyer, en remplacement de Madame Aranzazu Recalde,

  à titre de membres du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat de 3 ans, de septembre 2020 à septembre 2023.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-09-04 11:39

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207968004**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver les nominations de M. Youssef Benzouine, Mme Layla Belmahi et Mme Barbara Eyer à titre de membres du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat de 3 ans, de septembre 2020 à septembre 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du Conseil, notamment le nombre de membres constituant le Conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés dans les six mois (article 11).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1358 - 16 décembre 2019 - Approuver la nomination de M. Souleymane Guissé à titre de président du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de 2 ans, de janvier 2020 à janvier 2022, de Mme Angela Sierra au titre de vice-présidente du CIM pour un mandat débutant en janvier 2020 et se terminant le 23 mars 2021 et de Mme Marie-Christine Jeanty au titre de vice-présidente du CIM pour un mandat débutant en janvier 2020 et se terminant en janvier 2021. Approuver le renouvellement du mandat de M. François Fournier à titre de membre du CIM pour un second mandat de 3 ans se terminant le 21 novembre 2022 (1197968005).
CM19 1043 - 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (1194320002).
CM19 0162 - 25 février 2019 - Approuver la nomination d'une nouvelle membre du Conseil interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, de février 2019 à février 2022, soit Mme Aranzazu Recalde (1197968001).
CM18 0107 - 22 janvier 2018 - Approuver la nomination de cinq membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, de janvier 2018 à janvier

2021, soit Mme Wafa Al Hamed, M. Stendolph Ismael, M. Rafael Benitez, Mme Marie-Christine Jeanty et Mme Cécile Deschamps. Approuver le renouvellement pour un deuxième mandat la nomination de deux membres soit Mme Fanny Guérin et Mme Angela Sierra jusqu'au 23 mars 2021. Désigner M. Moussa Sène à la présidence et Mme Sabine Monpierre à la première vice-présidence jusqu'au terme de leurs mandats respectifs (1176467002).
CM16 1228 - 21 novembre 2016 - Approuver les nominations de six membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019. Désigner un membre à la vice-présidence (2e) et un membre à la présidence (1162714002).

DESCRIPTION

Remplacement de membres
Le règlement (19-051) stipule que les mandats de membres sont renouvelables une seule fois pour une durée maximale de trois ans.

Les membres qui quittent le CIM :

Nom	Date de fin de mandat	Motif de départ
Aranzazu Recalde	Février 2022 (premier mandat)	Démission le 01/06/2020
François Fournier	21 novembre 2022 (second mandat)	Démission le 29/06/2020
Rafael Benitez	Janvier 2021 (premier mandat)	Démission le 25/08/2020

À la suite de ces fins de mandats et démissions, les nominations suivantes sont recommandées :

Nom	Date de début du 1er mandat	Date de fin du 1er mandat	En remplacement de
Barbara Eyer	Septembre 2020	Septembre 2023	Aranzazu Recalde
Youssef Benzouine	Septembre 2020	Septembre 2023	François Fournier
Layla Belmahi	Septembre 2020	Septembre 2023	Rafael Benitez

JUSTIFICATION

Processus de sélection et de nomination des membres :
Afin de recruter les membres du CIM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés à l'automne 2018.

Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

I. Un appel public de candidatures dans deux journaux montréalais, un envoi électronique auprès des organismes partenaires du CIM et une campagne sur les réseaux sociaux couvrant la période du 27 août au 14 octobre 2018 ont été réalisés;
II. La pré-sélection des candidates selon les critères stipulés dans le Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal;
III. La constitution d'un jury de sélection composé d'élu.e.s – Mme Joséfina Blanco (Projet Montréal), remplacée par M. Younes Boukala (Projet Montréal) pour une séance et Mme Effie Giannou (Ensemble Montréal) – et d'un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – M. Alain Lavoie, conseiller en développement communautaire à Division des relations interculturelles et lutte aux

discriminations. Mme Marie-Claude Haince secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal agissait comme coordonnatrice du processus. À l'automne 2019 un second jury de sélection a été composé d'élu.e.s – Mme Joséfina Blanco (Projet Montréal) et M. Josué Corvil (Ensemble Montréal) –, d'un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – M. Mehdi Lekehal, conseiller en planification, Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations – et de la gestionnaire du Service du greffe – Mme Marie-Eve Bonneau, cheffe de division, Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil. Mme Marie-Claude Haince secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal agissait comme secrétaire du processus;
IV. La production des recommandations du jury de sélection au CIM;
V. La production d'une recommandation par le CIM à la responsable de la diversité montréalaise en septembre 2020, Mme Cathy Wong.

Les candidat(e)s retenus répondent aux critères énoncés à l'article 5 du règlement 19-051 :
Pour devenir membre du Conseil interculturel de Montréal, chaque personne doit :

> *1 ° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;*
> *2 ° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de relations interculturelles;*
> *3 ° avoir une connaissance des enjeux municipaux;*
> *4 ° avoir participé de façon active à un ou plusieurs secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;*
> *5 ° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;*
> *6 ° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique oeuvrant en politique municipale montréalaise;*
> *7 ° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique oeuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'acticle 116 de la Loi sur les cités et ville (RLRQ, chapitre C-19).*

Ce sont donc 81 candidatures qui ont été reçues dans le cadre de cet appel. De ce nombre, 22 candidat(e)s ont été reçu(e)s en entrevue par un premier comité de sélection et six au cours du second. Une même grille d'entrevue a été utilisée lors des rencontres avec les candidat(e)s et une note a été attribuée à chacun(e). Au total, 21 candidat(e)es ont été inscrit(e)s sur une liste de réserve pour des besoins de comblement de postes éventuels et sept candidat(e)s n'ont pas été retenu(e)s.

Les candidatures de M. Youssef Benzouine, de Mme Layla Belmahi et de Mme Barabara Eyer ont été sélectionnées parmi les personnes inscrites dans la liste de réserve des candidatures. Ces choix tentent d'assurer une représentativité homme/femme et la diversité géographique, linguistique, ethno-culturelle, intergénérationnelle, sociale et professionnelle. Ainsi, afin de pouvoir respecter une représentativité hommes/femmes (article 5), la nomination d'un homme et de deux femmes est souhaitable. En effet, à la suite de ces nominations, le Conseil interculturel de Montréal serait alors composé de neuf femmes et de six hommes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CIM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources permanentes pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la production d'avis et la tenue d'activités traitant de la question des relations interculturelles, le Conseil vise à informer l'Administration municipale des principaux enjeux en matière de relations interculturelles à Montréal et à formuler diverses recommandations visant à favoriser un mieux vivre ensemble. La nominations de membres est donc essentielle au bon déroulement des activités et travaux du Conseil interculturel de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de presse sera émis et l'annonce sera également faite sur les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-09-04

Marie-Claude HAINCE
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514-868-4490
Télécop. :

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-09-04

Youssef Benzouine

Résumé

- Diplômé en **Maîtrise de Science Politique**
- Je possède un profil polyvalent axé sur la rédaction, l'analyse, la concertation et la planification

Compétences

Compétences professionnelles et académiques

-Rédaction communicationnelle, académique et administrative
-Recherche documentaire et recueil d'information
-Préparation et diffusion de matériel communicationnel
-Capacité d'analyse, de synthèse et de vulgarisation
-Développement d'une pensée stratégique et opérationnelle
-Planification, organisation et gestion logistique d'activités et événements
-Capacité à travailler avec différents intervenant.e.s et partenaires

Compétences linguistiques

- Français (langue maternelle)
- Anglais (avancé)
- Arabe (courant)
- Traduction (Français -> Anglais ; Anglais -> Français)

Aptitudes interpersonnelles

- Entregent
- Adaptabilité
- Respect des délais
- Démarche de communication ouverte
- Diplomatie
- Capacité à mettre les gens en confiance.

Aptitudes en leadership

- Capacité de prise d'initiative
- Capacité à travailler en groupe
- Indépendance
- Aptitude à endosser des Responsabilités
- Confiance en soi
- Prise de parole aisée

Aptitudes informatiques

- Formations en ligne dans la Suite Microsoft Office (Excel, Word, PowerPoint)
- Utilisation régulière (WordPress, Facebook, MailChimp, Publisher, environnement Google)

Expériences professionnelles

Organisateur communautaire – Front d'action populaire en réaménagement urbain – Décembre 2019 ➔ En cours

- Défendre les droits des locataires et promouvoir le logement social
- Chercher des informations en lien avec la problématique du logement
- Traduire des documents (français vers l'anglais et inversement)
- Donner des entrevues (en anglais et en français)
- Organiser et animer des activités collectives
- Mobiliser autour d'enjeux liés au logement
- Participer à des réunions et activités de concertation
- Développer une réflexion stratégique

Organisateur communautaire (logement) – Projet Genèse – Décembre 2017 ➔ Décembre 2019

- Défendre les droits des locataires et promouvoir le logement social
- Préparer et animer des ateliers
- Chercher des informations en lien avec la problématique du logement
- Traduire des documents (Français vers l'Anglais et inversement) et traduire en temps réel

- Entretenir des relations avec les médias et les contacter
- Écrire et préparer des lettres d'opinions
- Organiser et animer des activités collectives
- Mobiliser autour d'enjeux liés au logement
- Participer à des réunions et activités de concertation
- Développer une réflexion stratégique et l'opérationnaliser (par le biais d'actions et activités en vue d'atteindre des objectifs)

STAGIAIRE EN COMMUNICATION – Maison d'Aurore – Février 2017 ➔ Juin 2017

- Préparer des infolettres (Mailchimp)
- Préparer le contenu et la mise en forme d'affiches et de pamphlets (Publisher)
- Participer à la gestion de contenu du site web de l'organisme (WordPress)
- Préparer le contenu et la mise en page des bulletins mensuels et d'un journal communautaire trimestriel diffusés au sein du quartier (Publisher)
- Soutenir et penser la stratégie de communication de l'organisme
- Organiser un événement sur le vivre-ensemble (14 juin)

BÉNÉVOLE – Amnistie Internationale Francophone Canada et MENA UdeM – Octobre 2012 ➔ Mai 2016

- Animer et gérer des comités de projet bénévoles
- Superviser et coordonner les bénévoles
- Animer et tenir des kiosques sur le campus avec les bénévoles
- Rechercher et collecter des données
- Participer à l'organisation des diverses activités du groupe
- Diffuser le matériel communicationnel (placarder des affiches, distribuer des pamphlets)
- Gérer et animer des pages (Facebook et EventBrite)
- Écrire des rapports sur l'état des finances du groupe et gérer le budget du groupe
- Soumettre des demandes de subvention pour financer les projets du groupe
- S'occuper de la logistique générale des événements (trouver un thème, trouver les intervenant.e.s, réserver un local, trouver du matériel informatique, installer et utiliser du matériel d'enregistrement audio et vidéo)

STAGIAIRE EN COMMUNICATION – **Nouveau Parti Démocratique (NPD)** (avec Mme la Députée Sadia Groguhé) – Mai 2015 ➔ Juin 2015

- Rechercher et analyser différents enjeux sociaux et urbains (logement)
- Représenter le bureau de la députée
- Mobiliser les bénévoles
- Contacter les citoyens
- Rédiger (invitations, courriels de mobilisation, etc.)
- Gérer la base de données
- Participer et organiser des activités de porte-à-porte

STAGIAIRE EN JOURNALISME – Les Inspirations Eco (Casablanca, Maroc) – Juin 2012 ➔ Juillet 2012

- Éffectuer des recherches documentaires
- Écrire et réviser des articles (pour les versions web et papier)
- Réaliser des revues de presse
- Réaliser des entrevues

Formation académique

MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE AVEC MÉMOIRE – Université de Montréal (Montréal, Québec) – Septembre 2013 ➔ Février 2017

- Mémoire portant sur les relations ONG – État au Maroc à travers le prisme d'une analyse critique
  ➔ Le mémoire m'a permis de : réaliser des entrevues semi-dirigées avec des participant.e.s contacté.e.s au préalable, produire un devis de recherche, collecter diverses données ainsi que d'effectuer une revue de littérature

BACCALAURÉAT – École de gouvernance et d'Économie (Rabat, Maroc) **– A**oût 2010 ➔ Avril 2013

- Major de promotion
- 3ème année en d'échange (septembre 2012 ➔ Avril 2013) à l'Université de Montréal

Autres expériences

- **Projet Accompagnement Québec Guatémala** – Depuis 2018 : être un bénévole soutenant l'organisme.
- **Je compte Montréal 2015** – 2015 : être chef d'équipe lors de ce projet mandaté par la Ville de Montréal ayant pour but de procéder au recensement des personnes vivant en instabilité résidentielle
- **Onorient** (Webzine) – De 2013 à 2016 : écrire des articles journalistiques (blog) portant sur l'effervescence artistique et culturelle dans l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.
- **l'Institut d'Étude des Relations Internationales de Paris** - Janvier 2012 : simulation de l'Organisation des Nations Unis.
- **Kaléidoscope** – 2010/2011 : participer à un projet de revue scientifique axée sur les sciences humaines (Kaléidoscope) comme projet de Développement Personnel (à l'Ecole de Gouvernance et d'Economie).

Layla Belmahi

Éducation

M.A. en Communication internationale et interculturelle
UQAM, 2016 - 2019 | Montréal, Québec
Mention Excellent
- Mémoire sur la perception identitaire des Montréalais.e.s noir.e.s, en lien avec les nouvelles médiatiques qui les interpellent et leurs expériences dans le Montréal postcolonial.

B.A. en Communication et *Cultural Studies*
Mineure en Littérature de langue française
Université Concordia, 2012 - 2016 | Montréal, Canada

Baccalauréat Français en Sciences Économiques et Sociales
Lycée Descartes, 2009 - 2012 | Rabat, Maroc

Prix et sélections

Représentante du Québec au Forum Européen des Jeunes Engagés
Octobre 2016 | Paris, France
LOJIQ

Prix du jury de la Meilleure campagne d'activisme social
Deutsche Welle – The Bobs
Mai 2013 | Bonn, Allemagne
Attribué à la page Facebook du film "475: When Marriage Becomes Punishment" dont j'étais la gestionnaire.

Jeune planificatrice médias
MasterClass BBR - BleuBlancRouge
Mars 2016 | Montréal, Québec, Canada
Nous étions 20 jeunes professionnels à être sélectionnés pour monter (en équipes de 5) une campagne publicitaire au complet pour un client de l'agence, du brief au pitch.

Langues

Français et « Marocain »: Langues maternelles
Anglais: Très bonne maîtrise (écrite et orale)
Arabe littéral et espagnol : Intermédiaire

Vie professionnelle

Responsable du développement et des communications
Coalition montréalaise des Tables de quartier
Depuis octobre 2019

- Animation de la communauté de pratique des agent·es de communication des 30 Tables de quartier.
- Organisation d'événements (assemblées générales, événements spéciaux,…).
- Mise en place d'outils de communication interne, et gestion des communications externes.
- Représentation et développement de partenariats.

Consultante en communication et coordination de projet
Maison de l'innovation sociale
Amplifier Montréal
De mai 2016 à mai 2018 | Montréal

- Stratégie et gestion des communications de l'organisme et de ses projets (site web, réseaux sociaux, infolettre, création de contenu).
- Coordination du projet Tours de tables, à l'interne et auprès des différents partenaires.
- Représentation et exploration d'opportunités de collaboration.

Gestionnaire d'affaires
Louis-Félix Binette
De mai à décembre 2017 | Montréal
- Gestion des priorités de M. Binette à l'aide d'outils structurants.
- Développement stratégique des projets et développement des affaires
- Contribution à la préparation de conférences et mandats d'animation de M. Binette, et co-animation.

Adjointe de recherche
UQAM
Depuis mai 2019 | Montréal

- Recherche sur « La sexualité et les stratégies de négociation identitaire chez les jeunes montréalais de deuxième génération d'immigration : appartenances sociales, religion et technologies numériques »
- Recrutement et entrevues de participants à Montréal.

Vie professionnelle (suite)

Adjointe de recherche
UQAM, Chaire Unesco en communication et technologies du développement
De septembre à juillet 2017 | Montréal

- Recherche pan-canadienne sur « L'utilisation d'Internet pour renforcer l'engagement et l'empowerment des personnes immigrantes au Canada »
- Recrutement et entrevues de participants à Montréal et Vancouver.
- Interprétation, analyse, et rédaction d'un rapport exposant les résultats.

Chargée des communications
Amplifier CdN
Été 2017 | Montréal

• Stratégie de communication et création de contenu pour les projets d'ethnographie et de storytelling Amplifier CdN (étude socio-urbaine du quartier Côte-des-Neiges).

Chargée de consultation et co-designer
Decode Global
Sept. 2014 à avril 2015 | Montréal, Québec, Canada

• Recherche préliminaire à la conception du jeu *Arcade Our Way* : exploration des initiatives déjà existantes qui visent à éduquer les jeunes sur l'égalité de genre et le leadership, et analyse certains jeux.
• Organisation et animation d'un atelier sur les jeux vidéos et le leadership à la Linden School de Toronto, pour une classe de jeunes filles au secondaire 1.
• Participation active aux rencontres hebdomadaires de l'équipe de conception du jeu, et co-création du jeu avec les jeunes filles.

Implication sociale

Membre active
Collectif NOOR
De septembre 2019 à juillet 2020 | Montréal
• Élaboration du projet de baladodiffusion *Nous autres*, en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde
• Représentation du collectif auprès d'organismes et lors de conférences
• Co-gestion des médias sociaux

Conseillère en communication
MTL sans profilage
Depuis mai 2017 | Montréal

• Animation ponctuelle de la page Facebook
• Élaboration d'un plan de communication pour le lancement du rapport de recherche, paru en décembre 2018
• Réseautage et exploration de collaborations

Co-fondatrice et co-porte parole
Woman Choufouch / Slutwalk Morocco
Août 2011 - avril 2015 | Rabat, Maroc

• Gestionnaire des médias sociaux
• Animation de conférences au Maroc, au Canada et aux États-Unis
• Porte-parole du mouvement auprès de la presse nationale et internationale (CBC, Washington Post, New York Times, Huffington Post Maghreb, journal télévisé marocain…)
• Représentante du mouvement auprès d'institutions officielles

Co-productrice, consultante
475: Quand le mariage devient châtiment
Juillet 2012 à juillet 2013 | Rabat / Montréal

• Consultante dans la reconstitution et la compréhension des événements traités dans le film
• Diffusion du film sur les médias sociaux
• Sous-titrage: traduction de l'anglais à l'arabe et au français
• Participation à la réalisation du scénario

Gestionnaire médias sociaux
ALWANE: Active Leaders For Women's Advancement in the Near East – Section Maroc
Avril 2012 à décembre 2012 | Rabat, Maroc

• Participation à la conférence régionale à Tunis
• Organisation de la Journée de la Fille à Rabat et

Barbara Eyer

PROFIL DE COMPÉTENCES

- Expérience en développement résidentiel communautaire à Montréal
- Recherche en matière d'habitation et d'aménagement urbain
- Expérience dans l'organisation de démarches de participation citoyenne
- Urbaniste à l'Ordre des urbanistes du Québec
- Langues: français et portugais courants ; anglais intermédiaire/avancé et espagnol débutant
- Suite Office, ArcGIS, Quantum, Illustrator et InDesign

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Agente de développement **2019 - Présent**

Bâtir son quartier

- Analyse du territoire et identification des possibilités de développement de logements sociaux et communautaires
- Identification et analyse des besoins des nouveaux groupes (OBNL et coopératives) et accompagnement dans le développement de leur projet
- Élaboration des stratégies d'acquisition et de développement de projets d'habitation communautaire en concertation avec les partenaires locaux et en accord avec les objectifs de l'organisme
- Participation à des rencontres publiques d'information et y exposition du contexte de développement du logement communautaire
- Liaison entre les différents acteurs impliqués dans la phase de développement d'un projet
- Participation aux négociations menant à l'achat d'immeubles ou de terrains
- Réalisation des montages financiers et des analyses financières, production des études de viabilité de projets immobiliers et des demandes de financement auprès des autorités concernées (Société d'habitation du Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ville de Montréal, autres partenaires financiers)
- Fixation de l'échéancier initial du projet
- Travail avec les services municipaux et les architectes en lien avec les ajustements règlementaires requis en matière d'urbanisme et de zonage
- Production des documents en vue de consultations publiques relatives aux projets et représentations
- Représentation de l'organisme au sein d'instances de concertation des milieux desservis

Agente de développement en habitation et aménagement **2017 - 2019**

Centre Éducatif Communautaire René-Goupil (dans le cadre du Projet Impact Collectif du quartier Saint-Michel)

- Agente de développement en habitation et en aménagement dans le cadre du Projet Impact Collectif du quartier Saint-Michel
- Analyse du territoire et identification des possibilités de développement de logements sociaux et communautaires dans le quartier Saint-Michel
- Vérification des instruments de planification et de règlementation en matière d'urbanisme, notamment les plans et les règlements d'urbanisme
- Participation à la table de concertation en habitation de Saint-Michel avec les différents partenaires
- Mobilisation et accompagnement des groupes de citoyens dans les processus d'élaboration de projets d'habitation ou de réaménagement des espaces collectifs
- Réalisation d'activités de réflexion sur le design et de consultation sur les propositions de réaménagement
- Vulgarisation des concepts d'urbanisme et d'aménagement dans la réalisation d'ateliers et de rencontres avec les résidents du quartier
- Lien avec les groupes de ressources techniques (GRT) et autres acteurs offrant de l'accompagnement au développement résidentiel communautaire
- Participation au projet de lutte contre l'insalubrité des logements dans le quartier Saint Michel, comprenant les démarches de sensibilisation auprès des locataires, la collecte de données et la collaboration avec les différents intervenants pour la proposition d'actions
- Réalisation de cartes et de matériel graphiques afin de présenter les projets et de créer des outils de communication et de sensibilisation
- Information sur les droits et recours des locataires et assistance au Bureau Info Logement.

Auxiliaire de recherche **2017 (6 mois)**

Observatoire Ivanhoé Cambridge - Université de Montréal

- Recherche sur les négociations dans les grands projets immobiliers après la Stratégie d'inclusion de logements abordables
- Entrevue des parties prenantes de différentes sphères (privée, publique et communautaire)
- Collecte et interprétation des données

Urbaniste communautaire (stagiaire) **2016 (3 mois)**

Regroupement Information Logement (R.I.L), Montréal

- Traitement et analyse de données des permis de construction, démolition et modification
- Participation aux consultations publiques
- Réalisation de cartes et de matériel graphique afin de présenter les projets et de créer des outils de communication et de sensibilisation

Conseillère juridique en gestion de projet **2010-2012**

Instituto Cultural Sergio Magnani, Brésil

Organisme responsable de la gestion de projets culturels et socio-éducatifs du gouvernement du Minas Gerais, Brésil, avec la coordination de différents partenaires des secteurs public et privé.

- Élaboration et analyse des ententes de financement et des contrats de services et approvisionnement
- Suivi de toutes les ententes et contrats signés par l'organisme
- Conseils et recommandations aux équipes de travail sur les aspects légaux

- Identification des risques liés aux projets
- Vérification de la conformité des projets selon les normes légales
- Négociation avec des intervenants du secteur public et privé
- Soutien à la direction

Avocate **2008 – 2010**

Ananias Junqueira Ferraz Advogados Associados, Brésil

Bureau d'avocats où les principaux domaines d'activité sont les conseils juridiques, l'analyse des contrats et la gestion des contentieux dans tous les tribunaux du pays.

- Négociation d'ententes avec les parties opposées
- Gestion et suivi des dossiers juridiques
- Coordination des collaborateurs dans d'autres municipalités
- Planification du calendrier de travail des trois stagiaires de l'équipe
- Interprétation des informations retrouvées dans les documents et rédaction des actes de procédure

FORMATION UNIVERSITAIRE

Maîtrise en urbanisme **2017**

Université de Montréal

Titre du travail final: Les négociations dans les grands projets immobiliers après la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal : Étude de cas du Nordelec à Pointe-Saint-Charles

Certificat de perfectionnement en gestion culturelle **2012**

Centre Universitaire UNA, Brésil

Baccalauréat en droit **2008**

Université Pontificale Catholique de Minas Gerais, Brésil

Évaluation comparative du Québec obtenue.

CONSEIL INTERCULTUREL – TABLEAU DES FINS DE MANDATS DES MEMBRES – Août 2020

NOM	Arrondissement	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat Pr / VP	2e mandat Pr / VP
Fanny Guérin	Ville-Marie	**Mars 2015-Mars 2018** GDD 1142714004 CM15 0269 du 23-03-2015	**Mars 2018 – Mars 2021** GDD 1176467002 CM18 0107 du 22-01-2018		
Angela Sierra Vice-présidente	Anjou	**Mars 2015-Mars 2018** GDD 1142714004 CM15 0269 du 23-03-2015	**Mars 2018 – Mars 2021** GDD 1176467002 CM18 0107 du 22-01-2018	**Janv. 2020 – Mars 2021** GDD 1197968005 CM19 1358 du 16-12-2019	
Souleymane Guissé Président	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Nov. 2016 – nov. 2019** GDD 1162714002 CM16 1228 du 21-11-2016	**Nov. 2019 – nov. 2022** GDD 1197968004 CM19 1209 du 18-11-2019	**Janv. 2020 – Janv. 2022** GDD 1197968005 CM19 1358 du 16-12-2019	
François Fournier	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Nov. 2016 – Nov. 2019** GDD 1162714002 CM16 1228 du 21-11-2016	**Nov. 2019 – nov. 2022** GDD 1197968005 CM19 1358 du 16-12-2019	**Nov. 2016 – Nov. 2019** GDD 1162714002 CM16 1228 du 21-11-2016	
Rafael Benitez	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Janv. 2018 – Janv. 2021** GDD 1176467002 CM18 0107 du 22-01-2018			
Cécile Deschamps	Ville-Marie	**Janv. 2018 – Janv. 2021** GDD 1176467002 CM18 0107 du 22-01-2018			
Stendolph Ismael	Anjou	**Janv. 2018 – Janv. 2021** GDD 1176467002 CM18 0107 du 22-01-2018			
Marie-Christine Jeanty Vice-présidente	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Janv. 2018 – Janv. 2021** GDD 1176467002 CM18 0107 du 22-01-2018		**Janv. 2020 – Janv. 2021** GDD 1197968005 CM19 1358 du 16-12-2019	
Juste Rajaonson	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187968004 CM18 1489 du 17-12-2018			

2020-09-16

Aranzazu Recalde	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Fév. 2019 – Fév. 2022** GDD 1197968001 CM du 25-02-2019			
Sonia Djelidi	Ville-Marie	**Nov. 2019 – nov. 2022** GDD 1197968004 CM19 1209 du 18-11-2019			
Bertrand Lavoie	Verdun	**Nov. 2019 – nov. 2022** GDD 1197968004 CM19 1209 du 18-11-2019			
Catherine Limperis	Saint-Laurent	**Nov. 2019 – nov. 2022** GDD 1197968004 CM19 1209 du 18-11-2019			
Idil Issa	Hochelaga-Maisonneuve	**Fév. 2020 – fév. 2023** GDD 1207968001 CM20 0189 du 24-02-2020			
Rémy-Paulin Twahirwa	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Fév. 2020 – fév. 2023** GDD 1207968001 CM20 0189 du 24-02-2020			

Article 51.04

Nominations aux commissions permanentes

Aucun document ne sera livré.

Motion de l'Opposition officielle **65.01**

Séance du conseil municipal du 21 septembre 2020

Motion pour la tenue d'une élection partielle à Saint-Léonard Est

Attendu que Patricia Lattanzio a été élue le 21 octobre 2019 à la Chambre des communes, ce qui a laissé son poste de conseillère de ville vacant dans le district de Saint-Léonard Est dans l'arrondissement de Saint-Léonard;

Attendu que conformément aux directives gouvernementales visant à prévenir la propagation du virus COVID-19 et aux instructions du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la tenue de l'élection partielle de Saint-Léonard Est, prévue le 15 mars 2020, a été annulée alors même que le vote par anticipation avait eu lieu;

Attendu que les citoyens du district de Saint-Léonard Est ne sont pas représentés à la Ville depuis plus de 10 mois; et que si cette vacance se prolonge jusqu'à l'élection municipale de novembre 2021, ces citoyens auront passé plus de deux ans sans représentation au conseil municipal;

Attendu que les élections municipales et la représentation par des élus locaux sont la base de la démocratie de proximité qui contribue à accroître la participation des citoyens à la vie politique de leur ville;

Attendu qu'au mois d'août 2020, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a annoncé la reprise des élections en suspens, obligeant ainsi d'autres municipalités à tenir des élections le 4 octobre prochain;

Attendu que le 28 août 2020, le Service du greffe de la Ville de Montréal a signifié que le district de Saint-Léonard Est n'était pas concerné par la reprise du processus électoral municipal annoncé par Québec;

Attendu que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a expliqué que « [la ville de Montréal] peut demander la tenue d'une élection partielle » pour l'obtenir;

Il est proposé par **Dominic Perri**, Conseiller de la Ville du district de Saint-Léonard Ouest;

et appuyé par **Michel Bissonnet**, Maire de l'arrondissement de Saint-Léonard;
Lionel Perez, Chef de l'Opposition officielle et Conseiller de la Ville du district de Darlington;
Francesco Miele, Conseiller de la Ville du district de Côte-de-Liesse;

Que le conseil municipal de la Ville de Montréal demande au gouvernement du Québec de tenir l'élection partielle dans le district Saint-Léonard Est, et ce, le plus rapidement possible.

Motion de l'Opposition officielle **65.02**
Séance du conseil municipal du 21 septembre 2020

Motion visant à diminuer temporairement la charge fiscale des immeubles non résidentiels du centre-ville de Montréal

Attendu que la Ville de Montréal est la ville la plus touchée par la COVID -19 au Canada et qu'elle a subi une période de confinement plus grande que le reste du Québec;

Attendu que la vitalité du centre-ville est la pierre angulaire de l'économie montréalaise et de celle du Québec;

Attendu que le centre-ville de Montréal est la principale vitrine internationale de la métropole ainsi que du Québec;

Attendu que le centre-ville de Montréal est occupé par un grand nombre de tours à bureaux et que, selon une étude du groupe Altus, les espaces de travail dans les tours à bureaux au Québec ne seraient occupés que de 5 à 10 % depuis le début de la pandémie;

Attendu que selon Yves Lalumière, président-directeur général de Tourisme Montréal, Montréal n'accueillera en 2020 que 1 million de touristes plutôt que les 11 millions habituels, ce qui se répercute davantage au centre-ville et dans le Vieux-Montréal, là où l'industrie touristique est la plus présente;

Attendu que le centre-ville, notamment la rue Sainte-Catherine Ouest, subit de travaux majeurs depuis janvier, limitant son attrait pour les Montréalais et les revenus des commerçants;

Attendu que seulement 14 % des commerçants du centre-ville de Montréal ont réussi à rétablir un chiffre d'affaires prépandémie, comparativement à 18 % à Toronto et 22 % à Ottawa, selon la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, ce qui souligne que la reprise économique est plus lente à Montréal;

Attendu que le dernier rôle d'évaluation foncière a été déposé quelques mois avant la pandémie, qu'il entrait en vigueur le 1er juillet 2020 et sera en vigueur pour trois ans;

Attendu que l'Institut de développement urbain du Québec a noté une baisse de la valeur des immeubles au centre-ville suite à la pandémie et indique qu'il peut en résulter un débalancement du rôle d'évaluation 2019 par rapport à la valeur réelle;

Attendu que la Ville de Montréal ne peut pas, par elle-même, diminuer la taxe foncière par secteur géographique bien que la situation le requiert;

Attendu que l'annexe E de la *Charte de la Ville de Montréal* (chapitre C-11.4) définit les limites territoriales du centre-ville de Montréal;

Attendu que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et l'Institut de développement urbain du Québec ont demandé une baisse temporaire du taux de taxation foncière non résidentielle pour le centre-ville de Montréal;

Il est proposé par **Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville du district de Darlington**

Appuyé par **Alan DeSousa, maire de l'arrondissement de Saint-Laurent**
Et par **Aref Salem, conseiller de la Ville du district de Norman-McLaren**

Que la Ville de Montréal demande au gouvernement du Québec le droit exceptionnel et temporaire de diminuer la charge fiscale totale pour les immeubles non résidentiels se situant dans la zone délimitée par l'Annexe E de la *Charte de la Ville de Montréal* (chapitre C-11.4) et que cette mesure soit effective pour l'année financière 2021.

Motion de l'Opposition officielle **65.03**

Séance du conseil municipal du 21 septembre 2020

Motion pour favoriser le covoiturage à Montréal

Attendu que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) estime que la congestion dans la région montréalaise a coûté 4,2 G$ en 2018;

Attendu que la Ville de Montréal a pour objectif de devenir carboneutre d'ici 2050 et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 55 % d'ici 2030;

Attendu que le parc automobile a crû d'environ 6 % de 2011 à 2016 dans l'agglomération de Montréal, contre 2,9 % d'augmentation de la population, selon Statistique Canada;

Attendu que 15 millions de places dans les automobiles sont vides chaque jour à Montréal, selon l'enquête origine-destination de 2013;

Attendu que le covoiturage contribue à la réduction des émissions de GES, diminue la congestion routière et permet d'atteindre les cibles environnementales que Montréal s'est donné;

Attendu que l'*Enquête sur le covoiturage courte distance au Québec*, réalisée en 2018 par les principaux acteurs du domaine au Québec – Covoiturage.ca, Netlift et OuiHop – montre que l'un des principaux obstacles au covoiturage pour les conducteurs est la durée du trajet et que cette durée peut être réduite, notamment en instaurant des voies réservées;

Attendu que 81 % des répondants à cette enquête se disent intéressés par le covoiturage;

Attendu que M. Maxime Cohen, professeur à l'Université McGill et auteur d'une étude sur le covoiturage en 2019, a montré que le facteur gain de temps est le plus significatif pour les utilisateurs de Waze Carpool, une application pour le covoiturage aux États-Unis;

Attendu que le covoiturage est une mesure de mitigation intéressante devant les impacts qu'auront les nombreux chantiers de construction à venir sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal a le pire résultat des grandes villes canadiennes pour le nombre de travailleurs qui font du covoiturage, selon Statistique Canada (2011);

Attendu que la Ville de Montréal s'est dotée d'une multitude de voies réservées pour autobus mais que seulement quatre d'entre elles permettent le covoiturage;

Attendu qu'en janvier 2020, l'administration de la Ville de Montréal a annoncé sa volonté d'ajouter de nouvelles voies réservées aux autobus sur son territoire;

Attendu que la Ville de Paris permet le covoiturage sur les voies réservées pour les bus sur les grands axes routiers qui mènent à la capitale et que cette pratique est aussi très présente dans des grandes villes nord-américaines telles que Los Angeles ou Washington;

Attendu que le rapport du Groupe de Travail sur l'Économie Collaborative présidé par Guillaume Lavoie recommande « que le covoiturage et le covoiturage commercial soient favorisés, selon des balises distinctes, afin qu'ils puissent agir comme vecteurs de mobilité »;

Attendu que le sixième chantier du Plan de transport de Montréal est de favoriser le covoiturage, l'autopartage et le taxi;

Attendu que l'on observe un repli de l'utilisation du transport collectif pendant la période COVID-19 vers l'utilisation de la voiture;

Attendu que le gouvernement du Québec met en place un vaste « Réseau métropolitain de voies réservées » sur les grands axes routiers de la région métropolitaine de Montréal pour inciter les usagers à covoiturer et à prendre le transport en commun, et que ce réseau devra s'intégrer aux voies réservées existantes à Montréal;

Il est proposé par	Lionel Perez, conseiller de la Ville du district de Darlington
Et appuyé par	Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord
Et par	Dimitrios Beis, maire de l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro
Et par	Michel Bissonnette, maire de l'arrondissement de Saint-Léonard
Et par	Alan DeSousa, maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

Que la Ville de Montréal étende l'usage de l'ensemble des voies réservées sur son réseau routier, existantes ou à venir, à la circulation des automobilistes pratiquant le covoiturage.

Article 65.04

Montréal

Motion non partisane
Séance du conseil municipal du lundi 21 septembre 2020

Motion visant à promouvoir la transparence ainsi qu'à protéger le droit à la protection des renseignements personnels et les libertés civiles par rapport à l'utilisation des technologies de surveillance par le Service de police de Montréal

Attendu que le Conseil municipal a déjà exprimé sa crainte que le droit à la protection des renseignements personnels des citoyennes et des citoyens et leurs libertés civiles puissent être mis en péril par l'évolution rapide des technologies de surveillance qui utilisent l'intelligence artificielle pour générer, trier et stocker d'énormes quantités de données relatives aux activités de citoyens ordinaires sur le domaine public qui peuvent être utilisées par le Service de police de Montréal (SPVM);

Attendu que lorsque les services de police de Vancouver, d'Edmonton et de Toronto, la Gendarmerie royale du Canada et la Sûreté du Québec ont admis posséder et utiliser des intercepteurs d'IMSI (également appelés appareils Stingray), cela a permis aux élus municipaux et provinciaux de ces administrations d'adopter des règles pour encadrer l'utilisation de ces dispositifs invasifs capable d'enregistrer les numéros de milliers de téléphones cellulaires dans un rayon donné ainsi que les conversations de leurs utilisateurs afin de protéger les renseignements personnels des citoyens;

Attendu que le SPVM refuse d'affirmer s'il a ou non utilisé cette technologie et conteste la demande qu'un membre du Conseil de ville a faite à la Commission d'accès à l'information pour déterminer si le SPVM a effectivement utilisé des intercepteurs d'IMSI;

Attendu qu'en août 2019, le Conseil municipal a adopté une motion exprimant ses préoccupations au sujet de l'utilisation possible d'une technologie de reconnaissance faciale par le SPVM et exigeant que sa Commission de la sécurité publique enquête afin de déterminer si le SPVM a utilisé cette technologie ou a l'intention de le faire en lui demandant d'expliquer quelles précautions ont été prises pour protéger les renseignements personnels des citoyens;

Attendu que dans le cadre de ce mandat, la Commission a formellement demandé au SPVM s'il utilisait des technologies de reconnaissance faciale, mais que lors de son passage devant la Commission, le 12 novembre dernier, le SPVM a fait valoir à la Commission qu'il refuse de divulguer s'il utilise ou non de telles technologies;

Attendu que lors d'une intervention qu'il a faite dans le cadre de la réunion du conseil municipal du 16 juin au sujet d'une motion concernant les lecteurs de plaque d'immatriculation automatique, le conseiller municipal Alex Norris, président de la

Commission de la sécurité publique, a dit qu'il était tenu de rappeler au SPVM qu'en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, la Commission est l'instance qui étudie toutes les questions relatives au SPVM et que le Service de police est tenu de fournir à la Commission tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses fonctions;

Attendu que malgré son obligation de respecter les instances démocratiques dont il relève, le SPVM n'a pas répondu à la lettre de M. Norris pendant plus de trois mois avant de finalement donner la réponse laconique suivante :

> *« Ceci étant dit, à l'égard du contexte qui a grandement évolué depuis notre rencontre, notamment avec le lancement de l'enquête nationale sur l'utilisation d'une technologie particulière de la reconnaissance faciale, nous confirmons que le SPVM ne possède pas et n'utilise pas de technologie de reconnaissance faciale dont fait partie le logiciel de l'entreprise Clearview AI.*
>
> *L'organisation n'exclut toutefois pas, dans des situations particulières et exceptionnelles, de recourir aux services d'une tierce partie possédant ce type de technologie pour faire avancer une enquête d'envergure, en s'assurant toujours de mener ses opérations et ses enquêtes dans le respect de toutes les lois en vigueur. »*

Attendu que préoccupé par le manque de transparence de la police de New York (NYPD) en ce qui concerne l'utilisation des technologies de surveillance invasives, le Conseil municipal de la ville de New York a, le 18 juin 2020, adopté la *Loi sur le contrôle public des technologies de surveillance* (Public Oversight of Surveillance Technologies Act) qui oblige le NYPD à publier un rapport annuel sur l'utilisation de ces technologies et à afficher sur son site web les lignes directrices encadrant le déploiement de ces puissants outils, ainsi qu'à faire rapport au sujet de tout achat et de toute utilisation de ces technologies au conseil municipal;

Attendu que dans une lettre déposée au Conseil lors du débat sur la motion relative à la technologie de reconnaissance faciale, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, Daniel Therrien, a déclaré qu'il est essentiel de tenir, dès que possible, un débat public informé sur les décisions relatives aux technologies de surveillance;

Attendu que de telles technologies de surveillance invasives ne devraient jamais être utilisées sans porter une grande attention à l'incidence qu'elles peuvent avoir sur les droits civils, les libertés civiles et les attentes raisonnables des citoyens en matière de protection des renseignements personnels lorsqu'ils sont sur un territoire public;

Attendu que les technologies de surveillance peuvent menacer notre vie privée à tous et qu'au cours de l'histoire, les activités de surveillance ont été utilisées pour intimider et opprimer certaines communautés et certains groupes plus que d'autres notamment sous des motifs discriminatoires fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Attendu que les décisions visant l'acquisition, le déploiement, l'utilisation, le financement et la transmission des données prélevées en vertu des technologies de surveillance ne devraient pas être prises avant que la population n'ait été consultée de façon significative et que l'on ait accordé suffisamment d'importance à ses commentaires.
Attendu que le conseil municipal estime qu'avant de déployer toute technologie de surveillance, il faut mettre en œuvre des garanties légalement applicables, une grande transparence, ainsi que des mesures de supervision et de responsabilisation afin de protéger les droits civils, les libertés civiles et les renseignements personnels;

Attendu que le Conseil municipal considère que, si le déploiement d'une technologie de surveillance est approuvé, des mesures de déclaration des données doivent être adoptées pour permettre au Conseil municipal et la population de vérifier que les mesures de protection obligatoires des droits et des libertés civils ont été strictement respectées;

Il est proposé par Marvin Rotrand, Conseiller de la Ville du district de Snowdon;

Appuyé par Abdelhaq Sari, Conseiller de la Ville du district de Marie-Clarac;

Que le Conseil municipal affirme que chaque citoyen a le droit d'être présent en tout lieu de l'agglomération sans être surveillé par le SPVM par l'intermédiaire de toute technique ou technologie à moins que cela ne soit expressément autorisé par un mandat délivré par un juge;

Que le Conseil municipal interdise l'utilisation d'intercepteurs d'IMSI sur son territoire et invite le Conseil d'agglomération à faire de même;

Que le Conseil municipal exige que le Service de la police de la Ville de Montréal soit tenu :

1) d'obtenir l'approbation du Conseil municipal pour acheter, louer, déployer ou utiliser toute technologie de surveillance reposant sur des technologies de reconnaissance faciale, des technologies de lecture automatique de plaques d'immatriculation ou des appareils de quelque nature que ce soit pouvant repérer ou suivre les téléphones cellulaires;

2) de rapporter aux membres du Conseil municipal, au plus tard le 14 décembre 2020, toute utilisation de technologies de reconnaissance faciale, de technologies de lecture automatique de plaques d'immatriculation et d'intercepteurs d'IMSI effectuée à partir 1er janvier 2015 et de déposer des documents expliquant les paramètres d'utilisation de telles technologies, le nombre de fois qu'elles ont été utilisées et ce qui a été fait des données obtenues;

3) de déposer annuellement au Conseil municipal, à compter de 2022 pour l'année civile 2021, un rapport annuel sur l'utilisation de telles technologies approuvées par le Conseil et de publier sur son site web les lignes directrices encadrant le déploiement de ces puissants outils;

Que, dans l'optique où le Conseil municipal autorise le déploiement de technologies de surveillance sur son territoire, la Ville de Montréal adopte une réglementation stricte sur l'utilisation et l'encadrement de ces technologies afin d'assurer le respect à la vie privée et la protection des renseignements personnels des individus et que la Ville tienne une consultation publique sur la question avant l'adoption du règlement.

Article 65.05

Séance du conseil municipal – le 21 septembre

Motion visant à créer un sous-poste de police dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce dans le contexte de la fusion des postes de police 9 et 11.

Attendu que l'administration a approuvé la fermeture du poste de police 11 situé au 6255, rue Somerled à Notre-Dame-de-Grâce (NDG) ainsi que sa fusion avec le poste de police 9, situé au 5501, avenue Westminster, dans la ville de Côte-Saint-Luc;

Attendu que le conseil municipal a approuvé un bail à long terme qui permet d'agrandir l'espace occupé par le poste de police 9, ce qui permet d'accueillir les policiers du poste 11 dans les nouvelles installations;

Attendu que le vote pour ce bail a permis de confirmer que le poste de police 11 fermerait vers la fin du mois d'octobre 2020;

Attendu qu'à NDG, la décision de fermer le poste de police 11 suscite encore beaucoup d'opposition et que de nombreux citoyens exigent encore un type de présence policière locale;

Attendu que, le 8 avril 2020, le conseiller Marvin Rotrand a demandé à l'administration municipale d'envisager l'ouverture d'un sous-poste de police dans l'est de NDG si la fermeture du poste de police 11 était confirmée;

Attendu que, lors du débat le 20 avril 2020 sur la motion intitulée *Motion imposant un moratoire contre la fusion des postes de police 9 et 11,* l'administration a informé le Conseil qu'elle étudierait, au cours des prochains mois, la faisabilité de la création d'un sous-poste de police, conformément à la suggestion du conseiller Marvin Rotrand;

Attendu qu'avec la fermeture imminente du poste de police 11, l'administration n'a pas indiqué si elle avait ou non pris une décision en ce qui concerne la question importante de la création d'un sous-poste à NDG pour permettre à ce quartier de quelque 65 000 citoyens de bénéficier d'une présence policière physique;

Attendu que la ville de Toronto expérimente, avec succès, la création de sous-postes de police afin que les citoyens des quartiers éloignés de postes de police puissent avoir facilement accès à des agents de police;

Attendu que l'accessibilité est au cœur du concept de police communautaire;

Il est proposé par Marvin Rotrand, conseiller municipal du district de Snowdon;

Avec l'appui de Luis Miranda, maire de l'arrondissement d'Anjou et d'Andrée Hénault, conseillère de l'arrondissement d'Anjou;

Que le Conseil municipal invite le Service de police de Montréal à ouvrir un sous-poste de police dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre des changements apportés à la carte de couverture policière qui entraîne la fusion des postes de police 9 et 11.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1206634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux (2) renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d 'autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux (2) renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-27 19:54

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206634002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux (2) renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Le Système de Gestion des Interventions (SGI) est au cœur des activités opérationnelles du Service de sécurité Incendie de Montréal (SIM). Il permet la répartition des appels d'urgence ainsi que la gestion des opérations et des communications sur le territoire de l'île de Montréal. Il est actuellement utilisé par plus de 2 700 employés du SIM, 24 heures par jour et 365 jours par année. Il soutient la gestion de plus de 130 000 interventions par année. Il est composé principalement d'une solution pour les communications entre véhicules, déployée en 2004 et d'un système de répartition assisté par ordinateur (RAO), Artémis, mis en service en 2007.

Le SGI permet aussi d'acheminer aux intervenants du SIM plusieurs types d'informations essentielles relatives aux interventions, telles que le type de bâtiment, la présence de matières dangereuses, la présence et la localisation de personnes requérant de l'aide à l'évacuation et la localisation des bornes d'incendie.

Le contrat initial du SGI (CG06 0101) a été octroyé le 2 mars 2006 à EDS Canada Inc. qui en 2008 s'est fusionné avec Hewlett-Packard Canada Enterprise Co. En janvier 2017, Hewlett-Packard Canada Enterprise Co a changé sa raison sociale et est devenue ESIT Canada Services aux Entreprises Cie (ESIT).

L'addenda 6 (CG17 0257), approuvé en juin 2017, du contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie (ESIT) prévoit la possibilité de deux (2) renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). À cette fin, la Ville désire se prévaloir l'option d'exercer les deux renouvellements prévus à cet effet.

L'objectif du présent dossier décisionnel est d'autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux (2) renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses.

La firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie a accepté le renouvellement le 27 mai 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0010- 30 janvier 2020 - Approuver l'addenda # 7 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant au renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface VIPER, pour une dépense additionnelle de 335 507,81 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 088 914,28 $ à 35 424 422,09 $, taxes incluses.
CG17 0257 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'addenda no 6 se rapportant au renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2017 au 27 novembre 2020, avec la possibilité de 2 renouvellements annuels, et la mise à jour du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) Artémis de la version 2.0 à la version 2.4 ou la dernière version disponible commercialement avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une dépense additionnelle de 11 735 676,89 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 23 353 237,39 $ à 35 088 914,28 $, taxes incluses.

CG13 0323 – 29 août 2013 - Approuver le projet d'addenda 5 se rapportant au renouvellement du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec Hewlett-Packard Enterprise Canada Co (CG12 0401), pour une période de 48 mois, soit du 28 novembre 2013 au 27 novembre 2017 pour une dépense additionnelle de 8 908 840,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 444 396,99 $ à 23 353 237,39 $, taxes incluses.

CG12 0401 – 25 octobre 2012 - Approuver l'addenda 3 se rapportant au renouvellement du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans le cadre du contrat avec Hewlett-Packard Enterprise Canada Co. (HP) (CG12 0037), et l'addenda 4 du contrat d'entretien du SGI avec HP afin d'y ajouter le support de la solution Ortivus, pour une dépense additionnelle de 231 789,60 $, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 212 607,39 $ à 14 444 396,99 $, taxes incluses.

CG12 0037 – 23 février 2012 - Exercer l'option de renouvellement, pour une première année, du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme Hewlett-Packard Enterprise Canada Co., pour la période du 28 novembre 2012 au 27 novembre 2013, pour un montant de 1 585 211,73$, taxes incluses

CG08 0422 – 28 août 2008 - Approuver l'addenda numéro 2 au contrat de service octroyé à EDS Canada Inc. (appel d'offres public 05-8330) relatif à l'application SGI du Service de sécurité incendie de Montréal, pour un montant additionnel maximal de 937 116,99 $.

CG08 0051 - 28 février 2008 - Autoriser une dépense additionnelle de 701 444,94 $, taxes incluses, pour l'augmentation des frais de télécommunication et de support du système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal, dans le cadre du contrat octroyé à EDS Canada Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 10 988 833,73 $ à 11 690 278,67 $, taxes incluses (appel d'offres public 05-8330) / Approuver le projet d'addenda à cette fin.

CG06 0101 – 2 mars 2006 - Octroyer à la firme EDS Canada Inc. un contrat, au montant de 10 988 833,73 $ suite à l'appel d'offres public 05-8330 pour la réalisation de la phase II du projet de remplacement du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal.

DESCRIPTION

Le contrat d'entretien comprend la maintenance, l'entretien et le support de l'ensemble de la solution technologique tout en assurant la disponibilité et le fonctionnement adéquat du SGI, 24 heures par jour et 365 jours par année.
L'entretien et le support du SGI couvrent principalement les deux types de services suivants :

- l'exploitation du système SGI;
- le support du SGI pour les incidents, les requêtes et leurs demandes d'intervention.

JUSTIFICATION

La firme ESIT supporte et entretient, depuis sa mise en service, les composantes du SGI, à titre d'intégrateur exclusif du fournisseur de la solution logiciel choisie.
Il est l'intégrateur pour toutes les actions de support, d'ajustements ou d'ajouts aux diverses composantes du SGI.

Le renouvellement des deux années permet de maintenir une solution fiable et répondant aux besoins de la Ville de Montréal.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie a renouvelé son accréditation le 16 août 2019, et cette dernière demeure valide jusqu'au 15 août 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de maintenance, d'entretien et de support se compose des coûts pour le support de base proprement dit indexé d'un taux annuel de 2 % (IPC) et d'une négociation compétitive avec le fournisseur ESIT. Pour plus de détails, se référer au tableau en pièces jointes du présent sommaire.

Le coût d'entretien de base incluant les ajouts fonctionnels et excluant le retrait des services repris par la Ville correspond au montant à payer :

1. La révision à la baisse des montants à payer par le Ville (écarts de 2020 (-1%) et 2021 (-5%)) s'explique par le transfert de services de la firme ESIT vers la Ville :
    - Guichet Unique;
    - Réseau LAN/WAN;
    - Poste RAO;
    - 80% de l'infrastructure.

2. L'écart de 2022 (3%) s'explique par de nouveaux ajouts fonctionnels ainsi que l'indexation annuelle du contrat.

Le montant maximal du renouvellement du contrat de maintenance et de support d'entretien est de 4 596 076,12 $, taxes incluses.

Tableau de répartition des coûts (taxes incluses):

Description	Période : 2020 (34 jours)	Période: 2021 (365 jours)	Période: 2022 (331 jours)	Total
Frais de maintenance, d'entretien et du support (BF).	202 810,08 $	2 272 352,87 $	2 120 913,17 $	4 596 076,12 $

La dépense de 4 596 076,12 $, taxes incluses (4 196 830,11 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SIM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support avec ESIT permettent d'assurer le fonctionnement optimal du SGI et l'optimisation continue de la performance des opérations du SIM. L'utilisation du SGI contribue, par ailleurs, à une réduction du temps de réponse à un appel d'urgence et à l'amélioration des processus de répartition du SIM, ce qui a un impact majeur sur la sécurité des citoyens et celle des intervenants du SIM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : 9 septembre 2020;
- Approbation du dossier par le CM : 21 septembre 2020;
- Approbation du dossier par le CG : 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Richard LIEBMANN, 30 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucia DELLA SALA
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-3912
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-30

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 5142806963
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514-880-9577
Approuvé le : 2020-08-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-27

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 16 août 2019

ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE.
A/S MONSIEUR DARIN S. AHING
5150, SPECTRUM WAY
MISSISSAUGA (ON) L4W 5G1

No de décision : 2019-DAMP-0704
N° de client : 3000174310

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous ESIT CANADA ENTERPRISE SERVICES CO., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Réponse de DXC Technologies à la Ville de Montréal Enveloppe de prix

Proposition pour la prolongation du contrat de maintenance, d'entretien et support du SGI et la mise à niveau du RAO Artémis® à la version 2.4 ou la dernière version disponible commercialement

Jeudi le 25 mai 2017

V1.4.4



Note importante

Les renseignements (données) qui figurent dans le présent document/la présente soumission sont de nature confidentielle et appartiennent à **ESIT Canada Services aux Entreprises Cie** ou à ses sociétés affiliées (appelées collectivement ci-après « DXC ») et sont fournis à des fins d'évaluation seulement. En contrepartie de la réception de ce document et à moins d'avoir obtenu une autorisation contraire écrite de DXC le destinataire s'engage à protéger la nature confidentielle des renseignements contenus dans ledit document et à ne les reproduire ni les divulguer d'aucune façon à une partie étrangère au groupe responsable de leur évaluation. Il n'est pas obligatoire de protéger la nature confidentielle des renseignements ayant été portés à l'attention du destinataire, sans restrictions, avant que ce dernier ne reçoive le présent document, comme l'attestent les registres de l'entreprise, non plus que des renseignements qui deviennent de nature publique sans que la responsabilité du destinataire soit engagée et des renseignements que celui-ci reçoit légitimement de la part d'un tiers, sans restrictions.

L'information relative au prix incluse dans cette présentation est confidentielle et présentée à des fins d'évaluation et de discussion seulement.

DXC et ses représentants n'assument aucune responsabilité à l'égard du destinataire ou de l'un de ses représentants quant à l'utilisation des renseignements fournis. Seul un accord définitif écrit, établi par entente mutuelle et signé par les représentants autorisés des parties lie HP ou ses sociétés affiliées.

Dans le contexte de cette proposition, le terme « solution » renvoie aux produits et services proposés. Il est possible que l'on ait à demander de plus amples renseignements à Ville de Montréal pour élaborer la configuration qui convient le mieux au projet; c'est pourquoi le terme « solution » ne sous-entend pas que les produits ou services proposés aux présentes répondront aux exigences de Ville de Montréal.

Les termes « partenaire » et « partenariat » utilisés dans cette proposition ne sous-entendent pas un partenariat en règle, un partenariat juridique ou un partenariat contractuel; ils renvoient plutôt à une relation mutuellement avantageuse qui découle d'un travail d'équipe entre les parties.

Pour toute préoccupation, toute question ou tout problème concernant cette déclaration de confidentialité, veuillez communiquer avec votre représentant.

Validité

Cette proposition est valable pour une période de soixante (60) jours à compter de la date de dépôt.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Révisions

Version	Date	Type de modification	Description de la modification
1.0	2017/05/01	Création	Version finale validée et soumises à la Ville
1.1	2017/05/02	Ajout	Ajout de la section Révisions Ajout du numéro de version sur la page titre et dans l'entête corrigée. Tableau III : ajout de l'année 3
		Correction	Tableau I : correction des lignes Artémis Caserne et Option A.5 – Artémis Caserne.
1.2	2017/05/16		Section 1.1 : définition des années en termes de dates de début et fin. Tableau III renommé à II et ajout des tarifs pour les années optionnelles 4 et 5. Section 1.2 : Ajout des banques d'heures 6.2.1.3-A et 6.2.1.3-B. Ajout d'une remise pour l'option 6.2.1.3-A. Section 1.3 : Récapitulatif des couts de support et maintenance de la solution SGI avec Artémis en V2.4 et options.
			Section 1.1 : l'IPC sera utilisé comme ajustement annuel au lieu d'un taux fixe de 2%. Section 1.1 : retrait des banques d'heures 6.2.1.3-A et 6.2.1.3-B Tableau I : ajout de colonnes à la demande du client, correction du montant associé au REC. Tableau II Banques d'heures renommé à III et retiré de la section 1.1 et ajouté à la section 1.2; utilisation les tarifs de l'année 3 pour des fins de calcul budgétaire. Tableau IV et V : ajout du cout du Dell630 à l'option B3-RAC et au jalon de paiement. Tableau V : répartir jalon sur 2017,2018 et 2019.
1.3	2017/05/19	Ajout	Section 1.2 : note d'ESRI sur l'achat des licences en 2017 et prêt d'une licence staging Section 1.3 :`ajout crédit ESRI.
		Correction	Tableaux I et XI : Correction des couts de maintenance du contrat de base Tableau IV, V, VI : correction cout achat licence linux Tableau IV, V, VIII, IX, X, XI : Ajustement des prix pour les options retenues et non retenues Tableau IV, V : Ajustement des prix pour une équipe dédiée réduite en phase 2 Tableau III, IV, V : Ajustement de la banque d'heure SAC
1.4	2017/05/23	Correction	Retrait de l'option ArtémisWeb Tableau IV : ajouter référence dans titre
1.4.1	2017/05/24	Correction	Tableau III : corriger calcul analyse/assistance pilot Tableau IV, V : corriger totaux pour chiffres arrondis
1.4.2	2017/05/25	Ajout	Section 1.3 : condition « plafond » à l'augmentation de 10% de la maintenance des logiciels tiers. Tableau XI : crédit maintenance ESRI pour licence Basic
1.4.3	2017/05/25	Correction	Tableau I et XI : retrait de « demande de service (clause 6.1.6) » Tableau V : ajout de « demande de service (clause 6.1.6) »
1.4.4	2017/05/25	Ajout	Tableau IV : ajout banques d'heures et demande de service
		Correction	Tableau V : correction montant année 2020 de demande de service

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Table des matières

1. Enveloppe de prix 8
1.1. Section A – prolongation du contrat support et maintenance de la solution SGI..... 8
1.2. Section B – Mise à niveau du RAO Artémis® à la version 2.4.....12
1.2.1. Pénalité.....13
1.2.2. Tableau des prix pour la mise à niveau à V2.4.....14
1.3. Section C – Récapitulatif des coûts de support et maintenance de la solution SGI avec Artémis en V2.4 plus options 22

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Sommaire exécutif

La Ville de Montréal (« Ville »), modèle de référence urbain et plaque tournante pour le commerce nord-américain, offre à ses citoyens une qualité de vie qui en fait l'envie de tous. Afin de continuer d'offrir cette qualité de vie à ses citoyens, la Ville a entamé depuis quelques années une révision de ses structures organisationnelles pour poursuivre l'amélioration de la prestation des services liés aux technologies de l'information. Cette révision replace le STI comme interlocuteur privilégié de DXC dans le contexte de son contrat de support et d'entretien de la solution SGI implantée au SIM.

Du coté technologique, la solution SGI, dont le noyau repose sur le RAO Artémis, a été mise en service en 2007 et se retrouve aujourd'hui dans un environnement en fin de vie utile, ne permettant plus d'évolution au niveau des produits et devenant un frein pour le SIM dans l'optimisation de ses processus opérationnels.

Cette proposition de DXC qui comporte une prolongation du contrat de support et maintenance de la solution SGI et un projet de mise à niveau du RAO Artémis à la dernière version commerciale, se veut une réponse aux objectifs et priorités du STI et du SIM, soit :

- Mettre en place les nouveaux processus de gouvernance en ligne avec les nouvelles structures organisationnelles;
- Éliminer les risques opérationnels et assurer la continuité et pérennité des opérations du SIM en déployant la mise à jour de Artémis V2.4 dans un environnement actualisé;
- Stabiliser dans un délai raisonnable la solution SGI en déployant la version 2.4 du RAO en 2 phases : une première mise en service iso-fonctionnelle après 12 mois d'efforts suivi du déploiement des nouvelles fonctionnalités dans la phase 2;
- Intégrer le SGI autant que possible dans l'infrastructure standard de la Ville en déployant dans les sites technologiques de la Ville, la nouvelle infrastructure matérielle requise;

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

- Permettre à la Ville de bénéficier de son investissement en prolongeant le contrat de support en vigueur et en incorporant une mise à jour annuelle à la dernière version commerciale.

DXC, partenaire de la Ville, de la STI et du SIM depuis près de 25 ans a inclus dans sa proposition des mesures concrètes pour assurer le respect des échéanciers et des résultats, soit:

- Une présence accrue de son partenaire SIS sur site à Montréal pour assurer le suivi des activités critiques et favoriser le transfert de connaissance.
- Une approche en 2 phases qui permet de mettre en service rapidement une version préconfigurée à iso-fonctionnalité en phase 1, puis de prendre le temps nécessaire pour revoir et choisir les nouvelles fonctions de V2.4 pendant la phase 2.
- La mise en place d'une équipe dédiée au projet pour le déroulement de la phase 1.
- La participation ponctuelle des experts de l'équipe de support et maintien dans le but de rendre disponible, au projet, le savoir, l'expertise et le savoir-faire.

Finalement, DXC propose la prolongation du contrat de support et maintenance avec toute la souplesse demandée et voulue permettant d'adapter l'offre de service en contexte de l'évolution de l'environnement du SIM.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

1. Enveloppe de prix

Ce document présente l'enveloppe de prix pour la réponse de DXC à la demande de proposition contenue dans le document intitulé « Demande de proposition ESIT 20170302 v1 Finale.doc ».

Les sections suivantes contiennent le détail et les grilles de prix pour les sections A- Prolongation de contrat et B- Mise à jour de Artémis® à la version 2.4. Pour des fins de simplification de ce document, et puisqu'en date d'aujourd'hui, la dernière version commerciale est la version 2.4, l'expression Artémis® V2.4 peut être interchangée avec dernière version commerciale et vice-versa.

Puisque cette offre est une offre forfaitaire, il en entendu que la Ville fera une sélection des options qu'elle désire retenir avant la signature du contrat.

1.1. Section A – prolongation du contrat support et maintenance de la solution SGI

Cette section contient le détail demandé pour la prolongation du contrat de support et maintenance du SGI pour une période initiale de 36 mois ainsi pour 2 options de 12 moins chacune.

Le prix total de DXC est la prolongation des services offert actuellement en tenant compte de la reprise par la Ville du helpdesk de niveau 1.

Les hypothèses suivantes ont servi à déterminer les prix et crédits du support de base et des options :

- Les prix sont en dollars canadiens, forfaitaires et avant taxes, sauf pour les banques d'heures (6.2.1.3-A t 6.2.1.3-B) qui sont budgétaire et avant taxes.
- Les années de renouvellement sont les suivantes :
    - Année 1 : 28 novembre 2017 au 27 novembre 2018
    - Année 2 : 28 novembre 2018 au 27 novembre 2019
    - Année 3 : 28 novembre 2019 au 27 novembre 2020
    - Année 4 – option : 28 novembre 2020 au 27 novembre 2021
    - Année 5 – option : 28 novembre 2021 au 27 novembre 2022
- L'IPC sera mesuré entre novembre de l'année précédente et novembre de l'année courante, puis appliqué à partir du 1er janvier de l'année suivante. Pour des fins de calculs budgétaires, l'IPC a été estimé à 2% par année.
- Les options de reprise de service demandées par la Ville ont été estimées et détaillées pour permettre à la Ville de bien cerner les crédits reliés à chaque option.
- Les terminaisons de service qui exigent une période de notification et celle-ci se retrouve dans la colonne Note.
- La reprise du guichet unique par la Ville est accompagnée d'un cout d'implantation qui couvre les activités de transfert de connaissance et d'accompagnement décrits à la section

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

3.1.1 du document de solution. Le crédit pour la reprise du service viendra en effet une fois les activités complétées.

- Les crédits reliés aux reprises des services par la Ville prendront effet à la date à laquelle la Ville sera prête à assumer ces services et qui aura été convenue avec DXC.

Le tableau I présenté à la page suivante, donne le détail des prix reliés à la prolongation du contrat de support et des options demandées.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Tableau I : Prix de la prolongation du contrat support et maintenance de la solution SGI

Item	Prolongation 36 mois				Option 1 - 12 mois		Option 2 - 12 mois		Notes
	2017 28/11/2017 au 31/12/2017	2018	2019	2020 1/1/2020 au 27/11/2020	2020 28/11/2017 au 31/12/2017	2021 1/1/2022 au 27/11/2022	2021 28/11/2017 au 31/12/2017	2022 1/1/2022 au 27/11/2022	
Contrat de maintenance, d'entretien et de support (clause 6.1.1)									
Base support	$126,786.51	$1,410,788.08	$1,439,003.84	$1,333,237.05	$134,546.86	$1,359,901.81	$137,237.80	$1,387,099.84	
Guichet unique	$2,674.74	$29,762.52	$30,357.77	$28,126.47	$2,838.45	$28,689.00	$2,895.22	$29,262.78	
REC	$20,273.19	$225,585.36	$230,097.07	$213,184.94	$21,514.08	$217,448.63	$21,944.36	$221,797.61	Un préavis de 45 jours est nécessaire pour ne pas renouveler ou canceller le service
VALCOM	$2,264.43	$25,196.90	$25,700.84	$23,811.83	$2,403.03	$24,288.06	$2,451.09	$24,773.82	
WIFI (** crédit car non renouvelé)	$1,009.80	$11,236.30	$11,461.03	$10,618.64	$1,071.61	$10,831.01	$1,093.04	$11,047.63	Service non renouvelé car équipement en fin de vie
Artémis Caserne	$7,713.49	$85,830.06	$87,546.66	$81,111.98	$8,185.61	$82,734.22	$8,349.33	$84,388.91	
Sous-total 1	**$160,722.16**	**$1,788,399.22**	**$1,824,167.21**	**$1,690,090.91**	**$170,559.64**	**$1,723,892.73**	**$173,970.84**	**$1,758,370.59**	
Guichet unique (clause 6.1.1)	-$2,674.74	-$29,762.52	-$31,250.65	-$28,953.72	-$2,921.94	-$29,532.80	-$2,980.37	-$30,123.45	Coûts de MES 6600$
Option A.1 - REC, WIFI (clause 6.1.2.1)	-$21,282.99	-$236,821.66	-$241,558.10	-$223,803.58	-$22,585.68	-$228,279.65	-$23,037.40	-$232,845.24	Un préavis de 45 jours est nécessaire pour ne pas renouveler ou canceller le service
Option A.2 - postes RAO CCSI (clause 6.1.2.2)	-$1,313.73	-$14,618.18	-$15,349.09	-$14,220.93	-$1,435.14	-$14,505.35	-$1,463.84	-$14,795.46	
Option A.3 - Infrastructure (clause 6.1.2.3)	-$3,191.63	-$35,514.18	-$37,289.89	-$34,549.08	-$3,486.60	-$35,240.06	-$3,556.34	-$35,944.87	Transfer prévu avec le projet Mise à niveau Artémis® v2.4

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Option A.4 - Système d'alerte en caserne (clause 6.1.2.4)									
Option A.5 - Artémis Caserne (clause 6.1.2.5)	-$7,713.49	-$85,830.06	-$90,121.57	-$83,497.63	-$8,426.37	-$85,167.58	-$8,594.89	-$86,870.93	
Sous-total 2	**-$36,176.58**	**-$402,546.60**	**-$415,569.30**	**-$385,024.94**	**-$38,855.73**	**-$392,725.44**	**-$39,632.84**	**-$400,579.95**	
Total	$124,545.58	$1,385,852.62	$1,408,597.91	$1,305,065.97	$131,703.91	$1,331,167.29	$134,338.00	$1,357,790.64	

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

En plus des grilles de prix demandées en réponse par la Ville, le tableau II présente le prix des ressources DXC d'appoints du contrat en vigueur pour lesquels une augmentation annuelle de 2%, au lien de l'IPC, a été appliquée pour des fins de calculs budgétaire.

Tableau II : prix des ressources d'appoint DXC

Prix des ressources d'appoints							
	Descriptions	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
		Taux Horaire	**Taux Horaire**	**Taux Horaire**	**Taux Horaire**	**Taux Horaire**	**Taux Horaire**
1	**Développement**						
	Programmeur	111.16 $	113.38 $	115.65 $	117.96 $	120.32 $	122.73 $
	Analyste	137.63 $	140.38 $	143.19 $	146.05 $	148.97 $	151.95 $
	Chargé de projet	211.74 $	215.97 $	220.29 $	224.70 $	229.19 $	233.77 $
2	**Support Télécommunications**						
	Architecte	211.74 $	215.97 $	220.29 $	224.70 $	229.19 $	233.77 $
	Support Niveau 2	200.09 $	204.09 $	208.17 $	212.34 $	216.58 $	220.91 $
	Spécialiste réseau FW et sécurité	188.44 $	192.21 $	196.05 $	199.98 $	203.97 $	208.05 $
3	**Support technique**						
	Administrateur système	137.63 $	140.38 $	143.19 $	146.05 $	148.97 $	151.95 $
	Support - Autres	164.10 $	167.38 $	170.73 $	174.14 $	177.62 $	181.18 $

1.2. Section B – Mise à niveau du RAO Artémis® à la version 2.4

Cette section contient le détail demandé pour la Mise à niveau du RAO Artémis® à la version 2.4.

Les hypothèses suivantes ont servi à déterminer les prix et crédits du support de base et des options :

- Les prix sont en dollars canadiens, forfaitaires et avant taxes, sauf pour les prix de maintenance additionnelle qui n'ont pas été inclus et qui sont présentés à titre informatifs et budgétaire.
- Les modules GéoArtemis®, Artémis®Web, SIS Supervision sont maintenant requis est inclus dans la version 2.4 du RAO Artémis®. Les efforts pour configurer et déployer à iso-fonctionnalité ont donc été inclus dans la phase 1.
- Les banques d'heures 6.2.1.3-A et 6.2.1.3-B sont présentées comme des options du projet Mise à niveau d'Artémis à V2.4. Elles se veulent une estimation préliminaire et devront être réévaluées une fois le choix des solutions arrêtées par la Ville. De plus, l'impact au projet, si

Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

nécessaire, devra être évalué avant d'intégrer les travaux dans la planification des demandes de changements.

- Les jalons de paiement sont facturés une fois tous les livrables qui les composent sont complétés et acceptés.
- Les frais de maintenance et support additionnels, démontrés au tableau X devront être ajoutés à la facture mensuelle du contrat de support et maintenance de la solution SGI par le biais d'une demande de changement une fois la mise en production complétée. Pour les frais de maintenance logiciel, ils seront ajoutés à la facture mensuelle à la date d'achat, sauf pour les logiciels ESRI qui comprennent dans le prix d'achat, la 1ere année de maintenance. Les frais de maintenance logicielle sont assujettis à une augmentation annuelle de 10%.
- Pour respecter les droits de licences d'ESRI, avec un engagement de faire émettre le bon de commande en 2017 pour toutes les licences ESRI du projet, ESRI mettra à notre disposition sans frais additionnels une licences supplémentaire Advance Enterprise de type « staging » pour nous permettre de préparer l'environnement de production v2.4.

1.2.1. Pénalité

Aucune provision pour pénalité n'a été incluse dans le prix ou n'a été planifié. Malgré la demande de la Ville de prévoir une clause de pénalité, DXC est d'avis que les causes des retards dans les projets antérieures ont été mitigées suffisamment pour exclure l'ajout d'une clause de pénalité. De plus, certains retards peuvent être reliées directement à des délais plus longs pour obtenir l'approbation de livrables-clé du coté client, ce qui dans une clause de pénalité, engendrerait non pas un crédit, mais des frais supplémentaires du côté de la Ville.

Les projets antérieurs accusant des retards dus à des **défis technologiques non anticipés demandant plus d'efforts de développement**, étaient des projets nécessitant des développements ou adaptations importantes pour satisfaire les besoins du client ou devenir compatibles dans l'environnement technologique du SIM. Dans le cadre de ce projet, la version 2.4 est exploitée activement en France depuis maintenant 3 ans et aucun développement au niveau du noyau d'Artémis® n'est nécessaire pour implanter à Montréal. Des adaptations ont été prévues au niveau des interfaces externes au RAO et les travaux ne sont pas sur le chemin critique.

Certains retards de projets antérieurs ont été reliés à des **conflits de priorités opérationnelles versus projets**, due au partage des ressources entre le projet et le support et maintien de la solution SGI. Dans le cadre de la phase 1 du projet qui constitue la mise en place de la nouvelle infrastructure et de la version V2.4 d'Artémis et de loin la partie la plus névralgique du projet, une équipe dédiée DXC agrémentée de ressources d'appoint permettra de livrer en temps le projet sans mettre la risque le coté opérationnel. L'exception est le spécialiste technique qui demeure assigné partiellement du coté support et maintien de la solution SGI pour des activités qui sont surtout de niveau configuration et développement qu'opérationnel.

Finalement, des retards causés par des **délais dans l'approbation des livrables ou délais dans la prises de décision** au niveau de la Ville sont survenus dans des projets antérieurs. Les projets en questions apportaient une solution nouvelle qui nécessitait des choix au niveau opérationnel du client et des adaptations qui n'avaient pas été prévues au départ. La mise à niveau à V2.4 est pour la phase 1 iso-fonctionnelle avec une pré-configuration limitant les choix et adaptations opérationnelles. En plus, avec un client déjà fonctionnel sur Artémis® et une

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

présence de DXC et SIS aux réunions du comité de gouvernance, l'échange d'information, la prise de décision et l'approbation des livrables, malgré une planification agressive, devrait respecter les échéanciers.

1.2.2. Tableau des prix pour la mise à niveau à V2.4

Le tableau III présente les banques d'heures budgétaires en prévision d'adaptation ou de développements dus à l'implantation d'un Nouveau système d'alerte en caserne et de l'implantation d'un réseau UTMS/LTE.

Tableau III : banque d'heures

Item	Activités/livrables	Taux horaire (1)	Heures prévues	Total
Banque d'heures des clauses 6.2.1.3 – A Interface système d'alerte en caserne	**Équipe DXC et SIS**			
	Dossier d'architecture de l'interface Artémis – Système d'Alerte en Caserne			$ 50,000.00
Sous-total 3A				**$ 50,000.00**
Banque d'heures des clauses 6.2.1.3 – B Projet UMTS/LTE	**Équipe DXC**			
	Analyse/assistance pilote	$ 150.00	60	$ 9,000.00
	Assistance réseau	$ 150.00	60	$ 9,000.00
	Essais Artémis Mobile	$ 150.00	60	$ 9,000.00
	Images	$ 150.00	30	$ 4,500.00
	Transfer de connaissance et accompagnement pour le guichet unique	$ 150.00	44	$ 6,600.00
Sous-total 3B				**$ 38,100.00**

Note :

(1) Les taux horaires pour 6.1.2.3-A et 6.1.2.3-B sont des taux moyens basés sur les taux de l'année 3 des ressources d'appoints (tableau III) pour DXC et pourraient être révisés selon l'année de réalisation. Aucun déplacement n'est inclus pour l'équipe SIS.

Tableau IV : Prix forfaitaire de la mise à niveau du RAO Artémis® à la version 2.4 et des options demandées par la Ville

Item	Prix forfaitaire	Notes
Mise à niveau système RAO – Première étape iso-fonctionnelle (clause 6.2.1)	$ 2,194,357.41	banques d'heures des clauses 6.2.1.3, A et B, non incluses. Phase 0 de démarrage incluse. Crédit de SIGTA inclus
Mise à niveau système RAO – Deuxième étape, options de base de la dernière version commerciale disponible (clause 6.2.1)	$ 139,695.38	banques d'heures des clauses 6.2.1.3, A et B, non incluses.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Item	Prix forfaitaire	Notes
Option B.1 – licences tiers (clause 6.2.2.1)	$ 15,898.42	Inclus les licences logiciels du tableau VI.
Option B.2 – GéoArtémis (clause 6.2.2.2-A)	$ 161,792.13	Inclus seulement les licences logiciel du tableau VII. Les licences Artémis® et effort de configuration et déploiement sont inclus dans 6.2.1.
Option B.2 - GéoArtemis® (clause 6.2.2.2-B)		s.o.
Option B.3 – RAC (clause 6.2.2.3)		Option non retenue
Option B.4 - Smartémis® (clause 6.2.2.4-A)		s.o.
Option B.4 - Smartémis® (clause 6.2.2.4-B)	$ 598,614.68	
Option B.5 - Artémis®WEB (clause 6.2.2.5)		Option non retenue
Option B.6 - Artémis Archivage et historique (clause 6.2.2.6)		Option non retenue
Option B.7 - Profil poste (clause 6.2.2.7)	$ 12,927.50	
Option B.8 - Interface Artémis-RAO911 (clause 6.2.2.8)		Option non retenue. Cette option pourrait être ajoutée au projet au coût de 630 000$
Option B.9 - Supervision (clause 6.2.2.9)		Licence, configuration de base et déploiement inclus dans 6.2.1
Option B.10 - Opt ach. et ETA élevé	$ 180,430.09	
Option B.11 - Gestion algorithmes	$ 97,254.70	
Option B.12 - Serveurs Dell (4)	$ 63,808.99	Selon les spécifications recommandées par SIS
Banque d'heures (clause 6.2.1.3 A et B)	$ 88,100.00	
Demande de services (clause 6.1.6)	$ 450,000.00	
Total	**$ 4,002,879.30**	

Le tableau V présente les jalons de paiement et les livrables associés. Tout au long du projet, le suivi des livrables permettra de faire état de l'avancement des travaux et de la facturation. Les jalons de facturation seront révisés selon les choix retenus de la Ville et le calendrier de projet mis à jour et accepté.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Tableau V : Jalons de facturation

Jalon de facturation	Prix forfaitaire			
	2017	2018	2019	2020
Phase 1 - V2.4 iso-fonctionnalité				
Jalon 1 – Livraison de la version Vanille et licences module Artémis® Livrables associés: PH0-PLN-001, PH0-PLN-002, PH1-INT-001, PH1-LIC-001, PH1-LIC-002	$135,000.00	$308,969.09		
Jalon 2 – Validation des spécifications détaillées Livrables associés: PH1-ANL-005, PH1-ANL-009, PH1-ANL-006		$656,777.94		
Jalon 3 - Livraison/installation de la maquette V2.4 à Montréal Livrables associé : PH1-ANL-003, PH1-ANL-004, PH1-INT-002, PH1-ANL-008, PH1-ENV-001 (Architecture logiciel), PH1-ENV-002 (Architecture logicielle), PH1-FOR-001		$437,851.96		
Jalon 4 - Validation par le SIM de la version 2.4 Livrables associés: PH1-INT-003, PH1-VAL-001, PH1-INT-004, PH1-INT-005, PH1-DOC-002		$366,381.23		
Jalon 5- Mise en production des fonctions 2.4 Livrables associés: PH1-DPL-001, PH1-FOR-002, PH1-FOR-003, PH1-FOR-004, PH1-ENV-003, PH1-ENV-004, PH1-ENV-008, PH1-DPL-002		$289,377.19		
Phase 2				
Nouvelle fonctionnalités V2.4				
Jalon 1 – Validation des spécifications détaillées Livrables associés: PH2-ANL-201, PH2-ANL-202		$26,965.25		
Jalon 2 – Mise en production des fonctions de V2.4 Livrables associés: PH1-ENV-005, PH1-ENV-006, PH1-ENV-007, PH2-INT-201, PH2-ANL-204, PH2-VAL-201, PH2-INT-202, PH2-INT-203, PH2-DPL-201, PH2-DPL-202			$112,730.12	
Option				
Option B.1 – Fourniture logiciel				
Jalon 1 – Livraison des licences logiciel	$15,898.42			
Option B.2 - GéoArtemis®				
Jalon 1 – Livraison des licences logiciel MAJ	$79,887.64			
Jalon 1 – Livraison des licences logiciel restante		$81,904.50		
Option B.3 – RAC – option non retenue				
Jalon 1 – Livraison des licences logiciel et serveur				
Jalon 2 – Architecture et procédure opérationnelle Livrables associés: PH2-ANL-303, PH2-ANL-304, PH2-ANL-305, PH2-DOC-302.				
Jalon 3 – Déploiement de la solution RAC en production Livrables associés: PH2-DPL-301, PH2-VAL-301 PH2-ENV-301, PH2-ENV-302, PH2-INT-302, PH2-DOC-301				

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Option B.4 - Smartémis®				
Jalon 1 – Validation des spécifications détaillées Livrables associés : PH2-ANL-401		$179,584.40		
Jalon 2 - Validation par le SIM de Smartémis® Livrables associés: PH2-INT-401, PH2-ANL-404, PH2-FOR-401			$299,307.34	
Jalon 3 – Déploiement de la solution Smartémis® en production Livrables associés: PH2-VAL-401, PH2-DPL-401, PH2-DPL-401			$119,722.94	
Option B.5 - Artémis®WEB				
Jalon 1 – Déploiement de la solution Artémis®Web – configuration client – en production Livrables associés: PH2-ANL-505, PH2-VAL-501, PH2-DOC-502, PH2-DOC-501				
Option B.6 - Artémis Archivage et historique – option non retenue				
Jalon 1 – Déploiement de la solution Artémis Archivage et historique en production Livrables associés: PH2-DPL-601. PH2-DOC-601, PH2-DOC-602, PH2-FOR-602				
Option B.7 - Profil poste				
Jalon 1 – Déploiement du profil poste en production Livrables associés: profil poste, image poste répartiteur, mise en service du profil poste : tous ses livrables seront pris en compte lors de l'analyse de l'option B2.			$12,927.50	
Option B.8 - Interface Artémis-RAO911– option non retenue				
Jalon 1 – Validation des spécifications détaillées Livrables associés: PH2-ANL-801				
Jalon 2 - Validation par le SIM de l'interface Artémis – RAO 911 Livrables associés: PH2-INT-801, PH2-ANL-804				
Jalon 3 – Déploiement de l'interface Artémis – RAO 911 en production Livrables associés: PH2-VAL-801, PH2-DPL-801, PH2-DPL-802, PH2-ANL-807, PH2-DOC-801, PH2-DOC-802				
Option B.9 – Supervision - Inclus dans 6.2.1				
Option B.10 - Opt ach. et ETA élevé				
Jalon 1 – Validation des spécifications détaillées Livrables associés: PH2-ANL-1001			$54,129.03	
Jalon 2 - Validation par le SIM de la solution Opt ach et ETA élevé Livrables associés: PH2-INT-1001, PH2-ANL-1004			$90,215.04	
Jalon 3 – Déploiement de la solution Opt ach et ETA élevé Livrables associés: PH2-VAL-1001, PH2-DPL-1001, PH2-DPL-1002			$36,086.02	
Option B.11 - Gestion algorithmes				
Jalon 1 – Déploiement de la solution gestion des algorithmes en production Livrables associés: PH2-ANL-1101, PH2-INT-1101, PH2-DOC-1101, PH2-DPL-1101, PH2-DPL-1102, PH2-DOC-1102		$97,254.70		

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Option B.12 - Serveurs Dell (4)				
Jalon 1 – livraison des serveurs	$63,808.99			
Option B.13 - Banques d'heure				
6.2.1.3 – B – LTE – Jalon à déterminer	$8,500.00	$29,600.00		
6.2.1.3 - A - Interface ARTÉMIS - Nouveau système d'alerte en caserne – Jalon à déterminer		$50,000.00		
Demande de services				
Demande de services (clause 6.1.6)	$13,750.00	$150,000.00	$150,000.00	$136,250.00
Total	**$316,845.05**	**$2,674,666.26**	**$875,117.99**	**$136,250.00**

Le tableau suivant présente le détail par produit des licences nécessaires pour l'architecture suggéré pour Artémis® version 2.4. Les frais de maintenance des logiciels est présenté à titre indicatif seulement et n'est pas inclus dans le prix du projet Mise à niveau à la version 2.4 de Artémis® ou dans le prix de la prolongation du contrat du support et maintenance de la solution SGI.

Tableau VI : prix d'achat des licences pour option B1

Quantité	Licenses	Prix	Notes
12	Oracle Linux 5	$ 0.00	
63	Oracle Linux 6	$ 0.00	
62	Packs de licences deux coeurs Windows 2016	$ 10,650.93	
13	Packs de 5 CAL utilisateur	$ 3,854.24	
2	VSPH6 ESS KIT 3 HOSTS MAX 2PROC PER HOST NON Returnable	$ 1,393.26	
	Sous-total	$ 15,898.43	
	Maintenance	**Prix annuel**	**Notes**
12	Oracle Linux 5	$ 11,372.55	
63	Oracle Linux 6	$ 59,703.59	
62	Packs de licences deux coeurs Windows 2016	$ 2,129.72	
13	Packs de 5 CAL utilisateur	$ 771.45	
2	SUB ONLY VSPHERE 6 ESSENTIALS KIT 1YR NON Returnable - 5YR	$ 853.94	
	Sous-total	$ 74,831.25	

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Tableau VII : prix d'achat des licences pour option B2 - GéoArtemis®

Quantité	Licences pour GEOARTEMIS	Prix	Notes
1	ArcGIS Standard- Desktop	$ -	s/o - existant
1	ArcGIS for Server Enterprise Basic Up to Four Cores Staging Server	$ -	s/o - existant
1	ArcGIS for Server Enterprise Basic Up to Four Cores	$ -	s/o - existant
1	ArcGIS Network Analyst- Desktop	$ 5,185.39	
1	ArcGIS Enterprise Advanced - Production (migration de Basic) - environnement production et relève en actif-passif	$ 53,258.43	Possible si bon de commande pour ESRI émis en 2017
1	ArcGIS Enterprise Advanced- Staging (migration de Basic) - environnement pré-production	$ 26,629.21	Possible si bon de commande pour ESRI émis en 2017
2	ArcGIS Enterprise Advanced- Staging - environnement Formation/UAT et développement	$ 73,483.15	
1	ArcGIS Network Analyst- Server- Production	$ -	Inclus avec ArcGIS Enterprise Advanced
1	ArcGIS Network Analyst Server- Staging	$ -	Inclus avec ArcGIS Enterprise Advanced
1	EDN Professional	$ 3,235.96	
	Sous-total	$ 161,792.14	
	Maintenance pour Licences de GÉOARTÉMIS	**Prix annuel**	**Notes**
1	ArcGIS Network Analyst- Desktop	$ 1,348.31	
1	ArcGIS Enterprise Advanced - Production (migration de Basic) - environnement production et relève en actif-passif	$ 19,235.96	
1	ArcGIS Enterprise Advanced- Staging (migration de Basic) - environnement pré-production	$ 9,617.98	
2	ArcGIS Enterprise Advanced- Staging - environnement Formation/UAT et développement	$ 19,235.96	
1	ArcGIS Network Analyst- Server- Production	$ -	Inclus avec ArcGIS Enterprise Advanced
1	ArcGIS Network Analyst Server- Staging	$ -	Inclus avec ArcGIS Enterprise Advanced
1	EDN Professional	$ 3,235.96	
	Sous-total	$ 52,674.17	

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Tableau VIII : prix d'achat des licences pour option B3 – RAC – Option non retenue

Quantité	Licences pour solution RAC	Prix	Notes
2	Oracle Linux 5		
13	Oracle Linux 6		
10	Packs de licences deux coeurs Windows 2016		
2	Packs de 5 CAL utilisateur		
1	ArcGIS GIS Server Advanced (Windows) Up to Four Cores License - Production		
	Sous-total		
	Maintenance pour Licences pour solution RAC	**Prix annuel**	**Notes**
2	Oracle Linux 5		
13	Oracle Linux 6		
1	ArcGIS GIS Server Advanced (Windows) Up to Four Cores License - Production		
	Sous-total		

Tableau IX : prix d'achat des licences pour option B6 – Option non retenue

Quantité	Licenses	Prix	Notes
1	SAP BusinessObjects Business Intelligence Platform (5 users) XI 4.1		
1	SAP BusinessObjects Web Intelligence (5 users)		
	Sous-total		
	Maintenance	**Prix annuel**	**Notes**
1	SAP BusinessObjects Business Intelligence Platform (5 users) XI 4.1		
1	SAP BusinessObjects Web Intelligence (5 users)		
	Sous-total		

Le tableau X présente les frais de maintenance additionnelle de référence selon les tarifs 2017. Il faut se référer au tableau XI pour retrouver les frais totaux par années de support, qui devront être ajoutés, par le bais d'une demande de changement, au contrat de support et maintenance de la solution SGI pour la version 2.4 de Artémis® une fois la solution acceptée et implantée et pour les options que la Ville aura retenues, une fois acceptée et implantée. Les frais de support et maintenance ne tiennent pas compte des frais de maintenance des logiciels tiers qui sont présenté aux tableaux VI, VII, VIII et IX.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Tableau X : Frais de maintenance et support annuels de référence selon les tarifs 2017, à être ajoutés au contrat de maintenance et support du SGI.

Item	Maintenance et support annuels en prix 2017	Notes
Mise à niveau système RAO – Première étape iso-fonctionnelle (clause 6.2.1)	$ 82,815.00	A être ajouté à la facture de support et maintenance.
Mise à niveau système RAO – Deuxième étape, options de base de la dernière version commerciale disponible (clause 6.2.1)	inclus dans 6.2.1	inclus dans 6.2.1
Option B.1 (clause 6.2.2.1)	$ 127,505.42	Maintenance logiciel pour v2.4 incluant B2.
Option B.2 (clause 6.2.2.2-A)		Inclus dans 6.2.1
Option B.2 - GéoArtemis® (clause 6.2.2.2-B)	s.o.	
Option B.3 - RAC (clause 6.2.2.3)		Option non retenue
Option B.4 - Smartémis® (clause 6.2.2.4-A)	s.o.	
Option B.4 - Smartémis® (clause 6.2.2.4-B)	$ 110,712.68	
Option B.5 - Artémis®WEB (clause 6.2.2.5)		Option non retenue
Option B.6 - Artémis Archivage et historique (clause 6.2.2.6)		Option non retenue
Option B.7 - Profil poste (clause 6.2.2.7)	$ 3,076.92	
Option B.8 - Interface Artémis-RAO911 (clause 6.2.2.8)		Option non retenue. Pourrait être ajoutée au coût annuel de $42 582,05.
Option B.9 – Supervision (clause 6.2.2.9)		Inclus dans 6.2.1
Option B.10 - Opt ach. Et ETA élevé	$ 11,020.75	
Option B.11 - Gestion algorithme	$ 6,606.24	
Option B.12 - Serveurs Dell		Inclus dans le prix d'achat pour un terme de 5 ans.
Sous-total 2	$ 341,737.01	

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

1.3. Section C – Récapitulatif des coûts de support et maintenance de la solution SGI avec Artémis en V2.4 plus options

Cette section présente le tableau XI qui contient les coûts de support et maintenance sur les 36 mois de prolongation du contrat de support et maintenance du SGI et les 2 périodes optionnelles de 12 mois avec les hypothèses suivantes :

1. Les options de reprises de services par la Ville ne sont pas exécutées, sauf dans le cas de la maintenance WIFI qui arrive en fin de vie au cours de la première année de prolongation et qui ne sera donc pas renouvelé dès l'année 1.
2. Le projet Artémis V2.4 est exécuté selon la planification préliminaire de l'annexe H.
3. Toutes les options retenues de la phase 2 du projet V2.4 sont exécutées selon la planification préliminaire de l'annexe H.
4. Les coûts de maintenance des logiciels tiers sont présentés dans le tableau XI et assujettis à une augmentation plafond annuelle de 10%. Les prix seront révisés annuellement selon le marché.
5. Un IPC de 2% a été utilisé pour des fins de calculs budgétaires.
6. Les frais de maintenance des logiciels viennent à effet dès l'achat des licences, sauf pour ceux d'ESRI qui viennent à effet 12 mois après l'achat.
7. Un crédit pour les frais de maintenance ESRI sur les licences migrées de Basic à Enterprise Advanced sera applicable au niveau du contrat de support de base à partir du 28 novembre 2018, si la mise en service d'Artémis v2.4 a été complétée.
8. Les frais de garantie prolongée de 5 ans des serveurs Dell sont inclus dans le prix d'achat initial et ne sont pas inclus dans le tableau XI.

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Tableau XI : Récapitulatif des prix de support et maintenance de la solution SGI incluant le projet V2.4 et ses options.

Item	Prolongation 36 mois				Option 1 - 12 mois		Option 2 - 12 mois		
	2017 28/11/2017 au 31/12/2017	2018	2019	2020 1/1/2020 au 27/11/2020	2020 28/11/2017 au 31/12/2017	2021 1/1/2022 au 27/11/2022	2021 28/11/2017 au 31/12/2017	2022 1/1/2022 au 27/11/2022	Notes
Contrat de maintenance, d'entretien et de support (clause 6.1.1)									
Base support	$126,786.51	$1,410,788.08	$1,439,003.84	$1,333,237.05	$134,546.86	$1,359,901.81	$137,237.80	$1,387,099.84	
Guichet unique	$2,674.74	$29,762.52	$30,357.77	$28,126.47	$2,838.45	$28,689.00	$2,895.22	$29,262.78	Frais de MES 6600$
REC	$20,273.19	$225,585.36	$230,097.07	$213,184.94	$21,514.08	$217,448.63	$21,944.36	$221,797.61	Un préavis de 45 jours est nécessaire pour ne pas renouveler ou canceller le service
VALCOM	$2,264.43	$25,196.90	$25,700.84	$23,811.83	$2,403.03	$24,288.06	$2,451.09	$24,773.82	
WIFI (** crédit car non renouvellé)	$1,009.80	$11,236.30	$11,461.03	$10,618.64	$1,071.61	$10,831.01	$1,093.04	$11,047.63	Service non renouvelé car équipement en fin de vie
Artémis Caserne	$7,713.49	$85,830.06	$87,546.66	$81,111.98	$8,185.61	$82,734.22	$8,349.33	$84,388.91	
Sous-total 1	**$160,722.16**	**$1,788,399.22**	**$1,824,167.21**	**$1,690,090.91**	**$170,559.64**	**$1,723,892.73**	**$173,970.84**	**$1,758,370.59**	
Crédit pour maintenance WIFI non renouvellée	-$1,009.80	-$11,236.30	-$11,461.03	-$10,618.64	-$1,071.61	-$10,831.01	-$1,093.04	-$11,047.63	
Crédit pour maintenance ESRI – support basic (2)		-$797.08	-$8,869.41	-$8,217.50	-$829.28	-$8,381.85	-$828.26	-$8,549.49	Crédit applicable si Artémis V24 déployé selon le plan suggéré
Sous-total 2	**$159,712.36**	**$1,776,365.84**	**$1,803,836.77**	**$1,671,254.77**	**$168,658.75**	**$1,704,679.87**	**$172,049.54**	**$1,738,773.47**	
Artémis V2.4 incluant: B2 - GéoArtémis B9 - Artémis Supervision		$17,128.90	$86,160.73	$79,827.91	$8,056.03	$81,424.47	$8,217.15	$83,052.96	MES 18/10/2018
B3 - RAC									option non retenue
B4 - Smartémis			$61,752.21	$106,719.34	$10,769.84	$108,853.73	$10,985.24	$111,030.80	MES 17/06/2019
B5 - ArtémisWeb									option non retenue

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

B6 - Artémis Archivage et historique									option non retenue
B7 - Gestion profils et fin de session			$2,598.85	$2,965.94	$299.31	$3,025.26	$305.30	$3,085.76	MES 04/03/2019
B8 - Interface RAO-911									option non retenue
B10 - Optimisation ach. et ETA			$3,312.40	$10,623.24	$1,072.07	$10,835.70	$1,093.51	$11,052.42	MES 16/09/2019
B11 - Gestion des algo		$5,855.96	$6,873.13	$6,367.96	$642.64	$6,495.32	$655.49	$6,625.22	MES16/02/2018
Sous-total 3 (options)	**$0.00**	**$22,984.86**	**$160,697.32**	**$206,504.39**	**$20,839.89**	**$210,634.48**	**$21,256.69**	**$214,847.16**	
Logiciel tiers (1)									
B1 - logiciel tier V2.4	**$6,859.53**	**$82,314.38**	**$90,545.81**	**$90,470.36**	**$9,130.04**	$99,517.39	$10,043.04	$109,469.13	Achat : 28/11/2017 MES à la date d'achat sauf pou ERSI qui inclus l'année 1.
B2 - GéoArtémis		$5,311.31	$63,735.75	$63,682.63	$6,426.69	$70,050.90	$7,069.36	$77,055.99	
B9 - Artémis Supervision									
Logiciel tiers pour B3 - RAC									* option non retenue
Logiciel tiers pour B6									* option non retenue
Sous-total 4 (licences tierces)	**$6,859.53**	**$87,625.69**	**$154,281.56**	**$154,152.99**	**$15,556.73**	**$169,568.29**	**$17,112.40**	**$186,525.12**	
Total Annuel	**$166,571.89**	**$1,886,976.39**	**$2,118,815.65**	**$2,031,912.15**	**$205,055.37**	**$2,084,882.64**	**$210,418.63**	**$2,140,145.75**	

Notes :
(1) Les coûts de maintenance des logiciels tiers présentés dans le tableau XI et assujettis à une augmentation annuelle de 10%
(2) Crédit sur la maintenance ESRI pour les licences niveau Basic mise à jour à Enterprise Advanced.
MES : Mise en service

Ce Document est assujetti à la section Note Importante incluse dans ce Document.
Travail non publié © 2017 DXC Technology Cie. Tous droits réservés.
DXC Information Confidentiel.

Montréal

Service des technologies de l'information
Direction Sécurité Publique et Justice
801 rue Brennan 2ieme étage
Montréal (Québec) H3C 0G4À

Le 22 mai 2020

Kristen Leroux
GM/Director, Public & Federal Market Canada
DXC Technology
Kristen.leroux@dxc.com
C: 1 (343)-996-1304

Objet : Renouvellement du contrat de support prévue à l'article 1.6 de l'addenda 6

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier par courriel à Lucia Della Sala (lucia.dellasala@montreal.ca) **au plus tard le 29 mai 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Veuillez agréer Kristen Leroux, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 05.27.20
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Lucia Della Sala
Conseillère en analyse et contrôle de gestion
Direction – Sécurité Publique et Justice
Service des technologies de l'information (STI)
801 rue Brennan, 2e étage, Montréal, Canada H3C 0G4
Téléphone : 514-868-3912
lucia.dellasala@montreal.ca

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux (2) renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1206634002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-03

Gilles BOUCHARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1204145001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Acces Information Management of Canada ULC pour le service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 24 mois et 41 jours se terminant le 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 681 059,15 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17840 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Acces Information Management of Canada ULC pour une période de 24 mois et 41 jours, le contrat pour le service d'entreposage des documents semi-actifs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 681 059,15 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17840 et au tableau des prix reçus ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La portion agglomération de cette dépense mixte d'activité d'administration générale est incluse dans la charge d'administration imputée au budget du Conseil d'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-26 11:38

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204145001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Acces Information Management of Canada ULC pour le service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 24 mois et 41 jours se terminant le 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 681 059,15 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17840 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du greffe a, entre autres, pour mission la gestion des documents de la Ville. Sa Division de la gestion documentaires et des archives offre donc aux unités administratives centrales, la possibilité de conserver leurs documents en entrepôt (semi-actif). Cette pratique permet de réduire les espaces de bureau.

Depuis 2008, la gestion des documents semi-actifs est confiée à une entreprise externe. Quelques 45 000 boîtes sont conservées. Entre autres, le réaménagement des espaces de bureaux au Service des finances, le déménagement de l'Hôtel de ville ont entraîné une hausse des documents semi-actifs. À moyen terme, la transformation numérique des activités de la Ville entraînera une diminution des besoins de conservation des espaces de bureaux.

En 2013, le Service du greffe a procédé à l'appel d'offres 13-12881 visant à obtenir des services d'entreposages de documents semi-actifs. Le contrat a été octroyé à Docu-Dépôt Inc. (CE13 0970), pour une période de 60 mois et prolongé deux fois de 12 mois, selon l'option prévue au contrat, en 2018 et 2019.

Ce contrat se termine le 20 novembre 2020. Les options de renouvellement sont épuisées.

Le présent appel d'offres était sur le marché du 11 mai 2020 au 23 juillet 2020 et publié dans le Journal de Montréal et sur SEAO.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0343 – 22 août 2019 – Exercer la deuxième option de prolongation du contrat accordé à Docu-Dépôt Inc. (CG13 0265) pour la fourniture d'un service d'entreposage de

documents semi-actifs pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 168 371,12 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant du contrat de 869 313 $ à 1 037 684,12 $
CG18 0225 – 26 avril 2018 – Autoriser la prolongation du contrat de fourniture d'un service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 154 535,46 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Docu -Dépôt Inc. (CG13 0265), majorant ainsi les montants autorisés de 714 777,54 $ à 869 313 $, taxes incluses

CG13 0265 – 4 juillet 2013 – Accorder un contrat à Docu-Dépôt Inc. pour le service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 60 mois, pour une somme maximale de 714 777,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12881 (2 soum.)

CE11 1026 – 6 juillet 2011 – Autoriser une dépense de 225 000 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de service d'entreposage de documents semi-actifs de la Direction du greffe (CE08 2092), pour une période de 24 mois se terminant le 21 novembre 2013, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant, majorant ainsi le montant du contrat à la firme Docu-Dépôt Inc. de 273 244,66 $ à 498 244,66 $, taxes incluses;

CE11 0404 – 29 mars 2011 – Autoriser une dépense additionnelle de 55 000 $ pour couvrir les frais de services dans le cadre du contrat accordé à Docu-Dépôt Inc. (CE08 2092), majorant ainsi le montant total du contrat de 218 244,66 $ à 273 244,66 $, taxes incluses;

CE08 2092 – 19 novembre 2008 – Accorder à Docu Dépôt Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture d'un service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 36 mois, aux prix unitaires de sa soumission, soit au prix total approximatif de 218 244,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 08-10869 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur.

DESCRIPTION

Actuellement, quelques 45 000 boîtes provenant de diverses unités administratives de la Ville sont entreposées. Les principaux utilisateurs sont le Service du greffe, le Service des affaires juridiques, le Service des finances et le Service du capital humain qui consomment 84% du service.
Les entreprises offrant des services d'entreposage de documents semi-actifs offrent les services suivants :

- Le transport des boîtes vers l’entrepôt;
- L'entreposage des documents;
- La livraison des documents à consulter et leur retour à l'entrepôt;
- La destruction des documents à la fin de leur période de conservation.

Le Service du greffe centralise et coordonne les opérations reliées à cette activité. Il fait le suivi des demandes de service, compile les statistiques reliées aux activités et aux coûts et contrôle les factures. Il s'assure que les activités d'entreposage sont de qualité, correspondent aux besoins des services et qu'ils sont utilisés judicieusement.

Les arrondissements et le SPVM gèrent eux-mêmes leurs documents semi-actifs. Ils pourront se prévaloir des coûts unitaires soumis par l'adjudicataire.

Le contrat est de 24 mois et 41 jours sans possibilité de prolongation. Cette période est choisie pour être synchronisé avec l'année financière.

La décision attendue vise l'octroi du contrat de fourniture de services d'entreposage des documents semi-actifs à la compagnie Access Information Management of Canada ULC.

Access Information Management of Canada ULC a fait l'acquisition de Docu-Dépôt inc., l'adjudicataire précédent, en 2019. L'intégration des activités de Docu-Dépôt par Access Information Management of Canada qui s'est faite graduellement est maintenant complète.

JUSTIFICATION

Dans un souci d'économie d'espace et de coûts d'entreposage, les documents qui ne sont consultés qu'occasionnellement sont conservés dans un entrepôt plutôt que dans les dispendieux espaces à bureaux.
Le Service du greffe s'assure d'une gestion optimale en :

- Appliquant le calendrier de conservation;
- Centralisant l'entreposage, les rappels et les retours de documents.

Les documents semi-actifs doivent être conservés pour des raisons administratives et légales.

L'impartition du service d'entreposage de boîtes de ces documents constitue l'option la plus économique de conservation des documents semi-actifs des unités administratives de la Ville.

Afin de réduire les coûts, des documents sont régulièrement détruits conformément au calendrier des délais de conservation approuvé Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Les durées de conservation satisfont aux besoins d'enquête et de vérification.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Acces Information Management of Canada ULC	681 059,15 $		681 059,15 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	682 405,24 $		682 405,24$
Coût moyen des soumissions conformes *(Total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			N/A
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(La plus haute conforme – la plus basse conforme)*			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((La plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(La plus basse conforme – estimation)*			1 346,09 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(La plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			0,19 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service du greffe a effectué un estimé préalable de la dépense pour la durée totale du contrat s'élevant à 682 405,24 $ pour les services requis et des frais de sortie en 2022 advenant la remise des documents à un nouvel adjudicataire à la fin du contrat.
La facturation des services rendus par l'adjudicataire se fait en fonction du volume

d'entreposage et selon la fréquence et le type de services offerts.

L'estimation des besoins est basée sur l'historique de consommation au cours des quarante-huit (48) mois de la période de janvier 2016 à décembre 2019. Elle tient compte de l'accroissement et permet d'accepter des fluctuations importantes de documents, comme par exemple des envois massifs dans les cas de réaménagement de locaux.

La soumission de la compagnie Acces Information Management of Canada ULC est de 681 059,15 $ taxes incluses pour une période de 24 mois et 41 jours.

Montant de l'offre: 592 354,12 $ + TPS (5 %) 29 617,71 $ + TVQ 59 087,32 $ = 681 059,15 $

L'offre inclut un montant de 321 527,39 $ taxes incluses prévu pour les frais de sortie des documents en 2022. Cette somme ne sera dépensée que s'il y a un changement d'adjudicataire lors du prochain appel d'offre.

Le Service du greffe ne disposant pas de ces crédits, ceux-ci feront l'objet d'une demande de crédits additionnels lors de l'octroi du prochain contrat à un nouvel adjudicataire, le cas échéant.

La portion agglomération de cette dépense mixte d'activité d'administration générale est incluse dans la charge d'administration imputée au budget du Conseil d'Agglomération. (Réf. Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054).

Les fonds requis sont disponibles au budget de fonctionnement du Service du greffe pour 2021 et 2022 sauf pour la portion des coûts relatifs aux frais de sortie advenant un changement d'adjudicataire à la fin du présent contrat en 2022 (321 527,39 $ taxes incluses).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Division contribue à la diminution des gaz à effet de serre en centralisant les demandes des services en gestion de documents semi-actifs pour réduire les déplacements et les coûts reliés au transport des boîtes, des livraisons et des retours de dossiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien au plus bas niveau des coûts de conservation des documents pour les unités administratives de la Ville.
Ne pas octroyer le contrat obligera la Ville à se tourner vers une solution plus coûteuse et moins efficiente (nouveaux locaux, mobilier et aménagement spécialisé des locaux, embauche de personnel additionnel, achat d'une voiture de service, électricité, sécurité, etc.)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue dans le cadre du présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2020 – Octroi du contrat par le conseil d'agglomération

21 novembre 2020 – Début du nouveau contrat avec la firme Acces Information Management of Canada ULC.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
L'obligation de procéder par appel d'offres public pour tout achat de plus de 100 000 $ est inscrite dans la Loi des Cités et Villes (art. 573). De plus, le document comprend les dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Aucune dérogation aux règles de régie interne municipale.

Le présent dossier est conforme aux encadrements administratifs suivants :

- Politique de gestion contractuelle;
- Politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal;
- Confidentialité des estimations des contrats;

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Madalina ROSCA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-07-31
Éric BERGERON Analyste en gestion de documents & archives		Marc LEBEL C/d greffe	
Tél :	514-872-7732	**Tél :**	514-872-9290

Télécop. : 514 872-5655 **Télécop. :** 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-08-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1204145001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Objet :	Accorder un contrat à Acces Information Management of Canada ULC pour le service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 24 mois et 41 jours se terminant le 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 681 059,15 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17840 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17840 - Intervention GDD.pdf20-17840 - DetCah SEAO - liste des commandes.pdf

20-17840_pv.pdf20-17840 - TCP 17082020.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Madalina ROSCA
Agente d'approvisionnement niv.II
Tél : 514 868 3727

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Lina PICHÉ
Chef de Section
Tél : 514 913-5566
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17840 — No du GDD : 1204145001

Titre de l'appel d'offres : Services d'entreposage de documents semi-actifs de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	11 - 5 - 2020	Nombre d'addenda émis durant la période :	5
Ouverture originalement prévue le :	11 - 6 - 2020	Date du dernier addenda émis :	17 - 7 - 2020
Ouverture faite le :	23 - 7 - 2020	Délai total accordé aux soumissionnaires :	72 jrs
Date du comité de sélection :	- -		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	6	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	16,67
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	20 - 11 - 2020
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	20 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Access Information Management of Canada ULC	* 681 059,15 $	√	N/A

Information additionnelle

Désistements : sur les six (6) preneurs du cahier des charges, un (1) a déposé une soumission, un (1) n'aurait pas la capacité pour répondre au volume de documents de la Ville; deux (2) mentionnent que la durée du contrat ne pas intéressante pour eux; un (1) aurait laissé le soin de soumissionner à une filiale et une (1) firme n'a pas donnée suite à notre demande.

* **Note concernant une possible réduction du prix** : Nous avons discuté avec le seul soumissionnaire conforme de la possibilité d'une réduction de prix, après cette discussion, le fournisseur n'est pas en mesure de baisser ses prix, car il maintient déjà les prix actuels.

Note concernant le montant soumis : La différence entre les prix inscrits sur le procès-verbal et ceux inscrits au tableau des prix est due à une erreur de calcul corrigée concernant les deux premières lignes du Bordereau ainsi que le retrait de la ligne 26, « CUEILLETTE ET PRISE EN CHARGE INITIALE DES BOÎTES », qui ne serait payable qu'en cas de changement d'adjudicataire au début du contrat octroyé selon le présent appel d'offres; alors, le montant fixe de cette ligne ne sera pas payé par la Ville et est réduit du montant total du contrat à octroyer.

Préparé par : Andres Larmat — Le 17 - 8 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres	Agent d'approvisionnement
20-17840	Andres Larmat

Conformité	Oui

								Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ACCESS INFORMATION MANAGEMENT OF CANADA ULC									
	0	SERVICES D'ENTREPOSAGE DE DOCUMENTS SEMI-ACTIFS DE LA VILLE DE MONTRÉAL	1	Entreposage des contenants	63955,59	pieds cube / mois	0,13 $	210 745,69 $	242 304,86 $
			2	Entreposage en chambre forte «voûte»	1,14	pieds cube / mois	1,95 $	56,35 $	64,79 $
			3	Prise en charge de nouveaux contenants (mise en entrepôt)	6185	boite	3,60 $	47 032,47 $	54 075,58 $
			4	Cueillette de contenants (déplacement à une adresse de la Ville)	134	cueillette	3,12 $	883,11 $	1 015,36 $
			5	Livraisons normales (déplacement à une adresse de la Ville)	267	livraison	11,50 $	6 485,82 $	7 457,07 $
			6	Livraisons urgentes (déplacement à une adresse de la Ville)	49	livraison	23,50 $	2 432,31 $	2 796,55 $
			7	Rappel normal de boite	739	boite	3,12 $	4 870,29 $	5 599,61 $
			8	Rappel normal de dossier	1038	dossier	2,25 $	4 933,28 $	5 672,03 $
			9	Rappel urgent de boite	35	boite	8,75 $	646,89 $	743,76 $
			10	Rappel urgent de dossier	34	dossier	9,75 $	700,23 $	805,09 $
			11	Retour normal de boite	728	boite	3,12 $	4 797,79 $	5 516,26 $
			12	Retour normal de dossier	1121	dossier	2,25 $	5 327,75 $	6 125,58 $
			13	Insertion de nouveaux documents dans des dossiers entreposés	173	dossier	4,12 $	1 505,56 $	1 731,02 $
			14	Destruction par déchiquetage des contenants entreposés	2709	boite	3,85 $	22 030,55 $	25 329,62 $
			15	Recyclage des contenants entreposés	0	boite	1,95 $	- $	- $
			16	Rappel permanent (retrait) de contenant de l'entrepôt	40	boite	- $	- $	- $
			17	Rappel permanent (retrait) de dossier de l'entrepôt	200	dossier	- $	- $	- $
			18	Numérisation et transmission par courriel de documents à la Ville	6	page	0,09 $	1,14 $	1,31 $
			19	Entreposage de documents numériques (documents numérisés)	90	mégaoctet / mois	0,07 $	159,69 $	183,60 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ACCESS INFORMATION MANAGEMENT OF CANADA	0	SERVICES D'ENTREPOSAGE DE DOCUMENTS SEMI-ACTIFS DE	20	Recherche (dossier mal classé, commande mal placée, etc.)	160	minute	0,10 $	33,80 $	38,86 $
			21	Main d'œuvre d'appoint à la demande de la Ville	89	minute	0,10 $	18,80 $	21,61 $
			22	Délai d'attente anormal des livreurs sur les lieux de livraison	175	minute	0,10 $	36,97 $	42,50 $
			23	Vente de boite de 1,2 pied cube	1	boite	2,75 $	5,81 $	6,68 $
			24	Licence d'utilisation du système de gestion d'inventaire	3	licence / mois	- $	- $	- $
			25	Remise des contenants à la fin du contrat à un nouvel adjudicataire ou à la Ville, avec livraison sur l'île de Montréal	65799,96	pied cube	4,25 $	279 649,83 $	321 527,39 $
			26	CUEILLETTE ET PRISE EN CHARGE INITIALE DES BOÎTES (payable qu'en cas de changement d'adjudicataire au début du contrat octroyé selon le présent appel d'offres)	1	Global	- $	- $	- $
Total (ACCESS INFORMATION MANAGEMENT OF CANADA ULC)								**592 354,12 $**	**681 059,15 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-17840
Numéro de référence : 1370560
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services d'entreposage de documents semi-actifs de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Access Information Management of Canada ULC 2301 Cannes brules Montréal, QC, h8n 3g1 https://www.accesscorp.com	Monsieur Nathalie Auger Téléphone : 514 271-3223 Télécopieur : 514 366-5111	**Commande : (1755457)** 2020-06-15 13 h 56 **Transmission :** 2020-06-15 13 h 56	3315131 - 20-17840 - Addenda 1 2020-06-15 13 h 56 - Téléchargement 3320107 - 20-17840 - Addenda 2 - Report de date 2020-06-15 13 h 56 - Téléchargement 3332219 - 20-17840 - Addenda 3 - Report de date 2020-06-15 13 h 56 - Téléchargement 3347950 - 20-17840 - Addenda 4 - Report de date 2020-07-14 13 h 37 - Courriel 3350127 - 20-17840 - Addenda 5 2020-07-17 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Docu-Depot Inc 2301 Cannes brules Montréal, QC, h8n 3g1	Monsieur Nathalie Auger Téléphone : 514 271-3223 Télécopieur : 514 366-5111	**Commande : (1741601)** 2020-05-13 16 h 15 **Transmission :** 2020-05-13 16 h 15	3315131 - 20-17840 - Addenda 1 2020-05-19 8 h 50 - Courriel 3320107 - 20-17840 - Addenda 2 - Report de date 2020-05-26 12 h 05 - Courriel 3332219 - 20-17840 - Addenda 3 - Report de date 2020-06-15 9 h 24 - Courriel 3347950 - 20-17840 - Addenda 4 - Report de date 2020-07-14 13 h 37 - Courriel 3350127 - 20-17840 - Addenda 5 2020-07-17 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Gagnon 2875 Curé Labelle 110 Prévost, QC, J0R 1T0	Monsieur Sylvain Gagnon Téléphone : 450 327-6304 Télécopieur :	**Commande : (1754786)** 2020-06-12 11 h 46 **Transmission :** 2020-06-12 11 h 46	3315131 - 20-17840 - Addenda 1 2020-06-12 11 h 46 - Téléchargement 3320107 - 20-17840 - Addenda 2 - Report de date 2020-06-12 11 h 46 - Téléchargement 3332219 - 20-17840 - Addenda 3 - Report de date 2020-06-15 9 h 24 - Courriel

			3347950 - 20-17840 - Addenda 4 - Report de date 2020-07-14 13 h 37 - Courriel 3350127 - 20-17840 - Addenda 5 2020-07-17 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
ImageNexx Inc. 151, boulevard de Mortagne, Local D et E Boucherville, QC, J4B 6G4	Monsieur Pierre Lefebvre Téléphone : 888 433-1285 Télécopieur :	**Commande : (1741164)** 2020-05-13 9 h 56 **Transmission :** 2020-05-13 9 h 56	3315131 - 20-17840 - Addenda 1 2020-05-19 8 h 50 - Courriel 3320107 - 20-17840 - Addenda 2 - Report de date 2020-05-26 12 h 05 - Courriel 3332219 - 20-17840 - Addenda 3 - Report de date 2020-06-15 9 h 24 - Courriel 3347950 - 20-17840 - Addenda 4 - Report de date 2020-07-14 13 h 37 - Courriel 3350127 - 20-17840 - Addenda 5 2020-07-17 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Iron Mountain 1655 Fleetwood Laval, QC, H7N 4B2	Monsieur Eric Mueller Téléphone : 514 409-0096 Télécopieur :	**Commande : (1740294)** 2020-05-12 8 h 29 **Transmission :** 2020-05-12 8 h 29	3315131 - 20-17840 - Addenda 1 2020-05-19 8 h 50 - Courriel 3320107 - 20-17840 - Addenda 2 - Report de date 2020-05-26 12 h 05 - Courriel 3332219 - 20-17840 - Addenda 3 - Report de date 2020-06-15 9 h 24 - Courriel 3347950 - 20-17840 - Addenda 4 - Report de date 2020-07-14 13 h 37 - Courriel 3350127 - 20-17840 - Addenda 5 2020-07-17 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Xerox 3400 boulevard de Maisonneuve Ouest suite 900 Montréal, QC, H3Z3G1	Monsieur Mathieu Charbonneau Téléphone : 514 939-4262 Télécopieur : 514 939-8128	**Commande : (1743058)** 2020-05-19 9 h 12 **Transmission :** 2020-05-19 9 h 12	3315131 - 20-17840 - Addenda 1 2020-05-19 9 h 12 - Téléchargement 3320107 - 20-17840 - Addenda 2 - Report de date 2020-05-26 12 h 05 - Courriel 3332219 - 20-17840 - Addenda 3 - Report de date 2020-06-15 9 h 24 - Courriel 3347950 - 20-17840 - Addenda 4 - Report de date 2020-07-14 13 h 37 - Courriel 3350127 - 20-17840 - Addenda 5 2020-07-17 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204145001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Objet :	Accorder un contrat à Acces Information Management of Canada ULC pour le service d'entreposage de documents semi-actifs, pour une période de 24 mois et 41 jours se terminant le 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 681 059,15 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17840 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204145001 - Acces Information Management.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
514 872-4065
Tél : Co-Auteur
Ronald ST-Vil
Conseiller budgétaire
514-872-2999

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Jean-François DOYLE
Chef de section - conseil et soutien financiers

Tél : (514) 872-7840

Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1207157003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder des contrats à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services d'entretien ménager de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois, à partir du 1er novembre 2020 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune. Dépense totale de 9 661 405,52 $ taxes incluses (contrat: 9 201 338,59 $ + contingences : 460 066,93 $) Appel d'offres public no 20-18064, (6 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder à la firme ci-après, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 36 mois, le contrat d'entretien sanitaire, de désinfection et de grand ménage pour divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal au prix de leur soumission, pour les sommes maximales indiquées au regard de chacune d'elles, conformément aux documents d'appel d'offres public n^{o} 20-18064;

FIRMES	LOTS	MONTANT (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc	#1	460 125,74 $
Service d'entretien Alphanet inc	#11	182 882,85 $

2. d'autoriser une dépense de 460 066,93 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**;** Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Il est recommandé au Conseil d'agglomération

4. d'accorder aux firmes ci-après, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 36 mois, le contrat d'entretien sanitaire, de désinfection et de

grand ménage pour divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal au prix de leur soumission, pour les sommes maximales indiquées au regard de chacune d'elles, conformément aux documents d'appel d'offres public n^{o} 20-18064;

FIRMES	LOTS	MONTANT (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	#2	733 226,83 $
Service d'entretien Alphanet inc	#3	563 657,88 $
Service d'entretien Alphanet inc	#4	667 234,62 $
Service d'entretien Alphanet inc	#5	1 155 188,03 $
Service d'entretien Alphanet inc	#6	660 993,41 $
Service d'entretien Alphanet inc	#7	989 712,95 $
Service d'entretien Alphanet inc	#8	965 310,38 $
Service d'entretien Alphanet inc	#9	844 624,29 $
Service d'entretien Alphanet inc	#10	1 083 186,26 $
Service d'entretien Alphanet inc	#12	895 195,35 $

5. d'autoriser une dépense de 460 066,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-21 13:00

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207157003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder des contrats à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services d'entretien ménager de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois, à partir du 1er novembre 2020 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune. Dépense totale de 9 661 405,52 $ taxes incluses (contrat: 9 201 338,59 $ + contingences : 460 066,93 $) Appel d'offres public no 20-18064, (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier porte sur l'octroi de contrats d'une durée de 36 mois pour l'entretien ménager de quarante-trois (43) bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il s'agit de bâtiments importants dont l'entretien ménager est effectué par l'entreprise privée et encadré par le personnel de la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Dans l'appel d'offres public n^{o} 20-18064 effectué par le Service de l'approvisionnement, les bâtiments ont été regroupés en douze (12) lots selon leur emplacement géographique.

À la suite de l'appel d'offres public d'une durée de 35 jours francs tenu du 27 mai 2020 au 2 juillet 2020, et publié le 27 mai 2020 dans le journal *Le Journal de Montréal* et SÉAO, cinq (5) addendas ont été émis.

No addenda	Date	Portée
1	28 mai 2020	Ajout de plans
2	12 juin 2020	Corrections dans le bordereau de prix
3	19 juin 2020	Réponses aux questions de fournisseurs, modification mineure au devis et au bordereau de prix
4	22 juin 2020	Modification mineure au bordereau de prix
5	26 juin 2020	Réponses aux questions de fournisseurs, retrait d'un bâtiment au bordereau de prix

Les soumissions reçues étant accompagnées d'un cautionnement de soumission, celles-ci

sont valides pour une période de 180 jours, soit jusqu'au 29 décembre 2020.

Ce contrat débute le 1er novembre 2020 et se terminerait le 31 octobre 2023. Il comporte 2 prolongations optionnelles de 12 mois chacune.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0600 -29 octobre 2015- Accorder des contrats aux firmes GSF Canada inc., Coforce inc. et Service d'entretien ménager Vimont inc. pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments municipaux et du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois à compter du 1er novembre 2015 - Dépense totale de 6 665 368,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14383 (5 soum.)
CE19 0632- 24 avril 2019- Accorder à Service d'entretien Alphanet inc., plus bas soumissionnaire conforme, les contrats pour les lots 10 et 12, pour l'entretien ménager de divers immeubles du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois à compter du 1er mai 2019, aux prix de ses soumissions, soit pour une somme maximale totale de 313 399,49 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17120

DESCRIPTION

Le contrat, prévu pour une période de 36 mois, comprend l'entretien régulier, la désinfection et le grand ménage printanier de 43 bâtiments du SPVM dont entre autres : des postes de quartier, des centres opérationnels et des bureaux administratifs.
L'entretien régulier de ces bâtiments consiste principalement à ramasser les rebuts et à nettoyer le mobilier, les murs, les planchers ainsi que les appareils sanitaires. Ceci inclut également un grand ménage printanier pour les revêtements de sol, les murs, etc.

Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, les fournisseurs fourniront, en plus des heures d'entretien habituelles, un service de désinfection visant les surfaces fréquemment touchées (robinets de lavabo, installations sanitaires, interrupteurs de lumière, poignées de porte, etc.) selon les recommandations de Santé Canada.

JUSTIFICATION

L'estimation de ces travaux a été réalisée par les professionnels internes au SGPI et est basée selon les coûts d'entretien ménager actuels majorés, afin de refléter l'évolution des indices des prix à la consommation. Le coût total des contrats à être octroyés est de 9 183 194,42 $, taxes incluses.
À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, douze (12) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et six (6) ont présenté des soumissions soit 50 % d'entre elles :

- Service d'entretien Alphanet inc.
- Service d'entretien ménager Vimont inc.
- Modern concept d'entretien inc.
- Conciergerie SPEICO inc.
- Axia Services
- GSF Canada inc.

Pour les six (6) entreprises qui n'ont pas déposé, voici les motifs de désistement :

- Deux (2) firmes: manque de temps
- Une firme est la maison-mère d'un des soumissionnaires
- Une firme ne peut fournir la garantie de soumission ou d'exécution
- Deux (2) firmes n'ont pas fourni de réponse

Le 17 août 2020, la firme Service d'entretien ménager Vimont Inc. a été inscrite sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant: Cette inscription faisait suite à la décision du Comité exécutif (CE20 1202) dont la séance s'est tenue le 12 août dernier.

L'entreprise adjudicataire de ces contrats ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor. Par ailleurs, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Tel qu'exigé lors d'un contrat public conclu à la suite d'un appel d'offres qui s'élève au-dessus de 1 M$, l'entreprise adjudicataire a son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

LOT n^{o}1

Le lot n^{o}1 comprend l'entretien ménager des PDQ #1 (3162), PDQ #3 (456), PDQ #4 (3165) et PDQ #5 (3299)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 460 125,74 $ taxes incluses, soit 6,76 % inférieur à l'estimation.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	460 125,74 $	23 006,29 $	483 132,03 $
GSF Canada inc.	505 617,80 $	25 280,89 $	530 898,69 $
Modern concept d'entretien inc.	525 146,96 $	26 257,35 $	551 404,31 $
Conciergerie SPEICO inc.	656 744,10 $	32 837,21 $	689 581,31 $
Dernière estimation réalisée	493 489,65 $	24 674,48 $	518 164,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-33 363,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-6,76 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse)			45 492,05 $
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100			9,89 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 23 006,29 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations

imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19, pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 483 132,03 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 460 125,74 $ taxes incluses, plus des contingences de 23 006,29 $ (5% de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}2

Le lot n^{o}2 comprend l'entretien ménager des PDQ #7 (3167), PDQ #10 (3298) et le Centre opérationnel Ouest (3686)

Bien que la firme Service d'entretien ménager Vimont Inc a eu la plus basse soumission conforme, son inscription sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant donne à la Ville de Montréal, la discrétion de ne pas lui accorder le contrat.
En conséquent, selon la clause 5.2 de la Directive sur l'évaluation du rendement des fournisseurs (C-RM-APP-D-18-003), nous recommandons le deuxième plus bas soumissionnaire soit: Service d'entretien Alphanet Inc.

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 733 226,83 $ taxes incluses, soit 15,54 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 160 862,05 $ (21,94%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien ménager Vimont Inc	733 045,30 $	36 652,27 $	769 697,57 $
Service d'entretien Alphanet inc.	733 226,83 $	36 661,34 $	769 888,17 $
GSF Canada inc.	894 088,88 $	44 704,44 $	938 793,32 $
Modern concept d'entretien inc.	927 395,34 $	46 369,77 $	973 765,11 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 185 469,97 $	59 273,50 $	1 244 743,47 $
Dernière estimation réalisée	868 161,26 $	43 408,06 $	911 569,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-134 934,43 $ -15,54 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse)			160 862,05 $ 21,94 %

Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 36 661,34 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 769 888,17 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 733 226,83 $ taxes incluses, plus des contingences de 36 661,34 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}3

Le lot n^{o}3 comprend l'entretien ménager des PDQ #9 (8777), PDQ #11 (3242), PDQ #15 (3243) et PDQ #26 (8198)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 563 657,88 $ taxes incluses, soit 16,45 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 125 833,57 $ (22,32%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	563 657,88 $	28 182,89 $	591 840,77 $
GSF Canada inc.	689 491,45 $	34 474,57 $	723 966,02 $
Modern concept d'entretien inc.	707 797,11 $	35 389,86 $	743 186,97 $
Conciergerie SPEICO inc.	882 745,99 $	44 137,30 $	926 883,29 $
Dernière estimation réalisée	674 635,57 $	33 731,78 $	708 367,35 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-110 977,69 $ -16,45 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			125 833,57 $ 22,32 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 28 182,89 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues, telle qu'une résurgence de la pandémie de COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 591 840,77 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 563 657,88 $ taxes incluses, plus des contingences de 28 182,89 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n°4

Le lot n°4 comprend l'entretien ménager des PDQ #8 (3169), PDQ #13 (3172), PDQ #16 (3132), Cour municipale, point de service sud (8192) et la Patrouille nautique (3208)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 667 234,62 $ taxes incluses, soit 16,43 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 147 937,40 $ (22,17%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	667 234,62 $	33 361,73 $	700 596,35 $
GSF Canada inc.	815 172,03 $	40 758,60 $	855 930,63 $
Modern concept d'entretien inc.	856 847,70 $	42 842,39 $	899 690,09 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 067 054,53 $	53 352,73 $	1 120 407,26 $
Dernière estimation réalisée	798 430,11 $	39 921,51 $	838 351,62 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-131 195,49 $ -16,43 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			147 937,40 $ 22,17 %

Contingences

L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 33 361,73 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 700 596,36 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 667 234,62 $ taxes incluses, plus des contingences de 33 361,73 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}5

Le lot n^{o}5 comprend l'entretien ménager des PDQ #12 (3136), PDQ #21 (3247), Centre opérationnel Sud (3688) et le C.R.R.É, intervention sud (3725)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 1 155 188,03 $ taxes incluses, soit 14,40 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 239 957,25 $ (20,77%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	1 155 188,03 $	57 759,40 $	1 212 947,43 $
GSF Canada inc.	1 395 145,28 $	69 757,26 $	1 464 902,54 $
Modern concept d'entretien inc.	1 441 301,66 $	72 065,08 $	1 513 366,74 $
Axia Services	1 741 755,70 $	87 087,79 $	1 828 843,49 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 842 032,85 $	92 101,64 $	1 934 134,49 $
Dernière estimation réalisée	1 349 572,18 $	67 478,61 $	1 417 050,79 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-194 384,15 $ -14,40 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			239 957,25 $ 20,77 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 57 759,40 $ équivalant à 5 % de la valeur

de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 1 212 947,43 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 1 155 188,03 $ taxes incluses, plus des contingences de 57 759,40 $ (5% de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}6

Le lot n^{o}6 comprend l'entretien ménager des PDQ #33 (8153), PDQ #38 (2547), Unité Éclipse (3261) et la Cavalerie du SPVM (3684)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 660 993,41 $ taxes incluses, soit 16,62 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 147 775,24 $ (22,36%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	660 993,41 $	33 049,67 $	694 043,08 $
GSF Canada inc.	808 768,65 $	40 438,43 $	849 207,08 $
Modern concept d'entretien inc.	855 731,15 $	42 786,56 $	898 517,71 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 064 795,90 $	53 239,80 $	1 118 035,70 $
Dernière estimation réalisée	792 769,20 $	39 638,46 $	832 407,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-131 775,79 $ -16,62 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			147 775,24 $ 22,36 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 33 049,67 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 694 043,08 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 660 993,41 $ taxes incluses, plus des contingences de 33 049,67 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}7

Le lot n^{o}7 comprend l'entretien ménager des PDQ #27 (3253), PDQ #30 (3255), PDQ #31 (757) et le Centre opérationnel nord-environnement (3685)

Bien que la firme Service d'entretien ménager Vimont Inc a eu la plus basse soumission conforme, son inscription sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant donne à la Ville de Montréal, la discrétion de ne pas lui accorder le contrat.
En conséquent, selon la clause 5.2 de la Directive sur l'évaluation du rendement des fournisseurs (C-RM-APP-D-18-003), nous recommandons le deuxième plus bas soumissionnaire soit: Service d'entretien Alphanet Inc.

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 989 712,95 $ taxes incluses, soit 16,99 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 246 672,48 $ (25,38%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien ménager Vimont Inc	971 750,30 $	48 587,52 $	1 020 337,82 $
Service d'entretien Alphanet inc.	989 712,95 $	49 485,65 $	1 039 198,60 $
GSF Canada inc.	1 218 422,79 $	60 921,14 $	1 279 343,93 $
Axia Services	1 221 518,64 $	61 075,93 $	1 282 594,57 $
Modern concept d'entretien inc.	1 292 798,01 $	64 639,90 $	1 357 437,91 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 808 773,52 $	90 438,68 $	1 899 212,20 $
Dernière estimation réalisée	1 192 279,14 $	59 613,96 $	1 251 893,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-202 566,19 $ -16,99 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			246 672,48 $ 25,38 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 49 485,65 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 1 039 198,60 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 989 712,95 $ taxes incluses, plus des contingences de 49 485,65 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}8

Le lot n^{o}8 comprend l'entretien ménager des PDQ #35 (3259), 2580 Saint-Joseph (3665) et l'approvisionnement et services du SPVM (3682)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 965 310,38 $ taxes incluses, soit 18,27 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 236 848,73 $ (24,54%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	965 310,38 $	48 265,52 $	1 013 575,90 $
GSF Canada inc.	1 202 159,11 $	60 107,96 $	1 262 267,07 $
Modern concept d'entretien inc.	1 289 150,12 $	64 457,51 $	1 353 607,63 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 912 589,45 $	95 629,47 $	2 008 218,92 $
Dernière estimation réalisée	1 181 138,82 $	59 056,94 $	1 240 195,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-215 828,44 $ -18,27 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			236 848,73 $ 24,54 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 48 265,52 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 1 013 575,90 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 965 310,38 $ taxes incluses, plus des contingences de 48 265,52 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n^{o}9

Le lot n^{o}9 comprend l'entretien ménager des PDQ #23 (3249), PDQ #44 (8160), PDQ #48 (8185) et le Centre de sécurité routière (8719)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 844 624,29 $ taxes incluses, soit 16,52 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 196 420,27 $ (23,26%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	844 624,29 $	42 231,21 $	886 855,50 $
GSF Canada inc.	1 041 044,55 $	52 052,23 $	1 093 096,78 $
Axia services	1 096 234,46 $	54 811,72 $	1 151 046,18 $
Modern concept d'entretien inc.	1 102 768,89 $	55 138,44 $	1 157 907,33 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 392 486,85 $	69 624,34 $	1 462 111,19 $
Dernière estimation réalisée	1 011 797,06 $	50 589,85 $	1 062 386,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-167 172,78 $ -16,52 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			196 420,27 $ 23,26 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est

recommandé d'ajouter une somme maximale de 42 231,21 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 886 855,50 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 844 624,29 $ taxes incluses, plus des contingences de 42 231,21 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n°10

Le lot n°10 comprend l'entretien ménager des PDQ #39 (3178), PDQ #42 (3179), PDQ #46 (3181) et le Centre opérationnel Est (3687)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 1 083 186,26 $ taxes incluses, soit 14,43 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 214 079,67 $ (19,76%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	1 083 186,26 $	54 159,31 $	1 137 345,57 $
GSF Canada inc.	1 297 265,93 $	64 863,30 $	1 362 129,23 $
Modern concept d'entretien inc.	1 355 469,84 $	67 773,49 $	1 423 243,33 $
Axia services	1 694 475,11 $	84 723,76 $	1 779 198,87 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 746 842,34 $	87 342,12 $	1 834 184,46 $
Dernière estimation réalisée	1 265 835,70 $	63 291,79 $	1 329 127,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-182 649,45 $ -14,43 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			214 079,67 $ 19,76 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 54 159,31 $ équivalant à 5% de la valeur

de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 1 137 345,57 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 1 083 186,26 $ taxes incluses, plus des contingences de 54 159,31 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

LOT n°11

Le lot n°11 comprend l'entretien ménager des PDQ #45 (3299) et le PDQ #49 (3267).

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 182 882,85 $ taxes incluses, soit 15,87 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 38 151,29 $ (20,86%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	182 882,85 $	9 144,14 $	192 026,99 $
GSF Canada inc.	221 034,14 $	11 051,71 $	232 085,85 $
Modern concept d'entretien inc.	234 793,64 $	11 739,68 $	246 533,32 $
Conciergerie SPEICO inc.	284 481,21 $	14 224,06 $	298 705,27 $
Dernière estimation réalisée	217 393,60 $	10 869,68 $	228 263,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-34 510,76 $ -15,87 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			38 151,29 $ 20,86 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 9 144,14 $ équivalant à 5% de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 192 026,99 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 182 882,85 $ taxes incluses, plus des contingences de 9 144,14 $ (5% de la soumission calculé après taxes).

LOT n°12

Le lot n°12 comprend l'entretien ménager de l'édifice Shell (1106) et du Centre de formation (8240)

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 895 195,35 $ taxes incluses, soit 19,43 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au printemps auprès de nos fournisseurs, en début de pandémie: le calcul ne tenait pas compte des économies en gros réalisées lors d'un contrat plus imposant.

La différence de 240 807,53 $ (26,90%) avec le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique sans doute par une moins bonne connaissance des immeubles de la Ville de Montréal par ce fournisseur.

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc.	895 195,35 $	44 759,77 $	939 955,12 $
GSF Canada inc.	1 136 002,88 $	56 800,14 $	1 192 803,02 $
Axia Services	1 146 470,96 $	57 323,55 $	1 203 794,51 $
Modern concept d'entretien inc.	1 170 402,55 $	58 520,13 $	1 228 922,68 $
Conciergerie SPEICO inc.	1 588 160,74 $	79 408,04 $	1 667 568,78 $
Dernière estimation réalisée	1 111 013,77 $	55 550,69 $	1 166 564,46 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-215 818,42 $ -19,43 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100)			240 807,53 $ 26,90 %

Contingences
L'appel d'offres ne prévoit pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 44 759,77 $ équivalant à 5 % de la valeur de la soumission, après taxes, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues comme une résurgence de la pandémie de la COVID-19 pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 939 955,12 $ taxes incluses, soit la soumission de Service d'entretien Alphanet inc. au montant de 895 195,35 $ taxes incluses, plus des contingences de 44 759,77 $ (5 % de la soumission calculé après taxes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale de ce contrat totalise la somme de 9 201 338,59 $ est répartie ainsi :

Fournisseur	2020	2021	2022	2023	Total avec taxes
Les services d'entretien Alphanet inc.	511 185,48 $	3 067 112,86 $	3 067 112,86 $	2 555 927,39 $	9 201 338,59 $

Pour l'année 2020, la dépense est pour 2 mois, tandis que pour l'année 2023, elle est sur 10 mois.

Le montant des contingences est de 460 066,93 $, ce qui représente 5 % du contrat.

Ce contrat inclut une option de renouvellement, soit deux périodes additionnelles de douze mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat. En tenant compte des augmentations de coûts, liées au taux du Comité paritaire pour les employés assujettis au Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics, nous estimons à environ :

- Pour la première prolongation (2023-2024) : 3 146 857 80 $ taxes incluses
- Pour la deuxième prolongation (2024-2025) : 3 228 676,10 $ taxes incluses

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI. Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément aux clauses du devis technique, l'adjudicataire a mis en place et maintiendra des méthodes d'entretien à faible impact environnemental se traduisant par l'utilisation de produits respectueux de l’environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat est requis pour assurer la salubrité des édifices et le support aux opérations. L'entretien sanitaire, le grand ménage et la désinfection de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal ont toujours été confiés à l'entreprise privée. Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer la prolongation du contrat compromettrait la salubrité des lieux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce contrat comprend de nombreuses heures de désinfection supplémentaires pour les bâtiments du SPVM. De plus, 5% de contingences est prévu dans ce sommaire décisionnel afin de pallier aux imprévues provoqués par une résurgence de la COVID-19 dans les prochains mois. Il y a toujours une éventualité que la pandémie puisse prendre des proportions qui nécessiteraient des désinfections supplémentaires: il serait possible que le montant de ce contrat ne pourrait couvrir la période prévue de 36 mois.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1er novembre 2020
Fin du contrat : 31 octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-5084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-04

Jordy REICHSON
c/d securite

Tél : 514-872-0047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carole GUÉRIN
Chef de division propreté
Tél : 514 872-8196
Approuvé le : 2020-08-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-08-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207157003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Objet :	Accorder des contrats à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services d'entretien ménager de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois, à partir du 1er novembre 2020 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune. Dépense totale de 9 661 405,52 $ taxes incluses (contrat: 9 201 338,59 $ + contingences : 460 066,93 $) Appel d'offres public no 20-18064, (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18064 Intervention.pdf 20-18064 DetCah.pdf 20-18064_pv.pdf 18064 TPC.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-243-1825
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18064

No du GDD : 1207157003

Titre de l'appel d'offres : Entretien ménager de bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 5 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 2 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 2 - 7 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 26 - 6 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 12 - 2020

Date d'échéance révisée : 29 - 12 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Voir liste plus bas

Information additionnelle

Bien que la firme **Service d'entretien ménager Vimont inc.** est la plus basse soumission conforme pour les lots 2 et 7, son inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant donne à la Ville de Montréal la discrétion de ne pas lui accorder le contrat.
En conséquent, selon le point 5.2 de l'encadrement administratif (C-RM-APP-D-18-003), nous recommandons le deuxième plus bas soumissionnaire pour les lots 2 et 7 soit **Service d'entretien Alphanet inc.**
6 désistements: (2) manque de temps, (2) pas de réponse, (1) firme principale d'un soumissionnaire, (1) pas en mesure de fournir cautionnement

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 6 - 8 - 2020

Lot 1	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	460 125,74 $	√
GSF Canada inc.	505 617,80 $	
Modern concept d'entretien inc.	525 146,96 $	
Conciergerie SPEICO inc.	656 744,10 $	
Lot 2	**Montant soumis (TTI)**	√
Service d'entretien ménager Vimont inc.	733 045,30 $	
Services d'entretien Alphanet inc.	733 226,83 $	√
GSF Canada inc.	894 088,88 $	
Modern concept d'entretien inc.	927 395,34 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 185 469,97 $	
Lot 3	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	563 657,88 $	√
Service d'entretien ménager Vimont inc.	590 685,44 $	
Modern concept d'entretien inc.	707 797,11 $	
Conciergerie SPEICO inc.	882 745,99 $	
GSF Canada inc.	689 491,45 $	
Lot 4	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	667 234,62 $	√
GSF Canada inc.	815 172,03 $	
Modern concept d'entretien inc.	856 847,70 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 067 054,53 $	
Lot 5	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	1 155 188,03 $	√
GSF Canada inc.	1 395 145,28 $	
Modern concept d'entretien inc.	1 441 301,66 $	
Axia Services	1 741 755,70 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 842 032,85 $	
Lot 6	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	660 993,41 $	√
GSF Canada inc.	808 768,65 $	
Modern concept d'entretien inc.	855 731,15 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 064 795,90 $	
Lot 7	**Montant soumis (TTI)**	√
Service d'entretien ménager Vimont inc.	971 750,30 $	
Services d'entretien Alphanet inc.	989 712,95 $	√
GSF Canada inc.	1 218 422,79 $	

Axia Services	1 221 518,64 $	
Modern concept d'entretien inc.	1 292 798,01 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 808 773,52 $	
Lot 8	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	965 310,38 $	√
Service d'entretien ménager Vimont inc.	965 414,86 $	
GSF Canada inc.	1 202 159,11 $	
Modern concept d'entretien inc.	1 289 150,12 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 912 589,45 $	
Lot 9	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	844 624,29 $	√
GSF Canada inc.	1 041 044,55 $	
Axia Services	1 096 234,46 $	
Modern concept d'entretien inc.	1 102 768,89 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 392 486,85 $	
Lot 10	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	1 083 186,26 $	√
GSF Canada inc.	1 297 265,93 $	
Modern concept d'entretien inc.	1 355 469,84 $	
Axia Services	1 694 475,11 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 746 842,34 $	
Lot 11	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	182 882,85 $	√
GSF Canada inc.	221 034,14 $	
Modern concept d'entretien inc.	234 793,64 $	
Conciergerie SPEICO inc.	284 481,21 $	
Lot 12	**Montant soumis (TTI)**	√
Services d'entretien Alphanet inc.	895 195,35 $	√
Service d'entretien ménager Vimont inc.	899 183,26 $	
GSF Canada inc.	1 136 002,88 $	
Axia Services	1 146 470,96 $	
Modern concept d'entretien inc.	1 170 402,55 $	
Conciergerie SPEICO inc.	1 588 160,74 $	

Numéro d'appel d'offres	20-18064
Titre de l'appel d'offres	Entretien ménager de bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires

Soumissionnaires (6)								Services d'entretien Alphanet inc.	Modern concept d'entretien inc.	Conciergerie SPEICO inc.	Axia Services	GSF Canada inc.	*** Service d'entretien ménager Vimont inc.
# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prév 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
1	1	3165	POSTE DE QUARTIER NO 4 (ROX)	4139 Boulevard des Sources	entretien régulier	2 457	Heures	28,00 $	32,67 $	38,70 $		31,72 $	
			superficie en pi² :	4305	grand ménage	4 305	pi²	0,38 $	0,36 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	491	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	
	2	3299	POSTE DE QUARTIER NO 5	401 Boulevard Saint-Jean	entretien régulier	2 529	Heures	28,00 $	32,66 $	38,63 $		31,72 $	
			superficie en pi² :	4 695	grand ménage	4 695	pi²	0,38 $	0,30 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	506	Heures	26,00 $	30,47 $	31,92 $		32,00 $	
	3	0456	POSTE DE QUARTIER NO 3	14680 Boulevard de Pierrefonds	entretien régulier	3 276	Heures	28,00 $	32,53 $	39,32 $		31,72 $	
			superficie en pi² :	7710	grand ménage	7 710	pi²	0,38 $	0,32 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	655	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $		32,00 $	
	4	3162	POSTE DE QUARTIER NO 1	2883 Boulevard Saint-Charles	entretien régulier	3 003	Heures	28,00 $	32,57 $	38,97 $		31,72 $	
			superficie en pi² :	6271	grand ménage	6 271	pi²	0,38 $	0,24 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	601	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $		32,00 $	
								total Lot # 1 taxes incluses :	460 125,74 $	525 146,96 $	656 744,10 $		505 617,80 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
2	1	3167	POSTE DE QUARTIER NO 7 NORD, COUR MUNICIPALE	1761 Rue Grenet & 820, Rue Saint-Germain	entretien régulier	3 348	Heures	25,00 $	32,52 $	38,17 $		32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	8638	grand ménage	8 638	pi²	0,38 $	0,25 $	0,88 $		0,15 $	0,35 $
					Désinfection	670	Heures	26,00 $	30,48 $	31,92 $		32,00 $	25,50 $
	2	3298	POSTE DE QUARTIER NO 10	11756 Boulevard O'Brien	entretien régulier	3 003	Heures	25,00 $	32,57 $	38,36 $		32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	6134	grand ménage	6 134	pi²	0,38 $	0,34 $	0,88 $		0,15 $	0,20 $
					Désinfection	601	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	25,50 $
	3	3686	CENTRE OPÉRATIONNEL OUEST	2805 Boulevard Thimens (SLR)	entretien régulier	13 182	Heures	25,50 $	32,95 $	38,32 $		32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	45165	grand ménage	45 165	pi²	0,18 $	0,25 $	0,88 $		0,15 $	0,20 $
					Désinfection	2 636	Heures	26,00 $	30,43 $	31,92 $		32,00 $	25,50 $
								total Lot # 2 taxes incluses :	733 226,83 $	927 395,34 $	1 185 469,97 $		894 088,88 $	733 045,30 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
3	1	3242	POSTE DE QUARTIER NO 11	6255 Avenue Somerled	entretien régulier	3 276	Heures	24,50 $	32,53 $	38,76 $		31,61 $	26,50 $
			superficie en pi² :	7234	grand ménage	7 234	pi²	0,36 $	0,24 $	0,88 $		0,15 $	0,30 $
					Désinfection	655	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $		32,00 $	26,50 $
	2	3243	POSTE DE QUARTIER NO 15 OUEST (COMM.)	1625 Avenue de l' Église	entretien régulier	3 276	Heures	24,50 $	32,53 $	38,21 $		31,61 $	26,50 $
			superficie en pi² :	7448	grand ménage	7 448	pi²	0,36 $	0,24 $	0,88 $		0,15 $	0,30 $
					Désinfection	655	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $		32,00 $	26,50 $
	3	8777	POSTE DE QUARTIER NO 9	5501 Westminster	entretien régulier	3 959	Heures	24,50 $	32,45 $	37,92 $		31,61 $	26,50 $
			superficie en pi² :	6060	grand ménage	6 060	pi²	0,36 $	0,22 $	0,88 $		0,15 $	0,18 $
					Désinfection	792	Heures	26,00 $	30,49 $	31,92 $		32,00 $	26,50 $
	4	8198	POSTE DE QUARTIER NO 26	7405 Mountainsight	entretien régulier	4 914	Heures	24,50 $	32,38 $	38,36 $		31,61 $	26,50 $
			superficie en pi² :	9000	grand ménage	9 000	pi²	0,36 $	0,23 $	0,88 $		0,15 $	0,25 $
					Désinfection	983	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $		32,00 $	26,50 $
								total Lot # 3 taxes incluses :	563 657,88 $	707 797,11 $	882 745,99 $		689 491,45 $	590 685,44 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
4	1	3169	POSTE DE QUARTIER NO 8	170, 15e Avenue	entretien régulier	3 003	Heures	24,50 $	32,57 $	38,36 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	6300	grand ménage	6 300	pi²	0,36 $	0,36 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	601	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	
	2	8192	COUR MUNICIPALE - POINT DE SERVICE SUD	7777 Newman	entretien régulier	2 960	Heures	24,50 $	32,70 $	41,64 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	9350	grand ménage	9 350	pi²	0,27 $	0,37 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	592	Heures	25,00 $	29,45 $	31,92 $		32,00 $	
	3	3172	POSTE DE QUARTIER NO 13 SUD (OPER.)	8745 Boulevard LaSalle	entretien régulier	6 162	Heures	25,00 $	32,30 $	38,33 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	12 962	grand ménage	12 962	pi²	0,31 $	0,37 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	1 232	Heures	26,00 $	30,68 $	31,92 $		32,00 $	
	4	3132	POSTE DE QUARTIER NO 16,COUR MUNICIPALE	750 Willibrord & 4 555, avenue de Verdun	entretien régulier	3 348	Heures	24,50 $	32,52 $	38,71 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	7464	grand ménage	7 464	pi²	0,36 $	0,32 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	670	Heures	26,00 $	30,48 $	31,92 $		32,00 $	
	5	3208	PATROUILLE NAUTIQUE	1800 ch. Des Iroquois	entretien régulier	2 730	Heures	24,50 $	32,62 $	38,54 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	2712	grand ménage	2 712	pi²	0,40 $	0,53 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	546	Heures	25,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	
								total Lot # 4 taxes incluses :	667 234,62 $	856 847,70 $	1 067 054,53 $		815 172,03 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
	1	3136	POSTE DE QUARTIER NO 12	19 Rue Stanton (WMT)	entretien régulier	2 457	Heures	25,00 $	32,67 $	38,78 $	36,00 $	32,20 $	
			superficie en pi² :	4413	grand ménage	4 413	pi²	0,36 $	0,40 $	0,88 $	1,00 $	0,15 $	
					Désinfection	491	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	

5	2	3247	POSTE DE QUARTIER NO 21	1669 rue Berri	entretien régulier	4 914	Heures	25,00 $	32,38 $	38,02 $	36,00 $	32,20 $	
			superficie en pi² :	6006	grand ménage	10 837	pi²	0,36 $	0,26 $	0,88 $	1,00 $	0,15 $	
					Désinfection	982	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	3	3688	CENTRE OPÉRATIONNEL SUD	980 Rue Guy	entretien régulier	12 558	Heures	26,00 $	32,67 $	38,19 $	36,00 $	32,20 $	
			superficie en pi² :	52605	grand ménage	52 605	pi²	0,15 $	0,25 $	0,88 $	0,65 $	0,15 $	
					Désinfection	2 511	Heures	26,00 $	30,52 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	4	3725	C.R.R.É. SMIP, INTERVENTION SUD	951 Rue William	entretien régulier	10 374	Heures	26,00 $	32,79 $	37,59 $	36,00 $	32,20 $	
			superficie en pi² :	29525	grand ménage	29 525	pi²	0,30 $	0,29 $	0,88 $	0,65 $	0,15 $	
					Désinfection	2 074	Heures	26,00 $	30,52 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
								total Lot # 5 taxes incluses :	**1 155 188,03 $**	1 441 301,66 $	1 842 032,85 $	1 741 755,70 $	1 395 145,28 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
6	1	8153	POSTE DE QUARTIER NO 33	570 Avenue Beaumont	entretien régulier	3 003	Heures	22,00 $	32,57 $	38,37 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	6294	grand ménage	6 294	pi²	0,05 $	0,42 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	601	Heures	22,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	
	2	3261	UNITÉ ÉCLIPSE	209 Avenue Laurier E	entretien régulier	1 755	Heures	25,00 $	33,04 $	39,71 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	4488	grand ménage	4 488	pi²	0,38 $	0,49 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	351	Heures	25,00 $	29,46 $	31,92 $		32,00 $	
	3	3684	CAVALERIE DU SPVM	1515 Voie Camillien-Houde	entretien régulier	3 822	Heures	25,00 $	32,46 $	39,40 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	10198	grand ménage	10 198	pi²	0,30 $	0,32 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	764	Heures	25,00 $	30,43 $	31,92 $		32,00 $	
	4	2547	PDQ NO 38 (OPER.)	1033 Rue Rachel E	entretien régulier	9 419	Heures	26,00 $	32,87 $	38,27 $		31,59 $	
			superficie en pi² :	22668	grand ménage	22 668	pi²	0,31 $	0,31 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	1 884	Heures	25,00 $	30,52 $	31,92 $		32,00 $	
								total Lot # 6 taxes incluses :	**660 993,41 $**	855 731,15 $	1 064 795,90 $	808 768,65 $	

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
7	1	757	POSTE DE QUARTIER NO 31	7920 Boulevard Saint-Laurent	entretien régulier	3 003	Heures	25,00 $	32,57 $	38,37 $	28,57 $	32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	7018	grand ménage	7 018	pi²	0,35 $	0,36 $	0,88 $	0,80 $	0,15 $	0,25 $
					Désinfection	601	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	25,50 $
	2	3253	POSTE DE QUARTIER NO 27 EST	1805 Rue Fleury	entretien régulier	3 276	Heures	25,00 $	32,53 $	38,21 $	28,57 $	32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	7750	grand ménage	7 750	pi²	0,35 $	0,25 $	0,88 $	0,70 $	0,15 $	0,25 $
					Désinfection	655	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	25,50 $
	3	3255	POSTE DE QUARTIER NO 30 EST	8930 Boulevard Pie-IX	entretien régulier	3 003	Heures	25,00 $	32,57 $	38,37 $	28,57 $	32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	6439	grand ménage	6 439	pi²	0,35 $	0,25 $	0,88 $	0,78 $	0,15 $	0,30 $
					Désinfection	601	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	25,50 $
	4	3685	CO-NORD Environnement	855 Boulevard Crémazie E	entretien régulier	16 458	Heures	26,00 $	33,19 $	38,86 $	28,57 $	32,03 $	25,50 $
			superficie en pi² :	135478	grand ménage	135 478	pi²	0,11 $	0,25 $	0,88 $	0,23 $	0,15 $	0,10 $
					Désinfection	3 292	Heures	26,00 $	30,23 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	25,50 $
								total Lot # 7 taxes incluses :	989 712,95 $	1 292 798,01 $	1 808 773,52 $	1 221 518,64 $	1 218 422,79 $	**971 750,30 $**

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)
8	1	3259	POSTE DE QUARTIER NO 35 OUEST (OPER.)	920 Rue Bélanger E	entretien régulier	3 003	Heures	25,00 $	32,57 $	38,37 $		31,96 $	25,50 $
			superficie en pi² :	7438	grand ménage	7 438	pi²	0,35 $	0,26 $	0,88 $		0,15 $	0,18 $
					Désinfection	601	Heures	25,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	25,50 $
	2	3665	LE "2580" ST-JOSEPH	2580 Boulevard Saint-Joseph	entretien régulier	14 391	Heures	25,00 $	32,80 $	42,83 $		31,96 $	25,50 $
			superficie en pi² :	95246	grand ménage	95 246	pi²	0,15 $	0,26 $	0,88 $		0,15 $	0,15 $
					Désinfection	2 878	Heures	25,00 $	30,17 $	31,92 $		32,00 $	25,50 $
	3	3682	SPVM, APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	5000 Rue d' Iberville (MTL)	entretien régulier	7 781	Heures	25,00 $	33,36 $	38,89 $		31,96 $	25,50 $
			superficie en pi² :	74805	grand ménage	74 805	pi²	0,15 $	0,26 $	0,88 $		0,15 $	0,10 $
					Désinfection	1 556	Heures	25,00 $	31,00 $	31,92 $		32,00 $	25,50 $
								total Lot # 8 taxes incluses :	**965 310,38 $**	1 289 150,12 $	1 912 589,45 $	1 202 159,11 $	965 414,86 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	
9	1	8719	CENTRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE	2260 rue Bennett	Entretien régulier	2 730	Heures	25,00 $	32,74 $	38,59 $	28,29 $	32,03 $	
			superficie en pi² :	6400	Grand ménage	6 400	pi²	0,20 $	0,25 $	0,88 $	0,80 $	0,15 $	
					Désinfection	546	Heures	26,00 $	29,46 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	2	3249	POSTE DE QUARTIER NO 23	4555 Rue Hochelaga	entretien régulier	13 377	Heures	25,00 $	32,63 $	37,92 $	28,29 $	32,03 $	
			superficie en pi² :	54356	grand ménage	54 356	pi²	0,20 $	0,35 $	0,88 $	0,59 $	0,15 $	
					Désinfection	2 675	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	3	8160	POSTE DE QUARTIER NO 44	4807 Rue Molson	entretien régulier	3 276	Heures	24,50 $	32,53 $	38,21 $	28,29 $	32,03 $	
			superficie en pi² :	8130	grand ménage	8 130	pi²	0,35 $	0,42 $	0,88 $	0,77 $	0,15 $	
					Désinfection	655	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	4	8185	POSTE DE QUARTIER NO 48	6680 Rue Sherbrooke E	entretien régulier	3 276	Heures	24,50 $	32,53 $	38,21 $	28,29 $	32,03 $	
			superficie en pi² :	8210	grand ménage	8 210	pi²	0,35 $	0,42 $	0,88 $	0,77 $	0,15 $	
					Désinfection	655	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
								total Lot # 9 taxes incluses :	**844 624,29 $**	1 102 768,89 $	1 392 486,85 $	1 096 234,46 $	1 041 044,55 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	
10	1	3178	POSTE DE QUARTIER NO 39 EST ET RELÈVE 911	6100 Boulevard Henri-Bourassa	entretien régulier	4 914	Heures	25,00 $	33,59 $	38,76 $	36,00 $	31,89 $	
			superficie en pi² :	17480	grand ménage	17 480	pi²	0,30 $	0,27 $	0,88 $	1,00 $	0,15 $	
					Désinfection	983	Heures	26,00 $	30,51 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	2	3179	POSTE DE QUARTIER NO 42,COUR MUNICIPALE	8181 Rue Lacordaire & 8370, boul. Lacordaire	entretien régulier	3 348	Heures	25,00 $	32,52 $	35,20 $	36,00 $	31,89 $	
			superficie en pi² :	7546	grand ménage	7 546	pi²	0,30 $	0,42 $	0,88 $	1,00 $	0,15 $	
					Désinfection	670	Heures	26,00 $	30,48 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	3	3181	POSTE DE QUARTIER NO 46	6850 Boulevard Joseph-Renaud (ANJ)	entretien régulier	3 003	Heures	25,00 $	32,57 $	38,37 $	36,00 $	31,89 $	
			superficie en pi² :	6030	grand ménage	6 030	pi²	0,35 $	0,41 $	0,88 $	1,00 $	0,15 $	
					Désinfection	601	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
	4	3687	CENTRE OPÉRATIONNEL EST	7700 Boulevard Langelier	entretien régulier	17 004	Heures	26,00 $	32,76 $	38,01 $	36,00 $	31,89 $	
			superficie en pi² :	70820	grand ménage	70 820	pi²	0,20 $	0,22 $	0,88 $	0,75 $	0,15 $	
					Désinfection	3 401	Heures	26,00 $	30,45 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	
								total Lot # 10 taxes incluses :	**1 083 186,26 $**	1 355 469,84 $	1 746 842,34 $	1 694 475,11 $	1 297 265,93 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	
11	1	3267	POSTE DE QUARTIER NO 49,COUR MUNICIPALE	1498 Boulevard Saint-Jean-Baptiste & 500 boul. St-Jean-Baptiste	entretien régulier	2 529	Heures	25,00 $	32,66 $	38,70 $		31,39 $	
			superficie en pi² :	4380	grand ménage	4 380	pi²	0,40 $	0,39 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	506	Heures	26,00 $	30,47 $	31,92 $		32,00 $	
	2	3299	POSTE DE QUARTIER NO 45	8200 Boulevard Maurice-Duplessis	entretien régulier	2 457	Heures	24,50 $	32,67 $	38,77 $		31,39 $	
			superficie en pi² :	4133	grand ménage	4 133	pi²	0,36 $	0,47 $	0,88 $		0,15 $	
					Désinfection	491	Heures	26,00 $	30,50 $	31,92 $		32,00 $	
								total Lot # 11 taxes incluses :	**182 882,85 $**	234 793,64 $	284 481,21 $		221 034,14 $

# LOT	# item	# Ouvrage	Description bâtiment et adresse		tâches	Quantité prévisionnelle durée 36 mois (A1)	Heures	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	Prix unitaire (B1)	
12	1	8240	CENTRE DE FORMATION	8491 Ernest-Cormier	entretien régulier	5 850	Heures	25,00 $	33,49 $	37,55 $	28,11 $	31,92 $	25,50 $
			superficie en pi² :	30000	grand ménage	30 000	pi²	0,15 $	0,21 $	0,88 $	0,49 $	0,15 $	0,10 $
					Désinfection	1 170	Heures	25,00 $	29,46 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	25,50 $
	2	1106	ÉDIFICE SHELL SPVM	10351 rue Sherbrooke Est	entretien régulier	18 564	Heures	26,00 $	32,45 $	37,59 $	28,11 $	31,92 $	25,50 $
			superficie en pi² :	86650	grand ménage	86 650	pi²	0,04 $	0,20 $	0,88 $	0,35 $	0,15 $	0,10 $
					Désinfection	3 713	Heures	26,00 $	30,78 $	31,92 $	36,00 $	32,00 $	25,50 $
								total Lot # 12 taxes incluses :	**895 195,35 $**	1 170 402,55 $	1 588 160,74 $	1 146 470,96 $	1 136 002,88 $	899 183,26 $

Note importante :

*** Bien que la **firme Service d'entretien ménager Vimont Inc** est la plus basse soumission conforme pour le lot 2 et 7, son inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant donne à la Ville de Montréal la discrétion de ne pas lui accorder le contrat. En conséquent, selon le point 5.2 de l'encadrement administratif (C-RM-APP-D-18-003), nous recommandons le deuxième plus bas soumissionnaire pour les lots 2 et 7 soit **Service d'entretien Alphanet Inc.**

12 lots 20-18064	Services d'entretien Alphanet inc.	Modern concept d'entretien inc.	Conciergerie SPEICO inc.	Axia Services	GSF Canada inc.	Service d'entretien ménager Vimont inc.
Lot 1	**460 125,74 $**	525 146,96 $	656 744,10 $		505 617,80 $	
Lot 2	733 226,83 $	927 395,34 $	1 185 469,97 $		894 088,88 $	**733 045,30 $**
Lot 3	**563 657,88 $**	707 797,11 $	882 745,99 $		689 491,45 $	590 685,44 $
Lot 4	**667 234,62 $**	856 847,70 $	1 067 054,53 $		815 172,03 $	
Lot 5	**1 155 188,03 $**	1 441 301,66 $	1 842 032,85 $	1 741 755,70 $	1 395 145,28 $	
Lot 6	**660 993,41 $**	855 731,15 $	1 064 795,90 $		808 768,65 $	
Lot 7	989 712,95 $	1 292 798,01 $	1 808 773,52 $	1 221 518,64 $	1 218 422,79 $	**971 750,30 $**
Lot 8	**965 310,38 $**	1 289 150,12 $	1 912 589,45 $		1 202 159,11 $	965 414,86 $
Lot 9	**844 624,29 $**	1 102 768,89 $	1 392 486,85 $	1 096 234,46 $	1 041 044,55 $	
Lot 10	**1 083 186,26 $**	1 355 469,84 $	1 746 842,34 $	1 694 475,11 $	1 297 265,93 $	
Lot 11	**182 882,85 $**	234 793,64 $	284 481,21 $		221 034,14 $	
Lot 12	**895 195,35 $**	1 170 402,55 $	1 588 160,74 $	1 146 470,96 $	1 136 002,88 $	899 183,26 $

	Services d'entretien Alphanet inc.	Modern concept d'entretien inc.	Conciergerie SPEICO inc.	Axia Services	GSF Canada inc.	Service d'entretien ménager Vimont inc.
PRIX POUR SERVICE SUR DEMANDE	**$/pi²**	**$/pi²**	**$/pi²**	**$/pi²**	**$/pi²**	**$/pi²**
Décapage de plancher	0,75 $	0,42 $	0,36 $	0,50 $	0,34 $	0,45 $

PRIX LINÉAIRE POUR TAPIS D'ENTRÉE	$/pied linéaire	$/pied linéaire	$/pied linéaire	$/pied linéaire	$/pied linéaire	$/pied linéaire
Largeur: 3 pieds	1,50 $	31,90 $	11,10 $	24,00 $	8,85 $	10,35 $
Largeur: 4 pieds	2,00 $	42,54 $	19,38 $	32,00 $	11,73 $	13,80 $
Largeur: 5 pieds	2,50 $	63,80 $	21,22 $	40,00 $	15,00 $	17,25 $
Largeur: 6 pieds	3,00 $	63,80 $	22,77 $	48,00 $	17,60 $	20,70 $

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 novembre 2018

SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.
A/S MONSIEUR ALEJANDRO FIGUEROA
640, BOUL GUIMOND
LONGUEUIL (QC) J4G 1P8

N° de décision : 2018-CPSM-1061829
N° de client : 3000434450

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide jusqu'au **28 octobre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18064
Numéro de référence : 1376169
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entretien ménager de bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
4182901 CANADA INC. 1520, 1 Avenue Sainte-Catherine, QC, J5C 1C5	Monsieur Duarte Almeida Téléphone : 450 638-4692 Télécopieur : 450 638-9395	**Commande : (1748451)** 2020-05-29 11 h 51 **Transmission :** 2020-05-29 11 h 51	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-29 11 h 51 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 28 - Télécopie 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 05 - Télécopie 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 40 - Télécopie 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 39 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 50 - Télécopie 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
AXIA SERVICES. 13025, Jean Grou Montréal, QC, H1A 3N6	Monsieur Jean-Emmanuel Arsenault Téléphone : 514 642-3250 Télécopieur : 514 642-3430	**Commande : (1747989)** 2020-05-28 14 h 51 **Transmission :** 2020-05-28 14 h 51	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-28 14 h 51 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Conciergerie SPEICO Inc 7651 rue Cordner arr. LaSalle Montréal, QC, H8N 2X2 http://speico.com	Monsieur Carlos Gomes Téléphone : 514 364-0777 Télécopieur : 514 364-6779	**Commande : (1749618)** 2020-06-02 10 h 52 **Transmission :** 2020-06-02 10 h 52	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-06-02 10 h 52 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Entretiens et Investigations Sécures Inc. 269 Du Trécarré Varennes, QC, J3X1Y8	Monsieur JOEL MESSIER Téléphone : 438 863-0429 Télécopieur :	**Commande : (1748656)** 2020-05-29 17 h 47 **Transmission :** 2020-05-29 20 h 03	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-29 17 h 47 - Messagerie 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel

			3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GDI Services (Québec) SEC. 695 90e Avenue Montréal, QC, H8R 3A4 http://www.gdi.com	Madame Marine Retailleau Téléphone : 514 368-1504 Télécopieur : 514 368-1691	**Commande : (1748017)** 2020-05-28 15 h 31 **Transmission :** 2020-05-28 15 h 31	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-28 15 h 31 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 39 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 39 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GloboTask 10 Hammill ct Montréal, QC, K2H 1A9 http://globotask.ca	Monsieur Pierre Jasmin Téléphone : 613 501-8071 Télécopieur :	**Commande : (1756271)** 2020-06-16 19 h 03 **Transmission :** 2020-06-16 19 h 03	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-06-16 19 h 03 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-16 19 h 03 - Téléchargement 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-16 19 h 03 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GSF Canada inc 4705, Louis B. Mayer Laval, QC, H7P 6G5 http://www.gsf-canada.com	Monsieur Daniel Carrier Téléphone : 450 686-0555 Télécopieur :	**Commande : (1747644)** 2020-05-28 9 h 03 **Transmission :** 2020-05-28 9 h 03	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-28 10 h 57 - Messagerie 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Modern Concept d'entretien inc. 695, 90e Avenue Montréal, QC, H8R 3A4 http://www.moderncanada.ca	Madame Almira Torio Téléphone : 514 351-7744 Télécopieur : 514 351-5793	**Commande : (1759561)** 2020-06-25 8 h 29 **Transmission :** 2020-06-25 8 h 29	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement

			3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-25 8 h 29 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Service d'entretien Alphanet 640, boul. Guilmond Longueuil, QC, J4G1P8	Monsieur Alejandro Figueroa Téléphone : 450 651-1490 Télécopieur : 450 651-2614	**Commande : (1748112)** 2020-05-28 18 h 09 **Transmission :** 2020-05-28 18 h 09	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-28 18 h 09 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 15 h 11 - Télécopie 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 05 - Télécopie 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 39 - Télécopie 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 39 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 19 - Télécopie 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Service D'entretien Carlos Inc. 8610, du Creusot Montréal, QC, H1P 2A7	Monsieur Walther Carlos Téléphone : 514 727-3415 Télécopieur : 514 722-3038	**Commande : (1747636)** 2020-05-28 8 h 54 **Transmission :** 2020-05-28 8 h 54	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-28 10 h 56 - Messagerie 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services d'entretien Bee Clean 180 Montée de Liesse St. Laurent Montréal, QC, H4T 1N7 http://www.bee-clean.com	Monsieur Jason Bélair Téléphone : 514 904-1216 Télécopieur : 514 904-1215	**Commande : (1748327)** 2020-05-29 9 h 56 **Transmission :** 2020-05-29 9 h 56	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-29 9 h 56 - Téléchargement 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 38 - Courriel 3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau) 2020-06-22 14 h 38 - Téléchargement 3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis) 2020-06-26 11 h 18 - Courriel 3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau) 2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement 3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique 2020-07-08 14 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Vimont Inc. 940 rue Michelin suite 4 Laval, QC, H7L5C1	Monsieur Juan Jose Romero Téléphone : 450 663-9998 Télécopieur : 450 967-7345	**Commande : (1747409)** 2020-05-27 15 h 03 **Transmission :** 2020-05-27 17 h 59	3321989 - 20-18064 Addenda # 1 2020-05-28 10 h 57 - Messagerie 3331854 - 20-18064 Addenda # 2 (devis) 2020-06-12 14 h 27 - Courriel 3331855 - 20-18064 Addenda # 2 (bordereau) 2020-06-12 14 h 27 - Téléchargement 3335869 - 20-18064 Addenda # 3 (devis) 2020-06-19 12 h 04 - Courriel 3335870 - 20-18064 Addenda # 3 (bordereau) 2020-06-19 12 h 04 - Téléchargement 3336842 - 20-18064 Addenda # 4 (devis) 2020-06-22 14 h 39 - Courriel

3336843 - 20-18064 Addenda # 4 (bordereau)
2020-06-22 14 h 39 - Téléchargement

3339116 - 20-18064 Addenda # 5 (devis)
2020-06-26 11 h 18 - Courriel

3339117 - 20-18064 Addenda # 5 (bordereau)
2020-06-26 11 h 18 - Téléchargement

3344651 - 20-18064 Enregistrement ouverture publique
2020-07-08 14 h 19 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207157003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division propreté
Objet :	Accorder des contrats à la firme Service d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services d'entretien ménager de divers bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois, à partir du 1er novembre 2020 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune. Dépense totale de 9 661 405,52 $ taxes incluses (contrat: 9 201 338,59 $ + contingences : 460 066,93 $) Appel d'offres public no 20-18064, (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207157003 Alphanet.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-18

Jean-François DOYLE
Chef de section
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1200206002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Altel inc. d'une durée de 36 mois plus deux (2) options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18264) - (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Altel inc. d'une durée de 36 mois plus deux (2) options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18264) - (1 soumissionnaire).

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100,00 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-26 13:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200206002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Altel inc. d'une durée de 36 mois plus deux (2) options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18264) - (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle**.**

Le SPVM est le deuxième service de police municipal en importance au Canada. Il dessert l'ensemble de l'île de Montréal et utilise le logiciel C-CURE800 de la compagnie Software House pour la gestion des accès de l'ensemble de ses locaux.

C-CURE est un logiciel de sécurité contrôlant du matériel électronique de gestion de portes, de minuteries, d'alarmes et d'événements; il est développé par la compagnie Software House comprenant du matériel électronique destiné au contrôle de l'ouverture de portes à l'aide de cartes magnétiques et d'un logiciel qui contrôle tout ce matériel.

La version C-CURE800 n'est plus supportée par Software House. Une mise à jour vers la version C-CURE9000 est essentielle pour assurer le bon fonctionnement et la sécurité des accès aux locaux du SPVM.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 20-18264, en date du 22 juin 2020. Cet appel d'offres a été publié sur le site électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal de Montréal.

Un délai de 21 jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission. Dans le cadre de cet appel d'offres, aucun addenda n'a été publié.

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 14 juillet 2020. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu une (1) soumission et elle est déclarée conforme tant administrativement que techniquement.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Altel inc. d'une durée de 36 mois plus deux (2) options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18264) - (1 soumissionnaire).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne un (1) lot et la nature du service comprend :

- la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à CC9000 pour le SPVM;
- le support du logiciel;
- une banque d'heures pour de l'assistance téléphonique à l'extérieur des heures de bureau et/ou pour une procédure d'intervention d'un technicien sur un site en cas de besoin;
- la durée du contrat est de trois (3) ans avec deux (2) options de prolongations d'une (1) année chacune.

L'adjudicataire devra travailler en étroite collaboration avec les équipes du SPVM. La méthodologie de travail proposée par la firme devra donc tenir compte de ce contexte participatif. De plus, la méthodologie devra prévoir les activités nécessaires à l'atteinte de la mise à jour du logiciel attendue.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure un faible d'intérêt du marché avec un total de trois (3) preneurs du cahier des charges, dont une municipalité. De ce nombre, une (1) firme a déposé une soumission, soit 50% des preneurs. Le Service de l'approvisionnement a demandé les raisons de désistement au deuxième preneur, mais n'a reçu aucune réponse.
L'évaluation des soumissions a été effectuée le 31 juillet 2020 par un comité technique du Service des technologies de l'information. Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix de base / contrat de 3 ans (taxes incluses)**	**Options de prolongation (2 options d'une année chacune)**	**TOTAL** (taxes incluses)
Altel Inc.	138 704,69 $	34 584,48 $	173 289,17 $
Dernière estimation réalisée ($)	203 093,40 $	0 $	203 093,40 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(29 804,23 $) (14.68%)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	N/A

La dépense sur le contrat de trois (3) ans, objet du présent dossier, sera de 138 704,69 $, taxes incluses. En ajoutant les deux (2) options de prolongation d'un (1) an, prévues au contrat, la dépense sur la durée de cinq (5) ans représente une somme de 173 289,17 $, taxes incluses.

Voici les explications des écarts :

L'estimation de cet appel d'offres, soit 203 093,40 $, taxes incluses, est basée sur une soumission datée du mois de février 2020. La soumission de l'adjudicataire est inférieure à notre estimation, cet écart (14,68%) s'explique notamment par l'intérêt de l'adjudicataire de gagner cet appel d'offres.

L’autorisation de l’Autorité des marchés publics (AMP) n’est pas requise dans le cadre de cet appel d’offres.

Après vérification, Altel inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense sur le contrat de trois (3) ans sera de 138 704,69 $, taxes incluses.

Item	2020	2021	2022	2023	Total
Budget de fonctionnement (BF)					
Entretien		7 619,01 $	7 619,01 $	7 619,01 $	22 857,03 $
Banque d'heures (50 heures/année)		5 691,26 $	5 691,26 $	5 691,26 $	17 073,78 $
Sous-total du BF		**13 310,27 $**	**13 310,27 $**	**13 310,27 $**	**39 930,81 $**
PTI					
Migration CC9000	98 773,88 $				98 773,88 $
Sous-total du PTI	**98 773,88 $**				**98 773,88 $**
Total (BF + PTI)	**98 773,88 $**	**13 310,27 $**	**13 310,27 $**	**13 310,27 $**	**138 704,69 $**

Dépenses capitalisables (PTI)

La dépense de 98 773,88 $, taxes incluses, sera imputée au PTI 2020 du Service des TI dans le cadre du projet 68305-03 - Modernisation des systèmes, volet Rehaussement C-CURE. Le montant maximal de 90 193,72 $, net de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM qui est de compétence d'agglomération.

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 39 930,81 $, taxes incluses (36 462,15 $ net de taxes), pour les trois (3) premières années du contrat suite à la migration du logiciel, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des TI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour du logiciel C-CURE vers la version CC900 permet d'assurer une sécurité des accès des différents locaux du SPVM et ainsi assurer la sécurité des employés (civils et policiers).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : 9 septembre 2020;
- Approbation du dossier par le CM : 21 septembre 2020;
- Approbation du dossier par le CG : 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 17 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-10

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare et cour municipale

Tél : 514-872-1239
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514-880-9577
Approuvé le : 2020-08-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200206002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Altel inc. d'une durée de 36 mois plus deux (2) options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18264) - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18264_TCP.pdf 20-18264_Intervention_VF1.pdf 20-18264_pv.pdf

20-18264_SEAO__Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-14

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5396
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18264 — No du GDD : 1200206002

Titre de l'appel d'offres : Mise a jour du logiciel C•CURE de la version CC800 a CC9000 pour le SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 14 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 7 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33.33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 1 - 2021

Date d'échéance révisée : 10 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Altel inc.	138 704.69	√	

Information additionnelle

Aucun avis de désistement n'a été recu dans le cadre de cet appel d'offres

Préparé par : Bernard Boucher — Le 10 - 8 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18264

Agent d'approvisionnement
Bernard Boucher

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Altel inc.									**120 639.00 $**	**138 704.69 $**

Liste des commandes

Numéro : 20-18264
Numéro de référence : 1383772
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Mise à jour du logiciel C•CURE de la version CC800 à la version CC9000 pour le SPVM

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Altel Inc 3150 Boul. le Corbusier Laval, QC, H7L 4S8	Madame Rosemarie Page Téléphone : 450 682-9788 Télécopieur : 450 682-9732	**Commande : (1758705)** 2020-06-22 16 h 22 **Transmission :** 2020-06-22 16 h 22	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1759153)** 2020-06-23 13 h 50 **Transmission :** 2020-06-23 13 h 50	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Québec 50 Rue Marie de l'Incarnation 2e étage Québec, QC, G1N 3E7 http://www.ville.quebec.qc.ca	Monsieur Claude Morrissette Téléphone : 418 641-6411 Télécopieur : 418 641-6511	**Commande : (1760671)** 2020-06-29 8 h 52 **Transmission :** 2020-06-29 8 h 52	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200206002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Altel inc. d'une durée de 36 mois plus deux (2) options de prolongation pour la mise à jour du logiciel C-CURE de la version CC800 à la version CC9000, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 138 704,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18264) - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1200206002 Mise a jour logiciel C_CURE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208417001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 5 679 601,53 $, taxes incluses, pour exercer les options de prolongation de deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Bell Canada (CG15 0626), et pour l'ajout de services accessoires majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à 19 921 092,39 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
:
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 5 679 601,53 $, taxes incluses, pour l'ajout de services accessoires, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Bell Canada (CG15 0626), majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à 19 921 092,39 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-26 13:41

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208417001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 5 679 601,53 $, taxes incluses, pour exercer les options de prolongation de deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Bell Canada (CG15 0626), et pour l'ajout de services accessoires majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à 19 921 092,39 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En octobre 2015, suite à l'appel d'offres 15-14367, une entente-cadre a été octroyée à Bell Canada pour une durée de soixante (60) mois pour la fourniture de services de téléphonie filaire pour l'ensemble du territoire de l'agglomération de la Ville de Montréal. Cette entente, se terminant le 31 octobre 2020 et comporte deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune.

La présente demande de renouvellement de deux (2) ans respecte, d'une part, l'intégrité des termes du contrat octroyé suite à l'appel d'offres public 15-14367 et d'autre part, est requise pour maintenir la continuité des opérations de la Ville.

Les services accessoires demandés sont issus de services en place transférés lors de l'intégration des services de certains arrondissements et services.

L'objectif du présent dossier vise à exercer les options de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de $5 679 601,53 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, dans le cadre de l'entente-cadre octroyée à Bell Canada (CG15 0626), pour une période deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune, soit du 1er novembre 2020 au 31 octobre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à
19 921 092,39 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1905 - 11 décembre 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 997 284,05 $, pour une variation des quantités de l'ordre de 16,3 %, ainsi que pour le remplacement de certains biens prévus au catalogue, dans le cadre du contrat avec Bell Canada (CG15 0626), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 244 206,81 $ à 14 241 490,86 $, taxes incluses.
CG18 0414 – 23 août 2018 - Autoriser l'ajout de produits et services accessoires aux catalogues des contrats accordés à Bell Canada (CG15 0626) – Solution de téléphonie filaire, et Bell Canada (CG16 0115) – Location de circuits.

CG17 0465 – 28 Septembre 2017 - Autoriser l'ajout de services aux catalogues de services des contrats accordés à Bell Canada pour la location de circuits et la transmission de données (CG16 0115) et le service de téléphonie filaire (CG15 0626).

CG16 0115 – 25 février 2016 – Conclure huit ententes-cadres, d'une durée de trois ans, avec Bell Canada et Société TELUS Communications pour la location de circuits en transmission de données- Appel d'offres public 15-14657 (4 soum.).

CG15 0626 – 2 novembre 2015 – Conclure une entente-cadre avec Bell Canada pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, d'une durée de soixante mois, débutant le 1er novembre 2015 et se terminant le 31 octobre 2020 – Appel d'offres public 15-14367 (2 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Sommaire des modifications accessoires:
Les services à inclure au contrat de téléphonie ont été mis en place lors de l'introduction initiale de ceux-ci et ont été transférés lors de la migration des arrondissements .

Ces services servent à l'exploitation des solutions de téléphonie et sont accessoires au contrat octroyé.

1. Services étoiles:
Les services étoiles regroupent les services de téléréponse, appel en attente, afficheur ainsi que d'autres services disponibles sans équipement supplémentaire. Ces services ne sont pas prévus pour les lignes de type 1FL (*one flat line* - ligne affaires régulière).

À la planification du contrat, les lignes de type 1FL étaient prévues en petite quantité pour les systèmes d'alarme. Dans certains arrondissements, ce type de ligne est en place depuis de nombreuses années. Afin de maintenir les numéros de téléphone, la présente demande vise à permettre de garder le service tel quel.

Le coût des services étoiles est de 50 885,13 $ la période du contrat et 20 354,06 $ pour la prolongation, pour un total de 71 239,19 $, taxes incluses.

2. Millage point à point:
Des connexions inter-bâtiments ont été mises en place dans 4 services/arrondissements à la demande de ceux-ci lors du branchement, précédant de plusieurs années l'intégration des services par le Service des TI. Ce service permet, notamment, de relier le service téléphonique entre les bâtiments à proximité.

Ce service, désigné comme "millage point à point", a été migré tel quel lors de l'intégration des services au contrat afin d'assurer la continuité des opérations et maintenir la qualité des

services en place.

Le coût des services point à point est de 133 707,00 $ pour la période du contrat et 53 482,80 $ pour la prolongation, pour un total de 187 189,80 $, taxes incluses.

Le coût total de l'ajout accessoire (services étoiles et millage point à point) est de 184 592,13 $ pour la période du contrat et 73 836,86 $ pour la prolongation, pour un total de 258 428,99 $, taxes incluses.

Prolongation
Afin de couvrir la période d'octroi du nouveau contrat et de transition, la Ville souhaite exercer ses deux options de prolongation d'un an comme prévu dans l'entente initiale.

C'est pourquoi nous demandons d'autoriser un budget additionnel sur la base des montants prévus au bordereau de la cinquième année du contrat pour chacune des années visées.

Étant donnée la mise en place de la stratégie d'optimisation de ses actifs technologiques du Service des TI, nous prévoyons que les quantités seront suffisantes pour couvrir les besoins.

Ainsi, nous demandons que le montant de 2 710 586,27 $ soit autorisé annuellement pour un total correspondant à 5 421 172,54 $, taxes incluses, afin d'exercer les deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune .

JUSTIFICATION

L'approbation des demandes ci-dessus permet de maintenir le service de téléphonie jusqu'à l'octroi d'un nouveau contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Évaluation de l'ensemble des modifications accessoires

	Coûts	**% Variation quantités et accessoires**
Valeur initiale du contrat	12 244 206,81 $	
Ajout 1198113006 - CE19 1905	1 997 284,05 $	16,31%
Total après 1198113006 - CE19 1905	**14 241 490,86 $**	
Ajout accessoire 2015-2020	**184 592,13 $**	**1,51%**
Prolongation an 1	*2 710 586,27 $*	
Prolongation an 2	*2 710 586,27 $*	
Ajouts accessoires prolongation 2020-2022	*73 836,86 $*	*0,60 %*
Total (prolongation+ajouts 2020-2022)	**5 495 009,40 $**	
Majoration de contrat	**5 679 601,53 $**	
Total entente avec prolongations et ajouts accessoires	**19 921 092,39 $**	**18,42%**

Besoins budgétaires pour la prolongation et la modification accessoire 2020-2022

	2020 (2 mois)	**2021**	**2022** (10 mois)	**Total**
Prolongation du contrat 15-14367	451 764,38 $	2 710 586,27 $	2 258 821,89 $	**5 421 172,54 $**
Ajouts accessoires	6 153,07 $	36 918,43 $	30 765,36 $	**73 836,86 $**
Total	**457 917,45 $**	**2 747 504,70 $**	**2 289 587,25 $**	**5 495 009,40 $**

La dépense de 5 495 009,40 $, taxes incluses (5 017 676.01 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

La dépense de 184 592,13 $ pour les années 2015 à 2020 a déjà été imputée aux dépenses de fonctionnement du Service des technologies de l'information et ne requiert pas de crédits supplémentaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les changements demandés permettront à la Ville de maintenir le service en téléphonie jusqu'à la mise en application du prochain contrat (incluant la période de transition entre le fournisseur sortant et le nouvel adjudicataire).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :
Approbation du dossier par le CE : 9 septembre 2020;
Approbation du dossier par le CM : 21 septembre 2020;
Approbation du dossier par le CG : 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Carolina RODRIGUEZ)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabel THÉORET
Conseillere analyse - Controle de gestion

Tél : 514-795-5222
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-17

Maxime CADIEUX
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-464-3926
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail

Tél :
Approuvé le : 2020-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208417001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Autoriser une dépense de 5 679 601,53 $, taxes incluses, pour exercer les options de prolongation de deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Bell Canada (CG15 0626), et pour l'ajout de services accessoires majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à 19 921 092,39 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Sur la foi des informations obtenues par le Service des technologies de l'information, nous sommes d'avis que ces modifications peuvent être considérées comme étant accessoires au contrat principal au sens de l'article 573.3.0.4 de la LCV.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Sandra PALAVICINI
avocate, droit contractuel
Tél : (514) 872-1200
Division : Droit contractuel

Montréal Bell

Demande de changement au contrat

# de contrat	15-14367	# de demande	15-14367-04

Date de la demande	2020-07-20

Initiateur de la demande	Bell Canada et Ville de Montréal

Titre de la demande	**Ajouts accessoires au bordereau**

Description

Les services à introduire au bordereau du contrat de téléphonie ont été mis en place par les services et les arrondissements et ont été transférés au service des TI lors de la migration des arrondissements.

Impact au contrat

Outre les ajouts au bordereau, aucun impact n'est prévu sur les exigences contractuelles.

- Ces changements n'affectent pas la nature des services exigés au contrat.
- Les sommes nécessaires sont prévues dans la demande budgétaire de prolongation du contrat.
- Toutes les conditions prévues au contrat s'appliquent sur ces nouveaux items (DPO et clauses contractuelles).

Ajouts au bordereau

Service professionnels	USOC	Prix	MACD	Notes
Service requis sur ligne d'affaire 1FL				
Service Appel en attente	BSVC1	10,00 $	Aucun frais d'activation ou retrait si les services sont jumelés à une ligne 1FL à activer ou désactiver, 1 frais MACD par demande	
Affichage d'appel en attente	BVC16	19,80 $		
Afficheur nom/numéro	BCDND	13,20 $		
Conférence à trois	BSVC5	10,00 $		
Renvoi automatique d'appel	BSCV2	10,00 $		
Téléréponse	BSVC3	12,00 $		
Forfait multifonctions :		23,95 $		

Messagerie vocale, Afficheur, Renvoi d'appel, Transfert d'appel, Appel en attente, Conférence à trois			subséquente de une ou plusieurs fonctions ajoutée/retirés à $26	
Appel personnalisé - initial	BSV4A	10,00 $		
Appel personnalisé - supplémentaire	BSVC4	10,00 $		
Fonction recherche de ligne	B32	6,75 $		
Millage radio ou point à point en place				
0.4 KM-VOIE INTERCOMMUNICATION	1LPBY	80,70 $	Ces services ne peuvent être ajoutés sur de nouveaux emplacements	**Prix maximum total par USOC identifié pour les services en place sur les comptes:** 5141250009 504-Anjou/Dir.S.admin 5141290050 001-MTN-Ress Fin & matérielles/1FL 5143978561 191-Service de l'eau/Soutien aux opérations 5146241016 272-Arrondissement Pierrefonds/PIR - Ressources financières Le total de ces services ne peut excéder $1938.20/ mois Le retrait des service entraîne l'élimination de la charge correspondante.
0.4 KM-VOIE LOC RADIO MOB PRIV	1L8BY	58,65 $		
0.4 KM-VOIE SIGN LOCALE A	1LABY	798,25 $		
0.4 KM-VOIE SIGN LOCALE B	1L3BY	255,75 $		
0.4 KM-VOIE SIGNAL LOCALE C	1LMBY	256,65 $		
FRAIS DE LIAISON POUR CHAQUE VOIE D'INTERCOMMUNICATION INTER CIRCONSCRIPTIONS ET CHAQUE EXTRÉMITÉ SUR LE TERRITOIRE DE BELL	LNZ	212,40 $		
LIGNE LOCALE DE VOIE D'INTERCOMMUNICATION INTER CIRCONSCRIPTIONS 0.4 KM	1LPCY	161,40 $		
MILLAGE VOIE INTERCOM INTER CIRCONSCRIPTIONS	1MZN2	114,40 $		

Signatures			
Ville de Montréal		**Bell Canada**	
Signature	Gianina Mocanu Signature numérique de Gianina Mocanu Date : 2020.08.05 20:50:06 -04'00'	**Signature**	
Nom	**Gianina Mocanu**	**Nom**	Zied Hammami
Titre	Directrice – Centre d'expertise Connectivité	**Titre**	Directeur des ventes
Date		**Date**	25 août 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208417001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Autoriser une dépense de 5 679 601,53 $, taxes incluses, pour exercer les options de prolongation de deux périodes de prolongation de douze (12) mois chacune conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Bell Canada (CG15 0626), et pour l'ajout de services accessoires majorant ainsi le montant total du contrat de 14 241 490,86 $ à 19 921 092,39 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208417001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carolina RODRIGUEZ
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2020/09/24
17:00

(1)

Dossier # : 1208179001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de fourniture de biens et de services à Aménagements Natur'Eau-Lac inc. pour la fourniture et la plantation de végétaux en vue de la restauration écologique au parc-nature du Bois-de-Saraguay - Dépense totale de 641 305,27 $, taxes incluses (contrat : 534 421,05 $ + contingences : 53 442,11 $ + incidences : 53 442,11 $). Appel d'offres public 20-18219. 4 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Aménagements Natur'Eau-Lac inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat de fourniture de biens et de services pour la fourniture et la plantation de végétaux, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 534 421,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #20-18219;

2. d'autoriser une dépense de 53 442,11 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépenses de 53 442,11 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant total maximal de 641 305,27 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-26 13:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208179001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de fourniture de biens et de services à Aménagements Natur'Eau-Lac inc. pour la fourniture et la plantation de végétaux en vue de la restauration écologique au parc-nature du Bois-de-Saraguay - Dépense totale de 641 305,27 $, taxes incluses (contrat : 534 421,05 $ + contingences : 53 442,11 $ + incidences : 53 442,11 $). Appel d'offres public 20-18219. 4 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la lutte à l'agrile du frêne dans les zones boisées des grands parcs, des travaux d'abattage de frênes ont été effectués à l'hiver 2019 au parc-nature du Bois-de-Saraguay. Le secteur des travaux actuels, une portion du lot 4 992 626 localisé au sud du parc-nature près de la voie ferrée et du chemin de l'emprise Hydro-Québec, comportait une densité importante de frênes et de nerprun, une espèce végétale exotique envahissante, et quelques autres arbres dangereux ou dépérissants. Par conséquent, les abattages ont été effectués mécaniquement en conservant que quelques 480 arbres sur 7,5 ha. De plus, préalablement aux travaux de restauration écologique du milieu, le déchiquetage mécanisé des souches et des racines a été réalisé afin de compléter les travaux de maîtrise du nerprun et contrer les rejets de souches de frênes. Le présent mandat vise la plantation de végétaux pour recréer une forêt.
Le marché a été sollicité par un appel d'offres public par le Service de l'approvisionnement qui a été publié le 17 juin 2020 dans le quotidien le Journal de Montréal, ainsi que le 18 juin 2020 dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO). La période de réception des soumissions a débuté le 17 juin 2020 et s'est clôturée le 21 juillet 2020. Les soumissionnaires ont disposé de 33 jours pour préparer et déposer leur soumission. À la suite des questions des soumissionnaires, quatre addendas ont été publiés les 30 juin et 6-13-15 juillet 2020. Les addendas ont visé des précisions concernant le devis et ils ont été envoyés à tous les preneurs du cahier des charges dans les délais prescrits.

Addenda 1 : Le devis précise des formations pour les ouvriers sylvicoles qui feront la

plantation des végétaux. Il a été demandé si l'ajout de technicien en aménagement paysager était acceptable ce qui fut accepté.
Addenda 2 : La question concernait la demande d'utiliser une mini-excavatrice pour effectuer les trous de plantation. La réponse a été de procéder de façon manuelle tel qu'indiqué dans le devis.
Addenda 3 : Cet addenda a pour but de modifier la réponse à l'addenda 2 et donc d'accepter l'utilisation d'une mini-excavatrice pour effectuer les trous de plantation en précisant certains aspects pour éviter des plants alignés et compaction de sol.
Addenda 4 : Cet addenda comportait plusieurs questions
- Les clauses particulières comportaient un article en rapport avec la classe SIMDUT. Cette clause a été retirée.
- Le devis indiquait de fournir avec la soumission la demande de réservation de végétaux. Cette demande a été retirée car il n'est pas possible de réserver des végétaux sans bon de commande.
- Une question visait une précision sur la définition d'un arbre feuillu en regard du calibre des végétaux demandé pour la plantation.
- Une question portait sur une précision concernant le protecteur de tronc demandé, soit de préciser le produit. Le produit était décrit dans le devis mais il n'y avait pas la mention de la marque du produit. Il a été indiqué que la Ville ne pouvait fournir de nom de marque du produit mais que la définition du devis décrivait le produit. Il était également demandé si le protecteur de tronc devait être appliqué pour les plants en multi-cellules et la réponse a été affirmative.
- Il a été demandé si les végétaux pouvaient être inspectés à la pépinière avant la livraison au chantier. Il a été répondu que, tel qu'indiqué dans le devis, les végétaux seraient inspectés au chantier. (À noter que l'inspection à la pépinière est une pratique pour les végétaux de gros calibres, ce qui n'est pas le cas pour le projet.)
- Une précision a été demandée concernant l'arrosage des plants et il a été mentionné qu'il n'y a pas d'arrosage demandé mais l'entrepreneur doit s'assurer que les végétaux sont suffisamment humidifiés avant leur plantation.
- Une précision a été demandée concernant le calibre des multi-cellules et le nombre de végétaux pour cette catégorie.
- Une question concernait si la demande de fournir avec la soumission le plan de SST et celui du Covid-19 de l'entreprise était telle que demandé dans le devis et la réponse a été affirmative.

L'octroi des contrats se fera au plus bas soumissionnaire conforme. Cette façon de procéder assure à la Ville de Montréal l'obtention du meilleur prix pour travaux demandés.

Selon les termes de la Régie de l'appel d'offres, la durée de validité des soumissions est de 180 jours ouvrables suivant la date et l'heure limites prévues pour la réception des soumissions. Les soumissions sont donc valides jusqu'au 17 janvier 2021 à 14 h.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC # 1312902 - Octroyer un contrat à l'entreprise Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais (9070-1863 Qc inc.) pour l'abattage mécanisé de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc-nature du Bois-de-Saraguay pour une somme de 86 903,89 $ taxes incluses – Appel d'offres public 18-17289 – 3 soumissionnaires.
BC # 1383544 - Accorder un contrat de services techniques à Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais pour réaliser les « Travaux de déchiquetage mécanisé de souches et de racines au parc-nature du Bois-de-Saraguay », pour une somme maximale de 93 321,82 $ taxes et contingences incluses. - Demande de soumission gré à gré N^{o} 19-6456 - (un soumissionnaire).

BC # 1412412 - Accorder un contrat de services techniques à Aménagements Natur'Eau-Lac

inc. pour la fourniture et l'installation d'une clôture d'exclusion de couleuvres au parc-nature du Bois-de-Saraguay, pour une somme maximale de 24 663,26 $, taxes et contingences incluses – Demande de prix (gré à gré) - (deux soumissionnaires conformes). Contrat 20-6505

DESCRIPTION

Le contrat de fournitures, biens et services comprend :
(1) Fournitures de végétaux (arbres et arbustes) : 15 685
(2) Débroussaillage mécanisé, opération préalable à la plantation

(3) Plantation manuelle des végétaux afin de recréer une forêt sur 6,5 ha et ajout d'îlots d'arbustes dans la friche herbacée créée de 1 ha
(4) Démantèlement d'une clôture d'exclusion pour couleuvres. En raison de la présence de couleuvres à statut précaire à protéger, une clôture d'exclusion été installée préalablement pour les empêcher d'accéder à la zone de restauration. Une opération de capture et relocalisation de couleuvres présentes dans la zone des travaux a été effectuée simultanément.

Le devis technique décrit précisément les méthodologies à utiliser et précise les espèces végétales d'arbres et d'arbustes et les calibres à planter.

Les services seront rémunérés à forfait, comprenant la totalité des dépenses, sur présentation de factures dûment acceptées à la suite de l'approbation des livrables. Les livrables comprennent un rapport de la rencontre de démarrage et des rapports hebdomadaires de réalisation de travaux.

Pour s'assurer de la conformité du déroulement du contrat, une rencontre de démarrage est prévue.
Les honoraires sont payables sur acceptation des livrables par la Ville de Montréal.
L'échéancier est établi en fonction des périodes propices de plantation et de la disponibilité des végétaux à planter.

JUSTIFICATION

Les soumissions ont été analysées administrativement par le Service de l'Approvisionnement et techniquement par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.
Il y a eu huit preneurs du cahier des charges; quatre ont déposé une soumission (50 %) et deux preneurs (25 %) ont envoyé leur avis de non-participation compte tenu d'un manque de temps pour regarder l'appel d'offres, malgré le respect du temps alloué sur le marché. Sur les quatre soumissions reçues analysées, les quatre ont été jugées conformes.

L'adjudicataire recommandé par l'Approvisionnement est Aménagements Natur'Eau-Lac inc., étant le plus bas soumissionnaire conforme.

Entrepreneurs	Montant soumission taxes incluses	Contingences taxes incluses	Incidences taxes incluses	Montant total taxes incluses
Aménagements Natur'Eau-Lac inc.	**534 421,05 $**	**53 442,11 $**	**53 442,11 $**	**641 305,27 $**
Aménagement Côté Jardin inc.	593 689,51 $	59 368,95 $	59 368,95 $	712 427,41 $

Urbex Construction inc.	884 665,36 $	88 466,54 $	88 466,54 $	1 061 598,44 $
Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) inc.	941 645,25 $	94 164,53 $	94 164,53 $	1 129 974,31 $
Estimation réalisée à l'interne	**588 077,01 $**	**58 807,70 $**	**58 807,70 $**	**705 692,41 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*- 64 387,14 $* *- 9,12 %*
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*71 122,14 $* *11,09 %*

L'écart entre la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation est de - 64 387,14 $ (- 9,12 %) en faveur de la Ville de Montréal. La différence s'explique particulièrement au point de vue des frais indirects (administration, déplacements, etc.) répartis dans les divers items des activités reliées au mandat dans la soumission, qui sont plus élevés dans l'estimation.

Natur'Eau-Lac inc. n'a pas à présenter une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). D'autre part, cette entreprise ne figure ni sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal ni sur le Registre des entreprises non admissibles de l'AMF (RENA).

L'Adjudicataire recommandé a l'expertise pour le mandat qui lui sera confié. Nous sommes assurés que le contrat pourra être mené à terme de façon adéquate puisqu'il possède l'expertise pour accomplir la tâche qui lui est demandée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat s'élève à **641 305,27 $** (taxes incluses), incluant des contingences de 53 442,11 $ et des incidences de 53 442,11 $ sera assumé comme suit : un montant maximal de 585 597,18 $ net de ristourne sera financé par le règlement

d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 19-024 Plan d'action agrile du frêne CG19 0491(agglomération) (projet 34700 - Plan de la Forêt urbaine) du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.
Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PTI 2020-2022 et il est réparti comme suit pour chaque année :

Projet	2020	2021	2022	Total
34700 - Plan de la forêt urbaine	585 597,18 $	-	-	585 597,18 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de plantation qui seront effectués contribuent à la priorité suivante du Plan Montréal durable 2016-2020 : « Verdir, augmenter et assurer la pérennité des ressources ». Dans cette perspective, l'ajout de végétaux au parc-nature du Bois-de-Saraguay après l'intervention d'abattage de frênes et de maîtrise du nerprun, une espèce végétale envahissante, favorisera la biodiversité et contribuera à augmenter la canopée tout en recréant une forêt.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ensemble des actions effectuées dans ce secteur du parc-nature est relié à l'Autorisation délivrée par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et du ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP) en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune,* et répond également aux conditions émises par le Service de la mise en valeur du territoire pour ce projet du fait du statut de site patrimonial du parc-nature du Bois-de-Saraguay. Dans les documents transmis pour recevoir les autorisations pour réaliser le projet, il est indiqué que le SGPMRS assurera, à titre de mesure d'atténuation et de bonification du milieu forestier, la restauration du site par la plantation d'arbres et d'arbustes indigènes.
Les travaux de restauration écologique permettront de recréer des forêts d'érablières, d'éviter le retour d'espèces végétales envahissantes et de retrouver un paysage visuel de qualité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En fonction de la disponibilité des végétaux en pépinière, les travaux pourront se poursuivre en 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La rencontre de démarrage aura lieu à la suite de l'octroi du contrat.
Les travaux débuteront immédiatement selon les spécifications indiquées dans le devis technique.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eliane CLAVETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie COMTOIS
conseillère en planification

Tél : 514 280-8666
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-17

Johanne FRADETTE
c/d Biodiversité urbaine

Tél : 514-872-7147
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-08-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-08-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208179001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat de fourniture de biens et de services à Aménagements Natur'Eau-Lac inc. pour la fourniture et la plantation de végétaux en vue de la restauration écologique au parc-nature du Bois-de-Saraguay - Dépense totale de 641 305,27 $, taxes incluses (contrat : 534 421,05 $ + contingences : 53 442,11 $ + incidences : 53 442,11 $). Appel d'offres public 20-18219. 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18219 Liste des commandes.pdf
20-18219 Procès-verbal.pdf
20-18219 TCP Intervention GDD.pdf
20-18219 Intervention approvisionnements.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Lina PICHÉ
Chef de Section - Direction Acquisition
Tél : 514-868-5740
Division : Direction - Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18219 — No du GDD : 1208179007

Titre de l'appel d'offres : Fournitures et plantation de végétaux, restauration écologique - Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 21 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 21 - 7 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 15 - 7 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 1 - 2021

Date d'échéance révisée : 17 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommadation d'octroi de contrat vise la firme cochéee

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	en entier
Aménagements Natur'eua-Lac inc	534 421,05 $	√	
Aménagement Côté Jardin inc	593 689,51 $		
Urbex Construction inc	884 665,36 $		
Entrepreneur Paysagiste Strathmore (1997) ltée	941 645,25 $		

Information additionnelle

Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Des preneurs des documents n'ont pas soumissionnés compte tenu d'un manque de temps pour regarder l'appel d'offres, malgré qu'il a été sur le marché 33 jours.

Préparé par : Daniel Léger — Le 12 - 8 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18219

Agent d'approvisionnement
Daniel Léger

Conformité	(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- $	- $
Total ()									**- $**	**- $**
Aménagements Natur'eau-lac inc										
Total (Aménagements Natur'eau-lac inc)									**464 815,00 $**	**534 421,05 $**
Aménagement Côté Jardin inc										
Total (Aménagement Côté Jardin inc)									**516 364,00 $**	**593 689,51 $**
Urbex Construction inc										
Total (Urbex Construction inc)									**769 441,50 $**	**884 665,36 $**
Entrepreneur Paysagiste Strathmore (1997) ltée										
Total (Entrepreneur Paysagiste Strathmore (1997) ltée)									**819 000,00 $**	**941 645,25 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18219
Numéro de référence : 1381723
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et plantation de végétaux, restauration écologique - Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2633-2312 Québec Inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction 77 Omer DeSerres suite 7A Blainville, QC, J7C5N3	Madame Brigitte Clermont Téléphone : 450 434-0038 Télécopieur :	**Commande : (1761296)** 2020-06-30 8 h 15 **Transmission :** 2020-06-30 8 h 15	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-06-30 8 h 39 - Courriel 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 23 - Courriel 3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-13 10 h 35 - Courriel 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1763440)** 2020-07-06 16 h 28 **Transmission :** 2020-07-06 16 h 28	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-07-06 16 h 28 - Téléchargement 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 23 - Courriel 3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-13 10 h 35 - Courriel 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagements Natur'Eau-Lac 164 Miquelon Saint-Camille, QC, J0A 1G0	Monsieur Jonathan Bolduc Téléphone : 819 570-8247 Télécopieur : 819 821-3026	**Commande : (1758351)** 2020-06-22 10 h 47 **Transmission :** 2020-06-22 10 h 47	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-06-30 8 h 39 - Courriel 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 23 - Courriel

			3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-13 10 h 35 - Courriel 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entreprises rose neige 1055 armand-Bombardier Terrebonne, QC, J6Y 1S9	Monsieur Louis-Charles Goudreau Téléphone : 450 979-4068 Télécopieur :	**Commande : (1757405)** 2020-06-18 14 h 53 **Transmission :** 2020-06-18 14 h 53	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-06-30 8 h 38 - Courriel 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 23 - Courriel 3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-13 10 h 35 - Courriel 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pépinière Jardin 2000 inc 2000 chemin de la Belle-Rivière Sainte-Julie, QC, j3e 1y2 http://www.pepinierejardin2000.com	Monsieur Marc-Antoine Veilleux Téléphone : 450 649-2622 Télécopieur : 450 649-9800	**Commande : (1766794)** 2020-07-14 13 h 49 **Transmission :** 2020-07-14 14 h 18	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-07-14 13 h 49 - Téléchargement 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-14 13 h 49 - Téléchargement 3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-14 13 h 49 - Téléchargement 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	Monsieur Gordon MIlligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	**Commande : (1757495)** 2020-06-18 16 h 43 **Transmission :** 2020-06-18 16 h 43	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-06-30 8 h 39 - Télécopie 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 24 - Télécopie 3347162 - 20-18219 addenda 3

			2020-07-13 10 h 36 - Télécopie 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Terrassement Technique 410 route 104 Mont-Saint-Grégoire, QC, J0J 1K0	Monsieur Sylvain Labrecque Téléphone : 450 346-0484 Télécopieur : 450 346-9299	**Commande : (1757618)** 2020-06-19 8 h 05 **Transmission :** 2020-06-19 8 h 05	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-06-30 8 h 39 - Courriel 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 23 - Courriel 3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-13 10 h 35 - Courriel 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1759801)** 2020-06-25 13 h 48 **Transmission :** 2020-06-25 13 h 48	3340437 - 20-18219 Addenda_1, Questions / réponses 2020-06-30 8 h 39 - Courriel 3343238 - 20-18219 addenda 2 2020-07-06 18 h 23 - Courriel 3347162 - 20-18219 addenda 3 2020-07-13 10 h 35 - Courriel 3348396 - 20-18219 addenda 4 2020-07-15 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208179001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat de fourniture de biens et de services à Aménagements Natur'Eau-Lac inc. pour la fourniture et la plantation de végétaux en vue de la restauration écologique au parc-nature du Bois-de-Saraguay - Dépense totale de 641 305,27 $, taxes incluses (contrat : 534 421,05 $ + contingences : 53 442,11 $ + incidences : 53 442,11 $). Appel d'offres public 20-18219. 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1208179001_GP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

François FABIEN
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208872002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente cadre avec Pneus SP inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 256 354,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18237 - 1 soumissionnaire conforme

Il est recommandé:

- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, par laquelle "Pneus SP inc." , plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande la fourniture de services d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers du Service de Police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 256 354,58 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18237;
- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-28 10:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208872002**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente cadre avec Pneus SP inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 256 354,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18237 - 1 soumissionnaire conforme

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2017, le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit à l'entretien et à la réparation des véhicules qui sont mis à la disposition des différentes unités d'affaires de la Ville.
Dans le but de conclure un contrat pour l'entretien et la réparation des véhicules du secteur Nord-est du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), l'appel d'offres public 20-18237 s'est tenu du 27 mai au 2 juillet 2020.

L'appel d'offres a été publié le 27 mai 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le Système Électronique des Appels d'offres du gouvernement du Québec, SÉAO.

Le délai de réception des soumissions a été de 37 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Aucun addenda n'a été émis durant la période de sollicitation.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 20-18237, l'octroi du contrat se fait en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

Le présent dossier décisionnel est présenté aux membres du conseil d'agglomération pour

l'obtention d'une approbation pour les premiers vingt-quatre mois du contrat. Un dossier décisionnel sera ainsi présenté à chacune des prolongations de douze mois, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0340 - 24 août 2017 : Conclure une entente cadre d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, avec Lacbus de l'automobile inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers du Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15595 (1 soum.)
CE16 0293 - 24 Février 2016 : Accorder un contrat à "Pneus SP inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour offrir un service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de vingt-quatre mois, avec possibilité de prolongations, pour une somme maximale de 293 365,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14345 - 8 soumissionnaires

DESCRIPTION

Ce dossier vise la conclusion d'une entente cadre, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour 23 véhicules légers du SPVM (secteur Nord-est). Le lien contractuel entre la Ville et l'adjudicataire est d'une durée maximale de 4 ans. Chaque demande de prolongation de contrat sera soumise aux instances pour fins d'approbation.
Le parc de véhicules du secteur Nord-est du SPVM se compose de 23 véhicules (automobiles et fourgonnettes) de marque et modèles différents.

L'appel d'offres fut constitué de 7 articles, lesquels font référence au type de services demandés et au prix coûtant des pièces :

• Article 1 : taux horaire pour des services d'entretien et de réparations diverses							
• Article 2 : tarification fixe pour des services d'inspection de type « entretien préventif » d'une durée approximative de 60 minutes (incluant une vidange d'huile)							
• Article 3 : tarification fixe pour des services d'inspection générale d'une durée approximative de 30 minutes (incluant une vidange d'huile)							
• Article 4 : taux d'escompte basé sur le prix de détail suggéré du fabricant pour les pièces d'origine de marque Chrysler (Dodge)							
• Article 5 : taux d'escompte basé sur le prix de détail suggéré du fabricant pour les pièces d'origine de marque Ford (Motorcraft)							
• Article 6 : taux d'escompte basé sur le prix de détail suggéré du fabricant pour les pièces d'origine de marque GM (Chevrolet)							
• Article 7 : Montant estimé des achats							

d'autres pièces								

La formule de prix prévue aux articles 1, 2 et 3 est ferme pour la première année du contrat. Les prix de ces articles seront par la suite indexés à un taux fixe de 2 % par année. Les taux d'escompte soumis par l'adjudicataire aux autres articles sont, quant à eux, fixes pour toute la durée du contrat incluant les années de prolongation.

JUSTIFICATION

Les ateliers de mécanique du SMRA situés à proximité du secteur Nord Est ne possèdent pas la capacité pour prendre en charge la maintenance de 23 véhicules légers appartenant au SPVM.
La conclusion d'une entente cadre permet d'assurer la facilité d'accès et de rapidité aux services de mécanique automobile tout en réduisant les délais d'immobilisation des véhicules dédiés à la sécurité publique.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 20-18237 pour lequel il y a eu 6 preneurs du cahier des charges et un seul soumissionnaire conforme:

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Préciser)	**TOTAL** (taxes incluses)
Pneus SP inc.	256 354,58 $		256 354,58 $
Dernière estimation réalisée ($)	245 684,33 $		245 684,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			10 670,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4,34 %

Pour estimer la dépense de cette entente, le rédacteur du devis technique s'est appuyé sur l'historique des consommations des années antérieures. Le montant du contrat à octroyer est supérieur à l'estimation de 4,34 % (10 670,25 $). L'écart entre le coût de l'adjudicataire et le montant de l'estimation est acceptable.

Un preneur du cahier des charges qui n'a pas présenté de soumission a donné comme motif de désistement qu'il ne pouvait pas répondre au kilométrage exigé. Quatre preneurs du cahier des charges n'ont pas fourni de motif pour ne pas avoir présenté une soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette entente de 256 354,58 $, taxes incluses $, sera financé par le budget de fonctionnement du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Chacun des mandats confiés à la firme fera l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière de contrat cadre.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure cette entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début contrat :24 septembre 2020

- Fin du contrat : 23 septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia SANCHEZ
Agente de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge BRANCONNIER
Chef de division ateliers mécaniques
Tél : 514 872-1084
Approuvé le : 2020-08-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208872002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Division sécurité publique
Objet :	Conclure une entente cadre avec Pneus SP inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 256 354,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18237 - 1 soumissionnaire conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18237_Intervention_«SMRA».pdf 20-18237_pv.pdf 20-18237_DetCah.pdf

20-18237_Tableau de vérification.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agente d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18237

No du GDD : 1208872002

Titre de l'appel d'offres : Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le service de police de la Ville de Montréal, Secteur Nord-Est

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 5 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 2 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 2 - 7 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 12 - 2020

Date d'échéance révisée : 29 - 12 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PNEUS SP INC.	256 354,58 $	√	

Information additionnelle

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart significatif dans l'estimation établie par la municipalité. Bien qu'il y a un (1) seul soumissionnaire, l'écart de 4,34 % n'est pas d'écart significatif.

Les cinq (5) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :
- Quatre (4) n'ont donné aucune réponse
- Un (1) ne peut répondre au kilométrage exigé

Préparé par : Marc-André Deshaies

Le 21 - 8 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18237

Titre : Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le service de police de la Ville de Montréal, Secteur Nord-Est

Date d'ouverture des soumissions : 2 juillet 2020

Durée de validation des soumisisons : 180 jours

Numéro d'item	Description	Quantité prévisionnelle 2 ans	PNEUS SP INC.	
1	Année 1 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	2500	58,95 $	147 375,00 $
2	1).Inspection P.E.P. (Programme d'entretien préventif véhicule de moins de 3000 kg.) et Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile (jusqu'à concurrence de 5 litres d'huiles) (Le temps standard est d'une (1) heure pour une inspection PEP et incluant la vidange)	140	76,00 $	10 640,00 $
3	Inspection A, Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile (jusqu'à concurrence de 5 litres d'huiles) (Le temps standard est de trente (30) minutes pour une inspection A, incluant la vidange)	100	53,00 $	5 300,00 $
4	Pièces d'origines de marque Chrysler (Dodge)	42 250,00 $	9%	38 447,50 $
5	Pièces d'origines de marque Ford (Motorcraft)	14 300,00 $	9%	13 013,00 $
9	Pièces d'origines de marque GM (Chevrolet)	2 600,00 $	10%	2 340,00 $
10	Montant estimé des achats d'autres pièces		30%	5 850,00 $
		Total avant taxes		222 965,50 $
		TPS 5 %		11 148,28 $
		TVQ 9,975 %		22 240,81 $
		Montant total		256 354,58 $
		Signature	Oui	
		Achat SEAO	Oui	
		Addendas (inscrire N/A ou le nombre)	Aucun	
		Numéro NEQ	1170997309	
		Numéro VDM	143756	
		Vérification au REQ	Oui	
		Vérification au RENA	Oui	
		Vérification la liste des personnes écartées	Oui	
		Liste des firmes à rendement insatisfaisant et LNPC	Oui	
		Liste des sous-contractants jointe à la soumisison	Oui - Aucun	

Remarque : (1) En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un **écart significatif** dans l'estimation établie par la municipalité. **Bien qu'il y a un (1) seul soumissionnaire, l'écart de 4,34 % n'est pas d'écart significatif.**

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 14 juillet 2020**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18237

Numéro de référence : 1375869

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le service de police de la Ville de Montréal, Secteur Nord-Est

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
CENTRE MECANIQUE LF 7505 HENRI BOURASSA EST H1E1N9 Montréal, QC, H1E1N9 NEQ : 1144012938	Monsieur FRANK D'ALESSANDRO Téléphone : 514 881-9179 Télécopieur : 514 881-9180	**Commande : (1748522)** 2020-05-29 13 h 31 **Transmission :** 2020-05-29 13 h 51	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CHAMPLAIN DODGE CHRYSLER LTEE 3350 RUE WELLINGTON Montréal, QC, H4G1T5 NEQ : 1142045427	Monsieur CLAUDE MATTON Téléphone : 514 761-4801 Télécopieur : 514 761-0471	**Commande : (1747960)** 2020-05-28 14 h 26 **Transmission :** 2020-05-28 14 h 26	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Garage Yvon Vanier inc 9600, rue La Martinière Montréal, QC, H1E 5Y5 NEQ : 1164145725	Madame Jacinthe Gagné Téléphone : 514 648-4390 Télécopieur : 514 494-3429	**Commande : (1747834)** 2020-05-28 11 h 41 **Transmission :** 2020-05-28 11 h 41	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MÉCANICENTRE MONTRÉAL-NORD INC. 4841 FOREST Montréal, QC, H1H2P7	Monsieur HUSSEIN IDRIS Téléphone : 514 323-1414 Télécopieur : 514	**Commande : (1747467)** 2020-05-27 16 h 17 **Transmission**	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

	NEQ : 1142545111	323-0462	: 2020-05-27 16 h 17	
☐	Pneus SP 9135 Edison Montréal, QC, h1j1t4 NEQ : 1170997309	Monsieur Pierre Dupras Téléphone : 514 354-7444 Télécopieur : 514 351-0633	**Commande : (1747250)** 2020-05-27 12 h 10 **Transmission :** 2020-05-27 12 h 10	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Trois Diamants Autos (1987) Ltée 3035, Chemin Gascon Mascouche, QC, j7l3x7 NEQ : 1144086940	Monsieur DANIEL LAFOND Téléphone : 450 477-6348 Télécopieur : 450 477-6962	**Commande : (1747270)** 2020-05-27 12 h 25 **Transmission :** 2020-05-27 12 h 25	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208727001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Constructions Serbec Inc. pour la fourniture de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 1 458 199,96 $, taxes incluses (contrat de 1 041 571,40 $ + contingences de 260 392,85 $ + variation de quantités de 156 235,71 $). - Appel d'offres public 20-18028 - (4 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Les Constructions Serbec Inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les pièces et la main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie, pour une somme maximale de 1 458 199,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18028;

2. d'autoriser une dépense de 260 392,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 156 235,71 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera assumée à 70,07 % par l'agglomération, pour un montant de 1 021 796,18 $.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-27 14:33

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208727001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Constructions Serbec Inc. pour la fourniture de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 1 458 199,96 $, taxes incluses (contrat de 1 041 571,40 $ + contingences de 260 392,85 $ + variation de quantités de 156 235,71 $). - Appel d'offres public 20-18028 - (4 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture de pièces et de main d'œuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie pour 457 bâtiments de la Ville de Montréal. Il s'agit, pour la plupart, de bâtiments importants pour lesquels cette activité est actuellement effectuée par l'entreprise privée et encadrée par le personnel de la Direction gestion immobilière et exploitation.
L'appel d'offres a été effectué par le Service de l'approvisionnement.

À la suite de l'appel d'offres public d'une durée de 30 jours, tenu du 15 juin 2020 au 16 juillet 2020, et publié le 15 juin 2020 dans le Journal de Montréal, le site Internet de la Ville et le système électronique SÉAO, un addenda a été émis, soit :

- Addenda #1 - 26 juin 2020: réponse à une interrogation.

La soumission reçue, étant accompagnée d'une garantie de soumission, est valide pour une période de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1292 – 8 août 2018 – Conclure une entente-cadre avec Construction L. Morin inc. pour la fourniture de pièces et de main d'œuvre pour l'entretien, la réparation et de menus travaux en menuiserie, pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 432 363,49 $, taxes incluses (contrat de 375 968,25 $ et contingences de 56 395,24 $).

DESCRIPTION

Cette entente-cadre consiste à fournir les pièces et la main d'œuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie des bâtiments décrits aux documents d'appel d'offres, soit pour 345 immeubles de l'agglomération, 44 d'arrondissements et 68 des services centraux.
La durée de cette entente-cadre est de 36 mois ou jusqu'à concurrence du montant de la soumission, soit de 1 041 571,40 $. Ce montant ne couvrant que les coûts reliés à la main-d'oeuvre, des contingences et une variation de quantités sont donc recommandées.

À cet effet, des contingences de 260 392,85 $ taxes incluses, équivalant à 25,00 % de la valeur de la soumission avant taxes, sont recommandées. Ce taux est déterminé en fonction de la quantité de bâtiments, de l'éventail des services requis ainsi que de l'imprévisibilité des travaux à effectuer. Les contingences permettront de pourvoir à l'achat de matériaux et à la location d'équipements spécialisés et, si nécessaire, de divers matériaux supplémentaires (feuilles de contreplaqué, feuilles de placoplâtre, montants de bois, etc.). Avant taxes, cela représente annuellement 75 492,60 $, soit un total de 226 477,80 $ pour la durée du contrat.

D'autre part, un budget de variation de quantités de 156 235,71 $ taxes incluses, équivalant à 15,00 % de la valeur de la soumission avant taxes, est recommandé afin de répondre aux variations dues aux conditions des travaux à effectuer et à l'impossibilité de prévoir la nature et l'ampleur des tâches à réaliser.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, 8 firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres (voir l'intervention de l'approvisionnement pour la liste complète). 50% d'entre elles ont présenté une soumission, soit les 4 firmes suivantes:

- Les Constructions Serbec Inc.
- Construction L. Morin
- Av-Tech Inc.
- 2862-5622 Québec Inc. (Le Groupe St-Lambert)

Les raisons de désistement de 2 firmes sont l'impossibilité de fournir la garantie de soumission demandée ainsi que de répondre aux exigences et conditions d'exécution technique. Les 2 autres firmes ont fait l'achat du cahier de charges à titre indicatif seulement.

Suite à la vérification de la conformité administrative des soumissionnaires, les 4 firmes répondent aux critères d'admissibilité concernant, entre autres, le REQ, le RENA, la CNESST et la RBQ (voir l'intervention de l'approvisionnement pour l'analyse complète).

L'entreprise adjudicataire de ce contrat a une attestation de l'AMP l'autorisant à contracter avec un organisme public.

Suite à l’analyse de conformité technique (voir pièce jointe "AO20-18028_Analyse_conformite_technique.pdf"), l’adjudicataire répond aux critères d'admissibilité, soit entre autres, d'avoir exécuté 2 contrats similaires au cours des 5 dernières années, de fournir une liste des équipements et des véhicules qu’il possède et qu’il prévoit utiliser durant le contrat ainsi que de fournir une liste des employés accompagnée de la preuve qu’ils détiennent un certificat de "compétence/compagnon" de la Commission de la Construction du Québec.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1 041 571,40 $	416 628,56 $	1 458 199,96 $
Construction L. Morin	1 219 654,80 $	487 861,92 $	1 707 516,72 $
Av-Tech Inc.	1 452 410,19 $	580 964,08 $	2 033 374,27 $
2862-5622 Québec Inc. (Le Groupe St-Lambert)	1 524 568,50 $	609 827,40 $	2 134 395,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 101 000,60 $	440 400,24 $	1 541 400,84 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 59 429, 20 $ -5,40%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			178 083,40 $ 17,10%

L'analyse des soumissions révèle que le deuxième plus bas soumissionnaire a fourni un prix unitaire pour les travaux exécutés dans les heures normales de travail de 18,00 % plus élevé que la valeur du plus bas soumissionnaire, expliquant ainsi l'écart de l'ordre de 17,10 % avec le plus bas soumissionnaire. Cet écart pourrait être expliqué par un carnet de commandes rempli du deuxième plus bas soumissionnaire, l'incitant ainsi à proposer des prix supérieurs au marché.

L'estimation de ces travaux a été réalisée par les professionnels internes et est basée selon les coûts actuels. Le coût total de l'entente à conclure est de 1 041 571,40 $, taxes incluses, soit de 5,40 % inférieur à l'estimation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale de l'entente-cadre à conclure, répartie sur une période de 36 mois, totalise la somme de 1 458 199,96 $ taxes incluses et se détaille comme suit:

- Entente : 1 041 571,40 $;
- Contingences (25,00 %) : 260 392,85 $;
- Variation de quantités (15,00 %) : 156 235,71 $.

Cette dépense sera imputée au budget du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et, en fonction des superficies occupées dans les bâtiments, celle-ci sera assumée proportionnellement par la ville centre (service de la gestion et de la planification immobilière), l'agglomération et les arrondissements. Comme démontré dans le fichier "AO20_18028_Repartition_depense.pdf" en pièce jointe, le pourcentage de la dépense assumée par la ville centre est de 17,04 %, de 70,07 % par l'agglomération et de 12,89 % par les arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adjudicataire s'engage à exécuter, dans la mesure du possible, le contrat selon les principes de développement durable indiqués au plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal en limitant les impacts économiques et environnementaux de ses activités, de même que de ses produits et services. Cela se traduit principalement par la pratique de méthodes de travail ainsi que l'utilisation de produits et de matériaux respectueux de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour assurer le maintien en bon état de l'ensemble des bâtiments, ceux-ci ont toujours nécessité ce type de travaux, car ils sont nécessaires à la continuité de la prestation de services de la Ville de Montréal.
Un report d'octroi ou un refus de conclure l'entente-cadre affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants. Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel. Les coûts engendrés par ces contrats de gré à gré ne peuvent être quantifiés, les travaux n'étant réalisés que suite à des requêtes d'intervention.

Depuis la fin de la dernière entente-cadre, la DGIE a dû lancer plusieurs autres appels d'offres, notamment concernant l'entretien d'ascenseurs, de génératrices, de compresseurs, etc. Par conséquent, cela a retardé légèrement le lancement de ce présent appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de l'entente-cadre : septembre 2020

- Entrée en vigueur de l'entente-cadre : 1er octobre 2020
- Fin de l'entente-cadre (au plus tard) : 1er octobre 2023, ou jusqu'à concurrence du montant total de l'entente-cadre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mai Lan NGUYEN
Architecte

Tél : 514-872-3754

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Anis GASMI
Chef de section

Tél : 514-872-5589
Janos Courville
Chef de division
438-220-1854

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur
Tél : 514-872-0087
Approuvé le : 2020-08-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise BRADETTE
Directrice
Tél : 514-872-8484
Approuvé le : 2020-08-27

Les Constructions Serbec Inc.	
Références (2 contrats; 5 ans dans le domaine)	Confirmée
Liste employés	Oui
Liste d'équipements et véhicules	Oui
Attestation CNESST	Oui

Liste de véhicules	Utilisation prévue pour le contrat
1 Hyundai Sante Fe	
1 Chevrolet Cruze	
1 Nissan Leaf	
1 Ford Transit	
2 Ford Transit 150	
1 Ford Van	X
2 Ford F150	
1 Ford F250	

Liste employés	Cartes CCQ	ASP (incluant espaces clos)	Amiante
Alexandre Girard	5044-6145	Oui	Oui
Chad Boudreau	3733-8001	Oui (≠ espace clos)	Oui
François-Xavier Bilodeau	4166-6256	Oui	Oui
Gabriel Asselin	7340-7827	Oui (≠ espace clos)	Oui
Marc-André Hamel	4606-7716	Oui	Oui
Maxime Bourdages	8405-1440	Oui	Oui
Yannick Lejeune	1910-6806	Oui (≠ espace clos)	Oui
Olivier Beaulieu	1252-1605 Apprenti	Oui (≠ espace clos)	Oui

Compétence	Nombre bâtiments	Superficie occupée (m²)	% de la superficie totale occupée	Répartition de la dépense avant contingences	Répartition de la dépense après contingences	Répartition de la dépense après variation des qnt.	Répartition finale
Bâtiments d'agglomération	345	873 675,00	70,07%	729 854,42 $	912 318,02 $	839 332,58 $	1 021 796,18 $
Bâtiments d'arrondissement	44	160 663,00	12,89%	134 215,35 $	167 769,19 $	154 347,66 $	187 901,50 $
Bâtiments centraux	68	212 479,00	17,04%	177 501,63 $	221 877,04 $	204 126,87 $	248 502,28 $
Totaux	457	1 246 817,00	100,00%	1 041 571,40 $	1 301 964,25 $	1 197 807,11 $	1 458 199,96 $
	Coût du contrat selon la soumission (taxes incluses) :			1 041 571,40 $			

Autorité des marchés publics
Québec

Le 30 septembre 2019

LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.
A/S MONSIEUR PIERRE BOURDON
7979, 14E AV
MONTRÉAL (QC) H1Z 3M1

No de décision : 2019-DAMP-0883
N° de client : 3000705540

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **29 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208727001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les Constructions Serbec Inc. pour la fourniture de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 1 458 199,96 $, taxes incluses (contrat de 1 041 571,40 $ + contingences de 260 392,85 $ + variation de quantités de 156 235,71 $). - Appel d'offres public 20-18028 - (4 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18028 Intervention.pdf 20-18028 TCPx.pdf 20-18028_pv.pdf 20-18028 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18028

No du GDD : 1208727001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 16 - 7 - 2020

Ouverture faite le : 16 - 7 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 26 - 6 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 1 - 2021

Date d'échéance révisée : 12 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1 041 571,40 $	√	
CONSTRUCTION L. MORIN INC.	1 219 654,80 $		
AV-TECH INC	1 452 410,19 $		
2862-5622 QUÉBEC INC. (LE GROUPE STLAMBERT)	1 524 568,50 $		

Information additionnelle

4 désistements : (1) pas en mesure de fournir de cautionnement, (1) pas en mesure de répondre aux exigences et conditions d'exécution technique, (2) achat de cahier des charges à titre informatif

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 26 - 8 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	20-18028
Titre de l'appel d'offres	Acquisition de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 36 mois	Unité de mesure	LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	CONSTRUCTION L. MORIN INC.	AV-TECH INC.	2862-5622 QUÉBEC INC. (LE GROUPE ST-LAMBERT)
Acquisition de pièces et de main-d'œuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie pour une période de 36 mois	1	Travaux exécutés du lundi au vendredi, entre 7h30 et 17h	12 000	Taux horaire	67,29 $	80,00 $	94,00 $	100,00 $
	2	Travaux exécutés en dehors des heures normales de travail	840	Taux horaire	117,18 $	120,00 $	161,00 $	150,00 $
				Sous total	905 911,20 $	1 060 800,00 $	1 263 240,00 $	1 326 000,00 $
				TPS	45 295,56 $	53 040,00 $	63 162,00 $	66 300,00 $
				TVQ	90 364,64 $	105 814,80 $	126 008,19 $	132 268,50 $
				MTTC	**1 041 571,40 $**	1 219 654,80 $	1 452 410,19 $	1 524 568,50 $

Analyse administrative des soumissionnaires		LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	CONSTRUCTION L. MORIN INC.	AV-TECH INC.	2862-5622 QUÉBEC INC. (LE GROUPE ST-LAMBERT)
NEQ	**Requis**	1167832824	1169852200	1174192535	1143585801
Date d'immatriculation		2011-11-30	2014-02-24	2019-01-03	1995-03-13
Signature	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Caution soumission	Oui	487445-64-20	2126-7626	7710110-20-088	2031-2020-003
Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
RBQ	Oui	1844-5973-00	5685-9309-01	2163-9141-93	8100-0374-60
AMP	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 27 juillet 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18028
Numéro de référence : 1382132
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Audea inc. 12500 boul. Industriel Montréal-Est, QC, H1B 5P5 NEQ : 1163883631	Monsieur Nicolas Hamelin Téléphone : 514 640-5224 Télécopieur : 514 640-5420	**Commande : (1755880)** 2020-06-16 10 h 20 **Transmission :** 2020-06-16 10 h 20	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Av-Tech INC.. 8002 Jarry Est Montréal, QC, H1J 1H5 NEQ : 1174192535	Monsieur William Tourniayre Téléphone : 514 493-1162 Télécopieur :	**Commande : (1757223)** 2020-06-18 11 h 20 **Transmission :** 2020-06-18 11 h 20	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier 235 montée Lesage Rosemère, QC, J7A 4Y6 http://www.swlauriersb.qc.ca NEQ :	Monsieur Dawson Graham Téléphone : 450 621-5600 Télécopieur : 450 621-7757	**Commande : (1758719)** 2020-06-22 16 h 44 **Transmission :** 2020-06-22 16 h 44	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Construction L.Morin 225, rue Joseph-M. Parent Bureau 4 et 5 Notre-Dame-des-Prairies, QC, j6E 0S1 NEQ : 1169852200	Monsieur Lafleche Morin Téléphone : 450 394-0668 Télécopieur : 450 394-0669	**Commande : (1756037)** 2020-06-16 13 h 22 **Transmission :** 2020-06-16 13 h 30	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion PFB 12480 April 100 Montréal, QC, H1B 5N5 http://www.gestionpfb.ca NEQ : 1166064833	Monsieur Philippe Bourdon Téléphone : 514 543-1028 Télécopieur : 514 379-1176	**Commande : (1756112)** 2020-06-16 14 h 23 **Transmission :** 2020-06-16 14 h 23	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe St-Lambert 9475, rue Meilleur, suite 401 Montréal, QC, H2N 2C5 http://grplambert.com/ NEQ : 1143585801	Monsieur Javier Fernandez Téléphone : 514 271-6363 Télécopieur : 514 271-0346	**Commande : (1757587)** 2020-06-19 7 h 42 **Transmission :** 2020-06-19 7 h 42	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions Serbec Inc 7979, 14e avenue Montréal, QC, H1Z 3M1 http://www.serbec.com NEQ : 1167832824	Monsieur Pierre Bourdon Téléphone : 514 381-6055 Télécopieur : 514 729-2574	**Commande : (1757962)** 2020-06-19 14 h 11 **Transmission :** 2020-06-19 14 h 11	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les rénovations Daniel Bouchard Inc 144 rue de la Fabrique Sainte-Sophie, QC, J5J 1J6 NEQ : 1163258016	Monsieur Philippe Proulx Téléphone : 514 794-6852 Télécopieur :	**Commande : (1756555)** 2020-06-17 11 h 01 **Transmission :** 2020-06-17 11 h 01	3339457 - 20-18028 Addenda # 1 2020-06-26 16 h 22 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208872003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lacbus de l'automobile inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal (Secteur Sud-Ouest) d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 245 956,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18299 - 1 soumissionnaire conforme

Il est recommandé:

- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, par laquelle « Lacbus de l'automobile inc. », plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville sur demande de services d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers; pour une somme maximale de 245 956,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18299
- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-28 15:55

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208872003**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lacbus de l'automobile inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal (Secteur Sud-Ouest) d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 245 956,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18299 - 1 soumissionnaire conforme

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2017, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit l'entretien et à la réparation des véhicules qui sont mis à la disposition des différentes unités d'affaires de la Ville.
Dans le but de conclure un contrat pour l'entretien et la réparation des véhicules du Secteur Sud-Ouest du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), l'appel d'offres public 20-18299 s'est tenu du 29 juin au 4 août 2020. L'appel d'offres a été publié le 29 juin 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le système électronique du gouvernement du Québec, SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 37 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

Trois addendas furent émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no. 1 émis le 15 juillet 2020: pour apporter des modifications au bordereau de prix détaillé, changer le libellé «Quantité prévisionnelle annuelle» pour «Quantité prévisionnelle/2 ans ».
- Addenda no. 2 émis le 16 juillet 2020: pour modifier une information inscrite à la lettre d'avis d'appel d'offres concernant l'ouverture de soumissions.

- Addenda no. 3 émis le 21 juillet 2020: pour modifier une information à propos du bordereau de soumission.

Le présent dossier décisionnel est présenté aux membres du conseil d'agglomération pour l'obtention d'une approbation pour les premiers vingt-quatre mois du contrat. Un dossier décisionnel sera ainsi présenté à chacune des prolongations de douze mois, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0340 - 24 août 2017 : Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, avec Lacbus de l'automobile inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour véhicules légers du Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15595 (1 soum.)
CE16 0293 - 24 Février 2016 : Accorder un contrat à "Pneus SP inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour offrir un service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de vingt-quatre mois, avec possibilité de prolongations, pour une somme maximale de 293 365,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14345 - 8 soumissionnaires

DESCRIPTION

Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour des services sur demande d'entretien et de réparation de mécanique automobile pour 37 véhicules légers du SPVM (secteur Sud-Ouest). Le lien contractuel entre la Ville et l'adjudicataire est d'une durée maximale de 4 ans. Chaque demande de prolongation de contrat sera soumise aux instances pour fin d'approbation.
L'appel d'offres a été constitué de 7 articles lesquels font référence au type de services demandés et au prix coûtant des pièces :

- Article 1 : taux horaire pour des services d'entretien et de réparations diverses
- Article 2 : tarification fixe pour des services d'inspection de type « entretien préventif » d'une durée approximative de 60 minutes (incluant une vidange d'huile)
- Article 3 : tarification fixe pour des services d'inspection générale d'une durée approximative de 30 minutes (incluant une vidange d'huile)
- Article 4 : taux d'escompte basé sur le prix de détail suggéré du fabricant pour les pièces d'origine de marque Chrysler (Dodge)
- Article 5 : taux d'escompte basé sur le prix de détail suggéré du fabricant pour les pièces d'origine de marque Ford (Motorcraft)
- Article 6 : taux d'escompte basé sur le prix de détail suggéré du fabricant pour les pièces d'origine de marque GM (Chevrolet)
- Article 7 : Montant estimé des achats d'autres pièces

La formule de prix prévue aux articles 1, 2 et 3 est ferme pour la première année du contrat. Les prix de ces articles seront par la suite indexés à un taux fixe de 2 % par année. Les taux d'escompte soumis par l'adjudicataire aux autres articles sont, quant à eux, fixes pour toute la durée du contrat incluant les années de prolongation.

JUSTIFICATION

Les ateliers de mécanique du SMRA situés à proximité du secteur Sud-Ouest ne possèdent pas la capacité pour prendre en charge la maintenance de 37 véhicules légers appartenant au SPVM.
La conclusion d'une entente-cadre permet d'assurer la facilité d'accès et de rapidité aux

services de mécanique automobile tout en réduisant les délais d'immobilisation des véhicules dédiés à la sécurité publique.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 20-18299 pour lequel il y a eu un seul soumissionnaire conforme:

SOUMISSION CONFORME	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES**	**TOTAL** (taxes incluses)
Lacbus de l'automobile inc.	245 956,82 $		245 956,82 $
Dernière estimation réalisée ($)	232 940,50 $		232 940,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			13 016,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			5,59 %

Pour estimer la dépense de ce contrat, le rédacteur du devis technique s'est appuyé sur l'historique des consommations des années antérieures. Le montant du contrat à octroyer est supérieur à l'estimation de 5,59 % (13 016,32 $). L'écart entre le coût de l'adjudicataire et le montant de l'estimation est acceptable.

Deux preneurs du cahier des charges n'ont pas fourni de motif pour ne pas avoir présenté une soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 245 956,82 $, taxes incluses, sera financé par le budget de fonctionnement du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Chacun des mandats confiés à la firme fera l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière de contrat -cadre.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure cette entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cet octroi de contrat ne devrait pas avoir d'incidence médiatique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat: 24 septembre 2020.
Fin du contrat: 23 septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia SANCHEZ
Agente de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-27

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge BRANCONNIER
Chef de division ateliers mécaniques
Tél : 514 872-1084
Approuvé le : 2020-08-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208872003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Division sécurité publique
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Lacbus de l'automobile inc. pour des services sur demande d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal (Secteur Sud-Ouest) d'une durée de 24 mois avec deux possibilités de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 245 956,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18299 - 1 soumissionnaire conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18299_Intervention_«SMRA»_V2.pdf
20-18299_Tableau de vérification.pdf
20-18299_DetCah.pdf
20-18299_pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agente d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-27

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18299

No du GDD : 1208872003

Titre de l'appel d'offres : Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le service de police de la Ville de Montréal, Secteur Sud-Ouest

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 4 - 8 - 2020

Ouverture faite le : 4 - 8 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 21 - 7 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 1 - 2021

Date d'échéance révisée : 31 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	245 956,82 $	√	

Information additionnelle

La différence entre le montant indiqué au procès-verbal et celui au tableau des prix,, s'explique de deux façons. En premier lieu, il n'y a pas de page sommaire, donc, le montant inscrit correspond au montant indiqué au bordereau de prix détaillé et correspond au montant « sans taxes ». Ensuite, il y a une erreur de calcul .

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart significatif dans l'estimation établie par la municipalité. Bien qu'il y a un (1) seul soumissionnaire, l'écart de 5,59 % n'est pas d'écart significatif.

Les deux (2) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :
- Un (1) n'a donné aucune réponse
- Un (1) l'a acheté pour information

Préparé par : Marc-André Deshaies

Le 27 - 8 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18299

Titre : Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le service de police de la Ville de Montréal, Secteur Sud-Ouest

Date d'ouverture des soumissions : 4 août 2020

Durée de validation des soumisisons : 180 jours

Numéro d'item	Description	Quantité prévisionnelle 2 ans	PIÈCES D'AUTOS LACBUS 9037-8019 QUÉBEC INC.	
1	Année 1 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	2000	68,00 $	136 000,00 $
2	1).Inspection P.E.P. (Programme d'entretien préventif véhicule de moins de 3000 kg.) et Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile (jusqu'à concurrence de 5 litres d'huiles) (Le temps standard est d'une (1) heure pour une inspection PEP et incluant la vidange)	85	100,00 $	8 500,00 $
3	Inspection A, Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile (jusqu'à concurrence de 5 litres d'huiles) (Le temps standard est de trente (30) minutes pour une inspection A, incluant la vidange)	25	70,00 $	1 750,00 $
4	Pièces d'origines de marque Chrysler (Dodge)	49 600,00 $	6%	46 624,00 $
5	Pièces d'origines de marque Ford (Motorcraft)	7 800,00 $	2%	7 644,00 $
9	Pièces d'origines de marque GM (Chevrolet)	2 200,00 $	6%	2 068,00 $
10	Montant estimé des achats d'autres pièces			11 336,00 $
	Total avant taxes			213 922,00 $
	TPS 5 %			10 696,10 $
	TVQ 9,975 %			21 338,72 $
	Montant total			245 956,82 $
	Signature		Oui	
	Achat SEAO		Oui	
	Addendas (inscrire N/A ou le nombre)		Aucun	
	Numéro NEQ		1145942372	
	Numéro VDM		148713	
	Vérification au REQ		Oui	
	Vérification au RENA		Oui	
	Vérification la liste des personnes écartées		Oui	
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant et LNPC		Oui	
	Liste des sous-contractants jointe à la soumisison		Oui - Aucun	

Remarque : (1) En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un **écart significatif** avec l'estimation établie par la municipalité. **Bien qu'il y a un (1) seul soumissionnaire, l'écart de 5,58% n'est pas d'écart significatif.**

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 5 août 2020**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18299
Numéro de référence : 1385214
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le service de police de la Ville de Montréal, Secteur Sud-Ouest

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Administration régionale Kativik . P.O. Box 9 Kuujjuaq, QC, J0M 1C0 http://www.krg.ca NEQ :	Monsieur Sean Aitchison Téléphone : 819 964-2961 Télécopieur : 819 964-2385	**Commande : (1766881)** 2020-07-14 15 h 15 **Transmission :** 2020-07-14 15 h 15	Mode privilégié : Ne pas recevoir
CHAMPLAIN DODGE CHRYSLER LTEE 3350 RUE WELLINGTON Montréal, QC, H4G1T5 NEQ : 1142045427	Monsieur CLAUDE MATTON Téléphone : 514 761-4801 Télécopieur : 514 761-0471	**Commande : (1767662)** 2020-07-16 10 h 04 **Transmission :** 2020-07-16 10 h 04	3348384 - Addenda no 1 (modification) 2020-07-16 10 h 04 - Téléchargement 3349443 - Addenda no 2 (Modification ouverture des soumissions) 2020-07-16 15 h 44 - Courriel 3350992 - Addenda no 2 (Bordereau numérique) (devis) 2020-07-21 10 h 49 - Courriel 3350993 - Addenda no 2 (Bordereau numérique) (bordereau) 2020-07-21 10 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Messagerie (Purolator)
☐	Pieces d'autos Lacbus Inc. 3897 rue Bannantyne, suite 100 arr. Verdun Montréal, QC, H4G 1B7 NEQ : 1145942372	Monsieur François Bussiere Téléphone : 514 767-8399 Télécopieur : 514 767-2714	**Commande : (1766543)** 2020-07-14 9 h 37 **Transmission :** 2020-07-14 9 h 37	3348384 - Addenda no 1 (modification) 2020-07-15 6 h 02 - Courriel 3349443 - Addenda no 2 (Modification ouverture des soumissions) 2020-07-16 15 h 44 - Courriel 3350992 - Addenda no 2 (Bordereau numérique) (devis) 2020-07-21 10 h 49 - Courriel 3350993 - Addenda no 2 (Bordereau numérique) (bordereau) 2020-07-21 10 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208852001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 40 011,86 $ et autoriser le transfert d'un montant de 22 994,00 $, taxes incluses, des dépenses incidentes au contrat, pour le déplacement de la conduite gazière sous le nouveau chemin dans le cadre du contrat accordé à Energir (anciennement Gaz Métro) (CG15 0612l) majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 280 628,40 $ à 343 634,26 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 40 011,86 $, taxes incluses, pour la construction d'un nouveau chemin d'accès pour l'usine Siemens dans le cadre du contrat accordé à Energir (Gaz Métro) (CG15 0612), majorant ainsi le montant total du contrat de 280 628,40 $ à 343 634,26 $, taxes incluse;

2. d'autoriser le transfert d'un montant de 22 994.00 $, taxes incluses, des dépenses incidentes au contrat;

3. d'imputer cette dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-08-26 15:06

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208852001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 40 011,86 $ et autoriser le transfert d'un montant de 22 994,00 $, taxes incluses, des dépenses incidentes au contrat, pour le déplacement de la conduite gazière sous le nouveau chemin dans le cadre du contrat accordé à Energir (anciennement Gaz Métro) (CG15 0612l) majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 280 628,40 $ à 343 634,26 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de construction du nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe Atwater, la relocalisation du chemin d'accès à l'usine Siemens (anciennement Rolls Royce) était un prérequis à la construction du nouvel ouvrage. L'emplacement du chemin d'accès était situé à l'intérieur du périmètre choisi pour la réalisation du nouvel édifice et devait être déplacé afin de permettre sa construction. Étant donné la configuration et la dimension du site, aucun autre emplacement n'était possible pour la construction du nouvel accès
En parallèle, ce projet a permis de séparer l'accès commun aux sites de l'usine Siemens et du complexe Atwater afin d'améliorer la sécurité routière désirée par la Direction de l'eau potable (DEP).

La construction du nouvel accès nécessitait le déplacement de la conduite gazière sous le nouveau chemin afin de maintenir le raccordement du réseau souterrain à l'usine Siemens. À cet effet, la Ville de Montréal a accordé un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour la réalisation des travaux. Conformément à une lettre d'entente signée entre la Ville de Montréal et Énergir, le contrat a été établi selon le coût estimé des travaux avec une facturation ajustée selon le coût réel (voir pièce jointe no. 1 : *Demande de modification au réseau de distribution de Gaz Métro-Évaluation des coûts des travaux)* .

Les travaux reliés au déplacement de la nouvelle conduite gazière ont été réalisés en été 2017. Le coût réel des travaux soumis par Énergir est de 343 634,26 $ taxes incluses, soit une différence de 63 005,86 $ taxes incluses (voir pièce jointe no. 2 : *Facture no. 0301-102828*).

Contrat no. 14719	280 628,40 $

Facture 0301-102828	343 634,26 $
Écart	-63 005,86 $

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0612- 29 octobre 2015 - Accorder un contrat gré à gré à Gaz Métro dans le cadre de la construction d'un nouveau chemin d'accès pour l'usine Siemens - site du complexe Atwater (0883) pour la construction d'une nouvelle conduite gazière souterraine sous le nouveau chemin d'accès pour la somme de 280 628,40 $, contingences et taxes incluses qui sera ajustée aux coûts réels des travaux de reconstruction du réseau gazier, exécutés par Gaz Métro - fournisseur exclusif. Dépense totale de 303 623,40 taxes incluses.
CE15 0737 - 22 avril 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Beaudoin Hurens inc. pour les services en génie civil dans le cadre de la construction d'un nouveau chemin d'accès pour l'usine Rolls Royce (Siemens) pour une somme maximale de 72 060,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14051 - (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG13 0401 - 26 septembre 2013 - Accorder un contrat de services professionnels comprenant les services d'une équipe multidisciplinaire en architecture et en ingénierie de bâtiment ainsi que les services en architecture de paysage et des professionnels accrédités LEED aux firmes MDA architectes, Boutillette Parizeau (BPA) et Nicolet Chartrand Knoll ltée (NCK), dans le cadre de la construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, pour une somme maximale de 2 360 704,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12907 - (7 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur :
L’approbation d’une augmentation du contrat gré à gré accordé à Énergir pour le déplacement de la conduite gazière sous le nouveau chemin de l’usine Siemens en fonction du coût réel des travaux.

Les détails de l’écart entre le coût estimé (contrat 14719) et le coût réel (facture no. 0301-102828) sont démontrés dans le tableau suivant, soit 62 148,63 $ taxes incluses pour le contrat de base et de 857,23 $ taxes incluses pour les contingences :

Tableau 1 : Coûts des travaux estimés versus les coûts réels.

Coûts des travaux Énergir - Estimés versus réels		Coûts estimés (contrat # 14719)		Coûts réels (facture 0301-102828		Différence
		Coût portion Ville	Total taxes incluses	Coût portion Ville	Total taxes incluses	
Estimation		1 172,66 $	1 348,27 $	1 611,58 $	1 852,91 $	
Contrat de base						
A	Main-d'œuvre interne	70 496,06 $	81 052,84 $	56 442,54 $	64 894,81 $	
B	Matériaux	24 887,91 $	28 614,87 $	21 553,10 $	24 780,68 $	
C	Frais administration (9%) sur A, B			7 164,65 $	8 237,56 $	
D	Main d'œuvre entrepreneur	79 604,47 $	91 525,24 $	153 104,73 $	176 032,16 $	
E	Services externes	27 237,08 $	31 315,78 $	12 604,30 $	14 491,79 $	
F	Frais d'administration (3%) sur D, E			4 971,27 $	5 715,72 $	
Sous-total		*203 398,13 $*	*233 857,00 $*	*257 452,17 $*	*296 005,63 $*	*62 148,63 $*
Demandes de changement (contingence de 20%):		40 679,63 $	46 771,40 $			
G	Services entrepreneurs - pose de poussière sur terrain privé			11 960,80 $	13 751,93 $	
H	Service entrepreneurs - poussière terrain privé			8 751,38 $	10 061,90 $	
I	Services entrepreneur - temps supplémentaires			19 506,47 $	22 427,56 $	
J	Frais d'administration (3%) sur G, H, I			1 206,56 $	1 387,24 $	
Sous-total		*40 679,63 $*	*46 771,40 $*	*41 425,21 $*	47 628,63 $	*857,23 $*
TOTAL		244 077,76 $	280 628,40 $	298 877,38 $	343 634,27 $	63 005,87 $
Incidences		20 000,00 $	22 994,00 $	0,00	0,00	-22 994,00

JUSTIFICATION

La valeur du contrat attribué par la Ville de Montréal à Énergir est basée sur une estimation fournie en 2015, pour des travaux prévus en 2016. Les travaux ont été réalisés en 2017. L'estimation budgétaire d'Énergir a été établie selon les ententes en vigueur avec leurs fournisseurs (2015). Ces ententes ont été révisées en 2016, entraînant une augmentation du coût de la main-d'œuvre de l'entrepreneur.

L'écart total de 62 148,63 $ taxes incluses dans le contrat de base s'explique principalement par le coût de la main-d'œuvre de l'entrepreneur, estimé à 91 525,24 $ taxes incluses versus un coût réel de 176 032,16 $ taxes incluses (voir ligne D du tableau 1).

Plusieurs demandes de changement ont dû être réalisées en cours de chantier :

- Réalisation de travaux la fin de semaine, afin de permettre une coupure de gaz sans interrompre les opérations de l'usine Siemens;
- Remblayage de tranchée par de la poussière de pierre, dû à des conditions de chantier.

L'écart entre le montant des contingences accordé au contrat (46 771,40 $ taxes incluses) et les demandes de changements requises au chantier (47 628,63 $ taxes incluses) représente un surplus de 827,53 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération
L'écart total entre le contrat 14719 et les coûts réels (facture 0301-102828) pour la réalisation des travaux est de 63 005,86 $ taxes incluses, soit :

	Contrat # 14719 taxes incluses	Facture 0301-102828 taxes incluses	Écart
Contrat de base	233 857,00 $	296 005,63 $	**62 148,63 $**
Contingence	46 771,40 $	47 628,63 $	**857,23 $**
Total	**280 628,40 $**	**343 634,26 $**	**63 005,86 $**

Puisque les crédits d'incidences n'ont pas été utilisés, le SGPI désire transféré le montant de 22 994 $ taxes incluses vers le contrat 14719. Par conséquent, la somme additionnelle demandée est de 40 011,86 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les principes du développement durable applicables ont été exigés, notamment la gestion des déchets de construction sur le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La reconstruction des conduites de Energir (anciennement Gaz Métro) sous le nouveau chemin d'accès Siemens au printemps 2017 était préalable au début des travaux de construction du nouvel atelier et bâtiment administratif Atwater.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a pas d'impact sur ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CG du 24 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Anne-Marie LABERGE, 5 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djedjiga Samia KERMOUD
Conceptrice des aménagements

Tél : 514-872-7009
Télécop. : (514) 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-10

Vincent LEBLANC
Chef de division

Tél : 514 872-2283
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-20

GazMétro
la vie en bleu

Montréal, le 5 novembre 2015

Michel-Louis Cyr
Ville de Montréal
303 rue Notre-Dame E, 3e étage
Montréal (Qc)
H2Y 3Y8

Objet : Demande de modification au réseau de distribution de Gaz Métro – Évaluation des coûts des travaux

Numéro de projet **: 60-003229**

Monsieur Cyr,

La présente fait suite à notre lettre du 16 juin 2015 concernant la demande de déplacement des infrastructures du réseau de distribution de Gaz Métro pour les travaux que la Ville de Montréal (ci-après la « **Municipalité** ») prévoit réaliser sur la rue Dupuis et au 1001 rue Dupuis à Verdun.

Comme indiqué à notre dernière correspondance, nous vous transmettons par la présente l'évaluation des coûts des travaux de déplacement et de reconstruction du réseau de distribution (ci-après les « **Travaux** ») indiquant également leur répartition, laquelle a été établie conformément à l'entente intervenue entre Gaz Métro et l'Union des municipalités du Québec (ci-après l'« **Entente** »). En effet, selon l'article 2 de l'Entente, la Municipalité doit rembourser à Gaz Métro les coûts de déplacement et de reconstruction de ses infrastructures en proportion de la valeur de celles-ci non encore amorties lorsqu'elles ont plus de 5 ans ou en totalité lorsqu'elles n'ont pas encore atteint cet âge.

Les Travaux à être effectués comprennent : Installation d'environ 50 m de nouvelle conduite 273,1 mm CL-1000 acier sur la rue Dupuis à partir de l'intersection Bannantyne vers l'Est et déviation d'environ 225 m de branchement 273,1 mm CL-1000 acier desservant le 1001 rue Dupuis à Verdun. Abandon d'environ 25 m de conduite sur la rue Dupuis et de 215 m 273,1 mm CL-1000 acier en terrain privé. Excavation, remblayage et réfections incluses. En terrain privé, le remblayage se fera avec le matériel excavé. L'estimation des coûts comprend également les matériaux, la main d'œuvre interne et externe ainsi que la main d'œuvre Entrepreneur. **La gestion des sols contaminés n'est pas incluse dans l'estimation. De plus, l'estimation des coûts tient compte d'une seule mobilisation de notre part pour une réalisation des travaux entre avril et septembre 2016.**

Le coût total des Travaux est évalué à **282 832,82 $** (sans les frais d'estimation) plus les taxes applicables.

Toutefois, comme mentionné à notre dernière correspondance, Gaz Métro facturera la Municipalité en fonction du coût réel des Travaux plus les taxes applicables. Conformément à l'Entente, la Municipalité doit assumer ce coût dans une proportion de **71,5 %,** soit pour un montant estimé de **202 225,47 $** plus les taxes applicables. Ce pourcentage pourra faire l'objet d'un ajustement en fonction des infrastructures réellement touchées par les Travaux une fois ceux-ci terminés.

Nous vous rappelons de plus que la Municipalité assume tous les coûts afférents à la préparation de la présente évaluation, lesquels seront facturés en sus. Ces coûts représentent un montant de **1 172,66 $** plus les taxes applicables.

Par la signature de la présente lettre, la Municipalité s'engage à assumer le coût réel des Travaux conformément aux modalités qui y sont énoncées. À cet égard, veuillez nous retourner la présente dûment signée par le représentant autorisé de la Municipalité à l'adresse suivante :

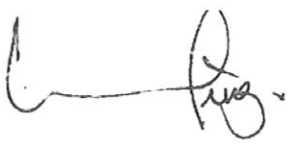
David Bolduc
Technicien de projets
Gaz Métro
1717, rue du Havre
Montréal (Québec) H2K 2X3

La présente évaluation sera valide pour une durée de 30 jours suivant l'émission de la présente. Conséquemment, à défaut de transmettre à Gaz Métro l'original de la présente lettre dûment signée le 5 décembre 2015, Gaz Métro se verra dans l'obligation de procéder à une nouvelle évaluation des coûts aux entiers frais de la Municipalité.

Un délai minimum de 10 jours ouvrables à partir de la date de réception par Gaz Métro de l'original de la présente lettre dûment signée est requis afin de débuter la planification des Travaux.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec David Bolduc au 514-598-3577.

Veuillez agréer, Monsieur Cyr, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Victor Woo, ing.
Chargé de projets

J'ai lu, je comprends et je suis dûment autorisé à signer au nom de la Municipalité pour accepter les modalités énoncées à la présente lettre.

J'ai signé le 24/11/2015, à .

Signature

Nom du signataire (en lettres moulées)

DIRECTEUR - PROJETS

Titre et Fonction

Adresse de facturation (si différente de l'adresse de service)
N° de téléphone cellulaire
N° de téléphone au travail
N° de téléphone à la résidence
Nom de la personne-ressource (si différente du signataire) Michel Louis Cyr
N° de téléphone de la personne-ressource 514 972-0949.

énergir le nouveau Gaz Métro

FACTURE

NO FACTURE	0301-102828
NO DE PIÈCE	1800464931
DATE	2018-07-25
NO DE CLIENT	304731

Coordonnées de l'émetteur :
Énergir, s.e.c.
1717, rue du Havre
Montréal, QC
H2K 2X3
Tél. : 514 977-9237
Téléc. :

2018 AU -9 15 23

Coordonnées du client :

Ville de Montréal
a/s Anis Gasmi
303, rue Notre-Dame Est
3e étage
Montréal, QC
H2Y 3Y8

Téléphone : 514 765-7079
Télécopieur :
Courriel :

Notre référence : 60-3229 (Pour toute question, communiquez avec David Bolduc au 514 977-9237.)
Votre référence : Résolution CG15 0612 (rue Dupuis et 1001, rue Dupuis à Verdun)

DESCRIPTION	TAXES	COUT TOTAL ESTIMÉ DES TRAVAUX	POURCENTAGE FACTURABLE	MONTANT
Frais d'estimation du projet	TPS & TVQ	1 611,58	100,0%	1 611,58 $ CAD
Main-d'oeuvre chantier	TPS & TVQ	78 940,62	71,5%	56 442,54
Matériaux / Équipement	TPS & TVQ	30 144,19	71,5%	21 553,10
Frais d'administration (9 %)	TPS & TVQ			7 164,65
Entrepreneurs	TPS & TVQ	214 132,49	71,5%	153 104,73
Services entrepreneur (temps supplémentaire des 10 et 11 juin 2017)	TPS & TVQ	39 012,93	50,0%	19 506,47
Services entrepreneur (pose de poussière terrain privé)	TPS & TVQ	17 851,94	67,0%	11 960,80
Services entrepreneur (poussière terrain privé)	TPS & TVQ	13 061,76	67,0%	8 751,38
Services externes	TPS & TVQ	17 628,39	71,5%	12 604,30
Frais d'administration (3 %)	TPS & TVQ			6 177,83
				298 877,37 $ CAD

Numéro d'enregistrement TPS :	121411813	**TPS**	14 943,87
Numéro d'enregistrement TVQ :	1010997280 TQ0001	**TVQ**	29 813,02
Numéro d'enregistrement TVH :	121411813	**TVH**	
		Total taxes	**44 756,89 $ CAD**
		TOTAL	**343 634,26 $ CAD**

Condition de paiement : **Payable sur réception sans escompte**

Veuillez émettre votre chèque à l'ordre de: **Énergir, s.e.c**
et **retourner cette partie avec votre paiement** à l'adresse qui suit:

Énergir, s.e.c.
Gestion des comptes à recevoir
1717, du Havre
Montréal, QC
H2K 2X3

MONTANT PAYÉ (Corrigez si nécessaire)	**343 634,26 $ $ CAD**
NO DE CLIENT	304731
NO FACTURE	0301-102828
NO DE PIÈCE	1800464931

VEUILLEZ INSCRIRE LES NUMÉROS DE CLIENT ET DE PIÈCE AU VERSO DE VOTRE CHÈQUE S.V.P.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208852001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 40 011,86 $ et autoriser le transfert d'un montant de 22 994,00 $, taxes incluses, des dépenses incidentes au contrat, pour le déplacement de la conduite gazière sous le nouveau chemin dans le cadre du contrat accordé à Energir (anciennement Gaz Métro) (CG15 0612l) majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 280 628,40 $ à 343 634,26 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1208852001 - V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-11

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1206810007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 $, taxes incluses (contrat : 664 820,06 $ + contingences : 99 723,01 $) - Appel d'offres public IMM-15514 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

Il est recommandé :

1. d'accorder, au seul soumissionnaire conforme Informatique Pro-Contact inc., un contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 664 820,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15514;
2. d'autoriser une dépense de 99 723,01 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,45 % par l'agglomération, pour un montant de 332 193,96 $, taxes incluses et à 56,55 % par la ville centre, pour un montant de 432 349,11 $, taxes incluses.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-19 16:42

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 $, taxes incluses (contrat : 664 820,06 $ + contingences : 99 723,01 $) - Appel d'offres public IMM-15514 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. Il est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L2701 « Communication et sécurité », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0604 - 6 mai 2020 - Accorder un contrat à Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3202 « Démolition édicule piétonnier » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 482 120,35 $, taxes incluses (contrat : 385 696,28 $ + contingences : 96 424,07 $) - Appel d'offres public IMM-15513 - (3 soumissionnaires).
CG20 0077 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soum.).

CG20 0031 - 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liée au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L2701 « Communication et sécurité » consistent principalement à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour effectuer les travaux de communication et de sécurité de l'hôtel de ville, tels que décrits dans les documents d'appel d'offres.
L'appel d'offres public IMM-15514, publié le 15 mai 2020 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de quarante-sept (47) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 30 juin 2020.

Cinq (5) addendas ont été publiés :

Addenda n^{o} 2 (12 juin 2020) (Publié avant l'addenda n^{o} 1) : Date de dépôt des soumissions reportée au 23 juin 2020 - Remise de l'addenda E-02 en électricité - Révision de l'alinéa 2.3.5 à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Réponses aux questions des soumissionnaires (1 question) - Révision de plans en électricité (1 révision).

Addenda n^{o} 1 (15 juin 2020) (Publié après l'addenda n^{o} 2) : Remise de l'addenda E-01 en électricité.

Addenda n^{o} 3 (18 juin 2020) : Mise à jour sur la situation de la COVID-19 - Révision de l'alinéa 2.3.5 à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Ajout de nouveaux éléments et révisions aux articles n^{o} 1 « Définitions » et n^{o} 5 « Travaux » du Cahier des clauses administratives générales - Remise du formulaire de soumission modifié (Révision 01) - Révision de plans en électricité (1 révision) - Remise de l'addenda E-03 en électricité - Date de dépôt des soumissions reportée au 30 juin 2020.

Addenda n^{o} 4 (23 juin 2020) : Remise de l'addenda E-04 en électricité.

Addenda n^{o} 5 (26 juin 2020) : Remise de l'addenda E-05 en électricité.

Les addendas n^{o} 2 et n^{o} 3 ont eu un impact combiné de 12 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 18 juin 2020.

JUSTIFICATION

Il a eu huit (8) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels deux (2) ont déposé une soumission. Un (1) preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ). Un suivi a été effectué auprès des cinq (5) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission.

- Une entreprise mentionne que les nombreuses protections patrimoniales à l'intérieur du bâtiment, lors de la visite des lieux, occasionnaient un trop grand risque d'erreur dans l'évaluation des coûts d'implantation des systèmes;
- Une entreprise mentionne avoir trouvé l'appel d'offres trop restrictif après s'être fait refuser une demande d'équivalence qu'elle jugeait avantageuse;
- Une entreprise mentionne que sa demande d'équivalence a été refusée et qu'elle n'était pas en mesure de fournir les équipements spécifiés au devis normalisé;
- Une entreprise mentionne qu'elle a jugé le devis technique trop limitatif suite à une demande d'équivalence qui s'est vu refusée;

- Finalement, une entreprise mentionne avoir simplement omis de préparer une soumission à la reprise de ses activités suite à l'interruption de celles-ci en raison de la COVID-19.

Les demandes d'équivalence reçues se sont vu refusées puisque les composants proposés n'étaient pas compatibles avec le logiciel actuellement utilisé par la centrale de sécurité de la Ville, alors qu'ils auraient dû l'être pour être considéré équivalents et acceptés. Cette exigence spécifique a été demandée par l'équipe de sécurité de la Ville, alors qu'elle a été consultée non seulement en amont de l'appel d'offres, mais également au courant de celui-ci dès la réception des demandes d'équivalence. Advenant que les composants non compatibles avec le logiciel de gestion utilisé par la centrale auraient été acceptés, l'équipe de sécurité n'aurait pas été capable de surveiller et contrôler le système à distance. L'équipe de sécurité étant l'utilisateur final, ses besoins ont donc été respectés afin d'être en mesure de fournir un système qui soit adéquatement fonctionnel.

Par ailleurs, les composants du système de sécurité sont très complexes et il s'avère d'autant complexe de préparer un devis descriptif sans préciser de modèles acceptables. C'est pourquoi il a été précisé, dans le devis technique, des modèles étant acceptés par la Ville, auxquels a été ajouté la mention « *ou équivalent* » afin de garantir un processus d'appel d'offres équitable. Malgré tout, les composants proposés par les soumissionnaires n'ont pas respecté cette exigence de compatibilité, ce qui a entraîné leur rejet. Il est également pertinent de mentionner que les modèles précisés dans le devis peuvent être fournis par plusieurs fournisseurs dans le marché québécois. Les soumissionnaires qui ont refusé de soumissionner auraient dû être capable de fournir les composants demandés dans le devis.

Une soumission reçue a été jugée non conforme et rejetée, car le soumissionnaire n'a pas utilisé le bordereau de soumission révisé fourni à l'addenda n^{o} 3. Ce faisant, il n'a ainsi pas pris en compte les items à prix unitaires demandés pour les mesures sanitaires supplémentaires selon le Guide Covid-19.

Par conséquent, une seule soumission jugée conforme en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres a été remise par Informatique Pro-Contact inc.

Les précisions reçues de la part du soumissionnaire, suite à une demande d'information supplémentaire concernant sa soumission, permettent de conclure que sa compréhension de la portée des travaux pour la réalisation du présent mandat est adéquate.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Informatique Pro-Contact inc.	664 820,06 $	99 723,01 $	764 543,07 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 311 088,61 $	196 663,29 $	1 507 751,90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(743 208,83) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 49,3 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme Informatique Pro-Contact inc.

L'écart de - 49,3 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Informatique Pro-Contact inc. et la dernière estimation des professionnels se constate principalement au niveau de la différence des prix aux postes budgétaires suivants : *2.1 Câblage et distribution primaire incluant terminaux (caméras, etc.)* et *3.1 Distribution primaire pour le contrôle d'accès* , avec des écarts à hauteur de - 195 549 $ et - 279 115 $ respectivement. Ceux-ci peuvent s'expliquer notamment par le fait qu'il est possible que l'estimation des professionnels pour le passage des câbles ait anticipé un niveau de difficulté plus important que celui estimé par le soumissionnaire qui a pris connaissance du site lors de la visite obligatoire. Il est aussi possible que le soumissionnaire ait accès à des composantes meilleur marché dans ce domaine où la compétition est forte et l'évolution technologique très rapide.

Bien que le résultat de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu un (1) seul soumissionnaire peut faire l'objet de négociation, l'estimation établie par la municipalité est supérieure au prix proposé dans la soumission. De ce fait, il n'est pas possible d'invoquer l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes.

L'entreprise Informatique Pro-Contact inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics, mais qui n'est pas requise dans le cadre de ce contrat. La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. De plus, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Informatique Pro-Contact inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 664 820,06 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 15 %, soit 99 723,01 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour l'installation des nouveaux systèmes de communication et sécurité n'est pas connu à ce jour.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 35 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant en incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 764 543,07 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 764 543,07 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

<u>Service de la gestion et de la planification immobilière</u> (SGPI) :

- un montant de 432 349,11 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 332 193,96 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 10 % en 2020, 40 % en 2021, 40 % en 2022 et 10 % en 2023.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique.
L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L2701 « Communication et sécurité » doivent débuter dans les meilleurs délais et se terminer au printemps 2023, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2023.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 9 septembre 2020

Passage au conseil municipal : 21 septembre 2020

Décision d’accorder le contrat par le conseil d’agglomération : 24 septembre 2020

Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) : 5 octobre 2020

Période de travaux : Octobre 2020 à mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Vincent LEBLANC
Chef de division des projets industriels

Tél : 514 872-2283
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-19

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 2701: Communication et sécurité
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15514

Informatique Pro-Contact inc.

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	1,9%	10 836,00	541,80		1 080,89		**12 458,69**
	Intrusion	2,8%	15 998,41	799,92		1 595,84		**18 394,17**
	Vidéosurveillance	32,4%	187 452,79	9 372,64		18 698,42		**215 523,85**
	Contrôle d'accès	49,4%	285 768,36	14 288,42		28 505,39		**328 562,17**
	Intercom	3,2%	18 686,98	934,35		1 864,03		**21 485,36**
	Mise en marche / service des installations	4,3%	24 956,26	1 247,81		2 489,39		**28 693,46**
	Salle polyvalente	2,1%	12 384,94	619,25		1 235,40		**14 239,58**
	Montants pour items à prix unitaires							
	Mesures sanitaires supplémentaires	3,8%	22 146,36	1 107,32		2 209,10		**25 462,78**
	(Selon le Guide Covid-19)							
	Sous-total :	**100,0%**	**578 230,10**	**28 911,51**		**57 678,45**		**664 820,06**
	Contingences	15,0%	86 734,52	4 336,73		8 651,77		99 723,01
	Total - Contrat :		**664 964,62**	**33 248,23**		**66 330,22**		**764 543,07**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**664 964,62**	**33 248,23**		**66 330,22**		**764 543,07**
Ristournes:	Tps	100,00%		33 248,23				33 248,23
	Tvq	50,0%				33 165,11		33 165,11
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**664 964,62**	**0,00**		**33 165,11**		**698 129,73**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15514
Numéro de référence : 1370886
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L2701 – COMMUNICATION ET SÉCURITÉ

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1742933)** 2020-05-19 6 h 43 **Transmission :** 2020-05-19 6 h 43	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 14 h 31 - Messagerie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 14 h 15 - Courriel 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Central 4477 Boul Métropolitain est Montréal, QC, H1P 3G7 NEQ : 1168633171	Monsieur Luc Aubry Téléphone : 514 254-4420 Télécopieur : 514 254-4420	**Commande : (1748082)** 2020-05-28 16 h 26 **Transmission :** 2020-05-28 16 h 26	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 42 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 15 h 42 - Courriel 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 16 h 40 - Télécopie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 14 h 15 - Courriel 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Informatique ProContact inc. 1000, ave St-Jean-Baptiste	Madame Lucie Bérubé Téléphone : 418 871-	**Commande : (1748124)** 2020-05-28 20 h 36	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis)

	bureau 111 Québec, QC, G2E 5G5 http://www.procontact.ca NEQ : 1173638405	1622 Télécopieur : 418 871-0267	**Transmission :** 2020-05-28 20 h 36	2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 14 h 17 - Télécopie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 14 h 15 - Courriel 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Securmax Systèmes Intégrés de Sécurité inc. 5654 Thimens St-Laurent Montréal, QC, h4r 2k9 http://www.securmax.com NEQ : 1145764511	Monsieur Mario Laflamme Téléphone : 514 333-6633 Télécopieur : 514 333-6633	**Commande : (1753145)** 2020-06-09 16 h 02 **Transmission :** 2020-06-09 16 h 02	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 16 h 40 - Télécopie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 14 h 15 - Courriel 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services Électriques Enixum Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 NEQ : 1142064840	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1744261)** 2020-05-21 8 h 36 **Transmission :** 2020-05-21 8 h 39	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 18 h 35 - Messagerie 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 17 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 14 h 16 - Télécopie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 15 h 51 - Messagerie 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Siemens Inc. Technologies du bâtiment 5005, Lévy Montréal, QC, H4R2N9 http://www.siemens.com NEQ : 1161355988	Monsieur Nicolas Prevost Téléphone : 438 838-0353 Télécopieur :	**Commande : (1745234)** 2020-05-22 12 h 58 **Transmission :** 2020-05-22 12 h 58	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 14 h 32 - Messagerie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 14 h 15 - Courriel 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Site Intégration Plus Inc . 1356 rue Newton Boucherville, QC, J4B 5H2 NEQ : 1160184363	Monsieur Marc Brander Téléphone : 450 449-0094 Télécopieur : 450 449-0018	**Commande : (1742633)** 2020-05-15 13 h 44 **Transmission :** 2020-05-15 15 h 46	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 18 h 36 - Messagerie 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 14 h 16 - Télécopie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 15 h 51 - Messagerie 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel 3339233 - Addenda 5 2020-06-26 12 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Télécon Inc 7450 rue du Mile End Montréal, QC, h2r2z6 http://Telecon.ca NEQ : 1167837492	Monsieur Martin Grégoire Téléphone : 514 644-4422 Télécopieur : 514 644-0649	**Commande : (1744790)** 2020-05-21 16 h 05 **Transmission :** 2020-05-21 16 h 05	3331905 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (devis) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3331906 - Addenda 2 - Report de date - Ajout visite (plan) 2020-06-12 15 h 41 - Courriel 3332838 - Addenda 1 2020-06-15 17 h 18 - Courriel 3335048 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-06-18 14 h 17 - Télécopie 3335049 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-06-18 14 h 15 - Courriel 3335050 - Addenda 3 - Report de date (bordereau) 2020-06-18 14 h 15 - Téléchargement 3337336 - addenda 4 2020-06-23 10 h 11 - Courriel

3339233 - Addenda 5
2020-06-26 12 h 32 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 14 août 2019

INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.
A/S MONSIEUR STEVE MORIN
111-1000, AV SAINT-JEAN-BAPTISTE
QUÉBEC (QC) G2E 5G5

No de décision : 2019-DAMP-0686
N° de client : 3000567360

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

INFORMATIQUE PRO-CONTACT
PROCONTACT SOLUTION INFORMATIQUE
PROCONTACT STRATÉGIES CONSEILS,
PROCONTACT SERVICES CONSEILS
PROCONTACT SOLUTIONS CONSEILS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 27 SEPTEMBRE 2019
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Phase 2

A19-SC-12

Localisation :	275, rue Notre-Dame Est, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Fait partie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Inscrit au répertoire des propriétés municipales d'intérêt patrimonial
Reconnaissance provinciale :	Fait partie du site patrimonial de Montréal (Vieux-Montréal) (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « Lieu historique national du Canada »

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du Service de la gestion et de la planification immobilière, considérant l'article 12.1 paragraphe 9 du règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136).

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[1]

L'hôtel de ville de Montréal est un véritable symbole de l'administration civile à l'échelle nationale puisqu'il s'agit du premier hôtel de ville monumental au Canada. Le secteur dans lequel il s'inscrit constitue le centre administratif municipal et judiciaire de Montréal. Il occupe un vaste site entre la rue Notre-Dame et le Champ-de-Mars, en face du château Ramezay, à proximité de la place Jacques-Cartier et du palais de justice. Son emplacement au sommet de la rue Notre-Dame, un « dos-d'âne » naturel, en fait un point de repère et d'orientation majeur au cœur de la ville. La façade arrière de l'édifice, incluant la terrasse de l'allonge, surplombe le Champ-de-Mars. L'édifice comprend deux sous-sols, un rez-de-chaussée (donnant sur la place Vauquelin), trois niveaux et un étage de combles surmonté par de hauts toits brisés et par un campanile.

Les travaux de construction de l'hôtel de ville commencent en 1872 d'après les plans des architectes Alexander Cowper Hutchison et Henri-Maurice Perrault. Un incendie survenu en mars 1922 oblige la Ville à reconstruire l'édifice. On confie le projet aux architectes de la Ville, Louis Parant et ensuite à L. J. D. Lafrenière. Le chantier débute en 1923. Seuls les murs extérieurs sont conservés, un étage de pierre est ajouté, les toits brisés sont modifiés et un campanile remplace le sommet du pavillon central. L'inauguration de l'immeuble reconstruit a lieu en 1926. Quelques années plus tard, soit en 1932, l'édifice est agrandi à l'arrière vers le Champ-de-Mars. L'architecte Siméon Brais est responsable des travaux qui se terminent en 1934. Une restauration importante du bâtiment a lieu de 1990 à 1992 à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, notamment celle d'éléments de pierre taillée au niveau de l'étage de comble, à l'arrière. Les

[1] Contenu tiré majoritairement de : Ville de Montréal, *Évaluation du patrimoine urbain. Arrondissement de Ville-Marie*, 2005, p. 70. / Ville de Montréal, Site internet des propriétés municipales d'intérêt patrimonial, fiche du bâtiment Hôtel de Ville. 2005-2019.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

fenêtres d'origine des deux derniers étages sont remplacées dans les années 1990. En 2000, un nouvel éclairage architectural est inauguré dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Les toits et les corniches en cuivre ainsi que des éléments d'ornementation font l'objet de travaux de restauration de 2008 à 2010.



Localisation de l'hôtel de ville de Montréal (gauche) / Hôtel de ville de Montréal (droite). Source : Google Maps, 2019

DESCRIPTION DU PROJET À L'ÉTUDE

Historique du dossier

En janvier 2019, le CPM avait été consulté à la demande de la Division du patrimoine sur la phase 1 du projet de réfection de l'hôtel de ville, qui concernant les travaux de restauration de l'enveloppe du bâtiment (incluant la restauration et le remplacement de fenêtres), l'imperméabilisation des fondations et le dégarnissage des espaces intérieurs. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un projet global de restauration patrimoniale, de mise aux normes et de certification LEED. Les principes d'aménagement guidant les travaux visent entre autres à faciliter l'accueil des citoyens, restaurer plusieurs composantes d'origine (dont les fenêtres et les boiseries), simplifier les circulations et augmenter l'efficacité énergétique du bâtiment. Le CPM a émis un avis (A19-SC-02) daté du 8 février 2019.

Le 24 mai 2019, le CPM a été consulté pour la phase 2 du projet de restauration et de mise aux normes, concernant les interventions suivantes :

- Interventions majeures sur les plans d'aménagement intérieurs ;
- Agrandissement sur le toit-terrasse de l'allonge ;
- Ouverture dans le hall d'honneur ;
- Aménagement du hall au rez-de-chaussée ;
- Boiseries et vitrages intérieurs à modifier et restaurer ;
- Intégration du système de chauffage sur les étages patrimoniaux ;
- Simplification des plafonds des étages patrimoniaux ;
- Création d'un porche au sous-sol 1 ;

- Modification du tunnel et de l'édicule au sous-sol 2 ;
- Restauration des marquises Vauquelin et Gosford telles quelles.

Il a émis à ce sujet un avis préliminaire (A19-SC-10, 20 juin 2019).

Description du projet

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu lors de sa séance du 30 août 2019 les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et les représentants de la firme externe mandatée. La phase 2 du projet a été retravaillée suivant l'avis du CPM et la nouvelle version lui est présentée pour avis.

Notons que, depuis la dernière présentation du projet, l'agrandissement prévu sur la terrasse arrière a été revu à la baisse, en accord avec la recommandation précédente du CPM de maintenir cet espace ouvert. Une nouvelle proposition a été introduite à ce stade-ci du projet : le morcellement et le déplacement des comptoirs de marbres du rez-de-chaussée, ainsi que le déplacement de la boîte de perception des taxes, deux éléments datant de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923. Ces interventions sont présentées comme nécessaires pour agrandir la perception de l'espace public et pour l'aménagement d'un espace d'exposition, d'un espace café et une salle familiale au rez-de-chaussée. Il est proposé de remodeler et de modifier les comptoirs afin de leur donner de nouvelles fonctions : ainsi, une partie serait utilisée dans la salle de café, une autre comme comptoir d'accueil du service du greffe, etc.

ENJEUX

Le CPM remercie les représentants pour leur présentation claire, détaillée et bien argumentée. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires et recommandations sur les aspects du projet qui lui ont été présentés.

Nouveau volume sur la terrasse

Le CPM voit d'un bon œil le retrait de la tente actuellement présente et apprécie la réduction du volume de l'agrandissement proposé sur la terrasse par rapport à la dernière présentation. Il souligne en particulier la légèreté de l'agrandissement proposé, dont la composition donne l'image d'un volume qu'on pose sur la terrasse, qui s'intègre bien à la matérialité et au volume de l'hôtel de ville. Cette proposition constitue selon lui une amélioration par rapport à l'existant, mais également par rapport à la version précédente qui lui a été présentée en mai dernier. Il apprécie également que cet agrandissement sur la terrasse soit accessible à tous et espère que les événements protocolaires qui s'y dérouleront sporadiquement ne nuiront pas à l'usage public de la terrasse. Enfin, il recommande de réfléchir dès maintenant à la végétation qui sera présente sur la terrasse afin que celle-ci soit arrimée aux aménagements. Il considère aussi qu'une réflexion est nécessaire quant à l'illumination de nuit qui proviendra de l'intérieur et à la grande visibilité qu'elle donnera à l'ajout par rapport à l'ensemble du bâtiment.

Stratégie de conservation

Dans son avis du 24 mai 2019 (A19-SC-10), le CPM avait demandé la formulation d'une stratégie de conservation de manière à justifier clairement comment les nouvelles interventions s'arriment aux composantes patrimoniales. Bien qu'il comprenne l'explication fournie selon laquelle on revient le plus possible aux composantes d'origines (notamment pour les fenêtres), il constate que cette stratégie n'est pas celle employée pour l'ensemble des interventions prévues, dont les intérieurs. Il regrette que les interventions lui soient encore présentées à la pièce et que les choix de conservation ne soient pas appuyés.

Tel qu'il l'a mentionné dans son avis A19-SC-10, le CPM réitère la nécessité de produire une stratégie de conservation. Cet outil est essentiel pour, d'une part, asseoir les choix qui sont faits quant au remplacement ou à la conservation des éléments, et, d'autre part, pour démontrer les liens et l'impact des nouvelles interventions sur les composantes patrimoniales. Dans ses avis, le CPM recommande la réalisation de tels documents pour de nombreux bâtiments patrimoniaux ; en l'occurrence, il lui paraît essentiel que l'on fasse preuve de pratiques de conservation exemplaires pour le bâtiment le plus important de la ville. À ce sujet, il rappelle l'intention de la Ville d'être un gestionnaire et un propriétaire exemplaires de ses bâtiments patrimoniaux. Il est d'avis que l'hôtel de ville de Montréal est l'édifice tout désigné pour mettre en œuvre cette intention.

Éléments patrimoniaux intérieurs

Tel que mentionné précédemment, le CPM perçoit certaines incohérences quant aux choix de conservation puisque d'un côté, on affirme vouloir enlever les ajouts subséquents, mais, de l'autre, on modifie certains éléments d'origine. Ainsi, le CPM est étonné de l'intention nouvelle de scinder les comptoirs de marbre historiques du rez-de-chaussée pour les disposer à différents endroits. Ce geste n'est pas anodin puisque ceux-ci datent de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923 et témoignent du courant Art déco dans la décoration intérieure de l'édifice. Plutôt que des éléments de mobilier pouvant être déplacés, il s'agit véritablement de composantes architecturales qui contribuent à l'articulation de l'espace. En les scindant et en les déplaçant, on modifie leur fonction d'origine qui était de séparer l'espace public de l'espace privé (réservé aux employés de la Ville). Le CPM comprend la volonté d'augmenter l'espace public de cet étage ; toutefois, il lui paraît que cela pourrait être fait tout en respectant les composantes patrimoniales. Le CPM insiste pour que les comptoirs de marbres soient maintenus tels quels au rez-de-chaussée et conservent leur fonction historique de démarcation d'espaces. Ceci peut s'effectuer en les intégrant aux nouvelles fonctions.

Les mêmes inquiétudes s'appliquent à la boîte de perception des taxes qui trône entre les comptoirs de marbre au rez-de-chaussée et qui témoigne de manière éloquente de l'histoire de la municipalité de Montréal. Le CPM insiste par conséquent pour que cet élément soit maintenu à son emplacement actuel et historique et ne soit pas muséifié. Il est d'avis que ces éléments patrimoniaux significatifs peuvent très bien s'intégrer à l'aménagement prévu du rez-de-chaussée.

À cet égard, le CPM souligne certains projets exemplaires de conversion où les comptoirs d'origine ont été intégrés, dont celui de l'ancienne succursale de la Banque Royale sur la rue Saint-Jacques en un café (le Crew Collective & Café). Les éléments d'origine tels les comptoirs ont tous été conservés à leur emplacement d'origine tout en conservant leur fonction de séparation des espaces publics et privés.

Enfin, concernant la volonté de remplacer le verre givré de la fenestration de certaines portes par du verre clair, le CPM se demande si le verre givré est un élément d'origine (1923). Le cas échéant, il recommande de conserver le verre givré en place, d'autant plus qu'il contribue à l'intimité des espaces de travail par rapport aux aires de circulation.

Édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars

La démolition et le remplacement de l'édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars avaient été présentés au comité mixte (composé du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger) dans le cadre du projet de la place des Montréalaises. Il était prévu de démolir et de transformer l'édicule et une entrée de livraison pour l'hôtel de ville. Dans son avis préliminaire en date du 3 juillet 2019 (AC19-SC-02), le comité mixte avait émis certains commentaires à ce sujet, jugeant qu'il s'agissait d'un geste architectural fort pour un édicule de service et qu'il gagnerait à être traité plus sobrement.

Depuis la présentation du projet de la place des Montréalaises en juin dernier, la démolition et le remplacement de l'édicule ont été transférés sous la gouverne du projet de restauration et de mises aux normes de l'hôtel de ville. Dans le cadre du présent avis, il est demandé au CPM de se positionner formellement sur la démolition de l'édicule. Or, le projet de remplacement, présenté très sommairement, ne semble pas avoir changé depuis la dernière présentation. En l'absence des détails sur le projet de remplacement, d'information sur les interventions paysagères et sur l'arrimage de l'édicule avec la passerelle, le CPM ne peut se prononcer à l'heure actuelle sur la démolition de l'édicule. Il est d'avis qu'il y a trop d'inconnus pour qu'il prenne position à ce sujet. Tout en rappelant que les commentaires et recommandations qu'il avait formulés à cet égard dans l'avis du comité mixte sur le projet de la place des Montréalaises sont toujours valides, il souhaite que l'édicule existant soit documenté et que le nouvel édicule lui soit présenté de manière détaillée pour avis dans le cadre d'une réunion dédiée spécifiquement à ce projet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal voit de manière très positive le projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville. Il émet par conséquent un avis favorable, conditionnel à la conservation in situ des comptoirs de marbre et de la boîte de perception. Il formule également les recommandations suivantes :

- Bien qu'il aurait été plus pertinent de le faire plus tôt dans le projet, il serait tout de même nécessaire de formuler une stratégie de conservation, ne serait-ce que pour permettre d'assurer un dossier documentaire complet du projet pour la postérité ;
- Advenant que le verre givré des portes soit un élément d'origine, le conserver ou le remplacer par du verre identique plutôt que du verre clair ;
- Mener une réflexion sur le mobilier et la végétation qui seront présents sur la terrasse et au sein de l'agrandissement de sorte qu'ils soient intégrés dès maintenant dans la réflexion sur le design urbain afin d'éviter qu'ils ne soient ajoutés à la fin et soient détachés de leur contexte ;
- Constatant que l'éclairage intérieur de l'agrandissement sur la terrasse (qui sera vitré) sera très visible le soir, le CPM insiste pour qu'il soit arrimé au plan lumière de l'édifice ;

- Concernant les aménagements intérieurs prévus, le CPM souhaite mettre en garde les concepteurs contre la tendance à réaliser des aménagements s'inspirant trop fortement de tendances esthétiques actuelles qui risquent ne pas être adaptés aux besoins à long terme et de mal vieillir. Il recommande de réaliser des aménagements intérieurs sensibles à la fonction et au caractère patrimonial de l'hôtel de ville en misant sur un vocabulaire qui traversera le temps.

Le CPM souhaite que le projet de démolition et de remplacement de l'édicule de la station de métro Champ-de-Mars présent à l'angle des rues Saint-Antoine et Gosford lui soit présenté pour avis. À cet effet, il recommande de :

- Présenter l'historique de l'édicule
- Documenter et réaliser un plan de l'édicule existant
- Présenter en détail la construction proposée (plans, élévations, coupes, matérialité)

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 11 octobre 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206810007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 $, taxes incluses (contrat : 664 820,06 $ + contingences : 99 723,01 $) - Appel d'offres public IMM-15514 - (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206810007 - Travaux du lot L2701 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1203438030

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 760 629,14 $, taxes incluses (Contrat: 691 481,04 $ et contingences: 69 148,10 $) - Appel d'offres public SP20030-BF0000-C- (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Reftech international inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues nos. 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 691 481,04 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP20030-BF0000-C;

2. d'autoriser une dépense de 69 148,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-28 11:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438030**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 760 629,14 $, taxes incluses (Contrat: 691 481,04 $ et contingences: 69 148,10 $) - Appel d'offres public SP20030-BF0000-C- (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean R.-Marcotte (Station) est dotée de quatre incinérateurs qui servent à brûler les boues recueillies au cours du traitement des eaux usées. Ces incinérateurs sont en opération depuis 1988 et requièrent régulièrement la remise à neuf de certaines composantes majeures. L'expérience acquise au cours des dernières années confirme la nécessité d'une remise à niveau majeure du réfractaire et de l'acier sur chacun des quatre incinérateurs de la Station à tous les deux ans. Les incinérateurs 2 et 4 sont remis à niveau en alternance avec les incinérateurs 1 et 3. Des arrêts pour la mise à niveau des incinérateurs à planchers multiples 2 et 4 sont donc à nouveau planifiés, à compter de la première semaine du mois de novembre 2020 pour le premier incinérateur et en janvier 2021 pour le second.

Un appel d'offres a été lancé le 2 juin 2020 et publié sur le site SEAO et dans le journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 14 juillet 2020. La validité des soumissions est de 120 jours. Le montant des contingences prévu au contrat est de 10 % pour tenir compte des imprévus dus à l'âge des installations existantes.

Deux addenda ont été émis.

· Addenda 1 en date du 3 juin: questions/réponses;
· Addenda 2 en date du 16 juin: amendement au cahier des charges;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0465 - 24 octobre 2019 - Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 763 156,57 $, taxes incluses (Contrat: 693 778,70 $ et contingences: 69 377,87 $) - Appel d'offres public SP19067-BF0000-C-2 (2 soumissionnaires)
CG18 0489 - 20 septembre 2018 - Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 637 939,43 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP18066-BF0000-C (2 soum.)

CG17 0439 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17057-BF0000-C (2 soum.)

CG16 0527 – 30 septembre 2016 - Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc., pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 586 986,06 $, taxes incluses, - Appel d'offres 1935-AE-16 - 2 soumissionnaires (1163334019);

DESCRIPTION

L'envergure des travaux à réaliser à l'intérieur des incinérateurs 2 et 4 sera précisée lors de l'inspection après la mise hors service et le nettoyage de ceux-ci. Il est très probable que des remises à neuf soient requises pour les composantes suivantes des incinérateurs : deux des onze planchers, les briques d'assises des planchers, les bras racleurs, les cages de brûleurs et des arches de planchers endommagés. Toutefois, année après année, des travaux récurrents sont effectués et sont reliés à l'usage intensif des incinérateurs. À cet effet, le bordereau des prix comprend l'ensemble des travaux qui pourraient être exécutés mais qui ne seront confirmés qu'une fois les incinérateurs inspectés.
Certaines parties de parois des gaines des gaz et la cheminée d'urgence pourraient être corrodées de façon importante par les gaz de combustion. Le cas échéant, le remplacement des sections endommagées exigera obligatoirement la réfection du revêtement métallique, les ancrages, les blocs isolants, le béton réfractaire, etc. Ces travaux permettront, s'ils s'avèrent requis, de maintenir l'intégrité de la structure métallique et d'éliminer les risques d'émission de gaz toxiques d'incinération dans le bâtiment des boues causés par des perforations dans les gaines d'acier, ce qui pourrait mettre en péril la santé et la sécurité du personnel de la Station.

Ce type de travaux exige une main d'œuvre spécialisée, dans des conditions très difficiles et en majeure partie sous des conditions de haute sécurité reliées à des travaux en espaces clos.

Durant une période d'environ six semaines, la capacité d'incinération de la Station sera réduite de 25 %, rendant l'opération d'incinération plus vulnérable en cas d'imprévus sur l'un des trois autres incinérateurs en fonction. Pour cette raison, l'arrêt des incinérateurs est planifié en novembre 2020 et en janvier 2021, correspondant à des périodes de l'année durant lesquelles la Station reçoit normalement moins d'eaux usées à traiter, minimisant ainsi la vulnérabilité d'incinération en cas d'imprévus.

JUSTIFICATION

Cinq entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres. Deux entreprises ont présenté une soumission et aucun avis de désistement n'a été reçu. Les trois autres preneurs de documents n'ont pas soumissionné parce qu'ils ne possèdent pas l'expertise requise pour effectuer des travaux de réfractaires dans des incinérateurs.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Reftech international inc.	691 481.04 $	69 148,10 $	760 629,14 $
Les entreprises de construction Refrabec inc.	764 508,90 $	76 450,89 $	840 959,79 $
Dernière estimation réalisée ($)	723 894,18 $	72 389,42 $	796 283,60 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(35 654,46)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(4,48 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			80 330,65 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			10,56 %

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission conforme est favorable de 4,48 %. L'écart de 10,56% entre la deuxième plus basse et l'adjudicataire recommandé provient principalement de l'article 2 du bordereau de soumission qui concerne la démolition et la reconstruction des paliers pairs et impairs (30 063 $). Il explique 37% de l'écart.

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la compagnie Reftech international inc. plus bas soumissionnaire conforme, au montant de sa soumission, soit 691 481,04 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - Reftech international inc. - 1825, 32 ième Avenue, Lachine (Québec) H8T3J1. L'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec, expirant le 31 octobre 2020, avec sa soumission.

Les soumissionnaires n'avaient pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés publics dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 760 629,14 $, taxes incluses. Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement 2020 de la Direction de l'épuration des eaux usées et sera priorisée au budget 2021.
Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de 694 555,79 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas octroyé, la fiabilité des incinérateurs serait compromise. La capacité d'incinération risquerait de diminuer par rapport aux besoins et les boues devraient être disposées dans un site d'enfouissement externe. Il est à noter que le coût pour la disposition au site d'enfouissement s'élève à presque 50 $ par tonne et le coût journalier d'enfouissement s'élèverait en moyenne à 9 500 $.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : novembre 2020
Fin des travaux : mars 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-05

Stéphane BELLEMARE
Surintendant Entretien

Tél : 514 280-4098
Télécop. : 514 280-6567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-08-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-08-28

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP20030-BF0000-C
Numéro de référence : 1377707
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no.2 et no. 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Refrabec 925, boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X 1P7	Madame Isabelle Marcoux Téléphone : 450 449-5390 Télécopieur : 450 449-5520	**Commande : (1749467)** 2020-06-02 9 h 01 **Transmission :** 2020-06-02 9 h 01	3325906 - Addenda 1 2020-06-03 16 h 33 - Courriel 3333507 - Addenda 2 2020-06-16 15 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Socomec Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3	Monsieur Mathieu Boisvert Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1750581)** 2020-06-03 17 h 47 **Transmission :** 2020-06-03 17 h 47	3325906 - Addenda 1 2020-06-03 17 h 47 - Téléchargement 3333507 - Addenda 2 2020-06-16 15 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1750224)** 2020-06-03 11 h 39 **Transmission :** 2020-06-03 11 h 39	3325906 - Addenda 1 2020-06-03 16 h 33 - Courriel 3333507 - Addenda 2 2020-06-16 15 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Reftech International Inc. 1825 32e Avenue Montréal, QC, H8T3J1	Monsieur Paul Guillard Téléphone : 514 633-8665 Télécopieur :	**Commande : (1750175)** 2020-06-03 11 h 16 **Transmission :** 2020-06-03 11 h 16	3325906 - Addenda 1 2020-06-03 16 h 33 - Courriel 3333507 - Addenda 2 2020-06-16 15 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3	Monsieur Denis Girard et Ghislaine Campeau Téléphone : 514 334-7230 Télécopieur : 514 334-5070	**Commande : (1750138)** 2020-06-03 10 h 53 **Transmission :** 2020-06-03 10 h 53	3325906 - Addenda 1 2020-06-03 16 h 33 - Courriel 3333507 - Addenda 2 2020-06-16 15 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438030

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 760 629,14 $, taxes incluses (Contrat: 691 481,04 $ et contingences: 69 148,10 $) - Appel d'offres public SP20030-BF0000-C- (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1203438030_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1203438031

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec Construction inc., pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval - Dépense totale de 7 012 271.11 $, taxes incluses (contrat : 6 374 791,92 $ $ + contingences : 637 479,19 $) - Appel d'offres public IP20013-149611-C - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Nordmec Construction inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 374 791,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public # IP20013-149611-C;

2. d'autoriser une dépense de 637 479,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-28 11:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438031**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec Construction inc., pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval - Dépense totale de 7 012 271.11 $, taxes incluses (contrat : 6 374 791,92 $ $ + contingences : 637 479,19 $) - Appel d'offres public IP20013-149611-C - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme triennal d'immobilisation, la Ville de Montréal (Ville) doit entreprendre et poursuivre plusieurs projets de mise à niveau de ses infrastructures tant sur son réseau d'égouts qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte (Station).
En 2006, quatre stations de pompage de la cité de Dorval ont été prises en charge par la Ville, il s'agit des stations Saint-Charles, Dawson, Bord-du-Lac et Thorncrest Circle.

Certains équipements installés dans ces stations de pompage datent de leur construction (1970 pour Thorncrest Circle et 1949 pour les trois autres), une grande partie des équipements de ces stations sont arrivés à leur fin de vie utile. Des travaux de mise à niveau sont rendus nécessaires pour assurer la sécurité des installations et la pérennité des équipements.

Les travaux vont également permettre la disposition des matériaux dangereux utilisés lors de la construction (enlèvement de l'amiante et du plomb).

Un appel d'offres public a été lancé le 28 mai 2020 sur le site SEAO et le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 16 juillet 2020. La validité des soumissions est de 120 jours. Cinq (5) addenda ont été émis:

Addenda 1 - 1 juin 2020 - Questions / Réponses;
Addenda 2 - 11 juin 2020 - Questions / Réponses;
Addenda 3 - 26 juin 2020 - Report de date d'ouverture;

Addenda 4 - 8 juillet 2020 - Questions / Réponses;
Addenda 5 - 13 juillet 2020 - Questions / Réponses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Devant l'état des équipements et les risques associés à la perte de disponibilité de ceux-ci, la Direction de l'épuration des eaux usées requiert les services d'un entrepreneur qui dispose d'une expertise multidisciplinaire pour la mise à niveau des quatre stations de pompage de la cité de Dorval.
Les travaux à effectuer incluent sans s'y limiter:

- le démantèlement des équipements de distribution électrique, les équipements d'éclairage et autres;
- les modifications à l'entrée électrique principale;
- le remplacement des pompes avec moteur externe par des pompes submersibles;
- la fourniture et l'installation d'un nouveau centre de distribution principal, un nouveau centre de contrôle des moteurs, de nouveaux équipements de distribution électrique, un système de protection incendie et des équipements de service (éclairage, chauffage, prises électriques);
- le désamiantage et la disposition sécuritaire des rebuts;
- les réparations structurales et les modifications pour l'installation de nouveaux systèmes de ventilation;
- le remplacement des trappes et les échelles.

Dans le cadre de ce projet, une contingence de 10% du montant total est requise pour pallier aux imprévus reliés à l'âge des installations.

JUSTIFICATION

Douze entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et trois d'entre elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu. Sept preneurs de documents sont des sous-traitants et deux entreprises n'ont pas répondu aux demandes d'information.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Nordmec Construction inc.	6 374 791,92 $	637 479,19 $	7 012 271,11 $
Construction Socomec inc.	7 362 474,71 $	736 247,47 $	8 098 722,19 $
Construction Deric inc.	7 393 759,41 $	739 375,94 $	8 133 135,35 $
Estimation du professionnel externe ($)	5 486 026,38 $	548 602,64 $	6 034 629,01 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			977 642,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			16,20 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 086 451,08 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	15,49%

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est défavorable de 16.2%. La fourniture et l'installation des équipements de pompage temporaires (article 1.3 du bordereau de soumission) représente 74% de cet écart (726 770 $). La difficulté à prévoir les variations de débits d'eau pendant la période des travaux expliquerait cette différence.

L'écart entre la deuxième soumission plus basse et la plus basse se trouve principalement dans les travaux de structure (417 995 $) et de mécanique de procédé (461 279 $). Ensemble, ils expliquent 81% de cet écart.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Nordmec Construction inc., 3-390 rue Simon, Mont-Tremblant, Québec, J8E 2R2 (NEQ1164575657). Cette entreprise n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 octobre 2020.

Conformément au décret 796-2014 du 10 septembre 2014, la compagnie Nordmec Construction inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Public. Ce document a été reproduit en pièce jointe.

Il est recommandé d'octroyer à Nordmec Construction inc. un contrat pour la mise à niveau des quatre stations de pompage de la cité de Dorval. au montant de sa soumission, soit 6 374 791,92 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval est de : 7 012 271,11 $ taxes incluses, incluant 637 479,19 $ pour les contingences. Ceci représente un montant de 6 403 138,19 $ net de ristournes de taxes.
Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le projet de mise à niveau des quatre stations de pompage de la cité de Dorval dont la moyenne d'âge dépasse 65 ans n'était pas réalisé, des arrêts imprévus d'équipements pourraient survenir et causer des déversements au fleuve Saint-Laurent et/ou des inondations de sous-sol chez les résidents.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du projet: 24 septembre 2020

Début des travaux: octobre 2020

Fin des travaux: janvier 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-11

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-08-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-08-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 avril 2017

NORDMEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR JOËL PRUD'HOMME
1998, RUE MICHELIN
LAVAL (QC) H7L 5C2

N° de décision : 2017-CPSM-1026563
N° de client : 3000172170

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LE GROUPE NORDMEC, NORDMEC CONTRÔLE et NORDMEC INSTRUMENTATION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NORDMEC CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 29 novembre 2019

NORDMEC CONSTRUCTION INC.
390, RUE SIMÉON
LOCAL 3
MONT-TREMBLANT QC J8E 2R2

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000172170

N° de demande : 1900016297

N° de confirmation de paiement : 211304

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IP20013-149611-C
Numéro de référence : 1376353
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
TechniservA.G. Inc. 3420 1ère Rue, Parc Industriel Gérard Leclerc Saint-Hubert, QC, j3y8y5 http://techniserv.ca	Monsieur William Lortie Téléphone : 514 708-6527 Télécopieur :	**Commande : (1754195)** 2020-06-11 11 h 19 **Transmission :** 2020-06-11 11 h 19	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-11 11 h 19 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-11 11 h 19 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 15 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com	Madame Sophy Duquette Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1748003)** 2020-05-28 15 h 17 **Transmission :** 2020-05-28 17 h 44	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-01 9 h 24 - Courriel 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-01 9 h 24 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 52 - Messagerie 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 05 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 20 h 04 - Messagerie 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau	Monsieur Alexandre Coulombe	**Commande : (1747944)** 2020-05-28 14 h 10	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-01 9 h 24 - Courriel

Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Transmission :** 2020-05-28 14 h 10	3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-01 9 h 24 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 54 - Messagerie 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 07 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 20 h 05 - Messagerie 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Socomec Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3	Monsieur Mathieu Boisvert Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1748199)** 2020-05-29 8 h 05 **Transmission :** 2020-05-29 8 h 05	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-01 9 h 24 - Courriel 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-01 9 h 24 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 15 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca	Madame Jessica Thériault Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1749537)** 2020-06-02 9 h 48 **Transmission :** 2020-06-02 9 h 48	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-02 9 h 48 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-02 9 h 48 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 14 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Entreprises Denexco inc. 176, rue Principale Stanbridge Station, QC, J0J 2J0 http://www.denexco.ca	Monsieur Luc Marchessault Téléphone : 450 248-4241 Télécopieur :	**Commande : (1752235)** 2020-06-08 12 h 19 **Transmission :** 2020-06-08 13 h 02	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-08 12 h 19 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-08 12 h 19 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 55 - Messagerie 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 08 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 20 h 06 - Messagerie 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Guy Beaulieu 2009 inc 2235 rue johanne Terrebonne, QC, j6y1z8	Monsieur Cédric Beaulieu Téléphone : 450 818-4422 Télécopieur :	**Commande : (1750251)** 2020-06-03 12 h 02 **Transmission :** 2020-06-03 13 h 26	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-03 12 h 02 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-03 12 h 02 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 54 - Messagerie 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 07 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 20 h 05 - Messagerie 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1756061)** 2020-06-16 13 h 35 **Transmission :** 2020-06-16 13 h 35	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-16 13 h 35 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-16 13 h 35 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-16 13 h 35 - Téléchargement 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-16 13 h 35 - Téléchargement 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 14 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1748504)** 2020-05-29 13 h 15 **Transmission :** 2020-05-29 13 h 59	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-01 9 h 24 - Courriel 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-01 9 h 24 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 53 - Messagerie 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 06 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 20 h 04 - Messagerie 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Parko Inc 3120 boul. Moïse-Vincent, suite 201 Saint-Hubert, QC, J3Z 0C4 http://www.parko.ca	Monsieur Ghyslain Bergeron Téléphone : 418 849-7140 Télécopieur : 418 841-1421	**Commande : (1755945)** 2020-06-16 11 h 19 **Transmission :** 2020-06-16 11 h 19	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-16 11 h 19 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-16 11 h 19 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-16 11 h 19 - Téléchargement 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-16 11 h 19 - Téléchargement 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 06 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Quantum Électrique inc. 1421 rue Michelin Laval, QC, h7l 4s2 http://www.quantumelectrique.com	Monsieur Francois Larin Téléphone : 450 667-1421 Télécopieur :	**Commande : (1752520)** 2020-06-08 17 h 18 **Transmission :** 2020-06-08 18 h 37	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-08 17 h 18 - Téléchargement 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-08 17 h 18 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 13 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services Électriques Enixum Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1749535)** 2020-06-02 9 h 47 **Transmission :** 2020-06-02 10 h 40	3323572 - Addenda 1 (devis) 2020-06-02 9 h 47 - Messagerie 3323573 - Addenda 1 (bordereau) 2020-06-02 9 h 47 - Téléchargement 3331007 - Addenda 2 (devis) 2020-06-11 15 h 15 - Courriel 3331008 - Addenda 2 (plan) 2020-06-11 15 h 56 - Messagerie 3338562 - Addenda 3 (devis) 2020-06-26 14 h 56 - Courriel 3338563 - Addenda 3 (plan) 2020-06-26 20 h 16 - Messagerie 3344532 - Addenda 4 (devis) 2020-07-08 18 h 57 - Courriel 3344533 - Addenda 4 (plan) 2020-07-08 20 h 07 - Messagerie 3347412 - Addenda 5 2020-07-13 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438031

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec Construction inc., pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval - Dépense totale de 7 012 271.11 $, taxes incluses (contrat : 6 374 791,92 $ $ + contingences : 637 479,19 $) - Appel d'offres public IP20013-149611-C - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438031_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2020/09/24
17:00

(1)

Dossier # : 1208865002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de construction à L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon pour le remplacement du refroidisseur et divers travaux au bâtiment situé au 2580 St-Joseph, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 203 302,37 $, taxes incluses (contrat: 842 766,75 $ + contingences : 176 981,02 $ + incidences : 183 554,60 $) | Appel d'offres public (IMM-15456-1) - Neuf (9) soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon (9106-4154 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux pour le remplacement du refroidisseur et divers travaux au bâtiment, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 842 766,75$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (15456-1 de l'appel d'offres) ;

2. d'autoriser une dépense de 176 981,02$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 183 554,60$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 44,92% par l'agglomération, pour un montant de 540 523,42$.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-18 15:29

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208865002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de construction à L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon pour le remplacement du refroidisseur et divers travaux au bâtiment situé au 2580 St-Joseph, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 203 302,37 $, taxes incluses (contrat: 842 766,75 $ + contingences : 176 981,02 $ + incidences : 183 554,60 $) | Appel d'offres public (IMM-15456-1) - Neuf (9) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

L'édifice situé au 2580 St-Joseph dans l'arrondissement Rosemont–Petite-Patrie a été construit en 1964 pour abriter les bureaux du Journal Montréal Matin. Par la suite, les bureaux du transport métropolitain et ceux de la Communauté urbaine de Montréal ont successivement occupé l'édifice jusqu'en 2001. Ce bâtiment administratif abrite maintenant plusieurs bureaux dont ceux du Bureau du taxi de Montréal, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), de la Direction des technologies de l'information (DTI), des centres de service comme le centre opérationnel de sécurité (COS), un centre d'appel TI du SPVM, les serveurs de la Ville de Montréal ainsi qu'une station d'échantillonnage du Réseau de surveillance de la qualité de l'air.
Le système de climatisation de ce bâtiment administratif est en fin de vie utile. Des travaux d'urgence ont été effectués sur le refroidisseur en 2018 par la Direction de la gestion immobilière et exploitation, afin de prolonger la période d'exploitation de cet équipement. La tour d'eau présente aussi des signes d'usure importants et requiert un suivi minutieux compte tenu des exigences réglementaires de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ).

Le projet de remplacement de ces installations est donc prioritaire. Les travaux consistent à remplacer le système de climatisation, situé dans le local technique en appentis au toit, et la tour d'eau existante par deux (2) unités de climatisation afin de procurer flexibilité, redondance et économies d'énergies aux opérations. Le nouveau système va permettre d'éliminer le réfrigérant (R22) du refroidisseur de l'appentis et le remplacer par un réfrigérant dont les substances ont peu d'effet appauvrissant sur la couche d'ozone (SACO). La tour d'eau existante sera remplacée par un autre type de refroidisseur afin de permettre un fonctionnement 12 mois par année pour fournir un refroidissement de l'air dans le système de ventilation. Cette caractéristique du nouveau système permettant un fonctionnement avec un minimum d'air frais va générer des économies d'énergie importantes pour le chauffage et l'humidification de l'air.

Dans le présent dossier, les documents d'appel d'offres public ainsi que les plans et devis ont été préparés par la firme d'architectes Riopel et associés, en collaboration avec la firme d'ingénieurs GBI.

Un appel d'offres pour la réalisation de travaux, portant le numéro IMM-15456-1, a été publié sur le site SEAO ainsi que dans le Journal de Montréal, le 16 mars 2020. La date de dépôt des soumissions était initialement le 16 avril, mais de nombreux reports ont été nécessaires en raison de la Covid-19. L'ouverture des soumissions était finalement le 18 juin 2020 pour une durée totale de publication de quatre-vingt-quatorze (94) jours.

La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No.1	25/03/2020	Date d'ouverture reportée au 30 avril. Période des visites suspendue pour une durée indéterminée.	Non
No.2	9/04/2020	Date d'ouverture reportée au 21 mai. Modifications au devis en mécanique.	Non
No.3	5/05/2020	Date d'ouverture reportée au 11 juin. Nouvelle période pour les visites aux soumissionnaires du 19 au 22 mai. Modification à l'Annexe E sur le Règlement de la gestion contractuelle.	Non
No.4	5/05/2020	Date d'ouverture reportée au 18 juin. Modifications aux devis mécanique et électrique pour le retrait de la climatisation temporaire.	Oui
No.5	2/06/2020	Erreur publication addenda 4 par le SEAO, les devis n'ont pas été envoyés. Publication des devis de l'addenda 4.	Non
No.6	5/06/2020	Modification au devis d'architecture pour le retrait de la climatisation temporaire.	Oui
No.7	9/06/2020	Toiture du 2580 St-Joseph toujours sous garantie. Publication de la compagnie couvreur responsable des derniers travaux sur la toiture.	Non

Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 18 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18-1097 - 17 septembre 2018 - Accorder un contrat à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi Experts-conseils inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, laquelle s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 3 599 821,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17071.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à L'Heureux, Mongeau, J.C. Lauzon pour les travaux de remplacement du refroidisseur du bâtiment situé au 2580 St-Joseph, Montréal. Les travaux comprennent les éléments suivants, sans s'y restreindre :

- Démanteler la tour d'eau existante.
- Démanteler et retirer toutes les bases d'appareil et supports de conduits.
- Effectuer les percements pour le passage des conduits aux différents étages.
- En raison du règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, le

nouveau refroidisseur ne doit pas dépasser 2 m de hauteur. Le refroidisseur sera donc composé de 2 appareils plus petits afin de respecter la hauteur des appareils sur le toit.
- Construire une nouvelle base pour les 2 appareils de refroidissement. Effectuer l'étanchéité des bases.
- Construire une nouvelle section de dalle de propreté dans l'appentis mécanique.
- Effectuer les raccordements électrique et mécanique vers les salles situées au sous-sol et au 1er étage.

La présence d'un agent des Corps Commissionnaires du Québec, accrédité SPVM, est nécessaire lors des travaux dans les zones requérant une accréditation SPVM. L'agent sera responsable de superviser les travailleurs lors des travaux dans ces zones.

JUSTIFICATION

Il a eu dix-huit (18) preneurs du cahier des charges dans le cadre de cet appel d'offres, parmi lesquels neuf (9) ont déposé une soumission (50 %).
Un (1) preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association ACQ - Provinciale et cinq (5) preneurs du cahier des charges sont des sous-traitants. Un suivi a été effectué auprès des trois (3) autres preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission. La raison invoquée est le manque de disponibilité dans leur carnet de commandes.

Sur les 9 soumissions reçues, l'entreprise Construction D.L.T (2014) Inc. a présenté une attestation Revenu Québec non valide. Il a donc été jugé non conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**Contingences à retirer de la soumission** (15 % contingences) avec taxes	**Montant de base** (Taxes incluses)	**Contingences** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon	969 181,76 $	126 415,01 $	842 766,75 $	176 981,02 $	1 019 747,77 $
Névé Réfrigération Inc.	973 148,40 $	126 932,40 $	846 216,00 $	181 772,54 $	1 023 921,36 $
Tuyauterie Expert Inc.	995 421,07 $	129 837,53 $	865 583,54 $	177 705,36 $	1 047 356,08 $
Oslo Construction Inc.	997 609,33 $	130 122,96 $	867 486,38 $	182 172,14 $	1 049 658,51 $
CENTCO	1 016 781,41 $	132 623,66 $	884 157,75 $	185 673,13 $	1 069 830,88 $
Construction Rocart Inc.	1 155 164,18 $	150 683,42 $	1 004 556,12 $	210 956,79 $	1 215 512,91 $
Procova Inc.	1 163 547,00 $	151 767,00 $	1 011 780,00 $	212 473,80 $	1 224 253,80 $
6330614 Canada inc/Constech	1 936 449,45 $	252 580,36 $	1 683 869,09 $	353 612,51 $	2 037 481,60 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 103 943,42 $	143 992,62 $	959 950,80 $	201 589,67 $	1 161 540,47 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*					-141 772,70 $
					-12,21 %

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	4 173,59 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	0,41 %

Les montants des soumissions reçues comprennent les taxes applicables en vigueur pour l'année 2020.

L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon a omis de joindre son bordereau de soumission en version Excel. Ceci a été jugé comme étant un défaut mineur à la soumission et ne requérant pas une disqualification du soumissionnaire.

Les soumissionnaires Névé Régrégiration Inc., Tuyauterie Expert Inc., CENTCO, Construction Rocart Inc. et 6330614 Canada inc./ Constech présentent également des défauts mineurs n'entraînant pas une disqualification de leur soumission.

L'analyse des soumissions par les professionnels externes démontre que l'Heureux, Mongeau, JC Lauzon est le plus bas soumissionnaire conforme.

Il y a un écart de -12,21 % entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation des professionnels. Ceci est dû au retrait de la climatisation temporaire de la portée des travaux au cours de l'appel d'offres. Les travaux devaient commencer en juin. La pandémie de la Covid-19 a fait en sorte que les travaux commenceront plus tard et ne nécessiteront pas de climatisation cet automne.

L'adjudicataire recommandé L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon (9106-4154 Québec inc.) ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). L'entreprise n'est pas inscrite sur la liste des personnes non admissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant. L'entreprise dispose d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant forfaitaire déposé par le plus bas soumissionnaire conforme est de 969 181,76 $, taxes incluses. Ce montant contient déjà une contingence de 15 %, au montant de 126 415,01 $, taxes incluses. Toutefois, l'ajout d'un montant déterminé pour les contingences est contraire à la directive C-OG-DG-D-18-001, qui stipule que le bordereau de soumission ne doit pas prévoir un montant pour les contingences. Malheureusement, dû à une erreur administrative, le mauvais bordereau de soumission a été envoyé et tous les soumissionnaires ont déposé un prix comprenant une provision de contingences de 15%. Afin de régulariser la situation, le montant prévu pour les contingences doit être retiré du montant déposé par les soumissionnaires.

Le montant forfaitaire déposé par le plus bas soumissionnaire conforme sans les contingences de 15 % est donc de 842 766,75 $, taxes incluses.

Un pourcentage de 21 % de contingences, correspondant à 176 981,02 $ taxes incluses, est requis au présent dossier. La pandémie de la Covid-19 a ralenti le processus d'appel d'offres et l'octroi de contrat, qui devait avoir lieu à la fin mai 2020. Les travaux prévus pour juin 2020 ont été repoussés à septembre et devaient être finis pour mai 2021. La climatisation temporaire a été retirée du processus d'appel d'offres.
L'octroi de contrat aura finalement lieu à la fin septembre et les travaux ne pourront pas

commencer avant la fin octobre. Il est possible que les travaux de remplacement de la climatisation ne soient pas finis pour mai 2021. Un montant supplémentaire a donc été prévu dans les contingences afin de prévoir de la climatisation temporaire à l'été 2021. C'est ce qui explique la demande de 21 % de contingences au projet.

Afin de couvrir les coûts engendrés par des services d'ingénierie ou autres, tels que les services de laboratoire en contrôle et qualité, un agent des Corps Commissionnaires du Québec, qui sera responsable de superviser l'entrepreneur dans les zones assujetties au contrôle du SVPM, ainsi que le contrôle en chantier, un budget en incidences de 18 % correspondant à 183 554,60 $, taxes incluses, est requis au présent dossier.

La dépense totale à autoriser est de 842 766,75 $, taxes incluses, avant ristourne.
Les contingences de 21 % (176 981,02 $, taxes incluses) serviront à couvrir des imprévus qui pourraient survenir en cours de chantier.
Les incidences de 18 % (183 554,60$, taxes incluses) serviront à couvrir les coûts de la surveillance de chantier (76 833 $) et autres services de laboratoire en contrôle et qualité qui pourraient être effectués par des tiers en cours de réalisation du projet.

La dépense sera assumée comme suit: un montant maximal de 1 203 302,37 $, sera financé par les règlements d'emprunt :

- RCG 20-021 - Protection et développement d'immeubles d'agglomération
- 20-018 et Protection et développement d'immeubles corporatif

Cette dépense sera assumée à 55,08 % par la ville centre et 44,92 % par l'agglomération.
La dépense totale sera répartie comme suit : 451 238,39 $ en 2020 et 752 063,98 $ en 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet se conformera à la Politique de développement durable de la Ville et appliquera les directives écologiques en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Vu que l'octroi du contrat se fera à la fin septembre, il se peut que les travaux de remplacement du climatiseur ne soient pas totalement achevés pour le début de la période de climatisation à l'été 2021. Un système de climatisation temporaire pourrait être nécessaire. Un montant a été prévu dans les contingences afin de prévoir de tels coûts.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'échéancier de l'appel d'offres initial était prévu du 16 mars au 16 avril. Le confinement et les impacts de la Covid-19 ont fait en sorte que l'ouverture des soumissions et les visites aux soumissionnaires ont dû être reportées quatre fois.
Les travaux étaient censés débuter en juin 2020 et seront retardés à octobre 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 septembre 2020
Comité municipal : 21 septembre 2020
Comité agglomération : 24 septembre

Mobilisation de chantier : 1er octobre 2020
Fin des travaux : 25 juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre STRASBOURG, Service des technologies de l'information
Chelene COULANGES, Bureau du taxi de Montréal
François PLAISANCE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Brigitte SANFACON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Paulo CERQUEIRA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Marie-Christine JALBERT-GERVAIS, Service de police de Montréal
Mélanie BOUDRIAS, Bureau du taxi de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DUMOUCHEL
Concepteur des aménagements - immeubles

Tél : 514-872-1718
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-14

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Costas LABOS
Chef de division, en remplacement de M. Michel Soulières
Tél : 514 872-2705
Approuvé le : 2020-08-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-18

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Travaux de remplacement du refroidisseur et divers travaux au 2580 St-Joseph (3665)
Description : Octroi de contrant de construction à L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	100,0%	733 000,00					
	Sous-total :	100,0%	**733 000,00**	**36 650,00**		**73 116,75**		**842 766,75**
	Contingences	21,0%	153 930,00	7 696,50		15 354,52		176 981,02
	Total - Contrat :		**886 930,00**	**44 346,50**		**88 471,27**		**1 019 747,77**
Incidences:								
	Total - Incidences :	18,0%	**159 647,40**	**7 982,37**		**15 924,83**		**183 554,60**
	Coût des travaux		**1 046 577,40**	**52 328,87**		**104 396,10**		**1 203 302,37**
Ristournes:	Tps 100,00%			52 328,87				52 328,87
	Tvq 50,0%					52 198,05		52 198,05
	Coût après rist.		**1 046 577,40**	**0,00**		**104 396,10**		**1 098 775,45**

Tableau de répartition des dépenses entre l'agglométation et le corporatif					
		Taux de répartition du Service		Réparition de la dépense	
2580 St-Joseph	Superf.occupée	AGGLO	CORPO	AGGLO	CORPO
Autre	13,76%	0,00%	100,00%	0,00%	13,76%
Ville Marie	3,71%	0,00%	100,00%	0,00%	3,71%
TI	52,13%	49,80%	50,20%	25,96%	26,17%
SPVM	13,08%	100,00%	0,00%	13,08%	0,00%
Environnement	0,24%	100,00%	0,00%	0,24%	0,00%
SGPI	11,32%	49,80%	50,20%	5,64%	5,68%
Sperficie innocupé	5,76%	0,00%	100,00%	0,00%	5,76%
Total	100,00%	n/a	n/a	**44,92%**	**55,08%**

Montréal, le 9 juillet 2020

Monsieur Simon Dumouchel
Concepteur des aménagements - immeubles
Ville de Montréal / DGPI / SGPI
303, rue Notre-Dame Est – 3e étage
Montréal (QC) H2Y 3Y8

Projet : **ÉDIFICE DU 2580 St-Joseph Est (3665)**
Remplacer le refroidisseur et divers travaux
Mandat : 18732-2-001
Contrat : 15456
N/D : MTL-18-2983

Objet : **Soumission no. IMM-15456 – Lettre de recommandation – révision 2020.07.09**

Monsieur,

À votre demande, voici la révision de notre lettre de recommandation en fonction de l'estimation des professionnels fournies avant la période des soumissions.

Suite à l'ouverture des soumissions le 18 juin 2020 à 13h30 pour le projet mentionné en titre, neuf (9) soumissions ont été déposées. Nous avons procédé à la comparaison des neuf (9) prix soumis ainsi qu'aux montants ventilés.

Vous trouverez ci-dessous le résultat des soumissionnaires :

Firmes	Prix soumis	Statut
L'Heureux Mongeau JC Lauzon (9106-4154 Québec inc.)	**969 181.76 $**	**Conforme – défaut mineur**
Névé Réfrigération Inc.	973 148.40 $	Conforme – défaut mineur
Tuyauterie Expert inc.	995 421.07 $	Conforme – défaut mineur
Oslo Construction Inc.	997 609.33 $	Conforme à valider
Le Groupe CENTCO inc.	1 016 781.41 $	Conforme – défaut mineur
Constructions Rocart inc.	1 155 239.54 $	Conforme – défaut mineur
Construction D.L.T. (2014) inc.	1 163 442.55 $	Non-conforme
Procova Inc.	1 163 547.00 $	Conforme
6330614 canada inc../Constech	1 936 449.45 $	Conforme – défaut mineur
Estimation des professionnels avant soumission.	*1 103 943.42 $*	

Suite à l'analyse de leur conformité, le plus soumissionnaire reçu a été admis comme étant conforme.

Mise à part le plus haut soumissionnaire dont les frais généraux sont exagérément élevés, l'ensemble des coûts présentés se tiennent et on peut donc conclure à la bonne compréhension des travaux. L'écart entre l'estimation des professionnelles avant soumissions et le plus bas soumissionnaire est de 12% et l'écart à la moyenne (toujours en excluant le plus haut soumissionnaire) est de 4.5%.

Prendre note, que l'estimation des professionnels avant la période des soumissions incluait notamment un montant estimé à 126 500.00$ pour entrée électrique temporaire et génératrice et que cet item a été retiré durant l'appel d'offres (addenda no.6).

RIOPEL+ASSOCIÉS ARCHITECTES

À la lumière de l'analyse des soumissions et des conformités, nous vous suggérons donc de retenir le plus bas soumissionnaire, soit **L'Heureux Mongeau JC Lauzon (9106-4154 Québec inc.) au montant de 969 181.76 $** pour effectuer les travaux proposés.

Espérant le tout conforme et à votre satisfaction, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Michèle Frigon

Michèle Frigon, M. ARCH
pour Sébastien Majeau, architecte

pièces jointes :

- *20200629_EstimationSoumissions-BORDEREAU.xlsx*
  (fichier numérique de l'estimation professionnelle soumise avant la période des soumissions)
- *15456_tableau-prix_20200709.pdf* (fichier révisé de l'estimation professionnelle vs prix soumissionaires)

Nom du service : Service de la gestion et de la planification immobilière
Nom de la direction, division, etc. : Direction de la gestion des projets immobiliers, Division projets corporatifs

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

IMM-15456-1 - Édifice du 2580 St-Joseph Est (#3665): Replacer le refroidisseur et divers travaux

Date de publication : 16 mars 2020
Date d'ouverture : 18 juin 2020

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	L'heureux Mongeau J.C Lauzon
2	Névé Réfrigération Inc
3	Oslo Construction Inc.
4	Procova Inc.
5	Raoul Beaulieu Inc.
6	Tommy électrique
7	Tuyauterie Expert Inc.
8	ACQ - Provinciale
9	Climatisation Morrison Inc.
10	Constech_mtl
11	Construction D.L.T. (2014) Inc.
12	Construction NCP
13	Construction Raytech (2014) Inc.
14	Construction Rocart
15	Descimco
16	DMS Électrique
17	Le Groupe Centco Inc.
18	Les Construction AGLP inc.
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208865002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de construction à L'Heureux, Mongeau, J.C Lauzon pour le remplacement du refroidisseur et divers travaux au bâtiment situé au 2580 St-Joseph, dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 203 302,37 $, taxes incluses (contrat: 842 766,75 $ + contingences : 176 981,02 $ + incidences : 183 554,60 $) | Appel d'offres public (IMM-15456-1) - Neuf (9) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208865002 - Travaux 2580 St-Joseph.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-17

Françoise TURGEON
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1206810010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 847 365,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15519;
2. d'autoriser une dépense de 127 104,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,45 % par l'agglomération, pour un montant de 423 407,48 $ taxes incluses et à 56,55% par la ville centre pour un montant de 551 063,13 $ taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-27 15:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810010**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. Il est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l'accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L0501 « Charpente métallique », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0604 - 6 mai 2020 - Accorder un contrat à Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3202 « Démolition édicule piétonnier » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 482 120,35 $, taxes incluses (contrat : 385 696,28 $ + contingences : 96 424,07 $) - Appel d'offres public IMM-15513 - (3 soumissionnaires).
CG20 0077 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soum.).

CG20 0031 - 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liée au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L0501 « Charpente métallique » consistent principalement à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour exécuter principalement tous les travaux de renforcement de charpente métallique et de nouveaux éléments d'acier du bâtiment, tels que décrits dans les documents d'appel d'offres.
L'appel d'offres public IMM-15519, publié le 2 juin 2020 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de soixante-treize (73) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 13 août 2020.

Cinq (5) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No.1	2020-06-05	Révision de 10 plans en structure.	oui
No.2	2020-06-26	Modifications dues à la COVID-19 (modifications du formulaire de soumission et du cahier des clauses administratives générales), révision de 4 plans en structure.	oui
No.3	2020-07-02	Révision de la période de visites supervisées des lieux, ajout de 3 plans en structure, report de la date d'ouverture des soumissions.	oui
No.4	2020-07-09	Révision de la période de visites supervisées des lieux, réponses aux questions des soumissionnaires, report de la date d'ouverture des soumissions.	non
No.5	2020-07-14	Révision de 13 plans en architecture.	oui

Les addendas n^{o} 3 et n^{o} 4 ont eu un impact combiné de 35 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 9 juillet 2020.

JUSTIFICATION

Il a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels trois (3) ont déposé une soumission (60 %). Un (1) preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ). Un suivi a été effectué auprès de l'unique preneur du cahier des charges qui n'a pas déposé de soumission.

- L'entreprise mentionne avoir choisi de ne pas soumissionner, ayant priorisé d'autres projets d'envergure pour lesquels elle avait espoir de se voir octroyer les contrats.

Une soumission reçue a été jugée non-conforme et rejetée, car le soumissionnaire n'a pas effectué la visite obligatoire des lieux exigée aux documents d'appel d'offres.

Les deux (2) autres soumissions, jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres, ont été remises par :

- Summa Métal Architectural et Structural inc.

- St-Denis Thompson inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Summa Métal Architectural et Structural inc.	847 365,75 $	127 104,86 $	974 470,61 $
St-Denis Thompson inc.	1 460 182,50 $	219 027,38 $	1 679 209,88 $
Dernière estimation réalisée ($)	711 465,30 $	106 719,80 $	818 185,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			156 285,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			19,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			704 739,26 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			72,3 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme Summa Métal Architectural et Structural inc.

L'écart de 19,1 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Summa Métal Architectural et Structural inc. et la dernière estimation des professionnels se constate principalement à la différence des prix aux postes budgétaires suivants: *1.4 Renforts pour ouvertures dans les murs de béton* et *1.8 Travaux divers en structure niveau 6 / toiture* , avec des écarts à hauteur de 170 200 $ et 54 700 $ respectivement. Dans le premier cas, l'écart peut s'expliquer par une distribution différente des montants dans le bordereau puisque le poste *1.7 Structure d'acier du monte-charge* (- 47 600 $ par rapport à l'estimation) décrit également des travaux du même secteur. Dans le second cas, il est probable que les étapes préparatoires et la mobilisation en toiture aient été sous-estimés par les professionnels pour ce poste.

L'écart de 72,3 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Summa Métal Architectural et Structural inc. et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme St-Denis Thompson inc. se constate quant à lui principalement au niveau du chapitre *1.5 Renforts pour les nouvelles ouvertures dans les dalles structurales* , qui comporte deux postes budgétaires (1.5.1 et 1.5.2) formant un écart combiné de 256 500 $ entre les deux plus bas soumissionnaires. Ces écarts de prix détaillés, qui constituent la principale différence entre les deux plus bas soumissionnaires, semblent refléter un problème de compréhension de la portée des travaux de la part du deuxième plus bas soumissionnaire, puisque les prix proposés par le plus bas soumissionnaire se rapprochent de ceux de l'estimation des professionnels.

L'entreprise Summa Métal Architectural et Structural inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics, mais qui n'est pas requise dans le cadre de ce contrat. La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. De plus, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des

personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Summa Métal Architectural et Structural inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 847 365,75 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 15 %, soit 127 104,86 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour le renforcement de la charpente métallique existante et des nouveaux éléments d'acier n'est pas connu à ce jour.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 35 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant en incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 974 470,61 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 974 470,61 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 551 063,13 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 423 407,48 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 25 % en 2020 et 75 % en 2021.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de

certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique. L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L0501 « Charpente métallique » doivent débuter en octobre 2020 et se terminer à l'automne 2021, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 9 septembre 2020

Passage au conseil municipal : 21 septembre 2020

Décision d'accorder le contrat par le conseil d'agglomération : 24 septembre 2020

Début du mandat de l'adjudicataire (approximation) : 5 octobre 2020

Période de travaux : Octobre 2020 à octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Jean CAPPELLI
Chef de division - projets corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise BRADETTE
Directrice - centre de services, sûreté et propreté
Tél : 514-872-8484
Approuvé le : 2020-08-27

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 0501: Charpente métallique
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15519

Summa Métal Architectural et Structural inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	00. Conditions générales (incluant admin. & profit)	1,0%	7 500,00	375,00	748,13	**8 623,13**
	01. Charpente d'acier					
	1.1 Renforts ouvertures murs de pierre	0,0%	inclus à 1.4	0,00	0,00	**0,00**
	1.2 Renforts ouvertures murs de maçonnerie/terracota	0,0%	inclus à 1.4	0,00	0,00	**0,00**
	1.3 Pontage métallique au SS2	1,9%	13 800,00	690,00	1 376,55	**15 866,55**
	1.4 Renforts ouvertures murs de béton	23,1%	170 200,00	8 510,00	16 977,45	**195 687,45**
	1.5 Renforts pour nouvelles ouvertures dalles structurales	31,8%	234 700,00	11 735,00	23 411,33	**269 846,33**
	1.6 Nouvelles structures d'acier pour fermeture d'ouvertures existantes dans les dalles structurales	17,7%	130 400,00	6 520,00	0,00	**136 920,00**
	1.7 Structure d'acier du monte-charge	11,9%	87 500,00	4 375,00	8 728,13	**100 603,13**
	1.8 Travaux divers en structure niveau 6 / toiture	12,6%	92 900,00	4 645,00	9 266,78	**106 811,78**
	Montants pour items à prix unitaires					
	Mesures sanitaires supplémentaires *(Selon le Guide Covid-19)*	0,0%	0,00	0,00	0,00	**0,00**
	Sous-total :	**100,0%**	**737 000,00**	**36 850,00**	**73 515,75**	**847 365,75**
	Contingences	15,0%	110 550,00	5 527,50	11 027,36	127 104,86
	Total - Contrat :		**847 550,00**	**42 377,50**	**84 543,11**	**974 470,61**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**847 550,00**	**42 377,50**	**84 543,11**	**974 470,61**
Ristournes:	Tps	100,00%		42 377,50		42 377,50
	Tvq	50,0%			42 271,56	42 271,56
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**847 550,00**	**0,00**	**42 271,56**	**889 821,56**

2020-08-18

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 27 SEPTEMBRE 2019
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Phase 2

A19-SC-12

Localisation :	275, rue Notre-Dame Est, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Fait partie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Inscrit au répertoire des propriétés municipales d'intérêt patrimonial
Reconnaissance provinciale :	Fait partie du site patrimonial de Montréal (Vieux-Montréal) (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « Lieu historique national du Canada »

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du Service de la gestion et de la planification immobilière, considérant l'article 12.1 paragraphe 9 du règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136).

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[1]

L'hôtel de ville de Montréal est un véritable symbole de l'administration civile à l'échelle nationale puisqu'il s'agit du premier hôtel de ville monumental au Canada. Le secteur dans lequel il s'inscrit constitue le centre administratif municipal et judiciaire de Montréal. Il occupe un vaste site entre la rue Notre-Dame et le Champ-de-Mars, en face du château Ramezay, à proximité de la place Jacques-Cartier et du palais de justice. Son emplacement au sommet de la rue Notre-Dame, un « dos-d'âne » naturel, en fait un point de repère et d'orientation majeur au cœur de la ville. La façade arrière de l'édifice, incluant la terrasse de l'allonge, surplombe le Champ-de-Mars. L'édifice comprend deux sous-sols, un rez-de-chaussée (donnant sur la place Vauquelin), trois niveaux et un étage de combles surmonté par de hauts toits brisés et par un campanile.

Les travaux de construction de l'hôtel de ville commencent en 1872 d'après les plans des architectes Alexander Cowper Hutchison et Henri-Maurice Perrault. Un incendie survenu en mars 1922 oblige la Ville à reconstruire l'édifice. On confie le projet aux architectes de la Ville, Louis Parant et ensuite à L. J. D. Lafrenière. Le chantier débute en 1923. Seuls les murs extérieurs sont conservés, un étage de pierre est ajouté, les toits brisés sont modifiés et un campanile remplace le sommet du pavillon central. L'inauguration de l'immeuble reconstruit a lieu en 1926. Quelques années plus tard, soit en 1932, l'édifice est agrandi à l'arrière vers le Champ-de-Mars. L'architecte Siméon Brais est responsable des travaux qui se terminent en 1934. Une restauration importante du bâtiment a lieu de 1990 à 1992 à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, notamment celle d'éléments de pierre taillée au niveau de l'étage de comble, à l'arrière. Les

[1] Contenu tiré majoritairement de : Ville de Montréal, *Évaluation du patrimoine urbain. Arrondissement de Ville-Marie*, 2005, p. 70. / Ville de Montréal, Site internet des propriétés municipales d'intérêt patrimonial, fiche du bâtiment Hôtel de Ville. 2005-2019.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

fenêtres d'origine des deux derniers étages sont remplacées dans les années 1990. En 2000, un nouvel éclairage architectural est inauguré dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Les toits et les corniches en cuivre ainsi que des éléments d'ornementation font l'objet de travaux de restauration de 2008 à 2010.



Localisation de l'hôtel de ville de Montréal (gauche) / Hôtel de ville de Montréal (droite). Source : Google Maps, 2019

DESCRIPTION DU PROJET À L'ÉTUDE

Historique du dossier

En janvier 2019, le CPM avait été consulté à la demande de la Division du patrimoine sur la phase 1 du projet de réfection de l'hôtel de ville, qui concernant les travaux de restauration de l'enveloppe du bâtiment (incluant la restauration et le remplacement de fenêtres), l'imperméabilisation des fondations et le dégarnissage des espaces intérieurs. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un projet global de restauration patrimoniale, de mise aux normes et de certification LEED. Les principes d'aménagement guidant les travaux visent entre autres à faciliter l'accueil des citoyens, restaurer plusieurs composantes d'origine (dont les fenêtres et les boiseries), simplifier les circulations et augmenter l'efficacité énergétique du bâtiment. Le CPM a émis un avis (A19-SC-02) daté du 8 février 2019.

Le 24 mai 2019, le CPM a été consulté pour la phase 2 du projet de restauration et de mise aux normes, concernant les interventions suivantes :

- Interventions majeures sur les plans d'aménagement intérieurs ;
- Agrandissement sur le toit-terrasse de l'allonge ;
- Ouverture dans le hall d'honneur ;
- Aménagement du hall au rez-de-chaussée ;
- Boiseries et vitrages intérieurs à modifier et restaurer ;
- Intégration du système de chauffage sur les étages patrimoniaux ;
- Simplification des plafonds des étages patrimoniaux ;
- Création d'un porche au sous-sol 1 ;

- Modification du tunnel et de l'édicule au sous-sol 2 ;
- Restauration des marquises Vauquelin et Gosford telles quelles.

Il a émis à ce sujet un avis préliminaire (A19-SC-10, 20 juin 2019).

Description du projet

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu lors de sa séance du 30 août 2019 les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et les représentants de la firme externe mandatée. La phase 2 du projet a été retravaillée suivant l'avis du CPM et la nouvelle version lui est présentée pour avis.

Notons que, depuis la dernière présentation du projet, l'agrandissement prévu sur la terrasse arrière a été revu à la baisse, en accord avec la recommandation précédente du CPM de maintenir cet espace ouvert. Une nouvelle proposition a été introduite à ce stade-ci du projet : le morcellement et le déplacement des comptoirs de marbres du rez-de-chaussée, ainsi que le déplacement de la boîte de perception des taxes, deux éléments datant de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923. Ces interventions sont présentées comme nécessaires pour agrandir la perception de l'espace public et pour l'aménagement d'un espace d'exposition, d'un espace café et une salle familiale au rez-de-chaussée. Il est proposé de remodeler et de modifier les comptoirs afin de leur donner de nouvelles fonctions : ainsi, une partie serait utilisée dans la salle de café, une autre comme comptoir d'accueil du service du greffe, etc.

ENJEUX

Le CPM remercie les représentants pour leur présentation claire, détaillée et bien argumentée. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires et recommandations sur les aspects du projet qui lui ont été présentés.

Nouveau volume sur la terrasse

Le CPM voit d'un bon œil le retrait de la tente actuellement présente et apprécie la réduction du volume de l'agrandissement proposé sur la terrasse par rapport à la dernière présentation. Il souligne en particulier la légèreté de l'agrandissement proposé, dont la composition donne l'image d'un volume qu'on pose sur la terrasse, qui s'intègre bien à la matérialité et au volume de l'hôtel de ville. Cette proposition constitue selon lui une amélioration par rapport à l'existant, mais également par rapport à la version précédente qui lui a été présentée en mai dernier. Il apprécie également que cet agrandissement sur la terrasse soit accessible à tous et espère que les événements protocolaires qui s'y dérouleront sporadiquement ne nuiront pas à l'usage public de la terrasse. Enfin, il recommande de réfléchir dès maintenant à la végétation qui sera présente sur la terrasse afin que celle-ci soit arrimée aux aménagements. Il considère aussi qu'une réflexion est nécessaire quant à l'illumination de nuit qui proviendra de l'intérieur et à la grande visibilité qu'elle donnera à l'ajout par rapport à l'ensemble du bâtiment.

Stratégie de conservation

Dans son avis du 24 mai 2019 (A19-SC-10), le CPM avait demandé la formulation d'une stratégie de conservation de manière à justifier clairement comment les nouvelles interventions s'arriment aux composantes patrimoniales. Bien qu'il comprenne l'explication fournie selon laquelle on revient le plus possible aux composantes d'origines (notamment pour les fenêtres), il constate que cette stratégie n'est pas celle employée pour l'ensemble des interventions prévues, dont les intérieurs. Il regrette que les interventions lui soient encore présentées à la pièce et que les choix de conservation ne soient pas appuyés.

Tel qu'il l'a mentionné dans son avis A19-SC-10, le CPM réitère la nécessité de produire une stratégie de conservation. Cet outil est essentiel pour, d'une part, asseoir les choix qui sont faits quant au remplacement ou à la conservation des éléments, et, d'autre part, pour démontrer les liens et l'impact des nouvelles interventions sur les composantes patrimoniales. Dans ses avis, le CPM recommande la réalisation de tels documents pour de nombreux bâtiments patrimoniaux ; en l'occurrence, il lui paraît essentiel que l'on fasse preuve de pratiques de conservation exemplaires pour le bâtiment le plus important de la ville. À ce sujet, il rappelle l'intention de la Ville d'être un gestionnaire et un propriétaire exemplaires de ses bâtiments patrimoniaux. Il est d'avis que l'hôtel de ville de Montréal est l'édifice tout désigné pour mettre en œuvre cette intention.

Éléments patrimoniaux intérieurs

Tel que mentionné précédemment, le CPM perçoit certaines incohérences quant aux choix de conservation puisque d'un côté, on affirme vouloir enlever les ajouts subséquents, mais, de l'autre, on modifie certains éléments d'origine. Ainsi, le CPM est étonné de l'intention nouvelle de scinder les comptoirs de marbre historiques du rez-de-chaussée pour les disposer à différents endroits. Ce geste n'est pas anodin puisque ceux-ci datent de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923 et témoignent du courant Art déco dans la décoration intérieure de l'édifice. Plutôt que des éléments de mobilier pouvant être déplacés, il s'agit véritablement de composantes architecturales qui contribuent à l'articulation de l'espace. En les scindant et en les déplaçant, on modifie leur fonction d'origine qui était de séparer l'espace public de l'espace privé (réservé aux employés de la Ville). Le CPM comprend la volonté d'augmenter l'espace public de cet étage ; toutefois, il lui paraît que cela pourrait être fait tout en respectant les composantes patrimoniales. Le CPM insiste pour que les comptoirs de marbres soient maintenus tels quels au rez-de-chaussée et conservent leur fonction historique de démarcation d'espaces. Ceci peut s'effectuer en les intégrant aux nouvelles fonctions.

Les mêmes inquiétudes s'appliquent à la boîte de perception des taxes qui trône entre les comptoirs de marbre au rez-de-chaussée et qui témoigne de manière éloquente de l'histoire de la municipalité de Montréal. Le CPM insiste par conséquent pour que cet élément soit maintenu à son emplacement actuel et historique et ne soit pas muséifié. Il est d'avis que ces éléments patrimoniaux significatifs peuvent très bien s'intégrer à l'aménagement prévu du rez-de-chaussée.

À cet égard, le CPM souligne certains projets exemplaires de conversion où les comptoirs d'origine ont été intégrés, dont celui de l'ancienne succursale de la Banque Royale sur la rue Saint-Jacques en un café (le Crew Collective & Café). Les éléments d'origine tels les comptoirs ont tous été conservés à leur emplacement d'origine tout en conservant leur fonction de séparation des espaces publics et privés.

Enfin, concernant la volonté de remplacer le verre givré de la fenestration de certaines portes par du verre clair, le CPM se demande si le verre givré est un élément d'origine (1923). Le cas échéant, il recommande de conserver le verre givré en place, d'autant plus qu'il contribue à l'intimité des espaces de travail par rapport aux aires de circulation.

Édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars

La démolition et le remplacement de l'édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars avaient été présentés au comité mixte (composé du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger) dans le cadre du projet de la place des Montréalaises. Il était prévu de démolir et de transformer l'édicule et une entrée de livraison pour l'hôtel de ville. Dans son avis préliminaire en date du 3 juillet 2019 (AC19-SC-02), le comité mixte avait émis certains commentaires à ce sujet, jugeant qu'il s'agissait d'un geste architectural fort pour un édicule de service et qu'il gagnerait à être traité plus sobrement.

Depuis la présentation du projet de la place des Montréalaises en juin dernier, la démolition et le remplacement de l'édicule ont été transférés sous la gouverne du projet de restauration et de mises aux normes de l'hôtel de ville. Dans le cadre du présent avis, il est demandé au CPM de se positionner formellement sur la démolition de l'édicule. Or, le projet de remplacement, présenté très sommairement, ne semble pas avoir changé depuis la dernière présentation. En l'absence des détails sur le projet de remplacement, d'information sur les interventions paysagères et sur l'arrimage de l'édicule avec la passerelle, le CPM ne peut se prononcer à l'heure actuelle sur la démolition de l'édicule. Il est d'avis qu'il y a trop d'inconnus pour qu'il prenne position à ce sujet. Tout en rappelant que les commentaires et recommandations qu'il avait formulés à cet égard dans l'avis du comité mixte sur le projet de la place des Montréalaises sont toujours valides, il souhaite que l'édicule existant soit documenté et que le nouvel édicule lui soit présenté de manière détaillée pour avis dans le cadre d'une réunion dédiée spécifiquement à ce projet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal voit de manière très positive le projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville. Il émet par conséquent un avis favorable, conditionnel à la conservation in situ des comptoirs de marbre et de la boîte de perception. Il formule également les recommandations suivantes :

- Bien qu'il aurait été plus pertinent de le faire plus tôt dans le projet, il serait tout de même nécessaire de formuler une stratégie de conservation, ne serait-ce que pour permettre d'assurer un dossier documentaire complet du projet pour la postérité ;
- Advenant que le verre givré des portes soit un élément d'origine, le conserver ou le remplacer par du verre identique plutôt que du verre clair ;
- Mener une réflexion sur le mobilier et la végétation qui seront présents sur la terrasse et au sein de l'agrandissement de sorte qu'ils soient intégrés dès maintenant dans la réflexion sur le design urbain afin d'éviter qu'ils ne soient ajoutés à la fin et soient détachés de leur contexte ;
- Constatant que l'éclairage intérieur de l'agrandissement sur la terrasse (qui sera vitré) sera très visible le soir, le CPM insiste pour qu'il soit arrimé au plan lumière de l'édifice ;

- Concernant les aménagements intérieurs prévus, le CPM souhaite mettre en garde les concepteurs contre la tendance à réaliser des aménagements s'inspirant trop fortement de tendances esthétiques actuelles qui risquent ne pas être adaptés aux besoins à long terme et de mal vieillir. Il recommande de réaliser des aménagements intérieurs sensibles à la fonction et au caractère patrimonial de l'hôtel de ville en misant sur un vocabulaire qui traversera le temps.

Le CPM souhaite que le projet de démolition et de remplacement de l'édicule de la station de métro Champ-de-Mars présent à l'angle des rues Saint-Antoine et Gosford lui soit présenté pour avis. À cet effet, il recommande de :

- Présenter l'historique de l'édicule
- Documenter et réaliser un plan de l'édicule existant
- Présenter en détail la construction proposée (plans, élévations, coupes, matérialité)

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 11 octobre 2019

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15519
Numéro de référence : 1376982
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L0501 – CHARPENTE MÉTALLIQUE

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1748792)** 2020-06-01 8 h 29 **Transmission :** 2020-06-01 8 h 29	3328306 - Addenda 1 (devis) 2020-06-08 11 h 49 - Courriel 3328307 - Addenda 1 (plan) 2020-06-08 12 h 59 - Messagerie 3339507 - Addenda 2 (devis) 2020-06-26 21 h 09 - Messagerie 3339508 - Addenda 2 (plan) 2020-06-26 21 h 09 - Messagerie 3339509 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-26 18 h 06 - Téléchargement 3342290 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-07-03 10 h 33 - Courriel 3342291 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-07-03 10 h 33 - Courriel 3345441 - Addenda 4 - Report de date et ajout de visite 2020-07-09 14 h 34 - Courriel 3348006 - Addenda 5 (devis) 2020-07-14 14 h 50 - Courriel 3348007 - Addenda 5 (plan) 2020-07-14 16 h 06 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1768791)** 2020-07-20 15 h 14 **Transmission :** 2020-07-20 15 h 14	3328306 - Addenda 1 (devis) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3328307 - Addenda 1 (plan) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3339507 - Addenda 2 (devis) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3339508 - Addenda 2 (plan) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3339509 - Addenda 2 (bordereau) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3342290 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3342291 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3345441 - Addenda 4 - Report de date et ajout de visite 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement 3348006 - Addenda 5 (devis) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement

			3348007 - Addenda 5 (plan) 2020-07-20 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Aciers Fax Inc.. 505 rue de L'Argon Charlesbourg, QC, G2N 2E3	Monsieur André Goulet Téléphone : 418 841-7771 Télécopieur :	**Commande : (1765207)** 2020-07-10 7 h 25 **Transmission :** 2020-07-10 7 h 25	3328306 - Addenda 1 (devis) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3328307 - Addenda 1 (plan) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3339507 - Addenda 2 (devis) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3339508 - Addenda 2 (plan) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3339509 - Addenda 2 (bordereau) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3342290 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3342291 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3345441 - Addenda 4 - Report de date et ajout de visite 2020-07-10 7 h 25 - Téléchargement 3348006 - Addenda 5 (devis) 2020-07-14 14 h 50 - Courriel 3348007 - Addenda 5 (plan) 2020-07-14 16 h 09 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1754548)** 2020-06-12 7 h 45 **Transmission :** 2020-06-12 7 h 45	3328306 - Addenda 1 (devis) 2020-06-12 7 h 45 - Téléchargement 3328307 - Addenda 1 (plan) 2020-06-12 7 h 45 - Téléchargement 3339507 - Addenda 2 (devis) 2020-06-26 18 h 07 - Télécopie 3339508 - Addenda 2 (plan) 2020-06-26 21 h 09 - Messagerie 3339509 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-26 18 h 06 - Téléchargement 3342290 - Addenda 3 - Report de date (devis) 2020-07-03 10 h 33 - Courriel 3342291 - Addenda 3 - Report de date (plan) 2020-07-03 10 h 33 - Courriel 3345441 - Addenda 4 - Report de date et ajout de visite 2020-07-09 14 h 34 - Courriel 3348006 - Addenda 5 (devis) 2020-07-14 14 h 50 - Courriel 3348007 - Addenda 5 (plan) 2020-07-14 16 h 08 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Summa Métal Architectural & Structural Inc. 3140, Boul. des Entreprises Terrebonne, QC, J6X 4J8 http://www.summametal.com	Monsieur NESTOR STELLA Téléphone : 514 546-7742 Télécopieur :	**Commande : (1763896)** 2020-07-07 14 h 20 **Transmission :** 2020-07-07 14 h 20	3328306 - Addenda 1 (devis) 2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement 3328307 - Addenda 1 (plan) 2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement 3339507 - Addenda 2 (devis) 2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement 3339508 - Addenda 2 (plan) 2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement

3339509 - Addenda 2 (bordereau)
2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement

3342290 - Addenda 3 - Report de date (devis)
2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement

3342291 - Addenda 3 - Report de date (plan)
2020-07-07 14 h 20 - Téléchargement

3345441 - Addenda 4 - Report de date et ajout de visite
2020-07-09 14 h 34 - Courriel

3348006 - Addenda 5 (devis)
2020-07-14 14 h 50 - Courriel

3348007 - Addenda 5 (plan)
2020-07-14 16 h 07 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206810010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206810010 - Travaux du lot L0501 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1205942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) (CG18 0490), pour la période du 20 septembre 2020 au 19 septembre 2021, pour une somme maximale de 166 138,88 $, taxes incluses.

Il est recommandé
I. d'exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires, dans le cadre du contrat accordé à AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) (CG18 0490), pour la période du 20 septembre 2020 au 19 septembre 2021, pour une somme maximale de 166 138,88 $, taxes incluses;

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du service, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-26 13:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205942002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) (CG18 0490), pour la période du 20 septembre 2020 au 19 septembre 2021, pour une somme maximale de 166 138,88 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En septembre 2018, la Ville a conclu et octroyé, suite à l'appel d'offres 18-16926 (résolution CG18 0490) une entente-cadre pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires. Le contrat a été octroyé à la firme AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) pour une durée de vingt-quatre (24) mois et se terminant le 19 septembre 2020, pour un montant total de 332 277,75 $, taxes incluses. Le contrat actuel comporte une option de renouvellement d'une durée maximale d'une année.

Le présent renouvellement d'un (1) an respecte, d'une part, l'intégrité des termes du contrat octroyé suite à l'appel d'offres public 18-16926 (aucune indexation de prix) et d'autre part, est requis pour assurer les formations destinées aux analystes d'affaires afin de les outiller pour qu'ils soient plus performants. La gestion de la formation et du développement des ressources contribuent à l'alignement entre les besoins d'affaires, la solution mise en œuvre et l'implantation de solutions technologiques. Une lettre a été envoyée au contractant l'informant de la deuxième option du renouvellement et il a accepté de renouveler.

L'objet du présent dossier vise à exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) (CG18 0490), pour la période du 20 septembre 2020 au 19 septembre 2021, pour une somme maximale de 166 138,88 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0490 - 20 septembre 2018 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec AFI Expertise (division Groupe Edgenda inc.) pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations en analyse d'affaires, pour une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 332 277,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16926 (3 soum., 1 seul conforme).
DA182757001 - 6 mars 2018 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre d'appels d'offres pour l'acquisition de service professionnel afin de concevoir et diffuser un parcours de formation dans le domaine des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le contrat de formation prévoyait une option de renouvellement d'une durée maximale d'une année.

Afin de répondre aux besoins existants, le Service des TI désire se prévaloir de l'option de renouvellement au contrat, afin d'effectuer des sessions supplémentaires.

Ce contrat comprend :

- La personnalisation du parcours de formations techniques aux besoins spécifiques des analystes d'affaires du Service des TI;
- Une validation préalable de l'ensemble des contenus du parcours de formation auprès des responsables TI de la Ville;
- La préparation des plans de formation;
- Le développement du matériel de formation remis aux participants;
- L'animation de l'ensemble des sessions de formation. Ces sessions de formation se dérouleront sur l'île de Montréal dans les locaux de l'adjudicataire ou dans une salle réservée par celui-ci;
- L'évaluation de la satisfaction des participants à l'issue de chaque formation et la remise d'un rapport de synthèse au responsable de la formation du Service des TI.

JUSTIFICATION

Le Service des TI, de la Ville de Montréal, souhaite exercer l'option de prolongation prévue à la clause **2.03.02 Option de renouvellement** et **15.02 Renouvellement**, afin de permettre une meilleure expertise de ses analystes d'affaires et analystes TI, ce qui permettra un raffinement des solutions mises en œuvre, plus de rapidité dans la réalisation des projets ainsi qu'une optimisation des investissements TI.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PTI du Service des TI pour la durée des ententes. Les engagements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de l'entente-cadre permettra à la Ville de consolider l'expertise et d'améliorer la performance des employés du Service des TI.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

Approbation du dossier par le CE - 9 septembre 2020;
Approbation du dossier par le CM - 21 septembre 2020;
Approbation du dossier par le CG - 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Analyste de dossier - Direction, Division Performance TI & sourçage

Tél : 514-872-6979
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Lyne PARENTEAU
Performance TI et sourçage

Tél : 438-998-2829
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-24

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 25 juin 2020

Madame Sara Garneau
AFI Expertise (division de Groupe Edgenda inc.)
1751, rue du Marais, bureau 300
Québec (Québec) G1M 0A2

Courriel : sara.garneau@edgenda.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres no 18-16926 (entente 1314720)
Acquisition de services professionnels pour parcours de formation «Analyse d'affaires» pour les Services TI de la Ville de Montréal

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 20 septembre 2020 au 19 septembre 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à robert.normandeau@montreal.ca **au plus tard le 29 juin 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Sara Garneau Sara Garneau 2020/06/26

Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Robert Normandeau
Agent d'approvisionnement II
Courriel : robert.normandeau@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208693001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres, avec les firmes Yves R. Hamel et Associés inc. et SNC-Lavalin Télécom inc., pour la prestation des services en ingénierie pour le câblage structuré et la radiocommunication, pour une période de 3 ans (du 24 septembre 2020 au 24 septembre 2023), avec une possibilité de prolongation annuelle, pour un maximum de 2 années consécutives - Dépense totale de 1 472 264,07 $, taxes incluses (lot 1: Câblage structuré - 974 150,98 $, taxes incluses; lot 2: Radiocommunication - 498 113,09 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (20-18135) - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. de conclure deux (2) ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, d'une durée de 3 ans , lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, la prestation des services en ingénierie (prestation de services professionnels), pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-18135);

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Yves R. Hamel et Associés inc.	Prestation de services en ingénierie (lot 1: Câblage structuré)	974 150,98 $
SNC-Lavalin Télécom inc.	Prestation de services en ingénierie (lot 2: Radiocommunication)	498 113,09 $

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-27 19:38

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208693001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres, avec les firmes Yves R. Hamel et Associés inc. et SNC-Lavalin Télécom inc., pour la prestation des services en ingénierie pour le câblage structuré et la radiocommunication, pour une période de 3 ans (du 24 septembre 2020 au 24 septembre 2023), avec une possibilité de prolongation annuelle, pour un maximum de 2 années consécutives - Dépense totale de 1 472 264,07 $, taxes incluses (lot 1: Câblage structuré - 974 150,98 $, taxes incluses; lot 2: Radiocommunication - 498 113,09 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (20-18135) - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des technologies de l'information consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
L'évolution des besoins des différentes unités administratives et Services de la Ville pour assurer la satisfaction des citoyennes et citoyens, engendre plusieurs initiatives de mise en place de nouveaux services ou un rehaussement des services existants (déménagements et réaménagements des aires de travail dans les nouveaux sites, autant que dans les sites existants). Ces activités requièrent le déploiement d'infrastructures en télécommunication (câblage structuré, radiocommunication et téléphonie) afin de soutenir les projets et les opérations de la Ville.

À cet effet, le Service des TI fait appel à des prestataires de services en ingénierie et en services techniques afin d'accroître sa capacité à répondre à l'ensemble des demandes de services et à assurer l'exécution des travaux d'infrastructures en télécommunication.

C'est dans ce contexte que le Service des TI a lancé un appel d'offres public n° 20-18135 en date du 15 avril 2020, pour la prestation des services en ingénierie pour le câblage structuré et la radiocommunication, et la prestation de services techniques pour la téléphonie. Cet appel d'offres a été publié sur le site de SÉAO ainsi que dans le Journal de Montréal.

Au total, six (6) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	28 avril 2020	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	1 mai 2020	Précisions suite à des questions techniques et administratives
3	11 mai 2020	Premier report de date d'ouverture de soumissions et précisions suite à des questions techniques et administratives
4	26 mai 2020	Précisions suite à des questions techniques et administratives
5	27 mai 2020	Précisions suite à des questions techniques et administratives
6	28 mai 2020	Deuxième report de date d'ouverture de soumissions et fin de la période des questions.

Un délai de cinquante-six (56) jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions. La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 2 juillet 2020. La durée de validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Pour les lots 1 et 2, la Ville a reçu 3 offres. Les 3 soumissions sont déclarées conformes tant administrativement que techniquement. Pour le lot 3 (prestation de services techniques pour la téléphonie IP et Analogique), la Ville n'a reçu aucune soumission conforme. Ce lot ne sera par conséquent pas octroyé et ne fera pas l'objet d'un autre appel d'offres.

Le présent dossier vise à conclure deux (2) ententes-cadres, une avec la firme Yves R. Hamel et Associés inc., soumissionnaire conforme pour la prestation des services en ingénierie pour le câblage structuré (lot 1), pour une dépense totale maximale de 974 150,98 $, taxes incluses, et l'autre avec la firme SNC-Lavalin Télécom inc., soumissionnaire conforme pour la prestation de services en ingénierie pour la radiocommunication (lot 2), pour une dépense totale maximale de 498 113,09 $, taxes incluses, sur une période de trois (3) ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0499 - 29 septembre 2017 - Conclure un contrat de services professionnels avec la firme CIMA + inc. (lot 3), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la radiocommunication - Appel d'offres 17-16219.
DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

L'objectif de la prestation de services est de se doter d'une part, d'une expertise en ingénierie, et d'autre part d'une expertise technique afin d'encadrer les travaux d'infrastructures en télécommunication dans les différents bâtiments, sites et infrastructures de la Ville. Le Service des TI vise ainsi à améliorer son offre de service, afin d'assurer la satisfaction de ses clients.
Les ressources en ingénierie affectées aux projets devront assurer et encadrer toutes les activités liées à l'exécution des travaux d'infrastructures avant, pendant et après leur réalisation. Il s'agit des travaux d'infrastructures tel que :

- le câblage structuré (lot 1);
- la radiocommunication (lot 2).

Les prestations de services devant être rendues à la Ville seront définies de façon précise par projet de prestation de services dans le temps (fiche mandat), avec des livrables définis à l'avance selon les besoins de la Ville.

L'adjudicataire, avec l'encadrement d'un responsable interne au Bureau du projet (BdP) TI de la Ville, devra :

- offrir des services professionnels en ingénierie en fournissant les ressources compétentes pour des mandats spécifiques soumis par le Service des TI;
- produire les livrables clés selon le domaine d'activité (câblage structuré, radiocommunication) selon les priorités du Bureau de projets (BdP).

Nous prévoyons une possibilité de prolongation annuelle du contrat, pour un maximum de deux (2) années consécutives.

JUSTIFICATION

Sur un total de 9 preneurs du cahier des charges, 3 firmes ont déposé une offre (33%), alors que 6 firmes (67%) n'ont pas déposé d'offre. Sur ces 6 firmes, 4 ont transmis un avis de désistement. Les raisons invoquées sont les suivantes :

- trois (3) firmes n'offrent pas les services demandés;
- une (1) firme n'a pas toutes les ressources disponibles;
- les deux (2) autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

Présentation des résultats pour le lot 1 - Câblage structuré :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Yves R. Hamel et Associés inc.	974 150,98 $		974 150,98 $
CIMA+ S.E.N.C	961 099,02 $		961 099,02 $
SNC-LAVALIN inc.	1 028 731,91 $		1 028 731,91 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 324 180,87 $		1 324 180,87 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(363 081,85) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-27,41%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			13 051,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1,36%

Présentation des résultats pour le lot 2 - Radiocommunication :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

SNC-LAVALIN inc.	498 113,09 $		498 113,09 $
CIMA+ S.E.N.C	515 007,52 $		515 007,52 $
Yves R. Hamel et Associés inc.	554 791,17 $		554 791,17 $
Dernière estimation réalisée ($)	466 504,16 $		466 504,16 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			31 608,93 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			6,78%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			16 894,43 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			3,39%

L' écart de prix pour le lot 1 entre la plus basse soumission et la dernière estimation s'explique notamment par la différence du taux horaire qui a été appliqué pour les services d'ingénierie en câblage structuré. En effet, n'ayant aucun historique de prix pour les services d'ingénierie en câblage structuré sur lequel se baser pour l'estimation interne, la base utilisée est le barème des honoraires de l'association des firmes de génie-conseil Québec (AGF), édition 2020. Celui-ci détermine à titre indicatif les fourchettes de prix pour les services d'ingénierie. Il est à noter que l'approche par lots a permis d'ouvrir le marché, favorisant ainsi les tarifs compétitifs.

Les fournisseurs de services ont une bonne connaissance des prix appliqués sur le marché, ce qui peut expliquer la faible variabilité des prix entre les soumissions.

Après vérification, les entreprises Yves R. Hamel et Associés inc. et SNC-Lavalin Télécom inc. ne sont pas inscrites sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Yves R. Hamel et Associés inc. a obtenu son accréditation le 8 novembre 2017, et cette dernière demeure valide jusqu'au 21 juillet 2020. Une demande de renouvellement de son accréditation a été faite le 20 avril 2020. La firme SNC-Lavalin Télécom inc. a obtenu son accréditation le 11 juin 2018, et cette dernière demeure valide jusqu'au 16 novembre 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale est de 1 472 264,07 $, taxes incluses. Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PTI du Service requérant pour la durée des ententes. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra d'accroître la capacité de la Ville à répondre à l'ensemble des demandes de services et à assurer l'exécution des travaux d'infrastructures en télécommunication. Il permettra de maintenir et d'améliorer l'évolution des services de télécommunication offerts aux employés et aux citoyens de la Ville de Montréal avec efficacité et efficience.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 9 septembre 2020
- Approbation du dossier par le CM - 21 septembre 2020
- Approbation du dossier par le CG - 24 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-08-17

Joel Joseph BELINGA
Conseiller en Analyse et Contrôle de Gestion

Tél : 438 -978-5877
Télécop. :

Maxime CADIEUX
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-464-3926
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail

Tél : 514-280-8521
Approuvé le : 2020-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-27

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 11 juin 2018

SNC-LAVALIN TÉLÉCOM INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
1801, AV MCGILL COLLEGE, BUR. 810
MONTRÉAL (QC) H3A 2N4

Nº de décision : 2018-CPSM-1035879
N° de client : 3000197313

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SNC-LAVALIN TELECOM INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SNC-LAVALIN TÉLÉCOM INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 novembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 novembre 2017

YVES R. HAMEL ET ASSOCIÉS INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS HAMEL
424, RUE GUY, BUR.102
MONTRÉAL (QC) H3J 1S6

N° de décision : 2017-CPSM-1059640
N° de client : 3000245805

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous YRH et YRH TELECOM, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). YVES R. HAMEL ET ASSOCIÉS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **21 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 15 avril 2020

YVES R. HAMEL ET ASSOCIÉS INC.
424, RUE GUY
BUR.102
MONTRÉAL QC H3J 1S6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000245805
N° de demande :	2000023443
N° de confirmation de paiement :	04183I

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208693001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres, avec les firmes Yves R. Hamel et Associés inc. et SNC-Lavalin Télécom inc., pour la prestation des services en ingénierie pour le câblage structuré et la radiocommunication, pour une période de 3 ans (du 24 septembre 2020 au 24 septembre 2023), avec une possibilité de prolongation annuelle, pour un maximum de 2 années consécutives - Dépense totale de 1 472 264,07 $, taxes incluses (lot 1: Câblage structuré - 974 150,98 $, taxes incluses; lot 2: Radiocommunication - 498 113,09 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (20-18135) - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18135_pv.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf
20-18135 Tableau comité Lot 2.pdf
20-18135 Tableau comité Lot 1.pdf
20-18135 intervention lot 1.pdf
20-18135 intervention lot 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18135

No du GDD : 1208693001

Titre de l'appel d'offres : PRESTATION DE SERVICES EN INGÉNIERIE POUR LE CÂBLAGE STRUCTURÉ ET LA RADIOCOMMUNICATION ET SERVICES TECHNIQUES POUR LA TÉLÉPHONIE Lot 1

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 21 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 11 - 6 - 2020

Date du comité de sélection : 2 - 7 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 28 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 12 - 2020

Date d'échéance révisée : 8 - 12 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+s.e.n.c	961 099,02 $		1
SNC-Lavalin Télécom Inc.	1 028 731,91 $		1
Yves R. Hamel et Associés Inc.	974 150,98 $	√	1

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que : trois (3) firmes n'offrent pas les services demandés et une (1) firme n'a pas toutes les ressources disponibles. Les deux (2) autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 24 - 8 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18135

No du GDD : 1208693001

Titre de l'appel d'offres : PRESTATION DE SERVICES EN INGÉNIERIE POUR LE CÂBLAGE STRUCTURÉ ET LA RADIOCOMMUNICATION ET SERVICES TECHNIQUES POUR LA TÉLÉPHONIE Lot 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 21 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 11 - 6 - 2020

Date du comité de sélection : 2 - 7 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 28 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 12 - 2020

Date d'échéance révisée : 8 - 12 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+s.e.n.c	515 007,52 $		2
SNC-Lavalin Télécom Inc.	498 113,09 $	√	2
Yves R. Hamel et Associés Inc.	554 791,07 $		2

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que : trois (3) firmes n'offrent pas les services demandés et une (1) firme n'a pas toutes les ressources disponibles. Les deux (2) autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 24 - 8 - 2020

20-18135 - PRESTATION DE SERVICES EN INGÉNIERIE POUR LE CÂBLAGE STRUCTURÉ ET LA RADIOCOMMUNICATION ET SERVICES TECHNIQUES POUR LA TÉLÉPHONIE lot # 1 : Câblage structuré

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima+s.e.n.c	3,63	7,25	8,00	19,25	16,75	21,75	76,6	961 099,02 $	1,32	2
SNC-Lavalin Télécom inc.	4,00	5,50	7,75	23,00	17,25	23,00	80,5	1 028 731,91 $	1,27	3
Yves R. Hamel et Associés Inc	3,88	8,75	8,50	19,63	16,50	22,25	79,5	974 150,98 $	1,33	1
							-		-	
							-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité	
Date	jeudi 02-07-2020
Heure	13h
Lieu	vidéoconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

20-18135 - PRESTATION DE SERVICES EN INGÉNIERIE POUR LE CÂBLAGE STRUCTURÉ ET LA RADIOCOMMUNICATION ET SERVICES TECHNIQUES POUR LA TÉLÉPHONIE lot # 2 : Radio Communication

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima+s.e.n.c	3,63	8,00	7,75	18,75	15,50	21,50	75,1	515 007,52 $	2,43	2
SNC-Lavalin Télécom inc.	4,00	5,75	7,50	18,75	16,75	22,00	74,8	498 113,09 $	2,50	1
Yves R. Hamel et Associés Inc	3,63	8,25	8,25	20,75	17,50	25,50	83,9	554 791,17 $	2,41	3
							-			#VALEUR!
							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Robert Normandeau**									

Comité	
Date	2-07-2020
Heure	13h
Lieu	vidéoconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

Liste des commandes

Numéro : 20-18135
Numéro de référence : 1363093
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PRESTATION DE SERVICES EN INGÉNIERIE POUR LE CÂBLAGE STRUCTURÉ ET LA RADIOCOMMUNICATION ET SERVICES TECHNIQUES POUR LA TÉLÉPHONIE (3 lots)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bell Canada 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile B, 5 étage Montréal, QC, H3E 3B3 NEQ : 1172462849	Madame Josée Trempe Téléphone : 514 391-0237 Télécopieur : 514 766-4612	**Commande : (1729727)** 2020-04-16 13 h 05 **Transmission :** 2020-04-16 13 h 05	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 22 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bouthillette Parizeau Inc. 8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal, QC, H2P 2R8 http://www.bpa.ca NEQ : 1142591438	Madame Milena Toffolo Téléphone : 514 383-3747 Télécopieur : 514 383-8760	**Commande : (1729907)** 2020-04-16 16 h 08 **Transmission :** 2020-04-16 16 h 08	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 21 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cablage 2000 Plus Inc. 1502 POIRIER Mascouche, QC, J7L1V7	Monsieur Richard Chassé Téléphone : 514	**Commande : (1742815)** 2020-05-17 15 h 48	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-05-17 15 h 48 - Téléchargement

	http://cablage2000plus.com NEQ : 1141441254	249-5459 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-05-17 15 h 48	3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-17 15 h 48 - Téléchargement 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-17 15 h 48 - Téléchargement 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 21 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1729298)** 2020-04-15 15 h 21 **Transmission :** 2020-04-15 15 h 21	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 22 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	HARRIS Canada Systems, Inc. 5-2895 Argentia Road Mississauga, ON, l5n8g6 http://www.harris.com NEQ : 1168859966	Monsieur Bruno Blouin Téléphone : 438 863-3976 Télécopieur : 905 817-8301	**Commande : (1732491)** 2020-04-22 17 h 03 **Transmission :** 2020-04-22 17 h 03	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 21 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-Lavalin Télécom inc.. 1801, ave McGill Collège 12e étage	Monsieur Alain Brière Téléphone : 514	**Commande : (1729876)** 2020-04-16 15 h 39	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel

	Montréal, QC, H3A 2N4 NEQ : 1140155749	392-3000 Télécopieur : 514 392-3003	**Transmission :** 2020-04-16 15 h 39	3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 21 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1729426)** 2020-04-16 7 h 45 **Transmission :** 2020-04-16 7 h 45	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 22 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1729545)** 2020-04-16 9 h 44 **Transmission :** 2020-04-16 9 h 44	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel 3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 22 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Yves R. Hamel et Associés Inc 424 rue Guy suite 102 Montréal, QC, H3J1S6 NEQ : 1142282855	Monsieur Michel Robitaille Téléphone : 514 934-3024	**Commande : (1730385)** 2020-04-17 13 h 53 **Transmission :** 2020-04-17 13 h 53	3301619 - 20-18135 addenda 1 2020-04-28 10 h 55 - Courriel 3304359 - 20-18135 addenda 2 2020-05-01 9 h 39 - Courriel

	Télécopieur : 514 934-2245	3310559 - 20-18135 addenda 3 avec report 2020-05-11 13 h 54 - Courriel 3319793 - 20-18135 addenda 4 2020-05-26 10 h 38 - Courriel 3321415 - 20-18135 addenda 5 2020-05-27 20 h 22 - Courriel 3321993 - 20-18135 addenda 6 avec report 2020-05-28 11 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1204368010

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (Direction régionale de santé publique de Montréal) pour la réalisation d'une Évaluation d'impact sur la santé (EIS) du Réseau express vélo (REV).

Il est recommandé d'approuver l'entente de collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (Direction régionale de santé publique de Montréal) pour la réalisation d'une Évaluation d'impact sur la santé (EIS) du Réseau express vélo (REV).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-24 13:19

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1204368010

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (Direction régionale de santé publique de Montréal) pour la réalisation d'une Évaluation d'impact sur la santé (EIS) du Réseau express vélo (REV).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP) souhaite réaliser une étude portant sur l'Évaluation des impacts sur la santé (EIS) du projet de réseau express vélo (REV) développé par la Ville de Montréal. Lancé en 2019, le REV vise à doter Montréal d'une infrastructure cyclable de grande capacité, conviviale, attrayante et accessible douze (12) mois par année. Le REV se veut ainsi la colonne vertébrale du réseau cyclable montréalais auquel se greffent les réseaux cyclables locaux. Il vise à offrir des liaisons confortables, efficaces et continues entre les générateurs de déplacements, notamment les grands pôles d'activités et les principaux pôles de transport collectif, afin de permettre une augmentation importante des déplacements à vélo sur le territoire montréalais.
C'est dans ce contexte que la DRSP de Montréal entend réaliser son mandat. Préoccupée par la qualité, l'étendue, l'accessibilité et la sécurité du réseau cyclable montréalais, elle souhaite accompagner la ville dans une démarche d'intégration de stratégies d'implantation du REV qui permettraient de diminuer les inégalités sociales de santé et de prévenir les traumatismes. Les recommandations issues de cette étude permettront à la Ville d'arrimer le REV à sa stratégie Vision zéro et de faire en sorte que sa conception et sa mise en service contribuent à apaiser la circulation véhiculaire de façon significative et à améliorer le confort et la sécurité de l'ensemble des usagers de la route. L'expérience des piétons, des cyclistes, des usagers du transport collectif et des automobilistes sera ainsi améliorée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0395 (22 août 2019) : Approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal;

DESCRIPTION

L'Évaluation d'impact sur la santé (EIS) est pratiquée en Europe depuis 20 ans et vise à identifier puis à anticiper les impacts potentiels d'un projet municipal, dans ce cas-ci le REV,

sur la santé et la qualité de vie des citoyens. Le résultat de ce travail de collaboration entre la ville et la DRSP de Montréal permet une identification conjointe des enjeux puis de déterminer les avenues possibles pour réduire ou compenser les impacts négatifs et maximiser les retombées positives. Ce type d'évaluation prospective est pratiqué dans de nombreux pays afin de soutenir la planification de projets en aménagement du territoire et en mobilité, notamment.
Plus spécifiquement, les objectifs visés par l'équipe de la DRSP de Montréal sont les suivants:
-Identifier les composantes d'un réseau express vélo (REV) efficace pour accroître l'usage du vélo et réduire le risque de blessures et/ou de décès sur la route en conformité avec le programme de Vision zéro;
-Définir, en collaboration avec la direction de la mobilité de la Ville de Montréal, une liste de critères à mettre de l'avant afin de faire en sorte que le REV corresponde aux pratiques les plus prometteuses;
-Accompagner la Ville dans l'élaboration de stratégies d'implantation diminuant les inégalités sociales de santé (ISS) dans le déploiement du REV;
-Établir une compréhension commune des solutions à mettre en place permettant à la Ville d'atteindre ses objectifs liés à la santé et à l'équité.

L'étude proposée s'articulera autour de 2 axes d'intervention, soit la promotion de l'utilisation du vélo et l'amélioration de la sécurité (se référer à l'entente en pièce jointe pour plus de détails)

Afin de permettre la réalisation de cette étude, la Ville s'engage à collaborer avec la DRSP en participant activement à un Comité de pilotage et de suivi. Elle s'engage, de plus, à donner accès aux données dont elle dispose ainsi qu'aux informations pertinentes, données, etc.

Au terme de cette étude, la DRSP livrera un rapport complet accompagné de recommandations.

JUSTIFICATION

L'aménagement et le déploiement de nouveaux axes du REV à Montréal aura des impacts majeurs sur la pratique du vélo, incitant de plus en plus de montréalais à se déplacer autrement. Dans ce contexte, il importe pour la Ville de Montréal de considérer les enjeux d'accessibilité et de sécurité lors de la planification des prochains axes du REV. C'est ce que propose la DRSP de Montréal avec son projet d'Évaluation d'impact sur la santé (EIS). Les recommandations qui découleront de cette étude permettront aux différentes unités d'affaires de mieux concilier les objectifs d'aménagement avec les besoins des utilisateurs, lesquels s'inscrivent notamment dans une perspective de santé publique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce projet n'a aucune incidence budgétaire pour la Ville. Les coûts associés à la réalisation de cette étude sont assumés entièrement par la DRSP de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le déploiement du réseau cyclable montréalais s'inscrit dans les orientations du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* dont l'une des priorités vise la réduction des émissions de GES ainsi qu'une plus grande incitation à l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs.
Dans un contexte de transition écologique, l'agglomération de Montréal vise à accroître l'usage du vélo partout sur le territoire en offrant des liaisons confortables, sécuritaires, fiables et continues entre divers générateurs de déplacements, notamment les grands pôles

d'activités et les principaux pôles de transport collectif. Ainsi, l'usage du vélo s'appuie sur des principes favorisant une meilleure qualité de vie, une protection accrue de l'environnement et une croissance économique durable à l'échelle locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'entente est approuvée, la DRSP de Montréal pourra amorcer dans les meilleurs délais le projet d'étude d'Évaluation d'impact sur la santé (EIS) du projet de Réseau express vélo. Les avis et recommandations qui en découleront seront partagés avec les différentes unités d'affaires qui interviennent dans la planification du réseau cyclable montréalais et une attention plus grande pourra être accordée aux enjeux de sécurité et d'accessibilité des nouveaux aménagements du REV.
Si l'entente n'est pas approuvée, l'étude d'Évaluation d'impact sur la santé (EIS) ne pourra pas être réalisée.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle liée à la COVID-19 n'aura aucun impact sur le déroulement de l'étude et n'engendrera aucun délai supplémentaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

21 septembre 2020 : Approbation par le Conseil municipal et début de l'étude d'Évaluation d'impact sur la santé (EIS) par la DRSP de Montréal;
Juin 2021 : Présentation des résultats de l'étude.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-07

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-08-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-08-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204368010

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Approuver l'entente de collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (Direction régionale de santé publique de Montréal) pour la réalisation d'une Évaluation d'impact sur la santé (EIS) du Réseau express vélo (REV).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2020-08-13 Entente VF (visée).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-872-9795

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-13

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-872-9795
Division : Droit contractuel



ENTENTE DE COLLABORATION

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11,4), ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal;

Ci-après désignée la « **VILLE** »

ET **CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL (DIRECTION RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL)**, dont la principale adresse est au 1301 rue Sherbrooke, Montréal, Québec, H2L 1M3, agissant et représenté par Mylène Drouin, directrice de la Direction régionale de santé publique de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare ;

Ci-après désignée la « **DRSP** »

La VILLE et la DRSP sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente entente comme les « **Parties** »;

ATTENDU que la littérature scientifique démontre que le transport à vélo constitue un déterminant important de la santé des individus ;

ATTENDU que les aménagements cyclables situés sur le domaine public et l'utilisation qui en est faite a une influence importante notamment sur la sécurité des déplacements ;

ATTENDU que le comité exécutif de la VILLE a adopté, en vertu de la résolution CE19 1325 adoptée le 14 août 2019, la modification au *Plan de transport* quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal (ci-après, le « Réseau cyclable »);

ATTENDU que, dans le cadre de la cette mise à jour du Réseau cyclable, le conseil d'agglomération de la VILLE a adopté, le 19 septembre 2019, le *Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)* (RCG 19-023);

ATTENDU que, le 28 septembre 2017, en vertu de la résolution CG17 0503 du conseil d'agglomération de la VILLE, cette dernière a adopté le Plan cadre vélo de l'agglomération montréalaise dans le but d'accroître davantage la pratique du vélo sur l'ensemble du territoire montréalais avec un objectif de 15% de part modale dans les quartiers centraux dans un horizon d'une dizaine d'années;

ATTENDU que la VILLE désire mettre en place le projet de Réseau express vélo (ci-après, le « Projet ») afin de doter Montréal d'une infrastructure cyclable de grande capacité, conviviale, attrayante et accessible douze (12) mois par année;

ATTENDU QUE la *Loi sur la santé publique* (RLRQ, C. S-2.2) a pour but de protéger la santé de la population du Québec et de mettre en place des conditions favorables au maintien et à l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population en général;

ATTENDU QUE de cette loi découle le mandat de la DRSP qui a des responsabilités notamment en matière d'information, de suivi et de prévention dans le domaine de la santé, plus précisément en ce qui concerne la santé des individus de la population de Montréal;

ATTENDU que la DRSP, en partenariat avec les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux de l'île de Montréal, a élaboré le Plan d'action régional intégré de santé publique de Montréal 2016-2021 qui accorde la priorité à la prévention des problèmes de santé en lien avec l'activité physique, la sécurité des déplacements actifs et la sédentarité ;

ATTENDU que, dans le cadre de leurs champs de compétences respectifs et dans les limites de leurs ressources, les Parties désirent optimiser leurs interventions en matière de prévention et de résolution des problèmes de santé de la population montréalaise sous l'angle de l'activité physique, de la sécurité des déplacements actifs ainsi que de la sédentarité;

ATTENDU QUE c'est dans ce contexte que les Parties désirent initier une étude portant sur une évaluation des impacts sur la santé du Projet;

ATTENDU que le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente entente;

ATTENDU que la VILLE a adopté le *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ce règlement à la DRSP.



LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'établir les obligations de chacune des Parties dans le cadre de la réalisation, en collaboration, d'une étude portant sur l'évaluation des impacts sur la santé du Projet (ci-après, l' « Étude ») et de mettre en place les mécanismes de concertation nécessaires à une collaboration optimale entre elles.

2. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Chaque Partie désigne le représentant identifié ci-dessous pour l'application de la présente entente (ci-après le « Représentant désigné »). Tout avis ou signalement en vertu de la présente entente doit être fait par courriel auprès du Représentant désigné.

Pour la VILLE :

Stéphane Blais
Chef de section
Division Planification et développement de la mobilité
Direction de la mobilité
Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
stephane.blais@montreal.ca

Pour la DRSP :

Véronique Duclos
Chef de service environnement urbain et saines habitudes de vie
Direction régionale de la santé publique du CCSMTL
1301 Sherbrooke Est
Montréal, (Québec) H2L 1M3
veronique.duclos.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca

3. OBLIGATIONS DE COLLABORATION

La VILLE et la DRSP s'engagent à collaborer à :

3.1 la mise sur pied et à la coordination d'un comité de pilotage de l'Étude regroupant les personnes suivantes : un représentant de la Direction de la mobilité de la VILLE, un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la VILLE et deux (2) représentants du Service de l'environnement urbain et des saines habitudes de vie de la DRSP (ci-après, le « SEUSHV »). Ce comité tiendra des rencontres mensuelles;

3.2 la mise sur pied et à la coordination d'un comité de suivi de la présente entente regroupant les personnes suivantes : un représentant de la Direction de la mobilité de la VILLE, un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la VILLE et un gestionnaire du SEUSHV. Ce comité tiendra des rencontres mensuelles;

3.3 la définition conjointe des objets ainsi que de la portée de l'Étude afin de s'assurer qu'ils répondent aux critères de l'Institut national de santé publique du Québec et aux orientations de la DRSP, lesquels sont énoncés à l'Annexe B, ainsi qu'aux besoins de la VILLE, notamment en ce qui a trait au déploiement d'un Projet attrayant, sécuritaire et accessible à l'année;

3.4 élaboration, sous forme de rapport, des recommandations permettant l'amélioration du projet de Réseau express vélo de la VILLE dans le but de se rapprocher de l'atteinte d'une augmentation à 15% de part modale du vélo à l'échelle du territoire montréalais, plus particulièrement dans les quartiers centraux ;

3.5 rendre public ce rapport;

3.6 effectuer un bilan, à la fin de la présente entente, portant notamment sur la collaboration entre les Parties ainsi que sur les retombées du Projet pour chaque Partie.

4. ENGAGEMENTS DE LA DRSP

La DRSP s'engage à :

4.1 fournir, à ses entiers frais, les ressources professionnelles nécessaires à la mise sur pied des comités énoncés aux articles 3.1 et 3.2 et s'assurer de la participation active de ces ressources lors des rencontres de ces comités;

4.2 fournir, à ses entiers frais, les ressources humaines compétentes ainsi que les ressources matérielles requises pour la réalisation de l'Étude;

4.3 sous réserve des lois applicables, s'assurer du respect et de la confidentialité des informations et données qui lui sont communiquées par la VILLE dans le cadre de la présente entente ainsi que discussions tenues lors des rencontres des comités énoncés aux articles 3.1 et 3.2 et lors de toute rencontre concernant l'objet de la présente entente;

4.4 à l'issue de l'Étude, produire et remettre à la VILLE, à ses entiers frais, un rapport dont les recommandations auront été préalablement discutées avec la VILLE conformément à l'article 3.4.

5. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La VILLE s'engage à :

5.1 fournir, à ses entiers frais, les ressources professionnelles nécessaires à la mise sur pied des comités énoncés aux articles 3.1 et 3.2 et s'assurer de la participation active de ces ressources lors des rencontres de ces comités;

5.2 offrir, à ses entiers frais, les ressources humaines nécessaires à la collaboration énoncée à l'article 3 et à fournir les informations demandées par la DRSP relativement au Projet et nécessaires à la réalisation de l'Étude;

5.3 sous réserve des lois applicables, s'assurer du respect et de la confidentialité des informations et données qui lui sont communiquées par la DRSP dans le cadre de la présente entente ainsi que des discussions tenues lors des rencontres des comités énoncés aux articles 3.1 et 3.2 et lors de toute rencontre concernant l'objet de la présente entente;

5.4 donner accès, à ses entiers frais, aux informations et sources de données que les Parties jugent, d'un commun accord, nécessaires à l'élaboration de l'Étude.

6. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

6.1 La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties et se termine lorsque le rapport de l'Étude est rendu public. À titre indicatif, les Parties prévoient que le rapport de l'Étude sera complété au 24 juin 2021.

6.2 Nonobstant la fin de présente entente, les Parties conviennent que le comité de suivi mis sur pied conformément à l'article 3.2 de la présente entente se réunira au moins deux (2) fois dans l'année 2021 pour faire la validation et le suivi des recommandations du rapport de l'Étude.

7 LICENCE

7.1 La DRSP concède à la VILLE, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec l'Étude réalisée en vertu de la présente entente. La VILLE n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.



7.2 La DRSP déclare et garantit que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec l'Étude ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 La DRSP déclare et garantit qu'elle détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente entente et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 7.1 de la présente entente.

8 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8.1 Entente complète

La présente entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

8.2 Divisibilité

Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

8.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

8.4 Représentations de la DRSP

La DRSP n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.5 Modification à la présente entente

Aucune modification aux termes de la présente entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

8.6 Lois applicables et juridiction

La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.7 Ayants droit liés

La présente entente lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

8.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

8.9 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

8.10 Différends

Si un différend survient entre des intervenants des Parties impliqués à la réalisation de l'entente au cours de l'exécution de celle-ci, les Parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable à ce différend et à respecter la procédure détaillée à l'Annexe C de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le _____2020

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Yves Saindon
Greffier

Le _____2020

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL (DIRECTION RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL)

_____
Mylène Drouin
Directrice de la Direction régional de santé publique de Montréal

ANNEXE A

CONTENU DE L'ÉTUDE

Objectifs de l'Étude:

1. Identifier les composantes d'un réseau de voies cyclables efficace pour:

   - augmenter l'usage du vélo et;
   - réduire le risque de blessures ou de décès sur la route;

2. Définir, avec les équipes interpellées à la VILLE, une liste de critères bonifiée à mettre de l'avant pour faire en sorte que le Projet corresponde aux pratiques les plus prometteuses;

3. Accompagner la VILLE dans l'intégration de stratégies d'implantation diminuant les inégalités sociales de santé dans le déploiement du Projet;

4. Établir une compréhension commune des solutions à mettre en place permettant à la VILLE d'atteindre ses objectifs liés la santé et à l'équité dans la mise en place du Projet.

Partie 1 de l'Étude – Santé et saines habitudes de vie :

Apprécier les retombées du Projet pour différents groupes de la population, selon diverses perspectives d'équité et de santé:

- répartition des maladies chroniques
- répartition de certaines caractéristiques sociodémographiques
- distance et accès du Projet aux écoles, selon leurs indices de défavorisation (SFR [Seuil de faible revenu] et IMSE [Indice de milieu socio-économique])

Faire valoir l'importance d'adopter tôt de saines habitudes de vie et des environnements favorables pour le développement des individus;

Encourager l'autonomie et faciliter la vie familiale pour le transport scolaire;

Contrer le phénomène de gentrification et encourager la création de pôles civiques à proximité des écoles.



Partie 2 de l'Étude – Sécurité des aménagements du Projet :

Apprécier les retombées du Projet en fonction de la diminution des traumas routiers et caractériser les axes à prioriser selon:

- Le nombre d'intersections et les aménagements pour les sécuriser;
- Le nombre de voies de circulation; la vitesse permise et observée;
- La répartition des modes de transport utilisés et des blessés ou décès;

Faire valoir l'importance du partage de l'espace en lien avec la « Vision zéro » de la VILLE;

Se baser sur des recherches passées notamment sur le fait que les jeunes des secteurs plus pauvres risquent plus d'être blessés que ceux des secteurs plus riches, car on y marche davantage et l'exposition à la circulation automobile y est plus intense; plus de véhicules aux intersections et plus d'artères que dans les secteurs les plus riches

ANNEXE B

PRÉCISIONS – ARTICLE 3.3

Critères de l'Institut national de santé publique du Québec relativement à une étude d'impact sur la santé :

1. L'étude est un outil de soutien à la prise de décision.

2. L'étude porte sur un projet dont la santé n'est pas l'objectif principal.

3. L'étude repose sur une vision holistique de la santé, en considérant l'ensemble de ses déterminants.

4. L'étude s'inscrit dans une démarche scientifique standardisée.

5. L'étude se fonde sur les données probantes et leur mise en contexte.

6. L'étude considère les inégalités sociales de santé.

7. L'étude s'intéresse autant aux effets positifs que négatifs.

Orientations de la DRSP selon quatre grand axes:

1. Le développement global des enfants et des jeunes;

2. L'adoption de modes de vie et la création d'environnements sains et sécuritaires;

3. La prévention et le contrôle des maladies infectieuses;

4. La gestion des risques et des menaces pour la santé et la préparation aux urgences.

ANNEXE C

PROCÉDURE DE RÉSOLUTION DES DIFFÉRENDS

Advenant qu'un intervenant d'une des Parties soit insatisfait des services rendus par un intervenant d'une autre Partie et que les deux intervenants aient d'abord essayé de résoudre le différend entre eux :

1. L'intervenant interpelle son supérieur immédiat afin de lui exposer les faits saillants du différend.

2. Le supérieur immédiat interpelle son vis-à-vis de l'autre Partie.

3. Si le différend est résolu, les Parties conviennent de documenter l'intervention. Aucune action supplémentaire n'est alors requise.

4. Si le différend n'est pas résolu, l'intervenant et son supérieur immédiat préparent un dossier.

5. Le supérieur immédiat interpelle le représentant à l'entente de sa Partie.

6. Le représentant à l'entente interpelle son vis-à-vis de l'autre Partie.

7. Si le différend n'est toujours pas résolu, une rencontre du comité de suivi de l'entente sera convoquée.



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1206037003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1261-02

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Sainte-Cécile, Montréal, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, connue et désignée comme étant les lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 762,4 m², le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

2. d'imputer le revenu de la rente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-11 13:16

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206037003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1261-02

CONTENU

CONTEXTE

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (« OBNL ») ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subvention fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces OBNL cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire. En effet, les institutions bancaires exigent que l'emphytéose arrive à terme au minimum cinq ans après l'échéance de l'hypothèque. Selon les informations recueillies auprès des organismes, les institutions bancaires sont prêtes à consentir des prêts pour une durée maximale de 25 ans.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») et le Service de l'habitation (le « SH ») ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SGPI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leurs bâtiments, le SGPI et le SH ont décidé de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes. Les prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la *Loi sur les coopératives,* destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéose permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, (l'« Emphytéote ») doit souscrire à une nouvelle hypothèque pour rembourser un prêt accordé par le fonds d'aide à la rénovation de l'habitation communautaire (le « FARHC ») afin de réaliser d'importants travaux sur l'immeuble situé au 7342 - 7360, avenue de Gaspé (l'« Immeuble ») et pour réaliser de nouveaux travaux (voir liste en Annexe). Pour souscrire à une nouvelle hypothèque amortie sur 25 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 30 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 21 décembre 2036, une prolongation de quatorze (14) ans est requise afin de bénéficier d'un amortissement pouvant aller jusqu'à 25 ans.

Le projet d'acte de modification de l'emphytéose prolongeant la durée de celle-ci s'inscrit dans le déploiement de la *Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables* pour laquelle on retrouve des objectifs de sauvegarde des logements sociaux et communautaires existants.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte de modification de l'emphytéose par les autorités compétentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, connue comme étant les lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 762,4 m², située dans l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, à partir du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050.
L'Immeuble a été cédé par emphytéose à la coopérative d'habitation Sainte-Cécile en décembre 1984 avec l'obligation d'y construire un bâtiment d'un coût de construction d'au moins huit cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-treize dollars (837 293 $).
L'Immeuble comprend 24 unités, réparties dans 4 bâtiments contigus et dont 6 sont occupées par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (aide assujettie au contrôle des revenus - AACR). Les autres locataires bénéficient d'une réduction de loyer d'environ 22 %, comparativement aux loyers moyens dans le secteur (SCHL, Enquête sur les logements locatifs, automne 2019).

D’importants travaux de rénovation ont été effectués sur l’Immeuble dans les dernières années, grâce au prêt obtenu auprès du FARHC. L’Emphytéote souhaite également réaliser d’autres travaux de rénovation dans les prochaines années pour assurer le maintien en bon état de l’Immeuble. La liste des travaux effectués à l’aide de ce prêt et des autres travaux à réaliser est présentée en pièce jointe.

Le solde restant du prêt accordé par le FARHC est de 700 000 $ et doit être remboursé au moment du renouvellement de l’hypothèque, en juin 2020. L’organisme souhaite également réaliser des travaux supplémentaires pour un montant d’environ 110 000 $.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de 2036 à 2050, sera de 4 800 $ et payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

· Remettre un rapport d’inspection du bâtiment réalisé par un expert, tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

- l’Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
- l’Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
- l’Ordre des architectes du Québec
- l’Ordre des ingénieurs du Québec
- l’Ordre des technologues professionnels du Québec

· Présenter un plan quinquennal des travaux d’entretien et de préservation en lien avec le rapport d’inspection;
· Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
· Préserver l’affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble.
· Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l’entretien et la préservation de l’Immeuble.

Ces nouvelles conditions s’inscrivent en cohérence avec celles qui seront prévues dans le cadre de la mise en œuvre du futur programme Accès Logis présentement sous étude par la Ville.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :
· La prolongation de la durée de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.

· La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose, de quatorze (14) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur vingt-cinq (25) ans.

· Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.

· La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

· La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc ancien de logements sociaux et communautaires, dans sa Stratégie de développement de 12 000 logements.

· L'ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

· La prolongation de la durée de l'Emphytéose n'entraîne aucun coût pour l'agglomération et aucune responsabilité additionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En concertation avec le SH, il fut décidé d'appliquer une rente moyenne pour la durée des prolongations d'emphytéose pour permettre de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et être équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 $/unité) payée par les coopératives d'habitation sous emphytéose. Ainsi, la rente annuelle sera de 4 800 $, du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2020 est de 6 768 $.
La Division des analyses immobilières du SGPI estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus de contribuer à la sauvegarde d'un important patrimoine bâti, la conservation du parc ancien de logements sociaux est un enjeu important en regard du maintien de la mixité sociale montréalaise, une dimension clé d'un développement social durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec le prêteur hypothécaire et les entrepreneurs réalisant les travaux. De plus, un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier nuirait à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire à l'Emphytéote pour souscrire à une nouvelle hypothèque et réaliser les travaux de rénovation prévus au printemps ou à l'été 2020. Les restrictions liées au Covid-19 ne limitent pas l'Emphytéote à la souscription de la nouvelle hypothèque et la signature des ententes avec les entrepreneurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte pas d'enjeu ni d'action de communication, tel que convenu avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ivan TARASYUK)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 3 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

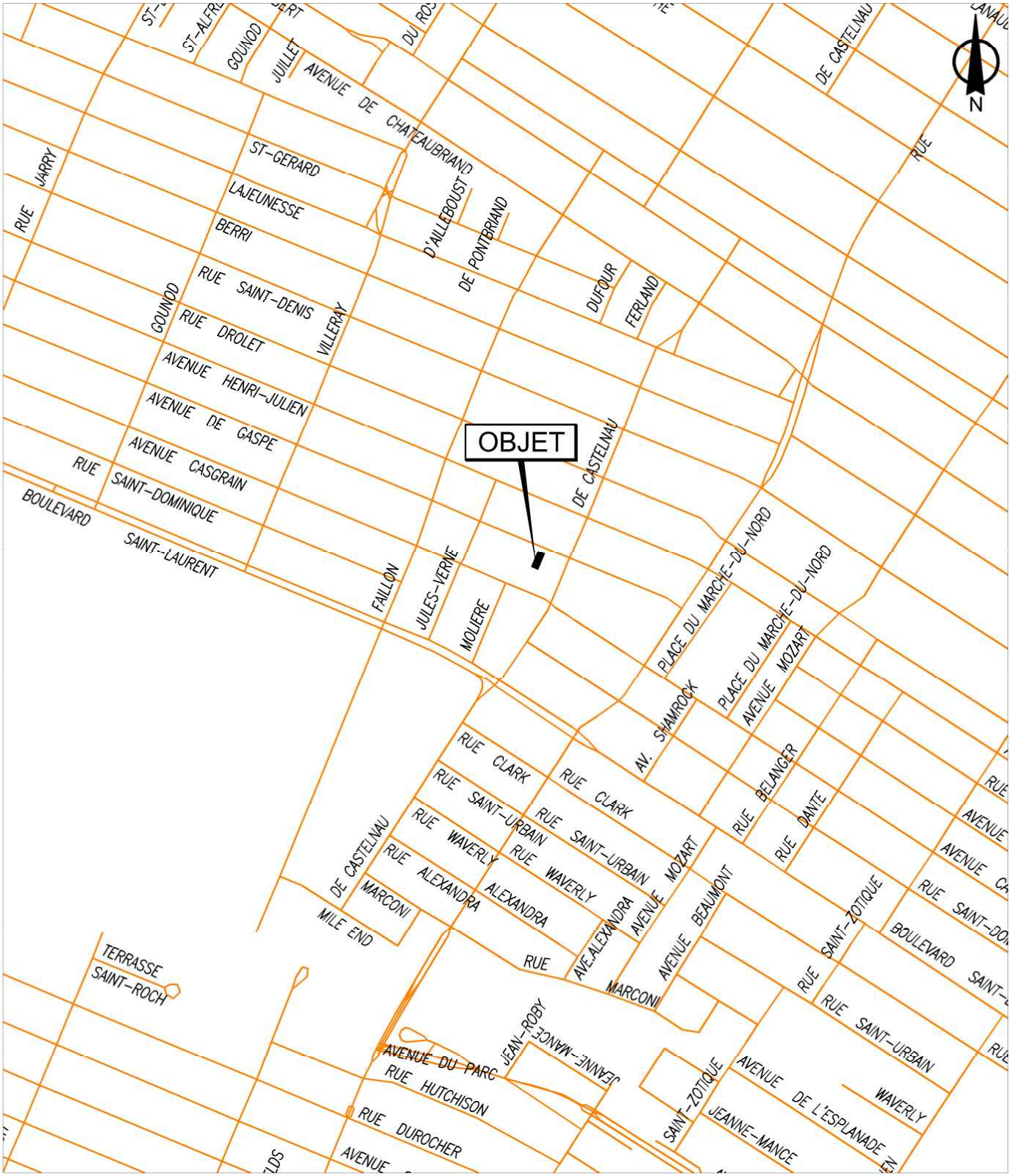
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-08-10



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1261-02
Mandat: 18-0071-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 26-03-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1261-02
Mandat: 18-0071-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:400
Date: 26-03-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Coopérative d'habitation Ste-Cécile
Plan 2018-2022 des travaux d'entretien et de réparation

Priorisation des travaux	**Montant**	**Date**
Vérifier, réparer et remplacer les plinthes électriques dans les logements	2 000,00 $	2019
Repeindre balcons	2 500,00 $	2018
Repeindre cages d'escalier intérieurs	2 500,00 $	2019
Remplacer les lumnaires extérieurs	1 500,00 $	2022
Replacer les ralentisseurs de portes	5 000,00 $	2022
Réparation de mortier	1 000,00 $	2019
Réparation des cornières, bas des murs	1 000,00 $	2019
Réparation crépi	1 200,00 $	2019
Entretien des revêtements de bois	4 500,00 $	2021
Remplacer les pontages des balcons avant	30 600,00 $	2020
Réparation toit	5 000,00 $	2022
Entretien des parapets	500,00 $	2019
Entretien des cols-de-cygne	100,00 $	2019
Remplacer les chauffe-eaux	16 000,00 $	2022
Remplacer plate-forme élévatrice	32 000,00 $	2021
Remplacer la porte d'entrée commune 7342	1 250,00 $	2019
Remplacer la sortie d'eau extérieure avant 7348	500,00 $	2019
Remplacer certains ventilateurs de salles de bain	500,00 $	2019
Remplacer l'asphalte par un dallage derrière le 7348 #2	1 000,00 $	2022
Réparation et ajustement des portes arrières	500,00 $	2019
Coût total des travaux	**109 150,00 $**	

	an 1	**an 2**	**an 3**	**an 4**	**an 5**
Années financière	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Solde reporté		$110 500,00	$ 111 450,00	$ 92 850,00	$ 68 350,00
Réserve générale	$ 35 000,00				
Réserve de remplacement	$ 20 000,00				
Réserve de remplacement complémentaire	$ 46 000,00				
Versemement annuel réserve de remplacement	$ 12 000,00	$ 12 000,00	$ 12 000,00	$ 12 000,00	$ 12 000,00
Travaux annuels	$ (2 500,00)	$ (11 050,00)	(30 600,00) $	$ (36 500,00)	$ (28 500,00)
Emprunt hypothécaire (Si nécessaire)	$ -	$ -	- $	$ -	$ -
Solde à la fin de l'exercice	$ 110 500,00	$111 450,00	$ 92 850,00	$ 68 350,00	$ 51 850,00

BILAN DE SANTÉ

Coop Ste-Cécile
7342, 7348, 7354, 7360 de Gaspé, Montréal
Projet No. 2016.36A

Préparé par :
Studio MMA Architecture + Design
Mamfredis Miners Architectes
7275, rue Saint-Urbain, bureau 403
Montréal (Québec) H2R 2Y5
Tél : (514) 388-3451
Fax : (514) 388-1172
www.studiomma.ca



Le 23 octobre 2017

Montréal, le 23 octobre 2017,

M. Jacques Charest
Coopérative d'habitation Ste-Cécile
7342, 7348, 7354, 7360 de Gaspé,
Montréal (Québec) H2R 1Z8

Objet: **Bilan de santé**
Projet No. 2016.36A
Coopérative d'habitation Ste-Cécile
7342, 7348, 7354, 7360 de Gaspé,
Montréal (Québec) H2R 1Z8

Monsieur Charest,

C'est avec plaisir que nous vous transmettons notre bilan de santé concernant la Coopérative d'habitation Ste-Cécile, situé au 7342, 7348, 7354 et 7360 ave de Gaspé, à Montréal.

Nous vous remercions d'avoir retenu les services de Studio MMA Architecture + Design et espérons avoir le privilège de vous servir à nouveau dans le futur.

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour tout renseignement complémentaire au 514-388-3451.

Veuillez agréer, Monsieur, de l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Vouli Mamfredis, architecte associée, professionnelle acreditée LEED BD+C
Studio MMA, Architecture + Design

Bilan de santé
Projet No. 2016.36A
Coopérative d'habitation Ste-Cécile
7342, 7348, 7354, 7360 de Gaspé,
Montréal (Québec) H2R 1Z8

Projet No. 2016.36A

Préparé par :



Maude Hallé Saint-Cyr, Architecte
Studio MMA Architecture + Design
m.hallesaintcyr@studiomma.ca
514-388-3451 #204



Vouli Mamfredis, Architecte
Studio MMA Architecture + Design
v.mamfredis@studiomma.ca
514-388-3451 #201

Distribution : M. Jacques Charest - jacques.charest@sympatico.ca

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 5

2. INSPECTION DES VIDES SANITAIRES 5

3. MÉTHODOLOGIE 6

4. ÉQUIPE 7

5. BÂTIMENT ET MISE EN CONTEXTE 7

6. OBSERVATIONS GÉNÉRALES 9

.1 FAÇADES 9
.2 TOITS 17
.3 ESPACES COMMUNS 21
.4 LOGEMENTS ET BALCONS PRIVÉS 22

7. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7342 24

8. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7348 31

9. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7354 32

10. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7360 33

11. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – LOGEMENTS 34

12. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 43

ANNEXES :

- **TABLEAU DES COÛTS ET DÉLAIS**
- **COURRIEL D'EXPERTISE D'INGÉNIEUR EN STRUCTURE : VIDES SANITAIRES**
- **EXTRAITS DES PLANS ORIGINAUX (1984)**

1. INTRODUCTION

Ce rapport présente un bilan de santé de la Coopérative d'habitation Ste-Cécile, situé au 7342, 7348, 7354, 7360 de Gaspé, Montréal, Québec. Cette expertise, mandatée par la coopérative, a été réalisée par Studio MMA Architecture + Design dans le but de fournir les informations requises pour s'assurer d'un bon entretien et estimer les besoins en réserve de remplacement pour les travaux futurs dans les quatre bâtiments de la Coop.

Ce bilan de santé a été réalisé conformément à notre courriel du 20 septembre et comprend les vérifications et les exclusions suivantes :

Vérification de l'état des composants suivants :

1. Balcons et escaliers extérieurs
2. Parements extérieurs
3. Toitures
4. Portes et fenêtres extérieures
5. Escaliers intérieurs et espaces communs au sous-sols
6. Logements

Exclusions :

1. L'inspection était visuelle et non destructive (aucune ouverture exploratoire n'a été réalisée) ;
2. L'inspection des éléments d'électricité et de mécanique était d'ordre très général ;
3. Les vides sanitaires ont été inspectés par la FECHIMM en février 2017 et n'ont pas été inclus dans l'inspection de Studio MMA ;
4. Les revêtements extérieurs ont été inspectés à partir du sol et avec un lentille 'zoom'. Nous n'avons pas utilisé de nacelle élévatrice pour les inspections ;
5. Les détecteurs de fumée et le système de sécurité incendie n'ont pas été vérifiés / testés ;
6. La vérification de la conformité des bâtiments de la Coop à la réglementation applicable ne fait pas partie de ce mandat.

2. INSPECTION DES VIDES SANITAIRES

Les vides sanitaires ont été inspectés par la FECHIMM en présence d'un membre du Coop en février 2017. L'inspecteur de la FECHIMM a soulevé des inquiétudes en rapport avec de nids d'abeille dans les murs de fondation en béton ainsi qu'avec l'efflorescence constatée sur ces murs.

Suite aux constatations de la FECHIMM, nous avons inspecté les murs de fondation avec l'ingénieur en structure Alain Mousseau de la firme Calculatec Inc. Le résumé de ses observations est inclus en annexe.

Les correctifs recommandés par M. Mousseau pour le 7360, côté nord ont été réalisés en juin et juillet 2017.

L'installation d'un coupe-vapeur dans la partie nord du vide sanitaire du 7348 reste à faire.

Le problème d'infiltration d'eau à la base du soupirail dans le mur arrière du vide sanitaire dans la partie sud de l'immeuble au 7348 sera corrigé avec le remplacement des dispositifs d'obturation des soupiraux déjà prévu par la Coop en 2017-2018.

3. MÉTHODOLOGIE

Pour réaliser notre inspection nous avons suivi la méthodologie de travail suivante :

Étape 1 : Vérifications préliminaires

a. Analyse des plans construction originaux (1984) ;
b. Entrevue informelle avec les responsables de l'entretien de la Coop (Jacques Charest, Lyse Cloutier) ;
c. Repérage visuel préliminaire des conditions particulières existantes de l'enveloppe du Bâtiment ;
d. Préparation de plans pour les relevés au site;

Étape 2 : Relevé visuel des façades de l'immeuble

a. Relevé visuel de toutes les façades ;
b. Relevé visuel de l'état des revêtements extérieurs (brique, bois et fibrociment) ;
c. Relevé visuel de façades au niveau de tous les balcons de tous les logements ;
d. Relevé visuel des fondations visibles par l'extérieur et de toutes les margelles ;
e. Relevé visuel des entrées communes de chaque bloc.

Étape 3 : Relevé visuel des toits

a. Relevé visuel des pentes de toit ;
b. Relevé visuel des parapets et solinages ;
c. Relevé visuel général de l'état des membranes.

Étape 4 : Relevé visuel des logements

a. Vérification visuelle de l'état des planchers ;
b. Vérification visuelle de l'état des portes intérieures et de la porte d'entrée de chaque logement ;
c. Vérification visuelle de l'état des salles de bain, incluant un test de pression d'eau du robinet principal et une vérification du fonctionnement des ventilateurs de plafonds;
d. Vérification visuelle partielle des cuisines, incluant un test de pression d'eau du robinet et une vérification du fonctionnement des hottes de cuisine ;
e. Vérification visuelle des chauffe-eau et de la date inscrite sur l'étiquette ;
f. Vérification visuelle de l'état des plinthes électriques ;
g. Vérification visuelle de l'état des portes extérieurs, portes patio et fenêtres ;
h. Vérification visuelle des terrasses en asphalte, balcons privés et communs ;
i. Vérification visuelle de l'état des plafonds ;
j. Vérification visuelle de l'état des murs et plinthes.

Étape 5 : Relevé visuel des espaces communs

a. Vérification visuelle de l'état des planchers ;
b. Vérification visuelle de l'état des escaliers et mains courantes ;
c. Vérification visuelle de l'état de la salle communautaire et de ses accès ;
d. Vérification visuelle de l'état des vides sanitaires et espaces de rangement ;
e. Vérification visuelle des lumières.

4. ÉQUIPE

Le relevé a été effectué par Maude Hallé Saint-Cyr et Vouli Mamfredis, architectes à la firme Studio MMA Architecture + Design.

5. BÂTIMENT ET MISE EN CONTEXTE



Organisme :	Coopérative d'habitation Ste-Cécile
Municipalité :	Montréal
Arrondissement :	Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Adresse :	7342, 7348, 7354, 7360 de Gaspé, Montréal (Québec) H2R 1Z8
No. de lot :	3453480
Année de construction :	1985
Nombre de bâtiments :	4
Nombre de logements :	24 (6 par bâtiment)

La Coopérative d'habitation Ste-Cécile est un ensemble de 4 immeubles construits en 1985. Chaque immeuble comprend 6 logements. L'immeuble 7342 contient aussi une salle communautaire. Le revêtement extérieur est composé de brique, de bois et de fibrociment. La structure est en bois, les fondations sont en béton et les bâtiments reposent sur des vides sanitaires (sauf le 7342 qui a un sous-sol).

Des travaux d'entretien généraux régulier sont effectués par les locataires : peinture, nettoyage, réparations mineures.

Le tableau ci-bas indique une liste des travaux majeurs ayant été exécutés depuis 2008:

Réparation/amélioration	Année
Remplacement du plancher et correction de la pente de tuyaux de plomberie, 7360 de Gaspé apt. #2	2017
Remplacement du revêtement de bois des façades Sud, Est et Ouest par du clin de fibrociment	2015
Rénovation des salles de bain	2015
Remplacement des chauffe-eaux	2012
Remplacement de la porte du balcon avant et des portes-patio arrière des logements des blocs 7348, 7354 et 7360	2011-2012
Remplacement des planchers des balcons arrière	2010
Réfection complète de la toiture des quatre immeubles (7342, 7348, 7354 et 7360)	2008-2009
Réparation, sablage et vernissage des planchers d'environ 75% des logements	2008
Remplacement des marches des escaliers extérieur arrières	2007

6. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

.1 Façades

a. Maçonnerie

a) Briques

Le revêtement de brique est généralement en bon état. Nous avons constaté quelques briques légèrement endommagées mais qui ne représentent pas, selon nous, un danger d'infiltration d'eau.

Recommandation : Vérifier régulièrement, et remplacer si requis.

b) Mortier

Le mortier est généralement en bon état et aucun rejointoiement général n'est requis. Il y a par contre, quelques endroits ou le mortier est absent et qui nécessitent des interventions correctives.

Recommandations : Réparer et ragréer les endroits où le mortier est manquant / désintégré (voir aussi les observations spécifiques dans la section 9).

c) Base de murs

À certains endroits, les murs de fondation ont été coulés sans coordination avec les murs de briques. Au coin des axes B / 1, la face du mur en brique dépasse du mur de fondation et un / des cornière(s) d'acier ont été installé(s) pour supporter les briques. Nous n'avons pas pu voir l'état de ce(s) cornière(s) ni leur connexions.



Recommandation : Investigation supplémentaire requise pour déterminer l'état de la/des cornière(s).

d) Chantepleures

Nous avons constaté trois types de chantepleures :



- Type 1 : Des espaces ouverts entre les briques ;



- Type 2 : Des chantepleures préfabriquées en caoutchouc ;





- Type 3 : De petites moulures métalliques en « U ».

Les chantepleures du 3e type sont atypiques et problématiques : la plupart sont bloquées et elles sont de dimensions trop petites pour être efficaces. Quelques-unes sont installées dans le crépi du mur de fondation de manière à diriger l'eau en arrière du crépi et cela peut causer la dégradation de ce dernier.

Recommandation : Le remplacement de chantepleures du type 3 doit être fait avec soin pour ne pas déchirer le solin d'étanchéité derrière les briques. Par exemple, les briques à chaque côté des chantepleures peuvent être enlevées pour vérifier l'état de la membrane / réparer au besoin et installer les nouvelles chantepleures.

Il est probable que les chantepleures préfabriquées en caoutchouc ont été installées après la construction ; nous ignorons la méthode d'installation et si le solin membrané a été vérifié. Comme la maçonnerie est en bon état, la situation n'est pas très inquiétante. Compte tenu que de ce qui procède nous proposons de remplacer les chantepleures du type 3 seulement quand lorsque les travaux de maçonnerie seront requis. Il faut bien entretenir les joints et

inspecter la maçonnerie régulièrement pour repérer les briques éclatées et / ou les joints endommagés.

e) Seuils de fenêtre

Les seuils des fenêtres sont en briques recouvert d'une allège en métal. Les seuils en brique peuvent être problématiques et ne sont pas recommandés. Les seuils existants sont généralement en bon état et nous ne voyons pas la nécessité de les remplacer dans le court terme. Nous avons constaté une pente insuffisante (même inversée) sur quelques allèges. Ceci peut être le résultat du mouvement de la structure et de l'affaissement des murs à travers les années.



Recommandation : Vérifier régulièrement et s'assurer que le calfeutrage soit refait au besoin pour éviter de l'infiltration d'eau. Dans l'éventualité des travaux importants de maçonnerie dans l'avenir, remplacer les seuils par des seuils en pierre sans joints. Réviser les pentes de toutes les allèges lors du remplacement des fenêtres et corriger en ajoutant un substrat adéquat.

b. Crépi

Les murs de fondations sont recouverts d'un crépi qui est généralement en bon état à l'exception des endroits indiqués en annexe ou nous avons constaté des fissures est délamination du crépi. Nous sommes d'opinion que ce problématique est principalement dû aux chantepleures déficientes et / ou à un mauvais alignement datant de la construction originale entre le brique et la fondation (le crépi doit être en légère recul vis à vis la face de la brique, ce qui n'est pas toujours le cas). Il n'y a pas eu d'infiltration d'eau dans les vides sanitaires, selon la Coop





Recommandation : Vérifier régulièrement l'état du crépi. Réparer et ragréer le crépi après la correction des problèmes de base.

Au coin extérieur du mur aux axes F et 11, le mauvais alignement entre les briques et le mur de fondation a été comblé par un soufflage en bois qui n'est pas recommandé. Le bois est pourri et le coin est détérioré.



7348 #2

Recommandation : Enlever les éléments pourris et réparer le coin.

De l'asphalte a été coulée dans les entrées des différents blocs suite à la construction du bâtiment afin de créer une pente. Puisque l'asphalte se superpose à la fondation et au bas du revêtement léger, l'écoulement de l'eau de la paroi pare-pluie est souvent bloqué. Cela pourrait créer des accumulations d'eau à la tête des fondations ou dans les vides sanitaires.



7348 Entrée

Recommandation : Installer éventuellement un solin d'étanchéité et un solin métallique à la base des murs. Dans le court terme : refaire le calfeutrage.

c. Revêtement de fibrociment

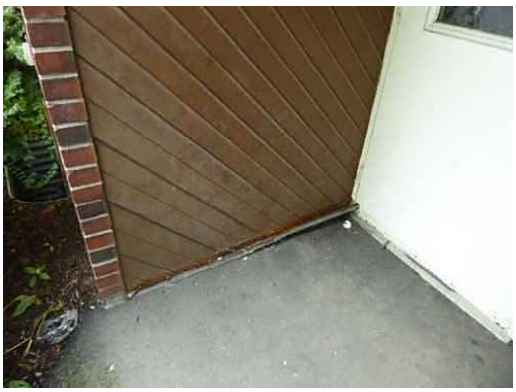
Le revêtement original de bois sur toutes les façades du bâtiment, sauf la façade avant, a été remplacé en 2015 par un revêtement de fibrociment. Celui-ci est en bon état.


Façade arrière


Entrée 7342

d. Revêtement de bois

Le revêtement de bois original sur les façades avant est usé mais est encore en bon état car il est protégé par une toiture. Une base d'asphalte a été coulée au bas du mur suite à la construction originale. De l'eau peut s'accumuler à la base du mur car il n'y a pas d'évacuation possible, le revêtement pénétrant sous l'asphalte. - Voir l'item b. ci-dessus -



Recommandation : Sable, teindre et vernir régulièrement le revêtement. Surveiller les traces d'infiltration à la base des murs. Lors du remplacement du revêtement, ajuster la base du mur pour que l'eau s'écoule aisément malgré l'asphalte.

e. Métal extérieur

De la rouille a été observée sur la plupart des éléments en acier incluant les garde-corps des balcons et les linteaux libres au haut des ouvertures.


7342 #2

Recommandation : Sabler les éléments rouillés et appliquer une peinture antirouille.

f. Balcons et supports de balcons

Plusieurs revêtements de balcon en fibre de verre originaux sont en fin de vie. Plusieurs sont glissants, certains sont gondolés, certains n'ont plus la pente requise pour évacuer l'eau. On observe aussi sur certains balcons que l'eau a pénétré jusqu'au contreplaqué de soutien. Les balcons arrière ont été remplacés en 2010, ceux-ci sont en bon état.


7342 #2


7354 #5

Recommandation : remplacer la surface de tous les balcons à l'exception des revêtements des balcons arrière remplacés en 2010.

Les bases des quelques supports muraux des balcons en acier sont rouillées.



Recommandation : Sabler les éléments rouillés et appliquer une peinture antirouille. Inspecter régulièrement pour s'assurer que la capacité structurale n'est pas compromise.

g. Calfeutrage

De façon générale, le calfeutrage des balcons et des portes et fenêtres est séché et n'a plus d'élasticité. À plusieurs endroits, la protection qu'il offre est insuffisante.


7348 #5


7354 #5

Recommandation : Retirer le calfeutrage existant à l'aide d'un solvant, nettoyer et remplacer par du calfeutrage extérieur (le calfeutrage 100% solide, sans solvant est recommandé). À noter que les calfeutrages des fenêtres et des portes-patio du bloc 7342 seront refait lors du remplacement de ceux-ci.

h. Margelles et soupiraux

Le fond des margelles est en terre et aucun drain n'est présent. Les ouvertures actuelles dans les murs sont des cadres de métal et bois avec moustiquaire. Les moustiquaires sont en très mauvais état. Le contour des ouvertures de béton est aussi en mauvais état.


7348 Façade avant


7348 Façade arrière

Recommandations : Ragréer le béton et le crépi, retirer les moustiquaires et les remplacer par des fenêtres, creuser le fond de la margelle et installer 6" de gravier pour le drainage.
Note : ces travaux sont déjà prévus pour 2017

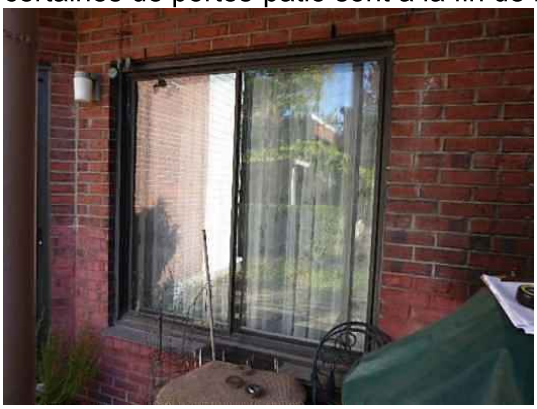
De la laine minérale est visible au haut des soupiraux des rangements en sous-sol.



Recommandations : Investigation supplémentaire.

i. Portes et fenêtres

L'ensemble des portes, portes patio et fenêtres (sauf celles qui ont déjà été remplacées) sont en fin de vie. Les fenêtres coulissantes sont en vitrage simple (peu isolant) et les systèmes de coulissement sont difficiles à manipuler. Les cadres des fenêtres sont en bois et les impostes sont des éléments individuels superposés sur les châssis. Les allèges de brique des fenêtres sont recouvertes de seuils métalliques qui n'ont souvent pas la pente adéquate pour drainer l'eau. Plusieurs moustiquaires sont troués. Les portes patios originales glissent avec difficulté. Les solins de seuil de porte ne sont pas assez larges pour couvrir les seuils de béton et l'ouverture entre le mur et le balcon. L'ensemble des portes et fenêtres actuels contribue à la mauvaise isolation des logements. Les fenêtres et certaines de portes-patio sont à la fin de leur vie utile.



7348 Façade arrière



7348 Façade arrière

Recommandations : Remplacer les fenêtres et les portes-patio originales. S'assurer de l'installation d'allèges métalliques sans joint qui recouvrent les seuils de brique et qui ont une pente adéquate pour drainer l'eau.
Note : Le remplacement est prévu dans les travaux à venir en 2017.

.2 Toits

a. Général

Les toitures ont été refaites en 2008-2009. Les bassins restent, généralement, en condition acceptable étant donné leur âge. Nous sommes d'opinion que, en suivant les recommandations énumérées ci-dessous, les couvertures des bassins principaux peuvent continuer à performer adéquatement pour les prochaines dix années.

Recommandations générales : Effectuer des inspections régulières des bassins (idéalement deux par année, minimalement une par année) pour vérifier leurs états et réaliser un entretien régulier selon les constatations faites lors des inspections.

b. Pentes et drainage

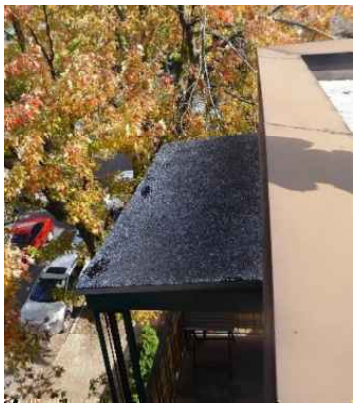
L'ensemble des pentes est adéquat pour le drainage des toits. Les drains sont dégagés et les crépines sont en place.



Vue vers l'ouest

c. Toits des balcons

Les toits des balcons n'ont pas d'arrêt à gravier. Le gravier de ces toits est dispersé et la membrane est parfois apparente et asséchée. Les gouttières sont remplies de gravier. Compte tenu que ces toits ne protègent pas une espace intérieure, leur état n'est pas critique. Néanmoins il faut vérifier les composants pour s'assurer l'étanchéité d'eau afin de protéger la structure des toits.


Toit de balcon, 7342


Toit de balcon, 7342


Toit de balcon, 7348

Recommandation : Remplacer par des toitures en élastomère dans les prochains cinq ans.

d. Calfeutrage

Le calfeutrage des parapets et des solins est vieux, craqué et séché.



Parapet typique des toits

Recommandation : Retirer le calfeutrage existant à l'aide d'un solvant, nettoyer et remplacer par du calfeutrage extérieur (le calfeutrage 100% solide, sans solvant est recommandé).

e. Parapets

Certains solins en métal de parapets ont été coupés près des cols-de-cygne, laissant la membrane apparente.



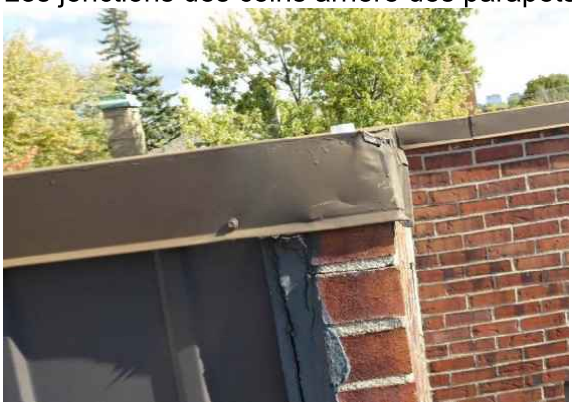

Recommandations : Protéger avec un nouveau solinage.

Des soucoupes pour télévision ont été installées sur les parapets. Les trous créés par ces installations compromettent l'étanchéité des parapets.




Recommandations : Installer les soucoupes sur des bases en contreplaqué avec lest. Remplacer les solinages troués.

Les jonctions des coins arrière des parapets du bloc 7342 sont déformées.




Recommandations : Réparer.

f. Trappe d'accès

La trappe d'accès est très difficile à ouvrir et fermer.



Recommandation : À remplacer lors du remplacement du toit par un modèle à clé.

g. Jonction des blocs 7342 et 7348

Le bloc 7342 est plus haut que les autres. Le mur qui les sépare est recouvert de tôle. Au bas de la tôle, une lèvre inversée pourrait créer une accumulation et une infiltration d'eau dans le mur.





Recommandation : Vérifier régulièrement. Lors du changement de parement, s'assurer de ne pas répéter l'erreur.

h. Cols-de-cygne

Des traces de rouille sont présentes sur les cols-de-cygne et la peinture est défraîchie.



Recommandation : Sabler la rouille et repeindre avec une peinture antirouille.

i. Crête de toiture

Une crête est visible près de la trappe d'accès (7342) et une autre près du drain au bloc 7354.



Bloc 7342



Bloc 7354

Recommandation : Réparer.

.3 Espaces communs

a. Escaliers communs

Le revêtement de plancher des cages d'escaliers communs est en fin de vie. Les tuiles ont bougé et certaines tuiles sont fissurées.



Bloc 7342 2e issue



Bloc 7360

Recommandations : Remplacer les tuiles de vinyle dans les espaces communs par du linoleum en rouleau.

.4 Logements et balcons privés

a. Portes d'entrée des logements

Aucune indication sur le degré de résistance au feu des portes d'entrée des logements n'est visible. Il est donc impossible d'évaluer si le drf des portes est adéquat pour protéger les issues communes.

La plupart des ferme-portes ont été enlevés ou désactivés. Dans le bloc 7342, aucune des portes menant à la 2e issue ne possède de ferme porte.

Recommandations : Réinstaller et ajuster les ferme-porte de tous les logements. Ajouter un ferme-porte sur la porte d'accès à la 2e issue dans le bloc 7342.

b. Comptoirs et armoires - cuisines

Les armoires sont souvent écorchées, s'enclenchent mal et sont généralement défraîchies. Les bandes de mélamine au contour des portes d'armoires sont souvent décollées. Les armoires et comptoirs sont à la fin de leur vie utile.


7360 #3


7360 #4

Recommandation : Remplacer les armoires, comptoirs et éviers de tous les logements.
Note : Leur remplacement est prévu dans les travaux à venir en 2017.

c. Planchers - cuisines

Les planchers originaux en vinyle sont généralement assez endommagés. Ils ont parfois été remplacés par d'autres revêtements de vinyle ou plancher flottant. Les revêtements de plancher originaux des cuisines sont à la fin de leur vie utile. Certains planchers remplacés sont aussi endommagés.


7360 #3


7342 #6

Recommandation : Remplacer les revêtements de plancher de cuisine par du linoleum.
Note : Leur remplacement est prévu dans les travaux à venir en 2017.

d. Portes intérieures

Les systèmes de glissement des portes coulissantes intérieures observées étaient en mauvais état. Le glissement s'effectue très difficilement et bruyamment dans plusieurs des cas.

Recommandation : Remplacer les portes coulissantes de tous les logements.

Toutes les portes intérieures de rangement du bloc 7342 ont été retirées.

Recommandation : Réinstaller des portes.

e. Hottes de cuisine

Les gaines des hottes de cuisine sont différentes pour chaque cuisine. On retrouve des gaines carrées et des gaines circulaires. Elles sont parfois cachées dans des murs, parfois visible dans les armoires. Les hottes de cuisine sont bruyantes et non performantes. Leur remplacement est prévu dans les travaux à venir.

Recommandation : Remplacer toutes les hottes et investiguer sur la tuyauterie mécanique de celles qui fonctionnent mal.
Note : Leur remplacement est prévu dans les travaux à venir en 2017.

f. Chauffe-eau

L'installation des chauffe-eaux a eu lieu en 2012. Le drain pour vider le chauffe-eau est parfois inaccessible car il est souvent installé derrière le chauffe-eau. . L'espérance de vie d'un chauffe-eau est très variable. Certains assureurs ne couvrent pas les appareils trop âgés.

Recommandation : Prévoir le remplacement des chauffe-eaux après 9 ans (ou selon la recommandation de l'assureur). Installer un bac de rétention d'eau sous les chauffe-eau et s'assurer que le tuyau de drainage est bien accessible.

g. Insonorisation

Lors de la visite des logements, il a été observé que les bruits de pas et cris d'enfant traversaient facilement les planchers et plafonds d'un logement à un autre

Recommandation : Facultatif : Engager un acousticien pour analyser la situation et proposer un assemblage adéquat pour une meilleure insonorisation.

h. Planchers de bois

Les planchers de bois de plusieurs logements sont très endommagés.

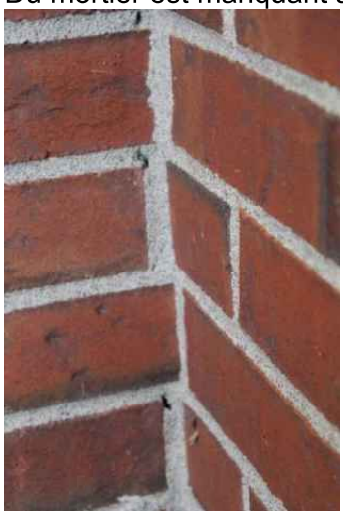

7360 #2

Recommandation : Remplacer les planchers les plus endommagés. Sabler et vernir les planchers légèrement endommagés. Pour le plancher de la cuisine accessible, prévoir un vernis plus résistant.
Note : Le remplacement des planchers les plus endommagés est prévu dans les travaux à venir en 2017.

7. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7342

a. Mortier

Du mortier est manquant à l'axe B-1.



Recommandation : Rejointoyer à cet endroit.

b. Salle commune

Aucun ferme-porte n'est installé sur la porte d'entrée de la salle. Aucune indication sur le degré de résistance au feu de la porte n'est visible.

Le plancher de la salle est usé, plusieurs tuiles sont cassées et les joints sont inégaux. Les plinthes de vinyle sont souvent décollées et certaines sont manquantes.





Recommandation : Remplacer le plancher et les plinthes.

Un ancien drain est condamné près de la salle de bain. Il est constaté une présence d'eau stagnante dans le bouchon.



Recommandation : Retirer l'eau et fermer hermétiquement la connexion.

La porte de la salle de bain est endommagée.



Recommandation : Remplacer la porte.

La toilette est ancienne, mais fonctionnelle.



^

Recommandation : Vérifier régulièrement l'état de la toilette. Remplacer éventuellement.

La date indiquée au chauffe-eau est avril 2011. Aucun bac de rétention n'est installé sous le chauffe-eau.



Recommandation : Prévoir le remplacement du chauffe-eau après 9 ans (ou selon la recommandation de l'assureur). Installer un bac de rétention d'eau sous le chauffe-eau et s'assurer que le tuyau de drainage est bien accessible.

Le ferme-porte de la porte menant de la salle commune au corridor d'issue est déficient, la porte ne s'enclenche pas.

Recommandation : Ajuster le ferme-porte.

c. Escalier de béton extérieur

Une tranchée entre la dalle de béton et les murs de béton est visible.



Recommandation : Remplir la tranchée de coulis et s'assurer de l'étanchéité de l'ensemble du pourtour de la dalle.

Le drain est obstrué par de la terre.



Recommandation : Nettoyer le drain et s'assurer de son fonctionnement.

Le crépi n'est pas continu derrière les escaliers de métal. Il est en mauvais état sur les surfaces horizontales. Le béton est fissuré.




Recommandation : Réparer le béton et refaire le crépi pour l'ensemble de l'escalier.

Le garde-corps présente des traces de rouille.



Recommandation : Sabler la rouille et repeindre avec une peinture antirouille.

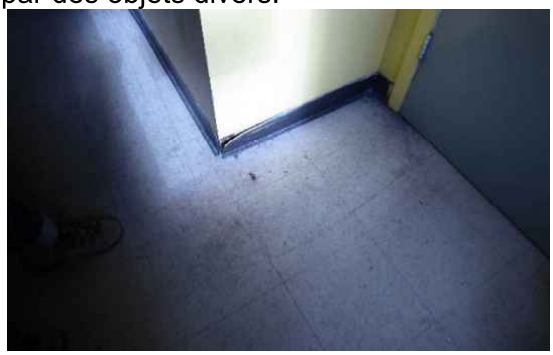
Le ferme-porte de la porte menant au corridor d'issue est déficient. Les coupe-froids sont à remplacer. La porte est difficile à enclencher.




Recommandations : Ajuster le ferme-porte et remplacer les coupe-froids.

d. Corridor entre l'escalier d'issue secondaire et la sortie en sous-sol

Le plancher est usé, plusieurs tuiles sont cassées et les joints sont inégaux. Les plinthes de vinyle sont souvent décollées et certaines sont manquantes. Le corridor est encombré par des objets divers.



L'escalier d'issue secondaire est non-éclairé.

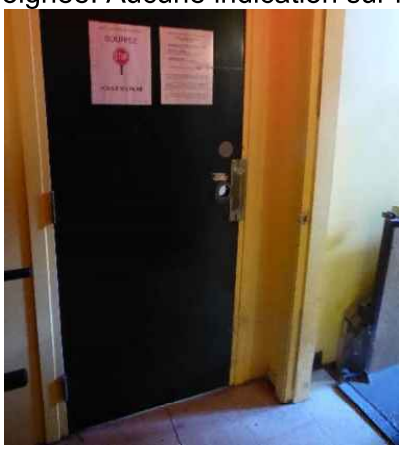
Recommandations : Remplacer le revêtement de plancher et les plinthes et libérer le corridor d'issue. Éclairer le corridor.

La porte vers le rangement n'a pas de poignée. Le degré de résistance au feu indiqué sur la port est de 3/4h et la porte est en acier.

Recommandation : Installer une poignée. S'assurer que la porte peut toujours s'ouvrir sans clé dans le sens de l'issue.

e. Escalier d'issue principal

La porte menant de l'escalier d'issue principal vers le corridor intérieur n'a pas de poignée. Aucune indication sur le degré de résistance au feu de la porte n'est visible.



Recommandation : Installer une poignée. S'assurer que la porte peut toujours s'ouvrir sans clé dans le sens de l'issue.

f. Escalier commun principal

La plateforme élévatrice dans la volée vers le sous-sol est non-fonctionnelle.



Recommandation : Retirer ou remplacer la plateforme élévatrice par un dispositif conforme.

g. Porte d'entrée commune

Le seuil de la porte est brisé. La porte ne se referme pas hermétiquement. De la rouille est observée sur les charnières.

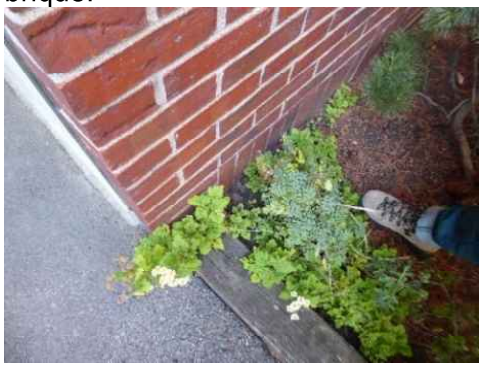




Recommandation : Remplacer la porte.

h. Hauteur du sol

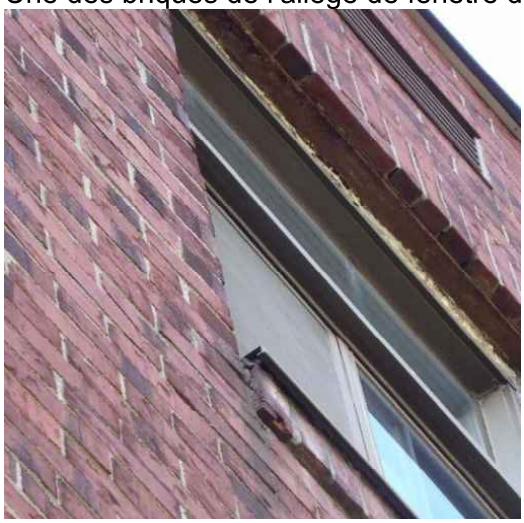
Sur le côté Est du bloc 7342, le sol est très haut et recouvre la fondation jusqu'à la brique.



Recommandation : Creuser le parterre de terre pour descendre le sol plus bas que la fondation (préférablement 6" min.). S'assurer que la pente du sol rejette l'eau vers le terrain et non le bâtiment.

i. Allège de fenêtre

Une des briques de l'allège de fenêtre du logement #6 est endommagée au coin.



Recommandation : Investiguer sur la source du problème pour trouver une solution adéquate et durable pour protéger la brique.

8. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7348

a. **Fondation**

La fondation du mur arrière extérieur du logement #2 est en retrait de la brique. Un linteau est exposé au bas de la brique et il semble que du bois et du crépis ont été installés pour remplir l'espace vacant.





Recommandations : Voir dans la section « observations générales ».

b. Sortie d'eau

La sortie d'eau semble avoir coulé. De l'efflorescence est visible sur la brique autour de la sortie.



Recommandation : Investiguer sur la source de l'infiltration.

c. Rangements au sous-sol

Le ferme-porte du rangement est mal ajusté et la porte ne s'enclenche pas.

Recommandation : Ajuster le ferme-porte.

Quelques fissures sont visibles au sol :



Recommandation : Vérifier régulièrement si les fissures changent de dimension.

9. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7354

a. **Mortier**

Il manque du mortier au coin sud de l'entrée du bâtiment.



Recommandation : Rejointoyer à cet endroit.

10. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – BLOC 7360

a. **Luminaire**
Le luminaire extérieure de l'entrée du bloc 7360 est brisée.



Recommandation : Remplacer le luminaire par un luminaire DEL.

b. **Rangements en sous-sol**
Le ferme-porte menant au rangement du sous-sol est non-fonctionnel.

Recommandation : Ajuster le ferme-porte.

Des fissures sont visibles à la dalle près de l'escalier.



Recommandation : Vérifier régulièrement si les fissures changent de dimension.

c. **Plinthe électrique**
La plinthe électrique à l'entrée des espaces communs est en très mauvais état.



Recommandation : Remplacer

11. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES – LOGEMENTS

a. Murs extérieurs
La section de mur et le soffite au-dessus du BBQ entre les logements 7348 #1 et #2 sont endommagés et noircis.



Recommandation : Déplacer le BBQ.

b. Luminaires

Le luminaire extérieur du logement 7342 #2 est désaxé.



Recommandation : Repositionner le luminaire et s'assurer que le calfeutrage est adéquat.

c. Ventilation

Les ventilateurs des unités 7342 #1 et #6, 7348 #2, 7354 #1 et #2 sont déficients.
Le ventilateur de l'unité 7354 #5 est inexistants (le tuyau est visible).
Les unités 7360 #4 et #6 n'ont pas de sortie de ventilation car elles ont une fenêtre dans les salles de bain.

Recommandation : Vérifier les ventilateurs déficients. Installer des ventilateurs dans les salles de bain qui n'en ont pas.

Les hottes de four des unités 7342 #1, 7348 #1, #5 et #6 et 7354 #2 sont déficientes.
Selon le locataire, le tuyau de hotte du logement 7354 #3 est non-standard.

Recommandation : Voir les recommandations pour les cuisines ci-haut.

d. Portes d'entrée des logements

La porte d'entrée du logement 7342 #5 ne ferme pas de façon hermétique. Un jour est visible au haut de la porte.

Recommandation : Ajuster la porte pour que les dégagements soient conforme au Code de Construction.

Les coupe-froids du logement 7360#2 ont été coupés jusqu'à la hauteur de la serrure.



Recommandation : Remplacer les coupe-froids.

e. Salles de bain

Le trou du tuyau d'alimentation de la toilette du logement 7342 #6 est très large et non-calfeutré.

Recommandation : Calfeutrer le trou.

Le comptoir de la salle de bain du logement 7360 #2 est endommagé, le substrat est visible.



Recommandation : Réparer le comptoir et installer des pare-chocs pour la chaise roulante.

f. Cuisines

Le drain d'évier du logement 7348 #1 est un peu rouillé.

Recommandation : Changer le drain lors de la rénovation des cuisines.

Des traces de débordement de lavabo sont visible dans la cuisine 7348 #6.

Recommandation : Investiguer sur la source du problème.

Le cache-tuyau du logement accessible 7354 #2 est inadéquat et instable.

Recommandation : Remplacer par un cache-tuyau en plastique lors de la rénovation des cuisines.

g. Portes intérieures

La porte du logement 7342 #6 est légèrement endommagée.



Recommandation : Réparer la porte.

h. Chauffage et isolation

La plinthe électrique du logement 7348 #6 est légèrement endommagée.

Recommandation : Remplacer si nécessaire.

Le locataire du logement 7348 #3 nous indique que le tour des fenêtres avant et le mur avant du logement sont très froids l'hiver.

Recommandation : Investiguer sur la source du froid lors du prochain hiver.

i. Revêtements de sol extérieurs

L'asphalte de la cour arrière du logement 7348 #2 est en mauvais état.

Recommandation : Remplacer l'asphalte par un dallage.

j. Portes extérieures

Le béton sous le seuil de la porte patio du logement 7354 #1 est inégal.



Recommandation : Remplir l'ouverture de coulis.

Une ancienne chattière a été condamnée avec du papier collant dans la porte arrière du logement 7354 #2.



Recommandation : Obturer l'ouverture avec une composition isolée et appropriée.

Le locataire du logement 7354 #3 se plaint d'infiltrations d'air froid l'hiver à la porte de balcon.

Recommandation : Investiguer sur la source du froid lors du prochain hiver.

La porte arrière et le cadre du logement 7360 #2 sont très endommagés et les coupe-froids sont coupés. Le seuil permettant à la chaise roulante de passer est un morceau temporaire en contreplaqué.





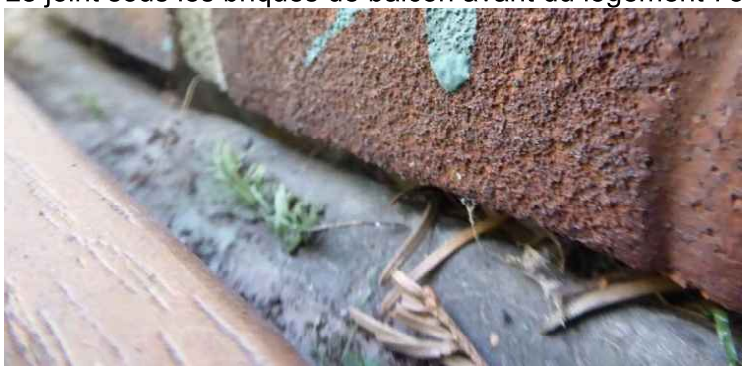
Recommandation : Remplacer la porte et installer un seuil universellement accessible en aluminium.

Le seuil de la porte du logement 7360 #3 est légèrement fendu.



Recommandation : Vérifier régulièrement l'état de la fissure. Lors du remplacement de la porte, recouvrir avec une extension de seuil.

Le joint sous les briques de balcon avant du logement 7360 #4 est creux.



Recommandation : Remplir l'ouverture de coulis.

k. Fenêtres

Trace d'infiltration d'eau dans le cadre intermédiaire de la fenêtre du logement 7342 #6.



Recommandation : Remplacer la fenêtre.

Un câble passe à travers le cadre de la fenêtre du logement 7360 #1.



Recommandation : Déplacer le câble avant le remplacement des fenêtres.

Le verre de la grande fenêtre arrière du logement 7360 #2 est brisé.



Recommandation : Remplacer la fenêtre.

Les chantepleures des logements 7354 #3, 7360 #1 au-dessus des portes/fenêtres des logements sont obstrués.

Recommandation : Nettoyer les chantepleures.

Une brique de l'allège de la fenêtre du logement 7360 #3 est fendue.



Recommandation : Vérifier régulièrement la fissure et remplacer si la fissure se détériore.

I. Balcons

Une accumulation d'eau est visible sur les balcons des logements 7342 #2, #5, 7354 #5, #6 7360 #4.

Recommandation : Voir les recommandations générales pour les balcons ci-haut.

Les soffites des balcons des logements 7342 #2, #3 et #6 sont endommagés.

Recommandation : Remplacer les soffites de ces logements.

Une brique de coin est déplacée près du balcon du logement 7342 #6.



Recommandation : Investiguer sur la source de ce déplacement.

Un calfeutrage a été appliqué à différents endroits sur le fini du balcon avant du logement 7354#5.



Recommandation : Voir les recommandations générales pour les balcons ci-haut.

La fondation du poteau du balcon arrière du bloc 7360 est brisé au niveau du sol.



Recommandation : Réparer le béton.

m. Plafonds

Des légères traces d'anciennes infiltrations d'eau sont visible sur les plafonds des logements 7342 #6 (mur arrière dans la chambre), 7348 #1 et #4 (rangements), 7354 #3 (cuisine), #6.

Recommandation : Investiguer sur l'historique et la source de ces traces.

Des fissures sont visibles aux plafonds des logements 7354 #5 (corridor/salle à manger), 7360 #3 (mur arrière), #4 (cuisine), #6 (près de la porte patio).

Recommandation : Investiguer sur l'historique et la source de ces fissures.

n. Murs

Une fissure est visible sur le mur au-dessus de la fenêtre (Est) du logement 7354 #1.

Recommandation : Investiguer sur l'historique et la source de la fissure.

Un trou au mur est visible sur le mur de la cuisine du logement 7354 #2.



Recommandation : Refermer le trou.

12. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Suite à notre visite de la Coopérative d'habitation Ste-Cécile, nous pouvons conclure que l'ensemble de la propriété est en assez bon état. Des travaux d'entretien et de remplacement sont toutefois à prévoir. Voir en annexe le tableau des recommandations qui indique des délais et des coûts budgétaires pour chacune des observations indiquées au document ci-haut.

Notes sur les estimations de coûts indiqués dans le tableau :

- Les estimations de coûts incluent l'administration de profit de l'entrepreneur (15%) ;
- Les estimations de coûts pour les travaux qui seront réalisés par la Coop en corvée incluent seulement les matériaux ;
- Les estimations de coûts n'incluent pas les taxes.

ANNEXE

TABLEAU DES COÛTS ET DÉLAIS

GÉNÉRAL						
FAÇADES	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	NOTES
a. Maçonnerie						
a) Briques	√	-	-	-	-	
b) Mortier	√	-	√	1 000 $	1 à 3 ans	
c) Base de murs	√	√	-	-	1 à 3 ans	Étude supplémentaire requise
d) Chantepleures	√	-	√	-	+/- 10 ans	
e) Seuils de fenêtre	√	-	-	-	-	
b. Crépi	-	-	√	1 200 $	1 à 3 ans	
c. Revêtement de fibrociment	√	-	-	-	-	
d. Revêtement de bois	√	-	√	4 500 $	3 à 5 ans	254 pi ca at $17.5
e. Éléments en fer forgé	-	-	√	2 500 $	1 à 3 ans	La Coop a l'intention de faire ces travaux en corvée
f. Balcons et supports de balcons	√	-	√	inclut en e.	1 à 3 ans	
g. Calfeutrage	-	-	√	-	2017-2018	Travaux partiellement inclus dans le remplacement des fenêtres
h. Margelles et soupiraux	-	√	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés
i. Portes et fenêtres	-	-	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés
TOITS	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Général	√	-	-	135 000 $	+/- 10 ans ou plus	En bitume modifée bi-couche (elastomère)
b. Pentes et drainage	-	-	-	-	S/O	
c. Toits des balcons	-	-	√	Inclut dans a.	+/- 10 ans	À faire lors du remplacement du toit
d. Calfeutrage	-	-	√	100 $	2017	La Coop a l'inténtion de faire ces travaux en corvée
e. Parapets	-	-	√	500 $	1 à 3 ans	Entretien en partie
f. Trappe d'accès	-	-	√	1 750 $	+/- 10 ans	À faire lors du remplacement du toit
g. Jonction des blocs 7342 et 7348	-	-	√	Inclut dans a.	+/- 10 ans	À faire lors du remplacement du toit
h. Cols-de-cygne	√	-	√	100 $	1 à 3 ans	La Coop a l'intention de faire ces travaux en corvée
i. Crête de toiture	√	-	√	-	3 à 5 ans	
ESPACES COMMUNS	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Escaliers communs	-	-	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés
LOGEMENTS ET BALCONS PRIVÉS	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Portes d'entrée des logements	-	-	√	500 $	Immédiat	Entretien et corvée
c. Planchers - cuisines	-	-	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés
d. Portes intérieures	-	-	√	0 $	1 à 3 ans	Entretien et corvée
e. Hottes de cuisine	-	-	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés
f. Chauffe-eau	-	-	√	16 000 $	2021	
g. Insonorisation	-	√	-	-	S/O	
h. Planchers de bois	-	-	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés

OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES						
BLOC 7342	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Mortier	-	-	√	Inclut en haut	1 à 3 ans	Voir section Façades
b. Salle commune	√	-	√	0 $	-	En partie entretien et corvée
c. Escalier de béton extérieur	-	-	√	500 $	Immédiat	La Coop a l'inténtion de faire ces travaux en corvée
d. Corridor entre l'escalier d'issue secondaire et la sortie en sous-sol	-	-	√	0 $	1 à 3 ans	Corvée en partie
e. Escalier d'issue principal	-	-	√	0 $	1 à 3 ans	Entretien
f. Escalier commun principal	-	-	√	2 000 $	1 à 3 ans	Incluant éléctricité et ragréage du plancher/mur
g. Porte d'entrée commune	-	-	√	1 250 $	1 à 3 ans	
h. Hauteur du sol	-	-	√	-	1 à 3 ans	Entretien
i. Allège de fenêtre	-	√	-	-	1 à 3 ans	Étude supplémentaire requisee
BLOC 7348	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Fondation	-	√	√	-	1 à 3 ans	Étude supplémentaire requisee
b. Sortie d'eau	-	√	√	0 $	Immédiat	Entretien
c. Rangements au sous-sol	√	-	-	-	-	Entretien
BLOC 7354	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Mortier	-	-	√	Inclut en haut	1 à 3 ans	Voir section Façades
BLOC 7360	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Luminaire	-	-	√	250 $	1 à 3 ans	Entretien
b. Rangements en sous-sol	√	-	-	-	-	
c. Plinthe électrique	-	-	√	250 $	Immédiat	Entretien
LOGEMENTS	SURVEILLER	INVESTIGUER	CORRIGER	COÛT	DÉLAIS	
a. Murs extérieurs	-	√	-	-	Immédiat	
b. Luminaire 7342 #2	-	-	√	250 $	1 à 3 ans	Entretien
c. Ventilation	-	√	√	3 000 $	1 à 3 ans	À remplacer 6 unités
d. Portes d'entrée des logements	-	-	√	200 $	Immédiat	Entretien
e. Salles de bain	-	-	√	-	1 à 3 ans	Entretien
f. Cuisines	-	√	√	-	2017-2018	Travaux déjà planifiés
g. Portes intérieures	-	-	√	-	1 à 3 ans	Entretien
h. Chauffage et isolation	-	√	√	0 $	3 à 5 ans	Entretien en partie
i. Revêtements de sol extérieurs	-	-	√	1 000 $	3 à 5 ans	La Coop a l'inténtion de faire ces travaux en corvée
j. Portes extérieures, ajustements	√	√	√	500 $	Immédiat	Étude supplémentaire requisee pour le logement 7348 #3
k. Fenêtres	√	-	√	1 500 $	Immédiat	Travaux déjà planifiés
l. Balcons	-	√	√	-	-	Voir "général - Balcon"
m. Plafonds	-	√	-	-	Immédiat	Étude supplémentaire requisee
n. Murs	-	√	√	200 $	Immédiat	Entretien

Sous-total, travaux à réaliser d'ici 3 ans: **15 050 $**
Sous-total, travaux à réaliser dans le 3 - 5 ans: **21 500 $**
Sous-total, travaux à réaliser dans ± 10 ans: **136 750 $**

* Se référer au document de Bilan de Santé pour plus d'information sur les correctifs à apporter.

ANNEXE

COURRIEL D'EXPERTISE D'INGÉNIEUR EN STRUCTURE : VIDES SANITAIRES

Subject: Coop Ste-Cécile

Date: Thursday, April 13, 2017 at 4:31:37 PM GMT-04:00

From: Mousseau Alain

To: Vouli Mamfredis

CC: a.mousseau@calculatec.ca

Bonjour Vouli,

Voici un résumé de mes observations réalisées lors de la visite du 4 avril dernier dans les vides sanitaires de 2 des 4 immeubles de la Coopérative Ste-Cécile, rue de Gaspé.

7348, côté nord

- Un nid d'abeille est présent à la base du court mur de fondation qui délimite le décroché dans la façade, décroché où l'entrée en alcôve existe. Toutefois, le nid d'abeille examiné ne constitue aucune inquiétude et ne réclame aucun correctif.
- Dans cette partie du vide sanitaire attenante au sous-sol, aucun coupe-vapeur n'existe au sol et en ajouter un serait pertinent.

7348, côté sud

- Un nid d'abeille est présent à la base du mur de fondation intérieur qui sépare les 2 parties du vide sanitaire. Toutefois, le nid d'abeille examiné ne constitue aucune inquiétude et ne réclame aucun correctif.
- À la base d'un soupirail intégré dans le mur arrière du vide sanitaire dans la partie sud de l'immeuble, des signes d'infiltration sont visibles. Une attention devrait être portée afin de s'assurer de mettre un terme à toute infiltration… si elles persistent toujours.

7360, côté nord

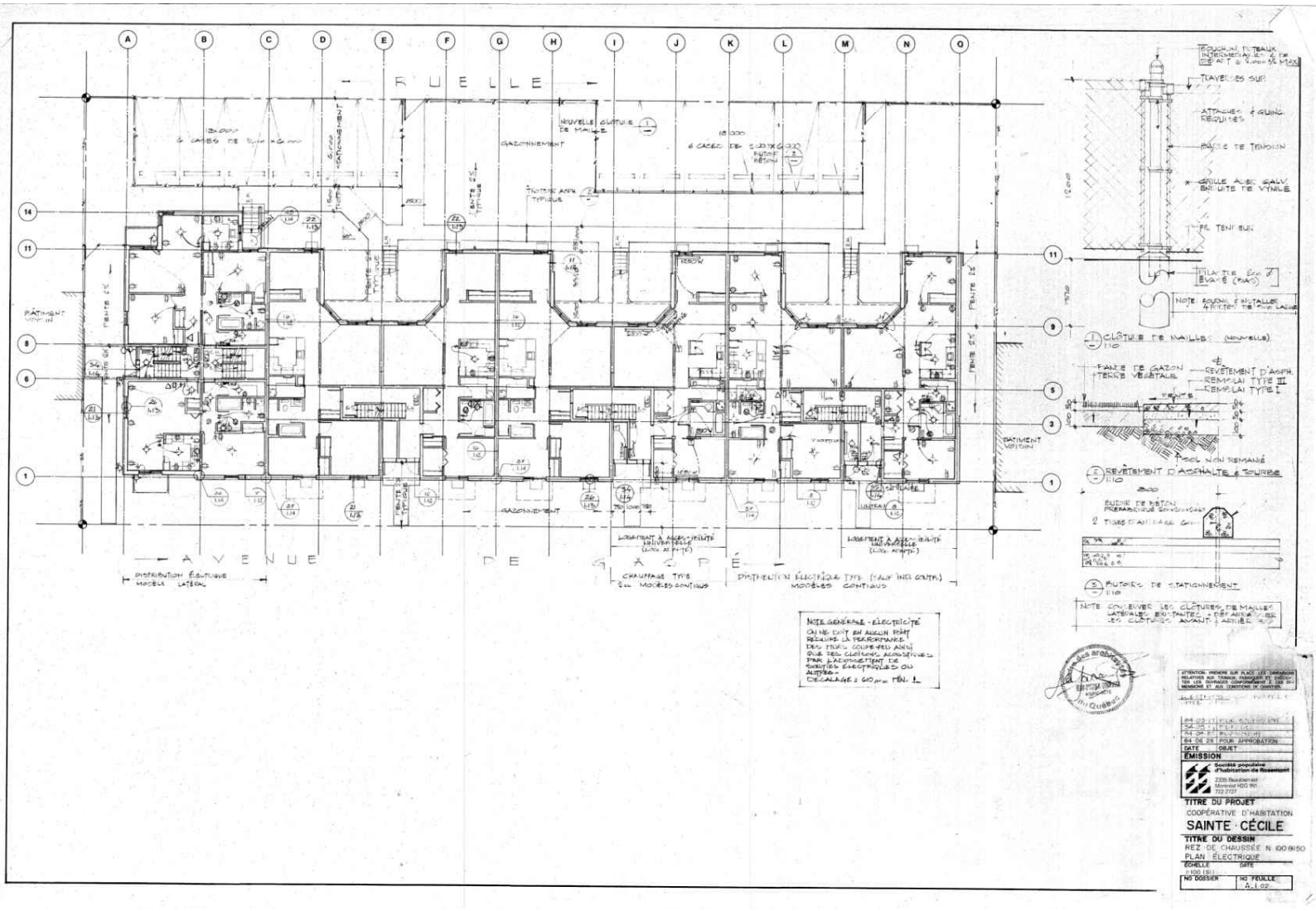
- Une étroite cavité pour le passage d'un conduit d'eau et un nid d'abeille sont présents à la base du mur de fondation intérieur qui sépare les 2 parties du vide sanitaire à proximité du mur avant. Toutefois, ni la cavité ni le nid d'abeille ne réclament de correctifs.
- Dans le vide sanitaire plus au nord, une zone du plancher du rez-de-chaussée a fait l'objet d'une réparation. Six solives ont été doublées en segments et du nouveau contreplaqué est partiellement visible au-dessus de ce secteur. Des signes de fuite d'eau sont visibles. Nous recommandons de doubler la solive non doublée à l'avant des 6 solives doublées et doubler la solive contigüe vers l'arrière. Retirer et remplacer préalablement tout bois altéré. Améliorer les appuis sous les rives du contreplaqué.
- Dans ce vide sanitaire, un conduit de drainage suspendu sous les solives présente une contre-pente.

Salutations,

Alain Mousseau, ing.

ANNEXE

EXTRAITS DES PLANS ORIGINAUX (1984)



ATTENTION: PRENDRE SUR PLACE LES DIMENSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX. PLANS ET DEVIS SONT TOUS LES DONNÉES CONTRACTUELS À CES DIMENSIONS ET AUX CONDITIONS DE CHANTIER.

DATE	OBJET
84 02 17	ÉCHELLE, NOTES, DIVERS
84 02 21	ÉCHELLE
84 04 27	RENSEIGNEMENT
84 06 28	POUR APPROBATION

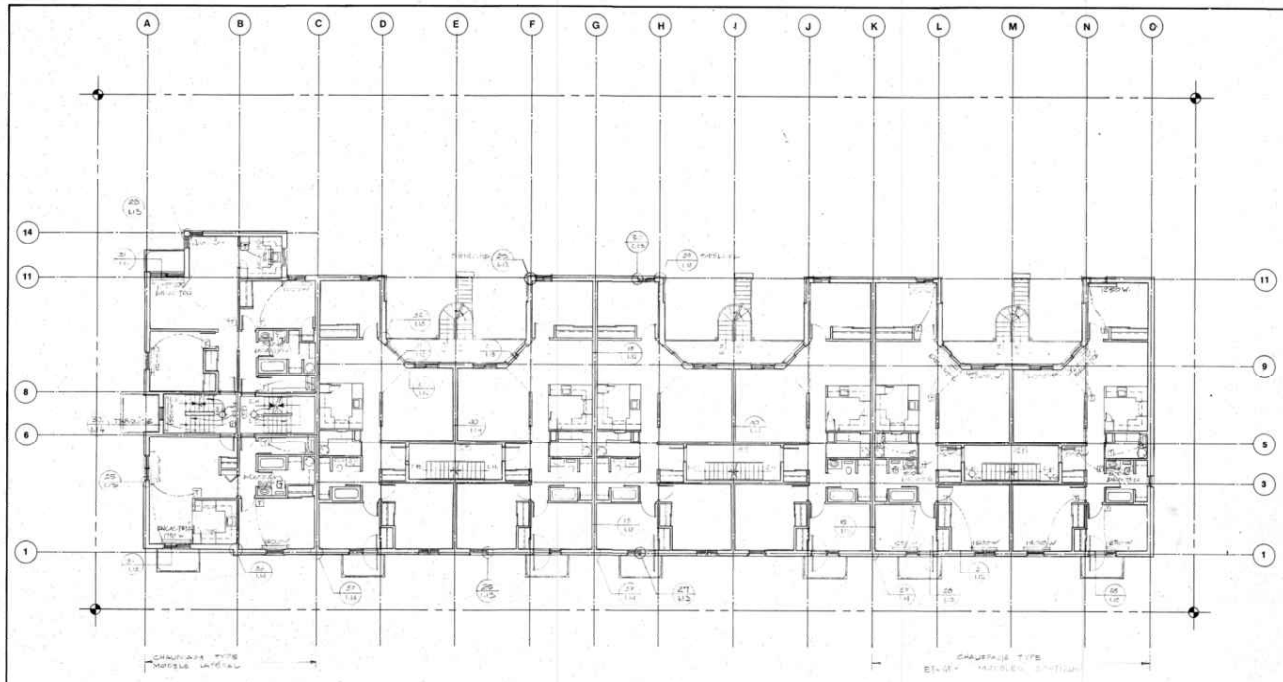
ÉMISSION

Société populaire d'habitation de Rosemont
2335 Boulevard Rosemont
Montréal H2G 1N1
722-2727

TITRE DU PROJET
COOPÉRATIVE D'HABITATION
SAINTE-CÉCILE

TITRE DU DESSIN
REZ-DE-CHAUSSÉE N. 100 (1:50)
PLAN ÉLECTRIQUE

ÉCHELLE	DATE
1:50 (21")	
NO DOSSIER	NO FEUILLE
	A-L 02



ATTENTION: PRENDRE SUR PLACE LES DIMENSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX FABRIQUER ET EXÉCUTER LES OUVRAGES CONFORMÉMENT À CES DIMENSIONS ET AUX CONDITIONS DE CHANTIER.

DATE	OBJET
84-06-28	POUR APPROBATION

EMISSION

Société populaire d'habitation de Rosemont
2305 Beaubien est
Montréal H2G 1N1
722-2721

TITRE DU PROJET

COOPERATIVE D'HABITATION

SAINTE-CÉCILE

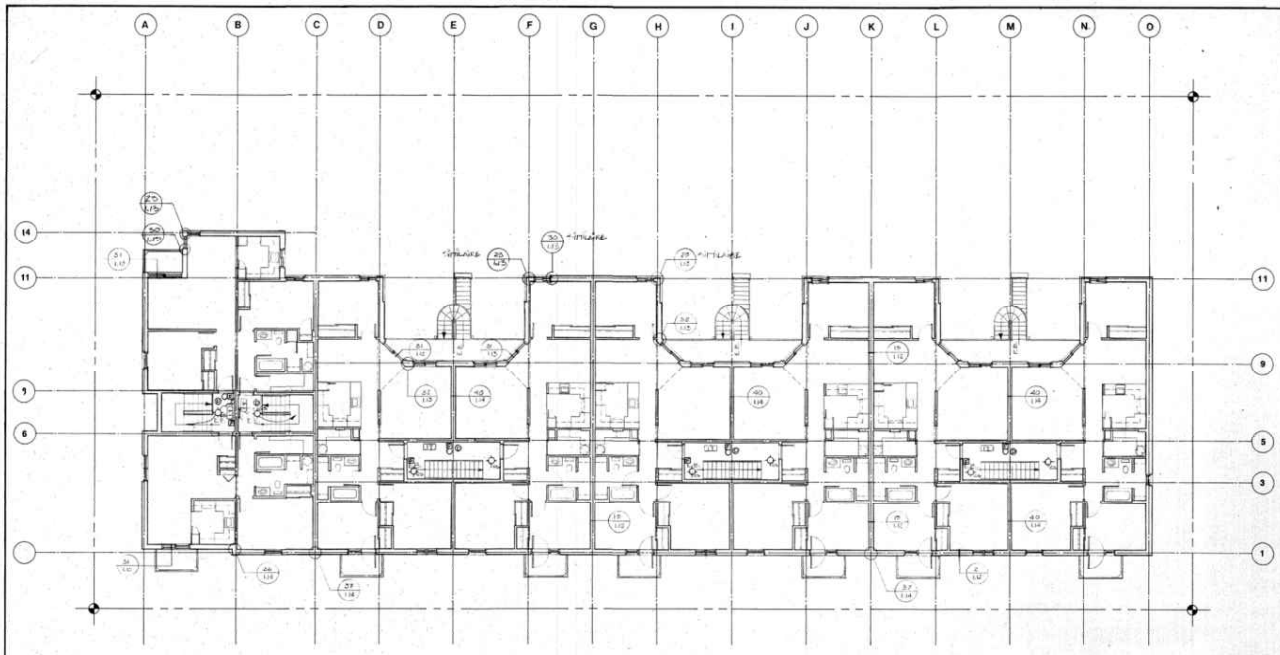
TITRE DU DESSIN

1er ÉTAGE N 200 à 250

PLAN ÉLECTRIQUE

ÉCHELLE	DATE
1/100 (A1)	

NO DOSSIER	NO FEUILLE
	A.1.03



ATTENTION: PRENDRE SUR PLACE LES DIMENSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX, FABRIQUER ET EXÉCUTER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT À CES DIMENSIONS ET AUX DISPOSITIONS DE CHANTIER.

ÉLECTRICITÉ V/R PLANS 1:
DATE 84-11-02

DATE	OBJET
84-09-17	POUR SOUMISSION
84-09-19	PRÉLIM.
84-09-20	PRÉLIMINAIRE
84-09-28	POUR APPROBATION

ÉMISSION

Société populaire d'habitation de Rosemont
2335 Beaubien est
Montréal H2G 1N1
722-2721

TITRE DU PROJET

COOPÉRATIVE D'HABITATION

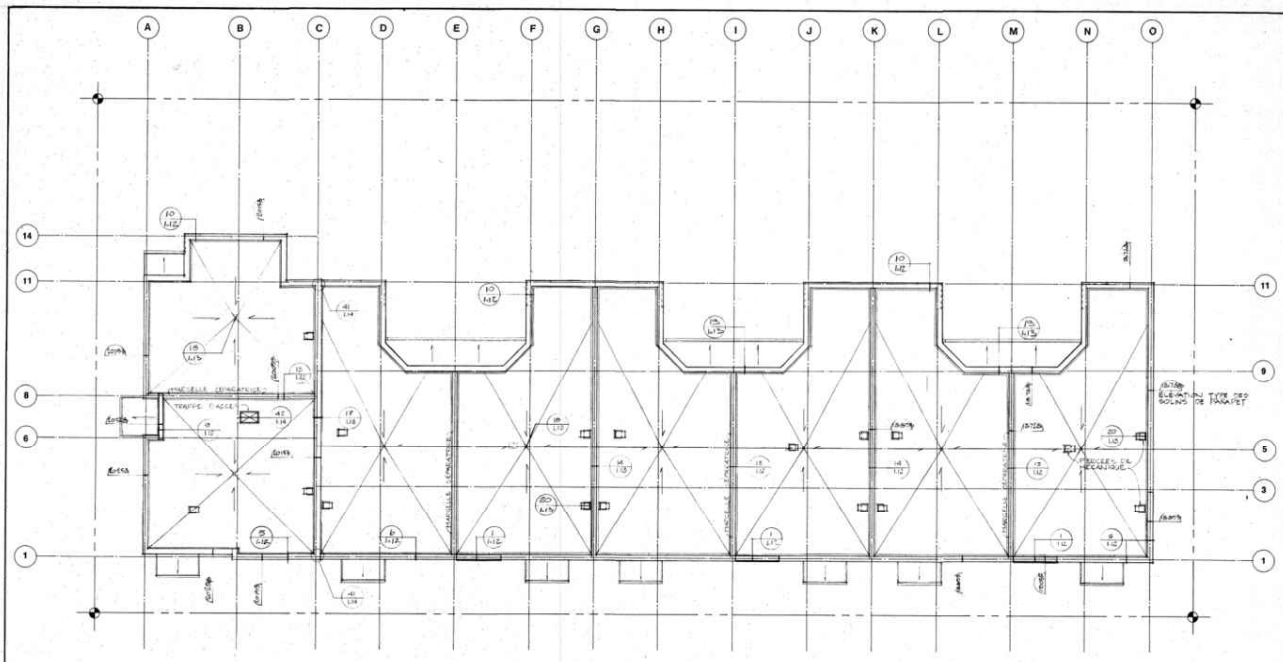
SAINTE-CÉCILE

TITRE DU DESSIN

2ième ÉTAGE N. 300 & 350
PLAN ÉLECTRIQUE

ÉCHELLE	DATE
1:100 (S1)	

NO DOSSIER	NO FEUILLE
	A-1.04



ATTENTION: PRENDRE SUR PLACE LES DIMENSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS ET NON-TER LES OUVRAGES CONFORMÉMENT AU DEVIS DI-MENSIONS ET AUX CONDITIONS DE CHANTIER.

DATE	OBJET
84-03-17	POUR SOUMISSION
84-08-14	PERMITS
84-09-20	REVISIONS #1
84 06 28	POUR APPROBATION

ÉMISSION

Société populaire d'habitation de Rosemont
2336 Boulevard
Montréal H2G 1N1
721-2727

TITRE DU PROJET
COOPÉRATIVE D'HABITATION
SAINTE CÉCILE

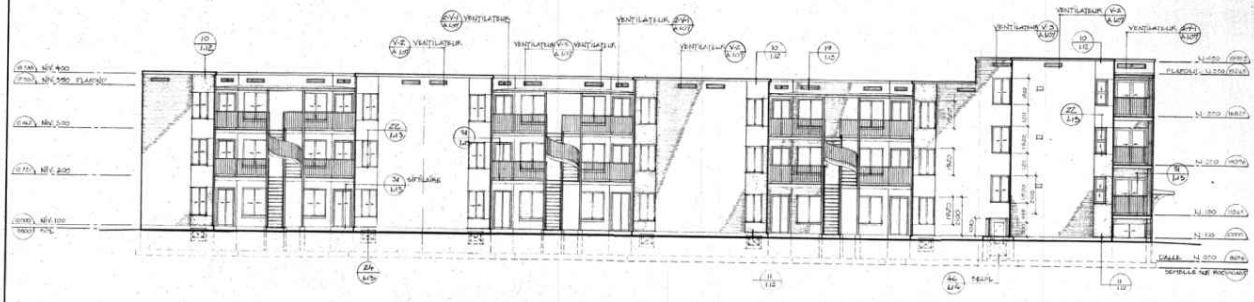
TITRE DU DESSIN
TOITURE N. 400 & 450
PLAN ÉLECTRIQUE

ÉCHELLE	DATE
1:100 (81)	

NO DOSSIER	NO FEUILLE
	A-1.05



ÉLÉVATION DE LA FAÇADE



ÉLÉVATION ARRIÈRE

ATTENTION: PRENDRE SUR PLACE LES DIMENSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX FUTURS AFIN D'EXÉCUTER LES OUVRAGES CONFORMÉMENT AUX DIMENSIONS ET AUX CONDITIONS DE CHANTIER.

DATE	OBJET
84-05-17	POUR SOUMISSION
84-05-14	PERMIS
84-05-07	REVISION (4)
84-05-29	POUR APPROBATION

ÉMISSION

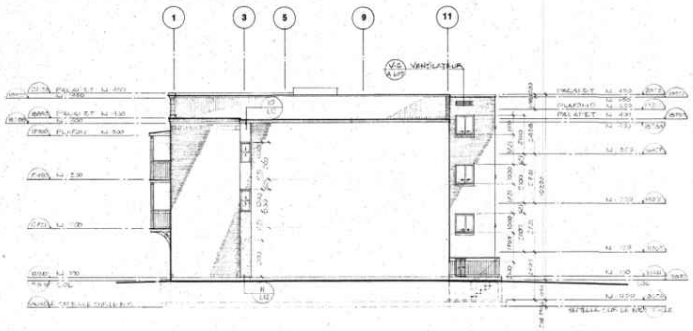
Société populaire d'habitation de Rosemont
2335 Boulevard
Montréal H2G 1N1
722-2721

TITRE DU PROJET
COOPÉRATIVE D'HABITATION

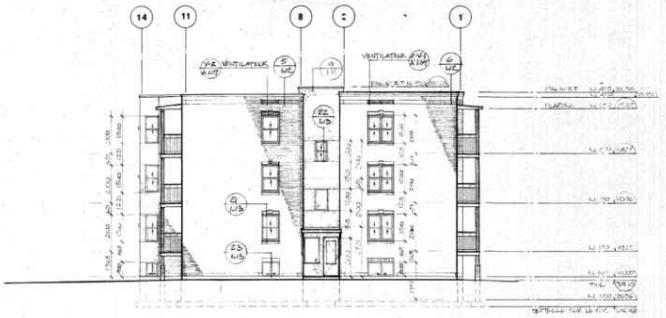
SAINTE · CÉCILE

TITRE DU DESSIN
ÉLÉVATIONS PRINCIPALES

ÉCHELLE	DATE
1:100	
NO DOSSIER	NO FEUILLE
	A.1.08



ELÉVATION LATÉRALE MODÈLE CONJUGÉ



ÉLÉVATION MODÈLE LATÉRAL

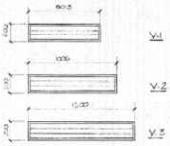
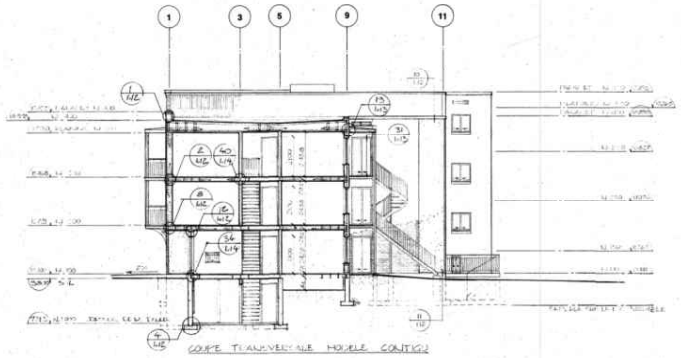
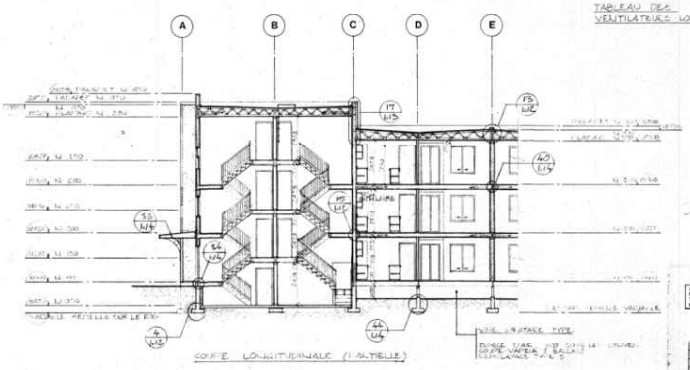


TABLEAU DES VENTILATEURS LOUVRÉS



COUPE TRANSVERSALE MODÈLE CONJUGÉ



COUPE LONGITUDINALE (PARTIELLE)



ATTENTION: PRENDRE SUR PLACE LES DIMENSIONS RELATIVES AUX TRAVAUX FABRIQUÉS ET EXÉCUTER LES OUVRAGES CONFORMÉMENT À CES DIMENSIONS ET AUX CONDITIONS DE CHANTIER.

04-03-17	POUR SOUMISSION
04-01-19	ERRATA
04-06-23	RÉVISION #1
04-06-28	POUR APPROBATION
DATE	OBJET

ÉMISSION

Société populaire d'habitation de Rosemont
2335, Rosemont est
Montréal H2G 1M1
722-2722

TITRE DU PROJET

COOPÉRATIVE D'HABITATION

SAINTE CÉCILE

TITRE DU DESSIN

ÉLÉVATIONS LATÉRALES ET COUPES

ÉCHELLE (1:100 (81))	DATE
NO DOSSIER	NO FEUILLE A-1.07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206037003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1261-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant de la Coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte.

Comme nous sommes toujours en attente de l'approbation des créanciers hypothécaires, le fait d'autoriser la signature d'un projet d'acte substantiellement conforme au projet ci-joint nous permettra d'apporter des modifications audit projet d'acte, si requis par ces créanciers.

De plus, la signature du présent acte de prolongation d'emphytéose est conditionnelle à l'obtention au préalable des documents suivants:
1) des lettres formelles de la part de tous les créanciers hypothécaires concernés à l'effet que ces derniers consentent au projet d'acte de prolongation d'emphytéose; et
2) d'une confirmation préliminaire écrite du créancier hypothécaire à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer les travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

20-001009

FICHIERS JOINTS

2020-05-12 Modification de l'emphytéose (intervention GDD) IT.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ivan TARASYUK
Notaire
Tél : 514-872-2733

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : (514) 872-6423
Division : Droit notarial

1206037003
20-001009

L'AN DEUX MILLE VINGT

Le

Devant **M^e^ Ivan TARASYUK**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, greffier, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG20 , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du deux mille vingt (2020).

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

COOPÉRATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CÉCILE, MONTRÉAL, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont les statuts de constitution sont datés du dix-neuf (19) mars mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) immatriculée sous le numéro 1144641330 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 7342, avenue de Gaspé, Montréal, province de Québec, H2R 1Z8, agissant et représentée par

_____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ deux mille vingt (2020) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE par acte d'emphytéose (autrefois connu sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M^{e} Yvon DELORME, notaire, le vingt et un (21) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 547 554 (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote un emplacement autrefois connu comme étant les lots 2643-405, 2643-406, 2643-407, 2643-408, 2643-409, 2643-410, 2643-411 et 2643-412 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant les lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans, commençant le vingt et un (21) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et se terminant le vingt et un (21) décembre deux mille trente-six (2036);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les

institutions bancaires exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de quatorze (14) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt et un (21) décembre deux mille cinquante (2050);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de ses créanciers hypothécaires et, le cas échéant de l'assureur hypothécaire, à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant les lots numéros **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 453 477), TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (3 453 478), TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (3 453 479)** et **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT (3 453 480)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec les bâtiments dessus érigés portant les numéros 7342, 7348, 7354 et 7360, avenue de Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8.

ci-après nommé l'« **immeuble** »

3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'elle pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

4. AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE

a) OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable;

3.7. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1. Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.2. Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3. L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal;

3.7.4. L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier;

3.7.5. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Ensemble immobilier.

3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

b) <u>ASSURANCES</u>

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :</u>

« **ARTICLE 4**
ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, (avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travaux), et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1 Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE

DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2020, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE

DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie certifiée des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant;

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou dans les douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux;

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'Emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier;

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

c) PARTAGE DES INDEMNITÉS

Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote à partir de la 52^{e} année jusqu'à la 66^{e} année sera de 0,0 % »

d) EXTENSION DU TERME

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
DURÉE

12.1 Le présent acte d'emphytéose est ainsi consenti pour le terme de soixante-six (66) ans à compter de la date de sa signature. »

e) RENTE

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1.21. de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

« 13.1.22. du six cent vingt-cinquième (625^{e}) mois jusqu'au sept cent quatre-vingt-douzième (792^{e}) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENTS DOLLARS (400,00 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la COOPÉRATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CÉCILE, MONTRÉAL, au numéro 7342, avenue de Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8. »

g) TAXES

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :

« ARTICLE 16
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les Parties reconnaissent, qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les Parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la

publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 547 554** demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisait l'objet des présentes prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

8. DÉCLARATION DE L'EMPHYTÉOTE

8.1 L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation des créanciers hypothécaires détenant des hypothèques sur l'immeuble en vertu des actes suivants :

- Hypothèque en faveur de SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC. ET FONDS D'AIDE À LA RÉNOVATION DE L'HABITATION COMMUNAUTAIRE, S.E.C. publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 630 356;

- Hypothèque en faveur de CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 20 405 223; et

- Hypothèque en faveur de SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 013 190.

- Hypothèque en faveur de SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT aux termes des actes publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 4 837 598, 4 285 930 et 3 556 031.

Le tout tel qu'en font foi les lettres d'approbation émises respectivement par SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC. ET FONDS D'AIDE À LA RÉNOVATION DE L'HABITATION COMMUNAUTAIRE, S.E.C, par

CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS et par SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT dont copie de ces lettres demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de l'Emphytéote en présence du notaire soussigné.

9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LES PARTIES déclarent au notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté le notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence du notaire comme suit :

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par :

COOPÉRATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CÉCILE, MONTRÉAL

_____

Par :

_____

M^e^ Ivan TARASYUK, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

M^e^ Ivan TARASYUK, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206037003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1261-02

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206037003 emphytéose 7342-7360 de Gaspé.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-13

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0470
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1205372005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la deuxième convention d'amendement de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 2 ans à compter du 1er septembre 2020, un espace à bureaux situé au 2505, boulevard Rosemont, d'une superficie de 2 243,2 pi², à des fins de bureaux pour le programme d'aide aux employés pour le Service de sécurité incendie de Montréal. La dépense totale est de 135 010,82 $ incluant les taxes. Bâtiment 8157.

Il est recommandé :

1. d'approuver la deuxième convention d'amendement de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC), pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er septembre 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 2 243,2 pi² situé au 2505, boulevard Rosemont, à des fins de bureaux pour le programme d'aide aux employés pour le Service de la sécurité de Montréal, moyennant un loyer total de 135 010,82 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-25 14:47

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205372005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la deuxième convention d'amendement de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 2 ans à compter du 1er septembre 2020, un espace à bureaux situé au 2505, boulevard Rosemont, d'une superficie de 2 243,2 pi², à des fins de bureaux pour le programme d'aide aux employés pour le Service de sécurité incendie de Montréal. La dépense totale est de 135 010,82 $ incluant les taxes. Bâtiment 8157.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de sécurité incendie de Montréal (le « SIM ») a mis sur pied en 2010 une nouvelle section nommée Soutien aux employés visant à apporter différents supports de gestion de ressources humaines en lien avec le programme d'aide aux employés (PAE). Ce programme s'adresse à tous les employés du SIM. Depuis novembre 2010, cette section occupe un espace à bureaux d'une superficie de 2 243,2 pi², situé au 2505, boulevard Rosemont dont le bail vient à échéance le 31 août 2020.

Il est à noter qu'auparavant chapeautée par le SIM, l'équipe du PAE relève, depuis le 1er janvier 2014, du Service des ressources humaines de la Ville (les « RH »). Une partie de l'équipe a été déménagée au 3711, rue Saint-Antoine Ouest.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a reçu du SIM le mandat de renouveler l'entente actuelle pour une période additionnelle de 2 ans.

La pandémie a ralenti le processus de négociation ce qui justifie le retard du dossier.

Le bail a été négocié de gré à gré avec le locateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0478 - 28 septembre 2017 - Approbation de la première convention d'amendement de bail pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er septembre 2017, pour des locaux au 2505, boulevard Rosemont.
CG10 0235 - 17 juin 2010 - Approbation du bail de 7 ans, à compter du 1er septembre 2010, pour des locaux au 2505, boulevard Rosemont.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel recommande d'approuver la deuxième convention d'amendement de bail par laquelle la Ville loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., un espace à bureaux situé au 2ième étage de l'immeuble situé au 2505, boulevard Rosemont à Montréal, d'une superficie de 2 243,2 pi². Le terme de la période de renouvellement est de 2 ans, soit du 1er septembre 2020 au 31 août 2022.

JUSTIFICATION

Le bail vient à échéance le 31 août 2020 et il est nécessaire de le renouveler pour maintenir en opération les activités du PAE en toute confidentialité et dans l'anonymat. La durée du bail a été établie à 2 ans en attendant que la convention collective des pompiers soit renouvelée.
Le loyer de base antérieur pour les années 2017 à 2020 était de 10 $/pi². Le loyer de base convenu est de 10,50 $/pi² et sera fixe pour la durée du terme et représente les taux de location du marché pour ce type d'immeuble dans ce secteur. L'augmentation du loyer de base est donc justifiée en l'espèce.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

Superficie 2 243,2 pi²	**Loyer annuel antérieur**	**2020 (4 mois)**	**2021**	**2022 (8 mois)**	**Total terme (2 ans)**
Taux unitaire	10,00 $	10,50 $	10,50 $	10,50 $	
Loyer de base		7 851,20 $	23 553,60 $	15 702,40 $	47 107,20 $
Taxes foncières		8 675,80 $	26 027,40 $	17 351,60 $	52 054,80 $
Frais d'exploitation		1 304,60 $	3 913,80 $	2 609,20 $	7 827,60 $
Électricité		1 739,44 $	5 218,32 $	3 478,88 $	10 436,64 $
Loyer total		19 571,04 $	58 713,12 $	39 142,08 $	117 426,24 $
TPS		978,55 $	2 935,66 $	1 957,10 $	5 871,31 $
TVQ		1 952,21 $	5 856,63 $	3 904,42 $	11 713,27 $
Loyer total avec taxes		**22 501,80 $**	**67 505,41 $**	**45 003,61 $**	**135 010,82 $**
Ristourne TPS (100 %)		(978,55) $	(2 935,66) $	(1 957,10) $	(5 871,31) $
Ristourne TVQ (50 %)		(976,11) $	(2 928,32) $	(1 952,21) $	(5 856,64) $
Loyer net		20 547,15 $	61 641,43 $	41 094,29 $	123 282,87 $

Le loyer de base est fixe pour la durée du bail. Il a été majoré de 5% comparativement au taux antérieur.
Le loyer de base annuel est représentatif du marché de location pour des espaces comparables dans le secteur, marché qui oscille entre 10,00 $/pi² et 11,00 $/ pi².
Les frais d'exploitation incluant l'électricité seront ajustés annuellement selon l'IPC et les taxes foncières seront ajustées selon le coût réel.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce renouvellement du bail n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au dossier obligera le SIM à revoir sa stratégie de soutien pour ses employés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 a occasionné un retard dans le traitement du dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mylène LORTIE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sylvain L'HOSTIE, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Mylène LORTIE, 20 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laila BENNAGHMOUCH
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-19

Annie BERTRAND
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere

En remplacement de Nicole Rodier du 8 au 30 août 2020

Tél : 514-872-6948
Télécop. :

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
Directeur de la gestion des projets immobiliers
En remplacement de Sophie Lalonde du 17 au 23 août 2020
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-20

CONVENTION D'AMENDEMENT DE BAIL

ENTRE : **LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**, société régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), ayant sa principale place d'affaires au 245, rue Jean Coutu à Varennes, province de Québec, J3X 0E1, représentée et agissant aux présentes par deux (2) de ses dirigeants dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent;

(Ci-après désignée le « **Locateur** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes:

a) la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) octobre deux mille six (2006) ; et
b) la résolution numéro CG20_____, adoptée par le conseil agglomération à sa séance du_____ 2020;

(Ci-après désignée le « **Locataire** »)

ATTENDU QUE par une convention de bail intervenue le 9 juillet 2010 (le « **Bail Initial** »), entre le Locateur et le Locataire, le Locataire loue du Locateur un local situé au 2505, boulevard Rosemont, 2e étage à Montréal, province de Québec, H1K 1K5, d'une superficie approximative de 2 243,20 pieds carrés (ou 208.40 mètres carrés) (les « **Lieux Loués** »);

ATTENDU QUE par une convention d'amendement de bail intervenue le 12 octobre 2017 (l'« **Amendement #1** »), le Bail Initial a été modifié, notamment le terme du Bail Initial a été prolongé jusqu'au 31 août 2020;

ATTENDU QUE le Bail Initial et l'Amendement #1 sont collectivement nommés aux présentes le « **Bail** »;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger le terme du Bail pour une période additionnelle de deux (2) ans débutant le 1er septembre 2020 et se terminant le 31 août 2022, selon les modalités et aux conditions plus amplement décrites ci-après et que le Locateur y consent.

IL EST PAR CONSÉQUENT MUTUELLEMENT CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente convention d'amendement de bail (la « **Convention d'amendement de Bail** »).

2. PROLONGATION DU TERME DU BAIL

2.1 À compter de la date de signature de la présente Convention d'amendement de Bail par les parties, le terme du Bail sera prolongé pour une période additionnelle de deux (2) ans débutant le 1er septembre 2020 et se terminant le 31 août 2022 (le « **Terme Prolongé** »), le tout aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au Bail, sous réserve des dispositions de la présente Convention d'amendement de Bail.

3. LOYER

3.1 Pour tout le Terme Prolongé, le loyer annuel de base sera de **dix dollars et cinquante cents** (**10,50**$) par pied carré (ou **cent treize dollars et deux cents (113,02$**) par mètre carré) de la superficie des Lieux Loués soit **vingt-trois mille cinq cent cinquante-trois dollars et soixante cents** (**23 553,60 $)**, plus les taxes applicables.

PARAPHES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

3.2 En plus du loyer annuel de base, le Locataire payera au Locateur les frais communs, l'électricité et les taxes foncières et scolaires, lesquels sont en date de la présente Convention d'amendement de Bail estimés et fixés comme suit :

- pour les frais communs, jusqu'au 31 octobre 2020 inclusivement, des frais annuels de dix-huit dollars et soixante-dix-huit cents (18,78 $) par mètre carré de la superficie des Lieux Loués, soit trois cent vingt-six dollars et quinze cents (326,15$) par mois, plus les taxes applicables;
- pour l'électricité, jusqu'au 31 octobre 2020 inclusivement, des frais annuels de vingt-cinq dollars et quatre cents (25,04 $) par mètre carré de la superficie des Lieux Loués, soit quatre cent trente-quatre dollars et quatre-vingt-six cents (434,86 $) par mois, plus les taxes applicables; et
- pour les taxes foncières et scolaires, jusqu'au 30 septembre 2020 inclusivement, des frais annuels de cent vingt-quatre dollars et quatre-vingt-neuf cents (124,89 $) par mètre carré de la superficie des Lieux Loués, soit deux mille cent soixante-huit dollars et quatre-vingt-quinze cents (2 168,95 $) par mois, plus les taxes applicables.

Les frais communs, l'électricité et les taxes foncières et scolaires sont augmentés annuellement pendant tout le Terme Prolongé, soit à compter du 1er novembre 2020 pour les frais communs et l'électricité, et à compter du 1er octobre 2020 pour les taxes foncières et scolaires, de la manière établie aux articles 6.4 et 6.5 du Bail.

Nonobstant ce qui est prévu à l'article 6.4 du Bail, l'ajustement des taxes foncières et scolaires se fera annuellement à compter du 1er octobre 2020 et pour des fins de précision, la date d'anniversaire de l'ajustement annuel des frais à laquelle fait référence l'article 6.5 du Bail est le 31 octobre de chaque année.

Le loyer est payable au Locateur sans demande, déduction, remise, diminution, compensation, ni formalité à l'adresse du Locateur prévue à l'article 4.1, le premier jour ouvrable de chaque mois pendant tout le Terme Prolongé.

4. ADRESSE POUR FINS D'AVIS ET DE PAIEMENT DU LOYER ET DES AUTRES MONTANTS

4.1 L'adresse du Locateur pour tout avis ou paiement de loyer en vertu du Bail, tel qu'amendé de temps à autre, est la suivante :

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.
245, rue Jean Coutu
Varennes (Québec) J3X 0E1
Télécopieur : 450 646-2881
À l'attention du Service immobilier

Avec une copie à :

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.
245, rue Jean Coutu
Varennes (Québec) J3X 0E1
Télécopieur : 450 442-2724
À l'attention du Service des affaires juridiques

5. NUMÉROS DE TPS ET TVQ DU LOCATEUR

5.1 Les numéros de TPS et TVQ du Locateur sont les suivants :

TPS : 103038204 RT0001
TVQ : 1000638729 TQ0001

6. AUTRES CONDITIONS

6.1 Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués et les accepte « tels quels » dans leur condition existante, le Locateur n'ayant aucune obligation d'effectuer des modifications, altérations, réparations ou travaux et le Locataire n'a droit à aucune période de loyer gratuit ou période d'aménagement.

PARAPHES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

6.2 Les parties conviennent que la présente Convention d'amendement de Bail peut être exécutée en plusieurs exemplaires et chaque exemplaire exécuté constituera un acte original et tous tels exemplaires ne constitueront qu'un seul et même acte. La Convention d'amendement de Bail peut être exécutée en ce qu'on appelle communément un document « PDF » et chaque partie a le droit de se fier à un exemplaire « PDF » de cette Convention d'amendement de Bail dûment exécutée par une autre partie comme si elle avait reçu un exemplaire original.

6.3 La présente Convention d'amendement de Bail est conditionnelle à l'approbation du Comité Immobilier du Locateur. La remise au Locataire d'un exemplaire de la présente Convention d'amendement de Bail dûment paraphée et signée par les représentants autorisés du Locateur attestera que l'approbation du Comité Immobilier du Locateur a été obtenue.

6.4 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

6.5 La présente Convention d'amendement de Bail lie les parties aux présentes ainsi que leurs successeurs et ayants droit.

6.6 La présente Convention d'amendement de Bail doit être interprétée, appliquée et gouvernée selon les lois de la province de Québec et les lois du Canada qui s'y appliquent. Toutes les procédures relatives à la Convention d'amendement de Bail doivent être interprétées exclusivement devant le Tribunal ayant compétence dans le district judiciaire de Montréal, à l'exclusion de tout autre district judiciaire.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé la présente Convention d'amendement de Bail aux dates et endroits indiqués ci-dessous.

SIGNÉE PAR LE LOCATEUR, à Varennes, ce 16 juillet 2020.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Par : _____
Martin Allaire

Par : _____
Pierre Rhéaume

SIGNÉE PAR LE LOCATAIRE, à _____, ce _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205372005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la deuxième convention d'amendement de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Groupe Jean Coutu (PJC) inc., pour une période additionnelle de 2 ans à compter du 1er septembre 2020, un espace à bureaux situé au 2505, boulevard Rosemont, d'une superficie de 2 243,2 pi², à des fins de bureaux pour le programme d'aide aux employés pour le Service de sécurité incendie de Montréal. La dépense totale est de 135 010,82 $ incluant les taxes. Bâtiment 8157.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205372005 - 2505 boul Rosemont.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1205326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente et autoriser la réception d'une subvention provenant du Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles - Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel - Approuver l'entente relative au versement de la subvention à cet effet et autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente.

Il est recommandé :
1. d'autoriser la réception d'une subvention provenant du Ministère de la sécurité publique pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles;

2. d'approuver un projet de protocole d'entente entre le MSP et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette subvention;

3. d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel correspondant et autoriser le Service de police de la Ville de Montréal à affecter ce montant pour lutter contre l'évasion fiscale et la criminalité, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4. d'autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-08-19 16:02

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205326002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente et autoriser la réception d'une subvention provenant du Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles - Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel - Approuver l'entente relative au versement de la subvention à cet effet et autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente.

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a mis en place des mesures pour lutter contre l'évasion fiscale et la criminalité. Notamment, le partage des produits de la criminalité qui permet, entre autres, d'affecter, à des fins socialement utiles, le produit de la disposition des biens provenant d'activités illégales ou utilisés dans l'exercice de telles activités.
Par ces mesures, le gouvernement du Québec désire intensifier sa lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité. En effet, le MSP, les ministres des Finances et de la Justice ainsi que Revenu Québec ont conclu, le 11 mars 2019, une entente administrative concernant le partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles afin de partager, selon certains paramètres, l'équivalent des retombées fiscales qui peuvent résulter des interventions effectuées dans ce domaine par la Sûreté du Québec, le Commissaire à la lutte contre la corruption et les différents corps de police municipaux et les corps de police des communautés autochtones.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité, le souhait du gouvernement est de partager avec les corps de police les sommes récupérées par Revenu Québec.
Le MSP est responsable d'assurer le partage de ces sommes par la conclusion d'ententes avec les autorités dont relèvent les corps de police qui pourraient générer des renseignements permettant l'émission d'un ou plusieurs avis de cotisation et la récupération de sommes par Revenu Québec.

L'objet dudit partage est :

· une augmentation des recettes fiscales;

· une compensation partielle des coûts liés aux enquêtes criminelles donnant lieu à une récupération fiscale;

· une réduction des délais judiciaires en matière pénale;

· le financement de nouveaux projets de lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal désire ardemment participer à la promotion et la coordination des activités policières dans la lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité.
À ce sujet, le SPVM participera à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles; et favorisera la transmission à Revenu Québec des renseignements issus des enquêtes criminelles qui sont susceptibles de générer des recettes fiscales.

À cette fin, le présent dossier décisionnel vise à approuver l'entente établissant les conditions et modalités de versement d'une subvention annuelle à la Ville de Montréal pour l'exercice financier 2018-2019 et les suivants.

L'engagement du SPVM dans la lutte contre la criminalité est crucial et contribue à renforcer la sécurité publique au Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le MSP versera annuellement à la Ville de Montréal au bénéfice du SPVM une subvention ne pouvant dépasser 50 % du coût net du SPVM pour l'année financière précédant l'année financière au cours de laquelle la subvention annuelle est versée; et ce, afin de lui permettre la compensation partielle des coûts reliés aux enquêtes criminelles.
Cette subvention est octroyée à la suite des recommandations du Rapport Bouchard visant l'optimisation de la récupération fiscale des actifs criminels.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Accroître la capacité d'intervention et de lutter contre l'évasion fiscale et la criminalité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Nathalie GUIMOND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS
Lieutenant

Tél : 514 280-2975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-22

Francesco SECONDI
Directeur adjoint (int)

Tél : 514 280-6719
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON

Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-08-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Objet :	Approuver l'entente et autoriser la réception d'une subvention provenant du Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles - Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel - Approuver l'entente relative au versement de la subvention à cet effet et autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

MONTREAL_Entente_partage_cotisations_fiscales.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-23

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats



ENTENTE

RELATIVE AU VERSEMENT D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LA PARTICIPATION DE SON CORPS DE POLICE AU PARTAGE DES REVENUS PROVENANT DES COTISATIONS FISCALES LIÉES AUX ACTIVITÉS CRIMINELLES

ENTRE

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par Monsieur Louis Morneau, sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières, dûment autorisé en vertu du règlement intitulé *Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Sécurité publique* (RLRQ, c. M-19.3, r. 1),

(ci-après appelée la « MINISTRE »)

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL
personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6,
représentée aux fins des présentes par Monsieur Sylvain Caron, directeur du Service de police de la Ville de Montréal, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'agglomération (_____),

(ci-après appelée la « VILLE »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a déjà mis en place des mesures pour lutter contre l'évasion fiscale et la criminalité, telles que le partage des produits de la criminalité qui permet, notamment, d'affecter, à des fins socialement utiles, le produit de la disposition des biens provenant d'activités illégales ou utilisés dans l'exercice de telles activités;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec désire intensifier sa lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité et que, dans ce contexte, la MINISTRE, les ministres des Finances (ci-après « MFQ ») et de la Justice (ci-après « MJQ »), ainsi que Revenu Québec (ci-après « RQ ») ont, le 11 mars 2019, conclu l'Entente administrative concernant le partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles (ci-après « L'Entente interministérielle ») afin de partager, selon certains paramètres, l'équivalent des retombées fiscales qui peuvent résulter des interventions effectuées par les corps de police dans ce domaine;

ATTENDU QUE la MINISTRE a, notamment, pour fonction de promouvoir la coordination des activités policières et, qu'à cette fin, elle entend favoriser la transmission à RQ par les corps de police établis sur le territoire québécois, soit la Sûreté du Québec (ci-après « SQ »), le Commissaire à la lutte contre la corruption (ci-après « Commissaire »), les différents corps de police municipaux et les corps de police des communautés autochtones (ci-après « Corps de police »), des renseignements issus des enquêtes criminelles qui sont susceptibles de générer des recettes fiscales;

ATTENDU QUE le souhait du gouvernement, dans la mesure et selon les termes prévus dans l'Entente interministérielle, est de partager avec la VILLE partie à la présente entente les sommes récupérées par RQ et ayant pour objet :

1) une augmentation des recettes fiscales;

2) une compensation partielle des coûts liés aux enquêtes criminelles donnant lieu à une récupération fiscale;

3) une réduction des délais judiciaires en matière pénale;

4) le financement de nouveaux projets de lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité.

ATTENDU QU'à cet effet, en vertu de l'article 1.2 de l'Entente interministérielle, la MINISTRE est responsable d'assurer le partage de ces sommes par la conclusion d'ententes avec les autorités dont relèvent les corps de police qui pourraient générer des renseignements permettant l'émission d'un ou plusieurs avis de cotisations et la récupération de sommes par RQ;

PAR CONSÉQUENT, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1 La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties quant au versement d'une subvention pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (ci-après « SPVM ») à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles et toute autre entente non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

1.2 Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

2. OBJET DE L'ENTENTE

2.1 La présente entente a pour objet de favoriser la participation du SPVM à la lutte contre l'évasion fiscale et la criminalité.

2.2 À cette fin, la présente entente établit les conditions et modalités de versement d'une subvention annuelle à la VILLE, par la MINISTRE, pour l'exercice financier 2018-2019 et les suivants relativement à la transmission, par le SPVM, de renseignements permettant l'émission d'un ou plusieurs avis de cotisations et la récupération de sommes par RQ.

2.3 Le versement de la subvention annuelle à la VILLE est effectué au bénéfice du SPVM afin de favoriser sa participation à la présente entente et de permettre la compensation partielle des coûts reliés aux enquêtes criminelles.

3. OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 La VILLE s'engage à ce que le SPVM transmette à RQ, lorsque cela s'applique, des renseignements qui pourraient mener à la récupération de recettes fiscales conformément aux dispositions législatives existantes qui permettent l'échange d'informations pertinentes.

3.2 Le SPVM peut notamment communiquer avec la direction principale adjointe du renseignement de RQ pour transmettre des renseignements dans le cadre de la présente entente :

Téléphone : 514 287-2401
Sans frais : 1 888 830-8808, poste 2872401
Télécopieur : 514 285-4152 (sans frais 1 855 807-7400)
Courriel : Renseignement@revenuquebec.ca

3.3 La VILLE s'engage à ce que le SPVM désigne un représentant qui aura pour responsabilité de mettre en œuvre la présente entente, d'agir comme personne-ressource dans le cadre des échanges avec la MINISTRE et d'assister, le cas échéant, aux rencontres organisées par le ministère de la Sécurité publique (ci-après « MSP ») concernant le suivi de la présente entente.

4. CONDITIONS DE VERSEMENT

4.1 En conformité avec l'Entente interministérielle, RQ établit le montant de la subvention annuelle qui peut être versée par la MINISTRE à la VILLE en fonction de la participation du SPVM aux opérations ayant mené à la récupération de recettes fiscales.

4.2 Aux fins d'établir le montant de la subvention annuelle, RQ considère uniquement les renseignements transmis par le SPVM, qui remplissent les conditions suivantes :

a) Ils concernent un dossier dont la date d'ouverture à RQ est ultérieure au 17 mai 2013;

b) Ils ont permis la délivrance d'un ou de plusieurs avis de cotisations à l'endroit d'un ou de plusieurs contribuables et proviennent d'une enquête criminelle du SPVM;

c) Ils ne concernent pas des actifs qui ont été ou qui sont sujets à être saisis, bloqués ou confisqués en application d'une loi fédérale ou à être confisqués en faveur de l'État par suite d'une confiscation civile;

d) Ils ne proviennent pas d'activités financées par un programme gouvernemental pour lequel un financement a déjà été reçu par la VILLE telles que les projets ACCES[1];

e) Ils ont permis la récupération de sommes libres de tout recours, opposition ou appel de cotisation, et n'ayant pas fait l'objet d'une compensation de toute dette fiscale autrement exigible d'un contribuable.

4.3 Aucune subvention n'est versée à la VILLE tant qu'il est impossible pour RQ d'établir le montant auquel elle a droit tout en respectant les règles relatives à la confidentialité du dossier fiscal prévues par la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ c. A-6.002).

4.4 Le versement d'une subvention est conditionnel à l'existence, sur un crédit, d'un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de la présente entente conformément aux dispositions de la Loi sur l'administration financière (RLRQ c. A-6.001), des règlements et des autres règles applicables en la matière.

4.5 Le montant de la subvention annuelle versée par la MINISTRE ne peut dépasser 50 % du coût net du SPVM pour l'année financière précédant l'année financière au cours de laquelle la subvention annuelle est versée, tel qu'établi chaque année par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Tout ce qui dépasse ce seuil sera retourné au MFQ conformément à l'article 4.4 de l'Entente interministérielle.

5. OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

5.1 La MINISTRE verse annuellement la subvention à laquelle la VILLE a droit pour une année financière donnée selon les informations que lui transmet RQ en fonction des crédits approuvés par l'Assemblée nationale au titre de la *Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État*.

5.2 Le MSP se réserve le droit d'organiser des réunions selon les besoins, regroupant les représentants désignés par les corps de police dont les autorités ont signé une entente avec la MINISTRE conformément à l'article 3.3 de la présente entente.

6. CONFIDENTIALITÉ

6.1 La VILLE s'engage à ce que ni elle ni aucun de ses employés ne divulguent, sans y être autorisé par la MINISTRE, les données, analyses ou résultats inclus dans tout document produit dans le cadre de cette entente ou, généralement, quoi que ce soit dont elle aurait eu connaissance dans l'exécution de la présente entente. Elle s'engage également à ce que ses employés respectent cette obligation de non-divulgation, sauf si la divulgation est obligatoire en vertu d'une disposition légale, auquel cas, elle avise au préalable la MINISTRE qui pourra lui donner certaines instructions le cas échéant.

[1] ACCES : Actions concertées pour contrer les économies souterraines. Les programmes ACCES comprennent ACCES Alcool, ACCES Construction, ACCES Cannabis, ACCES Tabac et ACCEF (crimes économiques et financiers).



7. MODIFICATION ET RÉSILIATION

7.1 Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une nouvelle entente écrite entre les deux parties. Cette modification prend effet à la date de la dernière signature apposée sur cet écrit ou à toute autre date dont les parties conviennent par écrit.

7.2 La présente entente peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties au moyen d'un préavis écrit et notifié à l'autre partie qui énonce le motif de la résiliation. Lorsqu'un préavis est communiqué, les renseignements transmis par le SPVM cessent, à ce moment, d'être utilisés à des fins de partage de revenus par RQ. La résiliation prend effet dans les trente (30) jours suivant la date de réception de l'avis, sous réserve de l'article 8.1 de la présente entente.

7.3 La MINISTRE informe RQ advenant la résiliation de l'entente par la VILLE.

7.4 Suivant la résiliation de l'entente et tant que l'Entente interministérielle est en vigueur, la MINISTRE verse à la VILLE la subvention à laquelle elle aurait droit en application de l'article 4, n'eût été de la résiliation, en raison de sa participation à la présente entente pour la récupération de recettes fiscales résultant de renseignements transmis antérieurement à la résiliation.

8. MAINTIEN DE CERTAINES OBLIGATIONS

8.1 Toute clause qui, de par sa nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment la clause concernant la confidentialité, demeure en vigueur malgré la fin de la présente entente.

9. MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

9.1 Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

10. REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS

10.1 La MINISTRE, aux fins de l'application de la présente entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne le Directeur de la prévention et de la lutte contre la criminalité pour la représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, la MINISTRE en avisera la VILLE dans les meilleurs délais.

10.2 De même, la VILLE désigne l'inspecteur David Bertrand du Service des enquêtes criminelles de la Direction des enquêtes criminelles du SPVM, pour la représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, la VILLE en avise la MINISTRE dans les meilleurs délais.

10.3 Dans les cas où plusieurs représentants agissent pour une partie, chacun pourra agir séparément et l'autorisation de l'un d'eux constituera une autorisation valide.

10.4 Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courriel, par messager, par la poste ou par poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :



La MINISTRE

Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité
Ministère de la Sécurité publique
2525, boulevard Laurier, Tour du Saint-Laurent, 6e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

La VILLE

Direction des enquêtes criminelles
Service de Police de la Ville de Montréal
1441, rue St-Urbain, 9e étage
Montréal (Québec) H2X 2M6

10.5 Tout changement de coordonnées de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

11. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

11.1 Malgré la date de sa signature par les parties, la présente entente entre en vigueur le 1er avril 2018 et demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'Entente interministérielle est en vigueur, sous réserve qu'elle ne soit pas résiliée par l'une des parties.

EN FOI DE QUOI, LES DEUX PARTIES ONT SIGNÉ À _____

LE _____ EN DOUBLE EXEMPLAIRE :

Pour la MINISTRE

_____ _____
Louis Morneau, Date
Sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières

Pour la VILLE de Montréal

_____ _____
Sylvain Caron Date
Directeur du service de police de la Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction de l'intégrité et des normes professionnelles , -
Objet :	Approuver l'entente et autoriser la réception d'une subvention provenant du Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre du partage des revenus provenant des cotisations fiscales liées aux activités criminelles - Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel - Approuver l'entente relative au versement de la subvention à cet effet et autoriser le Directeur du SPVM à signer le protocole d'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205326002 - subvention évasion fiscale.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie GUIMOND
Agent comptable analyste
Division Conseil et soutien financier - SP
Tél : 514-280-3776

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Line DESJARDINS
Chef d'équipe

Tél : 514-280-2192
Division : Conseil et Soutien financier - SP - SPVM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208895002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 135 560,00 $ taxes incluses au Centre de valorisation du bois urbain pour la transformation et la valorisation d'environ 16 000 billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en 200 000 PMP de planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie et en 434 000 PMP pour la pâte à papier. / Approuver une projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. D'accorder un soutien financier de 135 560,00 $ au Centre de valorisation du bois urbain afin de les aider dans la transformation des billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie et pour la pâte à papier.
2. D'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
3. D'autoriser la directrice générale adjointe, Mobilité et attractivité, pour la signer pour et au nom de la Ville de Montréal.

4. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-21 12:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208895002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 135 560,00 $ taxes incluses au Centre de valorisation du bois urbain pour la transformation et la valorisation d'environ 16 000 billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en 200 000 PMP de planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie et en 434 000 PMP pour la pâte à papier. / Approuver une projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre de valorisation du bois urbain (CVBU) est un organisme à but non lucratif et une entreprise d'économie sociale qui a pour mission de valoriser le bois urbain afin d'en maximiser les retombées sociales, économiques et environnementales pour la communauté. Dans le cadre du programme de lutte contre l'agrile du frêne, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite procéder à la valorisation des bois abattus dans le cadre de ses contrats. Les bois de frênes abattus ne pouvant être neutralisés (empêcher l'émergence de l'agrile) en milieux naturels, les billots de sciage sont acheminés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM). Le CVBU propose de faire scier les billots propres au sciage et de faire transformer les autres billots pour de la pâte à papier. Conformément au règlement 15-040, les sections de plus forts diamètres et les résidus de sciage (dosses) seront déchiquetés par la suite.
Le CVBU a soumis au SGPMRS une demande de subvention pour les aider dans la transformation et la valorisation des billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants en planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie et en pâte pour le papier pour un montant de 135 560,00 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0509 - 21 novembre 2019 - Accorder un contrat à Serviforêt inc. pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans les grands parcs de la Ville de Montréal 2019-2021 - Dépense totale de 3 200 738,73 $ taxes incluses (contrat : 2 560

590,98 $ + contingences : 256 059,10 $ + variation de quantités : 384 088,65 $) - Appel d'offres public 19-17690 (lot 4) 3 soumissionnaires.
CG19 0477 - 24 octobre 2019 - Octroyer à Entrepreneurs paysagistes Strathmore (1997) Ltée les contrats des lots 1 et 2, à Serviforêt inc. le contrat du lot 3, à Élagage Prestige inc. le contrat du lot 5 et à Arboriculture de Beauce inc. le contrat du lot 6 pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans les grands parcs de la Ville de Montréal 2019-2021 pour une dépense totale de 5 037 451,43 $ incluant les soumissions, taxes, budget de contingences et variation de quantité – Appel d'offres public 19-17690 - six soumissionnaires.

CE19 0657 - 24 avril 2019 - Accorder un soutien financier de 129 470,00 $ à Bois Public pour la transformation d'environ 1 800 billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en environ 90 000 PMP de planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie. / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le soutien financier contribuera principalement au projet de transformation des billots en planches. Les coûts du projet sont présentés dans la demande de soutien financier du Centre de valorisation du bois urbain (CVBU).
Le volume net total de bois à valoriser est estimé à 634 000 PMP (pied mesure de planche). Ce volume se divise en deux produits distincts : 200 000 PMP pour le bois de sciage et 434 000 PMP pour le bois de pâte à papier.

La moitié du volume total de planches produites, soit 100 000 PMP, est réservée pour des besoins dans des projets de la Ville de Montréal et les villes liées. Ce volume sera entreposé par le CVBU pendant une période de 6 mois, soit du 1er décembre 2020 au 31 mai 2021. L'autre moitié du volume de planches, soit 100 000 PMP, est remise au CVBU (transformation à leurs frais) pour la réalisation de leur mission et de leurs projets à valeur sociale ajoutée. Pour réaliser ses projets, le CVBU travaille en partenariat avec des entreprises locales qui ont le développement durable à coeur et favorise les entreprises d'économies sociales.

Finalement, 434 000 PMP seront transformés dans une industrie québécoise où l'on fabrique de la pâte pour le papier (ces billots de bois ne sont pas de qualité pour le sciage). Ainsi, le CVBU recevra les revenus issus de la valorisation du bois pour la pâte à papier afin de couvrir une partie des coûts du projet.

À noter que le CVBU valorise déjà le bois issu des abattages de plusieurs villes de la rive-sud de Montréal (par exemples Longueuil, Boucherville, St-Lambert et Beloeil).

JUSTIFICATION

Le nombre de frênes à abattre étant en augmentation (interventions en milieux boisés), la Ville doit disposer d'un plus grand volume de bois. La Ville peut réduire ses coûts en valorisant les volumes de bois plutôt que de payer pour les enfouir. En transformant les billots de frênes, la Ville contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) par la séquestration de carbone.
La proposition de projet et la mission du Centre de valorisation du bois urbain (CVBU) cadrent bien avec les orientations et priorités de la Ville en matière de valorisation du bois. De plus, advenant que la Ville ait besoin de planches de frênes, le CVBU fournira la quantité de planches selon les besoins (jusqu'à un maximum de 100 000 PMP). Nous estimons la valeur de ces planches à 4,50 $/PMP soit une valeur d'environ 450 000,00 $ pour les 100 000 PMP réservés pour les besoins de la Ville.

Grâce aux différents projets de soutien financier que la Ville a accordé depuis 2018 à la valorisation des arbres abattus, il a été possible de fabriquer une multitude d'ouvrages et des arrondissements, services centraux et villes liées ont utilisé plus de 60 000 PMP en planches. Fort de cette expérience positive, il est intéressant de poursuivre avec un projet de plus grande envergure.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution est de 135 560,00 $ taxes incluses. Un montant maximal de 123 784,35 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt d'agglomération RCG 19-024 Plan de gestion de la forêt urbaine et sera réparti comme suit :

Valorisation du bois de frênes 2020-2021	2020	2021	Total
34700 - Plan de la forêt urbaine	77 365,22 $	46 419,13 $	123 784,35 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le montant maximal de 123 784,35 $ net de ristourne est subventionné à 75 % soit un montant de 92 838,26 $ dans le cadre de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF), ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 30 946,09 $.

Aucune contribution financière au cours des 5 dernières années n'a été accordée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) au Centre de valorisation du bois urbain.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet est en conformité avec le plan Montréal Durable 2016-2020 :
Priorité 1 : Réduire les émissions de GES.

Priorité 2 : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources.

Action 7 : Réduire et valoriser les matières résiduelles.

Priorité 4 : Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable.

Action 16 : Intégrer les principes de l'économie circulaire aux pratiques d'affaires de l'organisation.
Action 17 : Adopter une politique et/ou des critères d'achat socialement responsable et privilégier des fournisseurs respectant des pratiques de développement durable.
Action 18 : Soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire, notamment en augmentant le recours de l'organisation aux services ou produits des entreprises de ce type d'économie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du soutien financier doit être fait à la séance du comité exécutif du 2 septembre 2020 afin de réduire la dégradation des billots de frênes, car ceux-ci se dégradent depuis le début de l'été (chaleur). Le projet débutera rapidement dans les jours suivant la réception de la résolution.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Nous ne prévoyons pas de retard dans l'exécution des travaux lié à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le conseil d'agglomération : 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rodrigue FORGET-ROCHETTE
ingénieur forestier

Tél : 514 515-6144
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-07

Anne DESAUTELS
Chef de division

Tél : 514 886-8394
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456

Approuvé le :2020-08-20

Approuvé le : 2020-08-20

CENTRE DE VALORISATION DU BOIS URBAIN

Demande d'aide financière

Valorisation du bois de la Ville de Montréal 2020

Préparée par :

Centre de valorisation du bois urbain
1170, rue Goyer
Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V 3Z1
450-283-0133

À l'attention de :
Monsieur Luc St-Hilaire
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Ville de Montréal

31 juillet 2020

Table des matières

Liste des abréviations utilisées 3
Contexte 4
À propos du Centre de valorisation du bois urbain 4
Les objectifs de la demande d'aide financière 5
Prémisses de départ et fonctionnement 5
Valorisation du bois de sciage 6
Valorisation du bois de pâte 6
Conditions préalables à la valorisation du bois urbain 7
Demande d'aide financière 8
Coordonnées et personne-contact 9
ANNEXE 1 – Présentation détaillée de la demande d'aide financière pour la valorisation du bois de Montréal 10

Liste des abréviations utilisées

La demande d'aide financière présente quelques abréviations, voici la liste :

PMP : Pied mesure de planche (12 pouces X 12 pouces X 1 pouce d'épaisseur)

TMA : Tonne métrique anhydre – Unité de mesure utilisée dans l'industrie de la pâte à papier

Contexte

Au cours des derniers mois, la Ville de Montréal a procédé à l'abattage de plusieurs milliers de frênes dans les grands parcs de la ville. Ces abattages ont généré de nombreuses billes de bois qui ont été façonnées afin de favoriser leur valorisation. Ces billes ont ensuite été acheminées au Complexe environnemental de St-Michel et entreposées dans différents empilements. Selon les estimations fournies par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal, ce sont 870 000 PMP de bois qui sont attente d'être valorisés.

Puisqu'il est de la volonté de la Ville de Montréal de valoriser cette ressource locale, le Centre de valorisation du bois urbain souhaite offrir sa collaboration afin d'en maximiser la valorisation notamment par la transformation en bois de sciage et en bois pour la pâte à papier.

La présente demande d'aide financière expose les différentes modalités pour prendre en charge l'ensemble du lot, soit 870 000 PMP.

À propos du Centre de valorisation du bois urbain

Le Centre de valorisation du bois urbain (CVBU) est une entreprise d'économie sociale[1] qui a pour mission de valoriser le bois urbain afin d'en maximiser les retombées sociales, économiques et environnementales pour la communauté.

Fondé en 2016, le CVBU transforme le bois de la région métropolitaine de Montréal en produits à valeur ajoutée tel que le plancher de bois franc. L'utilisation de cette ressource locale permet de:

- Accéder à des produits uniques et distinctifs provenant uniquement de bois urbain local;
- Soutenir la valorisation de la ressource en circuit court par des manufacturiers québécois;
- Contribuer à limiter les émissions de GES par la séquestration de carbone;
- Participer au reboisement des communautés par le biais de bénéfices générés par la vente des produits à valeur ajoutée.

Au cours des dernières années, le CVBU a mis en place des processus afin de valoriser la matière ligneuse générée par les municipalités. Le CVBU peut désormais compter sur un réseau de partenaires spécialisées dans la transformation du bois afin de prendre en charge le bois urbain adéquatement et efficacement. Actuellement, le CVBU valorise le bois des villes de Longueuil, Boucherville, Saint-Lambert et Beloeil sur la Rive-Sud de Montréal.

Nous sommes confiants de disposer des ressources et des partenaires nécessaires pour prendre en charge le bois de la Ville de Montréal.

[1] Le Centre de valorisation du bois urbain est une entreprise d'économie sociale sous la forme juridique d'organisme à but non lucratif (OBNL).

Les objectifs du Centre de valorisation du bois urbain sont les suivants :

1) Valoriser le bois urbain de façon à maximiser les retombées économiques, sociales et environnementales;

2) Assurer un traitement adéquat de la matière ligneuse récoltée de façon à limiter la propagation des parasites et maladies aux autres régions;

3) Favoriser les partenariats avec les acteurs de l'économie sociale;

4) Collaborer avec les instances publiques à la saine gestion de la forêt urbaine;

5) Participer au reboisement des zones urbaines.

Les objectifs de la demande d'aide financière

Le Centre de valorisation du bois urbain dépose cette demande d'aide financière afin de permettre la valorisation de l'ensemble du lot de bois de la Ville de Montréal actuellement entreposé au Complexe environnemental de St-Michel.

La demande d'aide financière permettra de valoriser le bois de la Ville de Montréal en deux grandes catégories :

1. Valorisation du bois de sciage

1.1 Valoriser 125 000 PMP brut (100 000 PMP net) de bois pour la Ville de Montréal

Précision : Transformation du bois en planches : sciage du bois aux dimensions désirées par la Ville ainsi que le séchage et l'entreposage des planches transformées (jusqu'au 31 mai 2021) le transport des billes vers la scierie ainsi que le transport des planches de bois aux endroits désignés par Ville de Montréal.

1.2 Valoriser 125 000 PMP brut (100 000 PMP net) de bois pour le CVBU

Précision : Ce volume de bois permettra de créer un inventaire dont le CVBU a besoin pour soutenir la production de plancher de bois franc. Il est à noter que les bénéfices générés par les ventes du plancher de bois franc sont réinvestis dans la mission sociale de l'organisation.

2. Valorisation du bois pour la pâte à papier

2.1 Valoriser 620 000 PMP brut (434 000 PMP net) pour la pâte à papier

Précision : Prise en charge du façonnage du bois à pâte à papier selon les spécifications de Domtar ainsi que la coordination des opérations avec les différentes parties prenantes impliquées dans le processus de valorisation du bois pour la pâte à papier.

Prémisses de départ et fonctionnement

- Le volume de bois à valoriser est estimé à 870 000 PMP[2];
- La proportion de bois de sciage est de 270 000 PMP (31%);

[2] Quantité estimée par Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal.

- La proportion de bois de pâte est de 600 000 PMP (69%);
- Le taux de perte du bois de sciage occasionné par le fendillement est évalué à 20%;
- Le taux de perte du bois de pâte occasionné par le façonnage est évalué à 30%.

Valorisation du bois de sciage

Le fonctionnement pour la valorisation du bois de sciage réfère aux objectifs 1.1 et 1.2 ci-dessus.

En date du 23 juillet 2020, le bois de qualité sciage entreposé au Complexe environnemental de St-Michel présentent des signes de fendillement qui affectent directement le rendement du bois. Une perte de 20% doit être imputée. Conséquemment, c'est 250 000 PMP de bois seront nécessaires pour générer 200 000 PMP de planches finies. C'est donc 250 000 PMP de bois qui devront être transportés vers la scierie.

Fonctionnement

Le bois de sciage sera trié et chargé sur des remorques adaptées pour le transport de billes de bois. Il n'y aura aucun façonnage complémentaire du bois de sciage au Complexe environnemental de St-Michel. Le bois sera acheminé tel quel vers une scierie partenaire du CVBU. Les billes y seront sciées en planches aux dimensions désirées. Les planches seront ensuite séchées à l'air d'abord puis séchées au séchoir à bois conventionnel avant d'être retournées à la ville en fonction des besoins exprimés.

Au terme des opérations de transformation du bois de sciage, 200 000 PMP seront produits : 100,000 PMP seront retournées à la Ville de Montréal et 100,000 PMP seront conservés par le CVBU pour production de produits à valeur ajoutée, dont le plancher de bois franc.

Valorisation du bois de pâte

Le fonctionnement pour la valorisation du bois de pâte à papier réfère à l'objectif 2.1 ci-dessus.

La visite du complexe environnemental de St-Michel a permis de constater que le bois de qualité « pâte à papier » était façonné dans des longueurs non-conformes aux longueurs de billes habituellement admises à la papetière Domtar, soit des billes se situant dans un intervalle 7,5 à 8,5 pieds de longueur. Des opérations de façonnage sont donc nécessaires pour valoriser le bois en question.

Fonctionnement

Le façonnage complémentaire du bois de pâte à papier sera réalisé par le biais d'un équipement spécialisé de type « slasher ». Cet équipement permet d'obtenir des billes de longueurs uniformes avant qu'elles soient chargées sur une remorque. Cette opération générera également des tronçons qui devront par la suite être broyés ou déchiquetés (ex. Une billes moyenne de 12 pieds tronçonnée à 8,5 pieds générera un tronçon de 3,5 pieds; donc environ 30% de perte). Les opérations de broyage ne font pas partie de la présente demande d'aide financière.

Les billes façonnées seront ensuite transportées vers la papetière Domtar conformément aux mesures applicables convenues dans le Plan conjoint des producteurs forestiers des Laurentides et de l'Outaouais administré par l'Alliance des producteurs forestiers Laurentides – Outaouais (APFLO).

Conditions préalables à la valorisation du bois urbain

Certaines conditions préalables devront être respectées afin que le Centre de valorisation du bois urbain puisse honorer les engagements contenus dans cette demande d'aide financière. De plus, ces conditions préalables permettront une prise en charge rapide, fluide et conforme à la règlementation en vigueur.

Plan conjoint des producteurs forestiers des Laurentides et de l'Outaouais

Le bois de la Ville de Montréal est situé sur le territoire de l'Alliance des producteurs forestiers Laurentides – Outaouais (APFLO). Selon les termes du Plan conjoint des producteurs forestiers des Laurentides et de l'Outaouais, le bois de la Ville de Montréal est soumis aux règles qui régissent le plan. Ce plan conjoint est administré par l'APFLO. L'APFLO devra autoriser le projet de valorisation du bois de sciage et de bois de pâte à papier présenté dans ce document. Dans l'affirmative, le CVBU s'engage à respecter les exigences règlementaires incluant celles qui encadrent les transporteurs de bois.

Cession des droits sur le bois

Considérant que le Centre de valorisation du bois urbain assurera une prise en charge complète du lot de bois (à l'exception de la mise en copeau des tronçons résiduels), la Ville de Montréal devra céder les droits du bois au Centre de valorisation du bois urbain afin qu'il puisse l'acheminer dans les filières de valorisation disponibles.

Valeur minimum du bois de pâte à papier

Actuellement, il n'existe aucune entente entre la papetière Domtar et l'Alliance des producteurs forestiers Laurentides – Outaouais (APFLO) qui fixe le prix pour le bois de pâte à papier. Puisque l'APFLO est responsable de la mise en marché sur son territoire, une entente est essentielle afin d'acheminer le bois chez Domtar. À défaut d'une entente, le CVBU ne pourra pas acheminer chez Domtar et d'autres voies de valorisation devront être évaluées (celles-ci sont exclues de cette demande d'aide financière).

Si une entente se conclut, la valeur du bois de pâte à papier devra avoir une valeur nette égale ou supérieure à 68,87$/TMA (Taux au producteur). On entend par valeur nette, le montant d'argent versé au producteur par TMA après le paiement du transporteur et de la cotisation syndicale à l'APFLO. Si la valeur est inférieure à 68,87$/TMA (Taux au producteur), la présente demande d'aide financière devra être ajustée à la hausse conséquemment.

La demande d'aide financière prévoit que le CVBU recevra les revenus issus de la valorisation du bois pour la pâte à papier afin de couvrir les coûts du projet.

Autorisation d'accès et de transformation sur place

La Ville de Montréal devra permettre l'accès au CVBU et à ses sous-traitants au Complexe environnemental de St-Michel pendant la durée des travaux. Elle devra également permettre aux sous-traitants du CVBU de trier et de façonner les billes destinées à la pâte à papier sur place.

Considérations temporelles

Considérant que la qualité du bois se dégrade particulièrement rapidement en période estivale, la présente demande d'aide financière est valide jusqu'au 15 septembre 2020. Après cette date,

la demande d'aide financière pourra reconduite sous certaines conditions (ex. réévaluation des taux de perte associés au fendillement du bois de sciage).

Échéancier

Le projet de valorisation du lot de bois débutera aussitôt que possible et se poursuivra jusqu'au 15 octobre 2020. En cas de prolongation des délais au-delà du 15 octobre 2020, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal sera informé de toute demande de modification à l'échéancier.

Exclusion

La prise en charge de tous tronçons non conformes au sciage ou à la pâte à papier (ex. billes inférieures à 7,5 pieds) est exclue de la demande d'aide financière. Le cas échéant, ce bois devra alors être broyé. Les étapes de broyage et de disposition des copeaux sont actuellement exclues de la demande d'aide financière.

Demande d'aide financière

En contrepartie de l'aide financière, le Centre de valorisation du bois urbain s'engage à assurer la gestion clé-en-main de l'ensemble du bois de la Ville de Montréal actuellement entreposé au Complexe environnemental de St-Michel.

En résumé, la présente demande d'aide financière vise ainsi à valoriser :

1) 125 000 PMP brut (100 000 PMP net) de bois pour la Ville de Montréal;
2) 125 000 PMP brut (100 000 PMP net) de bois pour le CVBU;
3) 620 000 PMP brut (434 000 PMP net) de bois pour la pâte à papier.

Détails des dépenses couvertes par l'aide financière :

- Frais de transport du bois de sciage :
- Frais de sciage aux dimensions prescrites par la Ville;
- Frais de séchage du bois au séchoir à bois conventionnel;
- Frais d'entreposage des planches sciée et séchées jusqu'au 31 mai 2021;
- Frais de livraison au lieu d'entreposage à la Ville de Montréal;
- Frais de façonnage et triage des billes de bois (slashing);
- Frais de gestion de projet.

Contribution en matière première (nature)

La Ville de Montréal contribue également à la mission du Centre de valorisation du bois urbain en offrant 100,000 PMP à l'organisme. La valeur de cette contribution est évaluée à 24,000$, soit 100 000 PMP au taux de 0,24$/PMP.

Total de la demande d'aide financière est de 135 560$ (taxes incluses)

Note : Présentation détaillée de la demande d'aide financière pour la valorisation du bois de Montréal est disponible à l'annexe 1.

Coordonnées et personne-contact

Patrick Piché, Président
Centre de valorisation du bois urbain
1170, rue Goyer
Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V 3Z1
Tél : 450-283-0133
Cell : 514-808-6642
Courriel : admin@cvbu.ca

ANNEXE 1 – Présentation détaillée de la demande d'aide financière pour la valorisation du bois de Montréal

Présentation détaillée de la demande d'aide financière pour la valorisation du bois de Montréal

	Bois - MTL	Bois - CVBU	Bois de pâte	TOTAL
PMP - Brut	**125 000**	**125 000**	**620 000**	**870 000**
PMP - Net	**100 000**	**100 000**	**434 000**	**634 000**
Taux de valorisation	**80%**	**80%**	**70%**	
DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE				
Revenus				
Pâte à papier				
Revenus de la vente de pâte à papier	- $	- $	68 746 $	68 746 $
Total - Revenus	**- $**	**- $**	**68 746 $**	**68 746 $**
Dépenses				
Sciage				
Matières premières	- $	- $	- $	- $
Transport de billes	26 042 $	- $	- $	26 042 $
Sciage	50 000 $	- $	- $	50 000 $
Séchage	20 000 $	- $	- $	20 000 $
Transport de planches	9 000 $	- $	- $	9 000 $
Entreposage	7 000 $	- $	- $	7 000 $
Frais de gestion de projet	15 554 $	- $	- $	15 554 $
Total - Dépenses - Bois de sciage	**127 596 $**	**- $**	**- $**	**127 596 $**
Pâte à papier				
Coût de transformation / façonnage	- $	- $	33 500 $	33 500 $
Frais de gestion de projet	- $	- $	15 554 $	15 554 $
Frais divers et contingence	- $	- $	10 000 $	10 000 $
Total - Dépense - Bois de pâte à papier	**- $**	**- $**	**59 054 $**	**59 054 $**
Dépenses totales	**127 596 $**	**- $**	**59 054 $**	**186 650 $**
Sous-total				**117 904 $**
Taxes				17 656 $
Total de la demande d'aide financière				**135 560 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Mme Isabelle Cadrin, Directrice générale adjointe, Direction générale adjointe – Mobilité et attractivité, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DE VALORISATION DU BOIS URBAIN**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 1170, rue Goyer, Saint-Bruno-de-Montarville, Québec, J3V 3Z1, agissant et représentée par M. Patrick Piché, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 795029115 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1224287603 TQ001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme valorise le bois urbain afin d'en maximiser les retombées sociales, économiques et environnementales pour la communauté;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent dix-sept mille neuf cent quatre dollars (135 560,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en cinq versements :

- un premier versement au montant de trente-trois mille huit cent quatre-vingt-dix dollars (33 890,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de trente-trois mille huit cent quatre-vingt-dix dollars (33 890,00 $) lorsque les travaux de prise en charge seront terminés (sortie du bois visé par la demande du site de la Ville);

- un troisième versement au montant de seize mille neuf cent quarante-cinq dollars (16 945,00 $) lors de l'entrée du premier lot de bois de sciage au séchoir;

- un quatrième versement au montant de trente-trois mille huit cent quatre-vingt-dix dollars (33 890,00 $) à la suite des 50 000 premiers PMP de bois de sciage de la Ville au séchoir;

- et un cinquième versement au montant de seize mille neuf cent quarante-cinq dollars (16 945,00 $) à la livraison des 100 000 PMP de planches à la Ville.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mai 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1170, rue Goyer, Saint-Bruno-de-Montarville, Québec, J3V 3Z1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Isabelle Cadrin, Directrice générale adjointe, Direction générale adjointe – Mobilité et attractivité

Le 7e jour de Août 2020

Centre de valorisation du bois urbain

Par : _____
Patrick Piché, Président – Centre de valorisation du bois urbain

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le 2e jour de septembre 2020 (Résolution CE.....).

ANNEXE 1

PROJET

Voir la demande de contribution financière de l'Organisme intitulée «Valorisation du bois de la Ville de Montréal 2020 – Demande d'aide financière». Document de dix (10) pages.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Protocole de visibilité

L'organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec.

En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet à la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

- Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.**

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :

- Inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;

- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;

- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.

Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

-
  - Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec disponibles sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques
- Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.

De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

- À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par la Ville. À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement

  Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

- Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.
- Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.
-

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles ci-dessus, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

- tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);

- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;

- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville, veuillez adresser votre demande par courriel à : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208895002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un soutien financier de 135 560,00 $ taxes incluses au Centre de valorisation du bois urbain pour la transformation et la valorisation d'environ 16 000 billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en 200 000 PMP de planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie et en 434 000 PMP pour la pâte à papier. / Approuver une projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1208895002_GP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

François FABIEN
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1207796012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CE20 0393 et accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 et de l'événement « TAG », pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé:
1 - d'abroger la résolution CE20 0393;

2 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 et de l'événement « TAG », pour l'année 2020;

3 - d'approuver un projet de convention à cet effet.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-24 11:48

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796012**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CE20 0393 et accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 et de l'événement « TAG », pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) est un partenaire de longue date de la Ville de Montréal. Regroupant plus de 5 000 établissements commerciaux, il représente près de 70 % de l'activité économique liée au commerce de détail du Québec. En plus de représenter son secteur auprès des instances politiques, l'organisme organise annuellement deux colloques où les détaillants, les analystes et les preneurs de décision partagent des informations de pointe sur les pratiques d'affaires en commerce de détail.
Le 3 juillet 2020, le Service de développement économique (SDÉ) a reçu du CQCD une demande de contribution financière de 55 000$ pour le soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, ainsi que pour l'événement TAG qui aura lieu les 7 et 8 octobre prochains. Il est à noter que le comité exécutif a approuvé une contribution de 55 000 $ au CQCD en mars dernier, mais que la convention de contribution financière qui avait été approuvée est maintenant échue. Le présent dossier décisionnel vise donc à approuver un projet de convention, remplaçant la précédente, qui avait été approuvée par le biais de la résolution CE20 0393.
Il est à noter qu'aucun versement de contribution financière n'a été émis dans le cadre de la convention initiale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0393 - 18 mars 2020 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue de deux événements « Hop! Le Sommet du commerce de détail » et «eCommerce-Québec», pour l'année 2020
CE19 0404 - 13 mars 2019 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 30 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue de deux événements « Hop! Le Sommet du commerce de détail » et «eCommerce-Québec», pour l'année 2019

CE18 1606 - 3 octobre 2018 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 10 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue du colloque e-Commerce-Québec qui se tiendra les 4 et 5 octobre 2018 au Palais des congrès de Montréal

CE18 0464 - 21 mars 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 20 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) afin d'appuyer la tenue de l'événement «

Hop! Le Sommet du commerce de détail » du 20 au 21 mars 2018.

CE17 0547 - 12 avril 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 25 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) afin d'appuyer la tenue des événements « Hop! Le sommet du commerce de détail » et « eCommerce-Québec » pour l'année 2017.

CE16 1628 - 12 octobre 2016 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Le Conseil québécois du commerce de détails (CQCD) pour l'organisation de l'événement eCommerce-Québec, les 12 et le 13 octobre 2016, au Palais des congrès de Montréal.

DESCRIPTION

Le CQCD a présenté une demande de contribution financière visant à financer deux volets, ci-après détaillés :
1- Soutien au fonctionnement de l'organisme (30 000 $)
En mars dernier, devait se tenir l'événement Hop! Le sommet du commerce de détail. Cet événement qui devait rassembler 1 300 participants n'a pu avoir lieu en raison du décret du gouvernement du Québec interdisant tout rassemblement intérieur de plus de 250 personnes. Plusieurs des frais engagés par l'organisme pour cet événement n'ont pu être remboursés: frais de gestion, coordination, logistique et diffusion. L'organisme a développé plusieurs initiatives pour accompagner les détaillants dans leur gestion de la crise, notamment en lien avec la fermeture des commerces, les ressources mises à leur disposition, les baux commerciaux, l'accès et la réouverture des commerces, etc. Plus de 50 webinaires publics et une dizaine de webinaires privés ont ainsi été développés entre le 20 mars et le 30 septembre 2020.

2- Contribution à l'événement TAG - Le commerce à l'ère du numérique (25 000 $)
Cet événement se tiendra pour une septième édition cette année, à l'automne 2020. Il s'agit d'un événement qui rassemblera virtuellement et physiquement des détaillants, ecommerçants et fournisseurs qui cherchent différentes solutions en matières de nouvelles technologies.

Un projet de convention de contribution financière est soumis dans le cadre de ce dossier décisionnel pour approbation et comprend certaines dépenses déjà engagées par l'organisme pour le volet 1.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du plan d'action en commerce, *Vivre Montréal* , la Ville de Montréal s'est donnée pour mandat de soutenir l'activité commerciale à l'échelle de l'agglomération montréalaise afin d'agir en tant que levier de croissance, de performance et d'innovation. La réalisation de ce mandat est soutenue, entre autres, par le principe de rassembler les acteurs économiques locaux afin d'accentuer le partage de l'information et la connaissance du marché et de déterminer les actions structurantes permettant d'améliorer la compétitivité des commerces. Considérant les transformations profondes auxquelles fait face le secteur du commerce de détail, les détaillants doivent adapter leurs pratiques et leurs modèles d'affaires, notamment à la transformation numérique.
Les activités développées par le CQCD permettent aux détaillants de s'informer des meilleures pratiques à mettre en place et des ressources disponibles pour les aider à traverser la crise de la COVID-19, en plus de présenter une occasion intéressante pour sensibiliser les petits détaillants montréalais à l'important potentiel d'affaires que représente le virage vers l'économie numérique et les nouvelles pratiques en matière de commerce de détail.

Le présent dossier décisionnel s'insère dans l'axe 1 du plan d'action en commerce *Vivre Montréal* , qui vise la dynamisation des artères commerciales montréalaises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier décisionnel, il y a lieu d'autoriser une dépense maximale non récurrente de 55 000$. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (Entente 150 M$). Ces crédits ont déjà été engagés par le biais du sommaire décisionnel 1207796004 dans le cadre duquel une convention de contribution financière a été approuvée mais a été échue avant de verser la contribution financière à l'organisme.
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu que cette initiative contribue à la vitalité commerciale montréalaise, celle-ci vise donc à favoriser la qualité des milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets mis en place par le CQCD ont un impact concret sur les détaillants de l'agglomération montréalaise en leur exposant les nombreuses solutions disponibles

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact n'est anticipé en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution financière comporte des modalités relatives à la visibilité de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre de l'entente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-14

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-08-17

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Conseil québécois du commerce de détail,** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 300-630, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1E4, agissant et représentée par Céline Blanchet, présidente du conseil d'administration, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 103024857
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006199522

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme représente, promeut et valorise le secteur du commerce de détail au Québec et développe des moyens pour favoriser l'avancement de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description des Projets;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : les projets de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de cinquante-cinq mille dollars (55 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $), dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la Reddition de compte du projet *soutien au fonctionnement du Conseil québécois du Commerce de détail;*

- un troisième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $), dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la Reddition de compte du projet *TAG-Le commerce à l'ère numérique 2020*.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 300-630, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1E4, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon

Le .....e jour de ..... 20__

Conseil québécois du commerce de détail

Par : _____
Céline Blanchet

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution CE…….).

ANNEXE 1

PROJET

Conseil québécois du commerce de détail

Le 3 juillet 2020

Il me fait plaisir de vous transmettre notre proposition pour l'année 2020. Notre partenariat repose sur nos valeurs communes telles que la collaboration, l'authenticité et la simplicité.

PROPOSITION ANNUELLE DU CQCD – La ville de Montréal pour un montant total de 55 000$.

Volet 1 – soutien au fonctionnement du Conseil québécois du commerce de détail (30 000 $)

Les 17 et 18 mars 2020, devait se tenir l'événement Hop ! Le sommet du commerce de détail. Cet événement devait rassembler près de 1 300 participants (détaillants et fournisseurs) qui cherchent diverses solutions en matière de nouvelles technologies (numérique, technologique, développement des affaires, créativité, commerce de proximité, marketing, publicité, logistique, etc.).
En raison de la pandémie de la Covid-19, le gouvernement du Québec a interdit par décret le 13 mars 2020, tout rassemblement intérieur de plus de 250 personnes. De ce fait, l'événement Hop ! n'a pas pu se réaliser et a dû être annulé quelques jours avant sa tenue. Le CQCD avait à ce moment engagé de nombreux frais, dont une partie n'a pas pu être remboursée : frais de gestion, coordination, logistique, diffusion.

Le CQCD à développer plusieurs initiatives pour accompagner les détaillants dans leur gestion de la crise, notamment en lien avec la fermeture des commerces, les ressources mises à leur disposition, la question des baux commerciaux, l'accès et la réouverture des commerces, etc.

Cinquante (50) webinaires publics et une dizaine de webinaires privés**.**

Dates : Du 20 mars au 30 septembre 2020.

Sujets : Gestion, supervision, commerce électronique, virage numérique, gestion des RH, mesures sanitaires et protection, achat local, expérience client, approvisionnement et logistique, vente etc.

Coûts par webinaire :
Infographies =150$
Préparation et gestion = 525$

Soit 675 $ par webinaire

Salaire annuel moyen et autres dépenses = 78 000 $
Estimation de 3 jours travaillés par webinaire
Coûts estimés pour la diffusion, la préparation et la logistique = 5 mois
DG, équipe de direction et de coordination

En temps de crise, notre rôle est axé principalement au soutien du secteur via diverses représentations gouvernementales, programmes d'aides tel que le Virage numérique de la ville de Montréal et nos multiples webinaires offrant des solutions et outils pratiques pour les détaillants en temps de crise.

Reddition de compte : fournir un compte-rendu lié aux webinaires précisant notamment :

- Le nombre de participants;
- Le profil général des participants;
- Toute information permettant l'appréciation de l'événement.

Volet 2 - TAG–Le commerce à l'ère numérique 2020 (25 000 $)

La Ville de Montréal souhaite également être un partenaire privilégié de la 7e édition de l'événement TAG prévu à l'automne 2020. Cet événement rassemblera virtuellement des détaillants, ecommerçants et fournisseurs qui cherchent diverses solutions en matière de nouvelles technologies. Plus que jamais, le CQCD est en mode « solutions » et le programme proposé est spécifiquement développé à l'intention des détaillants et des ecommerçants.

/ Offrir la possibilité d'animer une conférence physique de 45 minutes;

  - Le sujet devra être validé par le CQCD. Les détails de la conférence (formulaire du conférencier à compléter) devront être acheminés au CQCD au plus tard deux (2) semaines avant l'événement (sans contenu de votre part, le CQCD ne pourra garantir une place dans la programmation);

/ 75 inscriptions afin de rassembler votre réseau (possibilité de bénéficier d'un accompagnement personnalisé).

Au-delà de l'événement **TAG,** nous souhaitons vous proposer de rayonner auprès des décideurs du commerce à travers :

- Participation à un comité du CQCD – RH, Technologique ou événements (composé de détaillants tel que SSENSE, Metro, BMR, Dynamite, etc.) qui pourraient avoir lieu au sein de vos bureaux avec un de vos experts comme conférencier
- Des **communications** auprès des membres du CQCD via nos publications
- Rédaction de trois (3-4) articles de blogue qui seront publiés sur le site web des événements et réseaux sociaux afin de montrer votre soutien au secteur du détail ;
- Trois (3) pages de publicité dans le magazine officiel du CQCD, Le détaillant.

- Diffusion de quatre (4) bannières publicitaires ou informatives dans l'infolettre Détail express;
- Possibilité de rédiger 2 articles de 350 mots sur un sujet approuvé par le CQCD dans le magazine Le détaillant;

Puisqu'il s'agit d'un partenariat à valeur ajoutée nous vous offrons aussi de façon complémentaire, les éléments suivants, d'une valeur additionnelle de $6 500 :

- 5 billets additionnels pour des représentants d'une valeur de $3 000
- Rabais de 25% sur billets additionnels

Reddition de compte : fournir un compte-rendu de l'événement TAG précisant notamment :

- Le nombre de participants;
- Le profil général des participants;
- Des données sur les participants qui ont bénéficié du partenariat avec la Ville de Montréal;
- Le nombre de conférences et de conférenciers;
- Les dépenses liées à l'événement;
- Les pièces justificatives des éléments de visibilité et des mentions de la Ville (photos ou documents) comme prévu au protocole de visibilité;
- Toute information permettant l'appréciation de l'événement.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Abroger la résolution CE20 0393 et accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en soutien à sa mission dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 et de l'événement « TAG », pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796012 - CQCD.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1208042003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de sous-bail par laquelle la Ville sous-loue de Boscoville, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 24 731 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021, en plus d'une option de prolongation additionnelle d'une année pour la période du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022. La dépense totale est de 242 830,35 $, incluant les taxes applicables. Bâtiment 8202.

1. d'approuver la convention de sous-bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue de Boscoville, des espaces situés au 10950 boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, pour une période d'un an, à compter du 8 novembre 2020, incluant une option de prolongation d'une année à compter du 8 novembre 2021, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant une dépense totale de 242 830,35$, incluant les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de sous-bail.
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

3. cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-09-01 20:40

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208042003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de sous-bail par laquelle la Ville sous-loue de Boscoville, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 24 731 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021, en plus d'une option de prolongation additionnelle d'une année pour la période du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022. La dépense totale est de 242 830,35 $, incluant les taxes applicables. Bâtiment 8202.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2013, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sous-loue de Boscoville des locaux (pavillons 7 et 9), situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, propriété de la Société Québécoise des Infrastructures (SQI). Différentes formations obligatoires y étaient offertes dans le cadre du maintien des compétences des policiers. Le sous-bail et son renouvellement de ce centre de formation ont été respectivement négociés de gré à gré et venaient initialement à échéance le 31 mars 2019.

Le 31 juillet 2017, le sous-bail avait été résilié pour le pavillon 9 et la Ville devait libérer ces lieux à la demande de Boscoville pour des besoins gouvernementaux. Le SPVM et le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont donc dû relocaliser une partie du centre de formation à diverses localisations, dont le centre Ernest Cormier.

En 2018, le pavillon 9 est redevenu vacant. Le SPVM a donc mandaté le SGPI pour négocier un sous-bail avec Boscoville afin d'assurer le maintien et le développement des compétences des policiers du SPVM, spécifiquement pour les groupes d'intervention et l'escouade canine. À ce moment là, la SQI avait autorisé Boscoville à procéder à une sous-location du pavillon 9 seulement pour un terme de 5 mois, sans option de prolongation, parce qu'un tiers, soit le ministère de la Santé et des Services sociaux, était potentiellement intéressé à louer ces locaux. Ce sous-bail s'était terminé le 7 novembre 2019. Mais contre toute attente, la SQI a autorisé Boscoville à procéder à une autre sous-location à la Ville du pavillon 9 pour un terme d'un an. Ce dernier se terminera le 7 novembre 2020.

Il s'avère nécessaire de souligner que la location du centre de formation Ernest Cormier a continué d'être utilisée par une division distincte du SPVM, soit la section en emploi de la

force de la division de la formation du SPVM.

Il est à souligner que Boscoville, anciennement connu sous le nom de Boscoville 2000 jusqu'au 17 mars 2016, est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de favoriser le développement et la participation sociale des jeunes de 0 à 30 ans. La Ville fut considérée comme un membre co-fondateur de Boscoville, eu égard au soutien des activités sportives, sociales et culturelles et il appert que la Ville a bénéficié, par conséquent, d'un tarif préférentiel pour la location du pavillon 9 du 1er avril 2013 au 31 juillet 2017.

Comme ces locaux sont toujours requis, le SPVM a demandé au SGPI de négocier un nouveau sous-bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0574- 19 décembre 2019- Approbation de la convention de sous-bail avec Boscoville pour une période d'un an, à compter du 8 novembre 2019.

DA198042004- 16 septembre 2019- Approbation de la convention de sous-bail avec Boscoville pour une période de 5 mois, à compter du 8 juin 2019.

CG16 0247- 21 avril 2016 - Approbation du renouvellement du sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019.

CG13 0397- 26 septembre 2013 - Approbation du sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans - du 1er avril 2013 au 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande la convention de sous-bail par laquelle la Ville sous-loue de Boscoville des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, d'une superficie de 24 731 pi², utilisés pour les besoins du SPVM, incluant 6 espaces extérieurs de stationnement réservés sans frais additionnels pour la Ville et l'utilisation du terrain. Le terme initial du sous-bail est d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021.
Le sous-bail comporte une option de prolongation d'une année, du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022, aux mêmes termes et conditions, sauf pour loyer qui sera augmenté de 3 %.

La dépense totale de loyer pour la durée du sous-bail est de 242 830,35 $, incluant les taxes.

Le SPVM accepte "tel quel" le pavillon 9, sans nécessiter des travaux d'aménagement de la part de Boscoville.

Le sous-bail a été négocié de gré à gré.

JUSTIFICATION

La formation continue des policiers du SPVM est à la fois obligatoire et essentielle pour assurer le maintien et le développement des compétences professionnelles. Ce sous-bail permettra au SPVM de poursuivre sa mission auprès de ses policiers spécifiquement pour l'entraînement des groupes d'intervention et de l'escouade canine.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉPENSES LOCATION

Superficie de 24 731 pc²	**Loyer brut pour la période du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021**
Loyer brut	211 202,74 $ (8,54$/pc)
TPS	10 560,14 $
TVQ	21 067,47 $
Loyer total	**242 830,35 $**
Ristourne TPS	(10 560,14)$
Ristourne TVQ	(10 533,73)$
Dépense nette pour le terme	221 736,48$

Le taux de location pour ce type de location incluant le terrain dans ce secteur, excluant les frais d'exploitation, oscille entre 8,00 $/pi² et 10,80 $/pi².
Le loyer annuel brut pour la durée du sous-bail 2020-2021 représente 8,54 $/pi², incluant les frais d'exploitation et l'utilisation d'un terrain en plus de 6 espaces extérieurs de stationnement ce qui représente une augmentation de 3% par rapport à l'année antérieure.
Advenant une prolongation du sous-bail à compter du 8 novembre 2021, le loyer annuel brut pour la durée du sous-bail 2021-2022 représenterait 8,80 $/pi², incluant les frais d'exploitation et l'utilisation d'un terrain en plus de 6 espaces extérieurs de stationnement.

Le loyer mensuel brut est de 17 600,22 $, plus les taxes applicables et est fixe pour la durée du sous-bail 2020-2021. Le loyer comprend les taxes foncières et les frais d'exploitation, à l'exclusion des frais d'entretien ménager, lesquels frais seront assumés directement par le SPVM, soit un montant mensuel approximatif de 500,00 $, plus les taxes applicables.

Le loyer est prévu au budget de fonctionnement du SGPI.

La dépense totale de loyer pour la durée du sous-bail 2020-2021, incluant les taxes applicables, est de 242 830,35 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La convention de sous-bail n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus d'approuver la convention de sous-bail, le SPVM devra trouver de nouveaux locaux pour les formations qui se donnent au pavillon 9.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue lors du conseil d'agglomération du 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal
Faycal RABIA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Simon L LALIBERTÉ, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 21 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 514-868-7835
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier en remplacement de Madame Nicole Rodier, chef de division, division des locations, pour la période du 8 au 30 août 2020.

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation, en remplacement de Madame Sophie Lalonde, Directrice de la gestion et la planification immobilière, pour la période du 31 août au 4 septembre inclusivement.
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2020-08-31

CONVENTION DE SOUS-BAIL POUR LE PAVILLON 9

ENTRE : **BOSCOVILLE,** personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, partie III, ayant son siège au 10 950, boulevard Perras à Montréal, province de Québec, H1C 1B3, agissant et représentée par monsieur Mohsen Romdhani, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution no CG06 0006.

Ci-après nommée le « **Sous-Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

En vertu d'une convention de bail datée du 22 juillet 2003 et renouvelée le 1er août 2018 jusqu'au 31 juillet 2023 (le « Bail principal »), le Locataire loue de la Société Québécoise des Infrastructures (SQI) (le « Locateur principal »), les Lieux loués décrits à l'article 2.

Le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite a*u Registre des entreprises non admissibles aux contrats public (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la Durée du Sous-bail incluant les termes prolongés,

Le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté conformément à *la Loi sur les cités et villes* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la Durée du Sous-bail incluant les termes prolongés; et

Le Locataire loue, par les présentes, au Sous-Locataire (pour les besoins du SPVM) qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Sous-bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locataire pour l'usage ou le bénéfice de tous les Sous-Locataires de l'Immeuble, y compris le Sous-Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Sous-bail** : le présent Sous-bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : les bâtiments dans lesquels sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locataire avec l'approbation préalable du Sous-Locataire, sauf mention contraire au Sous-bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locataire pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien et les réparations intérieurs et extérieurs de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locataire pour le compte des autres Sous-Locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres Sous-Locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.3.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Sous-Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locataire, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locataire ou le Sous-Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locataire à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Sous-Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés pendant la durée du Sous-bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locataire, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés dans le pavillon 9 (Centre sportif) identifié en jaune sur le plan joint à l'Annexe « A » des présentes et une partie du terrain situé sur le campus Boscoville au 10 950, boulevard Perras, à Montréal, province de

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

Québec, H1C 1B3 (ci-après les « Lieux loués »).

Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 248 884 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Pour fins de précision, le garage et la salle de chauffage sont exclus des Lieux loués ainsi que le terrain de soccer naturel qui n'est pas considéré loué en exclusivité au Sous-Locataire. Le Locataire pourra louer le terrain de soccer naturel les soirs et les fins de semaine pour tout usage sportif.

2.2 **Superficie des Lieux loués :** La Superficie des Lieux loués a été établie à 24 731 pieds carrés pour le pavillon 9.

2.3 **Stationnement** : Les Lieux loués comprennent également six (6) espaces de stationnement à l'extérieur de l'Édifice réservées et identifiées à l'usage exclusif du Sous-Locataire, le tout sans frais additionnels, tel que montré sur le plan joint comme « P.2 » au Sous-bail à l'Annexe A.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Sous-bail commencera le **huit (8) novembre deux mille vingt (2020) et se terminera le sept (7) novembre deux mille vingt-et-un (2021)** (ci-après la « Durée »).

Pendant la durée du Sous-bail, le Sous-Locataire pourra bénéficier d'une option de résiliation totale ou partielle en signifiant au Locataire un préavis écrit de trois (3) mois avant la date de résiliation, sans pénalité pour le Sous-Locataire.

Advenant que le Bail principal entre le Locateur principal et le Locataire soit résilié pour les Lieux loués, il est convenu entre les parties que le Locataire bénéficie d'une option de résiliation du présent Sous-bail en signifiant au Sous-Locataire un préavis écrit de trois (3) mois avant la date de résiliation.

3.2 **Renouvellement** : Le Locataire accorde au Sous-Locataire une (1) option de renouvellement du Sous-bail, pour une période **commençant le 8 novembre 2021 et se terminant le 7 novembre 2022**. Si le Sous-Locataire désire se prévaloir de

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

l'option de renouvellement, il donne un avis écrit au Locataire, de son intention de renouveler le Sous-bail au plus tard le **30 août 2021**. A la réception de cet avis, le Locataire aura trente (30) jours pour faire part de son acceptation ou de son refus de renouvellement du Sous-bail. Advenant l'accord des Parties, tous les termes et conditions énumérés au Sous-bail demeureront les mêmes en ce qui concerne cette option de renouvellement, sauf que l'option de renouvellement ne sera plus applicable et le loyer de base annuel payable par le Sous-Locataire sera **augmentée de 3%**, **totalisant un taux de 8,80$ le pied carré de la Superficie des Lieux loués pour la période commençant le 8 novembre 2021 et se terminant le 7 novembre 2022.**

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Sous-bail ne pourra être reconduit tacitement.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la Durée du Sous-bail, le loyer de base payable par le Sous-Locataire au Locataire sera payable par des versements mensuels, égaux et consécutifs de **dix-sept mille six cents dollars et vingt-deux cents (17 600,22$)**, plus les taxes applicables, soit un taux de **8,54$ de la Superficie des Lieux loués**. Ledit loyer de base est payable d'avance le premier jour ouvrable de chaque mois.

4.2 **Frais additionnel** : Le loyer inclut tous les Frais d'exploitation, à l'exclusion des frais d'entretien ménager.

ARTICLE 5
REMISE À LA FIN DU SOUS-BAIL

5.1 **Remise en état** : À l'échéance du Sous-bail, le Sous-Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. Le nettoyage des Lieux loués après le départ du Sous-Locataire sera fait par le Locataire, aux frais du Sous-Locataire.

De plus, le Locataire devra, sans frais, remettre au Sous-Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Sous-bail, toute la signalisation du Sous-Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Sous-Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

Tout bien appartenant au Sous-Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Sous-bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locataire et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Sous-Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Sous-Locataire** : Le Sous-Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locataire par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Sous-bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Sous-Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.
Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Sous-Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locataire, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Sous-Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Si le Sous-Locataire demande au Locataire d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locataire devra fournir au Sous-Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locataire s'engage à remettre au Sous-Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Sous-Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locataire.

Dans tous ces cas, le Locataire devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locataire pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locataire devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Sous-

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locataire, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Sous-bail ou payés comptant, au choix du Sous-Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à ses frais à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Sous-Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Sous-bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables. Il produira à ses frais, sur demande du Sous-Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Sous-bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locataire devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis ; et

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Sous-Locataire.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes en vigueur.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Sous-Locataire.

7.10 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.11 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Sous-Locataire.

7.12 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Sous-bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Sous-bail, que le Locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Sous-Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Sous-Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Sous-Locataire.

7.13 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.14 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé.

7.15 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.16 <u>Désignation de responsables et remise des clés</u> : fournir au Sous-Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locataire qui recevront les plaintes du Sous-Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locataire en vertu du Sous-bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locataire devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Sous-Locataire.

7.17 <u>Transformations</u> : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Sous-Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locataire devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Sous-Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.18 <u>Stationnement</u> : assurer au Sous-Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement.

ARTICLE 8
<u>OBLIGATIONS DU SOUS-LOCATAIRE</u>

Le Sous-Locataire s'engage à :

8.1 <u>Publication</u> : prendre à sa charge le coût de la publication du Sous-bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de Sous-bail seulement.

8.2 <u>Usage</u> : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de formation auprès des policiers du SPVM (groupes d'intervention et l'escouade canine). Le Sous-Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux loués et ceci ne constituera pas un changement de forme ou de destination des Lieux loués. Le Sous-Locataire aura accès aux Lieux loués, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

8.3 <u>Responsabilité et assurance</u> : tenir le Locataire indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locataire et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location,

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

sauf en cas de négligence du Locataire, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Sous-Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Sous-Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locataire, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locataire de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable, sous réserve des dispositions de l'article 22.3.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Sous-bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Sous-bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Sous-Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locataire s'engage à aviser par écrit le Sous-Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Sous-Locataire.

Le Locataire devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Sous-Locataire dans les Lieux loués.

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locataire devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Sous-Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Sous-Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Sous-bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locataire ne sera pas tenu de relocaliser le Sous-Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locataire pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locataire en avisera le Sous-Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Sous-Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Sous-bail prendra alors fin et le Sous-Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locataire devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Sous-Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locataire devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Sous-Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Sous-Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Sous-Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locataire décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Sous-bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATAIRE

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Sous-Locataire signifierait au Locataire un avis écrit

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Sous-bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Sous-Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Sous-Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Sous-Locataire pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Sous-Locataire, le Locataire devra assumer tous les frais engagés par le Sous-Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Sous-Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Sous-Locataire au Locataire en vertu du Sous-bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Sous-Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Sous-Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locataire. Le Locataire devra rembourser au Sous-Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locataire d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Sous-Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locataire en vertu du Sous-bail.

Toute réparation effectuée par le Sous-Locataire pour le compte du Locataire demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locataire d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locataire d'une telle déduction.

Le droit du Sous-Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **<u>Résiliation</u>** : Nonobstant ce qui précède, le Sous-Locataire aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locataire ou de retenir une partie du loyer, de mettre fin au Sous-bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par le Locataire en vertu du Sous-bail, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU SOUS-LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Sous-Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Sous-bail, et si le Sous-Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Sous-Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Sous-Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut, à moins que le Sous-Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Sous-Locataire pourra présenter au Locataire un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Locataire déclare qu'il n'y a pas d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Locataire s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Sous-Locataire. Le Locataire devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locataire fournira au Sous-Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 **Correctifs** : Le Locataire s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Sous-Locataire dans les meilleurs délais.

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

12.4 **Défaut** : Advenant le défaut du Locataire de respecter ses engagements, le Sous-Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Sous-bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locataire. De plus, le Sous-Locataire pourra réclamer du Locataire tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Sous-bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 **Renonciation** : Le fait que le Sous-Locataire ou le Locataire n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Sous-bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Sous-bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Sous-Locataire ou du Locataire ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Sous-bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Sous-bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Sous-bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 **Lois applicables** : Le Sous-bail est régi par les lois du Québec.

13.6 **Équipements de communication** : Sur demande du Sous-Locataire, le Locataire s'engage à mettre à la disposition de celui-ci, libre de tout Loyer de quelque nature que ce soit ou autres frais, un espace sur le toit de l'Édifice, afin de permettre au Sous-Locataire d'y installer, à n'importe quel temps au cours du Sous-bail, des

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

équipements de communication, comme par exemple: antenne parabolique, satellites, soucoupes, antenne mobile de réception et transmission possiblement montée sur une tour, systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sujet à la réglementation municipale ou gouvernementale.

Toutes les dépenses reliées à un tel équipement (incluant les coûts d'installation, d'entretien, de réparation, les coûts d'énergie et autres) seront assumés par le Sous-Locataire. De plus, le Sous-Locataire sera responsable d'obtenir à ses frais tout permis requis pour opérer un tel équipement.

13.7 **Cas de sinistre** : L'Immeuble du Locataire fait actuellement l'objet d'une entente avec l'arrondissement en cas de sinistre. À cet effet, advenant l'application de mesures d'urgence en cas de sinistre, les Lieux loués se trouvant dans le pavillon 9 (centre sportif) ne pourront être utilisés par le Sous-Locataire.

ARTICLE 14
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

14.1 **Règlement** : Le Sous-Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Sous-bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux loués et du stationnement
- Annexe B : Autorisation de la SQI

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Sous-bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Sous-bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

16.1 <u>Adresses</u> : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Sous-bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

► Pour le Locataire :

BOSCOVILLE
10 950, boulevard Perras
Montréal, Québec, H1C 1B3

► Pour le Sous-Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des transactions immobilières
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 <u>Modification</u> : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 <u>Avis</u> : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Sous-bail.

ARTICLE 17
<u>ENQUÊTE DE SÉCURITÉ</u>

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

17.1 **Pouvoir** : Le Locataire, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, pourraient, à la discrétion du Sous-Locataire, faire l'objet d'une enquête de sécurité en cours du Sous-bail. Le Locataire devra aviser le Sous-Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Sous-bail. Tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Locataire pourrait également faire l'objet d'une enquête de sécurité, à la demande du Sous-Locataire.

17.2 **Résiliation** : Si les obligations stipulées à l'article 17.1 ne sont pas respectées ou si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Sous-Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Sous-Locataire pourra résilier le Sous-bail en signifiant au Locataire un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locataire, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

17.3 **Accès** : Sur demande du Sous-Locataire, le Locataire devra fournir au Sous-Locataire une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Sous-Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de vérifications des antécédents. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Sous-Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Locataire devra maintenir cette liste à jour et aviser le Sous-Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

17.4 **Responsabilité** : Le Locataire sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Sous-Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Sous-Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Sous-Locataire.

ARTICLE 18
CONDITION SPÉCIALE

18.1 **Condition spéciale** : Le présent Sous-bail est conditionnel à l'approbation finale des instances décisionnelles du Sous-Locataire. La remise au Locataire d'un

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

exemplaire du présent Sous-bail dûment signé et paraphé par le représentant dûment autorisé du Sous-Locataire attestera que ladite approbation a été obtenue.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

LE LOCATAIRE : **BOSCOVILLE**

Le ____ jour du mois de _____ 2020

Par : _____
Mohsen Romdhani, directeur général

LE SOUS-LOCATAIRE : **VILLE DE MONTRÉAL**

Le ____ jour du mois de _____ 2020

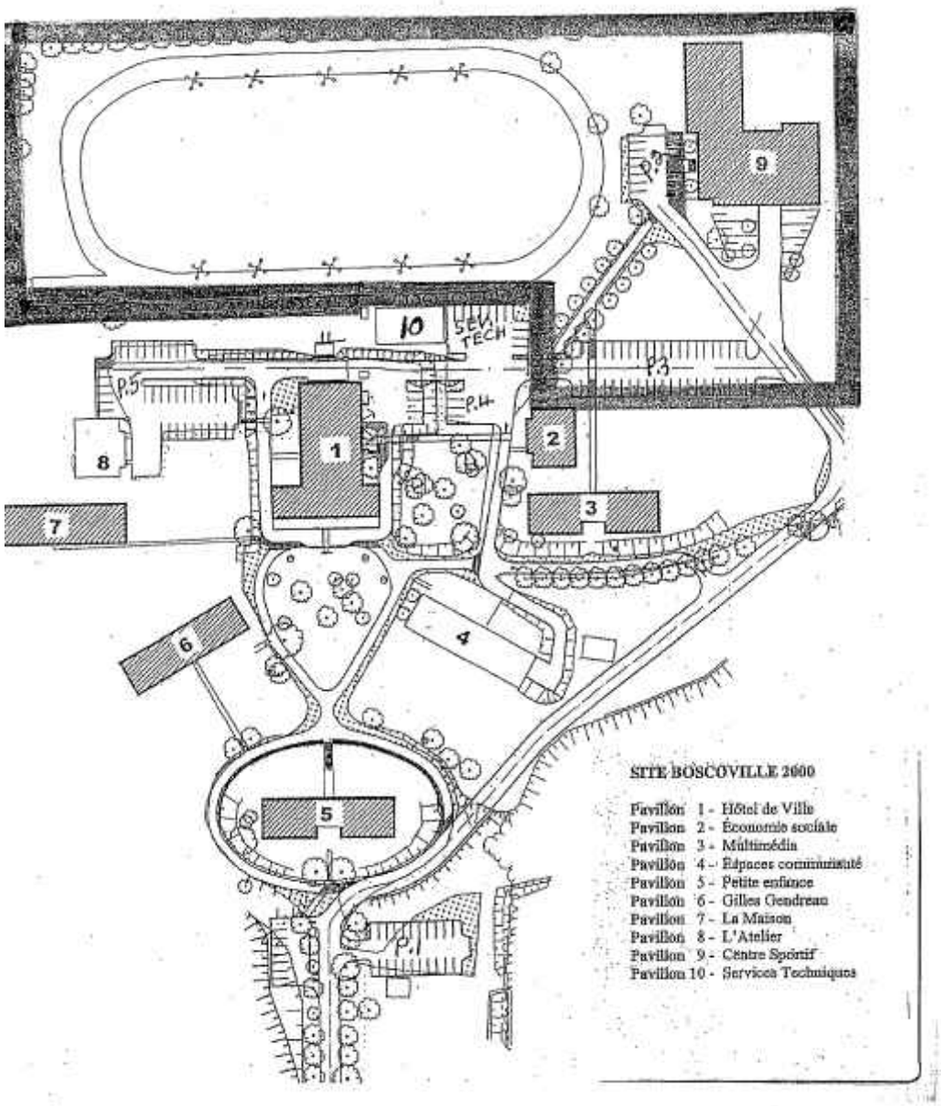
Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le présent Sous-bail a été approuvé par le Conseil d'agglomération le _____.
Résolution no _____.

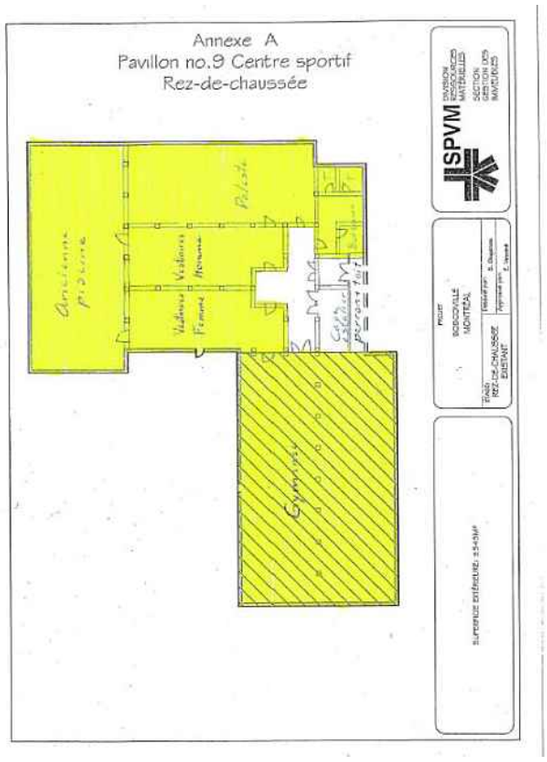
Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

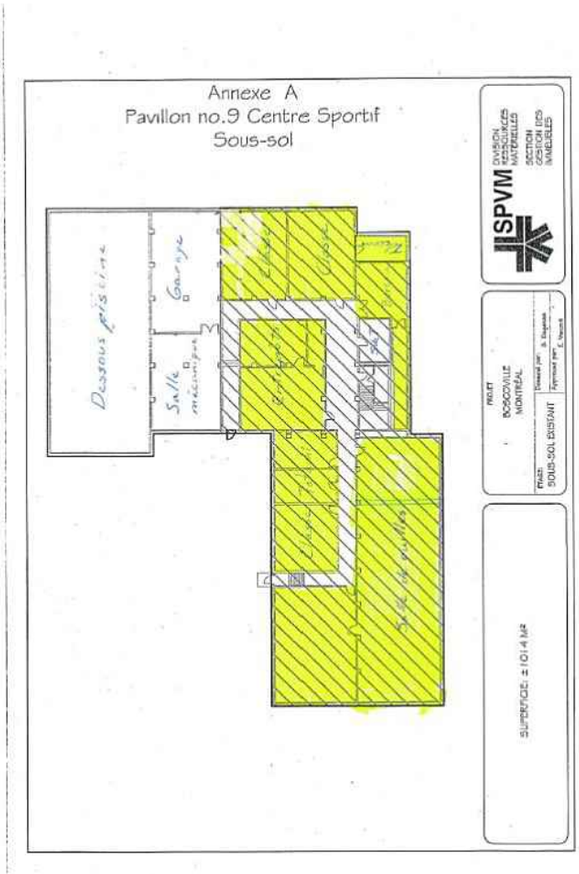
ANNEXE A : TERRAIN

CAMPUS BOSCOVILLE 2000



Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire





Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

ANNEXE « B » : AUTORISATION DE LA SQI

Guylaine Côté mer. 8 juill. 10 h 56 (il y a 2 jours) ☆
à Mohsen, moi

Bonjour,

J'ai validé avec le MSSS, et il n'y a pas de problème on peut prolonger l'entente pour 24 mois supplémentaires pour le sous-bail du pavillon # 9

J'espère le tout à votre satisfaction et recevez, mes salutations

Guylaine Côté, É.A.
Évaluateur agréé

Société québécoise des infrastructures
Direction de l'évaluation et des transactions immobilières
Édifice Hector-Fabre
525, boulevard René-Lévesque Est (6e étage)
Québec QC G1R 5S9
Téléphone : 418 646-1766, poste 8319
Cellulaire : 418 554-7086
guylaine.cote@sqi.gouv.qc.ca
www.sqi.gouv.qc.ca

Paraphes	
Locataire	Sous-Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208042003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la convention de sous-bail par laquelle la Ville sous-loue de Boscoville, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 24 731 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021, en plus d'une option de prolongation additionnelle d'une année pour la période du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022. La dépense totale est de 242 830,35 $, incluant les taxes applicables. Bâtiment 8202.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208042003 - 10950 Boul Perras.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-21

Jean-François DOYLE
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-7840
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1204565006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 9049-6365 Québec inc., pour une période de 6 ans et 1 mois, à compter du 9 novembre 2020 jusqu'au 8 décembre 2026, un espace à bureaux situé au 2260, avenue Bennett à Montréal, d'une superficie de 3 700 pi² pour la Section sécurité routière du Service de la planification opérationnelle du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 1 274 144,33 $, taxes incluses. Bâtiment 8719-001.

Il est recommandé :

1. d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 9049-6365 Québec inc., pour une période de 6 ans et 1 mois, à compter du 9 novembre 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 3 700 pi² situé au 2260 avenue Bennett à Montréal pour les besoins de la Sécurité routière du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 702 718,58 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la première convention de modification de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur 9049-6365 Québec inc., représentant un montant de 350 673,75 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 220 752,00 $, pour une dépense maximale de 571 425,75 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-09-09 18:41

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204565006**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 9049-6365 Québec inc., pour une période de 6 ans et 1 mois, à compter du 9 novembre 2020 jusqu'au 8 décembre 2026, un espace à bureaux situé au 2260, avenue Bennett à Montréal, d'une superficie de 3 700 pi² pour la Section sécurité routière du Service de la planification opérationnelle du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 1 274 144,33 $, taxes incluses. Bâtiment 8719-001.

CONTENU

CONTEXTE

La Section Sécurité routière du Service de la planification opérationnelle du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est divisée en 5 modules: Enquêtes collision, Coordination, Conseil, Évaluation de drogues et Radar. Elle est logée dans deux immeubles différents. Les modules Coordination, Évaluation de drogues et Radar occupent, depuis le 9 décembre 2017, un local d'une superficie de 6 440 pi² situé au 2260, avenue Bennett à Montréal, dont le bail vient à échéance le 8 décembre 2026. Quant aux modules Enquêtes collision et Conseil de la Sécurité routière, ils sont logés dans un immeuble appartenant à la Ville de Montréal au 4545, rue Hochelaga.
Un important refoulement d'égout est survenu le 31 juillet 2020 au 4545, rue Hochelaga et a causé préjudice au fonctionnement des opérations policières. Le 4545, rue Hochelaga est un immeuble construit en 1963 où logent actuellement plusieurs départements du SPVM (Poste de quartier (PDQ) 23, Groupe tactique d'intervention (GTI), Patrouilles spécialisées, Sécurité routière, etc.). Suite au dégât d'eau, afin d'offrir un environnement sain aux policiers, il est nécessaire de relocaliser la Sécurité routière du SPVM. Le sous-sol de l'immeuble sert principalement de vestiaires pour les casiers et on y retrouve les douches pour les policiers qui travaillent dans cet immeuble. Cette zone ayant été affectée par le dégât d'eau, elle est maintenant hors d'usage pour une période indéterminée. Des analyses sont en cours au 4545, rue Hochelaga afin d'évaluer la situation et définir la portée des travaux à faire à court terme (décontamination et reconstruction). Il est notamment prévu de procéder à la décontamination du sous-sol lorsque le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) sera en mesure de relocaliser certaines fonctions policières.

Afin de solutionner le problème d'occupation au 4545, rue Hochelaga et faire les travaux de décontamination, le SGPI a rencontré le SPVM afin d'évaluer différents scénarios de relocalisation. Après quelques analyses, étant donné que la Ville loue déjà un local au rez-de

-chaussée de l'immeuble du 2260, avenue Bennett (suite 500) pour les modules Coordination, Évaluation de drogues et Radar de la Sécurité routière du SPVM, il a été convenu de déménager les deux autres modules de la Sécurité routière qui sont situés au 4545, rue Hochelaga vers le 2260, avenue Bennett dans un local adjacent.

Compte tenu que les problèmes d'infiltration d'eau du bâtiment ne seront pas réglés cette année et que des travaux importants de décontamination sont prévus dans le bâtiment, la relocalisation temporaire de la Sécurité routière dans une location supplémentaire s'avère une mesure transitoire essentielle. La relocalisation à Bennett est prévue pour le 9 novembre et sera pour une période d'environ 6 ans.

Ainsi, le SPVM a mandaté le SGPI pour procéder à location d'espaces additionnels. Le bail a été négocié de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0343 - 24 août 2017 - Approuver le bail du local situé au 2260, Bennett # 500 d'une superficie de 6 440 pieds carrés pour une période de 9 ans.
Décision - Approuver le bail temporaire du local situé au 2260 Bennett # 900 d'une superficie de 1 500 pieds carrés pour une période de 3 mois.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'augmenter la superficie locative sous bail pour la Sécurité routière du SPVM. Ainsi, il est recommandé d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue, du locateur 9049-6365 Québec inc., un espace à bureaux situé au 2260, avenue Bennett à Montréal, d'une superficie agrandie maximum de 3 700 pi², pour les besoins de la sécurité routière incluant 12 espaces de stationnement. Le terme de la première convention de modification de bail est de 6 ans et 1 mois, soit du 9 novembre 2020 au 8 décembre 2026. Le bail contient une option de résiliation sans frais applicable à compter du 8 décembre 2025.
Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour les travaux d'aménagement de l'agrandissement des locaux, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 350 673,75 $, auxquels s'ajoutent des incidences et des contingences pour totaliser 571 425,75 $, taxes incluses.

Le coût des travaux inclut principalement les aménagements requis pour les vestiaires et les bureaux des enquêteurs. Plus précisément, les travaux consistent à construire des blocs sanitaires dans les vestiaires, des cloisons pour les bureaux, agrandir la salle de repos, ajouter une salle d'archives, ajouter de l'éclairage, ajouter des prises électriques, téléphoniques et informatiques, ainsi que tous les travaux de sécurisation du local nécessaires à la sécurité des policiers (système d'alarme, contrôles d'accès, pellicules sur les fenêtres, etc.).

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'agrandissement du local situé au 2260, avenue Bennett afin d'y regrouper tous les modules relevant de la Sécurité routière dans le même immeuble. Cette relocalisation permettra au SPVM de poursuivre sa mission dans un environnement sécuritaire. Ce scénario s'avère le moins coûteux puisque les locaux actuels seront partagés avec tous les modules et que les aménagements existants seront conservés.
Le loyer de base proposé pour la superficie locative supplémentaire est de 11,75 $/pi². Le taux de location pour un espace à bureaux pour ce type d'immeuble dans ce secteur oscille entre 10 et 14 $/pi².

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

Superficie locative 3700 pi²	**Loyer annuel**	**Loyer total pour le terme de 6 ans et 1 mois**	**Électricité payable au fournisseur Coût total pour le terme**	**Entretien ménager payable au fournisseur Coût total pour le terme**	**Coût total pour le terme**
Loyer de base	11,75 $/pi²				
Frais d'exploitation	2,87 $/pi²				
Taxes foncières	3,38 $/pi²				
Loyer unitaire brut	18,00 $/pi²				
Loyer brut annuel	66 600,00 $				
Stationnement	6 120,00 $				
Loyer brut total annuel	**72 720,00 $**	**442 380,00 $**	**84 406,25 $**	**84 406,25 $**	
TPS 5 % ($)	3 636,00 $	22 119,00 $	4 220,31 $	4 220,31 $	
TVQ 9,975 % ($)	7 253,82 $	44 127,41 $	8 419,52 $	8 419,52 $	
Loyer annuel total ($)	**83 609,82 $**	**508 626,41 $**	**97 046,09 $**	**97 046,09 $**	**702 718,58 $**
Ristourne TPS (100 %)	(3 636,00 $)	(22 119,00 $)	(4 220,31 $)	(4 220,31 $)	
Ristourne TVQ (50 %)	(3 626,91 $)	(22 063,70 $)	(4 209,76 $)	(4 209,76 $)	
Loyer net de taxes ($)	76 346,91 $	464 443,70 $	88 616,01 $	88 616,01 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le loyer de base est fixe pour la durée du terme.

La dépense totale de loyer pour le terme de 6 ans et 1 mois représente un montant de 702 718,58 $, incluant les taxes. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le coût du loyer sera assumé par le SGPI à même son enveloppe budgétaire 2020. Les sommes proviennent du budget de fonctionnement.

À compter de 2021 et les années suivantes, le loyer devra être priorisé au budget de fonctionnement du SGPI.

Coût des travaux d'aménagement

	2020
Coût des travaux d'aménagement clé en main	305 000,00 $
TPS (5 %)	15 250,00 $
TVQ (9,975 %)	30 423,75 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**350 673,75 $**

Contingences (+/- 15 %)	45 750,00 $
Contingences spécifiques (+/- 15%)	45 750,00 $
Incidences générales (+/- 10 %)	30 500,00 $
Incidences câblage téléphonique et informatique	15 000,00 $
Incidences mobilier premier	30 000,00 $
Incidences systèmes de sécurité	25 000,00 $
TPS (5 %)	6 562,50 $
TVQ (9,975 %)	13 092,19 $
	220 752,00 $
TOTAL	**571 425,75 $**
Ristourne TPS (100 %)	(24 850,00 $)
Ristourne TVQ (50 %)	(24 787,88 $)
Coût net des travaux	(521 787,88 $)

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 571 425,75 $.

Les sommes requises pour les travaux d'aménagement sont disponibles au PTI 2020-2023 du SGPI.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'obtention de la certification BOMA BEST a été suggérée au locateur. Le bail prévoit que le locateur doit respecter les directives 01,04 et 05 du plan stratégique de développement durable du locataire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La location supplémentaire au 2260, avenue Bennett permettra de relocaliser les modules Enquêtes collision et Conseil de la Sécurité routière actuellement localisés au 4545, rue Hochelaga afin de procéder à la décontamination du bâtiment.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle de la COVID-19 n'a aucun impact sur le projet de bail. Cependant, advenant un nouveau confinement du secteur de la construction, les travaux pourraient être retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 24 septembre 2020.
La prise de possession des locaux additionnels est prévue après la réalisation des travaux d'aménagement, soit le 9 novembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Daniel FARIAS, Service de police de Montréal

Lecture :

Daniel FARIAS, 31 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-02

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-09-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-09-09

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 3 700 Pour la période du 9 novembre 2020 au 8 décembre 2026	Loyer annuel Année 1	Loyer annuel Année 2	Loyer annuel Année 3	Loyer annuel Année 4	Loyer annuel Année 5	Loyer annuel Année 6	Loyer annuel Mois 1
Loyer de base $/pi²	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75
Frais d'exploitation $/pi²	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87	2,87
Taxes foncières $/pi²	3,38	3,38	3,38	3,38	3,38	3,38	3,38
Loyer au pi²	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00
Loyer annuel en $	66 600,00 $	66 600,00 $	66 600,00 $	66 600,00 $	66 600,00 $	66 600,00 $	5 550,00 $
Stationnement 6 cases à 85$/mois	6 120,00 $	6 120,00 $	6 120,00 $	6 120,00 $	6 120,00 $	6 120,00 $	510,00 $
Loyer total avant taxes	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	6 060,00 $

Loyer pour la période du:	09/11/2020 au 31/12/2020 (1 mois 3/4)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois) 510,00 $	01/01/2026 au 8/12/2026 (11 mois 1/4)		
Loyer total avant taxes	10 605,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	72 720,00 $	68 175,00 $		**442 380,00 $**
TPS	530,25 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 408,75 $		22 119,00 $
TVQ	1 057,85 $	7 253,82 $	7 253,82 $	7 253,82 $	7 253,82 $	7 253,82 $	6 800,46 $		44 127,41 $
Total	**12 193,10 $**	**83 609,82 $**	**83 609,82 $**	**83 609,82 $**	**83 609,82 $**	**83 609,82 $**	**78 384,21 $**	**=**	**508 626,41 $**
Ristourne de TPS (100%)	530,25 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 636,00 $	3 408,75 $		22 119,00 $
Ristourne TVQ (50%)	528,92 $	3 626,91 $	3 626,91 $	3 626,91 $	3 626,91 $	3 626,91 $	3 400,23 $		22 063,70 $
Loyer net	11 133,92 $	76 346,91 $	76 346,91 $	76 346,91 $	76 346,91 $	76 346,91 $	71 575,23 $		464 443,70 $

Superficie locative en pi² : 3 700,00	09/11/2020 au 31/12/2020 (1 mois 3/4)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 8/12/2026 (11 mois 1/4)	
Énergie $/pi²	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	
Dépense au pi²	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	
Énergie totale avant taxes	2 023,44 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 007,81 $	84 406,25 $
TPS	101,17 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	650,39 $	4 220,31 $
TVQ	201,84 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 297,53 $	8 419,52 $
Total	**2 326,45 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**14 955,73 $**	**97 046,09 $**
Ristourne de TPS (100%)	101,17 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	650,39 $	4 220,31 $
Ristourne TVQ (50%)	100,92 $	692,02 $	692,02 $	692,02 $	692,02 $	692,02 $	648,76 $	4 209,76 $
Énergie net	2 124,36 $	14 567,02 $	14 567,02 $	14 567,02 $	14 567,02 $	14 567,02 $	13 656,58 $	88 616,01 $

Superficie locative en pi² : 3 700,00	09/11/2020 au 31/12/2020 (1 mois 3/4)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/12/2024 (12 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 8/12/2026 (11 mois 1/4)	
Entretien ménager $/pi²	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	
Dépense au pi²	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	
Énergie totale avant taxes	2 023,44 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 875,00 $	13 007,81 $	84 406,25 $
TPS	101,17 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	650,39 $	4 220,31 $
TVQ	201,84 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 384,03 $	1 297,53 $	8 419,52 $
Total	**2 326,45 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**15 952,78 $**	**14 955,73 $**	**97 046,09 $**
Ristourne de TPS (100%)	101,17 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	693,75 $	650,39 $	4 220,31 $
Ristourne TVQ (50%)	100,92 $	692,02 $	692,02 $	692,02 $	692,02 $	692,02 $	648,76 $	4 209,76 $
Énergie net	2 124,36 $	14 567,02 $	14 567,02 $	14 567,02 $	14 567,02 $	14 567,02 $	13 656,58 $	88 616,01 $

Coût total incluant les taxes	702 718,58 $

PREMIERE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

9049-6365 QUÉBEC INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 2250, avenue Bennett, à Montréal, province de Québec, H1V 2T5, agissant et représentée par Madame Mylène Camirand, son président, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Locateur»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE le 24 août 2017, 9049-6365 Québec Inc. a signé avec la Ville de Montréal une convention de bail (ci-après appelée le «Bail»), concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 6 440 pi² de l'Édifice sis au 2260, avenue Bennett (suite 500), Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme de 9 ans commençant le 1er novembre 2017 et se terminant le 31 octobre 2026;

ATTENDU QUE le 5 décembre 2017, à la suite de l'Acceptation provisoire, le Locataire a confirmé par écrit au Bailleur la date de début du Bail, soit le 9 décembre 2017 ;

ATTENDU QUE le 31 août 2020, 9049-6365 Québec Inc. a signé avec la Ville de Montréal une convention de bail temporaire (ci-après appelée le «Bail temporaire»), concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 1 500 pi² de l'Édifice sis au 2260, avenue Bennett (suite 900), Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme de 3 mois commençant le 1er septembre 2020 et se terminant le 30 novembre 2020;

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entre autres choses, d'augmenter la superficie des Lieux Loués selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Lieux loués

Les Lieux loués agrandis sont les locaux de l'Édifice (suites 800 et 900), tel qu'identifié et représenté en rouge à l'annexe A de la présente convention de modification.

3 Superficie locative des Lieux loués

La Superficie locative augmentée des Lieux loués est fixée à trois mille sept cent (3 700 pi²) pieds carrés pour atteindre la nouvelle Superficie locative des Lieux loués de dix mille cent quarante (10 140 pi²) pieds carrés pour les fins de la présente convention de modification, telle que déclarée par le Locateur, et acceptée par le Locataire. La superficie locative des lieux loués sera mesurée par un expert au plus tard à 3 mois de la date de signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail.

4 Quote-part d'occupation

La nouvelle Superficie locative des Lieux loués équivaut à quinze virgule huit pour cent (15,8 %) de la superficie locative de l'Édifice.

5 Stationnement

Le Locateur fournira au Locataire douze (12) espaces de stationnement réservés et à l'usage exclusif du Locataire. Six (6) seront sans frais, sur le terrain extérieur de l'Édifice pour la durée de la présente convention de modification du bail et des renouvellements, le tout tel que décrit sur le plan joint à l'annexe C de la présente convention de modification. Six (6) espaces de stationnement seront réservés à l'usage exclusif du Locataire au tarif de quatre-vingt-cinq dollars (85 $) par mois pour un total de cinq cent dix dollars (510 $) par mois. Le prix sera ajusté annuellement selon le pourcentage d'augmentation des taxes foncières, avec un maximum d'augmentation de cinq pourcent (5%) par année.

6 Durée

La présente convention de modification est d'une durée maximale de six (6) ans et un (1) mois commençant à la dernière des dates suivantes : le 9 novembre 2020 ou le premier jour suivant l'acceptation provisoire des travaux et se terminant au plus tard le 8 décembre 2026.

7 Résiliation

Le Locataire pourra résilier la superficie locative augmentée, soit trois mille sept cent (3 700 pi²) pieds carrés, en tout temps à compter du 1er décembre 2025 pourvu qu'il ait préalablement remis un avis écrit au Locateur six (6) mois avant la date de résiliation.

8 Loyer de base

Le Loyer de base annuel pour la Superficie locative augmentée des Lieux loués est établi à onze virgule soixante-quinze dollars (11,75 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués pour la Durée de la présente convention de modification.

9 Travaux d'aménagement

Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus aux plans, sommaire des travaux et devis de performance fournis en Annexe B et approuvés par les deux

parties.

10 Fin des travaux d'aménagement

Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire préparée par un Expert et acceptée par le Locataire, au plus tard le 8 novembre 2020.

11 Période d'emménagement

L'article 5.5 est biffé.

12 Paiement des travaux d'aménagement

Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, lequel représente un montant forfaitaire maximum de trois cent cinq mille dollars (305 000 $), excluant les Taxes de vente, est payable au Locateur sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-dix pour cent (90 %) lors de l'acceptation provisoire des travaux et dix pour cent (10 %), lors de l'acceptation définitive des travaux.

13 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette convention de modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

POUR LE LOCATEUR :

Signée par le Locateur à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2020

Par _____
Mylène Camirand

POUR LE LOCATAIRE :

Signée par le Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____2020

Par _____
Yves Saindon

Cette convention a été approuvée le _____

Résolution no : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204565006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de 9049-6365 Québec inc., pour une période de 6 ans et 1 mois, à compter du 9 novembre 2020 jusqu'au 8 décembre 2026, un espace à bureaux situé au 2260, avenue Bennett à Montréal, d'une superficie de 3 700 pi² pour la Section sécurité routière du Service de la planification opérationnelle du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 1 274 144,33 $, taxes incluses. Bâtiment 8719-001.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204565006 - 2260 Ave Bennett-V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

Pierre-Luc Stében
Agent comptable analyste
514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-08

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0549

Division : Service des finances-Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1208694002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme ci-après désigné pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 36 mois pour le lot #1 et de 12 mois pour le lot #2, la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, avec deux options de prolongation de douze mois chacune, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18027;
2.

FIRME	LOT	MONTANT (taxes incluses)
Groupe de sécurité Garda SENC.	#1	5 688 828,71 $
Groupe de sécurité Garda SENC.	#2	633 023,56 $

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-19 09:26

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208694002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

CONTENU

CONTEXTE

Le chef-lieu de la cour municipale de Montréal, ses installations connexes (4 points de service) ainsi que les usines de filtration d'eau potable de la Direction de l'eau potable : Atwater et Charles-J.-Des Baillets sont considérés comme des bâtiments prioritaires, sensibles et stratégiques dans le portefeuille immobilier de la Ville. Ces bâtiments fournissant des services essentiels à la population, un service accru de sécurité incluant surveillance, contrôle d'accès et protection des employés et des usagers est primordial afin de prévenir tout acte de criminalité pouvant interrompre ou perturber leurs activités principales. De plus, la présence d'agents de sécurité en tout temps au chef-lieu de la cour municipale et dans les deux guérites des usines de filtration d'eau potable permet une réponse rapide en cas d'incidents pouvant avoir un impact grave sur les bâtiments et les personnes s'y trouvant.
Dans le cadre de l'appel d'offres public 20-18027, l'octroi d'un contrat par un système à deux enveloppes avec grille d'évaluation qualitative a été retenu. L'appel d'offres a été lancé en période de la COVID-19, (publication dans le SEAO le 20 avril 2020 par le Service de l'approvisionnement). La durée initiale de l'appel d'offres était du 20 avril au 14 mai 2020. Cependant, la durée de l'appel d'offres réelle fut du 20 avril au 21 mai 2020, ce qui laissa 30 jours aux soumissionnaires pour préparer leurs soumissions.

Des ajustements ont été effectués afin de prolonger la date d'inscription des visites des lieux et permettre ainsi une participation plus nombreuse des soumissionnaires (13 au 15 mai 2020).

Trois (3) addendas ont été émis :

No addenda	Date	Portée
1	28 avril 2020	Questions des fournisseurs, report de date de tombée, modifications mineures aux documents d'appel d'offres
2	8 mai 2020	Questions des fournisseurs
3	14 mai 2020	Questions des fournisseurs

Les soumissions reçues sont valides pour 240 jours, soit jusqu'au 15 janvier 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 190281 - Le 20 juin 2019 - Autoriser une dépense de 2 376 715,28 $, taxes incluses, à Groupe de sécurité Garda SENC. pour une prolongation de contrat d'une durée de 12 mois pour les services de gardiennage pour la période du 7 octobre 2019 au 6 octobre 2020, au chef-lieu de la cour municipale, à son comptoir de service et à ses 4 points de service ainsi qu'une partie des activités de gardiennage de 2 usines de production de l'eau potable, soit Atwater et Charles-J.-Des Baillets . Appel d'offres 17-15668
CG 170359 - Le 24 août 2017 **-** Accorder à Groupe de sécurité Garda SENC un contrat à taux horaire pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une durée maximale de 24 mois débutant le 7 octobre 2017 plus une année d'option, pour un nombre d'heures prévisionnelles de 158 184, pour une somme maximale estimée à 4 737 301,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15668 (3 soum., 1 seul conforme) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 822 394 $ à partir de 2018.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer un contrat comportant deux lots distincts à Groupe de sécurité Garda SENC, seul soumissionnaire conforme.
LOT 1

1. Le premier lot consiste à fournir un service de sécurité clé en main pour le chef-lieu de la cour municipale, sis au 775, rue Gosford, Ville-Marie, à son comptoir de service sis au 303, rue Notre-Dame Est, Ville-Marie, ainsi qu'à ses 4 points de service pour une période de 36 mois, avec une possibilité de deux prolongations d'une année chacune.

1. Point de Service de l'Est : 7275, rue Sherbrooke Est bureau 200, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
2. Point de Service de l'Ouest : 401, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire
3. Point de Service du Nord : 1405, avenue de l'Église, Saint-Laurent
4. Point de Service Sud : 7777, boulevard Newman, LaSalle

LOT 2

2. Le deuxième lot consiste à fournir un service de sécurité clé en main (guérites seulement), aux deux usines de filtration d'eau potable de la Direction de l'eau potable, Atwater, sis au 999, rue Dupuis, Verdun et Charles-J.-Des Baillets, sis au 8585, boulevard de La Vérendrye, LaSalle, pour une période de douze mois, avec une possibilité de deux prolongations de 12 mois chacune.

ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les deux lots ne présentent pas la même durée, car la Division de la sécurité prévoit un regroupement des unités semblables lors des prochains appels d'offres. Deux différents

contrats adjugés par appels d'offres fournissant un service de gardiennage au Service de l'eau viennent à échéance en 2021. Notre vision est alors de regrouper tous les différents contrats de gardiennage de ce service (trois actuels) en un seul afin de maximiser la performance de gestion contractuelle. Nous avons cependant, quand même inclus des périodes de prolongation au lot 2 permettant une certaine flexibilité au cas où des changements non prévisibles se produiraient d'ici 2021.

JUSTIFICATION

L'octroi de ce contrat de gardiennage est nécessaire afin d'assurer une sécurité en continu des bâtiments sensibles et stratégiques ainsi que le maintien des activités et opérations quotidiennes.

Lors de la parution de l'appel d'offres public, 4 agences de sécurité se sont procuré les documents nécessaires et les 4 ont déposé des soumissions, soit un total de 100 % des agences.

À la suite de l'évaluation effectuée avec la grille qualitative, G4S Solutions de Sécurité Ltée (64,8 %) ainsi que Production Sécurité inc. (40,2 %) n'ont pas atteint la note de passage de 70 %. Lors de l'analyse de leurs dossiers, ces deux soumissionnaires n'ont pas démontré qu'ils connaissaient et maîtrisaient la nature, les spécificités, les besoins et les enjeux du présent mandat. De plus, la démonstration de leurs qualifications et de leurs expériences de travail pour ce type de prestation de service, n'a pas été jugé satisfaisante, par conséquent la deuxième enveloppe n'a pas été ouverte. L'agence Neptune Security Services inc. n'a pu être évaluée, car elle n'a pas procédé à la visite obligatoire du chef-lieu de la cour municipale et des deux guérites des usines de filtration d'eau potable; sa soumission a donc été rejetée.

À la suite de l'évaluation par les membres du comité, le Groupe de sécurité de Garda SENC est le seul soumissionnaire conforme avec une note de passage de 88,7 %.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Groupe de sécurité Garda SENC	88,7 %	0,55	6 321 852,27 $	0,00 $	6 321 852,27 $
Estimation			5 610 780,00 $	0,00 $	5 610 780,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)					711 072,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					12,67 %

L'écart de 12,67% s'explique, en partie, par l'omission lors des calculs de l'estimation, de la contrainte exercée par la pandémie de la COVID-19 sur ce type de fournisseur.
En effet, les entreprises de gardiennage ont été très sollicitées lors de la pandémie, afin d'offrir un service de soutien aux entreprises pour permettre le respect des mesures sanitaires gouvernementales.
Cette croissance de la demande de service s'est donc traduit par une augmentation des coûts.

La note récoltée par le Groupe de sécurité Garda SENC démontre leur capacité de compréhension face aux enjeux et responsabilités de contrat de cette envergure.

Ce contrat inclut deux options de prolongation, soit deux périodes additionnelles de douze mois chacune. Les taux sont assujettis à l'augmentation annuelle régie par le Décret des agents de sécurité du gouvernement du Québec.

Le Groupe de sécurité Garda SENC ne fait pas partie :

1. de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec;
2. du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du SCT (Secrétariat du Conseil du trésor);
3. de la liste des entreprises déclarées non conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal;
4. de la liste des entreprises ayant un rendement jugé insatisfaisant.

Le Groupe de sécurité Garda SENC a remis avec sa soumission :

1. la preuve d'un certificat d'assurance de 3 000 000 $;
2. une attestation valide de l'Autorité des marchés financiers permettant de contracter avec un organisme public L'attestation AMP était valide jusqu'au 7 août 2020. Selon l'accusé de réception, la demande de renouvellement a été faite le 1er mai, plus que 90 jours avant la date d'échéance, ce qui leur permet de poursuivre les activités en lien avec des contrats publics.
L'accusé réception est en pièce jointe.

Ce dossier doit être référé à la Commission permanente sur l'examen des contrats selon les critères suivants :

1. Contrat de biens et service d'une valeur de plus de 2 M$, où il n'y a qu'une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce contrat débutant le 7 octobre 2020 se divise en deux (2) lots d'une dépense totale de 6 321 852,27 $.
Le lot #1, d'une durée de 36 mois, et le lot #2 d'une durée de 12 mois, comprennent deux options de prolongation de 12 mois chacune.

LOT 1- Montant total: 5 688 828,71 $ taxes incluses

Le premier lot est pour le chef-lieu de la cour municipale, son comptoir de service ainsi que ses 4 points de service et se divise comme suit en heures de gardiennage annuelles :

Officier cadre : 2080 heures
Agents de sécurité, chef-lieu : 37 920 heures
Agents de sécurité du comptoir du 303 Notre-Dame Est : 2340 heures
Agents de sécurité couvrant les 4 points de service : 15 600 heures
Banque d'heures prévisionnelles : 1 900 heures

Prolongation (estimation) pour le lot#1:
1ere prolongation:1 934 201,76 $
2e prolongation: 1 972 885,80 $

Pour un total annuel approximatif de 59 840 heures et un montant de 1 896 276,24 $ avec

taxes.

LOT 2- Montant total: 633 023,56 $ taxes incluses

Le deuxième lot est pour les deux guérites d'accès des usines de filtration d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, et se divise comme suit en heures de gardiennage annuelles :

1. Guérite de l'usine Atwater : 8 736 heures
2. Guérite de l'usine Charles-J.-Des Baillets : 8 736 heures
3. Banque d'heures prévisionnelles : 2 600 heures

Pour un total approximatif de 20 072 heures et un montant de 633 023,56 $ avec taxes.

Prolongation (estimation) pour le lot#2:
1ere prolongation: 645 684,03 $
2e prolongation: 658 597,71 $

Le taux horaire soumis est sujet aux augmentations annuelles se rapportant au Décret sur les agents de sécurité émis par le gouvernement du Québec.

Le coût total de cette dépense sera entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI. La dépense est 100 % assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi ou un refus d'octroyer ce contrat placerait le chef-lieu de la cour municipale ainsi que les 2 usines de filtration d'eau potable du Service de l'eau en non conformité avec les dispositions juridiques particulières, qui régissent divers volets de la sécurité, visant à protéger les occupants d'un bâtiment tel que: le *code national de prévention des incendies* , la *loi sur la santé et la sécurité du travail* et la *loi sur le bâtiment* . Pour mitiger cette situation, la Division de la sécurité devrait donner un contrat à une autre agence à un coût supérieur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le Groupe de sécurité Garda SENC possède un vaste bassin de main-d'oeuvre lui permettant d'assurer une continuité de ses activités malgré la pandémie. Lors du confinement au printemps 2020, les bâtiments de la Ville, où l'agence est sous contrat, n'ont subi aucune rupture de service dû à un problème de comblement de personnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au Comité exécutif : 2 septembre 2020.
Commission d'examen des contrats : 9 septembre 2020

Deuxième passage au Comité exécutif : 16 septembre 2020
Conseil municipal : 21 septembre 2020
Conseil d'agglomération : 24 septembre 2020

Début du contrat : 7 octobre 2020
Fin du contrat : 6 octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds; Service des Finances, Direction du conseil et du soutien financier (Pierre Lacoste); Validation du processus d'approvisionnement; Service de l'approvisionnement, Direction acquisition (Diana Goropceanu)

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karina BOIES
Officier- Gestion de contrat

Tél : 514 872-7386
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-28

Jordy REICHSON
Chef de division

Tél : 514 872-0047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louise BRADETTE
Directrice

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-8484
Approuvé le : 2020-08-18

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-08-19

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMF

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 12 mars 2018

GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC
A/S MONSIEUR PIERRE-HUBERT SÉGUIN
3030, BOUL LE CARREFOUR BUREAU 1002
LAVAL (QC) H7T 2P5

N° de décision . 2018-CPSM-1017476
N° de client : 3000250095

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AGENCE DE PLACEMENT HÉLÈNE ROY
- DEUX-RIVES SÉCURITÉ
- GARDA SECURITY GROUP G.P.
- INS-SIGN SIGNALISATION
- SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES
- SÉCURITÉ DEUX-RIVES
- SERVICE DE SÉCURITÉ TSM
- SERVICES DE GESTION TOTAL SECURITY
- SIGNALISATION INS-SIGN
- SIGNALISATION ROUTIÈRE DU QUÉBEC
- SUR APPEL
- TOTAL SECURITY MANAGEMENT SERVICES

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 août 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 1 mai 2020

GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC
3030, BOUL LE CARREFOUR
1002
LAVAL QC H7T 2P5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000250095
N° de demande :	2000024732
N° de confirmation de paiement :	013858

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208694002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Objet :	Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18027 Intervention.pdf
20-18027 pv.pdf
20-18027 Detcah SEAO _ Liste des commandes.pdf
20-18027 Résultat global comité 10 juin 2020.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 280-0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18027 — No du GDD : 1208694002

Titre de l'appel d'offres : Service d'agence de sécurité - Cour municipale et autres sites de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 14 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 21 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 10 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 14 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de réponses : 66,67

% de rejets : 75

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Neptune Security Services Inc	n'a pas participé à la visite obligatoire
G4S Solutions de Sécurité Ltée	pointage interimaire < 70%
Production Sécurité Inc.	pointage interimaire < 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 17 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe de Sécurité Garda SENC	2 529 299,80 $	√	

Information additionnelle

La raison invoquée pour le non-dépôt d'une soumission: la ville favorisera les entreprises de plus grande envergure pour la réalisation de ce mandat; pas de réponse de la part de l'autre preneur qui n'a pas soumissionné.

Préparé par : Diana Goropceanu — Le 30 - 7 - 2020

20-18027 - Service d'agence de sécurité - Cour municipale et autres sites de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
G4S Solutions de Sécurité Ltée	3,50	10,33	9,67	9,00	19,33	13,00	64,8			Non conforme
Groupe de Sécurité Garda SENC	4,33	13,67	13,33	13,00	27,67	16,67	88,7	2 529 299,80 $	0,55	1
Production Sécurité Inc.	1,33	0,01	6,67	7,33	10,83	14,00	40,2			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Diana Goropceanu**									

Comité	
Date	mercredi 10-06-2020
Heure	10 h 30
Lieu	via Google Meet
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18027
Numéro de référence : 1364340
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service d'agence de sécurité - Cour municipale et autres sites de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
G4S Solutions de Sécurité (Canada) Ltée 7889 St-Laurent #202 Montréal, QC, h2r1x1 NEQ : 1165400400	Monsieur Andrew Dufour Téléphone : 514 602-4459 Télécopieur :	**Commande : (1738361)** 2020-05-06 18 h 55 **Transmission :** 2020-05-06 18 h 55	3301426 - ADDENDA 1 2020-05-06 18 h 55 - Téléchargement 3309959 - ADDENDA 2 2020-05-08 17 h 25 - Courriel 3313576 - ADDENDA 3 2020-05-14 13 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe de sécurité Garda SENC 1390, rue Barré Montréal, QC, H3C 1N4 http://www.garda.com NEQ : 3368599133	Monsieur Gilbert Couture Téléphone : 514 281-2811 Télécopieur : 514 281-2860	**Commande : (1731369)** 2020-04-21 8 h 56 **Transmission :** 2020-04-21 8 h 56	3301426 - ADDENDA 1 2020-04-28 10 h 11 - Courriel 3309959 - ADDENDA 2 2020-05-08 17 h 25 - Courriel 3313576 - ADDENDA 3 2020-05-14 13 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
HOVIE CONSULTING INC. 2452 rue de montreal Montréal, QC, h3m1j3 NEQ : 1173637506	Madame Hortence Kamga Téléphone : 514 993-8321 Télécopieur :	**Commande : (1732529)** 2020-04-22 21 h 48 **Transmission :** 2020-04-22 21 h 48	3301426 - ADDENDA 1 2020-04-28 10 h 11 - Courriel 3309959 - ADDENDA 2 2020-05-08 17 h 25 - Courriel 3313576 - ADDENDA 3 2020-05-14 13 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neptune Security Services Inc 1250 Boul. Rene-levesque Ouest, Porte 2200 Montréal, QC, H3B4W8 http://www.neptune-security.com NEQ : 1168627108	Madame Helen Graham Téléphone : 855 445-8048 Télécopieur : 1866 608-0807	**Commande : (1732633)** 2020-04-23 8 h 47 **Transmission :** 2020-04-23 8 h 47	3301426 - ADDENDA 1 2020-04-28 10 h 11 - Courriel 3309959 - ADDENDA 2 2020-05-08 17 h 25 - Courriel 3313576 - ADDENDA 3 2020-05-14 13 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Production Sécurité 28 chemin de la Côte Saint-Louis Ouest, bureau 211	Monsieur Manel Mauvais Téléphone : 514 542-	**Commande : (1732478)** 2020-04-22 16 h 50	3301426 - ADDENDA 1 2020-04-28 10 h 11 - Courriel

	Blainville, QC, J7C 1B8 http://productionsecurite.ca NEQ : 1171083786	4241 Télécopieur : 438 800-2725	**Transmission :** 2020-04-22 16 h 50	3309959 - ADDENDA 2 2020-05-08 17 h 25 - Courriel 3313576 - ADDENDA 3 2020-05-14 13 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TRIMAX SÉCURITÉ INC. 1965 boul. Industriel, 200 Laval, QC, H7S 1P6 http://www.trimaxsecurite.com NEQ : 1165926511	Monsieur Éric Toussaint Téléphone : 450 934-5200 Télécopieur :	**Commande : (1736793)** 2020-05-04 12 h 22 **Transmission :** 2020-05-04 12 h 22	3301426 - ADDENDA 1 2020-05-04 12 h 22 - Téléchargement 3309959 - ADDENDA 2 2020-05-08 17 h 25 - Courriel 3313576 - ADDENDA 3 2020-05-14 13 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208694002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Objet :	Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208694002 - Garda.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

Co-auteur
Pierre Lacoste
Préposé au budget
514-872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-18

Jean-François DOYLE
Chef de section - conseil et soutien financiers

Tél : 514 872-7840

Division : Service des finances - Point de service HDV

Dossier # : 1208694002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Objet :	Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.



Rapport_CEC_SMCE208694002.pdf

Dossier # :1208694002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 24 septembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE208694002

Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

"Original signé"

Karine Boivin Roy
Présidente

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE208694002

Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

À sa séance du 2 septembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 9 septembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et répondre à toutes les questions des commissaires concernant ce contrat pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes à la cour municipale municipale et ses 4 points de service ainsi qu'aux usines de filtration d'eau potable d'Atwater et Charles-J.-Des Baillets.

Le Service a d'abord expliqué que les quatre entreprises s'étant procuré les documents d'appel d'offres ont déposé une soumission. Cependant, le système d'ouverture des soumissions à deux enveloppes a résulté en la conformité d'une seule soumission conforme puisque deux entreprises n'ont pas obtenu la note de passage et qu'une entreprise a été disqualifiée parce qu'elle avait omis de faire la visite obligatoire des lieux prévue au devis. En conclusion, le Service recommande néanmoins l'octroi malgré un écart défavorable de 12,67 % par rapport à l'estimé de contrôle.

Au terme de son examen, la Commission a statué sur la conformité de ce dossier, et ce, bien qu'elle déplore qu'une négociation n'ait pas été menée auprès de l'adjudicataire avant l'octroi comme le permet la Loi sur les cités et villes lorsqu'un appel d'offres résulte en une seule soumission conforme. En outre, la Commission a demandé à ce que le sommaire décisionnel fasse état des raisons pour lesquelles deux firmes n'ont pas obtenu la note de passage lors de l'analyse des soumissions.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE208694002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1208260003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire, la firme Recyclage Notre-Dame inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme pour chacun des six (6) lots, pour une période maximale de 24 mois, le contrat pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour la somme maximale 12 881 893 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18244 ;

Firme	Lots	Montant (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc.	lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6	12 881 893 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-18 15:31

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208260003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération. En vertu de ces articles, l'agglomération de Montréal octroie des contrats à des entreprises exploitant des sites de compostage ou de biométhanisation privés pour le traitement des résidus organiques qui sont collectés sur le territoire de l'agglomération d'ici à ce que la Ville puisse mettre en opération ses propres Centres de traitement des matières organiques (CTMO) par compostage (2021) et biométhanisation (2022). Ainsi, des contrats de traitements sont octroyés depuis 2008 pour des résidus verts (territoires de l'est de l'agglomération), depuis 2009 pour les résidus alimentaires (territoires de l'est de l'agglomération) et depuis 2011 pour les résidus organiques mélangés (territoires de l'ouest de l'agglomération).

Le contrat en vigueur pour le traitement des résidus alimentaires en provenance de l'est de l'agglomération de Montréal, octroyé pour une durée de 36 mois (1er janvier 2016 au 31 décembre 2018), prévoyait deux options de prolongation de douze (12) mois chacune. Celles-ci ont été exercées, menant la fin du contrat au 31 décembre 2020 (CM18 0487 **-** 20

septembre 2018).

Un processus de renouvellement de contrat a été entamé avec la mise en marché d'un appel d'offres, lancé le 8 juillet 2020 (A/O 20-18244). Les besoins planifiés pour ce contrat sont pour une période de 18 mois (1er janvier 2021 au 30 juin 2022) en raison de la mise en opération du Centre de traitement des matières organiques (CTMO) par biométhanisation qui sera situé dans la ville de Montréal-Est prévue le 1 juillet 2022. Le CTMO, propriété de la Ville de Montréal, traitera les résidus alimentaires des secteurs visés par le présent contrat. Toutefois, il est prévu au devis technique des documents d'appel d'offres que l'adjudicataire puisse, si besoin il y a, être appelé à maintenir les obligations du contrat pour une durée additionnelle pouvant aller jusqu'à six (6) mois (24 mois au total), afin de gérer les risques liés à toute situation de retard, d'imprévus ou de coordination des travaux pour la mise en service du CTMO. Les quantités prévisionnelles présentées au bordereau correspondent donc au maximum anticipé advenant que la durée additionnelle de six (6) mois soit requise, soit un total de 106 950 tonnes pour 24 mois. Au-delà de la période de 18 mois, le donneur d'ordre pourra mettre un terme au contrat à n'importe quel moment, après un préavis de trente (30) jours.

Les quantités prévues à ce contrat permettront de traiter les matières des secteurs actuellement desservis par le service de collecte des résidus alimentaires (voir tableau ci-dessous et carte en pièce jointe), et d'ajouter les quantités additionnelles pour les nouvelles implantations durant ces deux années, notamment les immeubles résidentiels comptant 9 logements et plus et certains ICI assimilables (industries, commerces et institutions).

Le marché de valorisation des résidus alimentaires a évolué de façon défavorable au cours des dernières années faisant en sorte d'augmenter les coûts de traitement unitaire (de 70 $ en 2015 à plus de 104 $ la tonne pour le présent appel d'offres). Ce contexte s'explique notamment par :

· Une augmentation importante de la demande pour ce genre de service en raison des vagues importantes d'implantation de la collecte des résidus organiques (alimentaires et/ou verts) dans la plupart des municipalités du Québec;
· Une stagnation de l'offre dans le secteur privé qui s'explique par l'annonce de plusieurs projets de développement d'infrastructures municipales spécialisées dans le traitement des matières organiques. Les infrastructures prévues à Montréal sont actuellement en développement.

Ce débalancement entre l'offre et la demande a été constaté lors d'un appel d'offres récent qui comprenait un lot pour le traitement par compostage des résidus organiques mélangés en provenance des territoires de l'ouest de l'agglomération (19-17972). Aucune soumission n'a été déposée lors de cet appel d'offres pour ce lot et ce, malgré sept (7) preneurs du cahier des charges. Le suivi effectué par le Service de l'approvisionnement auprès des preneurs du cahier des charges a démontré que les entrepreneurs n'ont pas souhaité soumissionner principalement par manque de capacité de traitement dans leurs infrastructures.

Dans ce contexte, la stratégie de sollicitation du marché préconisée par le Service de l'environnement pour le renouvellement des services de traitement par compostage et/ou biométhanisation des résidus alimentaires en provenance des territoires de l'est de l'agglomération de Montréal fut de subdiviser le gisement en six (6) lots distincts selon les territoires ci-dessous. Cette subdivision visait à la fois de permettre une répartition des quantités à traiter dans plusieurs sites de valorisation et d'ouvrir le marché à des soumissionnaires potentiels disposant de plus petites infrastructures.

Le tableau suivant présente le détail des lots, tel que présenté au bordereau de soumission

ainsi que les territoires concernés :

Lots	Territoires visés	Quantité en tonnes (24 mois)
1	Anjou, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Est, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	20 750
2	Ahuntsic-Cartierville, Montréal-Nord, Saint-Léonard	21 200
3	Rosemont–La-Petite-Patrie, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	27 000
4	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau-Mont-Royal, Outremont, Ville-Marie, Westmount	23 300
5	LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun	13 700
6	Ville de Montréal (conteneurs semi-enfouis)	1 000

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d'offres public N° 20-18244 a été lancé le 8 juillet 2020.
· L'appel d'offres a été annoncé dans le Journal de Montréal et publié dans le SEAO.
· L'ensemble des entrepreneurs œuvrant dans ce secteur ont été contactés par le Service de l'approvisionnement pour les informer de l'appel d'offres en cours.
· Les soumissionnaires ont eu 26 jours calendrier pour préparer leur dossier.
· Les soumissions ont été ouvertes le 4 août 2020.
· Les soumissions ont un délai de validité de cent-quatre-vingts (180) jours calendrier (cautionnement de soumission).
· Un (1) addenda a été produit dans ce dossier.
· Il y a eu sept (7) preneurs de cahier de charges dont un (1) a déposé une soumission jugée conforme pour chacun des six (6) lots.
· Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0487 - 20 septembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 471 639 $, taxes incluses, pour exercer les deux options de prolongation de 12 mois de 20 000 tonnes par année, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020, et pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour les années 2018, 2019 et 2020 du contrat de traitement par compostage des résidus alimentaires accordé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG15 0355), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 342 716 $ à 10 814 355 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 48 429,26 $ en 2019 et de 81 604,36 $ en 2020.
CG17 0421 - 28 septembre 2017 - Autoriser une dépense additionnelle de 753 316 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires pour l'année 2017 pour le traitement par compostage des résidus alimentaires, dans le cadre du contrat octroyé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG15 0355), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 589 400 $ à 5 342 716 $, taxes incluses.

CG15 0355 - 28 mai 2015 - Accorder un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage de 60 000 tonnes de résidus alimentaires pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 4 589 399,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14211 (1 soum.).

CG14 0514 - 27 novembre 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 828 906,57 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat octroyé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG11 0430) du 1er janvier au 31 décembre 2015, pour le traitement, par compostage, de 5 000

tonnes par année de résidus alimentaires et exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année, pour la même période, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 704 399,62 $ à 2 533 306,19 $, taxes incluses.

CG13 0074 - 21 mars 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 593 630,87 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année, dans le cadre du contrat octroyé à la firme Recyclage Notre-Dame inc. (CG11 0430) pour le traitement, par compostage, de 5 000 tonnes par année de résidus alimentaires, soit du 21 mars 2013 au 31 décembre 2014, et ce, conformément l'art. 2 des Spécifications Techniques des documents de l'appel d'offres public (soumission 11-11764), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 110 768,75 $ à 1 704 399,62 $.

CG11 0430 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage de 5 000 tonnes par année de résidus alimentaires, pour une durée de 36 mois, pour un montant total approximatif de 1 110 768,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11764 (1 soum.).

CG09 0292 - 27 août 2009 - Accorder à Recyclage Notre-Dame inc. un contrat de services pour valoriser par compostage 5 000 tonnes par année de résidus alimentaires provenant des collectes initiées sur le territoire de l'agglomération de Montréal (3 ans), au montant de 1 100 531,25 $, taxes incluses - 1 soum.

DESCRIPTION

Dans le secteur « Est » de l'agglomération, tous les territoires (villes et arrondissements) effectuent une collecte spécifique de résidus alimentaires. Le nouveau contrat pour le traitement de ces matières permettra de maintenir les services actuels de collecte, de poursuivre le déploiement des collectes tel que planifié dans le *Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025* (PDGMR) pour les immeubles de 9 logements et plus et les ICI assimilables et de répondre aux besoins de traitement des quantités collectées. Les quantités prévisionnelles totales pour la durée maximale du contrat (24 mois) sont de 106 950 tonnes. Ces prévisions ont été estimées à partir de l'évolution des quantités de résidus alimentaires traités au cours des dernières années et des prévisions de génération attribuable aux immeubles résidentiels comptant 9 logements ou plus et aux ICI assimilables qui seront implantés durant la période du contrat. Le contrat de traitement par compostage et/ou biométhanisation des résidus alimentaires prévoit :

· La réception et le chargement des résidus alimentaires livrés par les territoires au site de transbordement fourni par l'entrepreneur (Recyclage Notre-Dame inc. situé à Montréal-Est);
· Le transport vers les sites de traitement identifiés, dont certains en sous-traitance (Dépôt Rive-Nord, situé à Saint-Thomas-de-Joliette et la SÉMECS, situé à Varenne);
· Le compostage ou la biométhanisation des résidus alimentaire allant jusqu'à 106 950 tonnes pour 24 mois.

Les matières acceptées à la collecte des résidus alimentaires sont celles établies en vertu du Règlement sur les collectes (16-049) de la Ville de Montréal et du Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009). Les sacs certifiés «compostables» sont autorisés pour cette collecte dans les territoires de l'Est de l'Agglomération.

Le contrat s'étalera sur une période de 18 à 24 mois. Il n'y a pas lieu d'y intégrer des options de prolongation puisque la Ville disposera alors d'une infrastructure pour traiter les résidus alimentaires (CTMO-Montréal-Est). L'adjudicataire sera responsable d'assurer la

valorisation des matières organiques reçues de l'agglomération de Montréal et de gérer le compost produit.

JUSTIFICATION

Il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges et un (1) soumissionnaires au total (14%). Six (6) preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné (86%). L'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. est le seul soumissionnaire pour les six (6) lots. Sa soumission est admissible et conforme.
Le retour du Service de l'approvisionnement auprès des preneurs du cahier des charges qui n'ont pas proposé de soumissions démontre qu'ils ne l'ont pas fait pour les raisons suivantes : leur capacité de traitement puisque leur carnet de commande est déjà complet; un a précisé un manque de temps pour regarder l'appel d'offres malgré que cet appel d'offres a été sur le marché 26 jours.

Voici les résultats du processus d'appel d'offres et de comparaison avec l'estimation interne.

PRIX DES CONTRATS							
Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme							
Soumissions conformes (taxes incluses)	**Lot #1**	**Lot #2**	**Lot #3**	**Lot #4**	**Lot #5**	**Lot #6**	**Total**
Recyclage Notre-Dame inc.	2 499 292 $	2 553 494 $	3 252 091 $	2 806 434 $	1 650 135 $	120 448 $	**12 881 893 $**
Estimation des professionnels internes ($)	2 958 307 $	2 949 339 $	3 818 320 $	3 134 333 $	1 905 941 $	141 419 $	**14 907 659 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	2 499 292 $	2 553 494 $	3 252 091 $	2 806 434 $	1 650 135 $	120 448 $	**12 881 893 $**
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(459 015) $	(395 845) $	(566 229) $	(327 900) $	(255 806) $	(20 971) $	**(2 025 765) $**
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-15,52%	-13,42%	-14,83%	-10,46%	-13,42%	-14,83%	**-13,59%**

Estimation du professionnel

L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie en tenant compte de la moyenne des soumissions reçues lors du dernier appel d'offres public pour un mandat similaire (AO 20-18067, soumissions reçues le 5 mars 2020) et le

positionnement géographique des sites de livraison des principaux soumissionnaires potentiels. Compte tenu qu'un facteur d'ajustement est appliqué sur les prix soumis afin de prendre en compte les frais encourus par la Ville pour la livraison des matières, l'hypothèse de calcul utilisé impliquait une variation des prix soumis en fonction de l'éloignement de chacun des sites par rapport aux centroïdes identifiés dans les documents d'appel d'offres pour chacun de lots.

Regroupement des lots

Tel que décrit à l'article 3.2 du devis technique, "Dans le cas où un adjudicataire remporte plusieurs lots, la Ville se réserve le droit de regrouper ces lots pour les gérer, sur le plan administratif, en un seul et même contrat." C'est pourquoi, les lots sont regroupés en un seul contrat qui s'étalera sur une période maximale de 24 mois.

Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC):

Selon la Directive C-RM-DG-D-11-001 et la résolution CG11 0082, ce dossier décisionnel sera soumis à un examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC), prévu le mercredi 9 septembre 2020, puisqu'il s'agit d'un contrat de plus de 10 M$ et d'un contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.

Vérifications

Après vérifications, l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. a démontré qu'elle dispose de l'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) (en pièce jointe). L'entreprise ne se retrouve pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et elle ne se retrouve pas sur la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est pour une durée de 18 à 24 mois qui s'étale sur deux (2) années financières (2021, 2022). La somme requise s'élève à 12 881 893 $ toutes taxes incluses. Il n'y aura pas d'ajustement annuel de prix durant le contrat. Cette dépense sera répartie comme suit:

Montant des contrats - taxes incluses	**2021**	**2022**	**Total**
Résidus alimentaires	6 440 947 $	6 440 947 $	12 881 893 $

Pour plus de détails, voir la pièce jointe « Aspect financier ».

Ce nouveau contrat inclut un traitement annuel de 16 476 tonnes de plus que l'ancien contrat (15-14211). De plus, le nouveau coût unitaire est supérieur à l'ancien contrat de 50%, soit une hausse de 40,15$/tonne (taxes incluses).

Les coûts supplémentaires associés à ce contrat seront financés par un réaménagement budgétaire découlant notamment par la réduction du volume de déchets envoyés à l'enfouissement ainsi que par l'augmentation du montant de redevance à l'élimination redistribué par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (MELCC) à la Ville de Montréal considérant sa performance en terme de gestion environnementale des matières résiduelles.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, à la Division collecte, transport et élimination des matières résiduelles, au poste budgétaire services techniques. Elle sera assumée à 100 % par l'agglomération puisqu'elle concerne le traitement des matières organiques, une compétence relevant du conseil d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le traitement par compostage ou biométhanisation des résidus alimentaires contribue à l'objectif de recycler 60% de la matière organique putrescible résiduelle fixée par la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* et répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise.
Le traitement par compostage ou par biométhanisation des résidus alimentaires s'inscrit également dans les priorités énoncées afin d'atteindre l'objectif zéro déchet en 2030 dans le projet de PDGMR 2020-2025, soit de détourner les matières organiques de l'enfouissement.

La Ville s'est également inscrite dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

Composter ou biométhaniser les résidus alimentaires contribue également à réduire les gaz à effet de serre émis par la matière en décomposition dans les sites d'enfouissement produits et en limitant les risques de contamination des nappes phréatiques causés par les lixiviats. De plus, le compost est un amendement de sol de grande qualité qui a le potentiel de remplacer plusieurs amendements d'origine chimique, possiblement néfaste pour l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les matières organiques (résidus verts et résidus alimentaires) représentent environ 47 % des matières résiduelles à Montréal. Le potentiel de valorisation de ces matières doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte, le compostage et la biométhanisation des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

L'octroi du contrat de traitement des résidus alimentaires permettra la poursuite des services de collecte de résidus alimentaires pour le territoire de l'est de l'agglomération de Montréal ainsi que leur déploiement. Ne pas octroyer ce contrat mènerait à une cessation de service à partir du 1er janvier 2021 et par conséquent à un recul dans l'atteinte des objectifs environnementaux énoncés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les services de gestion des matières résiduelles sont, depuis le début de la pandémie associé à la COVID -19, considérés comme des activités prioritaires et services jugés essentiels :

· Services de collecte et d'élimination des déchets;
· Services de collecte et de tri des matières recyclables;
· Services de collecte et de traitement des matières dangereuses;
· Services de collecte et traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques;
· Services de collecte et traitement des déchets biomédicaux;
· Entreprises de gestion parasitaire (pour le contrôle des puces de lit, rats et souris notamment).

Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les

autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

Les entreprises spécialisées dans l'enfouissement des ordures ménagères ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'actions de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 2 septembre 2020
Commission d'examen des contrats : 9 septembre 2020
Comité exécutif : 16 septembre 2020
Conseil municipal : 21 septembre 2020
Conseil d'agglomération : 24 septembre 2020
Début du contrat : 1er janvier 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume DEVIN-DUCLOS
Conseiller en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-07

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - opérations gmr

Tél : 514-872-2236
Télécop. :

Tél : 514-258-0429
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-08-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-08-18

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 août 2019

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.
A/S MONSIEUR MAXIM SYLVESTRE
8155, RUE LARREY
ANJOU (QC) H1J 2L5

No de décision : 2019-DAMP-0698
N° de client : 2700018824

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

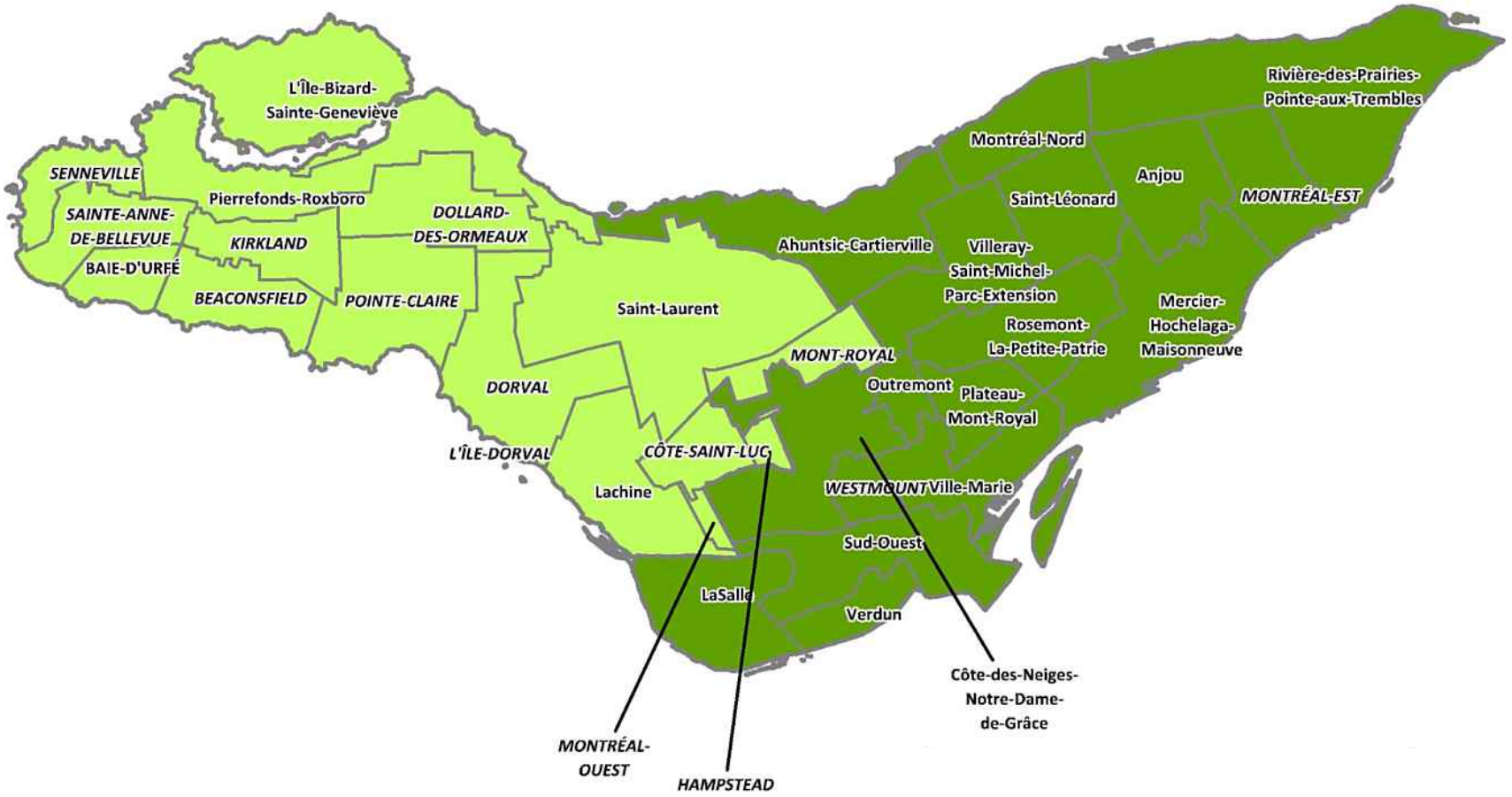
Service de l'environnement
Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures
Évaluation du coût de traitement pour les résidus alimentaires 2021 - 2022
GDD 1208260003

Territoires de l'agglomération	Période / année			2021	2022	Total
Recyclage Notre-Dame Inc.	**Résidus alimentaires / Tonnage prévisonnel**	**Tonnes**	Prix	53 475	53 475	106 950
	Lot 1	20 750	104.76 $	1 086 885 $	1 086 885 $	2 173 770 $
	Lot 2	21 200	104.76 $	1 110 456 $	1 110 456 $	2 220 912 $
	Lot 3	27 000	104.76 $	1 414 260 $	1 414 260 $	2 828 520 $
	Lot 4	23 300	104.76 $	1 220 454 $	1 220 454 $	2 440 908 $
	Lot 5	13 700	104.76 $	717 606 $	717 606 $	1 435 212 $
	Lot 6	1 000	104.76 $	52 380 $	52 380 $	104 760 $
	Total avant taxes			**5 602 041 $**	**5 602 041 $**	**11 204 082 $**
	TPS		5%	280 102 $	280 102 $	560 204 $
	TVQ		9.975%	558 804 $	558 804 $	1 117 607 $
	Total taxes incluses			**6 440 947 $**	**6 440 947 $**	**12 881 893 $**
	Total taxe nette			**5 881 443 $**	**5 881 443 $**	**11 762 886 $**

IMPUTATION et PROVENANCE : 1001.0010000.103161.04333.54503.014478

Montant des contrats - taxes incluses	2021	2022	Total
Résidus Alimentaires	6 440 947 $	6 440 947 $	12 881 893 $

DÉLIMITATION DES ZONES POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES ORGANIQUES



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208260003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

+ 20-18244_pv.pdf + 20-18244 _TCP (23).pdf + 20-18244 Liste des commandes.pdf

+ 20-18244 Nouvelle Appel D'offres 20200814.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-14

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18244 — No du GDD : 1208260003

Titre de l'appel d'offres : Traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus alimentaires – 18 à 24 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 7 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 4 - 8 - 2020

Ouverture faite le : 4 - 8 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 7 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 26 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 1 - 2021

Date d'échéance révisée : 31 - 1 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommandation de contrat pour les lots 1 à 6 vise la firme cochée √ et les lots indiqués.

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Lots
Recyclage Notre-Dame inc		√	1 à 6
Lot 1	2 499 292.06$		
Lot 2	2 553 493.57$		
Lot 3	3 252 090.87$		
Lot 4	2 806 433.97$		
Lot 5	1 650 135.00$		
Lot 6	120 447.81$		

Information additionnelle

Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Des preneurs des documents n'ont pas soumissionnés compte tenu de leur capacité leur carnet de commande est déjà complet, un autre a précisé un manque de temps pour regarder l'appel d'offres malgré que cet appel d'offres a été sur le marché 26 jours.

Préparé par : Daniel Léger

Le 14 - 8 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18244

Agent d'approvisionnement
Daniel Léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Territoires	Recyclage Notre-Dame inc	1,1	Récep, trans et valor	20750	t	1	104,76 $	2 173 770,00 $	2 499 292,06 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc)							**2 173 770,00 $**	**2 499 292,06 $**
LOT2	Territoires	Recyclage Notre-Dame inc	2,1	Récep, trans et valor	21200	t	1	104,76 $	2 220 912,00 $	2 553 493,57 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc)							**2 220 912,00 $**	**2 553 493,57 $**
LOT3	Territoires	Recyclage Notre-Dame inc	3,1	Récep, trans et valor	27000	t	1	104,76 $	2 828 520,00 $	3 252 090,87 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc)							**2 828 520,00 $**	**3 252 090,87 $**
LOT4	Territoires	Recyclage Notre-Dame inc	4,1	Récep, trans et valor	23300	t	1	104,76 $	2 440 908,00 $	2 806 433,97 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc)							**2 440 908,00 $**	**2 806 433,97 $**
LOT5	Territoires	Recyclage Notre-Dame inc	5,1	Récep, trans et valor	13700	t	1	104,76 $	1 435 212,00 $	1 650 135,00 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc)							**1 435 212,00 $**	**1 650 135,00 $**
LOT6	Territoires	Recyclage Notre-Dame inc	6,1	Récep, trans et valor	1000	t	1	104,76 $	104 760,00 $	120 447,81 $
		Total (Recyclage Notre-Dame inc)							**104 760,00 $**	**120 447,81 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18244
Numéro de référence : 1389107
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus alimentaires – 18 à 24 mois

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9147-9279 Québec inc. - Épursol 47 Albert-Ferland Chénéville, QC, J0V 1E0 http://www.epursol.ca	Monsieur Stéphane Maillé Téléphone : 819 428-1777 Télécopieur : 819 248-2345	**Commande : (1766772)** 2020-07-14 13 h 28 **Transmission :** 2020-07-14 13 h 28	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Complexe Enviro Connexions Ltée 3779, chemin des Quarante-Arpents Terrebonne, QC, J6V9T6 http://www.bficanada-quebec.com	Madame Sylvie Lesieur Téléphone : 450 434-2684 Télécopieur : 450 474-1871	**Commande : (1765589)** 2020-07-10 14 h 24 **Transmission :** 2020-07-10 14 h 24	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 855, Rue Pépin Sherbrooke, QC, J1L 2P8 http://www.englobecorp.com	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (1765112)** 2020-07-09 15 h 49 **Transmission :** 2020-07-09 15 h 49	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1766141)** 2020-07-13 13 h 34 **Transmission :** 2020-07-13 13 h 34	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Mironor C.P. 303 Lachute, QC, J8H 3X5	Monsieur Daniel Miron Téléphone : 450 562-5516 Télécopieur : 450 562-5358	**Commande : (1767327)** 2020-07-15 14 h 22 **Transmission :** 2020-07-15 14 h 22	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
recyclage notre-dame inc 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1765188)** 2020-07-10 5 h 51 **Transmission :** 2020-07-10 5 h 51	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Viridis environnement inc. 1611, rue de l'Industrie Beloeil, QC, J3G 4S5	Madame Anouk Lorion Téléphone : 450 813-4970	**Commande : (1770869)** 2020-07-28 12 h 04 **Transmission :**	3353719 - 20-18244 addenda 1 2020-07-28 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

http://www.viridis-env.com	Télécopieur : 450 813-4979	2020-07-28 12 h 04	électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208260003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1208260003_intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-17

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208260003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).



Rapport_CEC_SMCE208260003.pdf

Dossier # :1208260003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 24 septembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE208260003

Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).

"Original signé"	***"Original signé"***
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE208260003

Accorder un (1) contrat à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires, pour une période de 18 à 24 mois, pour une somme maximale de 12 881 893 $, taxes incluses - Appel d'offres public #20-18244 (1 soumissionnaire).

À sa séance du 2 septembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*
    - *L'adjudicataire en est à un troisième octroi pour un contrat récurrent.*

Le 9 septembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'environnement ont pu présenter les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et répondre à toutes les questions des commissaires concernant ce contrat pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 106 950 tonnes de résidus alimentaires pour une période de 18 à 24 mois pour 15 arrondissements et deux villes liées de l'Est de l'agglomération.

Le Service a d'abord expliqué que le contrat a été scindé en six lots pour pouvoir intéresser de plus petites firmes. Cependant, une seule entreprise parmi les sept s'étant procuré les documents de l'appel d'offres a déposé une soumission dans le cadre de cet appel d'offres d'une durée de 26 jours au cours desquels un seul addenda a été publié. En outre, le Service est d'avis que le contexte du marché de la gestion des matières résiduelles et du compostage en restructuration explique fort probablement la réception d'une seule soumission conforme, notamment en raison de l'augmentation de la demande et des mouvements d'acquisition entre les différentes firmes.

Aussi, la nouvelle stratégie de valorisation des matières du Ministère de l'environnement a pour effet d'accentuer la sollicitation du secteur. Au global, le Service se dit satisfait du prix obtenu, de 10% inférieur à l'estimé de contrôle au global.

Les commissaires comprennent qu'il s'agit d'un marché en restructuration qui se trouve fortement sollicité par les nouvelles mesures gouvernementales en ce qui a trait aux exigences relatives à la revalorisation des matières. Au terme de son examen, la Commission retient qu'une relance de l'appel d'offre pourrait résulter en l'absence de soumission ou en une augmentation des prix. En outre, la Commission a apprécié la carte détaillée du territoire.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*
    - *L'adjudicataire en est à un troisième octroi pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE208260003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2020/09/24
17:00

(2)

Dossier # : 1208693002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de 3 ans (du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023), avec deux options de renouvellement d'un an chacun - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - Contingences : 200 384,44 $ - Incidences : 200 384,44 $) - Appel d'offres public (461755) - (9 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 3 ans, les commandes pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales indiquées, conformément aux documents de l'appel d'offres public (461755);

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Teltech Télécommunication inc.	Travaux et équipements	2 003 844,42 $

2. d'autoriser une dépense de 200 384,44 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 200 384,44 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-20 14:52

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208693002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de 3 ans (du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023), avec deux options de renouvellement d'un an chacun - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - Contingences : 200 384,44 $ - Incidences : 200 384,44 $) - Appel d'offres public (461755) - (9 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
La Ville s'est dotée au cours des dernières années d'une nouvelle catégorie de mobilier urbain appelée «mobilier urbain numérique». Il est peut notamment être utilisé comme plateforme physique d'hébergement d'objets connectés (caméras, sonomètres, capteurs environnementaux, etc.). Ces objets connectés réfèrent au concept de l'internet des objets: un écosystème technologique permettant la captation, le transport, l'analyse et la valorisation des données des objets connectés. L'ensemble de ces objets à teneur technologique composent une infrastructure de base que la Ville souhaite développer afin d'offrir un contexte favorable à son bon développement (économique, social, etc.) et à son environnement (qualité de vie, santé, sécurité, tourisme, etc.).

Ce mobilier s'appuie sur le déploiement d'une infrastructure de télécommunications qui repose sur un réseau de fibres propriétaire. Ce réseau robuste permettra de relier les bâtiments de la Ville ainsi que les objets connectés sur le mobilier urbain numérique.

C'est dans ce contexte que le Service des TI, en collaboration avec le SUM, a lancé un appel d'offres public n° 461755 en date du 15 juin 2020, pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices. Cet appel d'offres a été publié sur le site de SÉAO ainsi que dans le Journal de Montréal.

Dans le cadre de cet appel d'offres, trois addenda ont été publiés :

No. addenda	Date	Portée	Précisions
1	29 juin 2020	Précisions suite à des questions techniques et administratives.	Clarification suite à une question portant sur l'exigence de la certification de garantie de 25 ans sur les câbles fibres. La Ville vise à mettre en place un réseau de fibre fiable, de haute qualité et qui doit être fonctionnel au moins 25 ans.
2	29 juin 2020	Modification apportée au Cahier des clauses administratives générales...Guide COVID-19 « Nouveaux événements liés à la COVID-19 ».	Addenda initié par le Service des TI pour informer les soumissionnaires de tenir compte des contraintes de la Covid-19 dans les soumissions.
3	29 juin 2020	Modification des documents techniques.	Addenda initié par le Service des TI afin d'apporter des précisions techniques sur les spécifications de deux câbles fibres listés dans le bordereau.

Un délai de vingt-huit jours (28) jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions. La réception et l'ouverture de l'unique soumission reçue ont été faites le 14 juillet 2020. La durée de validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Le sommaire 1202968025 présenté par le SUM, en lien avec le présent sommaire, vise quant à lui à présenter les résultats de l'appel offres public no 461751 «Fourniture et l'installation d'équipements de réseautique inter-intersections pour le raccordement des contrôleurs de feux de circulation au Centre de Gestion de la Mobilité Urbaine ». Ces équipements seront raccordés au CGMU par les fibres optiques ci-dessus mentionnées.

Le présent sommaire vise à accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., d'une durée de trois (3) ans, incluant deux options de renouvellement d'un an chaque, pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une dépense totale de 2 404 613,30$, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - contingences : 200 384,44 $ - incidences : 200 384,44 $).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0436 - 23 août 2018 - Accorder un contrat à Téléfil inc. pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour les feux de circulation et l'internet des objets.
CG16 0177 - 24 mars 2016 - Accorder trois contrats aux firmes Teltech Télécommunication Inc. et Télécon Inc., pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi.

DESCRIPTION

Les travaux décrits par le présent document portent sur le déploiement de fibres optiques permettant le raccordement de divers actifs municipaux sur le territoire de la Ville de

Montréal. Ces travaux sont à effectuer dans le réseau de la CSEM, dans les fûts de feux de circulation, dans les bâtiments et dans d'autres conduits souterrains. Cela comprend notamment :
Travaux de télécommunication :

- La fourniture de câbles et d'accessoires de fibres optiques;
- Le tirage de câbles de fibres optiques pour des réseaux d'accès;
- Les travaux nécessaires afin de fusionner les câbles de fibres optiques;
- L'identification du câblage et des équipements selon les spécifications normalisées de la Ville de Montréal;
- La fourniture de toutes les quincailleries autres que celles fournies par la Ville de Montréal pour les installations;
- Le maintien de la circulation, la signalisation temporaire et la gestion des impacts;
- La livraison en bon état de tous les équipements récupérés, incluant les câbles existants enlevés et non réutilisés à la Ville de Montréal, si requis;
- La prise de photos dans les puits d'accès pour la surveillance;
- L'installation et le raccordement du câblage et filerie pour réaliser les travaux incluant la remontée dans les fûts et le tirage de câbles dans les puits d'accès et les fûts;
- La réalisation de tous les essais et mises en service spécifiés par la Ville de Montréal;
- La production des plans annotés tels que construits (TQC) et autres documents contractuels (formulaires de détails, allocation de conduits CSEM, photos, traces et rapports OTDR, etc.).

D'autres types de travaux sont inclus dans le présent contrat; il s'agit notamment :

- Des relevés des lieux;
- Le transport des matériaux appartenant à la Ville;
- La fourniture des dessins d'ateliers et des manuels d'exploitation;
- Toutes les demandes d'autorisation ou de permis nécessaires à la réalisation des travaux;
- Tous les autres travaux montrés aux plans et/ou décrits au devis et non listés ci -dessus, mais requis pour une installation complète.

Ce mandat exclut la fourniture et l'installation d'équipements de réseautique inter-intersections pour le raccordement des contrôleurs de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) qui seront réalisés dans un projet piloté par le SUM (cf. sommaire 1202968025).

Les secteurs visés sont situés principalement dans trois (3) arrondissements, soient :

- Plateau Mont-Royal;
- Rosemont - Petite-Patrie ;
- Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.

Les réseaux d'accès visés couvrent approximativement les rues suivantes :

- Réseau 16-17 : rues Saint-Denis, Saint-Urbain et boulevard Saint-Laurent, entre les rues Bellechasse au nord, Saint-Urbain à l'ouest, Sherbrooke au sud et Mentana à l'est;

- Réseau 22 : rues Saint-Joseph, Mont-Royal et Rachel entre les rues Masson au nord, de Bordeaux à l'ouest, Gauthier au sud et 2e Avenue à l'est, et l'avenue Mont-Royal entre Saint-Hubert à l'ouest, la rue Rachel au sud et l'avenue Papineau à l'est (arrondissement Plateau Mont-Royal);
- Réseau 82 : rue Saint-Hubert, avenue Christophe-Colomb, entre les rues Liège et Crémazie Sud au nord, l'avenue Chateaubriand à l'ouest et le boulevard Rosemont au sud (arrondissement Rosemont – Petite-Patrie et Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension).

Contingences

Un montant supplémentaire de 10 % (incluant les taxes) est réservé pour la contingence lors de la réalisation des travaux. La contingence inclut les travaux additionnels dus aux imprévus sur le chantier (détour de chemin de câbles pour contourner un puits d'accès en restriction, déglacer les conduits en hiver pour passer les câbles, etc.).

Description des travaux	Contingence
Fourniture et installation de fibres optiques	200 384,44 $

Incidences

Des frais supplémentaires d'incidence estimés à 10 % (incluant les taxes) sont également à prévoir. L'incidence inclut les travaux connexes à la réalisation de ces projets tels que : remplacer les coffrets d'alimentation par les coffrets de branchements, modifier les plans suite aux changements de design ou contournement de chemin sur le terrain, installer les coffrets WiFi additionnels, les travaux civils réalisés par la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), les demandes de permis, les coûts électriques (demande de raccordement au réseau d'Hydro-Québec et prolongement de lignes électriques au besoin), l'installation des antennes par les techniciens de la Ville, le support en ingénierie, ou encore les travaux réalisés dans les édifices pour ajouter des conduits nécessaires au passage de la fibre.

Description des travaux	Incidence
Fourniture et installation de fibres optiques	200 384,44 $

JUSTIFICATION

Sur un total de 9 preneurs du cahier des charges, une seule firme a déposé une offre (11%), alors que 8 firmes (89%) n'ont pas déposé d'offres. Ces 8 firmes ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistements invoquées sont :

- une (1) firme déclare être une firme de télécommunication et non une compagnie de tirage de câbles;
- cinq (5) firmes ne font pas le tirage de câbles pour les clients;
- deux (2) firmes n'ont fourni aucune raison.

Présentation des résultats :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Teltech Télécommunication inc.	2 003 844,42 $		2 003 844,42 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 965 932,18 $		1 965 932,18 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			37 912,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			1,9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			0 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0%

L'écart entre la soumission la plus basse et la dernière estimation est faible. Ceci s'explique par le fait que la dernière estimation était basée sur les prix appliqués par le passé dans des travaux similaires. Dans l'évaluation de l'estimation, l'inflation et le facteur Covid-19 ont été considérés.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2M$.

Et répondant à la condition suivante :

- Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.

Après vérification, l'entreprise Teltech Télécommunication inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Teltech Télécommunication inc. a obtenu son accréditation le 11 avril 2018, et cette dernière demeure valide jusqu'au 29 septembre 2020. Une demande de renouvellement de son accréditation a été faite le 2 juillet 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale incluant les contingences et les incidences est de 2 404 613,30 $ $, taxes incluses (2 195 732,45 $ net de taxes) , et sera imputée au PTI 2020-2023 du Service des TI au projet 60006.01 - Ville intelligente et numérique et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG15-048 et de compétence locale 15-047.
Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 49,8 % pour 2020. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que

défini au Règlement sur les dépenses mixtes. Ce taux sera révisé annuellement.

Tableau de répartition des coûts :

Teltech Télécommunication inc.	2020	2021	2022	2023	Total
Dépenses travaux (incluant taxes)	100 000,00$	700 000,00 $	700 000,00 $	503 844,42 $	2 003 844,42 $
Contingences	50 096,11$	50 096,11$	50 096,11$	50 096,11$	200 384,44 $
Incidences	50 096,11$	50 096,11$	50 096,11$	50 096,11$	200 384,44 $
Total	200 192,22$	800 192,22 $	800 192,22 $	604 036,64 $	2 404 613,30 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en place d'un réseau principal de télécommunication permet d'assurer une gestion centralisée et une meilleure coordination des feux de circulation et autres équipements technologiques ayant pour potentielles conséquences :

- La réduction des arrêts fréquents aux feux de circulation et par conséquent une réduction d'émission des gaz à effet de serre;
- L'amélioration de la régularité des services du transport en commun;
- La diminution des débordements dans le réseau local; La diminution de la congestion liée aux incidents sur le réseau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le déploiement de ce réseau de télécommunication urbain permettra d'interagir en temps réel avec les contrôleurs de feux, les caméras d'observation et les panneaux d'affichage électroniques. De plus, il permettra de réaliser les projets menés conjointement avec la Société de transport de Montréal (IBUS) et le Service des incendies de Montréal (SIM) pour la préemption des véhicules d'urgence. Il permettra de relier les bâtiments de la Ville, les objets connectés et le WiFi public.

Ce nouveau réseau propriétaire de télécommunication permettra le raccordement de 138 feux de circulation de 3 arrondissements au CGMU. Ceci permettra de gérer à distance les feux de circulation et de donner l'opportunité à la Ville de déployer et d'opérer d'autres capteurs pour des besoins de mobilité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 2 septembre 2020;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 9 septembre 2020;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 16 septembre 2020;

- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 21 septembre 2020 ;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : le 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Carolina RODRIGUEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Aldo RIZZI, Direction générale
Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Fidel COTÉ-FILIATRAULT, Service des finances
Sylvain PROVOST, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jonathan HAMEL-NUNES, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sylvain PROVOST, 13 août 2020
Jonathan HAMEL-NUNES, 12 août 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel Joseph BELINGA
Conseiller en Analyse et Contrôle de Gestion

Tél : 438 -978-5877
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-11

Demis NUNES
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-887-9047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER

Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail	Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514-240-7784	**Tél :** 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-12	**Approuvé le :** 2020-08-20

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 11 avril 2018

TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS TESSIER
345, RUE MARION, BUR. D
REPENTIGNY (QC) J5Z 4W8

Nº de décision : 2018-CPSM-1024524
N° de client : 3000318442

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- TEL-TECH CONSTRUCTION
- TEL-TECH LOCALISATION
- TELTECH SIGNALISATION
- TEL-TECH SIGNALISATION
- TELTECH TELECOMMUNICATION
- TEL-TECH TÉLÉCOMMUNICATION
- TELTECH THERMOGRAPHIE

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). TELTECH TÉLÉCOMMUNICATION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 septembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Numéro de client : 3000318442

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Confirmation de transmission

Nous confirmons avoir reçu votre demande.

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l’accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

Nº client: 3000318442

Nº de demande: 2000027980

Date de création : 2 juillet 2020 11:05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208693002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de 3 ans (du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023), avec deux options de renouvellement d'un an chacun - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - Contingences : 200 384,44 $ - Incidences : 200 384,44 $) - Appel d'offres public (461755) - (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208693002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carolina RODRIGUEZ
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-14

François FABIEN
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.28

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1208693002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de 3 ans (du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023), avec deux options de renouvellement d'un an chacun - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - Contingences : 200 384,44 $ - Incidences : 200 384,44 $) - Appel d'offres public (461755) - (9 soumissionnaires).

Rapport_CEC_SMCE208693002.pdf

Dossier # :1208693002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 24 septembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE208693002

Accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de 3 ans (du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023), avec deux options de renouvellement d'un an chacun - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - Contingences : 200 384,44 $ - Incidences : 200384,44 $) - Appel d'offres public (461755) - (9 soumissionnaires).

"Original signé"

Karine Boivin Roy
Présidente

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE208693002

Accorder un contrat à la firme Teltech Télécommunication inc., pour la fourniture et l'installation de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices, pour une période de 3 ans (du 28 septembre 2020 au 28 septembre 2023), avec deux options de renouvellement d'un an chacun - Dépense totale de 2 404 613,30 $, taxes incluses (montant du contrat : 2 003 844,42 $ - Contingences : 200 384,44 $ - Incidences : 200 384,44 $) - Appel d'offres public (461755) - (9 soumissionnaires).

À sa séance du 2 septembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 9 septembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information et du Service de l'urbanisme et de la mobilité ont pu présenter les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et répondre à toutes les questions des commissaires au sujet de ce contrat visant la fourniture et l'installation de 50 kilomètres de fibres optiques pour le déploiement de réseaux d'accès multiservices.

Le Service a d'abord expliqué qu'une seule entreprise parmi les neuf s'étant procuré les documents de l'appel d'offres a déposé une soumission dans le cadre de cet appel d'offres d'une durée de 28 jours au cours desquels trois addendas ont été publiés. La plupart des firmes ont dit s'être désistées parce qu'elles entendent demeurer propriétaires des réseaux qu'elles bâtissent pour les exploiter et les offrir en location à leur clientèle respective. En outre, le Service explique que la multitude de chantiers en cours depuis les derniers mois peut également expliquer que certaines firmes se sont

désistées de ce contrat d'envergure. En effet, les commissaires ont pu apprendre qu'il est plutôt inhabituel de tirer 50 kilomètre de fibres optiques puisque les contrats visent habituellement le tirage d'un seul kilomètre. Le Service recommande néanmoins l'octroi du contrat au seul soumissionnaire conforme en raison de la proximité du prix avec l'estimation, réalisée à l'interne sur la base des résultats d'un appel d'offres similaire réalisé en 2018 majoré d'un taux de 2% annuel pour refléter l'inflation et de 8% pour refléter l'impact de la Covid-19. Aussi, ces travaux permettront de compléter le projet d'ensemble et d'en tirer tous les bénéfices escomptés.

Au terme de son examen, la Commission retient que tant l'état actuel du marché, que la nature et l'envergure de ce contrat expliquent la réception d'une seule soumission conforme. En outre, la Commission a apprécié les explications fournies en matière de développement durable

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information et du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE208693002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1207019005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000$ à Culture Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises créatives et culturelles visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000 $ à Culture Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises créatives et culturelles visant l'adaptation de leur modèle d'affaires;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-28 11:18

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207019005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000$ à Culture Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises créatives et culturelles visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La crise sanitaire et économique de la Covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. En effet, relativement à la crise, de nombreuses entreprises (privées et collectives) se retrouvent en grande difficulté, financière ou autre. Pour la plupart, elles doivent notamment composer avec une nouvelle dette ou une dette plus prononcée, en plus de faire face à une chute radicale de revenus ainsi qu'à une remise en question de leurs modèles d'affaires. Le plan de relance économique de la Ville "*Une impulsion pour la métropole : agir maintenant"* contient des objectifs généraux et des actions en lien direct avec ces enjeux.
Plus spécifiquement, la mesure 8 du plan de relance économique vise à répondre aux besoins des entrepreneurs, notamment en leur offrant du soutien, de la formation et de l'accompagnement personnalisé. Cette mesure a pour objectif principal d'aider les entrepreneurs montréalais à développer leurs compétences, à dresser un état des lieux de leur entreprise et/ou à obtenir un accompagnement spécialisé afin de mieux répondre aux enjeux révélés par la crise.

Cette mesure, intitulée "*Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation* ", comporte quatre (4) volets, chacun des volets ayant des objectifs spécifiques quant aux soutien des entreprises montréalaises. Le détail de la mesure 8 et des 4 volets qui la composent se trouve en pièce jointe de ce sommaire (voir le document *Description détaillée de la mesure 8*).

Ce sommaire décisionnel s'inscrit donc à l'intérieur de cette mesure et en vise spécifiquement le volet III : Transformation des modèles d'affaires et résilience. Culture Montréal a déposé un projet pour venir répondre à ces enjeux, dans le cadre du volet III de la mesure 8. Cet organisme à but non lucratif a comme mission d'ancrer la culture au coeur du développement de Montréal par des activités de réflexion, de concertation et des interventions structurées autour des citoyens, des créateurs et du territoire.

Le présent dossier concerne l'attribution d'une contribution financière maximale et non récurrente de 140 000$ à Culture Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0883 Approuver le projet de contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Culture Montréal, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er décembre 2019, les locaux 314, 315 et 317 situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 1 779,81 pieds carrés, pour des fins socioculturelles. Le montant de la subvention immobilière est de 133 500 $ pour toute la durée du bail
CM14 0161 Approuver le nouveau contrat par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Culture Montréal, pour une durée additionnelle de 3 ans, à compter du 1er décembre 2013, les locaux 314, 315 et 317 situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins socioculturelles

DESCRIPTION

Le présent dossier propose l'attribution de 140 000 $ qui permettrait de soutenir 50 entreprises et organismes à but non lucratif du domaine des arts, de la culture et de la créativité de Montréal, afin de faire face aux défis soulevés par la COVID-19 notamment, répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, et donc adapter leur modèle d'affaires.
L'enveloppe financera le recrutement d'entreprises qui rencontrent des enjeux de nature différente, le diagnostic de leur situation et l'intervention d'experts auprès d'elles. Certaines voient les attentes de leur clientèle croître et ne savent plus comment y répondre, alors que d'autres reprennent une activité graduelle et ont subi des pertes de revenus importantes au cours des six derniers mois. Les entreprises bénéficieront de 10 heures d'accompagnement personnalisé pour répondre à ces enjeux.

Culture Montréal aura la responsabilité de sélectionner des consultants spécialisés dans les différents domaines pour lesquels les organisations ont besoin d'aide. Au terme de chaque accompagnement, les entreprises auront en main des outils pour soutenir leur résilience et ajuster leur modèle d'affaires aux nouvelles réalités.

Le projet proposé devrait se déployer selon cet ordonnancement entre octobre 2020 et mars 2021 :

1. Promotion du programme d'accompagnement
2. Recrutement et sélection des entreprises participantes
3. Diagnostic sommaire de la situation d'entreprise
4. Référencement aux experts
5. Accompagnement personnalisé par les experts

JUSTIFICATION

L'industrie de la culture et de la créativité a été grandement affectée par la crise de la COVID-19. C'est également un secteur qui contribue au développement économique et au rayonnement de Montréal. La crise a exacerbée la désuétude des modèles d'affaires de plusieurs entreprises de cette industrie et il apparaît important pour celles-ci d'adapter leur modèle d'affaires, dans une optique de résilience.
Considérant les transformations profondes auxquelles fait face ce secteur et l'urgence que fait naître la crise du COVID-19, les entreprises du secteur créatif et culturel doivent adapter leurs pratiques et leurs modèles d'affaires.

Le projet de Culture Montréal vient renforcer la mesure 8 « Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation » du plan de relance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 140 000 $.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

Année	Montant
2020	84 000$
2021	56 000$
TOTAL	**140 000$**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal). Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la mesure 8 «Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation» de l'axe 2 «Aider les entrepreneurs à faire des affaires autrement (4,8M$)» du Plan de relance économique «Une impulsion pour la métropole - agir maintenant».

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette initiative s'inscrit dans la résilience des modèles d'affaires des entreprises montréalaises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettrait de faciliter l'implantation de pratiques importantes dans la survie des industries touristiques montréalaises, particulièrement dans le contexte actuel de crise COVID-19.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette initiative vise spécifiquement à aider les entreprises à s'adapter aux changements induits par la crise de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette initiative vise spécifiquement à aider les entreprises à s'adapter aux changements induits par la crise de la COVID-19.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation du projet selon les échéanciers convenus dans la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire adjointe

Tél : 514 872-1546
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Géraldine MARTIN
Directrice de l'entrepreneuriat

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-08-26

Culture Montréal

PME RÉSILIENTES

adaptation du modèle d'affaires

Proposition de projet

Préparé pour :

Sandrine Gilbert-Blanchard, Commissaire adjointe développement économique - Innovation
Service du développement économique
Ville de Montréal
700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal (Québec) H3B 5M2
CANADA

Préparé par :

Valérie Beaulieu, directrice générale
Culture Montréal
3680, rue Jeanne-Mance, Bureau 317
Montréal, QC H2X 2K5

24 août 2020

CONTEXTE

Le secteur des arts et de la culture est l'un des plus durement touché par la pandémie qui sévit actuellement à l'échelle planétaire. L'interdiction de rassemblement, la distanciation sociale, la fermeture des frontières a eu un effet dévastateur sur l'ensemble des milieux culturels. Malgré que le déconfinement soit amorcé, la crainte d'une deuxième vague et l'application des mesures émises par la Santé publique, contraignent chaque organisme et entreprise culturel à ralentir leurs activités, voire même être à l'arrêt pour un temps encore indéterminé. Plusieurs questions se posent : rediriger complètement, de façon ou permanente, ses activités vers le numérique? Développer des publics et clientèles locales plutôt qu'à l'international? Comment garder le contact avec ses publics le temps de cet arrêt des opérations? Faire des activités en présence avec les contraintes des mesures sanitaires peut-il être rentable? Dans ces conditions est-ce que les publics seront au rendez-vous? Comment rester en contact avec nos partenaires et collaborateurs internationaux?

Les plans d'urgence et de relance des différents paliers de gouvernement ont pu heureusement créer un respirateur artificiel pour permettre à certaines de traverser la crise. Mais il faut dès maintenant, les accompagner dans leurs réflexions sur leur modèle d'affaire à court, moyen et long termes car les décisions à prendre aujourd'hui, sont cruciales pour l'avenir.

Au coeur de l'écosystème des arts et de la culture depuis bientôt 20 ans, Culture Montréal a pu depuis le début de la crise constater l'ampleur des défis à relever pour les très petites, petites et moyennes entreprises créatives et culturelles montréalaises. Nous croyons que ce contexte de pandémie peut aussi offrir l'opportunité de repositionner son modèle d'affaire pour mieux répondre à d'autres grands enjeux actuels comme la transition écologique et l'inclusion des diverses minorités. Nous souhaitons les accompagner dans leurs réflexions stratégiques sur l'avenir afin qu'elles puissent être encore plus résilientes.

OBJECTIFS

- Mettre en place un guichet d'accueil unique dans le secteur culturel pour mieux orienter les entreprises et organismes vers un accompagnement et un paniers de services adéquats en fonction de leurs besoins ;

- Accompagner et soutenir 50 entreprises et organismes à but non lucratif (OBNL) montréalais des secteurs des arts, de la créativité et de la culture, dans l'adaptation de leur modèle d'affaires et dans le développement de nouveaux outils afin de devenir plus résilients;

- Développer une connaissance fine des réalités vécues par les entreprises et OBNL dans le cadre de la pandémie en documentant les diagnostics et les accompagnements de cette cohorte de 50 entreprises et organismes.

LE PROJET EN QUELQUES LIGNES

Nous souhaitons mettre en place un programme pour soutenir les entrepreneurs d'une cohorte de 50 petites et moyennes entreprises en arts, culture et patrimoine dans l'adaptation de leur modèle d'affaires dans un contexte de pandémie et de transition écologique via un forfait d'une dizaine d'heures d'accompagnement.

Cet accompagnement personnalisé aura pour objectif de les orienter dans leurs réflexions diverses liées leur modèle d'affaires comme par exemple l'augmentation du chiffre d'affaires, la diversification des ressources financières, le recrutement de talents, le développement de marchés à l'international, la création de projets innovants, le renforcement des capacités organisationnelles, etc.

PROCESSUS

Voici la séquence étape par étape envisagée pour accompagner les organismes et entreprises :

1. **Inscription**
   Les entreprises et organismes intéressés à prendre part du projet devront compléter un court formulaire en ligne sur le site de Culture Montréal avec les informations de base telles que :
   - Nom de l'organisme ;
   - Nom du dirigeant ;
   - Nombres d'employés ;
   - Adresse de l'organisme ;
   - En opération depuis (AAAA) ;
   - Statut juridique ;
   - Secteur d'activité ;
   - Site internet ;
   - Description de l'organisme ;
   - Motivations à prendre part au projet.

2. **Validation de l'éligibilité au programme d'accompagnement**
   Les participants au programme seront sélectionnés selon les critères ci-dessous :
   - Avoir un établissement d'affaires principal situé à Montréal ;
   - Secteur d'activité : Art, culture et patrimoine ;
   - Avoir un produit ou un service déjà commercialisé ;
   - Avoir moins de 250 employés ;
   - En opération depuis un minimum de 2 ans.

3. **Signature d'une entente d'engagement**
   Après avoir validé leur intérêt à prendre part au programme d'accompagnement avec la coordonnatrice, les participants en signent une entente dans laquelle ils s'engagent à utiliser les 10 heures d'accompagnement dans les 3 prochains mois sans quoi ses heures seront allouées à un autre participant.

4. **Diagnostic**

La coordonnatrice du programme qui sera un membre de l'équipe de Culture Montréal, fera un diagnostic en deux temps:

1. Diagnostic en ligne pour faire un portrait général de la situation de l'entreprise
2. Un entretien avec le ou les participants pour nous assurer de recueillir et analyser les besoins (afin de sélectionner adéquatement le type d'accompagnement qui suivra) pour faire le meilleur maillage possible avec un expert consultant pour les accompagner.

Le diagnostic couvrira :

- Évaluation de la santé financière ;
- Évaluation de la chaîne d'approvisionnement ;
- Évaluation des différents aspects liés à la commercialisation ;
- Évaluation des capacités en ressources humaines ;
- Évaluation du niveau de résilience.

5. **Analyse et maillage**

Après l'analyse des deux diagnostics, la coordonnatrice évaluera le type d'accompagnement le plus approprié pour l'organisme et fera le maillage avec l'expert consultant qui correspond le mieux aux besoins du participant.

6. **Accompagnement**

L'accompagnement sera réalisé par un expert externe et aura une durée de 10h par entreprise participante. Ce dernier fournira à la fin de l'accompagnement un court rapport de 2 pages sur l'état d'avancement du travail.

7. **Post-mortem et documentation**

La coordonnatrice du programme fera un suivi avec les entreprises participantes sur leur appréciation de l'accompagnement et avec l'expert consultant également. Elle documentera les besoins et défis sur lesquels les participants et experts se sont penchés ainsi que les pistes de solutions et outils envisagés pour y répondre.

RECRUTEMENT DES ENTREPRISES ET ORGANISMES

C’est le défi du projet, être en mesure d’atteindre l’objectif de 50 entreprises participantes. Le recrutement sera réalisé en continu, jusqu'à ce que le nombre visé de TPE, PME, et OBNL en culture se soient engagées dans le programme.

Culture Montréal compte sur une campagne de promotion auprès de ses membres et à travers ses différentes plateformes. Mais au-delà de cette campagne de promotion, nous comptons sur le relais de l’information par nos multiples partenaires et collaborateurs du milieu artistique et culturel montréalais, que nous avons appelé plus bas dans la section Équipe de réalisation les **organismes relayeurs.**

La coordonnatrice du programme constituera une banque d’une centaine d’entreprises et d’organismes du secteur des arts, de la culture et du patrimoine à contacter directement pour les informer sur le programme.

CLIENTÈLE VISÉE

Le secteur des arts et de la culture est extrêmement vaste nous nous assurerons de diffuser le service auprès des TPE, PME et OBNL des secteurs suivants:

- Industries culturelles et créatives
- Arts vivants (Cirque, Danse, Théâtre, etc.)
- Arts visuels
- Arts numériques
- Audiovisuel
- Musique
- Édition
- Patrimoine
- Loisir culturel, pratique artistique amateur et médiation culturelle
- Festivals et événements culturels
- Musées, galeries et centres d’exposition
- Sociétés d’histoires
- etc.

PROMOTION DU PROJET

Pour assurer la réussite du projet nous mettrons en place une stratégie de communication et un plan de promotion visant à atteindre un maximum d'organisations potentiellement intéressées par le programme.

Nos plateformes de communications nous permettent d'entrer en contact avec une large communauté. Notre infolettre est diffusée auprès de 5000 contacts, notre hebdo des membres rejoint chaque semaines nos 650 membres, sans parler des réseaux sociaux de Culture Montréal (Facebook - 10 836 abonnés, Twitter - 25 074 abonnés, Instagram - 2502 abonnés et LinkedIn - 1811 abonnés).

Nous effectuerons au besoin des placements publicitaires ciblés pour rejoindre des clientèles plus éloignées des réseaux de Culture Montréal.

Étant considéré comme un réseau de réseaux en culture à Montréal, nous ferons appel à des organismes relayeurs qui diffuseront les informations sur le programme dans leurs réseaux respectifs. Nous comptons également sur la Ville de Montréal, comme stipulé dans le document d'information pour relayer également l'information sur ses plateformes.

ÉQUIPE DE RÉALISATION

Équipe interne de Culture Montréal

Valérie Beaulieu, Directrice générale
(environ 40h pour la durée du projet)
Supervision globale du projet, développement des partenariats, encadrement de l'équipe

Mariana De Melo, Conseillère accompagnement des organismes culturels
(35h/sem. (temps plein) pour la durée du projet)
Coordination complète du programme, création et réception du formulaire, recrutement des participants, production et analyse des diagnostics, maillage avec les experts consultant, soutien et post-mortem avec les participants et les experts-conseils

Mélinda Wolstenholme, Directrice des communications
(environ 75h pour la durée du projet)
Conception et mise en place de la stratégie de communication et de promotion, supervision de la conception visuel et graphique pour le projet et de l'intégration web.

Roxane Leclerc, coordonnatrice aux communications
(environ 125h pour la durée du projet)
Rédaction et gestion des outils de communications (infolettre, page web, etc.), animation des réseaux sociaux, etc.

Lucie Lallemand, comptable
(environ 40h pour la durée du projet)
Reddition de comptes, administration et comptabilité

Partenaires et collaborateurs externes

Les experts consultants
Nous constituerons une banque d'experts consultant (de 5 à 10 en fonction des besoins, des expertises et des disponibilités) au tarif maximal de 125 $ de l'heure. L'idée est de pouvoir offrir un éventail de services en fonction des besoins des participants au programme.

Les partenaires de services complémentaires
Il existe déjà une multitude d'organismes qui peuvent offrir certains services complémentaires à l'accompagnement. (Exemple : La machinerie des arts, CJE Centre-ville, PME-MTL, le Réseau ADN, La Piscine, etc.) Nous orienterons les participants vers certains d'entre eux pour un soutien complémentaire lorsque pertinent.

Les organismes relayeurs
Nous l'avons déjà mentionné, le secteur des arts et de la culture est vaste et diversifié. Pour nous assurer de rejoindre un maximum d'entreprises et d'organismes, nous demanderons à des organisations amies de Culture Montréal de diffuser l'information sur le programme dans leurs réseaux. Voici une liste exhaustive des organismes relayeurs que nous solliciterons:

- Compétence Culture
- Conseil québécois du Théâtre
- Regroupement québécois de la danse
- Regroupement des artistes en arts visuels du Québec
- Conseil québécois des arts médiatiques
- Conseil des métiers d'arts du Québec
- La machinerie des arts
- Le Conseil des arts de Montréal
- Héritage Montréal
- Fédération Histoire Québec
- Sports et loisirs de l'île de Montréal
- Culture pour tous
- Diversité Artistique Montréal
- Le Partenariat du Quartier des spectacles
- La Vitrine
- Xn Québec
- La Guilde des jeux vidéos du Québec
- Wapikoni mobile
- Etc.

BUDGET PRÉVISIONNEL

DÉPENSES	Total
RESSOURCES HUMAINES (salaires et honoraires)	
Coordination du programme, diagnostics, analyse et maillage	47 040,00 $
Communication et promotion	8 125,00 $
Administration	9 000,00 $
Honoraire des experts consultants (500 heures à 125$ /h + 7,5% de taxes)	67 200,00 $
PROMOTION ET COMMUNICATIONS	
Graphisme et intégration web	4 000,00 $
Publicité	1 000,00 $
ÉQUIPEMENT ET FOURNITURE DE BUREAU	
Achat de logiciel et/ou de licence	1 500,00 $
Équipement informatique	1 500,00 $
Fourniture de bureau et télécommunications	635,00 $
TOTAL	**140 000,00 $**

CALENDRIER DE TRAVAIL

L'échéancier suivant inscrit les différentes étapes de réalisation du projet:

Mois	Phase	Activités
Septembre 2020	Mise en place du programme et pré-lancement	Conception et mise en place de la stratégie de communication Conception et intégration du formulaire d'inscription sur le site web de Culture Montréal Conception et validation du diagnostic Constitution de la base de données d'experts consultants Création d'une liste d'entreprises et d'organismes à prospecter Atelier de pré-lancement du programme lors de la rencontre annuelle de Compétence Culture
Semaine du 15 Septembre 2020	Lancement du programme et début du recrutement	Lancement de l'opération de communication pour parler du programme Début du recrutement des entreprises et organismes
Octobre, Novembre et Décembre 2020	Début du programme	Réception des formulaires Signatures des ententes d'engagement Diagnostics Maillages des participants avec les experts consultants
Janvier 2021	Opération de communication pour finaliser le recrutement	Évaluation mi-parcours du programme et réajustements si nécessaire Campagne de promotion pour recruter les dernières entreprises
Février et mars 2021	Poursuite du programme	
avril 2021	Post-mortem et reddition de comptes	Compilation des rapports des experts consultants Suivis post-mortem avec les participants Reddition de comptes

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC DONT L'ADRESSE PRINCIPALE EST LE 275, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H2Y 1C6, AGISSANT ET REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR YVES SAINDON, GREFFIER, DÛMENT AUTORISÉ AUX FINS DES PRÉSENTES PAR LA RÉSOLUTION CG06 0006 ;**

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CULTURE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 317-3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Valérie Beaulieu, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 859 642 654 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 120 202 9864 TQ 0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme à but non lucratif ayant comme mission d'ancrer la culture au coeur du développement de Montréal par des activités de réflexion, de concertation et des interventions structurées autour des citoyens, des créateurs et du territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Géraldine Martin, directrice de la Direction de l'entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente

Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quarante mille dollars (140 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 Pour l'année 2020 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de quatre vingt quatre mille dollars (84 000 $) à la signature de la présente convention;

5.2.2 Pour l'année 2021 :

5.2.2.1 une somme maximale de vingt huit mille dollars (28 000 $) sous présentation d'un bilan d'étape, à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de vingt huit mille dollars (28 000 $) au dépôt du rapport final du projet, à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 25 octobre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 317-3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 25e jour de août 2020

CULTURE MONTRÉAL

Par : _____
Valérie Beaulieu, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2020 (Résolution CE……..).

ANNEXE 1

PROJET

Le secteur des arts et de la culture est l'un des plus durement touché par la pandémie qui sévit actuellement à l'échelle planétaire. L'interdiction de rassemblement, la distanciation sociale, la fermeture des frontières a eu un effet dévastateur sur l'ensemble des milieux culturels. Malgré que le déconfinement soit amorcé, la crainte d'une deuxième vague et l'application des mesures émises par la Santé publique, contraignent chaque organisme et entreprise culturelle à ralentir leurs activités, voire même être à l'arrêt pour un temps encore indéterminé. Plusieurs questions se posent. Ce contexte de pandémie offre l'opportunité aux entreprises de repositionner leur modèle d'affaire pour mieux répondre à d'autres grands enjeux actuels comme la transition écologique et l'inclusion des diverses minorités.

Le projet présenté vient répondre à ces enjeux grâce à la mise en place d'un guichet d'accueil unique dans le secteur culturel pour mieux orienter les entreprises et organismes vers un accompagnement et un panier de services adéquats en fonction de leurs besoins. Le projet a aussi comme objectif d'accompagner et soutenir 50 entreprises et organismes à but non lucratif (OBNL) montréalais des secteurs des arts, de la créativité et de la culture, dans l'adaptation de leur modèle d'affaires et dans le développement de nouveaux outils afin de devenir plus résilients. Un auter objectif est de développer une connaissance fine des réalités vécues par les entreprises et OBNL dans le cadre de la pandémie en documentant les diagnostics et les accompagnements de cette cohorte de 50 entreprises et organismes.

Le projet souhaite ainsi offrir un forfait d'une dizaine d'heures d'accompagnement. Cet accompagnement personnalisé aura pour objectif d'orienter les organisations dans leurs réflexions diverses liées à leur modèle d'affaires, notamment l'augmentation du chiffre d'affaires, la diversification des ressources financières, le recrutement de talents, le développement de marchés à l'international, la création de projets innovants, le renforcement des capacités organisationnelles, etc.

La séquence proposée est la suivante :

1. Inscription

Les entreprises et organismes intéressés à prendre part au projet devront compléter un court formulaire en ligne sur le site de Culture Montréal avec les informations de base telles que le nom de l'organisme, le nom du dirigeant, le nombre d'employés, l'adresse de l'organisation, l'année d'entrée en opération, le statut juridique, le secteur d'activités, l'adresse internet, la description des activités de l'organisme et les motivations à prendre part au projet

2. Validation de l'éligibilité au programme d'accompagnement

Les participants au projet seront sélectionnés selon les suivants :

- Avoir un établissement d'affaires principal situé à Montréal ;
- Secteur d'activité : Art, culture et patrimoine ;
- Avoir un produit ou un service déjà commercialisé ;
- Avoir moins de 250 employés ;
- Être en opération depuis un minimum de 2 ans.
-

3. Signature d'une entente d'engagement

Après avoir validé leur intérêt à prendre part au projet d'accompagnement avec la coordonnatrice, les participants signent une entente dans laquelle ils s'engagent à utiliser les 10

heures d'accompagnement dans les trois prochains mois sans quoi les heures seront allouées à un autre participant.

4. Diagnostic

La coordonnatrice du projet, qui sera un membre de l'équipe de Culture Montréal, fera un diagnostic en deux temps:

1. Diagnostic en ligne pour faire un portrait général de la situation de l'entreprise
2. Un entretien avec le ou les participants pour s'assurer de recueillir et analyser les besoins (afin de sélectionner adéquatement le type d'accompagnement qui suivra) pour faire le meilleur maillage possible avec un expert consultant pour les accompagner.

Le diagnostic couvrira :

- Évaluation de la santé financière ;
- Évaluation de la chaîne d'approvisionnement ;
- Évaluation des différents aspects liés à la commercialisation ;
- Évaluation des capacités en ressources humaines ;
- Évaluation du niveau de résilience.

5. Analyse et maillage

Après l'analyse des deux diagnostics, la coordonnatrice évaluera le type d'accompagnement le plus approprié pour l'organisation et fera le maillage avec l'expert consultant qui correspond le mieux aux besoins du participant.

6. Accompagnement

L'accompagnement sera réalisé par un expert externe et aura une durée de dix heures par entreprise participante. L'expert fournira à la fin de l'accompagnement un court rapport de deux pages sur l'état d'avancement du travail.

7. Post-mortem et documentation

La coordonnatrice du projet fera un suivi avec les entreprises participantes sur leur appréciation de l'accompagnement et avec l'expert consultant également. Elle documentera les besoins et défis sur lesquels les participants et experts se sont penchés ainsi que les pistes de solutions et outils envisagés pour y répondre.

Le recrutement sera réalisé en continu, jusqu'à ce que le nombre visé de TPE, PME, et OBNL en culture soit atteint. Culture Montréal compte sur une campagne de promotion auprès de ses membres et à travers ses différentes plateformes. Mais au-delà de cette campagne de promotion, un relais de l'information par les multiples partenaires et collaborateurs du milieu artistique et culturel montréalais sera réalisé (organismes relayeurs). La coordonnatrice du projet constituera une banque d'une centaine d'entreprises et d'organismes du secteur des arts, de la culture et du patrimoine à contacter directement pour les informer sur le programme.

Le secteur des arts et de la culture est vaste et le projet sera donc diffusé auprès des TPE, PME et OBNL des secteurs suivants: industries culturelles et créatives, arts vivants (cirque, danse, théâtre, etc.), arts visuels, arts numériques, audiovisuel, musique, édition, patrimoine, loisir culturel, pratique artistique amateur et médiation culturelle, festivals et événements culturels, musées, galeries et centres d'exposition, sociétés d'histoires • etc.

Pour assurer la réussite du projet, une stratégie de communication et un plan de promotion visant à atteindre un maximum d'organisations potentiellement intéressées par le projet seront mis en place. Les plateformes de communications de l'organisme lui permettent d'entrer en contact avec une large communauté. Leur infolettre est diffusée auprès de 5000 contacts, leur

hebdo des membres rejoint chaque semaines 650 membres, sans parler de leurs réseaux sociaux (Facebook - 10 836 abonnés, Twitter - 25 074 abonnés, Instagram - 2502 abonnés et LinkedIn - 1811 abonnés). Au besoin, des placements publicitaires ciblés pour rejoindre des clientèles plus éloignées des réseaux de Culture Montréal seront effectués. Étant considéré comme un réseau de réseaux en culture à Montréal, Culture Montréal fera appel à des organismes relayeurs qui diffuseront les informations sur le projet dans leurs réseaux respectifs. La Ville de Montréal pourra également relayer l'information sur ses plateformes.

L'équipe de réalisation du projet sera composée de :

- Valérie Beaulieu, directrice générale
  Environ 40 heures pour la durée du projet
  Supervision globale du projet, développement des partenariats, encadrement de l'équipe

- Mariana de Melo, conseillère accompagnement des organismes culturels
  35 heures / semaine pour la durée du projet
  Coordination complète du programme, création et réception des formulaires, recrutement des participants, production et analyse des diagnostics, maillage avec les experts consultants, soutien et post-mortem avec les participants et les experts

- Mélinda Wolstenholme, directrice des communications
  Environ 75h pour la durée du projet
  Conception et mise en place de la stratégie de communication et de promotion, supervision de la conception visuelle et graphique pour le projet et de l'intégration web

- Roxane Leclerc, coordonnatrice aux communications
  Environ 125 heures pour la durée du projet
  Rédaction et gestion des outils de communications (infolettre, page web, etc.), animation des réseaux sociaux, etc.

- Lucie Lallemand, comptable
  Environ 40 heures pour la durée du projet
  Reddition de comptes, administration et comptabilité

L'organisme constituera une banque d'experts consultant (de 5 à 10 en fonction des besoins, des expertises et des disponibilités) au tarif maximal de 125 $ de l'heure. L'idée est de pouvoir offrir un éventail de services en fonction des besoins des participants au projet. De plus, il existe des organismes qui peuvent offrir certains services complémentaires à l'accompagnement (i.e. La machinerie des arts, CJE Centre-ville, PME-MTL, le Réseau ADN, La Piscine, etc.). L'organisme orientera les participants vers certains d'entre eux pour un soutien complémentaire lorsque pertinent.

Tel que mentionné, le secteur des arts et de la culture est vaste et diversifié. Afin de s'assurer de rejoindre un maximum d'entreprises et d'organismes, il sera demandé à des organisations partenaires de Culture Montréal de diffuser l'information sur le projet dans leurs réseaux. Voici une liste exhaustive des organismes relayeurs qui seront sollicités: Compétence Culture, Conseil québécois du Théâtre, Regroupement québécois de la danse, Regroupement des artistes en arts visuels du Québec, Conseil québécois des arts médiatiques, Conseil des métiers d'arts du Québec, La machinerie des arts, Le Conseil des arts de Montréal, Héritage

Montréal, Fédération Histoire Québec, Sports et loisirs de l'île de Montréal, Culture pour tous, Diversité Artistique Montréal, Le Partenariat du Quartier des spectacles, La Vitrine, Xn Québec, La Guilde des jeux vidéos du Québec, Wapikoni mobile, etc.

L'échéancier proposé est le suivant :

Mois	Phase	Activités
Septembre 2020	Mise en place du programme et pré-lancement	Conception et mise en place de la stratégie de communication Conception et intégration du formulaire d'inscription sur le site web de Culture Montréal Conception et validation du diagnostic Constitution de la base de données d'experts consultants Création d'une liste d'entreprises et d'organismes à prospecter Atelier de pré-lancement du programme lors de la rencontre annuelle de Compétence Culture
Semaine du 15 Septembre 2020	Lancement du programme et début du recrutement	Lancement de l'opération de communication pour parler du programme Début du recrutement des entreprises et organismes
Octobre, Novembre et Décembre 2020	Début du programme	Réception des formulaires Signatures des ententes d'engagement Diagnostics Maillages des participants avec les experts consultants
Janvier 2021	Opération de communication pour finaliser le recrutement	Évaluation mi-parcours du programme et réajustements si nécessaire Campagne de promotion pour recruter les dernières entreprises
Février et mars 2021	Poursuite du programme	

Avril 2021	Post-mortem et reddition de comptes	Compilation des rapports des experts consultants Suivis post-mortem avec les participants Reddition de comptes

L'organisme devra mettre sur pied un outil qui lui permettra d'assurer un suivi de l'évolution de chacune des entreprises prenant part au projet. Cet outil pourra éventuellement être partagé avec la Ville afin d'assurer une reddition de compte efficace.

Cet outil devra minimalement contenir les indicateurs suivants:

- nombre d'entreprises ayant complété le formulaire
- nombres d'entreprises ayant réalisé un diagnostic
- nombre d'heures réalisées par entreprise accompagnée
- coordonnées des entreprises

La Ville se réserve le droit de contacter les entreprises accompagnées afin de procéder à une évaluation des retombées du projet.

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à l'organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'atteindre les résultats suivants :

Retombées attendues (2020-2021) :

1	Outil diagnostic
500	Heures de coaching individualisé
50	Nombre d'entreprises accompagnées
80%	Taux de satisfaction des entrepreneurs (par rapport à l'entièreté du projet)
50%	Taux d'entrepreneurs ayant entamé l'adaptation de leur modèle d'affaires

Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire du projet doit être ventilée selon les catégories suivantes :

- Femmes
- Communautés autochtones
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en oeuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus

diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour

adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207019005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000$ à Culture Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises créatives et culturelles visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207019005 - Culture Montréal.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1207016001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000$ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet PME résilientes en relance / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation du projet «PME résilientes en relance»;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-08-28 10:02

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207016001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000$ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet PME résilientes en relance / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La crise sanitaire et économique de la Covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. En effet, relativement à la crise, de nombreuses entreprises (privées et collectives) se retrouvent en grande difficulté, financière ou autre. Pour la plupart, elles doivent notamment composer avec une nouvelle dette ou une dette plus prononcée, en plus de faire face à une chute radicale de revenus ainsi qu'à une remise en question de leurs modèles d'affaires.
Le plan de relance de la Ville "Une impulsion pour la métropole : agir maintenant" contient des objectifs généraux et des actions en lien direct avec ces enjeux. Plus spécifiquement, la mesure 8 du plan vise à répondre aux besoins des entrepreneurs, notamment en leur offrant du soutien, de la formation et de l'accompagnement personnalisé. Cette mesure a pour objectif principal d'aider les entrepreneurs montréalais à développer leurs compétences, à dresser un état des lieux de leur entreprise et/ou à obtenir un accompagnement spécialisé afin de mieux répondre aux enjeux révélés par la crise.

Cette mesure, intitulée "Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation", comporte quatre (4) volets, chacun des volets ayant des objectifs spécifiques quant aux soutien des entreprises montréalaises. Le détail de la mesure 8 et des 4 volets qui la composent se trouve en pièce jointe de ce sommaire (voir le document Description détaillée de la mesure 8).

Ce sommaire décisionnel s'inscrit donc à l'intérieur de cette mesure et en vise spécifiquement le volet 2 : Soutien à la résilience financière. Ce volet sera répondu par le projet proposé par l'École des entrepreneurs du Québec (ÉEQ). La demande de soutien pour le projet a été reçue par le Service de développement économique le 28 juillet 2020.

L'ÉEQ est un organisme à but non lucratif, qui a pour mission de développer les compétences entrepreneuriales des entrepreneurs en offrant un milieu d'apprentissage accessible, innovant et collaboratif. Installée au centre-ville de Montréal, l'École agit comme une institution de formation pour l'ensemble du tissu entrepreneurial montréalais, incluant le réseau PME MTL.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0310 (18 juin 2020) - Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal (Ville) et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025) sans aucun changement aux montants des contributions financières et paiements prévus, afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie;
CE20 0027 (20 mai 2020) - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 61 200 $ à l'École des Entrepreneurs, pour le déploiement du projet de soutien technique en appui au logiciel PRÉVISIO;
CG20 0025 (31 janvier 2020) - Accorder un soutien financier non récurrent de 724 750 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet Succès Croissance en 2020, 2021 et 2022 ;
CG19 0133 (28 mars 2019) - Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance ;
CG18 0411 (23 août 2018) - Accorder un soutien financier non récurrent d'un montant maximum de 250 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec à Montréal afin de créer et de dispenser de nouvelles formations entrepreneuriales et d'organiser le « Défi OSEntreprendre 2019 » pour la région de Montréal, volets Création d'entreprises et Réussite inc. ;
CE18 0914 (23 mai 2018) – Approbation du plan d'action en entrepreneuriat, un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique «Accélérer Montréal»;
CM17 0308 (28 mars 2017) - Accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en oeuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de MontréalCG18 0245 (26 avril 2018) – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022 ;
CG15 0776 (17 Décembre 2015) – Octroi d'une contribution financière maximale de 632 000 $ à l'École entrepreneuriale de Montréal pour les années 2016 et 2017 pour la création de l'école.

DESCRIPTION

L'ÉEQ souhaite offrir un accompagnement personnalisé accompagné de formations aux petites entreprises qui ont contracté des emprunts depuis le mois de mars 2020 afin d'augmenter leurs chances de survie à long terme, de développer leur résilience financière et d'atténuer l'impact de l'endettement par la diversification et l'optimisation financière, notamment quant aux sources de financement. Pour ce programme, une approche personnalisée est mise de l'avant afin de faciliter de déploiement de solutions adaptées face aux enjeux d'endettement de chaque entreprise ainsi que pour offrir un accompagnement spécifique aux entrepreneurs dans l'intégration des solutions de résilience.
Ce programme s'inscrit en continuité du programme déjà déployé par l'ÉEQ et soutenu par la Ville, «Mon Prévisio», qui offrait aux entrepreneurs propriétaires d'une petite entreprise ou aux gestionnaires d'organismes à but non lucratif en situation d'urgence d'intégrer les différentes notions à la gestion financière afin de favoriser une prise de décision adéquate. Concrètement, l'EEQ a déployé un soutien technique en appui au logiciel de gestion financière PRÉVISIO, des webinaires et un série d'apprentissages virtuels.

Le programme PME résiliente en relance intervient en ce sens après la décision des entrepreneurs d'avoir contracté un emprunt, une décision qui a été réalisée pour la plupart des cas en situation d'urgence. Le projet mis de l'avant par l'ÉEQ se décline de la façon suivante :

Volet 1 | Une approche personnalisée de diagnostic
Des outils diagnostics mesurant les impacts de la crise sur l'entrepreneur et son entreprise

ainsi qu'un questionnaire d'évaluation de la dynamique sectorielle de l'entreprise seront mis sur pied. Ces outils ont pour objectif d'analyser la structure financière et les besoins de l'entreprise endettée.

Volet 2 | Formations asynchrones
Le premier diagnostic de l'entreprise dirigera l'entrepreneur vers une série de formations asynchrones qui seront déployées sur la plateforme d'apprentissage en ligne de l'ÉEQ. Ce volet se caractérise par des ateliers et formations visant à développer les compétences nécessaires à la résilience en affaires des entrepreneurs montréalais.

Volet 3 | Élaboration du plan de relance et accompagnement personnalisé.
Une fois les formations complétées, des outils diagnostics seront mis à la disposition des entrepreneurs afin de les doter d'un plan de reprise et d'un scénario de financement généré à travers le logiciel PRÉVISIO. Ces documents à la main, les entrepreneurs pourront débuter leur programme d'accompagnement personnalisé promulgué par des conseillers experts.

Résultats projetés
175 entrepreneurs accompagnés et de ce nombre:

- 50 % auront stabilisé leur niveau d'endettement; et
- 50 % se rapprocheront de leur niveau de production pré-Covid.

Des indicateurs seront comptabilisés afin de s'assurer que le programme dessert une clientèle issue des secteurs économique prioritaires: économie sociale, secteur créatif et culturel et tourisme et commerce de détail.

Montage financier:

Revenus	Montants	Pourcentage
Ville de Montréal	300 000 $	80 %
École des Entrepreneurs (MEI)	50 000 $	13 %
Partenaires privés	25 000 $	7 %
Total	**375 000 $**	**100 %**

Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la mesure 8 «Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation» de l'axe 2 «Aider les entrepreneurs à faire des affaires autrement (4,8 M$)» du Plan de relance économique «Une impulsion pour la métropole - agir maintenant».

JUSTIFICATION

L'activité économique a été mise sur pause pendant le confinement. Plusieurs entreprises (privées et collectives), notamment les PME, qui représentent plus de 99% de l'ensemble des entreprises montréalaises, se retrouvent aujourd'hui en grande difficulté financière. Pour la plupart, elles doivent notamment composer avec une nouvelle dette ou une dette plus prononcée, notamment pour absorber leurs coûts fixes, en plus de faire face à une chute radicale de revenus.
L'approche privilégiée par le Service du développement économique dans le cadre de la présente entente est de miser sur un accompagnement individuel pour les entrepreneurs. En effet, il est nécessaire d'offrir une approche structurée et personnalisée pour développer les compétences financières des entrepreneurs montréalais et ainsi maximiser les chances

de réussites entrepreneuriales à long terme. L'accompagnement personnalisé permet d'assurer l'intégration pratique des concepts de résilience financière au sein des entreprises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 300 000 $.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2020	**2021**	**Total**
150 000 $	150 000 $	**300 000 $**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (Entente 150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) (100% assumé par l'agglomération).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue au renforcement des compétences et du savoir entrepreneurial et favorise par le fait même une économie plus juste et durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet vise à favoriser la survie des entreprises ayant été fragilisées par la COVID-19 et, par le fait même, vise le maintien en emploi de nombreux montréalais.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'Axe 2 «Aider les entrepreneurs à faire des affaires autrement » du plan de relance économique « Une impulsion pour la métropole : agir maintenant » prévoit une aide financière de 4,8 M$ pour appuyer les entrepreneurs montréalais. Spécifiquement, il est visé d'accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaise dans une optique de résilience et d'innovation .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est annexé au projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement de l'initiative : automne 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mariana PEREZ-LÉVESQUE
commissaire - developpement economique

Tél : 514 868-7888
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-08-28

ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

PROPOSITION DE PROJET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - VILLE DE MONTRÉAL

PME RÉSILIENTES EN RELANCE -JUILLET 2020



ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

WWW.EEQUEBEC.COM

PRÉSENTATION ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

L'École des entrepreneurs du Québec (ÉEQ) a pour mission de développer les compétences entrepreneuriales des Québécoises et des Québécois en leur faisant vivre, dans un milieu entrepreneurial, une expérience client accessible, flexible et associative.

L'ÉEQ vise l'acquisition de compétences pratiques par l'expérience et la résolution de problèmes concrets en entreprise. Son savoir-faire repose sur les 33 ans d'expérience de formation et d'accompagnement en entrepreneuriat de son partenaire fondateur, le SAJE, accompagnateur d'entrepreneurs.

l'École est aussi un lieu propice au réseautage et à l'échange des meilleures pratiques d'affaires; elle propose des conférences, des ateliers et des parcours spécialisés.

En 2019, l'EEQ a débuté ses activités dans trois campus à travers les régions du Québec, soit en Outaouais, au Bas-Saint-Laurent et en Mauricie afin de permettre à un plus grand nombre possible d'entrepreneurs de bénéficier de l'expertise de l'école.

D'ici la fin de l'année 2020, quatre autres campus seront en activités afin de créer un réseau national de l'École des entrepreneurs du Québec. Ces nouveaux campus seront installés en Chaudière-Appalaches, Saguenay-Lac-St-Jean, Montérégie et Laurentides.



LE PROJET

La crise du covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. L'École des entrepreneurs du Québec souhaite offrir, en collaboration avec la Ville de Montréal, un accompagnement personnalisé afin de permettre aux PME d'augmenter leurs chances de survie, de développer leur résilience et d'atténuer l'impact de l'endettement par la diversification et l'optimisation des diverses sources de financement .

CLIENTS

Petites entreprises de moins de 20 employés;
Entreprises d'économie sociale;
Tous les secteurs d'activité;
Entreprises faisant face à un enjeu d'endettement suite à la crise de la Covid-19;
Dirigeants d'entreprises ayant un intérêt pour le concept de résilience

OBJECTIFS DU PROJET

Offrir aux entrepreneur.e.s montréalais.e.s:

- Une approche personnalisée en fonction des besoins de l'entreprise;
- Des ateliers/formations basés sur les 5 leviers des organisations résilientes;
- Des outils pratiques de gestion et de planification financière;
- Un accompagnement personnalisé sous la forme de service-conseil

RÉSULTATS ATTENDUS

- Des entreprises qui stabilisent voire améliorent leur niveau d'endettement;
- Des entreprises qui se rapprochent du niveau de production pré Covid-19;
- Des outils pour intégrer les principes de l'entreprise résiliente

DURÉE DU PROJET:

Début du projet: Début août 2020
Fin du projet: 31 août 2021



OFFRE DE L'ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC (CAMPUS MONTRÉAL)

Bloc 1: Une approche personnalisée en fonction des besoins de l'entreprise

Activités proposées par l'EEQ:
- Diagnostic des impacts de la crise sur l'entrepreneur.e et son entreprise (diagnostic développé par l'EEQ)
- Questionnaire d'évaluation de la dynamique sectorielle de l'entreprise.

Support proposé:
- Questionnaire "Type Form"
-3 tutoriels (capsules vidéos)

Bloc 2: Des ateliers/formations basés sur les 5 leviers des organisations résilientes
(référence: formation Ellio)

Activités proposées par l'EEQ:
- Série d'une dizaine de formations asynchrones permettant d'acquérir les connaissances nécessaires à la reprise.
(traitant des sujets reliés à la raison d'être, l'économie circulaire, les modèles d'affaires innovants, les parties prenantes (incluant les meilleures pratiques en gestion financière), l'engagement des équipes)

Support proposé:
- 10 formations asynchrones (préenregistrées), développées en collaboration avec différents partenaires, disponibles sur le LMS de l'EEQ

Bloc 3: Des outils pratiques de gestion et de planification financières

Activités proposées par l'EEQ:
- Diagnostic des parties prenantes de l'entreprise (tableaux d'analyse)
- Scénarios de financement

Support proposé:
- Questionnaire "Type Form" permettant l'élaboration du plan de reprise
- Outil Préviso permettant les scénarios financiers

Bloc 4: Un accompagnement personnalisé sous la formate de service-conseil

Activités proposées par l'EEQ:
- Coaching pour définir le plan de reprise ainsi que les différents scénarios de financement en fonction des sources de financement disponibles

Support proposé:
- Plan de reprise
(plan d'action basée sur l'échelle de la croissance de l'EEQ)
- Scénarios financiers

COÛTS DU PROJET

BLOC 1 et 3

Élaboration de l'outil de diagnostic
Élaboration de l'outil d'analyse des parties prenantes
- Développement des outils: 40 000$
- Programmation : 22 500$

BLOC 2

10 ateliers asynchrones (incluant le développement de contenu sur mesure (5/1) :22 500$
Montage pour la plate-forme LMS: 10 000$

BLOC 4

Accompagnement pour le plan de reprise et les scénarios financiers
Banque de huit (8) heures de coaching pour 175 entreprise: 280 000$

TOTAL DES COÛTS DU PROJET: 375 000 $

MONTAGE FINANCIER

Revenus	Montants	Contribution (%)
Ville de Montréal	300 000 $	80%
École des entrepreneurs du Québec	75 000 $	20%
Total	**375 000 $**	**100%**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 505, boulevard René-Lévesque, bureau 510, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, agissant et représentée par Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 866937477
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1022487147

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer les compétences entrepreneuriales des entrepreneurs montréalais en offrant un milieu d'apprentissage accessible, innovant et collaboratif;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Service du développement économique de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente

Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les dix (10) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois-cent mille dollars (300 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2020 :**

5.2.1.1 une somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention conditionnelle à la remise d'une liste des formations asynchrones du Projet;

5.2.2 Pour l'année **2021** :

5.2.2.1 une somme maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de compte de mi- année;

5.2.2.2 une somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), dans les trente (30) jours suivant la remise à la Responsable de la Reddition de compte annuelle;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 505, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 510, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28^{e} étage sud, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN (1) EXEMPLAIRE ÉLECTRONIQUE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 26e jour de Août 2020

ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

Par : _____
Michel Fortin, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG.....).

ANNEXE 1

Projet PME Résilientes en relance
École des Entrepreneurs du Québec (EEQ)

La crise sanitaire et économique du Covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. Plusieurs d'entre elles ont dû contracter des emprunts afin de pourvoir à la baisse de liquidités. L'École des Entrepreneurs souhaite à ce titre offrir de la formation et de l'accompagnement personnalisé à ces PME afin d'augmenter leurs chances de survie à long terme, de développer leur résilience financière et d'atténuer l'impact de l'endettement par la diversification et l'optimisation des diverses sources de financement.

Clientèle cible

- Petites entreprises dont le siège social est à Montréal et qui possèdent entre 2 et 20 employés;
- Entreprises qui ont accru leur endettement durant la COVID-19.

Échéancier

2020-2021	**Dates**
Déploiements des outils diagnostic et des formations asynchrones	30 septembre 2020
Déploiement de l'accompagnement individuel	31 octobre 2020
Fin du projet	31 août 2021

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à l'organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'atteindre les résultats suivants :

Retombées attendues (2020-2021) :

1	Outil diagnostic pour entrepreneurs qui ont haussé leur endettement durant la crise

1	Outil d'évaluation de la dynamique sectorielle des entreprises
1	Outil questionnaire pour l'élaboration des plans de reprise
10	Formations asynchrones visant à développer la résilience financière des entreprises
1 400	Heures de coaching individualisé

Indicateurs de résultats de mise en œuvre 2020-2021

Liste d'indicateurs	**Cible**
Nombre de visionnement des formations asynchrones	420
Nombre d'entrepreneurs accompagnés	175
Nombre d'entrepreneurs issus de la Diversité	35
Taux de satisfaction des participants (données à fournir pour la participation aux formations et pour le coaching de façon distincte)	80 % et +
Taux d'entreprises qui déclarent avoir stabilisé leur niveau d'endettement	50%
Taux d'entreprises qui se rapprochent du taux de production pré-covid	50%

En complémentarité avec le volet 3 de la mesure 2 (Pivot aux modèles d'affaires) et afin de s'assurer de leur juste représentation au sein du projet, des indicateurs sont demandés pour les catégories suivantes:

- Nombre d'entrepreneurs issus du secteur de l'économie sociale;
- Nombre d'entrepreneurs issus du secteur des industries créatives et culturelles et du tourisme;
- Nombre d'entrepreneurs issus du secteur du commerce.

Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire des programmes doit être ventilée selon les catégories suivantes :

- Femmes
- Communautés autochtones
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles)
-

Budget détaillé 2019-2020

Revenus	**Montants**	**Pourcentage**
Ville de Montréal	300 000 $	80 %
École des Entrepreneurs (MEI)	50 000 $	13 %
Partenaires privés	25 000 $	7 %
Total	**375 000 $**	**100 %**

Calendrier de reddition de comptes

Documents exigés	Date	Contenu
Bilan mi-année	Février 2021	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées et des échéanciers mentionnés ci-haut incluant notamment : · La liste des participants · La liste des coachs d'affaires · La liste des entreprises · Tableau des indicateurs mis à jour
Bilan final	Septembre 2021	Bilan des résultats obtenus à l'égard des retombées mentionnées ci-haut incluant notamment : · La liste des participants · La liste des coachs d'affaires · La liste des entreprises · Tableau des indicateurs mis à jour · Tout autre résultat et constat pertinent Détail des revenus et dépenses liés au projet Bilan de visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2
États financiers	Avant les 30 juin 2021 et 2022	États financiers de l'organisme

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

• Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
• Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

• Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
• Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
• Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
• Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
• Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
• Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
• Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
• Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
• Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
• S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207016001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000$ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet PME résilientes en relance / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207016001 - L'École des Entrepreneurs du Québec.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-26

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1207019002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000$ à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises touristiques visant l'adaptation de leur modèle d'affaires - Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000 $ à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises touristiques visant l'adaptation de leur modèle d'affaires;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-08-28 12:55

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207019002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000$ à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises touristiques visant l'adaptation de leur modèle d'affaires - Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La crise sanitaire et économique de la Covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. En effet, relativement à la crise, de nombreuses entreprises (privées et collectives) se retrouvent en grande difficulté, financière ou autre. Pour la plupart, elles doivent notamment composer avec une nouvelle dette ou une dette plus prononcée, en plus de faire face à une chute radicale de revenus ainsi qu'à une remise en question de leurs modèles d'affaires. Le plan de relance économique de la Ville "*Une impulsion pour la métropole : agir maintenant"* contient des objectifs généraux et des actions en lien direct avec ces enjeux.
Plus spécifiquement, la mesure 8 du plan de relance économique vise à répondre aux besoins des entrepreneurs, notamment en leur offrant du soutien, de la formation et de l'accompagnement personnalisé. Cette mesure a pour objectif principal d'aider les entrepreneurs montréalais à développer leurs compétences, à dresser un état des lieux de leur entreprise et/ou à obtenir un accompagnement spécialisé afin de mieux répondre aux enjeux révélés par la crise.

Cette mesure, intitulée "*Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation* ", comporte quatre (4) volets, chacun des volets ayant des objectifs spécifiques quant aux soutien des entreprises montréalaises. Le détail de la mesure 8 et des 4 volets qui la composent se trouve en pièce jointe de ce sommaire (voir le document *Description détaillée de la mesure 8*).

Ce sommaire décisionnel s'inscrit donc à l'intérieur de cette mesure et en vise spécifiquement le volet III : Transformation des modèles d'affaires et résilience. L'ITHQ a déposé un projet pour venir répondre à ces enjeux, dans le cadre du volet III de la mesure 8. Cet institut, fondé en 1968, a comme objectif de former la relève du milieu de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme. Son Centre d'expertise a aussi comme rôle de suivre les tendances du milieu, former les professeurs et accompagner les organisations dans leur planification stratégique, entre autre.

Le présent dossier concerne l'attribution d'une contribution financière maximale et non récurrente de 140 000$ à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

L'année 2020, avec la pandémie de COVID-19, a chamboulé l'industrie touristique mondiale, dont celle de Montréal. Devant un environnement turbulent, les visions à court et long termes des entrepreneurs se bousculent. Une réflexion profonde s'impose afin d'assurer la survie et la pérennité de plusieurs entreprises ainsi que pour se projeter dans la nouvelle « économie de distance ». Un nouveau modèle d'affaires innovant s'impose notamment par de nouvelles contraintes et de nouvelles attentes. Le nouveau modèle d'affaires se définit aussi en respectant la vision, les valeurs personnelles et surtout en capitalisant sur les forces et les atouts de chaque entrepreneur. Les attentes de la clientèle sont modifiées et la nouvelle économie propose des opportunités. Elle lance de nouveaux défis aux entrepreneurs, car les modes de production, de service et les politiques de gestion seront ébranlés.
Le Centre d'expertise de l'ITHQ est composé d'une équipe de professionnels collaboratifs et multidisciplinaires. Ils ont l'habitude de collaborer sur les dossiers, selon les besoins des mandats reçus. Il compte également sur un réseau de plus d'une centaine de professeurs de gestion, de cuisine, de chefs cuisiniers et de professionnels du service, sans oublier une cinquantaine de formateurs spécialisés dans ses différents domaines d'activités. Pour ce présent mandat, le Centre d'expertise propose de mettre sur pied une équipe de personnes avec des expertises différentes, mais toutes en lien avec les livrables du projet.

Le projet présenté vient répondre à ces enjeux pour les entreprises du secteur touristique. L'objectif du projet serait d'accompagner 50 de ces entreprises, dans une réflexion sur leur modèle d'affaires, afin de les rendre plus résilients. Afin d'atteindre cet objectif, l'ITHQ propose un modèle d'accompagnement qui comprend une partie diagnostic, et une partie d'accompagnement par des experts.

Il est proposé que les experts du Centre d'expertise de l'ITHQ opère le diagnostic de chacune des entreprises, en allant les visiter, afin d'évaluer leurs compétences et aptitudes dans les domaines suivants :

a. Santé financière
b. Chaîne d'approvisionnement
c. Les différents aspects liés à la commercialisation
d. Capacités en ressources humaines
e. Niveau de résilience

Par la suite, il est proposé qu'un expert, issu également du Centre d'expertise, offre entre 8 et 15 heures d'accompagnement par entreprise, afin de la conseiller et de l'aider dans le repositionnement de son modèle d'affaires. Des webinaires pourraient venir compléter l'offre aux entreprises, si le besoin est présent.

JUSTIFICATION

L'industrie du tourisme a été grandement affectée par la crise de la COVID-19. C'est également un secteur qui contribue au développement économique et au rayonnement de Montréal. La crise a exacerbé la désuétude des modèles d'affaires de plusieurs entreprises de cette industrie et il apparaît important pour celles-ci d'adapter leur modèle d'affaires, dans une optique de résilience.

Considérant les transformations profondes auxquelles fait face ce secteur et l'urgence que fait naître la crise du COVID-19, les entreprises du secteur touristique doivent adapter leurs pratiques et leurs modèles d'affaires.

Le projet de l'ITHQ vient renforcer la mesure 8 « Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation » du plan de relance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 140 000 $.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

Année	Montant
2020	84 000$
2021	56 000$
TOTAL	**140 000$**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal). Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la mesure 8 «Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation» de l'axe 2 «Aider les entrepreneurs à faire des affaires autrement (4,8M$)» du Plan de relance économique «Une impulsion pour la métropole - agir maintenant».

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette initiative s'inscrit dans la résilience des modèles d'affaires des entreprises montréalaises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettrait de faciliter l'implantation de pratiques importantes dans la survie des industries touristiques montréalaises, particulièrement dans le contexte actuel de crise COVID-19.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette initiative vise spécifiquement à aider les entreprises à s'adapter aux changements induits par la crise de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation du projet selon les échéanciers convenus dans la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire adjointe

Tél : 514 872-1546
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Géraldine MARTIN
Directrice de l'entrepreneuriat

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-08-26

PROPOSITION

PME résilientes: adaptation du modèle d'affaires
Dépôt d'un projet dans le cadre de la mesure 8, volet III,
du plan de relance économique de Montréal

Dossier de candidature

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
3535 rue Saint-Denis,
Montréal (Québec) H2X 3P1
Canada

Institut de tourisme et d'hôtellerie Québec

François Therrien, directeur du Centre d'expertise
francois.therrien@ithq.qc.ca
514-282-5111 poste 4228 ou 1 800 361-5111 poste 4228

Montréal, le 31 juillet 2020

Sandrine Gilbert-Blanchard, Commissaire adjointe développement économique - Innovation
Service du développement économique
Ville de Montréal
700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal (Québec) H3B 5M2
CANADA

PROPOSITION : Dépôt d'un projet dans le cadre de la mesure 8, volet III, du plan de relance économique de Montréal

Madame,

Vous trouverez ci-joint notre proposition d'offre de service en réponse à votre appel de propositions reçu le 23 juillet dernier, pour le soutien et l'accompagnement de 50 PME montréalaises du domaine du tourisme dans le changement de leur modèle d'affaires dans un objectif de résilience et de transition écologique.

L'ITHQ et son Centre d'expertise ont une expérience enviable dans plusieurs projets de diagnostic et d'accompagnement adapté aux demandes précises de ses clients. C'est pourquoi notre équipe d'experts saura vous présenter un travail à la hauteur de vos attentes et ce, dans les différentes étapes de réalisation de ce projet.

Cette offre de service présente le mandat en fonction de l'expertise de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) ainsi que l'approche que nous vous proposons d'utiliser pour atteindre les objectifs.

Nous espérons que cette offre répondra adéquatement à vos attentes. Nous demeurons disponibles afin de répondre à toute question ou précision que celle-ci pourrait générer de votre part.

Dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie d'agréer, Madame Gilbert-Blanchard, l'expression de mes salutations distinguées.

François Therrien
Directeur, Centre d'expertise de l'ITHQ

p. j. Offre de service

Table des matières

Résumé 3
Mise en contexte 3
Présentation de l'expertise de l'ITHQ 4
Mode de gestion envisagé 4
Étapes d'opérationnalisation 5
- Promotion du projet 5
- Recrutement des PME 5
- Diagnostic 6
- Accompagnement 6
- Webinaires (facultatif) 7
- Reddition de comptes 7

L'équipe du Centre d'expertise de l'ITHQ 7
Le budget 8
L'échéancier 8
Annexe 1 : Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec 9
Annexe 2 : Rapport annuel de gestion 2018-2019, incluant les états financiers de l'ITHQ 9

Résumé

Le présent document présente les différentes étapes d'opérationnalisation que le Centre d'expertise de l'ITHQ souhaite réaliser dans le cadre du plan de relance économique de Montréal, plus précisément le projet de soutien aux entrepreneurs dans le changement de leur modèle d'affaires et ce, dans un objectif de résilience et de transition écologique.

Mise en contexte

L'année 2020, avec la pandémie de COVID-19, a chamboulé l'industrie touristique mondiale, dont celle de Montréal. Devant un environnement turbulent, les visions à court et long termes des entrepreneurs se bousculent. Une réflexion profonde s'impose afin d'assurer la survie et la pérennité de plusieurs entreprises ainsi que pour se projeter dans la nouvelle « économie de distance ». Un nouveau modèle d'affaires innovant s'impose notamment par de nouvelles contraintes et de nouvelles attentes. Le nouveau modèle d'affaires se définit aussi en respectant la vision, les valeurs personnelles et surtout en capitalisant sur les forces et les atouts de chaque entrepreneur. Les attentes de la clientèle sont modifiées et la nouvelle économie propose des opportunités. Elle lance de nouveaux défis aux entrepreneurs, car les modes de production, de service et les politiques de gestion seront ébranlés.

Dans le contexte de cette crise sanitaire et économique sans précédent, Montréal a mis en place un plan de relance qui comporte 20 mesures pour soutenir les organismes, commerçants et entreprises de l'agglomération.

Le plan de relance de la ville de Montréal vise trois objectifs :

- stabiliser et soutenir l'économie à court terme
- réinventer le développement économique de la métropole
- mobiliser tous les partenaires pour un développement vert et inclusif.

De par sa mission de collaboration soutenue avec l'industrie, le Centre d'expertise de l'ITHQ se sent vivement interpelé par l'axe 2 du plan de relance, soit « Aider les entrepreneurs à faire des affaires autrement ». La mesure 8, qui prévoit accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation, entre par ailleurs tout à fait dans les compétences du Centre d'expertise de l'ITHQ.

Présentation de l'expertise de l'ITHQ

Depuis 1968, grâce à ses professeurs compétents et chevronnés, à ses formations d'excellence ainsi qu'à son service de recherche et à ses installations à la fine pointe de la technologie, l'ITHQ forme nos futurs restaurateurs émérites, nos grands cuisiniers et pâtissiers, nos sommeliers réputés, nos hôteliers et professionnels du tourisme de renom. Ceux-ci essaiment non seulement sur le territoire québécois, mais font aussi leur marque dans les grandes destinations touristiques, hôtelières et gastronomiques du monde.

À l'ITHQ, nous ne nous limitons cependant pas à former la relève la mieux qualifiée qui soit. Notre Centre d'expertise est attentif aux tendances et aux courants émergents auxquels le milieu est constamment soumis afin de concevoir et d'offrir aux professionnels établis un éventail étendu de formations et de services parfaitement adaptés.

Également conscients des besoins croissants en matière de gestion, le Centre d'expertise de l'ITHQ propose aux entreprises une gamme de services personnalisés, tels que la formation, l'accompagnement, la planification stratégique, l'optimisation des processus de travail ou même le diagnostic organisationnel.

De plus, le Centre d'expertise de l'ITHQ est régulièrement mandaté par différents ministères du gouvernement du Québec ou entreprises paragouvernementales pour développer des formations, offrir un accompagnement ou un service-conseil aux professionnels de l'industrie. Nous pouvons entre autres penser au Ministère du Tourisme (MTO), au Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), à l'Office de la protection du consommateur (OPC), à ÉducAlcool, à la Société des alcools du Québec (SAQ), au ministère de la Sécurité publique (MPS), au Palais des congrès de Montréal et au Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS), sans oublier l'Assemblée nationale du Québec.

Mode de gestion envisagé

L'équipe du Centre d'expertise travaille en mode de gestion par projets. Un chargé de projet expérimenté sera donc affecté à ce mandat et en assurera la coordination. Au niveau de la promotion et du recrutement, le travail se fera en collaboration avec le service des communications de l'ITHQ. Les

professeurs-experts seront recrutés en fonction de leurs intérêts et spécialités (ainsi que de leur disponibilité. Il est possible que nous ayons à recruter dans notre réseau de consultants ou de professionnels de l'industrie au besoin.

Étapes d'opérationnalisation

Promotion du projet

Le service des communications de l'ITHQ propose un plan de promotion se basant sur les importantes communautés de nos différents réseaux sociaux. En effet, nous prévoyons solliciter nos contacts sur LinkedIn, sur lequel nous avons 11 274 contacts, et dans lequel nous envisageons entre autres d'utiliser la fonction InMail. L'envoi d'infolettres personnalisées à notre base de données de clients et partenaires (près de 3 000 contacts) ainsi que via notre bureau des diplômés (4884 membres) sont également prévus.

Tel que proposé dans le document de discussion remis par la Ville, cette dernière viendra appuyer notre plan de promotion via un partage (ou cross-posting) de nos différentes actions sur ses réseaux sociaux.

Recrutement des PME

Dans un but d'optimisation de l'échéancier de travail, nous proposons, dans une première étape, de combiner dans les mêmes actions promotionnelles les volets promotion du projet et recrutement des PME. Au besoin, advenant qu'un premier recrutement n'attirerait pas suffisamment de candidats, nous pourrions envisager le placement publicitaire dans des médias tels que HRI Mag, Hôtellerie Jobs, ARQ Info, etc.

Les critères de sélection seront déterminés conjointement avec la Ville de Montréal. Certains critères de base sont déjà déterminés soit :

* avoir un établissement d'affaires principal situé sur l'île de Montréal
* avoir un produit ou un service déjà commercialisé
* avoir moins de 250 employés

Un court formulaire sera développé et les entreprises intéressées seront invitées à le compléter pour confirmer leur intérêt à participer au projet. Comme mentionné dans le document de discussion remis par la Ville, ce formulaire contiendra les informations de base sur l'entreprise, ses motivations à prendre

part au projet ainsi que son intention quant à son modèle d'affaires. La Ville propose de fournir ce formulaire que l'ITHQ pourra bonifier.

Un comité interne sera mis sur pied pour assurer une sélection transparente et équitable, sans conflits d'intérêts.

Diagnostic[1]

L'équipe de professionnels chevronnés du Centre d'expertise de l'ITHQ sera mise à contribution pour l'étape du diagnostic.

1. **Premier contact téléphonique.** Nous croyons qu'une première discussion téléphonique sera nécessaire pour bien cibler la vision, les attentes et besoins de chacun des entrepreneurs.
2. **Visite de diagnostic.** Suite à cette courte discussion (estimée entre 30 minutes et 1 heure), l'expert se rendra sur place et s'assurera d'obtenir l'information nécessaire pour établir un diagnostic. Nous évaluations à entre 3 et 5 heures le temps nécessaire pour faire cette évaluation. Seront pris en compte, minimalement, les points suivants :
    a. Santé financière
    b. Chaîne d'approvisionnement
    c. Les différents aspects liés à la commercialisation
    d. Capacités en ressources humaines
    e. Niveau de résilience

Des formulaires seront développés par l'équipe d'experts de l'ITHQ préalablement à ces visites.

Accompagnement[2]

Une fois les diagnostics complétés, des experts en lien avec les besoins des différentes PME seront sélectionnés. Le diagnostic leur sera partagé pour leur permettre de se préparer aux rencontres subséquentes avec l'entrepreneur visé. Des rencontres seront planifiées pour une durée estimée entre 8 à 15 heures par entreprise (sera établi selon le temps qui aura été consacré à l'étape de diagnostic).

Une fois la banque d'heures d'accompagnement épuisée, l'expert s'assurera de rédiger un court rapport (1 ou 2 pages) détaillant l'état d'avancement des travaux.

[1, 2] En cas de seconde vague de COVID-19 et d'un éventuel reconfinement, nous proposons de réaliser les étapes de diagnostic, voir même d'accompagnement, via un système de conférence vidéo, style Zoom ou Teams, pour éviter de retarder les travaux.

Webinaires (facultatif)

Dans le cadre d'une collaboration avec L'Association Restauration Québec (ARQ), le Centre d'expertise a diffusé entre le 16 juin et le 14 juillet dernier une panoplie de webinaires adressés à l'ensemble des établissements de restauration à travers le Québec et visant à les aider à faire face à la crise de COVID-19 et à assurer la sécurité et la santé des travailleurs et de tous ceux qui fréquentent leurs établissements.

Les thèmes abordés étaient :

- Adaptez l'expérience client en temps de crise
- Tirez le plein potentiel des technologies en restauration
- Optimisez votre offre de services pour accroître vos ventes
- Repensez votre modèle d'affaires
- Planifiez la réintégration de vos employés
- Gérez les normes, la santé et la sécurité du travail en temps de pandémie
- Sachez gérer vos flux de trésorerie

Dans un premier temps, nous n'avons pas prévu le développement ou la production de nouveaux webinaires à l'intention de 50 PME accompagnées. Cependant, si cela s'avérait nécessaire en cours de processus, nous avons l'expérience pour envisager pouvoir le faire.

Reddition de comptes

À la fin du mandat, le Centre d'expertise de l'ITHQ sera disposé à compléter le gabarit de reddition de comptes fourni par la Ville.

L'équipe du Centre d'expertise de l'ITHQ

Le Centre d'expertise de l'ITHQ est composé d'une équipe de professionnels collaboratifs et multidisciplinaires. Ils ont l'habitude de collaborer sur les dossiers, selon les besoins des mandats reçus. Il compte également sur un réseau de plus d'une centaine de professeurs de gestion, de cuisine, de chefs cuisiniers et de professionnels du service, sans oublier une cinquantaine de formateurs spécialisés dans ses différents domaines d'activités.

Pour ce présent mandat, le Centre d'expertise mettra sur pied une équipe de personnes avec des expertises différentes, mais toutes en lien avec les livrables du projet. La chargée de projet, Nadia Carufel, compte 20 années de service au Centre d'expertise de l'ITHQ. Le recrutement des spécialistes, quant à lui, se fera à la signature de l'entente.

Le budget

Développement d'un outil commun de diagnostic	6 450 $	4,6 %
Promotion et recrutement des entreprises	14 000 $	10,0 %
Diagnostic et accompagnement	112 500 $	80,4 %
Gestion de projet et reddition de comptes	7 050 $	5 %
Total	**140 000 $**	**100 %**

L'échéancier

Dans l'optique où l'entente entre la Ville de Montréal et le Centre d'expertise de l'ITHQ serait conclue d'ici le 28 août, le calendrier suivant pourrait être respecté.

Briefing aux communications et mise en place d'une stratégie de promotion et de recrutement	31 août au 18 septembre 2020
Offensive de promotion et de recrutement	30 septembre au 21 octobre 2020
Comité de sélection (analyse des candidatures et choix des PME)	21 au 30 octobre 2020
Diagnostics et accompagnements	2 novembre 2020 au 31 mars 2021
Reddition de comptes	Mars ou avril 2021

Annexe 1 : Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Voir en pièce jointe.

Annexe 2 : Rapport annuel de gestion 2018-2019, incluant les états financiers de l'ITHQ

Voir en pièce jointe.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC DONT L'ADRESSE PRINCIPALE EST LE 275, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H2Y 1C6, AGISSANT ET REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR YVES SAINDON, GREFFIER, DÛMENT AUTORISÉ AUX FINS DES PRÉSENTES PAR LA RÉSOLUTION CG06 0006 ;**

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, dont l'adresse principale est le 3535, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2X 3P1, agissant et représentée par madame Liza Frulla, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : TPS 122500036
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1009998949TQ0002

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme institution d'enseignement pour la relève de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que de centre de recherche et d'accompagnement pour les entreprises de ce secteur;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Géraldine Martin, directrice de la Direction de l'entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quarante mille dollars (140 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 Pour l'année 2020 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de quatre-vingt-quatre mille dollars (84 000 $) à la signature de la présente convention;

5.2.2 Pour l'année 2021 :

5.2.2.1 une somme maximale de vingt-huit mille dollars (28 000 $) sous présentation d'un bilan d'étape, à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de vingt-huit mille dollars (28 000 $) au dépôt du rapport final du projet, à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 25 octobre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3535, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2X 3P1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse,

l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

Par : _____
Liza Frulla, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2020 (Résolution CG…….).

ANNEXE 1

PROJET

L'année 2020, avec la pandémie de COVID-19, a chamboulé l'industrie touristique mondiale, dont celle de Montréal. Devant un environnement turbulent, les visions à court et long termes des entrepreneurs se bousculent. Une réflexion profonde s'impose afin d'assurer la survie et la pérennité de plusieurs entreprises ainsi que pour se projeter dans la nouvelle « économie de distance ». Un nouveau modèle d'affaires innovant s'impose notamment par de nouvelles contraintes et de nouvelles attentes. Le nouveau modèle d'affaires se définit aussi en respectant la vision, les valeurs personnelles et surtout en capitalisant sur les forces et les atouts de chaque entrepreneur. Les attentes de la clientèle sont modifiées et la nouvelle économie propose des opportunités. Elle lance de nouveaux défis aux entrepreneurs, car les modes de production, de service et les politiques de gestion seront ébranlés.

Le projet présenté vient répondre à ces enjeux pour les entreprises du secteur touristique. L'objectif du projet est d'accompagner 50 de ces entreprises, dans une réflexion sur leur modèle d'affaires, afin de les rendre plus résilients. Afin d'atteindre cet objectif, l'ITHQ propose un modèle d'accompagnement qui comprend une partie diagnostic, et une partie d'accompagnement par des experts.

Il est proposé que les experts du Centre d'expertise de l'ITHQ opèrent le diagnostic de chacune des entreprises, en allant les visiter, afin d'évaluer leurs compétences et aptitudes dans les domaines suivants :

a. Santé financière
b. Chaîne d'approvisionnement
c. Les différents aspects liés à la commercialisation
d. Capacités en ressources humaines
e. Niveau de résilience

Par la suite, il est proposé qu'un expert, issu également du Centre d'expertise, offre entre 8 et 15 heures d'accompagnement par entreprise, afin de la conseiller et de l'aider dans le repositionnement de son modèle d'affaires. Des webinaires pourraient venir compléter l'offre aux entreprises, si le besoin est présent.

L'échéancier du projet est le suivant :

Stratégie de promotion et de recrutement	Septembre 2020
Période de recrutement	Début octobre 2020
Sélection des entreprises	Mi-octobre 2020
Diagnostic et accompagnement	Novembre à mars 2021
Reddition de compte	Mars – avril 2021

L'organisme devra mettre sur pied un outil qui lui permettra d'assurer un suivi de l'évolution de chacune des entreprises prenant part au projet. Cet outil pourra éventuellement être partagé avec la Ville afin d'assurer une reddition de compte efficace.

Cet outil devra minimalement contenir les indicateurs suivants:

- nombre d'entreprises ayant complété le formulaire
- nombres d'entreprises ayant réalisé un diagnostic
- nombre d'heures réalisées par entreprise accompagnée
- coordonnées des entreprises

La Ville se réserve le droit de contacter les entreprises accompagnées afin de procéder à une évaluation des retombées du projet.

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à l'organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'atteindre les résultats suivants :

Retombées attendues (2020-2021) :

1	Outil diagnostic
Entre 400 et 750	Heures de coaching individualisé
50	Nombre d'entreprises accompagnées
80%	Taux de satisfaction des entrepreneurs (par rapport à l'entièreté du projet)*
50%	Taux d'entrepreneurs ayant entamé l'adaptation de leur modèle d'affaires*

* Ces deux éléments sont des objectifs. Ainsi, s'ils ne sont pas atteints, aucune pénalité ne sera portée envers l'organisme.

Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire du projet doit être ventilée selon les catégories suivantes :

- Femmes
- Communautés autochtones
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles

Modalités de redditions de compte

Afin de pouvoir procéder aux versements prévus à l'article 5.2 de la convention, l'organisme fournira à la Ville les documents suivants à chaque demande de versement :

- un bilan financier du projet, permettant de comparer le budget prévisionnel avec le budget effectivement réalisé
- un bilan d'activités reprenant les indicateurs précisés ci-dessus
- toutes autres informations jugées pertinentes par le responsable de projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en oeuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus

diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour

adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207019002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente et maximale de 140 000$ à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises touristiques visant l'adaptation de leur modèle d'affaires - Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207019002 - L'Institut de tourisme et d'hôtellerie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1207019003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale, non récurrente, d'un montant de 210 000$ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder une contribution financière maximale, non récurrente, de 210 000$ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-08-30 20:39

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207019003**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale, non récurrente, d'un montant de 210 000$ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La crise sanitaire et économique de la Covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. En effet, relativement à la crise, de nombreuses entreprises (privées et collectives) se retrouvent en grande difficulté, financière ou autre. Pour la plupart, elles doivent notamment composer avec une nouvelle dette ou une dette plus prononcée, en plus de faire face à une chute radicale de revenus ainsi qu'à une remise en question de leurs modèles d'affaires. Le plan de relance économique de la Ville "Une impulsion pour la métropole : agir maintenant" contient des objectifs généraux et des actions en lien direct avec ces enjeux.
Plus spécifiquement, la mesure 8 du plan de relance économique vise à répondre aux besoins des entrepreneurs, notamment en leur offrant du soutien, de la formation et de l'accompagnement personnalisé. Cette mesure a pour objectif principal d'aider les entrepreneurs montréalais à développer leurs compétences, à dresser un état des lieux de leur entreprise et/ou à obtenir un accompagnement spécialisé afin de mieux répondre aux enjeux révélés par la crise.

Cette mesure, intitulée "Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation", comporte quatre (4) volets, chacun des volets ayant des objectifs spécifiques quant aux soutien des entreprises montréalaises. Le détail de la mesure 8 et des 4 volets qui la composent se trouve en pièce jointe de ce sommaire (voir le document Description détaillée de la mesure 8).

Créé en 1997, le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM) est une instance de concertation régionale composée à majorité d'entreprises d'économie sociale montréalaises, ainsi que des partenaires de soutien et d'accompagnement de l'économie sociale. Il est reconnu comme Pôle régional d'économie sociale par le Ministère de l'Économie (MEI). Il a pour mission de favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, de promouvoir l'économie sociale et de faciliter la mise en place des conditions nécessaires à la création, la consolidation et la croissance des entreprises d'économie sociale sur l'île de

Montréal.

Relevant successivement du Conseil régional de développement de l'île de Montréal, de la Conférence régionale des élus de Montréal, de Concertation Montréal et de PME MTL, le CÉSIM s'est incorporé comme OBNL en juillet 2020. C'est en tant que nouvelle organisation que le CÉSIM a déposé une demande de soutien financier dans le cadre de la mesure 8 du plan de relance de la Ville de Montréal pour accompagner les entreprises d'économie sociale dans l'adaptation de leur modèle d'affaires.

À cette fin, le présent sommaire décisionnel a pour objet de proposer une contribution non récurrente de 210 000 $ au CÉSIM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions liées à l'organisme
CG18 0373 du 21 juin 2018- Adopter, en réponse aux modalités de l'Entente 2015-2020 relative au Fonds, des priorités d'intervention et de soutien aux entreprises et aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie pour les années 2016-2017 et 2017-2018
CG16 0346 du 19 mai 2016- Accorder un soutien financier annuel total de 250 000 $ à PME MTL Centre-Est relatif au financement du Conseil d'économie sociale de l'Île de Montréal de 2016 à 2020

Décisions liées au plan d'action Entreprendre Montréal
CE18 0914 - 23 mai 2018 - d'adopter le plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».
CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022
CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville

DESCRIPTION

Le présent dossier propose l'attribution de 210 000 $ qui permettrait de soutenir 75 entreprises d'économie sociale de Montréal afin de faire face aux défis soulevés par la COVID-19 notamment, répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux services.
L'enveloppe financera le recrutement d'entreprises qui rencontrent des enjeux de nature différente, le diagnostic de leur situation et l'intervention d'experts auprès d'elles. Certaines voient les attentes de leur clientèle croître et ne savent plus comment y répondre, alors que d'autres reprennent une activité graduelle et ont subi des pertes de revenus importantes au cours des six derniers mois. La durée moyenne des mandats octroyés par entreprise à des consultants reconnus devraient être de 15 heures.

Le CÉSIM aura la responsabilité de sélectionner des consultants spécialisés en développement d'affaires. À ces dépenses s'ajoutent des frais pour l'embauche d'une ressource chargée de promouvoir le programme et d'effectuer un suivi régulier avec les 75 entreprises accompagnées. Au terme de chaque accompagnement, les entreprises auront en main des outils pour soutenir leur résilience et ajuster leur modèle d'affaires aux nouvelles réalités.

Le projet proposé devrait se déployer selon cet ordonnancement entre octobre 2020 et mars 2021 :

1. Promotion du programme d'accompagnement
2. Recrutement et sélection des entreprises participantes
3. Diagnostic sommaire de la situation d'entreprise
4. Référencement aux experts
5. Accompagnement personnalisé par les experts

JUSTIFICATION

Le projet s'inscrit dans le cadre de la mesure 8 du plan de relance économique de la Ville de Montréal.
La Ville a choisi de faire de l'économie sociale une des cibles prioritaires de la relance car elle a la particularité d'avoir un double effet, économique et social, sur le territoire. Les entreprises d'économie sociale ont le potentiel d'être des leviers efficaces pour la relance et de créer un effet structurant à plus long terme sur la société

En tant que pôle régional d'économie sociale, le CÉSIM a toute légitimité pour recruter des entreprises de toutes les familles de l'économie sociale. Il possède une expertise reconnue en concertation et communication.

Le CÉSIM est familier avec la coordination des programmes d'accompagnement des entreprises comme l'*Économie sociale j'achète* ou *SISMIC* qui nécessitent l'intervention de consultants externes.

Ce projet est complémentaire à l'entente de soutien 2016-2020 conclue entre la Ville de Montréal et le CÉSIM. Il n'y a pas de double financement Ville entre les deux projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 210 000 $.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

Année	Montant
2020	126 000$
2021	84 000$
TOTAL	**210 000$**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat (Entente 150 M$). Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la mesure 8 «Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation» de l'axe 2 «Aider les entrepreneurs à faire des affaires autrement (4,8M$)» du Plan de relance économique «Une impulsion pour la métropole - agir maintenant».
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).
Ce dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans les principes du développement durable en ce qu'il participe à atteindre les objectifs suivants :

- une croissance économique durable par la promotion de l'économie sociale

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettrait de faciliter l'implantation de pratiques importantes dans la survie des entreprises d'économie sociale, particulièrement dans le contexte actuel de crise COVID-19.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette initiative vise spécifiquement à aider les entreprises à s'adapter aux changements induits par la crise de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation du projet selon les échéanciers convenus dans la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire adjointe

Tél : 514 872-1546

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Géraldine MARTIN
Directrice de l'entrepreneuriat

Tél : 514-872-2248

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-08-26

CESIM
CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

PROJET : ÉCONOMIE SOCIALE RÉSILIENTE

Le CESIM

Le Conseil d'économie sociale de l'Île de Montréal (CESIM) est une instance régionale de développement en matière d'économie sociale et un réseau d'affaires formé d'entreprises et d'acteurs montréalais de l'économie sociale.

Partie prenante du réseau PME MTL, le CESIM est reconnu par l'Agglomération de Montréal comme interlocuteur privilégié en matière d'économie sociale et agit comme pôle régional en économie sociale. Il a pour mission de favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, de promouvoir l'économie sociale et de faciliter la mise en place des conditions nécessaires à la création, la consolidation et la croissance des entreprises d'économie sociale sur l'île de Montréal.

Site web du CESIM : https://www.economiesocialemontreal.net/

L'économie sociale montréalaise

L'économie sociale est une forme entrepreneuriale, définie par la Loi sur l'économie sociale adoptée par le Gouvernement du Québec (2013). Une entreprise d'économie sociale se constitue sous forme d'OBNL, coopérative ou mutuelle et opère en combinant 3 principes: activité économique + finalité sociale + gouvernance démocratique.

L'économie sociale regroupe à la fois une multitude de secteurs d'activité économique (tourisme, culture, santé, numérique, etc) et une grande gamme de produits et services (commercial, manufacturier, services professionnels, finances, services aux collectivités, etc.). D'un point de vue sectoriel, les entreprises d'économie sociale rencontrent sensiblement les mêmes enjeux que les entreprises privées du même secteur.

Les entreprises d'économie sociale portent une vision de la transformation de l'économie pour une économie plus locale, inclusive et écologique. Le mouvement est orienté vers l'équité, l'inclusion et la démocratie: gestion démocratique des entreprises, rendements à la collectivité, réponse à des besoins collectifs, primauté des personnes sur le capital et développement local et durable.

L'économie sociale montréalaise compte 2,780 entreprises, de statut OBNL (73%) ou coopératif (27%). Elles génèrent annuellement 11,7G$ de chiffres d'affaires et portent 67 680 emplois à Montréal[1], Ces entreprises sont ancrées localement, en réponse aux besoins de leurs territoires. Ainsi, 70% d'entre elles ont une clientèle montréalaise. Jusqu'à récemment, elles ont fait preuve de résilience: 39% d'entreprises d'économie sociale existent depuis plus de 30 ans, alors que 15% ont moins de 10 ans et 46% ont entre 10 et 30 ans (ISQ, 2019).

[1]chiffres : institut de la statistique du Québec

2020, une année charnière

En tant que PME locales, les entreprises d'économie sociale sont aux prises avec les effets du ralentissement économique et du confinement social provoqués par la pandémie. Par la diversité de leurs produits et services, elles sont confrontées à plusieurs enjeux pour maintenir à flot leur mission dans ce contexte inédit. Certaines voient les besoins de leurs clientèles croître de façon substantielle, d'autres doivent reprendre leurs activités graduellement après des pertes de revenus importantes, mais toutes doivent revoir la façon dont elles déploient leurs offres de biens et services.

Aussi, les entreprises d'économie sociale ont besoin d'appui pour maintenir leurs (acquis) (bases) en temps de crise et favoriser leur repositionnement stratégique dans un objectif de résilience et de transition écologique.

Projet Économie sociale résiliente

Dans le cadre de la mesure 8, volet III, inscrite au Plan de relance économique de Montréal, *PME résilientes : adaptation du modèle d'affaires*, le CESIM propose d'accompagner 75 entreprises d'économie sociale à pivoter leur modèle d'affaires pour faire face aux défis soulevés par la COVID-19 notamment, répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux services.

Les entreprises participantes auront accès à un diagnostic sommaire de leur situation et jusqu'à 15 heures d'accompagnement par des experts. Au terme de cette démarche, les entreprises auront en mains des outils pour raffermir leur résilience et ajuster leur modèle d'affaires aux nouvelles réalités.

Le projet comporte 4 volets d'activités qui seront déployés sur la période d'octobre 2020 à mars 2021.

1. Promotion du programme d'accompagnement
2. Recrutement et sélection des entreprises participantes
3. Diagnostic sommaire de la situation d'entreprise
4. Référencement aux experts

1- PROMOTION

Objectif général du programme PME résilientes / Ville de Montréal :

- Soutenir les entrepreneurs dans le changement de leur modèle d'affaires dans un objectif de résilience et de transition écologique, grâce à un diagnostic sommaire, collé à la réalité des PME et des heures d'accompagnement par des experts

Objectifs spécifiques du projet Économie sociale résiliente

- Susciter l'intérêt et la participation des entreprises d'économie sociale montréalaises au programme de PME résilientes
- Mettre en lumière les avantages du programme d'accompagnement pour les entreprises d'économie sociale** en lien avec les défis de résilience et de relance inclusive et écologique

Cibles

- Entreprises d'économie sociale**
- Réseaux partenaires du CESIM (PME MTL, Réseau Coop, CDRQ, CSMO-ESAC, Caisse d'économie solidaire, RISQ, TIESS/Passerelles, Écoles des entrepreneurs du Québec, Esplanade)

**Cibler les entreprises d'économie sociale de secteurs davantage ébranlés ou sollicités en contexte de pandémie et de confinement, tels la culture, les sports et loisirs, l'environnement et le design urbain, l'alimentation et la sécurité alimentaire, l'entretien, les services de proximité, les services pédagogiques.

Moyens (produits/organisés par le CESIM en collaboration avec la Ville)

- Activité de lancement conjoint avec la Ville et deux autres promoteurs sectoriels de PME résilientes (CQCD et ITHQ) (1er octobre 2020)
- Appel à candidatures pour les entreprises d'économie sociale (1er octobre 2020 dans le cadre du lancement conjoint)
- Relance de l'appel à candidatures : fin octobre ou début novembre 2020 (date à confirmer)
- Dernière relance de l'appel à candidatures : 11 janvier 2021)
- Communication en fin de projet : faits saillants des résultats du programme (mars 2021)

Outils (produits par le CESIM, avec l'apport de fournisseurs externes)

Gabarit d'invitation pour l'envoi par courriel aux entreprises et aux partenaires de l'appel à candidatures

Page ou section dédiée au programme de PME résilientes/économie sociale sur le site internet du CESIM (avec accès au formulaire d'inscription)

Kit promo : messages clés et visuels pour diffusion

- infolettre et réseaux sociaux du CESIM
- infolettres et réseaux sociaux des partenaires du CESIM

Note : dans ses messages-clés, le CESIM pourra relier la promotion du programme PME résilientes avec deux de ses propres orientations stratégiques, (1) Valoriser le modèle collectif pour créer une société plus inclusive et résiliente; (2) Accélérer la transition écologique)

2- RECRUTEMENT ET SÉLECTION

Listes d'entreprises ciblées

- Produire une liste des entreprises ciblées à partir de la base de données du CESIM; solliciter les partenaires PME MTL, Réseau Coop, CDRQ et autres, pour obtenir des références d'entreprises ÉS qui selon leur analyse seraient susceptibles de profiter du service d'accompagnement PME résilientes
- Rédiger le contenu de l'appel à candidatures : objectifs et avantages du service d'accompagnement, critères de sélection, date de dépôt de candidature, et autres conditions.

Critères de sélection

- Entreprise d'économie sociale ayant son siège social sur l'île de Montréal
- Entreprise en opération depuis au moins 2 ans (1 an?)
- Équipe de moins de 250 employés (réguliers et saisonniers)
- Démontrer la pertinence ou la nécessité d'adapter son modèle d'affaires au nouveau contexte socioéconomique (décrire en 250 mots maximum le défi principal de l'entreprise pour sa résilience et son repositionnement en contexte de pandémie et de relance**
- Confirmer l'engagement du dirigeant de l'entreprise à compléter un test diagnostic et à réaliser son coaching sur une période de 10 semaines.

  **Une attention particulière (une priorité) sera accordée aux demandes provenant de petites entreprises d'économie sociale (moins de 15 employés) qui sont aux prises avec des défis stratégiques majeurs pour se repositionner, compte tenu des impacts de la pandémie sur leur entreprise et de l'écart à rattraper pour répondre aux besoins (émergents ou accentués, selon le secteur), ajuster leur finalité et réorganiser leurs ressources.

Appel à candidatures –invitation at large – (1er octobre 2020)

Communiqué (à confirmer avec la Ville) – lancement conjoint du programme PME résilientes avec la Ville de Montréal, le Conseil québécois du commerce de détail et l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Publication de l'appel sur le site internet du CESIM – page d'accueil
Publication de l'appel sur les réseaux sociaux du CESIM

Envoi massif par courriel d'une invitation aux entreprises– via base de données du CESIM – listes préparées d'avance

Liste des entreprises d'économie sociale montréalaises

- membres du CESIM et de réseaux sectoriels et locaux
- références d'entreprises provenant des partenaires sollicités au préalable - PME MTL, CDRQ, Réseau Coop, RISQ, Caisse d'économie solidaire, Esplanade, Écoles des entrepreneurs)

Liste des partenaires du CESIM (institutionnels, sectoriels, régionaux, locaux)

Relance de l'appel à candidatures – fin octobre ou début novembre

- Envoi massif par courriel et publications sur réseaux sociaux
- Tournée téléphonique auprès d'entreprises ciblées par le CESIM et ses partenaires pour informer et susciter intérêt à s'inscrire au programme, compte tenu de leur enjeu.

(note : novembre est le mois de l'économie sociale au Québec; le CESIM pourra juger pertinent de combiner la relance de l'appel à candidatures pour PME résilientes en lien avec les thématiques du mois de l'économie sociale)

Relance de l'appel à candidatures – semaine du janvier 2021

- Envoi massif par courriel et publications sur réseaux sociaux

Dépôt de candidatures : 1er octobre 2020 au 25 janvier 2021

Entrée continue, premier arrivé, premier servi, à compter du (1er) octobre

La date limite pour la réception des inscriptions est fixé au 25 janvier 2021, et ce, pour être en mesure de compléter les processus de diagnostic, référencement et coaching avant le 31 mars 2021.

Fiche d'inscription incluant :

- Coordonnées complètes de l'entreprise et du dirigeant ou gestionnaire désigné par l'entreprise pour participer au programme d'accompagnement
- Défi de résilience de l'entreprise en lien avec son modèle d'affaires en contexte de relance
- Engagement du dirigeant ou gestionnaire à (1) compléter le test auto-diagnostic d'entreprise dans les 10 jours suivant la confirmation d'inscription et (2) à entreprendre et compléter un minimum de 10 heures de coaching suite au référencement par le CESIM
- Documents complémentaires : si disponible, l'entreprise présente un diagnostic récent (2020) sur la situation de l'entreprise ; autrement, l'entreprise sélectionnée devra compléter un diagnostic avant d'accéder au coaching.

Suivi de l'inscription :

- Vérification dans la base de données du CESIM (membre du CESIM; abonné de l'infolettre; entreprise inscrite au répertoire des entreprises)
- Vérification sur le Registre des entreprises du Québec
- Si nécessaire, vérification auprès d'un partenaire (ex. PME MTL, Caisse d'économie solidaire, RISQ, CDRQ, Réseau Coop)

Dans les 5 jours suivant l'inscription d'une entreprise, le CESIM réalise une micro-entrevue téléphonique avec la ou le dirigeant d'entreprise, pour assurer
- la bonne compréhension par le CESIM des enjeux signalés par l'entreprise sur sa fiche d'inscription
- l'engagement du dirigeant ou gestionnaire principal de l'entreprise à compléter
    (1) le test diagnostic dans les 10 jours suivant la confirmation d'inscription de l'entreprise
    (2) les séances de coaching (de 10 à 15 heures au total) dans un délai de 10 semaines suivant le référencement au coach par le CESIM

3- DIAGNOSTIC

Préalable : entente de services du CESIM avec ressource externe pour conception et contenu d'un questionnaire avec choix de réponses, avec mise en ligne sur une plateforme de type Podio.

Fournisseur ciblé : MCE Conseils – sur la base du guide* réalisé pour la Caisse d'économie solidaire au sujet des enjeux et des défis de la relance pour les entreprises d'économie sociale.

> *Guide de relance – Économie sociale et action communautaire – 2020
> Consulter les pages 7 et 10 – pour une vue d'ensemble des enjeux/défis à considérer pour la relance
> https://caissesolidaire.coop/wp-content/uploads/2020/06/CES_relance_guide_complet_vf.pdf

Diagnostic d'entreprise : un diagnostic sommaire de la situation d'entreprise en contexte de pandémie et de relance.

- Il peut prendre la forme d'un portrait des forces et faiblesses internes, des risques et opportunités dans l'environnement externe (matrice SWOT).
- Il peut inclure des questions pour situer l'état des relations avec les clients et les fournisseurs, la présence de concurrents, les défis d'approvisionnement et de distribution, l'impact des exigences sanitaires dans l'organisation du travail, etc.

Mise en ligne du questionnaire sur le site du CESIM (hyperlien vers une plateforme de type Podio, permettant de capter et analyser les données)

Processus

- L'entreprise dont l'inscription est validée par le CESIM est invitée à compléter un questionnaire en ligne comportant des questions avec choix de réponses permettant d'établir un état de situation des ressources (financières, humaines, matérielles et immatérielles) et des opérations.
- L'entreprise devra compléter ce questionnaire dans les 5 jours ouvrables suivant la confirmation de l'inscription par le CESIM.
- L'analyse des résultats du test diagnostic sera faite conjointement par le CESIM et le fournisseur externe (conception et administration du test diagnostic).
- Le fournisseur présente une analyse sommaire des résultats et ses recommandations quant au défi premier à relever dans le cadre de son coaching.
- Le CESIM valide cette analyse; au besoin, le CESIM fera appel à un partenaire de l'économie sociale (PME MTL, Réseau Coop, CDRQ) pour compléter l'analyse.
- Le CESIM procède au référencement de l'entreprise vers un coach.

4- RÉFÉRENCEMENT ET COACHING

Préalable : appel d'intérêt auprès de ressources conseils en économie sociale; entente de services entre CESIM et fournisseurs externes (fournisseurs ciblés : MCE Conseils, Labo-Conseil du Réseau Coop, CDRQ; d'autres fournisseurs spécialisés pourront être sollicités

Projection estimée de la répartition de la banque d'heures de coaching entre les fournisseurs ciblés
Banque d'heures (1125 heures = 75 entreprises x 15 heures)
Tarif horaire modulable, entre 115$ et 150$, taxes incluses- soit entre 100$ et 130$ avant taxes)

- ***Fournisseurs ciblés (à confirmer)*** MCE Conseils : 600 heures Labo-Conseil du Réseau Coop : 180 heures

- CDRQ : 180 heures
- Autres ressources spécialisées à déterminer afin de répondre aux besoins complémentaires des entreprises accompagnées : 150 heures
  (pistes : Esplanade (innovation; BMC-VPC), La Piscine/Rhizome (innovation), Meilleur Monde (design de services), Dynamo (stratégies gouvernance et gestion RH); autres : Télescope; Espaces Temps; Coop Interface; CQCD, ITHQ

Liste de ressources confirmées pour le coaching (entente de services CESIM-fournisseurs)

- Nom de l'expert-conseil, nom de la firme, domaines d'expertises
- Chaque expert-conseil sera identifié à son champ de pratiques et de connaissances.

Processus – référencement et coaching

Selon l'analyse des résultats du diagnostic sommaire : se centrer sur l'enjeu principal permettant à l'entreprise d'amorcer plus concrètement l'adaptation de son modèle d'affaires en cours de coaching

Le CESIM :

- Prendra connaissance des résultats du diagnostic sommaire - dans les 5 jours suivant la réception des résultats du diagnostic) et valider enjeu central ou principal en vue du coaching
- Au besoin : contactera entreprise pour préciser, clarifier l'enjeu et l'objectif de coaching et contact partenaire de l'économie sociale (PME MTL, etc.) pour en savoir plus sur la situation de l'entreprise.

Référencement de l'entreprise vers un coach (selon enjeu principal de l'entreprise et profil du coach)

- Une fois le diagnostic validé par le CESIM, le CESIM procède au référencement vers un.e coach dont l'expertise terrain et les connaissances sont pertinentes pour accompagner l'entreprise selon son défi principal.
- Le CESIM confirme le jumelage de l'entreprise avec la ou le coach ainsi que le délai maximum pour réaliser le coaching. La fiche d'entreprise et les résultats du diagnostic sommaire sont transmis au même moment.
- Confirmation du service à rendre avec le coach, soit une série de rencontres de coaching, équivalent à un minimum de 10 heures et un maximum de 15 heures, à réaliser sur une période de 10 semaines maximum
- Confirmation du jumelage de l'entreprise au coach désigné; suivi auprès du coach désigné, pour confirmer référence et pour confirmer premier RV pris;
- Le coach accuse réception du jumelage confirmé, de la fiche d'entreprise et du diagnostic sommaire.

Coaching – calendrier de rendez-vous

Dans les 10 jours suivant le référencement/jumelage initial

- l'entreprise et le coach désigné ont établi conjointement le plan de match : un calendrier des sessions de coaching réparties sur 10 semaines, l'objectif spécifique des sessions et des pistes d'action à réaliser entre les sessions.
- Le coach : calendrier de rendez-vous à rendre au CESIM avec confirmation du premier rendez-vous avec l'entreprise.
- Si nécessaire, le CESIM relance coach et entreprise pour obtenir le calendrier des sessions de coaching.

Rencontres de coaching : entre 90 et 120 minutes par session

- L’accompagnement consiste en une série de 5 à 6 rencontres avec un coach, réalisée sur une période de 10 semaines (avec extension maximale de 2 semaines, pour pallier les imprévus et contraintes de l’entreprise ou du coach).
- Les heures non réalisées par l’entreprise à l’intérieur de ce délai seront versées dans une banque d’heures supplémentaires pour d’autres entreprises.

Rappel des séances coaching prévus : suivi par courriel (de la part du coach): rappel de la séance de coaching 48 heures avant, avec coordonnées de contact (plateforme zoom ou autre). La séance de coaching se fait en ligne (plateforme zoom ou autre) (exceptionnellement en présentiel, avec respect intégral des règles sanitaires).

Le CESIM assure un suivi téléphonique auprès de l’entreprise, suivant la première session de coaching pour s’informer de la satisfaction de l’entreprise à l’égard du coach désigné, et selon les propos échangés, le CESIM pourra au besoin effectuer un ajustement avec le coach, sinon effectuer un référencement vers un autre coach.

Le CESIM communiquera de nouveau avec la ou le coach, ainsi qu’avec l’entreprise, dans les 10-15 jours précédant la dernière séance de coaching prévu avec l’entreprise en vue de conclure définitivement le jumelage et, si nécessaire, prévoir un transfert des heures non-réalisées vers d’autres demandes.

Le coach doit fournir, en fin d’accompagnement d’une entreprise, une fiche sommaire des activités réalisées, des enjeux et problèmes identifiés, des actions et/ou des moyens pris par l’entreprise lui permettant de pivoter son modèle d’affaires et du stade d’avancement ou d’évolution de l’entreprise en fin de coaching.

Le CESIM fait parvenir à l’entreprise finissante un sondage de satisfaction à propos du processus et des résultats du coaching.

Les activités de coaching doivent être engagées avant le 10 février 2021 et se terminer au plus tard, compte tenu des imprévus, le 15 avril 2021.

GESTION DE PROJET

Coordination par le CESIM – chargé.e de projet à être désigné.e par la direction du CESIM –
Fonctions principales

- assurer les relations et les suivis avec les entreprises et les fournisseurs externes* (outils recrutement et promotion; outils diagnostic et coaching)
- contribuer à l'organisation/ réalisation d'activités de lancement et de promotion du programme d'accompagnement
- contribuer à la production d'outils de recrutement, de diagnostic et de promotion
- identifier, sur la base des diagnostics et des suivis auprès des coachs et entreprises, certains besoins collectifs des entreprises qui pourraient bénéficier d'activités de formation ou de co-développement; si tel est le cas, organiser une ou deux activités complémentaires pour y répondre;
- produire les rapports d'activités à mi-terme et en fin de programme

*programmation web et graphisme web; programmation base de données; programmation test diagnostic en ligne; administration du diagnostic, analyse sommaire des résultats, référencement entreprise-coach et mise à jour avec coachs sur faits saillants (résultats, défis stratégiques et techniques des entreprises)

Comité de pilotage du projet CESIM-Ville : 3 rencontres

- Septembre 2020 : préparation du lancement et appel à candidatures
- Décembre 2020 : mise à jour et ajustement du programme d'accompagnement
- Mars 2021 : conclusion du programme

Rapport sommaire d'activités – mi-terme : 15 décembre 2020.

Rapport final : 31 mars 2021

Annexe au rapport final – 30 avril 2021 (au besoin, si le coaching s'est prolongé pour un certain nombre d'entreprises)

Outils de gestion – suivi de la cohorte d'entreprises inscrites et référencées

Tableau de bord (fichier excel)

- Le nom des entreprises et des coachs
- Dates pour : inscription, réception des infos requises, confirmation d'inscription, envoi du test diagnostic, test diagnostic complété, date de jumelage, nom du coach désigné, date de début du coaching, dates de suivis périodiques du cesim-entreprise et de suivis périodiques du cesim-coach, nombre de séances-heures complétées par l'entreprise, date de fin du coaching; nombre d'heures complétées et/ou incomplètes à transférer;

Fiche d'entreprise – volet inscription

- Coordonnées complètes de l'entreprise et du dirigeant/gestionnaire désigné par l'entreprise pour participer au programme d'accompagnement
- Défi de résilience/relance de l'entreprise relatif à l'ajustement de son modèle d'affaires
- Engagement du dirigeant ou gestionnaire à (1) compléter le test auto-diagnostic d'entreprise dans les 10 jours suivant la confirmation d'inscription et (2) à entreprendre et compléter un minimum de 10 heures de coaching suite au référencement par le CESIM

- Documents : si disponible, l'entreprise présente un diagnostic récent (2020) sur la situation de l'entreprise ; autrement, l'entreprise sélectionnée devra compléter un diagnostic avant d'accéder au coaching.

Fiche d'entreprise – volet coaching (en complément à la fiche d'inscription)

- Nom de l'entreprise
- Nom du coach désigné par le CESIM
- Défi principal de l'entreprise (selon diagnostic sommaire et objectif de coaching)
- Calendrier des sessions (date de début, date de fin)
- Notes sommaires relatives à l'évolution de l'entreprise dans le cadre du coaching : questions soulevées, apprentissage réalisé par le dirigeant.e, mise en œuvre en entreprise, obstacles rencontrés, etc.

Fiche de coach (fournisseur)

- Nom du coach
- Spécialités identifiées
- Liste des entreprises accompagnées, et nombre d'heures réalisées par entreprise

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006 **;**

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de a Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38)), dont l'adresse principale est le 6224 rue Saint Hubert, Montréal, QC, H2S 2M2 agissant et représentée par Madame Edith Cyr, administratrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, de promouvoir l'économie sociale et de faciliter la mise en place des conditions nécessaires à la création, la consolidation et la croissance des entreprises d'économie sociale sur l'île de Montréal.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de l'Entrepreneuriat ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent dix mille dollars (210 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 Pour l'année 2020 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de cent vingt six mille dollars (126 000 $) dans les trente jours suivant la signature de la présente convention;

5.2.2 Pour l'année 2021 :

5.2.2.1 une somme maximale de quarante-deux mille dollars (42 000 $) sous présentation d'un bilan d'étape, à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de quarante-deux mille dollars (42 000 $) au dépôt du rapport final du projet, à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 25 octobre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou

l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6224 rue Saint Hubert, Montréal, QC, H2S 2M2, et tout avis doit être adressé à l'attention de Mme Edith Cyr, administratrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 28e jour de août 2020

CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Edith Cyr, administratrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2020 (Résolution CG……..).

ANNEXE 1

PROJET

La crise sanitaire et économique de la Covid-19 a fragilisé un bon nombre de petites entreprises montréalaises. En effet, relativement à la crise, de nombreuses entreprises (privées et collectives) se retrouvent en grande difficulté, financière ou autre. Pour la plupart, elles doivent notamment composer avec une nouvelle dette ou une dette plus prononcée, en plus de faire face à une chute radicale de revenus ainsi qu'à une remise en question de leurs modèles d'affaires. Le plan de relance de la Ville "Une impulsion pour la métropole : agir maintenant" contient des objectifs généraux et des actions en lien direct avec ces enjeux

Cette mesure, intitulée "Accroître l'offre d'accompagnement auprès des entreprises montréalaises dans une optique de résilience et d'innovation", comporte quatre (4) volets, chacun des volets ayant des objectifs spécifiques quant au soutien des entreprises montréalaises. Le détail de la mesure 8 et des 4 volets qui la composent se trouve en pièce jointe de ce sommaire (voir le document Description détaillée de la mesure 8).

Le présent dossier propose l'attribution de 210 000 $ qui permettrait de soutenir 75 entreprises d'économie sociale de Montréal afin de faire face aux défis soulevés par la COVID-19 notamment, répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux services.
L'enveloppe financera le recrutement d'entreprises qui rencontrent des enjeux de différentes natures, le diagnostic de leur situation et l'intervention d'experts auprès d'elles. Certaines voient les attentes de leur clientèle croître et ne savent plus comment y répondre, alors que d'autres reprennent une activité graduelle et ont subi des pertes de revenus importantes au cours des six derniers mois. La durée moyenne des mandats octroyés par entreprise à des consultants reconnus devrait être de 15 heures.

Le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM) aura la responsabilité de sélectionner des consultants spécialisés en développement d'affaires. À ces dépenses s'ajoutent des frais pour l'embauche d'une ressource chargée de promouvoir le programme et d'effectuer un suivi régulier avec les 75 entreprises accompagnées. Au terme de chaque accompagnement, les entreprises auront en main des outils pour soutenir leur résilience et ajuster leur modèle d'affaires aux nouvelles réalités.

Le projet proposé devrait se déployer selon cet ordonnancement entre octobre 2020 et mars 2021 :

1. Promotion du programme d'accompagnement.
    a. moyens
        i. Lancement
        ii. Appel à candidatures pour les entreprises d'économie sociale
    b. Outils
        i. Envoi par courriel aux entreprises et aux partenaires
        ii. Page ou section dédiée au programme de PME résilientes/économie
        iii. Kit promo : messages clés et visuels pour diffusion

2. Recrutement et sélection des entreprises participantes
    a. Avec l'appui des partenaires du réseau de l'économie sociale
3. Diagnostic sommaire de la situation d'entreprise

   a. Ententes avec des experts externes chargés d'effectuer le diagnostic en collaboration avec le CÉSIM
   b. Définition du mandat spécifique
4. Référencement aux experts
   a. Attribution du mandat de coaching à des consultants sélectionnés selon le besoin spécifique de l'entreprise
5. Accompagnement personnalisé par les experts
   a. De 8 à 15 heures par entreprise consacrées à la réalisation d'un plan d'action guidant la mise en oeuvre du repositionnement du modèle d'affaires.

L'échéancier du projet est le suivant :

Stratégie de promotion et de recrutement	Octobre 2020
Appel à candidature recrutement	Octobre 2020
Sélection des entreprises	De octobre 2020 à Janvier 2021
Diagnostic et accompagnement	Mi-octobre à fin mars 2021
Reddition de compte	Entre mai 2021 et septembre 2021

L'organisme devra mettre sur pied un outil qui lui permettra d'assurer un suivi de l'évolution de chacune des entreprises prenant part au projet. Cet outil pourra éventuellement être partagé avec la Ville afin d'assurer une reddition de compte efficace.

Cet outil devra minimalement contenir les informations suivantes:
- nombre d'entreprises ayant complété le formulaire
- nombre d'entreprises ayant réalisé un diagnostic
- nombre d'heures réalisées par entreprise accompagnée
- coordonnées des entreprises

La Ville se réserve le droit de contacter les entreprises accompagnées afin de procéder à une évaluation des retombées du projet.

Objectifs attendus et indicateurs de succès

La Ville octroie le financement à l'organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'atteindre les résultats suivants :

Retombées attendues (2020-2021) :

1	Outil diagnostic
1125	Heures de coaching individualisé
75	Nombre d'entreprises accompagnées
80%	Taux de satisfaction des entrepreneurs (par rapport à l'entièreté du projet)

50%	Taux d'entrepreneurs ayant entamé l'adaptation de leur modèle d'affaires

Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire du projet doit être ventilée selon les catégories suivantes :

- Femmes
- Communautés autochtones
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles

Modalités de redditions de compte

Afin de pouvoir procéder aux versements prévus à l'article 5.2 de la convention, l'organisme fournira à la Ville les documents suivants à chaque demande de versement :

- un bilan financier du projet, permettant de comparer le budget prévisionnel avec le budget effectivement réalisé
- un bilan d'activités reprenant les indicateurs précisés ci-dessus
- toutes autres informations jugées pertinentes par le responsable de projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en oeuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  ○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  ○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  ○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.


Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements p
de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que
subventionné(e) par la Ville de Montréal

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207019003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière maximale, non récurrente, d'un montant de 210 000$ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207019003 - Conseil d'économie sociale MTL.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1207100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification de l'entente de recherche entre la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CG16 0012) permettant de prolonger la durée de l'entente initiale d'une période de un (1) an, soit du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021

Il est recommandé :
d'approuver la modification de l'entente entre la Corporation de l'École Polytechnique et la Ville de Montréal (CG16 0012) permettant une prolongation de l'entente initial d'une période de un (1) an, soit du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021, afin de compléter les travaux de recherche en eau potable effectués par l'École Polytechnique de Montréal, dans le cadre de la Chaire Industrielle du Conseil de Recherches en Sciences Naturelles et Génie du Canada en eau potable.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-09-11 11:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207100004**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification de l'entente de recherche entre la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CG16 0012) permettant de prolonger la durée de l'entente initiale d'une période de un (1) an, soit du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021

CONTENU

CONTEXTE

La Chaire industrielle CRSNG en eau potable (CICEP) de Polytechnique Montréal existe depuis 1992. La mission première de celle-ci consiste à produire des résultats scientifiquement reconnus et utilisables par l'industrie permettant d'améliorer le traitement et la distribution de l'eau potable, tout en minimisant les risques pour la santé. La Ville de Montréal participe à la CICEP depuis 2005. La CICEP compte parmi ses autres partenaires municipaux et industriels la Ville de Laval, la Ville de Longueuil, la Ville de Repentigny, la Ville de L'Assomption et la firme Veolia Water Technologies Canada Inc.
L'enveloppe budgétaire de l'actuelle entente, qui se termine le 30 septembre 2020, n'a pas été majoritairement utilisée. Le retard dans l'exécution de certains travaux et rapports finaux est dû à la Covid-19, puisque les activités de la CICEP de Polytechnique Montréal ont été réduites depuis le milieu du mois de mars et ne sont pas encore totalement en opération au mois de septembre 2020, ce qui limite la réalisation et l'achèvement des projets de recherche. L'objectif est de compléter l'ensemble des travaux et rapports finaux pour l'année 2020. Il y a un certain risque que certains travaux se terminent en 2021.

La présente demande consiste à prolonger la durée de l'entente d'un (1) an sans augmenter la contribution financière initiale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0012 - 29 janvier 2016 - Approuver un projet d'entente de recherche entre la Ville de Montréal et la Corporation de l'école Polytechnique de Montréal (Polytechnique Montréal) relativement au financement partiel, par la Ville de Montréal, de travaux de recherche en

eau potable, pour une période de cinq ans, soit de 2015 à 2020 pour un montant total de 1 787 500 $, soit un montant de 357 500 $ par année. Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet.
CG14 0475 - 30 octobre 2014 - Approuver la participation financière de la Ville de Montréal à la Chaire Industrielle Conseil de Recherches en Sciences Naturelles et Génie du Canada (CRSNG) en eau potable de l'École Polytechnique de Montréal, à raison de 357 500 $ par année, pour une période de cinq ans, soit pour les années 2015 à 2020, pour une somme totale de 1 787 500 $.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver un avenant à l'entente de recherche entre la Ville de Montréal et la Corporation de l'École Polytechnique permettant de prolonger la durée de l'entente d'une durée de un (1) an afin de permettre à Polytechnique Montréal de poursuivre et compléter les activités de recherche visées par la Convention initiale qui a été approuvée par le conseil d'agglomération le 29 janvier 2016 (CG16 0012). Suite à la modification, la convention se terminera le 30 septembre 2021.

JUSTIFICATION

La prolongation de la durée de la Convention du 30 septembre 2020 au 30 septembre 2021 permettra à Polytechnique Montréal de poursuivre et compléter les activités de recherche visées par la Convention initiale qui ont été interrompues pendant la Covid-19.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier, la prolongation de la Convention est à coût nul, la contribution pour 2020 ayant déjà été octroyée. Si nécessaire, un montant en 2021 sera régularisé par écriture comptable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une gestion plus performante de l'eau permet d'assurer à l'ensemble de la population un accès à long terme à cette ressource.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la prolongation de l'entente n'était pas approuvée, la Ville serait privée des études de recherches en cours, de nombreux conseils utiles dans la gestion des grands dossiers de développement du Service de même que du support pointu et rapide lors de la gestion d'incidents et d'événements hors normes. Il est essentiel de s'assurer que les décisions du Service en ce qui a trait à la protection des sources d'eau potable, à son traitement et à sa distribution reposent sur la meilleure science disponible.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Prolongation de la Convention initiale d'un (1) an.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication de prévu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la modification à l'entente par le conseil d'agglomération : 24 septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD
Ingénieur de procédé

Tél : 438-988-5163
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-08

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-09-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-09-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Approuver la modification de l'entente de recherche entre la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CG16 0012) permettant de prolonger la durée de l'entente initiale d'une période de un (1) an, soit du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

2020-09-10 Avenant visé.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-10

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-872-2363
Division :



CONVENTION DE MODIFICATION numéro 1
(Convention initiale approuvée par résolution CG16 0012)

ENTRE : **Ville de Montréal**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saidon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (Polytechnique Montréal)**, corporation légalement constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant sa place d'affaires au Campus de l'Université de Montréal, 2900 boul. Édouard-Montpetit, Polytechnique Montréal, 2500, chemin de Polytechnique, Montréal, Québec, H3T 1J4, ici représentée par son directeur général, monsieur Philippe Tanguy, dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelée « **Polytechnique** »

tous les signataires ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE la Ville et Polytechnique ont conclu une entente de recherche (ci-après la « **Convention initiale** ») (résolution CG16 0012);

ATTENDU QUE la Convention initiale devait prendre fin le 30 septembre 2020;

ATTENDU QUE la pandémie de COVID-19 a entraîné un retard dans les activités de recherche visées par la Convention initiale;

ATTENDU QUE, dans ce contexte, les Parties souhaitent prolonger la durée de la Convention initiale jusqu'au 30 septembre 2021 afin de permettre à Polytechnique de poursuivre et compléter les activités de recherche visées par la Convention initiale;

ATTENDU QUE la Convention initiale doit être modifiée en conséquence;

CONSIDÉRANT le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG18-024).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 5 de la Convention initiale est remplacé par le suivant:

> "Nonobstant la date de sa signature, la présente entente entre en vigueur le 1er juillet 2015 et prend fin le 30 septembre 2021."

2. La présente convention de modification ne peut en aucune cas avoir pour effet d'augmenter la valeur totale des contributions financières ou en nature indiquées à la Convention initiale. Pour plus de clarté, et nonobstant l'article 6 de la Convention initiale, aucune contribution financière ou en nature ne sera versée par la Ville à Polytechnique pour l'année 2021 et Polytechnique reconnait que l'ensemble des contributions de la Ville qui lui sont dues en vertu de la Convention initiale, tel qu'elle est modifiée par la présente convention de modification, lui ont été fournies.

3. Toutes les autres conditions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2020

Ville de Montréal

Par :_____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

Corporation de l'École polytechnique de Montréal

Par :_____
Philippe Tanguy, directeur

Cette convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2020 (résolution CG).



INTERVENTIONS

Nous soussignés, Titulaires de la Chaire, reconnaissons avoir lu la présente convention de modification, et en acceptons tous les termes et conditions

Le e jour de 2020

_____
Michèle Prévost
Titulaire de la Chaire

_____
Benoit Barbeau
Titulaire de la Chaire

Je soussigné, directeur du Département des génies civil, géologique et des mines, reconnais avoir lu la présente convention de modification, et j'en accepte tous les termes et conditions.

Le e jour de 2020

_____
Louise Millette
Directrice
Département des génies civil, géologiques et des mines



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1204435009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de Le Club de golf Royal Montréal Ltée, un terrain vacant d'une superficie approximative de 117 587 m², désigné comme étant une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour un montant de 1 800 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-0116-01

Il est recommandé :

1. d'approuver une promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de Le Club de golf Royal Montréal Ltée, un terrain vacant d'une superficie approximative de 117 587 m², désigné comme étant une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève, pour un montant de 1 800 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés à la promesse de vente bilatérale;

2. d'autoriser la signature de l'acte de vente résultant de la présente promesse, pourvu que cet acte de vente, soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme à la promesse.

3. d'imputer cette transaction conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-09-15 18:25

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1204435009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de Le Club de golf Royal Montréal Ltée, un terrain vacant d'une superficie approximative de 117 587 m², désigné comme étant une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour un montant de 1 800 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-0116-01

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a été mandaté par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (le « SGPMRS ») pour acquérir de Le Club de Golf Royal Montréal Ltée. (le « Vendeur »), un terrain vacant situé du côté ouest de la montée de l'Épée, au Nord du chemin North Ridge, désigné comme étant une partie du lot 4 589 873, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève (l'« Immeuble »), le tout montré, à titre indicatif, sur les plans A et P ci-joints. Cette acquisition permettra d'intégrer ce terrain au Grand parc de l'Ouest.
Le 9 août dernier, le Vendeur a signé une promesse d'achat avec un tiers visant la vente de l'Immeuble. Toutefois, le Vendeur a convenu d'intégrer à la promesse une disposition à l'effet que si la Ville désire acquérir l'Immeuble, elle doit en informer le Vendeur au plus tard le 19 octobre 2020, au prix d'achat stipulé à la promesse d'achat déjà signée par ledit tiers.

Le présent sommaire vise donc à faire approuver par les instances décisionnelles la promesse bilatérale (la « Promesse ») visant l'acquisition de l'Immeuble.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0493 - 24 octobre 2019 - Adopter le règlement relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest
CM12 002 - 13 décembre 2004 - Adopter la version finale de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels et donner le mandat au Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie de coordonner son application et de déposer au conseil municipal un rapport annuel faisant état de la mise en oeuvre de cette politique.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but d'approuver la Promesse par laquelle la Ville de Montréal s'engage à acquérir du Vendeur l'Immeuble, d'une superficie approximative de 117 587 m^2, pour un prix de 1 800 000 $, plus les taxes applicables.
Le Vendeur dispose d'un délai jusqu'au 9 octobre pour accepter et signer la Promesse et la remettre à la Ville.

À compter de la date de signature de la Promesse par le Vendeur, la Ville dispose d'un délai de 120 jours pour réaliser ses vérifications diligentes. Si, à l'intérieur du délai de 120 jours, les vérifications diligentes démontrent une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble (parc), conforme avec la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC) ou s'il y a un vice au niveau des titres de propriété, la Ville pourra se retirer de la transaction.

De plus, dans les (5) jours suivant la date de signature de la Promesse par le Vendeur, le Vendeur devra fournir à la Ville une copie de tous les rapports, opinions ou autres résultats découlant de tout travaux et services rendus relativement à l'Immeuble et réalisés par lui ou pour son compte, incluant tout certificat de localisation et titres qu'il a en sa possession, le cas échéant.

L'acquisition de cet Immeuble permettra la restauration des milieux naturels perturbés. Sur le plan des services écosystémiques, l'intérêt de l'Immeuble est considéré comme étant moyen à élevé, dans la mesure où son intérêt écologique à terme permettra de contribuer de façon accrue au renforcement de l'écosystème du futur Grand parc de l'Ouest, à la consolidation d'un massif boisé enclavé entre deux golfs, à la connectivité, ainsi qu'à la résilience aux changements climatiques dans l'agglomération montréalaise. Cette acquisition permet l'agrandissement du parc et la protection de milieux non développés.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet la Promesse aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· Le prix d'acquisition de 1 800 000 $ (approximativement 15,30 $/$m^2$), plus les taxes applicables, est conforme à l'évaluation de la valeur marchande établie par la Division des analyses immobilières du SGPI, en date du 10 septembre 2020.

· L'acquisition de l'Immeuble permettra la protection du milieu naturel et plus précisément d'un boisé.

· L'Immeuble est inclus dans les limites du Grand parc de l'Ouest et dans l'écoterritoire « Le corridor écoforestier de l'Île-Bizard ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette acquisition de 1 800 000 $ plus les taxes applicables, soit un montant maximal de 1 889 775 $ net de ristourne, sera financée par le règlement d'emprunt agglo suivant : RCG20-007 Acq. Imm. Protec. milieux naturels CG20 0095

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est disponible au PTI 2020-2022 du projet 32300 du SGPMRS - Programme d'acquisition de milieux naturels et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total

32300 - Programme d'acquisition de milieux naturels	1 800	-	-	-	1 800

Cette acquisition sera assumée à 100 % par l’agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette acquisition permettra la protection du site tout en améliorant la qualité de vie des citoyens. Elle augmentera la protection de l'environnement en assurant la conservation des milieux naturels et la lutte contre les changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation de ce dossier pourrait signifier l'annulation de l'entente et le refus du Vendeur de vendre l'Immeuble à la Ville au prix négocié.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera prévue par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Vérifications diligentes par la Ville (120 jours)
Préparation et signature de l'acte de vente si la Ville est satisfaite de ses vérifications diligentes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-Antoine LAMOUREUX, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Sylvain PROVENCHER, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Véronique ANGERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Josée SAMSON, Service de l'environnement

Lecture :

Sylvain PROVENCHER, 15 septembre 2020
Pierre-Antoine LAMOUREUX, 14 septembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-14

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

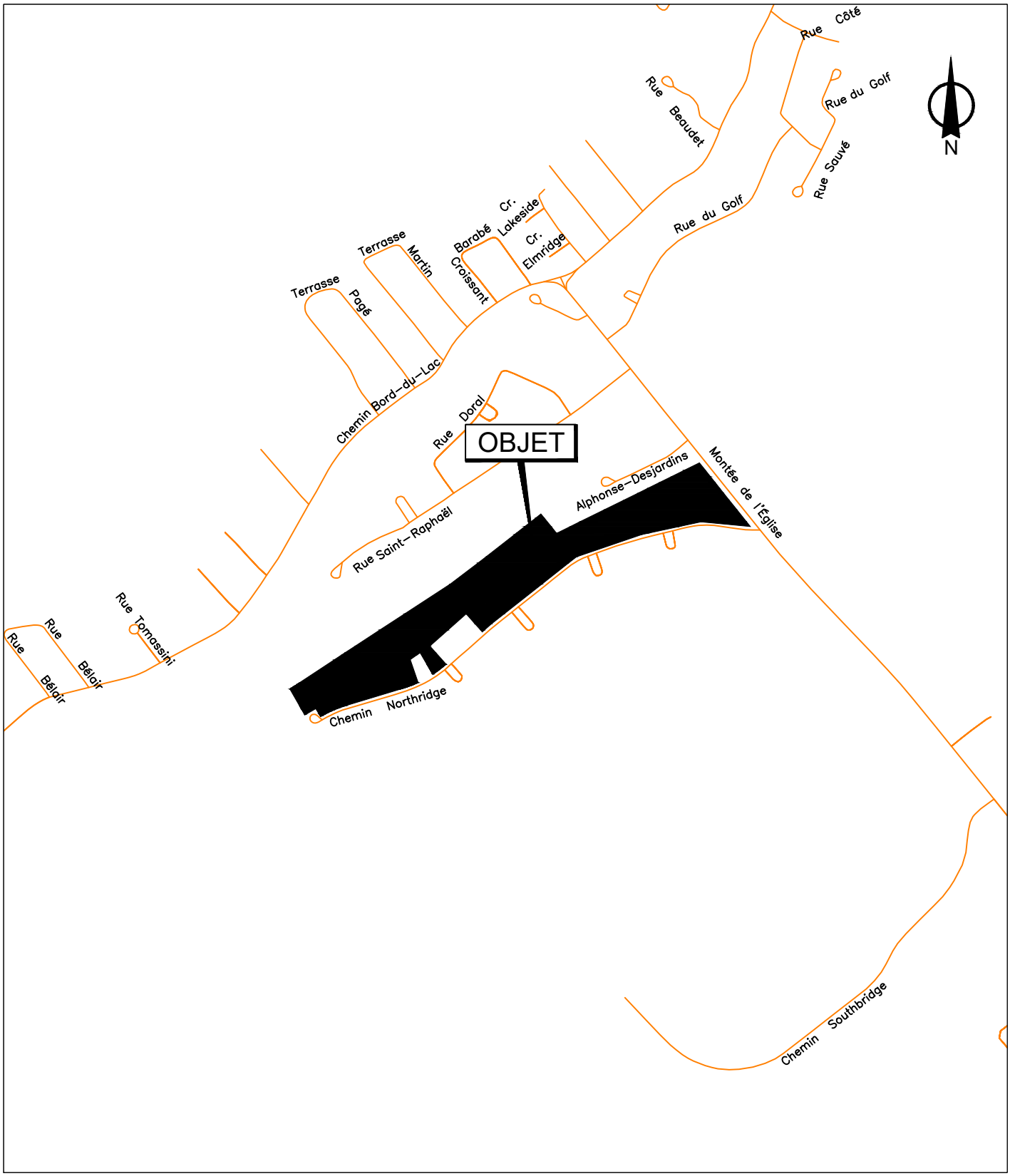
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-09-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-09-15



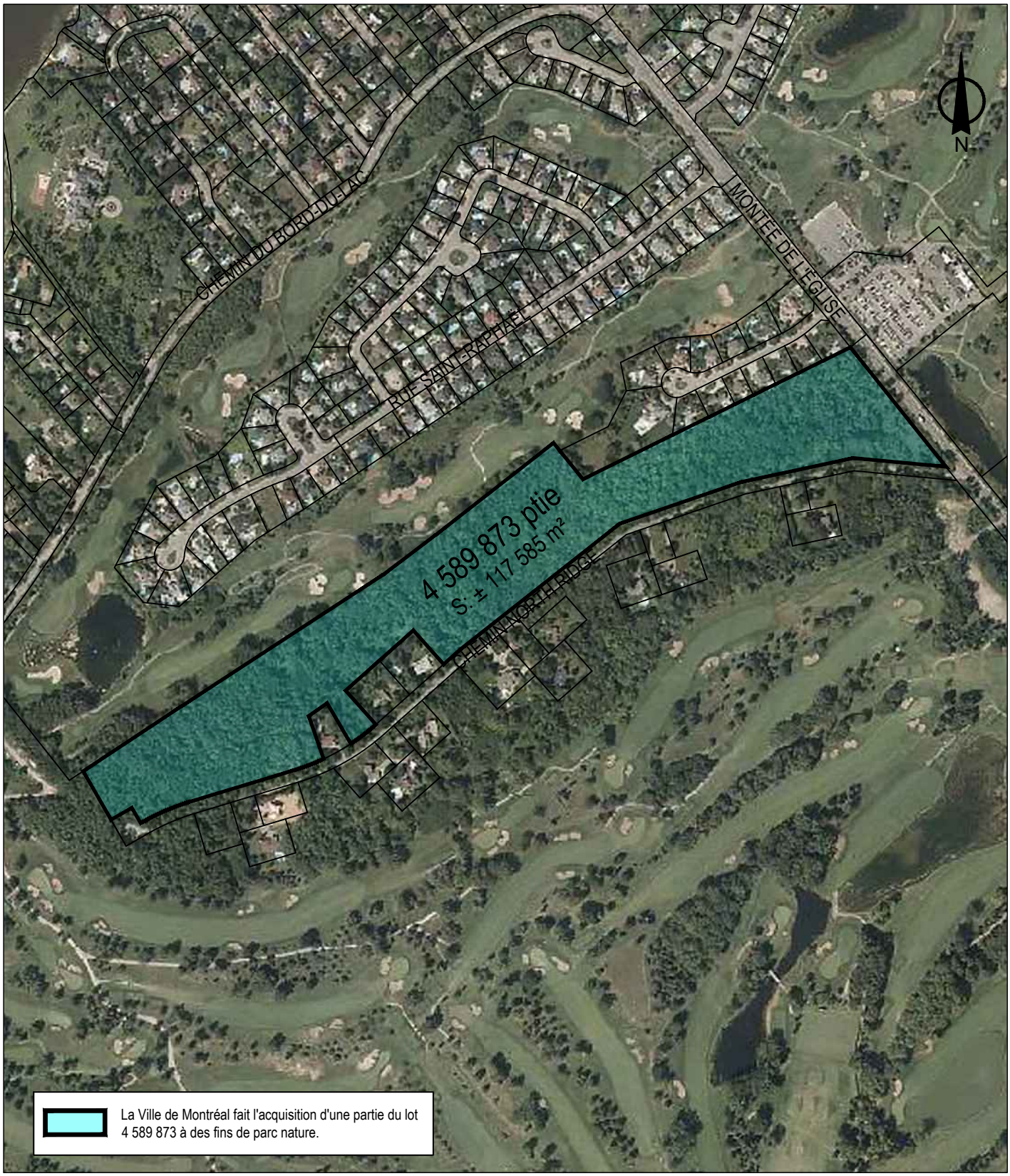
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

L'Île-Bizard -
Sainte-Geneviève

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0116-01
Mandat: 20-0355-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 11-09-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

L'Île-Bizard -
Sainte-Geneviève

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0116-01
Mandat: 20-0355-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:6500
Date: 11-09-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement


rue Tomassini
rue Fraumar
chemin du Bord-du-Lac
rue Doral
rue Saint-Raphaël
montée de l'Église
rue du Golf
rue Alphonse-Desjardins
chemin North Ridge
Partie de lot: 4 589 873
Superficie : 117 587 m² approx.
L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève
0
75
150 m
Orthophotos: © Communauté métropolitaine de Montréal, 2005-2017
Droit de premier refus
Date limite: 19 octobre 2020
Lot 4 589 873 ptie | Superficie aprox. 117 587 m²
Délimitation au règlement du Grand parc de l'Ouest
Cadastre
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
2020-08-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204435009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de Le Club de golf Royal Montréal Ltée, un terrain vacant d'une superficie approximative de 117 587 m², désigné comme étant une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour un montant de 1 800 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-0116-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et sa forme la promesse bilatérale de vente et d'achat ci-jointe. Nous avons reçu la confirmation du représentant du Vendeur à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet et qu'il s'engage à le signer dans sa forme actuelle sans modification.

N/D 20-002153

FICHIERS JOINTS

2020-09-11 _ Promesse _ version finale.DOCX

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-15

Nissa KARA FRECHET
notaire et chef de division
Tél : 514-872-0138
Division : Droit notarial

PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT

ENTRE : **LE CLUB DE GOLF ROYAL MONTRÉAL LTÉE**, société légalement constituée sous la partie 1 de la Loi sur les compagnies et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), ayant son siège au 25, chemin South Ridge, Montréal (Québec) H9E 1B3, représenté par Neil Macrae, son président, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

(« **Vendeur** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____ dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●,

(« **Acheteur** »)

Le Vendeur et l'Acheteur sont ci-après collectivement nommés les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le Vendeur est propriétaire d'un immeuble vacant connu et désigné comme étant une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant plus amplement défini ci-dessous comme l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Vendeur est disposé à procéder à la vente et l'Acheteur à procéder à l'acquisition de l'Immeuble, selon les conditions et modalités énoncées aux présentes (la « **Promesse** »).

1. Description de l'Immeuble

Un terrain vacant situé, dans l'arrondissement de l'Ile Bizard, connu et désigné comme étant une partie du lot QUATRE MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE-TREIZE (4 589 873 Ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 117 587 m² - (1 265 696 pi^2), tel que montré à titre indicatif au plan joint en annexe, ci-après nommé l'« **Immeuble** ».

2. Prix et mode de paiement

2.1 Le prix d'achat sera de **UN MILLION HUIT CENT MILLE** dollars canadiens **(1 800 000 $ CA)** (« **Prix d'Achat** ») que l'Acheteur convient de payer au Vendeur à la Date de Clôture par chèque. Le notaire instrumentant retiendra ce chèque représentant le Prix d'Achat jusqu'à ce que l'acte de vente soit publié et porté au registre foncier sans inscription préjudiciable au titulaire du droit publié. Le notaire instrumentant devra confirmer par écrit au Vendeur qu'il a en sa

possession le chèque au montant du Prix d'Achat et libellé à l'ordre du Vendeur, et ce, avant la signature de l'acte par le Vendeur.

2.2 Il est entendu et convenu que le Prix d'Achat n'inclut pas la taxe sur les produits et services (TPS) ni la taxe de vente du Québec (TVQ). Le cas échéant, le paiement desdites taxes est à l'entière responsabilité de l'Acheteur.

3. <u>Vérification diligente par l'Acheteur</u>

À compter de la date de signature de la présente Promesse par le Vendeur, l'Acheteur disposera de cent vingt (120) jours (la « **Période de Vérification Diligente** ») pour effectuer, selon les modalités prévues aux présentes, les expertises nécessaires afin de se satisfaire des éléments suivants :

- les titres de propriété du Vendeur relativement à l'Immeuble et la condition environnementale.

4. <u>Options de l'Acheteur durant la Période de Vérification Diligente</u>

4.1 Avant la fin de la Période de Vérification Diligente, l'Acheteur doit :

(a) Aviser le Vendeur par écrit de son insatisfaction quant aux éléments suivants de sa vérification diligente :

- problématique liée aux titres de propriété;

- la présence d'une contamination qui démontre une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble (parc), conformes avec la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques (MDDELCC);

ou

(b) Aviser le Vendeur par écrit qu'il se déclare satisfait des résultats de sa vérification diligente.

4.2 Si l'Acheteur néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 4.1 dans les délais convenus, celui-ci sera réputé être satisfait des résultats de sa vérification diligente.

4.3 Si l'Acheteur remet l'avis écrit visé au paragraphe 4.1(a), le Vendeur devra aviser par écrit l'Acheteur, dans les soixante (60) jours suivant l'expiration de la Période de vérification diligente, soit :

(a) Qu'il est incapable, ou qu'il refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par l'Acheteur. Le cas échéant, l'Acheteur aura alors un délai de 15 jours à compter de la réception de l'avis du Vendeur pour l'informer par écrit, soit i) qu'il renonce à son insatisfaction et se déclare satisfait des résultats de la vérification diligente, ou ii) qu'il maintient son insatisfaction; dans ce dernier cas, la présente Promesse sera automatiquement résiliée sans possibilité de recours de part et d'autre;

OU

(b) Qu'il est disposé à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par l'Acheteur avant ou à la Date de Clôture ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, les Parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant au Vendeur de régler les insatisfactions dans les délais convenus.

5. Droit d'Inspection

5.1 Au cours de la Période de Vérification Diligente, moyennant la remise au Vendeur d'un préavis de 72 heures, l'Acheteur sera autorisé à effectuer, pendant les heures normales de bureaux, les tests, expertises et inspections requis relativement à l'Immeuble qui doivent être effectuées sur les lieux. Ces tests, expertises ou inspections devront débuter et se terminer au cours de la Période de Vérification Diligente. Toutefois, sans restreindre le caractère général de ce qui précède, durant la Période de Vérification Diligente et par la suite jusqu'à la Date de Clôture, l'Acheteur pourra accéder à l'Immeuble à ses propres frais et risques avec le consentement préalable du Vendeur et, si requis en présence d'un représentant de ce dernier.

5.2 Les tests, inspections et expertises effectués par l'Acheteur ou ses représentants seront réalisés aussi rapidement que possible, au cours de la Période de Vérification Diligente, aux frais et risques de l'Acheteur. Un représentant du Vendeur pourra être présent durant les tests et inspections visés.

5.3 Les dommages causés à l'Immeuble, le cas échéant, par suite de l'accès de l'Acheteur à celui-ci, ou en raison des tests, inspections, expertises ou autre activité de l'Acheteur ou de ses représentants en rapport avec l'Immeuble ou toute partie de celui-ci, seront promptement réparés par l'Acheteur, à moins que celui-ci ne procède à l'acquisition de l'Immeuble sans égard aux modifications qu'il aurait pu causer à l'Immeuble. L'Acheteur indemnisera le Vendeur à l'égard de toute poursuite, frais, responsabilité ou dommages découlant, le cas échéant, de l'accès de l'Acheteur à l'Immeuble, de ses tests, inspections, expertises ou toute autre activité réalisées par l'Acheteur ou par ses représentants aux fins de la vérification diligente de l'Immeuble, conformément au présent paragraphe ou à tout autre paragraphe de la présente Promesse.

5.4 L'Acheteur déclare qu'il s'auto-assurance et en conséquence, il ne sera pas tenu de souscrire aucune assurance de quelque nature que ce soit.

5.5 Les obligations de l'Acheteur stipulées au paragraphe 5.3 des présentes subsistent malgré la résiliation de la présente Promesse.

6. Documentation

Dans les cinq (5) jours suivant la date de signature de la Promesse par le Vendeur, le Vendeur fournira à l'Acheteur une copie de tous les rapports, opinions ou autres résultats découlant de tout travaux et services rendus relativement à l'Immeuble et réalisés par lui ou pour son compte, incluant tout certificat de localisation et titres qu'il a en sa possession, le cas échéant.

Les expertises et documents d'information, s'il en est, communiqués par le Vendeur ne constituent d'aucune façon de la part de ce dernier une représentation écrite ou verbale relativement à l'état, aux questions financières, à la conformité aux lois, règles et règlements, à l'usage, la quantité, à la qualité, à la durabilité, à la condition environnementale, à la condition structurale, à la condition physique de l'Immeuble, ou au fait que l'Immeuble est propre à l'usage auquel l'Acheteur le destine. L'Acheteur reconnaît que la responsabilité du Vendeur n'est nullement engagée. L'Acheteur dégage, à cet effet, le Vendeur de toute responsabilité en regard desdites expertises et documents.

7. Modalités de la vente

L'Immeuble sera vendu avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acheteur, en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble.

8. Possession et occupation

L'Acheteur deviendra propriétaire, avec possession et occupation, à compter de la signature de l'acte de vente.

9. Transfert de risques

Malgré la signature de la présente Promesse de vente, le Vendeur continuera à assumer les risques et responsabilités liés à l'Immeuble, et ce, jusqu'à la signature de l'acte de vente. L'Acheteur n'assumera les risques de perte ou dommage qu'à compter de la signature de l'acte de vente.

10. Engagements du Vendeur

Le Vendeur prend les engagements suivants :

a) Le Vendeur devra préserver, entretenir et gérer l'Immeuble en y apportant tout le soin nécessaire comme le ferait un propriétaire prudent et diligent pour qu'à la date de signature de l'acte de vente, l'état de l'Immeuble soit comparable à celui constaté par l'Acheteur lors de son inspection;

b) Le Vendeur fera en sorte qu'il n'existe aucune hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque ni aucun bail, offre de location, droit d'occupation ou autre contrat ou entente affectant l'Immeuble et pouvant lier l'Acheteur lors de l'acquisition de l'Immeuble. L'Immeuble devra également être totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles.

11. Opération cadastrale préalable à la vente

L'Acheteur prendra à sa charge les frais reliés à l'opération cadastrale requise afin de créer un lot distinct pour l'Immeuble. L'Acheteur mandatera un arpenteur-géomètre pour procéder à ladite opération cadastrale dès qu'il aura été satisfait des résultats de sa vérification diligente.

Le Vendeur s'engage à signer le plan d'opération cadastrale qui sera préparé par les arpenteurs-géomètres de la Ville dès sa réception afin de permettre la réalisation de la transaction immobilière faisant l'objet de la présente Promesse.

12. Clôture de la transaction

Les Parties s'engagent à signer l'acte de vente et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente Promesse devant le notaire choisi par l'Acheteur, et ce, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la date d'établissement de la fiche immobilière identifiant l'Immeuble comme un lot distinct au registre foncier ou à toute autre date dont les Parties peuvent mutuellement convenir (appelée, aux fins des présentes, la « **Clôture** » ou la « **Date de Clôture** »).

13. Taxes et impositions foncières

L'Acheteur déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

En conséquence, l'Acheteur remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date de la signature de l'acte de vente, toute portion des taxes municipales ou de sommes en tenant lieu payées en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date de la signature de l'acte de vente, toute portion des taxes scolaires payées en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Tout remboursement de taxes municipales ou scolaires ou de sommes en tenant lieu, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la vente.

14. Frais

L'Acheteur devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'acte de vente, des documents accessoires à l'acte de vente, à sa publication au registre

foncier et des copies requises, dont une copie conforme pour le Vendeur. Les Parties assumeront les frais de leurs propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant.

L'acte de vente, qui devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente Promesse, et les documents accessoires à celui-ci seront préparés et reçus par le notaire désigné par l'Acheteur.

L'Acheteur devra soumettre au Vendeur un projet d'acte de vente au plus tard soixante (60) jours suivant la signature de la présente Promesse par les Parties.

La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, seront à la charge du Vendeur et à ses frais.

15. Taxe sur les produits et services (TPS) et taxe de vente du Québec (TVQ)

Le cas échéant, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec seront à la charge de l'Acheteur. Les numéros d'enregistrement de l'Acheteur sont : (TPS) 121364749 RT 0001 et (TVQ) 1006001374 TQ0002.

Le Vendeur s'engage à transmettre ses numéros d'enregistrement à l'Acheteur dans les meilleurs délais suivant la signature de la Promesse afin que cette information puisse être insérer dans le projet d'acte de vente.

16. Indivisibilité de la Promesse

La présente Promesse constitue l'intégralité et la totalité de l'entente conclue entre les Parties et aucun autre document ou entente verbale antérieur ou concomitant n'est admis pour modifier de quelque façon que ce soit les dispositions de la présente Promesse ou son interprétation, à moins qu'une telle modification ne soit contresignée par les Parties.

17. Entente complète

Lorsque l'acte de vente sera signé, il constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente Promesse de vente.

18. Cession de la Promesse

La présente Promesse s'appliquera au profit des Parties aux présentes et elle liera celles-ci de même que leurs successeurs respectifs et leurs ayants droit autorisés. L'Acheteur ne peut céder la présente Promesse sans l'approbation préalable du Vendeur. Le cas échéant, le cessionnaire doit s'engager à respecter les modalités et conditions énoncées dans la présente Promesse et à exécuter la totalité des obligations incombant à l'Acheteur en vertu des présentes.

19. Avis

Si un avis, une demande, un accord ou un consentement est exigé ou peut être donné en vertu des présentes, il doit être effectué par écrit et livré en personne ou expédié par poste certifiée, service de messagerie ou par courriel, comme suit :

Si l'avis est destiné au Vendeur : **LE CLUB DE GOLF ROYAL MONTRÉAL LTÉE**
À l'attention du président M. Neil Macrae
25, chemin South Ridge
Montréal (QC) H9E 1B3
Téléphone : _____
Courriel : _____

Si l'avis est destiné à l'Acheteur : **VILLE DE MONTRÉAL**
À l'attention de Mme Francine Fortin
303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 501-3390

Courriel : francine.fortin@montreal.ca

Tout avis ou autre document est réputé donné et reçu le jour de sa livraison en mains propres ou, s'il est expédié par la poste, deux (2) jours suivant la date de la mise à la poste, ou, s'il est expédié par courriel sera considéré comme reçu le jour et l'heure de sa transmission. L'Acheteur et le Vendeur peuvent, en remettant un avis écrit à l'autre partie, indiquer une autre adresse ou un autre courriel auxquels les avis peuvent être transmis.

20. Jour ouvrable

Advenant qu'une date prévue aux termes de la présente Promesse ou une date marquant la fin d'une période prévue par la présente Promesse tombe un jour férié, un samedi ou un dimanche, la date en question sera réputée être le prochain jour ouvrable.

21. Droit applicable

La présente Promesse est régie par les lois de la province de Québec où est situé l'Immeuble, ainsi que par les lois du Canada applicables dans cette province.

22. Exemplaires

La présente Promesse peut être signée en plusieurs exemplaires, chaque exemplaire signé ayant valeur d'original, et l'ensemble des exemplaires, une fois rassemblés, constituant un seul et même document.

23. Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle

L'Acheteur a adopté le *Règlement* du conseil d'agglomération *sur la gestion contractuelle* conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et il a remis une copie de ce Règlement au Vendeur. L'acte de vente contiendra une déclaration à cet effet.

24. Courtier

Le Vendeur s'engage à assumer les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant pour l'assister aux fins des présentes.

25. Acceptation de l'offre par le Vendeur

La présente Promesse doit être acceptée par le Vendeur avant 15 h 00 (heure du Québec), le 9e jour d'octobre 2020 (le **« Délai d'Acceptation »**). Cette acceptation doit être transmise à l'Acheteur au plus tard à la fin du Délai d'Acceptation, sinon la présente Promesse sera nulle et non avenue.

SIGNÉE le _____ jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

ACCEPTÉE le _____ jour de _____ 20_____

LE CLUB DE GOLF ROYAL MONTRÉAL LTÉE

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204435009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de Le Club de golf Royal Montréal Ltée, un terrain vacant d'une superficie approximative de 117 587 m², désigné comme étant une partie du lot 4 589 873 du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour un montant de 1 800 000 $, plus les taxes applicables. N.Ref.: 31H12-005-0116-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - 1204435009.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-15

Alpha OKAKESEMA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1208168002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional

Il est recommandé :
1. D'adopter la résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional;

2. De radier l'avis d'assujettissement au droit de préemption du lot 3 063 787 du cadastre du Québec;

3. De mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-25 08:24

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208168002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du *Règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional* (RCG 18-034), adopté le 25 octobre 2018, le conseil d'agglomération peut adopter une résolution identifiant les lots situés à l'intérieur des parcs-nature qu'il souhaite assujettir au droit de préemption.
L'établissement du Grand parc de l'Ouest en octobre 2019 permet au conseil d'agglomération d'assujettir de nouveaux lots au droit de préemption en vertu du RCG 18-034.

Il est à noter que le droit de préemption permet à la Ville de Montréal d'acquérir les terrains identifiés par résolution en se substituant à un acheteur qui aura déposé une offre d'achat acceptée par le propriétaire. Au moment où la Ville reçoit l'avis d'aliénation d'un immeuble de la part d'un propriétaire d'un lot identifié, la Ville décide si elle se prévaut ou non du droit de préemption. Une analyse d'opportunité sera réalisée et sera soumise aux instances dans les délais prescrits par la Loi. L'avis d'assujettissement au droit de préemption d'un lot est valide pour une période de dix ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 18 0559 - 25 octobre 2018 - Adoption de la résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (GDD 1180592004).
RCG 18-034 - 25 octobre 2018 - Adoption du règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (GDD 1186620009).

21 septembre 2017 - Adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Projet de loi 121 modifiant l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal pour y ajouter une sous-section traitant du droit de préemption - articles 151.1 à 151.7).

DESCRIPTION

La résolution comporte trois éléments.
Le premier énumère la liste de tous les lots de propriété privée et situés à l'intérieur des limites du Grand parc de l'Ouest qui seront assujettis au droit de préemption. Il est à noter que seuls les lots de propriété privée sont sujets du droit de préemption. En effet, les immeubles appartenant à un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) ne peuvent être assujettis au droit de préemption.

Au total, la résolution vise 78 lots du cadastre du Québec. De ce nombre, 77 lots se situent actuellement à l'intérieur des limites du Grand parc de l'Ouest, alors qu'un (1) lot, le lot 4 590 308 du cadastre du Québec, sera inclus dans les limites du Grand parc de l'Ouest après l'adoption du projet de modification réglementaire décrit au sommaire décisionnel 1208168001. Par conséquent, la présente résolution prendra effet pour le lot 4 590 308 du cadastre du Québec uniquement après l'entrée en vigueur du règlement modifiant les limites du Grand parc de l'Ouest.

Les 78 lots du cadastre du Québec sont répartis ainsi:

- 1 lot - Ville de Beaconsfield
- 49 lots - Ville de Montréal
- 22 lots - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
- 6 lots - Village de Senneville

À titre de référence, 18 cartes identifiant les lots visés par le droit de préemption sont annexées à ce sommaire.

Le deuxième élément de la résolution attribue au Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal le mandat d'entreprendre les procédures requises pour mettre en oeuvre le droit de préemption, notamment d'acheminer un avis d'assujettissement aux propriétaires des lots visés et d'inscrire cet assujettissement au Registre foncier du Québec.

Le troisième élément de la résolution attribue au Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal le mandat de radier l'avis d'assujettissement au droit de préemption du lot 3 063 787 du cadastre du Québec. Ce lot ne présente pas d'intérêt pour la protection de milieux naturels et l'agrandissement du parc-nature du Bois-de-Liesse, en raison de la présence d'un bâtiment résidentiel.

JUSTIFICATION

Les lots assujettis au droit de préemption aux fins de parc régional se situent à l'intérieur des limites du Grand parc de l'Ouest ou, pour ce qui est du lot 4 590 308 du cadastre du Québec, à l'intérieur d'un agrandissement à être adopté en octobre 2020. Les lots identifiés sont tous de tenure privée.

Plusieurs lots visés présentent des caractéristiques telles que leur acquisition par la Ville consoliderait l'assise territoriale du Grand parc de l'Ouest. Certains recèlent des milieux naturels (bois, friches, milieux humides) qui constituent des habitats floristiques et

fauniques reconnus méritant d'être protégés. Plusieurs lots visés présentent des caractéristiques qui les rendent intéressants afin de créer des bandes tampons pour préserver des écosystèmes sensibles ou encore afin d'établir des corridors de liaison entre diverses zones qui sont riches en biodiversité. Certains de ces lots peuvent également être des endroits appropriés pour l'aménagement de zones de récréation extensive, de zones d'accueil des usagers ou de sentiers d'accès au Grand parc de l'Ouest.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'assujettissement des lots au droit de préemption et la notification aux propriétaires d'un tel assujettissement n'impliquent pas de dépenses pour la Ville au-delà des frais administratifs afférents.
Les montants nécessaires à l'acquisition des lots assujettis au droit de préemption seront prélevés dans l'enveloppe du Programme d'acquisition des milieux naturels (32300) du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'acquisition des terrains visés par le droit de préemption permettra d'agrandir l'assise territoriale du Grand parc de l'Ouest et contribuer à l'atteinte de l'objectif de protéger 10 % de milieux naturels terrestres à l'échelle de l'agglomération.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de cette résolution permettra d'assujettir au droit de préemption les terrains privés localisés à l'intérieur du périmètre de délimitation du Grand parc de l'Ouest. Lorsque justifié par l'intérêt public, le recours au droit de préemption permettra à la Ville d'acquérir des lots au prix et aux conditions déposés par l'acheteur potentiel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une action de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Automne 2020 - Signification aux propriétaires et enregistrement des avis d'assujettissement pour les lots visés au Registre foncier du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

Tél : 514 820-7097
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-20

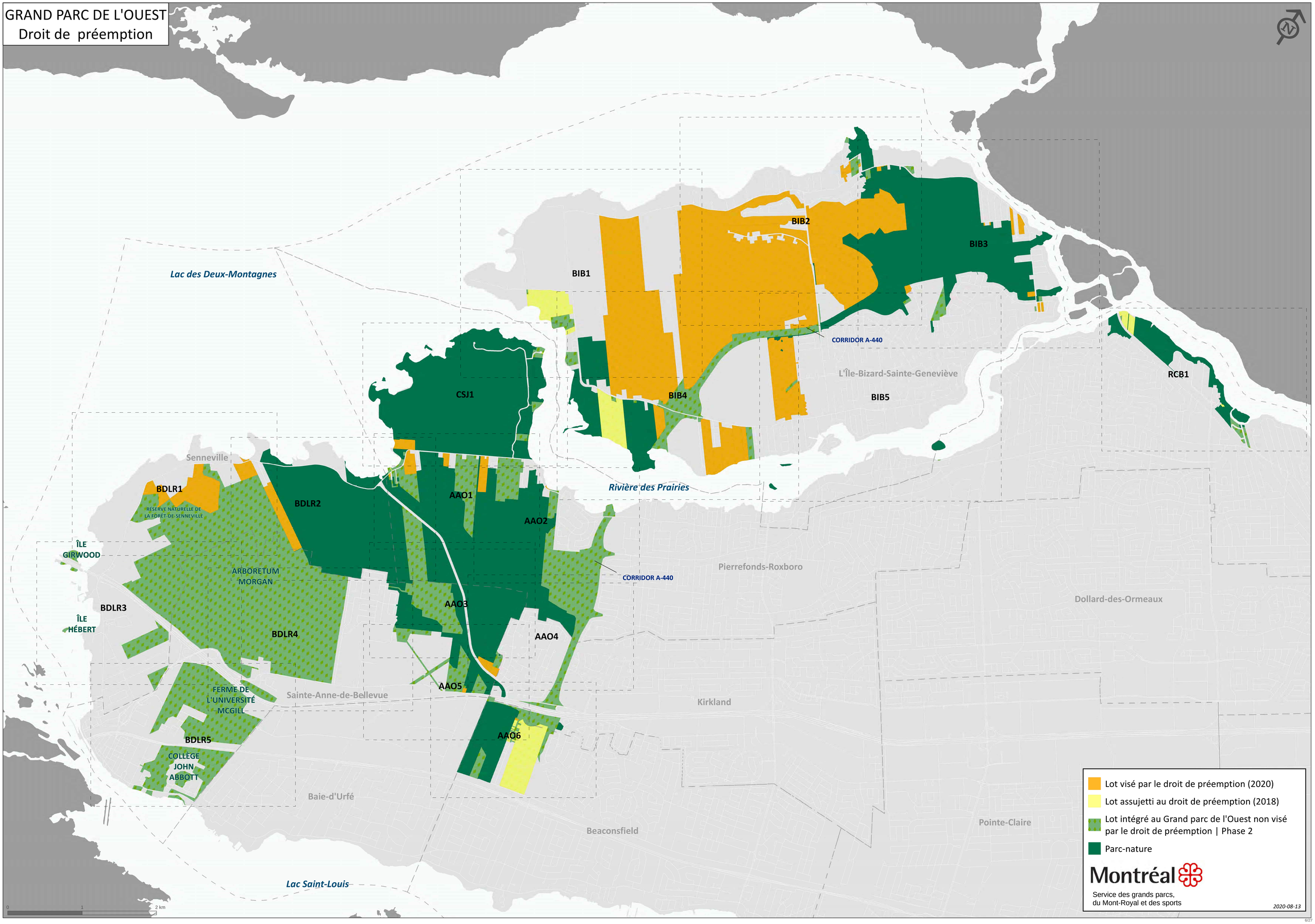
Véronique ANGERS
c/d developpement stratégique et programmation - grands parcs

Tél : 514 546-6657
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-08-24

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption



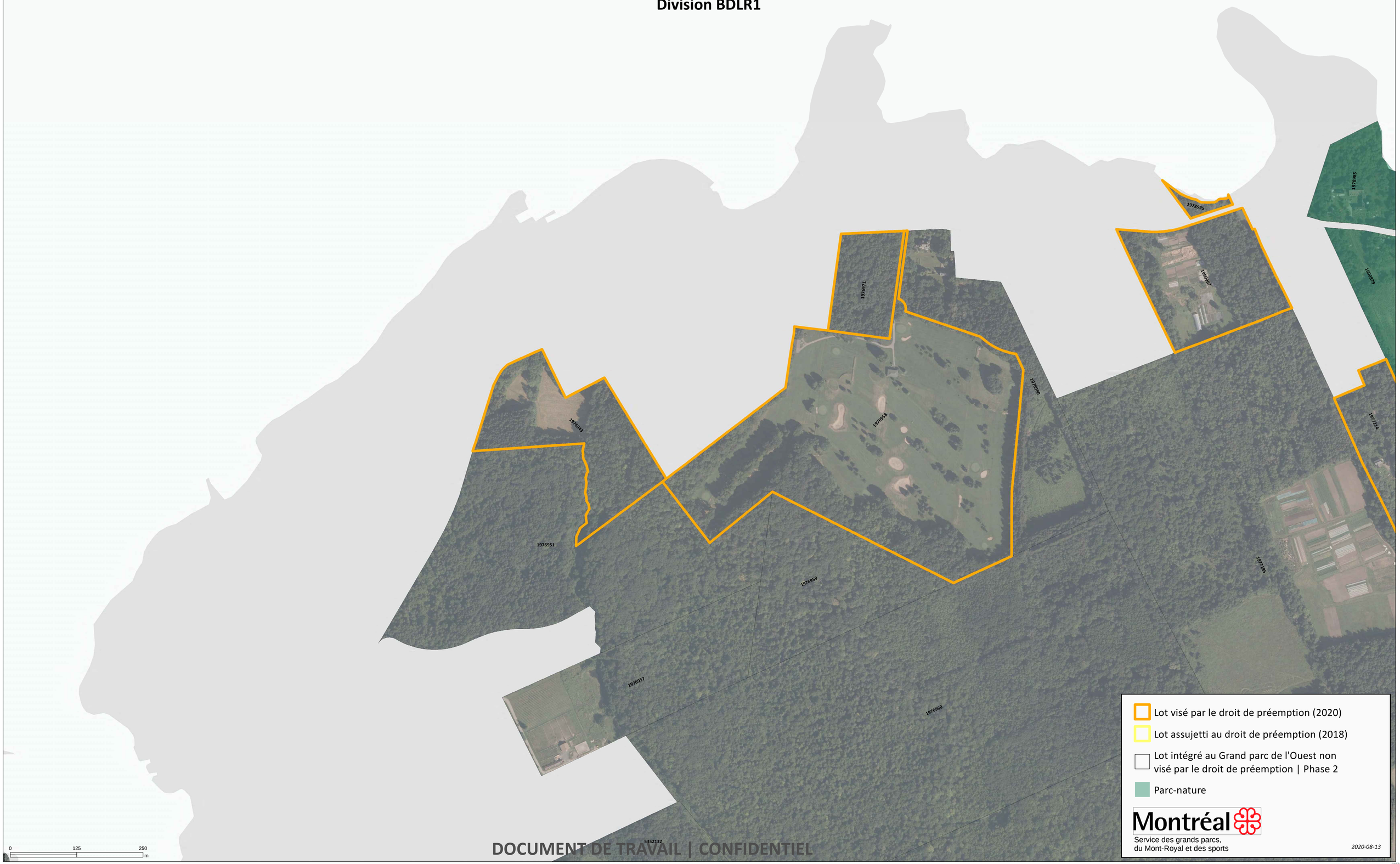
- Lot visé par le droit de préemption (2020)
- Lot assujetti au droit de préemption (2018)
- Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
- Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc agricole du Bois-de-la-Roche
Division BDLR1



Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2


Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL


GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc agricole du
Bois-de-la-Roche
Division BDLR2
1978985
1978995
1978986
1990879
1990878
1990876
1990875
1990874
1977216
1977185
1558704
1977297
1977208
1978990
1977292
1977224
1977275
1977230
1977251
4304307
4304305
4304306
1979018
Lot visé par le droit de préemption (2020)
Lot assujetti au droit de préemption (2018)
Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
Parc-nature
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
2020-08-13
0
125
250
m
DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc agricole du Bois-de-la-Roche
Division BDLR3

1976772
1976999
1979000
1976960
5352132
2597120
4884103
4884104
1978897
1559704
1976801
1976800
1977089
1977164

Lot visé par le droit de préemption (2020)
Lot assujetti au droit de préemption (2018)
Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
Parc-nature

Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

0 125 250 m

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc agricole du Bois-de-la-Roche
Division BDLR4

1990878
1990876
1990875
1990874
1977207
1559455
1559469
4879073
1559453
1559403
1559404
1559405
1559406
1559407
1559408
1559468
1559409
1559477
4310106
4310107
4879074
1559476
1559470
1559474
1558704
1558416
1558705
1556792
1556795

0 125 250 m

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

- Lot visé par le droit de préemption (2020)
- Lot assujetti au droit de préemption (2018)
- Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
- Parc-nature

Montréal
Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc agricole du Bois-de-la-Roche
Division BDLR5

1577164
1558416
1559789
1558704
1556785
1556792
1556792
1556792
1556789
1559756
1559776
1559777
1556789
1556789
1556789
1559599
1559600
1556789
1559601


0 125 250 m

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

- Lot visé par le droit de préemption (2020)
- Lot assujetti au droit de préemption (2018)
- Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
- Parc-nature

Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

2020-08-13


GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
Division AAO1
Lot visé par le droit de préemption (2020)
Lot assujetti au droit de préemption (2018)
Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
Parc-nature
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
2020-08-13
DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL
0
125
250
m

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
Division AAO2

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

0 125 250 m

Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
Division AAO3



GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
Division AAO4

Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

0 125 250 m

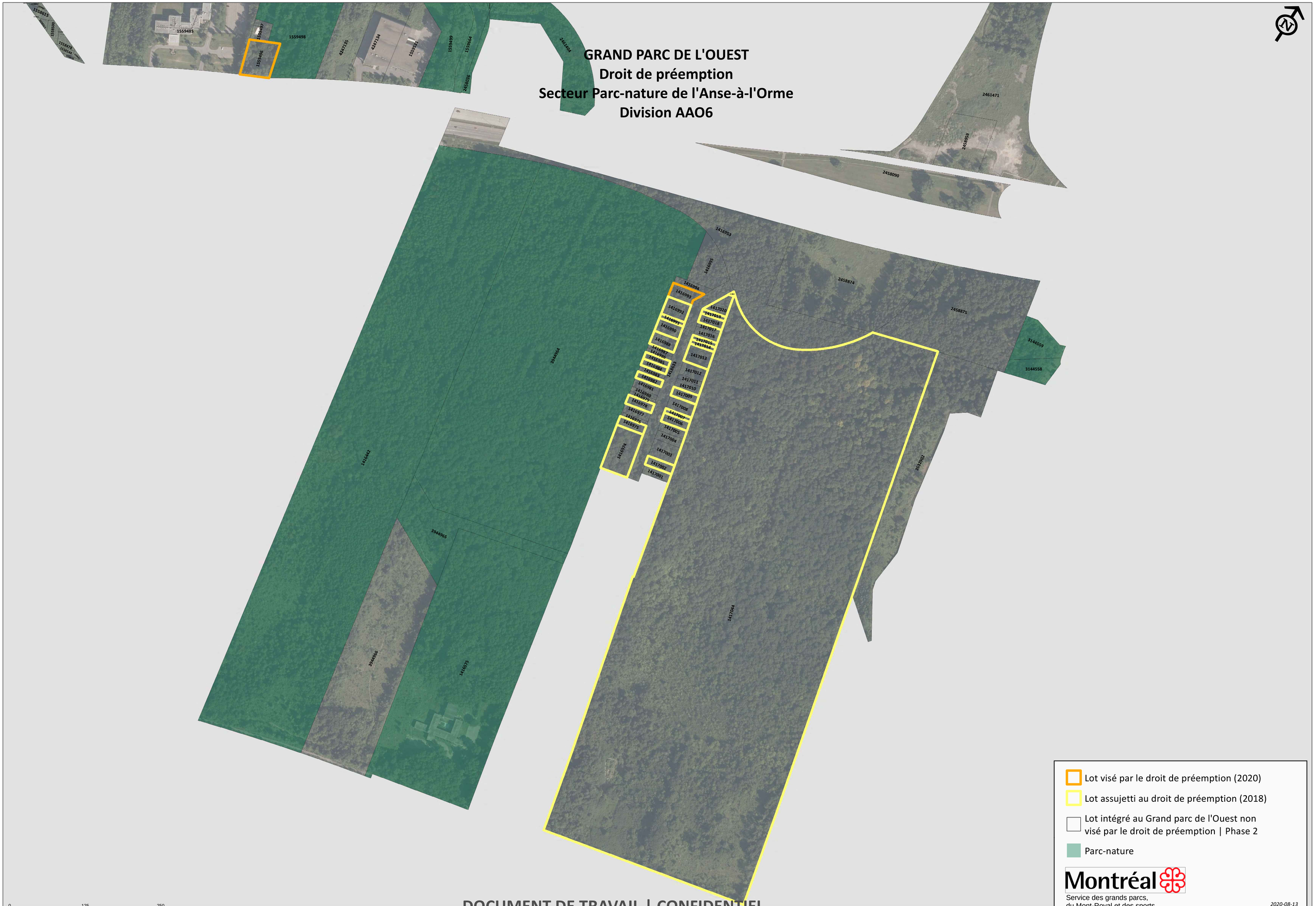
DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
Division AAO5



DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
Division AAO6



DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

0 125 250 m

Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

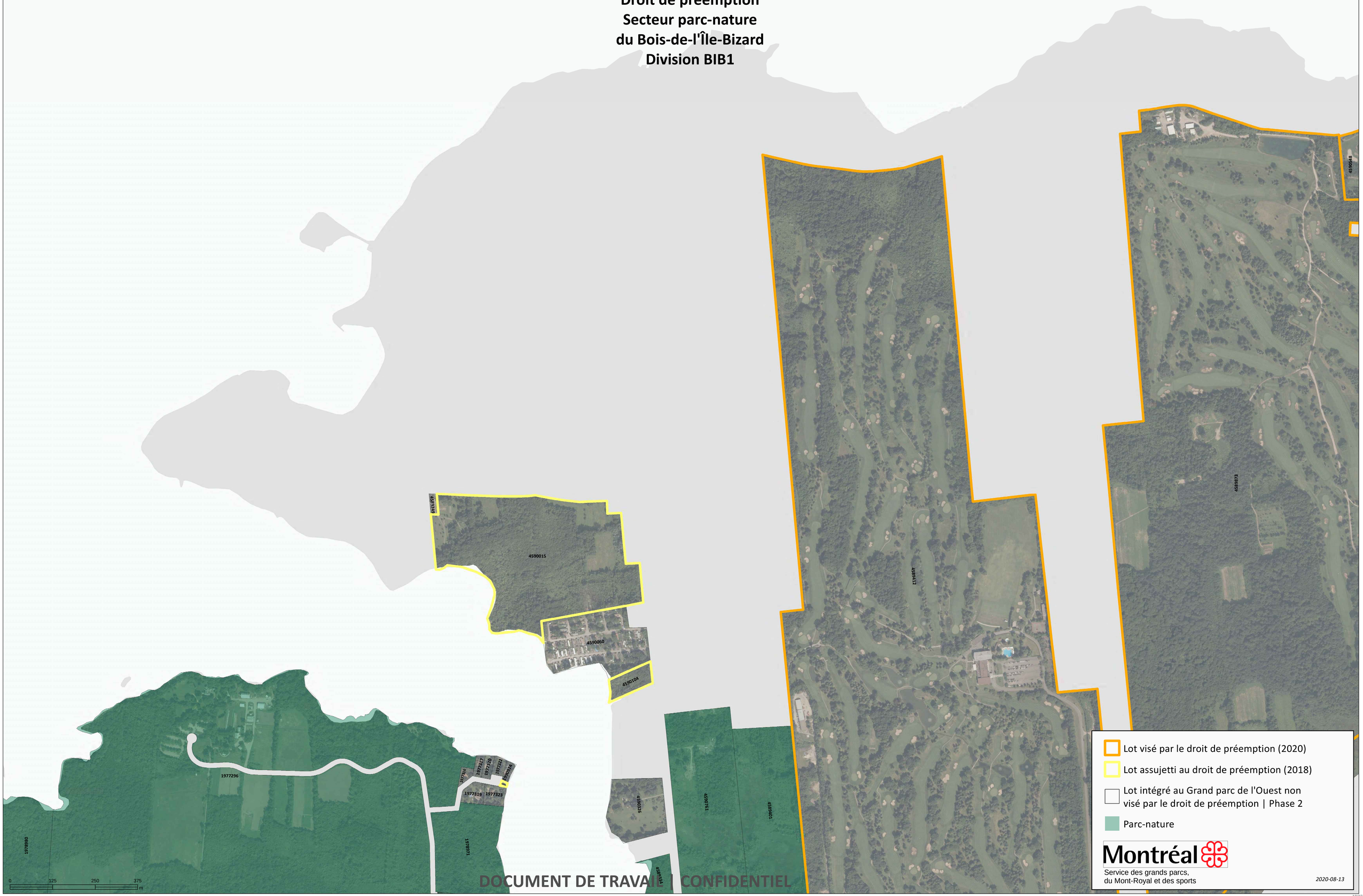
Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur parc-nature
du Bois-de-l'Île-Bizard
Division BIB1



Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

Parc-nature

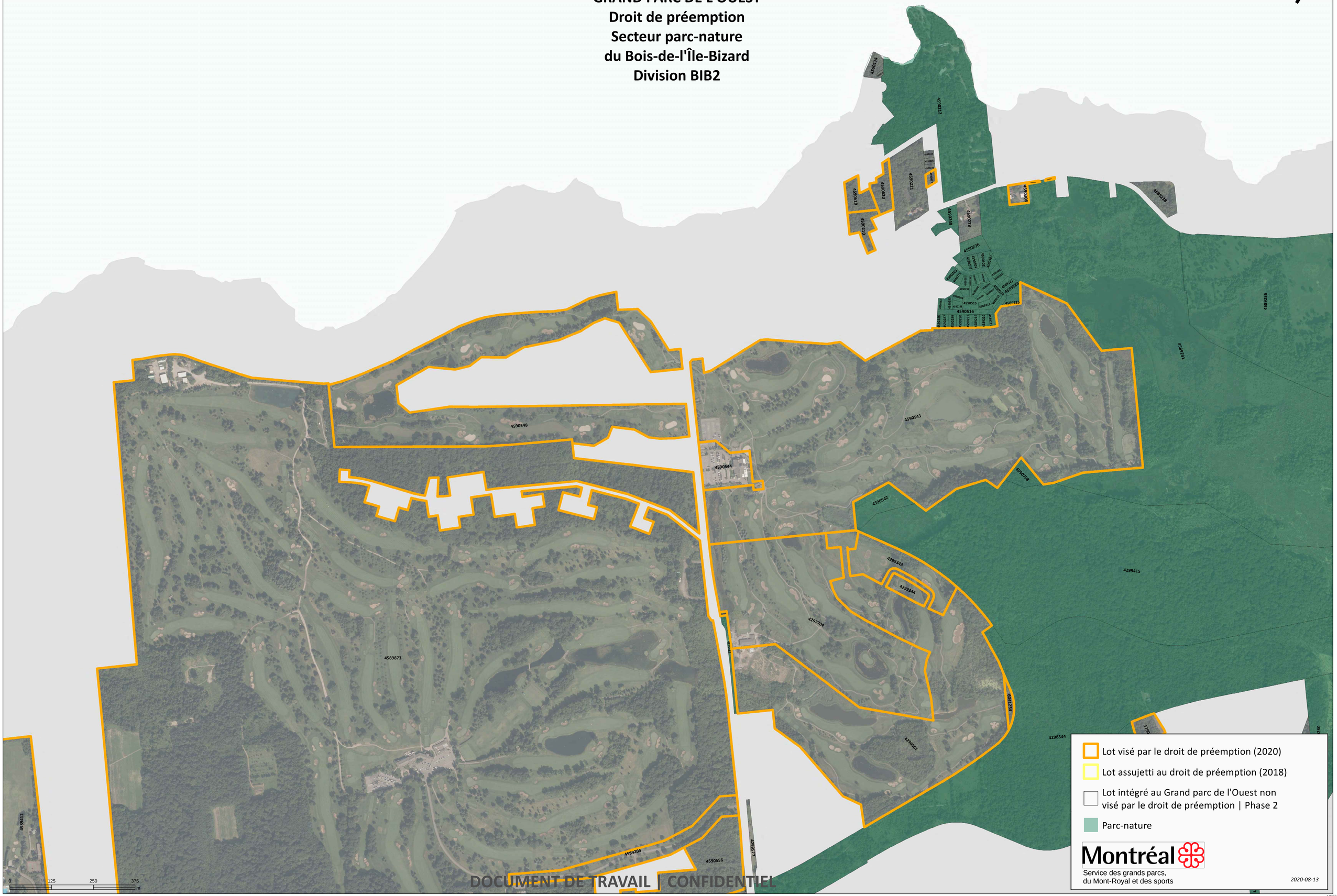
Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur parc-nature
du Bois-de-l'Île-Bizard
Division BIB2



Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard
Division BIB3

4590174
4590221
4590620
4590619
4590610
4590278
4590249
4589238
4589255
4589231
4590543
4590542
4590738
4299343
4299344
4297704
4296061
6691251
4298344
5780276
4298747
4298759
4296813
4296407
4297260
4298401
4297246
4299415
4299505
4298363
4590510
4298387
4298423
4298421
4299256
4298419
4299257
4298451
4298356
4298506
4298500
4298447
4299534
4298475
4298493
4298488
4298492
5182502
4298411
4298408
4298412
4227254
4227259
4227280
4589496
4589498
4589432
4589431
4590516
4590511
4589219
4589221
4589224
4589225

Lot visé par le droit de préemption (2020)
Lot assujetti au droit de préemption (2018)
Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
Parc-nature

Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

0 125 250 375 m

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur parc-nature
du Bois-de-l'Île-Bizard
Division BIB5

4589873
4589204
4590556
4589779
4589862
5299021
5299022
5299018
5118849
5299023
5299024
4590615
4590609
4296061
4296957
4296747
4296758
4296813
4296920
4296407
4295534
4295447
4590778
4590779
5915757
5915758
4590777
1841520
1841937
4589261
1843523

0 125 250 375 m

Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature du Cap-Saint-Jacques
Division CSJ1

1978989
1977296
1977316
1977317
1977320
1977322
1968924
1977319
1977323
1978971
1978980
1978976
1977325
1990936
1978972
1977327
1978975
1978979
4304304
4304305
4304306
5958921
5958922
4304307
1977230
1977249
1977251
1977275
1977250
1977247
4430315
4430311
4430310
4430312
4460080
1977399
4002998
1977312
1977315
3725210
4590060

Lot visé par le droit de préemption (2020)

Lot assujetti au droit de préemption (2018)

Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2

Parc-nature

Montréal

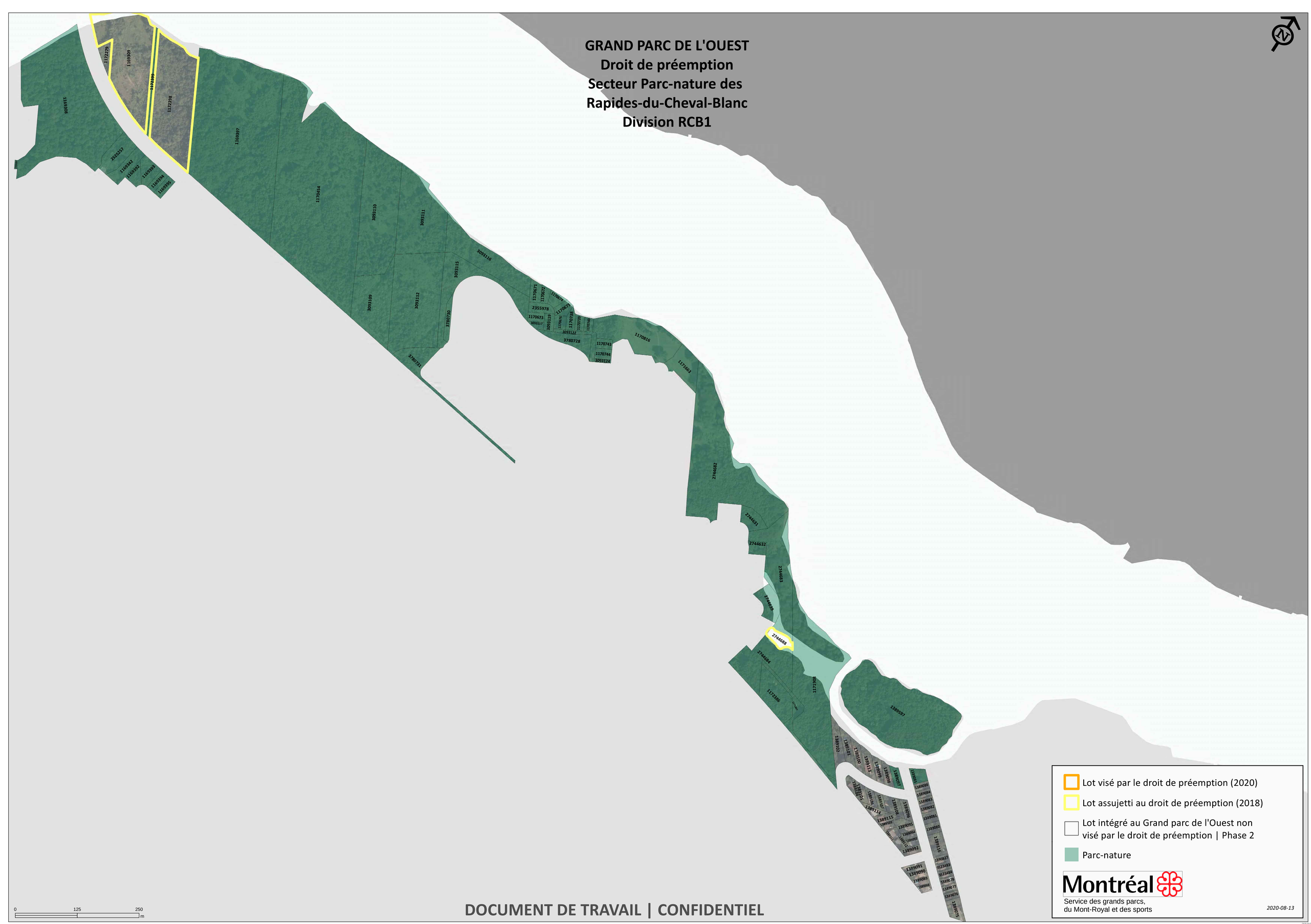
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

0 125 250 m

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL

GRAND PARC DE L'OUEST
Droit de préemption
Secteur Parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc
Division RCB1



- Lot visé par le droit de préemption (2020)
- Lot assujetti au droit de préemption (2018)
- Lot intégré au Grand parc de l'Ouest non visé par le droit de préemption | Phase 2
- Parc-nature

Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2020-08-13

0 125 250 m

DOCUMENT DE TRAVAIL | CONFIDENTIEL



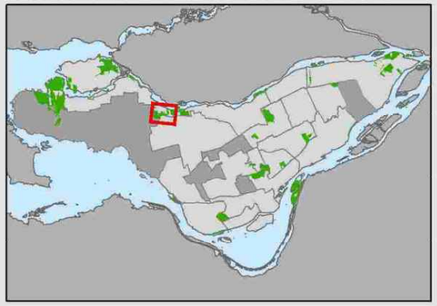
M.D. - S:\SIG\RéseauVert\Général\LimitesRèglementPN\9543lim180927_LiessePreemption72.mxd

Droit de préemption
Parc-nature
du Bois-de-Liesse

Ahuntsic-Cartierville
Dollard-Des Ormeaux
Pierrefonds-Roxboro
Saint-Laurent

- Assujettissement au droit de préemption à retirer sur le lot 3 063 787
- lot assujetti du droit de préemption en 2018 (6)
- limite actuelle de grand parc
- autre milieu naturel protégé
- limite actuelle de règlements de délimitation de grand parc
- cadastre
- limite administrative
- cours d'eau

Orthophotos : © Communauté métropolitaine de Montréal, 2005-2016



Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

20 août 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208168002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Objet :	Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

CL_1208168002__résolution.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
Avocate
Tél : 514-872-2675

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-24

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Division Droit fiscal, évaluation et transaction financière

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL DÉSIGNANT LES IMMEUBLES SUR LESQUELS LE DROIT DE PRÉEMPTION EST EXERCÉ ET QUI PEUVENT ÊTRE AINSI ACQUIS AUX FINS DE PARC RÉGIONAL

Attendu le Règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (RCG 18-034), il est résolu :

1. d'assujettir au droit de préemption, aux fins de parc régional, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et se retrouvant à l'intérieur du Grand parc de l'Ouest:

1 559 496	1 559 500	1 559 501	1 559 523	3 756 628
3 756 629	3 756 630	3 756 631	3 756 632	3 756 633
3 756 655	3 756 656	3 756 657	3 756 658	3 756 659
3 756 660	3 756 682	4 213 359	4 213 360	4 213 361
4 310 116	4 310 117	1 977 233	1 977 251	1 977 275
1 977 312	1 990 949	4 304 307	4 430 310	4 296 061
4 297 254	4 297 704	4 298 447	4 299 343	4 299 344
4 589 204	4 589 412	4 589 459	4 589 493	4 589 770
4 589 873	4 590 210	4 590 308	4 590 309	4 590 336
4 590 356	4 590 357	4 590 539	4 590 543	4 590 544
4 590 548	4 590 556	4 590 608	4 590 609	4 590 619
4 590 620	4 590 778	4 590 779	4 590 781	4 590 827
5 299 024	4 297 259	4 297 280	4 298 492	4 298 493
4 298 496	4 299 509	4 299 554	4 299 555	5 790 276
6 041 254	1 416 993	1 976 943	1 976 958	1 976 971
1 977 214	1 978 995	1 990 967		

2. de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Quant au lot 4 590 308 du cadastre du Québec, la présente résolution prend effet à compter de l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest (RCG 20-XXX).

GDD1208168002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1207945002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société de transport de Montréal à décréter l'expropriation des immeubles requis dans le cadre du projet du centre d'attachement Nord-Ouest – CANO

Il est recommandé
d'autoriser la Société de transport de Montréal à décréter l'expropriation des immeubles requis dans le cadre du projet du centre d'attachement Nord-Ouest – CANO

Signé par Fara - Ext MÉRILAN **Le** 2020-08-31 11:58

Signataire : Fara - Ext MÉRILAN

Assistante - secrétaire
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207945002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société de transport de Montréal à décréter l'expropriation des immeubles requis dans le cadre du projet du centre d'attachement Nord-Ouest – CANO

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fara - Ext MÉRILAN
Assistante - Secrétariat corporatif

Tél : 514-350-0800 poste 85214

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-31

Fara - Ext MÉRILAN
Assistante - secrétaire

Tél : (514) 350-0800 poste 85214

Télécop. :


Avenue Jacques-Grenier
Avenue Ponsard
Rue Sarrazac
Rue Dalou
Rue Snowdon
Boulevard Décarie (Montréal)
Avenue Coolbrook
Avenue Earnscliffe
Rue Snowdon
Chemin Queen-Mary
km 66.8
km 66.9
km 67
km 67.1
km 67.2
km 67.3
2 087 325
2 087 324
2 087 326
2 087 327
2 086 967

Annexe A

6000007436 - Expropriation CANO

	Lot	Superficie (m^2)	Secteur CANO
1.	2 087 327	1756,00	Site 1
2.	2 087 326	520,10	Site 1
3.	2 087 324	534,70	Site 1
4.	2 087 325	463,40	Site 1
5.	2 086 967	2133,00	Site 2

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 6 juillet 2020
par voie de conférence téléphonique et l'application Teams

CA-2020-118 DÉCRÉTER L'ACQUISITION DE GRÉ À GRÉ OU PAR EXPROPRIATION DES IMMEUBLES REQUIS DANS LE CADRE DU PROJET DU CENTRE D'ATTACHEMENT NORD-OUEST - CANO
6000007436

VU le rapport du directeur exécutif – Ingénierie et grands projets

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Catherine Morency
APPUYÉ par monsieur Craig Sauvé

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de décréter l'acquisition par la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société »), de gré à gré ou par expropriation, des immeubles requis dans le cadre du projet du centre d'attachement nord-ouest (ci-après « CANO »), lesquels sont identifiés à l'annexe A jointe à la présente pour en faire partie intégrante;

2° le tout en contrepartie d'indemnités à verser en fonction notamment d'évaluations effectuées par un évaluateur agréé et déterminées par le Tribunal administratif du Québec en l'absence d'entente entre les parties concernées. L'acquisition de chaque immeuble, incluant notamment les montants d'indemnités à verser en contrepartie, fera l'objet d'une autorisation spécifique par la Société conformément à la réglementation en vigueur;

3° d'autoriser la Directrice de projets principale - Interfaces municipales et commerciales à donner toute autorisation ou d'effectuer toute demande nécessaire pour donner effet à la présente recommandation.

	IMPUTATION
Compte	547150
Ordre interne	206110
Règlement d'emprunt	R-206

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL, 2020-08-31

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (09/07/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

stm

Recommandation 6000007436 - CANO - Acquisitions immobilières de gré à gré ou par expropriation

DE DÉCRÉTER l'acquisition par la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** »), de gré à gré ou par expropriation, des immeubles requis dans le cadre du projet du centre d'attachement nord-ouest (ci-après « **CANO** »), lesquels sont identifiés à l'annexe A jointe à la présente pour en faire partie intégrante.

Le tout en contrepartie d'indemnités à verser en fonction notamment d'évaluations effectuées par un évaluateur agréé et déterminées par le Tribunal administratif du Québec en l'absence d'entente entre les parties concernées. L'acquisition de chaque immeuble, incluant notamment les montants d'indemnités à verser en contrepartie, fera l'objet d'une autorisation spécifique par la Société conformément à la réglementation en vigueur.

D'AUTORISER la Directrice de projets principale - Interfaces municipales et commerciales à donner toute autorisation ou d'effectuer toute demande nécessaire pour donner effet à la présente recommandation.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : $ –

DE responsable : Ingénierie et grands projets	**DE responsable :**
Chantal Gauthier Signé avec ConsignO Cloud (02/07/2020) Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.	
Nom : François Chamberland	Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Sylvain Joly*
Signé avec ConsignO Cloud (09/07/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☐ Maîtriser les finances ☐ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible

Améliorer l'expérience client - Miser sur la qualité de service et augmenter le sentiment de sécurité

Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

La construction du CANO servira pour le déploiement, l'entretien et le stationnement des véhicules de travaux qui sont nécessaires à l'entretien, au maintien, à la réfection et au développement des infrastructures du métro.

Pour ce faire, il y a lieu de procéder à l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, des immeubles requis pour le CANO, tels qu'identifiés à l'annexe A.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

GED:

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : 6000007436 - CANO - Acquisitions immobilières de gré à gré ou par expropriation

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : s/o Date: (jj/mm/an)
Comité : Date: (jj/mm/an)

Démarche, solution proposée et conclusion

Il est recommandé de débuter la procédure d'expropriation des immeubles requis pour le CANO, tels qu'identifiés à l'annexe A, et ce, afin que la Société puisse s'assurer de détenir les droits de propriété desdits immeubles requis pour le CANO. Précisons que la procédure d'expropriation n'empêche pas la poursuite des négociations actuellement en cours avec les différents propriétaires et locataires des immeubles requis pour le CANO.

Par conséquent, la présente recommandation a pour but d'obtenir l'autorisation du conseil d'administration de la Société afin de procéder à l'expropriation des immeubles requis pour le CANO, tels qu'identifiés à l'annexe A.

Par la suite, la *Loi sur l'expropriation* (RLRQ, c. E-24) exige que le gouvernement du Québec autorise une telle expropriation par l'adoption d'un décret gouvernemental. De plus, la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01) prévoit que la STM doive obtenir l'autorisation de l'Autorité régionale de transport métropolitain pour acquérir tout bien requis pour le prolongement du métro.

Compte tenu des délais nécessaires pour l'obtention dudit décret, il y a lieu de débuter immédiatement le processus d'expropriation, afin que la Société puisse détenir les droits de propriété des immeubles requis pour le CANO, tels qu'identifiés à l'annexe A.

L'acquisition de chaque immeuble fera l'objet d'une autorisation spécifique par la Société conformément à la réglementation en vigueur.

☐ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle

☑ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Geneviève Bujold
Nom : Adm. immobilier

Service : Planif. intégrée entretien et immobilier
Nom : Timothy Ayoub

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

François Baillargeon-Beauchamp
Signé avec ConsignO Cloud (02/07/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : 6000007436 - CANO - Acquisitions immobilières de gré à gré ou par expropriation

Informations financières ☐ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte	547150			
Ordre interne	206110			
Réseau activité				
Règlement d'emprunt	R-206			
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☐ *S/O*

Période estimée du contrat : de [redacted] à [redacted]
JJ MM AAAA JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Subvention : Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

Financement : La présente recommandation sera financée par le règlement d'emprunt R-206, qui a été approuvé par le conseil d'administration de la STM et un montant à l'intérieur de la limite du 10% exigé par la loi est disponible dans l'attente de l'approbation du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : *Linda Lebrun*
Signé avec ConsignO Cloud (02/07/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
☑ RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : 6000007436 - CANO - Acquisitions immobilières de gré à gré ou par expropriation

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL,
2020-08-31

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

stm	**Sommaire décisionnel**		
Titre	Approuver les acquisitions immobilières par expropriation pour la construction du Centre d'attachement Nord-Ouest (CANO)	**Date :**	26 août 2020
Numéro	STM 6000007436	**Montant :**	0$

CONTENU

CONTEXTE

La construction du Centre d'attachement Nord-Ouest (CANO) servira pour le déploiement, l'entretien et le stationnement des véhicules de travaux qui sont nécessaires à l'entretien, au maintien, à la réfection et au développement des infrastructures du métro. Pour ce faire, il y a lieu de procéder à l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, des immeubles requis pour le CANO.

Il est recommandé de débuter la procédure d'expropriation des immeubles requis pour le CANO et ce, afin que la Société de transport de Montréal (STM) puisse s'assurer de détenir les droits de propriété desdits immeubles requis pour le CANO. Précisons que la procédure d'expropriation n'empêche pas la poursuite des négociations actuellement en cours avec les différents propriétaires et locataires des immeubles requis pour le CANO.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

La *Loi sur l'expropriation* (RLRQ, c. E-24) exige que le gouvernement du Québec autorise une telle expropriation par l'adoption d'un décret gouvernemental. Compte tenu des délais nécessaires pour l'obtention dudit décret, il y a lieu de débuter immédiatement le processus d'expropriation, afin que la STM puisse détenir les droits de propriété des immeubles requis pour le CANO.

Conformément à la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c S-30.01), la présente a pour but d'obtenir l'autorisation des instances de la Ville de Montréal, visant à permettre à la STM de procéder aux acquisitions immobilières par expropriation des lots 2 087 327, 2 087 326, 2 087 324, 2 087 325 et 2 086 967 du Cadastre du Québec.

JUSTIFICATION

La construction du CANO permettra d'améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible. La construction du CANO permettra également de miser sur la qualité de service, d'augmenter le sentiment de sécurité ainsi que de réduire le déficit de maintien des actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

Le projet est financé par le règlement d'emprunt R-206, qui a été approuvé par le conseil d'administration de la STM et un montant à l'intérieur de la limite du 10% exigé par la loi est disponible dans l'attente de l'approbation du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

	Sommaire décisionnel		
Titre	Approuver les acquisitions immobilières par expropriation pour la construction du Centre d'attachement Nord-Ouest (CANO)	**Date :**	26 août 2020
Numéro	STM 6000007436	**Montant :**	0$

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Phases/étapes/livrables	Dates des jalons
Conseil d'administration de la STM	6 juillet 2020
Comité exécutif de la Ville	9 septembre 2020
Conseil municipal	21 septembre 2020
Conseil d'agglomération	24 septembre 2020
Décret du Gouvernement	Automne 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

S.O.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1206019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-22 19:46

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206019001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau doit faire adopter un règlement d'emprunt pour le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage.
Le montant servira aux travaux et aux services professionnels pour la conception et la réalisation des projets à venir.

Un grand nombre de réservoirs et de stations de pompage requièrent des mises à niveau ou ont atteint leur fin de vie utile. Des investissements sont requis pour augmenter la fiabilité des infrastructures et assurer un renouvellement adéquat des actifs et en maintenir la pérennité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0214 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage »;
CG17 0105 - 30 mars 2017 - Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage;

CG17 0390 - 24 août 2017 - Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

CG19 0556 - 16 décembre 2019 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».
Le montant demandé servira à octroyer les contrats relatifs aux projets prévus au programme triennal d'immobilisation 2020-2022 de l'agglomération de Montréal, soit majoritairement des projets de travaux requis dans les réservoirs et stations de pompage pour assurer la continuité des opérations et leur pérennité.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

JUSTIFICATION

La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux qui permettront d'assurer la pérennité des équipements et des installations en les mettant à niveau selon les normes et les bonnes pratiques les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'ils ont atteint leur fin de vie utile. L'autorisation de ce règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de la Direction de l'eau potable. Le montant demandé au règlement correspond à la totalité des dépenses prévues au PTI 2020-2022

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon les règles prescrites par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en vertu de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ chapitre E-20.001). Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subvention, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. De plus, ils permettront à la Direction de l'eau potable d'améliorer la fiabilité et d'assurer la pérennité de ses infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'octroyer et de réaliser les travaux requis pour maintenir en bon état les réservoirs et les stations de pompage essentiels au réseau de distribution d'eau potable.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: août 2020
Adoption : août 2020
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane O OUELLET
Ingénieur

Tél : 514-868-3587
Télécop. : 514-872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-06-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1206019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1206019001 - Réservoirs et station de pompage.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-16

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 37 058 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES RÉSERVOIRS ET STATIONS DE POMPAGE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

2. Un emprunt de 37 058 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ), durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1206019001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1206019001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-17

Anna CHKADOVA
Conseillère budgetaire
Tél : (514) 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1200668001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-06-25 09:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200668001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds du patrimoine culturel québécois finance les subventions à la restauration des biens patrimoniaux municipaux. Il répond à deux objectifs partagés par la Ville et le ministère de la Culture et des Communications : l'engagement pris par la Ville, dans le cadre de sa Politique du patrimoine, de se comporter comme un gestionnaire exemplaire en développant des partenariats avec d'autres intervenants public et d'assurer une utilisation optimale des ressources dans les programmes destinés à la conservation, entre autres des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.
L'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015, approuvée par le conseil d'agglomération le 20 décembre 2012 (CG12 0471), ne comprenait aucun investissement pour le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015). Il avait été convenu de présenter un dossier distinct pour la mise en valeur de bâtiments municipaux d'intérêt patrimonial situés sur le territoire de l'île de Montréal dès que le ministère de la Culture et des Communications serait prêt à réapprovisionner le Fonds du patrimoine culturel québécois.

Le 30 janvier 2014, l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) a été approuvée par le conseil d'agglomération (CG14 0020). Cette entente a été signée le 28 février 2014 par le ministre de la Culture et des Communications.

Le 16 avril 2014, en appui à la décision CG14 0020, les orientations pour la priorisation et la sélection des projets de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti municipal ont été présentées au comité exécutif. Cette sélection découlait d'un appel de candidatures auprès des arrondissements, des villes liées et des services centraux. Une vingtaine de projets répondaient aux critères pour l'obtention d'un financement.

La Ville de Montréal finance la totalité des projets sélectionnés dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel québécois et le ministère de la Culture et des Communications en rembourse 50 %. La Ville devait donc adopter un règlement d'emprunt totalisant l'ensemble

de la somme consacrée au Fonds, soit 24 000 000 $. Le règlement d'emprunt a été divisé en trois volets selon l'appartenance et le statut de chaque bâtiment. Les montants ont été fixés selon les besoins qui ont été établis lors de la sélection des projets.

Le Fonds de 24 000 000 $ a été réparti de la façon suivante :

- 14 000 000 $ destinés aux bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- 9 000 000 $ destinés aux bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et qui sont protégés par un instrument d'urbanisme selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- 1 000 000 $ pour les bâtiments patrimoniaux appartenant à une ville reconstituée et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

Deux règlements d'emprunt ont été adoptés relativement au Fonds du patrimoine culturel québécois, soit le règlement 14-032 pour un montant de 9 000 000 $ et le règlement RCG 14-027 pour un montant de 14 000 000 $.

Depuis, des soldes réaffectés provenant d'anciennes ententes sur le développement culturel de Montréal ont été mis à disposition afin de financer de nouveaux projets de restauration d'immeubles municipaux patrimoniaux.

La répartition du Fonds ayant changé depuis l'adoption des règlements d'emprunt et le ministère de la Culture et des Communications ayant autorisé des sommes supplémentaires provenant d'anciennes ententes sur le développement culturel de Montréal, un nouveau règlement d'emprunt était requis pour des subventions à des bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et qui sont protégés par un instrument d'urbanisme selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Le règlement d'emprunt 20-001 de 7 500 000 $ a donc été adopté au début 2020.

Le règlement d'emprunt RCG 14-027 est suffisant pour financer les projets sur des bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

Les 1 000 000 $ pour les immeubles patrimoniaux appartenant à une ville reconstituée et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel sont toujours disponibles et font donc l'objet d'un règlement d'emprunt particulier pour le projet soumis, soit la restauration et la réhabilitation de la maison Michel-Robillard, immeuble patrimonial cité situé à Sainte-Anne-de-Bellevue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0082 - 27 janvier 2020 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de restauration d’immeubles patrimoniaux municipaux et les coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal.
CG14 0433 - 18 septembre 2014 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer des travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui sont reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

CM14 0942 - 15 septembre 2014 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ afin de financer les travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui ne sont pas reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

CE14 0608 - 16 avril 2014 - Prendre acte des orientations pour la gestion du Fonds du patrimoine culturel du québécois, pour la restauration des biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal ou aux villes liées, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) convenue avec le ministère de la Culture et des Communications.

CG14 0020 - 30 janvier 2014 - Approuver l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) intervenue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, pour un montant total de 24 000 000 $, représentant une participation financière égale de 12 000 000 $ pour le Ministère et pour la Ville.

CG13 0169 - 30 mai 2013 - Approuver la modification n^{o} 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 (CG12 0471) entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal aux fins de l'établissement d'un cadre d'intervention contribuant au développement culturel de Montréal, majorant ainsi le montant total de la contribution de 121 505 000 $ à 167 405 000 $.

CG12 0471 - 20 décembre 2012 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal - montant total de 121 505 000 $, part du Ministère 58 351 000 $, part de la Ville 63 154 000 $.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 $, afin d'octroyer une contribution financière pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, appartenant à la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.
La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue a soumis le dossier pour la restauration et réhabilitation de la maison Michel-Robillard, immeuble patrimonial cité.

Seuls les travaux de restauration sont admissibles et seront financés aux deux tiers par le Fonds du patrimoine culturel québécois dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015), jusqu'à concurrence d'une subvention de 1 000 000 $, le dernier tiers devant provenir de la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue. Les frais couverts peuvent comprendre les coûts des honoraires professionnels en lien avec les travaux admissibles. Le projet doit être auparavant autorisé par le ministère de la Culture et des Communications au moyen d'une fiche de recommandation de crédits.

JUSTIFICATION

L'entrée en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour financer les travaux de restauration dans le cadre du projet de restauration et de réhabilitation de la maison Michel-Robillard, immeuble patrimonial cité appartenant à la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, admissible au Fonds du patrimoine culturel québécois dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement de compétence d'agglomération autorisant un emprunt de 1 000 000 $ servira à financer les travaux de restauration d’un immeuble patrimonial municipal et les coûts afférents admissibles au Fonds du patrimoine culturel québécois dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015).

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération de Montréal parce qu'elle concerne une contributions municipales et la gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, qui est une compétence d'agglomération en vertu du décret concernant l'agglomération de Montréal.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération (CG07 0473).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La protection du patrimoine est une composante du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence des crédits visés par ce règlement d'emprunt empêcherait de respecter les engagements de soutien financier sur les projets de protection et de mise en valeur d'immeubles municipaux à valeur patrimoniale selon la sélection des projets de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti municipal à la suite de l'appel de candidatures lancé à la fin de l'été 2013 auprès des arrondissements, des villes liées et des services centraux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, comme convenu avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : août 2020.
2. Adoption : septembre 2020.
3. Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement.
5. Octroi des contrats, à partir de mars 2021.
6. Travaux d'avril 2021 à 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alessandra POZZI, Service de la culture

Lecture :

Alessandra POZZI, 8 juin 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît FAUCHER
Architecte préposé à la planification

Tél : 514 872-7904
Télécop. : 514-872-1007

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-02

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : (514) 868-7897
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-06-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-06-23



Figure 1: Guillaume St-Jean, 2006



Figure 2: Lafontaine & Soucy, 2014

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200668001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT&ADP - 1200668001 - Maison Michel-Robillard 23juin2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-23

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 $ AFIN DE FINANCER LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL POUR LES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA MAISON MICHEL-ROBILLARD, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

Vu l'article 37 et l'annexe I du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002);

Vu l'Entente sur le fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015), conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (CG14 0020);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 $ est autorisé afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard appartenant à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et reconnue par la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002). Cette contribution est versée à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue afin qu'elle effectue les travaux identifiés dans les orientations pour la gestion du Fonds du patrimoine culturel du Québec conformément à l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) ou conformément à toute entente pour la mise en valeur de biens, sites et arrondissements reconnus par cette loi qui pourrait être conclue ultérieurement entre les mêmes parties.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

4. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1200668001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200668001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200668001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-08

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 42.03

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1207562001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-16 09:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 juillet 2020	Résolution: CA20 27 0184

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de *la Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1207562001

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1207562001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2020-06-22 11:46

Signataire : Serge VILLANDRÉ

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207562001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Le collectif des femmes immigrantes du Québec (CFIQ), accompagné du groupe de ressources techniques Atelier Habitation Montréal projettent de démolir un bâtiment commercial d'entretien automobile situé sur le lot 1 294 166 et d'y construire un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. Ce bâtiment comportera 23 unités d'habitation de différentes typologies.
Le projet porté par l'organisme souhaite loger des femmes vulnérables de par leur statut de nouvelles arrivantes et leur précarité. Pour la plupart monoparentales, elles représentent une population à risque de préjugés, d'intimidation ou même de violence. Conscient que l'intégration sociale des personnes immigrantes passe par leur intégration économique, l'organisme développe également un service de soutien à l'emploi adapté aux besoins et caractéristiques des personnes immigrantes.

Le projet à l'étude déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275). Les dérogations sont les suivantes :

- à la hauteur en étages et en mètres du bâtiment (article 9);
- à l'alignement de construction, puisqu'il n'y a aucun plan de façade qui représente au moins 60 % de la superficie d'une façade qui est construit à l'alignement de construction (article 52). Toutefois, en vertu de l'article 66 l'alignement de construction doit être approuvé conformément au titre VIII puisque le bâtiment projeté est situé sur un terrain de coin et qu'il y a au plus un seul bâtiment bordant l'intersection.

Le projet de démolition du bâtiment actuellement présent sur le site n'est pas soumis à l'autorisation du comité de démolition en vertu de l'article 6 paragraphes 5 et 9 du

Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA02-27006).

La demande est recevable en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal pour permettre la réalisation d'un projet relatif à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, d'assistance et d'hébergement. Il est à noter que ce dossier cheminera jusqu'au conseil d'agglomération puisqu'il s'agit d'un projet de construction de logements sociaux et communautaires bénéficiant du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (article 89.1.1 de la Charte de la Ville de Montréal).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le projet proposé consiste à démolir un atelier mécanique actuellement en droit acquis et d'y construire un immeuble résidentiel de 23 logements comportant également des espaces communs.
Le projet de remplacement propose un nouveau bâtiment de trois étages plus un rez-de-jardin qui présente les caractéristiques suivantes :

- 9 logements d'une chambre à coucher;
- 6 logements de deux chambres à coucher;
- 8 logements de trois chambres à coucher;
- Taux d'implantation de 62 %;
- 27 % d'espace vert;
- 10 unités de stationnement pour vélo;
- Aucune unité de stationnement;
- Salle communautaire;
- Espaces communs.

Le bâtiment s'insère sur une tête d'îlot présentement déstructurée, composé d'un atelier mécanique non conforme à l'usage prescrit qui sera démoli suite au projet, d'un salon funéraire de deux étages et d'un triplex. Le cadre bâti situé en face du présent projet est constitué d'immeubles résidentiels de deux étages.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) est favorable à cette demande pour les raison suivantes :

- Ce projet résidentiel vient remplacer un bâtiment qui ne présente aucun caractère architectural significatif et dont l'occupation est actuellement en droit acquis;
- La construction de projet d'habitation communautaire permettra d'amener dans le quartier une clientèle susceptible de participer à la vie communautaire, institutionnelle et commerciale du secteur;
- Le projet offre une typologie variée de logements, dont plusieurs pouvant accueillir une famille;
- Le projet augmenterait la superficie d'espaces végétalisés sur le site, passant d'environ 10 % à 27 %;
- La dérogation à la hauteur ne crée pas d'impact d'ensoleillement sur les bâtiments voisins. D'ailleurs, une étude d'ensoleillement démontre peu d'incidence sur les propriétés voisines;
- La clientèle ciblée ne présente pas un taux élevé de possessions de véhicule et la proximité du réseau de transport en commun pourra lui fournir une offre de transport adéquate.

À sa séance du 9 juin 2020, le comité consultatif d'urbanisme s'est prononcé en faveur sans ajouter de conditions supplémentaires.

Avis préliminaire de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises sur la révision architecturale

1. Nous trouvons qu'il y a trop de matériaux proposés, il serait fort souhaitable de réduire et de simplifier la composition. Nous privilégions la couleur vive pour les accents ponctuels (selon l'article 123.2, « les matériaux et les détails architecturaux de la construction doivent être d'une qualité équivalente ou supérieure aux constructions voisines présentant une qualité architecturale et une valeur patrimoniale»);
2. Nous sommes non-favorables aux cours anglaises donnant sur la rue Notre-Dame Est. Ceci vient créer des interfaces permettant l'accumulation de poussières, de saletés en tout genre et limite l'accès à la lumière de qualité. Nous suggérons de les relocaliser sur l'élévation latérale et à l'arrière (selon l'article 669, « capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire»);
3. Malgré l'impossibilité de l'organisme à avoir un ascenseur (viabilité financière et coût d'entretien), dû à des contraintes budgétaires, nous sommes non-favorables à l'accès principal au bâtiment en dessous du niveau de la rue. Nous orientons les projets vers des entrées de plain-pied et de procéder à la distribution des étages à l'intérieur de l'immeuble (selon l'article 123.2, « le projet doit chercher à avoir une expression architecturale qui s'inspire du contexte, sans l'imiter et sans se référer à des bâtiments ou terrains mal intégrés ou non représentatifs du caractère dominant du tronçon de la voie panoramique; », et l'article 669 « accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et de l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès»);
4. Nous sommes favorables à d'un aménagement de la toiture afin d'y offrir un espace commun de qualité. Cependant, ce type d'aménagement n'est pas permis dans le programme AccèsLogis;
5. Nous sommes favorables à un aménagement paysager qui devrait être mis en valeur et avoir une qualité de design et une diversité accrue des essences (selon l'article 123.2, « la nouvelle construction doit privilégier une mise en valeur des aménagements extérieurs existants ou projetés;»).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet propose la plantation de 3 arbres en plus d'augmenter la superficie d'espaces végétalisés sur le site, passant d'environ 10 % à 27 %.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet de règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabriel CHAINEY
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-9305
Télécop. : 514-872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-18

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-7415
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre-Paul SAVIGNAC
Directeur
Tél : 514-872-4160
Approuvé le : 2020-06-19



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date:20200617

Cadastre: Du Québec

Échelle:

A

1207 562 001



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

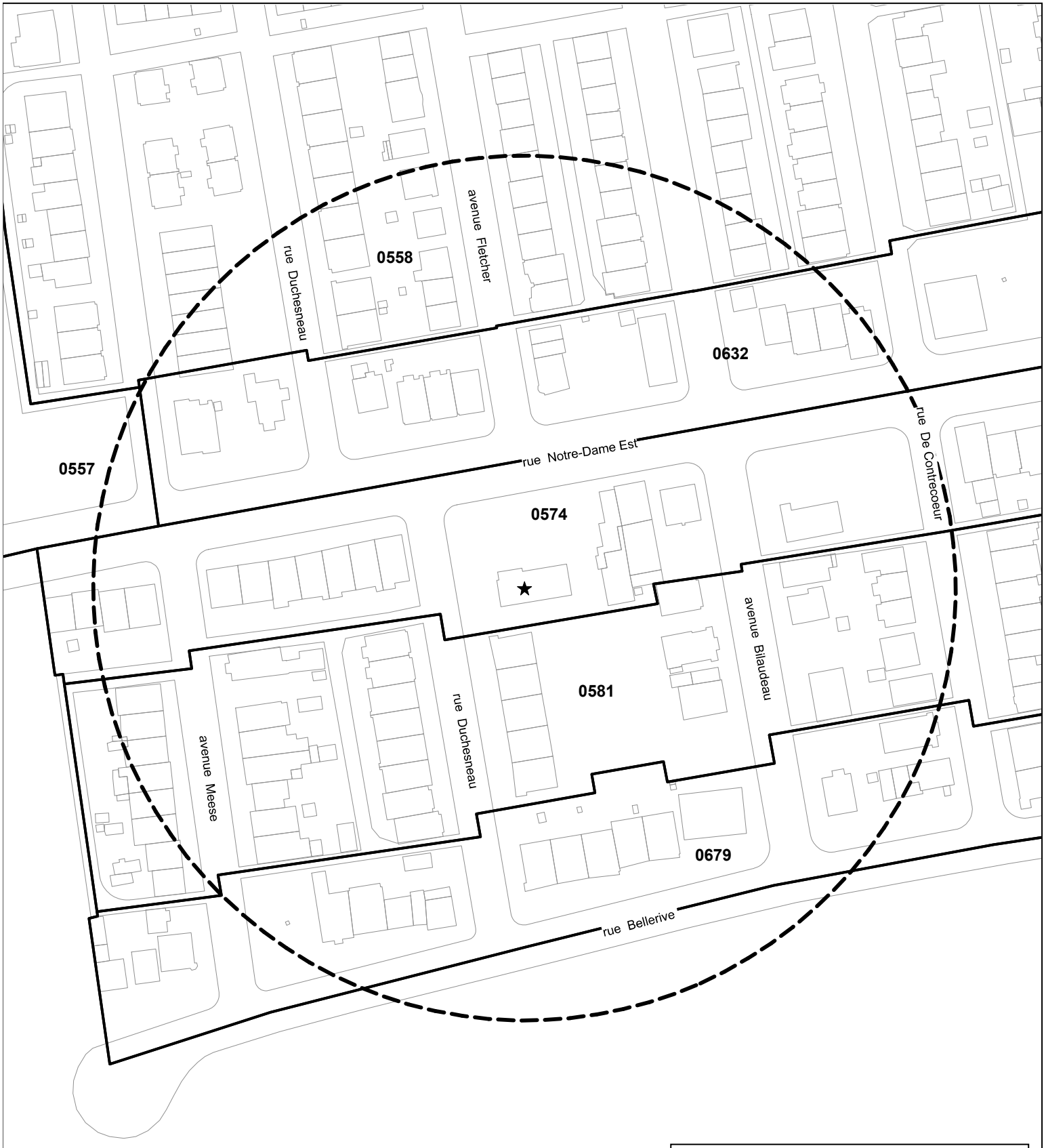
Date:20200617

Utilisation du sol:

Échelle:

B

1207 562 001



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date:20200617

Zones:

Échelle:

1207 562 001

©

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2020-05

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 9 juin 2020, à 8 h 00
en vidéo conférence
plateforme Google Meet

9.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2020-2263

Dossier n^{o}: 1207562001

Objet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personne ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : Lot 1 294 166

Responsable du dossier : M. Gabriel Chainey, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE ce projet résidentiel vient remplacer un bâtiment qui ne présente aucun caractère architectural significatif et dont l'occupation est actuellement en droit acquis;

CONSIDÉRANT QUE la construction de projet d'habitation communautaire permettra d'amener dans le quartier une clientèle susceptible de participer à la vie communautaire, institutionnelle et commerciale du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet offre une typologie variée de logements, dont plusieurs pouvant accueillir une famille;

CONSIDÉRANT QUE le projet augmenterait la superficie d'espaces végétalisés sur le site, passant d'environ 10 % à 27 %;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation à la hauteur ne crée pas d'impact d'ensoleillement sur les bâtiments voisins. D'ailleurs, une étude d'ensoleillement démontre peu d'incidence sur les propriétés voisines;

CONSIDÉRANT QUE la clientèle ciblée ne présente pas un taux élevé de possessions de véhicule et la proximité du réseau de transport en commun pourra lui fournir une offre de transport adéquate.

PAR CONSÉQUENT, IL EST ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE SANS CONDITION.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207562001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2020-06-18 - Mercier 89 (4) - Projet_reglement_lot 1 294 166 - final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-19

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION, LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SITUÉ SUR LE LOT 1 294 166 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 1 294 166 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est permis de déroger aux articles 9 et 52 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
DÉMOLITION

3. Toute demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

SECTION IV
CONDITIONS

4. Le nombre d'étages maximal est de 3.

5. La hauteur maximale du bâtiment est de 12,5 m.

6. Un plan représentant au moins 50 % de la superficie d'une façade doit être construit à l'alignement de construction. Un plan de la façade non construit à l'alignement de construction peut être implanté à l'un ou l'autre des endroits suivants :

1° en retrait de l'alignement de construction;

2° devant l'alignement de construction, cet avant-corps ne devant pas faire saillie de plus de 1,5 m.

7. Aucune norme ne s'applique afin de déterminer l'alignement de construction lequel doit être approuvé conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

SECTION V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

8. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux de construction et les travaux d'aménagement des espaces extérieurs visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) afin de mettre en valeur le bâtiment tout en s'assurant qu'il s'intègre dans son milieu d'insertion.

En plus des critères prévus au titre VIII, les critères suivants s'appliquent relativement à l'alignement de construction du bâtiment :

1° il contribue à l'encadrement de la rue;

2° il préserve les caractéristiques de la morphologie des lieux et de la végétation;

3° il respecte les caractéristiques architecturales de l'ensemble des bâtiments du milieu d'insertion;

4° il met en valeur une percée visuelle ou un autre élément urbain caractéristique.

SECTION VI
GARANTIES BANCAIRES

9. La délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 42 166 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par le certificat d'autorisation de démolition et les travaux de construction soient complétés.

Si les travaux de démolition et de construction ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie.

10. La délivrance d'un permis de construction visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 2 500 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux d'aménagement des espaces extérieurs soient complétés.

Si les travaux d'aménagement des espaces extérieurs ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

11. Les travaux de démolition et de construction autorisés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

12. Les travaux de construction doivent être complétés avant la fin de la validité du permis de construction.

13. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin de la validité du permis de construction.

SECTION VIII
DISPOSITION PÉNALE

14. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1207562001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1208285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Il est recommandé :
d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-21 23:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208285001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Dans le cadre du PTI 2020-2022, chaque service requérant est responsable d'obtenir la totalité des crédits requis auprès des instances décisionnelles appropriées.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Ce règlement d'emprunt nous permettra de mettre en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0117 – 30 mars 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.
CG15 0304 – 24 novembre 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

CG13 0432 – 26 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 40 000

000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 86 847 000 $ pour le financement des projets des années 2021 et 2022 de compétence de l'agglomération et de compétence mixte – volet agglomération inscrits à la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.
Le taux de répartition en vigueur à l'adoption du PTI 2020-2022 est de 50,1% à l'agglomération et de 49,9% à la Ville centrale.

Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville afin de moderniser ses services informatiques, d'améliorer les services numériques aux citoyens et d'adresser la désuétude de ses systèmes patrimoniaux.

L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de nouveaux équipements informatiques ainsi que des services professionnels hautement spécialisés de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via le GDD 1208285002.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2020-2022. Il permettra de réduire les délais administratifs lors de l'autorisation de débuter un projet et par conséquent, permettra de réaliser plus rapidement les différentes solutions technologiques priorisées au sein de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville et dépenser les budgets qui lui sont consacrés au PTI 2020-2022, l'adoption d'un règlement d'emprunt est requise. La période d'amortissement est de 5 ans.
Ce règlement permettra de financer le volet agglomération d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant pour les années 2021 et 2022 un montant de 169 848 000 $. La portion relevant de la compétence de l'agglomération s'élève à 86 847 000 $. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via un autre dossier décisionnel.

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvées par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les projets prévus au PTI 2021-2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Avis de motion : 2020-08-28;
· Adoption : 2020-09-24;
· Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luminita MIHAI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-07

Hans-Frédéric BÉLANGER
Gestionnaire de programme et portefeuille

Tél : 514 872-4921
Télécop. :

Tél : 514-872-9314
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe MONET
Directeur du bureau de projets TI par interim

Tél :
Approuvé le : 2020-07-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-07-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1208285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1208285001 - Biens et services informatiques.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 86 847 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

Vu les articles 19 et 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 86 847 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1208285001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 77777 GDD 1208285001.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-21

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1207896002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017
- d'augmenter le budget de la sous-catgorie "économie sociale" pour 2020 de 1 700 000 $

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-31 11:59

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207896002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, les entreprises montréalaises sont exposées à de nombreux défis financiers du fait de la crise économique de la Covid-19. Cette situation a nécessité la modification des mesures d'aides aux entreprises d'économie sociale que la Ville a mises en place, et ce, afin de tenir compte des enjeux particuliers auxquels elles font face.
Le 28 mai 2020, le conseil d'agglomération a ainsi adopté un règlement modifiant le règlement RCG19-017 afin d'assouplir les Conditions minimales d'octroi d'une contribution de la sous-catégorie « Économie sociale » qui permet aux organismes de soutenir les entreprises d'économie social dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Cet assouplissement a permis de diminuer le montant minimum de subvention ainsi que la mise de fonds exigée pour les projets de consolidation. Il a été réalisé sans augmentation du budget dédié à la sous-catégorie « Économie sociale » , établi à 1 850 000 $ pour les 6 pôles du réseau PME MTL en 2020.

En date du 15 juillet 2020, les PME MTL ont dépensé 1 549 703 $ au titre de la sous-catégorie « Économie sociale », soit 84% du budget 2020 initial. 54% l'a été fait dans le cadre des assouplissements.

Dans le cadre du Plan de relance économique de la Ville de Montréal "Une impulsion pour la métropole : agir maintenant", de juin 2020, la mesure 10 "Accroître l'appui aux entreprises d'économie sociale" prévoit notamment de bonifier le fonds d'économie sociale géré par le réseau PME MTL.

Avec la prolongation de la pandémie de la Covid 19, le présent dossier a donc pour objet d'augmenter le budget dédié à la sous-catégorie « Économie sociale » pour l'année 2020 et de prolonger la période d'assouplissement des conditions d'octroi des subventions en consolidation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0286 - 28 mai 2020 “Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)”
CG19 0157- 28 mars 2019 « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »
CE18 1159 – 27 juin 2018 – Approuver le plan d'action en développement économique du territoire 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.
CE18 0916 – 23 mai 2018 – Approuver le Plan d'action en innovation sociale 2018-2022.
CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.
CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter de 1 700 000 $ le montant de l’aide financière de 2020 de la sous-catégorie « Économie sociale » de la catégorie fonds de subvention et à prolonger l’assouplissement de certaines conditions de soutien mises en place dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.
Ces assouplissements, qui ont déjà été adoptés et qui sont visés dans la Section II de l'annexe D du règlement concernent uniquement les projets de consolidation des entreprises, et sont les suivants :

- supprimer le plancher de 15 000 $ pour le montant minimum des contributions
- exiger une mise de fonds de 10% du coût total du projet, au lieu de 20% habituellement
- ne pas exiger de prévisions financières complètes sur 2 ans mais plutôt un budget de caisse sur 12 mois à l’appui du sommaire exécutif.

Il est proposé que ces modifications prévues dans la sous-section VIII.2 s’appliquent jusqu’au 31 mars 2021.
Il est à noter que les conditions habituelles du Règlement RCG 19-017 continuent de s’appliquer pour les projets d’économie sociale non touchés par la crise (projets de pré-démarrage, démarrage et expansion), bien qu’on anticipe une moindre prévalence de ces dossiers pendant les mois à venir.

L’aide financière additionnelle viendra soutenir aussi bien les projets en consolidation que les autres projets d’économie sociale.

Les règles de calcul de la répartition de l’aide financière qui serait versée aux organismes PME MTL, ainsi que les définitions afférentes, sont détaillées à l’annexe G du règlement 19-017, qui ne fait pas l’objet de modifications.

JUSTIFICATION

Cette modification permettra à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d’urgence et de relance pour aider les entreprises d’Économie Sociale, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, Accélérer Montréal et ainsi que l'entente intervenue entre la Ville et le Ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.
Les premières données remontées par les pôles de services PME MTL font en effet état d’une forte augmentation des demandes de soutien financier. Entre le 1er avril et le 15

juillet, les pôles ont en effet attribué entre 72% et 327% des montants attribués sur la totalité de l'année 2019 comme le montre le tableau ci-dessous:

	Nombre dossiers ÉS Réflexe			Montant attribué Réflexe		
Pôle de service	1er avril au 15 juillet 2020	année 2019	évolution	1er avril au 15 juillet 2020	année 2019	évolution
Centre ESt	11	14	78.57%	240,000	329,000	72.95%
Est	7	6	116.67%	255,000	270,000	94.44%
Centre-Ouest	7	4	175.00%	202,241	165,000	122.57%
Ouest	2	2	100.00%	100,000	41,000	243.90%
Grand Sud Ouest	7	5	140.00%	311,000	95,000	327.37%
Centre Ville	21	9	233.33%	441,462	191,000	231.13%
Totaux	55	40	137.50%	1,549,703	1,091,000	142.04%

À noter, l'année 2019 ne comportait pas 12 mois de pleine activité, car le Règlement RCG 19-017 a été adopté en conseil d'agglomération le 18 avril 2019.

Également, l'augmentation du nombre de dossiers ne concerne pas uniquement des projets de consolidation d'entreprise. Entre le 1er avril et le 15 juillet 2020, les projets ayant bénéficié de l'assouplissement ont ainsi constitué 51% des dossiers (28 dossiers) , et 46% de leur valeur (705K$). Par comparaison, les projets en consolidation constituaient 20% du nombre de dossiers 2019 (8 dossiers) et de la valeur (233K attribués).

Cela est cohérent avec la diversité des secteurs d'activité d'économie sociale et des situations de chaque entreprise: en effet si certaines d'entre elles ont dû fermer pendant le confinement et faire face à des baisses importantes de leurs revenus, d'autres, notamment en services essentiels, ont vu une hausse de leur activité et des coûts augmentés. Dans les deux cas, le soutien accordé au titre de la sous-catégorie « Économie sociale » a permis d'aider les entreprises à négocier leur virage. Cette situation explique également le choix qui est fait de flécher la bonification du budget sur l'ensemble de la sous-catégorie « Économie sociale » (phases de pré-démarrage, démarrage, expansion, consolidation) et pas uniquement sur les projets de consolidation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 1 700 000 $. Les crédits requis pour le financement du programme sont prévus au budget du Service du développement économique - Plan de relance - Tisser Montréal - Axe 4 (Entente 150 M$ -Réflexe Montréal).
Le financement de ce programme n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Il s'agit d'une dépense de la compétence d'agglomération.
Les subventions sont octroyées aux organismes du Réseau PME MTL qui opèrent sur le territoire montréalais.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La modification du règlement et l'augmentation de la, contribution financière permettra d'offrir un soutien supplémentaire aux entreprises d'économie sociale financées par le Réseau PME MTL dans le contexte du COVID-19 et ainsi augmenter leur niveau de résilience.
Un manque de soutien aux entreprises d'économie sociale pourrait compromettre leur capacité de maintenir leurs opérations dans le contexte COVID-19, entraînant des pertes d'emplois, de vitalité économiques et de services sociaux sur le territoire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'incertitude de la situation sanitaire sur les conditions de reprise économique pourrait amener à devoir prolonger à nouveau les mesures d'assouplissement pour les projets de consolidation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est établi, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

27 août 2020: Avis de motion

- 24 septembre 2020: Adoption du règlement
- 5 octobre 2020: date limite de dépôt des demandes de financement
- 13 octobre 2020: validation admissibilité
- 31 mars 2021: fin de la période d'assouplissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile VERGIER
Commissaire au développement économique, Innovation sociale

Tél : 514 868 7675
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872 2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207896002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207896002 Règl modif RCG 19-017 économie sociale 20200729.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Division : Service des affaires juridique

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS D'AFFAIRES D'ENTREPRISES MONTRÉALAISES (RCG 19-017)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du_____ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) est modifié par le remplacement de « ou de l'article 24.2 » par « , à l'article 24.2 ou à l'article 24.10 ».

2. L'article 4 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, de « 28 200 000 $ » par « 29 900 000 $ »;

2° le remplacement, au paragraphe 1° du deuxième alinéa, de « 18 200 000 $ » par « 19 900 000 $ ».

3. L'article 5 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du mot « cinq » par le mot « six »;

2° le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° la sous-catégorie « économie sociale » dont les objectifs sont d'aider un organisme à soutenir des projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale ou l'émergence d'entreprises d'économie sociale novatrices qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises, dont la valeur totale de l'aide est de 7 700 000 $, répartie de la façon suivante :

a) un montant de 2 350 000 $ pour l'exercice financier 2019, un montant de 1 850 000 $ pour l'exercice financier 2020 ainsi qu'un montant de 1 800 000 $ pour l'exercice financier 2021 dont les conditions minimales d'octroi sont prévues à l'annexe D;

b) un montant additionnel de 1 700 000 $ pour l'exercice financier 2020 dont les conditions minimales d'octroi sont prévues à la section II de l'annexe D et pour lequel des règles particulières sont prévues à la section VIII.2; ».

4. Le paragraphe 1° de l'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement de « ou de l'article 24.3 » par « , de l'article 24.3 ou de l'article 24.11 ».

5. L'article 17 de ce règlement est modifié par le remplacement de « ou de l'article 24.3 » par « , de l'article 24.3 ou de l'article 24.11 ».

6. L'article 22.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **22.1** L'organisme transmet au directeur un rapport en date du 30 septembre 2020, du 31 décembre 2020 et du 31 mars 2021 dans lequel il dresse la liste des interventions effectuées en vertu des conditions minimales prévues à la section II de l'annexe D, qui précise les mêmes renseignements que ceux exigés en vertu du premier alinéa de l'article 22, le nombre d'entreprises toujours en activité à ces dates ainsi que le nombre d'emplois crées ou maintenus au sein de ces entreprises.

Le rapport prévu au premier alinéa doit être transmis au directeur dans les 30 jours qui suivent la date du rapport.».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 24.8, de la section suivante :

« SECTION VIII.2
AIDE FINANCIÈRE ADDITIONNELLE DE LA SOUS-CATÉGORIE « ÉCONOMIE SOCIALE » DE LA CATÉGORIE « FONDS DE SUBVENTION » POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020

24.9. Les dispositions de la présente section visent l'octroi de l'aide financière additionnelle de la sous-catégorie « économie sociale » de la catégorie « fonds de subvention » pour l'exercice financier 2020 prévue au sous-paragraphe b) du paragraphe 4° de l'article 5.

Les dispositions du présent règlement demeurent applicables à cette aide financière additionnelle dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente section.

24.10. Un organisme peut obtenir l'aide financière additionnelle de la sous-catégorie « économie sociale » de la catégorie « fonds de subvention » pour l'exercice financier 2020 en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la ville et en indiquant le montant demandé.

La demande doit être présentée au directeur au plus tard le 5 octobre 2020.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie de la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande d'aide financière;

2° un document présentant le potentiel de relance économique du territoire d'intervention relativement à la sous-catégorie « économie sociale » dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 ainsi qu'une projection de l'aide nécessaire à l'organisme pour soutenir cette relance.

24.11. Dans les 5 jours ouvrables suivant le 5 octobre 2020, le directeur déclare admissible toute demande d'aide financière conforme à l'article 24.10.

Le directeur avise l'organisme de l'admissibilité de sa demande par écrit en indiquant le montant d'aide financière additionnelle de la présente sous-catégorie à être versé à la suite des calculs effectués selon l'article 24.12.

24.12. Le directeur détermine le montant d'aide financière à être versé à un organisme en vertu des règles applicables à la sous-catégorie « économie sociale » de la catégorie « fonds de subventions » prévues à l'annexe G.

Le montant à être versé ne peut excéder le montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 24.10.

24.13. À la suite de l'avis prévu à l'article 24.11, l'aide financière, calculée selon les dispositions prévues à l'article 24.12, est versée à l'organisme, sous réserve des dispositions de l'article 14 ».

8. L'article 14 de l'annexe D de ce règlement est modifié par le remplacement de « 30 septembre 2020 » par « 31 mars 2021 ».

GDD1207896002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207896002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207896002 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1207952002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19;

- de réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-07-31 11:57

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207952002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 ont un effet sur les activités économiques à Montréal. Les entreprises émergentes (startups) ne font pas exception et elles sont ainsi affectées par la crise. On remarque notamment un ralentissement des prises de décision moins prioritaires dans les grandes organisations, ce qui fragilise en particulier les entreprises émergentes dont les produits sont destinés aux entreprises.
Par ailleurs, les entreprises émergentes constituent un moteur pour la relance économique de Montréal. En plus de participer à la création d'emplois à Montréal, elles sont des vecteurs d'innovation en répondant à de nouveaux besoins du marché ainsi qu'en soutenant l'adaptation créative des grandes entreprises et d'autres organisations face aux enjeux de la crise.

Le dossier s'inscrit dans le cadre du Plan de relance économique de la Ville de Montréal Intitulé « Une impulsion pour la métropole : agir maintenant » lancé en juin 2020.

Le présent dossier décisionnel a pour objet de soumettre un projet de règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes dans une optique de durabilité, de reprise et de transition écologique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0565 (25 octobre 2018) : Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)
CE18 0914 - 23 mai 2018 - Approuver le Plan d'action en entrepreneuriat, un des huit plans d'action de la stratégie de développement économique « Accélérer Montréal »

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

CE18 0491 (28 mars 2018) : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville

CG 06-0075 (2 février 2006) : Adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise ».

DESCRIPTION

Le présent programme viendra soutenir financièrement les entreprises émergentes qui développent des solutions commercialisables, en collaborant avec des organisations ou des entreprises de 50 employés et plus établies à Montréal ou une personne morale à but non lucratif dont la majorité membres sont des entreprises d'un même secteur d'activité (ci-après : organisations partenaires).
Les projets soutenus pourront prendre notamment la forme d'une preuve de concept, d'une validation technologique ou d'une démonstration précommerciale. Ils devront également se situer dans l'un ou l'autre des secteurs d'activité économiques suivants :

- le bio-alimentaire et l'accès à l'alimentation;
- le divertissement et le tourisme;
- le transport et la mobilité;
- les technologies médicales et la santé communautaire;
- les technologies propres et l'énergie verte, incluant l'optimisation énergétique et l'économie circulaire;
- la vitalité commerciale des quartiers ainsi que la qualité et le cadre de vie des citoyens.

Le montant maximal de subvention est de 50 % des coûts réels du projet, sans excéder 50 000 $ par projet. Ceux-ci couvriront, entre autres, la rémunération du personnel, les honoraires professionnels, l'achat d'équipements et de fournitures ainsi que les frais relatifs à l'obtention d'une homologation ou d'une certification en lien avec le projet.

Les entreprises émergentes qui pourront obtenir une subvention devront répondre notamment aux conditions suivantes :

- être une entreprise constituée en personne morale, dûment immatriculée auprès du Registraire des entreprises du Québec;
- avoir son siège social ou son principal établissement d'affaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- être en activité depuis moins de 5 ans ou est en phase de démarrage;
- disposer d'une équipe d'au moins deux personnes travaillant temps plein;
- avoir un chiffre d'affaires annuel égal ou inférieur à 2 millions de dollars;
- lorsque l'entreprise est une société par actions, avoir son capital-actions détenu majoritairement par des citoyens canadiens, des résidents permanents ou des personnes détenant un certificat de sélection du Québec;

Les entreprises émergente devront aussi démontrer leur potentiel de croissance et leur capacité à mener à terme le projet, la qualité du projet et de la collaboration avec l'organisation partenaire ainsi que la portée et les retombées du projet.

Les demandes de subvention pourront être reçues dès l'entrée en vigueur du règlement, et ce, jusqu'à épuisement des fonds.

JUSTIFICATION

Montréal traverse une crise sanitaire et économique sans précédent. Pour y répondre, la Ville a dévoilé la première phase d'un plan de relance le 17 juin dernier. Ce plan, établi sur un horizon de 6 mois, vise à soutenir l'économie montréalaise au moment où s'amorce le redémarrage des activités économiques. Il propose des gestes structurants pour une relance à long terme, plus résiliente, inclusive et durable.
L'adoption d'un règlement de subvention destiné aux entreprises émergentes afin de jouer un rôle d'incitatif à l'innovation ouverte est l'une des mesures annoncées dans le plan. La collaboration et l'utilisation d'innovations par les entreprises et les organisations établies permettront de dynamiser et de favoriser la réussite du démarrage d'entreprises à fort potentiel. En devenant les premières grandes clientes, ces entreprises et organisations apporteront un soutien technique et financier aux jeunes entreprises. Ces collaborations seront vraisemblablement porteuses de nouvelles pratiques et de solutions pouvant contribuer à transformer durablement la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 $. La ventilation annuelle est présentée ci-dessous.

2020	2021	Total
300 000 $	200 000 $	500 000 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'initiative participe au développement durable de Montréal en stimulant l'achat d'innovations locales et en rendant ainsi plus résiliente l'économie de la métropole. Elle encourage l'innovation visant la transition écologique, notamment dans le secteur de l'énergie et des technologies propres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement de subvention permettra de renforcer le dynamisme entrepreneurial ainsi que la position de Montréal, comme ville d'innovation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans un contexte de diminution de la demande globale liée à la crise sanitaire et économique, la mise en place d'un incitatif financier à l'innovation ouverte avec les organisations et les entreprises établies de la métropole vise à stimuler un écosystème composé de 1 300 à 2 000 entreprises émergentes à fort potentiel de croissance sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin septembre 2020 - Lancement du programme et affichage des modalités sur le site web de la Ville

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DÉCARY
Commissaire au développement économique

Tél : 514 868-7674
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-28

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207952002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207952002 - Programme innovation ouverte 20200730 VF - 200903.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Division : Service des affaires juridique

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION À L'INNOVATION OUVERTE POUR LES ENTREPRISES ÉMERGENTES

Vu les articles 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre 11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coût estimé du projet d'innovation ouverte » : les montants estimés des dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte, tels que soumis par l'entreprise émergente en vertu de l'article 8, avant les taxes;

« coût réel du projet d'innovation ouverte » : les montants des dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte réellement payés par la requérante, avant les taxes;

« dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte » : les dépenses suivantes affectées spécifiquement à la réalisation du projet d'innovation ouverte :

1° la rémunération du personnel temporaire ou permanent suivant les conditions du marché;

2° les honoraires professionnels;

3° l'achat d'équipements et de fournitures;

4° les frais de location d'équipements;

5° les frais relatifs à l'obtention d'une homologation ou d'une certification;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise émergente » : une entreprise constituée en personne morale, dûment immatriculée auprès du Registraire des entreprises du Québec, ayant son siège social ou son principal établissement d'affaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal et qui :

1° est en activité depuis moins de 5 ans ou est en phase de démarrage;

2° dispose d'une équipe d'au moins deux personnes travaillant à temps plein;

3° a un chiffre d'affaires annuel égal ou inférieur à 2 millions de dollars;

4° lorsque l'entreprise est une société par actions, a un capital-actions détenu majoritairement par des citoyens canadiens, des résidents permanents ou des personnes détenant un certificat de sélection du Québec;

« honoraires professionnels » : les frais des services professionnels affectés spécifiquement à la réalisation du projet d'innovation ouverte, à l'exception de services d'un incubateur ou d'un accélérateur d'entreprises, notamment :

1° les frais d'accompagnement juridique, à l'exception de frais liés à un litige;

2° les frais de recherches effectuées par un chercheur d'un centre technologique;

3° les frais de services comptables;

4° les frais de services visant le développement de logiciels ou de traitement de données;

« organisation partenaire » : une personne morale de droit public ou de droit privé ayant un établissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal et comptant plus de 50 employés ou une personne morale à but non lucratif dont la majorité des membres sont des entreprises d'un même secteur d'activité et ayant pour mission de défendre et de promouvoir les intérêts de ces membres;

« phase de démarrage » : l'étape du cycle de vie d'une entreprise durant laquelle elle amorce la commercialisation d'un produit qu'elle a développé sans avoir effectué de ventes significatives ou de ventes récurrentes;

« projet d'innovation ouverte » : un projet visant la commercialisation d'un produit innovant développé par une entreprise émergente, réalisé en collaboration avec une organisation partenaire et visant notamment à effectuer :

1° la preuve de concept ou la démonstration de faisabilité, notamment par des tests et essais du produit en contexte réel;

2° la validation technologique du produit;

3° la démonstration pré-commerciale du produit ou la validation des marchés visés pour le produit;

4° les premières ventes du produit;

Le projet d'innovation ouverte ne comporte pas les étapes préalables de recherche et développement du produit innovant;

« requérante » : une entreprise émergente dont la demande de subvention a été déclarée admissible.

CHAPITRE II
APPLICATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme d'aide financière visant la réalisation de projets d'innovation ouverte par des entreprises émergentes ayant pour but de participer à une économie plus verte ou à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens ou d'apporter une solution à un enjeu urbain ou de transition écologique.

3. Il est octroyé à une entreprise émergente dont la demande remplit les conditions prévues au présent règlement une subvention en argent afin de soutenir la réalisation de son projet d'innovation ouverte.

Le projet d'innovation ouverte doit se situer dans l'un ou l'autre des secteurs d'activité économique suivants :

1° le bio-alimentaire et l'accès à l'alimentation;

2° le divertissement et le tourisme;

3° la logistique et la mobilité intelligente;

4° les technologies médicales et la santé communautaire;

5° les technologies propres, l'énergie verte incluant l'optimisation énergétique ainsi que l'économie circulaire;

6° la vitalité commerciale des quartiers ainsi que la qualité et le cadre de vie des citoyens.

4. Aux fins de l'obtention d'une subvention en vertu du présent règlement, une entreprise émergente doit avoir obtenu de la part d'une organisation partenaire une contribution en espèces d'un montant équivalent à un minimum de 10% du coût estimé du projet d'innovation ouverte.

5. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 $.

CHAPITRE III
EXCLUSIONS

6. Le présent règlement ne s'applique pas à un projet d'innovation ouverte réalisé par une entreprise émergente dont le capital-actions est détenu à plus de 50 % par une autre personne morale.

7. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° un projet d'innovation ouverte de consultation, de marketing ou de publicité;

2° un projet d'innovation ouverte bénéficiant d'une autre subvention de la Ville de Montréal;

3° des dépenses relatives à un projet d'innovation ouverte effectuées avant la date à laquelle une demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 9.

CHAPITRE IV
DEMANDE DE SUBVENTION ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

8. Une entreprise émergente peut obtenir une subvention en compensation du coût réel de son projet d'innovation ouverte en présentant une demande à cet effet en complétant et fournissant les documents suivants :

1° son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec;

2° la résolution de son conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande;

3° un document établissant, le cas échéant, le mandat de toute personne agissant en son nom;

4° le formulaire de demande fourni par la Ville de Montréal dûment complété et signé par ses représentants autorisés et ceux de l'organisation partenaire;

5° une description du projet d'innovation ouverte, de ses objectifs et de l'impact anticipé de la mise en marché du produit innovant dans le territoire de l'agglomération de Montréal;

6° le montage financier du projet d'innovation ouverte comportant une liste détaillée des montants estimés des dépenses admissibles ainsi que le montant prévu de la contribution de l'organisation partenaire;

7° le sommaire du produit minimum viable visé par le projet d'innovation ouverte;

8° un plan d'affaires ou un sommaire exécutif incluant sa stratégie de commercialisation du produit innovant visé par le projet d'innovation ouverte, présentant des prévisions financières couvrant minimalement trois années financières complètes;

9° une déclaration solennelle par laquelle elle représente qu'elle a tous les droits de propriété intellectuelle en regard du produit innovant;

10° les états financiers de son dernier exercice financier;

11° le curriculum vitae de chacun des membres de sa direction.

9. Dans les 30 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention conforme à l'article 8 et qui remplit les critères prévus à la grille jointe à l'annexe A, le directeur déclare la demande admissible et en avise l'entreprise émergente par écrit en indiquant le montant maximal estimé de la subvention calculé selon les dispositions prévues à l'article 12 en substituant le coût réel du projet d'innovation ouverte par le coût estimé du projet d'innovation ouverte.

10. Une requérante qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 9, ne peut présenter une demande visant un autre projet d'innovation ouverte à moins qu'un délai de 12 mois ne se soit écoulé depuis la date de déclaration d'admissibilité indiquée dans l'avis prévu à l'article 9.

11. La requérante dispose de 8 mois à compter de la date du 1er versement de la subvention prévu à l'article 14 pour réaliser le projet d'innovation ouverte.

CHAPITRE V
CALCUL ET VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

12. Le montant maximal de subvention qui peut être versé à une requérante est égal à 50 % du coût réel du projet d'innovation ouverte approuvé par le directeur, ce montant ne pouvant excéder 50 000 $ par projet.

13. Afin d'obtenir un premier versement de la subvention, la requérante doit présenter une demande de paiement au directeur au plus tard 3 mois après la date de déclaration d'admissibilité indiquée dans l'avis prévu à l'article 9.

Cette demande doit être accompagnée d'un contrat conclu entre l'entreprise émergente et l'organisation partenaire visant la réalisation du projet d'innovation ouverte, comportant l'engagement relatif à la contribution exigée en vertu de l'article 4 et prévoyant que la requérante demeurera propriétaire de tous les droits relatifs aux adaptations, modifications ou développements apportés au produit innovant durant la période de réalisation du projet.

14. À la suite de la réception de la demande et du contrat exigés vertu de l'article 13, un premier versement équivalent à 60 % du montant maximal estimé de la subvention est versé à la requérante.

Ce versement est calculé selon les dispositions prévues à l'article 12, en substituant le coût réel du projet d'innovation ouverte par le coût estimé du projet d'innovation ouverte.

15. Afin d'obtenir le solde de la subvention, la requérante doit avoir complété la réalisation du projet d'innovation ouverte et présenter une demande paiement au directeur. La demande doit être présentée au plus tard trois mois après l'expiration du délai prévu à l'article 11 et être accompagnée des documents suivants relatifs à la réalisation du projet d'innovation ouverte :

1° un bilan financier du projet;

2° les factures, le registre des salaires et toute autre pièce détaillant le coût réel du projet d'innovation ouverte;

3° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, des dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit;

4° la preuve du versement, autrement que par paiement comptant, de la contribution de l'organisation partenaire et de son encaissement, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

5° la preuve vérifiable de tout apport en services, le cas échéant;

6° le formulaire détaillant les résultats du projet fourni par la Ville de Montréal, dûment rempli et signé par la requérante ou par son mandataire.

16. Lorsque la requérante s'est conformée à l'article 15, le directeur, après avoir constaté le coût réel du projet d'innovation ouverte, établit le montant final maximal de la subvention sur la base de ce coût réel, approuve le versement du solde de la subvention et en informe la requérante au moyen d'un avis écrit.

Le montant déterminé en vertu du premier alinéa ne peut être supérieur au montant maximal estimé de la subvention calculé en vertu de l'article 9.

17. Lorsque le montant final maximal de la subvention établi en vertu de l'article 16 est inférieur au montant du premier versement de la subvention versé en vertu de l'article 14, la requérante doit rembourser à la Ville la différence entre ces deux montants.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

18. La subvention octroyée à la requérante doit être utilisée uniquement pour financer les dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte approuvées par le directeur en vertu de l'article 9.

Tout montant de subvention utilisé par la requérante en contravention de l'alinéa précédent doit, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, être remboursé à la Ville de Montréal.

19. Le directeur peut consulter les registres comptables d'une requérante et obtenir sur demande auprès de la requérante et ce, sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention.

20. Le directeur peut demander le remboursement de la subvention, en totalité ou en partie si, dans l'année suivant l'expiration du délai prévu à l'article 11, la requérante déplace son siège social ou son principal établissement d'affaires à l'extérieur du Québec, est acquise par une autre société ou vend ses droits relatifs au produit innovant à un tiers.

21. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraînent l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée au comptant à la Ville avec intérêts et frais, par la requérante.

CHAPITRE VII
ORDONNANCES

22. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier l'article 3 du présent règlement afin d'ajouter des secteurs d'activité économique;

2° modifier le présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière prévu à l'article 5, lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;

3° modifier les articles 8 ou 15 du présent règlement afin d'ajouter ou de retrancher des documents exigés aux fins de l'obtention d'une subvention;

4° modifier le montant maximal de la subvention établi à l'article 12;

5° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

CHAPITRE VIII
DURÉE DU PROGRAMME

23. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date édictée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 5° de l'article 22.

ANNEXE A
GRILLE D'ÉVALUATION

GDD 1207952002

ANNEXE A
(article 9)
GRILLE D'ÉVALUATION

Critères d'évaluation	Indicateurs
1. Le potentiel de croissance de l'entreprise émergente et sa capacité à mener à terme le projet d'innovation ouverte	1° la solidité et la qualité du modèle d'affaires.
	2° le caractère innovant du produit et son potentiel de marché.
	3° la capacité de gestion de l'entreprise émergente démontrée par : a) la composition et la qualification des membres de sa direction; b) la rigueur de la structure d'accompagnement se traduisant par la présence d'un comité consultatif comprenant des membres externes, le recours à un mentor, à coach certifié ou la participation à un programme d'incubation ou d'accélération.
2. La qualité du projet d'innovation ouverte et de la collaboration entre l'entreprise émergente et l'organisation partenaire	1° la faisabilité du projet démontrée notamment par les échéances et le réalisme de la démarche.
	2° la pertinence du projet et du choix de l'organisation partenaire en fonction de la démarche de commercialisation de l'entreprise émergente.
	3° le réalisme du montage financier du projet et de la démonstration du besoin d'aide financière.
	4° l'importance de l'engagement de l'organisation partenaire démontrée par le soutien technique, financier et matériel fourni dans le cadre du projet.
3. La portée et les retombées du projet d'innovation ouverte	1° l'utilisation potentielle du produit innovant sur le territoire de l'agglomération de Montréal suite à sa mise en marché.
	2° l'impact potentiel du produit innovant sur le développement de l'agglomération de Montréal par sa participation à une économie plus verte ou à l'amélioration de la qualité de vie ou sa solution apportée à un enjeu à un enjeu urbain ou de la transition écologique.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207952002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID -19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207952002 - Plan de relance.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1201179013

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-04 17:12

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179013**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2019, la Ville de Montréal et le Ministre de l'Économie et de l'Innovation ont conclut une entente visant l'octroi d'un montant de 100 M$ à la Ville de Montréal en vue de mettre en œuvre la planification d'un grand chantier de revitalisation de l'Est de l'agglomération de Montréal (ci-après l'« Entente ») avec comme premier objectif la mise en place d'un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols et/ou les eaux souterraines qui sont situés sur le territoire de l'agglomération de l'Est de Montréal autant pour les terrains municipaux que les terrains privés.
Suite à la conclusion de cette Entente, le conseil d'agglomération avait adopté par règlement un programme de subventions dédié aux projets privés et le conseil municipal avait approuvé une directive établissant les conditions d'admissibilité et d'approbation d'aide financière pour les projets municipaux et d'organismes municipaux.

Cette directive prévoit que les services municipaux, les arrondissements et les organismes municipaux doivent avoir réalisé les travaux de réhabilitation des terrains contaminés et en avoir acquitté le paiement des factures qui y sont liées avant de pouvoir bénéficier du versement de l'aide financière provenant de l'enveloppe de 100 M$ octroyée à la Ville de Montréal en vertu de l'Entente. Or, pour les services municipaux ou les arrondissements susceptibles de réaliser de tels travaux de réhabilitation, ceci implique qu'ils doivent disposer du financement requis au préalable. Dans le contexte actuellement difficile de la position financière de la Ville, le Service de finances nous a informé qu'il est impossible de doter les services municipaux et les arrondissements impliqués des ressources financières nécessaires à la réalisation des travaux de réhabilitation à court et à moyen terme. Par contre, puisque le Service du développement économique (SDÉ) dispose déjà du montant de 100 M$ provenant de l'Entente, il a été proposé par le Service des finances que le SDÉ défraie directement le coût des études de caractérisation et des travaux de réhabilitation de terrains contaminés municipaux en puisant directement de l'enveloppe de 100 M$ provenant de l'Entente.

Afin d'apporter les modifications au programme qui sont rendues nécessaires dans le contexte, des actions spécifiques sont à entreprendre pour :

1. modifier le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés de l'est de Montréal (RCG 20-005) afin que les organismes municipaux (STM, SHDM, etc.) y soient assujettis au même titre que les propriétaires privés avec les adaptations requises, ce qui fait l'objet du présent dossier décisionnel;
2. abroger la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains publics contaminés dans l'est de Montréal, ce qui fait l'objet d'un dossier décisionnel distinct (1201179012).

À ce contexte, s'ajoute une modification qui a été apportée récemment au Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés (19-022), qui s'applique exclusivement sur le territoire de la ville de Montréal. Celle-ci fait en sorte que les travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec sont désormais considérés des coûts et travaux admissibles. Afin d'harmoniser les dispositions des deux programmes, une modification du Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés de l'est de Montréal allant dans le même sens est souhaitable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0050 (30 janvier 2020) : Adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal ».
CG19 0178 (18 avril 2019) : Autoriser, en 2019, un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 100 M$ pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal.

CE19 0501 (28 mars 2019) : Approuver un projet de convention avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 100 M$ pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal.

DESCRIPTION

Les modifications apportées par le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20 -005) sont les suivantes :

- modification de l'article 1 du règlement afin de définir la notion d'« organisme municipal »;
- modification des articles 2, 4, 11 et 14 du règlement, de l'article 5 de l'annexe B ainsi que de l'article 1 de l'annexe C afin d'y assujettir les organismes municipaux au même titre que les propriétaires privés avec les adaptations requises;
- modification de l'article 13 du règlement afin d'apporter des précisions quant aux dispositions relatives à une demande d'un requérant de procéder à une révision du montant maximal de la subvention;
- modification des articles 14 et 16 du règlement afin d'apporter des précisions quant aux documents requis en vue du versement de la subvention;
- modification de l'article 9 de l'annexe C afin d'harmoniser les dispositions relatives aux travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec avec les dispositions à cet égard existantes au Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés (19-022).

JUSTIFICATION

L'abrogation de la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains publics contaminés dans l'est de Montréal fait en sorte que les organismes municipaux ne seront plus en mesure de recevoir une aide financière en vue de réhabiliter des terrains contaminés dans le territoire visé par le programme, le cas échéant. Il est donc nécessaire de modifier le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés de l'est de Montréal (RCG 20-005) afin que ceux-ci y soient assujettis au même titre que les propriétaires privés avec les adaptations requises.
Pour des raisons de cohérence, il est souhaitable d'harmoniser les dispositions relatives aux travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec au Programme de réhabilitation de terrains contaminés applicable sur le territoire de la ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact sur le cadre financier du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme répond à une des actions du Plan Montréal durable 2016-2020, soit la mise en place d'un programme de décontamination des sols.
La décontamination des terrains permet de réduire la pollution du sol et de purifier les eaux de ruissellement en plus d'influer favorablement, dans certains cas, la réduction des problématiques reliées aux îlots de chaleurs.

Le programme contribue à la réhabilitation des sols dans l'Est de Montréal et à l'implantation de diverses mesures visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20 -005) aura pour effet de retirer aux organismes municipaux toute possibilité de recevoir une aide financière relative à la réhabilitation de terrains contaminés dans le cadre de ce programme et d'introduire une incohérence entre les deux programmes visant la réhabilitation de terrains contaminés quant à l'admissibilité des travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201179013

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. modif. Règl. 20-005_vf.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate
Tél : 514-868-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-03

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-005-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS RELATIF À LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS DANS L'EST DE MONTRÉAL (RCG 20-005)

Vu les articles 4, 6, 19 et 92 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 12.3, 82 et 89 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'entente entre la Ville de Montréal et le ministre de l'Économie et de l'Innovation concernant l'octroi d'une subvention 100 000 000 $ à la Ville de Montréal au cours de l'exercice financier 2019-2020 pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal (CE19 0501);

À l'assemblée du 2020, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal est modifié par l'insertion, avant la définition de « RENA », de la définition suivante :

« « organisme municipal » : la Communauté métropolitaine de Montréal ou une personne morale de droit public; ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « privés » par le mot « contaminés ».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 1.

4. L'article 11 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2°, du signe de ponctuation « . » par le signe de ponctuation « ; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° 100 % du coût des travaux admissibles, selon les conditions de l'annexe C, pour toute demande conforme aux formalités de l'article 8, du présent règlement, effectuée par un organisme municipal. ».

5. L'article 13 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le directeur informe le requérant, par écrit, si sa demande de révision du montant est accordée ou refusée et, le cas échéant, confirme le montant estimé révisé. ».

6. L'article 14 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 6° par les paragraphes suivants :

« 6° les factures et autres pièces justificatives détaillant les travaux admissibles, tels qu'énumérés à l'annexe C, et démontrant le coût réel de ces travaux;

6.1° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement au comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance; »;

2° l'insertion, au paragraphe 10, avant les mots « une photocopie », des mots « si la demande est présentée par un requérant autre qu'un organisme municipal, ».

7. L'article 16 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression, avant les mots « et autres pièces », du mot « , reçus »;

2° le remplacement, avant les mots « en vertu de », du mot « reçus » par le mot « reçues ».

8. L'article 5 de l'annexe B de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Les paragraphes 1° à 5° du présent article ne s'appliquent pas à un organisme municipal qui doit adjuger les contrats selon les dispositions législatives et réglementaires applicables aux municipalités en matière adjudication de contrats, notamment celles relatives à l'inadmissibilité aux contrats due à l'inscription du soumissionnaire au RENA. ».

9. L'article 1 de l'annexe C de ce règlement est modifié par l'insertion, à la suite du mot « taxes » des mots « , sauf pour un organisme municipal pour qui ces coûts doivent être calculés en incluant toutes taxes nettes payées à leur égard. ».

10. L'article 9 de l'annexe C de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 3°.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1201179013

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2020/09/24 17:00

(1)

Dossier # : 1201024001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 22 octobre 2020

Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-09-14 18:48

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1201024001**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 22 octobre 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la Covid-19 le 11 mars 2020. Le 13 mars 2020, le gouvernement a adopté le Décret 177-2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois, lequel a été renouvelé le 20 mars 2020 (Décret 222-2020 renouvelant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois) pour une période de 10 jours, soit jusqu'au 29 mars 2020. La déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois a été renouvelée périodiquement jusqu'à aujourd'hui.

La mairesse de Montréal, municipalité centrale de l'agglomération de Montréal, a déclaré l'état d'urgence local en vertu de l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile le 27 mars 2020 et le conseil d'agglomération a renouvelé l'état d'urgence pour une période de 5 jours le 29 mars 2020. Le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) a d'ailleurs été adopté le 3 avril 2020, ce qui permet au comité exécutif de prolonger l'état d'urgence pour des périodes maximales de 5 jours. Ce Règlement déléguait initialement ce pouvoir jusqu'au 1er juin 2020, mais le conseil d'agglomération a adopté, le 28 mai 2020, une modification à ce Règlement (RCG 20-014-1) afin de prolonger la délégation jusqu'au 2 juillet 2020, une autre modification à ce Règlement (RCG 20-014-2) afin de prolonger la délégation jusqu'au 31 août 2020 et une autre modification à ce Règlement (RCG20-014-3) afin de prolonger la délégation jusqu'au 24 septembre 2020. Jusqu'à présent, le comité exécutif a renouvelé l'état d'urgence le 3 avril (CE20 0452), le 8 avril (CE20 0490), le 13 avril 2020(CE20 0499), le 16 avril 2020 (CE20 0562), le 21 avril 2020 (CE20 0568), le 26 avril (CE20 0573), le 1er mai (CE20 0601), le 6 mai 2020 (CE20 0614), le 11 mai (CE20 0625), le 16 mai 2020 (CE20 0684) et le 21 mai (CE20 0760), le 25 mai (CE20 0768), le 30 mai (CE20 0771) et le 4 juin 2020 (CE20 0839), le 9 juin (CE20 0841), le 14 juin (CE20 0966), le 18 juin (CE20 0993), le 23 juin (CE20 0995) et le 26 juin (CE20 1003), le 30 juin (CE20 1008), le 5 juillet 2020 (CE20 1010), le 10 juillet 2020 (CE20 1073), le 15 juillet 2020 (CE20 1077), le 20 juillet (CE20

1081), le 25 juillet (CE20 1083), le 30 juillet (CE20), le 3 août (CE20 1091), le 7 août (CE20 1128), le 12 août (CE20 1214), le 17 août 2020 (CE20 1231), le 22 août 2020 (CE20 1315), le 26 août 2020 (CE20 1317), le 31 août 2020 (CE20 1324), le 4 septembre 2020 (CE20 1337), le 9 septembre 2020 (CE20 1381) et le 14 septembre 2020 (CE20 1389).

L'île de Montréal est la région du Québec la plus touchée par la Covid-19. On y compte plus de 30 400 cas de personnes infectées à la Covid-19 et 3 476 décès ce qui représente environ 47% des cas et 60 % des décès liés à la Covid-19 dans la province. Les chiffres démontrent clairement que le défi de la métropole est unique au sein de la province, soit un qui est en partie explicable par un territoire densément peuplé et une concentration de personnes vulnérables.

Parmi les populations vulnérables, Montréal compte une forte concentration de personnes en situation d'itinérance (PSI). La capacité des services habituels dédiés ayant été réduite pour cette population, son déconfinement continue d'exiger la mise en œuvre et le maintien de mesures d'atténuation pour réduire la propagation du coronavirus. En effet, l'agglomération continue de soutenir en partie trois sites d'hébergement d'urgence pouvant accueillir environ 400 personnes la nuit ainsi que cinq centres de jours dirigés par le milieu communautaire. De plus, on estime que la pandémie aurait engendré une hausse du nombre de PSI sur le territoire Montréalais et que, malgré avoir réussi à maintenir ouverts le même nombre de lits qu'avant la COVID-19, Montréal se trouve avec un déficit estimé de 200 à 400 lits. Les saisons froides étant bientôt arrivées, l'agglomération devra contribuer davantage à la mise en place d'hébergement d'urgence pour les PSI.

Par ailleurs, l'application des consignes de distanciation sociale demeure un enjeu important pour Montréal en raison de la densité de son territoire bâti et de sa population ainsi que l'importance de ses activités économiques qui s'y déroulent. Malgré ces défis, l'agglomération – par l'entremise des mesures d'atténuation qu'elle a réalisées – a réussi à atténuer la propagation du virus au courant des dernières semaines. Toutefois, la récente rentrée scolaire ainsi que toutes les activités connexes qui reprennent rendront la situation plus en plus difficile à contrôler. Pour cette raison, il est essentiel que l'agglomération poursuive toutes les mesures d'atténuation en cours qui demeurent pertinentes et qu'elle instaure de nouvelles mesures pour s'adapter aux conditions changeantes de la pandémie.

Selon la Santé publique, une deuxième vague de la pandémie est inévitable. Ce qui demeure inconnu est plutôt l'ampleur de cette vague ainsi que ses caractéristiques. Néanmoins, en préparation à cette deuxième vague, le gouvernement du Québec a récemment établi le système d'alertes régionales et d'intervention graduelle.

À l'aide d'un code par couleur, ce système précise pour chacune des régions sociosanitaires du Québec, les mesures additionnelles à déployer, au besoin, pour assurer la sécurité de tous. En effet, chaque mode d'alerte supérieur – si atteint – exigera de nouvelles mesures d'atténuation.

Les autorités ont annoncé aujourd'hui que Montréal est passée du vert (veille) au jaune (pré -alerte), et la situation est appelée à évoluer plus ou moins rapidement dans les semaines à venir.

Vu ce qui précède, il demeure essentiel que l'agglomération poursuivre ses efforts et ses interventions humaines, matérielles et logistiques notamment dans les espaces publics, dans le transport collectif, à proximité des écoles et sur les lieux de travail afin d'assurer la protection de la population et l'atténuation de la transmission communautaire présente sur le territoire.

Ainsi, dans le contexte actuel explicité ci-dessus et compte tenu des effets toujours inconnus sur la propagation du virus et sa transmission communautaire, il pourrait être

requis de prolonger l'état d'urgence au-delà du 24 septembre 2020. En ce contexte de pandémie, il demeure non souhaitable que le conseil d'agglomération soit tenu de se réunir aux cinq jours afin de renouveler l'état d'urgence. Ainsi, le présent sommaire décisionnel vise à permettre la modification du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger cette délégation jusqu'au 22 octobre 2020 inclusivement.

Une telle délégation est possible en vertu de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et de l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0424 - le 31 août 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)
CG20 0344 - le 30 juin 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)
CG20 0287 - le 28 mai 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)
CG20 0170 - le 2 avril 2020 - Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)
CG20 0167 - le 29 mars 2020, résolution du conseil d'agglomération pour renouveler l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19
Déclaration de l'état d'urgence de la mairesse du 27 mars 2020 selon l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile.

DESCRIPTION

En ce contexte de pandémie, il n'est pas souhaitable que le conseil d'agglomération soit tenu de se réunir aux cinq jours afin de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile. Ainsi, le présent sommaire décisionnel vise à permettre la modification du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin que le pouvoir délégué du comité exécutif prenne fin le 22 octobre 2020 plutôt que le 24 septembre 2020 tel que le prévoit actuellement le Règlement.
Une telle délégation est possible en vertu de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et de l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4). Toute décision en ce sens du conseil d'agglomération doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités constituées.

À noter qu'en vertu de l'article 49 de la Loi sur la sécurité civile, le conseil d'agglomération peut mettre fin à l'état d'urgence dès qu'il estime que celui-ci n'est plus nécessaire. Ainsi, le conseil d'agglomération conservera le pouvoir de mettre fin à l'état d'urgence lorsqu'il le jugera opportun.

JUSTIFICATION

Comme la situation est toujours critique sur l'île de Montréal et que dans ce contexte il n'est pas souhaitable que le conseil d'agglomération se réunisse tous les 5 jours pour renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile, il est requis de modifier le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin que le pouvoir délégué du comité exécutif prenne fin le 22 octobre 2020 plutôt que le 24 septembre 2020 tel que le prévoit actuellement le Règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-09-14

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur par intérim
Tél : 514 872-4298
Approuvé le : 2020-09-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201024001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 22 octobre 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

Règl. modifiant le RCG 20-014_jusqu'au 22 octobre 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-14

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-014-4

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION AU COMITÉ EXÉCUTIF DU POUVOIR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE RENOUVELER L'ÉTAT D'URGENCE EN VERTU DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ CIVILE

Vu les articles 42, 43 et 49 de la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005, tel que modifié);

Vu l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du 2020, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) est modifié par le remplacement de la date du « 24 septembre » par la date du « 22 octobre ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XX.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2020/09/24 17:00

(2)

Dossier # : 1205330007

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Nommer, conformément à l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), madame Sophie Mauzerolle, Conseillère de la Ville de Montréal, au sein du comité d'audit élargi de la Ville de Montréal en remplacement de monsieur Pierre Lessard-Blais, maire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Il est recommandé au conseil d'agglomération,
de nommer, conformément à l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), madame Sophie Mauzerolle, conseillère de ville du district Sainte-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, au sein du comité d'audit élargi de la Ville de Montréal en remplacement de monsieur Pierre Lessard-Blais, maire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-09-04 15:44

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205330007**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Nommer, conformément à l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), madame Sophie Mauzerolle, Conseillère de la Ville de Montréal, au sein du comité d'audit élargi de la Ville de Montréal en remplacement de monsieur Pierre Lessard-Blais, maire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

CONTENU

CONTEXTE

Le comité d'audit élargi de la Ville de Montréal, constitué en vertu de l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes, est composé d'au plus 10 membres nommés par le conseil d'agglomération, sur proposition de la mairesse de la Ville de Montréal.
L'article 3 de la Charte du comité d'audit de la Ville (CG20 0217) fournit des précisions additionnelles sur la composition de ce comité. Cet article prévoit que parmi les membres du comité :

• deux (2) doivent être des membres du conseil d'agglomération représentant les municipalités reconstituées;

• au moins trois (3) doivent être des membres du conseil municipal, préalablement désignés par ce conseil;

• au moins deux (2) doivent être des membres indépendants, parmi lesquels le conseil d'agglomération désigne le président.

Le comité d'audit est actuellement composé de huit (8) membres, soit 3 membres indépendants et 5 membres élus. Parmi les membres élus, monsieur Pierre Lessard-Blais, maire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, a présenté sa démission au début du mois de septembre de l'année en cours. Il est requis au conseil d'agglomération d'en procéder à leur remplacement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0217 (23 avril 2020) - Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.
CG20 0099 (27 février 2020) Nomination de madame Julie Brisebois, mairesse du Village de Senneville, au sein du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

CG18 0567 (25 octobre 2018) - Nomination de Madame Suzanne Bourque à titre de membre indépendante du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

CG18 0516 (20 septembre 2018) - Approuver le renouvellement du mandat de Madame Lisa Baillargeon à titre de membre indépendante du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal et procéder à sa désignation à titre de présidente de ce comité.

CG18 0393 (21 juin 2018) - Nomination de Monsieur Yves Gauthier à titre de membre indépendant du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal, en remplacement de Monsieur Joseph Nammour, et le désigner comme vice-président.

CG17 0574 (14 décembre 2017) - Nommer Madame Laurence Lavigne Lalonde et Messieurs Pierre Lessard-Blais et Alan DeSousa, au sein du comité de vérification élargi ainsi que Monsieur Edgar Rouleau, maire de la Cité de Dorval, et Madame Christina M. Smith, mairesse de la Ville de Westmount, représentant les municipalités reconstituées, le tout conformément à l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

DESCRIPTION

Madame Sophie Mauzerolle est conseillère de ville du district Saint-Marie dans l'arrondissement de Ville-Marie, conseillère associée à l'urbanisme et la mobilité au comité exécutif de la Ville et membre de la Commission sur les finances et l'administration. Elle est détentrice d’une maîtrise en analyse du discours politique.

JUSTIFICATION

La nomination de madame Sophie Mauzerolle, membre élue siégeant au conseil municipal, est requise afin de se conformer à l'art. 107.17 de la Loi sur les cités et villes

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette nomination est requise afin de permettre la tenue des réunions du comité d'audit et d'en assurer le quorum.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 16 septembre 2020
CM : 21 septembre 2020
CG : 24 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Conseiller en analyse

Tél : 514 8722895
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-09-04

Domenico ZAMBITO
Chef de division soutien aux instances

Tél : 514 872-3125
Télécop. :

Article 51.02

Nominations aux commissions permanentes

Aucun document ne sera livré.